



**HAL**  
open science

# Le Monde et les États-Unis de 1944 à nos jours

Loïc Laroche

► **To cite this version:**

Loïc Laroche. Le Monde et les États-Unis de 1944 à nos jours. Histoire. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2018. Français. NNT : 2018PA01H023 . tel-01986729

**HAL Id: tel-01986729**

**<https://theses.hal.science/tel-01986729>**

Submitted on 19 Jan 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Institutions et Dynamiques Historiques de l'Economie et de la Société (UMR 8533)  
Ecole doctorale d'Histoire (ED 113)

**Loïc LAROCHE**

# **Le Monde et les Etats-Unis**

## **de 1944 à nos jours**

Thèse de Doctorat en histoire contemporaine

Présentée et soutenue publiquement le 10 février 2018

Sous la direction de Patrick EVENO, professeur émérite en histoire contemporaine,  
Université Paris 1

Jury :

- Mokhtar BEN BARKA, professeur des universités en civilisation américaine, Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
- Sylvie KAUFFMANN, directrice éditoriale, *Le Monde*
- Véronique RICHARD, professeure émérite en sciences de l'information et de la communication, Université Paris IV, CELSA
- Nicolas VAICBOURDT, maître de conférences en histoire contemporaine, Université Paris 1



A Grand-père, qui m'a transmis sa passion de l'histoire  
Et à Grand-mère.

## Résumé

Le journal *Le Monde* est un témoin, voire un acteur de la vie de la République et de ses relations avec ses partenaires étrangers, à commencer par le plus important et le plus influent d'entre eux : les Etats-Unis d'Amérique. Cette thèse analyse d'une part l'image de ce pays dans les articles du *Monde*. Elle s'intéresse à la place consacrée aux Etats-Unis, à leur relation avec le reste du monde, à leur image économique et à leur niveau de développement, à la description de leur société et de leur peuple, à l'image de leur système démocratique et enfin à l'image de leur puissance. Cette thèse étudie d'autre part la relation entre les Etats-Unis et la rédaction du *Monde* au sens large, c'est-à-dire journalistes et direction, durant les soixante-dix années écoulées depuis sa création, au fil des administrations présidentielles américaines. Elle montre comment les directeurs successifs et les principaux rédacteurs concernés connaissent et apprécient ce pays, comment la couverture de l'Amérique est réalisée par le journal. Elle étudie les rapports entre la rédaction du *Monde* et les autorités américaines, comment celles-ci accueillent, informent, essaient d'influencer ouvertement ou non le journal et ses équipes. Au-delà, elle montre comment la direction du *Monde* s'inspire des Etats-Unis et de leur presse. Elle étudie enfin la ligne éditoriale du journal sur les Etats-Unis. Trois grandes périodes se dessinent, la première correspond à la direction d'Hubert Beuve-Méry qui marque durablement le journal de son souci d'indépendance matérielle et éditoriale. Ses successeurs essaient de maintenir son héritage tandis que l'Amérique divise la rédaction. Après la chute du mur de Berlin, une nouvelle génération, moderne, transforme le regard du journal sur l'Amérique, alors que le numérique révolutionne les médias.

**Mots clefs :** Etats-Unis, relations transatlantiques et internationales, politique étrangère, guerre froide, antiaméricanisme, civilisation américaine, *Le Monde*, presse, médias, journalisme, propagande, stéréotypes, analyse du contenu

## **Abstract**

**Title :** The newspaper *Le Monde* and the United States since 1944

The newspaper *Le Monde* gives testimony, and is almost an actor of the French Republic and its relations to foreign partners, the most important and influential of which is the United States of America. On one hand we will look into the image given by this country throughout *Le Monde's* articles. We will consider how the United States are being covered, the way they relate to the rest of the world, the way their economy is valued, their level of development, the description of their society and their people, the image given by their democracy and their power. On the other hand we will watch the acquaintances between the United States and *Le Monde's* editorial staff in a broad way, that is journalists and directors, from its foundation along the seventy following years and the various US administrations, which will show how the successive directors of the newspaper and the main journalists have had a genuine knowledge and esteem for this country. We will also learn the way America is covered through the designing of the newspaper. We will see how the editorial staff and the american authorities intermate, the way the latter greet and convey informations in an attempt to influence, openly or not, *Le Monde's* protagonists and beyond this, how the directors of the newspaper are inspired by the United States and the american press. Last but not least, we will look into the editorial line *Le Monde* choses to refer to the United States. Three major periods will emerge, the first one of which corresponds to Hubert Beuve-Méry's management with a longlasting concern ever since for financial and editorial independance. His successors will try to keep on with his heritage while America is dividing the editorial staff. After the fall of the Berlin wall the new generation will modify the vision *Le Monde* had of America whereas the digital technologies start revolutionizing the media.

**Keywords :** United States, Transatlantic and International Relations, Foreign Policy, Cold war, anti-Americanism, American Civilization, *Le Monde*, Press, Media, Journalism, Propaganda, Stereotypes, Content analysis

## Remerciements

L'histoire de cette thèse commence à l'été 1991, alors que je me prépare à partir pour le service national. Mon cher ami Damien Marduel, aujourd'hui disparu, me présente le télé-enseignement universitaire et ses possibilités, ce qui me conduit à m'inscrire aussitôt en Deug d'histoire. Sans lui, cette aventure n'aurait pas eu lieu. A mon retour 16 mois plus tard, comme tout un chacun, je démarre dans la vie active, me marie et dans les années qui suivent, trois merveilleux bambins viennent égayer nos journées et nos nuits. Parallèlement, grâce au télé-enseignement universitaire, je poursuis mes études d'histoire dans mon temps libre, lentement mais sûrement. Petit à petit, mais beaucoup moins rapidement qu'un étudiant traditionnel et toujours habité par la passion de l'histoire, j'obtiens le Deug, la Licence, la Maîtrise, puis le DEA devenu Master et enfin j'en viens à m'inscrire en thèse en 2012. La fin d'un contrat fin 2014 me donne l'opportunité de m'y consacrer entièrement avec la perspective de faire de l'histoire mon métier. Je commence ainsi à donner des cours à l'université de Lille en 2016 alors que nos enfants atteignent peu à peu l'âge du Bac. Finalement je crois que cet équipage que nous formons tous les cinq n'a pas gêné cette aventure mais au contraire en a été le fondement.

Cette thèse est donc l'aboutissement d'une très longue et improbable aventure, assurément non préméditée, guidée ou portée par la passion de l'histoire et non par la raison. Elle correspond à un long travail individuel, mais elle est tout sauf une aventure solitaire. Du début à la fin, elle est due au soutien ponctuel ou durable, parfois indéfectible, de multiples personnes et aussi le fruit de nombreuses rencontres.

C'est pourquoi je tiens à adresser mes plus vifs remerciements à tous ceux, nombreux, sans lesquels cette thèse n'aurait pu exister :

En particulier Patrick Eveno, mon directeur de thèse pour ses conseils, ses encouragements et sa patience ;

François Marcot, qui a dirigé mes mémoires de Master 1 et 2, qui m'a appris la recherche en histoire et les fondements du métier d'historien, et qui m'a lancé sur cette thèse jusqu'à sa retraite, pour sa confiance, son regard toujours bienveillant et rigoureux ;

Ma famille évidemment, pour son soutien et sa patience, même si l'histoire n'était pas la tasse de thé de tous, avec une mention particulière pour mon épouse Ségolène, qui a relu l'ensemble de mon travail et sans laquelle rien n'aurait été possible, et ma fille Julie pour sa relecture aussi ;

Sébastien Carganico et toute l'équipe du service de documentation du *Monde*, pour leur accueil, leur soutien et leur disponibilité ;

Christophe Châtelot, alors chef du service international, qui en plus de répondre à mes questions à trois reprises, m'a permis de passer 24h au *Monde* à partir du service international, pour suivre la réalisation d'un numéro complet, ce qui fut une expérience passionnante, riche et précieuse ;

Tous ceux qui, acteurs ou témoins de mon sujet, journalistes présents ou passés du *Monde* ou d'autres journaux, membres de la direction du journal, diplomates américains, universitaires, membres de think tanks, ont bien voulu me consacrer de leur temps précieux et répondre à mes questions avec patience, gentillesse et précision :

Jacques Amalric, Christophe Ayad, Philippe Bernard, Alain Beuve-Méry, Jean-Marie Colombani, Patrice de Beer, Sylvain Cypel, Alain Debove, Louis Dreyfus, Jérôme Fenoglio, Jacques Follorou, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Bernard Guetta, Nathalie Guibert, Martine Jacot, Patrick Jarreau, Sylvie Kauffmann,

Jan Krauze, Jean-Pierre Langellier, André Laurens, Eric Le Boucher, Damien Leloup, Eric Leser, Corine Lesnes, Jacques Lesourne, Alain Minc, Natalie Nougayrède, Gilles Paris, Jean Plantureux (Plantu), Edwy Plenel, Cécile Prudhomme, Philippe Ridet, Robert Solé, Gilles Van Kote, Daniel Vernet, pour *Le Monde* ;  
Bernard Cassen et Ignacio Ramonet (*Le Monde diplomatique*), Will FitzGibbon et David Kaplan (Center for Public Integrity, Washington, dont est issu l'International Consortium for Investigative Journalism), Philippe Gélie (*Le Figaro*), Laurent Joffrin (*Libération*), Alan Riding (*New York Times*) ;  
Michèle Carteron (retraîtée de l'ambassade), Sophie Roy-Sultan, Mitchell Moss et Michael Guinan de l'ambassade des Etats-Unis et Athena Katsoulos du Département d'Etat à Washington ;  
Richard Kuisel (Georgetown University, Washington), Max Paul Friedman (American University, Washington), Pap N'Diaye (CERI<sup>1</sup>-Sciences Po Paris), Vincent Martigny (Ecole Polytechnique et CEPIVOF<sup>2</sup>-Sciences Po Paris), Denis Lacorne (CERI-Sciences Po Paris), Ezra Suleiman (Princeton University), Justin Vaïsse (CAPS<sup>3</sup>-Ministère des affaires étrangères), Nicolas Kaciaf (CERAPS<sup>4</sup>-Sciences Po Lille), Rémi Lefebvre (CERAPS-Université de Lille), Jean-Noël Jeanneney (historien, homme politique, spécialiste des médias), Philippe Le Corre (Brookings Institution, Washington) ;  
Jan Bachrach et sa famille, qui par leur accueil et leur amitié, m'ont fait connaître et aimer leur pays, les Etats-Unis ;  
Ma sœur Gaëtane, pour l'abstract ;  
Et, last but not least, mon père (avec la complicité de ma mère), ainsi que Geneviève Brunel, Bathilde Larseneur et tant d'autres qui m'ont donné cet intérêt pour l'actualité de la vie de la cité, des choses de notre temps, et que je trouve avec tant de bonheur quotidiennement dans *Le Monde*.

---

<sup>1</sup> Centre de Recherches Internationales

<sup>2</sup> Centre de recherches politiques

<sup>3</sup> Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie

<sup>4</sup> Centre d'études et de recherches administratives politiques et sociales



## **Abréviations**

AFL-CIO	American Federation of Labor - Congress of Industrial Organizations
AFP	Agence France Presse
CESP	Centre d'Etude des Supports de Publicité
CFJ	Centre de Formation des Journalistes
CFR	Council on Foreign Relations
CGT	Confédération Générale du Travail
CIA	Central Intelligence Agency
CREST	CIA Records Search Tool
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
FBI	Federal Bureau of Investigation
FFI	Forces Françaises de l'Intérieur
FRUS	Foreign Relations of the United States
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
ICIJ	International Consortium of Investigative Journalism
IEP	Institut d'Etudes Politiques souvent appelé Science Po.
MRP	Mouvement Républicain Populaire
NARA	National Archive and Records Administration
NASA	National Space Agency
NSA	National Security Agency
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OWI	Office of War Intelligence
PAO	Public Affairs Officer
PCF	Parti Communiste Français
SEM	Société Editrice du Monde
SRM	Société des Rédacteurs du Monde
USIA	United States Information Agency

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>10</b>
<b>Une question récurrente : l'antiaméricanisme</b> .....	<b>19</b>
<b>Première partie. Au temps d'Hubert Beuve-Méry ; un dirigeant et un journal épris de valeurs traditionnelles, face à l'Amérique</b> .....	<b>30</b>
Chapitre 1. 1944-1952 Roosevelt et Truman : la guerre froide .....	32
Chapitre 2. 1953-1960 Eisenhower : la puissance tranquille.....	83
Chapitre 3. 1961-1968 Kennedy et Johnson : la nouvelle frontière .....	119
<b>Seconde partie. Les héritiers ; des dirigeants encore traditionnels dans un journal qui s'ouvre à la modernité, face à l'Amérique</b> .....	<b>157</b>
Chapitre 4. 1969-1976 Nixon et Ford : l'Amérique entre deux visages .....	159
Chapitre 5. 1977-1980 Carter : l'Amérique affaiblie.....	196
Chapitre 6. 1981-1988 Reagan : <i>America is back</i> .....	234
Chapitre 7. 1989-1992 Bush père : la fin de l'histoire .....	274
<b>Troisième partie. La nouvelle génération ; des dirigeants et un journal modernes, face à l'Amérique</b> .....	<b>313</b>
Chapitre 8. 1993-2000 Clinton : l'apogée de l'Amérique ? .....	315
Chapitre 9. 2001-2008 Bush fils : l'Amérique en guerre .....	362
Chapitre 10. 2009-2015 Obama : <i>Yes we can</i> .....	420
<b>Conclusion</b> .....	<b>483</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>494</b>
Tableaux analytiques .....	494
Principaux collaborateurs du <i>Monde</i> concernés par les Etats-Unis.....	549
Principaux officiels américains (politiques et diplomates) concernés par la France et <i>Le Monde</i> depuis 1944 .....	551
Chronologie .....	554
Liste des entretiens .....	567
Sources .....	569
Bibliographie.....	572
Index des noms de personnes .....	584
Table des matières .....	591

# Introduction



NUMÉRO 1944 - 5<sup>e</sup> L

Directeur : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
RÉDACTEUR EN CHEF : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
CHIEF DE BUREAU : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
RÉDACTEURS : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
RÉDACTEURS : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
RÉDACTEURS : **JEAN ZÉVEAUBEAU**  
RÉDACTEURS : **JEAN ZÉVEAUBEAU**

MAISON DE L'ÉDITION 1944

## Le Monde

PRIX DE L'ABONNEMENT  
Paris, 1944-1945 : 100 francs par an  
Les abonnements sont payés d'avance et en espèces  
Les abonnements sont payés d'avance et en espèces

### La France et l'U.R.S.S. ont conclu un traité d'alliance et d'assistance mutuelle prévu pour une durée de vingt ans

#### L'ALLIANCE

Le traité d'alliance et d'assistance mutuelle entre la France et l'Union soviétique a été signé à Moscou le 26 septembre 1944. Ce traité, qui est le premier traité de ce genre conclu par la France depuis la guerre de 1914-1918, marque une étape importante dans la reconstruction de la France et dans la consolidation de la paix en Europe.

#### LE RETOUR À PARIS DU GÉNÉRAL DE GAULLE AU CONSEIL DES MINISTRES

Le général de Gaulle est rentré à Paris le 26 septembre 1944. Il a été reçu par le président de la République et le premier ministre. Le général de Gaulle a ensuite participé au conseil des ministres le 27 septembre 1944.

#### LA PROCHAINE ÉDITION DE L'ÉCRIVAIN

La prochaine édition de l'écrivain sera publiée en 1945. Elle sera intitulée "Le Monde" et sera dirigée par Jean Zéveaubeau.

#### A NOS LECTEURS

Chers lecteurs, nous vous remercions de votre fidélité. Nous espérons que vous apprécierez les nouvelles éditions de "Le Monde".

#### LA CRISE GRECQUE

La crise grecque continue de se développer. Les négociations pour la paix sont en cours.

#### LE RETOUR À PARIS DU GÉNÉRAL DE GAULLE

Le général de Gaulle est rentré à Paris le 26 septembre 1944. Il a été reçu par le président de la République et le premier ministre.

#### LE TEXTE DU PACTE

Le texte du pacte d'alliance et d'assistance mutuelle entre la France et l'Union soviétique est le suivant :

#### LE TEXTE DES LETTRES ÉCHANGÉES LE 26 SEPTEMBRE 1944

Les lettres échangées le 26 septembre 1944 entre le général de Gaulle et le premier ministre soviétique sont les suivantes :

#### LE RÔLE DE LA FRANCE DANS LA VICTOIRE DE L'AXE

Le rôle de la France dans la victoire de l'axe a été décisif. La France a contribué de manière importante à la défaite de l'Allemagne nazie et du Japon.

#### LA VIE LITTÉRAIRE

### LE GENERAL DE GAULLE ET SES TEMOINS

par Emile Henriot

#### La Guerre en Extrême-Orient

#### ABONNEMENTS

Le Monde, numéro 1 du 19/12/1944

Tôt ou tard, comme l'enseignait Thomas Masaryk à son peuple : *Pravda vítězí* (La vérité vaincra).

Sirius<sup>5</sup>

Cette devise du fondateur de la République tchécoslovaque a guidé Hubert Beuve-Méry dont Sirius est le pseudonyme. *Le Monde* en a hérité et ces quelques mots le guident toujours.

Le 22 décembre 1894, le capitaine Alfred Dreyfus est condamné pour trahison et déporté au bagne de Cayenne. Il s'agit d'une fausse accusation sur fond d'antisémitisme, Dreyfus étant juif, de nationalisme et de raison d'Etat. L'affaire dure plus de dix ans, divise la France de la III<sup>e</sup> République et la mène au bord de la guerre civile. Mais le droit finit par l'emporter et le capitaine Dreyfus est finalement innocenté et réhabilité en 1906. A l'étranger, l'affaire Dreyfus émeut profondément et suscite un déchaînement de protestations passionnées dans tout l'hémisphère Nord. Max Paul Friedman écrit que « Trente mille manifestants à Londres dénoncent cette condamnation, des manifestants à Chicago brûlent le drapeau français [...], la langue française acquiert un mot nouveau, boycottage, alors que les appels au boycott des produits français et des visites en France viennent de milliers de citoyens privés et d'un grand nombre d'organisations, de San Francisco à Berlin »<sup>6</sup>. C'est sans doute la première fois qu'une telle réaction internationale se produit. Deux raisons l'expliquent : la première est que l'opinion publique mondiale ne comprend pas que la République française, pays des Lumières, patrie des droits de l'Homme et de la Grande Révolution, puisse se prêter à une pareille et flagrante injustice, même s'il existe de nombreux cas plus graves dans le monde. La seconde est qu'avec la diffusion du télégraphe et du téléphone, la nouvelle fait très rapidement le tour de la planète. La presse joue alors un grand rôle à tous les stades de cette affaire et notamment la presse internationale, par le regard qu'elle porte et diffuse sur cette très grande puissance qu'est la France et qui entend être une référence démocratique pour le reste de l'univers. Le retentissement planétaire de l'affaire Dreyfus préfigure le rôle des médias dans les relations internationales et l'opinion publique mondiale. Depuis, le temps a fait son œuvre. Les vieilles démocraties européennes ne sont plus que des puissances intermédiaires. A leur place, les Etats-Unis d'Amérique, par leur universalisme et leur immense puissance attirent, subissent et cherchent naturellement à influencer le regard critique de la presse internationale et en particulier en France, celui du journal *Le Monde*.

Le quotidien *Le Monde* est créé en novembre 1944 par Hubert Beuve-Méry, à la demande du général de Gaulle, chef du gouvernement. Il naît à partir de l'équipe de l'ancien journal *Le Temps*, supprimé par l'ordonnance sur la presse du 30 septembre de la même année. Le premier numéro du journal paraît le 18 décembre 1944, daté du lendemain comme tous les journaux du soir. Très vite, il gagne sa légitimité par son indépendance vis-à-vis du ou des pouvoirs, politique et économique, devenant peu à peu un journal de référence, une sorte d'institution dans la presse écrite. Il est fortement pénétré de la personnalité de son fondateur, homme discret, taciturne, qui écrit : « Les jeunes – et pas seulement les jeunes – ont besoin d'optimisme. Mais les uns et les autres ont aussi besoin de ne pas être trompés sur l'ampleur et les difficultés des tâches qui leur reviennent et devant

---

<sup>5</sup> Sirius (Hubert Beuve-Méry), « La vérité vaincra », *Le Monde*, 22/08/1968.

<sup>6</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, New York, Cambridge University Press, 2012, p. 80.

lesquelles leurs aînés ont trop souvent échoué. Un optimisme nourri d'illusions va béatement au-devant des catastrophes. Un pessimisme fondé sur la connaissance de dures réalités peut être tonique, exaltant comme un défi »<sup>7</sup>. Cet homme, libre de toute influence, inclassable, ni de droite ni de gauche, a une forte sensibilité sociale liée à ses origines modestes. Il est méfiant vis-à-vis de l'Amérique tout en refusant toute sujétion à l'Union soviétique ou au communisme. Après son lancement, *Le Monde*, journal « intellectuel », largement tourné vers la politique étrangère, devient peu à peu une véritable institution : « Avant même le brio de ses chroniqueurs ou la pénétration de ses commentateurs, ce que le public recherche et trouve en général dans le journal de la rue des Italiens, c'est un instrument de référence. Qu'il s'agisse d'une réunion de chefs d'Etats, d'un grand débat parlementaire, d'un procès important, d'une séance de réception à l'Académie française ou d'une manifestation de rue, c'est du *Monde* que la classe politique ou les milieux intellectuels tirent l'essentiel de leur information. Redoutable hommage, inquiétant monopole »<sup>8</sup>.

Ainsi entré dans l'histoire de France, *Le Monde* est un témoin voire un acteur de la vie de la République et de ses relations avec ses partenaires, à commencer par le plus important et le plus influent d'entre eux : les Etats-Unis d'Amérique. En effet, de la Libération à nos jours, les Etats-Unis sont le pays de référence pour la France comme pour le reste des pays occidentaux. Il domine par sa puissance économique et militaire, par sa créativité, par son influence dans tous les domaines à commencer par la culture et enfin par son avance technologique. Etat continent, terre de liberté et d'accueil de millions d'immigrants chaque année, pays de cocagne, l'Amérique fascine et fait rêver. Tout n'est pas merveilleux outre-Atlantique et à chaque vague d'immigration et d'espoir répond une vague de retours et de déceptions. Certes, d'autres pays influencent la France, notamment l'URSS, ainsi que l'Allemagne, la Suède, le Japon et même la Chine. Mais nul ne l'influence autant que les Etats-Unis, volontairement ou non, même si l'intensité et la nature de cette influence varient avec le temps. Cette relation est ancienne. Au cours du vingtième siècle, les Etats-Unis sont par deux fois venus au secours de la France et lui ont permis de conserver ou de recouvrer sa liberté. L'Amérique doit également sa liberté et son indépendance pour une bonne part à la France qui l'a elle aussi influencée. D'autres nations ont aussi influencé les Etats-Unis, en particulier l'Angleterre.

La presse française non seulement observe mais vit au quotidien cette relation si particulière et forte avec l'Amérique. Elle informe et influence les citoyens français, ce qui intéresse naturellement les Etats-Unis. La presse reflète aussi en partie l'opinion publique et parfois même celle du gouvernement. Elle est un livre d'histoire, jamais terminé, d'une immense richesse, et qui sans cesse s'enrichit davantage. Ecrite par nature avec peu de recul, elle est une suite d'instantanés qui témoignent de l'esprit du présent. Considérée au quotidien, elle peut paraître étriquée, cloisonnée, anecdotique. Mais étudiée sur le long terme, sa variété et son immense richesse s'imposent. Tout cela explique que les diplomates, notamment américains, la consultent ou la lisent abondamment quand ils ne cherchent pas, directement ou indirectement à l'influencer. Ils transmettent aussi à leur tutelle des revues de presse quotidiennes. *Le Monde* que l'on considère comme le quotidien français de référence a naturellement une place centrale ici. Ses positions sur les Etats-Unis suscitent d'ailleurs de nombreuses réactions des deux côtés de l'Atlantique, certains l'accusant d'être pro-américain, d'autres anti-américain, d'autres encore accusant le gouvernement américain de chercher à l'influencer.

---

<sup>7</sup> Hubert Beuve-Méry, « Réflexions politiques », *Le Monde*, 21/11/1951.

<sup>8</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris, Seuil, 1979, p 303.

C'est pourquoi il semble intéressant de chercher à mieux connaître le regard du journal *Le Monde* sur les Etats-Unis, depuis sa création, ainsi que sa relation et celle de ses journalistes avec ce pays à part. Vivante, cette relation a naturellement varié au fil du temps, à mesure de l'évolution des Etats-Unis, de la France, du journal *Le Monde* et de leurs interactions.

Dès lors, nous nous posons deux grandes questions : l'une sur l'image des Etats-Unis dans *Le Monde* et l'autre sur la relation entre ce pays et ce journal durant les soixante-dix années écoulées depuis sa création.

Premièrement, comment sont présentés les Etats-Unis dans les articles du *Monde* ? Nous voulons savoir quelle importance *Le Monde* accorde aux Etats-Unis dans ses colonnes et comment cela prend forme : y a-t-il beaucoup d'articles sur les Etats-Unis, quel est leur statut, c'est-à-dire s'agit-il d'éditoriaux, d'articles de collaborateurs, brèves et dépêches, tribunes et opinions, quelle est la taille de ces articles, qui sont leurs auteurs, où ces articles se trouvent-ils dans le journal, comment cela évolue-t-il dans le temps ? Ensuite, nous cherchons à savoir quelle image politique au sens des relations internationales *Le Monde* donne des Etats-Unis : le pays est-il perçu et présenté comme ami ou ennemi de la France, ou de l'Europe, quelle est l'image de la politique étrangère des Etats-Unis, sont-ils vus comme un pays protecteur ou menaçant ? De quelle manière apparaissent les relations entre les Etats-Unis et les autres pays du monde, et en premier lieu la France, sont-elles faciles ou difficiles ? De même, nous voulons savoir quelle image le journal donne de l'aide financière ou matérielle que les Etats-Unis apportent au reste du monde : le pays est-il décrit comme généreux ou plutôt égoïste, au-delà, quelle est l'image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde et comment est présentée l'aide militaire américaine ? Nous souhaitons connaître aussi comment le journal décrit le degré de développement de l'Amérique. Quelle image donne-t-il de l'économie, de la richesse, de la technologie, de la santé, des infrastructures et de l'éducation aux Etats-Unis ? Par ailleurs, nous voulons savoir quelle est l'image donnée par *Le Monde* de la société et du peuple américains. Comment le journal décrit-il la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis, les mœurs de leurs habitants ? Quelle image donne-t-il de la culture et des médias américains de même du sport, de l'environnement et de son respect aux Etats-Unis ainsi que de la religion et de sa place dans la société américaine ? Nous souhaitons de même connaître l'image du système démocratique américain dans les colonnes du *Monde*. Quel visage le journal donne-t-il à la justice et à la police américaine ? Comment décrit-il le modèle politique des Etats-Unis et leur démocratie ? Enfin nous voulons mieux cerner l'image que *Le Monde* donne de la puissance ou de la force des Etats-Unis. Comment le journal présente-t-il l'armée américaine et décrit-il un peuple confiant et fort, ou inquiet relativement à la puissance de son pays ?

Deuxième grande question que nous nous posons : quelle a été la relation entre les Etats-Unis et la rédaction du *Monde* au sens large, c'est-à-dire journalistes et direction ? Nous cherchons à savoir comment les directeurs successifs et les principaux rédacteurs concernés par les Etats-Unis connaissent ce pays, comment ils l'approchent, s'ils y sont allés, voire y séjournent régulièrement, s'ils y ont étudié ou vécu d'une manière ou d'une autre, s'ils parlent anglais, s'ils ont des relations et des amitiés américaines. De plus, nous souhaitons préciser le regard personnel de ces femmes et ces hommes sur l'Amérique et les Américains, et savoir comment ils écrivent le journal relativement à l'Amérique. De même, nous cherchons aussi à comprendre comment les journalistes du *Monde* approchent les Etats-Unis, comment ils mènent leurs enquêtes sur ce pays, son peuple et son gouvernement, depuis la France ou sur place, comment le journal est construit tout du moins en ce qui concerne l'Amérique. Ensuite, nous voulons savoir quel est le lien entre la rédaction

du journal et les autorités américaines, notamment les diplomates, et comment il fonctionne. D'une part, il s'agit de chercher comment les équipes du *Monde* travaillent de façon active et volontaire avec les autorités américaines, tant en France (ambassade des Etats-Unis) qu'en Amérique. D'autre part, il s'agit de connaître comment les autorités américaines accueillent, informent et essaient d'influencer, ouvertement ou non le journal et ses équipes et avec quel succès, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique étrangère des Etats-Unis si toutefois de telles informations existent et sont accessibles. Au-delà, nous souhaitons savoir si la direction du *Monde* s'est inspirée d'exemples américains, notamment de certains journaux, si elle a été influencée par des pratiques américaines ou encore si elle a pu nouer des partenariats avec des médias d'outre-Atlantique. Finalement, nous souhaitons comprendre de façon globale quelle est la ligne éditoriale du journal sur les Etats-Unis.

Pour répondre à ces questions, nous avons mené nos travaux de recherche essentiellement en France, ainsi qu'aux Etats-Unis grâce au soutien du laboratoire IDHES<sup>9</sup> de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Internet facilite considérablement la tâche du chercheur, même s'il ne remplace pas entièrement le travail sur le terrain et les rencontres et interviews personnelles. Nous avons étudié les articles du *Monde* sur les Etats-Unis en procédant par une analyse du contenu, qui, comme l'écrit Albert Kientz, « demeure l'un des plus puissants instruments intellectuels à notre disposition pour mieux comprendre les médias »<sup>10</sup>. Sur la période étudiée, les 70 années allant de 1944 à 2014, une première approche nous a permis d'évaluer à près de 80 000 le nombre d'articles concernés, c'est-à-dire environ 3% de l'ensemble des articles du journal sur toute la période. Ce nombre étant bien trop grand pour pouvoir réaliser une analyse du contenu, nous avons choisi de constituer un échantillon représentatif en procédant d'abord par sondage afin d'isoler un millier d'articles. Nous avons ainsi sélectionné les articles traitant des Etats-Unis publiés le mercredi et le jeudi (date du *Monde*) suivant le premier lundi de novembre de chaque année, qui correspond au lendemain et au surlendemain de la journée nationale des élections aux Etats-Unis (*Election Day*). Comme *Le Monde* est un journal du soir, daté du lendemain, il s'agit dans la réalité du jour et du lendemain des élections, donc juste avant et après les résultats. Ces deux jours présentent l'immense avantage de correspondre à la période de couverture la plus grande, la plus variée et la plus régulière de ce pays par *Le Monde* sur une période courte. Aucun autre moment de l'année ne présente un tel intérêt récurrent que ces deux journées lors desquelles le regard des médias du monde entier est tourné vers les élections américaines et plus largement vers les Etats-Unis dans leur ensemble. Comme l'écrit Denis Lacorne, « L'élection d'un président américain ne passe jamais inaperçue dans la presse française. C'est l'occasion de faire le point sur la société américaine, d'anticiper l'avenir et de décrire les particularités d'un système politique complexe et mal connu »<sup>11</sup>. Le reste du temps, la couverture est irrégulière, soumise aux hasards des événements.

Le choix de la période d'*Election Day* présente – il est vrai – des contraintes. En effet, le nombre d'articles varie beaucoup selon les élections concernées. Il est au maximum lors des élections présidentielles, une année sur quatre. Au même moment se tiennent aussi d'autres élections fédérales (pour les deux chambres du Congrès) et bon nombre d'élections locales, notamment l'élection des gouverneurs

---

<sup>9</sup> Laboratoire Institutions et Dynamiques Historiques de l'Économie et de la Société, (Unité Mixte de Recherche CNRS 8533)

<sup>10</sup> Kientz (Albert), *Pour analyser les médias, l'analyse de contenu*, Mame, Tours, 1971, p14

<sup>11</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique*, Paris, Gallimard, 2012, pp. 256-257.

des Etats ainsi que des référendums. Lors des élections dites de mi-mandat (présidentiel), une année sur quatre aussi, le nombre d'articles impliqués est nettement moins élevé. Ces élections concernent les deux chambres du Congrès (les représentants sont élus pour deux ans, les sénateurs pour six, mais sont renouvelés par tiers tous les deux ans), auxquelles s'ajoutent encore des élections locales. Les deux autres années (années intermédiaires), il n'y a pas ou presque d'élections fédérales (seulement de rares partielles) et quelques élections locales en fonction des Etats. Le nombre d'articles concernés est alors au plus bas sans être nul pour autant. *Le Monde* explique d'ailleurs régulièrement, lors des élections fédérales, leur déroulement et les grands principes du système politique américain<sup>12</sup>. Une autre contrainte du choix d'*Election Day* est qu'il implique une surreprésentation de la question politique puisque la période sélectionnée est une période électorale, mais ceci étant posé, nous le prenons en compte dans nos travaux. De plus, les articles traitant de l'élection en tant que telle sont facilement isolables. Nous aurions pu faire un autre choix et prendre une période plus large dans l'année : mais cela aurait comporté le risque de fortes variations dues aux hasards des événements. Nous aurions encore pu prendre un quota annuel d'articles en partant des x premiers articles sur une période donnée : mais dans ce cas, cela n'aurait pas tenu compte de la variation du traitement des Etats-Unis dans *Le Monde*. Il aurait été tentant d'élargir la période considérée aux jours d'élections primaires, également très riches, mais cela n'était pas compatible avec le souci de s'en tenir à un millier d'articles. De même, il aurait été intéressant de travailler à partir du blog du *Monde* sur les Etats-Unis. Il est géré par le responsable du desk Amériques et reprend tous les articles qui concernent les Etats-Unis, selon lui. Il est très riche et dépasse largement notre sélection tant l'Amérique est associée de près ou de loin à nombre d'entreprises politiques, économiques, culturelles ou sociales dans le monde, parfois de façon purement anecdotique ou très indirectement. Ce blog ne répond donc pas à tous les critères de notre sélection sans compter qu'il ne concerne que la période récente. Par conséquent il apparaît qu'aucune solution n'est idéale. Cependant, dès lors que la méthode du sondage impliquant une sélection d'articles est posée, la période électorale semble être le meilleur choix pour sélectionner les articles.

Le travail de sélection a été mené à partir de la base de données numérique des articles du *Monde* du service documentation du journal, accessible en partie en ligne. Cette base de données est constituée de deux parties. La première a été faite de manière incrémentale en rassemblant systématiquement les articles publiés depuis le passage du journal au numérique en 1987. La seconde a été créée à la fin des années 2000 grâce à la numérisation des anciennes collections du journal. Sa qualité est donc un peu moins grande. L'indexation des mots clés dans la base numérique n'est pas tout à fait systématique, cependant elle est régulière. Elle a été réalisée au gré des intervenants, avec méthode. La qualité de l'indexation des articles antérieurs à 1987, comme la base support, est aussi un peu moins grande. Leur exploitation dépend d'un logiciel de recherche encore très élémentaire, ce qui limite les possibilités de recherche et ne permet pas de garantir une fiabilité à 100% des résultats. Cela étant dit, cette base de données est une ressource d'une immense richesse pour le chercheur. Sans elle, il aurait été pratiquement impossible de mener un travail de sélection méthodique d'une telle ampleur. S'il convient d'être prudent avec les variables très petites ou les écarts faibles, le sondage et la sélection complémentaire sont dans l'ensemble fiables et représentatifs et permettent donc

---

<sup>12</sup> Voir par exemple Henri Pierre, « Un système électoral vieux de près de deux siècles », *Le Monde*, 09/11/1998, ou « Les Etats-Unis élisent aujourd'hui : leur président, la Chambre des représentants, 35 sénateurs, 29 gouverneurs, 7500 députés d'Etat, 200 000 magistrats et fonctionnaires », *Le Monde*, 05/11/1952.



une étude statistique poussée du contenu des articles. L'importance de la base initiale, qui comprend tous les articles du *Monde* et la taille de l'échantillon final, supérieure à mille articles, permettent une analyse approfondie, détaillée et juste.

L'échantillon issu du sondage est constitué à l'aide d'une recherche « Etats-Unis » dans les titres des articles, aux dates des deux jours retenus. Dans les cas où la sélection est infructueuse lors d'une élection présidentielle et afin de corriger l'aspect un peu moins fiable de l'index d'avant 1987, le sondage est complété le cas échéant, en sélectionnant aussi les articles du même jour à partir du nom du président élu. Cela représente 964 articles qui constituent le cœur de notre corpus (corps d'étude). Nous avons complété notre corpus d'une sélection de 366 articles couvrant les principaux événements et affaires majeures, les grands reportages marquants du journal, les articles signés des directeurs concernant les Etats-Unis et les articles concernant les ambassadeurs des Etats-Unis en France. La sélection des événements importants est assurément subjective. Elle est cependant constituée sur des critères qualitatifs inhérents à la réalisation d'une chronologie qui se veut significative sans pour autant être exhaustive. Les articles relatifs aux événements concernés sont ceux du jour où ils sont survenus. Lorsqu'il y avait plusieurs articles, nous avons sélectionné l'article le plus significatif, comme l'éditorial. Pour les événements d'une importance exceptionnelle, nous avons pris tous les articles traitant de l'événement le jour où il est survenu. Cela représente 165 articles, soit un peu moins de 15% du corpus. La sélection des grands reportages a été réalisée dans l'index informatique à partir des mots clefs « reportage, grand reportage, enquête, série, décryptage » plus « Etats-Unis ». La plupart des grands reportages datent d'avant 1987. Après, il n'y en a presque plus, car André Fontaine a décidé d'arrêter les séries à cette époque. Il nous a semblé intéressant cependant de conserver cette riche catégorie en tant que telle. Elle représente 64 articles soit environ 5% du corpus. Les articles du journal concernant les Etats-Unis et signés des directeurs sont intéressants eux aussi car ils donnent une indication très forte de la ligne éditoriale du journal. Ils représentent environ 6% du corpus. Enfin, les articles concernant les ambassadeurs des Etats-Unis en France, pendant la période de leur mandat, représentent environ 5% du corpus. Ces quatre types d'articles, minoritaires, permettent de prendre en compte ce qui se passe d'important en dehors de la période d'application du sondage. Pour l'analyse du contenu, nous disposons ainsi d'un corpus représentatif de 1330 articles, issus pour 72% du sondage. Nous avons dès lors constitué une base de données à partir de ces articles. Nous les avons résumés, décortiqués en items, c'est-à-dire en éléments significatifs que nous avons classés par thème et par catégorie, le tout à l'aide de notre questionnement. Nous avons alors dressé une table de codage de ces items et procédé au codage de l'ensemble du corpus<sup>13</sup>. Nous avons alors pu procéder à une analyse statistique du contenu des articles par thème et par catégorie.

Parallèlement à cette analyse du contenu, nous avons effectué une enquête auprès des principaux acteurs, témoins et spécialistes (historiens) de la relation entre les Etats-Unis et *Le Monde*. Elle nous a amené à effectuer 51 interviews, sans compter André Fontaine, Bernard Lauzanne et Jean Planchais que nous avons rencontrés dans le cadre d'une précédente étude avant leur disparition. Ces entretiens ont eu lieu pour la plupart en tête-à-tête, parfois au téléphone ou par courrier électronique. Ils ont duré en moyenne une heure, parfois bien plus. Nous avons pu recueillir, souvent longuement, une fois très rapidement, le témoignage de 37 collaborateurs et membres de la direction du *Monde*, dont tous les directeurs depuis André Laurens, la plupart des chefs du service international et des correspondants à Washington depuis Jacques Amalric, et des principaux journalistes

---

<sup>13</sup> Voir table de codage en annexes.

auteurs d'articles sur les Etats-Unis. Nous avons aussi interviewé 7 autres journalistes français et américains ayant traité des Etats-Unis et côtoyé *Le Monde* et ses journalistes, issus du *Monde diplomatique*, du *Figaro*, de *Libération*, du *New York Times* et de l'International Consortium of Investigative Journalism de Washington. De même, nous avons rencontré quatre diplomates américains en charge de l'information et des relations avec la presse française, à l'ambassade à Paris et au Département d'Etat à Washington. Au-delà, nous avons rencontré une douzaine d'historiens auteurs d'ouvrages de référence sur notre sujet, français et américains, tous sauf un ayant publié ou été cités dans *Le Monde*, et deux d'entre eux travaillant aussi pour les principaux think tanks français et américains. Par ailleurs, nous avons pu passer vingt-quatre heures au *Monde*, en particulier au service international et suivre la réalisation complète d'un numéro du journal. Enfin, nous avons pu consulter les archives d'Hubert Beuve-Méry à l'IEP de Paris, de Jacques Fauvet à l'IMEC près de Caen, les archives ouvertes du Département d'Etat et de la CIA aux archives nationales américaines à College Park près de Washington, sans compter celles accessibles directement sur internet, en particulier les FRUS (*Foreign Relations of the United States*).

Pour la rédaction, la dénomination de la population des Etats-Unis est sujette à débat. Il est certain que le gentilé Américains, couramment utilisé, renvoie aussi à l'ensemble des habitants du continent américain. Certains préfèrent le mot Etats-Uniens. Ce dernier a parfois une connotation critique des Etats-Unis. D'autres préfèrent encore Nord-Américains. Le journal *Le Monde* utilise principalement Américains, mais Etats-Uniens, bien que minoritaire, y est de plus en plus utilisé. Le blog des correcteurs du *Monde*, « Langue sauce piquante », indique : « En France, dans la presse ou dans une conversation, quand on parle des Américains, sans autre mention, il n'existe aucune ambiguïté : il s'agit des ressortissants des Etats-Unis d'Amérique [...]. Américain a pour lui la légitimité historique, Etats-Unien, son challenger, est assez pertinent »<sup>14</sup>. Il trouve même les deux mots plutôt complémentaires, propose de les laisser cohabiter et avoue un certain attrait pour la nouveauté. La dénomination officielle française, utilisée notamment par le Quai d'Orsay, demeure malgré tout celle d'Américains. Souhaitant rester absolument neutres, nous nous y tenons donc à ce jour.

Enfin, ce travail n'est pas seulement une histoire du journal *Le Monde*, mais aussi une histoire de son contenu et de ses rédacteurs. Nous les citons par conséquent largement, plutôt que de les paraphraser, ce qui serait moins vrai et moins intéressant.

Ainsi, cette thèse a pour ambition de mieux connaître la relation entre les Etats-Unis et *Le Monde*, témoin clé de la relation entre l'Amérique et la France depuis la Libération, c'est-à-dire depuis la création du journal. Au long de ces soixante-dix ans, trois grandes périodes apparaissent, rythmées par les mandats des présidents américains. Au cours de ces années, l'image des Etats-Unis présentée dans *Le Monde* se construit et évolue au fil des hommes, des gouvernements américains et des circonstances de même que la relation entre la rédaction du journal et ce pays.

Dans la première période, de 1944 à 1969, *Le Monde* gagne son indépendance et son statut de journal de référence, sous la direction d'Hubert Beuve-Méry, qui le marque durablement de sa personnalité. Pendant ce temps, la France se reconstruit sous l'aile des Etats-Unis puis s'émancipe de leur écrasante

---

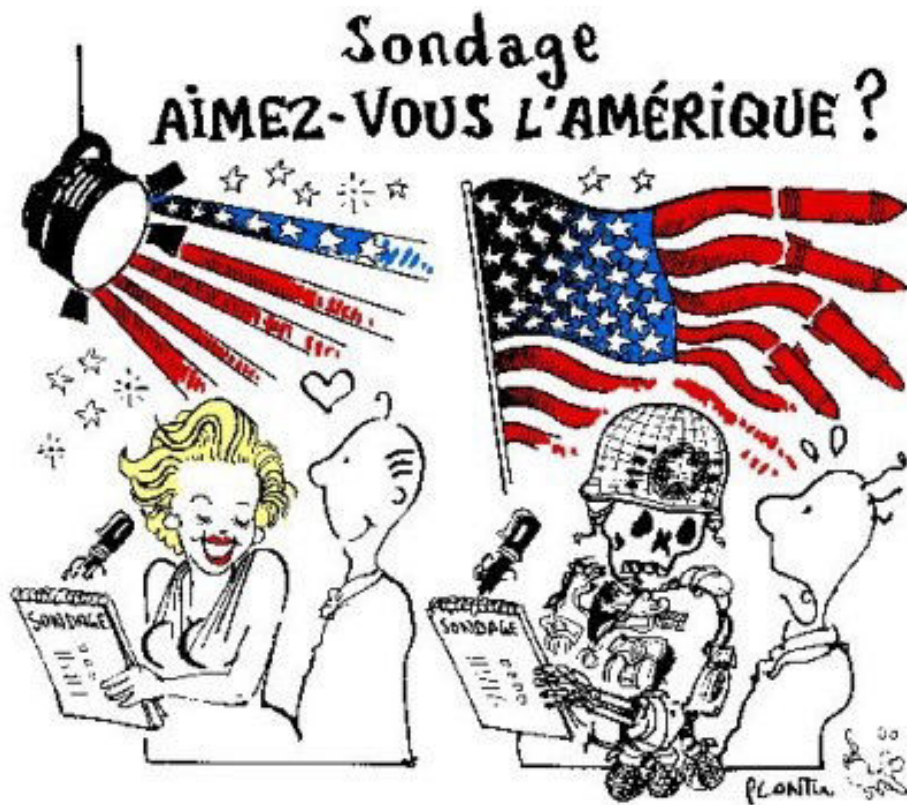
<sup>14</sup> « Etats-Uniens ou Américains, that is the question », Langue sauce piquante, 06/07/2007, [En ligne], URL : <http://correcteurs.blog.lemonde.fr/2007/07/06/etats-uniens-ou-americains-that-is-the-question/> (Consulté le 07/08/2017).

tutelle, accentuée par la guerre froide, sous la présidence de Charles de Gaulle. Ce dernier est méfiant à l'égard de l'Amérique, tout comme Hubert Beuve-Méry pour lequel aucune tutelle ne saurait être envisageable, qu'elle soit gouvernementale (française) ou américaine.

La seconde période, de 1969 à 1989, après de Gaulle et Beuve-Méry, voit les relations entre la France et les États-Unis se normaliser alors que l'image de l'Amérique se dégrade en Europe et peut-être aussi dans *Le Monde*. L'Amérique devient alors un sujet central au sein du journal et divise la rédaction jusqu'à la chute du mur de Berlin. C'est l'époque de la première génération de successeurs d'Hubert Beuve-Méry – on pourrait aussi dire des héritiers – hommes tous nés avant l'avènement de la société de consommation, contrairement à la plupart des rédacteurs.

La troisième période est celle de l'après guerre froide, de la révolution numérique, de l'Amérique un temps triomphante, mais dont la puissance est bousculée par une série de crises, terroriste, militaire, financière, et par le réveil de la puissance chinoise. Cette période correspond aussi à une nouvelle génération de directeurs du journal, tous nés dans cette France moderne et qui s'éveille peu à peu à l'ère numérique. Cette dernière révolutionne les médias, oblige la presse à se réinventer pour ne pas disparaître. Pour les Français comme pour les journalistes du *Monde*, l'avènement du numérique contribue à rendre l'Amérique et sa culture très familières, mais non ses gouvernements et certaines de ses mœurs.

**Une question récurrente : l'antiaméricanisme**



Traiter de la relation entre *Le Monde* et les Etats-Unis nécessite d'aborder la question de l'antiaméricanisme. Pour y répondre, il faut d'abord définir ce qu'est l'antiaméricanisme. Seulement comme le remarque Vincent Martigny, « la difficulté à le définir, son usage polémique, journalistique et parfois militant contribuent à lui conférer une élasticité générée par la multiplicité de ses significations et de ses usages politiques »<sup>15</sup>. De très nombreux travaux ont été réalisés concernant l'antiaméricanisme en France et son histoire, en particulier ces dernières années par Philippe Roger<sup>16</sup>, Denis Lacorne<sup>17</sup>, Jacques Rupnik, Marie-France Toinet et Vincent Martigny en France, ou bien Jean-Philippe Mathy<sup>18</sup>, Sophie Meunier<sup>19</sup>, Max Paul Friedman<sup>20</sup>, Richard Pells<sup>21</sup> ou Richard Kuisel<sup>22</sup> aux Etats-Unis. Leurs appréciations sur l'antiaméricanisme français divergent profondément, de Philippe Roger, le plus sévère, pour lequel la quasi-totalité des intellectuels français est antiaméricaine, au plus ouvert, Max Paul Friedman qui défend le contraire tandis que Denis Lacorne pense que « l'antiaméricanisme est avant tout une question de perception »<sup>23</sup>. Malgré ces divergences, il nous semble qu'il est possible d'identifier un cadre commun et notamment quatre dimensions principales de l'antiaméricanisme, qui demeure fondamentalement un rejet de l'Amérique. Cela permet de proposer une méthodologie afin de répondre à la question qui nous intéresse ici : *Le Monde* est-il ou a-t-il été antiaméricain ?

### L'antiaméricanisme primaire

La première de ces dimensions est ce qu'il est convenu de nommer l'antiaméricanisme primaire. Il s'agit là d'un dénigrement systématique, automatique et constant de l'Amérique sous toutes ses formes, son peuple, sa société, son gouvernement et ses politiques, etc. Pour un antiaméricain primaire, selon Richard Kuisel, « l'Amérique est une dystopie avec des connotations de consumérisme rampant, culture de masse vulgaire, de conformité sociale, de violence et de volonté de domination mondiale. Cette position [...], traite l'Amérique comme une idéologie »<sup>24</sup>. Ce phénomène tient davantage du réflexe, de l'émotion que de la raison. Il correspond à la définition que proposent Peter Katzenstein et Robert Keohane selon lesquels l'antiaméricanisme est une « tendance psychologique à

---

<sup>15</sup> Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », thèse soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2012.

<sup>16</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Le Seuil, 2002, 608 p.

<sup>17</sup> Denis Lacorne, Jacques Rupnik, Marie-France Toinet, (Dir.), *L'Amérique dans les têtes*, Paris, Hachette, 1986, 310 p.

<sup>18</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, Chicago, University of Chicago Press, 1993, 307 p.

<sup>19</sup> Sophie Meunier, « The distinctiveness of French anti-Americanism », in Peter J. Katzenstein et Robert O. Keohane (Dir.), *anti-Americanisms in world politics*, Ithaca, London, Cornell University Press, 2007.

<sup>20</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, 358 p.

<sup>21</sup> Richard Pells, *Not like us : How Europeans have loved, hated and transformed American culture since World War II*, New York, Basic Books, 1997, 444 p.

<sup>22</sup> Richard Kuisel, *Seducing the French : the dilemma of Americanization*, Berkeley, University of California Press, 1993, 296 p. et *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, Princeton, Princeton University Press, 2012, 487 p.

<sup>23</sup> Denis Lacorne et Tony Judt, *With Us or Against Us*, New York, Palgrave, 2005, p. 1.

<sup>24</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. xix.

développer des visions négatives des Etats-Unis et de la société américaine en général »<sup>25</sup>, c'est-à-dire un comportement irrationnel systématiquement hostile à l'Amérique.

Cet antiaméricanisme primaire a un dérivé ponctuel, un sentiment anti-américain général mais passager, sorte de crise ponctuelle en réaction à un évènement ou une décision américaine et qui correspond à une colère passagère plutôt qu'à un phénomène de fond. Il s'agit toujours d'une émotion, qui échappe à la raison, même si elle provient d'une réaction à un évènement bien concret. Mais cette émotion peut entraîner un rejet général de tout ce qui est américain, même sans aucun lien rationnel avec sa cause, ce qui nous ramène à de l'antiaméricanisme primaire. « Il est certain que les périodes de tension politique et économique entre la France et les Etats-Unis, ou les moments de crise nationale, influent directement sur l'antiaméricanisme » explique Vincent Martigny<sup>26</sup>. Cependant, au bout de quelques temps, une fois la colère passée, il disparaît.

### **Le refus de l'exceptionnalisme américain**

La seconde dimension de l'antiaméricanisme concerne le refus de l'exceptionnalisme américain par les étrangers. Elle correspond évidemment à une définition américaine de l'antiaméricanisme. Max Paul Friedman rappelle ainsi une anecdote relative à une question bien actuelle posée aux Américains par leur presse : « Pourquoi ne nous aiment-ils pas, demande le *New York Times* ? Nous sommes en 1913. « Ils » désigne alors les Canadiens, et le *Times* pense qu'il a la réponse : animosité irrationnelle et jalousie »<sup>27</sup>.

Cette incompréhension paraît étonnante, même presque naïve. Et pour cause : l'exceptionnalisme a pour conséquence un certain idéalisme dans le regard porté outre-Atlantique sur les relations internationales. La plupart des Américains sont persuadés des vertus de la République modèle et de la pureté du dessein des Etats-Unis, il s'agit là du mythe de l'innocence. Pour eux, leurs valeurs sont universelles et correspondent au dessein de l'humanité pour ne pas dire au dessein de Dieu : la destinée manifeste de l'Amérique. En conséquence, leur pays a pour ambition la paix, la liberté et l'intérêt général de la planète. C'est un pays vertueux et généreux, qui devrait être aimé et copié par tous les peuples et toutes les nations du monde. Richard Pells écrit : « Depuis près de quatre siècles, les habitants des Etats-Unis d'Amérique présument qu'ils sont un peuple choisi, une société modèle, et que tous les autres peuples veulent soit venir dans le nouvel Eden, soit en construire une réplique dans leur propre pays »<sup>28</sup>. Les relations internationales sont-elles conduites par l'intérêt ou les sentiments ? Pour la majorité des Américains, les Etats-Unis ne sont pas une nation intéressée, mais une nation qui n'a comme objectif que de faire le bien. Henry Kissinger a écrit un livre qui a pour titre : *l'Amérique a-t-elle besoin d'une politique étrangère*<sup>29</sup>, en forme de plaidoyer pour que son pays en ait une, c'est-à-dire pour qu'il définisse ses intérêts et les actions qu'il entend mener pour les

---

<sup>25</sup> Peter J. Katzenstein et Robert O. Keohane (Dir.), *anti-Americanisms in world politics*, cité dans Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

<sup>26</sup> Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

<sup>27</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 1.

<sup>28</sup> Richard Pells, *Not like us – How Europeans have loved, hated, and transformed American culture since World War II*, *op.cit.*, p. xiii.

<sup>29</sup> Henry Kissinger, *Does America need a foreign policy ?*, New York, Simon & Chuster, 2002, 352 p.

atteindre. Pour un Américain, cela n'a rien d'évident, bien au contraire. Pour la majorité des habitants des Etats-Unis, il semble totalement incompréhensible de ne pas être aimé naturellement par les non-Américains. Ceux qui s'y refusent sont alors accusés des pires maux de la terre, à commencer par la jalousie, toutes accusations résumées dans la notion d'antiaméricanisme. Stephen Walt écrit ainsi que « les Américains pensent que la noblesse de leurs buts est évidente pour tout le monde, et donc que seuls des régimes malfaisants ou agressifs nourrissent des craintes vis-à-vis de la puissance américaine »<sup>30</sup>.

Au-delà de cette naïveté, l'exceptionnalisme se traduit par l'ambition de leadership : la République modèle est sans doute (logiquement diront certains) devenue le pays le plus riche et le plus puissant du monde. Mais aux yeux des Américains, cette puissance et cette richesse ne sont que des moyens. L'exceptionnalisme américain et non seulement le pragmatisme, conduit les Etats-Unis à revendiquer le rôle de leader naturel du monde, ou au moins du monde libre. Il s'agit pour l'Amérique d'être le leader des pays ayant le bien comme dessein face à ceux qui ont le mal comme dessein. A la fin de la guerre froide, Bill Clinton proclame même que « l'Amérique se dresse seule comme la nation indispensable (*indispensable nation*) pour le monde ! »<sup>31</sup>. Il paraît dès lors inconcevable aux Etats-Unis qu'un pays étranger puisse décentement contester ce rôle, ce leadership et donc cet exceptionnalisme, au nom de la liberté ou au moins de l'autonomie. Avec la France, l'incompréhension est à son comble puisque celle-ci non seulement conteste l'universalisme et le leadership américains, mais elle propose à la place son propre universalisme, celui de la patrie des droits de l'homme. Les valeurs que ces deux universalismes (ou ces deux narcissismes) promeuvent ne sont pas très éloignées, mais le pays de référence n'est pas le même. Comme l'explique Richard Pells : « Les Américains et les Français se voient comme des sociétés modèles, chacune avec la mission de porter les idéaux de leurs révolutions respectives aux confins de la planète. Les Américains parlent au nom de la démocratie et les Français défendent la civilisation, mais leurs ambitions mondiales sont également grandiloquentes »<sup>32</sup>.

L'exceptionnalisme a aussi un rapport avec la légitimité. Il apparaît que le refus de l'exceptionnalisme américain est une contestation de ce que Weber appelle la légitimité charismatique<sup>33</sup> des Etats-Unis, puisque cette légitimité tient au caractère supposé exceptionnel de ce pays. Elle vaut naturellement à ses contestataires la qualification d'antiaméricanisme par les tenants de l'exceptionnalisme américain. Ces contestataires sont cependant rarement accusés de ne pas croire en l'Amérique, accusation subjective. Ils sont plutôt accusés de refuser les valeurs universelles issues des Etats-Unis que sont la démocratie, la justice, le droit au bonheur et au bien-être, accusations fondées apparemment sur la raison, mais en réalité liées intimement à la croyance en l'exceptionnalisme américain.

Evidemment, ce sentiment américain est augmenté par tous les préjugés qu'ont les habitants des Etats-Unis sur le reste du monde. Ceci dit, chaque pays, chaque peuple a ses préjugés sur les autres, panaché de méconnaissance et de simplification hasardeuse, surtout les grands qui tendent à se suffire à eux-mêmes. Les Etats-Unis sont loin d'être une exception en la matière : « Les représentations stéréotypées nationales ne sont pas belles, qu'elles soient le fait d'étrangers sur les

---

<sup>30</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les Etats-Unis*, Paris, Demopolis, 2008, p. 77.

<sup>31</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 251.

<sup>32</sup> Richard Pells, *Not like us – How Europeans have loved, hated, and transformed American culture since World War II*, *op.cit.*, p. 184.

<sup>33</sup> Elisabeth Kauffmann, « Les trois types purs de la domination légitime de Max Weber », *Sociologie* n°3, vol. 5/2014.

Américains ou d'Américains sur les étrangers, mais elles semblent être une réaction humaine classique aux différences culturelles, surtout en temps de conflit international »<sup>34</sup>. A cela s'ajoute le principe américain d'optimisme. Le pessimisme comme la critique de la nation sont mal perçus en Amérique. Un tel comportement est considéré comme *un-american*. Corine Lesnes raconte ainsi que dans l'épopée de Lewis et Clark, une des histoires fondatrice du mythe américain, le suicide du héros, le capitaine Lewis, a très longtemps été passé sous silence. C'était un fait impossible au pays de l'optimisme viscéral, *un-american*<sup>35</sup>.

On est naturellement en droit de contester cette vision essentiellement américaine de l'antiaméricanisme, même si une partie des anti-antiaméricains européens la partagent également. Les Américains sont libres de croire qu'ils sont le peuple choisi par la providence et que leur pays a une destinée manifeste (*manifest destiny*). Mais cette croyance n'est pas un argument valable pour qualifier d'antiaméricains ceux qui ne reconnaissent pas l'exceptionnalisme américain. C'est pourtant souvent le cas. Comme l'écrit Max Paul Friedman : « Dans la mesure où l'exceptionnalisme américain est une valeur centrale pour les Américains, la croyance selon laquelle l'antiaméricanisme est la cause de toute opposition étrangère est le corollaire logique de cette affirmation exceptionnaliste »<sup>36</sup>. Il convient d'en tenir compte, de respecter même cette croyance comme toutes les autres. Mais elle n'est pas un argument scientifique.

## Le regard critique français sur l'Amérique et les Américains

Il y a sans doute un regard critique de l'Amérique en France. C'est la troisième dimension de l'antiaméricanisme. Richard Kuisel remarque qu'en France, « le gaullisme et le communisme, chacun à sa manière, ont été les piliers de l'antiaméricanisme »<sup>37</sup> et par conséquent du regard critique français sur l'Amérique. Mais cette critique correspond-elle à un rejet de l'Amérique et sur quoi porte-t-elle ?

Toute critique, même sévère, n'est pas nécessairement mauvaise ou illégitime. A moins de refuser la critique, de considérer que l'Amérique est parfaite, ce qui ne semble sérieux pour aucun pays, il y a nécessairement une part légitime dans la critique française sur les Etats-Unis. Il ne s'agit pas ici d'en faire la liste. Il est vrai que ces critiques ne sont pas toujours bien acceptées en Amérique et comme l'explique Fabrice Serodes, « la France, en particulier, y passe pour un empêcheur de tourner en rond »<sup>38</sup>. Ainsi, au moment où Georges W. Bush se propose d'envahir l'Irak de Saddam Hussein, Thierry de Montbrial explique dans les colonnes du *Monde* : « A Phnom-Penh, de Gaulle ne fut pas antiaméricain. Ceux qui, depuis des semaines et des mois, auront essayé de mettre les Etats-Unis en garde contre les risques d'une intervention politiquement mal préparée en Irak, ne le sont pas davantage »<sup>39</sup>.

Nous verrons par la suite l'ensemble des critiques que *Le Monde* formule à l'égard de l'Amérique. Il est intéressant de s'arrêter sur l'une d'entre elles, plus marquée. En effet, une tendance traditionnelle du regard français sur l'Amérique est

---

<sup>34</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 230.

<sup>35</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama*, Paris, Rey, 2012, p. 345.

<sup>36</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 7.

<sup>37</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 3.

<sup>38</sup> Fabrice Serodes, « L'anglophobie est morte ! Vive l'antiaméricanisme – Continuités et ruptures d'un anti-hégémonisme », *Sens Public*, 2005/5, p. 7.

<sup>39</sup> Thierry de Montbrial, « De la relativité de l'antiaméricanisme », *Le Monde*, 04/10/2002.



le refus de ce caractère hégémonique que confère aux Etats-Unis l'exercice de leur leadership ajouté à leur puissance comme l'explique Richard Kuisel : « l'Amérique, dans l'après guerre froide, posait un dilemme parce que la France voulait un allié mais se trouvait face à un hégémon »<sup>40</sup>. La puissance de l'Amérique la conduit régulièrement à un unilatéralisme, plus ou moins marqué selon les administrations, qui heurte plus particulièrement les Français toujours en proie à cette volonté d'indépendance ou d'autonomie proclamée par le général de Gaulle et reprise par tous ses successeurs : « Nous sommes un grand pays qui ne doit rien à personne. Nous n'avons aucune raison de baisser la tête devant qui que ce soit »<sup>41</sup>. Cette position non seulement est constante, mais aussi centrale pour la politique étrangère française comme le relève encore Richard Kuisel : « Les Français recherchent une plus grande indépendance vis-à-vis des Etats-Unis comme une fin en soi »<sup>42</sup>. Le problème est que les Américains ne l'entendent pas ainsi, bien au contraire, comme l'écrit Stephen Walt : « Plus que chez la plupart des superpuissances, la foi de l'Amérique en sa droiture conduit aussi bien ses dirigeants que ses citoyens à écarter la possibilité que les autres puissent percevoir la puissance américaine comme préoccupante ou menaçante »<sup>43</sup>. Ce refus de l'hégémonie américaine marque profondément le regard français sur l'Amérique et est source d'une grande incompréhension avec elle.

Nombre de Français ont tendance à simplifier et distinguer deux Amériques. L'une est le symbole du mal, de l'exploitation des hommes par les hommes, c'est-à-dire du capitalisme débridé, de l'impérialisme, bref de tous les maux dont on peut l'accuser. Elle comprend ses gouvernements, avec des variantes selon en particulier s'ils sont conservateurs, ou bien progressistes, même si l'on ne peut pas établir de règle absolue en la matière. L'autre Amérique est celle de la solidarité, de la contre-culture, de la gauche américaine voire des démocrates. Cependant, cette division paraît artificielle. Ces deux Amériques ne semblent pas vraiment dissociables, elles forment un tout. De plus, cela paraît une manière d'adoucir une critique parfois presque systématique de l'Amérique comme le propose Philippe Roger : « L'un des secrets de la longévité du discours antiaméricain est de s'être donné, face à l'ennemi américain (assimilé au Yankee et à l'Anglo-Saxon), des amis d'Amérique : les Noirs, les Indiens, les Sudistes »<sup>44</sup>.

A l'inverse, le regard français sur l'Amérique se nourrit lui aussi de préjugés, clichés et stéréotypes faits de méconnaissance et de simplification. Ils sont fort anciens : « Les thèmes, les stéréotypes et les clichés souvent nés dans la période prérévolutionnaire se reproduisent et se chevauchent tout au long des XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles »<sup>45</sup>. Celui sur la pauvreté culturelle des Américains est l'un des plus communs. Jean-Claude Barreau<sup>46</sup> écrit un jour dans une tribune dans *Le Monde* : « Le niveau de culture de la population du Middle West est incroyablement bas, même dans des villes aussi peuplées que Lyon. Il serait impossible, par exemple, de trouver, dans un pays pourtant quatre fois plus peuplé que le nôtre, un million de

---

<sup>40</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 210.

<sup>41</sup> Charles de Gaulle, allocution à Lacq, 17/02/1959.

<sup>42</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 148.

<sup>43</sup> Stephen Walt, *Pourquoi le monde n'aime plus les Etats-Unis*, *op.cit.* p. 77.

<sup>44</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 162.

<sup>45</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, *op.cit.* p. 13.

<sup>46</sup> Jean-Claude Barreau est un écrivain français. Engagé en politique, il fut conseiller de François Mitterrand, Charles Pasqua et de Jean-Louis Debré.

lecteurs pour un journal du niveau du *Monde* »<sup>47</sup>. La réalité est évidemment que le *New York Times* à lui seul, auquel *Le Monde* aime à se comparer, dépasse largement en 1980, le million de lecteurs. L'Amérique est d'ailleurs si grande et si paradoxale que l'on peut toujours trouver le contraire de ce que l'on dit d'elle. Comme l'explique Jean-Philippe Mathy : « La réalité américaine est si diverse que les critiques français de quelque bord que ce soit pourront toujours trouver aux Etats-Unis l'opposé de leurs propres croyances et partis pris »<sup>48</sup>.

L'idée selon laquelle le regard critique français sur les Etats-Unis est le plus souvent faux, orienté, exagéré et fondé sur des stéréotypes ou des préjugés correspond à la vision des anti-antiaméricains français. Thierry de Montbrial présente ainsi dans *Le Monde* la sortie de *L'Obsession antiaméricaine*<sup>49</sup> de Jean-François Revel, l'un des chantres des anti-antiaméricains : « Dans son dernier ouvrage [...], Revel explique en substance [...] qu'on attaque l' « hyperpuissance », de façon le plus souvent inconséquente, à la fois comme modèle de société et comme force prépondérante dans les relations internationales »<sup>50</sup>. C'est Philippe Roger, dans son livre *L'ennemi américain*, qui dresse le tableau le plus complet, la fresque la plus remarquable de l'histoire de l'antiaméricanisme en France, avec une immense richesse bibliographique. Cependant, il va semble-t-il trop loin dans l'extension de son sujet. Il a tendance à considérer un peu trop systématiquement les critiques vis-à-vis de l'Amérique pour de l'antiaméricanisme ou en tout cas pour un rejet de ce pays. Comme l'explique Max Paul Friedman, « la plupart des chercheurs sont d'accord pour dire que la critique des Etats-Unis en elle-même n'est pas nécessairement de l'antiaméricanisme »<sup>51</sup>. De même, il est difficile de suivre Philippe Roger lorsqu'il conclut que l'antiaméricanisme est général et durable parmi les élites françaises et que les rares domaines dans lesquels l'Amérique est aimée, comme en musique avec le jazz, le rock'n'roll ou le rap, relèvent en réalité de la contre-culture et aussi de l'antiaméricanisme : « Le goût de la contre-culture d'origine américaine est l'antiaméricanisme continué par d'autres moyens »<sup>52</sup>. Car, comme l'explique Max Paul Friedman, « voir le goût français pour la musique afro-américaine comme le produit de l'antiaméricanisme est une curieuse allégation de la part des anti-antiaméricains. Elle implique que la vraie culture américaine est produite par la majorité dominante blanche, alors que les Afro-Américains en quelque sorte ne font pas partie de l'Amérique ou de sa culture »<sup>53</sup>. Il apparaît cependant que Philippe Roger sait aussi faire la part des choses. Il relève ainsi que Victor Hugo est un « indéfectible ami de l'Amérique »<sup>54</sup> et que « Jaurès manque rarement de louer les institutions américaines »<sup>55</sup>. Il présente de Gaulle comme quelqu'un sachant apprécier les Etats-Unis, portant sur eux des critiques sévères mais constructives, n'étant pas contre l'Amérique. Il écrit ainsi : « La fréquente opposition de de Gaulle à la politique des Etats-Unis ne fait pas de lui un

---

<sup>47</sup> Jean-Claude Barreau, « Un pays qui ne fonctionne pas bien », *Le Monde*, 04/07/1980.

<sup>48</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, *op.cit.* p. 14.

<sup>49</sup> Jean-François Revel, *L'obsession antiaméricaine*, Paris, Plon, 2002, 299 p.

<sup>50</sup> Thierry de Montbrial, « De la relativité de l'antiaméricanisme », *op.cit.*

<sup>51</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 5.

<sup>52</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 572.

<sup>53</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 104.

<sup>54</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 146.

<sup>55</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 323.

antiaméricain au sens du présent livre. De Gaulle ne tient pas discours contre l'Amérique »<sup>56</sup>. Cela est certainement vrai, mais alors pourquoi ne pas élargir cette tolérance à une large partie des clercs français qui n'est pas plus sévère que le général envers l'Amérique ? Reste que pour Philippe Roger, depuis sa création et sans que cela ne disparaisse, *Le Monde* est marqué par un antiaméricanisme latent<sup>57</sup>, ce que nous allons examiner précisément.

Le regard critique français sur l'Amérique et les Américains est ainsi vaste et particulièrement varié. Il est constitué pour une bonne part de critiques qui ne sont pas toutes indues. On retrouve avec lui les oppositions atlantistes contre tiers-mondistes ou altermondialistes, progressistes contre conservateurs, américanophiles contre américanophobes, raison contre sentiments, sans qu'aucune ligne de partage claire, évidente ou absolue n'apparaisse. De plus, la France et les Français ne forment pas un tout uniforme, ni l'Amérique et les Américains et encore moins *Le Monde* et ses journalistes. La question qui se pose finalement quant au regard français et notamment du journal, sur l'Amérique et les Américains est de savoir s'il est clair, vrai, complet, selon les mots de Beuve-Méry dans son adresse à ses lecteurs du premier numéro du *Monde*<sup>58</sup>, ou bien partial, subjectif et hostile.

### **Le repoussoir ou le miroir américain**

Le quatrième aspect de l'antiaméricanisme ou du rejet de l'Amérique est un refus de ce que l'Amérique représente ou symbolise, sans nécessairement de lien direct avec ce qu'elle est comme l'indique Vincent Martigny : « La lecture de la majorité des pamphlets anti-américains au vingtième siècle révèle non seulement la méconnaissance que les auteurs ont de la réalité américaine, mais surtout leur indifférence totale à cette dernière »<sup>59</sup>. A cet égard, l'Amérique joue le rôle d'un repoussoir par lequel les Français rejettent ce qu'ils ne veulent pas être ou devenir et par voie de conséquence, définissent ce qu'ils veulent être comme l'explique Richard Kuisel : « L'Amérique a fonctionné comme un repoussoir forçant les Français, en particulier après la seconde guerre mondiale, à distinguer ce qui était spécifiquement français »<sup>60</sup>. Ce n'est donc pas une attaque à proprement parler contre les Etats-Unis, les visant directement, mais c'est bien eux qui sont ici incidemment pris à parti comme le dénonce Guy Scarpetta dans *Le Monde* : « Il y a là une véritable maladie française, qui consiste à ne pouvoir affirmer notre identité qu'en nous opposant aux Etats-Unis »<sup>61</sup>.

La modernité est vraisemblablement l'une des valeurs ou plutôt le grand mouvement de la société que symbolise l'Amérique, associé au progrès scientifique, technologique et économique. Richard Kuisel explique qu'il y a « une sorte de force mondiale connue sous le nom d'américanisation [...] Peut-être qu'il serait mieux de la décrire comme l'avènement de la société de consommation »<sup>62</sup>. Vincent Giret et Francis Pisani rapportent dans *Le Monde* : « L'Amérique est la version originale de la

---

<sup>56</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 438

<sup>57</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, en référence à un article du *Monde* du 18/04/1991 intitulé « Chevauchée fantastique dans la pellicule, compte rendu de Cinquante ans de cinéma américain de B. Tavernier et J.-P. Coursodon », p. 567.

<sup>58</sup> Hubert Beuve-Méry, « A nos lecteurs », *op.cit.*

<sup>59</sup> Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

<sup>60</sup> Richard Kuisel, *Seducing the French : the dilemma of Americanization*, *op.cit.* p. 6.

<sup>61</sup> Guy Scarpetta, « L'antiaméricanisme primaire », *Le Monde*, 05/11/1980.

<sup>62</sup> Richard Kuisel, *Seducing the French : the dilemma of Americanization*, *op.cit.* p. 21.

modernité, nous en sommes la version doublée ou sous-titrée affirmait, avec malice, le philosophe Jean Baudrillard<sup>63</sup>, dans un essai fulgurant, *L'Amérique* »<sup>64</sup>. Philippe Roger ajoute, de façon plus sévère : « C'est la ville elle-même qui, de manière quasi ontologique, incarne l'inhumanité de la civilisation américaine »<sup>65</sup>. Le refus de cette modernité, de la perte des valeurs, habitudes et situations traditionnelles, s'incarne profondément dans le rejet de l'Amérique en particulier tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle. La modernisation de la société et des mœurs correspond pour beaucoup à une certaine américanisation tant décriée. Dans *Scènes de la vie future*, Georges Duhamel développe avec succès ce thème de la déshumanisation du monde dans cette modernité (américaine) sans âme et de la victoire de la machine sur l'homme<sup>66</sup>. Cette américanisation synonyme de modernisation inhumaine concerne aussi la presse. Comme l'explique Patrick Eveno, on parle ainsi d'une presse américanisée dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, notamment lors des débats parlementaires de 1881, « pour qualifier des journaux qui n'ont qu'un seul but : élever leur tirage, attirer le public à eux de quelque façon que ce soit »<sup>67</sup>. Marc Bloch voit aussi dans la peur de l'américanisation c'est-à-dire de la modernisation, marquée par le refus des machines et de la mécanisation, l'une des causes de la débâcle de 1940 face à des armées allemandes entrées de plain-pied dans la modernité<sup>68</sup>.

En France particulièrement, le refus de la modernisation passe aussi par le rejet de la culture de masse, à cause de l'importance de la culture dans l'identité française comme l'explique Richard Kuisel : « L'identité française, depuis des siècles, a été définie par la littérature, les arts, l'humanisme, la nourriture, le bon goût et la langue française elle-même. A mesure qu'avance le vingtième siècle, l'américanisation semble constituer une menace directe à cette conception de l'identité »<sup>69</sup>. A travers ce refus de la culture de masse vécue comme américaine, bien qu'elle soit aussi pour une large part d'origine française ou autre encore, il y a le rejet d'une culture industrielle portée vers la satisfaction du besoin de consommation culturelle. La culture de masse est perçue comme une culture du divertissement, vulgaire, simpliste, pauvre et internationale c'est-à-dire déracinée, sans histoire, impersonnelle et standardisée. C'est en somme le contraire de la civilisation. Comme l'explique Jean-Philippe Mathy, « les jugements portés sur les Etats-Unis depuis la France doivent être entendus comme des discours sur la France »<sup>70</sup>. Au-delà de ce refus de la culture de masse, il existe aussi le refus de l'évolution de la culture française qui est vécue comme une menace contre son identité, comme le résume Vincent Martigny : « la culture américaine a représenté, au moins jusqu'au tournant des années 2000, une forme de contre modèle fantasmé de la culture et de l'identité française »<sup>71</sup>. Cela amène notamment le gouvernement français et les intellectuels à défendre avec ardeur l'exception culturelle depuis les années 1980 afin de préserver

---

<sup>63</sup> Jean Baudrillard, *L'Amérique*, Paris, Grasset, 1986, 249 p.

<sup>64</sup> Vincent Giret et Francis Pisani, « Quand l'Asie réinvente les mégapoles », *Le Monde*, 01/06/2017.

<sup>65</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, pp. 447-448.

<sup>66</sup> Georges Duhamel, *Scènes de la vie future*, Paris, Mercure de France, 1930, 218 p.

<sup>67</sup> Patrick Eveno, *Le journal Le Monde, une histoire d'indépendance*, Odile Jacob, Paris, 2001, p. 291.

<sup>68</sup> Marc Bloch, *L'étrange défaite*, cité par Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 382.

<sup>69</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 354.

<sup>70</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, *op.cit.* p. 7.

<sup>71</sup> Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

la culture, fondement de l'identité française. Il apparaît aussi l'idée de sanctuariser la culture face à la logique du marché, c'est-à-dire du capitalisme. Cela amène d'ailleurs à dénoncer les philo-américains et les américanisés comme des traîtres à la patrie, puisqu'abandonnant la culture traditionnelle française, ils abandonnent l'identité de la France. Il s'agit là d'une accusation très forte. Elle a d'ailleurs sa réplique exacte de l'autre côté de l'Atlantique où « le sous-entendu de trahison est de tout temps inhérent à l'accusation d'antiaméricanisme »<sup>72</sup>. La qualification d'américain pour un français est en ce sens péjorative. Elle ne qualifie pas un lien avec l'Amérique mais au contraire un abandon, une trahison de l'identité française et des valeurs qu'elle sous-tend. Ce discours est très fort dans l'intelligentsia française tout au long de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Ce discours n'est pas totalement étranger au *Monde*, qui est le journal lu par la majorité de cette intelligentsia. Pierre Bercis<sup>73</sup> explique dans une tribune dans *Le Monde* : « Ce sont souvent les nôtres qui livrent notre culture [...]. Messieurs les Amers-looks, pour rester chébrans il va vous falloir changer, à moins que vous n'émigriez aux Etats-Unis puisque vous ne rêvez que d'être américains. Rassurez-vous, on ne vous retiendra pas »<sup>74</sup>. C'est d'ailleurs un phénomène très élitiste : « En France, comme dans la plupart des pays d'Europe occidentale, les non-intellectuels, riches et pauvres, ont généralement été beaucoup plus attirés par le mode de vie américain que les élites cultivées » écrit encore Jean-Philippe Mathy<sup>75</sup>.

Le conflit avec un pays et a fortiori avec la première puissance mondiale est un puissant ferment d'unité nationale. La plupart des guerres ou des événements dramatiques subis conduisent les peuples à un profond sentiment d'unité, comme l'a vécu le peuple américain suite aux attentats du 11 septembre. Vincent Martigny l'explique ainsi : « le phénomène de construction nationale par opposition, bien connu dans le processus d'émergence des nations modernes, se retrouve dans l'évolution du récit national français contemporain »<sup>76</sup>. Dans le cas de la France, cet « autre », face auquel l'unité nationale se construit, après avoir longtemps été l'Angleterre puis l'Allemagne est devenu progressivement les Etats-Unis. Même s'il serait exagéré de la résumer à cela, la tension avec les Etats-Unis a aussi été un levier politique utilisé notamment par le général de Gaulle pour renforcer l'unité de la nation autour de son chef. Philippe Roger l'a bien repéré : « Un trait essentiel de l'antiaméricanisme français : il est [...] profondément unificateur »<sup>77</sup>.

Il y a en France une méfiance traditionnelle pour ne pas dire un rejet vis-à-vis du capitalisme « débridé », à l'anglo-saxonne. Il est hérité d'une double tradition catholique et de gauche, très forte chez les tiers-mondistes et leurs héritiers, les altermondialistes. Comme l'écrit Richard Kuisel : « Le marché n'est pas populaire au pays des Gaulois »<sup>78</sup>. Alain Frachon explique dans *Le Monde* suivant un sondage sur l'image des Etats-Unis en France, que « les Français préfèrent leur modèle ; les deux tiers d'entre eux choisissent la protection sociale avec le chômage, plutôt que

---

<sup>72</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 24.

<sup>73</sup> Pierre Bercis est un militant des droits de l'homme, fondateur de l'association Nouveaux droits de l'homme-France, auteurs de plusieurs ouvrages sur le sujet.

<sup>74</sup> Pierre Bercis, « Les Amers-looks », *Le Monde*, 10/12/1985.

<sup>75</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident : French Intellectuals and America*, *op.cit.* p. 13.

<sup>76</sup> Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

<sup>77</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 193.

<sup>78</sup> Richard Kuisel, *The French Way : How France embraced and rejected American Values and Power*, *op.cit.*, p. 281.

l'emploi sans protection sociale »<sup>79</sup>. Philippe Roger va plus loin et explique que « le trust sera, tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle, au premier rang des métaphores négatives de l'Amérique du Nord [...]. Le mot trust fixe pour plus d'un siècle non seulement l'image du capitalisme américain, mais aussi l'image du capitalisme en tant qu'américain »<sup>80</sup>.

Il y a donc ici une utilisation de l'Amérique comme repoussoir pour définir ce que la France ne veut pas être, comme l'écrit Marie-France Toinet : « Les Français prennent les Etats-Unis comme un miroir dans lequel ils ne regardent qu'eux-mêmes »<sup>81</sup>. Contrairement à ce qu'écrit Stephen Walt, il y a donc bien une critique de ce que représentent les Etats-Unis et pas seulement de ce qu'ils font<sup>82</sup>.

Par conséquent, comme l'explique Max Paul Friedman, « il est vain et sans grande utilité d'interpréter l'antiaméricanisme. Il mélange et confond les larges majorités avec les petites minorités, les non-menaces avec les menaces réelles, les personnes critiques avec les ennemis et traîtres. Il est plus efficace de distinguer soigneusement les uns des autres »<sup>83</sup>. Ainsi, au lieu de se demander si *Le Monde* est ou a été antiaméricain, expression fort incertaine, sauf pour ce qui concerne l'antiaméricanisme primaire, il paraît judicieux de se demander si le journal a pu être concerné, au gré des circonstances et de ses journalistes, par l'une des quatre dimensions que nous venons de développer et si cela évolue dans le temps : *Le Monde* est-il ou a-t-il eu des moments d'antiaméricanisme primaire ? Contesté-t-il la légitimité des Etats-Unis à mener le monde libre et donc l'exceptionnalisme américain ? Une telle contestation pourrait entraîner une accusation d'antiaméricanisme de la part de citoyens américains, mais cette dernière ne serait cependant pas justifiée comme nous l'avons vu. *Le Monde* porte-t-il un regard critique injuste ou partisan sur les Etats-Unis ? Enfin, *Le Monde* utilise-t-il les Etats-Unis comme repoussoir ou miroir en vue d'affirmer telle ou telle idée concernant la France et les Français voire les Européens, ce qui paraît assurément injuste ?

---

<sup>79</sup> Alain Frachon, « L'image des Etats-Unis ne cesse de se dégrader en France », *Le Monde*, 31/10/1996.

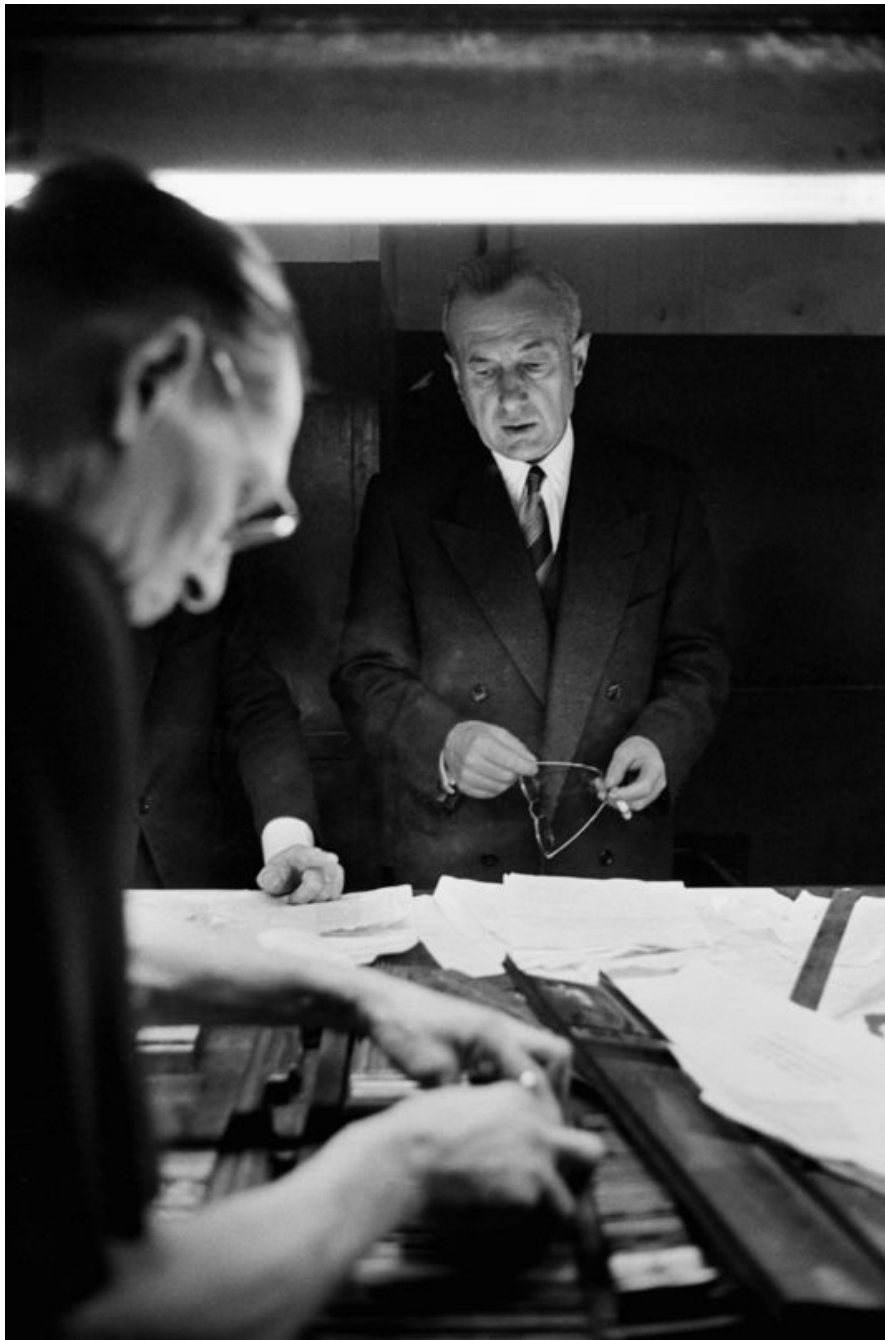
<sup>80</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 294.

<sup>81</sup> Marie-France Toinet, *French piques et piques françaises*, citée dans Vincent Martigny, « Le nationalisme culturel français. Récit national et usages politiques de la culture en France 1981-1995 », *op.cit.*

<sup>82</sup> Stephen Walt, « Ce n'est pas qui nous sommes qui importe, mais ce que nous faisons et où nous le faisons », *Pourquoi le monde n'aime plus les Etats-Unis*, *op.cit.* p. 93.

<sup>83</sup> Max Paul Friedman, *Rethinking anti-Americanism : The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*, *op.cit.*, p. 235.

**Première partie :**  
**Au temps d'Hubert Beuve-Méry, un dirigeant et un**  
**journal épris de valeurs traditionnelles, face à**  
**l'Amérique**



Hubert Beuve-Méry

Le fondateur du *Monde* a marqué le journal par sa personnalité, son talent, son charisme et aussi sa longévité. En effet il dirige le journal pendant 25 ans sans interruption de 1944 à 1969. De plus, Hubert Beuve-Méry s'intéresse particulièrement aux questions internationales dans lesquelles l'Amérique tient une grande place.

Durant ce quart de siècle, face à un unique directeur du *Monde*, cinq présidents défilent aux Etats-Unis : Roosevelt, pour quelques derniers mois seulement de sa longue présidence, puis Truman, Eisenhower, Kennedy et enfin Johnson. Cette continuité dans la direction du journal accentue l'importance d'Hubert Beuve-Méry et de sa personnalité dans le traitement par *Le Monde* de ce que l'on peut appeler la question américaine, tandis que le journal s'impose peu à peu comme une institution française.

Mais, tandis que l'Amérique est le pays de la modernité, pour le meilleur comme pour le pire, Hubert Beuve-Méry est un homme d'avant-guerre, d'avant la société de consommation, d'avant la modernisation de la France même s'il en perçoit toute l'importance et cherche à la favoriser. La rédaction du *Monde* est alors à l'image de son directeur, dans un journal épris de valeurs traditionnelles face à l'Amérique. Cette dernière, tout en défendant assurément ses valeurs, exporte sa modernité, tant bien que mal. La relation entre le journal et les Etats-Unis de 1944 à 1969 est ainsi paradoxale à cause de ce décalage dans le temps. Elle semble un peu anachronique tant la France de 1944 ressemble beaucoup à celle de 1900, c'est-à-dire à celle du XIX<sup>ème</sup> siècle. C'est un pays rural qui vit encore pour partie au rythme des chevaux, toutes choses égales par ailleurs, ravagé par la guerre et qui compte moins de 100 000 étudiants tandis que l'Amérique est déjà de plain-pied dans le XX<sup>ème</sup> siècle, beaucoup plus urbanisée et vit au rythme de l'automobile.

La France de l'après-guerre est aussi marquée par les idées de partage et de solidarité du programme du Conseil National de la Résistance. Elles sont parfois théoriques voire idéalistes, mais aussi généreuses et conscientes du retard pris par le pays. Le pays croit pouvoir mener une transition douce, une révolution par la loi comme l'écrit Hubert Beuve-Méry dans son premier éditorial. Mais la planète, les relations internationales et la société sont depuis la nuit des temps aussi régies par les rapports de force. L'Amérique est à la fois la modernité, la force et la réalité concrète auxquelles la France et avec elle, *Le Monde*, se confrontent. Cela se passe plus ou moins amicalement, à mesure que le pays et le journal entrent dans cette nouvelle ère de la société de consommation et de la guerre froide.



# Chapitre 1 : 1944-1952 (Roosevelt et Truman)

## La guerre froide

LE QUINZIÈME ANNÉE — N° 301. PRIX : 3 francs. DERNIÈRE ÉDITION. SAMEDI 11 AVRIL 1952.

FRANÇOIS MULLER, DIRECTEUR GÉNÉRAL. DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: M. J. B. DE LAUNAY. DIRECTEUR ADMINISTRATIF: M. J. B. DE LAUNAY. ADRESSE: 10, rue de Valenciennes, PARIS 10. TÉLÉPHONE: ODE 54 10 10.

FRANÇOIS MULLER, DIRECTEUR GÉNÉRAL. DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: M. J. B. DE LAUNAY. DIRECTEUR ADMINISTRATIF: M. J. B. DE LAUNAY. ADRESSE: 10, rue de Valenciennes, PARIS 10. TÉLÉPHONE: ODE 54 10 10.

### Le Monde

## Un grand deuil pour le monde civilisé

# LA MORT DU PRÉSIDENT ROOSEVELT

Le président américain est mort, hier après-midi, à 16 h. 30, d'une thrombose coronarienne, dans une petite chambre de sa maison d'été à Warm Springs, en Géorgie. C'est M. Douglas Fairbanks, secrétaire de la Maison Blanche, qui a annoncé la tragique nouvelle.

Les quatre fils de M. Roosevelt, qui sont célibataires, ont reçu un télégramme de leur mère hier dimanche. La présidente est restée dans son appartement à Washington, et a eu un accès de tristesse au cours de la nuit.

Mais Roosevelt, accompagné de plusieurs personnes, est arrivé à Warm Springs de bonne heure ce matin. Il a eu une crise cardiaque. Elle fut immédiatement constatée à sa maison d'été de la présidente, qui mourut hier.

Le médecin légiste a annoncé que le corps du président sera transporté à Washington au cours des prochains jours.

Le président sera inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

Les membres de la famille du président et notamment ceux qui ont été les plus proches collaborateurs, les membres de la Cour suprême et les représentants de la Chambre et du Sénat.

Le corps de la famille de M. Roosevelt est resté la nuit dernière au camp de la Nouvelle Église.

À New York, l'annonceur a été diffusé dans les rues par les haut-parleurs de la radio, et les habitants ont été invités à se rendre à la messe à 10 heures.

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Les derniers moments

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Le cabinet sera-t-il renoué ?

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### La conférence de San-Francisco se sera pas ajournée

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Une déclaration de M<sup>me</sup> Roosevelt

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### L'ELBE A ÉTÉ FRANCHIE

## et les blindés de Simpson approchent rapidement de Berlin

### L'entrée des troupes de Hodges dans Leipzig semble imminente

### Weimar, Schweinfurt sont tombés

### Les troupes françaises ont pris Baden-Baden et Rastatt et progressent dans les Alpes face à l'est

Les troupes américaines ont franchi l'Elbe à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Le Deuil de la France

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Déclarations de M. Jefferson Caffery

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Le docteur de Königberg est condamné à la prison

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Le Deuil de la France

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Déclarations de M. Jefferson Caffery

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

### Le docteur de Königberg est condamné à la prison

Le président a été inhumé à 16 heures (heure locale), dans l'Église Episcopale de la Nouvelle Église.

32

*Le Monde* naît en 1944 avec un immense espoir, celui d'un peuple tout juste libéré. C'est l'espoir de la fin des temps difficiles, de l'humiliation, de l'injustice et de la misère. Ainsi, *Le Monde* naît avec l'espérance que peut commencer le temps de la paix, de la réconciliation et de la reconstruction sous l'aile protectrice de l'amie de toujours : l'Amérique. La Libération est porteuse des idées développées dans le programme du Conseil National de la Résistance. Elles se veulent l'aboutissement des idées de la Révolution dans une République sociale dans laquelle l'idéal démocratique se confond avec ceux de justice, de solidarité et de vérité, notamment pour la presse. Cependant, très vite, le déclenchement de la guerre froide bouscule les priorités. Un journal portant l'idéal et les valeurs de la Résistance, farouchement indépendant voire neutre, peut-il librement se développer dans un contexte binaire dans lequel ceux qui ne soutiennent pas clairement l'alliance américaine sont considérés comme de dangereux adversaires ? C'est tout l'enjeu de la première décennie du *Monde*, de sa relation avec le libérateur dans l'immédiat après-guerre et de ses premiers plans sur les Etats-Unis.

## **11 Aux premiers temps du *Monde***

Les premières années du journal ne sont pas de tout repos pour son directeur. Ce dernier, malgré son pronostic pessimiste maintes fois répété, surmonte tous les nombreux obstacles qui se dressent face à lui pour réussir la création d'un nouveau journal.

### **Hubert Beuve-Méry et la création du *Monde***

La tâche immense de créer un nouveau journal national et de qualité est confiée, dans des conditions difficiles, à un homme d'exception.

#### Le renouvellement de la presse à la Libération

Le numéro un du journal *Le Monde* sort des presses le 18 décembre 1944. Il est daté du lendemain comme tous les journaux du soir. Il naît donc alors que la Seconde Guerre mondiale n'est pas encore terminée, alors que la libération de la France est toujours en cours, mais après la libération de Paris et de l'essentiel du pays. Les Allemands n'occupent encore que des « poches » sur la côte ouest et en Alsace, en particulier autour de Colmar.

L'Hexagone doit sa libération à lui-même, c'est-à-dire à la résistance, au concours des armées de la France ainsi qu'à celui de nos admirables alliés, comme l'a dit élégamment le général de Gaulle sur le parvis de l'Hôtel de ville le 25 août 1944. Mais il faut bien le reconnaître, si la France a participé à sa libération, elle la doit d'abord aux armées alliées, anglaises, canadiennes et surtout américaines. Elle la doit aussi à l'écrasement de l'armée allemande sur le front est par l'Armée rouge. La France sort alors de quatre années d'occupation, de collaboration et de résistance. Ces années voient collaborer une partie de la presse, disparaître ou passer à la clandestinité une autre partie alors que de nombreux journaux voient le jour clandestinement. Cette presse de la résistance joue un rôle important dans la reconnaissance de la France libre grâce notamment à la diffusion de quelques exemplaires outre-Atlantique.

Aussi à la Libération, il est décidé de supprimer la presse dite de la collaboration et de la remplacer par la presse de la résistance. La frontière entre les deux est fixée par l'ordonnance du 30 septembre 1944 qui stipule que les titres qui

ont continué de paraître en zone sud 15 jours après le 11 novembre 1942, c'est-à-dire après le 26 novembre 1942, sont interdits. *Le Temps* s'est sabordé le 29 novembre 1942. Il est donc est concerné à 3 jours près par l'interdiction. Par ailleurs poursuivi pour collaboration, il bénéficie cependant d'un non lieu le 26 janvier 1946. *Le Figaro*, qui s'est sabordé le 24 novembre 1942, échappe à deux jours près à l'interdiction et reparaît dès le 25 août 1944. Et c'est ainsi que *Le Figaro* peut continuer de paraître alors que *Le Temps* doit cesser. Il est aussi reproché à ce dernier à mots couverts d'avoir été racheté sous un prête nom en 1929 par le Comité des forges, c'est-à-dire d'avoir perdu son indépendance et son impartialité.

Cependant, le général de Gaulle veut que la France conserve un journal de référence comme l'était *Le Temps* avant-guerre. Ainsi est recherché un homme, journaliste, résistant et antimunichois, ce qui est rare, pour créer un journal à partir des équipes et des moyens du *Temps*. Cet homme, ce sera Hubert Beuve-Méry. Ce journal sera indépendant, contrairement au journal précédent et suivant l'idéal de la Résistance. Ce journal sera de grande tenue pour contribuer à la restauration de la grandeur de la France, conformément à l'esprit national et à la volonté de l'homme du 18 juin. Et ce journal, ce sera *Le Monde*.

Néanmoins la réalité en cet automne 1944 est que la France manque de tout, à commencer par le papier. Une large partie de son territoire, de ses villes, a été ravagée par les combats et les bombardements et vit de la générosité de son puissant libérateur, les Etats-Unis d'Amérique. C'est alors que naît un reproche tenace vis-à-vis du nouveau journal : celui d'avoir été créé aux dépens des journaux issus de la Résistance dans un contexte de rareté généralisée.

### La naissance du *Monde*

La création de ce nouveau journal, *Le Monde*, est rondement menée, en moins de deux mois. Elle est confiée à Hubert Beuve-Méry, en tant que directeur, à un universitaire protestant, grand résistant, libéral, René Courtin et à un résistant gaulliste, Christian Funck Brentano. Ils forment avec Beuve-Méry une sorte de triumvirat, qui deviendra peu à peu un duo avec Courtin, Funck Brentano s'éclipsant par la suite. Ils sont choisis par l'entourage du général de Gaulle, Gaston Palewski<sup>84</sup> notamment, et par le ministre MRP de l'information, Pierre-Henry Teitgen.

Dès le numéro un, Hubert Beuve-Méry fixe l'ambition de l'entreprise :

« Un nouveau journal paraît : *Le Monde*. Sa première ambition est d'assurer au lecteur des informations claires, vraies et, dans toute la mesure du possible, rapides, complètes. Mais notre époque n'est pas de celles où l'on puisse se contenter d'observer et de décrire. Les peuples sont entraînés dans un flot d'événements tumultueux et tragiques dont tout homme, qu'il le veuille ou non, est l'acteur autant que le spectateur, le bénéficiaire ou la victime. En acceptant passivement sa défaite, la France eût consommé sa propre perte. Au contraire, l'appel à la résistance lancé par le général de Gaulle au lendemain de la capitulation, et qui eut un si large écho dans le cœur des Français, a rendu au pays toutes les chances qu'il semblait avoir perdues. Pour que ces possibilités, magnifiquement développées depuis quatre mois, soient demain une incontestable réalité, il faut d'abord vaincre. La bataille de France, perdue en 1940, ne peut être compensée que par le succès total de la bataille d'Allemagne qui vient de s'ouvrir. Mais cette victoire, condition de tout, ne suffirait à rien. A quoi bon être victorieux si la santé publique et le peuplement français restaient définitivement compromis ; si les jeunes, quelle que soit leur origine, ne recevaient pas l'éducation nécessaire à leur plein épanouissement individuel et social ; si l'industrie française

---

<sup>84</sup> Directeur de cabinet du général de Gaulle alors que celui-ci préside le gouvernement provisoire.

cessait d'être productrice et la terre d'être féconde ; si le chef d'entreprise et l'ouvrier ne se sentaient enfin réconciliés dans leur commun labeur, le juste partage des responsabilités communes et du commun profit ? Si usé que soit le mot, c'est bien une révolution - une révolution par la loi - qu'il s'agit de faire triompher ; celle qui restaurera, par l'union et l'effort créateur de tous les Français dignes de ce nom, la grandeur et la liberté françaises »<sup>85</sup>.

Beuve-Méry pose ici sa ligne éditoriale : restauration de la grandeur de la France et de l'Etat de droit, modernisation de l'économie, justice et progrès social. Sa personnalité et son caractère font que cette ligne n'est jamais imposée à personne, mais qu'elle s'impose d'elle-même. Elle marque profondément le journal et des générations de journalistes. C'est une ligne modérée, progressiste pour une part, conservatrice pour une autre. C'est aussi une ligne très ouverte, qui n'est pas toute tracée et qui laisse toujours de la place à des avis différents voire à la contradiction.

Beuve-Méry est ouvert sur le reste du monde. Il connaît assez bien l'Europe centrale et orientale pour y avoir voyagé voire vécu, à Prague en particulier. Il est même déjà allé en Union soviétique ce qui a définitivement fixé son jugement contre le communisme.

Cependant, il ne connaît pas du tout l'Amérique, ce grand frère auquel la France doit tant. Ce qui ne l'empêche pas d'avoir un avis, nécessairement fait de représentations. Dans un texte de 1944, il écrit : « Les Américains constituent un véritable danger pour la France. C'est un danger bien différent de celui dont nous menace l'Allemagne ou dont pourraient éventuellement nous menacer les Russes. Il est d'ordre économique et moral. Les Américains peuvent nous empêcher de faire une révolution nécessaire, et leur matérialisme n'a même pas la grandeur tragique du matérialisme des totalitaires. S'ils conservent un véritable culte pour l'idée de liberté, ils n'éprouvent pas un instant le besoin de se libérer des servitudes qu'entraîne leur capitalisme. Il semble que l'abus du bien-être ait diminué chez eux la puissance vitale de façon inquiétante »<sup>86</sup>.

Sirius porte en lui sa culture catholique et son rejet de l'argent et du matérialisme profondément enracinés. C'est avec cette approche qu'il écoute ce qui se dit sur l'Amérique. C'est avec ce regard qu'il observe ce pays.

## Hubert Beuve-Méry et l'Amérique

Hubert Beuve-Méry saisit l'opportunité de la signature de la Charte des Nations unies à San Francisco pour s'embarquer avec la délégation française. Décision étonnante, le journal n'ayant encore que quelques mois. Il confie les clés à André Chênebenoit qui lui sera durablement reconnaissant de cette marque de confiance. Mais il est tout aussi étonnant de diriger un grand quotidien français en 1945 sans rien connaître ou presque des Etats-Unis. Hubert Beuve-Méry part donc pour deux mois, le 3 avril 1945, dont un mois de voyage aller-retour, car celui-ci se fait en bateau puis en train. A ce moment, *Le Monde* est créé officiellement depuis moins de quatre mois.

Laurent Greilsamer note : « Le solitaire ne s'embarque pas pour San Francisco émerveillé d'avance et bluffé par l'*American way of life*, mais avec les solides réticences d'un janséniste inquiet de la puissance des Etats-Unis et fermé aux plaisirs du jazz dont Saint-Germain-des-Prés se grise. Qu'importe, il part, attiré, inquiet, impatient et déjà vacciné »<sup>87</sup>.

---

<sup>85</sup> Hubert Beuve-Méry, « A nos lecteurs », *Le Monde*, 19/12/1944.

<sup>86</sup> Hubert Beuve-Méry, « Témoignage d'un Français occupé », avril-mai 1944.

<sup>87</sup> Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry*, Paris, Fayard, 1990, p. 278.

Beuve-Méry est sûrement émerveillé par la grandeur, le gigantisme, la profusion américaine. Greilsamer raconte quelques anecdotes d'un Sirius découvrant stupéfait les vitrines remplies ou la taille des *T bone steaks* (biftecks d'ailoyau) servis à chacun dont un seul nourrirait toute une tablée en France. Mais son indifférence voire sa réticence à l'égard des biens matériels et du confort limitent l'effet produit sur lui. De même, les Américains lui présentent maladroitement l'administration militaire qu'ils comptent installer en France. Comme il le dit lui-même : « Nos bons amis préparaient tout simplement la remise en route de l'administration française avec des émigrés allemands [...] Vu d'Amérique pourquoi pas ? C'était pourtant inacceptable et avait provoqué une belle fureur du général de Gaulle, rejetant violemment toute combinaison de ce genre »<sup>88</sup>. Ce premier voyage ne rapproche pas vraiment Sirius des Américains, il ne lui permet pas de les comprendre au sens figuré comme au sens propre d'ailleurs car il ne parle guère anglais. Cela n'empêche cependant pas Beuve-Méry de nouer de nombreux contacts, y compris avec des Américains. C'est ainsi qu'il fait la connaissance du grand journaliste américain progressiste Walter Lippman qu'il écouterait beaucoup et auquel il restera durablement lié. Il discute beaucoup avec l'un des délégués français, un certain Etienne Gilson.

Précisons que Sirius ne maîtrise pas l'anglais à l'oral, mais le lit, et parcourt régulièrement la presse anglophone, selon son petit-fils Alain Beuve-Méry<sup>89</sup>. Il reste qu'il connaît peu et mal l'Amérique. Après ce premier séjour, il retourne une seconde fois aux Etats-Unis en tant que directeur du *Monde*, du 18 septembre au 13 octobre 1950.

A cette époque, il part à l'invitation de l'American Press Institute de Columbia University et de l'American Society of Newspapers Editors. Cette fois-ci, il n'est plus un inconnu, mais le directeur d'un journal qui, bien qu'encore jeune, devient peu à peu l'un des phares de la presse française. Hubert Beuve-Méry voyage accompagné de son épouse. Il part avec elle une semaine avant le groupe, le 12, afin de rencontrer des amis à New York. Il donne aussi une série de conférences sur la presse.

Avec une quinzaine de journalistes d'Europe occidentale, d'Amérique du sud et d'Asie, il visite un certain nombre de journaux américains et rencontre leurs *editors*, c'est-à-dire leurs directeurs. L'accueil des Américains est semble-t-il très sympathique. Il fait alors la connaissance de Kenneth Campbell, rédacteur en chef du *New York Times*, L.S. Fanning, directeur du *San Francisco Chronicle*, Edwin P. Hoyt, directeur du *Denver Post*, Marshall Field, Président du *Chicago Sun Times*. Accord est donné pour créer un institut international de la Presse. Il visite ainsi les grandes villes américaines, Atlanta, Houston, San Francisco, Chicago, New York et Washington où il est reçu par le président Truman avec les autres membres de la délégation. Il rencontre brièvement le Général Bradley<sup>90</sup> avec un grand plaisir réciproque, comme le montre leurs échanges de courriers. Il visite un think tank, le Council on Foreign Relations (CFR), qui est encore aujourd'hui l'un des principaux think tanks américains, avec la Brookings Institution.

Le gouvernement américain n'intervient pas dans le financement de ce voyage. Les frais sont pris en charge par les fondations Rockefeller et la Carnegie Endowment. Dans l'ensemble, Hubert Beuve-Méry paraît très satisfait de son voyage

---

<sup>88</sup> Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry, op.cit.*, p. 283.

<sup>89</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, le 21/09/2016

<sup>90</sup> Omar Bradley est l'un des principaux généraux américains de la seconde guerre mondiale, en Afrique du Nord et en Europe. Il devient chef d'Etat-Major de l'armée américaine en 1949 et le reste jusqu'à sa retraite en 1953.

comme il l'indique dans ses nombreux courriers de remerciement<sup>91</sup> même s'il regrette à de nombreuses reprises d'avoir été « un sourd-muet » de difficile compagnie pendant le voyage. Ce handicap, qu'il relève lui-même, sera durablement pour lui un frein dans la compréhension des Etats-Unis et peut-être même une source de malentendus.

Edouard Sablier raconte que David Astorg, propriétaire de *The Observer*, de Londres, lui avait demandé un jour à propos de Beuve-Méry s'il parlait anglais. Il avait répondu que non. « Bon alors, avait répondu Astorg, ne cherchez plus, c'est pour cela qu'il est difficile de s'entendre. Ses interlocuteurs anglais et américains estiment qu'il ne les aime pas ». Sablier ajoute que « l'explication éclairerait aussi, en sens inverse, le cas du général de Gaulle. Sa politique à plus d'une reprise contrariait les Anglo-américains. Mais pas une minute ce fait ne diminuait son amitié pour les Anglais, qui l'avaient tant soutenu, pour les Américains qui représentaient à ses yeux un pilier de la communauté occidentale. Lui, bien qu'il s'en défendît, parlait couramment anglais »<sup>92</sup>.

Ce handicap vis-à-vis de la langue de Shakespeare n'empêche pas Sirius de nouer des relations personnelles suivies avec des Américains, c'est là une marque de son caractère. Il est davantage à l'écoute de citoyens des Etats-Unis francophones, européenophiles souvent progressistes, comme Walter Lippmann, tandis qu'il connaît un peu moins les conservateurs et leurs arguments. Il en connaît cependant comme le diplomate William Tyler. Ce dernier, cultivé, titulaire d'un master of fine arts de Harvard, passe la guerre à l'United States Office of War Information dont il devient le directeur en France. Il est ensuite diplomate, attaché de presse à l'Ambassade américaine à Paris dans les années cinquante où il fait la connaissance de Sirius. Il continue sa carrière diplomatique par la suite. William Tyler est nommé attaché à l'Ambassade américaine de Bonn puis de La Haye avant de devenir en 1962 Secrétaire d'Etat Adjoint aux Affaires Européennes, poste officiel très important aux Etats-Unis, et très important aussi pour les Européens dont il est le contact gouvernemental attitré. Il doit par conséquent être un ardent défenseur de la ligne officielle du gouvernement américain. Il est ensuite nommé ambassadeur aux Pays-Bas en 1965 jusqu'en 1969. Il quitte après la diplomatie pour devenir le directeur de la très réputée Bibliothèque de recherche de Dumbarton Oaks jusqu'à sa retraite en 1977. Et pendant toutes ces années, Hubert Beuve-Méry et William Tyler maintiennent le contact dans une amitié franche, directe mais respectueuse des opinions de l'autre, que n'affecte pas l'éloignement et dont on retrouve les traces dans leurs échanges de courrier. Sirius écrit ainsi à Tyler le 9 décembre 1963 alors que ce dernier est Secrétaire d'Etat adjoint : « Je craignais bien que vos trop hautes fonctions ne vous laissent pas le loisir d'une soirée et vous m'en voyez désolé. De toute façon, nous restons à Paris pour ce week-end de sorte que si d'aventure vous étiez libre samedi ou dimanche à déjeuner... A tout hasard, je ne prends aucun engagement »<sup>93</sup>.

Il noue de même une relation amicale avec un autre diplomate, Charles Bohlen, de position importante lui aussi puisqu'il est l'un des principaux conseillers du président Truman avant de devenir ambassadeur en France de 1962 à 1968. Il l'accueille alors en ces termes dans une lettre écrite le 17 août 1962 : « Cher ambassadeur et ami, la confirmation de votre nomination à Paris m'est parvenue dans une lointaine retraite savoyarde. Je ne veux pas attendre votre arrivée pour vous souhaiter la bienvenue et vous dire combien je serai heureux de reprendre, si vous le voulez bien, nos anciennes conversations ... après si longtemps et tant

---

<sup>91</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, Institut d'Etudes Politiques de Paris, boîte BM 61.

<sup>92</sup> Edouard Sablier, *La création du Monde*, Paris, Plon, 1984, p. 152.

<sup>93</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 63.

d'évènements divers. Je vous prie d'agréer, Cher ambassadeur et ami, avec l'assurance de ma haute considération, l'expression de mes sentiments personnels bien cordiaux ». Charles Bohlen est surnommé « l'homme sage » et est réputé apolitique, ce qui est plutôt rare dans la haute administration américaine qui est largement renouvelée à l'arrivée de chaque nouveau président.

On notera au passage que si Beuve-Méry n'est pas attiré par l'Amérique, s'il a une opinion teintée d'importantes réserves, il demeure ouvert, à l'écoute, au moins de ceux qui peuvent échanger avec lui en français. Et il a un souci de la justice et de la vérité qui va jusqu'à publier dans *Le Monde* une lettre argumentée d'un officiel américain qui présente une vision opposée à la sienne. Ainsi, John W. Mowinckel, conseiller diplomatique de l'ambassade des Etats-Unis à la communication et aux affaires culturelles écrit le 20 septembre 1963 à Hubert Beuve-Méry pour défendre le point de vue américain par rapport à un article de Maurice Duverger sur les Etats-Unis et la Communauté Européenne. Sa lettre est alors publiée par *Le Monde* le 25 septembre : « J'ai lu avec intérêt le brillant article de Maurice Duverger sur les Etats-Unis et la Communauté européenne. J'ai pleinement apprécié le développement des thèses de votre collaborateur. Mais je me suis heurté dès le début, à plusieurs affirmations que je ne puis laisser passer sans vous faire part de ma surprise... Nous pensons sincèrement que les immenses problèmes qui se posent au monde aujourd'hui, ne peuvent pas être résolus séparément par les Etats-Unis seuls, ou par l'Europe seule mais bien par une action commune : ceci est valable sur tous les plans, politique, stratégique, économique... ». Il ne peut donc être reproché à Sirius un quelconque antiaméricanisme primaire.

Sirius craint le matérialisme de la civilisation américaine, avec le recul on peut dire qu'en homme de culture traditionnelle, il craint la modernité qui arrive inexorablement. Déjà à Uriage, on retrouve de la part de Beuve-Méry une vraie méfiance vis-à-vis du capitalisme libéral américain et de la société de consommation<sup>94</sup>. Le pays porte-drapeau de la modernité, le pays le plus avancé, ce sont les Etats-Unis. Avec cette modernité arrive une culture de masse qui lui est largement étrangère et qu'il craint aussi parce qu'elle risque de se substituer à cette culture traditionnelle française à laquelle il est attaché, à mesure que se transforme la société française traditionnelle dont il est issu.

La modernité matérialiste n'explique pas tout de la réticence de Beuve-Méry à l'égard de l'Amérique. Il se méfie aussi de la politique américaine. Homme de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, il se souvient du refus de garantie américaine au lendemain de la première guerre mondiale et du refus d'assistance de la part des Etats-Unis malgré les appels pressants du gouvernement français lors de la débâcle de 1940. Il ne veut pas non plus que la France subisse les séquelles de la rivalité russo-américaine dans la guerre froide, politique sur laquelle elle n'a pas de prise. Nous le verrons plus en détail en ce qui concerne la querelle du neutralisme.

D'ailleurs, son opinion évolue un peu avec le temps. Au tout début de la création du *Monde*, il connaît des moments de grande réserve vis-à-vis des Etats-Unis. Il y est alors porté par son refus du matérialisme issu de sa profonde culture catholique et par le contexte intellectuel de la Libération, très prosoviétique et par conséquent défavorable à l'Amérique.

Le contexte de la Libération est particulier. Le parti communiste bénéficie de 30% des voix. Les intellectuels sont attirés par le marxisme. L'image de l'Union soviétique est à son firmament, notamment du fait de la victoire de l'Armée rouge après un combat de titans. Le Parti Communiste Français (PCF), qui se fait appeler le Parti des fusillés, rayonne de la formidable image de la résistance communiste,

---

<sup>94</sup> Bernard Comte, *Une utopie combattante, L'Ecole des cadres d'Uriage, 1940-1942*, Paris, 1991, Fayard, p. 242 et 477 notamment.

les Francs Tireurs Partisans. Nombre de grands intellectuels français, comme Jean-Paul Sartre, sont adhérents au PCF. Cette atmosphère pousse à un antiaméricanisme primaire, notamment après mars 1947 et l'éclatement du tripartisme accompagné de l'exclusion des ministres communistes du gouvernement français, ajouté à la création du Kominform en octobre de la même année.

Pourtant, Sirius n'en demeure pas moins anti-communiste, anti-stalinien et défenseur du monde libre. Au fur et à mesure que la menace soviétique prend corps, comme l'assistance américaine, notamment lors de la guerre de Corée, Beuve-Méry affiche nettement et clairement son choix : entre les deux, il préfère l'Amérique. Ainsi Sirius écrit dans un article remarquable en première page du *Monde* du 4 avril 1951, intitulé « Les chemins de la paix » : « Je supplie mes contradicteurs de ne pas me faire dire une fois de plus que Russes et Américains devraient être renvoyés dos à dos. Aussi longtemps que la moindre velléité ou même possibilité d'opposition sera impitoyablement réprimée en régime soviétique, les préférences des hommes libres iront d'elles-mêmes »<sup>95</sup>. De même, l'étude de l'image comparée de l'Amérique et de l'URSS dans *Le Monde* de 1947 à 1953 (période stalinienne de la guerre froide) montre indiscutablement que le journal, tout en étant critique, a une nette préférence pour les Etats-Unis<sup>96</sup>.

C'est aussi une affaire de caractère. Françoise Giroud<sup>97</sup> qui apprécie hautement le directeur du *Monde*, écrit dans *L'Express* un article dithyrambique sur lui : « Hubert Beuve-Méry attend l'orage avec sang-froid. [...] Cinquante-quatre ans, le poil gris, l'œil jamais d'accord avec la bouche - ce que l'un donne en amitié, en sourire, l'autre le refuse -, de rude et haute allure, amoureux de l'humanité mais distant de tous les hommes, cet inamovible breton est gracieux comme un cactus. [...] Beuve-Méry a pour l'argent plus que du mépris : il le craint pour tout ce qu'il le soupçonne d'apporter de corrupteur et d'amollissant aux meilleurs »<sup>98</sup>. Ce dernier est en effet profondément intègre, soucieux de la vérité, refusant toute attitude donnant l'impression de vouloir plaire.

Un autre révélateur de la relation de Beuve-Méry avec l'Amérique tient dans l'amitié qu'il a avec Jean Monnet, l'un des fondateurs de l'Europe et profondément américanophile, chez qui il allait fréquemment passer le dimanche. Monnet le décrit ainsi dans ses mémoires : « Beuve-Méry, directeur du *Monde*, dont je respectais la profonde sincérité et qui est toujours resté mon ami »<sup>99</sup>.

En toutes circonstances, Sirius est à la recherche de la vérité, quelle qu'elle soit, plaisante ou déplaisante, et non le défenseur d'une quelconque idéologie. Ainsi, lors de la publication en 1951 d'un recueil de vingt années de ses articles, il écrit : « Nul ne sait à quel point il peut être dupe de lui-même. [...] Responsable de la politique suivie par le journal *Le Monde* depuis sa fondation, je n'ai jamais prétendu que cette politique dût échapper à toute discussion. C'est au contraire parce qu'il est parfaitement indépendant, politiquement et financièrement, parce qu'il s'ouvre largement aux plus sérieuses controverses, enfin parce qu'il cherche à déceler les courants profonds de l'opinion internationale, que *Le Monde* a pu conquérir une place enviable en France et dans la plupart des pays étrangers. D'aucuns jugent cette liberté abusive et dangereuse. Elle leur apparaît comme une entreprise de démoralisation, de défaitisme, voire de trahison, d'autant plus redoutable qu'elle est

<sup>95</sup> Sirius, « Les chemins de la paix », *Le Monde*, 4 avril 1951.

<sup>96</sup> Loïc Laroche, *L'image des Etats-Unis et de l'URSS dans le journal Le Monde pendant la période stalinienne de la guerre froide*, Mémoire de Master, Histoire, Université de Franche-Comté, 2005.

<sup>97</sup> Journaliste, fondatrice de *L'Express* aux côtés de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

<sup>98</sup> Françoise Giroud, « L'homme de la semaine, Hubert Beuve-Méry », *L'Express*, 13/04/1956.

<sup>99</sup> Jean Monnet, *Mémoires*, Paris, Fayard, 1976, p.343.



plus subtile. Pour eux, la troisième guerre mondiale étant commencée, l'heure des discussions est révolue. L'épreuve de la force ne peut tourner à notre avantage que si des peuples entiers mus par un même ressort tendent obstinément vers le même but en utilisant les mêmes moyens. L'analyse des faits politiques et économiques reste permise, mais elle doit être orientée pour être efficace. Certains faits ne doivent pas être rappelés ou soulignés. Certaines questions ne doivent pas être posées. La crise est assez grave pour que les sentiments et les opinions cèdent aux grandes nécessités nationales et internationales. Place à l'homélie barrésienne et au chant du soldat ! La crise est assez grave en effet pour qu'une telle attitude paraisse à certains égards légitime. Mais la pente est dangereuse : elle mène à l'intolérance, aux épurations, à des procédés ou à des procès qui font un peu songer à ceux de Moscou »<sup>100</sup>.

La culture traditionnelle de Beuve-Méry, celle d'un homme de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, non seulement ne le porte pas à être attiré par la culture américaine, mais le met sur la défensive face à l'américanisation de la France et au « déferlement » de la culture populaire venue d'outre-Atlantique sur l'Europe. Il a ainsi des moments nombreux de critique sévère voire de rejet ou de refus des Etats-Unis, de leur culture, de leur politique etc. Mais il sait aussi les approuver, les apprécier en d'autres moments. Ainsi écrit-il encore dans son article « Les chemins de la paix » cité plus haut : « A défaut d'une autre solution, il serait plus digne d'opter franchement pour la fédération avec les Etats-Unis et de revendiquer à égalité les droits et les devoirs établis par la législation américaine. Actuellement, nous édifions de notre main une sorte de protectorat déguisé, et des expropriations de plus en plus vastes sont la contrepartie normale de la réduction de nos responsabilités ... mais non de nos risques [...]. Entre l'assujettissement à Moscou et une guerre qui pourrait être un suicide, une large fraction de l'opinion européenne cherche instinctivement une troisième voie. Elle n'ignore pas que sans l'amitié, l'aide et la puissance américaine elle serait supprimée depuis longtemps ». Beuve-Méry ne rejette donc pas fondamentalement l'Amérique et est encore moins anti-américain primaire. « Il est avant tout, cet inclassable, ni de droite ni de gauche, dans un pays et, plus encore, dans une période qui bannit les entre-deux »<sup>101</sup>. Il n'est certes pas américanophile. Il est réservé vis-à-vis de l'Amérique.

## Les articles de Sirius

Hubert Beuve-Méry marque le journal, par ses 25 années de direction et par sa personnalité. Il contribue aussi directement et significativement au traitement des Etats-Unis par *Le Monde*. L'éditorial est de sa responsabilité. Il arrive rarement qu'il le rédige sans le signer. Il signe alors de son nom s'il écrit en tant que directeur du journal, ou sous le pseudonyme Sirius s'il intervient en tant que commentateur politique, s'adressant aux citoyens. C'est le cas le plus fréquent<sup>102</sup>. Il choisit comme pseudonyme l'étoile la plus brillante du firmament, pour écrire une chronique de politique étrangère dans *Temps nouveaux*, nouveau nom de *Temps présents*. C'est d'abord un pseudonyme collectif qui deviendra ensuite le sien exclusivement. Le premier article signé Sirius, daté du 20 décembre 1940, n'a pas pris une seule ride. Il campe ce commentateur durablement : « A l'observateur imaginaire, juché sur quelque balcon céleste, notre globe traqué offrirait de bien déconcertants spectacles. [...] Le monde, disent volontiers les Suisses, est gouverné par la folie

---

<sup>100</sup> Hubert Beuve-Méry, « Réflexions politiques », *Le Monde*, *op.cit.*

<sup>101</sup> Laurent Greilsamer, *op. cit.*, p. 331.

<sup>102</sup> Bruno Rémond, *Sirius face à l'histoire : morale et politique chez Hubert Beuve-Méry*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 78-81.

des hommes et la sagesse de Dieu. Chaque jour nous apporte le témoignage douloureux ou comique de la première. Les voies de la seconde demeurent impénétrables »<sup>103</sup>.

Il est de très loin le directeur du *Monde* le plus prolifique en articles concernant les Etats-Unis à tel point qu'il est l'auteur le plus représenté dans notre sélection avec 52 articles<sup>104</sup>. Il n'y a aucun d'article de lui après son départ à la retraite alors qu'il conserve un bureau au *Monde* où il est longtemps présent. Son importance est d'autant plus grande que la majeure partie de ses articles sont des éditoriaux (46), en première page (47) et longs (38)<sup>105</sup>.

L'image de l'Amérique présentée dans les articles de Sirius est balancée comme ses éditoriaux et finalement équilibrée : c'est celle d'un pays ami, mais sans plus, cependant jamais hostile. Selon lui, les Etats-Unis accordent leur protection tantôt par amitié, tantôt par intérêt. Ils sont exceptionnellement impérialistes (2). Les relations avec eux sont bonnes, mais parfois compliquées.

Beuve-Méry mentionne à de nombreuses reprises (14) le soutien militaire américain, la générosité du pays, mais aussi ses limites, ne le trouvant qu'une fois égoïste. Il s'intéresse aussi à l'aide économique américaine (plan Marshall), leur ouverture aux échanges économiques tout en étant un concurrent pour la France. Il s'intéresse un peu à leur développement économique (7) plutôt bon mais avec des crises, riche, notant à peine l'avancement technologique (2) et la qualité de l'éducation (1). Il n'évoque guère la société américaine, remarquant une fois les disparités sociales, qualifiant cependant les mœurs des Américains plutôt positivement (5) malgré quelques critiques et relevant une vie culturelle de qualité (4). Il ne mentionne pas la place de la religion aux Etats-Unis. Ce n'est pas un sujet significatif vu de la France d'après-guerre, encore très rurale et peu sécularisée. Il évoque le système politique américain (11), pays libre avec une démocratie qui fonctionne bien malgré des limites. La justice peu évoquée est jugée sévère (3) voire inégale (1). Sirius décrit l'Amérique confiante dans sa puissance (10) mais parfois aussi inquiète (6). Il décrit son armée comme très puissante voire qui se renforce encore (13) à deux exception près.

Le fondateur du journal de la rue des Italiens donne donc dans ses nombreux articles une image plutôt équilibrée des Etats-Unis, qui n'est pas entièrement négative, mais aussi critique. Il n'est pas le seul à écrire dans les colonnes du journal sur l'Amérique.

## Les journalistes

dans ces premières années du *Monde*, toute une équipe de journalistes se tient autour d'Hubert Beuve-Méry pour traiter des Etats-Unis et pas seulement ceux qui suivent spécifiquement l'Amérique. Ils sont, dans leur grande majorité, des anciens du *Temps* qui était d'ailleurs d'abord un journal de politique étrangère.

André Pierre

André Pierre est l'un d'entre eux. Ancien du *Temps* où il entre en 1933, il reste au *Monde* jusqu'à sa retraite en 1958. Spécialiste de l'URSS, c'est l'un des premiers « kremlinologues ». Il écrit de nombreux ouvrages sur la Russie et plus d'un millier d'articles, mais n'en compte aucun dans le corpus de cette étude centrée sur les Etats-Unis. « Sympathisant de la révolution russe, il refusait de suivre les dogmes du

---

<sup>103</sup> Hubert Beuve-Méry\*, *Réflexions politiques*, Paris, Le Monde et Seuil, 1951, pp. 124-127.

<sup>104</sup> 10 articles signé Hubert Beuve-Méry et 42 signés Sirius, sélectionnés dans le corpus.

<sup>105</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage en annexes.

pouvoir en place à Moscou ». Il déclare : « Quand j'ai parlé du régime politique du pays, je n'ai pas été antisoviétique mais antistalinien »<sup>106</sup>. Sans doute n'est-il pas un cas isolé dans l'équipe du *Monde*. Il est le premier chef du service étranger, mais on pourrait aussi dire chef adjoint tant Hubert Beuve-Méry suit de près ces questions. D'ailleurs, l'éditorial s'appelle alors « le bulletin de l'étranger », héritage du *Temps*.

André Chênebenoit

André Chênebenoit est un autre grand journaliste, ancien du *Temps*. Né au crépuscule du XIX<sup>ème</sup> siècle, en 1895, il entre au *Temps* en 1924. Il rassemble, à l'automne 1944 les anciens rédacteurs du *Temps* qui souhaitent faire reparaître un journal du soir et apporte son soutien à Hubert Beuve-Méry pour la reprise de *Temps* et le lancement du *Monde* en novembre-décembre 1944. Cette démarche vainc, de son propre aveu, les dernières hésitations de Sirius à accepter la direction du nouveau journal. Sirius nomme alors Chênebenoit Rédacteur en chef, poste qu'il conserve jusqu'à sa retraite en 1966. C'est Jacques Fauvet qui lui succède. Une grande confiance s'instaura dès lors entre Beuve-Méry et celui que l'on surnomme « Chêne ». C'est ainsi que comme nous l'avons vu plus haut, Sirius lui laisse les commandes du journal à peine quatre mois après sa création pour son premier voyage de deux mois en Amérique. Il trouve le journal en parfait ordre de marche à son retour. Sept ans plus tard, en refusant par fidélité la proposition de René Courtin de devenir directeur, il contribue largement à la victoire de Beuve-Méry sur son ancien associé. A la suite de cela, il est nommé à l'unanimité premier président de la société des rédacteurs du *Monde*. Cependant, il est aussi celui qui prend la décision de publier le rapport Fechteler en l'absence de Sirius, peut-être un peu rapidement. Ce dernier dira « Je l'avais désigné comme gardien de but, et il a joué les avants-centres »<sup>107</sup>. Nous reviendrons sur ce fameux rapport qui marque durablement *Le Monde* et sa relation avec les Etats-Unis. André Chênebenoit démissionne alors de la présidence de la société des rédacteurs. Cependant, jamais Beuve-Méry ne revient sur la confiance qu'il lui accorde.

Le seul article de Chênebenoit dans le corpus figure en page une, sans surprise, et présente les Etats-Unis comme un pays ami des pays occidentaux, dont il assume le leadership. Chênebenoit décrit l'Amérique comme une superpuissance protectrice de ses amis, qui leur apporte notamment un soutien militaire, mais selon ses intérêts. Cela génère des conflits qui rendent leurs relations pas toujours évidentes<sup>108</sup>.

Pour compléter l'équipe issue du *Temps*, Sirius recrute peu à peu de nouveaux journalistes.

Robert Guillain

C'est ainsi que Robert Guillain est recruté. Il succède à André Pierre comme chef du service étranger. Né au début du XX<sup>ème</sup> siècle, en 1908, il est un spécialiste de l'Asie en général et du Japon en particulier, grand journaliste et grand historien. Il passe la guerre au Japon comme correspondant de l'agence Havas où il peut assister aux préparatifs de la guerre contre les Etats-Unis. Tenant une information du maître espion Richard Sorge présent à Tokyo en même temps que lui, il envoie une

---

<sup>106</sup> « André Pierre est mort », *Le Monde*, 26/01/1966.

<sup>107</sup> Jean-Noël Jeanneney, Julliard (Jacques), *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, op.cit.*, p. 165.

<sup>108</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

dépêche demeurée fameuse, à l'agence à la veille de la guerre : « Longue négociation entre producteurs de bière et macaronis d'une part, producteurs riz d'autre part finalement terminée par échec stop Bière et macaronis voudraient association contre Whisky et chewing-gum stop Riz intéressé par association contre producteurs Vodka regrette ne pouvoir entrer dans association proposée »<sup>109</sup>. Passée au travers de la censure japonaise, cette dépêche permet à l'agence Havas de connaître l'échec du premier projet d'alliance germano-japonaise dirigé contre les Anglo-américains pour les uns, contre l'URSS pour les autres. Jean-Claude Guillebaud dira de lui qu'il était « un prince du journalisme ». André Fontaine ajoute : « Rares sont ceux qui, exerçant ce métier, auront mieux aidé leurs contemporains à comprendre leur temps. Il faut dire qu'il portait un soin extrême aussi bien à la vérification de ses informations et de ses jugements qu'à la clarté et à l'élégance de son écriture. D'une rare modestie, se méfiant du péremptoire, il n'hésitait pas pour autant, quand sa conviction était bien établie, à prendre le contrepied des idées reçues »<sup>110</sup>.

Jean Schwoebel

Jean Schwoebel rejoint Robert Guillain pour s'occuper de la Grande Bretagne et du Commonwealth. Il débute ainsi au service étranger, pour devenir correspondant du Quai d'Orsay, rédacteur diplomatique, avant de réaliser de nombreux reportages, notamment en Europe et en Amérique. On lui doit plusieurs livres sur la vie internationale. Dans la crise des actionnaires du *Monde* de 1951, il joue un rôle essentiel dans la réaction des journalistes en faveur d'Hubert Beuve-Méry qui se traduit notamment par une menace de grève générale de la rédaction. Il est l'un des fondateurs de la société des rédacteurs du *Monde* à la présidence de laquelle il succède à André Chênebenoit<sup>111</sup>.

Dans ses articles<sup>112</sup>, longs pour la moitié d'entre eux, il présente l'Amérique comme une superpuissance protectrice par intérêt et ami relatif de la France. Il décrit un pays ayant une bonne démocratie avec une vie culturelle significative<sup>113</sup>.

Maurice Ferro

Recruté comme correspondant au Caire, Maurice Ferro prend ensuite le nouveau poste de correspondant à Washington. Il est né en 1907 en Egypte. Il a une double fidélité qui n'est pas simple à gérer : il est d'abord un fidèle du général de Gaulle, auquel il répond à l'appel dès 1940. Il est ensuite un proche et un fidèle d'Hubert Beuve-Méry. Ce qui lui vaut le mérite d'être parmi les rares auquel Sirius demande d'assister à ses obsèques. A Washington pendant six ans, Maurice Ferro a beaucoup de peine à voir *Le Monde* prendre des positions qu'au fond, il ne partage pas. Il est pourtant passionnément attaché au journal. C'est l'époque de la querelle du neutralisme dans laquelle Beuve-Méry engage *Le Monde* avec notamment Etienne Gilson et Maurice Duverger. Comme l'écrit André Fontaine : « Maurice Ferro doutait lui-même beaucoup que ce fût la voie de la sagesse et il ne se privait pas de le dire, avec sa faconde méditerranéenne, non certes dans ses câbles, mais dans ses contacts directs avec les dirigeants du journal. En même temps, il défendait celui-ci corps et âme face à des interlocuteurs officiels et des confrères américains

<sup>109</sup> Edouard Sablier, *La création du Monde*, *op.cit.*, p. 88.

<sup>110</sup> André Fontaine, « Robert Guillain », *Le Monde*, 31/12/1998.

<sup>111</sup> « Jean Schwoebel, une volonté de fer », *Le Monde*, 27/09/1994.

<sup>112</sup> 4 articles de Jean Schwoebel sélectionnés dans le corpus.

<sup>113</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

qui ne se privaient pas d'en dénoncer les dérives. La publication par *Le Monde* d'un rapport attribué à l'amiral Fechteler sur une prétendue stratégie périphérique des Etats-Unis allait porter la tension à son comble. Vingt fois, Maurice Ferro avait menacé de démissionner. En 1953, la mort dans l'âme, il quittait la rue des Italiens où sa fougue, son ardeur au travail, son désintéressement, sa compétence lui avaient valu beaucoup d'amis »<sup>114</sup>.

Il a écrit trois livres qui tous concernent les Etats-Unis : « De Gaulle et l'Amérique, une amitié tumultueuse », « Kissinger, diplomate de l'impossible » et « Kissinger et Brzezinski : destinées et pensées parallèles ».

Dans ses articles<sup>115</sup>, pour moitié en première page et longs, il présente l'Amérique comme une superpuissance protectrice par intérêt mais aussi par amitié. Elle est pour lui une grande amie de la France et lui accorde un soutien significatif en matériel militaire même s'il n'est pas sans limite. Il décrit un pays riche avec une économie puissante et en bonne santé. Les mœurs américaines sont parfois très marquées favorisant l'exubérance et l'exagération. Les Etats-Unis forment pour lui une démocratie qui fonctionne relativement bien, avec une justice sévère. Toutefois, il décrit aussi un pays inquiet voire anxieux à cause de la menace soviétique. Maurice Ferro donne ainsi une vision positive des Etats-Unis, sans être idéaliste<sup>116</sup>.

Pierre Frédéric

Engagé dès 1945 comme pigiste, Pierre Frédéric est ensuite grand reporter au *Monde* de 1951 à 1954. Il fait un long reportage en avril-mai 1946 aux Etats-Unis. A l'époque, *Le Monde* n'a semble-t-il pas encore de reporter attitré sur les Etats-Unis et ce jusqu'à l'arrivée de Maurice Ferro en 1947. Pierre Frédéric est un auteur prolifique et écrivain talentueux. Il écrit notamment : « Swift le véritable Gulliver », une biographie d'Herman Melville, l'auteur de *Moby-Dick* ainsi qu'un essai en 1948 : « Washington ou Moscou » dans lequel il précise notamment sa position quant au neutralisme. *Le Monde* le décrit ainsi : « M. Frédéric n'est pas de ceux qui croient à la neutralité possible d'une troisième force internationale. Les Etats-Unis et l'U.R.S.S. ne sont pas seulement à ses yeux deux grands empires qui rivalisent sur le terrain de la puissance, mais les symboles de deux doctrines, de deux religions qui s'opposent implacablement et qui se partagent *Le Monde*. Pas plus qu'il n'est possible de ne pas prendre parti entre Washington et Moscou, une synthèse entre le monde soviétique et le monde américain n'est immédiatement praticable : les divergences sont trop profondes. Est-ce à dire qu'un choc soit inévitable ? M. Frédéric ne le croit pas. La coexistence des deux systèmes lui paraît la seule solution que l'on puisse souhaiter et envisager. Staline lui-même l'a déclarée indispensable. Toutefois, avant de traiter avec lui, il serait nécessaire d'assainir et de reconstruire, d'amener les Soviets à reconnaître les limites de leur pouvoir »<sup>117</sup>. On le voit, non seulement Pierre Frédéric réfute le neutralisme, mais encore il choisit nettement son camp et c'est celui des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>118</sup>, en général longs et en première page, il présente l'Amérique comme un pays ami plutôt proche. C'est une superpuissance protectrice de l'Occident et de la liberté. Les relations avec elles sont bonnes, mais souvent compliquées. Les Etats-Unis apportent un soutien militaire à la France : ils sont selon lui un pays généreux, imposant parfois des conditions et sont ouverts aux échanges

---

<sup>114</sup> André Fontaine, « Maurice Ferro », *Le Monde*, 06/09/2000.

<sup>115</sup> 6 articles de Maurice Ferro sélectionnés dans le corpus.

<sup>116</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>117</sup> « Washington ou Moscou par Pierre Frédéric », *Le Monde*, 05/03/1949.

<sup>118</sup> 9 articles de Pierre Frédéric sélectionnés dans le corpus.

économiques. Leur économie puissante se porte plutôt bien, c'est un Etat riche et avancé par ses infrastructures et ses technologies. La société américaine a des mœurs avancées. Elle forme une nation libre et démocratique. Enfin, pour Frédéric, le pays est puissant et confiant, doté d'une forte armée qui se développe encore<sup>119</sup>.

Sirius recrute aussi des intervenants extérieurs qui ne sont pas des journalistes salariés du *Monde*, mais à qui il commande une ou plusieurs séries d'articles et qui interviennent comme chroniqueurs. Dans la même logique, il publie des articles qui lui sont proposés, notamment par des personnalités marquantes, parfois contre rémunération mais pas toujours.

### Etienne Gilson

Etienne Gilson est un grand philosophe médiéviste et thomiste, proche du directeur du journal. Né à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, en 1884, il est pendant 20 ans professeur d'histoire de la philosophie au Moyen Age au Collège de France, enseignant dans de nombreuses universités de par le monde, membre de l'Académie française.

Hubert Beuve-Méry avec lequel il a longuement échangé lors de son voyage à San Francisco pour la signature de la Charte des Nations unies, lui propose de collaborer avec *Le Monde* en écrivant une série d'articles sur le thème notamment de la relation transatlantique. Il écrit ainsi régulièrement du 9 janvier 1945 au 29 septembre 1950. S'inspirant de son expérience nord-américaine, il en vient à défendre la proposition neutraliste tout en présentant les limites du Pacte atlantique à ses yeux. Venant dans une période très tendue, ses articles suscitent de violentes réactions. Pourtant hostile au communisme, il est accusé d'en être le complice. Il est l'objet d'une campagne délétère fin 1950. Le Collège de France lui refuse un temps l'honorariat. Une fois les esprits calmés, la raison triomphe et Etienne Gilson est fait professeur honoraire du Collège de France en 1956 à la quasi-unanimité. Et comme l'écrit André Fontaine, « la page était définitivement tournée sur une affaire où la bassesse l'avait constamment disputé à la passion »<sup>120</sup>. Nous reviendrons sur la querelle du neutralisme.

Dans ses articles<sup>121</sup>, Etienne Gilson décrit l'Amérique comme un pays ami tout relatif de la France quand il n'est pas indifférent. C'est une superpuissance protectrice par intérêt avec laquelle les relations sont compliquées sans être mauvaises. C'est un pays généreux, qui apporte un soutien économique et militaire. Pour Etienne Gilson, le pays a des mœurs avancées, est une vraie démocratie, mais est inquiet de son avenir malgré sa puissante et grandissante armée<sup>122</sup>.

### Maurice Duverger

Né en 1917, Maurice Duverger est engagé comme chroniqueur au journal *Le Monde* par Hubert Beuve-Méry et le demeure de 1946 à 1994. Ce dernier le rencontre par l'entremise d'un dominicain dont il est proche, le père Maydieu. Il est professeur de droit à la Sorbonne et de sciences politiques à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris où il devient une référence dans son domaine. Proche de Sirius, il contribue fortement, par ses conseils juridiques notamment, au maintien de celui-ci lors de la crise de 1951. Journaliste prolix, il écrit près de 800 articles dans *Le*

---

<sup>119</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>120</sup> André Fontaine, « L'affaire Gilson », *Le Monde*, 22/09/1978.

<sup>121</sup> 2 articles d'Etienne Gilson sélectionnés dans le corpus.

<sup>122</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

*Monde*, souvent en « une », sur des sujets variés, dont bon nombre sur les relations transatlantiques. D'une orientation politique progressiste modérée sans pour autant appartenir à une chapelle, il suscite de nombreux contradicteurs dont Raymond Aron qui lui reproche une trop grande indulgence voire une cécité vis-à-vis de l'Union soviétique.

Dans ses articles<sup>123</sup>, il présente les Etats-Unis comme un pays relativement ami de la France, comme une superpuissance protectrice par intérêt. Elle apporte un soutien militaire. Son économie est excellente et puissante. Selon lui, la société américaine a des mœurs relativement avancées, mais parfois aussi dégradées. Enfin, pour Maurice Duverger, le pays est libre, puissant et confiant dans son avenir<sup>124</sup>.

D'autres contributeurs extérieurs au journal ont livré parfois de nombreux articles.

Robert Buron

Homme politique démocrate-chrétien, longtemps MRP et qui peu à peu se rapproche du parti socialiste, Robert Buron est maire de Laval pendant 40 ans. Entre 1952 et 1972, il livre près d'une trentaine de tribunes et de chroniques au *Monde*, sur l'Algérie, sur le tiers-monde – dont il fut l'un des grands défenseurs – sur la gauche et sur les Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>125</sup>, pour les deux tiers en première page et longs en général, il s'intéresse beaucoup à la vie sociale en Amérique. C'est pour lui un pays généreux, riche et avancé par ses infrastructures et technologies. Son économie est puissante et en bonne santé. Il connaît des conflits sociaux, alors que la vie sociale et syndicale lui paraît limitée. On assiste à un progrès social malgré des discriminations persistantes. La société américaine connaît des mœurs avancées. Selon lui, la vie culturelle y est limitée et la religion tient une place importante. Pour Robert Buron, les Etats-Unis sont confiants et puissants, de même que leur armée<sup>126</sup>.

Henry Peyre

Normalien, professeur de français et de littérature française à l'université de Yale aux Etats-Unis, Henry Peyre livre toute une série d'articles dans *Le Monde* en 1949 et 1950 sur l'Amérique et la France. Pendant près d'un demi-siècle, il contribue au rayonnement de la culture française aux Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>127</sup>, en général en première page, il décrit l'Amérique de l'intérieur. Elle est pour lui un pays ami de la France. C'est une superpuissance protectrice tant par intérêt que par amitié avec laquelle les relations sont faciles et bonnes. Le pays est généreux. Son économie est puissante et en bonne santé et il est avancé technologiquement. Il connaît un progrès social. Sa société a des mœurs avancées, parfois marquées. La vie culturelle est significative. Pour Henry Peyre, les Etats-Unis sont un pays libre, confiant et puissant<sup>128</sup>.

---

<sup>123</sup> 3 articles de Maurice Duverger sélectionnés dans le corpus.

<sup>124</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>125</sup> 3 articles de Robert Buron sélectionnés dans le corpus.

<sup>126</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>127</sup> 3 articles d'Henry Peyre sélectionnés dans le corpus.

<sup>128</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Gaulliste, homme d'ordre et d'idéal à la fois, Pierre Emmanuel est aussi un poète. Il reçoit de très nombreux honneurs, avec des missions prestigieuses. Il est membre de l'Académie française, dont il démissionne comme de bien d'autres institutions, chaque fois qu'une décision lui semble en contradiction avec son idéal. Il livre une vingtaine d'articles au *Monde* de 1948 à 1982, avec parfois des mots très durs à l'égard des Etats-Unis. Pourtant, dans un de ses tous derniers articles daté de 1982, intitulé « Contre la névrose anti-américaine », il revient sur le sujet : « À la fin des années 40, le neutralisme fut une façon de rejeter le communisme sans s'attaquer de front à lui. Ce neutralisme était souvent doublé d'antiaméricanisme, du fait, entre autres, de la paranoïa maccarthyste, dont ceux qui l'ont subie n'oublient pas la bêtise et la ténacité. On trouverait la trace de cet antiaméricanisme dans un article du *Monde* où, dans le style du temps, je traitais le président Truman de marchand de bretelles. La mode était alors de qualifier les Américains de barbares et chez certains Français, il en va toujours ainsi. Le maccarthysme est mort depuis un quart de siècle, mais l'antiaméricanisme se porte encore fort bien. J'en comprends maintenant les raisons inconscientes, celles d'un complexe au sens psychanalytique du mot. [...] Mais les Etats-Unis, comme l'Allemagne fédérale ou la France, sont un Etat de droit. Entre eux et les régimes communistes, le hiatus est de la légalité à l'arbitraire pur : il n'y a aucun degré de comparaison entre la démocratie et le système totalitaire. [...] La France, partenaire exigeant mais porteur d'une idée des droits de l'homme, pourrait renouveler l'esprit de l'alliance et conduire les Etats-Unis, par la persuasion des principes, à modifier leur attitude à l'égard de régimes que les Américains eux-mêmes jugent odieux »<sup>129</sup>. Cette rare relecture critique de ses propres écrits présente un Pierre Emmanuel plutôt pro-américain. Mais il reconnaît que par la force de sa critique sur tel ou tel aspect de la politique américaine voire du peuple américain, il a connu des moments de rejet des Etats-Unis particulièrement marqués, très négativement critiques, sans pour autant remettre en question l'alliance américaine. On retrouve là une position gaulliste traditionnelle paradoxale où la critique des Etats-Unis se marie à l'atlantisme.

Dans ses articles<sup>130</sup>, généralement longs, il présente l'Amérique comme un pays hostile. Elle est une superpuissance qui protège parfois la France, mais par intérêt. C'est un pays relativement généreux doté d'une puissante économie et avancé technologiquement. La société américaine a selon lui des mœurs dégradées. Le pays est une démocratie qui connaît des limites, avec une justice sévère. Pour Pierre Emmanuel, les Etats-Unis sont un Etat inquiet face à la menace soviétique, et qui possède une armée d'une puissance insuffisante<sup>131</sup>. Sévère vis-à-vis de l'Amérique, il est inutile de préciser que Pierre Emmanuel n'est pas un défenseur de la fameuse boisson pétillante américaine.

## Coca-colonisation

En cet immédiat après-guerre, *Le Monde* s'enflamme sur un sujet qui prête à sourire aujourd'hui, mais qui illustre bien la préoccupation de l'époque face à la modernisation de la France et à l'avènement de la société de consommation. La diffusion d'une boisson américaine en France, le Coca-Cola, en est le sujet. Toute une polémique s'engage en 1949 autour de cette simple boisson et qui atteint son apogée dans le journal de la rue des Italiens avec un article – il n'est pas le seul – de

---

<sup>129</sup> Pierre Emmanuel, « Contre la névrose anti-américaine », *Le Monde*, 16/01/1982.

<sup>130</sup> 2 articles de Pierre Emmanuel datant de 1949, sélectionnés dans le corpus.

<sup>131</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



Robert Escarpit intitulé « Coca-colonisation » : « Les conquérants qui ont tenté d'assimiler des peuples allogènes se sont en général attaqués à leurs langues, à leurs écoles, à leurs religions. Ils avaient tort : le point vulnérable c'est la boisson nationale. Le vin est la plus antique constante de la France. Il est antérieur à la religion et à la langue ; il a survécu à tous les régimes. Il a fait l'unité de la nation. Les rares coins du pays où subsiste, avec un particularisme local, une boisson particulière sont ceux où l'alcoolisme fait le plus de ravages. Les buveurs de vin sont rarement des ivrognes. Et même s'il est plus sain (ce que je ne crois pas) de boire des limonades renforcées à la kola, à la caféine ou au formol (à en juger par le goût) que de boire du vin, il est des vices qu'il faut aimer, car ils sont notre patrimoine, comme le reste »<sup>132</sup>. Cette polémique dépasse largement les colonnes du *Monde* pour devenir un sujet d'actualité nationale jusqu'aux bancs de l'Assemblée nationale où le gouvernement doit répondre aux interpellations de députés communistes sur la question. L'administration fait effectuer des tests pour vérifier que la boisson concernée n'est pas toxique<sup>133</sup>. La polémique disparaît en 1950 aussi vite qu'elle est apparue.

Pourtant cette crise anti Coca-Cola en France n'est pas anodine et laisse des traces durables. L'acteur extérieur, la société Coca-Cola, a une responsabilité non négligeable dans cette affaire. Elle se lance sur le marché français au lendemain de la guerre par une campagne marketing massive, à l'américaine, incluant la construction d'une unité de production à Marseille. Elle est déjà présente en France avant-guerre, mais indirectement. Une opération d'une telle ampleur et d'une telle intensité ne peut passer inaperçue dans une France qui découvre le marketing. L'entreprise combat avec vigueur et parfois avec arrogance, tous les obstacles qu'elle rencontre, arguant de son bon droit, comme l'explique Richard Kuisel<sup>134</sup>.

L'affaire prend même une dimension diplomatique lorsque l'ambassade des Etats-Unis s'empare de la question, obtenant d'une part que la société Coca-Cola agisse avec un peu de retenue, et que d'autre part, le gouvernement français garantisse l'accès du marché national à ce produit. Il en va du respect des accords commerciaux et de la législation française, à un moment où la France ne peut se fâcher avec le pourvoyeur du plan Marshall.

Le parti communiste, rejetant politiquement l'Amérique, s'engage dans une lutte véhémente pour la prohibition du coca-cola. Son influence est alors à son apogée. Il demande au gouvernement de légiférer pour empêcher le développement de la boisson en France au prétexte qu'elle nuit à la santé. Une loi est alors préparée, mais sans mentionner directement le nom de la boisson. Des tests sont réalisés qui ne peuvent conclure en une quelconque toxicité, contrairement à ce qui avait été annoncé. L'action des communistes, comme les maladresses de la société Coca-Cola, ne font qu'attiser un sujet déjà brûlant.

Les intellectuels et les médias progressistes s'émeuvent fortement de la progression de la boisson étrangère sur les tables françaises. C'est alors que *Le Monde* lui-même s'empare du sujet.

Si le sujet se révèle si sensible, suscitant une si grande controverse, engendrant une si grande charge émotionnelle, c'est que le Coca-Cola est avant tout un symbole. Il est l'emblème de la diffusion de l'*American way of life*, au détriment du mode de vie, de la culture et de l'identité française. Il est aussi le symbole de la modernité, de la société de consommation que la France découvre alors, pour le meilleur et pour le pire. D'un côté, cette évolution est perçue comme positive à

---

<sup>132</sup> Robert Escarpit, « Coca-colonisation », *Le Monde*, 23/11/1949.

<sup>133</sup> Irwin M. Wall, *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, pp. 182-187.

<sup>134</sup> Richard Kuisel, *Seducing the French : the dilemma of Americanization*, op.cit., pp. 52-69.

mesure que la reconstruction puis le développement du pays apportent aux Français un niveau de vie qu'ils n'ont jamais connu auparavant. De l'autre, elle est perçue aussi comme l'américanisation de la France, le remplacement de la culture traditionnelle française par la culture moderne américaine. On peut se demander si ces deux derniers mots ne forment pas un pléonasme tant ils semblent alors indissociables. Les trente glorieuses furent une période heureuse de paix en France métropolitaine et de forte croissance économique. Mais elles furent également l'époque d'un exode rural massif, d'une perte de repères, surtout pour toute la génération née avant-guerre, qui a grandi dans une société traditionnelle. C'est le cas d'Hubert Beuve-Méry et de toute la rédaction du *Monde* d'alors. Pour eux, le refus du Coca-Cola, c'est le refus de cette modernisation déconcertante qui arrive au grand galop.

La nouvelle boisson venue d'outre-Atlantique semble attaquer la culture française à son cœur, comme l'écrit Escarpit : le vin, produit du terroir par excellence. L'anxiété générale due à la guerre froide ne fait qu'augmenter encore la réaction face à tout ce qui semble remettre en question l'indépendance de la France. Un neutraliste peut-il décemment boire du Coca-Cola ? Le refus de la boisson yankee est aussi pour la France et les Français un levier facile pour s'affirmer, pour exister, pour revendiquer leur identité, à un moment où leur gouvernement n'a guère de marge de manœuvre.

Cette crise est un temps fort du rejet de l'Amérique et parfois même d'antiaméricanisme primaire en France. Certains n'aiment pas la fameuse boisson gazeuse, comme tout ce qui est américain, parce que c'est américain. D'autres vivent alors une période de rejet de l'Amérique, pris dans l'émotion du moment. D'autres encore, d'habitude déjà réservés, circonspects vis-à-vis de l'Amérique, trouvent là un élément en défaveur de l'envahissant allié transatlantique. C'est le cas d'Hubert Beuve-Méry et d'une bonne partie de la rédaction du *Monde*. Mais ce n'est pas le cas de tous les journalistes de la rue des Italiens ni de l'ensemble des Français dont la consommation du breuvage en question ne cesse de croître depuis.

Cette affaire a beaucoup de points communs avec la querelle du neutralisme, notamment le refus de l'emprise de l'Amérique.

### **Le neutralisme du *Monde* et Etienne Gilson (1948-1950)**

Avec la guerre froide, deux camps se forment sous la conduite des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Refusant la division de l'Europe, un courant intellectuel propose une troisième voie, le neutralisme. Ce courant très divers comprend tout à la fois des pacifistes hostiles à toute armée, à toute alliance et des autonomistes qui ne veulent pas d'une inféodation de l'Europe à l'une ou l'autre des grandes puissances. Il compte des anticapitalistes hostiles par essence à l'Amérique, et des anti-communistes que l'alliance américaine ne rassure pas. *Le Monde* fait partie de ce second groupe, pro-européen, antistalinien, critique de l'alliance américaine par la faible garantie de défense qu'elle présente et du danger accru de guerre qu'elle implique. A cela s'ajoute une critique plus générale de l'américanisation, synonyme d'une modernisation par le bas, par la masse, difficile à admettre ou à comprendre pour des hommes de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle.

Hubert Beuve-Méry engage alors *Le Monde* dans un combat difficile, presque perdu d'avance tant la guerre froide est binaire et ne laisse pas de place pour une troisième voie. De plus, l'atmosphère survoltée n'est pas propice à l'esprit de nuances et à la complexité. Le mot neutralisme lui-même est ambigu. Beuve-Méry regrettera plus tard que le concept de non-alignement ne soit apparu

qu'ultérieurement, en 1955, car il correspondait davantage à ses idées<sup>135</sup>. Il répond ainsi le 13 juillet 1950 à un lecteur, M. Emile Giraud : « Le mot neutralité prête à l'équivoque, je l'ai reconnu cent fois. Et vous avez raison de dire que le devoir des Américains est d'être forts et résolus à employer la force s'il le faut. C'est cette force qui a pu et peut encore nous protéger [...] Naturellement, nous pouvons et devons aider nos amis, mais dans la mesure de nos possibilités et avec des moyens qui ne se retournent pas contre nous et contre eux »<sup>136</sup>. Pour *Le Monde*, neutralisme ne signifie pas renoncement aux armes bien au contraire. La question est tellement complexe que la position du journal est fort difficile à expliquer voire à défendre : « L'Europe occidentale est obligée de se frayer un chemin dans un dédale de contradictions. Elle ne peut se passer du concours de l'Amérique, mais elle ne peut lui abandonner son destin. Elle ne peut ignorer la menace du communisme stalinien, mais ne peut empêcher qu'une large part de sa population voit dans cette menace la promesse du salut. Dussent les extrémistes grincer des dents une fois de plus, il faut bien convenir que si elle n'est guère une troisième force, elle est du moins, géographiquement, politiquement, socialement, en tierce position. Les combats qu'elle a dû livrer, les déceptions qu'elle a subies, les antagonismes qui la déchirent l'ont rendue largement impropre à de nouveaux combats. Malgré les ruines accumulées elle reste le musée de la civilisation humaine. Le musée est encore le plus riche ferment. C'est pourquoi elle n'est pas neutre au sens péjoratif du mot. Le combat pour la liberté, pour les conditions essentielles de la liberté – car la liberté partout recule – est nécessairement le sien. Elle veut espérer que les dés ne sont pas encore jetés, que l'Union soviétique se sent trop faible pour affronter la puissance des Etats-Unis, que ceux-ci sont assez sûrs d'eux pour ne pas se livrer à des gestes inconsidérés, que le capitalisme et le socialisme totalitaire pourront finalement se transformer et atténuer sinon résoudre leurs contradictions, sans qu'il soit besoin de livrer la planète à l'effroyable génie des nouveaux Prométhées. Elle ferait la guerre s'il le fallait, mais pour elle où serait l'espoir ? »<sup>137</sup> Beuve-Méry qui perçoit la délicatesse du sujet, y compris au sein de la rédaction du *Monde*, demande à des chroniqueurs extérieurs d'intervenir dans les colonnes du journal pour développer et soutenir l'idée. C'est ainsi qu'Etienne Gilson lance toute une série d'articles, 29 précisément, de décembre 1948 au 29 septembre 1950. Il clot cette série par un article intitulé « Epilogue », par lequel il explique qu'il renonce à continuer. L'importance de Gilson, le poids du *Monde*, le caractère non-conformiste voire iconoclaste d'une proposition qui fâche les deux camps principaux, prosoviétiques et pro-américains donne naissance à l'affaire Gilson au cœur de la querelle du neutralisme. Après Gilson, la défense du neutralisme est poursuivie dans *Le Monde* par d'autres grandes voix extérieures comme Maurice Duverger et Pierre Emmanuel, alors que Sirius se tient à distance. Pendant de longs mois se déroule la douloureuse et lamentable affaire Gilson qui finit par se clore « à la confusion des accusateurs. Même aux Etats-Unis, commenta Sirius, il ne semble pas que la fameuse commission d'enquête sur les activités antiaméricaines ait jamais été si loin »<sup>138</sup>. La querelle finit par s'éteindre, de guerre lasse, faute d'avoir convaincu, faute d'avoir trouvé un peu d'espace entre les deux camps. D'autant que la guerre froide se réchauffe. Le déclenchement de la guerre de Corée montre que la menace de guerre n'est pas théorique et que la possibilité d'une assistance militaire américaine n'est pas une illusion. Chacun est alors sommé de choisir son camp. Le

---

<sup>135</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, Paris, Simoën, 1978, p. 185.

<sup>136</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 133.

<sup>137</sup> Sirius, « Le Pacte atlantique et la paix », *Le Monde*, 17/03/1949.

<sup>138</sup> Hubert Beuve-Méry, « Un procès manqué, l'affaire Gilson », *Le Monde*, 10/03/1951.

scénario neutraliste paraît dépassé, anachronique. Beuve-Méry s'en défend, essayant de défendre une position complexe, guidé par un idéal de vérité toujours teinté de pessimisme : « Nous avons la chance, assez inespérée, d'assister en Corée à une sorte de répétition générale de ce qui aurait pu se passer en Europe si les divisions russes avaient pris tout à coup le chemin de l'Ouest. On n'eût certes pas manqué de dire que la faute était aux neutralistes. Mais, au *Monde* tout au moins, nul n'a jamais cru qu'il suffisait de se déclarer neutre pour tirer paisiblement, sinon élégamment, son épingle du jeu. Une certaine neutralité, ou mieux une certaine indépendance d'action, y a toujours été présentée comme un moindre mal, aussi longtemps du moins que le Pacte atlantique demeurerait ce faux-semblant, ce bluff réciproque qu'il est depuis l'origine [...]. Malheureusement rendre à tout un peuple le sens du vrai – rendons ici hommage à la magnifique santé avec laquelle les Américains reconnaissent leurs déboires en Corée – et la volonté qui permet de forcer le destin est une œuvre de longue haleine. Beaucoup de temps a été gaspillé. Combien de temps encore nous sera-t-il donné ? »<sup>139</sup>

La tentative du *Monde* tourne court en tant que telle. Cependant elle laisse des traces durables. Il faut dire que certains articles sont virulents, très durs vis-à-vis de l'Amérique, non sans une certaine arrogance aussi. Pierre Emmanuel est l'un des plus durs, qui écrit : « Entre ces deux fascinations-terreurs : celle du FBI et celle du sexe, l'Amérique se cherche en vain un centre, une raison d'être qui survive à cette force dont elle s'étonne, à ce pouvoir que l'histoire capricieuse lui a donné. Car elle sait bien que cette force ne peut durer qu'au service d'une cause ; et l'anticommunisme n'est pas une cause, c'est tout au plus un prétexte à profiter de sa force tant qu'il en est encore temps. Ces vieux pays qui se nomment la France, l'Italie, l'Angleterre, rappellent à l'Amérique son complexe d'infériorité. Les empires durables sont le fait de grands peuples porteurs d'une idée. Ce n'est pas Burnham qui donnera à l'Amérique fut-ce le négatif d'une idée »<sup>140</sup>. *Le Monde* est accusé, par le camp communiste, d'appartenir à la presse bourgeoise. Ce n'est pas surprenant car il est profondément réfractaire à l'idéologie communiste. Il est symétriquement accusé d'antiaméricanisme par le camp opposé. Cette accusation est profonde et durablement inscrite dans l'imaginaire des médias. Hubert Beuve-Méry le remarque lui-même : « Parce qu'il s'appliquait à discerner les avantages et les inconvénients du Pacte atlantique, mais aussi les risques et les chances d'une politique pour laquelle l'étiquette de non-engagement n'avait pas encore été inventée, *Le Monde* était assez couramment taxé en 1948-1950 de neutralisme procommuniste »<sup>141</sup>. Le journal de la rue des Italiens, bien qu'il s'en défende, donne aussi l'impression, par le neutralisme, de renvoyer les deux supers-puissances dos à dos, voire d'être partial. En effet, tout n'est pas égal puisque l'URSS n'est pas démocratique. L'analyse du contenu des articles du *Monde* concernant les Etats-Unis et l'URSS de 1947 à 1953, montre que cette accusation est fautive<sup>142</sup>. Pris dans leur ensemble, les articles du *Monde* sont indiscutablement en faveur des Etats-Unis et en défaveur de l'URSS. Mais derrière cette moyenne générale, se trouvent des articles qui comportent des critiques parfois très dures vis-à-vis des Etats-Unis, et des critiques qui portent ou heurtent notamment celles d'Etienne Gilson qui écrit : « Ce qu'on est disposé à nous acheter avec des dollars, c'est une fois de plus notre sang »<sup>143</sup>. L'accusation de partialité est nourrie par le refus de Sirius et de son équipe, de choisir clairement et

<sup>139</sup> Sirius, « C'est la foi qui manque le plus », *Le Monde*, 20/07/1950.

<sup>140</sup> Pierre Emmanuel, « L'Amérique impériale », *Le Monde*, 25/10/1949

<sup>141</sup> Hubert Beuve-Méry, « Le vieil homme et la mer », *Le Monde*, 19/04/1966

<sup>142</sup> Loïc Laroche, *L'image des Etats-Unis et de l'URSS dans le journal Le Monde pendant la période stalinienne de la guerre froide*, op.cit.

<sup>143</sup> Etienne Gilson, « L'alternative », *Le Monde*, 02/03/1949.

indiscutablement l'un ou l'autre camp, en l'occurrence les Etats-Unis, et de garder un espace pour la critique. Ils donnent aussi de l'espace à ceux qui les critiquent.

Cette querelle est aussi l'occasion pour *Le Monde* d'affirmer son indépendance et sur ce point-là, la victoire est totale, même si elle engendre une grave crise interne au journal.

### **Du désaccord avec René Courtin à la démission d'Hubert Beuve-Méry**

Dans ce contexte binaire, où la guerre froide naissante donne une connotation antioccidentale à toute critique envers les Etats-Unis, la différence d'approche entre René Courtin et Hubert Beuve-Méry se transforme peu à peu en crise ouverte. Au départ, ces deux hommes se retrouvent dans leur idéal commun de vérité et leur totale intégrité. Beuve-Méry est plus porté vers les questions internationales et Courtin vers les affaires économiques. Ainsi se répartissent-ils les responsabilités, laissant à Christian Funck Brentano les questions de politique intérieure française. Celui-ci se révèle un piètre journaliste, ne répond guère aux attentes et finalement s'éclipse de la réalisation du journal. Il laisse face à face Courtin le libéral optimiste et pro-américain et Sirius, le pessimiste anti-communiste mais réservé sur les Etats-Unis qu'il critique parfois sévèrement. C'est sur cette question qu'une grave crise prend naissance entre eux.

Beuve-Méry s'investit à plein temps dans *Le Monde* qu'il dirige pleinement tandis que Courtin n'y est qu'à mi-temps, publiant cependant près de 400 articles de 1945 à 1949. Cet écart développe l'impression chez ce dernier qu'il perd la main et que Sirius prend tout le pouvoir et le met à l'écart. De fait, Sirius prend tout le pouvoir que ses fonctions de directeur et de gérant de l'entreprise lui confèrent. Cela se révèle décisif en ce qui concerne la ligne éditoriale du journal car c'est lui qui décide si un article est publié ou non ou encore simplement repoussé. Dès janvier 1945, un incident se produit avec René Courtin. Ce dernier se plaint de ce que Sirius refuse de publier un de ses articles demandant une pause dans les réformes économiques c'est-à-dire dans la mise en œuvre des réformes issues du Conseil National de la Résistance. Naturellement, cela concerne la politique éditoriale du journal. On ne peut nier la légitimité de la demande de René Courtin, ni la rudesse d'Hubert Beuve-Méry. Seulement, à l'évidence, il ne peut y avoir deux lignes éditoriales dans un journal. Là est tout le problème. René Courtin démissionne puis revient sur sa démission.

Les deux hommes, qui se respectent profondément, s'efforcent de contenir leur différend et la querelle s'apaise pour quelques temps. Mais elle reprend lentement tout au long de l'année 1949 en s'envenimant. En décembre, René Courtin démissionne du journal et demande que son nom soit retiré de la manchette à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950. Il réagit alors à la publication d'une série d'articles défendant le neutralisme, en particulier sous la plume d'Etienne Gilson, de Maurice Duverger et de Pierre Emmanuel. Ces articles critiquent parfois durement les Etats-Unis et l'alliance américaine. René Courtin reproche à Hubert Beuve-Méry, tout en n'ayant aucune sympathie pour le régime russe, d'avoir une haine encore plus profonde pour les Etats-Unis. Dans une lettre du 17 décembre 1949 à Hubert Beuve-Méry, René Courtin écrit : « Depuis le printemps dernier, la fréquence et la violence d'articles anti-américains et antilibéraux m'ont conduit à élever contre l'orientation du journal des protestations de plus en plus véhémentes qui sont demeurées vaines. [...] Je n'ai donc en dépit de l'appel pressant et amical de M. Dupraz<sup>144</sup> qu'à me

---

<sup>144</sup> Joannès Dupraz, homme d'affaire et homme politique, fut député MRP de 1946 à 1958, et à plusieurs reprises secrétaire d'Etat sous la IV<sup>e</sup> République. Il représentait le MRP avec Pierre-Henri Teitgen lors des échanges avec le cabinet du général de Gaulle en vue de la

retirer, et par correction vis-à-vis de moi-même, et pour ne pas avoir à cautionner une politique que je réproûve. Si les Etats-Unis, écoeurés de la façon dont nous les remercions de leur aide, abandonnent l'Europe et la France à la misère, au désespoir et au bolchevisme, *Le Monde*, Gilson, Pierre Emmanuel, Escarpit et vous-même en porterez une part de responsabilité, mais pas moi. Ce désaccord sur une question fondamentale ne m'empêche pas de vous exprimer les sentiments de profonde estime que je garde pour l'intégrité de votre caractère et de votre gestion, le labeur acharné que vous vous êtes imposé pendant cinq ans, et grâce auquel *Le Monde* doit d'être devenu le premier journal français »<sup>145</sup>. Puis René Courtin publie une note à l'attention de la presse le 16 janvier 1950, dans laquelle il reprend ses accusations. Il y écrit que la politique étrangère du journal « après avoir été longtemps indolore, a pris progressivement sous l'impulsion personnelle de Beuve-Méry, un caractère violemment anti-américain. C'est ainsi qu'au printemps dernier, Gilson a été jusqu'à écrire que l'Amérique achetait du sang français avec des dollars, et que, cet automne, Pierre Emmanuel a renvoyé dos à dos les Etats-Unis et la Russie en traitant le président Truman de marchand de bretelles ».

La crise reste latente pendant un an alors que se déroule l'affaire Gilson et la querelle du neutralisme sur lesquelles nous reviendrons. Elle se transforme en crise ouverte de la direction en mars 1951 lorsque René Courtin et ses alliés parmi les actionnaires demandent la re-création d'un comité de direction chargé d'établir la ligne éditoriale. La raison est d'obliger *Le Monde* à cesser ses critiques contre l'alliance américaine. La ligne éditoriale vis-à-vis des Etats-Unis est donc l'enjeu de la crise de direction au sein du *Monde*. René Courtin voudrait aller plus loin et que le comité éditorial contrôle a priori les articles. Il n'est pas suivi par la majorité des actionnaires.

Cependant la situation devient bientôt invivable pour Beuve-Méry d'autant que Courtin rend publiques ses attaques dans une note à l'attention de la presse le 18 juillet 1951. Cela heurte nombre de rédacteurs au sein du journal. Plusieurs d'entre eux, lui répondent alors et notamment André Fontaine: « Nous avons toujours écrit que les rapports à l'intérieur de la coalition atlantique n'étaient concevables que sur une base de stricte égalité entre les partenaires. Cette attitude me paraît plus patriotique que celle qui consiste à tout céder à un allié qui n'a pourtant pas toujours une vue claire de l'intérêt commun. Voilà sans doute ce que vous appelez démoraliser l'opinion. Dans ce cas, nous sommes en bonne compagnie avec votre ami Winston Churchill et quelques autres dont les discours, en 1940 et après, n'ont jamais laissé beaucoup de place à l'optimisme aveugle »<sup>146</sup>.

Joannes Dupraz, important homme d'affaire et député MRP se retrouve en position d'arbitrage au centre de la querelle ce qui lui donne une tournure politique. Il s'abstient de trancher en faveur de l'un ou de l'autre tout en nourrissant l'espoir de prendre les rênes du journal. Hubert Beuve-Méry qui se trouve dans une situation très inconfortable, présente sa démission le 27 juillet 1951 effective au 17 septembre suivant. De nombreux amis et fidèles collaborateurs de Beuve-Méry interviennent, au premier rang desquels Jean Monnet. Ensemble, ils réussissent à le faire revenir sur sa décision. Faute de solution alternative – André Chênebenoit a décliné l'offre – alors que Beuve-Méry revient à l'attaque avec de solides arguments juridiques et devant la forte mobilisation de la rédaction à l'intérieur et à l'extérieur du journal, les

---

création du *Monde*. A ce titre, il valida le choix des trois membres du comité de direction et choisi lui-même trois des associés fondateurs, dont il s'était assuré la docilité selon Edouard Sablier. Il joua un rôle ambigu et essaya de prendre la direction du *Monde* lors de la crise de 1951.

<sup>145</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 7.

<sup>146</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 126.

actionnaires récalcitrants abandonnent l'idée de le remplacer lors de l'Assemblée Générale du 12 décembre 1951. *Le Monde* conserve son directeur et gagne son indépendance.

Le maintien de Beuve-Méry est ressenti comme un échec par tous ceux, qui comme René Courtin, voient en lui le pourfendeur de l'alliance américaine, car dans cette période binaire qu'est la guerre froide, émettre des réserves sur l'alliance américaine ou pire, prôner le neutralisme, signifie être contre l'Amérique.

### **Une tentative d'ingérence américaine ?**

Cet épisode ne laisse pas indifférente l'administration américaine qui suit de près ce qui se passe au *Monde*. Une note d'information de la CIA datée du 16 août 1951 explique : « L'influent *Le Monde* a un nouveau directeur : Hubert Beuve-Méry a démissionné de son poste de directeur du journal *Le Monde* à compter du 15 septembre, et sera remplacé par Johannes Dupraz, un député de l'aile droite des Républicains populaires. Dupraz, qui avait un journal avant-guerre, qui représentait les intérêts des entreprises dans la région de Lyon, est réputé être proche du patronat et des grandes entreprises. Il est à prévoir que *Le Monde* va maintenant abandonner la ligne neutraliste qu'il a défendue récemment. Ainsi, *Le Monde* est considéré comme le journal le plus influent en Europe continentale à l'ouest du rideau de fer. Beuve-Méry est un pessimiste dont la prédilection pour la discussion philosophique et les théories idéalistes l'a amené à conclure que la culture européenne est menacée aussi bien de l'Est que de l'Ouest. Les dissensions dans sa rédaction et de l'échec subi par le neutralisme dans les élections de juin ont sans aucun doute influencé sa décision de quitter *Le Monde*. Le nouveau directeur va probablement essayer de garder la grande aura que *Le Monde* a développée parmi la population jeune en France. Son expérience suggère, cependant, que ce journal n'adoptera une attitude plus amicale envers les Etats-Unis que si l'opinion devient plus favorablement disposée envers le nouveau programme de productivité (plan Marshall) et le plan Schumann, qui sont tous deux étroitement associés à l'influence américaine en France ».

Une nouvelle note d'information de la CIA datée du 19 décembre 1951 prend acte du maintien de Sirius : « France : commentaires de l'ambassade à Paris sur la poursuite de l'antiaméricanisme au *Monde* : la décision des actionnaires du *Monde*, le plus influent journal de Paris, de conserver Hubert Beuve-Méry en tant que directeur, est considérée par l'ambassade américaine comme une victoire de son approche particulière de la ligne politique du journal et laisse présager la poursuite de la tendance du *Monde* vers un antiaméricanisme de plus en plus maléfisant sous le masque de l'objectivité. Ainsi, depuis le printemps dernier, *Le Monde* a abandonné le neutralisme en tant que ligne politique conséquente, car il n'a pas réussi à susciter un large soutien. La décision des actionnaires est gravement préjudiciable aux intérêts américains »<sup>147</sup>.

Le moins que l'on puisse dire est que l'administration américaine se sent concernée par l'évolution du *Monde* et a bien compris l'enjeu de la crise qui s'y est déroulée en 1951. A-t-elle essayé d'influencer *Le Monde* ? Dans une note du 21 juin 1950, M. Wisner, directeur adjoint pour la coordination des politiques à la CIA rapporte une conversation qu'il a eue avec Averell Harriman. Ce dernier est alors un proche conseiller du Président Truman de même que Charles Bolhen. David Bruce est ambassadeur à Paris : « M. Harriman a exprimé sa préoccupation à propos de la position américaine au moment de la guerre froide et fortement insisté sur le fait qu'il est essentiel pour ce gouvernement de reprendre le flambeau de la paix des mains

---

<sup>147</sup> NARA, Archives de la CIA, CREST : CIA-RDP79T01146A000300410001-4.

des Russes. L'accent mis dans les déclarations officielles de toutes sortes ainsi que nos activités non officielles devrait être concentré sur le thème de la paix, même si nous sommes fatigués de nous l'entendre dire. Il ne croit pas que la situation en France en ce moment soit aussi grave que rapporté par M. Bruce. Mais il reconnaît que si nous ne réussissons pas à changer notre position apparente, elle peut le devenir. Il estime qu'il sera difficile de venir à bout du pacifisme et du neutralisme de la rédaction du journal *Le Monde* par des efforts ordinaires. Il a déclaré que MM. Bruce et Bohlen sont intervenus auprès de certaines de ces personnes, mais sans succès notable »<sup>148</sup>. Le reste du document est classifié. Impossible donc de connaître les efforts extraordinaires auxquels il est fait allusion. Cela étant, nous savons que Sirius était ami avec Charles Bohlen. Il est donc probable que ce dernier ait simplement cherché à l'influencer, mais en vain. D'ailleurs, dans une lettre du 5 novembre 1949 à R. Courtin, Hubert Beuve-Méry fait état d'un déjeuner avec « Bohlen ; un des éléments les plus actifs de la politique américaine en demeure à Paris »<sup>149</sup>. Pour le reste, comme le disait Racine : « il n'est point de secret que le temps ne révèle... »<sup>150</sup>

La tentative américaine d'influencer *Le Monde* est un échec complet. Son seul résultat est de renforcer la réserve d'Hubert Beuve-Méry – qui n'est pas dupe – à l'égard des Etats-Unis. Mais cela ne l'amène pas au-delà de cette réserve. Il écrit d'ailleurs lui-même à l'un de ses correspondants à l'ambassade le 8 août 1951 pour l'informer de sa démission : « L'opposition violente et souvent déloyale de bons Français qui se déclarent amis de l'Amérique s'est jointe à l'inflation générale et à la hausse vertigineuse du papier et m'ont contraint à la démission de la direction du *Monde*. Je suis très fatigué, très triste sans être amer. Il me semble que la liberté que les puissances atlantiques proclament si fort perd tous les jours un peu de terrain dans leur propre camp, et en particulier que la liberté de la presse endosse de plus en plus le visage de l'argent. Aussi petit que je sois au milieu des convulsions du *Monde*, mon départ réjouira de nombreux officiels français et américains. Persuadé qu'il ne peut y avoir de réelle estime ni d'amitié sans franchise complète, je ne suis pas si sûr qu'ils aient raison d'être satisfaits »<sup>151</sup>. Une fois de plus, il pêche par excès de pessimisme. Il ne s'agit pas là d'un renoncement. C'est ce pessimisme actif qui l'amène à affronter la réalité dans les meilleures conditions, d'ailleurs la conclusion lui est finalement favorable : Hubert Beuve-Méry conserve la direction du *Monde* et le journal de la rue des Italiens reste libre.

Mais ce n'est pas pour autant la fin des épreuves. Cette fois-ci, *Le Monde* en est largement responsable.

### **La publication du rapport Fechteler**

Le 9 mai 1952, *Le Monde*, daté du lendemain publie un rapport intitulé « La politique américaine en Méditerranée : un rapport de l'amiral Fechteler au National Security Council ». Il est annoncé en première page par un chapeau d'André Chênebenoit, à qui Hubert Beuve-Méry a délégué le traitement du dossier. Le rédacteur en chef a pris la responsabilité de publier le rapport. Il donne sa caution à

---

<sup>148</sup> Foreign Relations of the United States, 1945–1950, Retrospective Volume, Emergence of the Intelligence Establishment, Document 316.

<sup>149</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 7.

<sup>150</sup> Jean Racine, Britannicus, acte IV, scène 4.

<sup>151</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, Record Group 59, Internal Affairs-Communication, France, Newspaper and correspondent, 1950-1954, box 5951, télégramme n°1000 de l'ambassade à Paris, du 13/08/1951, signé Bonsal.



ce document « qui paraît présenter de sérieuses garanties d'authenticité »<sup>152</sup>. Il est complété par un article de Jacques Bloch Morhange qui joue le rôle de lanceur d'alerte. Il explique, avec des détails précis et parfois surprenants, les circonstances particulières qui lui ont permis de prendre possession du rapport et de le transmettre au *Monde*. Le rapport aurait ainsi été rédigé entre le 10 et le 17 janvier 1952. Il aurait été intercepté par les services de documentation militaire britanniques aux Etats-Unis et transmis le 24 janvier 1952 au premier Lord de l'Amirauté, avant de tomber entre les mains de Bloch Morhange.

Pour rappel, le moment le plus fort de la querelle du neutralisme au *Monde* a lieu le 2 mars 1949 lorsque Etienne Gilson explique que la garantie américaine est insuffisante en cas de guerre, que la France risque fort d'être à nouveau envahie et de servir ensuite de champ de bataille. *Le Monde* est alors accusé d'être démoralisateur.

Dans ce rapport officiel présenté à la plus haute instance de la défense américaine, l'Amiral Fechteler confirme la thèse de Gilson. Il explique qu'en cas d'invasion soviétique, la ligne de défense serait établie en Afrique du Nord et au Proche Orient. De ces territoires viendraient ensuite la reconquête de l'Europe occidentale, dont la France, qui, dit le rapport, sont indéfendables. La reconquête se transformerait ensuite en conquête de l'Europe orientale puis de l'ensemble de l'Union soviétique. La guerre était annoncée comme inévitable pour 1960.

Ce rapport est pour *Le Monde* la preuve que ce qui a été avancé, autour de la question neutralisme, dans ses colonnes est fondé. Le journal de la rue des Italiens a vu juste. Les Etats-Unis ne sont pas cette puissance amie sûre à l'abri de laquelle l'Europe peut se tenir. Le danger de guerre est très grand. La possibilité de nouvelle invasion est avérée. Le risque de voir la France à nouveau ravagée par une guerre de libération est terrible.

La réaction immédiate est double. D'une part les autorités américaines démentent avec la plus grande fermeté la véracité du rapport. Il est bientôt établi que celui-ci n'émane pas des plus hautes autorités militaires américaines. C'est en fait un article d'un officier américain, le commander Antony Talerico, sous le titre de « Sea of decision » dans la revue navale américaine *US Naval Institute Proceedings*.

D'autre part, les officiels tant français qu'américains et toute la presse occidentale atlantiste dénoncent avec la plus grande véhémence *Le Monde* et sa rédaction. Le journal est pris en flagrant délit de mensonge dans une nouvelle campagne de démoralisation fondée sur le rejet de l'Amérique. Mais qu'en est-il exactement ?

Evidemment, une telle campagne n'existe pas et *Le Monde* n'a pas de but politique, mais seulement celui d'informer. L'idée même d'une tentative de manipulation de l'opinion publique en faveur du neutralisme paraît farfelue connaissant le caractère des hommes qui composent le journal. La question qui se pose alors est : *Le Monde* a-t-il été abusé dans cette affaire, par qui et pour quoi ?

Jacques Bloch Morhange, a apporté dans les conditions que l'on a vu, le rapport au *Monde*. C'est un individu complexe et particulier. Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard expliquent qu'il est « un ancien FFI<sup>153</sup>, devenu en 1946 attaché au cabinet de Longchambon, ministre du ravitaillement avec rang d'inspecteur général, avant de se lancer dans le journalisme et les affaires. Il fut notamment collaborateur de Paris-Presse et de Combat, soutint en 1951 la campagne neutraliste de Claude

---

<sup>152</sup> André Chênebenoit, « La politique américaine en Méditerranée s'inspire-t-elle des plans de l'amiral Fechteler ? », *Le Monde*, 10/05/1952.

<sup>153</sup> Résistant, membre des Forces Françaises de l'Intérieur.

Bourdet<sup>154</sup>. L'année précédente, il avait créé l'hebdomadaire Don Quichotte et fondé pour sa publication la société d'édition 24 heures du monde ; l'entreprise fut arrêtée au bout de quelques mois. Il se trouvait en 1952 associé à Charles Lemarié, gérant de la société franco-hellénique de l'Import-export Sofrimex. C'est là qu'étaient discrètement installés les bureaux d'Information et de Conjoncture »<sup>155</sup>. Ils ajoutent que selon certains informateurs, faisant référence à l'*Echos de la presse* du 16 mai 1952, Jacques Bloch Morhange a vainement offert le rapport à *France-Soir* et au *Progrès de Lyon* avant d'aller le proposer au *Monde*. Mais cela ne peut être prouvé.

Cependant, *Le Monde* n'accueille avec légèreté M. Bloch Morhange et son rapport. Une enquête est menée sur Jacques Bloch Morhange et sa société d'information, le bureau d'informations et de conjoncture comme en témoigne la fiche d'identité manuscrite réalisée par les services du journal en mai 1952<sup>156</sup>. Elle indique que la société « Bureau d'Information et de Conjoncture » a été formée par Jacques Louis Nathan Bloch, dit Bloch Morhange né à Paris 9<sup>e</sup> le 31 janvier 1921 et notamment un certain Charles Henri Lemarié, né à Puteaux le 7 juin 1913. D'après la note, la société a été créée le 1<sup>er</sup> avril 1952, ce qui peut paraître étonnamment récent par rapport à la publication du rapport, le 9 mai suivant. La fiche d'une seule page aurait sans doute méritée d'être plus ample et l'enquête plus fournie.

Est-ce alors un coup monté contre *Le Monde* et son directeur ? Jacques Thibau écrit : « L'enquête que j'ai conduite laisse peu de doute : l'opération avait été montée contre *Le Monde* par les services spéciaux américains et français. Ceux-ci avaient mis en circulation le rapport Fechteler pour prendre au piège le journal du neutralisme. Pour que le piège réussît, encore fallait-il que le document fût vraisemblable »<sup>157</sup>. Mais Jacques Thibau ne dit rien de plus de son enquête, donc pas de preuves.

Nous avons vu que les officiels américains envisagent dès 1950 des mesures extraordinaires pour vaincre le neutralisme du *Monde*. Mais là encore, aucun autre document déclassifié de la CIA sur le sujet n'étaye cette possibilité à ce jour. Frances Stonor Saunders qui a longuement travaillé sur la question indique dans son livre sur la CIA et la guerre froide : « La loi [américaine] sur la liberté de l'information est portée aux nues par les historiens britanniques, qui ont en effet à affronter de bien pires obstacles s'ils s'intéressent à des documents relatifs à la défense du royaume. Mais l'application de cette loi, du moins en ce qui concerne la CIA, est déplorable ». Or ajoute-t-elle, « Au plus fort de la guerre froide, le gouvernement des Etats-Unis consacra d'énormes ressources à un programme secret de propagande culturelle en Europe occidentale. Un trait essentiel de ce programme était de prétendre qu'il n'existait pas. Il était dirigé, dans le plus grand secret, par le bras armé de l'espionnage américain, l'Agence centrale de renseignement, la CIA ». Cependant, remarque-t-elle : « La présence de la CIA dans les affaires internationales grandit d'une façon si prodigieuse au fil des ans que les gens commencèrent à suspecter sa présence derrière chaque buisson »<sup>158</sup>.

Il faudra attendre longtemps pour en savoir davantage sur l'implication éventuelle de la CIA dans l'affaire du rapport Fechteler. S'il est avéré que les Etats-Unis ont largement participé par des moyens ordinaires, réguliers, au combat contre

---

<sup>154</sup> Résistant, déporté, Compagnon de la Libération, écrivain, journaliste à *Combat* puis à *L'Observateur*, devenu depuis *Le Nouvel Observateur* dont il est l'un des fondateurs.

<sup>155</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 160.

<sup>156</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 134.

<sup>157</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, *op.cit.*, p. 215-216.

<sup>158</sup> Frances Stonor Saunders, *The cultural Cold war : the CIA and the word of arts and letters*, New York, New Press, 2000, p. 10.

le neutralisme, l'implication de la CIA dans cette affaire reste à ce jour une hypothèse non démontrée. Il en va de même pour celle des services secrets français.

Mais les choses ne sont pas aussi simples car si le nom du signataire et le destinataire étaient faux, le texte a bien existé et Hubert Beuve-Méry a toujours refusé de s'excuser de sa publication. Ainsi, il répond le 26 mars 1954 au courrier d'un lecteur, A. Michel : « L'authenticité du fameux document Fechteler ne pourrait guère être établie que si un officiel venait à en convenir tout à coup en fournissant lui-même les preuves. En revanche, il devrait être enfantin de prouver la fausseté du document et d'en démasquer les auteurs. Je l'ai instamment demandé au Ministre de la guerre et aux plus hautes autorités militaires qui ont toujours refusé. Comme nous, l'Amiral Castex<sup>159</sup> ne peut conclure que l'article du Commander Talerico, subordonné de l'Amiral Fechteler, ait servi de base à un rapport ultérieur. Je ne connais de preuve jusqu'ici dans un sens ou dans l'autre. Mais, et c'est ce que constate longuement l'Amiral, la politique actuelle des Etats-Unis en Méditerranée a, au moins, valeur de présomption »<sup>160</sup>.

Effectivement le numéro de la *Revue Défense Nationale* d'août-septembre 1953, revient sur l'affaire du rapport Fechteler et explique dans un article signé de l'Amiral Castex : « Il y a toute raison de penser que vrai ou apocryphe, le texte de ce que nous appellerons faute de mieux le rapport Fechteler reflète à peu près exactement l'opinion des milieux militaires élevés des Etats-Unis quant au problème en cause. Ce qui fait la valeur véritable de ce papier, valeur permanente au demeurant, ce sont les idées qu'il émet et la doctrine qu'il contient à l'égard d'un cas concret, déterminé, à savoir la conduite de la guerre en Méditerranée dans un hypothétique conflit futur ».

D'ailleurs, Jean Planchais donne une autre explication sur l'origine du rapport : « A mon avis, c'est un coup monté par les Anglais. L'amiral Fechteler, chef des opérations navales des Etats-Unis, ancien chef de la VIème flotte US en Méditerranée était partisan d'un repli sur l'Afrique du Nord en cas d'attaque soviétique, pour ensuite reconquérir l'Europe. Ainsi, en faisant publier par *Le Monde*, un texte fabriqué, repris en partie d'un article du commander Talerico dans l'organe officiel de la marine américaine les Anglais ont obligé les Américains à le démentir hautement. Je suis persuadé que c'est ça, que c'est un montage fait par les Anglais, qui l'ont fait passer à Beuve-Méry »<sup>161</sup>.

Pour le fond donc, Hubert Beuve-Méry a toujours défendu la vraisemblance de ce qui a été publié. Il le rappelle encore dans un éditorial de janvier 1960<sup>162</sup>. Pour la forme, il finit par reconnaître par écrit, que le texte publié par *Le Monde* est un faux dont l'auteur est inconnu, de même qu'il assume toute l'affaire et refuse la démission d'André Chênebenoit<sup>163</sup>.

Quoi qu'il en soit, l'effet de la publication de ce rapport est terrible pour *Le Monde* à plusieurs titres. Il subit d'abord une critique médiatique et politique particulièrement dure dont témoigne Hubert Beuve-Méry : « Une campagne acharnée et parfois visiblement haineuse tend en effet à convaincre l'opinion que *Le Monde* a publié un document faux, sachant qu'il était faux, à l'heure fixée par le Kremlin dans ses plans de guerre froide. Plus modérés, au moins en apparence,

---

<sup>159</sup> Raoul Castex, né en 1878, mort en 1968, eu de hauts commandements dans le domaine naval avant-guerre, fut un grand théoricien militaire, auteur de différents ouvrages dont *Théories Stratégiques*, son œuvre maîtresse et de plusieurs articles de référence dans la *Revue Défense Nationale*. Il fut aussi le créateur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale.

<sup>160</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 134.

<sup>161</sup> Entretien avec Jean Planchais, le 25/05/2004.

<sup>162</sup> Sirius, « Indiscrétion grave », *Le Monde*, 07/01/1960.

<sup>163</sup> Edouard Sablier, *La création du Monde*, *op.cit.*, p. 161.

d'autres s'étonnent que *Le Monde* ait divulgué ce document compromettant sans complète vérification, simplement parce qu'il venait à l'appui des thèses neutralistes, dans le plus mauvais sens que l'on prête à ce mot, bien entendu. Et les commentateurs, oubliant généralement qu'il s'agissait avant tout de la politique américaine en Méditerranée, ont préféré s'indigner de certaines considérations touchant la difficulté de défendre l'Europe. Dans tous les cas il s'agissait de ruiner aux yeux de ses lecteurs le crédit d'un journal trop souvent gênant »<sup>164</sup>. Cette publication est désastreuse pour l'image du journal auprès d'une partie de son public comme le note Patrick Eveno : « Le recul de la diffusion durant les années 1952-1955, spécialement la chute en 1952 de 6% par rapport à l'année précédente, peut être en partie attribuée aux conséquences, en terme d'image, de la publication du faux rapport Fechteler. Le courrier adressé par les lecteurs à Hubert Beuve-Méry est symptomatique à cet égard [...]. Il reçoit en deux mois cent-soixante-deux lettres ce qui signifie que l'émotion fut grande chez les lecteurs »<sup>165</sup>.

L'émotion est certainement aussi grande au sein de la rédaction. Sirius le reconnaît : « Le contrecoup en a été durement ressenti au sein de la rédaction du *Monde* elle-même. C'est là probablement pour l'instant le résultat le plus fâcheux. Mais l'amitié franco-anglo-américaine ne doit ni même ne peut avoir à en souffrir, bien au contraire. [...] Les Etats-Unis doivent savoir qu'une forte amitié, fut-elle parfois ombrageuse, est plus sûre et au total plus efficace que l'apparente soumission d'une clientèle »<sup>166</sup>.

Rémy Roure, l'un des piliers de l'équipe, ancien du *Temps*, envoie sa lettre de démission à Beuve-Méry, aussitôt publiée par *Le Monde* le 13 mai 1952. Il écrit : « C'est à la suite de la publication du rapport, vrai ou faux, de l'amiral Fechteler, que j'ai cru bon devoir me séparer de vous. Il me semble que la paix est trop fragile et la solidarité des nations libres trop précieuse pour que devant un document de cette nature, dont l'origine et la caution ne sont, c'est le moins que l'on puisse dire, ni pures ni sûres, l'on ne se sente pas tenu dans un journal comme *Le Monde* à la plus extrême prudence, à la plus extrême réserve et à une mesure exacte des conséquences d'une telle publication ».

*Le Monde* et sa rédaction sont donc partiellement déstabilisés par cette affaire, intentionnellement ou non.

Les premiers temps du *Monde* sont ainsi une lutte longue et difficile mais victorieuse pour l'indépendance du journal et en particulier sa liberté de ton – au demeurant assez critique – vis-à-vis du grand frère américain.

## **12 Le libérateur et l'immédiat après-guerre**

Pour commencer, en cet immédiat après-guerre, les Etats-Unis et leur président, ainsi que son prédécesseur décédé peu avant, sont célébrés partout en France en remerciement à l'armée américaine libératrice.

---

<sup>164</sup> Hubert Beuve-Méry, « *Précisions* », *Le Monde*, 20/05/1952.

<sup>165</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse*, Paris, Le Monde éditions, p. 159.

<sup>166</sup> Hubert Beuve-Méry, « *Précisions* », *Le Monde*, *op.cit.*

## De Franklin Roosevelt à Harry Truman

Le président des Etats-Unis qui a déjà à son crédit d'avoir vaincu la grande crise, est le héros de la Libération aux côtés du général de Gaulle, par ordre d'importance, suivis de Staline et Churchill.

### Roosevelt, le libérateur

Lors de la création du *Monde*, Franklin Roosevelt est président des Etats-Unis depuis déjà près de 12 ans et vit son quatrième mandat. Né en 1882, il devient avocat puis devient en 1910 Sénateur démocrate de New York. Atteint du syndrome de Guillain-Barré, il devient paralysé des jambes. Il surmonte son infirmité à force de courage et de volonté. Il devient président des Etats-Unis au moment de la grande crise économique. Il lance alors son *New Deal*, un programme de relance de l'économie et de lutte contre le chômage. Sous sa présidence, l'Etat intervient dans l'économie tant comme régulateur que comme acteur, ce qui est nouveau en Amérique. Il mène une politique progressiste et fonde la sécurité sociale. Il lance le réarmement des Etats-Unis, alors très isolationnistes, et facilite la fourniture d'armement à la France et à la Grande Bretagne, conseillé à partir de 1940 par un certain Jean Monnet, futur père de l'Europe et ami d'Hubert Beuve-Méry. Au lendemain de l'attaque japonaise à Pearl Harbour, il engage son pays dans la seconde guerre mondiale aux côtés de l'Angleterre. Les immenses moyens de l'Amérique permettent petit à petit de contenir puis de vaincre les puissances de l'Axe. L'Armée rouge, sans diminuer son courage et son immense sacrifice humain, doit pour une bonne part sa victoire au matériel américain dont elle est largement équipée.

Le président Roosevelt est le chef des armées américaines et par voie de conséquence, le chef des armées qui libèrent la France dans l'année qui suit le débarquement allié du 6 juin 1944. Sans doute la puissante armée américaine n'est pas seule. Les armées britanniques intégrant des troupes de nombreux pays, une armée française reconstituée sans compter la résistance ont aussi une large part dans la victoire. Et la puissante Armée rouge défait la partie la plus importante de l'armée allemande, donnant une aura exceptionnelle à son chef, Staline. Pourtant, le vainqueur, le chef des libérateurs, pour les Français est le président des Etats-Unis, vieil homme qui se déplace en fauteuil roulant, mais qui dégage une énergie immense. Il va devoir s'occuper de l'organisation de l'Europe et du monde après la guerre, tâche engagée avant même la fin de celle-ci et qui nécessite une négociation entre les vainqueurs. Elle se transforme en une sorte de partage du monde lors de laquelle deux camps apparaissent autour de deux hommes, d'un côté Staline et l'URSS et de l'autre Roosevelt, avec Churchill et de Gaulle. Le numéro un du *Monde*, le 19 décembre 1944, donne une très grande place à l'URSS et à Staline. Mais l'actualité est à la signature du traité d'alliance franco-soviétique. En réalité, *Le Monde* n'est pas du tout stalinien et donne par la suite une large place aux Etats-Unis et à leur président.

Dans ces derniers mois de l'Allemagne nazie, même si tout n'est pas idéal entre les alliés, entre l'Union soviétique et les occidentaux, la réalité est l'alliance en vue de la victoire finale et de la préparation de son lendemain. La conférence de Yalta qui réunit Roosevelt, Churchill et Staline du 4 au 11 février 1945 est largement couverte par *Le Monde*. Lors du communiqué de clôture, un éditorial, le 14 février 1945 explique « qu'indépendamment des commentaires minutieux qu'appelle un tel document, le sentiment qu'éprouve un Français à première lecture est celui d'une satisfaction très vive, mais encore incomplète. [...] La coalition sort renforcée de Yalta, l'ultime espoir que nourrissaient encore les dirigeants nazis s'évanouit, la

politique que la France préconise, et qu'a manifesté plus particulièrement la conclusion de l'accord franco-soviétique, reçoit une éclatante confirmation. En revanche, les décisions de Yalta ne font peut-être pas encore à la France toute la place qui, aux dires de la presse et de bon nombre d'hommes d'Etats alliés eux-mêmes, est manifestement la sienne. [...] Qu'il s'agisse des mesures appliquées à l'Allemagne vaincue, des interventions dans les pays libérés, que le communiqué laisse prévoir, ou de l'organisation générale de la paix, il va de soi que la France, comme l'a dit il y a huit jours, lors de l'ouverture de la conférence de Yalta, le général de Gaulle, ne serait engagée absolument par rien qu'elle n'aurait été à même de discuter et d'approuver au même titre que les autres »<sup>167</sup>. De la rivalité entre les Soviétiques et les Anglo-Saxons, il est ici à peine fait allusion sauf pour dire qu'elle n'empêche pas l'alliance. On voit bien en revanche les réserves françaises endossées par *Le Monde* sur la place de l'Hexagone dans l'organisation générale de la paix, qui donne une satisfaction « incomplète ». Mais s'il est fait mention de l'accord franco-soviétique, en revanche, personne n'est visé en particulier par cette récrimination.

Cependant, peu après, les choses se précisent et l'on comprend que malgré tout, le général de Gaulle en veut aux Etats-Unis de n'avoir pas été invité à Yalta. En témoigne l'incident de la rencontre manquée Roosevelt-de Gaulle dont *Le Monde* fait part à ses lecteurs le 22 février 1945. En effet, rentrant de Yalta, Roosevelt, très fatigué, ne prend pas le temps d'aller jusqu'à Paris, mais propose à de Gaulle, par l'entremise de son ambassadeur, de le retrouver à Alger au moment de son passage. *Le Monde* publie la réaction officielle de ce dernier, d'une ironie piquante, marquant un agacement certain derrière des propos apparemment anodins : « Le président du gouvernement provisoire de la République répondit à l'ambassadeur qu'il se félicitait d'apprendre que le président Roosevelt projetait de visiter un port français. Le général de Gaulle ajoutait que l'invitation qui lui était adressée de se rendre dans ce port le prenait à l'improviste, dans un moment où beaucoup d'affaires exigeaient sa présence à Paris et au lendemain d'une conférence à laquelle la France n'avait pas pris part et dont elle ignorait encore les multiples objets. [...] On sait que, depuis cette date, le gouvernement et les services français travaillent activement aux échanges de vues qui s'imposent entre la France et les gouvernements alliés au sujet des conclusions de la conférence de Yalta »<sup>168</sup>. *Le Monde* ne cache donc pas à ses lecteurs les difficultés de l'alliance franco-américaine. Il n'y a là rien de grave. Cela pourrait presque passer pour des enfantillages. Mais, cette frustration française de manquer de considération de la part de l'Amérique, relevée très tôt par *Le Monde*, est amenée à durer.

## La mort de Roosevelt et l'avènement d'Harry Truman

Franklin Roosevelt meurt le 12 avril 1945, 18 jours avant le suicide d'Adolf Hitler. Il n'aura donc pas vu la victoire sur les nazis, mais presque. C'est un grand deuil pour le monde civilisé titre *Le Monde*. « Les hommes d'Etat qui tiennent une grande place dans l'histoire ne sont pas toujours aimés des peuples qu'ils servent. Mais celui-là avait su joindre à l'estime des connaisseurs une popularité de bon aloi, qui dépassait largement les limites de son pays, et qui tenait aux plus rares qualités de caractère. [...] La France, qu'il connaissait et qu'il aimait, à qui il adressa si souvent des paroles de chaude sympathie, n'oubliera jamais qu'il partageait son idéal de liberté et qu'il fut un des principaux libérateurs de son territoire. Elle pleure avec ses amis américains le grand homme d'Etat mort sur la brèche, en souhaitant

---

<sup>167</sup> Bulletin de l'étranger, « La conférence de Yalta », *Le Monde*, 14/02/1945.

<sup>168</sup> « La rencontre manquée Roosevelt-de Gaulle », *Le Monde*, 22/02/1945.

que son exemple et ses directives inspirent ses successeurs »<sup>169</sup>. Non seulement la disparition du grand homme, Président des Etats-Unis est l'objet de l'éditorial du *Monde*, mais le journal lui consacre aussi de nombreux articles et rend compte longuement de l'hommage qui lui est rendu tant en France qu'à l'étranger dont celui du chef de l'Union soviétique que le journal nomme le maréchal Staline : « Le gouvernement soviétique et moi-même exprimons nos profondes condoléances au gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, à l'occasion de la mort du président Roosevelt. Dans la personne de Franklin Roosevelt, le peuple américain et les Nations unies ont perdu le plus grand chef politique du monde et le messenger de la paix. Le gouvernement de l'Union soviétique exprime sa sympathie sincère au peuple américain dans ce deuil cruel, et son assurance que la politique de collaboration entre les grandes puissances contre l'ennemi commun, sera intensifiée dans l'avenir ». L'heure est à l'unité, pas à la dissension ni à la rivalité.

Aussitôt après la mort de Roosevelt, le vice-président Truman, prête serment et devient le 33<sup>ème</sup> président des Etats-Unis. Né en 1884, Harry S. Truman, de deux ans le cadet de son prédécesseur, vient du Midwest, du Missouri précisément où il fut longtemps fermier. Vice-président depuis le 20 janvier 1945 seulement, après avoir été sénateur pendant 6 ans, il a acquis sa notoriété par son action pendant la guerre contre la mauvaise gestion des contrats militaires. Il est à son investiture encore peu au fait du gouvernement de la première puissance mondiale engagée dans la plus grande guerre de l'histoire. Mais il apprend vite et ordonne l'utilisation de la bombe atomique, dont il ignorait l'existence quelques mois avant. Sa politique de fermeté vis-à-vis des velléités de Staline, contrairement à son prédécesseur malade, conduit les deux superpuissances à entrer dans ce que l'on a appelé la guerre froide. Le premier acte politique du président Truman fut d'annoncer que la conférence des Nations unies se tiendrait comme prévu à San-Francisco à partir du 25 avril 1945.

Et *Le Monde* lui donna grand écho puisqu'il y envoya son directeur qui écrit de Californie le 24 avril 1945 : « Ce qui doit dominer la conférence, c'est incontestablement la nature même et le développement des relations américano-soviétiques. [...] Washington et Moscou seraient d'accord pour délimiter leurs intérêts respectifs. De ce point de vue réaliste qui paraît devoir être celui de la conférence, on apprécie mieux l'importance de la présence à San-Francisco de M. Molotov<sup>170</sup>. Avant même peut-être que la conférence ait clos ses travaux, on saura si les intérêts essentiels des Etats-Unis et de l'URSS tendent à se concilier ou à s'opposer, si l'on s'achemine vers le développement et le renforcement de l'alliance des deux plus grandes puissances du monde ou au contraire, vers une rivalité grosse de toutes menaces »<sup>171</sup>.

## Les ambassadeurs

Roosevelt avait nommé Jefferson Caffery ambassadeur à Paris à la Libération en 1944, qui le resta jusqu'en 1949. Il se montre très bien disposé envers la France dans les quelques articles le concernant<sup>172</sup>. David Bruce lui succède de 1949 à 1952. Il est un ancien de l'Office of Strategic Services, l'ancêtre de la CIA, pendant la seconde guerre mondiale. « J'ai le sentiment très net que jamais depuis bien

<sup>169</sup> Bulletin de l'étranger, « La mort du président Roosevelt », *Le Monde*, 14/04/1945.

<sup>170</sup> Viatcheslav Molotov, né en 1890 et mort en 1986, fut un diplomate et homme politique soviétique de premier plan. Il fut notamment le ministre des affaires étrangères de Staline de 1939 jusqu'en 1949. A ce titre, il signa au nom de l'Union Soviétique le Pacte germano soviétique en août 1939.

<sup>171</sup> Hubert Beuve-Méry, « Les compétitions économiques vont dominer les travaux de la conférence », *Le Monde*, 25/04/1945.

<sup>172</sup> 3 articles concernant Jefferson Caffery sélectionnés dans le corpus.

longtemps les relations politiques et économiques entre la France et les Etats-Unis n'ont été aussi étroites » déclare-t-il dans sa première conférence de presse dont *Le Monde* rend compte<sup>173</sup>. De nombreuses notes de l'ambassade des Etats-Unis à Paris datant de cette époque montrent un regard particulièrement négatif porté sur *Le Monde* en lien avec la question du neutralisme, dont il fut état plus haut, le trouvant malavisé tout en soulignant son indépendance et son influence<sup>174</sup>. Le nom de Bruce est mentionné comme nous l'avons vu plus haut dans une note de la CIA dans laquelle il est fait état d'actions contre le neutralisme du *Monde*.

Nommé sous-secrétaire au département d'Etat, il doit quitter son poste dès 1952 et est remplacé par James Dunn. Ce dernier a, selon Fredrik Logevall, beaucoup contribué à la défense des intérêts français lors de la Conférence des Nations unies à San Francisco, alors qu'il était chargé de mission au bureau Europe du Département d'Etat<sup>175</sup>. Il déclare lors d'un déjeuner à la Chambre de commerce américaine de Paris que relate *Le Monde* : « Nous, Américains, admirons la France, qui a pris l'initiative, grâce à des mesures historiques, de créer une Europe fondée sur la coopération et la paix. Le peuple américain éprouve une sympathie profonde à l'égard de la France et devant les difficultés actuelles de sa population. Nous sommes des amis et des associés depuis trop longtemps pour permettre que n'importe quel malentendu substantiel nous sépare »<sup>176</sup>. Il ne change pas le point de vue de l'ambassade qui continue de parler du « neutraliste *Le Monde* », l'opposant notamment aux journaux pro-américains, dans ses télégrammes à Washington<sup>177</sup>.

Les circonstances ne favorisent pas l'ouverture d'esprit, car la guerre finie, les tensions internationales reprennent une grande ampleur.

## La fin de la seconde guerre mondiale et le début de la guerre froide

En ce milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, l'histoire est en marche rapide. Le premier numéro du *Monde* est donc sorti des presses en décembre 1944. En février, il y a eu la conférence de Yalta, en avril, le décès de Roosevelt et le suicide d'Hitler, et le 8 mai, l'Allemagne nazie capitule. C'est la fin de la guerre en Europe. Comme le rapporte *Le Monde* : « A New York, à San-Francisco, à Washington, partout aux Etats-Unis, la victoire a causé une grande joie, mais a été fêtée avec modération et une extrême dignité. Dans le centre de New York, la foule a été bruyante, mais partout ailleurs tout le monde a été à son travail comme à l'habitude. Les usines, les chantiers navals n'ont pas chômé. C'est que partout on pense avec sérieux que la guerre n'est pas terminée et que si le nazisme est abattu, il reste encore de dures batailles à mener dans le Pacifique contre un ennemi décidé et courageux »<sup>178</sup>. Quinze jours plus tard, les Etats-Unis annoncent qu'ils feront en sorte que la France ait une zone d'occupation en Allemagne, en lui donnant une partie de la leur. *Le Monde* note : « La France reprend sa place. Le Président [Truman] a indiqué très clairement que le peuple et le gouvernement des Etats-Unis étaient conscients que la nation française était sortie avec une force et une vigueur renouvelées de la catastrophe qu'elle avait subie, et qu'elle a démontré sa résolution et son aptitude à

---

<sup>173</sup> 3 articles concernant David Bruce sélectionnés dans le corpus.

<sup>174</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, Record Group 59, Internal Affairs-Communication, France, Newspaper and correspondent, 1950-1954, box 5951, télégramme n°4496 du 30/01/1951 de l'ambassade à Paris, signé Bonsal.

<sup>175</sup> Fredrik Logevall, *Embers of War: The Fall of an Empire and the Making of America's Vietnam*. New York, Random House, 2012, p.89.

<sup>176</sup> 2 articles concernant David Bruce sélectionnés dans le corpus.

<sup>177</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, *op. cit.*, note du 5/02/1953 du Public Affairs Officer, CK Moffly, à l'ambassade à Paris.

<sup>178</sup> « Le jour V aux Etats-Unis », *Le Monde*, 10/05/1945.



reprendre la place qui lui revient de droit et qui est une place éminente parmi les nations qui, dans le maintien de la paix en Europe et dans *Le Monde*, prendront la plus grande part de responsabilité »<sup>179</sup>.

Les 6 et 8 août suivant ont lieu les bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. *Le Monde* donne alors à ses lecteurs en première page, un commentaire scientifique de l'évènement sur un ton nettement positif. Claude-Georges Bossière, le spécialiste attiré du journal pour les questions scientifiques et technologiques écrit ainsi : « Les détails techniques ne nous seront sans doute pas révélés avant un certain temps. D'ici là, nous pouvons laisser gambader notre imagination. Oublier, par exemple, les effets dévastateurs au profit de l'avenir de la paix, du progrès, du bien-être. Faire marcher les autos, les bateaux, les chemins de fer. Chauffer les villes pendant l'hiver et les rafraîchir durant l'été. Oui, l'énergie atomique est sûrement immense, mais elle n'est encore à notre disposition que pour une très faible part. On vient de trouver le moyen de la déchaîner sur le mode explosif. Il reste à savoir la canaliser, la doser, la domestiquer »<sup>180</sup>. Hubert Beuve-Méry est alors en vacances, peut-être est-ce la raison de l'absence de commentaire politique.

Le 15 août est annoncée la capitulation du Japon qui sera officiellement signée le 2 septembre. Cette fois, les Américains ne retiennent pas leur joie comme le raconte *Le Monde* le lendemain : « La nouvelle de la capitulation a été annoncée à New York sur des écrans lumineux installés à Times Square. Pendant plus d'une demi-heure, une clameur s'est élevée, accompagnée du bruit des trompes d'automobiles. [...] Des flots humains, arrivant de toutes les rues, ont bientôt formé une foule de 600 000 personnes marchant sous une pluie de confettis, tandis que les cloches sonnaient à toute volée, les sirènes hurlaient et les klaxons des voitures retentissaient »<sup>181</sup>.

Le bulletin de l'étranger commente la nouvelle et prend toute la mesure de la page qui se tourne, avec la capitulation du Japon mais aussi avec l'entrée dans l'ère nucléaire : « La grande majorité des nations se félicitent que deux impérialismes monstrueux, l'un qui voulait exploiter et dominer l'Europe et l'Afrique, l'autre l'Asie et l'Australie, aient succombé en même temps ; succombé dans une défaite totale, qui leur interdit pour longtemps tout renouveau. Mais *Le Monde* ne saurait oublier que l'étendue des pertes, en hommes et en richesses, excède de loin celle de toutes les guerres passées ; que, pour la première fois, le nombre des victimes civiles égale ou surpasse celui des combattants tués ; que des destructions, évaluées à des milliers de milliards, demanderont des dizaines d'années de travail assidu pour être réparées ; que les dommages matériels s'accompagnent dans de nombreux pays du désarroi moral le plus grave. Et voici qu'à la veille de la paix surgit une étonnante découverte, qui multiplie par cent ou par mille la puissance destructrice de l'homme. La guerre qui se termine n'est-elle qu'un jeu d'enfants à côté de celle qui nous attend dans quelques années ? Déjà chacun se le demande. Et diverses questions se posent : cette faculté d'anéantissement menace-t-elle toute civilisation, ou même l'existence matérielle de notre globe ? Sera-t-elle à la disposition d'un ou de plusieurs peuples qui la détiennent aujourd'hui, ou, demain, entre les mains de tout le monde, de la première nation ambitieuse, voire d'un groupe d'individus qui pourraient être des fous ? Il ne s'agit plus d'une simple guerre, avec toutes les conséquences que ce mal impliquait dans le passé : mise en infériorité, le plus souvent passagère, d'une ou de

---

<sup>179</sup> « Les Etats-Unis sont prêts à céder à la France une partie de leur zone d'occupation », *Le Monde*, 21/05/1945.

<sup>180</sup> Claude Georges Bossière, « La technique de la bombe atomique », *Le Monde*, 09/08/1945.

<sup>181</sup> « Fin des hostilités – L'enthousiasme à New York », *Le Monde*, 16/08/1945.

plusieurs nations, mais de savoir si l'humanité vivra ou sera vouée à disparaître. Les conditions de la paix, qui va être signée, mais qui est loin d'être établie, ne seront-elles pas modifiées par cette perspective ? Les Nations unies, qui ont fait confiance aux plus grandes puissances, ne doutent pas que trois d'entre elles, ou deux, ou une seule, n'aient conscience de leurs responsabilités ; mais il semble, plus que jamais, que ce soit l'affaire de tous de garantir une paix plus que souhaitable : absolument nécessaire »<sup>182</sup>. Cet éditorial évoque à mots couverts le rôle particulier de la Grande Bretagne, de l'URSS et plus encore des Etats-Unis, mais des deux camps antagonistes, il ne fait pas mention. L'heure est encore à l'idéal des Nations unies.

### **Le rideau de fer**

A peine huit mois plus tard, le 5 mars 1946, dans son discours de Fulton, Winston Churchill déclare qu'un rideau de fer s'est abattu sur l'Europe orientale. La rupture est en réalité progressive et prendra un an de plus. La France se trouve du côté occidental, ou plus précisément du côté américain. Le 12 mars 1947, le président Truman annonce sa doctrine d'endiguement dans un discours devant le Congrès. Puis avec les troubles dus à la guérilla communiste en Grèce vient l'occasion de la mettre en œuvre. Le Président Truman annonce alors un plan de soutien massif à Athènes. Le bulletin de l'étranger l'accueille très favorablement : « Le président Truman fait à la politique de Munich l'allusion la plus claire. [...] Les Etats-Unis ne doivent pas permettre que cette politique recommence : ils doivent monter la garde, assumer la direction du monde, même si c'est là une tâche difficile, pénible et coûteuse. [...] Faut-il croire comme le voudraient certains journalistes américains, que cet hymne à la liberté serait superflu, que M. Truman devrait se borner à dire : Nous intervenons pour empêcher l'URSS de se rendre maîtresse de la Grèce et des Dardanelles ? Ce serait avoir une vue incomplète de la politique américaine que de la réduire à un conflit de puissance entre deux grandes nations. Ce conflit ne se conçoit pas sans arrière-plan idéologique, et c'est faire le jeu de la propagande adverse que de le ramener à des rivalités commerciales ou à des affaires de pétrole. Le mouvement d'opinion qui s'accroît aux Etats-Unis contre le communisme montre assez qu'il y a autre chose. Le général de Gaulle rappelait hier à Strasbourg que d'autres peuples partagent la conception américaine de la liberté. Les tentatives qu'on multiplie pour brouiller les cartes ne feront pas oublier que c'est là un des grands objets qui divisent le monde »<sup>183</sup>. Le journal se range ainsi clairement derrière les Etats-Unis et leur président.

Peu après, le 24 avril 1947, l'échec de la conférence de Moscou, qui précipite la coupure en deux de l'Allemagne marque une rupture internationale. La seconde guerre mondiale est finie depuis dix-huit mois à peine. Voilà que les nations en principe unies se séparent en deux groupes antagonistes. Le conflit larvé qui commence durera plus d'un demi-siècle : on l'appellera la guerre froide.

L'Europe ravagée par la guerre connaît la plus grande misère. Le 5 juin 1947, le général Marshall lance dans un discours à Harvard le plan qui portera son nom. Il s'agit pour les Etats-Unis de financer la reconstruction de l'Europe selon un programme de relèvement économique qu'ils laissent aux Européens la responsabilité d'élaborer. *Le Monde* relève alors, citant Reuter : « Parlant aujourd'hui à l'université d'Harvard, le secrétaire d'Etat américain, M. Marshall, a lancé un appel aux pays d'Europe. [...] Il est logique que les Etats-Unis fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour hâter le retour d'une économie normale et saine dans le monde,

---

<sup>182</sup> Hubert Beuve-Méry, « Fin d'une guerre », *Le Monde*, 15/08/1945.

<sup>183</sup> Bulletin de l'étranger, « Le président Truman et la liberté des peuples », *Le Monde*, 08/04/1947.

sans laquelle il ne peut y avoir de stabilité politique et de paix durable. Notre politique n'est dirigée ni contre un pays ni contre une doctrine, mais contre la faim, la misère, le désespoir et le chaos. [...] L'exposé général des propositions faites par M. Marshall est interprété comme l'application constructive de la doctrine Truman à l'économie européenne en voie de désintégration. On voit que les U.S.A. s'efforcent de prévenir un écroulement économique de l'Europe et l'inévitable regain communiste qui s'ensuivrait en encourageant l'établissement d'une économie européenne plus cohérente »<sup>184</sup>. Au début de la guerre froide, *Le Monde* se range simplement derrière la position officielle de la France aux côtés de l'allié américain et contre le communisme. C'est d'ailleurs bien naturel pour ses journalistes pour la plupart anciens du *Temps*, même si de nouveaux visages commencent à arriver.

Les relations entre les deux blocs se tendent de plus en plus et le 22 juin 1948 commence le blocus de Berlin. Le Bulletin de l'étranger commente le début de la bataille pour Berlin en déclarant que la responsabilité de la crise incombe aux Soviétiques. Il manifeste aussi concernant la réaction occidentale, c'est-à-dire américaine, une pointe de pessimisme si caractéristique : « La tactique soviétique serait plutôt d'accentuer la pression que de chercher un règlement à l'amiable. L'arrêt total des communications entre Berlin et l'Ouest, la coupure du courant électrique tendent à convaincre les alliés occidentaux que leur maintien dans la capitale est impossible. [...] Berlin reste le point de mire de tous les regards. Les alliés occidentaux y jouent une partie difficile. On voudrait être sûr qu'ils ont en main de meilleurs atouts que ceux qui sont connus de tout le monde »<sup>185</sup>.

Peu après, alors que les Américains et leurs alliés ont entrepris un pont aérien pour secourir la ville, Maurice Duverger commente à son tour le blocus, en première page : « Le siège de Berlin continue. On coupe les voies ferrées, les routes, les vivres, l'électricité, en attendant l'eau et le gaz. Les Allemands de la ville ne savent pas ce qu'ils doivent craindre le plus : les jours sans pain de la résistance occidentale ou les jours sans liberté de la victoire russe. Patiemment les Soviétiques attendent que le fruit mûr se détache de l'arbre. Ils savent que leur position est la plus forte. [...] D'ailleurs pourquoi les Occidentaux s'obstineraient-ils ? Quel intérêt viendrait justifier les efforts inouïs qui seraient nécessaires pour maintenir coûte que coûte leur incommode position ? [...] Beaucoup de gens en France, en Angleterre et en Amérique paraissent trop facilement convaincus par ces arguments, alors que le maintien des Occidentaux à Berlin est au contraire essentiel pour l'avenir. En effet, si les Occidentaux s'accrochent à Berlin, dussent-ils pour cela faire d'énormes sacrifices, la division de l'Allemagne n'est point consommée, le rideau de fer n'est pas continu, la soviétisation de l'Est germanique n'est pas totale : Berlin reste l'espoir et le symbole d'une Allemagne qui n'aura pas échappé au national-socialisme pour tomber dans un national-communisme où elle pourrait entraîner avec elle l'Europe entière »<sup>186</sup>.

Le moins que l'on puisse dire est que l'auteur de cet article n'est pas un défaitiste, un pacifiste ou un cryptocommuniste, comme on accusera pourtant peu après Maurice Duverger, et avec lui *Le Monde*. Le plus surprenant dans cet article est que l'on trouve sous la plume de Duverger une argumentation qui sera développée des années plus tard par John Kennedy dans son fameux discours « Ich bin ein Berliner » lors du quinzième anniversaire du blocus.

Pour l'heure donc, *Le Monde* soutient clairement l'alliance occidentale dont les Etats-Unis sont la puissance principale et dominante. Mais le projet de signature d'un

---

<sup>184</sup> « Un appel du général Marshall aux pays d'Europe », *Le Monde*, 06/06/1947.

<sup>185</sup> Bulletin de l'étranger, « Bataille pour Berlin », *Le Monde*, 25/06/1948.

<sup>186</sup> Maurice Duverger, « Le siège de Berlin », 29/06/1948.

traité d'alliance formel va amener le journal à exprimer des nuances, des réserves, qui ne sont pas dans l'air du temps.

## La signature du Pacte atlantique et la guerre de Corée

Le renforcement des tensions internationales qui mène les grandes puissances au bord de la guerre conduit le journal de la rue des Italiens à exprimer des nuances, voire une position non conformiste qui dérange.

### Le Pacte atlantique

*Le Monde* s'oppose donc au développement du stalinisme et se positionne clairement pour la défense de la démocratie aux côtés des anglo-saxons et en particulier des Etats-Unis. Pourtant, il émet un avis défavorable au projet de Pacte atlantique et va s'engager aux côtés du mouvement neutraliste. Que se passe-t-il donc ? Que reproche le journal à ce traité ? Trois éléments conduisent *Le Monde* à rejeter le pacte.

D'abord, il conduit la France et l'Europe occidentale à devenir solidaires de la politique américaine. Elles risquent donc de se voir entraînées dans une confrontation qu'elles n'auraient pas choisi et qui de surcroît risquerait fort de se passer sur leur sol. Ce même Maurice Duverger qui a défendu avec tant d'ardeur Berlin contre l'ogre moscovite et son drapeau rouge en juin 1948, écrit en septembre : « Tout effort pour organiser une Europe indépendante qui ne soit point la province atlantique de l'URSS ni la marche continentale des USA vient buter contre cet obstacle essentiel, plus solide encore que les nationalismes qui replient les uns sur les autres les peuples du vieil Occident : la peur du communisme. Nul doute que les préférences profondes des Européens ne soient en faveur de cette troisième force mondiale, de cette Europe libre vis-à-vis de Moscou comme de Washington. [...] Entre l'Europe soviétisée et l'Empire atlantique, la seconde solution est évidemment préférable, car dans le premier cas l'esclavage serait certain, au lieu que dans le second la guerre deviendrait seulement probable. Si les faits nous enfermaient dans ce dilemme nous choisirions le moins terrible de ses termes. Mais encore définitivement nous ne sommes pas enfermés. Une troisième solution demeure : celle d'une Europe neutralisée »<sup>187</sup>. Et voilà qu'est lancée la querelle du neutralisme. Elle est donc un refus pour l'Europe, d'être partie prenante dans la confrontation entre les deux superpuissances. L'explosion de la bombe A soviétique le 29 août 1949 lui apporte un argument supplémentaire.

Le Pacte atlantique est l'évènement diplomatique qui accompagne le vaste programme de réarmement du monde ou plutôt du camp occidental qui absorbe d'immenses ressources. Ce programme n'est pas épargné par la critique du *Monde*, sans pour autant le remettre en question<sup>188</sup>. Sirius écrit : « Découvrant un peu tard qu'ils avaient trop complaisamment installé les Russes au cœur de l'Europe, les Américains paraissent de plus en plus décidés à réparer leur erreur. Le Pacte atlantique apparaît ainsi, dans son application sinon dans son principe, comme le contre-pied des décisions de Yalta. Les Français qui ont longtemps et vivement protesté contre ces décisions auxquelles ils n'étaient point partie pourraient s'en montrer satisfaits s'ils n'avaient les plus sérieuses raisons de craindre que le remède ne soit pire que le mal »<sup>189</sup>. Le journal lui reproche d'être contreproductif tant il

---

<sup>187</sup> Maurice Duverger, « L'Empire atlantique », *Le Monde*, 14/09/1948.

<sup>188</sup> Loïc Laroche, *Le réarmement de la France de 1947 à 1954 vu par le journal Le Monde*, Mémoire de Maîtrise, Histoire, Université de Franche-Comté, 2002, 183 p.

<sup>189</sup> Sirius, « Situations impossibles », *Le Monde*, 20/02/1952.

absorbe des ressources qui seraient mieux employées pour le développement économique et social, rempart bien plus efficace contre le communisme. Sirius écrit : « Les nations du continent dévastées par la guerre et par l'occupation, aideraient plus efficacement les Anglo-Saxons s'ils se bornaient à lutter contre le communisme intérieur sous un statut de neutralisation »<sup>190</sup>. Par ailleurs, pour *Le Monde*, le pacte ne donne pas une véritable garantie d'assistance américaine à la France. En cas d'agression, les Etats-Unis ne viendront pas automatiquement au secours de la France ou de l'Europe. Etienne Gilson, dans un article retentissant, explique aux lecteurs du journal pourquoi le Pacte atlantique ne garantit rien : « Avant de conclure un pacte avec les Etats-Unis il n'est pas mauvais de savoir en quoi cette opération consiste. L'Américain est d'une merveilleuse générosité dans les relations privées, et d'autant plus qu'aucun contrat ne le lie. Dès qu'il y a contrat c'est une autre affaire. Jamais on ne tirera de lui ce à quoi il ne s'est pas formellement engagé. C'est pourquoi il a horreur de tout engagement juridique, et s'il doit en prendre un, le meilleur à ses yeux est celui qui ne l'engage à rien. [...] Si M. Connally<sup>191</sup> accepte que les signataires du pacte s'engagent à prendre les mesures qu'ils pourraient juger indispensables pour obtenir la sécurité nécessaire de la zone nord-atlantique, nous pouvons traduire en clair qu'en ce cas les Etats-Unis ne s'engageraient absolument à rien »<sup>192</sup>. Donc autant ne rien signer.

Enfin, *Le Monde* comme la majorité des Français, instruits par l'histoire récente, ne veut pas que l'armée allemande soit reconstituée : « Ainsi, tant de charniers, tant de ruines, n'auraient servi à rien »<sup>193</sup>. D'où la polémique suscitée par Hubert Beuve-Méry, lorsqu'il écrit : « Le réarmement de l'Allemagne est contenu dans le Pacte atlantique comme le germe est dans l'œuf. Ce réarmement serait normal le jour où l'Allemagne enfin amendée et réintégrée dans la communauté européenne partagerait avec elle les avantages et les risques. Mais il est à craindre, en dépit des assurances aujourd'hui prodiguées, qu'on ne veuille aller trop vite. Car si l'on met l'Europe sur le pied de guerre il est évident que la logique et l'efficacité postuleront que l'Allemagne occidentale ne soit pas tenue bien longtemps à l'écart »<sup>194</sup>.

Sirius et *Le Monde* comprennent très bien que s'engage la coupure en deux définitive ou en tout cas durable de l'Europe en deux et ils n'en veulent pas. Ils refusent le choix binaire qui est fait aux Européens : soit l'Amérique, soit l'URSS. Beuve-Méry commente : « Quel peut être le terme normal de cette démarche précipitée ? Une certaine logique des concepts permet de répondre : la paix. Une patiente observation des faits et de leur enchaînement permet d'affirmer avec non moins d'assurance : la guerre »<sup>195</sup>. Par ailleurs, ce choix des gouvernements tend à restreindre la liberté complète de jugement et de critique qu'ils entendent bien conserver : dans un monde binaire, on ne doit pas critiquer son propre camp.

Le pacte est finalement signé le 4 avril 1949 et *Le Monde* en rend compte fidèlement notant même : « C'est un évènement extraordinaire pour les Etats-Unis, qui pour la première fois dans l'histoire s'engagent dans une alliance défensive avec des puissances situées en dehors du continent américain »<sup>196</sup>. Sirius ajoute : « La

---

<sup>190</sup> Lettre à M.J.Britch, 09/05/1950, Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 133.

<sup>191</sup> Tom Connally, homme politique américain. En tant que président du comité sur les relations internationales du Sénat des Etats-Unis, il joua un grand rôle dans la ratification du traité de l'Atlantique Nord en 1949.

<sup>192</sup> Etienne Gilson, « L'alternative », *Le Monde*, 02/03/1949.

<sup>193</sup> Sirius, « Dures réalités », *Le Monde*, 29/10/1952.

<sup>194</sup> Hubert Beuve-Méry, « Un nouveau pilier de la paix ? », *Le Monde*, 06/04/1949.

<sup>195</sup> Sirius, « Vers la troisième », *Le Monde*, 11/06/1952.

<sup>196</sup> « Douze ministres des affaires étrangères signent solennellement le pacte de l'Atlantique », *Le Monde*, 05/04/1949.

signature du pacte de l'Atlantique coïncidant avec l'anniversaire du plan Marshall prend facilement valeur de symbole. Après l'effort économique, l'effort militaire. Par ce double effort le monde occidental affirme sa volonté de vivre libre et s'en donne les moyens. Et comme il y a là, par hypothèse, de quoi décourager l'adversaire, plan Marshall et pacte de l'Atlantique apparaissent de surcroît comme les deux piliers de la paix »<sup>197</sup>. *Le Monde* sait reconnaître les avantages de l'alliance américaine. Ce qui n'empêche pas Sirius dans le même article de mettre en garde, nous venons de le voir, contre le réarmement allemand. Mais le réchauffement soudain de la guerre froide laisse moins de place à l'esprit de nuances.

## La guerre de Corée

Le 25 juin 1950, l'armée nord-coréenne attaque la Corée du Sud. L'armée de cette dernière, nettement plus faible ne parvient pas à la repousser. Le 28 juin, *Le Monde* titre : « La débâcle coréenne s'accroît. Les blindés communistes aux portes de Séoul. Les Etats-Unis ne feront pas la guerre pour la Corée. La chute de la capitale paraît imminente ». Mais le journal se trompe, car les Etats-Unis réagissent et engagent leur armée pour défendre la Corée.

Le lendemain, *Le Monde* non seulement prend acte de l'intervention américaine qui vient d'avoir lieu, mais en prend toute la mesure dans un éditorial écrit par Hubert Beuve-Méry : « Quarante-huit heures de consultations et d'hésitations avaient pu faire croire aux chancelleries et aux correspondants de presse du monde entier que les Etats-Unis renonçaient à défendre par les armes un territoire qu'ils avaient évacué il y a deux ans sur le conseil de leur état-major. Mais de plus hautes considérations morales et politiques entraînent nécessairement en compte. Il y avait l'agression caractérisée d'un gouvernement satellite de l'URSS contre un autre gouvernement soutenu par les USA et la résolution du conseil de sécurité ordonnant aux deux parties de cesser le feu. [...] Il y avait enfin la crainte, pour ne pas dire la certitude, que les peuples libres d'Asie et d'Europe, persuadés désormais de l'inefficacité des promesses et garanties américaines, ne fussent tentés de se réfugier dans une peureuse abstention ou même de rechercher à Moscou quelque contre-assurance. C'est à l'ensemble de ces préoccupations que répond la décision du gouvernement américain. Cette décision est grave. Dans son principe elle est certainement la moins mauvaise. [...] En tout cas la nécessité où se trouvent aujourd'hui les démocraties d'opposer la force à la force ne doit pas faire oublier l'essentiel : l'établissement d'une paix qui soit vraiment la tranquillité de l'ordre. Cet ordre ne pourrait être assis ni sur des baïonnettes, dont Napoléon reconnaissait l'insuffisance, ni même sur la bombe atomique. Les gouvernements de l'Occident se prépareraient de cruelles désillusions s'ils venaient à croire, les exigences de la lutte aidant, qu'il suffit d'être anticommuniste pour être juste et bon »<sup>198</sup>. Sans détour, Sirius reconnaît que les Etats-Unis ont donné tort à leurs détracteurs quant à leur engagement à défendre le monde libre, et que le gouvernement américain a eu raison malgré tout. Evidemment, il ne manque pas de donner le contrepoint sur le modèle du balancier propre à tous ses éditoriaux. « Il ne suffit pas d'être anti-communiste pour être juste et bon ». Tout est dit. Il est difficile à suivre, à comprendre ce Sirius, tant son jugement est élaboré. Quand il approuve, il y a toujours un mais. Quand il désapprouve c'est pareil. Il ne fait pas de cadeau, mais il essaie de prendre en compte tant les arguments que les contre-arguments. Il s'est engagé dans le premier numéro par son chapeau « A nos lecteurs » à donner une information complète. Il a un objectif, dire la vérité, simplement, humainement, sans

---

<sup>197</sup> Hubert Beuve-Méry, « Un nouveau pilier de la paix ? », *Le Monde*, *op.cit.*

<sup>198</sup> Hubert Beuve-Méry, « Coup d'arrêt », *Le Monde*, 29/06/1950.

pard. Il reprend à son compte l'ambition de Charles Péguy pour ses *Cahiers de la Quinzaine* : « Dire la vérité, toute la vérité, rien que la vérité, dire bêtement la vérité bête, ennuyeusement la vérité ennuyeuse, tristement la vérité triste ».

Alors, avec la guerre de Corée, *Le Monde* cesse de critiquer le Pacte atlantique puisqu'il s'avère qu'en fin de compte, la garantie américaine est bien effective. Mais le neutralisme n'est pas totalement enterré. Une autre crainte se développe : celle que les Etats-Unis ne puissent empêcher dès le début l'invasion de l'Europe, entraînant une dévastatrice guerre de reconquête sur son sol. Ces critiques suscitent de violentes polémiques. Dans *Le Figaro* du 8 janvier 1951, Pierre Brisson<sup>199</sup> traite même Beuve-Méry et la rédaction du *Monde* d'insexués. Ces polémiques atteindront leur paroxysme avec l'affaire du rapport Fechteler. Le journal de la rue des Italiens a ainsi une relation tumultueuse, critique, mais pas hostile, avec le pays libérateur de la France et sa politique étrangère, au lendemain de la guerre. Elle est marquée par son souci d'indépendance, à tous les niveaux, envisageant une forme de neutralisme pour finalement adhérer à l'alliance américaine sans renoncer à la recherche d'autonomie. Il lui accorde d'ailleurs une grande place dans ses colonnes.

### **13 Premiers plans sur les Etats-Unis**

L'analyse du contenu des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis, en cet immédiat après-guerre, permet de mieux comprendre toute l'importance que le journal leur accorde, ainsi que son regard sur le fond.

#### **La couverture des Etats-Unis par *Le Monde* dans l'après-guerre**

Après la Libération, fort logiquement, l'Amérique fait l'objet d'une grande attention de la part du *Monde* ce qui se traduit par la place importante qu'il lui accorde.

La place des Etats-Unis dans *Le Monde* : une question récurrente

La fréquence avec laquelle des articles sur les Etats-Unis sont présents en première page est significative de l'intérêt du *Monde* pour ce pays, en tenant compte évidemment du nombre de pages du journal. Globalement, le nombre d'articles sur les Etats-Unis en première page demeure important de Roosevelt à Nixon<sup>200</sup>. Il décroît peu à peu, passant d'un sur deux à un sur six, mais à mesure de la croissance de la pagination du journal qui passe de 2 à 24 pages dans le même temps. Cette importance est due aux tensions internationales continues liées à la guerre froide sous Staline puis Khrouchtchev, puis à la guerre du Vietnam. La présence des Etats-Unis en Une du *Monde* atteint ensuite un palier bas sous Carter autour d'un article traitant des Etats-Unis sur dix, alors que s'installe la détente. Puis elle remonte un peu sous Reagan et Bush père, pour retrouver son palier bas sous Clinton. Le nombre d'articles sur les Etats-Unis en Une du *Monde* sous Bush fils augmente fortement étant donné la forte actualité américaine de la période, mais pas proportionnellement, car c'est l'ensemble de la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* qui augmente alors. Elle baisse ensuite sous Obama (sauf lors de son

---

<sup>199</sup> Directeur du *Figaro* de 1936 à 1964, avec une pause lors du sabordage du journal de 1942 à la Libération et à ce titre, figure marquante de la presse française.

<sup>200</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

élection), l'actualité américaine étant moins chargée. De même, les articles sur les Etats-Unis sont pour l'essentiel au début du journal, dans les pages internationales, ce qui est logique. Mais, il y en a toujours dans d'autres rubriques et dans une proportion qui augmente avec le temps, surtout sous Clinton, Bush fils et Obama. Cela montre l'ouverture du journal sur l'ensemble des questions concernant les Etats-Unis et non seulement les relations internationales. Cette ouverture s'accroît avec le temps surtout à partir de la fin du XX<sup>ème</sup> siècle.

La proportion d'éditoriaux du *Monde* sur les Etats-Unis varie aussi avec le temps et en particulier avec les directeurs, ce qui est logique puisque les éditoriaux sont de leur ressort. Ils sont nombreux pendant les vingt-cinq premières années du journal montrant l'intérêt du fondateur pour les Etats-Unis, représentant 11 à 17% des articles selon les périodes. Puis le nombre d'éditoriaux sur l'Amérique se réduit fortement, revenant autour de 3% de l'ensemble, parfois moins, avec une petite reprise depuis George W. Bush. On peut en déduire une moindre implication du directeur sur le traitement des Etats-Unis par le journal après Beuve-Méry, au moins jusqu'à la fin des années 1990. Les éditoriaux sont pour la plupart en première page, même s'ils sont relégués pendant une décennie à l'intérieur avec la nouvelle formule du journal de 1994, puis reviennent en Une ensuite. A l'inverse, la proportion de brèves sur les Etats-Unis reste assez stable, autour de 25% du total, sauf dans la dernière décennie où elle baisse beaucoup, revenant autour de 10%. C'est l'effet du numérique et des nouvelles formules du journal qui tendent à mettre l'accent sur l'analyse aux dépens de l'information brute.

La longueur des articles sur les Etats-Unis s'en ressent puisque les brèves correspondent aux articles courts. La part des articles longs, c'est-à-dire d'une colonne ou plus, forte dans la première décennie du journal, baisse jusque sous Bush père, passant de 40% à 20%, puis elle remonte depuis, revenant à près de 30%, ce qui témoigne de l'importance et de la qualité de la couverture des Etats-Unis par *Le Monde*.

#### Sous Roosevelt et Truman, l'Amérique en première page

Dans cette première période qui va de 1944 à 1952, la proportion d'articles du *Monde* concernant les Etats-Unis est légèrement inférieure à la moyenne (-10%), différence que l'on retrouve dans le corpus étudié<sup>201</sup>. Fort logiquement, les plus fortes années sont 1952, avec l'élection de Dwight Eisenhower à la présidence des Etats-Unis et dans une moindre mesure 1948 avec la réélection d'Harry Truman<sup>202</sup>. Ce qui est particulier, c'est que près de la moitié des articles concernant les Etats-Unis se trouve en première page, contre un sixième en moyenne. Il faut modérer ce constat par le fait que le nombre de pages du journal croît lentement au fil des ans, démarrant à 2 en 1944 pour atteindre près de 50 à son maximum à la fin des années 80 et au début des années 90, en un ou plusieurs cahiers.

Ce grand nombre d'articles sur l'Amérique en première page montre l'importance accordée à l'Oncle Sam par *Le Monde* dans l'immédiat après-guerre, sous la direction d'Hubert Beuve-Méry, lui-même auteur de nombreux articles. Fort logiquement, nous retrouvons le même rapport en ce qui concerne les éditoriaux sur les Etats-Unis qui sont proportionnellement trois fois plus nombreux dans la première période que sur les 71 années de cette étude. Cela confirme l'importance qualitative de la place accordée au traitement de l'Amérique dans l'immédiat après-guerre. En revanche, la taille des articles est à peine supérieure à la moyenne, ce qui s'explique

---

<sup>201</sup> 119 articles de 1944 à 1952 (chapitre 1) sélectionnés dans le corpus.

<sup>202</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*



par le fait que les éditoriaux non signés, qui représentent la majorité d'entre eux, sont de taille moyenne.

En cette première période, si la place accordée au traitement de l'Amérique dans les colonnes du *Monde* est moyenne quantitativement, elle est particulièrement qualitative. Cela dénote de l'intérêt du directeur du *Monde*, Hubert Beuve-Méry pour les Etats-Unis et aussi d'une actualité chargée concernant ce pays ami.

## De l'amitié à l'alliance

Le souvenir de la Libération dans l'immédiat après-guerre est naturellement très grand et imprègne l'image des Etats-Unis en France. En 1945, les trois quarts des articles du *Monde* sur les Etats-Unis célèbrent la grande amitié franco-américaine, le dernier quart exprimant un lien d'amitié relatif ou simplement d'alliés sans sentiment particulier<sup>203</sup>. Aucun article ne qualifie la relation d'inamicale ou hostile. Ainsi, *Le Monde* rapporte en mai 1945, la rencontre entre Harry Truman et Georges Bidault, ministre français des affaires étrangères : « Le président a indiqué que les Etats-Unis étaient animés des sentiments d'amitié les plus vifs, sentiments qui remontent à la fondation de ce pays. [...] La discussion s'est poursuivie sur le plan le plus cordial et le plus amical et a donné au président, en souhaitant la bienvenue à son hôte, l'occasion d'insister sur les liens d'amitié et d'intérêt commun qui existent entre les deux nations »<sup>204</sup>. Dans les années qui suivent, cette image de grand pays ami qu'ont les Etats-Unis s'atténue puisqu'elle concerne 44% des articles sur toute la période. La vision des Etats-Unis la plus fréquente dans ce cas est celle d'un ami bienveillant. A l'inverse, les articles qui présentent l'Oncle Sam comme un ami relatif ou un allié progressent pour représenter en moyenne 29% de l'ensemble. Le regard le plus fréquent sur les Etats-Unis dans ce cas est celui d'un pays allié de l'Occident dont il assume le leadership. Apparaissent aussi des articles considérant l'Amérique comme inamicale voire hostile, peu nombreux cependant, représentant 8% de l'ensemble en moyenne, 16% en 1952. Le reproche le plus fréquent dans ce dernier cas est l'hypocrisie. Cela reste marginal tant l'image des Etats-Unis demeure amicale sur l'ensemble de la période, avec un sentiment d'amitié qui reste majoritaire tout en s'amoindrissant au profit d'un sentiment d'alliance.

L'image de la politique étrangère des Etats-Unis sur la période change en se détériorant, partant aussi d'un niveau très haut. En moyenne, l'Amérique est perçue comme une superpuissance protectrice par intérêt dans 54% des cas (et même 62% en 1952). Elle est perçue comme une superpuissance protectrice par altruisme dans 25% des cas en moyenne (partant de 75% en 1945). Et dans 1% des cas, c'est-à-dire l'exception, elle est perçue comme menaçante, car dominatrice voire impérialiste.

La qualité des relations entre les deux pays quand à elle ne change pas. Ces dernières demeurent bonnes sur l'ensemble de la période, mais compliquées dans la moitié des cas. Précisément, les relations sont perçues pour moitié comme bonnes, faciles et confiantes et pour une autre moitié comme pas toujours simples, avec des malentendus, des approches différentes, mais préservées.

Une série d'Henri Peyre dans *Le Monde* l'illustre, prenant la défense des Etats-Unis, tout en analysant bien les difficultés. Elle s'intitule « Les relations franco-américaines ». Dans un premier article, Henri Peyre pose la question des malentendus entre les deux pays : « Diverses lettres récemment parvenues au *Monde*, des articles signés des noms les plus autorisés, des questions angoissées

---

<sup>203</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, en annexes.

<sup>204</sup> « Les Etats-Unis sont prêts à céder à la France une partie de leur zone d'occupation », *Le Monde*, *op.cit.*

posées par beaucoup de Français à leurs compatriotes revenant d'Amérique, témoignent de la réelle inquiétude que ressent notre pays devant la politique présente des Etats-Unis. Derrière le creux optimisme de discours officiels, un malentendu voile souvent de nuages les relations franco-américaines. Jamais cependant les voyageurs et les conférenciers français aux Etats-Unis n'avaient été aussi nombreux. Jamais les Américains n'avaient eu des correspondants de presse aussi diligemment informés sur notre pays. La seconde guerre mondiale a fortement accru le personnel diplomatique et consulaire français aux Etats-Unis, et américain dans les territoires français. Ce personnel est le plus souvent d'une haute qualité. Il se double de services d'information et de services culturels qui conçoivent intelligemment leur rôle. Est-il néanmoins impossible pour des grands peuples de se comprendre et de se connaître vraiment ? »<sup>205</sup> Puis dans un second article, Peyre présente l'intérêt de la France pour les Etats-Unis : « Le différend fondamental entre la France et les Etats-Unis peut cependant se ramener à quelques points ainsi précisés : la France soupçonne l'Amérique de vouloir la guerre ou du moins de se montrer d'une telle intransigeance dans le grand schisme qu'elle ne semble pas assez tenir à la paix. Elle reproche à l'Amérique de vouloir renforcer l'Allemagne, au lieu ou aux dépens de la France. Enfin, elle redoute l'impérialisme économique américain »<sup>206</sup>. Dans un dernier article, Henri Peyre explique que la France est pour les Américains un partenaire essentiel, écornant un petit peu au passage la ligne éditoriale du *Monde* : « On est exigeant pour notre pays à cause de son magnifique passé, mais aussi à cause de nos possibilités d'avenir. Les Américains collectionnent nos antiquités, contemplent nos monuments, s'amuse à regarder nos artisans. Mais ils admirent plus encore la reconstruction de nos chemins de fer depuis 1945, celle de nos routes, de nos ponts et de nos ports, nos barrages, notre œuvre au Maroc et ailleurs, l'accroissement de notre natalité et nos efforts pour enrayer la tuberculose. Ils sont surtout sensibles à ce qui est grand, voient le grand et l'accomplissent. Les slogans de certaine presse française les déroutent : monter la garde sur le Rhin, tenir l'Allemagne divisée, rester neutre entre l'Est et l'Ouest. Ils sont sortis d'un isolement séculaire pour s'engager au moins moralement (ce qui est pour eux plus fort que de s'engager légalement) par des pactes. Ils souhaitent restaurer non l'Allemagne seule ou d'abord, mais l'Europe, et voir cette Europe prospère comme doit l'être une alliée et une bonne cliente, mais aussi unie si possible et enfin *free from fear* (à l'abri de la peur). Ils savent que la place de la France dans cette Europe nouvelle est très grande »<sup>207</sup>.

En somme, en cette première période, de 1944 à 1952, sous la présidence de Franklin Roosevelt puis de son successeur Harry Truman, l'image de l'Amérique et de ses relations avec la France est bonne voire très bonne, mais elle se distend peu à peu tout en demeurant relativement complexe. Cette image bénéficie de l'immense soutien apporté par les Etats-Unis à la France.

### **Un immense soutien économique et militaire**

Dans les années qui suivent la Libération, la France bénéficie, pour sa reconstruction et celle de son armée, d'un immense soutien américain que *Le Monde* rapporte et commente.

---

<sup>205</sup> Henri Peyre, « Les relations franco-américaines, I Pourquoi les Français sont-ils malhabiles à présenter le vrai visage de leur pays ? », *Le Monde*, 19/05/1949.

<sup>206</sup> Henri Peyre, « Les relations franco-américaines, II Ce que nous pourrions apporter aux Etats-Unis », *Le Monde*, 20/05/1949.

<sup>207</sup> Henri Peyre, « Les relations franco-américaines, III Les USA attendent de la France la définition d'un ordre nouveau en Europe », *Le Monde*, 21/05/1949.

## La générosité des Etats-Unis : une question récurrente

Le thème de la générosité des Etats-Unis est évoqué par *Le Monde* dans 7% des articles<sup>208</sup>. Mais ce n'est qu'une moyenne. Le sujet est surtout évoqué dans les deux premières périodes, sous la présidence Truman puis sous la présidence Eisenhower, donc avant 1961. Il est alors présent dans 21% des articles. Cela correspond à l'intensité maximale de l'aide américaine à la France. Ainsi, alors que le plan Marshall est critiqué, notamment par le Parti communiste français, comme servant de support aux exportations américaines aux dépens de l'industrie française, *Le Monde* rapporte la déclaration de Léon Jouhaux : « Sur la question du plan Marshall, le secrétaire général de la CGT a fait une mise au point appelée à un grand retentissement [...]. Il ne voit pas qu'une aide de cette sorte à notre pays puisse avoir des conséquences défavorables pour la classe ouvrière française »<sup>209</sup>. Ensuite l'aide américaine à la France tend à disparaître et l'appréciation de la générosité des Etats-Unis dans les articles du *Monde* porte plutôt sur l'aide aux pays en voie de développement. Depuis la création du journal à nos jours, les Etats-Unis sont décrits comme généreux dans 71% des cas, dont 29% avec des limites. Les autres présentent l'Amérique comme peu généreuse ou intéressée pour 23% et comme égoïste pour 6%. Mais cette répartition n'est pas constante, elle est très favorable aux Etats-Unis au début et à tendance à s'inverser ensuite.

## Le soutien économique et militaire des Etats-Unis à la Libération

Le soutien économique et militaire apporté par les Etats-Unis à la France entre 1944 et 1952 est à la fois immense et vital. Les besoins économiques liés à la reconstruction du pays dévasté par la guerre sont immenses. La situation politique est sensible alors que les communistes ont réuni près de 30% des suffrages. De plus la France a des dépenses militaires considérables et croissantes à cause de la guerre d'Indochine et du réarmement dans le contexte de la guerre froide et qu'elle n'a pas les moyens de financer seule. Enfin, la France a un immense déficit de sa balance des paiements en dollars et elle a par conséquent un besoin tout aussi grand en devises américaines pour payer ses achats.

L'aide économique américaine accompagne la libération de la France et ne s'interrompt pas ensuite. Simplement, elle s'amplifie avec le plan Marshall qui s'applique de 1948 à 1951. Un quart des articles du *Monde* concernant les Etats-Unis entre 1944 et 1952 l'évoque (contre 7% globalement), c'est dire si le sujet est alors important. Dans 90% des cas, c'est pour décrire l'Amérique comme généreuse, dont 35% sous condition ou avec des limites. Ces derniers sont plus nombreux en fin de période qu'au début, ce qui n'est pas étonnant car l'aide américaine est assortie de conditions qui apparaissent plus clairement lors de sa mise en œuvre.

Cette générosité ne se retrouve guère dans l'image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde, même si le sujet n'est pas beaucoup évoqué. L'Amérique est présentée dans les trois quarts des cas comme un pays concurrent et non comme un pays aidant.

L'aide militaire américaine à la France s'applique essentiellement de 1950 à 1954 dans le cadre du réarmement. Elle contribue largement à prendre en charge l'effort de guerre en Indochine à cette date et permet aussi le réarmement de la France. Elle prend le relais de l'aide économique qu'elle renouvelle et prolonge pour une part grâce à l'apport de devises américaines. Le soutien militaire américain à la

---

<sup>208</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>209</sup> « L'aide économique des Etats-Unis ne peut avoir de conséquences défavorables pour les ouvriers français déclare M. Léon Jouhaux », *Le Monde*, 05/11/1947.

France est évoqué par 21% des articles de l'immédiat après-guerre ce qui est significatif. Ils le détaillent, relèvent son importance, et ne notent des limites ou des incertitudes que dans 16% des cas.

Ainsi l'Amérique a dans cette première période, l'image d'un pays généreux qui aide fortement la France tant économiquement que militairement. Il est vrai que les Etats-Unis sont alors infiniment plus riches et développés que l'Hexagone.

### **Un pays très développé et très riche**

Dire que l'Amérique est un pays riche et puissant économiquement est une évidence surtout dans l'immédiat après-guerre. Mais le remarquer, le prendre en compte, en décrire les caractéristiques, prend tout son sens.

*Le Monde* est d'abord un journal de politique étrangère surtout lors de sa création et alors qu'il succède au *Temps*. Il conserve en particulier ses journalistes, même s'il s'agit d'un journal différent.

Très tôt, il donne la place dans ses colonnes à des commentaires sur l'économie des Etats-Unis qu'il évoque dans 11% des articles traitant de l'Amérique entre 1944 et 1952<sup>210</sup>. Cela n'en fait pas le sujet principal, mais ce n'est pas négligeable. Comme on peut s'y attendre, le pays de l'Oncle Sam est présenté comme une puissance économique dans 85% des cas, avec parfois quelques difficultés. *Le Monde* explique que cela vient notamment des déséquilibres engendrés par l'économie. Il souligne aussi que le dynamisme économique de l'Amérique est porté par l'esprit d'entreprise et de compétition, ou que ses entreprises sont à la pointe de l'innovation leur permettant un développement très rapide. Ces commentaires marquent une réelle ouverture au libéralisme économique, ce qui n'a rien d'évident dans la France d'après guerre marquée par les idées issues du Conseil National de la Résistance, qui se traduisent par une série de nationalisations. Sans doute peut-on sentir ici l'influence de René Courtin qui a la charge de la rubrique économie, jusqu'à sa démission en décembre 1949. Mais les journalistes économiques demeurent et le sens des articles ne change pas après son départ, au moins dans un premier temps.

De même, 7% des articles entre 1944 et 1952 présentent les Etats-Unis comme un pays riche, précisant souvent que cela vaut en comparaison avec l'Europe et le reste du *Monde*. A cette époque, il est vrai, l'Europe est pauvre, détruite par la guerre et sa population est souvent réduite à la misère. Il faut rappeler que le rationnement du pain en France, mis en place en 1940, n'est levé qu'en 1949. Aucun article n'évoque alors la pauvreté aux Etats-Unis. Il s'agit là d'un commentaire particulier alors que l'appréciation donnée est générale et que vu de France, la pauvreté est plutôt à l'est de l'Atlantique.

*Le Monde* remarque d'ailleurs que la richesse est bien partagée en Amérique, ce qui est exact puisque les années de l'après-guerre connaissent une diminution des inégalités aux Etats-Unis, dans cette « société des classes moyennes » que décrit André Kaspi<sup>211</sup>.

L'image structurelle de l'économie américaine, est décrite dans l'immédiat après-guerre par 8% des articles traitant des Etats-Unis dans le journal. Les commentaires se concentrent sur la technologie, n'abordant pas les infrastructures ou le système de santé. Ils décrivent unanimement une Amérique qui est au sommet de la technologie. Elle domine la recherche scientifique et est à la pointe de

---

<sup>210</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>211</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1986, p. 455 et suivantes.

l'innovation technologique avec parfois une exception. C'est ainsi qu'Henry Mhun relève que le Canada est en train de dépasser les Etats-Unis dans le développement d'un avion de transport commercial à réaction<sup>212</sup>.

La question de l'éducation en Amérique n'est guère abordée entre 1944 et 1952. C'est un sujet encore trop interne à l'Amérique pour un journal concentré sur les questions internationales et qui s'ouvre simplement aux questions économiques et sociales. Cependant, le fait d'ouvrir ses colonnes à Henri Peyre, professeur de littérature française à Yale, est vraisemblablement une manière indirecte pour *Le Monde* de reconnaître la qualité et l'importance des grandes universités américaines.

Robert Buron, écrit en 1952 une série dans *Le Monde* intitulée « Le système économique des Etats-Unis » qui traduit bien l'approche du journal. Celui-ci essaie d'expliquer aux Français les Etats-Unis, dans leurs différentes dimensions, en sortant des stéréotypes : « Expansion économique ! Libre compétition ! Pression syndicale ! Production de masse ! Consommation de masse ! Tels sont les maîtres mots du système économique américain. On les entend répéter de New York à San Francisco et du Texas au Michigan. Ce qui frappe le plus l'Européen c'est l'unanimité de ce concert ; unanimité plus peut-être sur les formules que sur leur contenu, mais unanimité incontestable cependant. Qu'y a-t-il en réalité derrière les mots ? D'abord et avant tout l'empirisme. Ce n'est pas par suite d'un raisonnement logique, après des discussions philosophiques, que les Américains se sont décidés à marier un capitalisme dynamique et puissant sur le plan technique avec un cadre juridique de liberté économique totale et des formes sociales en réalité très égalitaires, très démocratiques ; pourquoi pas le dire, presque socialistes, tout au moins pour les quatre cinquièmes de la population. *It just happened* (ça s'est fait comme cela) [...]. L'éventail des salaires est une réalité très étroite, et contribue à assurer une uniformité de vie qui est le secret de la solidarité patriotique des Américains en même temps que la condition de la *mass consumption* (consommation de masse), contrepartie indispensable de la production de masse. Entre l'ingénieur sorti de l'école et l'ouvrier qualifié, c'est ce dernier qui dans la plupart des usines reçoit la meilleure paye. [...] Ainsi, pour le plus grand nombre des Américains, pour les quelque 80% de la population qui constituent la norme, l'éventail [des rémunérations] se referme entre 1 et 3, ce qui constitue certainement l'écart le plus faible du monde. [...] Dans la mesure où la préparation minutieuse du travail, l'organisation de la production, la standardisation des principes simples de la nouvelle science des rapports humains, contribuent à abaisser le prix de revient et à accroître le pouvoir d'achat les pays européens seraient criminels de se refuser à les adopter »<sup>213</sup>.

On ressent dans ces lignes la volonté éditoriale du *Monde* de participer à la modernisation de la France, sujet majeur depuis la Libération et alors que se met en place le plan Monnet.

### **Une nation relativement progressiste et ouverte**

Dans la droite ligne de l'économie, *Le Monde* présente la société américaine. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui la représentation que se font les Français des Etats-Unis dans l'immédiat après-guerre alors que la télévision n'existe pour ainsi dire pas et internet encore moins. Plusieurs siècles de récits de visiteurs de l'Amérique ont laissé des traces dans l'opinion, mais elles sont très théoriques. Les contacts directs des Français avec l'Amérique, sans intermédiaire, viennent de la

---

<sup>212</sup> Henry Mhun, « Le Canada construit un avion commercial à réaction », *Le Monde*, 09/11/1949.

<sup>213</sup> Robert Buron, « Le système économique des Etats-Unis, I, II et III », *Le Monde*, 1,3 et 4/11/1952.

présence de nombreux soldats américains en France en 1944, et de la musique américaine que diffuse abondamment la radio. C'est dans ce contexte particulier que *Le Monde* essaie progressivement de décrire le peuple et la société américaine, en commençant par la vie sociale et syndicale. Les articles sur le sujet ne sont encore pas encore nombreux entre la Libération et 1952. Ils ne représentent que 3% des articles traitant de l'Amérique<sup>214</sup>. Ils notent toutefois deux phénomènes. D'une part il n'y a pas de remise en question sociale aux Etats-Unis. L'opposition vive, la cassure idéologique en deux de la société que nous connaissons en France à l'époque entre marxistes ou collectivistes et défenseurs de l'économie de marché est à peu près inexistante en Amérique. Il faudra les dures années du maccarthysme pour noter qu'il y a quelques communistes au pays de l'Oncle Sam. Mais ils n'y ont jamais été nombreux comme l'explique Philippe Roger : « Avec les Etats-Unis, le mouvement socialiste en général et les troupes marxistes en particulier entretiendront toujours un rapport malheureux, fait de grandes espérances et de grosses déceptions »<sup>215</sup>. D'autre part, et malgré cette unanimité sur le système, il y a en Amérique d'importants conflits sociaux qui toutefois trouvent une issue pacifique. Comme l'explique bien *Le Monde*, à la différence de la France, on ne trouve pas aux Etats-Unis de syndicalisme révolutionnaire qui remette en question le système économique et social.

10% des articles du journal sur l'Amérique traitent de l'égalité et du progrès social dans ce pays. Sur ce sujet, *Le Monde* est partagé en cette période de l'immédiat après-guerre. Alors que les articles sur l'économie américaine présentent un pays égalitaire avec un éventail de rémunération allant de 1 à 3, les articles de société, décrivent une situation contrastée. Il est vrai qu'à cette époque, la population américaine est assez homogène, toute chose égale par ailleurs. En effet, elle est blanche d'origine européenne à plus de 85%, formant cette immense classe moyenne dont parlent André Kaspi et Robert Buron. Dans 58% des articles, est ainsi présenté un pays plutôt progressiste dans lequel règnent un progrès et une justice sociale. Il s'agit d'un pays dans lequel le gouvernement se préoccupe du progrès social, dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance à chacun, ce que l'on appelle le rêve américain. C'est un Etat égalitaire dans lequel les disparités sociales sont faibles, mais où les discriminations raciales demeurent. En effet, si l'immense classe moyenne vit plutôt bien et connaît toutes les joies du progrès matériel et social, les quelques 10% de Noirs, en particulier, demeurent largement à l'écart de ce rêve américain. Sans doute l'esclavage a-t-il été aboli aux Etats-Unis en 1865, mais la ségrégation raciale est toujours pratiquée ouvertement au sud et de façon informelle ou indirecte mais bien réelle au nord. « Dans les Etats du sud et dans ceux qui bordent la frontière avec le nord et l'ouest, des lois interdisent les mariages qualifiés de mixtes, réglementent la séparation des races dans les écoles et dans les bâtiments publics. Avec ou sans loi, un Noir ne peut entrer chez un Blanc du Sud qu'en empruntant la porte de derrière, doit descendre du trottoir lorsqu'il croise un Blanc, balaie dans le magasin mais ne sert pas les clients blancs, peut faire le shampoing à une cliente blanche mais non lui mettre les bigoudis. Bref, le code de conduite qui régit les relations entre Noirs et Blancs descend dans les détails les plus sordides et, qu'il soit écrit ou tacite, conforte les pratiques discriminatoires »<sup>216</sup>. *Le Monde* l'observe aussi et dans 42% des articles, est présenté un pays plutôt conservateur dans lequel existent des discriminations

---

<sup>214</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>215</sup> Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, *op.cit.*, p. 298.

<sup>216</sup> André Kaspi, *op.cit.*, pp. 462-3.

raciales. Ce n'est que plus tard que l'action sociale du gouvernement américain s'étendra à la question de la ségrégation. Le sujet est alors tabou.

Voilà donc une société contrastée dont les mœurs suscitent particulièrement l'intérêt du *Monde* puisque 26% des articles traitant de l'Amérique de 1944 à 1952 les évoquent. De même que l'économie américaine est plus moderne que l'économie française, la société américaine peut apparaître plus moderne que la société française, notamment en ce qui concerne la place des femmes. Aux Etats-Unis, elles ont le droit de vote depuis 1920, alors qu'elles ne l'ont acquis en France qu'à la Libération. Mais la société américaine est aussi contrastée et différente de la société française dans sa complexité. Cette dernière entame une évolution rapide avec notamment un exode rural aussi rapide que massif. Dans l'immédiat après-guerre, la France demeure encore traditionnelle. Les journalistes du *Monde* sont alors pour l'essentiel nés alors que la première guerre mondiale n'était pas terminée. Ceux qui ont les plus grandes responsabilités sont nés au tournant du siècle ou au siècle précédent. La modernité peut inquiéter des esprits traditionnels et ces journalistes en particulier. Pourtant *Le Monde* décrit plutôt positivement les mœurs américaines puisque 55% des articles traitant des Etats-Unis entre 1944 et 1952 trouvent leurs mœurs avancées, ouvertes et apaisées. C'est un peuple juste et modeste, tolérant, travailleur et organisé, un peuple optimiste, avec de la bonne volonté, le *good will*, voire une certaine naïveté plutôt sympathique. Et dans 13% des cas, avec des dirigeants justes, sages voire courageux. Les commentaires du *Monde* sont nettement plus sévères vis-à-vis du personnel politique de la IV<sup>e</sup> République dont Hubert Beuve-Méry raconte le suicide<sup>217</sup>. Mais le journal de la rue des Italiens décrit aussi les travers de ces habitants d'outre-Atlantique parfois beaucoup moins plaisants, avec deux types de critiques. 26% des articles présentent ainsi les mœurs américaines comme marquées, parfois exubérantes ou fermées voire simplistes, binaires. C'est un peuple tantôt très contestataire, tantôt très puritain, à l'anticommunisme viscéral ou primaire, aux réactions parfois excessives. En dehors de ces mœurs marquées, 19% des articles les décrivent archaïques ou dégradées. Les Américains y apparaissent matérialistes ou hypocrites. Les questions d'argent, les préoccupations matérielles, immédiates priment sur toute autre considération. De nombreux scandales et affaires de corruption apparaissent, ainsi que beaucoup de violence.

Au-delà des mœurs, il y a le sujet de la culture. Seulement 6% des articles du *Monde* évoquent la culture américaine dans l'immédiat après-guerre. Ils la trouvent plutôt vivante, remarquant que les Américains aiment la culture française, que les médias sont libres et puissants outre atlantique. Mais ils notent que le pays est d'une grande uniformité avec un conformisme de pensée ou encore que la culture américaine est dominatrice et envahissante. Cette critique est toutefois rare à cette époque, elle correspond à 1% des articles. La culture américaine, ou l'influence culturelle américaine, n'est pas un sujet important pour *Le Monde* avant 1952. Comme l'explique André Fontaine : « Beuve-Méry s'intéressait sûrement plus à la politique qu'à la culture. On a tout de même beaucoup parlé des accords Blum-Byrnes »<sup>218</sup>. Ces accords franco-américains fameux, ont été signés à Washington le 28 mai 1946 par le secrétaire d'Etat Américain, James F. Byrnes et le représentant de la France, Léon Blum. Ils permettent de liquider l'essentiel de la lourde dette française vis-à-vis des Etats-Unis, et aussi à la France de recevoir un nouveau prêt. En contre partie, l'Hexagone doit notamment ouvrir largement son marché au cinéma américain auquel il était fermé depuis 1939. Ces accords entraînent une forte contestation en France en réaction à la diffusion importante, à l'invasion disent les

---

<sup>217</sup> Sirius, *Le suicide de la IV<sup>e</sup> République*, 1958, Paris, Le Cerf, 117 p.

<sup>218</sup> Entretien avec André Fontaine, le 26/05/2004

plus critiques, des produits américains et notamment des produits culturels dont le cinéma. Cette contestation de l'effet induit des accords Blum-Byrnes, met longtemps à se développer. Elle finit cependant par prendre une grande ampleur et l'opinion retient les effets pervers des accords Blum-Byrnes sur le cinéma français<sup>219</sup>. La réaction du journal à l'époque est d'ailleurs très positive et n'évoque guère la question de la protection du cinéma français. L'éditorial du lendemain de la signature explique : « l'accord franco-américain a été définitivement signé à Washington hier 23 mai, à la fin de la soirée, et ses dispositions essentielles ont été connues à Paris au cours de la nuit. Après deux mois de négociations, M. Blum, qui doit être de retour en France dès demain, a donc pleinement réalisé la mission qui lui avait été confiée par le gouvernement »<sup>220</sup>. Seul un article évoque l'ouverture du marché du cinéma : « Tout en nous réjouissant de pouvoir voir bientôt les meilleurs des deux mille films réalisés en Amérique depuis six ans, souhaitons que la répercussion de ces accords ne se révèle pas dangereuse pour notre production »<sup>221</sup>. Et c'est à peu près le seul article à le déplorer dans les colonnes du *Monde* à ce moment-là. La culture n'est pas une priorité pour le journal alors. Le climat et l'environnement aux Etats-Unis le sont encore moins puisqu'aucun article de cette époque ne les évoque.

La question de la religion n'est traitée que par 3% des articles. Ils expliquent que la place de la religion est importante dans la société américaine. C'est ainsi un pays démocratique dans lequel les élus parlent de leur foi. Et c'est aussi un pays dans lequel les Eglises participent à la lutte contre le racisme. Sur ce point, la différence entre la France, alors très traditionnelle et les Etats-Unis n'est pas encore significative, même s'il n'est alors pas courant en France qu'un élu parle de sa foi. Les journalistes du *Monde* sont alors souvent eux-mêmes croyants ou proches de l'Eglise catholique comme Hubert Beuve-Méry qui écrit parallèlement dans la revue catholique *Temps Présents*.

Dans l'ensemble donc, *Le Monde* nous présente une nation américaine plutôt progressiste et ouverte. Son régime politique y participe.

### **Un pays libre et démocratique où la loi est sévère**

L'Amérique est la première république moderne. La république américaine fut créée en plusieurs étapes. La déclaration d'indépendance américaine date du 4 juillet 1776. Mais la constitution de la république que nous connaissons aujourd'hui date de 1788 et a été mise en œuvre à partir de 1789 avec la première réunion du Congrès le 4 mars de la même année soit 4 mois avant la révolution française. Les deux républiques sont donc presque contemporaines, mais la république américaine bénéficie de l'antériorité, même courte. Les Américains voient en elle *The model republic*, la république modèle, lorsque les Français parlent de La République pour désigner la leur, comme s'il n'y en avait qu'une. Quel est donc le regard du *Monde* sur la démocratie américaine et par là même sur le système judiciaire des Etats-Unis ?

Evidemment la méthode que nous avons employée, sélection des articles de la période électorale comme fondement de notre corpus amplifie la représentation des articles sur le système démocratique américain. 36% des articles de l'immédiat après-guerre dans notre corpus évoquent la démocratie américaine<sup>222</sup>. Cette valeur

<sup>219</sup> Irwin M. Wall, L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954, op.cit., pp. 84-92.

<sup>220</sup> Bulletin de l'étranger, *Le Monde*, 30/05/1946.

<sup>221</sup> « A partir du 1<sup>er</sup> juillet, tous les films américains pourront entrer en France », *Le Monde*, 31/05/1946.

<sup>222</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, op.cit.



ne permet pas de donner davantage de précisions sur la proportion d'articles traitant du système politique américain. Mais il permet quoi qu'il en soit de conclure quantitativement que le sujet est bien traité. Ce grand nombre d'articles nous permet aussi et surtout de donner des indications qualitatives sur l'image du modèle politique américain dans *Le Monde*, sur la façon dont est présentée la démocratie américaine. Il varie aussi selon si l'on est en année d'élections présidentielles comme en 1948 et 1952, en élections de mi-mandat comme en 1946 et 1950 ou dans les années sans élections nationales d'envergure (présidentielles, Congrès) comme en 1945, 1947, 1949 et 1951. Mais sur la période, l'année principale et de loin est l'année 1952, qui compte deux fois plus d'articles qu'en moyenne, les autres années étant plutôt moyennes voire faibles. On peut en conclure que seule l'élection présidentielle de 1952, qui a entraîné l'élection d'Eisenhower, a été très bien couverte par *Le Monde*. L'élection présidentielle de 1948, qui a entraîné le renouvellement de Truman, a été moyennement suivie et les élections de mi-mandat de 1946 et 1950 ont été peu suivies. Cela s'explique d'une part par le manque de place alors que la taille du *Monde* n'augmente que lentement au rythme de la production et de la disponibilité de papier journal dans l'après-guerre et d'autre part par l'absence de correspondant permanent du *Monde* aux Etats-Unis avant 1947.

Dans 23% des articles, les Etats-Unis sont décrits comme un pays libre, un pays respectant profondément la liberté d'expression, un Etat de droit, un pays respectant la liberté de la presse. Dans 65% d'entre eux, les Etats-Unis sont décrits comme une démocratie qui fonctionne bien. C'est un pays démocratique dans lequel le parlement a effectivement le pouvoir législatif, notamment en matière de dépense publique et qui connaît de vifs débats politiques y compris avec l'exécutif. C'est aussi un pays qui connaît un consensus politique ou une large majorité, ce qui permet le vote de lois bipartisans, c'est-à-dire qui sont votées par une majorité des représentants et sénateurs des deux grands partis politiques. C'est un pays bien dirigé, avec une vie démocratique animée, riche. Mais dans 12% des articles, les Etats-Unis sont décrits comme une démocratie avec des limites. C'est un pays démocratique où l'argent a beaucoup de place lors des élections, où la puissance des services secrets finit par être une menace pour la démocratie. C'est aussi un pays démocratique où le débat électoral est parfois très violent et connaît une forte abstention lors des élections. Ainsi, Maurice Ferro rapporte dans les colonnes du journal à l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1948 : « On ne dirait vraiment pas, à quelques heures du grand évènement, que les Américains se préparent à aller aux urnes. [...] Le citoyen moyen des Etats-Unis ne réaliserait-il donc pas l'importance mondiale qui s'attache aujourd'hui à la désignation de son président ? Il doit en toute hypothèse avoir l'âme bien sereine pour vaquer à ses occupations, se livrer à ses plaisirs quotidiens, sans autrement se soucier de la nomination du chef de l'Etat. A en juger par le nombre des abstentions ce détachement est plutôt de l'indifférence. 50% des citoyens en effet négligeront aujourd'hui de remplir leur devoir d'électeur, alors qu'ils auraient pu, s'ils avaient voté, déjouer tous les pronostics »<sup>223</sup>.

Le système judiciaire et la police américains sont quant à eux évoqués par 5% des articles traitant des Etats-Unis entre 1944 et 1952. Tous décrivent une police et une justice très sévères. Un pays dans lequel la justice s'attaque notamment fortement au communisme et le réprime. Un pays dans lequel les forces de l'ordre sont très sévères. Mais aucun article ne mentionne d'injustice.

*Le Monde* présente en cette première période une bonne image du système démocratique et judiciaire américain : c'est un pays libre et démocratique mais où la

---

<sup>223</sup> Maurice Ferro, « La véritable bataille électorale se livre pour le contrôle du Sénat », *Le Monde*, 03/11/1948.

loi est sévère. Les Américains ont d'ailleurs confiance dans leurs institutions comme dans la puissance de leur pays.

### **Le réarmement confirme la puissance du pays continent**

Comme la plupart des habitants de la planète, les Américains sont attachés à leur pays et en sont fiers. Simplement, il ne s'agit pas de n'importe quel pays mais d'une superpuissance, même de la première puissance mondiale, encore que cela varie selon les époques. Car les Etats-Unis ont des concurrents voire des adversaires, parfois redoutables. De même, ils ont une très puissante armée, comme certains de leurs adversaires.

24% des articles du *Monde* traitant de l'Amérique dans l'immédiat après-guerre évoquent la confiance des habitants dans leur pays, dans sa puissance ou leur inquiétude<sup>224</sup>. Dans 76% des cas, c'est de confiance qu'il s'agit. C'est un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur, un pays qui domine de loin le reste du monde. Ce caractère dominateur est un reproche important et significatif puisqu'il est répandu et concerne 41% des articles du *Monde*. C'est aussi un pays confiant dans l'avenir et ses institutions et qui les respecte. De plus, c'est un pays sûr de lui, mais non arrogant, surtout en 1945 et encore un peu en 1946. Puis, dans 21% des articles, c'est un pays en perte de confiance voire de puissance vis-à-vis de l'étranger. Cela concerne surtout l'année 1952 où les articles allant dans ce sens sont presque aussi nombreux que ceux évoquant la confiance. Il s'agit d'un pays en général (pas toujours) confiant dans ses propres forces, mais qui se sent menacé par l'autre superpuissance ou même qui est inquiet devant l'unification de l'Europe. Pour 3% d'articles restants, il s'agit d'un pays qui doute de lui-même pour des raisons qui lui sont propres, un pays inquiet pour son avenir, qui subit une crise de confiance.

Les Américains ont donc plutôt confiance dans leur puissance. Leur armée est aussi évoquée par 22% des articles. Au sortir de la guerre, alors que la France a été libérée par une armée alliée dont le principal contingent est américain et dont les autres contingent sont largement voire totalement équipés d'armes américaines, l'armée américaine a évidemment une image de puissance voire d'invincibilité. Sans doute cette image est-elle contrebalancée par celle de l'Armée rouge qui a eu les plus grandes pertes mais aussi qui a fait subir les plus grandes pertes à la Wehrmacht. De plus, les Etats-Unis démobilisent très rapidement et fortement dans les semaines et les mois qui suivent la capitulation allemande et interrompent leur effort d'armement, alors que l'Armée rouge demeure très puissante. Mais les Etats-Unis possèdent une flotte et une aviation sans égales et surtout ont une avance atomique forte sur toute cette première période, même si l'URSS expérimente sa première bombe atomique dès août 1949.

Il n'est donc pas étonnant que 85% des articles décrivent une armée américaine puissante, prête en cas de conflit ou qui se renforce et s'adapte. Les Etats-Unis sont présentés comme un pays puissant militairement, qui avec l'arme nucléaire en série, est doté d'une puissance de destruction effrayante, un pays militariste aussi, qui fait un très grand effort d'armement. Ces deux derniers aspects sont surtout présents à partir de 1950, après le début de la guerre de Corée, ce qui est logique. 8% des articles présentent un pays qui peine à maintenir sa puissance militaire par manque de volonté politique. Ils datent tous de 1948. C'est l'époque du sursaut militaire américain. La guerre froide a commencé en 1947. Et ils réalisent que leur armée est insuffisante face à l'Armée rouge et qu'il faudrait lancer un

---

<sup>224</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

programme de réarmement. Mais il faut un peu de temps pour que le constat se traduise en politique alors que l'URSS ne possède pas encore l'arme atomique.

Les 8% restants des articles décrivent un pays dont l'armée n'est pas assez puissante, ne correspond pas aux besoins, ou si elle est suffisamment puissante pour défendre l'Amérique, elle n'est pas assez puissante pour défendre ses alliés. Ces critiques sont plus tardives, elles datent de 1949 et 1950. Elles correspondent au début du réarmement, alors que celui-ci est lancé mais que la production en série de nouveaux équipements militaires ne fait que commencer.

C'est à cette époque que Pierre Frédéric écrit d'outre atlantique, sa grande série intitulée « Puissance et incertitudes des Etats-Unis ». Elle compte 9 articles qui sont publiés du 26 avril au 18 mai 1946 et qui présentent la situation de l'Amérique en cet immédiat après-guerre : « Les Américains sont sortis de la guerre conscients qu'ils étaient la plus puissante nation du monde. Ce n'est pas là une illusion. C'est en effet de la combinaison du nombre, des richesses, de l'énergie physique, des facultés inventives, d'un prodigieux appareil de production, intact, au bord du ring où tous les autres poids lourds sont ou vaincus, ou appauvris et blessés. Cette puissance, ils la paient de la ruine de certaines illusions. Si le vingtième siècle est américain, au sens où le seizième siècle a pu être espagnol et le dix-septième français, il sera un siècle de responsabilités américaines [...]. Mieux se lier pour ne pas se battre ; développer les échanges : telle est, simplifiée à l'extrême, la politique extérieure à laquelle le gouvernement des Etats-Unis ne renoncera qu'avec répugnance. Mais cette politique n'est réalisable que si les Etats-Unis eux-mêmes commencent par en établir les deux fondations essentielles : une armée assez forte, des crédits à l'étranger assez larges. [...] La démocratie américaine est puissante. Les sénateurs américains sont vraisemblablement dans le monde actuel les équivalents les plus proches de ce que furent, sur l'autre Capitole, les sénateurs de l'Empire romain. Leur charge est immense. Leurs actes se répercutent nécessairement sur le monde »<sup>225</sup>.

Dans l'ensemble donc, l'Amérique apparaît confiante dans sa puissance alors que son armée se renforce encore.

L'image des Etats-Unis dans les articles du *Monde* dans l'immédiat après-guerre est donc globalement positive, même si elle tend à s'amoinrir au fil des ans. Il faut dire qu'elle part de très haut au lendemain de la Libération. Car les Français savent qu'ils doivent la fin du cauchemar de l'occupation à l'Amérique et à son armée. Cette image est positive dans à peu près tous les domaines. Cependant il apparaît sur la question de la puissance et de la confiance un reproche, fort, fait très tôt, celui d'un caractère dominateur de l'Amérique, on dira aussi plus tard impérialiste.

Ainsi, *Le Monde* qui entend porter l'idéal de la Résistance cher à son fondateur, réussit à se faire une place dans le paysage médiatique français tout en posant les bases de son indépendance, notamment dans son regard sur les Etats-Unis. Le gouvernement américain qui apprécie modérément la liberté de ton du journal, finit par s'en accommoder. La relation semble même s'être normalisée entre *Le Monde* et les Etats-Unis lorsque le successeur de Truman accède à la Maison Blanche. Il n'est autre que le très populaire général commandant en chef des armées qui libèrent la France.

---

<sup>225</sup> Pierre Frédéric, « Puissance et incertitudes des Etats-Unis, IX - Bilan américain », *Le Monde*, 18/05/1946.



Après une première décennie mouvementée pour *Le Monde*, dans un contexte tendu, la situation internationale semble s'améliorer. La disparition de Staline entraîne une diminution de l'intensité de la guerre froide. L'élection d'un président américain qui jouit d'un immense prestige en Europe est aussi rassurante. Mais les épreuves ne sont pas finies pour autant. Alors que de nombreux titres continuent de disparaître, le journal peut-il se consolider tout en trouvant un juste équilibre entre la critique des Etats-Unis et l'acceptation du principe de l'alliance américaine ? Nous verrons dans ce second chapitre comment *Le Monde* devient un journal de référence, comment il traite d'Eisenhower et de la détente et comment il couvre les Etats-Unis, ce grand frère encore lointain.

## **21 Le journal de référence**

Après une première décennie mouvementée et d'efforts harassants, Hubert Beuve-Méry dirige un journal qui poursuit plus que jamais son développement.

### **Le succès commercial et le soutien des lecteurs**

En 1953, voilà maintenant 9 ans que *Le Monde* est créé. Son directeur disait à qui voulait l'entendre que rien n'était gagné et qu'il serait bien présomptueux de considérer le lendemain comme acquis. Non seulement ce journal fragile résiste, mais il connaît une consolidation financière. Il devient notamment propriétaire de ses locaux, ce qui le met à l'abri d'un accident conjoncturel. Les ventes sont d'abord stables pendant la première décennie. Son tirage moyen a peu varié et se maintient autour de 150 000 exemplaires par jour. Sa diffusion qui a même un peu baissé passant de 140 000 exemplaires par jour en 1946 à 112 000 par jour en 1952, augmente ensuite régulièrement. Elle atteint 164 000 exemplaires par jour en 1958 et presque 180 000 en 1961. Le tirage atteint quant à lui 225 000 exemplaires en 1960<sup>226</sup>. *Le Monde* entreprend alors des investissements lourds afin de moderniser et développer son imprimerie qui commence à dater et tourne au maximum de ses possibilités.

Pourtant nous l'avons vu, un certain nombre de crises ont émaillé les années d'immédiat après-guerre. Le papier est resté longtemps rationné, son contingentement a été levé pour l'essentiel en 1950 et définitivement en 1958 seulement. Plus durablement encore, le contrôle des prix pénalise le journal qui doit maintenir inchangé son prix de vente alors que son prix de revient augmente. La crise est particulièrement vive en novembre 1956 alors que le gouvernement oblige *Le Monde* à renoncer à une augmentation de son prix qu'il jugeait nécessaire. C'est l'affaire des deux francs : le prix du *Monde* est bloqué à 18 Francs alors qu'il voulait passer à 20 Francs. Le gouvernement le lui interdit. Guy Mollet<sup>227</sup> profite du blocage des prix pour faire pression sur la ligne éditoriale du journal. *Le Monde* vient de subir l'éphémère mais virulente concurrence du *Temps de Paris* sur lequel nous reviendrons. Sirius écrit alors à ses lecteurs : « Les Français se sont plaints longtemps, avec raison, de n'être pas gouvernés. A des signes qui ne trompent pas ils savent aujourd'hui qu'ils le sont. Ils savent que le conseil des ministres et le Parlement peuvent être mis tout à coup en demeure de ratifier des actes qui

---

<sup>226</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* p. 159

<sup>227</sup> Homme politique français de premier plan, secrétaire général de la SFIO (Section Française de l'Internationale Ouvrière) de 1946 à 1969, plusieurs fois ministre, il est président du Conseil de février 1956 à juin 1957.

n'engagent rien de moins que l'avenir de nos relations avec toute l'Afrique du Nord ou le passage de l'état de paix à l'état de guerre. Ils ne savaient pas encore qu'un journal pouvait être condamné à disparaître pour le simple motif qu'il refusait de laisser s'installer chez lui le déficit, prélude habituel de toutes les abdications. Le 5 novembre deux commissaires du service des enquêtes économiques se présentaient au *Monde* pour y pratiquer une saisie [...] Nous apprenions, d'autre part, que des procès-verbaux étaient dressés dans les kiosques contre les distributeurs, ce qui risquait de paralyser la vente ; que la publicité de l'Etat et des entreprises nationalisées nous serait refusée, que l'amende encourue pouvait atteindre 10 millions et l'emprisonnement deux ans. Le crime du *Monde* ? Avoir porté son prix de vente de 18 à 20 francs. [...] Le gouvernement en a décidé autrement. *Le Monde* doit accepter de mourir à petit feu ou s'exposer au brusque déchaînement de toutes les foudres gouvernementales, administratives et judiciaires. M. Guy Mollet s'est-il rendu compte qu'il étranglait, en fait, de ses propres mains, la liberté de la presse, puisqu'en interdisant aux journaux de se procurer honnêtement les ressources indispensables, il les acculait à solliciter des concours ou à disparaître ? [...] Il y a dans tout cela plus d'un motif de révolte. Mais nous préférons admettre que la loi, même arbitrairement appliquée, est la loi, céder à la violence qui nous est faite en son nom et laisser nos lecteurs juges de la situation. Si fortes que soient depuis longtemps les tentations de la fatigue et du dégoût, je me trouve lié ici aux collaborateurs et aux lecteurs du journal. Les premiers, il y a seulement quelques mois, refusaient presque unanimement les offres - pour le moins attrayantes - de puissants bailleurs de fonds. Quant aux lecteurs, dans l'ensemble, ils n'ont cessé de nous prodiguer des encouragements »<sup>228</sup>. Les lecteurs répondent alors massivement à son appel et lui envoient d'innombrables courriers d'encouragement avec pour certains plusieurs mois d'abonnement, pour d'autres un chèque de soutien. Laurent Greilsamer<sup>229</sup> en dénombre 2147 dont 1504 assortis de chèques généralement d'un montant de 5 000 à 20 000 Francs. Ainsi, un lecteur, Lucien Willar écrit à Sirius le 15 novembre 1956 « Monsieur le Directeur, je vous prie de trouver ci-inclus, un chèque barré de 5000 Frs pour compensation de l'augmentation de prix que vous n'avez pas été autorisé à appliquer ». Ou encore, ce courrier pour Beuve-Méry qui arrive au *Monde* depuis Saint Hilaire le 1<sup>er</sup> décembre 1956 : « Monsieur le Directeur, une collecte organisée au Sanatorium des Etudiants a réuni la somme de 16300 Frs, que nous vous faisons parvenir par mandat CCP au nom de votre journal. Puisse cette petite contribution de quelques-uns de vos lecteurs aider à maintenir *Le Monde* en tant que journal d'information ». Signé de quatre lecteurs : Allinc, Bombrun, Mendel et Terrail<sup>230</sup>.

Cet attachement des lecteurs est le signe que la réussite commerciale du *Monde* est d'abord et avant tout une réussite éditoriale. Elle associe qualité et indépendance rédactionnelle, au-delà d'une ligne non-conformiste.

## L'indépendance

Dans les années d'après-guerre, le combat du journal pour l'indépendance de la France, à défaut d'être gagné pour celle-ci, est gagné pour *Le Monde*. La défense du neutralisme n'est pas une victoire. L'idée a finalement été pour l'essentiel abandonnée après la guerre de Corée. Il en va de même de la contestation de l'utilité de l'OTAN ou du refus du réarmement de l'Allemagne. Tout en critiquant sévèrement, régulièrement et durablement le Pacte atlantique, Hubert Beuve-Méry

---

<sup>228</sup> Hubert Beuve-Méry, « Quand la France est gouvernée ... », *Le Monde*, 08/11/1956.

<sup>229</sup> Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry, op.cit.*, p. 477.

<sup>230</sup> Archives d'Hubert Beuve-Méry, *op.cit.*, boîte BM 97.

écrit cependant dans *Le Monde* du 9 avril 1953 : « L'amitié, la collaboration et, en cas de besoin, la défense atlantique, sont des idées justes ». Pendant toutes ces années, *Le Monde* n'épargne guère la politique étrangère menée par les gouvernements français. Il est pourtant capable d'en relever les bons côtés. Sa critique permanente des pouvoirs en place et de l'alliance américaine n'est pas uniquement négative. Elle est plutôt le reflet de son indépendance vis-à-vis d'eux.

Il y a d'ailleurs deux voire trois exceptions qui montrent encore une fois que *Le Monde* n'est pas qu'un journal critique. Il est un journal indépendant qui sait reconnaître qu'une politique gouvernementale est bonne, qu'un gouvernement est juste. La première exception est le soutien marqué qu'accorde *Le Monde* à Pierre Mendès France, pendant presque la totalité de son court mandat de Président du Conseil. La seconde exception est le soutien qu'accorde Sirius au général de Gaulle à la Libération puis lors de son retour au pouvoir en 1958. Il ne manque cependant jamais d'en critiquer les conditions. Il réitère ce soutien lors de l'avènement de la V<sup>ème</sup> République, mais cesse graduellement ensuite. Nous y reviendrons. La troisième exception est le soutien éphémère accordé par *Le Monde* à François Mitterrand au début de son mandat de président de la République. Il est vrai que Beuve-Méry n'est plus directeur du journal. Ce soutien disparaît avec le départ de Jacques Fauvet de son poste de directeur, quelques mois après l'investiture du nouveau président de la République.

Pierre Mendès France, le plus proche

Pierre Mendès France est un homme politique dont les grandes orientations ne sont pas très éloignées de celles du parti démocrate américain. Sirius le soutient dans *Le Monde* dès son investiture, sans se départir d'une pointe de son habituel pessimisme : « Il a été constamment écrit dans ce journal que la guerre d'Indochine était une folie, que l'alliance atlantique ne pouvait être saine et forte que si nous savions tenir aux Américains le franc langage de l'amitié et non celui du serviteur à gages, que l'Allemagne devait être progressivement réintégrée dans l'Europe, avec tous les droits d'un peuple libre, sans devenir pour autant le fer d'une lance pointée vers l'Est, que l'application des mêmes méthodes, le renouvellement obstiné des mêmes erreurs, nous conduiraient fatalement en Afrique aux mêmes tragiques déboires qu'en Asie, enfin qu'il était vain de souhaiter ou de prétendre quoi que ce soit aussi longtemps que des féodalités de toute nature feraient prévaloir au Parlement l'intérêt des clientèles sur celui de la nation. Un premier pas qu'on n'osait plus guère espérer vient d'être franchi. Un homme, qui s'est singulièrement distingué en refusant d'être ministre dans des gouvernements dont il réprouvait la politique sur des points essentiels, vient d'être chargé dans des conditions qui l'honorent de lever d'écrasantes hypothèques, et notamment la plus lourde de toutes, celle de la guerre d'Indochine. Un proche avenir nous montrera si cet homme a les qualités nécessaires pour traduire en actes les principes qu'il a clairement exposés à la tribune, et si devant la menace précise d'un effondrement, peut-être définitif, de la grandeur et de la puissance françaises, les partis consentent enfin à rompre avec des jeux mortels. M. Mendès France saura-t-il, pourra-t-il assurer le redressement nécessaire de la politique française et sauver du même coup les institutions démocratiques ? Puisse l'espoir que tant de Français mettent aujourd'hui en lui n'être pas une fois de plus déçu ! »<sup>231</sup>

Moderniste, libéral au sens propre, Mendès France est soutenu par un journal nouvellement créé nommé *L'Express*. Celui-ci est lancé en mai 1953 par deux

---

<sup>231</sup> Sirius, « M. Pierre Mendès France constitue un gouvernement d'hommes nouveaux », *Le Monde*, 19/06/1954.

journalistes, Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud. Le premier, ancien éditorialiste du *Monde*, enfant prodige de Beuve-Méry, est fasciné par l'Amérique dont il a compris le génie au point de paraître lui-même nettement américanisé. Il se fait appeler JJSS selon l'usage américain dont il introduit la mode en France. Il est l'auteur en 1967 d'un essai remarqué intitulé « Le défi américain ». Jeune homme pressé, d'une audace inouïe, il a tout pour irriter Sirius. Mais son intelligence, sa fraîcheur, son non-conformisme, son modernisme et le talent de savoir reconnaître humblement ses torts lui font gagner l'indulgence et le respect du patron du *Monde*. Hubert Beuve-Méry est sensible à la modernité même s'il est de culture traditionnelle. Et la modernité, c'est aussi l'Amérique.

Malgré le soutien de *L'Express* et celui du *Monde*, Pierre Mendès France ne reste au pouvoir que neuf mois, du 18 juin 1954 au 23 février 1954. C'est court, même si ces neuf mois marquent l'histoire de France. Pour Beuve-Méry, Mendès France était la dernière chance, le dernier espoir de la IV<sup>e</sup> République. L'échec du président du Conseil est aussi l'échec définitif du régime.

Le bref passage au pouvoir de Mendès France marque cependant un changement d'époque, entamé avec la guerre de Corée. Après la voix du neutralisme, le combat contre l'OTAN et le réarmement de l'Allemagne, *Le Monde* rentre alors dans le rang et atténue sa critique sur l'alliance américaine.

En 1958, Sirius reconnaît même des aspects positifs à la politique des gouvernements de la IV<sup>e</sup> République en remarquant aussi les bons côtés de l'alliance américaine : « Tout a-t-il donc été faux ou absurde dans la politique extérieure de la France ? Il serait malhonnête de le prétendre. S'il n'était pas sage de vouloir rétablir sur ses anciennes bases la colonisation française, ni de tendre à l'annexion de la Sarre comme on le fit à l'origine, ni d'amener les Russes à dénoncer la belle et bonne alliance en exagérant les implications du Pacte atlantique [...], nul doute que le maintien de troupes américaines sur le continent et notamment en Allemagne, était et demeure jusqu'à nouvel ordre une des conditions de la paix [...]. Les appétits prudemment manifestés, mais toujours en éveil, de l'Oncle Jo imposaient un regroupement de l'Occident, enfin que l'établissement d'une vaste organisation européenne progressivement intégrée était une nécessité historique dont il eût mieux valu s'aviser dès 1918 et qu'il convenait de poursuivre au plus vite. A cet égard, il est bon qu'un président du conseil français ait assumé la responsabilité de lancer la Communauté du charbon et de l'acier, que le Parlement français ait finalement adopté le projet de Marché commun [...]. Il est significatif aussi que cette œuvre soit avant tout celle d'un homme dont on apprécie – en le lui reprochant souvent – qu'il ait gardé l'oreille des Américains [...], M. Jean Monnet »<sup>232</sup>. Beuve-Méry montre ici son ouverture d'esprit. Il critique fréquemment mais reste objectif. Au-delà de ses réserves sur la politique américaine parfois trop velléitaire, il sait reconnaître l'intérêt de l'alliance avec les Etats-Unis et les mérites de leur puissance militaire.

### Le début de la guerre d'Algérie

Le combat principal de Sirius s'oriente alors davantage contre la guerre d'Algérie qui commence. Il n'avait pas épargné de ses critiques la guerre d'Indochine à mesure qu'elle apparaissait de plus en plus sans issue. De même, la critique de la guerre d'Algérie et la lutte contre la torture, viennent peu à peu au premier plan en remplacement de la guerre froide et de la politique étrangère. Sirius l'explique dans un éditorial intitulé « Colonialisme et nationalisme : Laissons de côté les ismes péjoratifs et polémiques. La colonisation est vieille comme le monde et peut prendre

---

<sup>232</sup> Sirius, « D'une politique étrangère », *Le Monde*, 24/04/1958.



les formes les plus diverses. Dès qu'un peuple exerce sur un autre, sans contrepartie à peu près équivalente, une influence assez forte, en quelque domaine que ce soit, on assiste à un commencement de colonisation. L'entreprise peut être bonne ou mauvaise, louable ou condamnable, habile ou maladroite. Elle se juge à ses méthodes et à ses résultats. Aujourd'hui, réserve faite de l'attitude ultérieure des peuples jaunes, les deux grandes puissances colonisatrices restent les Etats-Unis et l'Union soviétique, parce que ces deux puissances colonisatrices partagent en fait l'empire du monde. L'une agit principalement par ses richesses, tout en essayant de rendre séduisante et de répandre une manière de doctrine : l'*American way of life*. L'autre agit d'abord par la propagande en faisant briller aux yeux de tous les déshérités le mirage du paradis marxiste, sans négliger à mesure que ses industries se développent, des concours plus substantiels. Toutes deux flattent les jeunes nationalismes, toutes deux disposent d'un coefficient d'attraction considérable, toutes deux peuvent contraindre par la force les Etats qui oseraient contrarier leurs plans. Si elles ne le font pas plus souvent, c'est qu'elles redoutent à juste titre l'une et l'autre qu'un conflit local ne dégénère et ne les mette directement aux prises. Pour simplifiées qu'elles soient, ces données apparaissent fondamentales et peu contestables. L'erreur de la France est de les avoir ignorées ou d'agir comme si elle les ignorait en croyant qu'il est encore de son pouvoir de mettre la force au premier rang dans le règlement de ses problèmes coloniaux »<sup>233</sup>.

Ce combat vis-à-vis de la colonisation en général et de la guerre d'Algérie en particulier est tourné contre la politique gouvernementale. Il concerne aussi la politique internationale du gouvernement. C'est un combat long et virulent qui achève d'ancrer l'indépendance du journal dans les esprits. Il est renforcé par le souci permanent de rigueur qui donne la qualité éditoriale.

### La qualité éditoriale

*Le Monde* gagne donc son indépendance. Ce que les lecteurs reconnaissent, c'est tout à la fois un souci de rigueur, d'exactitude, d'honnêteté, de diversité et une indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place, qu'ils soient politiques, diplomatiques ou financiers. Bien que défendant un point de vue ou une ligne éditoriale, *Le Monde* donne régulièrement la parole à ses contradicteurs, à des opinions différentes, ne renonçant jamais à expliquer la complexité des choses. *Le Monde* n'est ni un journal partisan, ni un journal binaire. Dix ans après sa création, la rigueur du journal et de ses journalistes est reconnue, à commencer par celle de son directeur, Hubert Beuve-Méry.

Parallèlement, le directeur-fondateur du *Monde* devient un homme respecté pour son grand professionnalisme. Son nom est inséparable de celui du journal. Il continue de marquer *Le Monde* tant dans son fonctionnement interne que dans sa ligne éditoriale et notamment en politique étrangère. Il écrit de nombreux éditoriaux dont une quinzaine concerne les Etats-Unis entre 1953 et 1961<sup>234</sup>.

Jean Sullivan, ami de ce journaliste aussi remarquable qu'incorruptible, écrit : « Beuve-Méry a suivi sa volonté la plus profonde qui était de faire sans argent un journal qui cherchait la vérité sans se soucier de savoir si elle était agréable ou utile, honorable ou non pour la France et cela par amour de la France et de ce qu'elle représente »<sup>235</sup>. Non seulement les éditoriaux de Sirius sont considérés avec respect, ou inquiétude, tant ils sont équilibrés, balancés, argumentés, écrits avec une grande honnêteté intellectuelle. Mais encore ils sont lus et remarqués. En cette

---

<sup>233</sup> Sirius, « Colonialisme et nationalisme », *Le Monde*, 26/04/1958.

<sup>234</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>235</sup> Jean Sullivan, *Une Lumière noire*, Paris, L'Apogée, 2007, p. 82.

deuxième décennie d'existence du journal, *Le Monde* et son directeur se sont fait un nom dans l'univers de la presse écrite.

La qualité éditoriale du journal est alors reconnue par tous. *Le Monde* est ainsi le quotidien le plus vendu par la boutique de l'Assemblée Nationale. Les Américains ne s'y trompent pas. Quelques années auparavant, ils ne manquaient pourtant pas de dénoncer, dans leurs courriers diplomatiques, les sérieuses lacunes du *Monde* et de son directeur. Ainsi en 1954, l'ambassade américaine rapporte la création du *Monde* diplomatique par Hubert Beuve-Méry. Elle note que ce journal est de qualité, bien qu'il sous-évalue le rôle des Etats-Unis et de l'URSS. Il est objectif en ton et en substance. Mais il fait face à de grandes difficultés matérielles<sup>236</sup>. Le succès le plus inattendu du *Monde*, est de réussir à gagner le respect de ceux qu'il a le moins épargné de ses critiques : les Etats-Unis d'Amérique. Cela se réalise toutefois lentement et non sans luttes parfois homériques. Ce pays pragmatique ne peut pas rester indifférent à la reconnaissance et à la réussite du journal en France. Personne, pas même la puissante Amérique, ne peut échapper à l'évidence. Et c'est encore Françoise Giroud qui décrit le mieux, en 1956, ce nouvel axiome : « *Le Monde* est le journal de référence, celui qu'il faut lire parce qu'il confère à l'information son authenticité et son exacte importance »<sup>237</sup>. La qualité du journal est bien entendu aussi celle de ses journalistes.

## Les journalistes

Entre 1953 et 1960, apparaissent peu à peu deux tendances au sein de la rédaction du journal. Elles se retrouvent quelles que soient les générations. L'amalgame entre anciens du *Temps* et nouvelles recrues est plutôt réussi. L'une de ces tendances est plutôt ouverte ou favorable aux Etats-Unis ou à leur politique. L'autre est plutôt défavorable ou sceptique. Ces deux tendances ne sont pas tranchées et encore moins binaires. Les journalistes de l'une comme de l'autre ne se privent pas de critiquer les aspects négatifs et de souligner les aspects positifs dans leurs analyses et commentaires sur l'Amérique.

Autour d'Hubert Beuve-Méry, plusieurs journalistes de grande qualité marquent cette seconde décennie de l'histoire du *Monde*.

### André Fontaine

André Fontaine est l'un d'entre eux. Il est l'une des grandes figures du journal. C'est un jeune homme brillant. Né en 1921, il commence sa carrière de journaliste à *Temps Présents*, l'hebdomadaire catholique où il a fait la connaissance de Sirius. Puis, il entre au *Monde* en 1947, comme adjoint au chef des informations générales, Robert Gautier. En 1950, il devient grand reporter, principalement pour des procès politiques. Il couvre notamment le procès d'un espion français en Pologne<sup>238</sup>. Sérieux, travailleur, rapide, grand professionnel, il gagne sans difficulté la confiance d'Hubert Beuve-Méry. Son grand sérieux le dessert probablement un peu. Cela passe parfois pour une certaine froideur au travail notamment vis-à-vis de ses collègues. Il est pourtant plein d'humour. Robert Solé raconte que « le 13 avril 1948, à l'occasion de la parution du millième numéro du *Monde*, on organise un sketch parodique sur la vie interne du journal. C'est Fontaine qui incarne le pessimiste

<sup>236</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, Record Group 59, Internal Affairs-Communication, France, Newspaper and correspondent, 1950-1954, box 5951, télégramme n° TOUSI 415 du 17/05/1954 de l'ambassade à Paris, signé Brady.

<sup>237</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire, op.cit.*, p. 7.

<sup>238</sup> Entretien avec André Fontaine, le 15/05/2002.

Hubert Beuve-Méry. Déguisé en montagnard (le patron est un habitué des Alpes), il entre sur scène en croquant une pomme et s'exclame : Allons bon ! Encore un pépin. Je m'y attendais d'ailleurs. Tous les fruits sont pourris »<sup>239</sup>. Très vite il s'impose au sein du service étranger dont il devient le chef à 29 ans. Nous sommes en 1951. Il reste à ce poste pendant 18 ans. Le service étranger est le premier service du journal par son effectif de journalistes et par la place qu'il occupe dans ses pages. C'est aussi un service suivi de près par le patron, qui ici plus qu'ailleurs, définit la ligne éditoriale. Elle est cependant suffisamment large pour que chacun puisse conserver sa liberté de ton. Mais André Fontaine se retrouve dans la ligne de Sirius. La même année, il participe avec beaucoup d'énergie à l'action des rédacteurs en soutien de leur directeur en difficulté vis-à-vis des autres actionnaires. Il concourt donc à la sauvegarde de l'indépendance du *Monde*.

Spécialiste de politique étrangère, André Fontaine connaît bien la question des relations transatlantiques. Il écrit avec une grande facilité. Chef du service étranger, il a la charge du bulletin de l'étranger, cet éditorial non signé. Jean Planchais raconte qu'André Fontaine est le champion de la rédaction du bulletin. Il détient « sans conteste le record toutes catégories : un millier. Il lui est arrivé de remplacer un confrère défaillant en vingt minutes, frappe de texte comprise. Et de l'exacte longueur voulue »<sup>240</sup>. Ses commentaires et ses articles sur les relations internationales sont appréciés, notamment par l'ampleur de sa vision et de ses analyses. Selon Robert Solé, il sait comme personne, « passer d'un pays à l'autre, relier des événements entre eux, établir de lumineuses synthèses ». Il écrit ainsi une série d'articles en avril 1959 sur la politique étrangère britannique qui est remarqué par l'ambassade des Etats-Unis à Paris. Elle en transmet la synthèse à Washington dans les termes suivants : « L'influent journal parisien *Le Monde*, dans ses numéros des 23, 24 et 25 avril, comporte une série d'articles du chef du service étranger, André Fontaine, intitulée : Au chevet de l'entente cordiale. Les articles sont fondés sur les entretiens et impressions que Fontaine a eus lors d'un récent voyage à Londres. Vous trouverez ci-joint la série complète de ces articles qui sont du plus grand intérêt pour le Département d'Etat »<sup>241</sup>. Ce courrier diplomatique montre le changement de ton de l'ambassade des Etats-Unis vis-à-vis du *Monde* à la fin des années cinquante. Il décrit aussi la réputation particulière qu'a André Fontaine auprès des officiels américains. Un autre témoignage de cette aura au Département d'Etat est ce mot écrit par le secrétaire d'Etat Dean Rusk, le 14 janvier 1965, à l'ambassadeur en Allemagne Mc Gee : « Pour votre information personnelle, le Président a lu la note de Bohlen sur les analyses de Fontaine du *Monde* »<sup>242</sup>. André Fontaine le reconnaît lui-même : « J'ai connu personnellement Henry Kissinger qui m'a amené chez Nixon et Kennedy. Représentants du *Monde*, nous étions reçus partout »<sup>243</sup>. Son grand professionnalisme, son approche plus distante, moins engagée du métier, plus proche de celle des journalistes anglo-saxons, doivent contribuer à cette réputation. Sa grande ouverture sur l'Amérique, sa grande connaissance des relations transatlantiques et sa jeunesse, le distinguent de Sirius mais aussi de ses collègues du service politique, l'autre grand service du *Monde*.

Il publie en 1966 et 1967 une *Histoire de la guerre froide* en deux tomes, qui est remarquée, notamment au Département d'Etat. Ainsi, en avril 1972, au moment

---

<sup>239</sup> Robert Solé, « André Fontaine, ancien directeur du *Monde* », *Le Monde*, 18/03/2013.

<sup>240</sup> Jean Planchais, *Un homme du Monde*. Paris, Calmann-Lévy, 1989, p.50-51.

<sup>241</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, Record Group 59, Internal Affairs-Communication, France, Newspaper and correspondent, 1950-1954, box 5951, courrier diplomatique du 28/04/1959 de l'ambassade à Paris, signé R.A Kidder.

<sup>242</sup> Foreign Relations of the United States (FRUS), 1964-1968, Volume XV, Germany, Document 86.

<sup>243</sup> Entretien avec André Fontaine, *op.cit.*

du rapprochement entre la Chine et les Etats-Unis, se tient un entretien officiel. L'ambassadeur de Chine aux Nations unies transmet un message pour Henry Kissinger<sup>244</sup> au représentant des Etats-Unis, Peter W. Rodman. Il lui demande de lui conseiller un livre de qualité sur l'histoire de l'après-guerre. D'après le compte-rendu de l'entretien, Rodman lui indique alors l'« Histoire de la guerre froide » d'André Fontaine en lui expliquant bien sûr qui est l'auteur<sup>245</sup>. De même, lorsque 1951 André Fontaine devient chef du service étranger, son arrivée et son professionnalisme marquent pour *Le Monde*, le franchissement d'une nouvelle étape. Le journal se structure par rapport à l'organisation un peu artisanale héritée du *Temps* : « Une hiérarchie se mettait en place, avec ses organigrammes de chefs, sous-chefs. Elle commençait à remplacer la joyeuse chevauchée des féaux des premiers temps qui avaient à tout moment leur entrée chez le patron »<sup>246</sup>. André Fontaine poursuit ensuite sa longue carrière au *Monde*. Il gravit les échelons peu à peu, jusqu'à la direction du journal, au gré des événements et des circonstances. Nous y reviendrons. André Fontaine connaît bien les Etats-Unis pour y être allé souvent, même s'il n'y a jamais vécu. Il est ouvert à ce pays continent et y est d'ailleurs apprécié. Cela ne l'empêche pas de critiquer l'Amérique lorsqu'il le juge nécessaire.

Ses articles<sup>247</sup> ont une place significative dans le journal : ils figurent presque tous (88%) en première page. Ils sont longs pour la moitié. Ensuite, près d'un tiers (29%) sont des éditoriaux. André Fontaine y présente les Etats-Unis comme un pays pragmatique, plus ami que simple allié de l'Europe. L'Amérique assume selon lui le leadership de l'Occident. Elle est une superpuissance qui souhaite la paix, la détente, mais qui est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts et de ses alliés. Les relations de la France avec cette superpuissance sont bonnes bien que les Etats-Unis demeurent assez rigides sur les sujets les concernant directement. Ils hésitent entre protectionnisme et ouverture des échanges économiques. Ils ont une économie puissante ce qui ne les empêche pas de connaître la crise. André Fontaine décrit un pays riche, économiquement libéral dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien : c'est le rêve américain. Mais la criminalité et l'insécurité y sont importantes. Le peuple américain est viscéralement anticommuniste, ses dirigeants sont populistes voire manipulateurs. Il s'agit d'un pays libre et démocratique, dont le système politique inspire les autres, mais qui n'est pas toujours sensible à la démocratie à l'étranger. La justice s'applique de la même manière à tous y compris aux plus puissants. La police et la répression y sont des préoccupations importantes à la mesure du sentiment d'insécurité. André Fontaine évoque un pays fort, sûr de lui en général, sans être nécessairement arrogant, mais aussi inquiet de la menace étrangère. Ce pays finit par douter de lui-même lors du long conflit vietnamien. C'est un pays puissant militairement<sup>248</sup>. Dans ses articles, André Fontaine n'épargne pas les Etats-Unis de sa critique qui semble cependant équilibrée. Il s'intéresse beaucoup moins au peuple américain qu'à la politique de son gouvernement. Au sein du journal il est proche de la tendance favorable à l'Amérique.

---

<sup>244</sup> Universitaire et homme politique américain de premier plan, le président Richard Nixon le nomme conseiller à la défense nationale en 1969 puis secrétaire d'Etat en 1972, poste qu'il garde sous la présidence de Gerald Ford, jusqu'en 1977.

<sup>245</sup> FRUS, 1969–1976, Volume E–13, Documents on China, 1969–1972, Document 122.

<sup>246</sup> Edouard Sablier, *La création du Monde*, Paris, *op.cit.*, pp. 91-92.

<sup>247</sup> 17 articles d'André Fontaine sélectionnés dans le corpus.

<sup>248</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Claude Julien est comme André Fontaine, l'un des journalistes marquants du *Monde*. Né en 1925, il participe à la Résistance et crée à la Libération un journal intitulé *Debout*. Ce titre résume bien un caractère dont il assume qu'il n'est pas facile. Son volontarisme et ses opinions souvent tranchées, lui valent quelques incidents de parcours dans sa carrière au *Monde*. Ces incidents sont inséparables de l'histoire du journal, souvent agitée dans la décennie soixante-dix. Mais ils expliquent aussi largement son succès à la tête du *Monde diplomatique* : il est plus fait pour diriger que pour obéir. Mais quelques temps après la création du journal *Debout*, il part faire des études de sciences politiques à l'université Notre Dame à South Bend dans l'Etat de l'Indiana aux Etats-Unis. De retour en France, il devient journaliste à *la Vie catholique illustrée*, puis rédacteur en chef de *la Dépêche marocaine* de Tanger. Il entre au *Monde* où il rejoint le service étranger en 1951, recommandé à Hubert Beuve-Méry par Georges Hourdin. Il est l'un des premiers au journal de la rue des Italiens à connaître l'Amérique de l'intérieur. Mais il en garde une image plutôt sévère, qui tient à sa sensibilité. C'est l'image de l'époque de Truman, marquée par les conflits sociaux et la ségrégation raciale. La politique américaine de *containment* (endiguement) menée en Europe, observée depuis l'Indiana peut sembler binaire voire impériale à quelqu'un d'averti de la complexité du vieux continent. Sa grande connaissance de l'Amérique du Nord amène Claude Julien à réaliser de nombreux reportages aux Etats-Unis. Il publie également plusieurs ouvrages comme *Puissance et faiblesses des syndicats américains* (1955), *l'Amérique en révolution* (1956), *le Nouveau monde* (1960) ou *l'Empire américain* (1968). Ce dernier livre connaît un grand succès, c'est son ouvrage majeur. Après avoir présenté l'histoire des Etats-Unis qu'il décrit comme un empire, il explique ce que sont d'après lui les différentes formes de leur emprise sur le monde, emprise culturelle, politique, économique, militaire. Il explique aussi le rôle et l'importance de la CIA. Selon lui, cette emprise condamne toute une partie du monde au sous-développement et à la dictature. Sa critique sévère de la puissante Amérique, est argumentée et profonde. Lors de la révolution cubaine en 1959, Claude Julien, alors envoyé spécial, est enthousiasmé par les événements. Il publie une « série » intitulée : « Cuba ou la ferveur contagieuse » dans *Le Monde* du 17 au 23 mars 1960, dans laquelle il présente une vision du régime qui paraît idéalisée avec le recul. Après la nomination d'André Fontaine comme directeur de la rédaction, il devient chef du service étranger du *Monde* en 1969. Il n'y reste que deux ans. Suite à un différend avec le rédacteur en chef, il s'éloigne une année puis revient comme rédacteur en chef du *Monde diplomatique* en 1972. Il est élu directeur du *Monde* en 1981, mais doit renoncer très vite à ce poste.

Dans ses articles sur les Etats-Unis<sup>249</sup>, généralement longs et en première page, il donne une image d'un pays plutôt ami de la France et de l'Europe de l'Ouest, mais aussi très pragmatique. Il présente une superpuissance protectrice de ses intérêts, de ceux de ses alliés et de la liberté. Pour lui, l'Amérique souhaite la paix mais elle veut de même contrecarrer l'autre superpuissance, c'est-à-dire l'Union soviétique, y compris militairement. C'est ainsi que l'Amérique s'enlise dans un long conflit régional au Vietnam. C'est un pays qui fait preuve de fermeté, mais avec lequel les relations demeurent bonnes quoi qu'il arrive. Il fournit un soutien militaire, et est généreux par l'aide qu'il apporte aux pays en reconstruction ou en développement avec le souci de contrecarrer le communisme. Il souhaite en même temps que se développent les échanges économiques internationaux. Claude Julien

---

<sup>249</sup> 10 articles de Claude Julien sélectionnés dans le corpus.

décrit un Etat dont l'économie, puissante, n'est pas au mieux de sa forme et dans laquelle l'Etat envisage d'intervenir pour améliorer la situation. Les Etats-Unis sont pour lui à la pointe de la recherche technologique et sont ouverts à la coopération scientifique. Mais ils souffrent d'un déficit d'investissement public dans l'éducation et dans la santé. Claude Julien est d'ailleurs l'un des premiers à s'en préoccuper. L'Amérique est pour lui une nation au sein de laquelle il y a d'importants troubles liés à de grandes discriminations raciales. Ces discriminations sont cependant en baisse grâce à l'action du gouvernement et de diverses initiatives. C'est un pays dont les dirigeants savent prendre des décisions courageuses, un pays dans lequel la culture française est appréciée. La place de la religion y est importante, et notamment en politique. C'est une démocratie animée, qui respecte la liberté religieuse, mais qui connaît une forte abstention et dans laquelle on peut être élu malgré des positions ouvertement racistes. C'est un pays puissant et confiant avec une armée très importante et qui se renforce encore. Claude Julien semble s'intéresser très tôt au peuple et notamment au racisme. Dans ses articles, à la différence d'André Fontaine, il paraît sévère à l'égard de la politique du gouvernement des Etats-Unis et plutôt ouvert au peuple américain<sup>250</sup>. Au sein du journal, il est l'un des principaux tenants de la tendance défavorable à l'Amérique ou à la politique américaine.

## Henri Pierre

Henri Pierre, né en 1917, est le fils d'André Pierre. Cadet de Saumur, il a participé au fameux combat retardateur contre les Allemands en 1940. Entré au *Monde* à la création du journal, il est amené par son père qui fait partie de l'équipe du *Temps*. Il succède à Maurice Ferro en 1952 comme correspondant à Washington jusqu'en 1959, puis à nouveau de 1973 à 1977. Par sa longévité à cette fonction, il marque la rubrique Etats-Unis. Il est également correspondant à Londres et à Moscou pendant une longue période. C'est un remarquable journaliste. « Je lis vos dépêches » lui dit un jour le général de Gaulle. Il se plait tellement à Washington qu'il revient y prendre sa retraite et passer ses vieux jours. A sa mort aux Etats-Unis, le *New York Times* a salué sa carrière et sa vie.

Un tiers de ses articles sur l'Amérique figure en première page<sup>251</sup>, ils sont longs pour la moitié d'entre eux. Ils donnent l'image d'un pays avec lequel la France a une vieille et profonde amitié et des liens solides malgré des périodes d'incompréhension. C'est une superpuissance résolument protectrice de l'Europe occidentale, qui veut la paix, la détente mais qui est l'alliée privilégiée du Royaume Uni. Les relations avec cette superpuissance sont bonnes bien que complexes du fait des différences d'appréciation. Henri Pierre présente un pays qui apporte un soutien militaire à l'Europe, soutien qui est l'objet de vifs débats. Pour lui, les Etats-Unis sont généreux, mais méfiants et prudents. Leur économie se porte plutôt bien, mais avec des difficultés notamment du chômage. L'Amérique connaît des conflits sociaux et raciaux violents, des discriminations raciales qui persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants pour les combattre. L'ascenseur social fonctionne pourtant bien, donnant sa chance au plus grand nombre. C'est un peuple optimiste, aux mœurs plutôt avancées, mais parfois aussi marquées, celles d'un peuple souvent puritain, extraverti, marqué par les questions communautaires et raciales. Henri Pierre décrit un pays qui aime la culture française, mais dans lequel la préservation de l'environnement n'est pas une priorité – il est l'un des premiers à évoquer ce sujet – et dans lequel la religion tient une grande place, où notamment les églises participent activement à la lutte contre le racisme. L'Amérique est pour lui une

---

<sup>250</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>251</sup> 27 articles d'Henri Pierre sélectionnés dans le corpus.

démocratie qui fonctionne bien, malgré quelques limites ou paradoxes. Des citoyens issus des minorités peuvent être élus aux plus hautes responsabilités, mais d'autres peuvent l'être aussi tout en étant ouvertement racistes. Selon lui, la puissance des services secrets américains finit par devenir une menace pour la démocratie alors que la justice s'attaque vigoureusement au communisme. Finalement, les Etats-Unis sont pour Henri Pierre un pays confiant dans ses institutions et qui les respecte. Ce pays possède une armée puissante et poursuit un gros effort d'armement<sup>252</sup>.

Jacques Fauvet

Jacques Fauvet, né en 1914, est juriste de formation. Il devient journaliste à *L'Est Républicain* en 1937. Mobilisé lors de la guerre, il est fait prisonnier et reste cinq ans dans un stalag. De ses rencontres et de ses réflexions en camps, il garde l'idée d'une autre voie possible, évitant les excès du marxisme et ceux du capitalisme. Il conserve aussi de ces années un refus de toute contrainte injustifiée qui l'amène à dénoncer toutes les répressions, quelle qu'en soit leur origine. Libéré par l'Armée rouge, il lui en reste durablement reconnaissant, gardant pour elle une certaine révérence, sans jamais devenir communiste. Rentré en France en 1945, il est embauché par Hubert Beuve-Méry au service politique du *Monde*. Historien du parti communiste, sans pour autant en être proche, il se révèle un excellent analyste de la vie politique française et s'adapte parfaitement au fonctionnement de la IV<sup>e</sup> République. Il devient chef du service politique au départ de Raymond Millet en 1948. La fiabilité de ses informations, la rigueur et la qualité de ses commentaires associés à son sens des formules, contribuent notablement à imposer *Le Monde* comme le journal français de référence. En 1958, Hubert Beuve-Méry le nomme rédacteur en chef adjoint. Il songe à lui pour sa succession aux dépens d'André Fontaine. Jacques Fauvet devient rédacteur en chef lorsqu'André Chênebenoit prend sa retraite, en 1966. Entreprenant, il accompagne de son ardeur le développement du journal. Levé tôt, bourreau de travail, il suit avec *Le Monde* l'évolution des idées et celle de la société française. C'est ainsi qu'il succède à Hubert Beuve-Méry en 1969. Pour l'heure, il est souvent le pendant politique d'André Fontaine à l'international et ils conservent durablement cette répartition des tâches, même après avoir quitté leurs fonctions de chef de service. Des deux, c'est surtout André Fontaine qui intervient sur les Etats-Unis, mais les interventions plus rares de Jacques Fauvet sur l'Amérique sont d'autant plus notables et intéressantes. Il y séjourne en 1956, avec Michel Debré, alors sénateur, pour assister à la conférence franco-américaine à Arden House, près de New York sous les auspices de la Conférence mondiale pour la paix. A cette occasion, l'ambassade des Etats-Unis se préoccupe de leurs conditions de voyage et de leur bon accueil. Dans un télégramme diplomatique américain, l'ambassade indique qu'« à l'occasion de cette visite, l'invitation de ces deux importantes personnalités à Washington et possiblement en d'autres lieux, servirait l'intérêt des Etats-Unis. Ce sont tous les deux des auteurs prolifiques dont les opinions ont un poids considérable en France. Leur voyage aux Etats-Unis et une visite à Washington lors de laquelle des entretiens appropriés pourraient être organisés pourraient servir, au net avantage des Etats-Unis, à améliorer leur compréhension des politiques américaines ». L'ambassade demande alors que des fonds soient libérés pour permettre à Michel Debré et Jacques Fauvet de voyager à Washington et en d'autres lieux si besoin ainsi que pour couvrir leurs frais quotidiens

---

<sup>252</sup> Tables statistiques, *ibid.*

pendant leur séjour<sup>253</sup>. Un télégramme suivant indique que Jacques Fauvet arrivera à New York le 23 février. Il ira dès le lendemain à Washington pour deux jours puis à la Nouvelle Orléans et dans d'autres villes du Sud pour revenir à New York le 2 mars. Il est très reconnaissant de recevoir cette bourse pour son voyage<sup>254</sup>. Jacques Fauvet est pourtant plus proche de la tendance défavorable à l'Amérique au sein du *Monde* que de la tendance opposée.

Ses articles sur les Etats-Unis sont presque toujours en première page et pour un peu plus de la moitié ils sont des éditoriaux<sup>255</sup>. Il donne de l'Amérique l'image d'un pays allié et chef de l'Occident, voire un partenaire avec lequel on négocie. C'est une superpuissance protectrice de l'Europe occidentale qui veut la paix. Mais elle doit contrecarrer les vellétés de l'autre superpuissance. Les relations avec les Etats-Unis ne sont pas toujours simples, mais elles sont préservées. Jacques Fauvet présente un pays dont les grands groupes sont très puissants et se développent dans le monde entier aux dépens des entreprises locales. Lorsqu'il évoque la santé de l'économie américaine, c'est pour parler de la crise économique qu'elle connaît alors en 1980. Il décrit un pays conservateur, dont la culture est dominante et envahissante. C'est aussi une démocratie qui sert d'exemple, sans être parfaite. Son armée est très puissante bien qu'elle n'ait pas pu vaincre au Vietnam. Il relève en 1980 que les Etats-Unis sont un pays inquiet, sur le déclin<sup>256</sup>.

Jean Knecht

Jean Knecht, né en 1912, licencié ès lettres, a été étudiant à Cambridge. Journaliste au *Matin*, il participe à la résistance pendant la guerre. A la Libération, il est un temps directeur des écoutes radiotélégraphiques au mont Valérien puis revient au journalisme comme chef du service étranger du journal *L'Epoque*. Il entre au *Monde* en 1951 comme journaliste au service étranger dont il devient le chef adjoint trois ans plus tard. Il est correspondant à Washington de 1959 à 1962 à la suite d'Henri Pierre. A son retour, il prend la responsabilité de la rubrique Etats-Unis et monde anglo-saxon jusqu'à sa retraite en 1972. Il écrit un ouvrage sur l'homme politique et ancien premier ministre britannique Anthony Eden. Il fréquente assidument les milieux diplomatiques et a une grande connaissance du monde anglo-saxon.

Dans ses articles<sup>257</sup>, pour moitié en première page, l'Amérique a l'image d'un pays allié avec lequel les relations sont bonnes mais compliquées. Il décrit un peuple tolérant, respectueux d'autrui, et qui apprécie la culture française. Pour Jean Knecht, les Etats-Unis ont une vie démocratique animée et riche. C'est un pays dans lequel les responsables de l'administration sont largement renouvelés à chaque élection présidentielle. La communication politique y a beaucoup d'importance<sup>258</sup>.

Livia Jars de Gubernatis

Madame Livia Jars de Gubernatis, dont le nom est en général abrégé en L.-J. de Gubernatis pour la signature de ses articles, se réfugie en France pendant la

---

<sup>253</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, Record Group 59, Internal Affairs-Communication, France, Newspaper and correspondent, 1950-1954, box 5951, télégramme n°1583 du 13/02/1956 de l'ambassade à Paris, signé Robert P. Joyce.

<sup>254</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, *op. cit.*, télégramme n°3748 du 20/02/1956 de l'ambassade à Paris, signé Dillon.

<sup>255</sup> 7 articles de Jacques Fauvet sélectionnés dans le corpus.

<sup>256</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>257</sup> 4 articles de Jean Knecht sélectionnés dans le corpus.

<sup>258</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



guerre où elle participe à la résistance. De retour aux Pays-Bas après la Libération, très attachée à la France, elle devient correspondante du *Monde* pour les Provinces unies de 1945 à 1961.

Dans ses articles sur les Etats-Unis<sup>259</sup>, elle donne l'image d'un pays qui a une relation forte et confiante avec l'Europe, mais aussi un pays un peu égoïste qui défend ses intérêts. Pour L.-J. de Gubernatis, l'Amérique est un Etat de droit avec de puissants contre-pouvoirs<sup>260</sup>.

Après une première décennie et l'arrivée de nombreux journalistes, la page du *Temps* semble définitivement tournée pour *Le Monde*. Et voilà que le titre paraît de nouveau, sous la forme d'un éphémère concurrent : *Le Temps de Paris*.

### **L'affaire du *Temps de Paris***

Au fil des ans, *Le Monde* ne se contente pas de survivre, il poursuit son chemin en se développant. Cela n'a rien d'évident alors que le nombre de quotidiens d'information générale ne cesse de baisser depuis la Libération. Leur nombre passe ainsi de 180 en 1947 à 123 en 1958. La baisse est proportionnellement plus forte pour les quotidiens parisiens, victimes de la crise de 1947. C'est donc une prouesse pour *Le Monde* de continuer à paraître. De plus, comme nous l'avons vu, il se développe. Le journal est une réussite et son indépendance gêne, même si par ailleurs, elle est particulièrement appréciée. Cela lui permet de devenir le journal de référence en France. L'indépendance du *Monde* gêne les partisans de l'URSS comme ceux des Etats-Unis, ou au moins ceux qui ont une vision binaire du monde. Le journal de la rue des Italiens est attaqué au Parlement par les députés communistes qui veulent le priver de quota de papier. Puis le directeur du *Monde* est attaqué de l'intérieur à son conseil d'administration. Cette série d'épisodes ne relève pas que d'un problème d'incompatibilité d'humeur entre deux administrateurs. Cependant toutes ces attaques échouent.

Une nouvelle et dernière tentative a lieu en avril 1956. Des tentatives d'intimidation auront lieu encore après, mais aucune ayant pour dessein de briser l'indépendance du *Monde*. Ces attaques se produisent toutes suivant une conjonction d'intérêts et d'opportunités qui varient au fil du temps. Le projet de recréer le journal *Le Temps* date de 1950 et connaît une longue gestation. Il est, semble-t-il, orienté dès le début contre *Le Monde* et n'a pas pour projet de créer un nouveau quotidien pour compléter l'offre existante. Un certain nombre d'hommes politiques conservateurs s'y intéressent et plus particulièrement Antoine Pinay, modéré et proche des milieux patronaux. Ceux-ci soutiennent en effet le projet et notamment Robert André, le président d'honneur d'Esso Standard France. Cette société est la filiale française de la multinationale américaine dont M. André a longtemps été le Président Directeur Général. Il est aussi président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole. Pour recréer et diriger le *Temps*, ces différents personnages choisissent Philippe Boegner, qui a lancé *Paris Match* avec Jean Prouvost en 1949<sup>261</sup>. Il est le fils du pasteur Boegner, le président de la fédération protestante de France, ce qui rappelle un peu l'ancien *Temps*. Le *Temps de Paris* est lancé le 16 avril 1956 et se présente d'emblée comme un anti-*Monde*. Des affiches publicitaires indiquent : « Les défaitistes ne lisent pas le *Temps de Paris* ». Il dispose de ressources financières immenses, peut-être un milliard de francs de fonds propres. Mais le capital de la Société Anonyme est de 400 millions

---

<sup>259</sup> 2 articles de L.-J. de Gubernatis sélectionnés dans le corpus.

<sup>260</sup> Tables statistiques, *ibid.*

<sup>261</sup> Philippe Boegner, *Presse, argent, liberté*, Fayard, 1969, 190 p.

de Francs (Le journal vaut alors 18 Frs, en 2015, il vaut 2,2€). Il bénéficie aussi d'une équipe de 200 journalistes. Le projet éditorial est hybride. Le journal se veut sérieux et élitiste, attrayant et populaire. Il est informatif avec beaucoup de texte mais aussi distrayant avec beaucoup de photographies, comme un magazine. Le produit est fort médiocre racontent Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard<sup>262</sup>. *Le Monde* ne peut à l'évidence être concurrencé par ce journal hybride et, de fait, il ne l'est pas<sup>263</sup>. La diffusion est de 400 000 le premier jour. Mais elle s'effondre très vite. 66 numéros plus tard, le 3 juillet 1956, il doit suspendre sa publication. C'est l'échec, c'est même un fiasco vu les sommes engagées et dilapidées. Hubert Beuve-Méry explique : « Un nouveau journal du soir est né mardi à Paris [...]. De toute évidence, le prix de revient du nouveau journal et son prix de vente sont sans aucun rapport. Tout se passe comme si les bailleurs de fonds faisaient eux-mêmes courir le bruit qu'une perte de 100 millions par mois pendant un an n'aurait rien qui pût les effrayer. Quels sont alors ces bailleurs, auxquels la plupart des organisations patronales sollicitées ont catégoriquement refusé leur concours, et d'où tirent-ils ces fonds ? On cite bien, outre un appareil de propagande calqué sur un homonyme américain, quelques puissantes sociétés fabriquant ou vendant du caoutchouc, des automobiles, de l'essence ou des produits alimentaires [...]. Il ne s'agit pas ici, qu'on veuille bien le croire, d'une mauvaise querelle, mais de principes essentiels. La liberté de la presse exige qu'il soit permis de fonder de nouvelles entreprises, et il est bien évident que de telles fondations sont devenues impossibles sans la mobilisation de gros capitaux. Encore faut-il que l'origine de ces capitaux soit clairement connue. Un grand quotidien est déjà et sera de plus en plus une grande entreprise industrielle et commerciale. Mais il n'est pas, ne doit pas, ne peut pas n'être que cela. Informer un homme, lui fournir les éléments d'une conviction et d'un jugement, est tout autre chose que lui procurer un chapeau ou une paire de chaussures. C'est pourquoi une législation spéciale restreint ici les facilités données aux sociétés anonymes, impose que les bailleurs de fonds soient de nationalité française et interdit sévèrement (en principe, sinon en fait) toute opération de prête-nom »<sup>264</sup>.

Reste la question : les Etats-Unis ont-ils financé cette opération ? Certains, comme Jacques Thibau disent que c'est le cas<sup>265</sup>. Quelle pouvait-être leur motivation ? Pour Frances Stonor Saunders, « l'un des principaux objectifs de la politique américaine de la guerre froide était de mettre en question la base intellectuelle du neutralisme »<sup>266</sup>. Mais Volker Berghahn, qui s'est penché sur l'action des Etats-Unis en Europe lors de la guerre froide intellectuelle, explique que « la guerre froide contre l'Est avait été gagnée en termes intellectuels pour l'essentiel dès la fin de la première moitié des années cinquante »<sup>267</sup>. Une action en 1956 n'était donc plus nécessaire et moins probable.

Mais si tel fut le cas, comment intervint-elle ? Mme Stonor Saunders explique que « pendant la période de la guerre froide en particulier, la politique étrangère américaine était partagée entre les départements gouvernementaux et une sorte de consortium de personnalités et institutions quasi gouvernementales indépendantes. [...] L'utilisation des fondations philanthropiques, notamment, était le moyen le plus

<sup>262</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*, *op.cit.*, pp. 168-198.

<sup>263</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral, Fernand Terron, *Histoire générale de la presse française, T.4, 1940 à 1958*. Paris, P.U.F., 1975, p.429.

<sup>264</sup> Hubert Beuve-Méry, « La presse ... d'industrie ? », *Le Monde*, 19/04/1956.

<sup>265</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, *op.cit.*, p. 287.

<sup>266</sup> Frances Stonor Saunders, *The cultural Cold war : the CIA and the word of arts and letters*. *op.cit.*, p. 100.

<sup>267</sup> Volker R.Berghahn, *America and the intellectual Cold War in Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2001, p. 287.

pratique pour passer de grosses sommes d'argent et financer les projets de la CIA sans alerter les bénéficiaires sur leur source. Au milieu des années cinquante, l'intrusion de la CIA dans le domaine des fondations était massive »<sup>268</sup>. On peut élargir le cas des fondations à quelques autres organisations américaines comme le syndicat AFL-CIO pour le soutien à un syndicat français, très probablement à certaines grandes multinationales américaines et à nombre « de personnalités fortunées qui souhaitaient rendre service au gouvernement »<sup>269</sup>. Des liens entre ces personnes, les organisations privées et la CIA, résulte une sorte de privatisation partielle de la politique étrangère américaine pendant ces années de guerre froide. Mais si plusieurs indices donnent à penser que les Etats-Unis sont intervenus en faveur de la création du *Temps de Paris*, s'ils ont soutenu une tentative de déstabilisation du *Monde*, les preuves manquent à ce jour. Margaret Biddle, milliardaire américaine, mêlée semble-t-il à l'affaire, aurait pu servir d'intermédiaire financier<sup>270</sup>, mais cela reste à établir. Serge Sheer, PDG de la Standard Oil au moment des faits, a démenti toute participation de l'entreprise au projet de résurrection du *Temps*, indiquant que Robert André avait agi uniquement en son nom personnel<sup>271</sup>.

Ainsi, malgré maintes péripéties et en dépit de toutes ses prévisions, Hubert Beuve-Méry a réussi avec son équipe à faire du *Monde*, le journal français de référence. L'ambassade américaine et plus largement l'administration Eisenhower, ont fini par le reconnaître comme tel.

## **22 Ike et la détente**

Le président des Etats-Unis qui succède à Harry Truman est porté par sa réputation de fin diplomate. Héros de la libération de la France, son investiture marque la baisse des tensions entre les deux blocs que l'on nomme la détente.

### **Dwight D. Eisenhower et la détente**

Dwight David Eisenhower, surnommé Ike, est élu 34<sup>ème</sup> président des Etats-Unis le 4 novembre 1952. Il prend ses fonctions le 20 janvier 1953. Il n'est pas un inconnu pour les Français contrairement à son prédécesseur Truman qu'ils découvrent un beau matin à la mort de Roosevelt. En effet, c'est Eisenhower qui est commandant en chef des forces alliées en novembre 1942 lors du débarquement en Afrique du Nord. Il entreprend ensuite la campagne de Sicile puis celle d'Italie continentale. Mais surtout, c'est lui qui est commandant en chef allié (en Europe occidentale) du débarquement en Normandie le 6 juin 1944, jusqu'à la capitulation de l'Allemagne. C'est donc lui le libérateur de la France. En tant que commandant en chef, il manifeste un réel talent de diplomate et de négociateur pragmatique. Il réussit à concilier les points de vue de tous les généraux en chef alliés aux caractères parfois bien trempés. Il sait ainsi accorder au général de Gaulle l'abandon du projet d'administration militaire américaine en France, l'AMGOT. Il accepte aussi la

---

<sup>268</sup> Frances Stonor Saunders, *The cultural Cold war : the CIA and the word of arts and letters, op.cit.*, pp. 139-155.

<sup>269</sup> Frances Stonor Saunders, *ibid.*

<sup>270</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste, op.cit.*, p. 179.

<sup>271</sup> *Mise au point, Informations économiques*, bulletin mensuel intérieur d'Esso Standard, 20/04/1956.

libération de Paris par une unité française, la 2<sup>ème</sup> Division Blindée du général Leclerc, ce qui ne figurait pas dans les plans initiaux. Après-guerre, il est nommé Commandant suprême de l'OTAN en 1950. C'est donc un homme connu et apprécié en France, que les Américains élisent comme président. Il est aussi estimé dans son pays, où il est approché tant par les Républicains que par les Démocrates. Il n'est pourtant pas un naïf, mais un habile politique qui sait être ferme si besoin. Ike est réélu en 1956.

Le 5 mars 1953, peu après l'accession au pouvoir du président Eisenhower, Staline meurt. Tout en ayant une approche de fermeté, Ike engage son pays dans la détente. Le 16 avril suivant, il lance un appel à la paix à l'URSS. D'ailleurs, le 9 avril 1953, Sirius écrit un éditorial intitulé : « L'espoir renaît... : depuis ce jour d'octobre 1947 où l'Occident apprit la naissance du Kominform et l'entrée en lice du camp anti-impérialiste et démocratique contre l'impérialisme américain et contre ses alliés anglais et français, il est bien peu d'évènements qui ne nous aient engagés un peu plus avant dans les sentiers de la guerre. [...] Déjà les moins résignés en étaient réduits à ne plus attendre le salut que d'un miracle venant bloquer l'engrenage in extremis. Et voici qu'à défaut de miracle surgissent en série des faits nouveaux que nul diplomate ou journaliste ne se risquait jusqu'à tenir pour probables ni même pour possibles. Tout se passe comme si brusquement les maîtres du Kremlin avaient changé leurs fusils d'épaulé. Il ne s'agit plus cette fois de simples déclarations de principe à l'usage des naïfs ou des complices ni de congrès internationaux plus ou moins préfabriqués. Dans la presse comme dans les réunions diplomatiques les insultes font place à la courtoisie, les menaces à un apparent bon vouloir. Mais voici mieux : le nouveau gouvernement soviétique pose déjà des actes qui l'engagent profondément et sur lesquels il ne lui est plus possible de revenir. [...] En prenant une fois de plus l'initiative, les Russes ont jeté quelque désarroi dans le camp occidental, particulièrement aux Etats-Unis. Un instant désarçonnés, les prédicateurs de la croisade s'efforcent de tenir leurs troupes en haleine en lançant de nouveaux mots d'ordre. Pour eux, les gestes soviétiques ne sont qu'une manœuvre perfide destinée à isoler l'Amérique en détachant d'elle des alliés abusés par le mirage de la paix [...]. Le risque, il serait malhonnête de le nier, existe, et aucun homme d'Etat occidental n'a le droit de l'ignorer avant d'agir. Mais de là à penser que les risques de guerre puissent être préférables à ceux de la paix ! [...] Par bonheur, il n'est guère d'homme d'Etat aux Etats-Unis pour tenir des raisonnements aussi absurdes. L'espoir se fonde de ce côté sur l'aspiration naturelle du peuple américain au retour et au maintien de la paix et sur la ferme sagesse du président Eisenhower. Exception faite des poussées démagogiques de la campagne électorale, Ike a généralement fait preuve de modération et d'honnêteté. La fermeté qu'il a montrée récemment en préservant des atteintes du sénateur Mac Carthy, M. Charles Bohlen (à vrai dire peu suspect de complaisance excessive pour Moscou) montre qu'il ne se laisse pas gagner par l'hystérie anticomuniste. Connaissant mieux que d'autres le prix et les hasards de la guerre, ce militaire devrait pouvoir admettre et faire comprendre à tous que s'il fallait absolument dépenser des milliers de milliards pour prévenir une catastrophe, mieux vaudrait encore les affecter à faire vivre les hommes qu'à les massacrer »<sup>272</sup>.

Le 27 juillet, un armistice est signé en Corée. Puis l'année suivante, Eisenhower refuse d'engager son pays aux côtés de la France en Indochine. Le 25 février 1956, Nikita Khrouchtchev, le successeur de Staline, remet son rapport au XX<sup>ème</sup> congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Cela amorçe la critique de l'ère stalinienne et le Kominform est dissout le 17 avril suivant.

---

<sup>272</sup> Sirius, « L'espoir renaît... », *Le Monde*, 09/04/1953.

Mais à côté de ces gestes de détente, des tensions demeurent. Le 12 août 1952 explose la première bombe H soviétique permettant à l'URSS de rattraper son retard nucléaire qualitatif sur les Etats-Unis. C'est l'époque du maccarthysme aux Etats-Unis. Le 14 mai 1955, le pacte de Varsovie est signé entre l'URSS et ses pays satellites, en réplique à l'OTAN. Le 4 novembre 1956, l'Armée rouge envahit la Hongrie sans réaction autre que verbale de Washington ou de l'OTAN. Le 4 octobre 1957 est lancé le premier satellite Spoutnik par l'URSS, ce qui constitue un véritable défi technologique et politique pour les Etats-Unis. Enfin, le 1<sup>er</sup> mai 1960, un avion espion américain est abattu au-dessus de l'URSS. Khrouchtchev quitte spectaculairement le sommet de Paris le 16 mai, après avoir sommé Eisenhower de présenter des excuses, refusées par ce dernier.

Les relations entre la France et les Etats-Unis varient au gré des événements. Peu après l'accession d'Eisenhower au pouvoir, le 7 mai 1954, le camp retranché français de Dien Bien Phu chute. Pierre Mendès France devient alors président du Conseil. Il signe les accords de paix à Genève le 20 juillet qui accordent l'indépendance à l'Indochine et entraînent la partition du Vietnam. Cependant la paix ne revient pas pour la France et son armée. Mendès France accorde, sans trop d'opposition, l'autonomie qui mène la Tunisie à l'indépendance. Il évite ainsi que les troubles récemment apparus ne dégénèrent. Mais le 1<sup>er</sup> novembre 1954 commence l'insurrection algérienne. Peu avant, le 30 août, l'Assemblée Nationale a rejeté la Communauté Européenne de Défense à la grande déception des Américains. Pourtant Mendès France est apprécié à Washington où il se rend en visite officielle en novembre. André Fontaine explique à cette occasion que « Le président du conseil a maintenant définitivement achevé de vaincre les méfiances américaines [...]. En outre les spécialistes européens du département d'Etat sont d'accord pour reconnaître la valeur personnelle et l'efficacité de M. Mendès-France »<sup>273</sup>. Etant donné les circonstances, il n'a guère d'autre choix que d'accepter le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest. Celle-ci intègre ensuite l'OTAN le 6 mai 1955. Entre temps, l'intermède Mendès France s'est terminé par la chute de son ministère le 6 février. Il emporte avec lui les derniers espoirs de Beuve-Méry et de bien d'autres en la IV<sup>e</sup> République. Pierre Mendès France aura cependant beaucoup marqué la relation franco-américaine. En effet, avec lui, la France a commencé à s'émanciper de son banquier qui l'a maintenue tant d'années sous la perfusion des dollars de l'aide Marshall puis de l'aide militaire. Le 5 novembre 1956 ont lieu les ultimatums soviétique et américain suite à l'expédition franco-britannique de Suez. Ils marquent l'affirmation du leadership américain et l'affaiblissement définitif des deux grands anciens empires coloniaux aux yeux du monde. Ces derniers ne s'en remettront pas. En France, les gouvernements de la IV<sup>ème</sup> république sont de plus en plus faibles, jusqu'à l'investiture de Charles de Gaulle le 1<sup>er</sup> juin 1958. Pourtant l'Europe se construit peu à peu ce qui intéresse et inquiète en même temps les Américains. La Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier se met en place le 10 février 1953, et malgré l'épisode malheureux de la Communauté Européenne de Défense, le traité de Rome créant la Communauté Economique Européenne est signé le 25 mars 1957. Pendant ce temps, le 18 avril 1955 a lieu la conférence de Bandoeng qui réunit les pays non alignés selon un principe dont a rêvé Hubert Beuve-Méry. Les ambassadeurs d'Eisenhower

Peu après son accession au pouvoir, Eisenhower nomme C. Douglas Dillon ambassadeur à Paris, suivant les conseils de son secrétaire d'Etat, John Foster Dulles. Dillon était directeur de la banque éponyme. Un court article du *Monde*

---

<sup>273</sup> André Fontaine, « M. Mendès France achève ses entretiens avec M. Dulles dans un climat de confiance mutuelle », *Le Monde*, 22/11/1954.

raconte son arrivée en France et remarque : « Très jeune d'allure, l'ambassadeur présente tous les traits de l'Américain type : haute taille, yeux bleus, sourire bienveillant et inlassable »<sup>274</sup>. Voilà un stéréotype d'une Amérique *White Anglo-Saxon Protestant* (blanche anglo-saxonne protestante) qui est étonnant dans le journal de Beuve-Méry, même en 1953. Il est vrai que la population américaine est alors d'origine européenne à 90%.

Henri Pierre présente C. Douglas Dillon suite à un entretien à Washington avec lui : « Banquier, fils de banquier, l'Ambassadeur Dillon a fait toute sa carrière dans la fameuse banque d'affaires de son père. En 1946, il devient président de Dillon Read, puis il se lance dans la politique, s'affirmant comme un actif *supporter* d'Eisenhower [...]. Cela ne vous semblera pas original, mais j'aime la France et les Français, déclare C. Douglas Dillon. Pour tous les Américains, la France reste le pays guide. Son rôle est capital matériellement et spirituellement. Nous avons tous apprécié à leur juste valeur les efforts faits par la France au cours de ces dernières années pour promouvoir une Europe unie. Vous avez montré la voie, nous espérons que vous continuerez dans cette direction [...]. Il existe incontestablement entre les deux pays des malentendus, ce qui arrive inévitablement entre amis »<sup>275</sup>. Douglas Dillon fait partie de ces nombreux diplomates américains, passés à l'ambassade à Paris, qui ont aimé la France et ont fourni un important contingent de francophiles au Département d'Etat. Leur rôle fut non négligeable en tant qu'avocats de l'Hexagone. André Fontaine relève, suite à un discours très favorable à la France de l'ambassadeur : « M. Dillon, depuis son arrivée à Paris il y a trois ans, a donné de multiples preuves de son amitié pour nous et de sa compréhension de nos problèmes. Son discours d'aujourd'hui n'étonne donc pas de sa part. Mais on imagine sans peine les résistances qu'il a dû vaincre à Washington pour pouvoir le prononcer »<sup>276</sup>. Douglas Dillon quitte la France le 1<sup>er</sup> février 1957 et devient ensuite, sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques puis aux affaires étrangères l'année suivante. *Le Monde* lui consacre 8 articles en tant qu'ambassadeur américain, ce qui est le record pour ce poste, ex aequo avec James Gavin. Toutefois, c'est pendant son mandat que se déroulent les différentes affaires qui mettent en péril l'indépendance du *Monde*, sans parler du rapport Fechteler.

Amory Houghton qui lui succède est également un chef d'entreprise, PDG de la société Corning Glass Works, l'un des principaux groupes verriers de la planète. *Le Monde* rapporte, ce qui est rare, la cérémonie de remise des lettres de créance de l'ambassadeur à René Coty : « Le Président de la République a déclaré : je salue avec la plus chaleureuse sympathie celui qui nous est envoyé comme ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire par le glorieux président Eisenhower dont le nom est et restera gravé dans le cœur des Français parce que jamais, ici, nous n'oublierons que c'est lui qui a conduit les armées américaines et les armées alliées à la libération de la France et de l'Europe. Puis le Président de la République, évoquant la prochaine visite qu'il doit faire en Amérique, a ajouté : je suis sûr, comme vous, que cette visite qui coïncidera avec le deuxième centenaire de La Fayette, et aussi le quarantième anniversaire de l'entrée en guerre des Etats-Unis et de l'arrivée en France du général Pershing, contribuera à renforcer et à rajeunir cette amitié franco-américaine qui est vieille de près de deux siècles et que ne sauraient altérer profondément des divergences de vues qui sont souvent inévitables entre

---

<sup>274</sup> « M. Dillon, nouvel ambassadeur des Etats-Unis est arrivé ce matin à Paris », *Le Monde*, 09/03/1953.

<sup>275</sup> Henri Pierre, « Nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M.Dillon nous déclare », *Le Monde*, 24/02/1953.

<sup>276</sup> André Fontaine, « La politique Française en Afrique du Nord a l'appui total des Etats-Unis déclare M. Douglas Dillon », *Le Monde*, 21/03/1953.

amis et que nous devons, avec le même esprit de compréhension, travailler à aplanir »<sup>277</sup>. L'ambassadeur Houghton restera à Paris jusqu'à la fin du second mandat d'Ike.

Nombre d'ambassadeurs et une bonne partie du personnel du Département d'Etat gardent un mauvais souvenir de cette époque à cause d'un triste épisode qui les touche directement et qui porte le nom de son instigateur, le maccarthysme.

## **Le maccarthysme**

Le premier mandat du très diplomate et consensuel président Eisenhower est aussi l'époque d'un épisode très sombre et décrié de l'histoire américaine, notamment dans *Le Monde* : le maccarthysme.

Joseph Mac Carthy est un homme politique américain. Il est sénateur de l'Etat du Wisconsin de 1947 à 1957. Mac Carthy est célèbre pour avoir lancé une campagne de dénonciation de la présence massive d'espions communistes au sein de l'administration américaine. Cette campagne démarre par un discours, le 9 février 1950, devant le Club des Femmes Républicaines de Wheeling, en Virginie occidentale. Joseph Mac Carthy prétend détenir une liste d'espions communistes au Département d'Etat. Alors qu'il n'est guère connu au-delà de son Etat d'élection, cette déclaration rencontre un immense succès notamment au travers des médias. Il réitère ses accusations tout en les modifiant, les adaptant selon son auditoire. Il est nommé président du sous-comité sénatorial d'enquête permanent chargé d'enquêter sur le sujet. Il poursuit ses accusations, jusqu'à inclure parmi ses cibles, le Général Marshall, et de nombreux hauts responsables de l'administration américaine et de ses agences y compris de la CIA. Les responsables politiques américains évitent longtemps toute confrontation directe avec lui à commencer par Eisenhower. Finalement, les mises en cause de Mac Carthy et de son équipe vont si loin qu'elles finissent par se retourner contre lui. Petit à petit, il perd ses soutiens jusqu'au jour où, le 2 décembre 1954, il est censuré par le Sénat par 67 voix contre 22. Ce dernier vote un blâme contre Mac Carthy et lui retire la présidence du sous-comité d'enquête. Il sombre ensuite dans l'alcoolisme et meurt en 1957 à 49 ans. Il a cependant des funérailles officielles qui attirent une foule nombreuse, montrant ainsi que ses idées, si elles ont perdu en importance, n'ont pas entièrement disparu pour autant.

*Le Monde* évoque régulièrement le maccarthysme pendant les années cinquante. Par la plume d'Henri Pierre, il relate le début de la fin du sénateur. Ainsi le 28 septembre 1954, le Sénat des Etats-Unis finit par s'opposer à lui alors que cette assemblée était sa tribune voire son arme : « A l'unanimité, les six membres (trois démocrates et trois républicains) de la commission spéciale du Sénat ont décidé de recommander une motion de censure contre le sénateur Mac Carthy. Le vote sur la motion de censure n'aura lieu que le 8 novembre, après les élections, conformément à la décision prise par l'état-major républicain. Quelle que soit la décision définitive du Sénat, le rapport de la commission Watkins est certainement le coup le plus sévère porté à Mac Carthy. Le sénateur du Wisconsin a en effet été jugé par ses pairs, et la condamnation n'en a que plus de poids. A tout moment l'austère président Watkins, un mormon solennel de l'Utah, mena les débats avec une sobre impartialité, selon une procédure rappelant beaucoup plus celle des cours de justice que le tumulte et les passions des commissions du Congrès. Alors que le différend entre l'armée et Mac Carthy s'était terminé dans la confusion, provoquant des conclusions contradictoires de la part des membres de la commission d'enquête, il s'agit cette fois

---

<sup>277</sup> « M. Amory Houghton a remis ses lettres de créance à M. René Coty », *Le Monde*, 18/04/1957.

d'une recommandation unanime et bipartite qui tient compte de la dignité, de l'honneur et de l'autorité du Sénat. Le fait même que la commission Watkins ait fait preuve de prudence et de réserve, accordant par exemple le bénéfice du doute au sénateur dans l'affaire des documents confidentiels parvenus entre ses mains, achève d'acculer Mac Carthy à la défensive. Que le maccarthysme reste une force dans le pays n'est cependant pas douteux »<sup>278</sup>.

Joseph Mac Carthy donne son nom, le maccarthysme, à cette « hystérie anticommuniste » comme la qualifie Sirius<sup>279</sup>, aussi appelée *red scare* (peur rouge) qui submerge une bonne partie du peuple américain de 1950 à 1954. Elle dépasse amplement le personnage ambitieux et sans démarche vraiment construite. Le maccarthysme correspond à l'air du temps, ce qui explique son immense résonance au sein de la société américaine. Cette hystérie collective est aussi largement attisée par d'autres que Mac Carthy, et est utilisée aussi par les républicains pour combattre les démocrates. De sorte que si le sénateur du Wisconsin donne son nom à cet épisode de l'histoire américaine, il en est vraisemblablement davantage le révélateur que la cause. Le FBI ainsi que la commission d'enquête de la chambre des représentants sur les activités anti-américaines, qui n'est pas du ressort de Mac Carthy, sont très impliqués dans cette chasse aux sorcières, notamment vis-à-vis d'Hollywood. Ils le sont même davantage que le sous-comité sénatorial d'enquête permanent de Mac Carthy. De 1947 à 1953, c'est-à-dire pendant la période stalinienne de la guerre froide, des enquêtes approfondies sont menées vis-à-vis d'environ 26 000 employés des administrations fédérales, pour quelques centaines de révocations, une large partie pour des raisons n'ayant rien à voir avec l'accusation d'espionnage<sup>280</sup>. Il reste que le maccarthysme a un immense retentissement dans le monde et notamment dans un pays comme la France dans lequel cet accès d'anticommunisme primaire choque profondément. Le journal de la rue des Italiens n'est pas le dernier à s'en émouvoir. Le maccarthysme est une aubaine pour le Kominform et la propagande soviétique. Il est vrai cependant qu'il correspond à une période de forte activité de l'espionnage soviétique aux Etats-Unis et que les personnalités mises en cause ne sont pas toutes innocentes. Pour André Kaspi, le maccarthysme, c'est « la réaction des Américains à l'intensité de la guerre froide »<sup>281</sup>. Le jugement médiatique puis l'exécution d'un couple accusé d'espionnage en est l'un des symboles.

## **L'exécution des Rosenberg et le départ de Maurice Ferro**

Le 19 juin 1953, l'exécution de Julius et Ethel Rosenberg marque l'apogée du maccarthysme. Tous les deux communistes, ils ont été arrêtés à l'été 1950 sous l'accusation d'espionnage en faveur de l'URSS. Leur procès intervient à une époque où l'Amérique n'est pas exemplaire en matière d'antisémitisme – les époux Rosenberg sont juifs – et la fièvre anticommuniste maccarthyste est à son plus haut niveau. Le nucléaire, objet de leur activité d'espionnage supposée, est un sujet très sensible au moment où les Etats-Unis viennent de perdre leur exclusivité atomique (bombe A – fission en 1949 puis bombe H – fusion en 1952) et leur suprématie absolue. A la fin de leur procès pour espionnage, alors qu'ils ont toujours clamé leur innocence, la condamnation à mort des époux Rosenberg attire des appels internationaux à la clémence, depuis Mauriac jusqu'au Pape. Une campagne très

---

<sup>278</sup> Henri Pierre, « La commission d'enquête recommande une motion de censure contre le sénateur McCarthy », *Le Monde*, 29/09/1954.

<sup>279</sup> Sirius, « L'espoir renaît », *Le Monde*, 09/04/1953.

<sup>280</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 422.

<sup>281</sup> André Kaspi, *ibid.*, p. 426.



médiatisée prend forme, parlant d'un complot et d'une erreur judiciaire. C'est un sujet de propagande tout choisi pour le Kominform. *Le Monde* réagit vivement face à cette affaire. Comme l'explique Jean Planchais dans le journal : « Les Etats-Unis étaient une vraie démocratie, par conséquent ils étaient d'autant plus coupables quand ils ne respectaient pas la justice. *Le Monde* a été un peu loin dans l'affaire Rosenberg. Nous étions parmi ceux qui défendaient les Rosenberg au nom de la justice. On ne croyait pas en leur culpabilité. Mais on était d'autant plus porté à faire des reproches aux Américains, avec qui on pouvait parler, qu'ils étaient une vraie démocratie. Il est certain que nous avons condamné et recondamné les procès de Moscou, les procès de Prague, etc... C'était logique, c'était normal »<sup>282</sup>. Sirius consacre au procès des Rosenberg un éditorial intitulé « Une victoire de Staline ? » : « Il est à craindre que la condamnation et, si rien ne vient les sauver, l'exécution des époux Rosenberg ne comptent finalement au nombre des victoires gratuitement offertes à Staline. Sans reprendre en détail les données toujours complexes d'un procès d'espionnage, qu'il suffise de rappeler sur quoi peut se fonder la résistance des consciences libres. En premier lieu les dépositions ou accusations qui l'ont emporté sur les dénégations des époux Rosenberg sont loin d'être convaincantes. Un savant auquel ses recherches atomiques ont mérité le prix Nobel, et dont le nom figurait sur la liste des cent deux témoins que l'accusation s'était réservé le droit de citer, M. Harold C. Urey, a tenu à faire connaître ses doutes en adressant au *New York Times* une déclaration que celui-ci – notons-le à l'honneur de la presse américaine – a aussitôt publiée. Mais ces doutes, qui laissent matière à discussion quand il s'agit du bien-fondé de l'accusation, font place à la certitude quand il s'agit de la détermination de la peine. [...] Comment admettre le bien-fondé d'une double condamnation à la chaise électrique quand le principal accusateur et sa femme sont aussi les principaux bénéficiaires de cette accusation ? C'est ici qu'interviennent les passions collectives. Sinon comment expliquer ces diatribes du juge qui auraient déjà paru excessives dans la bouche d'un procureur, cette réserve du président Truman à se charger et à charger son parti d'une mesure de grâce dans laquelle on n'aurait pas manqué de voir quelque complaisance pour Moscou ? [...] Washington et Moscou ne peuvent cependant être renvoyés dos à dos. Coupables ou non, les Rosenberg auront pu jusqu'à la dernière seconde affirmer leur innocence. A Moscou ils auraient complaisamment énuméré leurs crimes, et leurs enfants eux-mêmes auraient peut-être appelé sur eux le juste châtement que le peuple doit à ceux qui le trahissent. La dernière instance de la liberté, celle qui permet au supplicié de condamner ses juges et de faire trembler la main du bourreau, ne leur aura pas été refusée. Il reste que l'adversaire peut se réjouir de la nouvelle contradiction qui est apparue au sein du monde occidental. Une fois de plus les fins sont sacrifiées aux moyens, et les raisons profondes du combat à celles d'une illusoire efficacité. L'exécution des Rosenberg effraierait sans doute quelques timides candidats à l'espionnage. Mais si après une procédure aussi longue et aussi solennelle elle laissait un doute et une inquiétude graves au cœur des défenseurs les plus résolus de la liberté et de la dignité humaine, Staline pourrait à bon droit se flatter lui aussi d'une nouvelle victoire »<sup>283</sup>.

La culpabilité de Julius Rosenberg ne laisse plus aucun doute aujourd'hui, suite notamment à l'ouverture des archives soviétiques, au début des années quatre-vingt-dix, peu après la chute de l'URSS. De même, l'innocence de son épouse est considérée comme hautement improbable<sup>284</sup>.

---

<sup>282</sup> Entretien avec Jean Planchais, *op.cit.*

<sup>283</sup> Sirius, « Une victoire de Staline », *Le Monde*, 23/02/1953.

<sup>284</sup> Stéphane Courtois, « La vérité sur l'affaire Rosenberg », *L'histoire* N°279, septembre 2003, p. 20.

L'affaire du procès et de l'exécution des Rosenberg s'achève par le départ de Maurice Ferro. Il est un peu comme un amant déçu. Il part le cœur lourd. Il quitte un journal dont les critiques et notamment celles de son directeur, sont somme toute sévères vis-à-vis de l'allié américain, malgré le ton balancé et la présentation des arguments et des contre-arguments. Il marque aussi la fin de cette première décennie, relativement artisanale, où se côtoient dans un joyeux et heureux mélange les anciens du *Temps* et les nouveaux recrutés par Sirius. Mais alors que commence la deuxième décennie, les premiers se font rares, alors que les seconds suivent globalement la ligne directoriale. C'est aussi un moment charnière, car dans la seconde moitié des années cinquante, *Le Monde* tend à moins s'opposer à la politique américaine. Peut-être retrouve-t-il aussi un peu d'espace pour exprimer un point de vue nuancé, différent des deux courants de pensée dominants, à mesure que la détente fait son chemin entre les deux grands. Ces derniers ne laissent pourtant guère de place aux puissances européennes qui sont humiliées lors de la crise de Suez.

### La crise de Suez

Le 26 juillet 1956, dans un discours fameux à Alexandrie, le président égyptien, Gamal Abdel Nasser annonce la nationalisation du canal de Suez. Ce dernier, dont la construction a pris près de 10 ans est ouvert en 1869 à la navigation. Il est construit et exploité par une entreprise concessionnaire de droit français, la compagnie du canal de Suez. Suite au rachat des parts de l'Égypte, la concession du canal est détenue conjointement par la France et la Grande Bretagne. Elle est un symbole de la domination européenne sur le monde d'autant que Suez est un point de passage essentiel pour le trafic maritime entre l'Asie et l'Europe.

La nationalisation du canal par l'Égypte a par conséquent un caractère symbolique qui n'échappe alors à personne. *Le Monde* explique : « Annoncée hier jeudi par le colonel Nasser au milieu des cris d'une foule hystérique, la décision du gouvernement du Caire de nationaliser le canal de Suez a provoqué partout dans le monde une intense émotion. Les chancelleries occidentales sont entrées immédiatement en consultation »<sup>285</sup>. L'émotion a effectivement pris le dessus en France comme au Royaume Uni, les réactions sont passionnées, véhémentes et guerrières. Claude Serreuilles écrit un article intitulé : « Ultimatum à Nasser : Hitler a reconnu lui-même, après coup, que si le 6 mars 1936 quelques divisions françaises avaient franchi le pont de Kehl, la réoccupation de la rive gauche du Rhin par ses troupes aurait été stoppée et que son régime n'aurait pas survécu [...]. Nasser répète aujourd'hui, trait pour trait, le coup de bluff du 6 mars 1936 »<sup>286</sup>. Pourtant les circonstances sont bien différentes et surtout les rapports de force dans le monde ont bien changé. La France et la Grande Bretagne décident d'intervenir militairement, ce qu'elles font le 31 octobre 1956. Mais l'opération est stoppée nette au bout de sept jours, alors qu'un cessez le feu est accepté par les belligérants. Si militairement, l'opération est indéniablement à l'avantage des franco-britanniques, politiquement il en est tout autrement. Le prestige de Nasser aux yeux des Égyptiens, des Arabes en général et du reste du monde sort considérablement renforcé de l'affaire. A l'inverse, comme l'explique Alfred Fabre-Luce : « Malheureusement pour notre prestige, [...] notre décision de cessez-le-feu a fâcheusement succédé à des injonctions américaine et soviétique »<sup>287</sup>.

---

<sup>285</sup> « La tension monte entre Le Caire et les capitales occidentales », *Le Monde*, 28/07/1956.

<sup>286</sup> Claude Serreuilles, « Ultimatum à Nasser », *Le Monde*, 31/07/1956.

<sup>287</sup> Alfred Fabre-Luce, « Enseignements de la crise », *Le Monde*, 09/11/1956.

La France et la Grande Bretagne apprennent alors à leurs dépens qu'elles ne sont plus que des puissances moyennes et que leur place dans le monde dépend de la place que le grand frère américain veut bien leur accorder. La brièveté de l'épisode de Suez ne remet pas vraiment en question la protection américaine. Mais il marque une rupture en ce sens qu'il confirme durablement le leadership des Etats-Unis à l'Ouest et la disparition de la France et de la Grande Bretagne en tant que grandes puissances autonomes dans un monde bipolaire. André Fontaine l'explique dans un article au titre éloquent : « Les petits Grands et les vrais : à beaucoup de signes la France et la Grande-Bretagne apparaissent comme les grands perdants de ces derniers jours. Elles avaient eu des velléités d'indépendance, s'étaient imaginées qu'il leur était possible d'agir sans l'accord et même à l'insu des Etats-Unis, et de s'attaquer à un homme qui avait la protection de l'U.R.S.S. [...]. De cette opération le bilan apparaît bien négatif en regard du succès militaire que constitue la destruction partielle de l'appareil militaire égyptien [...]. La France et l'Angleterre, qui se sont réveillées un beau matin face au colosse russe sans être sûres de l'appui des Etats-Unis, [vont maintenant] regagner bien sagement la classe atlantique, renonçant à toute idée d'école buissonnière en Méditerranée orientale »<sup>288</sup>. Cet épisode est vécu comme une humiliation par beaucoup dans les deux vieilles nations, et en particulier par Hubert Beuve-Méry<sup>289</sup>. Par la suite la Grande Bretagne privilégie l'alliance avec les Etats-Unis en espérant pouvoir les influencer et la France préfère rechercher son autonomie, toutes deux avec un succès bien incertain. Le grand frère américain entend bien rester maître de sa politique étrangère, de son destin et de celui du monde occidental, même s'il demeure encore lointain.

### **23 Le grand frère encore lointain**

L'Amérique est devenue indissociable de l'histoire de France. Ce pays est comme un grand frère qui veille sur l'Hexagone, mais il demeure éloigné par bien des aspects. *Le Monde* lui consacre cependant beaucoup de place.

#### **La couverture des Etats-Unis par *Le Monde* demeure très importante**

De 1953 à 1960, les articles concernant les Etats-Unis sont de 28,9% moins nombreux que la moyenne<sup>290</sup>. Ils sont moins nombreux qu'au cours de la période précédente, alors que *Le Monde* épaissit peu à peu. Cela implique que le journal se consacre et s'intéresse proportionnellement un peu moins à l'Amérique. C'est un effet de la détente. C'est aussi la conséquence des guerres d'Indochine et d'Algérie dont la couverture par le journal de la rue des Italiens absorbe beaucoup d'espace rédactionnel et de moyens. En effet, « au cours des huit années que dure la guerre d'Algérie, une partie de la presse contribue à l'évolution de l'opinion publique française. *Le Monde* occupe pendant cette période une place privilégiée »<sup>291</sup>. De plus, l'élection présidentielle américaine de 1956 ne présente pas de grand enjeu tant la réélection d'Eisenhower ne fait pas de doute. En revanche, l'année 1960, qui est celle de l'élection de Kennedy, connaît une forte progression de la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* et notamment la période électorale.

---

<sup>288</sup> André Fontaine, « Les petits Grands et les vrais », *Le Monde*, 17/11/1956.

<sup>289</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, *op.cit.*

<sup>290</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

<sup>291</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 147-148

Le nombre d'articles traitant des Etats-Unis en première page est important puisqu'il représente le double de la moyenne. Cela indique que si *Le Monde* évoque moins les Etats-Unis, les sujets les concernant restent prioritaires et importants. D'ailleurs, les éditoriaux sur l'Amérique sont presque trois fois plus nombreux que la moyenne. Il faut dire que même si au quotidien, avec la détente, la tension se relâche et l'actualité de la guerre froide se fait moins régulière, il demeure des sujets graves qui méritent un éditorial comme la fin de la guerre de Corée ou le procès des Rosenberg. Enfin, la longueur des articles est dans la moyenne.

Par conséquent, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* de 1953 à 1960, bien qu'un peu moins élevée proportionnellement que sous Truman, demeure très importante tant quantitativement que qualitativement. Cela montre l'importance du sujet pour le journal, et notamment de la relation entre les deux pays.

### **Une relation solide fondée sur un intérêt bien compris**

Les articles du *Monde* concernant les Etats-Unis sous Eisenhower décrivent l'importance, la nature et la difficulté de la relation de l'Amérique avec la France.

Une question récurrente : la complexité des relations transatlantiques

La question de la facilité des relations transatlantiques est très intéressante. Elle se rapproche de la question ou de l'accusation d'antiaméricanisme pour les Français. Car la France et les Etats-Unis sont deux alliés de longue date. Les deux pays n'ont même jamais été en guerre. Ils célèbrent régulièrement leur longue amitié. Cependant s'il est vrai que la relation entre les deux Etats n'a jamais été officiellement rompue, elle n'a pas toujours été fluide et sans problème, confiante et courtoise voire amicale. Certes l'amitié repose sur la franchise. La proximité relationnelle ne signifie pas non plus la similarité, l'identité de points de vue ou de manières d'agir.

Trois sujets nous intéressent tout particulièrement qui ont eu de lourdes conséquences sur la qualité de la relation entre les Etats-Unis et la France, et qui se retrouvent dans les articles du *Monde* : l'inégalité entre les deux pays, leurs différences et leurs ressemblances.

La relation entre les deux nations, au moins depuis 1944, est marquée par l'inégalité de puissance. Elle concerne toutes les dimensions : militaire, économique, politique et technologique. Elle s'accompagne d'une inégalité de richesse voire de développement. Cette inégalité générale est accentuée par le ressentiment des hommes et notamment des décideurs, qui la vivent. Nous devons intégrer ici la dimension psychologique, car ce que décrivent les journalistes lorsqu'ils évoquent les Etats-Unis, c'est tout autant les faits que le comportement et le ressentiment des hommes.

Entre la France et les Etats-Unis, il existe des différences, des malentendus et des stéréotypes qui sont nombreux. Chaque côté de l'Atlantique a son complexe de supériorité : le nouveau monde à cause de sa puissance et son avance ; l'ancien aussi, à cause de son histoire et de sa culture. Les obstacles à dépasser pour être objectifs sont donc très grands. Les journalistes du *Monde* ne sont pas uniquement des observateurs. Ils sont porteurs des différences de culture et d'intérêt entre les deux pays tout autant qu'ils les décrivent. Un journaliste français est français avant d'être journaliste, consciemment ou non. Ceci est valable pour n'importe quel journaliste de n'importe quelle nation. C'est particulièrement vrai lorsqu'ont lieu des négociations bilatérales ou multilatérales.

Paradoxalement, la relation entre les deux pays est aussi perturbée par leurs ressemblances, alors que chacun revendique son unicité. En particulier, chacune

des deux républiques se veut porteuse des valeurs universelles héritées d'une révolution exemplaire érigée en modèle universel lui aussi. Nécessairement, l'une et l'autre se concurrencent, même si elles sont porteuses de valeurs très proches.

Enfin, l'époque, la guerre froide, avec la grande tension politique et militaire qu'elle engendre, pousse les nations vers un système binaire, avec deux camps. Il ne reste guère de place pour de l'autonomie. La question qui se pose alors est : une grande nation peut-elle accepter sans difficulté le leadership d'une autre en l'occurrence celui des Etats-Unis ? La réponse donnée par les journalistes du *Monde* est que cela peut s'accompagner de heurts et de réactions parfois vives voire violentes, et parfois aussi de réactions sereines étant donné les nombreux points d'accord et d'entente. Comme l'écrit dans *Le Monde* Gaïdz Minassian, auteur de l'Annuaire Français des Relations Internationales : « Américains et Européens ont plus à partager qu'à se disputer. Partenariat, équilibre et complémentarité les caractérisent plus qu'hostilité, rupture ou opposition »<sup>292</sup>. Cette réponse vaut certainement pour la France et les Etats-Unis comme pour les journalistes eux-mêmes.

### La relation entre les Etats-Unis et la France sous Eisenhower

Avec Ike, les Français ont affaire à une Amérique qui leur est moins étrangère. *Le Monde* a pris ses marques à Washington où il a maintenant un correspondant permanent depuis plus de six ans. Après la mort de Staline, avec la détente, la guerre froide baisse en intensité. L'adversaire soviétique a un peu moins le visage d'un ennemi. Dans *Le Monde*, l'allié américain a-t-il pour autant le visage d'un ami ? La réponse n'est pas si simple. Ainsi, de 1953 à 1960, les articles du *Monde* présentent à 94% les Etats-Unis comme un pays ami, contre 84% lors de la décennie précédente<sup>293</sup>. Il y a donc moins d'opposition à la relation forte entre la France et l'Amérique. D'ailleurs, les articles hostiles à l'Amérique, déjà rares, tendent à disparaître, passant de 9% à 3% de l'ensemble. Ces articles reprochent notamment aux Etats-Unis d'être hypocrites. Les 3% restants des articles traitant de l'Amérique, la présentent comme un pays indifférent. Leur proportion est aussi en baisse, ils étaient 6% lors de la période précédente.

Mais lorsque l'on regarde dans le détail, on se rend compte que la proportion d'articles présentant le pays de l'oncle Sam comme un ami profond baisse de 25% à 20%. Certes, ce pays est toujours présenté comme un Etat qui exerce une grande attraction, un pays ami avec des liens historiques. Mais à l'inverse, la proportion des articles présentant l'Amérique comme un ami relatif ou simplement un allié augmente et passe de 30% à 46%. Elle est décrite comme un pays allié de l'Occident dont elle assume le leadership. Tandis que la proportion d'articles traitant des Etats-Unis présentant ce pays comme un ami véritable reste stable, autour de 30%. Il est présenté comme un pays ami de l'Europe occidentale, comme un pays avec lequel la France a une vieille amitié et des liens solides malgré des périodes d'incompréhension. Il y a tout à la fois moins d'hostilité et moins d'indifférence vis-à-vis des Etats-Unis dans *Le Monde*. Le sentiment d'amitié pour ce grand pays est donc plus répandu et plus commun. Mais paradoxalement, ce sentiment d'amitié est moins fort et moins profond. La relation entre la France et les Etats-Unis semble, pour *Le Monde*, devenir une amitié routinière, plus partagée mais moins profonde. Avec la détente, l'enjeu de la relation franco-américaine est moins important.

---

<sup>292</sup> Gaïdz Minassian, « Comment rebatir les relations transatlantiques », *Le Monde*, 23/06/2003.

<sup>293</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

L'image protectrice des Etats-Unis évolue aussi de façon nuancée et très intéressante. Les articles du *Monde* présentent l'Amérique à plus de 95% comme une superpuissance protectrice<sup>294</sup>. Pourtant ceux qui la présentent comme une superpuissance protectrice par principe, c'est-à-dire par idéal, passent de 21% à 11%. C'est un idéal de défense de la liberté ou de protection des plus faibles. A l'inverse, les articles qui présentent l'Amérique comme protectrice par amitié passent de 11% à 30%. C'est un pays protecteur de l'Europe occidentale, de l'Occident. Ainsi *Le Monde* rapporte la réaction du Quai d'Orsay lors de l'élection d'Eisenhower en 1952 : « Nous savions que quel que fût le résultat des élections américaines, la politique des Etats-Unis ne pouvait pas changer. Elle ne dépend pas d'un homme en effet, mais elle est basée sur le Pacte atlantique et la sécurité du monde occidental »<sup>295</sup>. Les articles qui décrivent l'Amérique comme une superpuissance protectrice par intérêt, restent stables autour de 57%. C'est un pays protecteur, qui attend un certain alignement notamment diplomatique de ses protégés, un pays qui protège ses amis selon ses intérêts. Enfin, l'Amérique est aussi un Etat qui veut la paix et la détente. Elle est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts et ceux de ses alliés.

Les années Eisenhower – de 1953 à 1960 – sont particulières. En effet, pendant cette période, les articles du *Monde* décrivent les relations entre la France et les Etats-Unis comme relativement faciles. Plus exactement, pendant cette période, les relations entre les deux pays sont qualifiées de faciles dans près de 60% des articles traitant des Etats-Unis<sup>296</sup>. C'est presque deux fois plus que la moyenne des 70 années qui s'écoulent de Roosevelt à Obama, qui est de 34%. Cette valeur varie au fil des ans bien entendu. Mais sur ce point, les années Eisenhower et Kennedy voire Johnson (donc de 1953 à 1968) sont proches et uniques. *Le Monde* ne rapporte guère de relations conflictuelles ou très difficiles entre les deux pays. C'est une exception car dans toutes les périodes suivantes, on trouve de temps en temps mention de relations mauvaises entre la France et les Etats-Unis, fréquemment même sous Georges W. Bush. Sous Eisenhower, 1954 est l'année où les relations entre les deux pays sont les moins faciles, sans être mauvaises. *Le Monde* décrit une Amérique qui sait ce qu'elle veut et qui est ferme dans ses relations avec les autres. C'est le moment où les Etats-Unis exigent le réarmement de l'Allemagne, au grand déplaisir de la France qui n'est pas encore remise de la guerre. Les autres années, les relations entre les deux pays sont décrites majoritairement comme faciles, et même totalement en 1957, 1958 et 1960. Les Etats-Unis sont présentés comme un pays avec lequel les relations sont bien établies, ou avec lequel la France cultive ses relations.

En somme, dans ces années de 1953 à 1960, l'image des Etats-Unis dans les articles du *Monde* est celle d'un pays allié solide avec un sentiment d'amitié qui s'est banalisé et est devenu moins central comparé à l'importance des intérêts communs. C'est une superpuissance protectrice avec laquelle les relations sont bonnes et plutôt faciles et qui apporte à la France un soutien significatif.

## Un important soutien économique et militaire

Les Etats-Unis ont apporté à leurs alliés dont la France, un important soutien économique dans les années cinquante qui s'est transformé peu à peu en un soutien militaire.

---

<sup>294</sup> *Ibid.*

<sup>295</sup> « Le Quai d'Orsay : la politique des Etats-Unis ne peut pas changer », *Le Monde*, 06/11/1952.

<sup>296</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Une question récurrente : le soutien militaire mutuel entre les Etats-Unis et la France

La question du soutien militaire depuis 1944 s'est posée essentiellement dans le sens des Etats-Unis vers la France, mais quelques fois aussi dans le sens opposé. Cette question a varié au fil du temps : soutien matériel comme appui militaire, aide américaine vers la France, aide française vers les Etats-Unis et participation à des opérations communes.

Après la capitulation de l'Allemagne puis du Japon, la France démobilise son armée comme la Grande Bretagne et les Etats-Unis et reconvertit les productions militaires en productions civiles. Puis elle entreprend de se consacrer toute entière à la reconstruction. Le plan Marshall vient lui apporter de 1947 à 1951 une immense aide. L'année 1947 est aussi celle de la rupture entre anciens alliés, l'URSS d'un côté, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne de l'autre. Deux ans après la fin de la seconde guerre mondiale, la guerre froide commence. Se pose rapidement la question du réarmement face à l'Union Soviétique. Celle-ci a certes démobilisé partiellement, mais tout en maintenant une armée puissante et une production d'armement très importante. La France se trouve prise entre un appareil militaire à son plus bas niveau historique et un engagement dans une guerre de décolonisation en Indochine. Cette dernière absorbe une large part de ses maigres ressources militaires disponibles. Au même moment, les besoins de la reconstruction nécessitent la mobilisation de tous les moyens de la nation alors que les productions agricoles et industrielles demeurent très insuffisantes pour satisfaire ses besoins. L'armée française a été démantelée suite à la capitulation en 1940 puis à l'invasion de la zone libre en 1942. Les forces qui ont été reconstituées lors de la Libération, essentiellement de l'armée de terre, ont des équipements insuffisants et usés par la guerre.

S'engage donc une phase de réarmement de l'Occident et en particulier de la France à partir de 1947, rendue possible uniquement par la volonté et l'aide des Etats-Unis. La France s'est en effet réarmée après 1947 très largement grâce à l'aide extérieure en général, et à l'aide américaine en particulier. *Le Monde* en rend compte amplement<sup>297</sup>. La mise en œuvre du réarmement n'est effective et significative qu'à partir du début des années cinquante. « Présenté au Congrès le 25 juillet 1949, le Mutual Defense Act fut voté le 6 octobre et sa mise en œuvre définie par l'accord bilatéral du 27 janvier 1950, véritable charte de l'aide militaire à la France. L'arrivée du cargo *Importer* à Cherbourg, le 23 mars 1950, symbolisa l'aboutissement de cette phase de transition et le début de la noria transatlantique qui allait permettre le rééquipement des armées françaises », écrit Philippe Vial<sup>298</sup>. Dès lors, les Etats-Unis apportent à la France une aide en matériel militaire et une aide financière afin d'aider à la reconstitution de l'armée française. En effet explique Maurice Vaïsse, « le gouvernement américain accorde à partir de 1951, une aide supplémentaire sous la forme de commandes off-shore : la France s'engage à fournir aux Etats-Unis certains matériels moyennant un prix d'achat en dollars ; ce matériel étant ensuite rétrocédé gratuitement à la France. Ces contrats assurent en outre des recettes en dollars »<sup>299</sup>. Ils prennent progressivement en charge le coût de la guerre d'Indochine. Les dollars américains servent non seulement à financer la guerre, mais

---

<sup>297</sup> Loïc Laroche, *Le réarmement de la France de 1947 à 1954 vu par le journal Le Monde, op.cit.*, pp. 61-67.

<sup>298</sup> Philippe Vial, *L'aide américaine au réarmement français (1948-1956)*, dans : Maurice Vaïsse, Pierre Mélandri, Frédéric Bozo, (Dir.), *La France et l'OTAN, 1949-1996*, Bruxelles, Complexe, 1996, p. 171.

<sup>299</sup> Jean Doise, Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, Paris, Seuil, p. 517.

aussi à compenser le déficit de la balance des paiements. L'aide en matériel militaire se poursuit tout au long des années cinquante. L'Amérique s'engage aussi militairement aux côtés de la France et des Européens de l'Ouest en déployant en Europe des moyens militaires très importants, sur terre, sur mer et dans les airs. Ce soutien militaire dure jusqu'à la chute de l'URSS et la fin de la guerre froide.

Puis, l'aide ou l'appui militaire se porte sur des opérations extérieures. Il est tantôt français ou européen, tantôt américain, selon l'organisateur des opérations. C'est ainsi le cas dans l'ancienne Yougoslavie, lors de la guerre du Golfe en 1990-1991, en Libye, en Irak, et en Afrique de l'Ouest, notamment au Mali. Il est vrai que les Américains en prennent généralement le commandement, mais pas toujours. De même, ils obtiennent la possibilité d'engager l'OTAN à l'extérieur de son territoire, organisation militaire dont ils assurent le commandement en chef.

Enfin, suite aux attentats du 11 septembre 2001, c'est l'Amérique qui sollicite le soutien militaire de la France et de l'Europe. Elle l'obtient en Afghanistan, mais pas en Irak.

*Le Monde* rend compte de ce soutien militaire qui varie considérablement au cours du temps.

### Le soutien économique et militaire sous Eisenhower

Entre 1953 et 1960, l'aide militaire américaine est évoquée par près de 11% des articles du *Monde* traitant du pays de l'Oncle Sam, surtout en début de période (avant 1960)<sup>300</sup>. Ils présentent les Etats-Unis comme un pays qui apporte un soutien militaire très important à la France et à l'Europe occidentale. Ce soutien est toutefois assorti d'une demande de la part de l'Amérique d'une plus grande participation européenne. Dans 20% des articles, *Le Monde* remarque que ce soutien militaire à l'Europe peut être remis en cause et fait l'objet de vifs débats et indique ainsi : « Malgré tous les efforts officiels faits de part et d'autre de l'Atlantique pour atténuer les fâcheux effets des déclarations premières du secrétaire à la défense, M. Wilson, le problème du retrait graduel des troupes américaines en Europe continue d'être débattu [par la presse américaine] »<sup>301</sup>.

A partir de 1951, le *Military Assistance Program* (Programme d'Aide Militaire américain - PAM) prend la suite du plan Marshall, c'est-à-dire de l'aide civile américaine à la reconstruction de l'Europe.

Tout au long des années Eisenhower, *Le Monde* mentionne de temps à autre l'aide économique américaine même si cela n'est pas régulier et ne concerne que 6% des articles. Ceux-ci notent que les Etats-Unis apportent un soutien économique important à leurs alliés. Le journal reste dans l'ensemble très favorable à cette aide.

L'image générale des Etats-Unis donnée par *Le Monde* est par conséquent celle d'un pays globalement généreux pour 80% des articles qui abordent la question. C'est un pays généreux par l'aide apportée à la France, même si certains articles, minoritaires (27%) remarquent que l'Amérique demande aussi des contreparties difficiles. Il demeure quelques reproches aux Etats-Unis qui sont de s'occuper d'abord de leur intérêt, ce qui dénature leur apparente générosité ou les amène parfois à revenir sur leurs promesses d'aide.

En cette seconde décennie, les Etats-Unis ont donc dans *Le Monde* l'image d'un pays plutôt généreux par l'importante aide économique et militaire à ses alliés, notamment la France, alors que leur avance économique s'atténue.

---

<sup>300</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>301</sup> Henri Pierre, « La possibilité d'un retrait progressif des troupes américaines d'Europe est largement évoquée par la presse des Etats-Unis », *Le Monde*, 04/11/1953.



## Un développement qui impressionne beaucoup moins

Les années Eisenhower marquent la fin de la reconstruction pour la France et le début du décollage économique, période connue plus globalement sous le nom des Trente Glorieuses. Ce sont donc des années charnières pour l'économie hexagonale. La France est toujours engagée dans les guerres de décolonisation. Les accords de Genève mettant fin à la guerre d'Indochine sont à peine signés en juillet 1954, qu'une première série d'attentats a lieu à la Toussaint 1954, marquant le début de la guerre d'Algérie. Entre temps, toute une série d'accrochages a lieu en Tunisie et au Maroc. Mais Pierre Mendès France, président du Conseil et son successeur Edgar Faure savent mettre un terme à ces troubles graves. Une fois n'est pas coutume, ils accordent rapidement une autonomie à ces deux protectorats français, les menant à l'indépendance. Les guerres de décolonisation contribuent à déstabiliser la IV<sup>e</sup> République mais n'empêchent nullement le développement économique de la France. Le pays s'ouvre alors progressivement aux investissements américains et aux puissantes multinationales américaines.

Pourtant, en ces années, *Le Monde* se préoccupe peu de l'économie américaine. Seuls 3% des articles concernant les Etats-Unis évoquent ce sujet. Et encore, cela ne se produit qu'à la fin du mandat d'Eisenhower. Le journal évoque alors les difficultés passagères que connaît l'économie américaine<sup>302</sup>. *Le Monde* décrit en 1960 un pays dans lequel l'économie, toujours puissante, n'est pas au mieux de sa forme et dans laquelle l'Etat envisage d'intervenir pour améliorer la situation. De même, 3% des articles traitant des Etats-Unis, abordent la question de la richesse. Ils présentent tous l'Amérique comme un pays riche. Malgré le développement économique accéléré que connaît l'Hexagone, l'Amérique a encore une grande avance et correspond pour bien des Français à un pays de cocagne.

Cela devrait être le cas également de l'image technologique, de santé et des infrastructures des Etats-Unis. Là encore, la question ne préoccupe que modérément *Le Monde* puisque seuls 4% des articles traitant des Etats-Unis l'abordent. Ils sont concentrés sur la fin de la période. La moitié d'entre eux sont positifs, présentant l'Amérique comme un pays à la pointe de la recherche scientifique ou technologique. L'autre partie déplore le manque d'investissement public dans le domaine de la santé et même remarque qu'il arrive que les Etats-Unis soient rattrapés technologiquement dans certains domaines. *Le Monde* cite Khrouchtchev à la faveur du lancement du Spoutnik II, qui explique que les Etats-Unis devraient pouvoir arriver à rejoindre l'URSS : « Nous sommes conscients que l'URSS, grâce à l'effort de ses savants, a su créer un satellite de la Terre, d'autres pays, et notamment les Etats-Unis peuvent en faire autant »<sup>303</sup>.

La question de l'éducation aux Etats-Unis n'intéresse pas non plus *Le Monde* entre 1953 et 1960. Seuls 2% des articles traitant de l'Amérique l'abordent. Ils remarquent que les Etats-Unis sont un pays qui possède d'excellentes universités qui, comme l'écrit Sirius, savent attirer les meilleurs étudiants : « Ecoles, laboratoires, centres de formations, etc, les Etats-Unis multiplient les bourses et les offres alléchantes »<sup>304</sup>. Mais le journal remarque aussi qu'ils sont un pays dans lequel le système éducatif manque d'investissements publics.

Ainsi, en cette seconde décennie du journal et de la IV<sup>e</sup> République, *Le Monde* s'intéresse peu aux questions économiques aux Etats-Unis, de même qu'à la technologie ou à l'éducation. En tant qu'administrateur et actionnaire, René Courtin avait entrepris d'ouvrir le journal à ces questions, mais il a démissionné et il faut

<sup>302</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>303</sup> « Si les Etats-Unis et l'URSS s'entendaient... », *Le Monde*, 07/11/1957.

<sup>304</sup> Sirius, « Pierres d'attente... », *Le Monde*, 02/05/1958.

encore attendre plusieurs années pour que le flambeau soit repris au plus haut niveau. Le journal se contente simplement d'évoquer le développement économique des Etats-Unis. Comparé à la période précédente, celui-ci impressionne beaucoup moins *Le Monde*, tandis que le journal s'intéresse encore peu à la société américaine qui lui paraît lointaine.

### Un peuple encore lointain et pas toujours égalitaire

Dans les années de la présidence d'Eisenhower, l'Amérique semble toujours aussi lointaine pour les Français en général et pour *Le Monde* en particulier. Néanmoins, les produits américains sont visibles partout en France : des voitures sur les routes, des sodas dans les cafés, des avions etc. Ils sont visibles aussi par la diffusion de la culture américaine, musique, cinéma, littérature. Les soldats américains, qui avaient disparu de l'Hexagone peu après la guerre, sont de retour et en nombre. L'image du peuple américain auprès des Français se construit donc indirectement, par référence aux produits américains. Les médias commencent timidement à apporter leur contribution. Cette image se construit aussi par l'intermédiaire des troupes américaines en France, qui présentent l'image de la puissante Amérique et de l'*American way of life*. André Leveuf écrit dans *Le Monde* en 1953 : « Les militaires américains sont [à Chateauroux] des citoyens qui vivent sur un tout autre rythme. Le soldat loge dans de confortables casernes. Les sous-officiers et officiers, dont un tiers environ ont fait venir leurs familles des U.S.A., ont trouvé, selon leurs moyens, et grâce à l'intervention du bureau de logement de la garnison, une chambre d'hôtel, un appartement en ville, une villa en banlieue ou même quelque manoir campagnard à demi abandonné par son propriétaire et qu'une coûteuse restauration a rendu habitable. À partir du grade de sergent tout le monde - ou presque - possède sa voiture »<sup>305</sup>. L'implantation d'une base de l'armée des Etats-Unis est une bénédiction pour le développement local : « L'arrivée des Américains s'est traduite dans notre cité par un important mouvement économique, m'a déclaré M. Ramonet, député, maire de Châteauroux. Le nombre des chômeurs s'est trouvé réduit à zéro et il en a été de même dans toute la région. Les dépenses effectuées par les Américains et par les nombreux ouvriers qu'ils emploient directement ou indirectement (cinq mille à six mille personnes) n'ont cessé de gonfler le produit de la taxe locale »<sup>306</sup>. Mais les troupes américaines basées en France ont aussi l'image moins avantageuse de n'importe quelle armée en cantonnement : « On entend répéter fréquemment par exemple que les soldats américains se conduisent mal, qu'ils boivent, que leur présence a attiré des cohortes de prostituées, que des bagarres éclatent fréquemment dans les bars, et que dans l'ensemble la moralité publique a eu à pâtir de ces excès [...]. De l'avis des policiers locaux, le comportement du soldat américain n'est ni plus ni moins exemplaire que celui du soldat français appelé à vivre dans les mêmes conditions »<sup>307</sup>.

*Le Monde* évoque un peu la vie sociale aux Etats-Unis et remarque, surtout en 1956, qu'il s'agit d'un pays dans lequel il existe des conflits sociaux et raciaux importants<sup>308</sup>.

Le journal commence à s'intéresser à la question noire qui émerge peu à peu en Amérique, notamment avec le mouvement des droits civiques. Celui-ci apparaît

---

<sup>305</sup> André Leveuf, « Dans le Sud-ouest, treize commissions mixtes règlent les rapports quotidiens entre français et Américains », *Le Monde*, 03/08/1953.

<sup>306</sup> André Leveuf, « Le jour de sa fête, l'armée américaine a affiché : Entrée libre sur la porte de ses camps », *Le Monde*, 04/08/1953.

<sup>307</sup> André Leveuf, *op.cit.*

<sup>308</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

fin 1955 avec le boycott des bus à Montgomery en Alabama. Une femme noire, Rosa Parks refuse de quitter sa place assise à l'avant du bus, réservée aux Blancs. Elle est arrêtée peu après. S'en suit un immense mouvement populaire de protestation et un boycott des bus par les habitants noirs de la ville. Le mouvement dure toute une année. Mi-novembre 1956, la Cour suprême des Etats-Unis proclame que la ségrégation dans les bus est anticonstitutionnelle et les habitants noirs obtiennent le droit de s'asseoir où ils veulent. Cette affaire intéresse notamment les journalistes du *Monde*. Plus de 15% des articles traitant des Etats-Unis entre 1953 et 1960 évoquent l'égalité sociale et le progrès social aux Etats-Unis. L'intérêt pour ce thème ne cesse de croître dans le journal de la fin des années quarante à la fin des années soixante-dix. Et dans la période de la présidence d'Eisenhower, les articles du *Monde* traitant des Etats-Unis, soulignent pour les deux tiers, les discriminations raciales, tout en remarquant pour le tiers restant, les progrès néanmoins accomplis. *Le Monde* note tout particulièrement que les Etats-Unis sont un pays dans lequel il y a des discriminations raciales importantes qui persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants pour les combattre. Il remarque, plutôt à la fin des années cinquante, que c'est un pays qui sait aussi être progressiste.

Henri Pierre écrit une longue série d'articles publiée du 31 août au 5 septembre 1956, intitulée : « Le Sud, problème numéro un des Etats-Unis » qui concerne les discriminations raciales. Il décrit une situation qui a bien changé avec certains mots, d'usage alors courant et que l'on n'emploie plus aujourd'hui à cause de leur connotation raciste, comme nègre pour signifier un Noir. Cependant, les articles d'Henri Pierre sont profondément antiracistes, et il faut se garder d'un jugement anachronique.

Un chapeau présente, le 31 août 1956, la série : « Le 17 mai 1954, la Cour suprême des Etats-Unis condamnait à l'unanimité le principe de la ségrégation dans le domaine de l'enseignement public. Cette décision, d'une portée considérable, provoqua une violente réaction dans les Etats du Sud, dont quelques-uns, qui forment ce que l'on appelle le *Deep South* (le Sud profond) – Alabama, Géorgie, Caroline du Sud, Mississippi – sont déterminés à maintenir par tous les moyens la ségrégation raciale. Les derniers mois ont été marqués d'incidents violents, depuis l'expulsion de l'université d'Alabama de miss Lucy jusqu'aux coups de revolver tirés contre des leaders noirs dans le Mississippi, sans parler de l'assassinat du jeune Emmett Till. De leur côté, les nègres s'organisaient plus étroitement. A Montgomery (Alabama) soixante mille d'entre eux font depuis début décembre la grève de l'autobus dans un grand mouvement de non-violence inspiré du gandhisme. Notre correspondant permanent aux Etats-Unis, Henri Pierre, vient de passer plusieurs semaines dans le Sud afin d'essayer de mieux comprendre ce que Roosevelt appelait le problème numéro un des Etats-Unis. Il nous livre les résultats de son enquête dans la série d'articles dont nous commençons aujourd'hui la publication »<sup>309</sup>.

Henri Pierre entreprend alors une description du pays anciennement confédéré, dans toute sa complexité. Son enquête, étendue et profonde, dure plusieurs semaines : « Le Sud est loin de trouver pour s'exprimer, une voix unanime. Entre les Blancs du Sud de vieille souche, ceux qu'on appelle les Bourbons et les petits fermiers blancs, il y a peu de points communs, sinon la couleur de la peau. Mais du côté noir, c'est la même chose. Il existe une bourgeoisie noire dont les préoccupations et les intérêts sont très différents de ceux de l'ouvrier agricole ou du pauvre métayer. Néanmoins, en dehors de quelques contacts au sein d'une poignée d'organisations mixtes, les deux communautés vivent séparément, s'ignorent ou font semblant de s'ignorer. Depuis l'arrêt de la Cour suprême, la situation s'est aggravée

---

<sup>309</sup> Henri Pierre, « Le Sud, problème n°1 des Etats-Unis », *Le Monde*, 31/08/1956.

et les quelques ponts lancés entre les deux groupes ont été brisés par les Blancs effrayés à la fois par les extrémistes dans leurs propres rangs et chez les Noirs [...]. Le Nord a ses ghettos noirs et le racisme s'y manifeste d'une manière plus hypocrite. Mais ce que les Blancs du Sud ne veulent pas reconnaître, c'est que le Sud cumule pour les Noirs les désavantages de la ségrégation et de la discrimination. Autrement dit, les lois et règlements consacrent dans le Sud le préjugé racial : interdiction de se marier, de fréquenter les mêmes bars, d'aller dans les mêmes églises, de jouer dans les mêmes parcs, et cela sous peine d'amende ou de prison. Dans le Nord, le nègre, citoyen de plein exercice, vote et peut aller devant les tribunaux protester contre les mesures discriminatoires dont il a été la victime. Dans le Sud, qu'un nègre viole une femme blanche, c'est la condamnation à mort ; qu'un Blanc commette le même crime sur une femme noire, il s'en tire avec quelques mois de prison. Enfin, dans le Sud, les Noirs sont écartés des urnes par les méthodes les plus diverses, depuis le cens électoral jusqu'à la matraque [...]. En fait les signes et les pancartes *For white only* ou *for colored* ne sont rien d'autre que l'étoile jaune que les nazis imposèrent aux juifs »<sup>310</sup>.

Quelques jours plus tard, Henri Pierre revient sur les suites de l'affaire Rosa Parks en Alabama, leur donnant toute leur portée : « Jugé dans la perspective historique, le boycott de Montgomery est un événement d'une grande importance pour l'ensemble de la communauté noire des Etats-Unis. L'exemple donné par les grévistes de l'autobus a redonné confiance aux Noirs, détruisant le défaitisme, l'indifférence et le vieux réflexe de soumission entretenu par les Blancs pendant des générations. Les Noirs de Montgomery ont prouvé à leurs frères de couleur l'utilité de serrer les rangs et démontré que les dynamitages et les expéditions punitives des extrémistes blancs n'étaient plus efficaces, enfin que les églises et leurs prêtres participaient activement à la lutte pour le respect des droits du citoyen noir »<sup>311</sup>. Ce long reportage, alors que *Le Monde* n'a qu'un correspondant permanent en Amérique, montre l'intérêt et la sensibilité du journal pour la question des Noirs au pays de l'oncle Sam. Henri Pierre n'est d'ailleurs pas le seul journaliste du *Monde* à suivre ce sujet, Claude Julien l'évoque largement dans sa série « Les Etats-Unis vont changer de président » en 1960 et remarque que malgré les difficultés, « un chemin considérable a pourtant été parcouru, et pour l'apprécier il faut savoir que dans les onze Etats du Sud deux cent cinquante mille Noirs seulement avaient pu voter en 1940. Lors de la dernière élection présidentielle (1956), ils étaient un million deux cent trente-huit mille. Deux ans après, pour les *midterm elections*, un contingent supplémentaire de vingt-huit mille les rejoignait. Cette année, le bond en avant sera beaucoup plus important »<sup>312</sup>.

Au-delà de la question du racisme, *Le Monde* est assez partagé lorsqu'il évoque les mœurs des Américains. Dans 50% des articles, il les trouve plutôt avancées, ouvertes, apaisées, pour un peuple tolérant, positif, avec des dirigeants justes. Mais dans 40% des cas, il présente un peuple avec des mœurs fermées voire simplistes, un peuple marqué par les questions communautaires et raciales, viscéralement anti-communiste. Il évoque dans 10% des cas des mœurs dégradées et la corruption.

A peine 6% des articles évoquent la culture. Mais la quasi-totalité est alors positive à cet égard. C'est un pays avec une vie culturelle et un intérêt pour la

---

<sup>310</sup> Henri Pierre, « Le Sud, problème n°1 des Etats-Unis I. Sous un calme apparent le climat de violence subsiste », *Le Monde*, 31/08/1956.

<sup>311</sup> Henri Pierre, « Le Sud, problème n°1 des Etats-Unis, IV. Dieu avec nous chantent les grévistes de l'autobus de Montgomery », *Le Monde*, 31/08/1956.

<sup>312</sup> Claude Julien, « Les Etats-Unis vont changer de président, II. Un arbitrage des Noirs ? », *Le Monde*, 04/11/1960.

culture, notamment française. C'est aussi un pays dans lequel les médias et les journalistes sont libres et puissants, permettant une bonne information de la population. Ils sont aidés par d'importantes innovations technologiques.

Le journal ne s'intéresse guère à cette époque aux questions d'environnement. Il évoque un peu la religion, dans 4% des articles traitant des Etats-Unis entre 1953 et 1960. Ceux-ci présentent alors un pays dans lequel la religion tient une grande place. Les Eglises ont un rôle important dans la lutte contre le racisme. La religion a aussi beaucoup d'importance en politique, pour les élus. Les articles traitant de l'Amérique et évoquant la religion décrivent pourtant un pays qui applique le principe de neutralité religieuse en politique. Claude Julien évoque le sujet lors de l'élection présidentielle de 1960 alors qu'un catholique se présente dans ce pays, toujours très religieux, créé par des *pilgrims* (pèlerins) protestants : « Les thèmes religieux, du fait de la candidature de M. Kennedy, sont abordés maintenant sur un ton nouveau. Une polémique parfois aigre a pris la place des proclamations simplement théistes qui abondaient dans les campagnes précédentes. Roosevelt affirmait qu'une démocratie ne peut pas vivre sans une véritable religion, et le progressiste Wallace faisait de l'idéal américain comme un idéal religieux. Truman n'hésitait pas à citer la Bible comme base fondamentale de nos lois nationales. Pour Ike, la lutte contre le communisme est un combat entre l'anti-Dieu et la foi au Tout-Puissant. Et M. Stevenson<sup>313</sup> ne se séparait pas de lui : Dieu nous a confié une effrayante mission ; rien de moins que le leadership du monde libre. C'était la belle époque où Dieu était américain. Un Dieu assez vague qui pouvait convenir à tous. M. Kennedy a brouillé les cartes : ce Dieu pourrait-il être catholique ? Le futur président – malgré les nombreux gages qu'il a donné – ne prendrait-il pas ses ordres au Vatican comme le disent ses adversaires ? Le caricaturiste Ed Fisher répond d'un trait de plume : dans la cour de Saint-Pierre, à Rome, deux monsignori discutent : Je n'aimerais pas qu'un Américain devienne pape, dit l'un, car il prendrait ses consignes à la Maison Blanche »<sup>314</sup>. Pour un Français, journaliste ou non, cette approche de la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est pas toujours facile à suivre.

Ainsi, dans ces années de la présidence d'Eisenhower, les Américains restent, pour *Le Monde*, un peuple encore lointain et pas toujours égalitaire, surtout lorsque l'on compare Noirs et Blancs. Cependant, le journal considère avec intérêt le système politique des Etats-Unis.

### **Une démocratie avec quelques imperfections**

La démocratie américaine intéresse *Le Monde* comme les Français par son ancienneté et par l'attraction qu'elle exerce. Elle les intéresse aussi parce que dans les années de 1953 à 1960, ils se rendent compte peu à peu que les choix politiques des électeurs américains concernent directement la France car les Etats-Unis dominent l'Occident de leur puissance et exercent de fait le commandement de l'alliance atlantique. Au point qu'au détour d'un de ses éditoriaux, Hubert Beuve-Méry interpelle les lecteurs de façon absolument non-conformiste voire iconoclaste : « A défaut d'une autre solution, il serait plus digne d'opter pour la fédération avec les Etats-Unis et de revendiquer à égalité les droits et les devoirs établis par la législation américaine. Actuellement, nous édifions de nos propres mains une sorte

---

<sup>313</sup> Adlai Stevenson, homme politique américain, candidat démocrate malheureux lors des deux élections présidentielles d'Eisenhower en 1952 et 1956.

<sup>314</sup> Claude Julien, « Les Etats-Unis vont changer de président, I. Quand Dieu était américain », *Le Monde*, 03/11/1960.

de protectorat déguisé, et des expropriations de plus en plus vastes sont la contrepartie normale de la réduction de nos responsabilités »<sup>315</sup>.

Derrière la pointe d'ironie, Sirius considère avec respect le fonctionnement de la démocratie américaine. Les articles du *Monde* à ce sujet décrivent un pays libre<sup>316</sup>. C'est un pays qui respecte profondément la liberté d'expression et la liberté religieuse. Un Etat de droit, un Etat dans lequel les décisions de la Cour suprême s'imposent à tous et de la même manière, à commencer par le pouvoir exécutif. L'Amérique est présentée comme une démocratie qui fonctionne bien. La vie politique est pacifiée, le pays est bien dirigé. Ce commentaire concerne Eisenhower que *Le Monde* apprécie. Toutefois, le journal, dans 28% de ses articles traitant des Etats-Unis en cette période, trouve aussi des limites à la démocratie américaine : on peut y être élu malgré des positions ouvertement inégalitaires voire racistes. Les responsables de l'administration sont très largement renouvelés à chaque alternance présidentielle. La communication politique y a une très voire trop grande place. L'abstention y est élevée. Si certains articles trouvent que la vie démocratique est pacifiée, d'autres trouvent que le débat électoral est parfois très violent, même s'il ne s'agit que de violences verbales. *Le Monde* donne même écho aux plaintes des journalistes américains qui dénoncent les pressions exercées sur eux par les pouvoirs publics, afin qu'ils arrangent ou suppriment certaines nouvelles<sup>317</sup>. Et c'est un pays libre et démocratique qui n'est pas toujours sensible à la démocratie à l'étranger.

La justice et la police ne sont évoquées que par 3% des articles traitant des Etats-Unis à cette époque. Cela se passe au début de la période Eisenhower, en 1953 et 1954, alors que l'Amérique est en pleine réaction maccarthyste et notamment au moment du procès et de la condamnation à mort des époux Rosenberg. Sans surprise, la majorité des articles traitant des Etats-Unis trouve la justice très sévère, s'attaquant fortement au communisme et le réprimant. Certains trouvent même que l'Amérique est un pays dans lequel la justice est très voire trop sévère et ne sait pas se remettre en question.

Au-delà de ces questions, *Le Monde* décrit cependant un pays qui connaît une vraie démocratie, malgré ses imperfections et ses dérives qui contribuent à donner aux Etats-Unis une image de puissance relativement sereine.

## Une puissance implicite

Les années Eisenhower sont marquées par la personnalité du président américain qui bien qu'il soit un général, n'en est pas moins un grand diplomate qui sait apaiser les passions. La puissance américaine a connu un relatif amoindrissement sous son prédécesseur à cause de la conjonction de plusieurs circonstances. La démobilisation très rapide à la fin de la guerre et la reconversion de l'industrie militaire a entraîné une forte diminution de la puissance de l'armée américaine. Au même moment, l'armée soviétique a nettement moins réduit son format et a poursuivi une bonne partie de son effort d'armement, puis a réussi à faire exploser une bombe atomique. Après le début de la guerre froide, Truman a lancé le réarmement de l'Amérique, mais celui-ci n'est devenu vraiment effectif et massif que quelques années plus tard. Le président Eisenhower se retrouve donc à la tête d'un pays qui a recouvré toute sa puissance et qui continue de se réarmer rapidement. Face à lui, la mort de Staline réduit l'agressivité de son adversaire alors que s'amorce la détente. Sans pour autant faire preuve de faiblesse, Ike ne cherche pas

---

<sup>315</sup> Sirius, « Les chemins de la paix », *Le Monde*, 04/04/1951.

<sup>316</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>317</sup> « Plaintes contre les atteintes à la liberté de la presse », *Le Monde*, 09/11/2015.

à manifester outre mesure la puissance américaine et montre au contraire une sorte de force tranquille. Les articles du *Monde* qui évoquent le sujet présentent pour 56% d'entre eux un pays puissant et confiant. Il s'agit d'un pays sûr de lui, mais pas arrogant, un pays confiant dans l'avenir<sup>318</sup>. Cela ne l'empêche pas de se sentir menacé par l'autre superpuissance et même de manifester une certaine inquiétude, dans 22% des articles. Restent quelques articles présentant une incertitude plus grande chez les Américains, mais ils demeurent rares.

L'armée américaine qui s'est considérablement renforcée, n'est plus tellement à l'ordre du jour. Cependant, le sujet avait été largement évoqué et commenté lors de la guerre de Corée. Avec la fin de celle-ci, il ne reste plus que 6% des articles traitant des Etats-Unis de 1953 à 1960 pour évoquer l'armée américaine contre 22% la décennie précédente. Ils sont cependant très partagés, en trois groupes égaux. L'un constate que l'armée américaine est puissante. Un second trouve que l'Amérique a une armée puissante et qu'elle se renforce ou se développe encore. Ainsi *Le Monde* rapporte en novembre 1953 « qu'il existe maintenant une première indication précise et officielle de la révolution de la nouvelle stratégie américaine fondée sur les engins atomiques et les bombardiers à réaction à grand rayon d'action »<sup>319</sup>. Ces deux groupes qui établissent la puissance militaire américaine, représentent les deux tiers des articles. Le troisième groupe d'articles considère toutefois que l'armée américaine est puissante mais n'est pas supérieure à l'Armée rouge.

Les Etats-Unis sont ainsi présentés par les articles du *Monde* pendant la mandature du général-président américain comme une très grande puissance, même si cela est moins évoqué qu'auparavant : c'est une puissance implicite, finalement rassurante, celle d'un grand frère encore lointain.

Ainsi le journal réussit sa consolidation dans ces années Eisenhower en trouvant un équilibre entre la critique de l'Amérique et l'acceptation du principe de l'alliance avec les Etats-Unis. Ces années sont marquées par le maccarthysme qui reste l'un des épisodes les plus tristes, décevants et incompris de l'histoire de la grande démocratie américaine. Mais un nouveau président, jeune et charismatique se chargera bientôt de le faire oublier.

---

<sup>318</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>319</sup> « M. Talbott précise l'évolution de la stratégie atomique américaine », *Le Monde*, 04/11/1953.

# Chapitre 3 : 1961-1968 (Kennedy et Johnson)

## La nouvelle frontière

VINGTIÈME ANNÉE — N° 5863

20 PAGES — DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 24 - LUNDI 25 NOVEMBRE 1963

# Le Monde

Rédaction, Administration: 5, r. des Saussaies, Paris-1<sup>er</sup>. — Directeur: Hubert BEUVE-MÉRY

LE NUMÉRO: 0,40 F

Abonnements: 1 an, 40 F; 6 mois, 22 F; 3 mois, 12 F. (Tous les paiements en France par chèque ou mandat-carte.)  
Abonnements: 1 an, 40 F; 6 mois, 22 F; 3 mois, 12 F. (Tous les paiements en France par chèque ou mandat-carte.)  
COMPTES DÉBITÉS POSTAUX  
PARIS N° 437-23  
Adresse télégraphique: JOURNALS-DE-PAIS  
Tél.: PRO. 91-29

**LIRE EN PAGE**  
2. A. K. - Le Service International de Protection des Enfants (S.I.P.E.)  
M. Taito, H. P. de S. - L'Union internationale des Femmes (U.I.F.)  
11. - Au Japon, le J.C.S.P. - P. V. - P. - P. - P.  
12. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
13. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
14. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
15. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
16. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
17. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
18. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
19. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.  
20. - Les États-Unis - P. - P. - P. - P. - P.

### A L'EST COMME A L'OUEST

## L'ASSASSINAT DE JOHN KENNEDY SOULÈVE CONSTERNATION ET INQUIÉTUDE

### La ligne à suivre

Le geste d'un assassin dont on ignore le mobile a plongé le monde entier dans la stupeur, l'indignation et l'inquiétude. Des dizaines de milliers de morts ont été tués sans motif apparent. La question est de savoir si cet assassinat est un acte isolé ou le début d'une série de crimes.

### Le président Johnson a pris possession de ses fonctions

### UN SUSPECT APPRÉHENDÉ A ÉTÉ INculpé

Quatre-vingt-dix-huit minutes après la mort du président Kennedy, assassiné vendredi à 12 h 30 (heure américaine) lors de son entrée à Dallas (Texas), le vice-président élu, M. Lyndon Johnson, a pris possession de ses fonctions et a fait respecter la Constitution américaine en tant que président des États-Unis. C'est sur l'aérodrome de Dallas, à bord même de l'avion qui allait ramener ensemble à Washington le corps de l'ancien président et

M. McGeorge Bundy, conseiller de l'ancien président pour les affaires de sécurité nationale, et M. George Ball, sous-secrétaire d'État. Il devait ensuite recevoir les leaders des groupes démocrates et républicains de la Chambre des représentants et de Sénat et leur demander de lui accorder leur appui. Samedi matin il s'est également entretenu avec M. Dean Rusk, retenu précipitamment de la conférence de Honolulu.

Après un bref séjour à Dallas, M. Johnson a fait ce matin à 12 h 30 (heure américaine) son entrée à Dallas (Texas), le vice-président élu, M. Lyndon Johnson, a pris possession de ses fonctions et a fait respecter la Constitution américaine en tant que président des États-Unis. C'est sur l'aérodrome de Dallas, à bord même de l'avion qui allait ramener ensemble à Washington le corps de l'ancien président et

M. McGeorge Bundy, conseiller de l'ancien président pour les affaires de sécurité nationale, et M. George Ball, sous-secrétaire d'État. Il devait ensuite recevoir les leaders des groupes démocrates et républicains de la Chambre des représentants et de Sénat et leur demander de lui accorder leur appui. Samedi matin il s'est également entretenu avec M. Dean Rusk, retenu précipitamment de la conférence de Honolulu.

**Un homme de bonne volonté**  
Par ANDRÉ FONTAINE  
André Fontaine avait écrit une lettre à Kennedy... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...

**La reconnaissance selon la police de Dallas**  
Les policiers de Dallas ont reconnu... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...

**LE NOUVEAU PRÉSIDENT - UN CONSERVATEUR OÙ A SU S'ADAPTER**  
Lyndon B. Johnson est un homme de bien... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...

**AU JOUR LE JOUR < FAIL SAFE >**  
Le président Johnson a pris possession de ses fonctions... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...

**LA PEINTURE FRANÇAISE**  
De Rouart  
Une exposition de peintures françaises... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...



**Aucune indication précise**  
Le président Johnson a pris possession de ses fonctions... C'est une lettre de soutien à un homme de bien...

**AUTÉUIL**  
PRIX CONTRACTIONS  
Grand Prix de la Ville de Paris  
Autéuil est une race de chevaux de course...



Cette troisième période de l'histoire du journal de la rue des Italiens est celle de la réussite. Alors que la V<sup>ème</sup> République est toute nouvelle, le journal fait figure de vieux sage. Trois personnalités hors du commun émergent de cette période, Hubert Beuve-Méry, bien sûr, Charles de Gaulle qui marque son retour et John Fitzgerald Kennedy. Le journal peut-il dès lors gagner ses titres de noblesse en s'opposant presque systématiquement au chef de l'Etat tout en développant des idées peu éloignées des siennes quant à la recherche d'autonomie vis-à-vis de l'Amérique ? Nous verrons dans ce chapitre comment le journal devient une véritable institution, comment il présente l'ère Kennedy et comment il décrit les Etats-Unis au rythme du volontarisme de leur jeune président et de son successeur.

### **31 L'institution**

En 1960, les fondements du développement du journal sont posés : indépendance, rigueur de l'information et de la gestion. Le traitement de la guerre d'Algérie l'illustre parfaitement.

#### **La guerre d'Algérie**

Les prises de position du *Monde* face à la guerre d'Algérie et à la torture transforme la situation du *Monde* de journal indépendant en journal moral et son directeur d'homme libre à homme juste. Comme le note Patrick Eveno : « Les lecteurs du *Monde*, qui jusqu'en 1956 réagissaient essentiellement aux événements extérieurs et aux commentaires qu'en faisaient le journal, semblent changer de motivations entre 1957 et 1962. Les affaires coloniales, spécialement la guerre d'Algérie, et les faits politiques prennent une dimension particulière dans leurs préoccupations. *Le Monde* accompagne les Français dans leur démarche, en augmentant la couverture rédactionnelle de la vie politique française et en accroissant la pagination du journal afin d'apporter aux lecteurs une information complète. Au cours de la guerre d'Algérie, *Le Monde* défend les valeurs morales de la modernité [...]. *Le Monde* occupe pendant cette période une place privilégiée, aux côtés d'autres publications telles que *Témoignage chrétien*, *France-Observateur* ou *L'Express*, qui restent dans les mémoires comme celles qui ont dénoncé la torture et qui ont fait progresser la solution politique du conflit »<sup>320</sup>.

Mauriac écrit une tribune adressée à Sirius qu'il nomme Arcturus<sup>321</sup>. Il proteste alors contre la publication par *Le Monde* d'une lettre du général putschiste Raoul Salan au voisinage immédiat d'une publicité pour l'hebdomadaire d'extrême droite *Carrefour* : « Parmi les gens de notre profession, qui est plus estimé qu'Arcturus ? Aux yeux de tous, il apparaît à la fois comme un cerveau et comme une conscience : assemblage peu commun chez ceux qui font métier d'écrire dans les feuilles publiques. S'il en est parmi nous qui ne trouvent guère d'argument au commerce d'Arcturus (il est un docteur tant-pis redoutable et croit toujours que le pire arrivera), même ceux-là, ce grand frère les rassure. Il existe pourtant des journalistes comme Arcturus ! se disent-ils. Il n'était pas besoin de porter Arcturus aux nues : le consentement général l'y avait placé une fois pour toutes et il s'était donné lui-même

---

<sup>320</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* pp. 183-184.

<sup>321</sup> Arcturus est une étoile vieillissante et particulièrement brillante, de la constellation du Bouvier. C'est sans nul doute une référence de Mauriac à Sirius, l'étoile la plus brillante après le soleil.

le nom d'une étoile. [...] J'avais donné ma foi à Arcturus. Je me gardais, moi qui ai toujours jugé les gens sur la mine et qui ai rarement été trompé, de m'interroger sur cette figure fermée – oui, fermée à la lettre : rien n'y ouvre sur le dehors, et de la lumière du dedans qui doit être si belle, presque rien ne filtre à travers cette face close. Arcturus ne ressemble pas à l'idée que je me fais de lui, me disais-je, quand un doute naissait. Car nous n'étions pas toujours d'accord lui et moi [...]. Pourtant je demeurais ferme dans ma foi, et je le demeure encore aujourd'hui encore pour des raisons que recommencerais bientôt de donner ici »<sup>322</sup>.

Cette rigueur, cette rectitude et ce caractère juste, manifestés par *Le Monde* dans le traitement de la guerre d'Algérie et de ses excès, confèrent au journal une autorité et une légitimité immense. Qui aime bien châtie bien dit-on. *Le Monde* est un journal juste et sévère, avec le gouvernement français comme avec les Etats-Unis. Il va le montrer sur la question de la Tchécoslovaquie, pays cher à son directeur.

## La Tchécoslovaquie et Sirius

L'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du pacte de Varsovie en 1968 est un moment très important dans la perte de prestige de l'Union soviétique face au monde libre dont le parrain est l'Amérique. C'est un moment particulièrement fort, dur et pénible pour Hubert Beuve-Méry. Jeune homme, il passe de longues années à Prague, où il a l'occasion d'observer l'Europe. Il y voit les périls monter peu à peu et triompher finalement. Il écrit alors un petit ouvrage dont le titre anticipe bien malheureusement la suite : *Vers la plus grande Allemagne*<sup>323</sup>. Il est aussi bouleversé personnellement par la perte de son enfant, emporté par la maladie, perte qui marque à jamais un homme. Enfin, il fait la connaissance de deux hommes politiques exceptionnels qui l'influencent profondément : Edouard Bénès<sup>324</sup> et Thomas Masaryk<sup>325</sup>. Par la suite, il cherchera à les retrouver en France dans les visages des hommes d'Etat de la IV<sup>e</sup> et de la V<sup>e</sup> République, sans jamais vraiment les reconnaître. Leurs principes guideront sa vie.

Ce pays, la Tchécoslovaquie est le pays martyr de la liberté. C'est un pays moderne, qui jusqu'en 1938 tient bien son rang parmi les nations européennes démocratiques et développées. Mais voilà qu'une série d'invasions vont le toucher, marquées par autant d'abandons de la part de ses alliés, des défenseurs proclamés du droit et de la liberté. A Munich en 1938, une part de la Tchécoslovaquie, le territoire des Sudètes, est abandonnée à Hitler par le Royaume Uni et par la France qui s'étaient pourtant engagés à la défendre. Par ce sacrifice, les deux nations croient, sauver la paix. Bien entendu, l'ogre hitlérien dévore les Sudètes puis l'ensemble de la Tchécoslovaquie. Loin d'avoir été rassasié, l'épisode aiguise son appétit et il s'attaque ensuite à la Pologne ne laissant d'autre choix aux deux démocraties que de se lancer dans ce qui va devenir la seconde guerre mondiale. Winston Churchill a merveilleusement bien résumé ce triste épisode dans sa réponse restée célèbre au premier ministre Chamberlain lors d'un échange sur les accords de Munich à la Chambre des Communes en 1938 : « Vous avez eu à choisir entre la guerre et le déshonneur ; vous avez choisi le déshonneur, vous aurez la guerre ».

La République de Bénès et Masaryk est libérée à l'ouest par l'armée américaine qui arrête sa progression et laisse l'Armée rouge libérer l'est, Prague

---

<sup>322</sup> François Mauriac, « Le point de vue d'Arcturus », *Le Figaro littéraire*, 30/09/1961.

<sup>323</sup> Hubert Beuve-Méry, *Vers la plus grande Allemagne*, Paris, Hartman, 1939, 115 p.

<sup>324</sup> Fondateur, aux côtés de Thomas Masaryk, de la République tchécoslovaque, dont il fut président de 1935 à 1948.

<sup>325</sup> Philosophe, fondateur et premier président de la République tchécoslovaque de 1920 à 1935.

comprise. La démocratie tchécoslovaque croit pouvoir renaître de ses cendres. Mais le coup de Prague met fin à cet espoir. Le pays connaît alors une brutale prise de pouvoir par les communistes de Klement Gottwald le 25 février 1948 qui renverse le président Bénéš et son gouvernement, sous la protection de l'Armée rouge. Ils mettent en place un régime totalitaire de type stalinien. Hubert Beuve-Méry, explique Jean Planchais, « était très lié avec Jan Masaryk, le dernier ministre des affaires étrangères du gouvernement démocratique tchécoslovaque avant le coup de force communiste »<sup>326</sup>. Les années passant, le régime s'assouplit jusqu'à permettre, avec l'arrivée au pouvoir le 5 janvier 1968 du dirigeant réformateur Alexandre Dubcek, ce que l'on appelle le printemps de Prague, c'est-à-dire l'instauration d'un socialisme à visage humain. Mais le 21 août de la même année, l'armée soviétique met un terme, dans un bain de sang, à cette expérience aidée des armées des autres pays du pacte de Varsovie. Les Etats-Unis et les autres pays de l'OTAN se gardent d'intervenir, et accueillent nombre de réfugiés qui fuient le retour du totalitarisme.

Hubert Beuve-Méry, écrit alors un éditorial balancé comme à son habitude, mais particulièrement ironique vis-à-vis du régime soviétique. Il y décrit très clairement la nature de l'intervention soviétique tout en rappelant la responsabilité américaine dans l'abandon de la Tchécoslovaquie à Staline et conclut par un appel qui en dit long sur son attachement au pays de Thomas Masaryk et à l'influence de ce dernier sur lui : « Chacun peut imaginer quels auraient été nos lendemains si le général Patton, stoppé à Chartres sur ordre supérieur, n'avait patiemment attendu pendant plus d'une semaine – avant de partir vers l'Ouest – que l'allié soviétique vienne seul à bout des troupes nazies. [...] Trois ans plus tard, des élections de mode occidentale comme celles que la Tchécoslovaquie avait connues de 1918 à 1938 auraient pu avoir lieu, au risque de modifier les frontières du nouvel empire. Pour ne parler que d'eux, bon nombre de pays communistes d'Europe centrale et orientale ainsi occupés et pris en tutelle ne devaient pas tarder à mesurer le poids du régime moscovite et à revendiquer un minimum de libertés politiques et économiques. [...] Fort diverses dans leur conception et leur origine, ces manifestations n'étaient certainement pas imputables à l'impérialisme américain. Et voici que les Tchécoslovaques manifestaient à leur tour [...]. Avec une logique toute stalinienne, l'idée a finalement prévalu que mieux valait confier à des armées d'occupation le soin de mettre un terme brutal au printemps de Prague [...]. Que sans rien négliger de ce qui peut dépendre d'elle, [la France] témoigne du moins son attachement profond au peuple tchécoslovaque, une fois de plus si durement frappé »<sup>327</sup>. Comme ce souvenir de l'humiliante incapacité de la France à honorer ses alliances et de faire face à l'Allemagne nazie, bien des traits rapprochent Hubert Beuve-Méry et Charles de Gaulle, cependant que le journaliste critique l'homme politique.

### **Beuve-Méry et de Gaulle**

Le général de Gaulle bénéficie un temps du soutien du *Monde*, ce qui demeure exceptionnel pour un chef d'Etat ou de gouvernement français dans les soixante-dix ans de l'histoire du journal. Seuls Mendès France et François Mitterrand au tout début de son mandat, en bénéficièrent aussi. Ce fut d'abord le cas pour Charles de Gaulle, de la création du journal le 18 décembre 1944 à sa démission le 20 janvier 1946. La France vivait alors dans le consensus de la Libération autour de l'homme du 18 juin.

---

<sup>326</sup> Entretien avec Jean Planchais, le 02/05/2002.

<sup>327</sup> Sirius, « La vérité vaincra », *Le Monde*, 22/08/1968.

*Le Monde* soutient à nouveau de Gaulle lors de son retour au pouvoir en 1958. Il est vrai qu'en cette occasion, le soutien est essentiellement celui de Sirius et est accompagné de réserves.

Les deux hommes ne se connaissent pas bien, mais ils ont de nombreux points communs. Ils sont presque contemporains, ont pu observer la France depuis l'étranger, ont reçu une éducation traditionnelle chrétienne, dont ils sont fortement imprégnés l'un et l'autre. Non conformistes, pédagogues, ils sont francs et directs et savent apprécier la valeur des hommes. Au-dessus des partis politiques, on ne peut les situer dans la seule dimension gauche-droite. Fiers, moralistes, ils ont un égal mépris à l'égard de l'argent. Ils ont le souci commun de la modernisation et de l'indépendance de la France, notamment vis-à-vis des Etats-Unis, tout en rejetant le communisme. Ils finissent d'ailleurs leurs carrières tous les deux en 1969, à neuf mois d'intervalle l'un de l'autre. Beuve-Méry n'oublie pas que c'est de Gaulle qui a voulu la création du *Monde* et lui en a confié les rênes, mais il se méfie des tendances autocratiques du Général. Finalement, l'échec de la IV<sup>e</sup> République, amplement annoncé par de Gaulle, morte de sa propre mort, de sa propre incapacité à donner un gouvernement stable à la France, amène Sirius à soutenir le Grand Charles lors de son retour au pouvoir : « Aujourd'hui, dans l'immédiat, quelque réserve que l'on puisse faire pour le présent, et encore plus pour l'avenir, le général de Gaulle apparaît comme le moindre mal, la moins mauvaise chance »<sup>328</sup>.

C'est une position personnelle de Sirius, alors que le soutien de la rédaction est loin d'être évident. Plusieurs journalistes manifestent vivement leur désaccord. Ainsi, Raymond Barillon, Georges Mamy, Alain Guichard et Claude Ezratty lui écrivent le 29 mai 1958 : « Fidèlement attachés depuis de longues années à notre journal, qui a livré, à maintes reprises, des luttes difficiles, engagés avec lui de façon très personnelle, nous sommes trop directement concernés par les positions du *Monde* pour laisser ignorer le grave problème de conscience qui se trouve ainsi posé pour nous »<sup>329</sup>.

Cela n'empêche pas Beuve-Méry d'apporter à nouveau, en première page du *Monde*, son soutien à de Gaulle lors de la création de la V<sup>e</sup> République : « Tout en admettant qu'une même analyse peut conduire suivant les données propres à chacun à une option différente, il faut choisir. Je dis oui parce que le général de Gaulle - on l'oublie parfois un peu trop - n'est pas le principal responsable des conditions dans lesquelles il a accédé au pouvoir. Atteinte d'anémie pernicieuse, la IV<sup>ème</sup> République a laissé se développer pendant des mois, voire des années, des complots dont elle n'ignorait rien et dont elle a fini par mourir. La nature ayant horreur du vide, il fallait bien que quelque chose ou que quelqu'un surgisse. La véritable surprise est que l'événement ne se soit pas produit plus tôt. Parce qu'un grand pays ne peut demeurer longtemps sans pouvoir organisé [...]. Même s'il estimait que son échec ne l'autorise pas à abandonner brusquement le pouvoir, de quelle autorité disposerait alors le général de Gaulle pour assurer la continuité du gouvernement dans une période particulièrement difficile ? Même sans paras, ce serait l'impuissance et vraisemblablement le chaos. Parce que le général de Gaulle a pris en Afrique noire des décisions et des risques dont certaines modalités paraissent contestables, mais dont on n'imagine pas quel autre aurait osé les prendre à sa place. Parce que nul autre que lui n'est mieux placé, s'il le veut, pour faire comprendre à l'armée que ce n'est pas dans une lutte sans merci et sans fin qu'elle peut obtenir sa véritable victoire [...]. Enfin parce que le général de Gaulle, s'il a une idée souvent excessive de sa mission et de ses possibilités, n'est pas du bois dont

---

<sup>328</sup> Sirius, « L'amère vérité », *Le Monde*, 29/05/1958.

<sup>329</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*, *op.cit.*, p. 216.

on fait les dictateurs. Le souci même de sa renommée dans l'histoire suffirait, s'il en était besoin, à le mettre en garde contre un vertige dont il a déjà, dans cette langue qui n'appartient qu'à lui, exposé les fatales conséquences. En dépit des faiblesses ou des complaisances qu'il a montrées depuis quatre mois, il dépend encore de lui que soient refrénées les violences de ceux qui, parfois en le détestant, l'invoquent le plus bruyamment et ne manqueraient pas de susciter d'autres chocs en retour »<sup>330</sup>.

Ce soutien ne dure pas au-delà de la guerre d'Algérie et Sirius le marque en disant non au référendum sur l'élection au suffrage universel du Président de la République du 28 octobre 1962. Son opposition est si régulière ensuite que de Gaulle le surnomme « Monsieur faut-que-ça-rate ».

Les deux hommes ont des positions proches sur l'Amérique. Comme l'écrivent Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard : « Défiance à l'égard des Etats-Unis, indépendance nationale, refus de la logique des blocs, armement national visant à la défense exclusive du territoire national, politique de détente : on ne saurait dire que ces thèmes, qui sur le moment ne rencontrèrent guère d'échos, n'eurent pas de postérité... Seulement Hubert Beuve-Méry et le général de Gaulle qui, en définitive, ont partagé beaucoup d'idées, ne les ont jamais partagées en même temps »<sup>331</sup>. De même, Paul Delouvrier, gaulliste et ami proche de Sirius, avait dit à ce dernier : « Tu lui ressembles tellement que tu ne peux pas le supporter » rapporte Pierre Sainderichin<sup>332</sup>. Ainsi tant qu'ils sont en activité, ces deux géants dans leur domaine s'opposent vigoureusement. Cette position critique contribue assurément à conforter l'indépendance et l'aura du *Monde* tout en commençant à marquer sa ligne éditoriale. Mais cela n'empêche pas Beuve-Méry d'apprécier au fond de lui-même l'homme du 18 juin. Dans un article paru dans le *Times* du 11 novembre 1970 au lendemain du décès du Général et qui clôt son livre-recueil *Onze ans de Règne*, Sirius écrit : « Après tout, Louis XIV et Napoléon, quels que fussent leurs titres de gloire, ont laissé l'un et l'autre la France exsangue, ruinée, mutilée. Charles de Gaulle n'aurait pas trop à se plaindre de cette orgueilleuse comparaison »<sup>333</sup>. Le général de Gaulle est entré dans l'histoire, le journal de Beuve-Méry quant à lui devient une institution.

### **Le succès d'un journal devenu institution ainsi que son directeur**

Ainsi positionné, avec sa rigueur éditoriale qui se double d'une rigueur gestionnaire, *Le Monde* change de statut.

#### *Le Monde* devient une institution

*Le Monde* n'est pas le premier quotidien de France, certains quotidiens régionaux comme *Ouest France* ont un tirage nettement plus important. Il n'est pas non plus le premier quotidien national, *Le Figaro* le devançant. Mais il s'en approche désormais, il passe de journal de référence, lu par l'élite et par les intellectuels, au journal des cadres et des étudiants. A cet égard, il est un grand bénéficiaire du rapide développement de l'université française d'après-guerre. En ces années de décollage économique de la France, *Le Monde* est le journal de la modernisation et de la modernité. Son influence profite pleinement de son capital d'indépendance gagné dans ses quinze premières années. Et comme le remarque Laurent

---

<sup>330</sup> Sirius, « L'option », *Le Monde*, 26/09/1958.

<sup>331</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*, *op. cit.*, p. 92.

<sup>332</sup> Pierre Sainderichin, « De Gaulle et Le Monde », Paris, *Le Monde*, 1990, p. 167.

<sup>333</sup> Hubert Beuve-Méry, *Onze ans de règne*, Paris, Flammarion, 1974, 413 p.

Greilsamer : « A son corps défendant, Beuve est devenu une vedette. Son journal est désormais une institution [...]. Insensiblement, Hubert Beuve-Méry et *Le Monde* ont détrôné Pierre Brisson et *Le Figaro*. Le phénomène n'apparaît pas encore dans les courbes de diffusion des deux quotidiens, mais il est sensible, palpable pour qui connaît les milieux politiques, intellectuels et financiers. C'est bien le quotidien de la rue des Italiens qu'on cite le plus fréquemment, c'est bien vers ses journalistes que l'on se tourne en priorité dans les conférences de presse »<sup>334</sup>. C'est le cas bien entendu pour tout ce qui concerne les Etats-Unis.

### Une réussite éditoriale et économique

La réussite éditoriale du *Monde* se double de sa réussite économique. Le journal qui s'était développé lentement depuis 1952, voit s'accélérer la progression de son tirage et de sa diffusion. Les éléments statistiques recueillis par Patrick Eveno le montrent indiscutablement<sup>335</sup> : en 1961, le tirage est de 226 445, la diffusion moyenne par jour de 172 157 et l'audience CESP de 474 000 soit une pénétration de 1,5%. En 1969, elles sont réciproquement de 478 983, 354 643 et de 1 090 000 soit une pénétration de 3,2%. Cela revient à une progression de 115% pour la première, de 106% pour la seconde et de 130% pour la troisième en 8 ans. Les effectifs passent de 417 à 813, soit une augmentation de 95%. Le nombre annuel de pages passe de 4 808 à 8 920, progressant de 86%. Le résultat financier en francs constants passe en huit ans de 608 791 Frs à 2 869 189 Frs. Ce résultat remarquable et ces huit années de forte croissance des ventes du journal, sont la conséquence de vingt-cinq années d'effort commercial, de gestion rigoureuse et d'excellence éditoriale. On assiste même à une accélération sur la dernière période, alors que les principaux obstacles au développement ont été levés et le positionnement du journal éclairci.

On peut dès lors faire le bilan de ce premier quart de siècle, le bilan d'Hubert Beuve-Méry à la direction du *Monde*. Le journal est né sans argent ou presque : la SARL a été créée le 11 décembre 1944 avec un capital de 200 000 Francs soit environ 25 000 Euros valeur 2014 d'après l'INSEE, toutes choses égales par ailleurs. L'équipe d'origine est pour l'essentiel celle de l'ancien *Temps* soit 276 personnes en 1945. Le tirage est de 108 356 et la diffusion moyenne par jour est alors de 103 350. Nous n'avons pas l'audience CESP, mais on peut l'évaluer sur la base de celle de 1957 à environ 206 000 soit une pénétration d'environ 0,7%. Le journal ne compte au départ qu'une feuille soit deux pages, qui pliées en deux en feront quatre ce qui permet de calculer un nombre total de 1244 pages en 1945. Son résultat financier est de 133 217 Francs constants base 1984. Ainsi, 25 ans plus tard, le journal a vu son tirage multiplié par 4,4, sa diffusion par 3,4, son nombre annuel de pages par 7,2, ses salariés par 2,9 et son bénéfice par 21,5, ce qui montre au passage la rigueur de la gestion. D'ailleurs, en 1969, *Le Monde* a remboursé la totalité de ses dettes alors qu'il est devenu propriétaire de ses locaux. Comme l'écrit Françoise Giroud à propos d'Hubert Beuve-Méry : « Ca le rend fou quand on lui dit qu'il a été un bon commerçant, mais c'est vrai »<sup>336</sup>. Sirius est aussi un exemple pour les nombreux journalistes qui rejoignent *Le Monde*.

---

<sup>334</sup> Laurent Greilsamer, *op.cit.* pp. 516-517.

<sup>335</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 469-513.

<sup>336</sup> Françoise Giroud, *Si je mens...* Paris, Stock, 1972, p. 164.

## Les journalistes qui apparaissent dans le traitement des Etats-Unis par *Le Monde* de 1961 à 1968

Pendant ces années, même si *Le Monde* grandit, Hubert Beuve-Méry suit toujours autant l'actualité internationale et consacre encore de nombreux articles à l'Amérique, pour l'essentiel des éditoriaux. André Fontaine, qui structure le service étranger, en reste le chef pendant toute la période. Il marque le service de sa personnalité ouverte notamment à l'Amérique, rigoureuse, nous l'avons vu et de son exceptionnelle longévité. Il laisse lui aussi de nombreux articles sur les Etats-Unis, 40% d'entre eux datent de cette époque. D'autres journalistes le rejoignent.

Alain Clément

Entré au *Monde* à vingt-trois ans en 1948, Alain Clément devient en 1962 correspondant du journal aux Etats-Unis, basé à Washington. Il y reste jusqu'en 1971. Germanophone et germanophile, ce qui ne l'empêche pas d'être sévère lorsqu'il le juge nécessaire avec le pays de Goethe, il a été quatorze ans correspondant du *Monde* en Allemagne. C'est un perfectionniste, tant sur la forme que sur le fond. Il prend ensuite une année sabbatique, se consacrant aux mythes précolombiens et à l'examen des facteurs religieux. Ce n'est qu'un aspect de son immense culture. De retour en France, il prend en charge la rubrique Amérique jusqu'en 1983. Souffrant cruellement du dos et d'insomnie, il quitte alors le grand quotidien du soir qui, comme son nom ne l'indique pas, est un quotidien de la première heure du matin pour les journalistes. Pendant vingt ans, il marque de son empreinte l'image des Etats-Unis dans *Le Monde*.

Dans ses articles<sup>337</sup>, plutôt longs et dont près du quart figure en première page, soulignant leur importance, Alain Clément décrit un pays ami, une superpuissance qui veut la paix et la détente. Il présente aussi un pays avec lequel les relations ne sont pas toujours simples, mais restent préservées en dépit des malentendus. Son appréciation de l'économie américaine varie logiquement en fonction du temps et des crises qu'elle traverse. Il note cependant que son dynamisme est entravé par les contraintes fédérales et une fiscalité élevée. Il remarque que les Etats-Unis sont un pays riche dans lequel la pauvreté existe encore. C'est un pays qui manque d'investissement public, mais dans lequel le niveau d'études est en grand progrès<sup>338</sup>.

Jacques Amalric

Né en 1938, Jacques Amalric entre au *Monde* en 1963 après deux ans de droit et quelques postes dans de petits journaux à Paris. Il commence d'emblée au service étranger, à la rubrique Amérique à laquelle il reste jusqu'en 1969. Il apprend l'anglais à l'âge adulte et fait connaissance avec les Etats-Unis d'abord par ses nombreuses lectures. Il participe aussi à un séminaire d'été organisé par le département d'Etat pour les journalistes : deux mois à Harvard avec Kissinger comme professeur notamment. Il fait plusieurs voyages aux Etats-Unis comme envoyé spécial, qui donnent lieu à autant de reportages. Il devient ensuite correspondant à Washington en 1970 jusqu'en 1973. Passant de la capitale d'un bloc à la capitale de l'autre, il part alors comme correspondant à Moscou jusqu'en 1977. A son retour en France, il évolue au service étranger dont il devient le chef en 1979. Il marque profondément le service qu'il quitte en 1990, nommé alors rédacteur

---

<sup>337</sup> 19 articles d'Alain Clément sélectionnés dans le corpus.

<sup>338</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

en chef. Il démissionne du journal en 1993 et poursuit sa carrière à *Libération* dont il devient directeur de la rédaction en 2000 jusqu'à sa retraite en 2003. Son séjour en Union Soviétique l'a amené à évoluer sur sa perception de l'URSS et par effet miroir sur celle des Etats-Unis, le conduisant à devenir l'un des tenants de la tendance favorable à l'Amérique au sein du *Monde*.

Il explique<sup>339</sup> que les Etats-Unis sont un pays qui l'attire et le repousse en même temps, du fait des relations raciales, de la guerre froide, de la guerre du Vietnam (à l'époque). Il a eu peu de relations avec les officiels américains, d'ailleurs les relations étaient assez tendues avec l'ambassade américaine à l'époque, toujours du fait de la guerre du Vietnam. Il n'a jamais été viscéralement défavorable à l'Amérique et encore moins anti-américain primaire. Dans un premier temps il a été un peu américano-sceptique, puis il est devenu pro-américain avec son passage à Moscou et est redevenu un peu américano-sceptique depuis les années George W. Bush. Il aime beaucoup New York, mais est moins attiré par l'Ouest américain. Il dit que les intellectuels de la côte Est étaient très ouverts à l'Europe et à la France. Socialement, il trouve qu'il y a un racisme latent, aujourd'hui inavoué et l'aspect religieux des Etats-Unis lui est insupportable. Le modèle politique américain a selon lui beaucoup changé : « Il y a un lien entre argent et politique, l'argent compte plus maintenant, de plus cela devient aujourd'hui un pays dynastique, avec notamment les Bush et les Clinton. C'était un pays de combat politique vivant. Aujourd'hui, cela a disparu ».

Dans ses articles sur les Etats-Unis<sup>340</sup>, longs pour les deux tiers et dont un peu plus de la moitié figure en première page, Jacques Amalric présente un pays ami ou allié de l'Europe, une superpuissance qui souhaite la paix, la détente, mais qui est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts. C'est un pays ouvert, avec lequel les relations sont complexes du fait des différences d'appréciation. Amalric décrit un pays où les infrastructures souffrent d'un manque d'investissement public. C'est un pays dont l'économie connaît des difficultés avec un chômage important, de même que des déficits budgétaires et commerciaux. Il présente un pays riche, mais dans lequel la pauvreté voire la misère existent encore, où l'éducation souffre de fortes disparités. C'est pour lui un pays avec des conflits raciaux importants. Il évoque régulièrement les discriminations raciales, notant qu'elles sont importantes et qu'elles persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants accompagnés de nombreuses initiatives pour les combattre. Il relève logiquement que les mœurs des Américains sont marquées par les questions communautaires et raciales. Il remarque aussi que les Américains sont individualistes, peu concernés par les affaires de l'Etat, mais qu'ils ont des dirigeants qui sont justes et intègres, certes pas tous. Il décrit les Etats-Unis comme un pays démocratique où le pouvoir est partagé et disputé entre le parlement et le président, forme de cohabitation, avec de vifs débats politiques. C'est aussi un pays adepte de la démocratie directe. Mais il remarque que l'on peut y être élu malgré des positions ouvertement inégalitaires voire racistes, que le système électoral est désuet et a besoin d'être réformé. Jacques Amalric présente aussi les Etats-Unis comme un pays dans lequel la justice lutte contre les discriminations raciales, et dans lequel la politique de répression est sévère. Finalement, il présente l'Amérique comme un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur, mais qui voit aussi sa puissance reculer et qui souhaite la renforcer notamment à travers son armée<sup>341</sup>.

---

<sup>339</sup> Entretien avec Jacques Amalric le 26/01/2015.

<sup>340</sup> 16 articles de Jacques Amalric sélectionnés dans le corpus.

<sup>341</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



## Philippe Ben

Philippe Ben est né en Pologne. Après l'entrée en guerre de l'Union Soviétique, il sert dans l'armée polonaise libre dite armée Anders, intégrée à l'Armée rouge. A la fin de la guerre, ayant appris que l'essentiel de sa famille a péri en déportation, il part en Israël et devient journaliste au quotidien *Maariv*. C'est alors qu'il entame sa collaboration avec *Le Monde* comme correspondant pour l'Etat hébreux. Il effectue un séjour de plusieurs mois en 1960 aux Etats-Unis et écrit une longue série dans le journal sur les grands problèmes posés à l'Amérique contemporaine. Il s'installe ensuite à New York où il reste jusqu'à son départ à la retraite en 1976, comme correspondant de *Maariv* et du *Monde*, notamment à l'ONU.

Dans ses articles<sup>342</sup>, en général de taille moyenne et dont un cinquième figure en première page, Philippe Ben décrit les Etats-Unis comme un pays ami qui exerce une grande attraction, une superpuissance protectrice par amitié. Il remarque d'importantes discriminations raciales tout en notant que c'est un pays avec des populations de toutes origines et une bonne intégration grâce à ce que l'on appelle le *melting pot*. Il trouve que les mœurs américaines sont particulièrement marquées par les questions communautaires et raciales. Il souligne aussi le développement de l'insécurité et de la criminalité. Pourtant, il présente les Etats-Unis comme un pays tolérant et respectueux d'autrui, un pays dans lequel les médias et les journalistes sont libres et puissants. L'Amérique connaît selon lui une vie démocratique animée et riche, dans laquelle on retrouve un vote communautaire. C'est un pays dans lequel la justice sait être clémente. Enfin, c'est pour lui une nation qui est un peu anxieuse du fait de l'augmentation de la criminalité<sup>343</sup>.

## Paul Fabra et Jean Luc

Né en 1927, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Paul Fabra devient journaliste en 1953 à l'hebdomadaire *L'Entreprise* puis à *La Vie Française*. Il entre au *Monde* en 1961 où il reste jusqu'en 1993, s'attachant particulièrement aux questions économiques. Il est d'ailleurs responsable du supplément hebdomadaire *Le Monde de l'économie* de 1967 à 1984. C'est sous cet angle qu'il traite des questions américaines, comme Jean Luc, un de ses contemporains, journaliste économique au *Monde* de 1952 à 1970.

Dans ses articles<sup>344</sup>, plutôt longs et en pages intérieures, Paul Fabra décrit les Etats-Unis comme une superpuissance qui protège ses intérêts notamment lorsqu'elle est soumise à une agression. C'est un pays qui sait ce qu'il veut, mais qui sait aussi faire des compromis. Il note que l'Amérique souhaite libérer partiellement les échanges économiques tout en préservant ses intérêts. C'est pour lui un pays dont le dynamisme économique est entravé par de trop grandes contraintes fédérales, mais qui est cependant économiquement libéral. C'est aussi un pays qui, lorsqu'il connaît des difficultés économiques, ce qui ne manque pas de lui arriver, mobilise beaucoup d'énergie en œuvre pour rebondir<sup>345</sup>. Son collègue du service économique Jean Luc, remarque aussi que les Etats-Unis ont un système financier efficace qui sert de modèle aux autres pays, dont la France et que c'est un pays qui aime la culture française.

---

<sup>342</sup> 11 articles de Philippe Ben sélectionnés dans le corpus.

<sup>343</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>344</sup> 3 articles de Paul Fabra et 2 de Jean Luc sélectionnés dans le corpus.

<sup>345</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Raymond Aron

Né en 1905, condisciple de Jean-Paul Sartre à l'École Normale Supérieure de la rue d'Ulm, il est l'un des grands philosophes français du XX<sup>ème</sup> siècle. Contrairement à nombre de ses pairs, après avoir été d'abord un homme de gauche, il devient peu à peu conservateur, même s'il s'engage en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Il demeurera toute sa vie un libéral non-conformiste. C'est aussi un grand journaliste. Il rejoint de Gaulle à Londres pendant la guerre et devient rédacteur de la revue *La France libre*. Il fonde en 1945 la revue *Les Temps modernes* avec Sartre, puis devient éditorialiste à *Combat* en 1946-1947. Il rompt alors avec Sartre prenant nettement parti contre l'Union Soviétique et contre le communisme à la différence de nombre d'intellectuels de l'époque dont Sartre lui-même. Il hésite alors un temps entre *Le Monde* et *Le Figaro*. Préférant semble-t-il Pierre Brisson à Hubert Beuve-Méry, qui lui ont fait l'un et l'autre une proposition<sup>346</sup>, il est pendant trente ans éditorialiste au *Figaro*. Il finit par quitter ce journal en 1977 pour rejoindre *L'Express* où il continue d'écrire jusqu'à sa mort en 1983.

*Le Monde* cite régulièrement les éditoriaux marquants du *Figaro*. Parmi eux, la signature de Raymond Aron figure en bonne place. Et ce dernier ne dédaigne pas *Le Monde* qu'il choisit pour présenter en 1958 son livre, *La tragédie algérienne*<sup>347</sup>, qui n'est pas accepté au *Figaro*. Malgré leurs différences, Raymond Aron a une amitié réciproque pour Hubert Beuve-Méry. Il écrit aussi quelques tribunes ou chroniques dans le journal de la rue des Italiens comme le 22 août 1958, lors du référendum sur la constitution, à l'appel d'Hubert Beuve-Méry. Dans le « Propos d'un conservateur » il explique ses doutes sur la nouvelle constitution proposée aux Français tout en indiquant qu'il finira vraisemblablement par voter en sa faveur. Il écrit à nouveau un article intitulé « Initiation à la stratégie atomique » le 14 novembre 1963. Il y explique qu'il ne peut y avoir de véritable indépendance nationale, entre les Etats-Unis et l'URSS à l'heure atomique, même avec une France dotée de l'arme nucléaire, tant la guerre devient insupportable à n'importe quel Etat. Cela implique de choisir son camp. Lors de la mort de John Kennedy, il écrit dans *Le Monde*, le 25 novembre 1963, un article intitulé « Une œuvre inachevée ». Ce jeune président a laissé selon lui, une empreinte durable.

## **32 L'ère Kennedy**

Au moment où *Le Monde* s'établit, s'enracine dans le paysage médiatique français, les Etats-Unis rajeunissent soudainement grâce à l'élection d'un jeune président, John Kennedy, qui marque son temps même s'il disparaît prématurément, étant alors remplacé par son vice-président, Lyndon Johnson.

### **De Kennedy à Johnson**

Après huit années de présidence républicaine sous Eisenhower, commence une mandature démocrate qui durera aussi huit ans, mais avec deux présidents, l'un pour trois ans, l'autre pour cinq.

---

<sup>346</sup> Laurent Greilsamer, *op.cit.* pp. 316-317.

<sup>347</sup> Raymond Aron, *La tragédie algérienne*, Paris, Plon, 1957, 76 p.

## Kennedy président des Etats-Unis

John Fitzgerald Kennedy est élu 35<sup>ème</sup> président des Etats-Unis le 8 novembre 1960. *Le Monde* salue son élection en remarquant que la victoire a été très serrée et en notant les réactions favorables partout en Europe<sup>348</sup>. Il prend ses fonctions le 20 janvier suivant, il a alors 43 ans. Sur la forme, il marque une rupture parce qu'il est jeune et qu'il n'est pas protestant (il est catholique). Originaire de la Nouvelle Angleterre, il est l'héritier d'une grande et riche famille d'ascendance irlandaise. Sa vigueur et son modernisme lui donnent un style nouveau, qui laissera une trace profonde. Sur le fond, des travaux historiques ont montré que la continuité l'emporte sur le changement et que « d'Eisenhower à Kennedy, les convergences l'emportent sur les divergences »<sup>349</sup>. Une nouvelle administration démocrate se met en place, avec pour mission d'instaurer la politique présidentielle appelée *The new frontier* (la nouvelle frontière). Elle vise à aller plus loin dans la détente, la lutte contre la ségrégation, la relance de l'économie et à lancer un projet phare : l'envoi d'un homme sur la lune. Car le 13 septembre 1959, les Soviétiques ont réussi à envoyer sur la Lune un vaisseau spatial non-habité. Le prestige des Etats-Unis en a été atteint. En voulant reprendre le dessus, John Kennedy montre que derrière sa politique officielle de détente, il n'entend pas baisser la garde bien au contraire. Sous sa présidence, le renforcement de l'armée américaine se poursuit activement. Il permet l'installation du fameux téléphone rouge entre la Maison Blanche et le Kremlin et signe avec l'URSS un traité d'interdiction partielle des essais nucléaires. Son approche de fermeté et de négociation se manifeste clairement dans la confrontation avec les Soviétiques lors de l'installation par ceux-ci de missiles nucléaires à Cuba menaçant directement les Etats-Unis.

## La crise des missiles de Cuba

Depuis plus d'un siècle, les Etats-Unis ont comme principe de politique étrangère d'affirmer leur hégémonie sur l'ensemble du continent américain. Ce principe, a été affirmé par le président James Monroe dans son discours au Congrès le 2 décembre 1823. On l'appelle depuis la doctrine Monroe. Les Etats-Unis considèrent comme leur pré carré le continent américain et voient comme une ingérence, une atteinte insupportable à leur sécurité et une menace pour la paix, toute intervention extra-américaine dans les affaires de leur continent. Suite à la chute du régime Batista le 1<sup>er</sup> janvier 1959, les Etats-Unis sont l'un des premiers pays à reconnaître le nouveau gouvernement issu de la révolution cubaine. Mais les relations entre les deux pays se détériorent très vite, surtout après la réforme agraire en mai 1959 qui pénalise la multinationale américaine United Fruit et plus encore après la nationalisation des entreprises américaines en juin et juillet 1960. Le nouveau régime, socialiste, brouillé avec l'Amérique, se rapproche en revanche de l'Union soviétique. La riposte américaine se matérialise par l'affaire de la baie des Cochons. Le 17 avril 1961, un important commando d'opposants et de mercenaires soutenus, sinon pris en main par la CIA tente de débarquer à Cuba afin de renverser Fidel Castro, le leader du nouveau régime. L'affaire de la baie de Cochons est largement couverte par *Le Monde* qui lui consacre de nombreux articles pendant plusieurs jours, dont un éditorial le jour même (daté du lendemain) qui ne s'embarrasse pas de circonlocutions et pose clairement son enjeu : « S'agit-il vraiment de la grande offensive contre un régime qui a fait fuir de nombreux émigrés et qui gêne au plus haut point la politique des Etats-Unis dans l'ensemble de

---

<sup>348</sup> Jean Knecht, « M. Kennedy l'emporte à une légère majorité », *Le Monde*, 10/11/1960.

<sup>349</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 428.

l'Amérique latine ? Il semble en tout cas que l'on se trouve en présence d'un plan concerté. Les déclarations de chefs de l'émigration, et notamment de M. Miro Cardona, ne permettent guère de doute à ce sujet. Le terrain a été préparé depuis de longs mois. Sur le plan militaire, des groupes antifidélistes ont subi un entraînement intensif dans des bases installées en Louisiane et au Guatemala, pendant que les maquis établis dans les montagnes et les jungles du pays opposaient une vive résistance à l'action de l'armée et des milices populaires. Sur le plan diplomatique le Livre blanc publié voilà quinze jours par le département d'Etat exposait clairement les raisons de l'hostilité des Etats-Unis [...]. Cuba est devenu l'un des principaux fronts de la guerre froide et risque fort de compromettre les chances de rapprochement entre l'Est et l'Ouest »<sup>350</sup>. L'aventure se termine lamentablement et est arrêtée par les forces gouvernementales après deux jours de combats. Kennedy qui a assumé cette opération organisée avant lui, l'empêche de dégénérer en guerre ouverte entre les Etats-Unis et Cuba. Mais à défaut de renverser le régime pour récupérer les avoirs cubains des entreprises américaines confisqués lors de la nationalisation, il autorise l'embargo économique sur Cuba qui commence le 7 février 1962. La relation entre l'île et son puissant voisin est donc particulièrement délicate.

Les Soviétiques organisent alors en secret le renforcement des défenses de Cuba et l'installation de rampes de missiles nucléaires menaçant directement les Etats-Unis, ce qui est nouveau à l'époque. Les Américains s'en rendent compte lors de leur mise en œuvre mi-octobre 1962. Le 22 octobre, Kennedy annonce dans une longue allocution télévisée un blocus naval militaire de Cuba afin que l'URSS renonce à son projet. *Le Monde* rend compte à nouveau largement de la crise. Cela est très problématique comme l'explique André Fontaine vu le nombre limité de pages du journal « alors qu'il fallait aussi présenter les résultats des élections françaises qui avaient eu lieu au même moment »<sup>351</sup>. *Le Monde* publie pourtant, chose exceptionnelle, in extenso, la traduction du discours du président américain. Un éditorial qui ne ménage ni les Etats-Unis ni l'URSS décrit bien sa position : « Nous voici donc une nouvelle fois aux prises avec une grave crise internationale. Rien ne l'annonçait. Il semblait que l'administration américaine fût décidée à résister aux sollicitations d'une opinion surexcitée et qu'elle avait pris son parti de la présence à quelques centaines de kilomètres de la Floride d'une base communiste, dont la signification, à l'heure où les fusées intercontinentales mettent, de toute façon, tous les pays en première ligne, apparaissait bien plus politique que militaire. Pourquoi M. Kennedy a-t-il brusquement décidé de passer à l'action sans saisir au préalable l'O.N.U. ni consulter ses alliés ? On voudrait pouvoir être sûr de l'exactitude des informations sur lesquelles il se base pour annoncer que les Soviétiques, contrairement à leurs assurances les plus solennelles, répétées jeudi encore par M. Gromyko au président lui-même, ont installé à Cuba des armes offensives d'une portée suffisante pour atteindre les trois Amériques. Mais, malheureusement, l'expérience prouve que les services de renseignements américains se trompent parfois. De toute façon, c'est un droit jusqu'à présent reconnu aux Etats souverains de choisir leur forme de gouvernement, leurs alliés et leurs armes [...]. Cela dit, le souci de M. Kennedy de limiter au maximum le risque qu'il a décidé de prendre est manifeste. La quarantaine qu'il a instituée ne doit porter que sur les armes offensives. Si vraiment les Russes n'en ont pas livré à Cuba ou n'ont pas l'intention de le faire, ils devraient volontiers accepter le contrôle des Nations unies que suggère Washington. Et l'on peut se demander si le président en faisant tout ce tapage n'a pas voulu surtout convaincre l'électeur américain de sa fermeté, neutralisant ainsi les attaques croissantes de l'opposition, plutôt que remporter sur

---

<sup>350</sup> « La grande offensive ? », *Le Monde*, 18/04/1961.

<sup>351</sup> Entretien avec André Fontaine, *op.cit.*

Moscou un avantage décisif que le rapport des forces dans le monde lui interdit d'espérer. Aussi bien, a-t-il proposé à M. Khrouchtchev une négociation pour venir à bout des graves problèmes qui menacent la paix internationale. Le chef du gouvernement soviétique serait bien inspiré d'y donner suite, plutôt que de tenter de faire monter les enchères »<sup>352</sup>.

## Kennedy à Berlin

Berlin est un lieu de tension entre les deux blocs depuis le début de la guerre froide. Kennedy évoque le sujet avec le général de Gaulle lors de sa visite à Paris le 31 mai 1961 et tous deux décident d'être fermes sur la question, car le lieu est hautement symbolique. Berlin est alors la dernière frontière ouverte entre l'Est et l'Ouest ce qui entraîne une véritable hémorragie de population pour la République Démocratique Allemande, c'est-à-dire l'Allemagne de l'Est, tant ses habitants émigrent de plus en plus nombreux vers l'Ouest en passant par Berlin. La situation n'est plus tenable et le 12 août 1961, la police et les forces armées est-allemande entreprennent l'édification d'un mur isolant définitivement Berlin Ouest du reste de l'Allemagne de l'Est. Désormais, le rideau de fer est continu, de la mer baltique à la mer noire.

De cette ville coupée en deux par un mur, qui vit en son cœur la guerre froide, Kennedy fait le symbole de l'opposition, de la lutte entre le système occidental, libéral, démocratique et le système soviétique, communiste, totalitaire. En homme politique averti qui se positionne en leader du monde libre, il vient à Berlin, bien décidé à montrer sa fermeté. Il y prononce le 27 juin 1963 un discours qui marque son temps et résonne encore aujourd'hui autour d'une parole prononcée en allemand et restée célèbre : « Ich bin ein Berliner (Je suis un Berlinois) ». *Le Monde* publie le lendemain de larges extraits de son discours et André Fontaine écrit : « L'accueil fait à M. Kennedy à Berlin, la fermeté des propos qu'il a tenus sur la défense de la ville, et la réunification nécessaire de l'Allemagne et de l'Europe, la manière dont il a dénoncé la faillite du communisme prennent le pas sur les problèmes politico-militaires de l'alliance. La presse allemande, unanime, salue dans le Kennedy de Berlin, un nouveau Kennedy, auquel le contact du mur et de la population aurait donné un sens plus vif de l'importance de l'enjeu que représente, dans la guerre froide, l'existence de Berlin ouest [...]. Si les milieux dirigeants allemands expriment ouvertement une satisfaction, que l'A.F.P. qualifie d'immense, on est tout à fait muet à Paris »<sup>353</sup>. Ce qu'André Fontaine ne dit pas, c'est que *Le Monde* qui rend compte effectivement de l'évènement, est tout à fait muet lui aussi sur sa portée. Pas d'éditorial sur la question. Le lendemain, l'éditorial s'intitule « Les faveurs de l'Allemagne ». Il explique que : « Dix-huit ans après la capitulation de Reims, l'Allemagne demeure le problème numéro 1 de la politique mondiale : tel est l'enseignement qu'il faut tirer de la visite du président Kennedy en Allemagne et de celles que s'approprient à y faire M. Khrouchtchev et le général de Gaulle »<sup>354</sup>.

*Le Monde* met en perspective le discours de Kennedy avec les visites prochaines de ses homologues français et soviétique à Berlin dans une volonté de gagner les faveurs d'une Allemagne reconstruite et à la puissance restaurée. Ce n'est pas inexact, et cette arrière-pensée est probablement aussi présente. Mais c'est tout de même ignorer ou ne pas comprendre, ce qui au fond revient au même, la portée politique du discours de Kennedy et son écho bien au-delà de l'Allemagne

---

<sup>352</sup> « Négociateur plutôt que renchérir », *Le Monde*, 24/10/1962.

<sup>353</sup> André Fontaine, « Les Allemands manifestent leur immense satisfaction pour les propos tenus à Berlin par M. Kennedy », *Le Monde*, 28/06/1963.

<sup>354</sup> « Les faveurs de l'Allemagne », *Le Monde*, 29/06/1963.

d'alors. Peut-être de Gaulle et Beuve-Méry sont-ils tous les deux d'une génération marquée par les deux guerres mondiales et qui a encore du mal à ne pas se méfier de l'Allemagne ou de tout signe de rapprochement germano-américain. Peut-être aussi que ce discours prononcé par un autre n'aurait pas eu plus d'importance. Mais prononcé par Kennedy, il eut un impact immense.

### L'assassinat de Kennedy

En à peine trois ans, la jeunesse, la vigueur, le charisme, le style de John F. Kennedy ont fait de lui un président très populaire, aux Etats-Unis comme à l'étranger. Les circonstances l'y ont aidé de même que sa méthode, mélange de fermeté et de retenue pour gérer les crises auxquelles il est confronté. Son assassinat fait de lui un mythe. Sans doute la mort donne-t-elle à un homme, quand elle le saisit, son visage d'éternité. Kennedy, mort à 46 ans, garde dans l'imaginaire de l'humanité un visage d'une éternelle jeunesse.

Le lendemain – en tenant compte de ce que Kennedy est décédé un vendredi 22 et que *Le Monde* du jour suivant est daté seulement du lundi, c'est-à-dire du 25 – le journal consacre près de trente articles à la couverture de cet événement, comme jamais auparavant concernant les Etats-Unis. Le chapeau est clair : « L'émotion en France et dans le monde après l'assassinat du président Kennedy ». De la première page à la huitième, le journal est une succession d'articles racontant l'hommage de l'Amérique, de la France, de l'étranger ; des articles d'analyse, d'opinion, des témoignages etc. L'éditorial a pour titre : « La ligne à suivre », on ne peut pas demander meilleure approbation post-mortem. Mais derrière le blanc-seing accordé au président défunt et à sa méthode, apparaît une réserve sur l'Amérique, sa société, son système : « Le geste d'un assassin dont on ignore les mobiles a plongé le monde entier dans la stupéfaction, l'indignation et l'inquiétude. Bien d'autres chefs d'Etat sont morts de mort violente sans provoquer une aussi profonde émotion, et aux Etats-Unis mêmes, trois présidents ont succombé sous les coups de tueurs avant M. John Fitzgerald Kennedy. La jeunesse de la victime suffit-elle à expliquer l'émotion du grand public ? La sympathie dont il était entouré atteignait aux Etats-Unis les rangs de l'opposition, pourtant peu tendre en période pré-électorale, et à l'étranger les pays les plus sceptiques sur l'efficacité de la diplomatie américaine. Quant aux chefs de gouvernement résolument hostiles à Washington, sa fermeté leur avait au moins inspiré un respect dont peu de présidents américains ont bénéficié [...]. Mais il laisse une inspiration, un style, une ligne dont l'Amérique ne s'écartera pas facilement [...]. On avait voulu le comparer à Roosevelt, mais celui-ci avait affronté une Amérique dans laquelle la crise ne laissait aucune place à l'illusion optimiste. John Kennedy, lui, eut affaire à une Amérique dont les maux, dissimulés sous les séductions d'une société d'abondance, sont tout aussi profonds quoique plus subtils »<sup>355</sup>. Finalement, la disparition brutale de John Kennedy, qui a profondément ému la rédaction du *Monde* et probablement aussi la direction du journal, n'a rien changé de leur perception profonde de l'Amérique.

Cependant, cette mort prématurée du président des Etats-Unis s'est imposée naturellement à la rédaction du journal et son traitement a été à la hauteur de l'événement. Il n'est pas simple de comparer le traitement par *Le Monde* de la mort de Kennedy avec celui de la mort de Roosevelt. *Le Monde* tenait alors sur une seule feuille contre 18 en moyenne en 1963. La rédaction du journal était moins nombreuse, nous l'avons vu et il n'y avait pas encore de correspondant permanent aux Etats-Unis. Le deuil de la rédaction du *Monde* suite à la mort de Roosevelt concerne un étranger bienfaiteur de la France et de l'humanité. C'est celui à qui les

---

<sup>355</sup> « La ligne à suivre », *Le Monde*, 25/11/1963.

Français doivent leur libération. Cela englobe naturellement les Etats-Unis et il y a dans l'Hexagone et dans les colonnes du *Monde*, comme nous l'avons vu au premier chapitre, un vrai sentiment d'amitié et de gratitude envers Roosevelt et l'Amérique.

Qu'en est-il alors en 1963 ? En apparence, l'émotion concerne la personne du jeune président assassiné. Pourtant, John Kennedy n'est pas simplement un homme à part qui a marqué son temps. Président des Etats-Unis, il est l'ambassadeur, le représentant de l'Amérique, de son mode de vie, l'*American way of life*. Sa vie est vue comme un roman, pas toujours beau d'ailleurs, mais toujours embelli. C'était un homme immensément populaire. Grâce à lui, la popularité du mode de vie américain et de la culture américaine, s'accroît profondément, notamment en France. C'est aussi cela que montrent les dizaines d'articles sur lui et sur l'Amérique dans *Le Monde* les jours qui suivent sa mort. Les Français ne marquent pas le deuil d'un libérateur comme ce fut le cas lors de la mort de Roosevelt. Ils n'ont pas de dette particulière envers John Kennedy. Truman ou Eisenhower ont tout autant protégés la France que Kennedy. Ce que montre la couverture par *Le Monde* de l'assassinat du président américain, c'est que le décès de John Kennedy concerne aussi personnellement les Français car ils aiment son style, sa culture, sa jeunesse, bref, cela montre vraisemblablement que la France s'américanise. Cela concerne davantage les jeunes générations que les plus anciennes, davantage la masse de la population que l'élite. Et cette coupure passe aussi au sein du *Monde*, entre la direction, plus âgée et les jeunes rédacteurs et transparaît dans l'éditorial du 25 novembre 1963. Elle est différente de la coupure idéologique qui concerne d'abord l'appréciation de la politique des Etats-Unis. Cet élan de sympathie, fort et profond, semble devoir durer et se reporter sur le successeur du président défunt.

Lyndon Johnson président des Etats-Unis

Aussitôt la mort du président Kennedy officielle, le vice-président Lyndon Johnson prête serment, conformément à la constitution américaine et lui succède. Il bénéficie de l'immense capital de sympathie de son prédécesseur et mentor dont il termine le mandat et est facilement élu l'année suivante. Alain Clément écrit alors dans *Le Monde* : « M. Lyndon B. Johnson a désormais sa place, pour ne pas dire son monument, dans l'histoire électorale américaine : il devance le candidat républicain de plus de millions de voix qu'aucun de ses prédécesseurs, y compris F.D. Roosevelt. Tant en pourcentage qu'en chiffres absolus, sa victoire constitue le record du siècle. Mieux encore, c'est le genre de victoire qu'il souhaitait : non seulement décisive, mais étalée sur l'ensemble des Etats-Unis, provenant de toutes les couches sociales, de tous les groupes ethniques, représentant une approbation très homogène de sa conduite des affaires et des prolongements qu'elle implique »<sup>356</sup>. Après *the New Frontier* (la Nouvelle frontière) de Kennedy, Johnson présente son projet de *Great society* (Grande société) resté fameux par ses lois en faveur des droits civiques et du programme de « guerre contre la pauvreté ». Dans ce programme, les lois Medicare, et Medicaid, respectivement premier système fédéral d'assurance maladie pour les plus âgés et pour les familles pauvres ont gagné la postérité, bien davantage que leur auteur.

S'il n'est pas à l'origine de l'implication américaine dans ce conflit, Lyndon Johnson reste le président qui engagea lourdement les Etats-Unis au Vietnam. Cela l'amènera d'ailleurs à renoncer à se représenter en 1968 et à terminer peu glorieusement un mandat commencé en fanfare.

---

<sup>356</sup> Alain Clément, « Un évènement populaire sans précédent et sans équivoque », *Le Monde*, 05/11/1964.

## La guerre du Vietnam

L'escalade militaire au Vietnam commence après les violents incidents qui éclatent le 2 août 1964 dans le golfe du Tonkin entre des navires militaires des Etats-Unis et du Nord Vietnam, en tout cas officiellement. Le fait est que les premiers conseillers militaires américains arrivent au sud-Vietnam immédiatement après la fin de la guerre d'Indochine, c'est-à-dire après la signature des accords de Genève du 20 juillet 1954 et la partition du Vietnam, effective avec la proclamation de la République du Sud-Vietnam en août 1955. D'ailleurs, sont considérés comme victimes de la guerre du Vietnam les soldats américains morts au Vietnam après le 1<sup>er</sup> novembre 1955. C'est le président Eisenhower qui décide de l'envoi des premiers militaires américains au Vietnam. Kennedy poursuit cette politique, accroissant peu à peu les effectifs à près de 15000, après avoir hésité un moment à tout arrêter<sup>357</sup>. Mais c'est Lyndon Johnson qui change la nature de l'intervention américaine, passant de la simple assistance à un engagement militaire à grande échelle à partir du second semestre 1964. Il respecte la forme et obtient le vote le 7 août 1964, d'une résolution des Nations unies sur le Golfe du Tonkin autorisant les Etats-Unis à employer la force armée. D'ailleurs, des armées de nombreux autres pays du sud-est asiatique s'engagent aux côtés de l'armée américaine au début.

La guerre se déroule en deux temps. Dans un premier temps, aidés de leurs alliés, les Américains pensent pouvoir vaincre aisément et relativement rapidement. La montée en puissance de l'intervention américaine au Vietnam est assez rapide. Les premiers raids aériens interviennent dès le 7 février 1965. Le 28 juillet, le Président Johnson annonce que le contingent américain au Sud-Vietnam sera porté rapidement à 125000 hommes. Puis l'intervention s'étend au Nord, le 13 décembre 1966 interviennent les premiers bombardements américains sur Hanoï. Les effectifs militaires américains au Sud-Vietnam dépassent le demi-million en 1967. Peu à peu, il apparaît que ce conflit n'a rien de classique. Il s'agit d'une guerre asymétrique qui mélange opérations de guérillas et attentats, à des opérations de ratissage et à des bombardements massifs. Elle oppose la première puissance mondiale, avec toute sa panoplie technologique à un petit pays en voie de développement, cependant approvisionné en armes, dont certaines sont modernes, par l'Union soviétique et la Chine voisine. La nature du conflit l'amène à durer dans un déchaînement de violence, de destruction et de mort sans qu'aucune des parties ne puisse l'emporter sur le terrain. Mais s'il n'y a pas de victoire militaire, il y a une victoire morale et ce n'est pas celle des Etats-Unis, même si la prise de conscience n'est pas immédiate.

Dans les jours qui suivent le 30 janvier 1968 a lieu ce qu'il est convenu d'appeler l'Offensive du Têt, pour le nouvel an vietnamien. Cette vaste opération de guérilla met en difficulté un temps l'armée américaine. Militairement rien ne change. Mais psychologiquement, c'est le tournant de la guerre. Jean Planchais, le spécialiste des questions militaires du *Monde*, dans le journal du 3 février 1968, écrit sous le titre : « Le spectre de Dien Bien Phu » : « Est-ce à dire que le Viêt-Cong entend obtenir une victoire militaire totale par une conquête de l'ensemble du Vietnam du Sud ? Il semble qu'en réalité on se trouve ramené, de façon paradoxale, mais seulement en apparence, au cas de Dien-Bien-Phu. En effet, dans la tristement fameuse cuvette s'était livrée une bataille limitée : la perte d'une forteresse tenue par une dizaine de milliers d'hommes ne mettait pas en danger, au moins en principe, l'ensemble du corps expéditionnaire français. Mais en focalisant sur Dien-Bien-Phu l'attention du monde entier, les chefs du Vietminh surent donner à un revers la dimension d'une défaite totale qui devait fatalement influencer les pourparlers de

---

<sup>357</sup> André Fontaine, Histoire de la Guerre Froide II, de la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1970, Fayard, 1967, p. 458.



paix. Même s'il ne réussit que pendant un temps assez bref à s'établir dans des centres importants, le Viêt-Cong n'en remportera pas moins, en obligeant les Américains, comme c'est le cas à Hué, à détruire une ville tenue par l'adversaire, une victoire psychologique de premier plan, les Etats-Unis avouant leur impuissance à résoudre le problème vietnamien autrement que par l'écrasement du Vietnam »<sup>358</sup>. *Le Monde* suit de près, au quotidien, ce conflit qui rappelle tristement aux Français la guerre d'Indochine quinze ans plus tôt et rend compte de son évolution avec le même regard critique que le gouvernement français. Nous reviendrons sur la réaction officielle de la France et notamment du général de Gaulle face à l'intervention américaine au Vietnam à partir de 1966.

La jeunesse américaine rejette cette guerre comme la jeunesse mondiale réagit contre l'intervention américaine. Les manifestations de masse contre la guerre commencent aux Etats-Unis dès 1967. Elles regroupent des intellectuels, des artistes et surtout des jeunes, notamment des étudiants qui refusent de partir à la guerre. *Le Monde* en rend compte, comme le 18 avril 1967 où deux cent mille Américains manifestent à New York et à San Francisco<sup>359</sup>. Philippe Ben écrit alors : « La marche de samedi aura laissé une forte impression non seulement par le nombre des participants mais aussi par leur sérieux. [...] C'est devant les Nations unies que s'est terminée la marche. Le meeting qui a clos la journée réunissait pratiquement tous les manifestants. Il a été dominé par l'intervention du pasteur King, qui a fait le procès de la politique vietnamienne de M. Johnson. Avant de parler, il s'était rendu, en compagnie de cinq autres organisateurs de la marche, à l'intérieur de l'O.N.U., où il avait remis un document à M. Ralph Bunche, qui remplace M. Thant<sup>360</sup>, actuellement en voyage en Asie. Ce texte dénonce les violations des principes des Nations Unies par les Etats-Unis. A sa sortie du bâtiment, le pasteur a annoncé que, pour lui, la lutte contre la guerre du Vietnam passait avant celle pour la déségrégation, parce qu'il est inutile de lutter pour la justice à l'intérieur des Etats-Unis s'il y règne un climat de guerre »<sup>361</sup>. On estime que sur l'ensemble de la durée de la guerre, plus de 8 millions de jeunes américains sont mobilisés à tour de rôle. Après l'Offensive du Têt, les Américains ne croient plus en la possibilité d'une victoire. La désillusion gagne le pays. La guerre est si impopulaire en 1968 aux Etats-Unis que Lyndon Johnson renonce à se représenter. Ce n'est toutefois pas la seule raison. La guerre est aussi très impopulaire hors des Etats-Unis, notamment en France. Elle marque une génération d'Américains, bien sûr, mais aussi d'Européens et notamment de Français. Ce qu'ils reprochent au gouvernement américain se résume en un mot : impérialisme.

Autant Kennedy a beaucoup œuvré pour l'américanophilie, autant Johnson et la guerre du Vietnam sont une référence pour l'américanophobie. Cependant, la diffusion de la culture américaine et l'américanisation du mode de vie européen ne se sont pas interrompus. Finir une guerre sans perdre ni gagner n'est pas aussi simple que de la commencer. Lyndon Johnson engage le processus de paix initiant la conférence de Paris à la toute fin de son mandat. Il faut encore quatre ans à Richard Nixon pour réussir à mener ce processus à terme en signant les accords de Paris le 23 janvier 1973. Les traces de ce conflit dans l'image des Etats-Unis et du gouvernement américain en France et dans *Le Monde* seront durables et très négatives. Alain Clément explique dans *Le Monde* du 24 janvier 1973 : « Comme

---

<sup>358</sup> Jean Planchais, « Le spectre de Dien-Bien-Phu », *Le Monde*, 03/02/1968.

<sup>359</sup> Alain Clément, « Deux cent mille Américains manifestent contre la guerre du Vietnam », *Le Monde*, 18/04/1967.

<sup>360</sup> U Thant, secrétaire général des Nations unies de 1961 à 1971.

<sup>361</sup> Philippe Ben, « Les manifestations de New York et de San Francisco paraissent avoir inquiété les autorités », *Le Monde*, 18/04/1967.

l'écrit Hannah Arendt, le Vietnam donnait l'incroyable exemple de moyens exorbitants déployés pour atteindre de maigres objectifs dans une région d'intérêt secondaire. Ceux qui ont vécu de près le passage de Johnson à la Maison Blanche ne peuvent oublier le traumatisme quotidien qu'il leur infligea jusqu'au 20 janvier 1969. La postérité éprouvera peut-être pour lui plus de mansuétude que ses contemporains. Il est douteux cependant qu'elle restaure le crédit d'un règne qui, en moins de trois ans, dilapida en horreur, en duplicité, et finalement en incompetence, la confiance accumulée depuis Roosevelt dans une Amérique souvent incompréhensible mais jamais inférieure au défi où son destin la plaçait »<sup>362</sup>. La guerre du Vietnam marque une génération de rédacteurs du *Monde*, notamment les tenants de la tendance défavorable à l'Amérique. Mais pas seulement, puisque Jacques Amalric avoue lui aussi avoir été marqué et en avoir voulu aux Etats-Unis à cause de ce conflit. Son séjour en Union Soviétique l'amènera toutefois à relativiser, comme tous ceux, nombreux, qui restèrent favorables à l'Amérique au sein du journal. En effet, il y a une opposition et des manifestations aux Etats-Unis mais non en URSS. Pour autant, il garde un souvenir exécrable de ses relations avec l'ambassade des Etats-Unis à Paris à cette époque.

### **Les ambassadeurs américains à Paris sous Kennedy et Johnson**

Ces années Kennedy et Johnson ne sont pas de tout repos pour les hommes représentant officiellement l'Amérique à Paris.

James Gavin

Kennedy nomme James Gavin, un général à la retraite, héros de la seconde guerre mondiale comme ambassadeur à Paris. Profil surprenant, cet homme remplit cependant parfaitement sa fonction comme l'explique à son départ André Fontaine dans *Le Monde* : « C'est à un général non-conformiste que le président Kennedy fit appel pour le représenter auprès d'un autre général non conformiste, le président de la République française. Cette nomination surprit cependant. James Gavin n'avait pas la fortune personnelle sans laquelle un ambassadeur à Paris n'a aucune chance de joindre les deux bouts. Il ne parlait pas français. Il n'avait guère l'habitude de la prudence et des nuances, chères aux diplomates. Mais il avait d'autres atouts : sa culture profonde, sa totale honnêteté, son dévouement à sa tâche [...]. Comme il arrive à d'autres, l'ambassadeur des Etats-Unis en France se mua assez rapidement en avocat de la France auprès du gouvernement américain. Le général de Gaulle trouva en lui un auditeur attentif et, le plus souvent, sensible à son argumentation. Si Washington a pris une position hostile à la force de frappe française, le général Gavin n'en est certes pas responsable. Novice, lors de son arrivée, dans l'art de la diplomatie, il avait réussi en quelques mois à s'imposer. Il s'était donné beaucoup de peine pour apprendre notre langue [...]. La France voit avec lui s'en aller un homme de cœur, qui après avoir participé les armes à la main à sa libération, aura bien travaillé durant son trop bref passage avenue Gabriel, à la cause de la bonne entente entre Paris et Washington »<sup>363</sup>. L'ambassadeur Gavin a en effet marqué son temps, même s'il n'est resté que deux ans à Paris. *Le Monde* lui a consacré plusieurs articles lors de l'annonce de son départ pour raisons personnelles et a même publié, chose exceptionnelle, sa lettre de démission et la réponse du président

---

<sup>362</sup> Alain Clément, « La démesure du pouvoir », *Le Monde*, 24/01/1973.

<sup>363</sup> André Fontaine, « Portrait d'un parachutiste devenu ambassadeur », *Le Monde*, 02/08/1952.

Kennedy<sup>364</sup>. James Gavin donne même une longue interview à Claude Julien, au *Monde*, juste avant son départ<sup>365</sup>. Il est l'ambassadeur que le journal a le plus suivi, avec Douglas Dillon. Mais son successeur a été très apprécié lui aussi.

Charles Bohlen

Pour remplacer James Gavin, John Kennedy nomme Charles Bohlen ambassadeur à Paris. Dès l'annonce, *Le Monde* publie un article long et dithyrambique : « Avec l'ambassadeur Charles Eustis Bohlen, un personnage-clé de la diplomatie américaine depuis 1934 revient avenue Gabriel où il séjourna déjà deux ans. Il était à l'ambassade à Tokyo dans les mois décisifs de 1941, lors des négociations serrées et vaines qui précédèrent Pearl Harbour. Il fut de toutes les rencontres internationales qui réglèrent les rapports entre les Deux Grands et leurs délibérations sur le partage du monde [...]. Il fut trop brillant à Moscou et M. Foster Dulles, qui ne souffrait plus d'autre expert des questions soviétiques que lui-même, l'exila à Manille en 1957 [...]. Le général de Gaulle connaît déjà M. Bohlen. L'un et l'autre trouveront un partenaire à qui parler. Entre deux personnalités de cette envergure, un dialogue passionnant a toutes les chances de s'engager au niveau de l'intelligence pure »<sup>366</sup>. Il n'en reste pas moins que Charles Bohlen est un diplomate chevronné, spécialiste des questions de la guerre froide. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, il noua des relations amicales avec Hubert Beuve-Méry dès son premier passage en France. Dans un portrait de l'ambassadeur, Jean Knecht note : « L'arrivée de Charles E. Bohlen à Paris renoue avec une tradition abandonnée depuis longtemps : l'ambassadeur qui s'installe aujourd'hui avenue d'Iéna est un diplomate professionnel et il connaît bien notre pays [...]. Grâce à sa mère née à La Nouvelle Orléans, de souche partiellement française, notre langue lui fut familière dès son enfance. Il la parle aujourd'hui à peu près sans accent ». Mais c'est une exception qui sera vite oubliée. Charles Bohlen a un aussi une autre caractéristique peu fréquente à ce niveau de responsabilité : il a fait l'objet d'une violente campagne contre lui montée par le sénateur Joseph Mac Carthy lorsqu'il a été nommé ambassadeur à Moscou. Il avait alors finalement été confirmé à ce poste. Maintenu en poste par le président Johnson, Charles Bohlen est resté ambassadeur à Paris de 1962 à 1968, c'est le record de longévité dans cette fonction pour la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. C'est un article d'André Fontaine, le chef du service étranger, qui annonce le départ de Charles Bohlen nommé sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les questions politiques<sup>367</sup>, c'est-à-dire le troisième personnage du Département d'Etat. *Le Monde* rapporte aussi, chose rare, le texte du toast porté en son honneur par le général de Gaulle, qui l'apprécie hautement semble-t-il, à l'issue d'un déjeuner d'adieu à l'Elysée<sup>368</sup>. André Fontaine reprend sa plume pour faire le bilan de l'ambassade de Charles Bohlen à l'occasion d'une dernière réception d'adieu donnée à la résidence de l'ambassadeur, dans un article intitulé : « M. et Mme Charles Bohlen ont pris congé de leurs amis parisiens ». Manifestement, André Fontaine qui était présent, en était aussi. Il conclut concernant l'ambassadeur : « C'est John Kennedy qui l'avait nommé à la tête de l'ambassade à Paris, comme le

---

<sup>364</sup> « Un échange de lettres entre M. Gavin et le président Kennedy », *Le Monde*, 03/08/1962.

<sup>365</sup> Claude Julien, « Le général Gavin dresse le bilan de son ambassade à Paris », *Le Monde*, 27/09/1962.

<sup>366</sup> Jacques Nobécourt, « Un technocrate de la diplomatie », *Le Monde*, 08/08/1962.

<sup>367</sup> André Fontaine, « M. Bohlen devient sous-secrétaire d'Etats adjoint des Etats-Unis », *Le Monde*, 17/12/1967.

<sup>368</sup> « Le général de Gaulle a déclaré à M. Charles Bohlen : vous avez toujours très bien servi l'amitié fondamentale de l'Amérique et de la France », *Le Monde*, 01/02/1968.

plus apte à tenir ce poste difficile. L'opinion assez générale est qu'il ne s'était pas trompé »<sup>369</sup>.

Sargent Shriver

Succéder à Charles Bohlen n'était pas simple. La rumeur a couru un temps, rapportée par *Le Monde* (dans plusieurs articles dont celui d'André Fontaine du 7 décembre), que l'ambassadeur ne serait pas remplacé. Avec cette nomination, le président des Etats-Unis recommence à nommer un non diplomate à la tête de la représentation américaine à Paris, et cette habitude peu orthodoxe est amenée à durer. Arrive ainsi comme ambassadeur M. Sargent Shriver, beau-frère du président assassiné. Mais s'il n'est pas un diplomate, il est un éminent serviteur de l'Etat. Jacques Amalric qui dresse son portrait lors de sa nomination, écrit : « M. Shriver fut nommé à la tête du Corps de la paix, une organisation née de l'imagination de John Kennedy et à laquelle bien peu d'observateurs promettaient longue vie. A ce poste, le succès de M. Shriver fut total : son dynamisme, son désintéressement, son honnêteté firent merveille »<sup>370</sup>. Alain Clément ajoute lors de la confirmation de la nomination de l'ambassadeur par le Sénat des Etats-Unis : « Au fond le nouvel ambassadeur n'a jamais cessé d'incarner dans sa carrière publique les meilleurs côtés du caractère américain, l'altruisme militant, trop éclairé pour être envahissant, trop sincèrement individualiste pour ne pas considérer l'entraide volontaire comme la base de tout programme d'assistance »<sup>371</sup>. Il fut un excellent ambassadeur, et démissionna bien après l'avènement de Richard Nixon à la présidence, contrairement à l'usage, ce qui est rare. Ses qualités humaines lui furent utiles pour gérer la relation entre les Etats-Unis et le général de Gaulle qui ne fut jamais une sinécure. Cependant, *Le Monde* ne rapporte aucune animosité personnelle entre les quatre ambassadeurs concernés et le président de la République, bien au contraire.

## De Gaulle et les Etats-Unis

Aux plus hautes responsabilités de l'Etat, Charles de Gaulle a connu six présidents américains : Roosevelt et Truman à partir du 2 juin 1944 comme chef de la France libre puis comme président du gouvernement provisoire de la République française jusqu'à son premier départ le 20 janvier 1946. Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon, la seconde fois à partir du 1<sup>er</sup> juin 1958 comme président du Conseil d'abord puis comme président de la République jusqu'à son départ définitif du pouvoir le 28 avril 1969. La première période a été vue dans le premier chapitre. C'était une période de grande entente, au cours de laquelle la France n'avait de toute façon aucune marge de manœuvre, avec quelques incidents comme le rendez-vous d'Alger. Par contre, la seconde période est marquée par de sérieuses frictions dans une entente malgré tout préservée.

De Gaulle et l'OTAN

Dans le domaine de la défense, le général de Gaulle confirme l'importance de l'alliance américaine, par exemple lors des échanges avec les ambassadeurs, ce

---

<sup>369</sup> André Fontaine, « M. et Mme Charles Bohlen ont pris congé de leurs amis parisiens », *Le Monde*, 05/02/1968.

<sup>370</sup> Jacques Amalric, « Le président Johnson confirme la nomination de M. Sargent Shriver au poste d'ambassadeur en France. Un membre par alliance du clan Kennedy », *Le Monde*, 25/03/1968.

<sup>371</sup> Alain Clément, « Le Sénat se félicite de la nomination de M. Sargent Shriver au poste d'ambassadeur à Paris », *Le Monde*, 20/04/1968.

que nous venons de voir. Cependant, sans remettre en cause la présence de la France dans l'OTAN, il fait sortir la France de l'organisation militaire intégrée, reprenant en quelque sorte le contrôle entier de l'armée française. Comme l'expliquent Jean Doise et Maurice Vaïsse, pour de Gaulle, « sans renoncer à l'Alliance Atlantique, la France doit avoir sa propre politique et sa défense autonome, fondée sur la puissance atomique [...]. Sa politique extérieure se fonde sur la valeur relative de la garantie américaine accordée par l'Alliance atlantique, la nécessité d'une autonomie dans l'Alliance, le refus du système d'intégration militaire »<sup>372</sup>. Il propose dans un premier temps dans un mémorandum du 17 septembre 1958 de partager la direction de l'Alliance atlantique avec les Etats-Unis et la Grande Bretagne dans un directoire à trois. En l'absence de réponse favorable, il ordonne le 7 mars 1959 le retrait de la flotte française de Méditerranée du commandement naval intégré de l'OTAN et l'explique dans sa conférence de presse du 25 mars suivant, la première en tant que président de la République. Hubert Beuve-Méry réagit le lendemain prenant une habitude qu'il conservera tout au long de la présidence de Charles de Gaulle, par un éditorial dans lequel il semble nourrir de prime abord de la sympathie pour la position du président : « Élargissant aux dimensions de la planète ce rôle d'arbitre, de conciliateur et d'animateur à la fois qu'il estime être le sien et celui de la France, le président de Gaulle lance ainsi à tous un appel, où l'audace le dispute à la sagesse »<sup>373</sup>.

Seulement le général de Gaulle ne s'en tient pas là. Malgré le refus de l'Amérique de le soutenir dans ce but, il donne la priorité à la mise en place de la force de frappe, c'est-à-dire la capacité nucléaire militaire de la France. Celle-ci est le fondement de son indépendance stratégique vis-à-vis des Etats-Unis notamment. Il l'explique dans sa conférence de presse du 14 janvier 1963. Sirius réagit bien sûr le lendemain, mais exprimant sa profonde divergence avec le président de la République : « La vraie question en définitive est de savoir jusqu'à quel point l'Europe peut aujourd'hui se passer de l'Amérique. Une neutralité positive pouvait se concevoir au lendemain de la guerre. Elle a été longtemps, et non sans risque, préconisée dans ce journal. Il y fallait plusieurs conditions, et notamment le consentement et la garantie des deux grandes puissances de l'Est et de l'Ouest, ainsi que la renonciation à toute guerre coloniale. Depuis, par heurs et malheurs, le partage du monde en deux camps rivaux n'a cessé de s'affirmer, et ce que l'on a appelé le tiers monde n'échappe pas aux influences et aux rivalités. Mieux vaudrait sans doute en prendre son parti. Au sein de l'alliance, l'Europe fait sentir le poids de son économie restaurée, pourquoi n'en irait-il pas de même à l'avenir dans le domaine de la défense ? Un atlantisme réellement bipolaire est-il si chimérique ? [...] Ce qui est sûr, c'est que des affirmations de nationalisme exacerbé ne peuvent qu'engendrer le désordre et mener à l'isolement. Le général de Gaulle se complaît à ces jeux, qui effraient ou irritent ses partenaires et ne peuvent que réjouir l'adversaire »<sup>374</sup>.

Mais de Gaulle poursuit sa logique et le 7 mars 1966, dans un courrier à ses partenaires et alliés, il demande le retrait de l'ensemble des troupes de l'OTAN du territoire national pour le premier juillet 1967 au plus tard. Sirius réagit face à cette crise de l'OTAN dans un nouvel éditorial : « Parce qu'il s'appliquait à discerner les avantages et les inconvénients du Pacte atlantique, mais aussi les risques et les chances d'une politique pour laquelle l'étiquette de non-engagement n'avait pas encore été inventée, *Le Monde* était assez couramment taxé en 1948-1950 de neutralisme procommuniste. A l'époque, le général de Gaulle saluait l'effort très

---

<sup>372</sup> Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, op.cit., p. 602.

<sup>373</sup> Sirius, « Sauver l'homme », *Le Monde*, 27/03/1959.

<sup>374</sup> Sirius, « Sentiments et réalité », *Le Monde*, 16/01/1963.

méritoire et très salubre que le peuple et les dirigeants américains viennent de déployer pour surmonter en eux-mêmes les tendances classiques qui les portent vers l'isolationnisme [...]. Il est vrai qu'avec les années, les données du problème se sont sensiblement modifiées [...]. Les menaces de guerre qui assombrirent si longtemps l'horizon européen paraissent se concentrer sur l'Asie. Il est ainsi plus aisé de dresser le bilan, de constater combien l'effet combiné du plan Marshall et de l'Organisation issue du Pacte atlantique a permis aux peuples d'Europe occidentale de recouvrer à la fois prospérité et sécurité, mais aussi combien le simple jeu d'une alliance par trop inégale conduisait à les placer en fait sous une sorte de protectorat, voire à les soumettre ça ou là à certaines formes de colonisation économique. C'est à cet envahissement amical, dont ses partenaires européens semblent se réjouir plutôt qu'ils ne s'inquiètent, qu'à son habitude, sans s'embarrasser de conseils ou d'autorisations, le chef de l'Etat français entreprend de mettre fin [...]. Inlassablement, le Vieil Homme poursuit sa chimère : rendre à la France sa souveraineté pleine et entière et l'imposer dans le peloton des puissances mondiales dotées de l'arme nucléaire [...]. Il sacrifie tout à l'autonomie absolue de la défense nationale, alors que les conditions en deviennent chaque jour un peu plus irréalisables »<sup>375</sup>.

Curieux renversement. C'est donc Sirius qui prend la défense de l'OTAN et de l'Amérique ! Il apparaît cependant que si Beuve-Méry critique les excès du pouvoir personnel du général et son manque de pragmatisme – l'idée du neutralisme était-elle pragmatique ? – il ne remet pas en cause ses idées sur le fond qui ne sont pas si éloignées des siennes en politique étrangère. L'accusation de colonisation économique, même requalifiée d'envahissement amical, reste une critique marquée du partenariat avec les Etats-Unis. Cependant ni de Gaulle dans son désir d'indépendance ou d'autonomie, ni Beuve-Méry ne remettent en question l'amitié et l'alliance avec les Etats-Unis.

## De Gaulle et la guerre du Vietnam

Sirius évoquait les menaces de guerre qui se concentrent sur l'Asie. La guerre du Vietnam est un autre sujet de friction entre la France et les Etats-Unis sous la présidence du général de Gaulle. Le 27 janvier 1964, la France reconnaît la Chine communiste. Sirius approuve<sup>376</sup>. Le 2 février 1966, de Gaulle dénonce les bombardements américains et propose ses bons offices à Hô Chi Minh. Puis le 31 août de la même année, dans son discours de Phnom Penh, le général de Gaulle demande aux Etats-Unis de s'engager par la négociation à retirer leurs troupes du Vietnam et préconise la neutralité des peuples de l'Indochine. *Le Monde* publie en intégralité le discours du président de la République<sup>377</sup> assorti de toute une série de commentaires, analyses et du compte rendu des réactions dans le monde entier. Puis, l'éditorial prend position : « Ce qui frappe d'abord, c'est le ton pris par l'homme d'Evian pour parler à la puissance qui avait plaidé auprès de lui pour qu'il reconnaisse à l'Algérie le droit à l'autodétermination. C'est un rappel véhément des traditions libérales américaines pour inciter Washington à retrouver son audience internationale en renonçant à une expédition lointaine. Jamais encore le général de Gaulle n'avait osé donner ainsi sa politique algérienne en exemple [...]. Sur le fond de l'affaire, c'est-à-dire que la seule solution concevable du problème vietnamien est un accord politique, par le dégagement des puissances qui soutiennent les deux

---

<sup>375</sup> Sirius, « Le Vieil Homme et la Mer », *Le Monde*, 19/04/1966.

<sup>376</sup> Sirius, « Tel qu'en lui-même... », *Le Monde*, 31/10/1966.

<sup>377</sup> « Le discours du général de Gaulle à Phnom-Penh et l'évolution du conflit vietnamien », *Le Monde*, 02/06/1966.

camps, qui n'y souscrirait ? On l'écrivait déjà dans ces colonnes alors que le général de Gaulle n'était pas encore revenu à la tête de l'Etat [...]. La seule chance que la paix revienne serait à ses yeux que les Etats-Unis changent complètement de politique. L'appel qu'il leur a adressé ne manque ni de chaleur ni de grandeur. Mais il serait surprenant qu'il fût entendu [...]. On retrouve là toute la différence d'approche des dirigeants américains, obsédés par le péril communiste, et du général de Gaulle, pour qui les idéologies ne sont que le masque des ambitions et des rivalités nationales. Jamais peut-être le divorce entre ces deux philosophies n'a été plus flagrant »<sup>378</sup>. Cette fois-ci, la critique de la politique américaine semble bien partagée. Mais ce n'est pas une critique de l'Amérique. De Gaulle s'appuie pour son argumentation sur la tradition libérale des Etats-Unis ce que ne conteste pas l'éditorial du *Monde*. L'Amérique, comme la France, est souvent une nation partagée, avec des libéraux (progressistes) et des conservateurs, qui transcendent d'ailleurs souvent la division en deux partis politiques, démocrate et républicain. C'est le cas aussi dans la lutte contre la ségrégation.

### L'assassinat de Martin Luther King

Le 4 avril 1968, le pasteur Martin Luther King est assassiné à Memphis, dans le Tennessee, à 39 ans. Le leader de la lutte contre la ségrégation, l'apôtre, comme Gandhi de la non violence, l'inventeur du boycottage, était un symbole immense en Amérique et ailleurs. Il était apparu au grand jour en 1955 avec Rosa Parks, par son système du boycottage il avait réussi à faire plier la compagnie des autobus de Montgomery en Alabama qui pratiquait la ségrégation raciale. Le mouvement des droits civiques était lancé. Il avait atteint un sommet, son âge d'or, lorsque Martin Luther King avait organisé une marche vers Washington qui avait convergé jusqu'au mausolée de Lincoln devant lequel il avait déclaré dans un discours d'anthologie : « J'ai fait un rêve. Un rêve profondément enraciné dans le rêve américain. J'ai rêvé qu'un jour, dans les montagnes de Géorgie, les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves s'assièrent ensemble à la même table de la fraternité ». Il avait ensuite reçu le prix Nobel de la paix. Mais il avait également connu l'échec à Chicago en 1966 dans sa lutte pour la déségrégation du logement. Il avait beaucoup moins de succès dans le nord que dans le sud des Etats-Unis auprès des Noirs. Il combattait le racisme, mais aussi la pauvreté et la politique étrangère des Etats-Unis et notamment la guerre du Vietnam. Alain Clément explique : « Il est vain d'essayer d'être au jour le jour objectif ou simplement équitable envers les Etats-Unis des années 60, qui, derrière la façade de placidité et de prospérité de la majorité de leurs citoyens, traversent une époque de transitions précipitées et convulsives. Comme dans les périodes de grande fermentation, les meilleurs y sont des proies pour cette partie de la population qui n'a pas encore trouvé sa place dans une société elle-même encore en gestation. On assassine J.F. Kennedy, on tue le pasteur Martin Luther King – deux accidents, deux symboles, deux victimes des forces et des inerties marginales qui résistent au devenir américain »<sup>379</sup>. L'émotion est vive, dans la rue où des troubles éclatent dans de nombreuses villes mais aussi dans les colonnes du *Monde* qui couvre amplement le sujet et les émeutes qui s'en suivent et qui marquent aussi cette époque. Nous y reviendrons. Jacques Amalric écrit : « Avec le pasteur King, ce n'est pas seulement cet homme courageux, généreux, extrêmement simple, qui disparaît. C'est aussi son rêve qui s'évanouit, un rêve qui n'est peut-être pas celui de l'Amérique »<sup>380</sup>. *Le Monde* laisse paraître à cette

---

<sup>378</sup> « Faites comme nous », *Le Monde*, 02/09/1966.

<sup>379</sup> Alain Clément, « Un alibi à toutes les surenchères », *Le Monde*, 06/04/1968.

<sup>380</sup> Jacques Amalric, « L'homme d'un rêve », *Le Monde*, 06/04/1968.

occasion, au-delà de son émotion devant l'assassinat de l'apôtre de la paix, son regard sévère et pessimiste sur l'Amérique comme le montre l'éditorial : « Martin Luther King connaissait d'ailleurs très bien les limites de son programme et la fragilité de ses espoirs pacifiques. Il voyait tous les jours la haine et la passion défigurer le visage d'une Amérique blanche qui se veut respectable et ne peut s'empêcher d'être raciste [...]. Le pasteur assassiné savait aussi que la violence déchaîne la violence, et il ne se privait pas de dire que l'emploi massif de la force au Vietnam encourageait partout le recours à des arguments qui ne seront jamais ceux de la raison. Pour avoir semé la paix, il a récolté la tempête. Avec la mort de Martin Luther King, c'est un espoir encore vacillant qui risque de s'effondrer »<sup>381</sup>.

Cependant, le mouvement des droits civiques bénéficie des décisions de la Cour suprême contre la ségrégation. Il est fortement soutenu par John Kennedy dans un élan politique que son successeur poursuit, tant sa présidence est marquante.

### **33 L'Amérique au rythme de la politique étrangère et intérieure de son jeune président**

Les Etats-Unis vus de France, notamment du *Monde*, sont comme portés durablement par l'image et le style de John Kennedy, même si cet effet s'estompe petit à petit après sa mort, à mesure que Lyndon Johnson s'impose notamment avec la guerre du Vietnam.

#### ***Le Monde* s'intéresse de plus en plus largement aux Etats-Unis**

La période Kennedy et Johnson est marquée par un nombre important et régulier d'articles concernant l'Amérique dans le journal. Ce nombre est plus important que dans les deux premières périodes, au-dessus de la moyenne, sauf en 1967, année sans élections nationales et sans événement majeur aux Etats-Unis<sup>382</sup>. Le maximum d'articles est atteint en 1963, année de l'assassinat du président Kennedy et aussi de son discours de Berlin. La première page est toujours celle qui contient le plus d'articles sur l'Amérique, ce qui montre que le sujet est toujours essentiel pour *Le Monde*. Par ailleurs, l'attention du journal en faveur de l'Amérique ne varie pas sensiblement entre le président Kennedy et le président Johnson, à l'exception de 1967, comme nous l'avons vu.

Les articles concernant les Etats-Unis sont distribués dans tout le journal, leur nombre va décroissant au fur et à mesure que l'on tourne les pages, mais sans disparaître pour autant. Cela montre qu'en plus d'être un sujet essentiel, c'est aussi un sujet central dans le journal car on le retrouve dans presque toutes les rubriques. La rédaction du *Monde* s'étoffe, elle s'ouvre de plus en plus largement aux différents aspects des Etats-Unis, ne se contentant plus de la rubrique « international ». Le nombre d'éditoriaux concernant les Etats-Unis reste élevé. Le nombre de brèves est stable. Le nombre d'articles de journalistes augmente fortement, doublant pratiquement par rapport aux années précédentes. La couverture des Etats-Unis par *Le Monde* se développe ainsi fortement. Entre 1960 et 1968, la pagination rédactionnelle passe d'une moyenne de 11 pages par jour à une moyenne de 18 pages par jour. La rédaction du journal grandit aussi, ce qui permet un traitement plus large, plus varié de la question. Les articles courts dont les brèves représentent

<sup>381</sup> « Violence... », *Le Monde*, 06/04/1968.

<sup>382</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*



toujours un quart de l'ensemble, le reste étant partagé à peu près également entre les articles longs et les moyens. Enfin, la part des articles longs et moyens varie peu et n'a pas d'impact sur la surface rédactionnelle.

La place accordée par *Le Monde* aux Etats-Unis sous Kennedy et Johnson connaît une extension jamais atteinte auparavant, adaptée à une époque riche en événements marquants, affectant notamment les relations entre les deux alliés.

### **Une alliance de plus en plus tourmentée, qui nourrit l'actualité, mais dont la solidité et la profondeur apparaissent clairement dans les épreuves**

Cette période est marquée globalement par une relative bienveillance du *Monde* à l'égard des Etats-Unis. Les articles se répartissent en trois groupes proches. Le plus important, avec 34% des articles traitant des Etats-Unis, décrit surtout un pays allié du monde libre dont la France, parfois comme un ami un peu exclusif ou envahissant, donc plus un allié qu'un ami à proprement parler. Jean Schwoebel écrit : « Il n'échappe à personne que la V<sup>ème</sup> République est plus résolue que jamais à obtenir que l'Europe assure elle-même sa propre défense, en coopération avec les Etats-Unis, certes, mais à l'exclusion de tout système intégré qui la maintiendrait fatalement sous la dépendance de Washington »<sup>383</sup>. Le second groupe, avec 32% des articles, présente l'Amérique comme un pays ami de l'Occident et du monde libre, dont il assume le leadership. C'est un pays ami de la France et de la Communauté Européenne. C'est aussi un pays avec lequel la France a une vieille et réelle amitié et des liens solides malgré des périodes d'incompréhension. Le troisième groupe d'articles, représentant 28% d'entre eux, décrit un pays ami profond, un pays avec lequel la France a une vieille et profonde amitié et des liens particulièrement solides, un pays ami qui exerce une grande attraction. Mais ces articles décrivant une grande et profonde amitié sont concentrés pour les trois quarts sur 1963, l'année de la mort de Kennedy qui a été si largement couverte par *Le Monde*. Evidemment, cet événement a suscité un immense élan de sympathie à l'égard de l'Amérique. Mais si on isole cet événement, l'Amérique est d'abord présentée comme un pays simplement allié (47%), puis ami (32%) et ami profond pour seulement 12% des articles. Au-delà de ces trois groupes principaux, il y a quelques articles très minoritaires (moins de 6%) qui considèrent l'Amérique plus négativement, comme un pays indifférent, comme un partenaire avec lequel on négocie, ou comme un pays hostile, un pays hypocrite ou qui diverge de la France et de l'Europe.

Les Etats-Unis sont aussi décrits par *Le Monde* sous les mandatures de Kennedy et Johnson comme un pays protecteur dans 75% des articles<sup>384</sup>. Plus précisément, dans 49% des cas, l'Amérique est présentée comme une superpuissance protectrice de ses amis selon ses intérêts, qui veut la paix et la détente. *Le Monde* écrit lors de l'annonce de la victoire de Lyndon Johnson à l'élection présidentielle : « Ce résultat a été salué avec satisfaction tant par les pays alliés des Etats-Unis que par l'URSS, qui y voit une victoire de la modération et de la sagesse »<sup>385</sup>. Elle est même favorable à la limitation des armements, tout en contrecarrant les velléités de ses adversaires, en particulier l'autre superpuissance et sait être ferme. Dans 16% des cas, les Etats-Unis sont décrits comme une superpuissance protectrice par principe, protectrice surtout de la paix, de la liberté,

---

<sup>383</sup> Jean Schwoebel, « La politique étrangère française et l'attitude américaine », *Le Monde*, 03/11/1965.

<sup>384</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>385</sup> « M. Johnson remporte un éclatant succès sur M. Barry Goldwater », *Le Monde*, 05/11/1964.

de la démocratie voire des droits de l'homme et qui s'est battue pour la liberté des autres. Et dans 10% des cas, le pays de l'Oncle Sam est présenté comme protecteur par amitié, une superpuissance protectrice de l'Europe occidentale, à qui cela coûte et qui veut la paix. Reste que dans 25% des articles ce n'est pas le cas. L'Amérique est alors décrite principalement comme très menaçante. C'est infiniment plus que dans les décennies précédentes où la proportion plafonnait à 2 et 3%. Et la répartition dans le temps est très intéressante. Comme on pouvait s'y attendre, les articles présentant les Etats-Unis comme un pays protecteur de la paix et de la liberté par principe se concentrent pour les deux tiers en 1963, année de la mort de Kennedy. C'est moins le cas pour les articles les présentant comme protecteur par amitié. De même, les articles décrivant l'Amérique comme menaçante sont tous sous la présidence Johnson, avec une concentration en 1966 pour presque la moitié d'entre eux. C'est l'année où l'engagement américain au Vietnam atteint sa plus grande extension et focalise l'attention internationale. Ce sera moins le cas les deux années suivantes avec notamment des progrès dans la détente en 1967 et l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie en 1968. Si l'on isole l'année 1966, l'Amérique est présentée comme menaçante par les deux tiers des articles. A l'inverse, pour toutes les autres années de la période Kennedy-Johnson, l'Amérique n'est présentée comme menaçante que par 15% des articles concernés.

D'ailleurs, il faut nuancer car les relations avec l'Amérique, de 1961 à 1968 sont décrites par les articles du *Monde* positivement, sans exception. Dans 62% des cas, les Etats-Unis sont présentés comme un pays avec lequel les relations sont faciles et bonnes, ce sont ses partenaires, notamment la France, qui sont compliqués<sup>386</sup>. Ce sont des relations qui sont bien établies, avec un pays qui sait nouer des relations de confiance et s'appuyer sur ses alliés (en 1963 notamment). Et dans le reste des cas, c'est-à-dire 38% des articles, c'est un pays avec lequel les relations sont bonnes, préservées, mais compliquées. Car il sait ce qu'il veut et défend fermement ses intérêts dans ses relations avec les autres. Mais s'il est ferme dans ses objectifs, il cherche aussi à convaincre les autres. Il reste que les relations avec l'Amérique sont majoritairement perçues comme faciles et bonnes et ce continûment, avec simplement une petite inflexion la dernière année, en 1968. Cette qualité de relation ressemble à celle de la période précédente, sous Eisenhower, mais ces deux périodes ensemble forment une exception sur l'ensemble de l'histoire du journal.

L'image des Etats-Unis dans *Le Monde* sur la période Kennedy-Johnson est donc celle d'un pays plus allié qu'ami. Cette image varie beaucoup, au gré des événements, mais l'alliance paraît solide et profonde, surtout dans les épreuves. Pourtant les deux pays sont de plus en plus concurrents économiquement.

### **Un pays toujours généreux, mais de plus en plus concurrent**

Seuls 4% des articles du *Monde* concernant les Etats-Unis entre 1961 et 1968 évoquent la question du soutien militaire<sup>387</sup>. La grande période du réarmement et de l'aide militaire américaine est révolue. Pour autant, la présence militaire américaine en Europe demeure significative, même s'il n'y a rien de nouveau de ce point de vue et les quelques articles évoquant la question remarquent que les Etats-Unis apportent un soutien militaire très important à l'Europe occidentale. Ils remarquent aussi que l'Oncle Sam continue de fournir, ou de vendre du matériel militaire en quantité importante à ses alliés et apportent même un soutien au nucléaire militaire à

---

<sup>386</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>387</sup> *Ibid.*

la France (il s'agit de la proposition de Kennedy, qui comporte aussi des contraintes et à laquelle le général de Gaulle ne donne pas suite).

La question de la générosité des Etats-Unis est évoquée par 4% des articles, dans la même proportion que pour le soutien militaire. Elle est aussi en nette baisse par rapport aux deux périodes précédentes. Ce qui est logique car le sujet est beaucoup moins d'actualité puisque les programmes d'aide économique et militaire américains à la France sont terminés pour l'essentiel en 1961. Les articles concernés remarquent cependant que les Etats-Unis sont un pays généreux envers les pays en développement ou en reconstruction pour contrecarrer le communisme.

Davantage d'articles, 9%, évoquent les relations économiques de l'Amérique avec le reste du monde<sup>388</sup>. Et cette proportion grandit par rapport aux périodes précédentes. C'est aussi logique puisque la reconstruction étant achevée, les échanges se substituent à l'aide économique. Les Etats-Unis sont alors décrits par *Le Monde* principalement (dans 40% des cas) comme un pays en concurrence économique avec la France, un pays dont les grands groupes sont très puissants et se développent dans le monde entier parfois aux dépens des entreprises locales. John Brandt écrit : « Outre Rhin, quand on tient compte des possibilités financières des entreprises géantes américaines, on se demande si les fabricants autochtones pourront se défendre avec succès »<sup>389</sup>. L'Amérique est présentée aussi comme un pays ouvert aux échanges économiques dans 33% des articles. C'est un pays qui souhaite libérer le commerce international et supprimer les obstacles aux échanges économiques, droits de douane et autres, un pays dont les entreprises investissent beaucoup à l'étranger. Pour le reste, *Le Monde* note que les Etats-Unis apportent parfois aussi une aide économique.

Malgré la baisse voire la disparition progressive de l'aide américaine, militaire ou économique, l'Amérique est donc toujours présentée comme généreuse, mais aussi de plus en plus comme concurrente, bien qu'elle conserve une grande avance économique.

## **Le développement de l'Amérique sous Kennedy et Johnson**

Entre 1961 et 1968, bien que l'Europe reconstruite connaisse les taux de croissance parfois encore à deux chiffres ou presque des trente glorieuses, les Etats-Unis gardent toujours une confortable avance économique sur le reste du monde.

Une question récurrente : la richesse de l'Amérique

Le rêve américain revêt la réussite économique. L'Amérique est dans l'imaginaire européen un pays de cocagne et d'une grande richesse. C'est aussi un pays avec de grandes inégalités sociales, associées à des discriminations raciales de sorte que l'image de l'Amérique est nécessairement contrastée.

On l'observe parfaitement dans les articles du *Monde*, mais avec une forte variation dans le temps. Le thème de la richesse des Etats-Unis intéresse le journal, mais de façon secondaire puisqu'on le retrouve dans 5% des articles les concernant seulement<sup>390</sup>. De Roosevelt à Kennedy, puis à nouveau sous Carter, Reagan voire Clinton, les Etats-Unis sont décrits comme un pays riche, voire très riche. Beuve-Méry écrit : « On ne contestera pas l'évidence. Il est vrai que face aux Etats-Unis, riches, actifs et puissants, la France s'est trouvée longtemps en état de dépendance

---

<sup>388</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>389</sup> John Brandt, « La production allemande de pneumatique est de plus en plus concurrencée par les fabrications étrangères », *Le Monde*, 04/11/1965.

<sup>390</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

»<sup>391</sup>. Il faut dire que l'Amérique déjà épargnée par la première guerre mondiale est sortie beaucoup plus riche du second conflit mondial alors qu'il a ravagé l'Europe. La différence entre les deux continents est la plus marquée à la fin de la guerre. Mais après la guerre, l'Europe se reconstruit et rattrape peu à peu son retard, découvre que la situation réelle de l'Amérique est plus complexe que l'image qu'elle en avait et enfin, l'Amérique connaît à son tour une série de crises économiques de plus en plus profondes qui soit réduisent sa richesse soit accentuent les contrastes. Déjà sous Johnson et Nixon et de façon encore plus nette sous Bush père et fils et sous Obama, l'Amérique n'est plus présentée comme un pays très riche, comme une terre d'abondance. Elle n'est pas pour autant décrite comme un pays pauvre, mais comme un pays dont la richesse connaît de nombreuses limites. Sylvie Kauffmann explique que « la richesse aux Etats-Unis est motrice et vivante. Mais elle est très inégale, ce qui est devenu un vrai handicap »<sup>392</sup>.

Globalement, sur l'ensemble de l'histoire du journal, l'Amérique est présentée comme un pays riche mais avec des limites par près de 53% des articles la concernant et comme un pays vraiment riche par les 47% restants. Il est intéressant de noter que *Le Monde* a une vision d'ensemble contrastée de la richesse des Etats-Unis et qui se renforce avec le temps.

Un pays riche, mais dont le développement notamment l'économie ne suscite guère l'intérêt

Très peu d'articles du *Monde* s'intéressent à l'économie américaine entre 1961 et 1968 : ils représentent à peine plus de 1% des articles consacrés aux Etats-Unis, un peu moins que sous Eisenhower<sup>393</sup>. Ces rares articles signalent simplement, en 1963, que l'économie américaine connaît des difficultés, ou au contraire que les Etats-Unis sont un pays avec un système financier efficace qui sert de modèle aux autres dont la France. *Le Monde* ne s'intéresse donc encore guère à la question de l'économie américaine sous Kennedy et Johnson.

Le journal s'intéresse davantage à la richesse des Etats-Unis, avec 5% des articles concernés. Sous Kennedy, les articles constatent que l'Amérique est une nation riche et en plus dont la richesse s'accroît. Sous Johnson, si 40% des articles observent encore la richesse de l'Amérique, 60% lui trouvent des limites : c'est un pays riche, mais avec une pauvreté voire une misère qui existe encore, notamment parmi la population noire. « Harlem est un ghetto [...]. Les immeubles qui constituent la toile de fond de cette civilisation de la rue n'ont rien de commun avec le décor géant – béton et verre – qui sert de cadre, là-bas, dans la ville basse, à la vie des autres New-Yorkais [...]. 49% des bâtisses de Harlem ont été classées par les services d'hygiène de la ville, insalubres et 11% d'entre elles promises à la destruction. Ces pourcentages tombent à 15 et 3% pour le reste de New York »<sup>394</sup>.

Près de 8% des articles sur les Etats-Unis entre 1961 et 1968, évoquent les technologies et les infrastructures<sup>395</sup>. Ils décrivent l'Amérique dans les trois quarts des cas comme une nation avancée dans ces deux domaines. C'est un pays à la pointe de la recherche et de l'innovation technologique ou scientifique, ouvert à la coopération de surcroît. Toutefois, le dernier quart des articles décrit un pays avec

---

<sup>391</sup> Sirius, « Les moyens de la puissance », *Le Monde*, 31/07/1963.

<sup>392</sup> Entretiens avec Sylvie Kauffmann les 19/06/2012 et 02/02/2015

<sup>393</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>394</sup> Jacques Amalric, « Harlem entre l'ordre et la colère, I-La jeunesse dans le ghetto », *Le Monde*, 04/11/1964.

<sup>395</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

des infrastructures qui manquent d'investissements publics et parfois au même niveau technologique que la France.

La question de l'éducation est évoquée par à peine plus de 2% des articles sur l'Amérique en cette période, tous sous Johnson. Les deux tiers trouvent le niveau bon, notant même un niveau d'études en progrès. Le dernier tiers est moins positif, remarquant que l'éducation souffre de fortes disparités.

Globalement, le développement des Etats-Unis ne suscite qu'un intérêt très modeste, tout en notant la richesse du pays mais aussi ses disparités malgré un indéniable progrès social.

## Le progrès social

Sous Kennedy et Johnson, la société américaine est tout à la fois homogène avec globalement peu de disparités et marquée par la ségrégation raciale même si la lutte contre celle-ci progresse.

Une question récurrente : l'égalité et le progrès social en Amérique

L'Amérique est souvent considérée comme la société des classes moyennes. André Kaspi écrit : « La société américaine est-elle dépourvue de classes ? Oui si l'on en croit la majorité des sociologues et si l'on s'en tient à la définition marxiste. Il serait pourtant bien naïf d'imaginer que les clivages sociaux n'existent pas aux Etats-Unis »<sup>396</sup>. L'Amérique est historiquement marquée par de faibles disparités sociales et de fortes discriminations raciales. C'est tout le paradoxe américain. Car le mythe ou le rêve américain est construit sur l'idée que tout est possible en Amérique. Peu importe l'origine, l'ascenseur social permet à tout être humain, par la force de sa volonté, de son travail, de s'élever de son milieu d'origine vers le sommet. Il n'y a pas d'aristocratie aux Etats-Unis, c'est le pays des parvenus, des nouveaux riches, au bon sens du terme bien sûr. D'ailleurs, la mobilité sociale est vraie dans les deux sens. La force première que célèbre l'Amérique c'est l'individualisme, chacun est responsable de soi. Le succès, la réussite personnelle a bonne presse au pays de John Davidson Rockefeller, Andrew Carnegie, et autres Bill Gates, qui sont partis de rien et sont devenus richissimes par la force de leur travail. Evidemment, la réalité est infiniment plus compliquée et évolue dans le temps.

Face à cet *American dream* d'une société avec une grande mobilité sociale, il y a la ségrégation raciale, comble de l'immobilité sociale. Le rêve américain est refusé aux Noirs ou en tout cas beaucoup plus difficile d'accès pour eux. D'où le fameux discours de Martin Luther King, *I have a dream*, pour demander l'abolition des discriminations raciales. Il y a aussi de nombreuses disparités sociales, voire des clivages sociaux, comme le remarque André Kaspi, aux Etats-Unis. Derrière cette image contrastée, paradoxale, mais simplifiée comme toute photographie instantanée, la réalité concrète est bien plus complexe et varie beaucoup dans le temps. Eric Leser explique : « C'est une société d'une grande richesse, avec beaucoup de diversité mais aussi une société plus dure que chez nous, d'où l'importance des communautés. En France, on peut être seul sans être socialement en danger, pas aux Etats-Unis, à cause de la violence sociale. Mais la société est beaucoup moins individualiste qu'en France. Le lien avec la communauté devient alors un véritable leitmotiv. C'est aussi un pays dans lequel les écarts matériels et sociaux sont plus grands qu'en France, mais en même temps, il y a une plus grande proximité dans les relations entre les gens ce qui est paradoxal »<sup>397</sup>.

<sup>396</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 455.

<sup>397</sup> Entretien avec Eric Leser le 31/03/2015.

En France, l'égalité qui fait partie du triptyque républicain, liberté, égalité, fraternité, est une valeur essentielle de la société. Les Français aiment les maisons en pierre ou en béton, qui pourront durer mille ans, toutes choses égales par ailleurs. La stabilité est une valeur forte aussi pour eux. Il n'est pas sûr que pour les Américains l'égalité ait autant d'importance. Alain Frachon, journaliste au *Monde*, spécialiste des Etats-Unis, explique que « les Etats-Unis sont le pays de la modernité. La modernité, cela signifie accepter que l'on vit en permanence en mouvement, que l'on se trouve dans une situation intermédiaire, provisoire et c'est très américain. L'adaptation est leur état naturel. C'est un pays dont la nature est déstabilisée et déstabilisatrice, pour le bien comme pour le mal »<sup>398</sup>. Sans doute plutôt que l'égalité, et notamment que l'égalité sociale, les Américains préfèrent le mouvement et la mobilité sociale. D'ailleurs ils préfèrent souvent les maisons de bois, plus économiques, plus faciles et plus rapides à construire que les maisons en ciment, mais qui durent rarement plus d'une génération. Ce sont des maisons provisoires, mais qui permettent de s'adapter, de vivre en mouvement, pour reprendre les mots d'Alain Frachon. Certaines de ces maisons peuvent même être déplacées et emmenées lorsque l'on déménage !

*Le Monde* s'intéresse à cette dimension de l'égalité et du progrès social, 24% des articles traitant des Etats-Unis l'évoquent<sup>399</sup>. Et le journal s'y intéresse de plus en plus au fil de son histoire : à peine un article sur huit parle d'égalité ou de progrès social dans l'immédiat après-guerre et un article sur deux, soixante-dix ans plus tard, sous Obama, même si la progression n'est pas linéaire.

Le journal considère globalement l'Amérique comme une nation plutôt progressiste, dans laquelle il y a un progrès social ou une justice sociale, pour 56% des articles concernés. Cependant, les 44% restants présentent les Etats-Unis comme un pays plutôt conservateur dans lequel il y a des disparités sociales et des discriminations raciales.

Les choses sont plus compliquées lorsque l'on examine dans le temps l'opinion des articles du *Monde* sur les Etats-Unis. On peut en effet distinguer 4 périodes. La première est courte, c'est l'immédiat après-guerre, sous Roosevelt et Truman. *Le Monde* n'a pas tout de suite de correspondant permanent sur place. Les articles s'intéressent encore peu à la société américaine, mais davantage à la politique américaine. Et lorsqu'ils s'y intéressent, ils reprennent parfois des stéréotypes, des idées toutes faites sur l'Amérique et notamment le rêve américain. Dans cette première période, les articles du *Monde* considèrent à 54% l'Amérique comme un pays de justice et de progrès sociaux. Mais les articles écrits par les premiers envoyés spéciaux ou permanents du journal lorsqu'ils découvrent la réalité américaine et la ségrégation, comme ceux de Claude Julien, sont sévères sur la question de l'égalité sociale aux Etats-Unis. C'est alors que l'on entre dans une seconde période qui va d'Eisenhower à George W. Bush. Dans cette période très longue puisqu'elle couvre la plus grande partie de l'histoire du journal, les articles concernés décrivent à 63% un pays d'injustice sociale et raciale. Il y a une exception, qui coupe cette longue période en deux, c'est la double mandature Kennedy-Johnson lors de laquelle 66% des articles concernés décrivent l'Amérique comme un pays de progrès social. De fait, c'est la grande époque du mouvement des droits civiques, de ses victoires sur la ségrégation, de la grande marche et du discours de Martin Luther King *I have a dream*. « Au début des années soixante, l'optimisme est à son comble : la ségrégation cède dans tout le Sud, non certes dans les esprits mais dans les institutions. Les volontaires des droits civiques déferlent

---

<sup>398</sup> Entretien avec Alain Frachon le 13/03/2015.

<sup>399</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

vers le Sud en pèlerinages de la liberté, défiant les interdits »<sup>400</sup>. La dernière période est celle d'Obama et de son élection qui ne marquent pas nécessairement un recul des discriminations raciales, mais le summum de la mobilité sociale puisqu'un Noir, un africain-américain, accède au poste suprême de président des Etats-Unis. 68% des articles concernés décrivent alors l'Amérique comme une terre de progrès social. Il faut noter que cette période couvre le mandat de Barack Obama ainsi que celui de son prédécesseur George W. Bush lors duquel se tient l'élection du premier président noir de l'histoire de l'Amérique.

En somme, dans le temps, *Le Monde* considère le plus souvent l'Amérique comme un pays d'injustice sociale.

### La société et le peuple sous Kennedy et Johnson

La vie sociale et syndicale n'est évoquée que par 3% des articles traitant des Etats-Unis entre 1961 et 1968<sup>401</sup>. Tous évoquent un pays qui connaît des conflits sociaux ou raciaux. Il y a d'importants mouvements sociaux, avec le mouvement des droits civiques dès 1961 dont la grande marche menée par Luther King le 28 août 1963, et les grandes manifestations contre la guerre du Vietnam, récurrentes à partir de 1965. Il y a de plus des troubles raciaux notamment en 1963, des émeutes à Birmingham en avril, en 1964, à Harlem en juillet, à Philadelphie en août, en août 1965 à Watts, en 1966 à Hough et à Cleveland en juillet, à Lansing en août, en 1967 à la prison de San Quentin en janvier, à Nashville et Houston en mai, à Newark et Détroit en juillet. Et en avril 1968, suite à l'assassinat de Martin Luther King, il se produit des émeutes raciales dans tout le pays. La place donnée par *Le Monde* à ces mouvements, et à ces troubles peut donc sembler modérée voire faible, par rapport à l'ensemble des articles et la longue liste des émeutes. Mais la réalité est plus complexe car ces événements, même fréquents, demeurent ponctuels et *Le Monde*, sait leur donner beaucoup de place, ponctuellement. Il est vrai cependant que nombre de ces événements n'ont droit qu'à une courte brève, sans doute perçus comme communs à l'époque, vu notamment leur fréquence, alors qu'ils paraissent rétrospectivement très graves.

Le journal consacre davantage de place à la question de l'égalité sociale et du progrès social aux Etats-Unis sous Kennedy et Johnson, avec 23% des articles concernés<sup>402</sup>. Ainsi, *Le Monde* rapporte lors des élections de 1966 que « M. Edward Brooke, quarante-sept ans, républicain, *attorney general* du Massachussetts, devient le premier Noir à accéder au Sénat américain depuis quatre-vingt-dix ans [...]. Et sa campagne n'a pas été centrée sur des questions raciales »<sup>403</sup>. Sous Kennedy, c'est-à-dire de 1961 à 1963, la quasi-totalité des articles concernés considère que l'Amérique est une nation plutôt progressiste dans laquelle il y a un progrès social ou une justice sociale, un pays dans lequel l'exécutif se préoccupe du progrès social et entend lutter contre les disparités sociales et les discriminations raciales. Certains articles soulignent même que c'est un pays dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance à chacun : le rêve américain. Cela change sous Johnson, même si une majorité des articles concernés considère toujours l'Amérique comme le pays du progrès social, elle n'est plus que de 54%. Il est souvent remarqué que les Etats-Unis sont un pays dans lequel il y a de nombreuses initiatives pour combattre le racisme ambiant et dans lequel les discriminations raciales reculent. Il

---

<sup>400</sup> Jacques Amalric, « L'homme d'un rêve », *Le Monde*, *op.cit.*

<sup>401</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>402</sup> *Ibid.*

<sup>403</sup> « Massachussetts : M. Edward Brooke, le premier sénateur noir depuis la guerre de Sécession », *Le Monde*, 10/11/1966.

faut dire que de ce point de vue, Johnson a mis ses pas dans ceux de Kennedy et a lui aussi beaucoup œuvré pour l'émancipation des Noirs. Les Etats-Unis sont aussi décrits comme un pays progressiste, dans lequel le gouvernement se préoccupe de la lutte contre la pauvreté. Et en effet, nous l'avons vu, le président Johnson est l'auteur de plusieurs lois, notamment Medicare et Medicaid contre la pauvreté. Pourtant, bien que minoritaire avec 46% des articles, la critique s'éveille. Il faut dire que les mouvements sociaux forts, émeutes raciales, manifestations de masse contre la guerre du Vietnam, s'enchaînent et se succèdent à un rythme jamais atteint auparavant. Les Etats-Unis sont alors aussi présentés comme un pays dans lequel il y a des discriminations raciales et dont le passé assez proche est profondément raciste, un pays aussi dans lequel il y a de grandes disparités sociales et discriminations raciales, qui persistent. Ainsi *Le Monde* indique en novembre 1968 : « Les lois qui garantissent formellement l'égalité raciale ne sont guère appliquées, et chacune de leurs violations est l'occasion de désordres plus ou moins graves »<sup>404</sup>. Mais ces disparités sociales et ces discriminations raciales sont cependant en baisse grâce à la mise en place de dispositifs puissants par le gouvernement et de nombreuses initiatives pour les combattre.

Près de 29% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis de 1961 à 1968 évoquent les mœurs des Américains<sup>405</sup>. Dans la majorité des cas, 56%, ils présentent un peuple avec des mœurs avancées, ouvertes et apaisées, surtout sous Kennedy, une nation dont les dirigeants sont justes et sages voire courageux, un pays tolérant, respectueux d'autrui et même un peuple altruiste militant. Ensuite, pour 34% des articles, les Américains ont des mœurs modernes, mais exubérantes, fermées voire simplistes, surtout sous Johnson. C'est un pays marqué par les questions communautaires et raciales, un pays qui compte des idéalistes parfois extrémistes, prêts à tout pour faire entendre leur voix. C'est parfois aussi un peuple individualiste, peu concerné par les affaires de l'Etat et viscéralement anti-communiste. Enfin, pour 10% des articles concernés, les Etats-Unis sont, sous Johnson essentiellement, un pays dont les habitants ont des mœurs archaïques ou dégradées et en particulier, un pays dans lequel il y a beaucoup de violence.

Seuls 5% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis sur cette période évoquent la culture et le sport en Amérique<sup>406</sup>. Ce sont encore des sujets mineurs, à cette époque, pour le journal. La majorité d'entre eux, 57%, évoquent un pays qui aime la culture française. Les autres articles, leur nombre n'est pas significatif, décrivent un pays dans lequel la télévision capte une grande audience avec des programmes de médiocre qualité malgré des tentatives intéressantes, un pays sportif qui est souvent sur le podium lors des compétitions mondiales, mais aussi dont le niveau sportif baisse.

La question du climat et de l'environnement n'est guère évoquée à cette époque tandis que celle de la religion aux Etats-Unis l'est par 3% des articles concernés<sup>407</sup>. Ils indiquent tous que la religion tient une place importante en Amérique. C'est une nation dans laquelle les valeurs traditionnelles sont toujours importantes, et dans laquelle la religion a une grande place y compris en politique, notamment pour les élus, C'est aussi un pays dans lequel les Eglises participent activement à la lutte contre le racisme.

Ainsi, la société et le peuple américains connaissent pour *Le Monde* sous Kennedy et Johnson une période agitée, marquée par un réel progrès social, ainsi que politique.

---

<sup>404</sup> « Les choix escamotés », *Le Monde*, 07/11/1968.

<sup>405</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>406</sup> *Ibid.*

<sup>407</sup> *Ibid.*



## La démocratie et les droits civiques

La place accordée par *Le Monde* au système démocratique américain est un peu inférieure de 1961 à 1968 comparé aux autres périodes, mais demeure significative<sup>408</sup>. Parmi les articles concernés, 66% considèrent que les Etats-Unis sont une démocratie qui fonctionne bien, ce qui est une proportion élevée. Ils notent le bon fonctionnement de l'exécutif, la richesse de la vie démocratique américaine, le consensus politique ou en tout cas l'existence d'une large majorité sur les grandes questions. C'est une démocratie qui sans être parfaite, sert d'exemple, inspire les autres. André Passeron écrit dans *Le Monde* lors de l'élection présidentielle française de 1965 : « Les temps ont en effet changé depuis le 10 décembre 1948, et ce n'est pas dans la tactique de Louis-Napoléon ou de Lamartine que les candidats à la seconde élection présidentielle organisée en France au suffrage universel peuvent puiser quelque utile enseignement [...]. Beaucoup ont pensé trouver aux Etats-Unis, notamment dans l'élection du président Kennedy en 1960, des enseignements précieux »<sup>409</sup>. 24% des articles concernés trouvent cependant que cette démocratie connaît des limites : c'est un pays démocratique dans lequel on peut être élu malgré des positions ouvertement racistes, un pays où le débat politique habituel de même que la masse des candidats aux élections sont de niveau moyen ou médiocre, alors que le système électoral est très complexe voire désuet et qu'il mériterait d'être réformé. Les 10% restants des articles concernés, présentent les Etats-Unis comme un pays libre, qui respecte profondément la liberté d'expression. Cependant, cet état de droit demeure relatif pour les Noirs.

Il est vrai que jusqu'à l'adoption de la loi sur les droits civiques le 10 février 1964, initiée par le message de Kennedy au Congrès du 19 juin 1963, les Etats-Unis n'étaient pas un état de droit pour les Noirs. Alain Clément raconte dans *Le Monde* tout le cheminement de l'extension de l'état de droit aux Noirs en Amérique à travers une série, « Panorama des droits civiques aux Etats-Unis » publiée du 15 au 17 avril 1964, peu après la ratification de la loi. Il marque l'effort d'explication remarquable du journal sur les grandes questions. Alain Clément rappelle d'abord l'ancienneté et l'hypocrisie de la question noire dans cette grande démocratie, passée de l'esclavage à la ségrégation : « Les grands hommes de la république américaine ont donné au départ l'exemple de ces flottements et de ces inconséquences qui allaient, durant des générations, paralyser une prise de conscience nationale du problème noir. L'esclavage avait précédé l'indépendance. Beaucoup d'artisans de cette dernière étaient propriétaires d'esclaves. Philanthropes et rationalistes, le paradoxe qui leur faisait briser le joug britannique sans toucher aux fers de leur *cheptel* africain ne leur échappait pas. Toute sa vie, Washington luttera avec ce dilemme. Il s'en délivrera sur son lit de mort. Même hésitation chez Jefferson qui aperçoit clairement l'incompatibilité de l'esclavage et de la démocratie, tout en transigeant sur leur coexistence »<sup>410</sup>. Evidemment, l'abolition de l'esclavage obtenue au prix d'une guerre civile, la guerre de sécession a en principe tout changé. Mais Alain Clément explique alors qu'il n'en est rien. « Il était plus facile d'abolir l'esclavage que d'annuler ses séquelles [...]. La réconciliation des deux camps de la guerre civile s'opère autour du drapeau de l'union ressoudée : pas plus qu'avant, les Noirs n'en feront partie »<sup>411</sup>. Le

---

<sup>408</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op. cit.*

<sup>409</sup> André Passeron, « Classicisme et modernisme inspirent également les candidats », *Le Monde*, 03/11/1965.

<sup>410</sup> Alain Clément, « Panorama des droits civiques aux Etats-Unis, I-De l'esclavage à la ségrégation », *Le Monde*, 15/04/1964.

<sup>411</sup> *Ibid.*

lendemain, le correspondant du *Monde* aux Etats-Unis explique comment les Noirs furent exclus de l'état de droit malgré l'abolition de l'esclavage jusqu'à la prise de conscience du mouvement des droits civiques de Martin Luther King dans les années cinquante : « Au déclin du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Cour suprême ajourne indéfiniment la révision des rapports de force post-esclavagistes entre Blancs et Noirs. Le Nègre est refoulé aux confins de la société comme un être dégradé et dégradant. Pendant un demi-siècle, personne dans la vie politique ne songe à s'en émouvoir. De grandes consciences présidentielles comme Wilson et F.D. Roosevelt n'y trouveront rien à redire. Il y a seulement une dizaine d'années que le principe de cette injustice est ébranlé [...]. La Cour libérale des années 50 le révoque avec éclat. Ses arrêts de 1953 (déségrégation du district de Columbia) et de 1954 (condamnation de la ségrégation scolaire) dérangent l'iniquité régnante et contraignent les pouvoirs publics à y faire face »<sup>412</sup>. C'est sur la base de ces avis que naît le mouvement des droits civiques et que Martin Luther King organise ses marches dont celle fameuse sur Washington. Le réveil noir ne se résume cependant pas à lui et n'est pas uniquement non violent loin de là. Mais les Noirs prennent conscience de leurs droits bafoués et les Blancs de la légitimité de leur demande, malgré une décennie d'opposition virulente qui a réduit à peu de choses tous les efforts successifs de Truman, Eisenhower et même de Kennedy en début de mandat. Cette évolution permet alors un évènement caractéristique des grands moments de la démocratie américaine : le vote d'une loi bipartisans, lancée comme souvent par un message présidentiel au Congrès. Alain Clément explique dans le dernier article de sa série comment la loi sur les droits civiques s'est finalement imposée au Congrès : « Le 19 juin 1963, après trois semaines de fiévreuses consultations d'experts, la Maison Blanche adressait au Congrès un message proposant un vaste programme de droits civiques [...]. Aux deux Chambres, le leadership des deux partis et la majorité de leurs groupes respectifs lui donnent une adhésion entière. Cette coalition bipartite se maintiendra jusqu'au bout, sauvant le *Civil Rights Bill* des disputes et surenchères partisans. Le 10 février par 290 voix contre 130, la Chambre en ratifiait la version définitive ». Cependant, loin de sombrer dans un nouvel angélisme, il conclut : « Le développement des *civils rights* sous la pression des circonstances l'amène à glisser du plan purement civique et formel au domaine économique et social, où de plus en plus se concentre le véritable enjeu [...]. Les ressources et la plasticité de la communauté américaine permettent à celle-ci d'aborder cette tâche de sang-froid. Mais il paraît bien improbable qu'elle vienne à bout comme par enchantement, sans avoir à réviser profondément ses conceptions et ses habitudes, sans altérer le conservatisme superstitieux où elles se sont figées »<sup>413</sup>.

Peu d'articles du *Monde* évoquent la justice et la police américaine sous Kennedy et Johnson. Ils sont à peine 2% des articles qui traitent des Etats-Unis<sup>414</sup>. Ils sont assez positifs, décrivant un pays qui a une bonne justice et une bonne police, dans lequel notamment la justice lutte contre les discriminations raciales.

Les années Kennedy et Johnson marquent ainsi, aux Etats-Unis, la victoire de la démocratie et des droits civiques. L'Amérique semble progresser là où elle avait du retard, conservant ailleurs son avance, tandis qu'elle apparaît comme une force tranquille.

---

<sup>412</sup> Alain Clément, « Panorama des droits civiques aux Etats-Unis, II-De la ségrégation à la révolte », *Le Monde*, 16/04/1964.

<sup>413</sup> Alain Clément, « Panorama des droits civiques aux Etats-Unis, III-Vers l'intégration », *Le Monde*, 17/04/1964.

<sup>414</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

## La force tranquille

A peine 5% des articles sur les Etats-Unis entre 1961 et 1968 évoquent l'armée américaine<sup>415</sup>. C'est peu d'autant que nous nous trouvons au milieu de la guerre froide avec des tensions toujours vives, sans compter la crise de Cuba et surtout la guerre du Vietnam. Dans 71% des cas, ces articles décrivent un pays puissant militairement, dont l'armée et la défense sont bien préparées, puissantes, capables de détruire plusieurs fois la planète. Sirius rappelle en 1963 après une conférence de presse du général de Gaulle : « Ce sont [Les Etats-Unis] qui entretiennent sur notre continent, à effectif complet, les divisions les plus nombreuses et les mieux armées et l'on a quelque peine à imaginer les circonstances où la France devrait réellement faire cavalier seule »<sup>416</sup>. Les autres articles, peu nombreux présentent tantôt une puissance militaire en voie de renforcement ou de développement, tantôt un pays dont l'armée est très puissante, mais qui n'arrive pourtant pas à être vainqueur d'un conflit local. Il s'agit bien entendu de la guerre du Vietnam qui tient en échec la puissante armée américaine.

Ce qui explique le peu d'intérêt du *Monde* pour l'armée américaine est que l'Amérique est sûre d'elle-même, de sa puissance et que sa force est par conséquent plus encore politique que militaire. D'ailleurs, 11% des articles évoquent la confiance des Américains dans la puissance de leur pays<sup>417</sup>. La grande majorité des articles concernés, 63%, décrit un pays puissant et confiant, qui domine de loin le reste du monde, un pays sûr de lui, mais non arrogant. *Le Monde* reprend in extenso le discours de Kennedy annonçant l'embargo de Cuba : « Nous n'avons nullement l'intention de faire la guerre au peuple de l'Union soviétique parce que nous sommes un peuple pacifique qui désire vivre en paix avec tous les autres peuples. Mais il est difficile de régler ou même de discuter ces problèmes dans une atmosphère d'intimidation. C'est pourquoi nous ferons face avec énergie à cette dernière menace soviétique, comme d'ailleurs à toute autre menace [...]. Notre but n'est pas la victoire par la force, mais le respect du droit ; ce n'est pas la paix aux dépens de la liberté, mais c'est la paix et la liberté »<sup>418</sup>. On retrouve là toute la réussite de Kennedy en politique étrangère qui réussit à se faire respecter sans exubérance ni humiliation, bref, sans arrogance, ce que *Le Monde* apprécie à sa juste mesure. Cependant, les huit-dixièmes de ces articles datent de Kennedy. Sous Johnson, ils sont nettement moins nombreux et aussi parfois dissonants, présentant notamment les Etats-Unis comme un pays fort, sûr de lui et dominateur. Puis un quart des articles présentent l'Amérique comme une nation inquiète vis-à-vis de l'étranger, un pays confiant dans ses propres forces, mais se sentant menacé par l'autre superpuissance. Ce sentiment est important notamment lors de la crise des missiles de Cuba, en 1962. Restent 13% des articles qui décrivent un pays qui doute, un pays inquiet pour son avenir, subissant une crise morale et une crise de confiance. Ces articles sont tous sous Johnson, même s'ils demeurent toujours minoritaires.

L'Amérique apparaît donc dans *Le Monde*, sous Kennedy et Johnson, comme une force tranquille.

Ainsi, *Le Monde* devient une véritable institution au cours des années soixante, figure de l'opposition au chef de l'Etat, mais peu éloignée de lui en ce qui concerne l'Amérique. Les derniers temps de Johnson qui suscitent de vives oppositions sur les deux rives de l'Atlantique ne laissent pas augurer de nette

---

<sup>415</sup> *Ibid.*

<sup>416</sup> Sirius, « Sentiments et réalités », *Le Monde*, 16/01/1963.

<sup>417</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>418</sup> « Le discours du président Kennedy », *Le Monde*, 24/10/1962.

amélioration avec son successeur, réputé dur et qui s'était déjà présenté contre Kennedy.

## Conclusion de la première partie

En vingt-cinq ans, *Le Monde* est parvenu non seulement à survivre, mais à devenir une institution en France voire en Europe. Il connaît une véritable réussite éditoriale et économique. Son directeur est indissociable de ce succès, tant son implication personnelle et son influence sur la rédaction sont grandes.

La caractéristique première du journal en plus de sa qualité, est son indépendance vis-à-vis de tous les pouvoirs et de toutes les puissances. Or la guerre froide tend à rendre le monde binaire : d'un côté le camp soviétique et de l'autre le camp américain. *Le Monde* défend l'alliance américaine tout en n'épargnant pas de ses critiques le puissant protecteur de la France. C'est une position particulièrement difficile.

En ces années, la France effectue sa reconstruction et entame sa grande modernisation, sous l'influence et la protection des Etats-Unis.

Hubert Beuve-Méry, qui est un homme d'avant-guerre, veut la modernité sans aimer la société de consommation. De même, il veut l'alliance américaine sans aimer l'*American way of life*. Le décalage est vraisemblablement trop grand. Sa critique est sévère, mais jamais injuste ou infondée. Elle sait être positive le cas échéant. Il n'épargne d'ailleurs pas non plus la France et ses dirigeants, tout aussi traditionnels, qui ont du mal notamment à accepter la décolonisation. Tout en étant le patron incontesté et en ayant une grande influence sur la rédaction, Hubert Beuve-Méry a une ligne éditoriale très large, très ouverte. Il laisse une grande liberté à tous ses journalistes et à tous les jeunes talents qu'il recrute.

Au bout de ces vingt-cinq années, les Etats-Unis se seraient sans doute bien passés de ce journal critique qu'est *Le Monde*. Mais ils ont fini non seulement par l'accepter, mais aussi par le reconnaître. Quant au journal, il aurait préféré que l'Amérique reste à l'écart de la France, tout en lui garantissant sa protection. Mais *Le Monde*, qui ne la connaissait guère au lendemain de la guerre autrement que par des stéréotypes, la découvre peu à peu, avec ses grands défauts et ses grandes qualités, comme une grande dame.

A l'heure où il transmet le pouvoir à son successeur, Hubert Beuve-Méry laisse un grand journal traditionnel français de politique étrangère, indépendant, non aligné, mais défendant la liberté et le monde libre. Il accorde une grande place aux Etats-Unis. Loin d'être figé, il s'ouvre peu à peu aux autres sujets, en France comme à l'étranger, et aussi en Amérique.

**Seconde partie :**  
**Les héritiers, des dirigeants encore traditionnels  
dans un journal qui s'ouvre à la modernité, face à  
l'Amérique**



Conférence de rédaction en chef dans le bureau du directeur autour de Jacques Fauvet

Après un quart de siècle à la direction du *Monde*, le départ d'Hubert Beuve-Méry marque une étape essentielle pour le journal. Sirius a créé *Le Monde*, à l'aide de l'équipe du *Temps*. Il l'a conduit avec succès malgré d'innombrables obstacles. Il lui a permis de connaître la réussite éditoriale et commerciale. Mais surtout, il lui a donné ses valeurs profondes qui ont fait son succès : indépendance politique et financière, rigueur d'information, d'analyse et de critique, souci d'objectivité, de qualité et de pédagogie, ouverture d'esprit enfin primauté des questions internationales et de la politique étrangère. Le traitement des Etats-Unis par le journal doit être considéré et jugé à cette aune. Naturellement, la question qui se pose est que devient cet héritage après le départ de celui qui en est le père ?

Jacques Fauvet, le successeur d'Hubert Beuve-Méry a une tâche immense devant lui. Mais il a une culture traditionnelle proche à bien des égards de celle de son prédécesseur qui est aussi celui qui l'a choisi. Finalement, le changement que marque symboliquement cette passation de pouvoir est le changement progressif de génération au sein de la rédaction du journal et dans le lectorat. Il correspond à la France d'après 1968, à une culture moderne.

Ce changement amène une certaine émancipation vis-à-vis du fondateur. Les salaires augmentent. Hubert Beuve-Méry s'était obstiné à les contenir, convaincu que l'équilibre financier était le gage de l'indépendance du journal. Avec l'arrivée à la direction de Jacques Fauvet et non d'André Fontaine qui avait été un temps pressenti, le service politique prend de l'importance face au tout puissant service étranger. Mais pour l'essentiel, c'est-à-dire les méthodes de travail et la ligne éditoriale, les changements sont secondaires et lents se intervenir. La ligne critique vis-à-vis du gouvernement demeure, du moins tant que la majorité ne change pas. Il en va de même concernant les Etats-Unis et leur politique étrangère alors que la guerre froide justifie toujours l'alliance américaine.

Les années passant, *Le Monde* finit pourtant par changer. L'arrivée d'un gouvernement de gauche met un temps en question son objectivité alors qu'il a pris l'habitude de critiquer les gouvernements de droite qui se suivent et se ressemblent. Lorsque vient le temps de la succession de Jacques Fauvet, celle-ci s'avère compliquée et les divergences sur le traitement des Etats-Unis par le journal n'y sont pas étrangères. Un peu plus tard, la chute de l'Union soviétique, vécue unanimement au *Monde* comme la fin d'un totalitarisme, rend obsolètes les deux tendances qui s'opposent au sein du journal quant à l'attitude à avoir vis-à-vis de l'Amérique.

L'Amérique et la France changent beaucoup aussi durant ces années. Le nouveau continent perd peu à peu l'avance économique et technologique considérable qu'il avait au lendemain de la guerre sur le vieux continent. Au long des années 1970, le leadership américain semble même parfois s'user, militairement, diplomatiquement et économiquement. La diffusion vers l'Europe de la culture et des produits américains se poursuit cependant à un rythme et une ampleur toujours plus importants avec l'assentiment du plus grand nombre. Puis, les Etats-Unis se ressaisissent tandis que l'Union soviétique vacille. *Le Monde* suit avec passion les derniers soubresauts du bloc communiste et l'avènement de la liberté derrière le rideau de fer, notamment en Pologne. C'est alors un moment de rapprochement franco-américain auquel participe le journal. Mais la complexité de l'Amérique et des relations interationales demeurent. Les bons sentiments n'empêchent pas les événements tragiques et les conflits qu'un grand journal se doit traiter avec rigueur et sens critique.

## Chapitre 4 : 1969-1976 (Nixon et Ford) L'Amérique entre deux visages



Démission de Richard Nixon, 08/08/1974



Hubert Beuve-Méry, après 25 années passées à créer et diriger *Le Monde* choisit de son propre chef de passer le relais, sans s'attarder. Il part au sommet de sa gloire, comme George Washington en son temps. Succéder à un tel homme n'a rien d'évident, notamment pour quelqu'un essentiellement versé à la politique française. Le successeur de Sirius saura-t-il maintenir la stature internationale du *Monde* et son fragile équilibre idéologique, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis, alors que l'actualité américaine occupe durablement les devants de la scène ? Nous verrons dans ce quatrième chapitre que cette succession se passe dans une quasi continuité, bien que la période Nixon soit compliquée et controversée, l'Amérique vivant une époque particulièrement tourmentée.

## **41 La presque continuité**

### **Le successeur : Jacques Fauvet**

Personne ne songe à contester la désignation de Jacques Fauvet tant il paraît le successeur naturel du fondateur du journal et aussi parce que nul ne se permet de contester le choix d'Hubert Beuve-Méry.

#### Le successeur

Comme le raconte Jean Planchais : « Lorsque, le 19 décembre 1969, pour le vingt-cinquième anniversaire du journal, Jacques Fauvet succède à Hubert Beuve-Méry à la direction du *Monde*, nul ne conteste une élection acquise sans débat ni scrutin formel. Désigné sans concurrent par la SARL, préparé à sa tâche depuis onze ans par le fondateur, le rédacteur en chef couronne tout naturellement une carrière, dont il peut dire, comme il le fait de quelques politiques, qu'elle est sans faute »<sup>419</sup>. En effet, Jacques Fauvet a fait ses preuves et gravi les différents échelons de la hiérarchie du journal de façon linéaire et relativement rapidement. Entré au *Monde* comme simple journaliste en 1945, il devient chef du service politique en 1948 puis rédacteur en chef adjoint en 1958, corédacteur en chef en 1963 et unique rédacteur en chef en 1966. Hubert Beuve-Méry qui avait d'abord pressenti André Fontaine et aussi pensé à Jean Boissonnat pour lui succéder, finit par s'arrêter sur Jacques Fauvet. C'est davantage un choix de raison que de cœur. En tout cas, c'est un choix longuement mûri et un passage bien préparé. La transition en tant que telle dure d'ailleurs un an et demi.

Mais quelle que soit sa légitimité, quelle que soit sa préparation, Jacques Fauvet prend d'abord la direction du journal d'Hubert Beuve-Méry, il le sait et cela ne lui déplaît pas particulièrement. Il entend garder le cap que celui-ci a tracé et ne s'éloigne pas sensiblement des valeurs et de la ligne éditoriale de Sirius.

Cependant, à mesure que les années passent et que l'ombre d'Hubert Beuve-Méry s'estompe, Jacques Fauvet marque progressivement de son style et de son caractère la direction du journal et l'évolution de celui-ci.

#### La ligne de Jacques Fauvet

Le nouveau directeur du *Monde* est un spécialiste de la vie politique française. Il a suivi les aléas de la IV<sup>e</sup> République qu'il a couverte pendant dix ans. Mais il ne s'en est jamais vraiment écarté. Il suit tout autant, la vie politique de la V<sup>e</sup>

---

<sup>419</sup> Jean Planchais, « Jacques Fauvet, l'homme qui a ouvert Le Monde sur la société », *Le Monde*, 04/06/2002.

République. Conscient des limites et des travers de la IV<sup>e</sup> République, il demeure cependant attaché au parlementarisme et n'a pas d'affinité avec le gaullisme. S'il n'a guère d'inclinaison pour les partis de droite, il a en revanche une plus grande proximité avec le centre et la gauche vers laquelle il penche de plus en plus nettement à partir des années soixante-dix. On lui a proposé de concourir à la députation dans les rangs du MRP. Avec lui, alors que la rédaction a vécu de près les événements de mai 1968, « *Le Monde* se situe nettement plus à gauche que par le passé »<sup>420</sup>. Mais finalement, tant que la majorité reste de droite, le journal maintient sa ligne critique vis-à-vis du pouvoir et de sa politique et il semble ainsi maintenir une certaine continuité.

S'il est proche de nombreux responsables socialistes, Jacques Fauvet n'est pas proche du parti communiste. Il n'a pas et n'a jamais eu d'affinité avec cette idéologie. Jacques Fauvet est pour la démocratie et la justice sociale. Il rejette le communisme stalinien de même que le capitalisme américain. Cependant, il n'oublie jamais qu'il a été libéré de son Oflag par l'Armée rouge, pour laquelle il a une certaine révérence. Sa perception de l'Union soviétique est donc paradoxale. S'il condamne le régime stalinien, il ne condamne jamais l'URSS en tant que telle. Il y a là une première nuance qui le distingue assurément de son prédécesseur : Alors qu'Hubert Beuve-Méry reproche à l'Armée rouge, entre autres, d'avoir confisqué leur liberté à ses amis tchécoslovaques, Jacques Fauvet est reconnaissant envers l'armée soviétique de lui avoir rendu sa liberté.

### Trois erreurs graves

Sa proximité avec la gauche et son rejet du capitalisme voire du système américain, amènent Jacques Fauvet à commettre en 1975, de concert avec la rédaction du *Monde*, trois graves erreurs. Celles-ci sont significatives de son approche des questions internationales.

La première concerne la prise de pouvoir par les Khmers rouges au Cambodge. Lors de leur entrée à Phnom Penh, ils expulsent l'ensemble de la population, deux millions de personnes, hors de la ville. L'envoyé spécial du *Monde* présent sur place, Patrice de Beer, traite de la conquête de la capitale du Cambodge par les Khmers rouges et de l'évacuation brutale de la population de la ville avec indulgence dans son long article publié en deux parties les 9 et 10 mai 1975. Mais c'est au chef du service étranger, alors Michel Tatu et à la direction du journal de compléter le reportage sur le terrain avec le recul qu'impose un événement de cette nature et de cette importance. Or tout en exprimant des doutes, l'éditorial du jour ne condamne pas cette mesure injustifiable qu'est l'expulsion des deux millions d'habitants de la ville : « La révolution khmère est-elle mal partie ? La question, à l'évidence, doit être posée [...]. Ces Khmers, depuis leur entrée dans Phnom-Penh, se conduisent de façon étrange. Pourquoi avoir vidé la capitale de tous ses habitants ? Au nom de quel dogme ? Phnom-Penh était pourtant une ville accueillante pour eux [...]. Il aurait été naturel que l'énorme masse de réfugiés fût renvoyée dans les zones rurales. Mais pourquoi faire subir au reste de la population le purgatoire de l'exil, alors que l'impact américain a été quasiment nul sur la vie quotidienne au Cambodge ? L'influence française restait certes importante, et, en ce sens, la décolonisation n'était pas achevée. Elle ne l'est pas non plus au Vietnam du Sud, où pourtant les réactions sont différentes. La révolution khmère est jeune, trop jeune sans doute. N'oublions pas qu'elle a été en grande partie provoquée non par

---

<sup>420</sup> Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 295.

Hanoï, mais par les Américains, dont l'autorité, après le putsch de droite de 1970, s'est abattue sur une population paysanne sans cadres »<sup>421</sup>.

La seconde erreur de Jacques Fauvet et de la rédaction du *Monde* concerne la Révolution Culturelle chinoise. Celle-ci, lancée par Mao Tsé-Toung, se déroule de 1966 jusqu'à sa mort en 1977. Elle entraîne la déstructuration de toute l'administration chinoise, la déportation de millions de citoyens à la campagne, la fermeture de toutes les universités pendant plusieurs années, d'innombrables exactions, exécutions et la destruction de quantités d'œuvres d'art chinoises et une régression brutale de toute la production industrielle. Au départ, peu d'informations parviennent en Occident. Mais en 1975, les conséquences de la révolution culturelle ne sont plus un mystère. Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard écrivent que « grâce aux articles de son correspondant à Pékin, Alain Bouc, le journal donna à l'idéologie maoïste de considérables aliments. Son conformisme gouvernemental ne pouvait que faire sensation »<sup>422</sup>. Ainsi, dans un article intitulé : « Le parti propose au pays de parvenir à la fin du siècle aux premiers rangs du monde », Alain Bouc présente, les résultats économiques officiels mirobolants du régime chinois avec bien peu de retenue : « Depuis 1964, l'année de la dernière session de l'Assemblée, la croissance économique a été rapide. Si l'on en croit les pourcentages avancés par M. Chou En-lai, la valeur globale de la production industrielle serait à présent à l'indice 290, soit un triplement en dix ans (on peut rapprocher cette affirmation du doublement de la production industrielle dont font état les textes officiels entre 1965 et 1972). Faute de pouvoir juger sur des chiffres absolus, on retiendra néanmoins de ces pourcentages l'indication d'une croissance rapide et d'une transformation en profondeur d'un appareil productif arriéré. Certains secteurs se sont distingués au cours de cette décennie par leur rythme de croissance : pétrole, indice 750; électricité, indice 300; engrais chimiques, indice 430; tracteurs, indice 620 »<sup>423</sup>. La direction du *Monde* ne cherche guère, alors, à apporter le sens critique et le recul dont manque manifestement son correspondant sur place. André Laurens revient sur le sujet vingt ans plus tard, en tant que médiateur du *Monde* : « Des lecteurs dotés d'une bonne mémoire sont tentés de rappeler à leur journal qu'il n'avait pas montré beaucoup de clairvoyance et de sens critique à l'époque [de Mao]. Ce que font, par exemple, M. et Mme Meunier (Paris) qui avaient eu assez tôt connaissance – mais sans doute n'étaient-ils pas les seuls – des ravages infligés à la Chine populaire par celui que l'on appelait encore le Grand Timonier. Ils écrivent au médiateur : Nous avons longtemps attendu une explication, à chaque éditorial sur la Chine [...]. Crédulité, aveuglement, conformisme ? [...] On dira qu'il y avait le climat de l'époque, dont un journal est nécessairement le reflet, que la Chine impénétrable vivait une révolution épique et, croyait-on, messianique, que la pression idéologique était au plus haut, que *Le Monde* n'était pas le seul à se fourvoyer, ni le pire ni le dernier à se reprendre : mince consolation ! »<sup>424</sup>

La troisième erreur, plus personnelle encore de Jacques Fauvet porte sur la révolution des Œillets au Portugal. Suite à la chute de la dictature le 24 avril 1974, un Conseil révolutionnaire se met en place qui tente un moment de confisquer la liberté retrouvée au profit des éléments d'extrême gauche du nouveau régime. Le correspondant du *Monde* à Lisbonne, José Rebélo et l'envoyé spécial du journal, Dominique Pouchin, montrent alors, dans leurs articles, leur inclination pour les communistes et leurs alliés aux tendances autoritaires. Un éditorial surprenant vient

<sup>421</sup> « L'énigme khmère », *Le Monde*, 09/05/1975.

<sup>422</sup> Jean-Noël Jeanneney et Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 290.

<sup>423</sup> Alain Bouc, « Le parti propose au pays de parvenir à la fin du siècle aux premiers rangs du monde », *Le Monde*, 22/01/1975.

<sup>424</sup> André Laurens, « Souvenirs de Chine », *Le Monde*, 12/11/1994.

donner la position du journal : « Sans doute les socialistes ont-ils quelques raisons de redouter une mainmise du P.C. portugais ou des groupes gauchistes sur l'ensemble des moyens d'information. Mais, en réclamant un droit de contrôle des travailleurs sur l'orientation des journaux qu'ils fabriquent, l'extrême gauche soulève au moins deux questions de fond qu'aucune révolution ne saurait éluder. L'information est-elle neutre ? Relativement claire en période calme et dans un système démocratique, la question est plus ambiguë dès lors qu'il s'agit - par le biais de la révolution - de remplacer une idéologie dominante par une autre. Le retard culturel d'un pays, un long passé de dictature et d'obscurantisme, rendent difficile l'application immédiate et sans nuance d'une liberté d'expression qui a souvent tendance à s'exercer au profit des nostalgies du passé encore installées dans l'appareil [...]. La liberté n'est pas toujours invoquée innocemment »<sup>425</sup>. L'article rappelle heureusement que « l'expérience montre aussi que ni la vérité ni l'information qui la sert envers et contre tous ne sauraient être mises bien longtemps au service d'une cause sans se dégrader au rang de propagande. Or, en matière de presse plus qu'en aucun autre domaine, il est plus difficile de reconquérir une liberté perdue que de défendre celle qui existe ». Pourtant il conclut bien malheureusement : « La vraie question n'est-elle pas alors de savoir si, en permettant à tous d'user de la liberté d'expression, on ne permet pas en fait à quelques-uns d'en abuser ? » Cet éditorial donne lieu à une sérieuse controverse avec notamment les articles de Raymond Aron dans *Le Figaro* du 23 juin et d'Edgar Morin dans le *Nouvel Observateur* du 30 juin.

Ces trois erreurs sont fortement reprochées à Jacques Fauvet. Elles dénotent, dans les trois cas, de la part de la rédaction du *Monde* et son directeur, d'un penchant tiers-mondiste, d'une indulgence pour des régimes autoritaires et d'une certaine naïveté. Le tiers-mondisme du journal et de son directeur montrent qu'en cette première moitié des années soixante-dix, c'est la tendance plutôt défavorable à l'Amérique qui a le dessus dans la lutte qui se joue à l'intérieur du *Monde*. Il reste que, sous la direction de Jacques Fauvet, les deux tendances, l'une plutôt favorable et l'autre plutôt défavorable à l'Amérique, existent toujours au sein du journal. Si la seconde l'emporte et semble majoritaire au sein de la rédaction et à la direction, la première n'est pas éliminée du journal, loin s'en faut. Certes l'indulgence pour les régimes autoritaires Khmers rouges, chinois et portugais est difficilement défendable. C'est manifestement une erreur et une erreur grave. Quant à la naïveté, elle ne correspond pas il est vrai à ce que l'on attend d'un directeur. Sans doute ne s'intéressait-il pas assez à la politique étrangère qu'il ne maîtrisait pas aussi bien que la politique française. En effet, il ne s'agit pas d'une naïveté en général, mais d'une naïveté sur les questions internationales que l'on peut reprocher à Jacques Fauvet.

### Jacques Fauvet et l'étranger

Lorsqu'il devient directeur, celui-ci donne la rédaction en chef à André Fontaine. Puis il scinde en deux la direction de la rédaction en 1976, confiant la direction opérationnelle à Bernard Lauzanne et la direction éditoriale de la rédaction à André Fontaine, qui est ainsi écarté des affaires quotidiennes du journal. Ce dernier est en quelque sorte le concurrent malheureux de Jacques Fauvet, même s'il n'a pas fait acte de candidature, à la direction du journal. André Fontaine est aussi d'une certaine manière son contraire. Hubert Beuve-Méry a envisagé dans un premier temps de le choisir comme successeur. Il lui avait d'ailleurs donné son livre, *Réflexion Politique* qu'il venait de publier avec comme dédicace : « A André

---

<sup>425</sup> « Révolution et liberté », *Le Monde*, 21/06/1975.

Fontaine, en attendant la relève de Sirius ». Mais il ne donne pas suite et c'est Jacques Fauvet qui lui succède.

Si celui-ci est proche de la tendance plutôt défavorable aux Etats-Unis, André Fontaine est de son côté proche de la tendance plutôt favorable à l'Amérique. Jacques Fauvet a construit sa légitimité de journaliste au service politique et il est un spécialiste de la politique française. Mais il ne s'intéresse pas beaucoup à la politique internationale et ne parle pas anglais. André Fontaine a construit sa légitimité de journaliste au service étranger et est un spécialiste de la politique étrangère. Il est de la même génération que Jacques Fauvet, mais tout de même de sept ans son cadet et parle anglais couramment. Contrairement au nouveau directeur du *Monde*, non seulement André Fontaine n'est pas un militant, mais il tient à garder ses distances avec la politique, les événements et les faits à la manière des journalistes anglo-saxons. Les deux hommes ont deux approches différentes et deux caractères inconciliables ce qui explique la mise à l'écart relative d'André Fontaine en 1976. Alors qu'ils pourraient se compléter, ils se confrontent. Leurs relations sont tendues. Pourtant tous les deux sont des enfants de Beuve-Méry dont ils sont les fidèles continuateurs et amis.

Le résultat de tout cela est d'une part que Jacques Fauvet tend à délaïsser la politique étrangère. Il intervient relativement rarement dans ce champ, alors qu'Hubert Beuve-Méry y était très présent au point de garder longtemps l'ascendant sur le service étranger. La couverture des Etats-Unis en est un excellent exemple. D'autre part, la nature ayant horreur du vide, comme Jacques Fauvet ne s'y intéresse guère, c'est André Fontaine qui tend à conserver l'ascendant sur les questions internationales, directement avant 1976, tant qu'il dirige entièrement la rédaction, indirectement ensuite. Toutefois, le bulletin de l'étranger, l'éditorial du journal, demeure de la responsabilité du directeur qui parfois l'écrit lui-même.

## Jacques Fauvet et les Etats-Unis

C'est dans ce cadre que peut être examiné la relation de Jacques Fauvet avec les Etats-Unis et les analyses et commentaires qu'il a écrits, au demeurant peu nombreux, sur l'Amérique.

En tant que directeur du *Monde*, Jacques Fauvet est régulièrement invité à nombre de mondantés organisées par le corps diplomatique, qui sont autant de lieux d'influence et de partage d'informations. Il y participe volontiers. Ainsi en 1980, il accepte 91 invitations dont une seule à l'ambassade des Etats-Unis<sup>426</sup>. C'est une invitation à déjeuner sous la forme d'une réception donnée par Arthur Hartman, ambassadeur des Etats-Unis à l'occasion de la fête de l'indépendance américaine le 4 juillet 1980. Mais s'il accepte les invitations des ambassades en France de nombreux pays d'Europe de l'Est et de la Chine, il refuse aussi la plupart des nombreuses invitations de l'ambassade d'URSS. Jacques Fauvet est aussi régulièrement invité par Marcel Bleustein-Blanchet, fondateur de Publicis, grand américanophile, une fois par mois en moyenne et accepte souvent. S'il a participé à un voyage organisé aux Etats-Unis et financé par le gouvernement américain, il ne connaît guère ce pays dont il ne parle pas la langue.

Jacques Fauvet n'écrit donc que peu d'articles et notamment d'éditoriaux sur les Etats-Unis : il en signe sept fois moins qu'Hubert Beuve-Méry<sup>427</sup>. Comme lui, il défend passionnément l'indépendance de l'Europe et de la France vis-à-vis des deux grands. Le courrier des lecteurs et les réponses du directeur sont très instructifs. Ainsi, Jacques Fauvet écrit le 29 juin 1963 à M. Guy Marchand : « On a l'impression

---

<sup>426</sup> Archives de Jacques Fauvet, Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine, boîte 128 Ter.

<sup>427</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

que les Etats-Unis et l'Union soviétique arbitrent eux-mêmes les différends qui peuvent les opposer dans une conception qui ressemble fort, malgré tout, à un partage du monde »<sup>428</sup>. Bien entendu, l'influence des Etats-Unis sur la France est plus importante que celle de l'URSS. Cela entraîne le directeur du *Monde* à développer davantage la question de l'indépendance de la France vis-à-vis des Etats-Unis. Il écrit ainsi dans le journal du 7 juin 1979 : « L'Europe ne doit pas être inféodée aux Etats-Unis ; alors qu'elle peut l'être économiquement par le truchement des firmes internationales, politiquement par le refus d'avoir une diplomatie propre à la Communauté et aux pays membres, culturellement par l'adoption en toute occasion du modèle américain »<sup>429</sup>. Pourtant, si sa critique vis-à-vis des Etats-Unis est sévère, Jacques Fauvet se défend d'être anti-américain. Dans sa réponse à M. Michael T. Florinsky sur le président Nixon et la politique étrangère des Etats-Unis, il écrit : « Il me semble que la presse américaine est souvent plus sévère que nous ne le sommes à l'égard du président. Sommes-nous d'autre part anti-américains parce que nous jugeons excessifs et à la limite dangereux pour l'alliance un leadership qui ne tient pas suffisamment compte de l'identité européenne et pourquoi pas de l'identité française ? Si d'ailleurs chaque pays a sa dignité et sa fierté, pourquoi la France ne l'aurait-elle pas au même titre que les Etats-Unis ? »<sup>430</sup>

De même, Jacques Fauvet sait reconnaître ce que la France doit à l'Amérique. Il écrit ainsi : « Sans doute les intentions d'aucun pays au monde ne sont-elles jamais tout à fait pures ; il s'y mêle toujours une part d'intérêt ou même d'égoïsme national. Le plan Marshal avait des arrière-pensées économiques et même politiques à l'égard de l'Europe. Mais il est difficile malgré tout d'oublier l'engagement américain, tardif mais décisif, au cours de la dernière guerre mondiale »<sup>431</sup>. Pour Jacques Fauvet, les Français et les Américains ont beaucoup à gagner de leur relation. Ainsi, il écrit : « La politique des gouvernements est une chose, l'amitié des peuples en est une autre. Les Français ont en tout cas beaucoup à apprendre des Etats-Unis comme les Américains ignorent encore beaucoup de la France »<sup>432</sup>. Le directeur du *Monde* se défend aussi de l'accusation selon laquelle les Français n'aimeraient pas les Américains. Cela vaut sans-doute aussi pour lui. Il écrit à une lectrice aux Etats-Unis : « Je n'ignore pas que certains journaux américains ont présenté des versions exagérées de la politique du gouvernement français et peut-être même des sentiments de nos compatriotes. En tout cas, il est absolument faux que les Américains soient détestés et insultés, même si le nationalisme sévit de part et d'autre de l'Atlantique »<sup>433</sup>.

Finalement, Jacques Fauvet n'est pas très loin d'Hubert Beuve-Méry dans son regard sur l'Amérique. Il ne la déteste pas et est conscient de ce que la France lui doit. Mais il demeure un fervent défenseur de la personnalité culturelle, politique et économique de la France. Il a aussi de grandes réserves sur l'expansionnisme politique, économique et culturel des Etats-Unis. Mais à la différence de Sirius, ces questions ne retiennent que de façon lointaine l'attention de Jacques Fauvet, et son côté militant l'amène à s'éloigner davantage de l'Amérique.

---

<sup>428</sup> Archives de Jacques Fauvet, *op.cit.*, boîte 241.

<sup>429</sup> Jacques Fauvet, « Quelle Europe ? », *Le Monde*, 07/06/1979.

<sup>430</sup> Lettre à M. Michael T. Florinsky, 05/04/1974, Archives de Jacques Fauvet, *op.cit.*, boîte 241.

<sup>431</sup> Lettre à M. Léon Dupuis, 01/10/1971, Archives de Jacques Fauvet, *op.cit.*, boîte 241.

<sup>432</sup> Lettre à M. Louis Jobin, 12/04/1967, Archives de Jacques Fauvet, *op.cit.*, boîte 241.

<sup>433</sup> Lettre à Mme Albert C. Wilson, 15/07/1981, Archives de Jacques Fauvet, *op.cit.*, boîte 241.

## Les journalistes

Avec Jacques Fauvet, le développement du *Monde* se poursuit et le rythme des recrutements s'accélère même. De nombreux journalistes rejoignent la rédaction, dont plusieurs sont concernés directement ou indirectement par les Etats-Unis. D'autres, plus anciens, sont simplement nouveaux sur le sujet.

### Alain-Marie Carron

Venu de l'AFP où il a travaillé pendant deux ans, Alain-Marie Carron entre au *Monde* en 1972 comme journaliste au service étranger. Il suit notamment les Amériques, l'Espagne et le Portugal. Il y reste jusqu'en 1979. C'est un auteur régulier d'articles concernant les Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>434</sup> plutôt longs et en pages intérieures, Alain-Marie Carron décrit l'Amérique comme un pays ami qui exerce une grande attraction et qui a des liens forts avec la France. C'est une superpuissance protectrice de ses intérêts, qui veut la paix et la détente. Elle réussit dans cette perspective à mettre fin à un long conflit régional : la guerre du Vietnam. Alain-Marie Carron présente un pays dont l'économie se porte très bien, est bien gérée et est puissante. C'est un pays riche dans lequel la richesse est bien partagée. Pour ce journaliste, l'ascenseur social fonctionne bien aux Etats-Unis et donne sa chance à chacun. C'est le rêve américain. Il demeure cependant des disparités sociales et des discriminations raciales. Mais il trouve aussi qu'il y a beaucoup de violence, que ce pays est marqué par les questions communautaires et raciales même si ce peuple est organisé et travailleur. Alain-Marie Carron note tout à la fois que les Etats-Unis sont une destination culturelle et touristique, mais que les Américains sont d'une grande uniformité et d'un grand conformisme de pensée. L'Amérique est pour lui un pays dans lequel la religion a une grande place. La justice s'y applique de la même manière à tous y compris aux plus puissants. Pourtant, la police et la répression sont outre-Atlantique des préoccupations importantes à la mesure de l'insécurité ou du sentiment d'insécurité. Du point de vue du système politique, Alain-Marie Carron trouve que l'Amérique est un pays libre et démocratique avec une presse libre qui n'hésite pas à s'opposer aux plus forts dont le gouvernement. La vie démocratique y est animée, riche et pacifiée. Enfin, pour lui, les Etats-Unis sont un pays confiant dans son modèle social et d'intégration<sup>435</sup>. Il est ainsi très favorable à l'Amérique.

### Claude Roy

Né en 1915, Claude Roy est un poète reconnu, prix Goncourt de la poésie de 1985. C'est aussi un écrivain. Il publie non seulement des recueils de poésie, mais aussi de nombreux essais, romans et ouvrages documentaires dont « Clés pour l'Amérique ». Ainsi, Bertrand Poirot-Delpech<sup>436</sup> écrit que Claude Roy « se montre un analyste profond des réalités vivantes clés pour l'Amérique ». Il y dresse un tableau des Etats-Unis tels qu'il les a découverts en voyage. Maurassien avant-guerre, il entre dans la Résistance et adhère peu après au parti communiste français avant d'en être exclu en 1956. Proche de Jean-Paul Sartre, il publie avec lui un texte véhément lors de l'intervention des troupes soviétiques à Budapest. Journaliste, il collabore à *Combat* à la Libération, puis devient chroniqueur au journal *Libération*. Il

---

<sup>434</sup> 8 articles d'Alain-Marie Carron sélectionnés dans le corpus.

<sup>435</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>436</sup> Bertrand Poirot-Delpech, « La mort de Claude Roy, poète ludique et désenchanté », *Le Monde*, 16/12/1997.

entame une collaboration avec *France Observateur* en 1957, devenu ensuite *Le Nouvel Observateur*. Cette collaboration ne s'arrêtera qu'avec sa mort. C'est dans ce cadre qu'il lui arrive d'écrire des articles voire de réaliser des reportages pour *Le Monde*. C'est un auteur significatif par le nombre de ses articles traitant des Etats-Unis dans le journal de la rue des Italiens. Il écrit aussi des lettres à la direction, qui sont parfois publiées.

Ses articles<sup>437</sup> sont longs dans leur ensemble, plutôt en pages intérieures, parfois en Une. Il décrit l'Amérique comme un pays riche, mais dans lequel la pauvreté voire la misère existent encore, surtout parmi la population noire. Il évoque beaucoup la société américaine. Il présente un pays avec des conflits, des troubles sociaux et raciaux violents. C'est un pays dans lequel il y a des disparités et des discriminations raciales importantes et qui persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants pour les combattre. On y trouve de même des idéalistes parfois extrémistes, prêts à tout pour faire entendre leur voix. Le peuple américain est aussi pour Claude Roy un peuple religieux avec une grande diversité et une grande liberté. L'Amérique est un Etat de droit, mais la police et la justice américaine sont racistes et injustes envers les Noirs. Enfin, Claude Roy décrit les Etats-Unis comme un pays immense à l'environnement varié et préservé et comme un pays confiant dans l'avenir<sup>438</sup>.

### Dominique Verguèse

Monsieur Dominique Verguèse est journaliste scientifique au journal *Le Monde* de 1965 à 1976. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>439</sup>, longs et en pages intérieures, il présente les Etats-Unis comme une superpuissance qui souhaite la paix, la détente, mais qui est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts. C'est un pays puissant militairement, et confiant dans l'avenir. Fort logiquement étant donné sa spécialité, les commentaires de Dominique Verguèse sur les Etats-Unis dans *Le Monde*, concernent essentiellement les questions scientifiques et technologiques. Pour lui, l'Amérique est un pays à la pointe de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. C'est le cas notamment dans la santé. Et c'est un pays ouvert à la coopération scientifique<sup>440</sup>.

### Philippe Pons

Licencié en droit, il est diplômé de science politique et de l'école nationale des langues orientales en japonais et coréen. Il commence sa carrière comme chercheur universitaire spécialiste du Japon. A partir de 1973, il se lance dans le journalisme, collaborant à différents journaux et revues dont *Le Monde diplomatique*, *Le Nouvel observateur* et *l'Expansion*. Philippe Pons entre au *Monde* en 1975 au service étranger, pour s'occuper de la rubrique extrême orient et devient peu après (en 1976) correspondant du journal à Tokyo d'où il couvre aussi la Corée. Il est ensuite correspondant du *Monde* en Italie de 1981 à 1985 puis retourne à son précédent poste à Tokyo où il est toujours. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

---

<sup>437</sup> 5 articles de Claude Roy sélectionnés dans le corpus.

<sup>438</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>439</sup> 5 articles de Dominique Verguèse sélectionnés dans le corpus.

<sup>440</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



Dans ses articles<sup>441</sup>, situés plutôt en seconde partie du journal et de taille variable, il présente les Etats-Unis comme un pays partenaire mais sans plus et avec lequel il faut négocier. C'est une superpuissance, qui souhaite la paix. Mais elle protège ses alliés, quel que soit leur régime politique ou leur conduite, suivant son intérêt et avec fermeté. C'est un pays résolu, mais qui reste à l'écoute. Il apporte un soutien militaire à ses alliés tout en leur demandant de participer davantage. C'est un pays puissant militairement, mais qui diminue ses dépenses de défense. Commercialement, Philippe Pons explique que l'Amérique a une tendance protectionniste. C'est pour lui un pays dans lequel l'économie est d'une santé moyenne même si elle est toujours puissante. Les Etats-Unis sont pour lui un pays libre et démocratique, mais dans lequel les lobbies ont beaucoup d'importance et qui n'est pas toujours sensible à la démocratie à l'étranger. Finalement, pour Philippe Pons, l'Amérique est un pays inquiet, notamment du fait de la crise qu'elle traverse et qui se bat pour retrouver sa puissance<sup>442</sup>.

### Philippe Lemaitre

Philippe Lemaitre est diplômé de l'Institut d'Etude Politique de Paris en 1960. Il devient correspondant de l'agence Agra presse à Bruxelles en 1963. Puis il devient à partir de 1966 correspondant diplomatique du *Monde* auprès des Communautés Européennes et de l'OTAN. Il reste au *Monde* jusqu'en 2001. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>443</sup>, situés plutôt en seconde partie du journal et de taille moyenne, il présente les Etats-Unis comme un pays plutôt indifférent, comme un partenaire et non comme un ami. Et c'est pour lui un partenaire difficile, un pays avec lequel les relations sont compliquées car il défend fermement ses intérêts. Pour Philippe Lemaitre, l'Amérique est souvent dure voire rigide en négociation, intransigeante dans ses relations avec les autres, manquant de nuance. Elle est même parfois binaire ce qui nuit à ses relations avec ses partenaires. C'est un pays relativement égoïste. Les Etats-Unis pour Philippe Lemaitre sont ouverts aux échanges économiques et souhaitent supprimer toujours davantage les obstacles au commerce mondial et autres droits de douane. Ils combattent les aides à l'exportation et les subventions notamment européennes. Mais ils sont aussi en concurrence économique vive avec la France et l'Europe et leurs relations économiques avec le reste du monde sont souvent difficiles<sup>444</sup>.

### Alain Bouc

Journaliste au *Monde* de 1967 à 1976, Alain Bouc est longtemps le correspondant en Chine du journal, en particulier pendant la révolution culturelle de Mao. Il a semble-t-il une certaine affinité pour le maoïsme ou en tout cas un regard plutôt ouvert pour ce courant de pensée. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Ses articles sont longs, en Une et en pages intérieures<sup>445</sup>. Il décrit l'Amérique comme une superpuissance menaçante, impérialiste, enlisée dans un long conflit régional au Vietnam. Cela montre aussi que sa puissance militaire a ses limites. C'est un pays résolu et ferme dans ses relations avec les autres. Alain Bouc, montre

---

<sup>441</sup> 4 articles de Philippe Pons sélectionnés dans le corpus.

<sup>442</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>443</sup> 3 articles de Philippe Lemaitre sélectionnés dans le corpus.

<sup>444</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>445</sup> 2 articles d'Alain Bouc sélectionnés dans le corpus.

une économie américaine en difficulté, avec un grave déficit budgétaire et commercial. De plus, selon lui, le pays connaît d'importantes tensions sociales<sup>446</sup>.

Pierre-Marie Doutrelant

Après avoir été trois ans journaliste au *Courrier Picard*, Pierre-Marie Doutrelant entre au *Monde* en 1969, au service économique puis aux informations générales. Il poursuit ensuite sa carrière comme reporter au *Nouvel Observateur* à partir de 1977 puis à *L'Express* de 1985 à sa disparition en 1987. C'est un homme de terrain<sup>447</sup> et un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>448</sup>, situés en pages intérieures et de tailles variables, Pierre-Marie Doutrelant présente l'Amérique comme un pays dont le marché offre un immense potentiel aux produits européens, mais qui est exigeant. C'est pour lui un pays démocratique, puissant, sûr de lui voire dominateur<sup>449</sup>.

Guy Porte

Journaliste au *Monde* de 1972 à 1996, Guy Porte est correspondant du journal à Marseille. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>450</sup>, de taille moyenne et situés en seconde partie du journal, Guy Porte présente les Etats-Unis comme un ami profond de la France, un pays démocratique avec lequel les relations sont faciles et bonnes. L'Amérique est pour lui un pays avec de puissantes entreprises dont certaines connaissent cependant d'importantes difficultés<sup>451</sup>.

François Renard

« Entré au *Monde* à quarante-deux ans après une carrière déjà bien remplie d'énarque et de fonctionnaire »<sup>452</sup>, François Renard est journaliste économique pour le journal de 1970 à sa retraite en 1994. Il est un temps président de la société des rédacteurs et président de l'école de voile des Glénans. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles de tailles variables, situés à l'intérieur du journal, François Renard décrit l'Amérique comme un pays qui veut améliorer ses relations avec les autres<sup>453</sup>. En 1974, c'est pour lui un pays dans lequel il y a d'importants conflits sociaux et des syndicats puissants et revendicatifs. Les Etats-Unis sont selon François Renard, ouverts aux échanges, mais les grèves qui s'y déroulent alors perturbent les échanges économiques avec le reste du monde. D'après lui, l'économie américaine connaît de sérieuses difficultés si bien que le pays tend à s'appauvrir et il y a d'importantes disparités sociales. Ce n'est plus le cas dans les années quatre-vingt<sup>454</sup>.

---

<sup>446</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>447</sup> « Pierre-Marie Doutrelant est mort », *Le Monde*, 24/03/1987.

<sup>448</sup> 2 articles de Pierre-Marie Doutrelant sélectionnés dans le corpus.

<sup>449</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>450</sup> 2 articles de Guy Porte sélectionnés dans le corpus.

<sup>451</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>452</sup> Véronique Maurus, « François Renard », *Le Monde*, 02/10/1996.

<sup>453</sup> 2 articles de François Renard sélectionnés dans le corpus.

<sup>454</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

## Nicolas Vichney

Né en 1925, Nicolas Vichney entre au *Monde* en 1955 à la rubrique bourse. Après un bref intermède à l'extérieur du journal en 1956, il revient pour prendre en charge la rubrique scientifique à laquelle il restera jusqu'à son décès en 1977. « Nicolas Vichney devient rapidement l'un des journalistes scientifiques les plus connus dans notre pays, notamment par ses articles sur la force de dissuasion française et les premiers essais nucléaires en Algérie »<sup>455</sup>. Il intervient aussi beaucoup sur la conquête de l'espace et notamment les premiers pas sur la lune. C'est un auteur significatif par le nombre d'articles qu'il écrit dans le journal traitant des Etats-Unis.

Dans ses articles<sup>456</sup>, de taille moyenne et situés en seconde partie du journal, Nicolas Vichney présente les Etats-Unis comme un pays riche et à la pointe de la technologie. Il note toutefois qu'il y a en Amérique d'importantes disparités sociales. Mais selon lui, les Américains forment un peuple travailleur et organisé et leur pays domine de loin le reste du monde<sup>457</sup>.

## Jean Planchais

Né en 1922, résistant, il est engagé au *Monde* à la Libération par Hubert Beuve-Méry auquel il reste toute sa vie très attaché. Il fait partie des tous premiers jeunes que Sirius engage au sein du journal nouvellement créé pour conforter l'équipe issue du *Temps*. Jean Planchais couvre d'abord l'aéronautique puis l'armée dont il devient le spécialiste au sein du journal. Il est nommé en 1965 chef du service informations générales puis rédacteur en chef adjoint. Il fait toute sa carrière au sein du *Monde* jusqu'à sa retraite en 1987. Il écrit plusieurs livres sur la défense nationale et raconte sa carrière au sein du journal dans *Un homme du Monde*. Il y écrit : « Entre le devoir d'informer et le désir de transformer, j'ai été ce personnage tiraillé : un journaliste. J'ai eu soif de savoir et de faire savoir. L'actualité est un procès permanent dans lequel j'ai témoigné [...]. Homme du *Monde*, je l'ai été passionnément »<sup>458</sup>. Interrogé sur son regard sur l'Amérique, il raconte : « Je suis allé aux Etats-Unis en 1952. J'ai été reçu par des gens très gentils. Mais ils avaient gardé une vision archaïque de la France, une vision exaspérante. On avait l'impression de gens incultes, enfin pour les Américains moyens, même s'il y avait une élite très cultivée sur la côte Est. [J'en ai gardé] une impression positive, mais on se disait attention, si ces gens là deviennent les maîtres du monde, c'est un peu embêtant. Les Soviétiques maîtres du monde, il n'y avait pas de problème, on n'en voulait absolument pas. L'Américain moyen ne sait pas où est la France. Le Français moyen ne sait bien-sûr pas plus où se trouve l'Iowa. Mais ce qui nous a frappés, c'est que ces Américains maîtres du monde étaient menés par des gens d'un simplisme épouvantable malgré une classe intellectuelle remarquable »<sup>459</sup>. Jean Planchais a un regard sur l'Amérique peu éloigné de celui d'Hubert Beuve-Méry, tant ce dernier est en quelque sorte son père spirituel.

Il écrit peu d'articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde*<sup>460</sup>. Cependant, il donne une vision plutôt positive de l'Amérique dans le journal, celle d'un pays à la pointe de la technologie et d'un peuple travailleur et organisé.

---

<sup>455</sup> « La carrière de Nicolas Vichney », *Le Monde*, 26/04/1975.

<sup>456</sup> 2 articles de Nicolas Vichney sélectionnés dans le corpus.

<sup>457</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>458</sup> Jean Planchais, *Un homme du Monde*, *op.cit.*, p. 241.

<sup>459</sup> Entretien avec Jean Planchais, *op.cit.*

<sup>460</sup> Un article de Jean Planchais sélectionné dans le corpus.

Par conséquent, la succession de Jacques Fauvet se déroule sans remous tandis que de nouveaux journalistes arrivent toujours nombreux dans le journal qui poursuit son développement relativement rapide. La ligne éditoriale ne subit pas d'évolution majeure, mais le nouveau directeur se préoccupe moins des questions internationales et notamment de l'Amérique qui vient d'élire un président républicain.

## **42 La période Nixon : une histoire controversée**

*Le Monde* est traditionnellement plus proche des démocrates que des républicains. Jacques Fauvet, le nouveau directeur du journal se trouve confronté lors de son entrée en fonction, à deux présidents républicains successifs. Ils sont mal-aimés, mais si elles ont de sombres côtés, leurs mandatures ont aussi à leur actif d'indéniables succès.

### **Nixon et Ford**

Après une double mandature démocrate, commence ainsi une double mandature républicaine. Le vice-président succède à nouveau prématurément au président élu. Mais cette fois, cela n'entraîne pas d'élan de sympathie à travers le monde.

#### Richard Nixon

Richard Milhous Nixon est le 37<sup>ème</sup> président des Etats-Unis. Il est élu le 5 novembre 1968 et investi le 20 janvier 1969. D'origine modeste, il gravit tous les échelons de la politique américaine. Eisenhower lui demande de le rejoindre et il est élu à ses côtés vice-président en 1952, poste qu'il conserve jusqu'en 1960. C'est un anti-communiste virulent. Il est très actif pendant la période du maccarthysme, notamment lors du procès d'Alger Hiss<sup>461</sup>. Mais il n'est pas toujours intolérant. C'est ainsi qu'il refuse délibérément d'exploiter politiquement la religion catholique de son adversaire lors de l'élection présidentielle de 1960. C'est pourtant l'un des points faibles de Kennedy dans ce pays majoritairement protestant souvent qualifié de puritain. Il perd d'ailleurs l'élection à quelques milliers de voix près.

La règle tacite veut qu'un candidat battu à l'élection présidentielle américaine ne se représente pas. Une fois n'est pas coutume, Richard Nixon se présente à nouveau en 1968. Il est vrai qu'il ne s'est pas présenté lors de l'élection présidentielle de 1964. Il gagne de justesse comme l'explique Alain Clément : « Une fois de plus dans les annales de la course à la Maison Blanche, le gagnant l'emportait de très peu. Les 30 millions de voix environ qui sont allées à M. Nixon représentent moins du quart de la population en âge de voter (sur les 118 millions) et 43 % des suffrages exprimés mardi, dont le total révèle d'ailleurs une participation électorale inférieure de 2 à 3 millions aux prévisions des experts. La défaite démocrate n'apparaît indiscutable que si l'on additionne les voix recueillies par le candidat républicain et

---

<sup>461</sup> Alger Hiss est un diplomate américain accusé d'espionnage au profit des soviétiques en 1950. Il est jugé par la commission sur les activités anti-américaines constituée par le Congrès. Le sénateur Nixon prend la tête de l'accusation au sein de la commission. Il finit par emporter la conviction de ses collègues et obtenir la condamnation de Hiss, dans des conditions controversées à l'époque.

celles qu'a récoltées M. Wallace<sup>462</sup>. Le peuple américain n'en a pas moins refusé à M. Nixon le mandat clair et net qu'il sollicitait »<sup>463</sup>.

Richard Nixon applique une politique d'ouverture, souvent fondée sur le pragmatisme. A l'extérieur, cela se traduit par la détente avec l'Union soviétique. Le 17 novembre 1969, s'ouvre à Helsinki la négociation soviéto-américaine sur la limitation des armes stratégiques. Il y a aussi un rapprochement avec la Chine, renversement d'alliance inouï à l'époque. Il y a enfin la fin de la guerre du Vietnam, même si celle-ci n'est pas rapide et passe par une phase d'intensification. Lors de la guerre du Kippour, il parvient avec Henry Kissinger à amener un cessez-le-feu entre Israël et l'Égypte et à obtenir un rapprochement avec l'un comme l'autre aux dépens de l'Union soviétique. A l'intérieur, l'ouverture se traduit par la lutte contre la ségrégation dans les écoles, un effort accru dans le domaine de la santé notamment contre le cancer, la lutte contre la drogue et la création de l'agence de l'environnement. Il est réélu triomphalement en 1972. Mais il est moins heureux du point de vue économique. Le 15 août 1971, Le Président Nixon suspend la convertibilité du dollar en or, mettant fin au système de convertibilité monétaire dit de Bretton Woods. Il n'a guère le choix étant donné l'inflation liée aux immenses dépenses militaires entraînées par la guerre du Vietnam et au déficit du budget largement initié sous son prédécesseur. L'économie américaine est aussi victime du premier choc pétrolier qui intervient lors du second mandat de Richard Nixon. Une partie de sa politique étrangère fait aussi l'objet d'un fort rejet notamment son action en Amérique du Sud où, dans la tradition de la doctrine Monroe, il soutient avec Henry Kissinger les régimes autoritaires proaméricains et cherche à éviter l'apparition de régimes différents, non expressément proaméricains, dans la hantise d'une contagion cubaine. C'est ainsi que la CIA contribue au renversement de Salvador Allende<sup>464</sup> au Chili et à l'avènement du régime d'Augusto Pinochet. Alain Clément écrit de Nixon : « Certains, surtout à l'étranger, ont vu en lui un grand président, guidant à vue, bien sûr, l'économie américaine et la sachant assez forte pour endurer la dévaluation du dollar et autres profanations puisqu'au bout de ces cachots il ne pouvait surgir qu'une affirmation brutale de la primauté américaine, débarrassée des faux-semblants et de ses tabous. Au-dehors les voyages à Pékin, en février 1972, et à Moscou, en mai suivant – la première visite d'un chef d'Etat au Kremlin (qui, en 1967, n'avait pas daigné accorder audience au simple citoyen R. Nixon...) – resteront des dates historiques. Si divers aspects de cette détente triangulaire, comme l'abrupte médiation américaine dans le conflit israélo-arabe d'octobre 1973, feront encore couler beaucoup d'encre, d'autres, souvent mal perçus, ont un mérite indiscutable : la diplomatie américaine élève enfin les rapports de force au-dessus des passions idéologiques dont la fortune politique du jeune Nixon s'était suralimentée. Il peut encore y avoir des tensions Est-Ouest. Elles pourront être traitées avec sang-froid, de puissance à puissance, et en plus sous la pression d'une opinion hantée par un nébuleux danger communiste. Cet exorcisme est à l'actif de l'œuvre commune de Richard Nixon et d'Henry Kissinger. Le second maître, au moins par l'esprit, les données du réalisme de ce Kriegspiel planétaire.

---

<sup>462</sup> George Wallace est un homme politique américain. Il est gouverneur de l'Alabama (Sud des Etats-Unis) à quatre reprises. Son programme est ségrégationniste et anti-fédéral. En 1968, il renonce à obtenir l'investiture du parti démocrate dont il est membre et se présente en candidat indépendant à l'élection présidentielle américaine contre Richard Nixon, le candidat républicain et Hubert Humphrey, le candidat démocrate. Il échoue de peu à recueillir suffisamment de voix pour empêcher la décision des grands électeurs et obliger le Congrès à trancher, dans l'espoir de négocier des concessions ségrégationnistes.

<sup>463</sup> Alain Clément, « Vers un gouvernement d'union nationale », *Le Monde*, 08/11/1968.

<sup>464</sup> Homme politique socialiste, président de la République du Chili de 1970 à 1973, renversé par un coup d'état militaire.

Le premier, trop habitué à traquer des démons, les a trop cherchés parmi ses compatriotes »<sup>465</sup>.

Certaines des méthodes et pratiques politiques de Richard Nixon ou celles de ses collaborateurs s'avèrent illicites. C'est le scandale du Watergate. Il est accusé et les preuves tombent ce qui l'oblige à écarter son second mandat en 1974. *Le Monde* suit et commente amplement tous ces événements.

## Le rapprochement avec la Chine

Le 15 juillet 1970 est annoncé le voyage prochain de Richard Nixon en Chine après la visite secrète d'Henry Kissinger, son secrétaire d'Etat, c'est-à-dire son ministre des affaires étrangères. C'est une annonce inouïe à l'époque, alors que les Etats-Unis sont en guerre contre le Vietnam qui est largement soutenu par la Chine et que Richard Nixon est réputé très anti-communiste. Les Etats-Unis reconnaissent à cette époque une autre et seule République de Chine : Formose aussi appelée Taïwan. Mais comme l'explique Claude Julien : « S'il a eu le courage de rompre avec ses prédécesseurs, M. Nixon n'ignore pas que son choix comporte des risques [...]. Il était absurde d'ignorer un pays de 750 millions d'habitants, et impossible de le tenir plus longtemps à l'écart. Par réalisme, M. Nixon a renversé le cours diplomatique solidement établi pendant deux décennies. Grâce à lui, le monde est en effet plus ouvert, plus fluide, et le jeu des puissances va continuer de débloquent des situations auxquelles chacun s'était accoutumé. Une telle situation offre à la fois plus d'espoir et plus d'impondérables »<sup>466</sup>. Pour les Français, le rapprochement avec la Chine a été amorcé beaucoup plus tôt par le général de Gaulle. Mais l'annonce américaine est cependant une surprise. Elle correspond à un éloignement progressif des deux grands pays communistes que sont la Chine et l'Union soviétique.

Richard Nixon se rend donc en Chine en février 1972. Il rencontre Mao Zedong, le président chinois et Zhu Enlai, son premier ministre. Cette visite change profondément les relations sino-américaines, jusqu'alors quasiment inexistantes. Mais si elle a quelques effets politiques superficiels rapides, ses conséquences politiques profondes et économiques prennent plus longtemps à apparaître tant le régime chinois est encore replié sur lui-même et farouchement anticapitaliste. Michel Tatu écrit : « Toutes proportions gardées, ce voyage rappelle les premiers gestes qui inaugurèrent la détente entre l'Est et l'Ouest dans les années 50 : la conférence de Genève de 1955 et, pour ce qui concerne plus directement l'Amérique, le voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis en 1959. Les rôles sont simplement renversés : dans ce dernier cas, le chef du gouvernement soviétique entendait se montrer aux Américains et leur donner une meilleure image de son pays. Aujourd'hui, M. Nixon a fort peu de chances de se montrer vraiment aux Chinois ni de modifier sensiblement l'image qu'ils se font des Etats-Unis, mais par le canal de la télévision, c'est la Chine qui va se montrer aux Américains. Khrouchtchev n'avait ramené de ces périples aucun résultat concret, et il fallut même attendre encore quelques années pour voir se terminer les grandes confrontations, mais c'est tout de même de ce temps-là que date la percée vers l'établissement de relations normales entre les deux superpuissances. Tout indique qu'il en va de même aujourd'hui entre la Chine et les Etats-Unis [...]. Qu'aujourd'hui l'un des effets secondaires, mais non des moindres de la visite de M. Nixon en Chine soit une aggravation de la tension sino-soviétique, nul ne saurait s'en étonner »<sup>467</sup>.

---

<sup>465</sup> Alain Clément, « La chute de l'homme de nulle part », *Le Monde*, 10/08/1974.

<sup>466</sup> Claude Julien, « Washington cherche un nouvel équilibre mondial », *Le Monde*, 22/02/1972.

<sup>467</sup> Michel Tatu, « Du bon usage des sommets », *Le Monde*, 22/02/1972.

La conséquence la plus positive et la plus immédiate de cette visite est la double accélération de la détente. La tension entre l'Amérique et la Chine tend à disparaître d'une part. Pour ne pas se retrouver de côté, l'Union soviétique accélère la détente avec les Etats-Unis d'autre part.

### La fin de la guerre du Vietnam

Lorsque Richard Nixon devient président, la guerre du Vietnam est déjà très impopulaire. Elle est la cause indirecte de l'abandon de Lyndon Johnson dans la course à la présidence, alors qu'il avait été élu avec une formidable majorité montrant sa forte popularité en 1964. Mais celui-ci ne désengage pas l'armée américaine tout de suite. Au contraire, il envoie des renforts et entreprend une campagne de bombardements sur le Cambodge et le Laos. Il lance même le 26 décembre 1971 une offensive aérienne contre le Vietnam du Nord, alors que ces bombardements avaient été arrêtés par Johnson peu avant l'élection présidentielle de 1964. Mais en 1969, il entame des pourparlers de paix avec les dirigeants vietnamiens à Paris en particulier. Il engage la vietnamisation de la guerre, c'est-à-dire le remplacement des troupes américaines par des troupes vietnamiennes ce qui permet le retour des *boys* aux Etats-Unis.

Après sa réélection triomphale le 7 novembre 1972, Richard Nixon annonce le 30 décembre la relance de la conférence de Paris, des négociations de paix et l'arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam. Cela permet le 27 janvier 1973, la signature de l'accord de paix de Paris. Il instaure un cessez-le-feu et permet le rapatriement de l'ensemble des troupes américaines se trouvant encore sur place. Ce n'est pas à proprement parler la fin de la guerre et l'avènement de la paix au Vietnam. Mais c'est la fin de la guerre américaine et une issue politique réussie pour Richard Nixon. Jacques Fauvet écrit : « Née du premier conflit, à la suite de l'établissement d'un pouvoir communiste au Nord et de la relève progressive, financière, puis politique et enfin militaire de la France par les Etats-Unis au Sud, la seconde guerre réussira-t-elle en partie là où l'autre a échoué : préserver durablement le Sud du communisme en lui assurant une véritable indépendance ? Le pari est douteux plus encore dans la paix que dans la guerre. Mais, à supposer qu'il soit gagné, fallait-il pour cela sacrifier cinquante mille jeunes Américains, Noirs ou Blancs, un million et demi de civils, de femme et d'enfants vietnamiens au Sud comme au Nord ? L'accord est trop récent pour qu'on puisse en mesurer les suites et les effets. Mais la guerre a trop duré pour qu'il en soit tiré les leçons [...]. Banc d'essai de la coopération internationale, enfin pacifique et humaine, la deuxième guerre devrait l'être si dès la fin des hostilités une conférence était convoquée pour relever rapidement les ruines innombrables et panser les plaies indicibles du Vietnam »<sup>468</sup>. *Le Monde* approuve naturellement le cessez-le-feu et se plaît à espérer le retour durable de la paix. Jacques Fauvet fait preuve d'un peu de naïveté ou de son éloignement relatif des questions internationales. La politique intérieure américaine va pourtant s'imposer à lui.

### Le Watergate et la démission du président

La démocratie américaine s'accommode parfois de pratiques surprenantes. Richard Nixon n'en est certes pas l'initiateur. Mais sous sa présidence, un certain nombre d'actions plus ou moins malhonnêtes sont menées en secret par une partie de ses collaborateurs afin de décrédibiliser et affaiblir ses adversaires politiques. Ce sont des *dirty tricks* (coups tordus), pour lesquels l'équipe de Nixon n'hésite pas à

---

<sup>468</sup> Jacques Fauvet, « Bancs d'essai », *Le Monde*, 25/01/1973.

recourir aux services des agences fédérales comme le FBI ou la CIA. Ces coups tordus incluent l'espionnage à l'aide de microphones des activités du parti démocrates. Une de ces opérations se passe mal et 5 hommes qui s'apprêtaient à cambrioler ou plutôt à installer des micros au siège du parti démocrate sont arrêtés le 17 octobre 1972. Ce bâtiment porte le nom de Watergate. L'entourage de Nixon essaie alors d'étouffer l'affaire. Mais la presse et notamment deux journalistes du *Washington Post*, Bob Woodward et Carl Bernstein, suite à une longue et difficile enquête, parviennent à mettre à jour la vérité. Ils bénéficient d'informateurs au sein même de l'administration républicaine. Au fur et à mesure des révélations de la presse, l'affaire prend une grande importance politique, une commission d'enquête sénatoriale est nommée. Lorsque la vérité éclate, et qu'une procédure de destitution est envisagée, Richard Nixon n'a plus d'autre choix que de démissionner, ce qu'il fait le 9 août 1974. Cette affaire marque la descente aux enfers d'un président qui a eu un comportement malhonnête, illégal et a été pris sur le fait. Certes, l'utilisation de telles méthodes n'est ni nouvelle ni propre à Nixon. Et les liens entre les gouvernements et les services secrets sont un problème pour toutes les démocraties. Quoi qu'il en soit, cette affaire marque la victoire de l'état de droit, de la justice et la reconnaissance officielle du quatrième pouvoir et de sa puissance : la presse. Toutes ces dimensions n'échappent pas au *Monde* qui prend d'emblée toute la mesure de l'évènement et lui consacre près de trente articles qui remplissent l'essentiel des neuf premières pages du journal. Le journal consacre même un article aux leçons de Tocqueville dans son ouvrage de référence, *De la démocratie en Amérique* : « Qu'on y prenne bien garde, un pouvoir électif qui n'est pas soumis à un pouvoir judiciaire échappe tôt ou tard à tout contrôle, ou est détruit »<sup>469</sup>. Il donne une large place aux commentaires politiques et de la presse internationale comme celui du *Washington Post* : « C'est un évènement à la fois triste et très réconfortant »<sup>470</sup>. Dans un article remarquable, André Fontaine revient sur toutes les dimensions de la démission de Richard Nixon en dressant le bilan de sa présidence : « On ne le savait plus, on ne voulait plus le croire. Mais il y a encore au moins une nation sur cette terre où la loi décidément est plus forte que les hommes, où à peine nommés par un président, des juges sont capables de lancer des réquisitions contre lui, où un parti peut préférer la manifestation de la justice au maintien d'un des siens au pouvoir. [...] Les Français ont peine à croire que la politique puisse être innocente, et ils ont entendu trop de mensonges chez eux et hors de chez eux pour n'en avoir pas pris quelque peu l'habitude. Aussi l'idée que le président des Etats-Unis doive perdre sa place aux libertés qu'il a prises avec la liberté ne laisse pas d'étonner [...]. Dans un monde dont la raison d'Etat reste, au-delà des frontières idéologiques, la règle commune, Nixon était en bonne compagnie. La fréquentation des terribles *realpolitikers* pour lesquels Henry Kissinger éprouve tant d'admiration a-t-elle contribué à le faire en prendre à son aise avec ce qui pouvait lui rester de scrupules ? Il a pu dire que, face à des brigands, il n'avait d'autre ressource que de se faire lui-même brigand. En écrasant Hanoï sous les bombes, en soutenant les régimes les plus réactionnaires et les plus corrompus, pourvu qu'ils fussent anticommunistes, en laissant la C.I.A. disputer au K.G.B. ses lauriers les plus contestables, en sacrifiant ses protégés dès l'instant où ils avaient cessé d'être utiles, il a montré qu'à ce jeu, hélas, l'élève pouvait en remonter aux maîtres [...]. Il a fallu l'acharnement d'une poignée de journalistes insensibles à toute pression pour que, l'une après l'autre, les colonnes du temple s'écroulent, pour que les imposteurs et les forbans, qui, de la vice-présidence des Etats-Unis au ministère de la justice, tenaient tant de postes-clés, révèlent enfin leurs vrais visages. A côté d'un Agnew,

---

<sup>469</sup> « Déjà, en 1985... Tocqueville et le contrôle du pouvoir », *Le Monde*, 10/08/1974.

<sup>470</sup> « *The Washington Post* : triste et réconfortant », *Le Monde*, 10/08/1974.



d'un Dean ou d'un Haldeman, Nixon, à vrai dire, fait plutôt bonne contenance, et ses adieux ne manquent pas de grandeur ? A la limite, on peut se demander si l'homme qui a tout de même réussi, il ne faut pas l'oublier, à dégager son pays du borbier indochinois, à renouer avec Pékin, à stabiliser les rapports avec Moscou et, par personne interposée, à amorcer un dégagement au Proche-Orient a vraiment mérité cette fin [...]. Cette liberté, cent quatre-vingt-dix-huit ans après la déclaration de l'indépendance américaine, cent quatre-vingt-cinq ans après celle des droits de l'homme et du citoyen, demeure une fleur bien fragile, et elle aurait peu de chances de survivre très longtemps dans le monde si les Etats-Unis tournaient, comme ils ont menacé de le faire avec Nixon, au totalitarisme camouflé sous les apparences du libéralisme »<sup>471</sup>. Cette conclusion qui peut sembler dure est une ode à la démocratie américaine. Cette dernière reprend d'ailleurs le dessus et conformément à la constitution, le vice-président Ford succède au président démissionnaire.

### Gerald Ford : le président non élu

Gerald Rudolph Ford Junior devient le 38ème président des Etats-Unis le 9 août 1974. Il est le seul président américain non élu. En effet, Richard Nixon est réélu en 1972 avec comme vice-président M. Spiro Agnew. Lorsque celui-ci démissionne en décembre 1973, le président Nixon nomme alors Gerald Ford vice-président. Et lorsqu'à la suite du scandale du Watergate, Richard Nixon démissionne à son tour, c'est logiquement son vice-président qui lui succède pour terminer son mandat. Puis en 1976, à la fin du mandat commencé par Nixon, Gerald Ford obtient l'investiture du parti républicain et se présente aux élections présidentielles, mais il est battu par Jimmy Carter.

Le demi-mandat de Gerald Ford est marqué sur le plan international, par la poursuite de la détente avec notamment la signature des accords d'Helsinki avec l'URSS à la fin de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Même si ce sont des accords de principe, sur la coexistence pacifique et les droits de l'homme en particulier, ils marquent une nouvelle étape de la détente. Sur le plan économique, les difficultés que connaît l'économie américaine s'accroissent en particulier suite au premier choc pétrolier. Sur le plan politique, la grâce présidentielle que Gerald Ford accorde à Richard Nixon dans l'affaire du Watergate est très controversée. Alain-Marie Carron explique : « Devenu trente-huitième président des Etats-Unis le 9 août 1974 après la démission, la première dans l'histoire, de M. Richard Nixon. M. Gerald Ford prend, quelques semaines plus tard, une décision qui lui a certainement coûté des voix le 2 novembre 1976 : il accorde à son prédécesseur un pardon complet et rétroactif, pour tous les délits qu'il aurait pu commettre au cours de son mandat. Beaucoup lui ont alors reproché d'avoir trahi l'élan moral qui avait animé les Américains à l'occasion de l'affaire du Watergate, et de se montrer au contraire complaisant envers l'immoralisme de l'équipe Nixon. M. Ford s'est expliqué à ce propos à maintes reprises. C'était, estimait-il, le seul moyen d'éviter une cohorte de procès qui auraient prolongé de cinq ans ou davantage le déchirement national provoqué par cette affaire [...]. M. Ford peut affirmer que le bilan de sa présence à la Maison Blanche est positif. Il avait trouvé en arrivant un pouvoir exécutif discrédité, une inflation à deux chiffres, une récession sans précédent depuis 1930, l'échec final de l'aventure américaine au Vietnam. Depuis, son pays a cessé d'être militairement engagé à l'étranger, il a gagné du temps - sinon trouvé une solution - au Proche-Orient et en Afrique. La reprise économique, bien que fragile, est réelle, et la Maison Blanche mérite mieux son

---

<sup>471</sup> André Fontaine, « Le sacrilège », *Le Monde*, 10/08/1974.

nom »<sup>472</sup>. Le président célèbre d'ailleurs dans la ferveur populaire en 1976, le bicentenaire de l'indépendance des Etats-Unis. Le calme semble revenu comme l'écrit encore Alain-Marie Carron : « Changer d'échelle, accommoder notre regard à un espace impossible à concevoir, c'est le premier effort à faire pour percevoir d'une façon satisfaisante les Etats-Unis. Pour éduquer notre sensibilité, il faut nommer un à un les visages de la multitude, accorder sa vraie place à la diversité. Ainsi, et en fatiguant ses valises par d'incessants changements d'avions et de voitures, parvient-on à se libérer de certaines idées simplificatrices qui nous font croire que tel ou tel événement bouleverse, révolte, passionne l'Amérique entière, ou que cette Amérique est, pour la centième fois, en crise ouverte. L'Amérique bicentenaire de 1976 laisse bel et bien une prodigieuse impression de vitalité. Mais, dispersé dans ses différentes incarnations à travers ce quasi-continent, ce mouvement de la vie est bien moins chaotique que nous ne le croyons en Europe. Toutes les vagues que nous voyons semblent n'être, vues d'Amérique, que des rides à la surface de la mer de la Tranquillité »<sup>473</sup>. *Le Monde* finalement donne volontiers le quitus au seul président américain non élu. Ce dernier nomme un nouvel ambassadeur à Paris après que son prédécesseur en eu épuisé trois.

## Les ambassadeurs

Quatre ambassadeurs des Etats-Unis en France se succèdent sous les présidents Nixon et Ford.

### Sargent Shriver

Comme l'indique *Le Monde* : « M. Shriver qui fut l'un des rares ambassadeurs nommés par le président Johnson qui ne donnèrent pas leur démission lors de la venue au pouvoir de M. Nixon »<sup>474</sup>, reste en fonction à l'ambassade des Etats-Unis à Paris jusqu'en 1970. Il a été présenté plus haut. Pour lui succéder, Richard Nixon nomme Arthur Watson.

### Arthur Watson et John Irwin

Né en 1919, Arthur Kitteredge Watson est ambassadeur des Etats-Unis en France de mars 1970 à décembre 1972. Comme c'est épisodiquement mais régulièrement le cas, la représentation américaine à Paris propose au *Monde* des articles signés de l'ambassadeur en titre. Arthur Watson n'échappe pas à cette habitude. Fils du PDG d'IBM, il est longtemps directeur commercial international d'IBM où sa pratique des langues étrangères et notamment du Français le sert beaucoup. Il est un grand avocat de la Communauté Economique Européenne. Il est décoré de la légion d'honneur avant même d'être nommé ambassadeur en France. Il s'est aussi battu contre le protectionnisme aux Etats-Unis. Il est un proche du gouverneur de New York, Nelson Rockefeller et apprécié des présidents Kennedy et Johnson.

---

<sup>472</sup> Alain-Marie Carron, « M. Ford aura incarné le rêve d'une Amérique moyenne », *Le Monde*, 21/01/1977.

<sup>473</sup> Alain-Marie Carron, « L'Amérique, bicentenaire et adolescente, I.-Sur la mer de tranquillité », *Le Monde*, 05/07/1976

<sup>474</sup> « M.Sargent Shriver, ambassadeur des Etats-Unis à Paris a présenté sa démission », *Le Monde*, 27/02/1970.

Dans ses articles<sup>475</sup>, Arthur Watson présente les Etats-Unis comme un ami profond de la France et un pays qui exerce une grande attraction. Il évoque les troubles raciaux qui se déroulent en Amérique. Il indique que le gouvernement des Etats-Unis se préoccupe de la lutte contre la pauvreté et insiste sur le fait que le peuple américain est pragmatique. Il explique que l'Amérique est une démocratie fédérale, dans laquelle la vie politique est largement monopolisée par les deux grands partis. Mais le poids de l'Etat et du gouvernement central y sont plus faibles qu'en Europe. Enfin, pour Arthur Watson, les Etats-Unis sont un pays qui est confiant dans ses institutions et qui les respecte<sup>476</sup>.

Arthur Watson démissionne en août 1972 mais reste jusqu'à la fin de l'année en poste. *Le Monde* rapporte : « Le séjour à Paris de M. Watson a coïncidé avec un net réchauffement des relations franco-américaines. Comme l'a noté M. Maurice Schumann au cours du déjeuner d'adieu qu'il offrait mardi 17 octobre en l'honneur de l'ambassadeur, la situation est maintenant assainie et il n'y a pas de litige. Il y a nécessairement des problèmes, mais il existe un dialogue franco-américain »<sup>477</sup>. Arthur Watson a également assuré la liaison avec l'ambassadeur de Chine en France, c'est-à-dire un lien indirect entre l'Empire du milieu et les Etats-Unis. C'est donc un ambassadeur qui a été apprécié et *Le Monde* le relève, même si son passage fut bref.

Pour lui succéder, Richard Nixon nomme John Irwin qui restera ambassadeur à Paris de 1973 à 1974. *Le Monde* se contente de signaler sa nomination<sup>478</sup>, ce qui montre qu'il n'a pas d'importance particulière ou que ni le contexte ni la durée de son séjour en France ne lui donnent l'occasion de marquer son temps. Il reste cependant à son poste jusqu'à la fin de la présidence Nixon.

## Kenneth Rush

A peine entré en fonction, moins d'un mois après la démission de Richard Nixon, Gerald Ford lance un vaste mouvement diplomatique. Il nomme alors Kenneth Rush ambassadeur des Etats-Unis en France. Alain Clément, dans un article justement sévère remarque : « La nomination de M. Kenneth Rush revêt donc un aspect de précipitation. Toute considération mise à part sur la valeur des personnalités qui se sont succédées au palais de l'avenue Gabriel, force est de reconnaître que les derniers ambassadeurs américains à Paris n'auront guère eu le temps de se familiariser avec les réalités françaises. Feu Arthur Watson prit son poste en mars 1970 et le quitta en décembre 1972. M. John Irwin, nommé aussitôt pour prendre sa relève, présente ses lettres de créances le 23 mars 1973 seulement. Moins d'un an et demi plus tard, le voici invité à faire ses bagages. A cette cadence, comment s'étonner que, depuis le départ de M. Sargent Shriver, fin 1970, l'ambassadeur américain à Paris soit devenu un peu l'homme invisible de la société parisienne et que la marche de ses services, leurs contacts avec l'extérieur – avec la presse en particulier – s'en ressente négativement ? On regrettera d'autant plus l'excès de discrétion qui en découle à tous les niveaux, que Paris attend – mérite ? – une présence américaine compétente, active et stable »<sup>479</sup>. Kenneth Rush reste ambassadeur en France jusqu'en 1977. Cependant, *Le Monde* n'évoque à nouveau M. Rush qu'à l'occasion de ses adieux signalant : « Non professionnel de la diplomatie, parlant peu français, il avait fait de son mieux pour s'acquitter de ces

<sup>475</sup> 2 articles d'Arthur Watson sélectionnés dans le corpus.

<sup>476</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>477</sup> « M. Arthur Watson fait ses adieux à Paris », *Le Monde*, 19/10/1972.

<sup>478</sup> « Washington demande l'agrément pour M. John Irwin », *Le Monde*, 23/12/1972.

<sup>479</sup> Alain Clément, « L'homme de l'ouverture ? », *Le Monde*, 06/09/1974.

fonctions nouvelles pour lui »<sup>480</sup>. Ce n'est pas très valorisant. Mais pendant ce temps, d'autres événements plus glorieux redorent l'image des Etats-Unis.

## Premier homme sur la Lune

Le 20 juillet 1969, Neil Armstrong et Edwin Aldrin posent les pieds sur la Lune. La mission américaine Apollo 11 est un immense événement pour l'humanité et un succès tout aussi grand pour les Etats-Unis. Grâce à la télévision, des centaines de millions d'hommes assistent en direct au spectacle. La conquête de la Lune, lancée huit ans plus tôt par le président Kennedy est achevée. *Le Monde* suit et commente largement l'évènement. Dominique Verguèse dresse le très long inventaire de toutes les questions scientifiques qui se posent quant au satellite de la Terre : « Objet de tous les soins scientifiques, point de mire de tous les astronomes, photographiée par plus d'une dizaine d'engins américains qui ont tourné inlassablement autour d'elle ou s'y sont posés en douceur, la Lune a pourtant gardé jusqu'à présent presque tous ses secrets »<sup>481</sup>. Jean Planchais note l'organisation remarquable et l'excellence logistique des américains : « Le succès de l'opération Apollo a été obtenu par la mise en place minutieuse d'un appareil logistique considérable, après un échec initial, selon une méthode typiquement américaine. A ces titres, un seul événement peut lui être comparé : l'opération Torch du 6 juin 1944 en Normandie. Certes, s'il y a dans l'un et dans l'autre cas débarquement, les données sont inversées. Le 21 juillet, il s'agit avec l'aide directe de quelques dizaines de milliers de spécialistes et l'appui indirect de centaines de milliers de techniciens, de faire arriver deux hommes sur une zone de terrain à 380 000 kilomètres de la Terre »<sup>482</sup>. Nicolas Vichney revient sur cette aventure technologique symbole de l'avance et de la puissance américaine et de ses possibilités : « Se rendre sur la Lune est l'un des plus vieux rêves de l'humanité, et c'est la nation, admet-on volontiers, la moins portée aux rêves de ce genre qui vient de le réaliser. Ce n'est pas le moindre paradoxe d'une aventure lancée sous le signe de la course à l'espace qui s'achève, alors que l'on n'évoque plus que pour mémoire la rivalité qui a opposé les Etats-Unis à l'URSS. Inspirée par la volonté de prestige d'un pays, elle concerne maintenant chaque homme, américain ou non [...]. La conquête de la Lune montre d'abord de quel dynamisme sont capables les Américains, quand un objectif clair leur a été fixé. Mais elle rappelle aussi le très haut niveau auquel se situe leur technologie, leur sens extrêmement poussé de l'organisation et ... la puissance de l'argent. Sans des crédits substantiels, la Lune serait restée aussi inapprochable que par le passé, et n'eût été cet environnement technologique américain qui offre tout ce que l'on peut souhaiter en matière de matériel – ou presque – les énormes sommes mises à la disposition de la NASA se seraient épuisées à la recherche des indispensables moyens techniques. Et le tout se serait dispersé en des réalisations divergentes s'il n'avait été canalisé par une organisation voulue et acceptée par tous [...]. Certains du moins le croient, la conquête de la Lune pourrait tout changer. Cette démonstration de puissance des Etats-Unis ne les poussera-t-elle pas à considérer que la pauvreté et l'injustice jettent à la société américaine un défi plus grave encore que celui que les tirs spatiaux soviétiques ont jeté à la face de la nation américaine ? Et à croire que maintenant ils sont en mesure de relever ce nouveau défi ? »<sup>483</sup>

Cet événement est l'une des dernières occasions pour Hubert Beuve-Méry de s'exprimer dans le journal car il prend sa retraite quelques mois plus tard. Son

---

<sup>480</sup> « Les adieux de M. Rush à Paris », *Le Monde*, 03/03/1977.

<sup>481</sup> Dominique Verguèse, « A la recherche de l'origine de l'univers », *Le Monde*, 22/07/1969.

<sup>482</sup> Jean Planchais, « Deux débarquements », *Le Monde*, 22/07/1969.

<sup>483</sup> Nicolas Vichney, « Après la Lune, la Terre », *Le Monde*, 22/07/1969.

éditorial mérite que l'on s'y attarde. Sirius donne un regard étonnant de scepticisme, de recul et de modernité à cet événement qu'est la conquête de la Lune. La profondeur de son regard, l'ampleur de sa vision et de son doute existentiel s'y expriment comme rarement : « Il est bien des explications au prodigieux effort des Américains et des Russes pour aborder la Lune et bientôt sans doute d'autres planètes : la recherche scientifique, le développement économique, la volonté de puissance, peut-être, quoi qu'on en dise, la stratégie. Ce sont là des constantes de l'histoire humaine qui ne suffisent pas par elles-mêmes à lui donner un véritable sens. Ce sens de l'histoire, au niveau proprement humain, n'est-ce pas, depuis le fond des âges, par l'exigence d'une finalité instinctive : la lente domestication de la nature, la conquête, pas-à-pas, d'un univers toujours plus proche et toujours plus lointain ? A mesure que se développe cette gigantesque entreprise, contradictions et distorsions vont se multipliant. La Terre se rétrécit et s'uniformise à défaut de s'unifier. L'écart au contraire ne cesse de grandir entre les peuples qui disposent de moyens de domination et les masses dites sous-développées qui continuent de végéter [...]. La puissance n'en va pas moins avec d'étranges faiblesses. Ce qu'on nomme le progrès ne vient pas à bout des limites et des maux dont nous souffrons qu'en en créant de nouveaux. L'air, l'eau, les aliments, se trouvent peu à peu, au sens exact du mot, dénaturés. Maîtriser la nature, c'est aussi la détruire avec l'obligation de la reconstituer artificiellement [...]. Dominateurs, les hommes ne peuvent étendre leur domination qu'en devenant esclaves de leurs découvertes. Ils tendent à ne plus être que les millions ou les milliards de molécules d'un immense être collectif, regardant les mêmes images, répétant les mêmes gestes, écoutant les mêmes voix, suivant les mêmes migrations, partageant les mêmes craintes et les mêmes espoirs [...]. Féru de solitude ou largement collectivisé, adonné à la conquête de l'espace, à celle des énergies de la matière ou à la recherche des sources de la vie, plongé dans l'infiniment grand ou l'infiniment petit, l'individu n'est, jusqu'à nouvel ordre, qu'un condamné à mort [...]. De génération en génération, Sisyphes joyeux, inquiet ou torturé, accomplit inlassablement son destin. Au lendemain de chaque triomphe, son propre mystère demeure pour lui, de tous, le plus immédiat et le plus impénétrable. Pourra-t-il jamais cesser d'interroger son intelligence ou sa foi et de leur demander : Oui, mais pourquoi ? »<sup>484</sup> Au-delà des questions existentielles, ce prodige américain qu'est la conquête de la Lune n'empêche pas que de nombreux et graves problèmes demeurent aux Etats-Unis, notamment la question noire.

### Colère noire

Les années Kennedy sont pour les Noirs, celles des droits civiques. De grands progrès sont réalisés. Mais si la ségrégation est officiellement et juridiquement abolie, la réalité ne change pas significativement. Le grand leader non violent du mouvement des droits civiques, Martin Luther King est assassiné en 1968. Les émeutes noires se succèdent d'été en été puis se calment quelque peu. Comme l'écrit André Kaspi : « La fièvre tombée, chacun observe les dégâts. Les Blancs ont eu peur, mais leurs quartiers ne sont nullement le théâtre de violences. Les émeutes se déroulent dans les quartiers noirs seulement. Outre les propriétaires blancs des magasins des ghettos, les principales victimes, ce sont les Noirs eux-mêmes qui se retrouvent dans des quartiers délabrés, au milieu de bâtiments incendiés, le long des rues jonchées de débris [...]. Dans les classes moyennes, on aspire au retour de la loi et de l'ordre. D'accord pour aider les Noirs, à condition qu'ils ne se révoltent plus et qu'ils comprennent qu'il existe des limites à ne pas franchir »<sup>485</sup>. Certains se

---

<sup>484</sup> Sirius, « Oui, mais pourquoi ? », *Le Monde*, 22/07/1969.

<sup>485</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, pp.496-497.

radicalisent, comme les *Black Panthers*, mouvement radical, violent, anti blanc, autour de l'idée de *Black Power*.

*Le Monde* suit cette question sociale avec beaucoup d'attention. Tous les reporters et correspondants généralistes du journal qui passent aux Etats-Unis s'y arrêtent. Le plus marquant est Claude Roy qui livre en novembre 1969 une longue série intitulée « Colère noire ». Il dresse un tableau de la question noire à cette date et de son évolution derrière ses faux semblants : « Le racisme est en régression. Lente, mais certaine. Une des commissions nommées au lendemain des grandes émeutes raciales de 1967, la commission Kerner, a conclu dans son rapport que les Etats-Unis sont encore un pays fondamentalement raciste. Mais, sur le plan législatif, la décision historique de la Cour suprême, en 1954, d'abolir la ségrégation raciale dans les écoles a été suivie de la décision de la même Cour en 1968, qui renforce la décision de 1954. Les symboles les plus voyants de la haine raciste sont atteints : le grand sorcier impérial du Ku-Klux-Klan, Robert Shelton, est en prison [...]. Une grande partie de l'opinion américaine est sensibilisée de plus en plus (surtout depuis les soulèvements violents et l'assassinat de Martin Luther King) à la notion de la culpabilité des Blancs [...]. Seulement, les décisions de la Cour suprême sont systématiquement entravées ou retardées par la force d'inertie ou la réaction des gouvernements locaux du Sud. Et la Maison Blanche autorise officiellement ceux-ci à remettre à plus tard l'intégration scolaire. Entre 1960 et 1968, le pourcentage des Noirs qui font des études secondaires est passé de 43% à 61%. Mais à New York, par exemple, moins de 5% des jeunes Noirs font des études supérieures, contre 60% des Blancs. Nixon se f... de nous, disent beaucoup de Noirs. Les syndicats, les grandes *Unions*, freinent tenacement l'embauche des travailleurs noirs. Le racisme reste partout au coin de la rue, des regards, de la phrase, de la pensée, du geste »<sup>486</sup>.

Puis Claude Roy présente cette Amérique beaucoup plus complexe qu'on pourrait le croire de l'autre côté de l'Atlantique : « Celui qui traverse l'Amérique de part en part s'interroge : les murs de la demeure ont des trous béants ici et là : tâches noires des ghettos, solitudes pouilleuses des réserves indiennes, faubourgs des Mexicains pauvres dans les Etats-frontières, Blancs sous-alimentés des Appalaches. Mais y a-t-il des lézardes ? Les *highways* fabuleuses traversent calmement des solitudes encore inexploitées, et des villes qui ronronnent de travail satisfait, d'intelligence pratique, des villes qui rayonnent de santé et de néon. Impossible n'est pas français, ce doit être un proverbe que la France a vendu aux Américains avec la Louisiane. Il était peu probable qu'on arrivât jamais à faire une nation avec ce continent de peuples sans langue commune, sans histoire partagée, qui, d'un océan à l'autre, n'avaient ni unité horaire, ni unité de foi, ni unité d'action. Il était peu probable que l'Amérique puisse se retrouver après une guerre coloniale, une guerre civile, un krach gigantesque et deux guerres mondiales la plus puissante nation du monde [...]. L'amélioration des conditions de vie, même si la masse des Noirs pauvres régresse parfois, est incontestable. L'accroissement de l'insatisfaction sous toutes ses formes l'est aussi [...]. La colère noire n'est pas simplement l'impatience en marge d'une fraction des Américains tenus à l'écart. Elle est aussi une épée dans les reins de la nation, aiguillonnant la société tout entière. Il y a peu de chances que la révolution noire aboutisse demain à l'écroulement de la Babel Yankee, ni à ce que les *Black Panthers* établissent jamais en Amérique une démocratie populaire (qui d'ailleurs les horrifierait probablement les tout premiers). Mais il y en a quelques-unes que la rage noire puisse déboucher sur une société, pour les hommes de couleur et pour les hommes sans couleur, où la démocratie

---

<sup>486</sup> Claude Roy, « Etats-Unis 69 : Colère noire, III.-Dans la grande société », *Le Monde*, 24/11/1969.

américaine serait, enfin, cette démocratie du peuple qu'annonçaient les pères fondateurs. Ce n'est pas seulement un problème racial que les Etats-Unis ont à résoudre. C'est un problème social. Le pire peut certes advenir. Mais un fait peut donner quelque espoir : c'est que les Noirs commencent à comprendre que se défendre, c'est aussi défendre ceux des Blancs qui sont aussi victimes de la machine. Et que beaucoup de Blancs commencent à ne plus se pencher sur le problème noir par pitié, par humanité, mais parce qu'ils se sentent les premiers concernés. Par charité bien ordonnée : celle qui entend tirer autrui d'affaire pour s'en tirer soi-même »<sup>487</sup>.

*Le Monde*, à travers des reportages comme celui de Claude Roy, réussit à montrer la complexité de la question noire. Sa critique n'épargne pas l'Amérique mais sans négliger ses réussites et sa grandeur.

### **43 Une époque tourmentée**

Dans cette période controversée et tourmentée que sont les années Nixon, *Le Monde* couvre en profondeur les Etats-Unis. Le journal est un fin observateur de l'évolution, des progrès et des contradictions de la société américaine dont la colère noire est l'un des aspects.

#### **La couverture des Etats-Unis de Richard Nixon par *Le Monde***

Sous Nixon et Ford, *Le Monde* couvre les Etats-Unis très largement. La proportion d'articles traitant des Etats-Unis par rapport à l'ensemble des articles du journal est élevée<sup>488</sup>. C'est la plus grande couverture hors des périodes de George W. Bush et de Barack Obama. Avec les événements qui se succèdent, la guerre du Vietnam que *Le Monde* suit au quotidien, toutes les années Nixon sont fortement couvertes par le journal. Les années Ford le sont plus faiblement.

Le journal grandit, atteignant quarante pages. Ceci est permis par la mise en place de la nouvelle imprimerie du *Monde* à Saint Denis avec ses nouvelles rotatives qui augmentent sensiblement les capacités d'impression du journal et notamment sa pagination maximale. Les articles sur les Etats-Unis se retrouvent dispersés sur toutes les pages, mais les 4 premières pages réunissent 68% des articles. Cela montre l'importance qualitative que *Le Monde* apporte au traitement de l'Amérique dans ses colonnes.

Cependant, le nombre d'éditoriaux qui était resté à peu près constant dans les trois premières périodes, c'est-à-dire sous Hubert Beuve-Méry s'effondre. Il est divisé par quatre alors que le nombre d'articles progresse. Cela montre assurément le moindre intérêt du nouveau directeur, Jacques Fauvet, pour l'international en général et pour l'Amérique en particulier. A l'inverse, le nombre d'articles d'opinion concernant les Etats-Unis triple. *Le Monde* prend l'habitude de donner de la place aux réactions des personnalités de tous horizons notamment lors des événements importants. Le nombre de brèves continue d'augmenter pour atteindre près de 22% des articles ce qui montre encore l'intérêt du journal pour tout ce qui se passe en Amérique.

Si la proportion des articles courts augmente en conséquence de l'augmentation du nombre de brèves, et les articles moyens restent les plus

---

<sup>487</sup> Claude Roy, « Etats-Unis 69 : Colère noire, V.-Demain le Feu ? », *Le Monde*, 26/11/1969.

<sup>488</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

nombreux, la proportion d'article longs demeure très importante avec près du tiers de l'ensemble des articles traitant des Etats-Unis.

*Le Monde* accorde donc une place toujours plus grande aux Etats-Unis dans ses pages et le traitement de l'Amérique par le journal demeure de grande qualité même si son directeur s'y intéresse moins que son prédécesseur. C'est pourtant un allié essentiel pour la France.

### Un allié assumé avec un arrière plan critique continu

Sous Nixon et Ford, *Le Monde* semble s'éloigner un petit peu de l'Amérique, par ses commentaires. Certes, il s'y intéresse plus que jamais. L'Amérique paraît toujours très majoritairement – pour les trois quarts des articles la concernant – comme un pays ami dans les colonnes du journal. Ainsi, 41% articles traitant des Etats-Unis et de leur sentiment pour la France et l'Europe, décrivent un pays ami, en particulier de l'Europe occidentale, sympathique et juste<sup>489</sup>. Il faut leur ajouter 26% des articles sur les Etats-Unis qui présentent un pays ami profond, qui exerce une grande attraction et qui a des liens forts, notamment historiques, avec la France. Il y a aussi 11% des articles sur l'Amérique qui la considèrent comme un pays ami relatif ou simplement allié. Cependant, les années précédentes, le sentiment d'amitié entre la France et les Etats-Unis apparaissait dans la quasi-totalité des articles concernant l'Amérique, avec des nuances bien sûr. Or il apparaît maintenant un sentiment d'indifférence qui jusque là était négligeable. Il concerne 22% des articles traitant de l'Amérique, la présentant plutôt comme un partenaire plutôt pragmatique. Toutefois, il faut noter qu'il n'y a pratiquement pas d'article hostile envers les Etats-Unis.

Mais si l'Amérique demeure pour *Le Monde* un pays ami, le journal est moins enthousiaste vis-à-vis de la politique étrangère des Etats-Unis. La période Nixon-Ford est même la seule période de l'histoire du *Monde* lors de laquelle le journal ne présente pas du tout la politique étrangère américaine comme fondée sur des principes. Les articles traitant des Etats-Unis et de leur politique étrangère dans cette période décrivent une superpuissance protectrice par intérêt dans 68% des cas. C'est un pays qui veut la paix et la détente. Alain Bouc écrit ainsi dans *Le Monde* du 8 novembre 1972 : « Après sa réélection, M. Nixon entend se consacrer à la conclusion d'un accord de paix en Indochine »<sup>490</sup>. Le pays est prêt à faire des concessions pour obtenir la paix. *Le Monde* insiste sur le fait que l'Amérique réussit à mettre un terme à son engagement dans le conflit du Vietnam. Elle est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts et ceux de ses alliés. Les articles sur les Etats-Unis montrent aussi une superpuissance protectrice par amitié et alliance – cela concerne bien entendu l'Europe occidentale – pour 13% des cas. *Le Monde* présente donc les Etats-Unis comme une superpuissance protectrice. Mais dans 19% des articles traitant de la politique étrangère de l'Amérique, le pays est présenté comme un peu voire très menaçant. C'est naturellement essentiellement le cas avant 1974, c'est-à-dire avant le cessez-le-feu au Vietnam. C'est un peu moins important que sous Kennedy et Johnson (25%), mais c'est tout de même significatif et ne se reproduit ensuite que sous George W. Bush. Les commentaires du *Monde* sur l'aspect menaçant des Etats-Unis sont alors très variés, disparates, mais sont presque tous en lien avec la guerre du Vietnam : c'est une superpuissance dominatrice et unilatéraliste, engagée voire enlisée dans une guerre nettement impériale. C'est aussi une guerre impopulaire. D'ailleurs, ce pays en guerre compte de nombreux pacifiste résolu. Le gouvernement américain utilise ses moyens diplomatiques pour isoler ses adversaires. Il a recours aussi, pour atteindre ses

<sup>489</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>490</sup> Alain Bouc, « Les Américains aux Urnes », *Le Monde*, 08/11/1972.



objectifs, à des moyens qui peuvent bafouer la liberté, le droit et la démocratie à l'étranger. La politique étrangère américaine n'est donc guère appréciée par *Le Monde* sous Nixon et Ford, même si elle n'est présentée comme menaçante que dans moins d'un cinquième des articles évoquant la question.

Les relations entre les Etats-Unis et la France sont décrites par *Le Monde* entre 1969 et 1976 comme difficiles (mais pas pour autant mauvaises), et ce de façon beaucoup plus nette que dans les années précédentes. La proportion s'inverse même par rapport aux années Kennedy et Johnson, car sous Nixon et Ford, les deux tiers des articles du *Monde* évoquant la question, décrivent les relations entre les Etats-Unis et la France voire l'Europe comme compliquées et un tiers seulement comme faciles. Le phénomène va même en s'aggravant avec le temps, ne s'améliorant pas avec le cessez-le-feu au Vietnam. Ainsi, il se trouve un tiers des articles concernés pour trouver que l'Amérique est ouverte et que les relations avec elles sont bien établies et restent bonnes quelle que soit la difficulté des problèmes à traiter. Mais il y en a deux tiers qui décrivent un pays avec lequel les relations ne sont pas toujours simples. Il y a des malentendus. *Le Monde* explique ainsi lors d'une réunion de la CEE<sup>491</sup> à Bruxelles : « Les ministres des affaires étrangères des Neuf ont délibéré lundi sur les orientations à donner à la politique méditerranéenne de la Communauté élargie. Ils se sont montrés d'accord pour approfondir l'idée d'une conception globale destinée à rendre à la fois plus intimes et plus cohérentes les relations entre la Communauté et les pays de la zone méditerranéenne. Cependant, plusieurs orateurs, ce fut en particulier le cas de Sir Alec Douglas-Home, ont insisté sur la nécessité d'agir avec prudence et de ménager dans toute la mesure du possible les intérêts et les susceptibilités des Etats-Unis. Telle est bien là, du moins sur le plan politique, la difficulté principale »<sup>492</sup>. Les complications viennent de ce que les Etats-Unis défendent âprement leurs intérêts. Toutefois, même si elles sont difficiles, ces relations sont finalement préservées. Souvent, au-delà de sa fermeté, l'Amérique sait faire des compromis. Les relations paraissent difficiles donc, mais les difficultés finissent par s'arranger selon la plupart des articles concernés. Cependant, pour 7% des articles, essentiellement en 1976, les relations de l'Amérique avec la France et l'Europe sont mauvaises, l'Amérique étant même considérée comme intransigeante dans ses relations avec les autres. Il est intéressant de noter que cette détérioration dans les relations entre les Etats-Unis et la France intervient pour *Le Monde* après le départ du général de Gaulle qui pourtant a eu des relations difficiles avec l'administration Nixon, notamment après son discours de Phnom Penh.

Ainsi, *Le Monde*, sous Nixon et Ford, présente toujours les Etats-Unis comme un pays ami et allié de la France et de l'Europe. Mais il critique la politique étrangère américaine. Il constate que tout en étant orientée vers la protection de l'Europe, elle est aussi égocentrique et parfois même menaçante, en tout cas jusqu'au cessez-le-feu au Vietnam. Parallèlement, le journal juge que les relations entre les Etats-Unis et l'Europe dont la France, se dégradent, sans devenir mauvaises. Le développement de la compétition économique entre les deux continents y contribut.

## Un partenaire voire un concurrent économique

Entre 1969 et 1976, l'image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde est évoquée par un peu plus de 5% des articles du *Monde* concernant les Etats-Unis<sup>493</sup>. Ce n'est pas beaucoup. Cela correspond à une époque

---

<sup>491</sup> Communauté Economique Européenne

<sup>492</sup> Philippe Lemaitre, « Les Neufs sont d'accord pour approfondir l'idée d'une politique méditerranéenne globale », *Le Monde*, 08/11/1972.

<sup>493</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

où l'Amérique a cessé de soutenir l'économie ouest-européenne. La période de la reconstruction qui a suivi la seconde guerre mondiale est achevée. Les pays de l'Europe occidentale sont maintenant autonomes, leurs économies sont saines et solides, ce dont témoigne leur croissance qui est rapide. Cette époque porte d'ailleurs un nom évocateur : les trente glorieuses. Mais si l'économie européenne n'a plus besoin du soutien de l'Amérique, les échanges entre les deux rives de l'Atlantique demeurent modestes bien qu'en développement rapide et malgré quelques réussites commerciales américaines emblématiques comme Coca-Cola.

*Le Monde*, dans les années Nixon et Ford, ne mentionne plus l'aide économique américaine. Il décrit les Etats-Unis comme un pays ouvert aux échanges économiques dans plus de trois quarts des articles traitant des relations économiques de l'Amérique avec le reste du monde. C'est ainsi un pays dont le marché est difficile et exigeant, mais est ouvert aux produits européens auxquels il offre un immense potentiel. D'ailleurs, le journal remarque que les Etats-Unis souhaitent libérer les échanges économiques et supprimer les obstacles, droits de douanes et autres. Toutefois, dans près de 30% des articles concernés, *Le Monde* commence à présenter l'Amérique comme un pays en concurrence économique avec la France, relevant que les barrières douanières y sont encore importantes. Il faut dire que la fin des années soixante est marquée par l'aboutissement du Kennedy Round : dès la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis se préoccupent de structurer et libérer le commerce international, notamment transatlantique et d'organiser la coopération économique internationale. Cette démarche accompagne la fin de la libération de l'Europe et sa reconstruction. Elle se traduit par les accords de Bretton Woods en juillet 1944, statuant sur le système monétaire international et créant le Fond Monétaire International, puis par la signature le 30 octobre 1947 par 23 pays, de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce plus connu sous son acronyme anglais : *GATT*. Cet accord lance le principe de cycles de négociations réguliers de libéralisation des échanges, souvent appelés de leur nom générique anglais : *round*. Les cinq premiers *rounds* restent dans ce périmètre et demeurent limités dans leur portée. Mais le sixième cycle, le Kennedy round qui est signé le 15 juin 1967 et qui est mis en œuvre dans les années qui suivent, augmente le nombre de pays concernés. Il abaisse considérablement les droits de douanes et les barrières non tarifaires. Il est suivi ensuite presque à chaque décennie d'un nouvel accord qui poursuit l'élan. C'est ainsi que le monde entre dans ce que l'on appelle la mondialisation. *Le Monde* couvre la négociation et surtout sa conclusion et explique en détail à ses lecteurs le contenu de l'accord lors de sa signature, avec un regard plutôt positif : « La réduction de moitié du tarif de la Communauté (et de ceux des autres pays intéressés) sur la plupart des produits industriels est le résultat le plus important de la négociation [...]. Bien qu'une prévision ne puisse être faite dans un pareil domaine, il est presque certain qu'une baisse aussi substantielle des droits de douane devrait amener au fil des années un accroissement très substantiel des échanges internationaux et, par voie de conséquence, une meilleure division du travail »<sup>494</sup>. Mais le journal, loin d'être naïf, poursuit : « Sur le plan économique, l'effet de la réduction douanière est alors d'encourager les distributeurs à s'approvisionner à l'étranger pour bénéficier du profit supplémentaire dû au fait de la diminution du droit d'entrée. Cela est surtout vrai pour les produits industriels très élaborés ; au contraire, les réductions douanières, si minimes soient-elles, sont en général entièrement répercutées dans les secteurs des matières premières et des produits semi-finis. C'est sans doute pourquoi la baisse du droit sur les aciers devrait amener une accentuation sévère de

---

<sup>494</sup> « Les résultats du Kennedy round et leurs effets sur le commerce mondial », *Le Monde*, 18/06/1967.

la concurrence internationale ». Le journal perçoit bien et explique la portée, les avantages et aussi les inconvénients de cet accord international défendu et signé par les Etats-Unis. L'image des relations économiques des Etats-Unis est donc fortement marquée par le Kennedy round, et l'ouverture des échanges, bien qu'elle demeure un sujet modeste dans *Le Monde* sous Nixon et Ford.

De même, à peine 2% des articles traitant des Etats-Unis abordent la question de la générosité du pays. Dans les trois quarts des cas, ils décrivent un pays généreux, remarquant simplement que l'Amérique demande parfois des contreparties. Seul un quart des articles, mais ce n'est pas très significatif, présente l'Amérique comme un pays un peu égoïste, préoccupé davantage par la défense de ses intérêts.

La question du soutien militaire est abordée par 4% des articles traitant des Etats-Unis. Dans près de trois quarts des cas, ils décrivent le soutien militaire apporté par les Etats-Unis à leurs alliés, soutien direct principalement, et aussi soutien en matériel. Les quelques critiques concernent les limites de ce soutien ainsi que les réticences que les Etats-Unis ont à engager leur armée dans des opérations humanitaires.

Ainsi, le temps de l'aide américaine étant révolu, les Etats-Unis, sous Nixon et Ford, se présentent comme un partenaire économique, ouvert aux échanges commerciaux dans une mondialisation qui ne fait que s'engager. Mais ils apparaissent parfois aussi comme un concurrent sérieux et puissant.

## **Le développement de l'Amérique sous Nixon et Ford**

Entre 1969 et 1976, l'avance américaine dans les domaines économique, technologique et scientifique s'amointrit, notamment face à l'Europe et au Japon. Mais elle demeure alors que la taille des Etats-Unis, de leur économie, de leur industrie, leur conserve toujours une puissance économique sans commune mesure.

Une question récurrente : l'économie américaine d'un modèle à un autre

La question de l'économie américaine et de son image est évoquée dans l'histoire du *Monde* par près de 18% des articles traitant des Etats-Unis dans le journal ce qui en fait un thème significatif<sup>495</sup>. Mais l'intérêt du journal pour l'économie américaine varie avec le temps.

Dans les premières années du *Monde*, sous Roosevelt et Truman, le sujet est évoqué par 11% des articles traitant des Etats-Unis. Ils constatent, admiratifs, la puissance, l'excellente santé et la modernité de l'économie américaine, à l'opposé de l'état dramatique de l'économie française. L'économie américaine est alors un modèle que *Le Monde* envie alors que le journal est préoccupé par les questions économiques vu l'état de l'économie française et la situation générale du pays : « La modernisation ou la mort ! s'écrie René Pleven<sup>496</sup> [...]. La France est le seul grand pays à recevoir de plein fouet tous les chocs majeurs de l'après-guerre : ruines, crise monétaire, séquelles de guerre civile, difficultés sociales et surtout guerre froide et décolonisation »<sup>497</sup>.

---

<sup>495</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>496</sup> René Pleven, compagnon de la libération, proche de Jean Monnet, président du Conseil et plusieurs fois ministre notamment de l'économie et des finances de la IV<sup>o</sup> puis de la V<sup>o</sup> République, européen convaincu, il prend une large part à la reconstruction et à la modernisation de la France après la libération.

<sup>497</sup> Jean-Pierre Rioux, *La France de la IV<sup>ème</sup> République, tome 1 : L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*, Paris, Seuil, 1980, pp. 259 et 264.

Dans les quinze années suivantes, de 1953 à 1968 l'intérêt du journal pour l'économie américaine disparaît pratiquement puisque seuls 3% des articles concernés sous Eisenhower et même 1% sous Kennedy et Johnson, évoquent cette question. Ils sont d'ailleurs relativement neutres dans leurs constats, évoquant tantôt les réussites, tantôt les difficultés de l'économie américaine. La France connaît alors une croissance économique rapide. La guerre froide et les guerres de décolonisation font passer les préoccupations économiques au second plan. Le modèle américain n'est plus un idéal lointain, mais une réalité assimilée et en voie de rattrapage accéléré. Quelques crises passagères troublent à peine ces belles années du triomphe des classes moyennes et du progrès social dans l'Hexagone.

Sous Nixon et Ford, l'économie américaine rencontre ses premières grandes difficultés. Sa primauté est contestée par les économies européennes reconstruites et modernisées et ses déficits sont aggravés par les dépenses de la guerre du Vietnam. A cela s'ajoutent pour toute la planète les effets du choc pétrolier de 1974. De ce fait, *Le Monde* s'intéresse à nouveau à l'économie américaine et de 1969 à 1976, près de 8% des articles du journal traitant des Etats-Unis, évoquent les questions économiques. Ils sont partagés à peu près à égalité entre positifs et négatifs, car l'économie américaine traverse de sévères turbulences, mais elle demeure forte et solide malgré tout.

Les choses s'aggravent sous Carter. Les effets du second choc pétrolier se cumulent avec la montée en puissance des pays nouvellement développés d'Asie, notamment le Japon, qui concurrencent de plus en plus fortement l'industrie américaine. Près de 29% des articles concernés évoquent l'économie américaine. Et ce sont des commentaires principalement négatifs car ils décrivent ses difficultés. Le modèle américain de croissance économique reposant sur les classes moyennes et la baisse continue des inégalités est remis en question, alors que l'ouverture des marchés s'accompagne d'une hausse continue du chômage et des déficits jumeaux, budgétaire et commercial. *Le Monde* suit donc largement cette question. Avec 29% des articles traitant des Etats-Unis, l'économie américaine s'impose comme un sujet central et le demeurera durablement dans les colonnes du journal, variant entre 20% et 34% par la suite.

Ronald Reagan arrive au pouvoir avec son slogan « *America is back* » (l'Amérique est de retour). *Le Monde* suit de près les réformes économiques qu'il met en œuvre et leurs conséquences : 20% des articles du journal traitant des Etats-Unis évoquent l'économie américaine. Reagan réussit à redresser l'économie américaine et les commentaires du *Monde*, non seulement abandonnent leur caractère négatif pris sous Carter, mais pour la première fois depuis trente ans, redeviennent nettement positifs. Les réformes de Reagan sont radicales, sous l'inspiration de l'école de Chicago<sup>498</sup>, avec d'immenses baisses d'impôt et la dérégulation mais l'on n'en mesure pas encore toute la portée, *Le Monde* non plus. Cependant, le rebond de l'économie américaine a pour conséquence d'attirer l'attention de la planète, et du *Monde*, sur ce nouveau modèle économique américain que l'on appelle en France le libéralisme ou même l'ultralibéralisme.

Malheureusement, cette embellie, ce retournement ne durent pas et sous George H. W. Bush, entre 1989 et 1992, l'état de l'économie américaine se dégrade à nouveau ce que les articles du *Monde* ne manquent pas de montrer. Ils sont nombreux à évoquer l'économie américaine, avec près de 26% de l'ensemble des articles traitant des Etats-Unis.

---

<sup>498</sup> L'école de Chicago est une école de pensée issue du département d'économie de l'université de Chicago. Elle défend une vision très libérale de l'économie et en particulier le monétarisme en opposition avec le Keynésianisme. Sa figure emblématique est Milton Friedman, prix Nobel d'économie 1976.

La situation s'améliore sous Bill Clinton et l'économie américaine connaît à nouveau des hauts et même une véritable euphorie. Le chômage et les déficits jumeaux diminuent. L'attention du journal pour la question économique atteint des sommets : 34% des articles traitants des Etats-Unis évoquent leur économie. Et ils soulignent très majoritairement son excellente santé. Le renversement est entier : les articles mesurés montrant les forces et faiblesse de l'économie américaine demeurent autour d'un cinquième de l'ensemble. Les articles négatifs qui représentaient près des quatre-cinquièmes des commentaires économiques sous George Bush père disparaissent quasi entièrement pour laisser place à pratiquement la même proportion d'articles positifs voire très positifs sous Bill Clinton. La situation économique semble si incroyable que la correspondante du *Monde* à New York, en charge notamment des questions économiques, organise la visite d'une délégation directoriale du journal pour sensibiliser la direction à la formidable réussite économique américaine<sup>499</sup>. En avril 2000, le taux de chômage aux Etats-Unis descend à 3,8%, son plus bas niveau depuis 30 ans !

Marquée à ses débuts par les attentats du 11 septembre, la double mandature de Georges W. Bush se déroule sous les hospices de la guerre et de dépenses militaires gigantesques et finit par deux catastrophes financières : la crise des *subprimes* (prêts immobiliers risqués) de 2007 et la faillite de la banque Lehman Brothers en 2008. L'économie américaine s'en ressent très négativement et les commentaires des articles du *Monde* aussi. Ils sont toujours nombreux, représentant près de 23% de l'ensemble des articles traitant des Etats-Unis.

Les deux mandats de Barack Obama viennent mettre un terme aux désastreuses années Bush fils. Les Etats-Unis se désengagent en Irak puis en Afghanistan et le budget militaire diminue peu à peu, comme le chômage. *Le Monde* suit toujours l'économie américaine avec attention, l'évoquant dans près de 28% des articles traitant des Etats-Unis. Mais ces derniers demeurent majoritairement négatifs. En effet, et c'est le paradoxe des années Obama, si l'économie américaine semble aller mieux avec notamment un taux de chômage qui revient au-dessous de 5% en fin de période, le sentiment général n'est pas positif. C'est alors que les Américains commencent à réaliser, et avec eux les plus avertis des journalistes du *Monde* sur ces questions, que l'on ne revient pas à la situation des trente glorieuses et au triomphe des classes moyennes. Au contraire, celles-ci s'étiolent peu à peu, à mesure que les inégalités se creusent. Le modèle américain issu des réformes libérales voire ultralibérales de Ronald Reagan, « est très inégalitaire, ce qui finit par être un vrai handicap »<sup>500</sup>, alors que la mondialisation exacerbe la concurrence entre les Etats. Le double mandat de Barack Obama s'achève sur la remise en question du modèle économique américain, aux Etats-Unis comme en France et aussi dans *Le Monde*. Pourtant, la santé de l'économie américaine est bonne surtout si on la compare à l'économie française dont le taux de chômage est de plus du double et semble endémique.

Globalement, *Le Monde* présente le plus souvent l'économie américaine comme étant en mauvaise santé voire en crise et cela dans plus de la moitié des articles concernés. Mais il la décrit aussi en bonne santé dans un quart des articles concernés et dans une situation moyenne dans une même proportion. Toutefois le journal s'intéresse davantage à l'économie américaine quand elle se porte mal que quand elle se porte bien.

---

<sup>499</sup> Entretiens avec Sylvie Kauffmann, *op.cit.*

<sup>500</sup> *Ibid.*

## Première crise de la superpuissance économique et fin de la convertibilité du dollar en or

Sous Nixon et Ford, l'intérêt du *Monde* pour l'économie américaine réapparaît et près de 8% des articles traitant des Etats-Unis l'évoquent. Le déficit commercial et le chômage atteignent des niveaux jamais atteints depuis la guerre et les turbulences que connaît l'activité économique américaine sont devenues un sujet de préoccupation majeur. Mais tout ne va pas mal pour autant et l'industrie américaine est toujours la première de la planète. Ainsi, dans *Le Monde*, les articles évoquant l'économie américaine sont partagés en trois tiers : pour le premier, les Etats-Unis sont un pays dont l'économie va bien, est bien gérée et demeure très puissante même si elle a des rivaux. Pour le second tiers, l'économie américaine connaît simplement des hauts et des bas. Elle n'est pas au mieux de sa forme, d'ailleurs l'Etat envisage d'intervenir pour améliorer la situation, mais elle demeure puissante. Enfin, dans le troisième tiers des articles concernés, l'économie américaine est décrite comme connaissant des difficultés avec notamment un chômage important, de l'inflation, un déficit commercial significatif. Certes, *Le Monde* n'évoque guère de crise en tant que telle, sauf en 1974, sous l'effet du choc pétrolier. Mais il décrit de sévères difficultés économiques alternant avec le constat d'une économie toujours puissante. Le moment sans doute le plus fort de cette période est la décision du président Nixon de mettre fin à la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971 comme l'écrit Jacques Amalric : « Le président Nixon est revenu dimanche de sa retraite de Camp-David (Maryland) pour annoncer solennellement à ses compatriotes qu'il s'était résolu à lancer une nouvelle politique économique pour les Etats-Unis. Cette nouvelle politique se divise en trois chapitres : lutte contre le chômage ; lutte contre l'inflation ; défense du dollar. Elle a été rendue inévitable pour deux raisons, a dit en substance le chef de la Maison Blanche dans son allocution télévisée : le désengagement des Etats-Unis du Vietnam et l'action des spéculateurs internationaux »<sup>501</sup>. Pour *Le Monde*, c'est l'aveu des difficultés réelles de l'économie américaine, mais aussi le constat d'un changement dont les causes n'ont rien à voir avec la politique américaine. En effet, depuis les accords de Bretton Woods la quantité d'or en circulation n'a pas évolué, loin s'en faut, aussi vite que la croissance mondiale et notamment que celle de la masse monétaire : « La fiction selon laquelle rien de fondamental n'était changé dans le système international des paiements s'est évanouie avec le discours du président Nixon, qui marque la fin d'une période de l'histoire monétaire. Au-delà de l'embargo sur les exportations d'or par les Etats-Unis, l'imposition d'une surtaxe de 10 % sur les importations industrielles apparaîtra comme l'équivalent, ou peu s'en faut, d'une dévaluation du dollar. Sur le terrain proprement monétaire on imaginait mal les Etats-Unis assister impuissants au lent mais sûr épuisement de leurs réserves métalliques [...]. Les difficultés de la devise américaine s'expliquaient d'abord par le fait que sa valeur avait été fixée en 1931, alors que, depuis cette époque, les principales monnaies des pays concurrents avaient été dévalorisées au moins une fois et souvent d'un pourcentage considérable. Simultanément, les Américains supportaient à l'extérieur le poids de charges énormes, qu'ils ont cherché, par des moyens indirects, à faire partager aux pays alliés »<sup>502</sup>. L'économie américaine traverse ainsi de fortes turbulences sous Nixon et Ford.

La richesse de l'Amérique est moins commentée par *Le Monde* puisqu'elle est évoquée par 5% des articles traitant des Etats-Unis dans le journal entre 1969 et

---

<sup>501</sup> Jacques Amalric, « Les dirigeants américains paraissent résignés à la dévaluation du dollar », *Le Monde*, 16/08/1971.

<sup>502</sup> « L'aveu », *Le Monde*, 16/08/1971.

1976. Ils décrivent toujours un pays riche, plutôt égalitaire. Mais en 1969, suite aux émeutes noires, plusieurs articles expliquent que si le pays est riche, la pauvreté et la misère existent toujours, surtout dans la population noire. De même en 1974, au moment du choc pétrolier, il est écrit que le pays est en voie d'appauvrissement et que tout le monde n'est pas riche en Amérique.

Si l'économie des Etats-Unis connaît des difficultés et leur richesse des limites, en revanche, ils gardent incontestablement l'image d'un pays avancé technologiquement. Le sujet est évoqué par 8% des articles traitant de l'Amérique dans *Le Monde*. Ils font tous l'apologie de la technologie américaine. L'aventure de la conquête de la Lune est une prouesse technologique extraordinaire qui a marqué les esprits et donné sinon conforté l'image d'un pays à la pointe de la technologie et de la recherche scientifique. Les articles du *Monde* présentent aussi un pays ouvert à la coopération scientifique et avancé de même dans le domaine de la santé et de la recherche médicale. Cependant, la question de l'éducation aux Etats-Unis n'est guère évoquée entre 1969 et 1976 dans *Le Monde*.

Ainsi, sous Nixon et Ford, l'Amérique connaît ses premières difficultés économique graves de l'après-guerre qui l'obligent à remettre en question le système monétaire international qu'elle avait imposé à la fin de la seconde guerre mondiale. Elle demeure dépendant une superpuissance économique et technologique, alors que le pays s'agite socialement.

### **Un pays socialement agité**

La vie sociale et syndicale est évoquée par 6% des articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* entre 1969 et 1976<sup>503</sup>. C'est presque le double de la moyenne, plus du double de la période précédente, sous Kennedy et Johnson, et infiniment plus que la période suivante, sous Carter, c'est dire si cette période est agitée. La quasi-totalité des articles concernés décrivent un pays avec d'importantes tensions sociales. Il y a aussi des troubles raciaux, surtout en 1969. Puis d'importants conflits sociaux ont lieu, avec des syndicats puissants et revendicatifs. Certains sont menés par une jeunesse en révolte contre la logique économique. Toutefois, ces articles sont concentrés pour l'essentiel sur la première moitié de la période, c'est-à-dire jusqu'au cessez-le-feu au Vietnam et se font rares ensuite. Il y a trois causes essentielles à ces conflits : d'abord les émeutes raciales de la période des droits civiques qui se poursuivent principalement jusqu'en 1969, ensuite l'opposition à la guerre du Vietnam, notamment de la jeunesse, et enfin la réaction populaire et syndicale aux difficultés économiques et en particulier à la hausse du chômage.

La question de l'égalité sociale et du progrès social en Amérique préoccupe *Le Monde* sous Nixon et Ford. Ce n'est pas nouveau, mais c'est encore plus fort en cette période pendant laquelle le sujet est évoqué par près de 16% des articles du journal traitant des Etats-Unis. Ce qui change par rapport à la période précédente, c'est que les articles du *Monde* concernés décrivent majoritairement (à 60%) un pays qui connaît des disparités sociales et des discriminations raciales contre 40% qui décrivent un pays qui connaît un progrès social ou une justice sociale. *Le Monde* commente ainsi sous la plume de son correspondant à Washington, Jacques Amalric, l'intervention du sénateur démocrate du Maine lors de la campagne électorale américaine de 1970 : « L'intervention de M. Muskie apparaîtra sans doute banale à bon nombre d'observateurs. Elle n'en restera pas moins exceptionnelle [...]. Il fallait un certain courage, par exemple pour rappeler aux Américains que les ghettos noirs existent toujours, qu'ils sont le résultat de données historiques et économiques bien précises, et qu'ils ne disparaîtront pas par la répression. Il fallait

---

<sup>503</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

aussi du courage pour affirmer clairement que ce qu'on appelle avec quelque pudeur, de ce côté-ci de l'Atlantique, une crise urbaine – et qui pourrait bien être une crise de civilisation – ne se réglera pas par la simple multiplication des forces de l'ordre, la violence et le désordre n'apparaissant jamais par génération spontanée »<sup>504</sup>. Cette répartition est à peu de chose près l'opposé de la période précédente. Les articles négatifs se trouvent principalement dans la première moitié, donc avant le cessez-le-feu au Vietnam et les articles positifs après. Au-delà de ces disparités sociales et de ces discriminations raciales, *Le Monde* présente l'Amérique comme un pays conservateur, économiquement libéral. Il décrit aussi des disparités et discrimination qui persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants et l'existence de nombreuses initiatives pour les combattre. A l'inverse, les articles, certes minoritaires, qui montrent un progrès social ou une justice sociale, décrivent un pays dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance à chacun, un pays avec des populations de toutes origines et une bonne intégration : le *metling pot*. C'est aussi un pays dans lequel l'exécutif entreprend de lutter fermement contre les disparités sociales et les discriminations raciales et donc pour certains articles, c'est un pays progressiste (même s'ils sont moins nombreux que ceux qui le décrivent conservateur).

Les mœurs des Américains sont décrites par 27% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis entre 1969 et 1976. C'est une proportion élevée. Le sujet qui intéresse le journal en temps normal, retient particulièrement son attention en cette période qui suit les grands mouvements étudiants de l'année 1968. En effet, ils amènent une évolution rapide des mœurs tant en Amérique qu'en France. Il n'est donc pas étonnant que ces articles présentent pour la plupart (les deux tiers), un peuple aux mœurs plutôt modernes. 38% des articles concernés décrivent les mœurs des Américains comme modernes mais aussi marquées voire simplistes. C'est ainsi un pays marqué par les questions communautaires ou raciales – commentaire le plus courant – un pays puritain, viscéralement anti-communiste, un peuple qui connaît toutes sortes d'extrémisme. Parallèlement, 34% des articles concernés présentent un peuple aux mœurs toujours modernes, mais avancées ou apaisées. C'est un pays dont les dirigeants savent être justes et courageux, une nation organisée, travailleuse et pragmatique. Enfin, 28% des articles concernés dépeignent un peuple aux mœurs archaïques ou dégradées. C'est un pays dans lequel la consommation de drogue est importante, dans lequel les questions d'argent priment, un pays dont les dirigeants sont excessifs ou manipulateurs. *Le Monde* ne prête pas attention au festival de Woodstock qui attire près d'un demi-million de spectateurs du 15 au 18 août 1969 et qui marque pourtant toute une génération. Le journal n'en saisit pas d'emblée toute l'importance et l'évolution culturelle qu'il soutient. Le premier article qui l'évoque date du 2 septembre suivant et porte le sous-titre « Une sous-culture de la drogue »<sup>505</sup>. Il y est surtout question de dégradation des mœurs. Par ailleurs, les commentaires du *Monde*, opposés et étonnants sur les mœurs politiques des dirigeants américains montrent que le journal décrit bien tout le paradoxe de la présidence de Richard Nixon où le meilleur côtoie le pire. Ces commentaires décrivent aussi l'opposition entre l'Amérique de l'intérieur, très conservatrice et celle des grandes mégalo-poles et des côtes océaniques, plutôt progressiste. Ainsi, dans une série intitulée Villes d'Amérique, Alain-Marie Carron décrit : « Sioux-City, petite ville (à l'échelle américaine) de 90 000 habitants, située aux confins de l'Iowa, du Dakota du Sud et du Nebraska [...]. Sioux-City n'est pas une ville, et d'ailleurs la vie urbaine n'intéresse pas ses habitants. Ils se décrivent

---

<sup>504</sup> Jacques Amalric, « La ferme réponse de M. Muskie à M. Nixon le pose en chef du parti démocrate », *Le Monde*, 04/11/1970.

<sup>505</sup> Claude Fléouter, « Bob Dylan et le pouvoir pop », *Le Monde*, 02/09/1969.



eux-mêmes comme membres d'une *rural community* : une zone différente à la fois de la campagne et des grands centres urbains [...]. Dans cette ville construite à la campagne (où Alphonse Allais serait mort d'ennui), les vrais pôles d'attraction sont les écoles (trente-huit écoles publiques, trois écoles secondaires, dix-huit écoles confessionnelles, un collège d'enseignement technique), les églises (cent quinze ...) et les supermarchés. Il y a aux Etats-Unis deux cent quarante villes qui comptent, comme Sioux-City, entre cinquante mille et cent mille habitants, six mille neuf cent quinze villes qui ont entre vingt-cinq mille et cent mille habitants. Dans la plupart d'entre elles, la qualité de la vie est, à quelques nuances près, identique [...]. Toutes ces villes ont cependant leur importance dans la société américaine. A l'écart de la vie intense des côtes et de la modernité des mégapoles, elles perpétuent un ensemble de valeurs qui ont fait l'Amérique, à la fois dynamiques et conservatrices, et pèsent dans un sens régulateur, sur la vie politique du pays »<sup>506</sup>.

L'image culturelle et sportive de l'Amérique est évoquée par 7% des articles traitants des Etats-Unis dans *Le Monde* sous Nixon et Ford. Elle est très largement positive (pour 92% des articles concernés). Ils décrivent un pays à l'avant-garde de la création culturelle et qui donne le ton au reste du monde. C'est même une destination culturelle et touristique. C'est aussi un pays dans lequel les médias et les journalistes sont libres et puissants. Les articles critiques sur la culture représentent moins de 8% de l'ensemble et présentent un pays d'une grande uniformité et un peuple avec un conformisme de pensée. Par ailleurs, en ces années, il n'est guère fait état du sport en Amérique dans le journal.

La question du climat et de l'environnement aux Etats-Unis n'est pratiquement pas évoquée par *Le Monde* entre 1969 et 1976 sauf pour noter, mais c'est une rare remarque, qu'il s'agit d'un pays immense, à l'environnement varié et plutôt préservé.

L'image de la religion et de sa place dans la société américaine est un peu plus mentionnée, mais simplement par deux pour cent des articles de cette période. Ils décrivent un pays religieux, dans lequel la religion a une grande place. C'est aussi un pays qui connaît une grande diversité et une grande liberté religieuse.

L'Amérique sous Nixon et Ford que nous présente *Le Monde* est donc un pays dans lequel les questions sociales sont importantes et créent une certaine agitation. Mais sous l'effet d'un scandale qui affecte la présidence, c'est le système politique américain qui subit la plus grande effervescence.

## **La démocratie et la justice en Amérique sous Nixon et Ford**

Entre 1969 et 1976, la république américaine, considérée par ses habitants comme un modèle de démocratie et de justice, connaît cependant les défauts de n'importe quelle organisation humaine, même au niveau présidentiel, tout en montrant une étonnante capacité de résistance et d'adaptation.

Une question récurrente : la justice et la police aux Etats-Unis

Le thème de la justice et de la police aux Etats-Unis est évoqué par un peu moins de 9% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis<sup>507</sup>. Globalement, *Le Monde* décrit une police et une justice de qualité dans 34% des articles concernés auxquels il faut ajouter près de 20% des articles qui décrivent une justice et une police efficaces mais très sévères. A l'opposé, le journal donne une appréciation négative de la justice américaine qu'il qualifie d'insuffisante dans près de 46% des

---

<sup>506</sup> Alain-Marie Carron, « Ville d'Amérique, III. Mais où est donc Sioux-City ? », *Le Monde*, 27/08/1973.

<sup>507</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

articles traitant des Etats-Unis. Mais cette appréciation de même que l'intérêt du journal pour le sujet varie beaucoup dans le temps. C'est un sujet complexe d'autant que comme l'explique Daniel Vernet, il y a entre Européens et Américains « deux grandes incompréhensions, la peine de mort et le port des armes »<sup>508</sup>.

De Roosevelt à Johnson, le thème de la justice et de la police en Amérique ne retient pas beaucoup l'attention du *Monde* et ne représente que 2 à 5% des articles traitant des Etats-Unis. Ils décrivent alors une justice et une police efficaces mais sévères. Puis sous Nixon et Ford, soudain, l'attention du *Monde* pour ces questions se réveille atteignant 13% des articles. La description donnée par le journal demeure positive. Mais dans les années qui suivent, *Le Monde* ne s'intéresse plus guère au thème de la justice et de la police et de Carter à Reagan, les articles évoquant ce thème sont rares, représentant moins de 2% des articles concernés. Ils sont plutôt positifs, cependant ce n'est pas très significatif. Ensuite, sous George Bush père, l'intérêt du journal pour les questions de la justice et de la police remonte vivement puisqu'elles sont évoquées par près de 26% des articles traitant des Etats-Unis. Ils donnent une appréciation négative à 58%. Par la suite, l'intérêt du *Monde* pour ce thème de la justice et de la police américaine baisse un peu mais se stabilise autour de 10% des articles concernés et son appréciation reste majoritairement voire très majoritairement négative.

#### Une démocratie et une justice qui résistent malgré tout

Sous Nixon et Ford, donc, l'intérêt du *Monde* pour les questions de justice et de police en Amérique est élevé, et son commentaire est plutôt positif. L'évènement central de cette période est l'affaire du Watergate, d'ailleurs l'intérêt du journal pour les questions de justice et de police aux Etats-Unis retombe après la démission de Nixon. *Le Monde* semble impressionné par le fonctionnement de la justice américaine lors du Watergate. L'observation qui revient le plus souvent dans les articles concernés est que la justice américaine s'applique de la même manière à tous y compris aux plus puissants<sup>509</sup>. Il est aussi remarqué que c'est un pays dans lequel la justice sait être clément. Cela n'est pas neutre alors que souvent la police et la justice sont décrites comme étant sévères. Parmi les articles traitant des Etats-Unis entre 1969 et 1976, les deux tiers décrivent positivement la justice et la police américaine auxquels il faut ajouter près de 13% qui la trouvent simplement sévère. Mais, si l'on exclut les articles faisant plus ou moins référence au Watergate, il se dégage une vision beaucoup moins positive de la justice et de la police aux Etats-Unis. Restent donc 21% des articles qui décrivent négativement ce thème. C'est ainsi un pays dans lequel la police voire la justice sont racistes et injustes envers les Noirs, un pays dans lequel la répression est une préoccupation importante à mesure de l'insécurité et où parfois la police est dépassée quand elle n'est pas corrompue. Ainsi, un article du *Monde* fait le point en novembre 1971 sur la sécurité aux Etats-Unis et il n'est pas très positif : « Les New-Yorkais semblent résignés à ce que, cette année, près de mille meurtres soient commis dans leur ville [...]. L'administration républicaine, élue en 1968, peut prétendre avoir réduit les proportions d'un mal dont le président Nixon a dit qu'il était – avec la drogue – un fléau national. Il reste que le nombre d'affaires criminelles s'est accru. Comparé aux chiffres des années 60, il est presque trois fois plus important. Plus de cinq millions cinq cent mille délits graves ont été commis aux Etats-Unis en 1970. Dans les grandes villes, l'Américain moyen a une chance sur vingt-neuf d'être assassiné, volé, violé, battu ou cambriolé [...]. Bien que la police ait arrêté quelque six millions deux cent mille personnes en 1970 –

---

<sup>508</sup> Entretien avec Daniel Vernet, le 20/03/2015.

<sup>509</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

l'équivalent de la population de la Suisse – elle n'a pu trouver les coupables que dans un cas sur cinq [...]. Le FBI a vu sa mission élargie à des affaires non criminelles, telles la surveillance des manifestations et la répression des émeutes. Force est cependant de constater que les considérables moyens mis à la disposition des services fédéraux ont plutôt servi à organiser la chasse aux sorcières que sont les étudiants ou les militants noirs »<sup>510</sup>.

Le thème de l'image du modèle politique américain revient naturellement dans l'actualité lors des années électorales, présidentielles surtout, et pour les élections de mi-mandat. C'est le cas naturellement entre 1969 et 1976. Mais le scandale du Watergate, la démission du président Nixon et l'investiture du président Ford bouleversent évidemment cet ordre des choses. L'année 1974 est ainsi et de loin la plus importante pour la couverture que *Le Monde* accorde au thème de la démocratie en Amérique. La répartition des commentaires correspond à la moyenne. 59% des articles traitant du modèle politique américain sous Nixon et Ford présentent une démocratie qui fonctionne bien. Ils décrivent une vie démocratique animée et riche, un système démocratique qui sans être parfait sert d'exemple et inspire les autres pays et dans lequel le pouvoir est partagé et disputé entre le parlement et le président. 31% des articles concernés présentent un système démocratique qui a des limites. Les Etats-Unis sont ainsi une démocratie qui connaît des pratiques politiques malhonnêtes, dans laquelle la communication politique a beaucoup d'importance, ne reflétant pas forcément la qualité des candidats et où l'on peut être élu malgré des positions ouvertement inégalitaires voire racistes.

Le système américain n'est pas parfait, mais la démocratie et la justice résistent et finalement, l'affaire du Watergate en est la démonstration.

Ainsi, la république américaine a été rudement mise à l'épreuve sous Richard Nixon et Gerald Ford. Ce dernier est d'ailleurs l'unique président non élu de l'histoire des Etats-Unis. Et cette république demeure, malgré ses imperfections, si ce n'est le modèle, assurément l'un des modèles de démocratie et de justice pour toutes les nations et pour *Le Monde*. Si le modèle américain a finalement bien résisté, la puissance américaine a été affectée par la politique intérieure et extérieure de Nixon notamment.

### **Une puissance questionnée y compris à l'intérieur par la guerre du Vietnam**

L'image de l'armée américaine est évoquée par de 9% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis entre 1969 et 1976. Cela correspond à la moyenne. On aurait pu s'attendre à plus du fait de la guerre du Vietnam. Mais celle-ci ne semble pas avoir d'effet si ce n'est que l'image de l'armée américaine s'améliore nettement après le cessez-le-feu. Les deux tiers des articles concernés présentent une armée puissante voire qui se renforce encore. C'est donc un pays qui a une très grande armée, dont les services secrets sont très puissants, et qui poursuit un très gros effort d'armement. Le dernier tiers des articles concernés décrit l'armée américaine comme étant insuffisante ou qui ne correspond pas aux besoins. Le journal note ainsi que les Etats-Unis n'arrivent pas à vaincre dans un conflit régional, au Vietnam, que leur puissance militaire a des limites. C'est un pays dont les dépenses militaires sont lourdes, du fait du conflit dans lequel il est engagé. Ces articles sont légèrement majoritaires sous Nixon jusqu'en 1973, c'est-à-dire jusqu'au cessez-le-feu au Vietnam.

Entre 1969 et 1976, la confiance ou l'inquiétude de l'Amérique envers sa puissance sont évoquées par 10% des articles traitant des Etats-Unis dans *Le*

---

<sup>510</sup> « Le dilemme de la police américaine », *Le Monde*, 03/11/1971.

*Monde*. C'est un tiers de moins que la moyenne, mais cela reste significatif. Pour la première fois depuis Roosevelt, les articles du journal relèvent une inquiétude aussi vive que la confiance des Américains dans la puissance de leur pays. Et encore, la confiance se rétablit après le cessez-le-feu au Vietnam car avant, elle est minoritaire. Ainsi, la moitié des articles concernés décrivent un pays qui doute de lui-même, de l'intérieur. C'est un pays qui s'interroge. Il commence à douter de son système politico-économique. Ce n'est pas tellement un doute par rapport à la menace étrangère, mais plutôt un doute intérieur, une remise en question, que la guerre du Vietnam vient exacerber. Cependant cette dernière n'explique pas à elle seule les mouvements étudiants notamment. Ainsi, *Le Monde* du 5 novembre 1970 présente en page deux toute une série d'articles, d'opinion pour la plupart, sous le chapeau : « Entre le doute et l'espoir, l'Amérique s'interroge ». Andrew Hacker, professeur à l'université de Cornell y écrit : « Les Etats-Unis n'ont plus la volonté d'être une grande puissance internationale, de même qu'ils ne sont plus à l'intérieur une grande nation en pleine ascension. Nous sommes arrivés à un plateau de notre histoire : les années de l'âge moyen et du déclin naissant [...]. Bien entendu, le peuple américain survivra, et la majorité continuera d'exister confortablement, au moins dans la limite de la vie privée. Mais les liens qui en font une société deviendront de plus en plus ténus. Il y aura des courants de fond, des tensions et des troubles, et un seul choix nous restera : apprendre à vivre avec ces désordres »<sup>511</sup>. Cependant, une autre moitié des articles concernés présente un pays toujours confiant dans sa puissance. C'est un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur. Un pays confiant dans ses institutions et qui les respecte. Après les doutes du Watergate, la démission de Nixon constitue le triomphe des institutions et de la démocratie américaine. Elle contribue beaucoup à réconcilier l'Amérique avec elle-même et à redonner confiance en eux aux Américains.

L'Amérique de Nixon et Ford est donc, pour *Le Monde*, une puissance questionnée de l'intérieur, mais pas ébranlée, bien au contraire.

Par conséquent, Jacques Fauvet succède sans difficulté à Hubert Beuve-Méry et réussit à maintenir la stature internationale du journal et son équilibre idéologique, en particulier quant aux Etats-Unis qui vivent une période particulièrement tumultueuse et une présidence controversée. Les Américains choisissent alors pour succéder à Nixon et Ford, un président plus consensuel, au-dessus de tout soupçon, mais peut-être aussi moins fort.

---

<sup>511</sup> Andrew Hacker, « Apprendre à vivre avec les désordres », *Le Monde*, 05/11/1970.

## Chapitre 5 : 1977-1980 (Carter)

### L'Amérique affaiblie



Signature des accords de Camp David, *Le Monde*, 28/03/1979

Alors que Jacques Fauvet dirige *Le Monde* depuis plus de sept ans, l'usure du pouvoir commence à se faire sentir. Après trois décennies de croissance, le journal entre dans une phase de remise en question, en forme de crise de confiance. Les Etats-Unis sont confrontés à un problème analogue, tandis qu'ils sont encore marqués par l'affaire du Watergate, pourtant close par la démission du président Nixon deux ans et demi plus tôt. *Le Monde* vit-il une crise de légitimité et celle-ci a-t-elle des conséquences sur son traitement de l'international et notamment des Etats-Unis au moment où ces derniers, affaiblis devraient pourtant être davantage consensuels ? Nous verrons dans ce chapitre que les oppositions se développent au sein et à l'extérieur du *Monde*, que l'avènement de Jimmy Carter s'accompagne d'un affaiblissement de la superpuissance américaine entraînant un certain sentiment de déclin.

## **51 Les nuances internes et les critiques externes s'approfondissent au Monde**

A la fin des années soixante-dix, *Le Monde* est affaibli de l'intérieur par la crise de l'autorité directoriale et de l'extérieur par un renouveau des critiques.

### **L'affaiblissement du directeur à l'intérieur du journal**

Au journal de la rue des Italiens, le successeur d'Hubert Beuve-Méry ne bénéficie désormais plus d'une autorité incontestée. C'est alors une fin de règne tourmentée qui commence pour Jacques Fauvet.

Une succession qui s'avère difficile dans le temps

Après leur création, les organisations et notamment les entreprises, grandissent, se développent, traversent des crises, se structurent et s'émancipent peu à peu de leur fondateur. C'est évidemment le cas du *Monde* sous Jacques Fauvet. Seulement cette émancipation est compliquée car elle s'accompagne d'une perte d'autorité progressive du directeur du journal.

L'autorité d'un directeur vient tout à la fois de sa légitimité personnelle au sommet de la hiérarchie et de la légitimité de la fonction de directeur au sein de l'organisation. Le directeur est nommé par les propriétaires ou actionnaires de l'entreprise, ici du journal et leur rend compte. Il est aussi accepté, le plus souvent de façon tacite par les salariés, c'est-à-dire par ses collaborateurs. L'autorité du directeur peut alors souffrir plusieurs niveaux de contestation, par les propriétaires ou actionnaires, par les salariés et par d'éventuels rivaux. Au *Monde*, de 1944 à 1969, après une dure lutte initiale avec certains actionnaires comme nous l'avons vu, la légitimité d'Hubert Beuve-Méry est indiscutée. Elle est telle, que son autorité s'impose naturellement, ne serait-ce que parce qu'il a créé le journal, sauvant au passage l'ancienne équipe du *Temps*, parce qu'il a réussi à le faire vivre dans des circonstances souvent difficiles, et parce qu'il a réussi à en faire une institution. *Le Monde*, est le journal fondé par Hubert Beuve-Méry, comme le rappelle son entête. Jacques Fauvet succède à cette personnalité exceptionnelle associant un rayonnement historique et intellectuel à une main de fer dans un gant de velours. Directeur du *Monde* à partir de décembre 1969, il bénéficie longtemps de l'aura de son prédécesseur, Hubert Beuve-Méry. Si sa nomination n'est pas contestée, les années passant, son autorité faiblit. Cet affaiblissement se manifeste là où Jacques Fauvet est vulnérable, notamment là où l'autorité du directeur tenait plus à la personnalité exceptionnelle de Beuve-Méry qu'à la fonction de directeur. Car dans

une organisation produisant des idées, réunissant tant de talents, d'intellectuels, nécessairement divergents, indépendants, libres et revendiquant leur liberté, la légitimité et l'autorité du directeur ne s'imposent pas d'elles-mêmes. Au contraire, elles sont en permanence questionnées, contestées plus ou moins profondément. L'autorité historique d'Hubert Beuve-Méry s'est imposée, sans contestation interne significative (à l'exception de l'épisode René Courtin). Les contestataires potentiels, sentant vraisemblablement qu'il n'y avait pas de place pour eux, ont préféré s'éclipser, comme bon nombre d'anciens du *Temps*.

Comme souvent, les points faibles du directeur exacerbent les rivalités et luttes de pouvoir. Celles-ci, inévitables dans toute organisation, prennent de plus en plus d'importance. C'est ainsi qu'apparaissent à la direction du *Monde*, sous Jacques Fauvet, trois grandes rivalités ou luttes de pouvoir, appelées à durer et à jouer un grand rôle dans l'histoire du journal, y compris dans sa relation avec les Etats-Unis.

La rivalité entre les gérants, symbole de l'opposition entre impératifs éditoriaux et impératifs économiques et de la lutte pour l'indépendance du journal

Une rivalité, « un conflit larvé »<sup>512</sup> oppose les deux gérants, Jacques Fauvet, qui a la responsabilité de la direction générale et opérationnelle d'une part et Jacques Sauvageot, qui a la responsabilité de la direction administrative d'autre part.

Le premier dont l'autorité l'emporte pourtant déjà sur celle du second, essaie alors de marginaliser ce dernier. C'est un classique, le politique se dispute à l'administrateur, c'est-à-dire au financier, relativisant le rôle de ce dernier au nom de la supériorité des idées sur l'argent. L'administrateur, quant à lui explique que l'argent est le nerf de la guerre. Hubert Beuve-Méry avait une méthode infaillible pour éloigner les banquiers et garder toute son indépendance : vivre modestement afin de faire des bénéfices, rembourser ses dettes et constituer des réserves. Mais le fondateur parti, sa gestion parcimonieuse « en bon père de famille » est peu à peu oubliée. Il convient de noter qu'une gestion prudente peut être un frein au développement. Les temps changent aussi. Aux heures difficiles financièrement de la création du journal succèdent des heures plus heureuses, les caisses sont pleines et le journal, son directeur et sa rédaction pensent qu'il est temps de vivre mieux, de profiter de la réussite du *Monde* en partageant davantage les bénéfices, d'autant que l'on ne voit pas de nuages à l'horizon. Les journalistes en ont assez d'être les moins bien payés du secteur alors qu'ils s'estiment, non sans raison, être (parmi) les meilleurs. Pourtant le journal grandit, grossit et il prend des habitudes coûteuses financièrement. « Durant les dernières années de la gérance de Jacques Fauvet et de Jacques Sauvageot [...], le directeur administratif doit accepter des revendications salariales, les rédacteurs proposent un journal de plus en plus copieux, donc plus coûteux, les uns comme les autres ayant l'ambition et l'espoir de voir le journal accroître encore sa diffusion »<sup>513</sup>. La longue phase de croissance du journal est donc terminée. *Le Monde* tend à grossir plus vite qu'il ne grandit : ainsi, « au cours de l'exercice 1977, les dépenses augmentent de 13,83% tandis que les recettes ne croissent que de 7,93% par rapport à l'année précédente »<sup>514</sup>. De plus, dans ces années, « la surface rédactionnelle augmente à un rythme plus rapide que le prix de vente »<sup>515</sup>. Pour le moment, la situation n'est pas difficile, mais le journal et son indépendance, si durement acquise, sont à la merci d'un retournement de conjoncture que l'on voit venir alors que « la diffusion payée du journal a atteint son maximum autour de

---

<sup>512</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* p. 315.

<sup>513</sup> *Ibid.*, p. 310.

<sup>514</sup> *Ibid.*, p. 318.

<sup>515</sup> *Ibid.*, p. 322.

430 000 exemplaires par an »<sup>516</sup>. Jacques Fauvet l'emporte alors sur Jacques Sauvageot et les priorités opérationnelles et éditoriales l'emportent pour un temps sur les priorités administratives et financières. Mais ce choix est gage d'un affaiblissement ultérieur supplémentaire. De plus, d'autres luttes d'influence existent au sein du journal.

#### La rivalité entre le service politique et le service international

La rivalité entre le service politique et le service international est le symbole de la rivalité entre les deux tendances plus ou moins favorables aux Etats-Unis et de la lutte pour la neutralité du journal.

Une rivalité moins évidente oppose le service politique et le service étranger. Le premier est l'apanage de Jacques Fauvet qui en est issu. Mais le service étranger à cette époque, demeure le service le plus prestigieux du journal. Ses articles nourrissent largement la première page, dont l'éditorial. Pourtant, même pour un journal qui s'appelle *Le Monde*, il n'y a pas d'évidence selon laquelle il faut donner la première place à l'international (et en particulier à l'Amérique). La répartition de l'espace éditorial est le résultat d'une lutte d'influence quotidienne dont le résultat vient tout à la fois de la ligne éditoriale, c'est-à-dire de la direction, du poids de l'actualité (d'une certaine manière de l'opinion publique) et des talents de négociateurs des chefs de services qui défendent chacun leur part du butin. Or le grand rival de l'étranger, c'est le service politique. Car en plus d'être le journal français de référence pour l'actualité internationale, *Le Monde* est aussi le journal de référence pour le débat politique français. A ce stade, la primauté de l'international au sein du journal n'est pas remise en cause. Mais le service étranger a maintenant un rival de poids avec le service politique. Cela montre que la primauté de l'international peut être remise en cause et elle le sera. Par ailleurs, contrairement à Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet ne se passionne pas pour l'international et laisse de fait son rival historique, André Fontaine, définir la ligne de politique étrangère du journal à sa place, avec le chef du service, toutes choses égales par ailleurs.

Cette rivalité se double d'une rivalité entre la tendance plus favorable aux Etats-Unis, souvent plus libérale, plus modérée politiquement et la tendance moins favorable, souvent plus collectiviste ou sociale et plus engagée (à gauche) politiquement. Ici encore, cette rivalité oppose Jacques Fauvet et André Fontaine, le premier moins favorable et le second plus favorable aux Etats-Unis. Ainsi, pour Jacques Fauvet : « L'Europe ne doit pas être inféodée aux Etats-Unis ; alors qu'elle peut l'être économiquement par le truchement des firmes internationales, politiquement par le refus d'avoir une diplomatie propre à la Communauté et aux pays membres, culturellement par l'adoption en toute occasion du modèle américain »<sup>517</sup>. André Fontaine explique de son côté : « Une nation peut-elle se charger à elle seule du destin de la planète ? [...] Il faut bien que quelqu'un qui ait à la fois de la force et du crédit s'occupe, pendant que l'occasion est propice, de pacifier un peu, ce qui veut dire d'organiser un peu mieux, cette planète. Nul doute que, si elle était capable de s'unir pour de bon, l'Europe serait tout à fait en mesure de prendre sa part de cette énorme responsabilité et de veiller en même temps à ce que les décisions prises tiennent compte au maximum de ses intérêts, lesquels ne coïncident pas toujours nécessairement, on l'a vu cent fois dans le passé, avec ceux des Etats-Unis »<sup>518</sup>.

---

<sup>516</sup> *Ibid.*, p. 298.

<sup>517</sup> Jacques Fauvet, « Quelle Europe ? », *Le Monde*, 07/06/1979.

<sup>518</sup> André Fontaine, « Vent d'ouest : Les Etats-Unis peuvent-ils prendre en main à eux seuls le destin de la planète ? », *Le Monde*, 09/08/1991.



Mais Fauvet et Fontaine s'étant réparti les rôles, peut-être par défaut, conformément à leurs centres d'intérêts, leur rivalité se transporte un temps au sein même du service international. Deux chefs de services, Claude Julien de 1969 à 1971, qui a succédé à André Fontaine et Jacques Decornoy de 1977 à 1979, sont plutôt défavorables aux Etats-Unis. Entre temps, Michel Tatu de 1971 à 1977 est davantage favorable aux Etats-Unis. Et Jacques Amalric qui leur succède de 1979 à 1990 est quant à lui clairement différent de Claude Julien concernant les Etats-Unis. Il le montre nettement par ses positions vis-à-vis de l'URSS dans cette période de la guerre froide. Petit à petit, c'est l'essentiel du service international qui suit l'orientation de Jacques Amalric, tandis que la tendance défavorable aux Etats-Unis s'impose au *Monde diplomatique* autour de Claude Julien qui en prend la direction. Jacques Amalric a comme Claude Julien une forte personnalité. Il dirige avec son verbe haut le service étranger pendant près de 12 ans et le marque ainsi durablement de sa position favorable aux Etats-Unis face à l'Union soviétique, ne serait-ce que par ses recrutements. Il souligne d'ailleurs qu'à « l'époque, la rédaction en chef était peu puissante face aux chefs de services, contrairement à aujourd'hui »<sup>519</sup>. Naturellement, à l'opposé du service étranger, le service politique est plus proche de la tendance moins favorable aux Etats-Unis, peut-être plus sociale, en tout cas plus engagée politiquement, à gauche de l'échiquier politique. C'est le cas de Jacques Fauvet, dont Jacques Amalric dit qu'il « était très anti-américain. Il ne connaissait guère l'étranger. Il défendait l'URSS et se confrontait à lui qui n'a jamais été fasciné par l'URSS »<sup>520</sup>.

Cette double rivalité se cristallise par conséquent dans l'opposition entre Jacques Fauvet et André Fontaine. Il y a aussi une rivalité toute personnelle entre deux hommes de grande valeur mais de caractères très différents. Celle-ci n'appelle pas de commentaire particulier en dehors de son constat.

André Fontaine est directeur de la rédaction. Jacques Fauvet essaie de le marginaliser d'autant qu'il prépare sa succession. « André Fontaine, qui aurait pu briguer la succession d'Hubert Beuve-Méry, paraissait, en tant que rédacteur en chef, tout désigné pour succéder à Jacques Fauvet en 1979. Pour promouvoir un autre candidat, il était donc nécessaire de l'écarter et de le couper de la base électorale constituée par l'assemblée générale de la Société des rédacteurs du *Monde* »<sup>521</sup>. Jacques Fauvet scinde alors en deux la direction de la rédaction. Bernard Lauzanne se voit confier la direction opérationnelle de la rédaction tandis qu'André Fontaine en garde la direction éditoriale. Ce dernier ne cherche pas à s'imposer, son heure n'est pas encore venue.

La rivalité complexe entre le service politique et le service étranger, entre les adeptes de la tendance plutôt défavorable à l'Amérique et engagée politiquement et leurs opposés, entre Jacques Fauvet et André Fontaine, se solde par l'éloignement temporaire de ce dernier. Pourtant, la tendance plutôt favorable à l'Amérique et moins engagée politiquement l'emporte au sein du service étranger.

#### La rivalité entre le directeur et la société des rédacteurs

Une autre rivalité de pouvoir oppose le directeur, Jacques Fauvet, à la société des rédacteurs, symbole de l'affaiblissement durable de la fonction de directeur du journal et de sa moindre capacité à faire des choix.

Née suite à la crise de 1951, la société des rédacteurs a longtemps du se contenter de la place de premier informé sous Hubert Beuve-Méry. Mais à la fin de

---

<sup>519</sup> Entretien avec Jacques Amalric, *op. cit.*

<sup>520</sup> *Ibid.*

<sup>521</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* p. 313.

son mandat et plus encore sous son successeur, la société des rédacteurs prend peu à peu part aux décisions, et prend du pouvoir au détriment du directeur qu'elle affaiblit d'autant. En tant qu'actionnaire, la société des rédacteurs est membre des instances officielles du journal qui complètent le conseil d'administration, mais n'a pas de rôle dans la gestion du journal. Ainsi, « le conseil de surveillance et le comité de rédaction, les deux organes créés en 1968, étaient destinés à accroître la concertation et à favoriser la participation dans l'entreprise [...]. Légalement, les associés ne jouissent d'aucun droit de regard sur la gestion de l'entreprise »<sup>522</sup>. Mais peu à peu cela change et « à partir de 1970, les gérants doivent justifier devant les actionnaires de la société, qui sont également les salariés de l'entreprise, tous leurs actes de gestion, y compris les plus banals. Avec la réforme de 1968, la Société des rédacteurs du *Monde* acquiert dans les instances de décision, de contrôle et de participation du *Monde* une autorité nouvelle qui fait d'elle l'acteur majeur de la SARL »<sup>523</sup>. Petit à petit, le rôle de premier informé et de socle de l'indépendance du journal se transforme en participation aux décisions. « Comme le gérant ou le directeur administratif présente devant le comité de rédaction un exposé sur la situation économique du journal, il arrive au comité de traiter de sujets que le conseil de surveillance ou le conseil d'administration de la société des rédacteurs traitent par ailleurs. Cette structure entraîne donc des confusions supplémentaires dans les instances de décision du *Monde* quand elle sort de ses prérogatives naturelles, qui demeurent essentiellement d'éclairer la direction et la rédaction en chef sur la ligne éditoriale »<sup>524</sup>. La situation du directeur du *Monde* change à mesure que la société des rédacteurs s'immisce dans la gestion du journal. « Le président de la société des rédacteurs du *Monde* est président du conseil de surveillance, il siège au comité de rédaction, il représente les rédacteurs à l'assemblée générale de la SARL et peut apparaître tantôt comme un rival, tantôt comme un adjoint du gérant directeur de la publication et parfois comme un cheval de Troie d'une faction hostile au gérant »<sup>525</sup>. En 1972, le conflit est si grand entre le directeur du *Monde*, Jacques Fauvet et le président de la société des rédacteurs, Jean Schwoebel, que le fondateur, Hubert Beuve-Méry, lors du conseil de surveillance du 28 septembre 1972, « vient exceptionnellement porter secours à son successeur : Il y a un mythe de la cogestion. On est bien obligé d'admettre pourtant que, quel que soit le système, il y aura toujours une hiérarchie »<sup>526</sup>.

Toutes ces rivalités apparaissent au grand jour dans la question de la succession de Jacques Fauvet. Son mandat vient en principe à terme en 1979. N'ayant pas réussi à imposer un candidat de son choix pour lui succéder, il cherche à rester encore quelque temps directeur. Il entreprend alors différentes démarches pour lui permettre une prolongation de trois ans de son mandat courant 1978 et il l'obtient lors d'un vote de l'assemblée des actionnaires le 31 mai 1979. Mais il doit faire pour cela de nouvelles concessions à la société des rédacteurs, augmentant encore son pouvoir de contrôle. Ces rivalités fragilisent davantage encore la fonction de directeur du journal ce qui se manifestera dès que la conjoncture nécessitera des décisions difficiles. Pour l'heure, en ce qui concerne le traitement des Etats-Unis, l'affaiblissement du directeur tend à relativiser l'avantage qu'il aurait pu donner à la tendance moins favorable à l'Amérique.

---

<sup>522</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* pp.193-194.

<sup>523</sup> *Ibid.*, p. 195.

<sup>524</sup> *Ibid.*, p. 201.

<sup>525</sup> *Ibid.*, p. 196.

<sup>526</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.* p. 198.

## Difficultés extérieures

Ces difficultés intérieures du journal se doublent de la recrudescence des attaques contre le journal, venues de l'extérieur. C'est un phénomène qui avait beaucoup perdu d'importance et auquel les collaborateurs du journal ne prêtaient plus guère attention. Cette recrudescence marque une remise en question du statut d'institution auquel s'est hissé *Le Monde* tout au long des 25 années du règne d'Hubert Beuve-Méry. Ces attaques secouent le journal qui s'était non pas endormi sur mais habitué à ses lauriers, non sans quelque arrogance. Elles sont de plusieurs ordres.

### La critique de l'institution et de son pouvoir

Il y a d'abord une réaction contre la trop grande puissance et parfois l'immodestie du journal qui aurait en plus perdu sa neutralité politique alors que son monacal fondateur n'est plus là pour les contenir : *Le Monde* a changé, il n'est plus ce qu'il était du temps d'Hubert Beuve-Méry reproche-t-on.

Un livre publié en 1976 symbolise cette critique : *Le Monde tel qu'il est* de Michel Legris. Ce dernier est un ancien journaliste du journal, où il a travaillé de 1956 à 1972. Il le quitte alors en conflit avec Jacques Fauvet, nostalgique de son fondateur : pour lui, les lecteurs du *Monde* sous Beuve-Méry « rendaient hommage à une certaine forme d'honnêteté intellectuelle qui consistait à relater les faits dans toute leur complexité et avec la plus grande rigueur possible »<sup>527</sup>. Il écrit, citant Josette Alia, ancienne rédactrice du journal elle aussi, que sous Jacques Fauvet « les lecteurs pensent que *Le Monde* a subtilement mais certainement changé. Le commentaire et l'analyse politique l'emportent sur l'information »<sup>528</sup>. Il ajoute que « le recrutement de nouveaux membres avait depuis quelques années été opéré de façon sans doute non systématique, mais fort constante, en fonction de critères politiques précis »<sup>529</sup>. Il reproche aussi qu'avec l'opulence née de la réussite du journal, triomphe l'égoïsme. « L'austérité avait conduit pendant longtemps à considérer que l'œuvre commune était le bien de tous, qu'il fallait entretenir et préserver. L'existence d'un patrimoine moral partagé était d'une certaine manière le meilleur stimulant de la vertu d'objectivité dont le titre était fier »<sup>530</sup>.

Un communiqué intitulé « Aux lecteurs », signé du directeur, du président de la société des rédacteurs et du fondateur est inséré dans le journal du 24 mars 1976 : « La publication d'un ouvrage d'un ancien collaborateur du *Monde* donne un nouvel aliment à la campagne permanente menée dans certains milieux pour discréditer un journal dont l'indépendance aujourd'hui comme hier, ne fait évidemment pas l'affaire de tous ». Un peu plus tard, en 1977, à l'occasion du 10 000<sup>e</sup> numéro, l'éditorial du journal ajoute en guise de réponse finale : « Le monde a changé, *Le Monde*, lui, n'a changé ni d'esprit ni de vocation »<sup>531</sup>. Pourtant, malgré ces mises au point virulentes de la part de la rédaction du journal, il apparaît que le livre de Michel Legris affecte le journal. C'est d'une certaine manière « la fin d'un tabou : La vivacité des répliques, le caractère solennel et institutionnel des communiqués – où l'auteur du pamphlet n'était même pas jugé digne d'être nommé – manifestait beaucoup de susceptibilité et une certaine vulnérabilité de la part d'un

---

<sup>527</sup> Michel Legris, *Le Monde tel qu'il est*, Paris, Plon, 1976, p. 45.

<sup>528</sup> *Ibid.* p.81.

<sup>529</sup> *Ibid.* p.185.

<sup>530</sup> *Ibid.* p.186.

<sup>531</sup> « Le souci de l'indépendance », *Le Monde*, 25 mars 1977.

organe de presse que son prestige, sa puissance, sa prospérité paraissent mettre à l'abri des offensives de ses ennemis »<sup>532</sup>. Non seulement le journal est touché mais les lecteurs aussi : « La polémique autour du livre de Michel Legris fut certainement la plus suivie dans le public, la plus douloureuse pour la rédaction du *Monde* et la plus destructrice en terme d'image, pour le journal »<sup>533</sup>. Tout n'est pas exagéré dans ce qu'il avance, mais les arguments demeurent fragiles. La réaction virulente du journal paraît disproportionnée donnant même plus d'importance encore à ce livre. De même, *Le Monde* est accusé, notamment par Michel Legris, d'avoir perdu son objectivité depuis que Jacques Fauvet a succédé à Hubert Beuve-Méry. Mais est-il possible d'être totalement objectif ? « Personne à vrai dire, n'ose faire grief ouvertement au *Monde* de son goût pour l'interprétation : goût qu'il partage d'ailleurs avec une grande partie de la presse. En revanche, il lui est reproché de divers côtés de mêler systématiquement l'information et le commentaire. La critique n'est pas nouvelle, répétons-le. Est-elle fondée ? Pas toujours, loin de là ; assez souvent néanmoins pour qu'on la prenne en considération. Certains procédés sont bien connus et relèvent de la technique de la mise en page. Le maniement des titres, et surtout des surtitres, le rapprochement qui se veut significatif entre des nouvelles tout à fait indépendantes, les encadrés pervers, les rappels historiques qu'on n'attendait pas, les crochets perfidement objectifs, tout cela constitue un code particulier qui fait la joie des initiés et la fureur des intéressés [...]. Les articles du *Monde* se lisent à plusieurs niveaux. *Le Monde* tel qu'on l'écrit est un langage original où le non-dit, le suggéré, le sous-entendu, comptent et pèsent [...]. Mais là n'est pas l'essentiel. L'essentiel, c'est l'existence, rue des Italiens, d'un pouvoir d'opinion qui s'est développé parallèlement au pouvoir d'information. Grâce à la qualité de cette information, mieux : grâce au monopole de qualité qu'on lui reconnaît, il s'est opéré un transfert d'autorité, et *Le Monde* s'est progressivement vu investir d'un magistère moral qui confère une autorité considérable, parfois exorbitante, à la moindre de ses opinions [...]. Redoutable privilège : tel le roi Midas qui transformait en or tout ce qu'il touchait, *Le Monde* crée, même à son corps défendant, du significatif avec tout ce qu'il aborde. Parce qu'il est une puissance dans l'opinion, *Le Monde* se trouve dans des relations de pouvoir avec toutes les institutions de la société, et cela, parfois, au détriment de sa latitude d'action comme informateur »<sup>534</sup>.

Il est vrai que Jacques Fauvet est davantage un directeur militant que son prédécesseur. Sirius était plus insaisissable politiquement tant il n'épargnait personne de sa critique et n'avait pas d'acointance particulière avec un parti ou un bord politique, même si la longue période de pouvoir de Charles de Gaulle avait habitué certains à une critique à cible unique. Mais cela n'avait pas toujours été le cas et ses prédécesseurs n'avaient pas été épargnés non plus. « *Le Monde* n'a cessé de se prononcer plus nettement et plus clairement à gauche, notamment à la veille des consultations électorales. On dirait volontiers qu'autrefois *Le Monde* était contre le pouvoir, tandis qu'aujourd'hui il est pour l'opposition. Peut-être en apportant son soutien à la seconde, a-t-il affaibli le poids de ses critiques envers le premier »<sup>535</sup>. Mais avec le départ de la plupart des anciens du *Temps*, l'arrivée d'un directeur plus engagé politiquement et le recrutement d'une nouvelle génération moins neutre, « il est vrai qu'un tiers-mondisme diffus irrigue, dans les années soixante-dix, la rédaction du *Monde* »<sup>536</sup>. Cette évolution de la rédaction du journal

<sup>532</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 280.

<sup>533</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, p. 300.

<sup>534</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *op.cit.*, pp. 305-307.

<sup>535</sup> Jean-Noël Jeanneney, Jacques Julliard, *op.cit.*, p. 288.

<sup>536</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, p. 304.

finit par se remarquer même s'il ne s'agit pas non plus d'un changement d'orientation ou de ligne éditoriale. Car même s'il semble que le journal a un penchant pour les idées de gauche, ses commentaires et ses critiques se veulent toujours objectifs et ses pages accueillent toujours des opinions opposées. Cependant, « les années 1976-1977 marquent un tournant dans la perception du *Monde* par l'opinion publique [...]. C'est d'abord par antigauillisme que *Le Monde* épouse la cause de la gauche contre celle de la droite. La personnalité des gérants mais également de quelques figures éminentes de la rédaction [...] conduisent *Le Monde* à soutenir ouvertement les candidats de l'union de la gauche aux élections législatives de 1973 et 1978 et la candidature de François Mitterrand à la présidence de la République, en 1974 et 1981 »<sup>537</sup>. Il est vrai aussi que par moments, le journal va trop loin et paraît devenir un journal politique même si encore une fois, cela est loin d'être général. Ainsi, « Valéry Giscard d'Estaing et des ministres des gouvernements de Raymond Barre furent pris à parti par *Le Monde*, parfois avec quelque acharnement [...]. Le conflit entre le président de la République et le directeur du *Monde* s'envenime dans les dernières années du septennat, rend les appréciations du *Monde* encore plus partisans »<sup>538</sup>.

Ainsi, *Le Monde* a bien sous Jacques Fauvet des liens plus forts que par le passé avec la gauche, ce qui peut lui nuire, ne serait-ce que par la perte manifeste de l'image d'objectivité que cela entraîne. La question est de savoir si ces dérives ont des conséquences sur le traitement des Etats-Unis dans le journal. En attendant, le journal est soumis à de sérieuses critiques.

#### Les critiques de l'idéologie du journal

Au-delà des critiques contre l'institution qu'est devenu *Le Monde*, il y a une réaction contre les partis-pris idéologiques du journal, qui dépassent de simples préférences politiques et concernent le traitement des Etats-Unis dans le journal.

On trouve toujours quelques critiques présentant *Le Monde* comme étant le journal de la bourgeoisie. Une publication symbolise la réaction contre ce soi-disant partis-pris idéologiques du journal : « En 1970, deux enseignants communistes, Aimé Guedj et Jacques Girault, dans un livre intitulé *Le Monde ... Humanisme, objectivité et politique*, tentent de démontrer que *Le Monde* est un journal de droite »<sup>539</sup>. Ces réactions demeurent cependant rares.

L'essentiel des critiques contre les partis-pris idéologiques du *Monde* lui reprochent une hostilité vis-à-vis des Etats-Unis. Ainsi, en 1976, plusieurs écrivains de renom, plutôt proches des Etats-Unis, notamment Raymond Aron dans *Le Figaro*<sup>540</sup> et Jean-François Revel dans un livre<sup>541</sup>, « reprochent au *Monde* des commentaires et des informations qui concernent principalement des pays étrangers et nos relations avec ces pays : l'Allemagne, les Etats-Unis, Israël, le Portugal, etc [...]. Quelle est cette opinion qui serait celle du *Monde* dans les années 70 et qui aurait remplacé la grande information de jadis ? Les accusations sont précises ; elles portent sur la méconnaissance du danger que représente l'Union soviétique. *Le Monde*, pour ses adversaires de droite comme de gauche non communistes, aide les courants neutralistes et pacifistes estimés dangereux dans l'Europe des années 70.

---

<sup>537</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 306-307.

<sup>538</sup> *Ibid.*, p. 308.

<sup>539</sup> *Ibid.*, p. 299.

<sup>540</sup> Raymond Aron, « Le Monde tel qu'il est », *Le Figaro*, 05/04/1976.

<sup>541</sup> Jean-François Revel, *La nouvelle censure, un exemple de mise en place de la mentalité totalitaire*, Paris, Laffont, 1977, 349 p.

Toujours le soupçon : le journal fait le jeu de l'Union soviétique. Comme trente ans auparavant, l'accusation est d'une extrême gravité. Après la normalisation tchécoslovaque, l'invasion de l'Afghanistan, les menaces sur la Pologne, il ne fait pas bon être accusé d'indulgence à l'égard de Moscou. Le vocabulaire s'est un peu renouvelé. Beuve-Méry commettait le péché de neutralisme ; Jacques Fauvet celui de finlandisation, c'est-à-dire sinon de consentement, au moins de résignation à la puissance soviétique qui porte en elle l'univers du Goulag »<sup>542</sup>. Or, dans la guerre froide, qui est une période binaire, si *Le Monde* fait le jeu des Soviétiques, c'est qu'il joue, même indirectement, contre les Etats-Unis.

Une nouvelle tentative de déstabiliser *Le Monde* par la création d'une concurrence directe voit même le jour. C'est ainsi que Joseph Fontanet, homme politique MRP puis centriste, ancien député et ancien ministre des gouvernements de Gaulle et Pompidou, essaie de lancer un nouveau quotidien en 1977, plus favorable à l'alliance américaine. Il se nomme *J'informe*. Il est soutenu par plusieurs grandes entreprises françaises : « Paribas, Suez, L'Oréal, Michelin ainsi que les magasins Carrefour et certains pétroliers souscrivent au lancement, en septembre 1977, du journal *J'informe*, destiné à concurrencer *Le Monde*. Le premier éditorial est consacré à l'Alliance atlantique, sans que l'actualité explique ce choix [...]. La tentative tourne rapidement au désastre. *Le Temps de Paris* s'était arrêté en 1956, après soixante-six numéros (un peu moins de trois mois de parution). En 1977, *J'informe* dure onze numéros de plus. La preuve est faite une nouvelle fois qu'il est difficile de mettre *Le Monde* à la raison en créant un concurrent capable de débaucher quelques dizaines de milliers de lecteurs »<sup>543</sup>. Ses financeurs font beaucoup penser à ceux de feu *Le Temps de Paris*. Son ambition est moins paradoxale que celle de ce prédécesseur qui se voulait tout à la fois un journal de détente et un journal de qualité. Mais ses moyens sont inférieurs. Il lui manque une véritable équipe de journalistes à la mesure de son ambition. Il « tente de concurrencer *Le Monde* sur le terrain de la qualité et de la référence, en éditant un journal qui se veut un *Washington Post* à la française »<sup>544</sup>. Mais c'est donc à nouveau l'échec. *Le Monde* n'a pas même eu le temps de s'inquiéter. « Comme en 1956 pour *Le Temps de Paris*, ce qui pourrait paraître comme un succès pour *Le Monde* n'est en réalité que la faillite logique d'un journal sans concept rédactionnel, sans équipe et sans patron capables d'animer un quotidien »<sup>545</sup>.

Finalement, ces attaques à caractère idéologique sont limitées. Elles ne mènent pas loin et sont beaucoup moins dangereuses pour le journal que celles des années cinquante. Cela montre qu'elles manquent de bases solides, notamment concernant le traitement des Etats-Unis et qu'elles sont plus politiques qu'idéologiques.

Ces attaques extérieures ne mettent en aucun cas le journal ou même son statut en péril. Simplement, elles nuisent à son image et lui font certainement perdre des ventes ce qui ne peut que le fragiliser davantage en cas de retournement de conjoncture. Quoi qu'il en soit, ses équipes poursuivent sereinement leur travail.

## Les journalistes

Dans les années soixante-dix, sous Jacques Fauvet, les recrutements se poursuivent encore à un rythme élevé et de nombreuses nouvelles plumes

---

<sup>542</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*, op.cit., pp. 434-435.

<sup>543</sup> *Ibid.*, p. 437.

<sup>544</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse*, op.cit. p. 305.

<sup>545</sup> *Ibid.*, pp. 305-306.

interviennent sur les questions américaines autour de chefs du service étranger à la personnalité marquante, notamment Claude Julien et Jacques Amalric.

Michel Tatu

Né en 1933, il entre au *Monde* après ses études et devient en 1957 le premier correspondant du journal à Moscou. Il y développe un intérêt et une expertise pour la Kremlinologie qu'il conserve tout au long de sa vie. Cela le conduit à passer un an à l'Institute on Communist Affairs de l'université Columbia à New York. Il part ensuite comme correspondant du *Monde* à Vienne avant de devenir de 1971 à 1977 chef du service étranger. Puis il retourne aux Etats-Unis comme correspondant du journal à Washington de 1977 à 1980. Il envisage alors de se présenter pour la succession de Jacques Fauvet, mais sans lendemain. Michel Tatu reprend alors le suivi de l'Union soviétique. Il « annote, traduit et met en boîte les moindres frémissements politiques du mastodonte URSS, dont il pressent la fin dans un roman de politique-fiction (*Le Frère rouge*, avec Michel Meyer, Albin Michel, 1990) »<sup>546</sup>. Il est aussi un spécialiste de l'analyse de la dissuasion nucléaire. Il appartient à la tendance plutôt favorable aux Etats-Unis avec André Fontaine et Jacques Amalric.

Dans ses articles<sup>547</sup>, plutôt longs et souvent en première page, Michel Tatu décrit l'Amérique comme un pays pragmatique, allié de l'Occident dont il assume le leadership. C'est pour lui une superpuissance qui veut la paix, la détente, protégeant ses alliés et ses intérêts tout en contrecarrant les velléités de ses adversaires. C'est d'ailleurs un pays avec lequel les relations sont plutôt bonnes, un pays qui sait ce qu'il veut, mais qui est à l'écoute et sait faire des compromis. Pour Michel Tatu, les Etats-Unis apportent un soutien militaire à leurs alliés, mais suivant leur intérêt. Il explique que l'Etat en Amérique joue un rôle important dans l'économie en tant que contrôleur. Les Etats-Unis sont pour Michel Tatu, un pays avancé technologiquement. Ses dirigeants sont sages et courageux, cela vaut tant pour Kennedy lors de la crise de Cuba que pour Nixon lors de son voyage à Pékin. De même, pour lui, la démocratie américaine fonctionne bien avec un parlement puissant disposant de moyens très importants mais aussi avec des lobbies qui ont beaucoup d'importance. L'Amérique est pour Michel Tatu un pays puissant militairement, mais qui, sous Nixon, tend à perdre confiance, voit sa puissance reculer et finit même par douter parfois de son système politico-économique<sup>548</sup>.

Jacques Decornoy

Né en 1937, diplômé de l'Institut d'Etude Politique de Paris, ancien élève de l'Ecole Nationale d'Administration, il étudie aussi à Pittsburg aux Etats-Unis. Il entre à 27 ans au *Monde* comme rédacteur au service étranger, à la rubrique Asie du Sud-est. C'est ainsi que, « Jacques Decornoy, envoyé spécial du *Monde*, sera l'un des rares journalistes à enquêter aussi bien au Vietnam du Nord qu'au Vietnam du Sud. Ses reportages, écrits avec passion et vivacité, mêlent avec intelligence la vision du terrain à la vision d'état-major ; ils apparaissent comme des modèles de professionnalisme, et imposent leur auteur comme l'un des meilleurs journalistes de son temps [...]. Son enthousiasme, son honnêteté, il les met au service de combats qu'il juge, en cette fin de siècle, prioritaires : une économie de la frugalité, les dangers de la technoscience, la défense de l'environnement, la protection des

---

<sup>546</sup> Marie Jégo et Daniel Vernet, « Journaliste au *Monde*, Michel Tatu », *Le Monde*, 22/11/2012.

<sup>547</sup> 9 articles de Michel Tatu sélectionnés dans le corpus.

<sup>548</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

enfants et une inlassable dénonciation de toutes les intolérances »<sup>549</sup>. Il devient chef du service étranger de 1977 à 1979. Il envisage alors, comme Michel Tatu, de briguer la succession de Jacques Fauvet, et se présente, sans succès. En désaccord avec la nouvelle équipe de direction du journal, il démissionne en 1983 et part à TF1, en charge du service monde. Puis en 1987, il rejoint l'équipe du *Monde diplomatique* jusqu'à son décès. Au *Monde*, proche de Claude Julien, Jacques Decornoy appartient à la tendance plutôt défavorable aux Etats-Unis et à leur politique étrangère. D'une grande honnêteté intellectuelle, il écrit dans *Le Monde* en 1995, revenant sur une émission de télévision consacrée à la guerre du Vietnam : « Le téléspectateur se demande ce qui s'est véritablement passé au Sud. Et à double titre : d'une part, il n'y eut pas combat acharné contre le communisme et ses armées et, d'autre part, un accueil délirant ne fut pas réservé aux divisions de Hanoï. A maints égards, le Sud avait une histoire différente de celle du Nord (et sans doute du Centre). Il n'en était pas moins vietnamien et c'est bien pour cette raison (entre autres) que 550 000 soldats américains et une marée de dollars ne suffirent pas à le détacher culturellement et sociologiquement du reste du pays »<sup>550</sup>. Cependant, ce spécialiste de l'Asie du Sud-est en général et du Vietnam en particulier écrit peu sur l'Amérique dans les colonnes du *Monde*<sup>551</sup>.

### Dominique Dhombres

Après des études à l'Ecole Normale Supérieure et une maîtrise de philosophie, Dominique Dhombres devient journaliste à l'Agence France Presse en 1974. Il rejoint *Le Monde* l'année suivante, d'abord à l'éducation puis au service étranger dès 1976 à la rubrique Amériques. Il devient après correspondant du journal à l'étranger, en URSS en 1984, en Grande Bretagne en 1987 et au Brésil en 1994 avant de revenir à Paris en 1996 comme éditorialiste et chroniqueur. Il quitte *Le Monde* en 2009 et contribue depuis à *Politis* et *Slate.fr*.

Dans ses articles<sup>552</sup>, situés en début de journal et parfois en première page, souvent longs, il présente les Etats-Unis tantôt comme un pays ami avec des liens historiques avec la France, tantôt, sous George W. Bush, comme un pays dont le gouvernement est en froid avec l'Europe voire avec le reste du monde. L'Amérique est pour lui une superpuissance protectrice de l'Europe par intérêt. Elle veut la paix, mais n'hésite pas à s'opposer à ses adversaires notamment à l'Union soviétique puis à mener une guerre impériale en Irak. Dominique Dhombres décrit un pays ferme dans ses relations avec les autres, défendant âprement ses intérêts, mais avec lequel les relations sont préservées. C'est cependant un pays qui se préoccupe prioritairement de ses affaires intérieures. Il est avancé technologiquement, mais son économie connaît régulièrement des difficultés, et il souffre d'un manque d'investissement public dans les infrastructures, la santé et l'éducation. Dominique Dhombres rappelle que l'Amérique connaît des conflits raciaux violents. C'est pour lui un pays conservateur parfois réactionnaire, dans lequel il y a d'importantes disparités sociales. Mais c'est aussi un pays dans lequel le gouvernement lutte contre les disparités sociales et les discriminations raciales. De ce point de vue, l'Amérique est aussi pour lui un pays progressiste, dans lequel il y a une importante immigration et une bonne intégration des immigrants. Dans sa description des mœurs des Américains, il évoque beaucoup la violence et l'importance des questions communautaires et raciales. Il trouve les habitants des Etats-Unis parfois ouverts ou

---

<sup>549</sup> Ignacio Ramonet, « Jacques Decornoy », *Le Monde*, 18/12/1996.

<sup>550</sup> Jacques Decornoy, « Vietnam, la guerre est finie... », *Le Monde*, 23/04/1995.

<sup>551</sup> Aucun article de Jacques Decornoy sélectionné dans le corpus.

<sup>552</sup> 17 articles de Dominique Dhombres sélectionnés dans le corpus.



excentriques, parfois puritains ou excessifs. Il remarque que les grands médias américains sont souvent partiaux, engagés politiquement. Concernant le système américain, Dominique Dhombres trouve que la police et la justice sont injustes envers les Noirs. Pour lui, la démocratie américaine fonctionne bien et est pacifiée. Mais la place de l'argent y est très grande et la place de la communication politique dans les débats est aussi très importante. Les États-Unis sont une très grande puissance militaire qui ne cesse de se développer. De fait, l'Amérique est pour Dominique Dhombres un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur, même s'il lui arrive de s'interroger lors des crises économiques ou devant la puissance des structures fédérales<sup>553</sup>.

Daniel Vernet

Né en 1945, il entre au *Monde* alors qu'il n'a pas encore trente ans, au service étranger. Il est d'abord correspondant en Allemagne, ensuite en URSS et au Royaume Uni. Il devient chef adjoint du service étranger devenu service international, en charge du secteur Europe-Amérique, en 1983 puis directeur de la rédaction. Il s'intéresse plus à l'Europe qu'à l'Amérique. Il a cependant écrit deux livres avec l'un des meilleurs spécialistes des États-Unis du journal, Alain Frachon : *L'Amérique messianique* (sur les néoconservateurs) et *La Chine contre l'Amérique*. Il s'intéresse professionnellement à la politique américaine. Il suit notamment les rapports est-ouest. Pour lui, « il y a une profonde différence entre ce que l'on peut vivre dans les grandes villes et dans le reste du pays. Nous sommes deux peuples qui avons du mal à nous comprendre, avec des malentendus globaux, de la vie quotidienne au politique et deux grandes incompréhensions : la peine de mort et le port des armes »<sup>554</sup>. Il trouve qu'« aujourd'hui, l'Amérique ne se rapproche ni ne s'éloigne de la France. Il insiste beaucoup sur le malentendu entre les deux nations. Il y a un rapprochement avec la mondialisation. Aujourd'hui, la domination américaine est très technologique. Elle est liée à la culture américaine de l'innovation, de l'acceptation de l'échec et qui attire. Mais cela est concomitant avec l'affaiblissement de la domination politique américaine. On craint aussi leur retrait »<sup>555</sup>. Il est de la même tendance plutôt favorable à l'Amérique qu'André Fontaine, Jacques Amalric et Alain Frachon.

Dans ses articles<sup>556</sup>, plutôt longs, au début du journal, parfois en première page, il présente les États-Unis comme un pays allié de la France et de l'Europe sauf dans la période George W. Bush. Daniel Vernet décrit l'Amérique comme une superpuissance protectrice souvent par intérêt et qui veut la paix, la détente. Mais toujours sous George W. Bush, il la présente comme une superpuissance enlisée dans une guerre dont elle est responsable. Pour lui, les relations avec l'Amérique sont compliquées, et même parfois difficiles car elle défend fermement ses intérêts, mais elles sont préservées. C'est un pays riche, un pays conservateur dans lequel il y a des discriminations raciales. Un pays qui connaît une réaction d'union nationale forte lorsqu'il est agressé. C'est aussi un pays démocratique où la vie politique est largement monopolisée par les deux grands partis. Daniel Vernet présente l'Amérique comme un pays puissant militairement, mais qui est marqué par l'agression terroriste subie lors des attentats du 11 septembre 2001 et qui connaît une crise de confiance envers ses élites<sup>557</sup>.

---

<sup>553</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>554</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

<sup>555</sup> *Ibid.*

<sup>556</sup> 7 articles de Daniel Vernet sélectionnés dans le corpus.

<sup>557</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Né en 1946 en Egypte, Robert Solé étudie à l'Ecole Supérieure de Journalisme de Lille puis devient journaliste à *Nord-Eclair*. Il entre au *Monde* en 1969 comme rédacteur à la rubrique religieuse puis au service étranger. Il est correspondant du journal à Rome de 1974 à 1980 et à Washington de 1980 à 1983. Il devient chef du service société de 1983 à 1989, rédacteur en chef de 1989 à 1992, puis directeur adjoint de la rédaction de 1992 à 1998. Ensuite, il est médiateur de 1998 à 2006, directeur du supplément littéraire *Le Monde des livres* de 2007 à 2011 tout en rédigeant parallèlement un billet en dernière page de 2006 à 2011. Il écrit également plusieurs romans ayant tous l'Egypte comme toile de fond.

Il découvre l'Amérique en y arrivant comme correspondant à Washington. C'est imprévu et un peu une parenthèse dans sa carrière. Il est nommé en catastrophe à Washington car Michel Tatu reste moins longtemps que normalement parce qu'il est candidat à la direction du *Monde*. Il s'imprègne de ce pays, de son quartier surtout. Sa femme est agressée un jour dans la rue. « Les gens se sont montrés d'une grande solidarité. La police, la justice, l'hôpital ont réagi très rapidement, avec une grande efficacité, mais aussi comme souvent aux Etats-Unis, avec un excès de moyens »<sup>558</sup>. Il reçoit, dit-il « un bon accueil de l'administration américaine. Tout un service était à la disposition des journalistes au Département d'Etat (le service de presse) ». Mais il explique que les journalistes américains sont toujours traités prioritairement. Les autres ne comptent pas beaucoup. C'est aussi pour lui un exercice d'humilité, car à Rome, où il était précédemment, *Le Monde* était très connu et respecté. « Son correspondant était comme un roi ». Ce qui était loin d'être le cas à Washington où il était un numéro parmi d'autres. Cela amène, explique-t-il encore, à relativiser l'importance de la France. Cela le conduit aussi à prendre conscience de l'Europe. « Il y avait des règles respectées par tout le monde : *on* ou *off*. Cela fonctionnait parfaitement, tout le monde jouait le jeu même si l'on ne connaissait parfois pas son interlocuteur. Il y avait de bonnes relations entre collègues européens, pas de concurrence entre eux, les scoops sortaient d'abord dans la presse américaine ». Comme correspondant, il a une certaine frustration car l'actualité internationale est si importante à Washington, qu'il n'a pas le temps de s'occuper des questions de société. Il réalise quelques reportages à Détroit sur la société américaine, mais rarement. A l'époque, on demande au correspondant de rendre compte de l'actualité et non seulement de la commenter ou de l'analyser. « Les grandes agences de presse n'étaient pas aussi puissantes qu'aujourd'hui. Il était donc difficile de quitter son poste de Washington à cause de cela ». Cependant, le sujet est central pour *Le Monde* : Robert Solé raconte qu'il fait une fois une interview de Ronald Reagan. Celle-ci est tellement écourtée qu'elle en est presque vidée de sa substance. Mais comme il s'agit du Président des Etats-Unis, son article passe en première page du *Monde*. Une autre fois, André Fontaine et lui sont reçus par le secrétaire d'Etat, George Schultz. Un problème technique ne leur permet pas de disposer des minutes et leur article est fait presque sans notes, mais il passe en première page le lendemain. Robert Solé raconte que son expérience de journaliste français en Amérique lui apporte et lui apprend beaucoup, tant les Etats-Unis sont un pays particulier : « On avait l'impression d'être au centre du monde, on percevait tous les battements de cœur du monde à Washington. Mais les journalistes américains traitent le monde à travers ce qui est dit au Département d'Etat. On a l'impression que tout ce qui se passe dans le monde se décide à Washington »<sup>559</sup>. Il

---

<sup>558</sup> Entretien avec Robert Solé le 25/03/2015.

<sup>559</sup> *Ibid.*

est ainsi amené à écrire sur tous les pays du monde car pour tous les événements internationaux importants, il y a toujours, explique-t-il, une réaction américaine et elle est essentielle. De même, ce qui se passe dans le monde a toujours des répercussions aux Etats-Unis.

Robert Solé est de la tendance plutôt favorable aux Etats-Unis et proche d'André Fontaine.

Il traite des Etats-Unis pour l'essentiel à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt, ce qui coïncide avec son séjour à Washington. Ses articles<sup>560</sup> sont généralement longs, situés au début du journal et souvent en première page. Il décrit l'Amérique comme une superpuissance protectrice de l'Occident et favorable à la limitation des armements<sup>561</sup>. Il évoque beaucoup l'économie américaine qui traverse de nombreuses difficultés avec un chômage important et une inflation élevée. Il trouve l'Amérique plutôt conservatrice et économiquement libérale avec Ronald Reagan, mais la décrit aussi comme un pays marqué par les questions communautaires et raciales. Pour lui, la démocratie américaine fonctionne plutôt bien et sans être parfaite, inspire de nombreux autres pays. Cependant, l'argent y tient beaucoup de place et la participation aux élections est faible. Robert Solé écrit que la puissance militaire américaine a ses limites. D'ailleurs, selon lui, le pays est inquiet du recul de sa puissance et souhaite son renforcement.

Eric Rouleau

Né en 1926 en Egypte, comme Robert Solé, il devient journaliste à vingt ans et entre à l'*Egyptian Gazette* au Caire. Expulsé d'Egypte en 1951, Elie Raffoul s'installe en France et devient Eric Rouleau. Il entre alors à l'AFP puis au *Monde* en 1955, au service étranger. Spécialiste du Proche Orient, il obtient pour le journal de la rue des Italiens des interviews avec Gamal Abdel Nasser, Yasser Arafat<sup>562</sup>, le roi Hussein de Jordanie, Saddam Hussein, Mouammar Kadhafi, Hafez El-Assad, ainsi que David Ben Gourion, Golda Meir, Moshe Dayan, Itzhak Rabin ou Shimon Pérès. Sans jamais avoir de poste aux Etats-Unis, son sujet de prédilection l'amène à traiter parfois de l'Amérique étant donné son implication dans la région, principalement pendant la période Carter. Sa « conception du journalisme engagé remonte à un temps où le monde – et *Le Monde* – étaient coupés en deux, suivant les lignes de partage de la guerre froide. Eric Rouleau appartenait résolument au camp des tiers-mondistes »<sup>563</sup>, c'est-à-dire qu'il fait alors partie de la tendance plutôt défavorable à l'Amérique. Son excellente réputation, son engagement politique à gauche et sa parfaite connaissance du proche Orient conduisent François Mitterrand à lui confier des missions diplomatiques, ce qui l'amène à quitter *Le Monde*. Il devient ambassadeur de France en Tunisie en 1985-1986, puis en Turquie de 1988 à 1991. Puis il revient à l'écriture comme journaliste avec *Le Monde Diplomatique* où il retrouve plusieurs de ses anciens collègues, de la même tendance que lui. Il rédige aussi ses mémoires.

Ses articles traitant des Etats-Unis<sup>564</sup> sont généralement en première page et longs. Il évoque principalement la politique étrangère des Etats-Unis<sup>565</sup>. Il présente

---

<sup>560</sup> 6 articles de Robert Solé sélectionnés dans le corpus.

<sup>561</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>562</sup> Chef de l'Organisation de Libération de la Palestine puis président de l'Autorité palestinienne.

<sup>563</sup> Christophe Ayad et Gilles Paris, « Eric Rouleau, journaliste au *Monde* et diplomate, est mort », *Le Monde*, 27/02/2015

<sup>564</sup> 5 articles d'Eric Rouleau sélectionnés dans le corpus.

<sup>565</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

ce pays comme une superpuissance, protectrice de ses alliés quel que soit leur régime politique et n'hésitant pas, pour atteindre ses objectifs, à utiliser des moyens qui peuvent bafouer la liberté, le droit et la démocratie à l'étranger. Mais il décrit aussi les Etats-Unis, notamment lors de la prise des otages américains à Téhéran, en 1979, comme un pays agressé qui cherche à se défendre. Pour Eric Rouleau, les Etats-Unis ont des relations plutôt bonnes avec l'Europe car ils ont des objectifs clairs et même en étant fermes, ils demeurent à l'écoute de leurs partenaires et alliés. Il trouve à la fin de la période Carter, que l'Amérique est une grande puissance militaire, mais qu'elle ne sait pas répondre à l'agression non conventionnelle d'un petit pays, en l'occurrence l'Iran. Elle est de ce fait inquiète de son affaiblissement relatif et de sa perte de leadership.

Louis Wiznitzer

Né en 1925, d'origine brésilienne, Louis Wiznitzer est un journaliste et un écrivain. Il part vivre à New York dans les années soixante-dix où il est correspondant pour *Le Monde* de 1976 à 1978<sup>566</sup>. Il est correspondant également de plusieurs autres journaux et publications. Il couvre cette période de la guerre froide et ses nombreux conflits et écrit plusieurs ouvrages sur la politique internationale dont *Jimmy Carter ou l'irrésistible ascension* aux éditions Alain Moreau.

Ses articles<sup>567</sup> sont généralement de taille moyenne et situés en début de journal<sup>568</sup>. Louis Wiznitzer décrit l'Amérique de Carter comme une superpuissance protectrice de ses amis, mais aussi comme un pays qui souhaite la paix, en restant neutre et en évitant de s'engager, quitte à ne pas vraiment soutenir ses alliés. Il trouve que les Etats-Unis ont une vie sociale riche, mais que ses hommes politiques sont souvent peu fiables voire manipulateurs. Il remarque aussi que les Américains sont bien davantage impliqués dans la vie politique locale que nationale. Enfin, il écrit que l'armée américaine est moins puissante que ce que l'on croit généralement.

Maurice Delarue

Né en 1919, il devient journaliste à la Libération après avoir été résistant au sein du mouvement Défense de la France. Il entre alors à *France Soir* où il devient chef du service étranger en 1956. Puis il entre au *Monde* en 1972 comme chroniqueur diplomatique. Il y reste jusqu'à sa retraite en 1983. Egalement écrivain, il publie plusieurs ouvrages d'histoire diplomatique.

Dans ses articles<sup>569</sup>, situés dans la première partie du journal, il présente les Etats-Unis comme un pays ami avec des liens forts avec la France et qui assure le leadership de l'Occident<sup>570</sup>. De fait, pour lui, l'Amérique est une superpuissance protectrice des pays occidentaux – elle apporte d'ailleurs un soutien militaire à l'Europe occidentale. Mais elle attend un certain alignement notamment diplomatique de la part de ses protégés. C'est un pays qui, à l'époque de Carter, sait nouer des relations de confiance et s'appuyer sur ses alliés, mais aussi qui connaît une période de flottement dans sa direction ce qui complique les relations avec lui. Pourtant, il décrit les Etats-Unis comme une démocratie avec un chef de l'exécutif, le président, fort. Il présente l'armée américaine comme insuffisamment puissante et fort logiquement, décrit l'Amérique comme un pays qui voit sa puissance reculer et qui

---

<sup>566</sup> « Louis Wiznitzer », *Le Monde*, 13/07/1996.

<sup>567</sup> 3 articles de Louis Wiznitzer sélectionnés dans le corpus.

<sup>568</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>569</sup> 2 articles de Maurice Delarue sélectionnés dans le corpus.

<sup>570</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

cherche comment la renforcer. Du point de vue économique, Maurice Delarue présente une Amérique où l'Etat envisage d'intervenir pour réguler le marché, notamment dans le domaine des prix de l'énergie.

Jacques Michel

Jacques Michel est journaliste au *Monde* et intervient dans la rubrique art entre 1961 et 1986. C'est à ce titre qu'il écrit quelques articles concernant les Etats-Unis<sup>571</sup>. Son approche, dans un journal d'abord tourné vers la politique internationale, est nouvelle à son époque et par conséquent très intéressante. Ses articles sont situés dans la seconde partie du journal, en pages culture. Il présente l'Amérique comme un pays qui fait rêver<sup>572</sup>. C'est pour lui un pays riche, dont le peuple est optimiste, avec un *good will* (une bonne volonté) qui tend parfois à de la naïveté. Il décrit aussi les Etats-Unis comme un pays à l'avant-garde de la création culturelle et qui donne le ton au reste du monde.

Jean Wetz

Né en 1917 en Suisse, Jean Wetz a passé quarante ans au *Monde* comme rédacteur au service étranger. Il a été correspondant en Angleterre, en Belgique, en Inde, en Allemagne, en Pologne, ne revenant guère à Paris. « Il jetait sur les choses de ce monde un regard ironique et sympathique qui faisait le sel de ses correspondances »<sup>573</sup>.

Ses articles<sup>574</sup> traitant des Etats-Unis sont généralement de taille moyenne et situés au début du journal et correspondent à la période Carter. Jean Wetz présente l'Amérique comme un partenaire de la France<sup>575</sup>. C'est une superpuissance protectrice de l'Europe occidentale, qui souhaite la paix et la détente, mais qui est résolue à défendre ses intérêts et ceux de ses alliés. L'Amérique apporte à ce titre un soutien militaire très important à l'Europe occidentale tout en lui demandant de réaliser elle-même un important effort d'armement. C'est aussi, pour Jean Wetz, un pays avec lequel les relations sont difficiles car il défend ses intérêts jusqu'à remettre en question les accords passés. Pourtant, il décrit l'armée américaine comme n'étant pas assez puissante et trouve que les Etats-Unis voient par conséquent leur puissance reculer même s'ils souhaitent réagir.

Ainsi, le rythme d'arrivée de nouveaux journalistes traitant des Etats-Unis dans les colonnes du journal ne faiblit pas dans la seconde moitié des années soixante-dix. « *Le Monde*, au moins sur le papier, a quitté le stade artisanal pour le stade industriel. En réalité, la culture de l'entreprise est restée la même. Ses querelles internes ont la virulence sentimentale des disputes familiales, et son mode de gestion reste celui d'une prospérité qui gomme les erreurs »<sup>576</sup>. Le renouveau des critiques extérieures ne touche pas profondément le journal. Mais l'affaiblissement de l'autorité directoriale, qui a un rapport avec le traitement de l'Amérique, est le symptôme d'un mal profond. Fragile répit, cet affaiblissement ne montre pas sa

---

<sup>571</sup> 2 articles de Jacques Michel sélectionnés dans le corpus.

<sup>572</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>573</sup> Daniel Vernet, « Jean Wetz », *Le Monde*, 04/06/1997.

<sup>574</sup> 2 articles de Jean Wetz sélectionnés dans le corpus.

<sup>575</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>576</sup> Jean Planchais, « Jacques Fauvet, l'homme qui a ouvert *Le Monde* sur la société », *Le Monde*, *op.cit.*

gravité tant que la conjoncture reste bonne. Au même moment en Amérique, des faiblesses apparaissent aussi alors qu'est élu un nouveau président.

## **52 Carter et la superpuissance affaiblie**

Le trente-neuvième président des Etats-Unis hérite d'une superpuissance en voie d'affaiblissement. Non seulement il peine à inverser la tendance, mais parfois, il donne l'impression d'être faible lui-même.

### **Jimmy Carter, le président du déclin**

L'élection de justesse de Jimmy Carter en novembre 1976 à la présidence des Etats-Unis est un peu pour l'Amérique la conclusion d'une époque et l'aboutissement d'un long mouvement commencé sous Johnson avec une triple crise : une crise morale et institutionnelle voire politique, une crise économique et une crise de la politique étrangère c'est-à-dire de la superpuissance militaire américaine.

La crise morale et politique : une crise de confiance

James Earl Carter Jr., qui se fait appeler Jimmy Carter, est élu président des Etats-Unis le 2 novembre 1976 et prend ses fonctions le 20 janvier 1977. Il se représente en 1980, mais n'est pas réélu. Il arrive au pouvoir alors que l'Amérique connaît une crise existentielle, relative toutefois, suite aux années Nixon.

Carter est en quelque sorte l'anti-Nixon. Il est élu sur le slogan : « Je ne vous mentirai jamais. Combien de fois M. Jimmy Carter a-t-il répété cette phrase à des auditoires variés, d'un bout à l'autre des Etats-Unis ? [...] M. Carter a fait de la transparence des hommes publics un des dogmes de sa campagne. On attendra nécessairement de lui qu'il publie chaque année, comme il l'a promis, l'état de sa fortune et de celle de ses principaux collaborateurs. Son attitude vis-à-vis des activités occultes des services de renseignement américains dans le reste du monde, notamment dans les pays du tiers-monde, sera suivie attentivement »<sup>577</sup>. Les Américains veulent vraisemblablement tourner complètement la page Nixon marquée par les mensonges du Président, de ses proches, d'une partie du gouvernement et de l'appareil d'Etat. Gerald Ford, qui n'a pas démérité, est perçu comme continuateur de Nixon. Ce dernier l'a nommé vice-président et lui a transmis ensuite la présidence. De plus, ce qui est probablement le plus grave pour nombre d'Américains, Ford a gracié son prédécesseur qui échappe ainsi à la justice. Jimmy Carter est donc élu pour ramener l'ordre moral au sein du système politique et institutionnel américain. Ses concitoyens sont inquiets pour la démocratie : l'Amérique vit une crise morale et politique profonde. Mais cette crise n'est pas qu'institutionnelle. Elle est celle aussi d'une époque ébranlée par les grands mouvements de jeunesse de la fin des années soixante et par la lutte contre la ségrégation raciale. Ces mouvements ont amené des changements importants dans la société américaine, contribuant à la déstabiliser. Ils remettent en question nombre de valeurs traditionnelles et de nombreux conservatismes, à commencer par la ségrégation. D'ailleurs si Carter est élu sur la valeur de l'honnêteté, il est élu de justesse, avec 50,1% des voix des électeurs, un peu plus chez les grands électeurs. Cela ne peut donc déplaire au *Monde* même s'il demeure méfiant, c'est pour lui une affaire à suivre comme l'écrit Dominique Dhombres.

---

<sup>577</sup> Dominique Dhombres, « Les incertitudes de la vertu ... », *Le Monde*, 04/11/1976.

Cet homme du Sud, issu de l'Etat de la Géorgie, est porté aussi par deux sentiments appelés à se développer par la suite. Le premier est le rejet des politiciens de Washington que ce géorgien ne fréquente guère et dont il se démarque fortement. Le second est la place particulière, très grande, de la religion pour le nouveau président, ce qui n'était pas le cas pour ces prédécesseurs. *Le Monde* raconte que Jimmy Carter s'est présenté au milieu des années soixante à l'élection de gouverneur de son Etat natal et a échoué. « Ulcéré par sa défaite de 1966, il connaît un moment de dépression, d'où le sortira une conversation avec une de ses sœurs, Madame Ruth Stapleton, véritable missionnaire baptiste. Désormais, il sera un chrétien né à nouveau, (*born again*) qui a une relation personnelle avec Jésus Christ. Cette crise intérieure révèle à la fois une certaine fragilité du personnage – inquiétante pour un homme appelé à prendre rapidement des décisions au nom de la première puissance mondiale – et son souci d'approfondir ses valeurs morales et religieuses »<sup>578</sup>. C'est ainsi que Jimmy Carter est le premier président « *born again christian* » du XX<sup>ème</sup> siècle. Toutefois, il appartient à la minorité évangélique progressiste, particulièrement active dans le domaine social, notamment après la déclaration de Chicago de 1973 comme le raconte Mokhtar Ben Barka<sup>579</sup>. Ce renouveau religieux en politique, pour une part venu du Sud, commence à prendre de l'ampleur en Amérique. Il paraît encore anecdotique à l'époque vu d'Europe, et passe alors comme un signe de faiblesse chez Carter, notamment aux yeux du *Monde*.

La crise de la puissance militaire et de la politique étrangère américaine : une crise de leadership

La crise morale et politique n'est pas la seule qui atteigne la superpuissance américaine. Les Etats-Unis viennent de subir un lourd échec au Vietnam. C'est une question de politique étrangère. Non seulement les moyens immenses mis en œuvre par la puissante Amérique n'ont pu venir à bout d'un petit pays, qui plus est sous-développé, mais les Etats-Unis ont dû subir l'humiliation de voir leur allié et protégé sud-vietnamien envahi sans coup férir à peine trois ans après le retrait des troupes américaines, alors que 58 000 soldats américains sont tombés pour rien. Saïgon est tombée le 30 avril 1975, sept mois avant l'élection de Jimmy Carter. De plus, les opérations des services secrets américains, pendant cette période, au Vietnam et en Amérique latine, notamment au Chili, ont montré que le gouvernement américain n'hésite pas à s'éloigner du principe de la démocratie qu'il défend officiellement. En conséquence, l'image de la politique étrangère américaine tant dans l'opinion mondiale que dans l'opinion américaine est profondément atteinte.

Pour les Américains, la promesse de Jimmy Carter de mettre les droits de l'homme au cœur de leur politique étrangère est rassurante pour ce qui concerne leurs services secrets, mais elle n'est d'aucun effet sur la perte de confiance dans leur puissance militaire. Au contraire même, c'est peut-être un problème. Le nouveau président est accusé de naïveté dans un monde qui vit au rythme de la guerre froide et de la lutte acharnée bien que souvent feutrée entre les deux blocs. Il faut cependant reconnaître que sous Carter, l'Amérique cesse de passer pour un agresseur alors que l'URSS s'engage en Afghanistan, où elle apparaît faible. *Le Monde* commente ainsi l'intervention de l'Armée rouge dans cet Etat : « L'U.R.S.S., qui avait nettement accru son influence en Afghanistan à l'issue de la révolution communiste d'avril 1978, vient de franchir une nouvelle et dangereuse étape en

---

<sup>578</sup> Dominique Dhombres, « Les incertitudes de la vertu ... », *op.cit.*

<sup>579</sup> Mokhtar Ben Barka, *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation : la gauche évangélique des origines à l'ère Obama*, Paris, Publisud, 2014, pp. 98-99.

accentuant son engagement militaire dans ce pays. En amenant ouvertement des troupes de combat et des matériels lourds, notamment des blindés, les Soviétiques apportent plus que jamais leur soutien à un régime honni par la population [...]. Forts de leur expérience au Vietnam et s'inquiétant, à juste titre, des conséquences que pourrait avoir l'engagement soviétique dans une région particulièrement instable, les Etats-Unis ont vainement tenté de mettre en garde le Kremlin »<sup>580</sup>. C'est l'éternel dilemme de la politique étrangère américaine : soit les Etats-Unis sont fermes et défendent ardemment leur place, leurs alliés quel que soit leur régime, et leur rôle de puissance dominante, de policier international et on leur reproche leur agressivité, leur manque de scrupules voire leur impérialisme. Soit l'Amérique essaie d'être davantage morale, d'éviter le recours à la force et de ne pas soutenir les dictatures et on l'accuse de faiblesse voire de naïveté dans un monde marqué par la dureté des relations entre les Etats et où il n'y a pas de place pour l'entre-deux, pour la modération. C'est d'ailleurs exactement ce qui a été reproché au *Monde* au temps où il prônait le neutralisme. Pourtant, c'est ce que réclament les militants pacifistes européens, notamment allemands de l'ouest, dont le nombre ne cesse de croître à l'époque.

Finalement plus encore que l'accusation de naïveté, c'est celle de politique brouillonne qui est faite à la politique étrangère de Jimmy Carter comme l'écrit Dominique Dhombres dans *Le Monde* : « La politique étrangère de M. Carter a été en fait parsemée d'hésitations, de zigzags, voire de retournements à 180 degrés. La campagne tous azimuts pour les droits de l'homme, qui avait démarré sur les chapeaux de roues avec la lettre envoyée à M. Sakharov, en février 1977, un mois à peine après la prise de pouvoir de M. Carter, a été mise assez rapidement sous le boisseau. Des accommodements pour des raisons stratégiques dans deux cas particuliers (la Corée du Sud, et l'Iran du Shah) lui avaient fait de toute façon perdre sa valeur universelle. La lutte contre la prolifération nucléaire, prioritaire en 1977, ne l'a plus été à partir de 1978. La brigade de combat soviétique à Cuba, jugée inacceptable pendant l'été 1979, a été en quelque sorte acceptée puisque oubliée [...]. La valse-hésitation de l'année 1978, à propos de la bombe à neutrons, a provoqué la colère du chancelier ouest-allemand M. Helmut Schmidt, et d'une façon générale, l'inquiétude des Alliés, qui ont commencé à faire état de leur doute quant au leadership américain. M. Carter, qui avait vivement critiqué en 1976 M. Kissinger pour son manque de consultations avec ces derniers, s'est comporté exactement comme lui et a provoqué davantage encore de remous et d'arrière-pensées [...]. Le défaut majeur de M. Carter semblait bien être cependant son incapacité à définir des priorités et à s'y tenir, et ce n'est pas là une question d'expérience »<sup>581</sup>.

Il demeure que l'Amérique connaît une baisse de sa puissance militaire relative face à l'Union soviétique. Cette dernière dépasse les Etats-Unis en forces conventionnelles et en forces stratégiques nucléaires. De même, la marine soviétique est en pleine expansion sans cependant dépasser la puissante flotte américaine.

#### La prise d'otages de Téhéran

S'il est un événement qui illustre parfaitement le sentiment de déclin de la puissance américaine à la fin des années quatre-vingt et qui demeure un symbole de la présidence Carter, c'est la prise d'otages de l'ambassade américaine de Téhéran. Un petit pays se permet d'agresser l'Amérique, de l'humilier, en envahissant son ambassade, considérée par toutes les lois internationales, comme territoire

---

<sup>580</sup> « Une étape dangereuse », *Le Monde*, 28/12/1979.

<sup>581</sup> Dominique Dhombres, « Quatre années d'improvisation au nom de la morale », *Le Monde*, 06/11/1980.



américain. Et ce pays n'a même pas de lien avec le bloc de l'Est. Le président Carter réagit maladroitement, fait preuve de faiblesse, finit par ordonner une opération militaire limitée qui tourne court. C'est le fiasco. Aux yeux du monde, l'Amérique est incapable de se faire respecter.

En effet, le 4 novembre 1979, des étudiants iraniens envahissent l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran et prennent en otage une soixantaine d'Américains soutenus par un vaste mouvement populaire attisé par l'Ayatollah Khomeiny : « Pour la première fois depuis l'effondrement de la monarchie, en février, des millions d'Iraniens à travers le pays ont conspué le seul impérialisme américain. L'occupation par des étudiants de l'ambassade des Etats-Unis, la prise en otages de son personnel, ont été saluées avec une belle unanimité comme une mesure salutaire, puisque les deux événements n'ont pu se produire qu'avec l'assentiment et l'encouragement des partisans de l'imam Khomeiny. Il est vrai aussi que la vague d'antiaméricanisme qui déferle sur l'Iran ces toutes dernières semaines reflète la colère d'un peuple à l'égard de la puissance qui a offert l'hospitalité à un homme honni : l'ancien Shah. [...] On ne peut non plus sous-estimer la haine nourrie par les Iraniens à l'égard du gouvernement américain. Personne n'oublie ici que c'est par un coup d'Etat fomenté par la C.I.A. que l'ancien Shah avait été rétabli sur le trône en 1953 [...]. Yankee go home ! Mort à Carter et à son invité ! L'ennemi, c'est l'Amérique !, scandaient les manifestants, qui, par centaines de milliers, déferlaient par vagues successives dans les artères de Téhéran »<sup>582</sup>.

Alors que l'emprise de l'Ayatollah Khomeiny sur l'Iran devient complète, la prise d'otage devient clairement une affaire d'Etat et non plus un simple débordement étudiant. Face à cette agression, quelles qu'en soient les raisons, la réponse de l'Amérique et de son président paraît faible. *Le Monde* le reflète parfaitement et son commentaire est non seulement cru, mais aussi cruel et sans pitié pour Jimmy Carter : « Le regard du président des Etats-Unis faisait [...] penser, dimanche soir, à celui du chien battu. Ce n'était pas de la colère, et pas davantage de la vivacité qui en émanait, mais une innocence éperdue, une douceur navrée [...]. Il faut beaucoup d'audace à des gens qui ont donné tant de preuves, comme Khomeiny, de leur acharnement ou, comme les Soviétiques, de leur froid réalisme pour accabler cet homme visiblement dépassé par les événements, sous les accusations de chantage, de cynisme ou de cruauté [...]. Il ne faut pas se le dissimuler : les Etats-Unis et avec eux leurs alliés abordent cette épreuve de force en position de faiblesse. La personnalité falote de l'Hamlet de la Maison Blanche, ses hésitations, ses contradictions et ses palinodies reflètent l'état d'un empire qui ne s'est pas encore remis du Vietnam et du Watergate, qui, pour enrayer la chute du dollar et l'inflation galopante, a dû se résigner, en année électorale, ce qui n'est pas courant, à une bonne récession, et qui se trouve, sur le plan des armements conventionnels et plus encore des effectifs, dans une situation de nette infériorité par rapport à l'U.R.S.S. Céder à Téhéran est impossible. Quels que soient les crimes du Shah, les Etats-Unis perdraient définitivement la face, ils videraient le droit international de tout son contenu s'ils s'inclinaient devant une prise d'otages. Mais faire céder Téhéran est presque aussi impossible [...]. Quant aux sanctions militaires dont M. Carter a agité à plusieurs reprises la menace dans son interview télévisée, leur maniement est d'un usage extrêmement délicat. D'abord, il y a fort à parier que, au premier coup de fusil tiré par un marine, les otages seraient abattus, ce qui voudrait dire que l'opération aurait manqué son but [...]. On comprend que, dans ces conditions, le président Carter y regarde à deux fois avant de donner le feu vert à ses

---

<sup>582</sup> Eric Rouleau, « L'occupation de l'ambassade américaine semble être dirigée contre M. Bazargan accusé de complaisances à l'égard des Etats-Unis », *Le Monde*, 06/11/1979.

escadres et à ses commandos [...]. Ce n'est pas, tant s'en faut, la première fois qu'il donne l'impression de battre en retraite avant d'avoir engagé la bataille »<sup>583</sup>.

Finalement, ultime humiliation pour Jimmy Carter, les otages sont libérés le 20 janvier 1980, alors que Ronald Reagan est investi président des Etats-Unis. A cette occasion, *Le Monde* rend compte largement de toutes les étapes de la libération et des différentes réactions de par le monde comme en Amérique : « Les sentiments à l'égard de M. Carter étaient partagés : certains exprimaient l'opinion que, s'il avait été réélu, les otages n'auraient peut-être pas été libérés de sitôt, mais beaucoup de ceux mêmes qui avaient formulé les critiques les plus acerbes contre la façon dont l'ancien président avait fait face à l'affaire des otages ne pouvaient dissimuler une sorte de sentiment de pitié pour un homme dont la sincérité n'a jamais été plus évidente qu'en ce dernier jour de son mandat »<sup>584</sup>.

Cette affaire extérieure marque le mandat de Jimmy Carter et ses difficultés. La situation intérieure, en particulier économique, ne paraît pas bien meilleure sous sa présidence.

### La crise de la puissance économique américaine

Depuis le début des années soixante-dix, les Etats-Unis connaissent une instabilité économique avec des difficultés globalement persistantes, mais qui varient. Elles ont donc commencé avant l'investiture de Carter. Elles sont perçues alors comme une crise rampante, fluctuante, mais qu'il faut cependant relativiser. Ses trois ingrédients sont l'atonie de la croissance, le chômage et l'inflation. La croissance est nulle ou à peine négative en 1974, 1975 et 1980. Mais elle dépasse 5% par an de 1976 à 1978. Le chômage atteint 8,5% de la population active, son maximum en 1975, il diminue ensuite puis remonte légèrement à 7,1% en 1980. L'inflation monte à 11% en 1974, descend jusqu'à 5,8% en 1976 puis remonte progressivement pour atteindre 13,5% en 1980<sup>585</sup>. C'est là le plus mauvais résultat économique du mandat.

Evidemment, le double choc pétrolier de 1974 puis de 1979 vient aggraver une situation déjà peu brillante du temps de Nixon et de Ford. Mais l'action de l'administration Carter n'apporte aucune amélioration à la situation générale : « Le passif est lourd [de la politique économique de Jimmy Carter :] énergie, poussée de l'inflation, partie pour atteindre un taux record de 15 %, chute de la croissance, qui ne dépasserait pas 1,50 % en 1979, ralentissement spectaculaire de la vente des voitures et de la construction, queues aux pompes à essence, chômage qui frappe 5,8 % de la population »<sup>586</sup>.

Ce qui est le plus flagrant sous la mandature Carter, alors que l'économie américaine traverse des remous, c'est l'impression d'un moindre dynamisme des Etats-Unis par rapport à la Communauté Economique Européenne et au Japon : « Les milieux américains sont aujourd'hui obnubilés par les indices de productivité. Sans doute reste-t-elle encore, aux Etats-Unis, la meilleure du monde. Mais elle est en passe d'être rattrapée par celle du Japon et de l'Allemagne fédérale. Durant les années 50 et 60, notre productivité augmentait en moyenne de 2,5 à 3 % par an, explique-t-on à la Maison Blanche ; depuis, ce taux est tombé à 1 % et même pratiquement à zéro ces deux dernières années. Dans le même temps, le Japon, la R.F.A. et la France gardaient un taux de croissance de la productivité supérieur à 4 %. D'autres indices, plus inquiétants pour l'avenir, sont également plus significatifs

<sup>583</sup> André Fontaine, « M. Carter et l'Iran », *Le Monde*, 17/04/1980.

<sup>584</sup> Nicole Bernheim, « En attendant le retour du bien aimé », *Le Monde*, 22/01/1980.

<sup>585</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 556.

<sup>586</sup> André Fontaine, « Les faux grands et les autres », *Le Monde*, 18/06/1979.

pour l'homme de la rue. Au début des années 60 l'industrie américaine contrôlait plus de 20 % des exportations mondiales de l'automobile et 96 % de son marché intérieur. Aujourd'hui, les pourcentages sont tombés respectivement à 14 % et à moins de 75 %. Le même phénomène se retrouve dans la plupart des autres branches industrielles. Dans les matières plastiques, la part des exportations américaines dans le commerce mondial est revenue de 28 % à 13 %, dans le matériel ferroviaire de 35 % à 11 %, dans les produits pharmaceutiques de 28 % à 17 %, etc »<sup>587</sup>.

Ainsi, la domination économique que l'Amérique exerçait sur le reste du monde au lendemain de la seconde guerre mondiale et l'avance considérable qu'elle avait alors, se sont estompées peu à peu alors que les anciens pays industrialisés d'Europe et d'Asie, principales « victimes » de la guerre, ont achevé leur relèvement et viennent concurrencer l'Amérique. « Le produit national brut des Etats-Unis représentait 34 % du total mondial en 1950 ; il n'est plus que de 25 % aujourd'hui, et leur part dans la production industrielle de la planète est tombée de deux tiers à un tiers. L'Amérique disposait il y a trente ans de la moitié des réserves monétaires du monde, elle n'en a plus aujourd'hui que 7 %. Ses dépenses militaires, qui avoisinaient la moitié du total mondial en 1950, en représentent un quart aujourd'hui. Ces chiffres, cités par une récente étude de Foreign Policy, expliquent, beaucoup plus que les spéculations sur le caractère incertain de M. Carter, les fondements de ce qu'il est convenu d'appeler le déclin de l'influence des Etats-Unis dans le monde »<sup>588</sup>.

Cependant, cette baisse de la domination économique américaine et les difficultés économiques rencontrées par les Etats-Unis sous Carter, ne sont ni profondes ni durables. L'Amérique reste, et de loin, en 1980, la première puissance économique et technologique mondiale et connaît même quelques succès.

### **Des réussites dont une période de paix malgré tout**

Si Jimmy Carter n'a pas toujours fait preuve du leadership que l'on pouvait attendre de la part d'un président des Etats-Unis, il n'a pas pour autant démerité et ménagé ses efforts notamment pour la paix dans le monde.

Israël et l'Egypte demeurent en 1977 en état de guerre, malgré le cessez-le-feu qui met un terme à la guerre du Kippour d'octobre 1973. Les discussions en vue d'une paix n'avancent pas lorsque le président égyptien Sadate décide d'entreprendre un voyage en Israël. L'implication du président Carter dans les négociations entre les deux belligérants est alors très grande. Il invite les deux parties à Camp David, résidence de villégiature du président des Etats-Unis. Il se démène et n'hésite pas à intervenir personnellement : « Dans la forme, la décision de M. Carter de se rendre en personne au Proche-Orient est spectaculaire. Le président américain joue, comme l'a dit M. Khalil, tous ses atouts sur la réussite de cette mission [...]. Le président a donc pris des risques considérables, supérieurs même à ceux qu'impliquait la rencontre de Camp David »<sup>589</sup>. Son investissement personnel, sa manière de faire et sa personnalité permettent à Jimmy Carter d'obtenir là sa réussite la plus marquante en politique étrangère. Elle se traduit par la signature du traité de paix israélo-égyptien sous les auspices des Etats-Unis et le mérite personnel de Jimmy Carter est grand dans ce succès comme le rappelle Dominique Dhombres : « En politique étrangère, le principal succès de M. Carter a

---

<sup>587</sup> Jean-Michel Quatrepoint et Xavier Weeger, « Un outil de production inadapté », *Le Monde*, 31/10/1980.

<sup>588</sup> Michel Tatu, « Déclin ou repli », *Le Monde*, 04/11/1980.

<sup>589</sup> Michel Tatu, « Un effort de première grandeur », *Le Monde*, 07/03/1979.

été la signature, le 26 mars 1979, à Washington, du traité de paix israélo-égyptien, rendu possible par les accords de Camp David de septembre 1978. Les convictions religieuses du président ont été cette fois un atout, dans une négociation où les éléments irrationnels ne manquaient pas, et où la diplomatie traditionnelle, illustrée par d'honnêtes courtiers tels que M. Vance, se révélait insuffisante. L'intervention personnelle, et en quelque sorte émotionnelle de M. Carter a été ici déterminante »<sup>590</sup>.

Ce dernier connaît un autre succès avec le rétablissement complet des relations diplomatiques avec la Chine à compter du premier janvier 1979, sous l'inspiration de son conseiller, Zbigniew Brzezinski. Les Etats-Unis ouvrent un partenariat prometteur, sans pour autant abandonner Taïwan, et rétablissent leur situation en Asie du Sud-est. Une visite de Deng Xiaoping<sup>591</sup> aux Etats-Unis vient marquer cette nouvelle relation : « Dans le large éventail des relations de la Chine avec le monde extérieur, les relations avec les Etats-Unis occupent une place à nulle autre comparable [...]. Le *Quotidien du Peuple* a peut-être un peu enjolivé la réalité, en affirmant, le mois dernier, à l'occasion de la normalisation des relations diplomatiques entre Pékin et Washington, que les peuples chinois et américain ont toujours entretenu des relations amicales. Il n'y a pas si longtemps, après tout, qu'un bon million de Pékinois se rassemblaient sur la place Tiananmen pour dénoncer les crimes de l'impérialisme américain au Vietnam. Oublié tout cela ? Disons plutôt que ces souvenirs apparaissent aujourd'hui comme un fâcheux malentendu, passager d'ailleurs, et qui ne pouvait être dû, comme la guerre de Corée n'est-ce pas, qu'aux erreurs de jugement de dirigeants momentanément égarés [...]. Et surtout, il y a une fascination de l'Amérique. Elle ne date pas seulement d'hier : Sun Yatsen s'était plusieurs fois rendu aux Etats-Unis, avant la révolution de 1911. Cette fascination est aujourd'hui multipliée par les consignes de modernisation, les promesses d'une vie meilleure obtenue grâce à l'importation de technologies étrangères. L'écho de la propagande actuelle est profond dans l'opinion, au moins urbaine [...]. Non seulement la Chine estime avoir beaucoup à apprendre de l'Amérique, mais, en échange de l'affection certaine qu'elle lui porte, elle en attend une aide à la mesure de ses besoins [...]. Sur ce fond de tableau, le voyage de M. Deng prend les proportions d'une épopée historique dans laquelle toutes les ambitions sont permises »<sup>592</sup>.

L'administration Carter réussit aussi à mener à bien ce qu'il convient d'appeler la décolonisation du territoire de la Zone du canal de Panama. Les Etats-Unis signent ainsi avec le Panama, le 7 septembre 1977 le double traité Torrijos-Carter, qui accorde à ce pays la souveraineté sur la totalité du territoire et du canal en lui-même, moyennant un transfert progressif jusqu'en 1999. En rendant au Panama ce territoire qui le coupe en deux, les Etats-Unis réalisent un geste très apprécié dans la région et par *Le Monde*, quoiqu'il leur en coûte tant le canal est pour eux une voie de communication navale stratégique : « La sincérité avec laquelle M. Carter a décrit l'engagement des Etats-Unis à faire en sorte que : la correction, non la force, soit au cœur de nos relations avec tous les pays du monde, semble avoir impressionné ses interlocuteurs. Les invités du président ont accepté de faire un geste de nature à rehausser la valeur de leur présence en signant une déclaration par laquelle ils disent leur profonde satisfaction pour la conclusion du traité et voient dans cet acte

---

<sup>590</sup> Dominique Dhombres, « Quatre années d'improvisation au nom de la morale », *Le Monde, op.cit.*

<sup>591</sup> Dirigeant de la République populaire de Chine de 1978 à 1992

<sup>592</sup> Alain Jacob, « Le voyage de Deng Xiaoping aux Etats-Unis », *Le Monde*, 29/01/1979.

un pas important dans la voie du renforcement des relations entre les nations de l'hémisphère occidental »<sup>593</sup>.

Le mandat de Jimmy Carter est marqué par quelques autres succès diplomatiques, de moindre ampleur, mais non négligeables. Ainsi, rappelle Michel Tatu, le président a « achevé les négociations commerciales multilatérales, encouragé au Zimbabwe un règlement pacifique tenant les Soviétiques à distance, enfin signé avec ces derniers un accord SALT 2 jugé en gros équilibré par tous les experts non partisans »<sup>594</sup>. Enfin, Carter, sur le thème des droits de l'homme, soutient les dissidents soviétiques, il écrit notamment le 22 février 1977 à l'académicien Andreï Sakharov. Le président américain réussit ainsi à rétablir une meilleure image des Etats-Unis tandis que l'URSS voit la sienne se détériorer à mesure qu'elle réprime les dissidents et alors qu'elle s'engage en Afghanistan.

De même, la crise économique masque le début du rebond industriel américain, qui se construit autour de l'innovation, des technologies, des universités et de leurs laboratoires, dans quelques lieux appelés à connaître une grande renommée comme la route 128 à Boston en lien avec l'université de Harvard et le Massachusetts Institute of Technology ou la Silicon Valley en Californie, en lien avec l'université de Stanford. « Les prix Nobel en physique, en chimie et en médecine s'accumulent [...]. Du produit national brut, 2,3% sont consacrés à la recherche, soit pour l'année 1980 plus de 60 milliards de dollars. Les universités travaillent en étroite collaboration avec les entreprises [...]. L'économie américaine en crise ? Tout au plus en mutation avec un repliement momentané qui cédera la place à la reprise peu après le départ des affaires de Jimmy Carter »<sup>595</sup>. En attendant, la France essaie de copier le succès le modèle américain, notamment en informatique à Grenoble sous le regard du *Monde* : « La capitale du Dauphiné sera-t-elle à la France ce que la célèbre Silicon Valley de Californie a été aux Etats-Unis ? »<sup>596</sup>

Sous son mandat, Jimmy Carter nomme Arthur Hartman ambassadeur à Paris et il le reste jusqu'à l'élection de Ronald Reagan. « Diplomate de carrière, il est depuis 1973 assistant secrétaire d'Etat pour les affaires européennes. Il a accompagné M. Kissinger au cours de nombreuses missions en Europe »<sup>597</sup>. Mais le nouvel ambassadeur n'a plus l'importance qu'ont eu nombre de ses prédécesseurs. *Le Monde* se contente de signaler la présentation de ses lettres de créance le 8 juillet 1977<sup>598</sup> puis n'en parle plus.

Après son départ de la Maison Blanche, Jimmy Carter crée en 1982 la Fondation Carter avec laquelle il intervient comme médiateur dans de nombreux conflits, en Bosnie, en Corée, à Haïti notamment. Il participe aussi à la promotion de la démocratie et soutient le développement dans de nombreux pays du tiers-monde, au service de diverses causes caritatives. C'est ainsi que le magazine *Time* le distingue en 1989 comme le meilleur ex-président des Etats-Unis puisqu'il reçoit en 2002 le prix Nobel de la paix : « Le prix Nobel de la Paix 2002 a été attribué à l'ancien président américain Jimmy Carter pour ses efforts infatigables en faveur d'une résolution pacifique des conflits internationaux, de la démocratie, des droits de l'homme et du développement économique et social, a annoncé vendredi le comité

---

<sup>593</sup> Michel Tatu, « M. Carter réaffirme le droit des Etats-Unis à faire respecter la neutralité du canal », *Le Monde*, 09/09/1977.

<sup>594</sup> Michel Tatu, « Déclin ou repli », *Le Monde*, 04/11/1980.

<sup>595</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, p. 565.

<sup>596</sup> Jean-Michel Quatrepoint, « Grenoble est en train de devenir la capitale des circuits intégrés Dans la vallée de l'électronique », *Le Monde*, 24/01/1979.

<sup>597</sup> « M. Arthur Hartman serait nommé ambassadeur des Etats-Unis à Paris », *Le Monde*, 26/04/1977.

<sup>598</sup> « M.Hartman présente ses lettres de créance », *Le Monde*, 08/07/1977.

Nobel norvégien. Le comité a récompensé l'ancien président américain, qui a occupé la Maison Blanche de 1977 à 1981, notamment pour son rôle décisif dans les accords de Camp David entre Israël et l'Egypte »<sup>599</sup>. Finalement, l'image de Jimmy Carter, dans *Le Monde* comme ailleurs, n'a jamais été aussi bonne que depuis qu'il a quitté la présidence des Etats-Unis.

Malgré ces différents succès, il semble que Jimmy Carter mène les Etats-Unis sur la voie du déclin. Mais ce n'est qu'un mal passager qui peut aussi être considéré comme une période de transition de tout un pays qui veut oublier les excès du Vietnam et de la CIA des dix années précédentes, alors que son économie est en pleine transformation.

### **53 Un sentiment de déclin**

L'époque de Carter est particulière pour les Etats-Unis dans *Le Monde* où l'on trouve tous les ingrédients de ce qui constitue un affaiblissement de la puissance américaine que d'aucuns traduisent par déclin.

#### **La couverture des Etats-Unis de Jimmy Carter par *Le Monde***

Sous la présidence Carter, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* diminue par rapport à la mandature précédente, avec une proportion d'articles traitant des Etats-Unis inférieure de près de 10% à la moyenne<sup>600</sup>. Cette période ne dure que quatre ans puisque Jimmy Carter ne fait qu'un seul mandat et n'a pas de successeur de son parti. Mais l'intérêt du *Monde* pour les Etats-Unis qui avait été fort pendant toute la guerre du Vietnam, était déjà retombé sous Gerald Ford. Il remonte d'ailleurs en 1980 avec l'affaire des otages américains de Téhéran que *Le Monde* suit assidument.

La pagination reste stable sur la période. L'imprimerie de Saint Denis mise en place en 1970 permet d'atteindre régulièrement une quarantaine de pages. Les articles concernant les Etats-Unis sont situés pour les six dixièmes d'entre eux dans les quatre premières pages, ce qui donne une indication quant à l'importance qui leur est accordée.

En revanche, les articles d'opinion et les éditoriaux concernant les Etats-Unis se font rares sous Carter. Cela confirme que Jacques Fauvet, qui est en tant que directeur responsable des éditoriaux, s'intéresse beaucoup moins à l'international en général et à l'Amérique en particulier que son prédécesseur. La proportion de brèves atteint par contre plus d'un quart des articles. Il y a donc un peu moins de commentaires, d'analyses, peut-être moins de temps consacré, mais toujours beaucoup d'informations sur les Etats-Unis.

Accompagnant ce phénomène, la longueur moyenne des articles traitant des Etats-Unis baisse légèrement. Cependant, le nombre d'articles longs, avec un peu moins du tiers de l'ensemble, demeure important.

Donc la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* sous Carter est en baisse légère par rapport à la période précédente, mais elle demeure significative.

---

<sup>599</sup> « Le prix Nobel de la paix décerné à Jimmy Carter », *Le Monde*, 11/10/2002.

<sup>600</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

## Un allié qui fait moins de bruit, moins parler de lui

Sous le président Carter, la politique américaine étant moins interventionniste, elle appelle moins de réactions de la part du *Monde* que lors de la décennie précédente.

Une question récurrente : l'amitié avec les Etats-Unis

Le regard du *Monde* sur la question de l'amitié des Etats-Unis pour la France et l'Europe voire l'Occident varie selon les journalistes et dans le temps, au long de l'histoire du journal. Il décline tous les stades de l'amitié jusqu'à l'indifférence et à l'inimitié. Mais *Le Monde* ne va jamais jusqu'à présenter l'Amérique comme une ennemie. C'est un fait important. Et ce n'est pas tout. Dans les huit dixièmes des articles traitant de la question de l'amitié des Etats-Unis pour la France, *Le Monde* présente l'Amérique comme un pays ami. Les articles restants se partagent entre indifférence et inimitié<sup>601</sup>.

Ces sentiments racontent l'histoire et le quotidien de la relation entre les Etats-Unis et la France au gré des rédacteurs. En effet, *Le Monde* ne raconte pas que l'histoire du sentiment qui relie l'Amérique et la France, il raconte aussi le lien entre les journalistes eux-mêmes et les Etats-Unis, ainsi que leur lecture de la politique américaine, même si un journaliste est d'abord français ou américain avant d'être journaliste.

Plusieurs raisons expliquent cette amitié entre la France et les Etats-Unis. Il se trouve que la France est l'une des rares grandes et vieilles nations avec laquelle les Etats-Unis n'ont jamais été en guerre, tout du moins officiellement. L'amitié entre les deux pays est ancienne puisqu'elle date de la création des Etats-Unis à laquelle la France contribue de manière décisive, sous l'impulsion du Marquis de La Fayette. De même, le corps expéditionnaire français, commandé par le Comte de Rochambeau prend une part éminente à la victoire de Yorktown qui mène à la capitulation britannique. La guerre d'indépendance américaine est donc gagnée grâce à l'aide de la France. Voilà un bon début pour les relations entre les deux pays. Si l'histoire ancienne des Etats-Unis est indissociable, pour le meilleur, de la France, de même, l'histoire récente de la France est elle aussi indissociable pour le meilleur aussi, des Etats-Unis. L'Amérique contribue à la victoire sur l'Allemagne à la fin de la première guerre mondiale et plus encore, l'armée américaine, associée à l'armée anglaise, libère la France et lui permet de retrouver sa place à l'issue de la seconde guerre mondiale. « La France vit toujours en [Eisenhower] l'ami qui la délivra de l'envahisseur » écrit *Le Monde*<sup>602</sup>. Depuis, les Etats-Unis protègent l'Hexagone dans le cadre de l'alliance atlantique. La France et l'Amérique ont chacune une dette envers l'autre et celle de la France n'est pas la moindre.

Au-delà de l'histoire, de nombreuses valeurs communes animent les deux pays. La République française, née de la Révolution, est la descendante des Lumières. De même, les pères fondateurs des Etats-Unis sont tous instruits et nombre d'entre eux sont francophones, francophiles et inspirés par les idées des Lumières. La révolution américaine a lieu un peu avant la révolution française. La déclaration d'indépendance américaine date du 4 juillet 1776. La déclaration des droits de l'homme et du citoyen date du 26 août 1789, le *Bill of rights*, la déclaration des droits américaine sous forme de recueil d'amendements, est adoptée par la Chambre des représentants au même moment (le 21 août 1789) et prend effet le 15

---

<sup>601</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>602</sup> Maurice Ferro, « Un charmeur habile au compromis, mais qui parfois sait frapper », *Le Monde*, 06/11/1952.

décembre 1791. La naissance des deux républiques est donc presque concomitante avec une petite antériorité pour l'américaine. Elles sont l'une et l'autre fondées sur les valeurs issues des droits de l'homme, liberté, égalité, souveraineté du peuple, etc. Comme le dit Natalie Nougayrède : « Les Européens ont beaucoup plus en commun avec les valeurs américaines qu'avec celles de la Chine ou de n'importe quel autre grand pays »<sup>603</sup>.

Ces valeurs communes sont renforcées par une fascination réciproque. Il y a une fascination américaine pour la culture et la civilisation classique, gréco-latine, judéo-chrétienne, française aussi. Il y a de même une fascination française, pour la culture et la civilisation américaine.

*Le Monde* rappelle régulièrement l'ancienneté de l'amitié franco-américaine et la profondeur des liens qui unissent les deux pays. Mais des disputes, des oppositions, des divergences viennent régulièrement mettre à l'épreuve la solidité de ces liens. Les disputes et les malentendus entre les deux pays, rappellent que le lien est bien vivant et non seulement théorique. Ils concernent tout aussi bien les gouvernements entre eux que les deux opinions publiques ou les journalistes. Ces disputes et malentendus proviennent autant des différences entre les uns et les autres que des incompréhensions, méconnaissances, clichés et stéréotypes qui sont nombreux des deux côtés de l'Atlantique. Patrice de Beer explique : « Il y a une incompréhension entre Français et Américains. On ne se connaît pas »<sup>604</sup>.

S'il n'y a pas de conflit ouvert, de guerre entre les deux pays, il y a cependant des divergences et des oppositions. Les deux républiques se veulent chacune le modèle à suivre pour toutes les autres. La patrie des droits de l'homme, pays de LA Révolution, dispute son mérite avec la république modèle (*model republic*) à la destinée manifeste (*manifest destiny*). La France qui, à l'image de Cyrano de Bergerac, aime à s'exprimer et entend bien conserver sa liberté de jugement, a du mal à accepter la diminution relative de sa puissance et à reconnaître le leadership de la puissante Amérique dont elle sait pourtant ne pas pouvoir se passer. Patrice Higonnet explique dans *Le Monde* : « En 1940, Paul Reynaud adressait de Notre Dame un dernier appel à Franklin Roosevelt : sans l'aide de l'Amérique, la France s'effondrerait. Et de fait, elle s'effondra. Mais aujourd'hui, ce que craignent les Européens plus que tout autre chose serait, tout au contraire, l'ingérence de l'hyperpuissance américaine dans leur continent »<sup>605</sup>. Les Etats-Unis, au faite de leur immense puissance, ne comprennent pas non plus qu'un de leurs protégés se permette tant de libertés. Quant aux sentiments, ils ont nécessairement une place limitée face à des politiques ou des raisons d'Etat fondées sur les rapports de force et sur les intérêts réciproques, qui ne peuvent pas toujours converger.

Les articles *du Monde* traitant de la question de l'amitié des Etats-Unis pour la France sont regroupés en cinq catégories : amitié profonde, simple, relative, indifférence et inimitié. Les trois premières catégories sont d'égale importance, soit un peu plus d'un quart des articles chacune. La quatrième, indifférence, et la cinquième, inimitié, représente un peu moins d'un dixième des articles chacune. *Le Monde* présente donc l'Amérique comme amie de la France et aussi de l'Europe très nettement. Et c'est un sentiment constant. Les sentiments d'indifférence et d'inimitié demeurent faibles tout au long de l'histoire du journal. Dans la période où ce sentiment d'amitié est le plus mis à l'épreuve, sous le mandat de George W. Bush, l'indifférence et surtout l'inimitié rassemblent à elles deux près d'un tiers des articles. Le sentiment d'amitié regroupe donc les deux tiers restants : l'analyse du contenu montre qu'à aucun moment de son histoire, quelles que soient les circonstances, *Le*

---

<sup>603</sup> Entretien avec Natalie Nougayrède le 17/05/2015.

<sup>604</sup> Entretien avec Patrice de Beer le 17/04/2015.

<sup>605</sup> Patrice Higonnet, « Un divorce inévitable ? », *Le Monde*, 03/11/2004.



*Monde* ne se départit du sentiment d'amitié avec l'Amérique. Gilles Van Kote explique : « L'histoire est ambivalente. Mais au final, nous sommes malgré tout amis et même très proches »<sup>606</sup>. Evidemment, les nuances de ce sentiment sont nombreuses, riches et dignes d'intérêt.

#### La relation entre la France et les Etats-Unis sous Carter

Sous Carter, *Le Monde* semble se rapprocher plus étroitement de l'Amérique dont il a eu tendance à s'éloigner un peu sous Nixon notamment. Ainsi, les articles présentant de l'indifférence pour l'Amérique passent d'un peu plus du cinquième à un peu plus du dixième des articles concernés<sup>607</sup>. Les autres articles, c'est-à-dire près des neuf dixièmes, décrivent les Etats-Unis comme un pays ami, avec différentes nuances. Ainsi, un peu moins d'un article sur cinq décrit l'Amérique comme un ami profond. C'est un pays avec lequel la France a une vieille amitié et des liens solides. Près d'un tiers des articles présentent simplement l'Amérique comme un ami, un pays ami de la France et des pays du monde libre. Quatre dixièmes des articles décrivent les Etats-Unis comme un ami relatif. C'est un pays allié, qui assume le leadership du monde libre. Reste un dernier dixième des articles qui montre de l'indifférence pour l'Amérique, la considérant comme un simple partenaire ou alors prenant acte du pragmatisme des Etats-Unis.

Dans son commentaire de la politique étrangère américaine sous Carter, *Le Monde* intègre la nouvelle approche plus orientée vers les droits de l'homme du président américain comparé à ses deux prédécesseurs. Ainsi, près de 13% des articles concernés présentent les Etats-Unis comme protecteurs par principe, que ce soit de la paix, de la liberté, de la démocratie ou tout simplement des droits de l'homme<sup>608</sup>. Cette dimension était absente sous Nixon et Ford. Ainsi, *Le Monde* indique qu'à l'Unesco, « les Etats-Unis, par la voix de leur représentant permanent, M. John Reinhardt, ambassadeur, ont répété le 3 novembre [1978] qu'ils étaient hostiles à toute résolution instituant un contrôle de l'Etat sur la presse, mais ils ont reconnu qu'il y avait un déséquilibre entre les riches et les pauvres de l'information. Ils ont annoncé leur intention de remédier à ce déséquilibre en aidant les pays en voie de développement à accéder aux télécommunications par satellites »<sup>609</sup>. *Le Monde* présente aussi l'Amérique comme la protectrice de l'Europe occidentale dans le cadre de son alliance avec elle. Plus largement, les Etats-Unis sont décrits par *Le Monde*, dans plus de la moitié des articles concernés, comme une superpuissance dont la politique étrangère est fondée sur la préservation de ses intérêts, au-delà des principes et des amitiés. Parfois, mais c'est moins fréquent que sous Nixon, l'Amérique est encore décrite comme une superpuissance protectrice de ses alliés, quel que soit leur régime politique, et qui attend un certain alignement notamment diplomatique de leur part. Les Etats-Unis, ce qui est nouveau, sont aussi présentés comme un pays agressé et qui réagit légitimement. Il s'agit ici de l'affaire des otages de Téhéran. L'Amérique est donc globalement décrite comme une superpuissance qui veut la paix, la détente, tout en contrecarrant les velléités de ses adversaires. Quelques articles regrettent que ce pays qui souhaite manifestement la paix, hésite à s'affirmer, reste neutre, manque même parfois de soutenir ses alliés. C'est un phénomène propre à la période Carter à qui *Le Monde* reproche – il n'est pas le seul – son manque de fermeté ou son manque d'engagement. Restent enfin quelques

---

<sup>606</sup> Entretien avec Gilles Van Kote le 11/03/2015.

<sup>607</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>608</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>609</sup> « Unesco, Le groupe de réflexion va tenter de sortir de l'impasse les discussions sur l'information », *Le Monde*, 09/11/1978.

articles, qui reprochent aux Etats-Unis, de ne pas hésiter à utiliser, pour atteindre leurs objectifs, des moyens qui peuvent bafouer la liberté et le droit à l'étranger. Ils sont écrits sous Carter, mais ils se rapportent à ses prédécesseurs.

Les relations entre les Etats-Unis et la France dans les années 1977-1980, sont décrites par *Le Monde* comme bonnes voire très bonnes dans plus de 80% des articles concernés<sup>610</sup>. C'est pour le journal un pays qui sait ce qu'il veut, qui est ferme tout en restant à l'écoute. Les relations sont parfois compliquées du fait des différences d'appréciation, mais sont préservées. *Le Monde* note aussi que le pays connaît une période de flottement dans sa direction ce qui complique les relations avec lui. Ainsi *Le Monde* écrit au lendemain de la défaite de Carter à l'élection présidentielle de 1980 : « Que pense-t-on à Paris de l'élection de M. Reagan ? En simplifiant jusqu'à la caricature, la réponse est claire : M. Reagan entend restaurer la direction américaine, le fameux *leadership*, sur l'alliance atlantique, l'Europe, le monde [...]. On décèle une satisfaction discrète à Paris. On espère que le scrutin du 4 novembre mettra fin à une période de flottement »<sup>611</sup>.

Ainsi, sous Carter, *Le Monde* présente l'Amérique plus proche de la France que sous Nixon et Ford. Le journal apprécie la politique plus sensible aux droits de l'homme du président américain, mais il en voit aussi les limites d'autant que finalement, la politique étrangère américaine ne change que marginalement. De même, les relations entre les Etats-Unis et la France, sous Carter, sont bonnes sans être faciles pour autant. Elles ne sont en tout cas pas perturbées par les affaires de solidarité ou de concurrence économique quasi absentes en ces années.

### **Un pays qui aide ponctuellement, qui sait parfois se montrer généreux**

Les questions de l'aide américaine et des relations économiques avec les Etats-Unis ne sont qu'effleurées par *Le Monde* entre 1977 et 1980<sup>612</sup>.

Moins d'un article sur vingt, traitant des Etats-Unis, évoque les relations économiques de l'Amérique avec le reste du monde, c'est dire que le sujet est très secondaire<sup>613</sup>. L'aide économique américaine est évoquée. Ainsi, « les Etats-Unis ont accordé à la Pologne un crédit de 500 millions de dollars pour l'achat de produits agricoles [...]. Elle avait bénéficié d'une aide analogue en 1977 »<sup>614</sup>. *Le Monde* rappelle de même l'attachement des Etats-Unis au libre échange et aussi la puissance des grands groupes américains qui se développent dans le monde entier, fréquemment aux dépens des entreprises locales.

La question de la générosité des Etats-Unis est à peine plus abordée que les relations économiques pendant les années Carter<sup>615</sup>. Les articles concernés présentent l'Amérique comme une nation généreuse mais de façon mesurée. *Le Monde* rapporte ainsi que : « Le Bureau International du Travail a annoncé que le ministère américain du travail lui avait offert une somme de 250 000 dollars afin d'encourager les activités dans les domaines des échanges internationaux d'informations sur les risques professionnels »<sup>616</sup>. Paradoxalement, c'est dans le domaine militaire que *Le Monde* fait le plus état de l'aide américaine, en soulignant

---

<sup>610</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>611</sup> Maurice Delarue, « Paris espère la fin d'une période de flottement », *Le Monde*, 06/11/1980.

<sup>612</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>613</sup> *Ibid.*

<sup>614</sup> « Les Etats-Unis prêtent 500 millions de dollars à la Pologne pour l'achat de produits agricoles », *Le Monde*, 07/11/1979.

<sup>615</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>616</sup> Isabelle Vichniac, « Les Etats-Unis versent 250 000 dollars au B.I.T. pour lutter contre les risques professionnels », *Le Monde*, 08/11/1978.

dans la moitié des cas qu'elle est conditionnée à un effort d'armement de la part des pays qui la reçoivent. Un dixième des articles traitant des Etats-Unis sous Carter sont concernés, ce qui n'est pas négligeable. Cependant, ils datent tous de 1980, ce qui signifie que le sujet est surtout évoqué lors de la campagne des élections présidentielles américaines.

Il n'en reste pas moins que sous Carter, ces détails mis à part, les questions de l'aide américaine et des relations économiques avec les Etats-Unis n'intéressent que très modérément *Le Monde*, surtout comparées à la question de la richesse et du développement du pays.

### **Un pays toujours riche, mais dont l'économie est fragilisée**

En effet, l'économie des Etats-Unis de 1977 à 1980 est largement commentée par le journal, elle est évoquée par près d'un tiers des articles traitant de l'Amérique, une proportion jamais atteinte auparavant<sup>617</sup>. Cela montre que *Le Monde* élargit peu à peu son regard sur l'étranger. La situation économique des Etats-Unis n'est guère brillante dans ces années, et la situation va en se détériorant. Avec le recul, on s'aperçoit que la crise n'est pas très grave, profonde et durable. Mais à l'époque, la situation est ressentie autrement et le journal le traduit bien. Les deux tiers des articles concernés sont négatifs et même davantage encore en fin de période, en 1980. 20% des articles sont partagés et 15% des articles positifs. *Le Monde* présente ainsi une Amérique en crise économique, avec un chômage important et une inflation élevée. Jacques Fauvet dresse le parallèle en 1980 entre la France et les Etats-Unis : « Le chômage et l'inflation ont été fatals au président Carter. Le seront-ils à M. Giscard d'Estaing ? A l'heure où nombre d'ouvriers américains, victimes de la crise économique, abandonnaient le candidat démocrate, le premier ministre français prophétisait que les années à venir seraient les plus dures de l'après-guerre »<sup>618</sup>. *Le Monde* explique la politique économique de Jimmy Carter qui n'hésite pas à faire intervenir l'Etat, notamment dans le domaine de l'énergie, pour freiner la hausse des prix. Mais comme la crise semble la plus importante en 1980, années où fort logiquement les commentaires du *Monde* sur les difficultés de l'économie américaine sont les plus nombreux, les critiques républicaines faites au président apparaissent nettement aussi dans les colonnes du journal. Elles reprochent en particulier une fiscalité trop élevée et des contraintes fédérales qui entravent le dynamisme économique.

Une autre indication de la moindre profondeur de la crise économique qui touche l'Amérique est la perception de la richesse du pays par *Le Monde*. Le journal n'aborde pas beaucoup le sujet, à peine un vingtième des articles traitant des Etats-Unis sous Carter l'évoquent<sup>619</sup>. Mais tous sans exception présentent l'Amérique comme un pays riche.

De même, la question des technologies est à peine évoquée par les articles traitant de l'Amérique sous Carter<sup>620</sup>. Cependant, lorsque c'est le cas, c'est pour présenter un pays à la pointe de l'innovation. Pour *Le Monde*, les Etats-Unis « conservent encore dans la plupart des domaines de l'avenir une supériorité absolue »<sup>621</sup>.

La question de l'éducation aux Etats-Unis dans les années 1977-1980 n'intéresse semble-t-il pas davantage le journal, les articles la concernant faisant

---

<sup>617</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>618</sup> Jacques Fauvet, « Parallèles », *Le Monde*, 06/11/1980.

<sup>619</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>620</sup> *Ibid.*

<sup>621</sup> Jacqueline Grapin, « Aux premières loges », *Le Monde*, 05/11/1980.

figure d'exception<sup>622</sup>, mais plutôt positive encore une fois : « M. Carter a annoncé la nomination de Mme Hufstedler comme secrétaire à l'éducation, portefeuille récemment créé. Mme Hufstedler [...] va ainsi diriger un ministère de 17 000 employés disposant d'un budget annuel de 14,2 milliards de dollars »<sup>623</sup>.

Bien que la situation générale des Etats-Unis demeure très solide, l'économie semble connaître sous Carter et particulièrement à la fin de son mandat, de sérieuses difficultés. *Le Monde* les suit attentivement, bien davantage que les questions sociales.

### Des mœurs parfois surprenantes vu de l'autre côté de l'Atlantique

La vie sociale et syndicale n'est guère évoquée dans *Le Monde* sous Jimmy Carter<sup>624</sup>.

L'égalité sociale et le progrès social le sont davantage, par près de 15% des articles du journal traitant des Etats-Unis de 1977 à 1980<sup>625</sup>. C'est deux fois moins que lors de la période précédente, sous Nixon et Ford. Soixante pour cent de ces articles, concentrés sur la fin de la période, décrivent un pays plutôt conservateur et plutôt libéral économiquement. La politique économique de Carter à la fin de son mandat est fondée sur la rigueur et la lutte contre l'inflation, elle est dure socialement. L'année 1980 mise à part, les articles présentant un pays plutôt progressiste qui connaît un progrès social ou une justice sociale sont très majoritaires. Ils décrivent un pays dans lequel beaucoup est fait, pour le progrès social et pour combattre les discriminations et dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien. Le gouvernement en particulier s'en soucie fortement. Ainsi, *Le Monde* rapporte que « M. Jody Powel, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré que le président Carter était préoccupé par la renaissance du Ku-Klux-Klan »<sup>626</sup>.

Les mœurs des Américains sous Carter intéressent toujours le journal, près de 12% des articles traitant des Etats-Unis à cette période abordent le sujet<sup>627</sup>. Mais c'est 2,3 fois moins que sous Nixon et Ford. Cela s'explique par le fait que les grands mouvements de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix sont maintenant intégrés aux Etats-Unis comme en France d'ailleurs. La plus grande part des articles concernés (63%) décrivent un pays dont les habitants ont des mœurs modernes, mais marquées, exagérées voire binaires. Constante dans le regard du *Monde* sur les Etats-Unis, le journal décrit toujours un pays marqué par les questions communautaires ou raciales. *Le Monde* présente ainsi l'élection du nouveau maire de New York : « M. Koch, cent cinquième maire de New York, qui succèdera à M. Abraham Beame, était le candidat des électeurs juifs et des minorités ethniques, M. Cuomo [son adversaire] étant soutenu par les catholiques et les classes moyennes »<sup>628</sup>. Il y a cependant aussi des articles qui décrivent les mœurs des Américains comme avancées, ouvertes ou apaisées. Mais ils sont moins nombreux (25%).

L'image culturelle et sportive demeure peu abordée par *Le Monde*. Elle est évoquée par moins de 6% des articles traitant des Etats-Unis dans le journal<sup>629</sup>. C'est dans la continuité des périodes précédentes. Et les articles du *Monde* sont plutôt positifs à cet égard. Ils décrivent, pour les trois quarts, un pays avec une vie

<sup>622</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>623</sup> « A travers le monde », *Le Monde*, 08/11/1979.

<sup>624</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>625</sup> *Ibid.*

<sup>626</sup> « M. Carter est préoccupé par la renaissance du Ku Kux Klan », *Le Monde*, 07/11/1979.

<sup>627</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>628</sup> « M.Edward Koch a été élu maire de New York », *Le Monde*, 10/11/1977.

<sup>629</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

culturelle significative. C'est un pays à l'avant-garde de la création culturelle et qui donne le ton au reste du monde. *Le Monde* dresse ainsi le portrait d'une vedette du Rock'n roll : « J'ai été bercé dans mon enfance par le rock'n roll, dit Eddy Money [...]. Le rock était partout dans la ville, et à la maison, la radio était toujours allumée, quand je partais à l'école, quand je revenais, tout le temps. En fait, mes parents ne prisait pas beaucoup le rock, mais moi, je suis devenu un drogué de cette musique [...]. J'aimais la musique d'Elvis Presley, de Chuck Berry. J'ai commencé à chanter dans une chorale a capella à Brooklyn et puis j'ai fait partie d'un groupe rock à douze ans »<sup>630</sup>. De même, le journal publie lors de la mort de Charlie Chaplin une belle et longue nécrologie écrite par François Truffaut montrant bien sûr l'importance de cet immense acteur « considéré comme le plus grand mime »<sup>631</sup> d'un cinéma longtemps muet, mais aussi la réussite d'Hollywood devenue la capitale mondiale du septième art. Cependant, il arrive que *Le Monde* reproche à l'Amérique le caractère dominant et envahissant de sa culture. Ces reproches ne sont alors pas très fréquents.

La question de l'environnement et du climat aux Etats-Unis n'est pas du tout évoquée par *Le Monde* de 1977 à 1980. Ce n'est pas encore une préoccupation majeure pour le journal, pour son service international et le sujet n'est pas encore sensible aux Etats-Unis, et ne l'a guère été avant.

Il en est de même pour la religion, dans la continuité des années précédentes. Pourtant, la personnalité du président Carter marque une vraie rupture sur le sujet, tant la religion a de l'importance pour lui. *Le Monde* s'en est rendu compte dans sa présentation du président, évoquant son caractère baptiste évangélique. Mais le journal s'en tient là et ne note pas encore d'évolution dans la place que prend la religion dans la société ou dans la vie politique américaine.

*Le Monde* a donc un regard plutôt positif sur la société américaine. Mais il est encore souvent surpris, étonné voire choqué par certaines de ses mœurs qu'il ne comprend pas. En effet, il demeure des différences importantes entre la société française ou européenne et la société américaine. C'est le cas aussi pour la démocratie.

### **Une démocratie compliquée**

La police et la justice aux Etats-Unis ne sont guère évoquées par *Le Monde* de 1977 à 1980. C'est un changement important par rapport à la période précédente. Il est vrai que les troubles tant sociaux, notamment avec les jeunes, ainsi que raciaux ont été particulièrement nombreux sous Nixon et Ford. Ce n'est plus le cas sous Carter alors que le journal ne rapporte plus de sentiment d'insécurité en Amérique.

L'image du modèle politique américain est bien-sûr toujours largement évoquée dans *Le Monde* sous Carter. Elle est plutôt positive, présentant une démocratie qui fonctionne bien dans la majorité des cas. Le journal présente amplement le fonctionnement du système américain avec un président puissant face à un parlement qui ne l'est pas moins. Michel Tatu revient sur la puissance en expansion du Congrès des Etats-Unis dans une série à l'occasion des élections de 1978 : Le Congrès avec ses annexes est devenu « une ville de près de vingt mille âmes dont la croissance constante depuis vingt ans donne le vertige à ses propres habitants [...]. Cet alourdissement de l'appareil et de la production du plus grand Parlement du monde reflète à la fois la vie publique aux Etats-Unis et l'intrusion du législatif dans le travail de l'exécutif à la suite de la guerre du Vietnam et du scandale du Watergate. L'Etat n'est plus seulement le régulateur tatillon des activités, le premier employeur du pays et le bienfaiteur supposé du citoyen, il est aussi le champ

---

<sup>630</sup> Claude Fléouter, « Autoportrait d'Eddy Money en poète », *Le Monde*, 09/11/1978.

<sup>631</sup> François Truffaut, « Un homme comme les autres », *Le Monde*, 22/12/1977.

clos de pouvoirs jaloux, rivalisant d'ardeur pour dénoncer les turpitudes de l'autre et l'enfermer dans un cadre de plus en plus contraignant. A ce jeu du contrôleur et du contrôlé, c'est le premier qui gagne »<sup>632</sup>. Le journal présente non seulement le fonctionnement du système politique américain à son sommet, mais explique aussi plus largement les différents aspects de la démocratie américaine comme l'habitude des référendums nombreux et variés lors des élections générales. On entrevoit l'émergence d'une préoccupation nouvelle des Américains pour les questions environnementales même si elle ne ressort pas encore ailleurs dans le journal : « Dans un certain nombre d'Etats comme en Californie, les électeurs devaient, en même temps qu'ils désignaient les élus, se prononcer sur les questions les plus diverses [...]. Dans le Nebraska, les électeurs devaient se prononcer sur la nécessité d'imposer une consigne de 5 cents sur tous les contenants de boissons. En Alaska, les habitants devaient dire s'il fallait interdire les bouteilles et récipients jetables. Les habitants du Montana devaient se prononcer sur une mesure visant à imposer des restrictions sévères pour la construction de centrales nucléaires et qui, en fait, auraient empêché toute installation »<sup>633</sup>. Mais en ces années Carter, de nombreux articles – un peu plus d'un tiers des articles concernés – présentent les limites de la démocratie américaine sans toutefois contester sa réalité. Cela va de la vie politique qui est largement monopolisée par les deux grands partis au renouvellement de toute la haute administration à chaque élection présidentielle en passant par le poids des lobbies dans la démocratie américaine. Michel Tatu explique ainsi ce phénomène typiquement américain que sont les lobbies et la place de plus en plus importante qu'ils prennent au Congrès : « Selon le magazine Time, on compterait actuellement quinze mille lobbyistes professionnels à Washington [...]. L'omnipotence tant célébrée du Congrès a donc ses limites [...]. Sur le plan du lobbyisme et du financement de la vie politique, la réforme qui consisterait à séparer nettement la chose publique des intérêts privés reste à faire »<sup>634</sup>.

La démocratie américaine paraît ainsi compliquée et *Le Monde* prend le temps de l'expliquer longuement à ses lecteurs, avec un ton beaucoup plus positif que lorsqu'il évoque la puissance des Etats-Unis sous Carter.

### **Puissance et confiance en déclin**

Les années qui suivent le Watergate sont pénibles pour les Etats-Unis. La fin de la guerre du Vietnam ressemble beaucoup à une défaite et la guerre froide se poursuit plus que jamais. L'Amérique a l'impression que sa puissance, notamment militaire recule. Elle se prend à douter.

Une question récurrente : la puissance de l'armée américaine

La rubrique défense existe depuis l'origine du journal de la rue des Italiens. A la création du *Monde*, son titulaire est Edmond Delage, un ancien du *Temps*. Celui-ci est membre de l'Académie de marine et rédacteur en chef de la *Revue de défense nationale*. Hubert Beuve-Méry lui adjoint dès le 1<sup>er</sup> novembre 1944 Jean Planchais en lui disant : « Vous êtes sergent-chef : vous verrez les choses avec un œil neuf »<sup>635</sup>. Ce dernier devient par la suite le spécialiste des questions militaires du *Monde*, et malgré les nombreuses fonctions qu'il occupe au cours de sa longue

---

<sup>632</sup> Michel Tatu, « Une puissance en expansion : le Congrès des Etats-Unis – I. Le monstre », *Le Monde*, 06/11/1978.

<sup>633</sup> « Des référendums sur les sujets les plus variés », *Le Monde*, 09/11/1978.

<sup>634</sup> Michel Tatu, « Une puissance en expansion : le Congrès des Etats-Unis – II. Les lobbies », *Le Monde*, 06/11/1978.

<sup>635</sup> Jean Planchais, *Un homme du Monde*, *op.cit.*, p. 241.

carrière, il le demeure jusqu'à sa retraite quarante-deux ans plus tard. *Le Monde* accorde ainsi depuis son origine, une place significative à la couverture des questions de défense. A ce titre, il suit aussi de près l'armée américaine. D'ailleurs, Jean Planchais connaît les relations avec l'armée américaine pour avoir été un temps officier de liaison auprès d'une unité américaine lors de la Libération. Près de 10% des articles du journal traitant des Etats-Unis abordent le sujet de l'armée des américaine<sup>636</sup>. Nathalie Guibert, qui suit les questions de défense au *Monde* depuis 2009, explique : « *Le Monde* couvre largement les questions de défense. Ce sont des questions stratégiques. Il y a beaucoup d'intérêt pour ma rubrique. [...De plus,] l'armée américaine et l'actualité militaire américaine constituent dans le domaine de la défense, l'une des actualités que je suis le plus »<sup>637</sup>. *Le Monde* accorde ainsi une large couverture à l'armée américaine.

Les deux armées, française et américaine ont de nombreux liens. A l'évidence, en décembre 1944, la défense nationale est indissociable de l'armée américaine. Elle le demeure ensuite dans une large mesure, avec la guerre froide et le réarmement qui commencent dès 1947 et que *Le Monde* suit de près<sup>638</sup>. Le journal soutient le réarmement français et américain, malgré la tentation neutraliste. Avec la création de l'OTAN en 1949, l'armée française se retrouve sous commandement intégré américain puisque c'est toujours un américain qui est commandant en chef de l'OTAN. De même, l'armée des Etats-Unis crée à partir de 1948 de nombreuses bases en France, qui comptent à leur maximum près de cent-mille militaires et civils américains. Le pays sort un temps du commandement intégré, en 1966 sous l'impulsion du général de Gaulle, et les bases américaines dans l'Hexagone ferment. La France reste cependant membre de l'alliance atlantique. Et elle réintègre le commandement intégré de l'OTAN en 2009 sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy. De même, il y a de nombreuses coopérations entre les deux armées et les militaires des deux pays. Elles ne sont pas automatiquement affectées semble-t-il par les relations diplomatiques et politiques variables et parfois conflictuelles entre les deux pays. Les relations entre militaires ont même eu tendance à se renforcer cette dernière décennie. Nathalie Guibert, observe que « quels que soient les aléas de la relation politique entre les deux pays, les relations entre militaires sont fortes, étroites, constantes voire progressent encore [...]. Aujourd'hui en 2015, d'une façon générale, la relation opérationnelle entre militaires français et américains est très étroite, quotidienne. Elle a beaucoup progressé depuis l'Afghanistan. Il s'est créé dans ce dernier pays une relation d'extrême confiance, notamment sur le renseignement. Il y a eu démonstration aux yeux des Américains que la France était un allié fiable et cette confiance s'est consolidée [...]. Au Mali, la relation est très étroite : il y a convergence d'intérêts. Les Américains sont contents que la France fasse le job. La présence américaine est très légère. Les Américains soutiennent la France et lui ont même ouvert un droit de tirage pour la lutte contre Al Qaeda au Sahel. Les Américains ont mis des avions de transport stratégique sous commandement français [...]. De plus, pour l'entraînement des forces, les Français travaillent d'abord avec les Américains. Tous les pilotes reçoivent une formation aux Etats-Unis, les équipages des navires se fréquentent, les chefs militaires se connaissent et sont amis »<sup>639</sup>. *Le Monde* n'est d'ailleurs pas en reste de cette coopération. Nathalie Guibert explique qu'« elle a été ponctuellement avec des militaires américains. Les relations sont souvent informelles. Elle croise souvent des militaires américains [...].

---

<sup>636</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>637</sup> Entretien avec Nathalie Guibert, correspondante défense au *Monde*, le 12/05/2015.

<sup>638</sup> Loïc Laroche, *Le réarmement de la France de 1947 à 1954 vu par le journal Le Monde*, *op.cit.*

<sup>639</sup> Entretien avec Nathalie Guibert, *op.cit.*

Elle a participé à des échanges organisés par l'ambassade, le Pentagone voire l'OTAN sans parler des think tanks »<sup>640</sup>. Comme elle, et depuis Jean Planchais, les responsables successifs de la rubrique défense du *Monde* sont régulièrement en lien, de façon informelle toutefois, avec l'armée des Etats-Unis. Cela conforte la large couverture de l'armée américaine par *Le Monde*.

*Le Monde* décrit à ses lecteurs la puissance de l'armée des Etats-Unis, qui est l'une des principales raisons pour lesquelles ce pays est qualifié de superpuissance. Les deux tiers des articles du journal concernant l'armée américaine la présentent comme très puissante avec force détails<sup>641</sup>. Ils montrent aussi l'ampleur du budget et de l'effort militaire des Etats-Unis, même s'ils varient avec des périodes de stabilité et des périodes de fort développement. Comme l'explique *Le Monde* : « Le secrétaire d'Etat et le secrétaire à la défense [des Etats-Unis] ont au fond le même objectif : garantir l'équilibre mondial par la suprématie américaine »<sup>642</sup>. Il n'y a plus de comparaison possible avec l'armée française. La flotte et l'aviation américaines demeurent inégalées depuis la création du journal. Et depuis la disparition de l'URSS, la puissance de l'armée américaine est même sans égale dans tous les domaines. Elle n'a plus aucun rival à ce jour sur la planète. Elle est épaulée par un complexe militaro-industriel sans commune mesure nulle part ailleurs. *Le Monde* rapporte les mots de Bill Clinton à cet égard à peine élu : « Cette élection est un vigoureux appel à notre pays pour qu'il affronte les défis de la fin de la guerre froide [...], pour faire face à des problèmes si longtemps négligés, depuis le sida jusqu'à l'environnement et à la conversion de notre économie de géant militaire »<sup>643</sup>. Les Etats-Unis ont aussi une immense avance dans les technologies militaires. Comme l'explique Philippe Bernard du *Monde* : l'armée américaine est « très puissante ainsi que ses agences dont la NSA, parfois même donc trop puissante »<sup>644</sup>. En effet, la puissance apparente de l'armée américaine est relayée pour des actions militaires non officielles (*covert actions*) par des services ou agences spécialisés comme la CIA (Central Intelligence Agency), rattachée au président ou la NSA (National Security Agency), rattachée au ministère de la défense. Comme l'explique Raphaël Ramos, « en créant la CIA en 1947 et la NSA en 1952, le président Harry S. Truman posa les fondations d'une communauté du renseignement qui ne cesserait de se développer à la faveur de la Guerre froide et au-delà »<sup>645</sup>. Ces agences sont devenues progressivement d'une puissance sans égale. *Le Monde* explique que lors de sa nomination à la tête de la CIA en 1975 : « M. Bush a déclaré que l'organisme dont il allait prendre la tête est d'une importance fondamentale et doit être solide et fort dans le monde troublé dans lequel nous vivons »<sup>646</sup>. Les Etats-Unis apparaissent ainsi depuis 1944, comme une immense puissance militaire dans toutes ses dimensions.

Mais l'armée américaine connaît aussi des périodes de relatif déclin, que *Le Monde* ne manque pas d'évoquer non plus. Ainsi, près d'un tiers des articles du journal concernant l'armée américaine la présente comme insuffisamment puissante ou inadaptée<sup>647</sup>. Dans le domaine de l'arme nucléaire, la puissance américaine sans concurrence à la Libération, est petit à petit rattrapée par l'Union Soviétique qui la

---

<sup>640</sup> *Ibid.*

<sup>641</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>642</sup> Alain Clément, « M. Schlesinger : un brillant sujet », *Le Monde*, 05/11/1975.

<sup>643</sup> « Premier discours du président élu : un nouveau départ », *Le Monde*, 05/11/1992.

<sup>644</sup> Entretien avec Philippe Bernard, le 19/12/2013.

<sup>645</sup> Raphaël Ramos, *L'administration Truman et l'émergence d'une communauté du renseignement aux États-Unis (1945-1953)*, Thèse de doctorat, Université Paul Valéry - Montpellier III, 2016.

<sup>646</sup> « M. Bush : un protégé de l'ancien président Nixon », *Le Monde*, 05/11/1975.

<sup>647</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



dépasse dans les années soixante-dix. Les Etats-Unis ne retrouvent une situation d'égalité avec l'URSS que sous Reagan suite à un immense effort et au succès des accords de limitation des armements nucléaires. Puis l'Amérique retrouve sa situation de première puissance nucléaire mondiale à la chute de l'Union Soviétique. Dans le domaine terrestre, l'armée américaine voit sa puissance reculer considérablement dès la fin de la seconde guerre mondiale, du fait de la démobilisation massive et rapide des troupes. Les efforts de réarmements massifs consentis par les Etats-Unis à partir de 1947 pendant la guerre froide ne leur permettent que de diminuer leur retard, sans jamais parvenir à égaler l'Armée rouge. Ce n'est, encore une fois, qu'à la chute de l'URSS que l'US Army devient la plus puissante armée de terre du monde, grâce notamment à sa domination technologique. Cependant numériquement, l'armée chinoise est plus importante qu'elle. L'armée américaine a donc une puissance qui varie dans le temps. De plus, les Etats-Unis ont connu l'absence de victoire, ce qui peut être vu comme une forme d'échec voire de défaite, dans au moins trois conflits significatifs depuis 1944 dans lesquels l'US Army s'est directement engagée : en Corée, au Vietnam, en Irak. Ainsi, *Le Monde* rapporte le 5 novembre 1969 : « M. Nixon, qui a révélé un échange de correspondance infructueux avec le président Hô Chi Minh en juillet dernier, s'est surtout adressé à son opinion intérieure, la mettant en garde contre le risque d'une première défaite militaire des Etats-Unis et de leur humiliation »<sup>648</sup>. Et l'engagement de l'armée américaine dans le conflit afghan, sans doute particulier, n'est guère plus efficace qu'en Irak. D'ailleurs, la proportion d'articles du *Monde* sur l'armée américaine la jugeant insuffisamment puissante varie dans le temps et est très forte lors de ces conflits. Elle est même majoritaire sous George W. Bush, c'est-à-dire pendant le conflit irakien<sup>649</sup>.

Si la puissance de l'armée américaine a toujours été très grande depuis 1944, elle a connu des variations. Elle est devenue sans égale depuis la chute de l'URSS. Cependant la puissance de l'armée américaine n'est pas sans limite : il serait inexact de dire que rien ne lui résiste, bien au contraire, et *Le Monde* est là pour en témoigner ! Cette perte de puissance, bien que relative, affecte la confiance des Américains dans leur pays.

#### Carter et le déclin de la puissance militaire et de la confiance de l'Amérique

L'image de l'armée américaine dans les années 1977-1980 est évoquée par près de 18% des articles concernant les Etats-Unis ce qui est le double de la période Nixon-Ford<sup>650</sup>. La raison de ce surcroît d'intérêt n'est pas à rechercher dans un renforcement de la puissance de l'US Army, mais au contraire dans son amoindrissement relatif. Il inquiète tout à la fois les Américains et leurs alliés. D'ailleurs, pour la première fois depuis 1944, il y a autant d'article dans *Le Monde* présentant l'armée américaine insuffisamment puissante que le contraire. En effet, le journal constate que l'armée américaine a toujours une puissance non négligeable, et maintient un effort d'armement significatif. Cependant, il note que la puissance militaire des Etats-Unis est inférieure à celle de l'Union Soviétique au point que *Le Monde* s'interroge sur les capacités de l'Amérique à assurer la sécurité de ses alliés : « Chacun a l'impression, de l'autre côté de l'Atlantique, que si les Etats-Unis, pour la première fois de leur histoire, commencent à être vulnérables économiquement et militairement, ils restent fondamentalement forts, dans le premier domaine comme

<sup>648</sup> Alain Jacob, « Le discours de M. Nixon sur le Vietnam – Le président fait état d'un calendrier secret pour le retrait des troupes américaines », *Le Monde*, 05/11/1969.

<sup>649</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>650</sup> *Ibid.*

dans le second. Ce qui est en question, ce n'est pas la capacité de l'Amérique à se défendre, c'est sa capacité de défendre le monde libre »<sup>651</sup>. Enfin, l'armée américaine se montre incapable de faire face au défi que représente l'Iran lors de la prise en otage de ses diplomates à Téhéran et de l'échec l'opération commando de l'US Army, tentative de libération des otages par la force.

Derrière ce déclin relatif de la puissance militaire des Etats-Unis, c'est toute l'Amérique qui semble connaître une perte de confiance. *Le Monde* évoque la question de la confiance ou de l'inquiétude des Américains dans leur pays dans près d'un tiers des articles traitant des Etats-Unis dans les années 1977-1980<sup>652</sup>. C'est le double de la moyenne de 1944 à nos jours. Le sujet correspond donc à une préoccupation particulièrement importante sous Jimmy Carter. Mais chose plus surprenante encore, pour la première fois depuis 1944, il y a dans cette période beaucoup plus d'articles jugeant les Américains inquiets (82%) que confiants. *Le Monde* juge que les Etats-Unis sont un pays en voie d'affaiblissement et qui perd peu à peu son leadership, même s'il souhaite déjà se renforcer. Au point que, rapporte le journal, lors de sa campagne, « M. Reagan a dit qu'un élément essentiel de son programme était le rétablissement de la confiance »<sup>653</sup>. Et le recul américain en politique étrangère est complété par le sentiment de recul économique attisé par la crise.

L'Amérique de Jimmy Carter connaît ainsi un sentiment de déclin qu'observe *Le Monde*. Mais ce sentiment n'est pas très profond et reste finalement tout relatif, (et passager) témoignant davantage d'un président faible et hésitant alors que les Etats-Unis conservent un immense réservoir de puissance.

Ainsi *Le Monde* traverse une crise de légitimité à la fin des années soixante-dix. Elle affecte son traitement de l'international et de l'Amérique de Jimmy Carter au moment où la faiblesse des Etats-Unis inquiète davantage que leur puissance. Cette dernière n'est cependant pas si diminuée qu'il n'y paraît et élit un nouveau président qui a comme slogan « l'Amérique est de retour ».

---

<sup>651</sup> Jacqueline Grapin, « Aux premières loges », *Le Monde*, 05/11/1980.

<sup>652</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>653</sup> Paul Fabra, « La stratégie pour la croissance du futur chef de l'Etat », *Le Monde*, 06/11/1980.

## Chapitre 6 : 1981-1988 (Ronald Reagan)

### *America is back*



Ronald Reagan et François Mitterrand, au bicentenaire de la bataille de Yorktown, aux Etats-Unis, le 19/10/1981

Lorsque commence la décennie 80, *Le Monde* aborde une succession directoriale longue et difficile alors que s'achève le long règne de Jacques Fauvet, premier successeur et héritier d'Hubert Beuve-Méry. La puissance américaine vient de vivre elle aussi un moment de faiblesse, mais qui semble davantage passager. Le journal peut-il survivre à cette grave crise de succession qui le divise en particulier sur sa ligne éditoriale concernant l'Amérique alors que cette dernière retrouve toute sa puissance ? Nous nous intéresserons dans ce chapitre aux temps difficiles que traverse *Le Monde*, puis nous verrons comment le journal présente la présidence de Ronald Reagan et le retour de l'Amérique.

## **61 Temps difficiles au Monde**

Au début des années quatre-vingt, *Le Monde* vit un délicat passage de témoin alors que sa situation économique est tendue.

### **Difficile succession et dissensions sur l'Amérique**

Jacques Fauvet arrive au terme de son mandat prolongé. La recherche et la désignation de son successeur entraînent un long et douloureux combat fratricide, lors duquel le regard sur l'Amérique est l'une des principales lignes de partage entre les candidats pour ne pas dire les camps, qui s'affrontent.

La vraie fausse élection de Claude Julien, chef de file des journalistes défavorables à l'Amérique (1981-1982)

Le mandat de Jacques Fauvet se termine le 31 décembre 1982. Un successeur doit donc être trouvé. La société des rédacteurs doit désigner un candidat qui doit ensuite être validé par le conseil d'administration. Une grande consultation des rédacteurs assortie d'une campagne des candidats est lancée fin novembre 1979. Quatre candidats émergent alors. Tous sont issus du service étranger. Les deux premiers sont Claude Julien et son disciple, Jacques Decornoy, tous deux tenants de la tendance tiers-mondiste défavorable aux Etats-Unis et à leur politique étrangère au sein du journal. Les deux autres sont André Fontaine et Jacques Amalric, tous deux tenants de la tendance anti-communiste plutôt favorable aux Etats-Unis. Les deux tendances cohabitent au sein du journal depuis sa création, et ont pris de l'ampleur depuis le départ d'Hubert Beuve-Méry qui n'est plus là pour faire la synthèse. D'ailleurs toutes deux se disent ses héritières tout en apportant leurs nuances. Jacques Amalric raconte : « Au début, il y avait au *Monde* un neutralisme dur. Les Etats-Unis valaient l'URSS, même si déjà, il y avait des avis différents. Hubert Beuve-Méry était allé trop loin avec le neutralisme, il me l'a dit par la suite »<sup>654</sup>. De son côté, Ignacio Ramonet explique que Claude Julien s'inscrivait, concernant l'Amérique, « dans le même esprit qu'Hubert Beuve-Méry. De plus, il connaissait très bien les Etats-Unis où il avait étudié et avait résumé sa conception dans un livre : *L'Empire américain* »<sup>655</sup>. Et Bernard Cassen ajoute qu'« Hubert Beuve-Méry maintenait une distance critique vis-à-vis des Etats-Unis. Cela a changé, peu sous Jacques Fauvet, beaucoup ensuite [...]. Claude Julien était plus proche de

---

<sup>654</sup> Entretien avec Jacques Amalric, *op. cit.*

<sup>655</sup> Entretien avec Ignacio Ramonet, ancien directeur de la rédaction et président du *Monde Diplomatique*, le 30/05/2015.

la ligne de Beuve-Méry, très différente de celle d'André Fontaine et Jacques Amalric »<sup>656</sup>.

Les quatre candidats se présentent les 23 et 24 février 1980 devant l'Assemblée Générale de la société des rédacteurs. André Fontaine et Jacques Decornoy, distancés doivent se retirer. L'heure du premier n'est pas encore arrivée alors que Jacques Fauvet, qui soutient plutôt Claude Julien, ne souhaite pas voir aboutir sa candidature. Le second est logiquement dépassé par son mentor. Ils se retirent alors tous les deux au second tour. Claude Julien l'emporte alors avec 358 parts face à Jacques Amalric avec 342 parts. L'écart entre les deux est minime. Une si petite différence tient parfois à peu de choses. Comme l'explique Robert Solé, « le vote eut lieu aussi sur des questions personnelles. Claude Julien parlait bien, était clair. C'était beaucoup moins le cas de Jacques Amalric qui était un mauvais rhéteur »<sup>657</sup>. Cela ne suffit d'ailleurs pas pour assurer l'élection car il faut remporter plus de 60% des suffrages des rédacteurs pour pouvoir être investi par les associés de la SARL Le Monde. Il faut alors attendre le septième tour, le désistement de Jacques Amalric remplacé par Alain Jacob pour aboutir et c'est seulement le 1<sup>er</sup> juin que Claude Julien est effectivement élu à la direction du *Monde*.

Mais le processus de désignation ne se termine pas là car le règlement de la société des rédacteurs prévoit qu'il faut recueillir au moins 60% des voix pour être désigné. Après maints rebondissements dont le retrait de Jacques Amalric, Claude Julien finit par franchir la barre des 60% le 1<sup>er</sup> juin 1980. Claude Julien est ensuite nommé gérant de la SARL le 7 avril 1981. Patrick Eveno résume : « Au total, l'élection de Claude Julien, candidat de la Société des rédacteurs du *Monde* à l'investiture des associés de la SARL, a nécessité sept tours de scrutin, et la rédaction sort déchirée de ce marathon électoral »<sup>658</sup>. Sans doute n'est-ce pas l'unique objet de friction, mais il apparaît clairement que le journal s'est largement divisé autour du positionnement des journalistes face aux Etats-Unis et à leur politique. Claude Julien l'emporte donc difficilement et lentement mais la lutte a été vive et ne s'arrête pas là. Jacques Thibau raconte : « Insensiblement, ses adversaires changèrent de tactique ; ils ne se placèrent plus sur le plan politique. Les attaques personnelles, les fuites de correspondances et de documents internes en direction des feuilles à scandale se multiplièrent »<sup>659</sup>. Au même moment, la gestion du journal est d'autant plus délicate que la situation économique n'est pas bonne<sup>660</sup>. Claude Julien est nommé le 7 avril 1981 gérant de la SARL par son conseil d'administration. Il doit accompagner Jacques Fauvet jusqu'au terme de son mandat en principe au 31 décembre 1982, puis le remplacer.

Quatre mois après, ce dernier invite Jacques Amalric à changer de fonction, lui proposant de choisir entre deux postes. Cela implique accessoirement que celui-ci abandonne son poste éminemment stratégique, à ce moment là, de chef du service étranger. Devant le refus d'Amalric, Fauvet lui annonce qu'il se sépare de lui par voie de conséquence. Cependant, le motif invoqué par le directeur pour licencier le principal opposant à Claude Julien ne convainc personne. Le conseil d'administration de la société des rédacteurs réagit vivement et unanimement et Jacques Fauvet doit suspendre sa décision. Chose rare, l'affaire est racontée dans le journal dans un article au titre apparemment anodin annonçant que la Société des rédacteurs du

---

<sup>656</sup> Entretien avec Bernard Cassen, ancien directeur général du *Monde Diplomatique*, le 27/05/2015.

<sup>657</sup> Entretien avec Robert Solé, *op.cit.*

<sup>658</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 330-331.

<sup>659</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire, op.cit.*, p. 441.

<sup>660</sup> Voir sur cette question Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 338-350.

*Monde* réunira à l'automne un colloque sur le thème « le journal dans les années 80 » : « Estimant que des problèmes graves et urgents se posaient, le directeur du *Monde* a, le 25 août, proposé à Jacques Amalric, chef du service étranger depuis janvier 1979, la correspondance du *Monde* à Washington ou la responsabilité d'une cellule de travail chargée de coordonner les questions diplomatiques et stratégiques. Jacques Amalric lui a fait connaître qu'il n'entendait pas abandonner ses fonctions actuelles. Le 26 août, Jacques Fauvet lui a signifié par lettre qu'il estimait réunies les conditions de son départ du journal moyennant les indemnités légales. Le conseil d'administration de la Société des rédacteurs, réuni le 27 août, a estimé à l'unanimité que cette décision contrevenait au processus de réorganisation de la rédaction mis au point de longue date. Il a fait savoir que Jacques Amalric avait toute sa place au sein du journal *Le Monde* »<sup>661</sup>. L'agitation est à son comble au sein de la rédaction. C'est alors que Claude Julien s'oppose durement à un journaliste, Pierre Georges, qu'il accuse, non sans éléments, d'avoir transmis des informations confidentielles à l'extérieur pouvant nuire au journal. Et il demande que ce dernier soit sévèrement sanctionné. Cette décision inquiète la majorité de la rédaction. L'incident dégénère en épreuve de force entre une large partie de la rédaction et le directeur désigné. Finalement, suite à un référendum parmi les rédacteurs, le 11 janvier 1982, qui infirme sa désignation, Claude Julien se retire et *Le Monde* se retrouve à nouveau en recherche d'un successeur pour Jacques Fauvet, après 26 mois perdus en luttes internes.

Il est vrai que durant ces deux années, le contexte a beaucoup évolué. Lors de son élection, Claude Julien a bénéficié du soutien des tiers-mondistes et de ceux qui sont plutôt défavorables aux EU. Il a aussi bénéficié de son aisance à présenter son programme lors de sa campagne ainsi que du réflexe des journalistes faisant corps contre le pouvoir politique alors à droite. La France est à la veille des élections présidentielles de mai 1981 alors que Valéry Giscard d'Estaing a de bonnes chances d'être réélu tandis que *Le Monde* mène campagne contre lui. Mais une fois l'ancien président défait face à François Mitterrand, ce réflexe ne joue plus. De même, l'affaire Pierre Georges fait perdre son avantage de forme à Claude Julien qui paraît au contraire autoritaire.

La défaite de Claude Julien comme candidat à la direction du *Monde* est aussi la défaite de la tendance tiers-mondiste, défavorable à l'Amérique, au sein du journal. Certains journalistes ont semble-t-il eu peur qu'avec Claude Julien comme directeur, la tendance tiers-mondiste élimine la tendance opposée, alors qu'elles coexistent depuis la création du *Monde*. Sans doute ne peut-on pas réduire cette affaire à cette seule dimension, mais celle-ci est essentielle. André Laurens raconte que Claude Julien avait une « attitude vis-à-vis des Etats-Unis très dogmatique. C'était un croisé, il voulait revenir à un journal d'influence, fut-ce avec moins de lecteurs, un journal engagé, d'opinion. Cette idée n'était pas vraiment du journalisme. Elle ne proposait qu'un seul point de vue »<sup>662</sup>. Ignacio Ramonet, qui rejoint alors Claude Julien au *Monde diplomatique*, explique encore : « A la fin de l'ère Fauvet, *Le Monde* a basculé de la ligne non-atlantiste à la ligne atlantiste qui s'est imposée dans le journal. La différence est alors apparue clairement avec *Le Monde diplomatique* ». Il est vrai que la ligne éditoriale de ce mensuel est claire et assurément non-atlantiste, parfois même anti-atlantiste. Il reste aussi que Claude Julien n'a pas eu le temps de donner toute sa mesure de manager au *Monde*, tandis qu'il révèle ses très grands talents de directeur au *Monde diplomatique*, dont il prend la direction en 1982, peu après sa démission de gérant du *Monde*. Il y retourne plus exactement car

---

<sup>661</sup> « La Société des rédacteurs du *Monde* réunira à l'automne un colloque sur le thème le journal dans les années 80 », *Le Monde*, 02/09/1981.

<sup>662</sup> Entretien avec André Laurens, le 25/03/2015.

« il est nommé rédacteur en chef du *Monde diplomatique* en 1973 [...]. Sous sa direction, la diffusion du *Monde diplomatique* ne cesse de progresser : entre 1973 et 1990, elle passe de 50 000 à 150 000 exemplaires par mois »<sup>663</sup>. Bien que liées, les deux publications continuent alors leur vie de façon distincte, chacune avec sa ligne éditoriale, les deux lignes étant clairement différentes.

Avec l'échec de la candidature de Claude Julien, la tendance tiers-mondiste échoue à s'imposer au *Monde* au contraire du *Monde diplomatique*. Elle ne disparaît pas pour autant du journal où elle continue de coexister avec la tendance opposée. D'ailleurs, comme le dit Robert Solé : « Il ne faut pas exagérer non plus l'opposition entre ces deux tendances. D'une certaine manière, tout le monde était un peu tiers-mondiste et anti-communiste au *Monde* »<sup>664</sup>. Il serait donc inexact de voir les deux publications sœurs comme des contraires.

#### André Laurens : un directeur de transition et de réconciliation (1982-1985)

Après la démission de Claude Julien, une commission des sages est créée, avec en son sein les principaux responsables du journal ainsi que les deux précédents directeurs, afin de proposer un candidat qui puisse obtenir l'assentiment général. Alors que Jacques Fauvet annonce sa démission au 31 juillet, la commission des sages retient André Laurens, jusqu'alors chef adjoint du service politique. Ce dernier franchit sans encombre toutes les étapes du processus de nomination et devient officiellement directeur du *Monde* le 1<sup>er</sup> juillet 1982.

André Laurens a été journaliste à *Midi Libre* puis à l'Agence centrale de presse à Paris. Il entre au *Monde* en 1962, au service politique. Il devient directeur de la publication du *Monde* de 1982 à 1985. Editorialiste, médiateur ensuite, il quitte *Le Monde* en 1996, prenant une demi-retraite. Il s'occupe alors de réorganiser *l'Indépendant* de Perpignan comme vice PDG et directeur de la publication. Il y écrit des chroniques pendant quinze ans. Pour Jean Planchais, il est « discret jusqu'à la timidité, ce petit-fils de travailleur immigré cerdan a pour lui un attachement d'acier aux principes, une honnêteté adamantine, une gentillesse de tous les instants [...]. Bon républicain comme le proclame en assemblée générale Bernard Lauzanne<sup>665</sup>, il n'inquiète personne sur le plan politique, comme sur le plan personnel »<sup>666</sup>. Effectivement, le choix d'André Laurens apaise les tensions. Il se décrit lui-même comme « un quadra, vice président de la société des rédacteurs, n'appartenant à aucun clan, plutôt mesuré voire accommodant. Il est plutôt de gauche, mais toujours à l'écart des partis. Simplement, l'URSS était pour lui un système totalitaire »<sup>667</sup>. Un nouveau directeur est trouvé, mais les problèmes du *Monde* ne sont pas terminés pour autant. En effet, la situation économique du journal est particulièrement mauvaise, il accuse un sévère déficit d'exploitation. De plus, la diffusion régresse : « La diffusion payée a diminué de 10% en un an [...]. Au cours de l'année 1982, les produits ont augmenté de 8,6% mais les charges se sont accrues de 11,4%. A ce

---

<sup>663</sup> Patrick Eveno, « Claude Julien, journaliste de conviction et de talent », *Le Monde*, 07/05/2005.

<sup>664</sup> Entretien avec Robert Solé, *op.cit.*

<sup>665</sup> Bernard Lauzanne, qui fait partie de la nouvelle génération recrutée par Hubert Beuve-Méry à la création du *Monde*, a grimpé tous les échelons du secrétariat de direction du journal dont il est devenu le chef avant de rejoindre la rédaction en chef. Très apprécié, d'un caractère modéré, il était proche d'André Fontaine alors que le secrétariat de rédaction était souvent plus proche de Claude Julien.

<sup>666</sup> Jean Planchais, *Un homme du Monde*, *op.cit.*, p. 203.

<sup>667</sup> Entretien avec André Laurens *op.cit.*

rythme, qui dure depuis plusieurs années, *Le Monde* court à la faillite »<sup>668</sup>. Une autre raison de la baisse des ventes est l'engagement à gauche du journal. André Laurens explique que « *Le Monde* a payé cher son soutien systématique à François Mitterrand »<sup>669</sup>. Le nouveau directeur parvient cependant à recentrer le journal ou en tout cas, à l'éloigner des partis pris politiques et de toute critique automatique. Le journal n'hésite plus à critiquer la gauche au pouvoir quitte à heurter le nouveau président de la République.

Sur l'Amérique, André Laurens est plus proche de Jacques Amalric que de Claude Julien. Il raconte ainsi qu'« il était plutôt, vis-à-vis des Etats-Unis, dans la position d'Hubert Beuve-Méry avec lequel il a eu de nombreux échanges alors qu'il était directeur. Il était pro-européen comme beaucoup de gens au *Monde*. Il avait un regard plutôt favorable au système américain. Cela aurait été stupide d'être anti-américain, ce qui n'empêchait pas l'exercice d'un esprit critique. Sa position était proche de celle de de Gaulle. Sa génération a été très marquée par la culture américaine, et pas le moins du monde par la culture russe ou soviétique »<sup>670</sup>. Cependant, André Laurens ne semble pas marquer beaucoup la ligne éditoriale du *Monde* sur les Etats-Unis par ses articles fort rares sur le sujet. Il était naturellement tout entier concentré sur les difficultés du journal.

Or les difficultés économiques finissent par prendre le dessus. Face au risque de faillite, André Laurens propose fin 1983 un dur plan de redressement rendu indispensable par la situation du journal. Son caractère ne l'incline pas naturellement aux mesures difficiles qui s'imposent. Les esprits n'y sont pas prêts non plus. Son plan de redressement échoue<sup>671</sup>, rejeté par les personnels, tandis que la BNP<sup>672</sup> conditionne son accord pour un nouveau prêt qui pourrait éviter le dépôt de bilan à un changement de directeur, vraisemblablement sur des pressions politiques<sup>673</sup>. *Le Monde* du 6 décembre 1984 résume la situation : « Au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise convoquée mardi 4 décembre - après le refus exprimé par la société des rédacteurs du plan de redressement proposé par le directeur-gérant du *Monde*, celui-ci a annoncé le report au 20 décembre de l'assemblée générale des actionnaires initialement prévue le 7 décembre. Considérant qu'il était privé de moyens d'action, André Laurens a précisé que l'assemblée du 20 décembre aurait pour ordre du jour la désignation du ou des nouveaux gérants, ajoutant qu'il assumerait sa fonction jusqu'à ce qu'il soit remplacé »<sup>674</sup>. André Laurens ne reste donc que deux ans à la tête du *Monde*. Jean Planchais résume : « Homme de bonne volonté, il marche avec le sourire au sacrifice où on l'a poussé. Il sera la victime des circonstances, et personne ne songera à en faire un bouc émissaire... »<sup>675</sup>.

#### Redressement et recentrage : André Fontaine

Avec le rejet du plan de redressement et le départ d'André Laurens, les journalistes du *Monde* se tournent vers André Fontaine. Son heure est enfin arrivée. Il fait l'unanimité, même Claude Julien vote pour lui. Ce qui permet au passage de

---

<sup>668</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 352-357.

<sup>669</sup> Entretien avec André Laurens *op.cit.*

<sup>670</sup> *Ibid.*

<sup>671</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp.357-364.

<sup>672</sup> Banque Nationale de Paris

<sup>673</sup> Entretien avec André Laurens *op.cit.*

<sup>674</sup> « Les actionnaires se réuniront le 20 décembre », *Le Monde*, 06/12/1984.

<sup>675</sup> Jean Planchais, *Un homme du Monde, op.cit.*, p.203.



relativiser la confrontation entre les tenants des deux tendances plus ou moins favorables aux Etats-Unis au sein du journal. La différence principale avec Claude Julien et avec Jacques Fauvet est qu'André Fontaine est un directeur non engagé politiquement, gardant une distance avec les partis et les gouvernants, à l'anglo-saxonne. La voie a été ouverte par André Laurens.

Sur le plan de la gestion du journal, il s'adjoit un directeur délégué, Bernard Wouts. Ils prennent ensemble un certain nombre de mesures pour redresser et recapitaliser l'entreprise<sup>676</sup> avec l'agrément des actionnaires et des personnels ce qui n'est assurément pas le plus facile. Là encore, André Laurens leur a préparé le terrain. Aidés par une conjoncture favorable, ils réussissent à relancer le journal et notamment, à sauver son indépendance. Jusqu'en 1988, alors que la conjoncture ne s'est pas encore retournée, tout va bien.

André Fontaine est surtout le premier directeur du *Monde* à bien connaître les Etats-Unis, si l'on met à part Claude Julien. Il apprécie l'Amérique et est apprécié des Américains. Cela ne l'empêche pas pour autant de maintenir la tradition pro-européenne et autonomiste héritée d'Hubert Beuve-Méry, comme il l'écrit dans *Le Monde* en 1991 : « Les Etats-Unis considèrent comme leur droit et sans doute leur devoir de prendre en main, de quelque manière, un peu tout ce qui agite le vaste monde. Qui le leur reproche vraiment ? [...] Une nation peut-elle se charger à elle seule du destin de la planète ? A s'étendre, le pouvoir s'est toujours distendu, et le contraste est tout de même impressionnant entre l'étendue des responsabilités aujourd'hui assumées par les Etats-Unis et l'état de leur économie et de leur société [...]. Que l'actuel hôte de la Maison Blanche soit plus doué pour les affaires étrangères que pour la politique intérieure, c'est l'évidence : son comportement pendant le débat budgétaire, il y a un an, a été lamentable. Mais il est vrai aussi qu'il faut bien que quelqu'un qui ait à la fois de la force et du crédit s'occupe, pendant que l'occasion est propice, de pacifier un peu, ce qui veut dire d'organiser un peu mieux, cette planète. Nul doute que, si elle était capable de s'unir pour de bon, l'Europe serait tout à fait en mesure de prendre sa part de cette énorme responsabilité et de veiller en même temps à ce que les décisions prises tiennent compte au maximum de ses intérêts, lesquels ne coïncident pas toujours nécessairement, on l'a vu cent fois dans le passé, avec ceux des Etats-Unis »<sup>677</sup>. Par ailleurs, s'il est plutôt favorable à l'Amérique, et aime à se souvenir que la France lui doit sa liberté, André Fontaine, comme il le raconte, n'en demeure pas moins français, attaché à la culture et au mode de vie de son pays : « La Libération fut d'abord américaine. De nombreuses amitiés se sont nouées à cette époque-là. Il y a des Américains qui ont épousé des Françaises [...]. Je parle bien Anglais, j'ai aimé les Etats-Unis en les visitant, mais je n'aimerais pas y vivre et je n'apprécie pas du tout l'américanisation croissante de la vie française »<sup>678</sup>. Il n'y a pas là de rupture brutale avec le passé, d'autant qu'André Fontaine a depuis longtemps une forte influence sur la ligne éditoriale du *Monde* concernant les questions internationales. De même, l'équipe du service étranger et son chef, Jacques Amalric, lui sont très proches. Par ailleurs, la tendance tiers-mondiste, plutôt défavorable à l'Amérique, demeure présente et active, surtout dans les autres services, politique notamment. Mais ce qui est nouveau, c'est que le directeur du *Monde* s'intéresse à l'Amérique, sans cependant l'épargner de sa critique.

---

<sup>676</sup> Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, pp. 372-417.

<sup>677</sup> André Fontaine, « Vents d'Ouest », *Le Monde*, 09/08/1991.

<sup>678</sup> Entretien avec André Fontaine, *op.cit.*

Finalement, en ces années 1981 à 1988, la direction du *Monde* tend à s'ouvrir davantage aux Etats-Unis, même si le journal demeure partagé en son sein, selon les journalistes, à leur égard.

## Les journalistes

Dans les années quatre-vingt, sous André Laurens puis André Fontaine, les temps sont aux restrictions. Le rythme des recrutements diminue, mais sans s'interrompre. De nouveaux journalistes rejoignent la rédaction du *Monde*, ou simplement se penchent sur les Etats-Unis, sous la férule inchangée du chef du service étranger, Jacques Amalric. Un nouveau dessinateur n'épargne pas l'Amérique de ses satires dans le journal, il se nomme Jean Plantureux et signe Plantu.

### Bernard Guetta

Né en 1951, il fait ses études au Centre de Formation des Journalistes. Il commence sa carrière de journaliste en 1971 au *Nouvel Observateur* où il évolue peu à peu des pages société à la politique et à l'étranger à partir de 1976. Il entre au *Monde* en 1979, au service étranger, ainsi que le raconte Raphaëlle Bacqué : « En 1979, [Jacques Amalric] a débauché du *Nouvel Observateur* un jeune journaliste de 28 ans dont il a remarqué les articles sur la littérature dissidente. Bernard Guetta est plein de charme et de talent, gai et sûr de lui, arrogant et enthousiaste. Passé par le trotskisme, il s'est ancré dans une gauche antistalinienne »<sup>679</sup>. Il devient correspondant à Vienne d'où il suit aussi l'Europe de l'Est et en particulier la Pologne à partir de 1980. Il couvre ainsi l'avènement de Solidarnosc. Nommé correspondant à Moscou, il n'obtient pas de visa. Il est alors nommé à Washington où il reste de 1983 à 1987. Ensuite, il devient finalement correspondant à Moscou de 1988 à 1990. Il quitte alors *Le Monde* suite d'une part à un différend sur l'avenir de la Perestroïka avec son mentor, Jacques Amalric et avec le directeur d'alors, André Fontaine, et d'autre part à l'échec de sa candidature à la direction du journal<sup>680</sup>. Il en est durablement affecté. Il poursuit ensuite sa carrière de journaliste comme rédacteur en chef à *l'Expansion* puis au *Nouvel Observateur* tout en intervenant dans différents autres médias et notamment à *France Inter* dans une chronique matinale réputée.

Il arrive à Washington par hasard sans être spécialiste des Etats-Unis ni grand connaisseur de ce pays où il n'est allé auparavant qu'en tant que touriste. Il parle alors mal anglais. Il raconte qu'il arrive à Washington très antisoviétique, ce qu'il était déjà avant d'aller dans les pays de l'Est et pas anti-américain du tout. Pour autant il est plus un homme de l'Est que de l'Ouest culturellement. Il prend goût aux Etats-Unis et aime beaucoup y vivre. Il raconte avoir passionnément aimé Washington, ses think-tanks, ses circuits politiques, diplomatiques et sa diversité. Il souligne qu'il arrive à Washington avec l'aura de la couverture par *Le Monde* (c'est-à-dire par lui-même) des événements polonais. Il couvre les Etats-Unis sans aucun a priori français, bien qu'homme de gauche. Il arrive pourtant en plein développement du néo-libéralisme américain et est horrifié par sa violence, notamment vis-à-vis des pauvres et du syndicalisme. Il n'aime pas la politique intérieure de l'administration Reagan, mais ne déteste pas sa politique extérieure. Il est fasciné par la maîtrise et le charme de Reagan et par son niveau d'inculture et de simplisme<sup>681</sup>. Bernard

<sup>679</sup> Raphaëlle Bacqué, « Quand Gorbatchev divisait *Le Monde* », *Le Monde*, 22/08/2012.

<sup>680</sup> Voir Raphaëlle Bacqué, « Quand Gorbatchev divisait *Le Monde* », *op.cit.*

<sup>681</sup> Entretien avec Bernard Guetta, le 11/02/2015.

Guetta appartient par conséquent, au *Monde*, à la tendance plutôt favorable à l'Amérique.

Il est un journaliste important concernant l'Amérique. Ses articles sur ce sujet<sup>682</sup> sont longs pour les deux tiers et situés au début du journal. Ils datent pour la plupart de son séjour comme correspondant à Washington, c'est-à-dire entre 1983 et 1987. Il présente les Etats-Unis comme un pays pragmatique<sup>683</sup>. L'Amérique est pour lui une superpuissance qui protège l'Europe, parce que c'est son intérêt. Ce pays mène, pour Bernard Guetta, une politique étrangère équilibrée, ouverte et légitime. Elle allie une volonté de paix, de détente et la fermeté lorsque ses intérêts ou ceux de ses alliés sont en jeu. De même, Guetta décrit les relations avec l'Amérique comme étant plus ou moins simples, au gré des difficultés, avec ses partenaires. Mais elles sont toujours préservées. Et les Etats-Unis cherchent manifestement à les améliorer. La sympathie que le journaliste avoue pour la politique extérieure de Ronald Reagan, transparait dans ses articles. Bernard Guetta présente aussi, dans ses articles, l'Amérique comme un pays riche et plutôt généreux. Il décrit l'expansion économique du pays tout en notant ses difficultés, en particulier, le déficit commercial et celui du budget, les fameux déficits jumeaux. Sur les questions de société, Bernard Guetta remarque la faiblesse des syndicats américains sous Reagan. Il juge le pays plutôt conservateur et remarque qu'il y a pourtant d'importantes disparités sociales. Il trouve le peuple américain plutôt puritain et marqué par les questions communautaires et raciales. Il note aussi que ce peuple aime la simplicité et cultive la *positive attitude* (l'attitude positive). Il décrit favorablement la justice américaine, pays dans lequel la Cour suprême garantit le strict respect des droits de l'homme lors d'un procès, même si cette dernière reflète le combat entre conservateurs et libéraux concernant les droits fondamentaux. Bernard Guetta présente aussi avantageusement la démocratie américaine, avec l'équilibre des pouvoirs exécutifs et législatifs, une certaine forme de consensus politique qui permet des lois bipartisanes. Il note toutefois l'abstention élevée et qui progresse ainsi que l'importance de la communication politique. Il décrit l'armée américaine, autre institution, comme très puissante et en cours de renforcement suite à un très important effort d'armement. Tout cela amène Bernard Guetta à qualifier l'Amérique de Reagan de pays confiant dans l'avenir, sûr de lui, de sa destinée, de son rôle premier.

Jan Krauze

Né en France en 1948, avec des origines polonaises, il fait ses études à Sciences Po puis au Centre de Formation des Journalistes ainsi qu'à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales où il étudie le Russe et le Polonais. Il passe également une licence de lettre moderne. Il commence à travailler comme journaliste à l'AFP pendant 9 ans (au début, il était parallèlement enseignant à Langues Orientales)<sup>684</sup>. Il devient correspondant à Moscou et en Europe de l'est. Il rencontre à cette occasion Jacques Amalric, alors chef du service étranger du *Monde*. Ce dernier l'embauche en 1982, au desk Europe de l'est. Il est alors l'interlocuteur des correspondants. Son sujet majeur est la Pologne, d'autant qu'il parle sa langue. Ensuite il devient correspondant à Varsovie, à Washington (il parle aussi anglais) en 1987, puis à Moscou de 1991 à 1994. Il fait ensuite une pause de 7 ans, installé en Pologne où il crée un journal francophone, tout en restant pigiste pour *Le Monde*. Il revient au journal en 2001 à l'époque de Jean-Marie Colombani.

---

<sup>682</sup> 9 articles de Bernard Guetta sélectionnés dans le corpus.

<sup>683</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>684</sup> Entretien avec Jan Krauze, le 26/02/2015.

Mais il ne s'entend pas avec Edwy Plenel, alors directeur de la rédaction et finit par partir en 2006.

Il ne connaît pas du tout les Etats-Unis en y arrivant. C'est donc une terre vierge pour lui. « On faisait tourner régulièrement les correspondants pour qu'ils ne s'habituent pas, qu'ils ne perdent pas de leur capacité d'étonnement ». Revenu en France, il retourne à plusieurs reprises pour des reportages aux Etats-Unis, en renfort notamment pendant la guerre d'Irak. « Ce que tout le monde constate aux Etats-Unis, est que l'on croit connaître ce pays vu d'Europe, puis on découvre sur place combien les gens sont différents de nous, raisonnent différemment. De plus, c'est un pays où l'on trouve tout et son contraire : on trouve les plus incultes et les plus cultivés. Les généralisations n'ont pas de sens, surtout avec l'Amérique. On peut toujours les contredire. C'est un pays complexe voire compliqué ». Il explique qu'il ne porte pas un regard négatif sur l'Amérique, mais qu'il est plus anti-impérialiste. Il a d'ailleurs de la sympathie pour Ronald Reagan, humainement : « Il avait une très grande classe personnelle ». Il raconte qu'il a eu l'opportunité d'échanger avec lui. « Reagan avait de l'humour, de la classe, de l'élégance ». Jan Krauze a été aussi fasciné par Jessy Jackson, par sa parole : « Il savait parler aux Noirs, avec leurs mots ». Selon lui, les correspondants du *Monde* à Washington sont plutôt pro-américains, tout en étant à gauche voire très à gauche. « D'une manière générale, les gens qui sont sur place sont plus ouverts aux Etats-Unis. Les autres sont plus réfractaires à l'Amérique, ou plutôt tiers-mondistes ».

En définitive, Jan Krauze a un avis mitigé sur ce pays. Il explique qu'il a tendance à prendre le parti des faibles contre les forts. Il a été plutôt séduit par les Etats-Unis, par Washington. Il aime bien les milieux mélangés. Mais il a changé aussi avec la première guerre du Golfe, à cause de « toute la propagande qui était faite autour alors qu'était étalée la surpuissance américaine ». Cela l'a beaucoup choqué, notamment le traitement de la guerre dans les médias américains. De même après le 11 septembre, il a fait un papier sur le thème « il faut savoir raison garder » et chercher les causes et non vouloir attaquer le monde entier suite aux attentats. Il explique qu'il est là en décalage avec la réaction officielle du *Monde* qui disait « nous sommes tous Américains ». Il faut pas selon lui que « l'obsession du terrorisme rende aveugle du reste ». Il est finalement difficile de le classer mais il est vraisemblablement plus proche de la tendance plutôt favorable aux Etats-Unis.

Les articles de Jan Krauze<sup>685</sup> sont pour les deux tiers longs et situés au début du journal, fréquemment en première page<sup>686</sup>. C'est un auteur important concernant les Etats-Unis. Il présente l'Amérique dans ses articles comme un pays allié de la France. Les Etats-Unis sont une superpuissance qui souhaite la paix et la détente, tout en étant légitimement ferme dans la défense de ses intérêts ou de ceux de ses alliés. Jan Krauze décrit les relations des Etats-Unis avec la France comme étant plutôt bonnes quelles que soient les difficultés des problèmes à traiter. Il trouve de la sagesse chez les dirigeants américains, notamment Reagan qu'il apprécie comme nous l'avons vu. Il présente aussi favorablement la presse américaine dont il évoque l'indépendance, le dynamisme et la puissance. Dans ses articles, la démocratie américaine paraît bien vivante, avec des pouvoirs bien partagés et équilibrés. Jan Krauze déplore toutefois la grande place de l'argent lors des élections.

Marie-Claude Decamps

Elle poursuit des études de lettres et au Centre de Formation des Journalistes. Puis elle devient journaliste au *Point*, au *Matin de Paris*, à *L'Express* et entre au

---

<sup>685</sup> 6 articles de Jan Krauze sélectionnés dans le corpus.

<sup>686</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

*Monde* en 1986, au service international, dont elle devient le chef de 2009 à 2011, année où elle quitte le journal.

Les articles sur les Etats-Unis de Marie-Claude Decamps<sup>687</sup> sont parfois en première page, sinon en général dans les premières pages du journal et relativement longs<sup>688</sup>. Elle aborde peu la politique étrangère américaine. Elle remarque toutefois que les Etats-Unis protègent leurs amis et que les relations avec eux sont relativement bonnes quoique compliquées. Elle s'intéresse bien davantage à la société américaine dont elle a une vision plutôt positive. Elle présente un pays marqué par les questions communautaires ou raciales. Mais les discriminations raciales ou vis-à-vis des minorités y sont en net recul. Elle décrit le peuple américain travailleur et organisé et la presse américaine libre, active et forte. Elle critique la justice qu'elle ne trouve pas toujours impartiale notamment vis-à-vis des étrangers et regrette la grande tolérance de la violence verbale publique. Elle apprécie la démocratie américaine, pays dans lequel, note-t-elle, des citoyens issus des minorités peuvent accéder aux plus hautes fonctions électives ou politiques et ce dès 1989, bien avant l'accession au pouvoir de Barack Obama. Elle écrit ainsi : « *We did it !* Nous avons réussi ! Avec parapluies et lâchers de ballons, klaxons et musique, Harlem a dansé sous la pluie, sur un air de révolution : un Noir, un afro-américain, M. David Dinkins, venait d'être élu, pour la première fois dans l'histoire de la mégapole, à la mairie de New York [...]. Et le vainqueur, visiblement ému, et sortant pour une fois de sa réserve habituelle, a pris soin de préciser dans son discours de victoire, en évoquant le temps de l'esclavage et de la lutte de ses frères opprimés : l'élection de New York dépasse largement la politique locale pour faire franchir à l'Amérique un nouveau pas sur le chemin de la liberté »<sup>689</sup>. Marie-Claude Decamps trouve finalement la vie politique américaine plutôt pacifiée.

Alain Faujas

Né en 1945, diplômé de l'IEP d'Aix-en-Provence et licencié en droit public, Alain Faujas entre au *Monde* pour un stage en 1968, et y fait toute sa carrière jusqu'à son départ en 2014. Entré au service informations générales, il suit tour à tour les rubriques région parisienne, postes et télécoms, tourisme, transports, patronat, franc-maçonnerie, livres. C'est en traitant ces différents sujets qu'il aborde parfois les Etats-Unis.

Ses articles<sup>690</sup> sur les Etats-Unis sont de taille et de place variable, ce qui est normal puisqu'il n'écrit pas dans les pages internationales. Il présente les Etats-Unis comme un pays ami de la France. Il remarque toutefois que certaines divergences peuvent parfois amener les deux pays à s'éloigner l'un de l'autre, notamment lors de la guerre du Golfe en 2003 et les années suivantes<sup>691</sup>. C'est ainsi qu'il décrit les Etats-Unis comme âpres dans leurs relations avec les autres pays. Il note le combat mené par l'Amérique contre les subventions européennes. Il commente parfois les aléas de la conjoncture économique américaine. Il décrit un pays riche, à la pointe de l'innovation technologique, mais dans lequel la pauvreté existe encore. Alain Faujas écrit beaucoup sur la société américaine. Il trouve le pays plutôt conservateur et libéral économiquement. Il remarque ainsi que les autorités ne se préoccupent guère de solidarité sociale. La préservation de l'environnement n'est pas non plus une

---

<sup>687</sup> 7 articles de Marie-Claude Decamps sélectionnés dans le corpus.

<sup>688</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>689</sup> Marie-Claude Decamps, « Pour la première fois, un Noir devient maire de New York », *Le Monde*, 09/11/1989.

<sup>690</sup> 5 articles de Marie-Claude Decamps sélectionnés dans le corpus.

<sup>691</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

priorité. Mais il présente un pays avec des populations de toutes origines et qui sont bien intégrées dans le fameux *melting pot*. Il évoque les nombreux scandales et affaires de corruption. Mais selon lui, la justice américaine est sévère vis-à-vis de la délinquance financière. Il décrit aussi un peuple optimiste, avec son *good will* (bonne volonté) à toute épreuve, empreint parfois de naïveté. Alain Faujas évoque la démocratie américaine et ses limites, notamment la grande place de l'argent lors des élections et certaines pratiques politiques malhonnêtes. Il considère la trop grande puissance du complexe militaro-industriel américain, surtout sous Georges W. Bush, mais note aussi que le pays est profondément marqué par l'agression terroriste subie. Il dresse ainsi un portrait plutôt équilibré de l'Amérique.

Nicole Bernheim

Née en 1926, Nicole Bernheim est journaliste au *Monde*, pendant près de vingt ans de 1963 à 1983. Elle vit de nombreuses années aux Etats-Unis, d'abord comme étudiante, et, plus tard, comme correspondante du *Monde* à New York, à la fin de sa carrière. Ecrivain, elle est notamment l'auteur des *Années Reagan* (Stock, 1984), *Voyage en Amérique noire* (Stock, 1987), *L'Amérique de Clinton* (Lieu commun, 1993).

Ses articles<sup>692</sup> concernant les Etats-Unis, de taille moyenne, situés dans les premières pages du journal, portent surtout sur la société américaine<sup>693</sup>. Elle décrit ainsi un pays plutôt progressiste, dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance à chacun : le rêve américain. Elle écrit ainsi : « Nouveau gouverneur de New York, M. Cuomo devra tenir compte des clivages politiques qui divisent traditionnellement l'Etat, mais il a obtenu une belle ovation lorsque, dans son discours d'acceptation, il a lancé : notre victoire prouve que les fils et les filles d'immigrants ont, ici, une chance d'apporter leur contribution au pays qui les accueille »<sup>694</sup>. Nicole Bernheim trouve d'ailleurs le pays confiant dans son modèle social et d'intégration. Mais les Etats-Unis sont aussi pour elle un pays dans lequel priment les préoccupations matérielles et immédiates. Elle trouve cette superpuissance plutôt bien dirigée sous Reagan. Si elle apprécie la démocratie américaine, elle déplore cependant la place trop importante qui y est prise par l'argent.

Yvonne Rebeyrol

Née en 1928, Yvonne Rebeyrol poursuit ses études à Paris et à Boston, aux Etats-Unis, en histoire et en cartographie. Elle entre au *Monde* en 1953 comme cartographe puis devient quelques années plus tard journaliste scientifique, poste qu'elle gardera jusqu'à sa retraite en 1993. Elle traite ainsi pour *Le Monde*, pendant des années, les vastes domaines des sciences de la Terre, de l'évolution des espèces et de l'archéologie, et aborde parfois, sous cet angle, les Etats-Unis. Elle est l'une des premières femmes journalistes du *Monde*. « Grande voyageuse, Yvonne Rebeyrol a sillonné la planète dans le cadre de son activité journalistique [...]. Elle aimait raconter certains de ses voyages avec beaucoup d'humour. Ceux qui l'ont connue et ses supérieurs hiérarchiques gardent aussi le souvenir d'une professionnelle très exigeante en ce qui concerne la précision de ses informations. Elle était méticuleuse, consciencieuse et très méthodique »<sup>695</sup>.

---

<sup>692</sup> 4 articles de Nicole Bernheim sélectionnés dans le corpus.

<sup>693</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>694</sup> Nicole Bernheim, « Les libéraux sont de retour sur la côte est », *Le Monde*, 04/11/1982.

<sup>695</sup> Christiane Galus, « Yvonne Rebeyrol, journaliste », *Le Monde*, 15/10/2010.

Les articles concernant les Etats-Unis d'Yvonne Rebeyrol<sup>696</sup> se trouvent parfois en première page, mais généralement dans les pages scientifiques – c'est son sujet – au milieu du journal. Ils sont en général longs<sup>697</sup>. Elle décrit notamment dans un grand reportage en 1982, l'archéologie aux Etats-Unis. Elle la présente ainsi : « Contrairement à ce que l'on croit trop souvent en Europe, les Etats-Unis ont un passé »<sup>698</sup>. Elle apprécie les Etats-Unis et dans ses articles rigoureux et précis, s'emploie à lutter contre les stéréotypes.

Michel Bôle-Richard

Journaliste au service international du *Monde* de 1976 à 2011, Michel Bôle-Richard est notamment correspondant en Afrique du Sud de 1984 à 1990 puis en Israël et dans les territoires occupés de 2006 à 2009.

Ses articles concernant les Etats-Unis<sup>699</sup>, plutôt longs, sont logiquement au début du journal, dans les pages internationales<sup>700</sup>. Il traite essentiellement de la politique étrangère des Etats-Unis. Il présente l'Amérique comme une superpuissance qui souhaite la paix et protège la liberté, en particulier la liberté de la presse, ainsi que ses alliés, notamment Israël. Il décrit les Etats-Unis comme un pays ferme dans ses relations avec les autres, mais qui sait faire des compromis.

Manuel Lucbert

Journaliste au service international du *Monde* de 1969 à 1996, Manuel Lucbert est aussi tour à tour président de la société des rédacteurs du journal et du *Monde* Editions.

Il écrit<sup>701</sup> sur les Etats-Unis en particulier pendant les années Reagan, avec des articles plutôt longs et parfois en première page, sinon dans les pages internationales, au début du journal<sup>702</sup>. Il décrit l'Amérique comme une superpuissance qui fournit un très grand effort d'armement et n'hésite pas à contrecarrer les velléités de ses adversaires. Elle désire aussi la paix et la détente. L'Amérique est pour lui un pays fort, puissant, sûr de lui voire dominateur. Manuel Lucbert présente les Etats-Unis comme peu généreux et concentrés sur le court-terme. Il décrit l'économie américaine en ces années quatre-vingt en bonne santé mais avec de lourds et périlleux déficits budgétaires et commerciaux. Il évoque les importantes disparités sociales que connaît l'Amérique ainsi que les discriminations vis-à-vis des minorités et des femmes. D'ailleurs, celles-ci ne sont guère, selon lui, présentes dans les instances politiques de cette grande démocratie.

Francis Cornu

Journaliste au *Monde* de 1970 à 2013, Francis Cornu travaille un temps au service international. Il est notamment correspondant à Jérusalem et à Londres. Les articles<sup>703</sup> dans lesquels il aborde la question des Etats-Unis sont plutôt de taille

---

<sup>696</sup> 4 articles d'Yvonne Rebeyrol sélectionnés dans le corpus.

<sup>697</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>698</sup> Yvonne Rebeyrol, « Les Etats-Unis ont aussi un passé, I.-Clovis et les mammoths », *Le Monde*, 18/08/1982.

<sup>699</sup> 3 articles de Michel Bôle-Richard sélectionnés dans le corpus.

<sup>700</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>701</sup> 3 articles de Manuel Lucbert sélectionnés dans le corpus.

<sup>702</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>703</sup> 2 articles de Francis Cornu sélectionnés dans le corpus.

moyenne<sup>704</sup>. Pour lui, ce pays a des liens forts avec la France. Il décrit les relations avec les Etats-Unis comme compliquées car ils défendent fortement leurs intérêts, mais au final, elles sont toujours préservées. C'est un pays généreux, mais ses promesses d'aides sont sans cesse remises en question. C'est pour Francis Cornu, l'une des particularités d'un peuple aux réactions souvent vives.

Jean-Claude Pomonti

Né en 1940, Jean-Claude Pomonti fait ses études à Sciences Po Paris, puis à langues O (Inalco). Il découvre l'Asie du sud-est lors d'un voyage en 1965, ce qui détermine sa carrière de journaliste comme spécialiste de cette partie de l'Asie. Il entre en 1968 au *Monde* pour devenir correspondant du journal à Bangkok, ce qui lui vaut le prix Albert-Londres (1973) pour ses reportages sur la guerre américaine au Vietnam. Il est ensuite correspondant à Nairobi pour l'Afrique orientale de 1974 à 1979. Il revient à Paris en charge de la rubrique Afrique comme chef adjoint du service étranger en charge de l'Asie. En 1991, il retourne comme correspondant du journal à Bangkok jusqu'à sa retraite en 2005.

Les articles de Jean-Claude Pomonti concernant les Etats-Unis<sup>705</sup> sont plutôt de taille moyenne et situés au début du journal, en pages internationales<sup>706</sup>. Il s'intéresse essentiellement à la politique étrangère américaine avec en général comme toile de fond l'Asie du Sud-est, surtout pendant la période Reagan. Il note que les Etats-Unis ont du mal à céder la première place à un autre pays, notamment à la France, en ce qui concerne les négociations de paix au Cambodge. L'Amérique attend en général de ses alliés un certain alignement diplomatique, ce qui ne les empêche pas d'être une nation protectrice de la liberté et des droits de l'homme. Cela explique pourquoi selon lui, les relations avec l'Amérique sont compliquées même si elles sont globalement bonnes.

Plantu

Né en 1951, Jean Plantureux alias Plantu commence des études de médecine avant d'étudier le dessin à la fameuse école Saint Luc de Bruxelles. Il entre au *Monde* en 1972 comme dessinateur de presse, c'est-à-dire caricaturiste. Le journal publie son premier dessin en 1972, il porte sur la guerre du Vietnam. D'abord publiées en pages intérieures, ses caricatures font la « Une » à partir de 1985. Mais son premier dessin en Une du *Monde* date de 1978. Il représente les Etats-Unis avec un visage de femme. Cela lui réussit si bien que le nom de Plantu est devenu indissociable du journal. Ce n'est pas pour rien que l'un de ses dessins assorti d'une citation de Victor Hugo, orne la façade du siège du journal boulevard Saint Jacques à Paris. Il dessine de même pour le magazine *Phosphore* et pour *L'Express*. Il est aussi sculpteur.

Pour préparer ses dessins dans *Le Monde*, Plantu regarde la télévision, écoute la radio, lit les journaux puis échange, souvent par SMS, avec la rédaction en chef tôt le matin (peu après la conférence du matin de 7h)<sup>707</sup>. C'est alors qu'il se met à dessiner, sachant que le bouclage a lieu peu après 10h. Pour lui, il est important de connaître ce qui se passe à l'étranger pour se tenir pleinement au courant de l'actualité et aussi parce qu'il pense que c'est utile dans la vie de tous les jours. Mieux comprendre ce qui se fait loin de nous permet de mieux comprendre ce qui se

---

<sup>704</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>705</sup> 2 articles de Jean-Claude Pomonti sélectionnés dans le corpus.

<sup>706</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>707</sup> Entretien avec Plantu, le 27/05/2015



fait près de nous, explique-t-il. Le dessin n'est pas toujours exactement fidèle à la réalité. Il dessine ce qu'il veut dire, ce qui passe bien visuellement. Ainsi, il peut représenter quelqu'un avec des lunettes rondes alors qu'elles sont carrées dans la réalité, parce que les rondes passent mieux avec la représentation de son personnage. Le dessinateur fait souvent des dessins qui sont des charges. La question est de savoir où s'arrêter. Son travail est d'être provocateur, pas d'humilier et il n'est pas au-dessus des lois.

Pour Plantu, l'Amérique est un pays riche de tous points de vue, riche en symboles en particulier. « On n'avait rien pour représenter la Bosnie, c'est peut-être une raison pour laquelle on en a moins parlé. Pour la Russie, on a l'ours, les poupées gigognes... Pour les Etats-Unis, il y a mille choses. L'Amérique est parfois sympathique, parfois antipathique ». Ainsi, il choisit ses symboles en fonction des sujets. Il utilise l'aigle américain avec George W. Bush, le blason sur le ventre : c'est le Président. Il utilise Marilyn Monroe pour exprimer ce qui le fait rêver. Il représente aussi des policiers de New York, ou encore le drapeau américain. Il a fait un dessin sur les tunnels à Gaza lors de la dernière intervention israélienne. « On voit pour représenter les Etats-Unis, le drapeau, l'oncle Sam avec son chapeau et son cigare qui fume. Il montre un manque de courage. Il faut dire que si le président Obama arrête la colonisation, les démocrates (son parti) perdent les élections. Il y a tellement de choses à raconter sur l'Amérique ». Sous George W. Bush, il représentait un aigle agressif. Sous Obama, l'aigle est plus gentil. D'autres sujets sont illustrés. Il y a le cinéma. Sous les traits du cow boy apparaît toujours un Américain.

Les dessins de Plantu<sup>708</sup> sont depuis 1985 en première page. Ils sont parfois très grands, comme lors des élections américaines, couvrant trois colonnes en largeur mais beaucoup moins en hauteur<sup>709</sup>. Plantu évoque dans ses dessins la politique étrangère des Etats-Unis. On devine alors une superpuissance, parfois pacifique, parfois guerrière. Il évoque certaines fois la situation économique difficile, et l'appauvrissement d'une partie de la population. Il présente aussi une terre d'immigration, un pays ouvert et tolérant. Il montre souvent la vie démocratique et la lutte entre les pouvoirs exécutifs et législatifs. Mais il présente aussi d'autres fois un pays qui doute de ses élites politiques.

Ainsi, de nombreuses nouvelles signatures apparaissent au *Monde* concernant les Etats-Unis dans les années quatre-vingt. Cela ne vient pas d'une augmentation du nombre de journalistes ou d'un renouvellement important des équipes, mais de l'élargissement des centres d'intérêt sur l'Amérique. En effet, dans ces années, de plus en plus de journalistes de rubriques ne dépendant pas du service international écrivent dans *Le Monde* sur les Etats-Unis. Leurs articles ne figurent d'ailleurs pas dans les pages internationales en début du journal. Ce phénomène est appelé à durer et à se développer.

Pendant ce temps, *Le Monde* a bien du mal à gérer la succession de Jacques Fauvet jusqu'à ce que l'heure d'André Fontaine arrive enfin. A la différence de ses prédécesseurs, il connaît bien l'Amérique. Spécialiste de la guerre froide, dont il écrit l'histoire<sup>710</sup>, il suit de près la présidence de Ronald Reagan.

---

<sup>708</sup> 7 dessins de Plantu sélectionnés dans le corpus.

<sup>709</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>710</sup> André Fontaine, *La guerre froide, 1917-1991*, Paris, Seuil, 2006, 572 p., dans sa dernière édition, la première, chez Fayard, date de 1965.

## **62 Une présidence de reconquête**

Les otages américains en Iran sont relâchés le jour de l'investiture, l'inauguration comme disent les Américains, de Ronald Reagan. Quelle qu'en soit la raison, une page se tourne, tant cette affaire a symbolisé la faiblesse du président Carter et l'affaiblissement de l'Amérique.

### **Reagan l'idéologue simpliste et inquietant**

Avec l'élection de Ronald Reagan, comme en 1976, c'est à nouveau un virage à 180 degrés que prend le pays, en espérant qu'il lui permettra de sortir d'une longue crise économique et de leadership. Le nouveau président a un programme vigoureux, qui fait peur à certains, mais qui finit par devenir populaire et pas seulement en Amérique.

#### *America is back* : l'élection de Ronald Reagan

Ronald Reagan est élu facilement quarantième président des Etats-Unis d'Amérique le 4 novembre 1980 avec près de 10% d'avance sur son rival, Jimmy Carter. Ce dernier pourtant n'a pas totalement démérité. En tout cas, son honnêteté et son intégrité morale, raisons pour lesquelles il a été élu en 1976 pour tirer un trait définitif sur la période Nixon, ne sont pas mises en doute, bien au contraire. Mais on lui reproche sa faiblesse en politique étrangère et son incapacité à venir à bout de la crise économique. De plus, l'affaire des otages de Téhéran, qui a ressoudé un temps les Américains autour de leur président, a fini par souligner la faiblesse de Jimmy Carter. Malgré tous les efforts de ce dernier, y compris une tentative d'opération commando qui échoue lamentablement, le président géorgien ne parvient pas à obtenir la libération des otages. Le président candidat démocrate ne convainc plus. Quant à Ronald Reagan, le moins que l'on puisse dire est que son élection repose pour une large part sur le rejet de son adversaire. D'ailleurs au moment de l'élection, *Le Monde* explique que « la presse américaine et étrangère dans son ensemble insiste sur la médiocrité du choix proposé aux électeurs américains. Bien que la majorité des journaux, aux Etats-Unis, se soient prononcés en faveur de M. Reagan, les deux grands quotidiens de la côte Est, le *New York Times* et le *Washington Post*, fidèles à leur tradition libérale, ont affirmé dans les éditoriaux leur soutien au président sortant. [Le *New York Times* écrit] : Aucun des deux hommes n'est notre candidat idéal, mais cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de différence [...]. Le quotidien de Washington apporte son soutien à M. Carter et conclut : tel est notre choix. Nous ne sommes peut-être pas enthousiastes, mais nous sommes nets ». Le jour même de l'investiture de Ronald Reagan, 25 minutes après sa prestation de serment, les otages sont relâchés. Evidemment, cette libération tant attendue est le résultat des efforts de l'ancien président Carter et de son administration alors que le nouveau président n'y est pour rien. Mais c'est quand-même tout un symbole. Avec le retour des otages prend fin l'une des plus graves humiliations de l'histoire des Etats-Unis.

Très vite, le nouveau président et son administration mettent en œuvre la politique annoncée destinée à mettre un terme au déclin de l'Amérique et lui redonner une voix forte. Les élites occidentales, tant américaines qu'européennes, qui le considèrent souvent comme un *cow boy* un peu simplet, tardent à prendre conscience de l'ampleur des changements que Ronald Reagan conduit. Alain Clément du *Monde* écrit : « Que ce programme de rénovation s'enveloppe du langage passablement conventionnel tenu par un quasi-septuagénaire sans

beaucoup d'imagination n'empêche pas ses implications originales d'être perçues par un vaste public. Peut-être même faut-il admettre que pour la première fois depuis longtemps une alternative plausible, du moins en politique intérieure (en politique étrangère, c'est une tout autre affaire), est proposée à l'orthodoxie post-rooseveltienne. D'ores et déjà, le nom de Ronald Reagan est attaché à ce tournant mémorable »<sup>711</sup>. L'ancien correspondant du journal à Washington est l'un des premiers à comprendre que le nouveau président est « plus mesuré dans l'action que dans le discours ».

## Le réarmement et la guerre froide

Afin de restaurer la puissance américaine, condition du leadership des Etats-Unis comme pour contrecarrer l'expansionnisme soviétique, Ronald Reagan se lance dans un immense programme de réarmement. Comme l'explique Pierre Mélandri : « Face à Moscou, la principale stratégie de l'Administration est, au moins dans un premier temps, de réarmer avant de parlementer. L'URSS, Reagan en est persuadé, ne comprend que la force militaire et la détermination de ses adversaires. Or les Etats-Unis l'ont laissée se lancer seule dans la course aux armements. Il leur faut donc rétablir la supériorité militaire et technologique globale à laquelle ils n'auraient jamais dû renoncer »<sup>712</sup>. Ainsi, les dépenses militaires augmentent de près de 30% en quelques années, passant de près de 5% du PNB<sup>713</sup> dans les années 70, à près de 6,5% en 1985. Cela les amène à plus que doubler en termes réels, passant de 143 milliards de dollars en 1980 à 386 milliards de dollars en 1986. C'est apparemment la fin de la détente. De même, les Etats-Unis de Reagan se préoccupent davantage du renforcement de leurs alliés, quel que soit leur régime politique et se préoccupent moins du respect des droits de l'homme par ces mêmes alliés que sous Jimmy Carter. « Il n'y aura plus de trahison par les Etats-Unis de leurs amis » dit Ronald Reagan. Plus encore que le budget de la défense, le discours du président est particulièrement déterminé et dur vis-à-vis de l'URSS, changeant profondément de celui de son prédécesseur qui avait lui-même cependant entrepris d'accroître le budget de la défense à la fin de son mandat.

Ce programme inquiète beaucoup en Europe et *Le Monde* relaie cette inquiétude tout en essayant d'expliquer la philosophie du nouveau président en politique étrangère, par la voie du chef du service international. Jacques Amalric, qui ne peut pas être accusé de soutenir le régime soviétique, explique sous le titre évocateur : « Retour au manichéisme ? » : « Maintenir la paix exige qu'on soit fort, a notamment déclaré M. Ronald Reagan au cours du débat télévisé qui l'a opposé la semaine dernière à M. Carter. Après dix années d'humiliations – qui ont culminé le jour du scrutin avec la célébration passablement indécente à Téhéran du premier anniversaire de la prise d'otages américains – c'est un langage qui a séduit une forte majorité d'électeurs américains. Reste à savoir ce qu'il implique pour le reste de la planète, étant entendu qu'on ne dispose, pour se faire une idée, que des déclarations du candidat Ronald Reagan et qu'un fossé a vite fait de se creuser entre un homme à la recherche du pouvoir et le même individu parvenu à ses fins. L'un des grands reproches adressés par M. Reagan à M. Carter est de ne pas avoir su maintenir la puissance militaire américaine face à l'URSS. C'est, estime le président élu, parce que Moscou a pris la mesure de la faiblesse américaine et du manque de

---

<sup>711</sup> Alain Clément, « Plus mesuré dans l'action que dans le discours », *Le Monde*, 06/11/1980.

<sup>712</sup> Pierre Mélandri, *Histoire des Etats-Unis – II. Le déclin ? Depuis 1970*. Paris, Perrin, 2008, p. 150.

<sup>713</sup> Produit National Brut

volonté politique de Washington, que l'Union soviétique avance ses pions, renforce sa panoplie militaire. Il importe donc, toujours selon M. Reagan, de procéder à un fort accroissement des dépenses militaires. L'ancien gouverneur de Californie ne le dit pas clairement, mais ce qu'il met en cause d'une certaine façon, c'est l'idée – toujours mal reçue par une partie de l'opinion publique américaine – d'une parité nucléaire entre les Etats-Unis et l'URSS. [... Il souhaite] relancer à fond la course aux armements pour essouffler l'économie soviétique, déjà en fort mauvais état, et contraindre l'URSS à composer [...]. Seuls les partisans de la politique du pire pourront se réjouir : les choses, en effet, seront à nouveau claires...»<sup>714</sup>. Cela dit, il modère son propos et termine ainsi : « Répondons, pour conclure, qu'un programme politique, encore plus aux Etats-Unis qu'ailleurs, ne représente au mieux que des intentions, au pire un appât pour des badauds ». Il y a donc là une véritable rupture idéologique dans le discours de l'administration américaine et de son président, qui devient ou redevient virulent vis-à-vis du communisme et des ennemis de la liberté contre lesquels les Etats-Unis se doivent de lutter de toutes leurs forces. Mais c'est sur un autre terrain que le renouveau idéologique est le plus marqué : celui de l'économie.

### Le néolibéralisme

Le retour de l'Amérique pour Reagan et ses partisans doit venir du renouveau de la puissance économique américaine. Celle-ci a été, d'après eux, grignotée par l'étatisme et la bureaucratie qui ont étouffé le dynamisme américain. La part de l'Etat dans l'économie est trop importante et ce aux dépens du secteur privé et de l'initiative individuelle, fondements du dynamisme économique des Etats-Unis. Pour retrouver la puissance économique américaine, il convient donc de libérer ce dynamisme en diminuant fortement les impôts et les contraintes réglementaires tout en luttant contre l'inflation qui cause le chômage, par une politique monétaire restrictive. C'est l'économie de l'offre contre l'économie de la demande, le monétarisme contre le keynésianisme. Reagan est particulièrement influencé par les économistes de l'école de Chicago comme Milton Friedman et leur théorie monétariste. Le taux directeur de la réserve fédérale américaine passe de 11% à 20%. Au prix d'une récession sévère, l'inflation chute de 13,5% en 1981 à 3,2% en 1983. Reagan est aussi fortement influencé par un économiste californien du nom d'Arthur Laffer qui explique que c'est par la baisse du taux d'imposition et des dépenses publiques que l'on va augmenter la croissance et donc le produit des impôts. Reagan met en application sa théorie et baisse fortement les impôts et les dépenses sociales, même si cette dernière baisse est largement compensée par la hausse des dépenses militaires. Ceci-dit, il ne s'agit pas là que d'une théorie isolée. Le sentiment que le changement est nécessaire est bien ancré dans les esprits en Amérique. Alain Clément écrit : « L'idée est dans l'air [...] que l'Etat fédéral tel qu'il est constitué aux Etats-Unis en fait déjà trop pour bien faire, que ce n'est pas en accroissant ses charges qu'on progressera dans les secteurs stagnants ou retardataires. De toute façon, le contribuable moyen est déjà pressuré aux limites du tolérable par un système fiscal notoirement inéquitable [...]. L'avenir appelle donc autant de réformes, les uns et les autres d'une nature différente de ce qui s'est fait depuis bientôt un demi-siècle. Il s'agira désormais de libérer les énergies plus que de les capter, d'orienter les initiatives plus que de les remplacer. En un mot, l'Amérique ne peut plus continuer comme avant. Il lui faut changer pour retrouver son élan et débloquer ses forces vives »<sup>715</sup>. D'ailleurs les Etats-Unis ne sont pas les seuls à

<sup>714</sup> Jacques Amalric, « Retour au manichéisme ? », *Le Monde*, 06/11/1980.

<sup>715</sup> Alain Clément, « Plus mesuré dans l'action que dans le discours », *Le Monde*, *op.cit.*

conclure ainsi, au Royaume Uni, Margaret Thatcher, arrivée au pouvoir peu avant, en mai 1979, mène une politique économique semblable en bien des points, à celle de Ronald Reagan.

Contrairement à ses prédécesseurs, Ronald Reagan identifie sa présidence à sa politique économique, prenant assurément un grand risque politique. C'est ainsi que naît la *reaganomics* ou reaganomie, mariage de Reagan et de la révolution économique libérale. Mais les observateurs comme *Le Monde* ne prennent pas tout de suite la mesure du nouveau président et de sa politique, d'autant que les premiers résultats de la nouvelle politique économique américaine ne sont pas bons avec la récession de 1982. Dominique Dhombres constate cependant que « l'opinion ne semble pas tenir rigueur personnellement à M. Reagan d'avoir continué à prêcher une politique économique qui semble de plus en plus démentie par les faits »<sup>716</sup>.

L'élection du président californien marque ainsi une rupture idéologique, militariste et néolibérale, qui étonne par son ampleur, et met un terme à 35 ans de détente et un demi-siècle de keynésianisme. Et *Le Monde* suit avec circonspection ces changements.

### **Reagan, cet acteur pragmatique**

Pourtant peu à peu se découvre un nouveau visage du président républicain, beaucoup moins idéologue qu'il n'y paraît.

#### Gorbatchev et Reagan ou la conjonction du pragmatisme et de la détente

De nombreux observateurs croient que le nouveau président des Etats-Unis ne doit son élection qu'à la faiblesse de son rival et le perçoivent comme un *cow boy* conservateur qui ne finira guère mieux que son prédécesseur en politique étrangère. La seule différence, est que l'excès de faiblesse est remplacé par l'excès de force, aux dépens de la politique de détente, poursuivie tant bien que mal par tous les gouvernements soviétiques et américains depuis la mort de Staline. Cependant Ronald Reagan a de la chance ou sait la provoquer puis s'en saisir. Alors qu'il est élu sur un programme militariste et qu'il tient un discours particulièrement virulent à l'égard de l'URSS, un jeune dirigeant arrive au pouvoir en Union Soviétique, en mars 1985. Il se nomme Mikhaïl Gorbatchev, est plutôt ouvert et prêt au dialogue avec les Etats-Unis. Le nouveau secrétaire général du Parti Communiste de l'URSS n'accède pas au pouvoir par hasard. Son pays, épuisé, ne peut plus poursuivre la course aux armements lancée par le président américain. Il lui faut négocier. Et Ronald Reagan idéologue inflexible au verbe enflammé, réélu triomphalement en 1985, se révèle être un président pragmatique qui adapte son équipe en conséquence. *Le Monde*, qui n'est pas insensible à cette politique étrangère, le raconte à ses lecteurs par la plume de Bernard Guetta dans un article intitulé « La victoire des pragmatiques » : « Jamais président des Etats-Unis ne fut aussi populaire. Le sacre de Ronald II n'exigeait donc pas qu'on bouleversât la cour. A Washington, garde montante et garde descendante se ressemblent beaucoup. Certains ont échangé leurs postes, d'autres, comme Jeane Kirkpatrick – idole des conservateurs et figure de l'ONU – ont quitté l'équipe [...]. A entendre il y a deux semaines, le quarantième président des Etats-Unis entonner, lors de sa seconde prestation de serment, son hymne familier à la paix et à la grandeur américaine, on aurait pu se croire quatre ans en arrière [...]. Mercredi dernier pourtant, lorsque Mme Jeane Kirkpatrick a annoncé, sortant du bureau présidentiel, qu'elle quittait son poste d'ambassadeur aux Nations unies et ne

---

<sup>716</sup> Dominique Dhombres, « L'horizon 1984 », *Le Monde*, 04/11/1982.

prenait pas d'autres fonctions officielles, une période s'est décidément achevée. Espéré par les uns et craint par les autres, ce départ symbolise et scelle en effet la lente montée en puissance, au sein du premier cercle des collaborateurs de M. Reagan, d'un courant dont le solide conservatisme est largement coupé de pragmatisme et pour lequel elle était la bête noire. Un homme incarne aujourd'hui ce courant : le secrétaire d'Etat, M. George Shultz. [...] bénéficiait d'un sursis d'un an. Il a brillamment su le mettre à profit, en se faisant avec succès l'artisan d'une reprise du dialogue avec Moscou que, sondage après sondage, les électeurs souhaitaient massivement »<sup>717</sup>. Mikhaïl Gorbatchev arrive au pouvoir à peine un mois et demi plus tard. Reagan, le président de l'idéologie conservatrice et de la confrontation devient l'homme du pragmatisme et de la détente réussie avec l'URSS. Comme l'explique Pierre Mélandri : « En novembre 1984, fait assez surprenant pour être relevé, le secrétaire d'Etat à la défense, Caspar Weinberger, énonce les six prérequis à tout engagement des forces armées des Etats-Unis [...]. Aux yeux de Weinberger, la principale mission des forces armées et la justification de leur énorme budget sont de dissuader, bref d'éviter aux Etats-Unis d'avoir à les engager [...]. Reagan paraît ainsi souvent combiner une rhétorique de croisé avec un activisme plutôt timoré : il aboie plus qu'il ne mord »<sup>718</sup>. Son immense succès inattendu en politique étrangère complète celui tout aussi inattendu, bien que plus rapide, en matière économique.

### La réussite économique

Dans un premier temps, les résultats de la Reaganomie ne sont pas bons et l'Amérique plonge en 1982 dans la récession. Mais dans un second temps, à partir de 1983, vient le rebond et la reaganomie s'avère être un succès, en ce sens qu'elle se traduit par un retour à une croissance économique élevée et une forte baisse du chômage. Manuel Lucbert écrit dans *Le Monde* au lendemain de la réélection de Ronald Reagan à la présidence en 1984 : « Voilà un homme qui revient de loin ! Aujourd'hui en passe de savourer une victoire annoncée d'une rare ampleur, M. Ronald Reagan paraissait bien mal parti lorsqu'en janvier 1983 il faisait le bilan de ses deux premières années de mandat. Le président optimiste et sûr de lui qui, au lendemain de son élection, annonçait un nouveau commencement pour une Amérique de nouveau forte et respectée semblait embourbé dans la récession économique [...]. Que s'est-il donc passé ? Faut-il crier au miracle, à l'imposture ou au génie ? [...] Or il faut bien se rendre à l'évidence : jamais le déficit budgétaire n'a été en chiffre absolu, aussi important, mais dans le même temps, l'inflation est descendue à un taux particulièrement bas (4,2%) et le chômage, lui aussi, est en très net repli par rapport au maximum de l'année 1982 (7,4% au lieu de 11%) »<sup>719</sup>. La réalité est plus complexe. Le virage monétariste avait été pris dès la fin de l'administration Carter et la reprise vient aussi de l'ajustement de l'économie américaine à la concurrence internationale par un surcroît d'innovation. Le tissu économique américain se réinvente et les emplois dans les entreprises qui disparaissent sont remplacés par les emplois dans les entreprises qui se créent. Les années 80 voient le décollage de l'informatique et des start-up, jeunes entreprises issues de la recherche académique. Comme l'explique André Kaspi, « tout compte fait, la Reaganomie a créé une ambiance, une atmosphère et permis à la reprise de donner tous ses effets »<sup>720</sup>.

<sup>717</sup> Bernard Guetta, « La victoire des pragmatiques », *Le Monde*, 04/02/1985.

<sup>718</sup> Pierre Mélandri, *Histoire des Etats-Unis – II. Le déclin ? Depuis 1970*, op.cit., p. 154.

<sup>719</sup> Manuel Lubert, « Le président sortant bénéficie de la restauratin de la puissance américaine et de la reprise économique », *Le Monde*, 07/11/1984.

<sup>720</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*, op.cit., p. 597.

Mais cette reprise économique favorisée par la baisse massive des impôts et par la dérèglementation s'accompagne d'un fort accroissement des inégalités dues à l'écart croissant des revenus. De même, la baisse des recettes des impôts est compensée par une forte baisse des dépenses non militaires, en particulier des dépenses sociales, ce qui tend à accroître aussi les inégalités à cause de la diminution de la protection sociale. L'accroissement des inégalités est peu ressenti dans un premier temps à cause de la forte baisse du chômage. Pourtant, ces effets négatifs de la Reaganomie ne sont pas négligeables et ils n'échappent pas au *Monde* par la plume de Manuel Lucbert : « Les députés [majoritairement démocrates] essaient de sauver ce qu'ils peuvent dans les coupes sombres de l'administration dans les dépenses sociales. Le choc n'en est pas moins rude : réduction de la durée des indemnités de chômage, suppression des *Food stamps* (bons d'alimentation), pour toute une série de catégories de personnes, suppression des repas scolaires gratuits, etc., alors que le nombre officiel de pauvres, selon les critères américains, ne cesse d'augmenter : ils étaient 25 millions en 1981, ils sont 35 millions en 1984. Les minorités sont plus durement touchées : le taux de pauvreté atteint 28,4% de la population hispanique en 1983 et 35,7% des Noirs (ce taux est globalement de 15,2%) »<sup>721</sup>. Cependant la croissance retrouvée masque voire compense pour un temps l'accroissement des inégalités. De plus, l'administration Reagan marie l'orthodoxie monétaire, c'est-à-dire la politique de l'offre, à un immense déficit budgétaire, c'est-à-dire la politique de la demande.

C'est ainsi que de la *Reaganomics* à la politique étrangère, le président Reagan se révèle un grand pragmatique doué d'une véritable empathie. Les Français comme les Américains, y sont sensibles.

## **La France de Mitterrand, Reagan et les Etats-Unis**

L'image des Etats-Unis en France et dans *Le Monde* est contrastée depuis le début de la guerre froide, sans toutefois être mauvaise. Elle subit en particulier les retombées de la très impopulaire intervention américaine au Vietnam. Elle est influencée par les querelles intergouvernementales régulières bien que sans gravité. Ces dernières sont dues notamment à la défense sourcilleuse de l'intérêt national par les gouvernements hexagonaux successifs, notamment sous la présidence du général de Gaulle. L'image des Etats-Unis en France n'est pas sans rapport avec l'image de la France aux Etats-Unis.

### **Inquiétudes américaines et tiers-mondisme français**

Six mois après l'élection d'un président conservateur aux Etats-Unis, est élu en France un président socialiste : François Mitterrand. Le mot même – socialiste – évoque inévitablement pour un américain le communisme tant la nuance entre les deux n'existe guère au pays du capitalisme triomphant. Mais les spécialistes de politiques étrangère du Département d'Etat savent l'expliquer à leur président et à son gouvernement. En revanche, la décision de François Mitterrand de nommer des ministres communistes dans son gouvernement dérouta et inquiéta tout le monde à Washington, quelle que soit la connaissance de la question. *Le Monde* raconte la visite du vice-président américain Bush, en France, envoyé pour sonder le nouveau président français : « M. George Bush ne s'attendait sans doute pas, lorsqu'il a

---

<sup>721</sup> Manuel Lucbert, « Le président sortant bénéficie de la restauration de la puissance américaine et de la reprise économique », *Le Monde*, *op.cit.*

annoncé à M. Claude Cheysson<sup>722</sup>, le 6 juin, son intention de venir rendre visite à M. Mitterrand, que son arrivée à Paris coïnciderait avec le retour des communistes, pour la première fois depuis l'aube de la guerre froide, dans un gouvernement français. Il aurait été surprenant qu'il en fût enchanté. Pour l'immense majorité des Américains, un rouge est un rouge et, ipso facto, un agent soviétique [...]. D'avoir été à la tête de la C.I.A., comme c'est le cas pour l'actuel vice-président, ne prédispose pas nécessairement à penser autrement, surtout lorsque l'on appartient au gouvernement le plus conservateur – et l'un des plus antisoviétiques – que les Etats-Unis aient connu depuis un demi-siècle. Et l'on imagine d'autant plus facilement les inquiétudes des chefs militaires de l'alliance atlantique à l'égard des conséquences de la participation des communistes au pouvoir dans un pays membre »<sup>723</sup>. Peu après, le département d'Etat publie un communiqué que Robert Solé reprend et commente pour *Le Monde* : « Même s'ils s'y attendaient, les dirigeants américains n'ont guère apprécié la nomination de ministres communistes en France. Ils n'ont fait, toutefois, connaître leur attitude qu'au bout de vingt-quatre heures, pour ne pas gêner la visite du vice-président Bush à Paris et surtout pour permettre à celui-ci d'entendre d'abord les explications de M. Mitterrand. Le communiqué, publié le mercredi 24 juin peu avant minuit (heure de Paris) par le département d'Etat, commence de la manière la plus positive : La France est un allié estimé et un ami des Etats-Unis. Comme nation souveraine et démocratique, elle a choisi un nouveau président et une nouvelle Assemblée législative. Nous nous réjouissons de cette occasion qui nous est donnée de continuer les excellentes relations entre nos deux pays. Suivent quelques remarques banales sur les rencontres de M. Bush à Paris et de M. Cheysson à Washington. Le passage important du communiqué se trouve à la fin : Tout en reconnaissant et respectant pleinement le droit du gouvernement de la France de déterminer sa propre composition, c'est un fait, que le ton et le contenu de nos rapports en tant qu'alliés seront affectés par l'arrivée de communistes dans ce gouvernement »<sup>724</sup>.

Ronald Reagan nomme Evan Galbraith ambassadeur en France. Connaissant le pays, il y a vécu six ans, il parle parfaitement français et aime la France. C'est aussi un banquier conservateur proche du président américain. Il se fait remarquer par différents incidents qu'il provoque vraisemblablement à dessein. *Le Monde* les rapporte : « Après les propos tenus [...] par M. Galbraith, ambassadeur des Etats-Unis à Paris, sur les communistes français et leur présence dans le gouvernement français [...], le diplomate américain a été convoqué mercredi 1<sup>er</sup> février en fin de journée à l'hôtel Matignon [...]. On sait bien, avait dit le diplomate américain, que le parti communiste français entretient une relation spéciale avec le monde soviétique. Tout le monde sait très bien que la politique étrangère soviétique est suivie par le Parti communiste français. On se méfie donc des gens qui sont liés avec le Parti communiste [...]. Ce n'est pas la première fois que M. Galbraith attire l'attention par des commentaires sur le P.C. français [...]. A Washington, le département d'Etat a déclaré mercredi que le gouvernement américain maintient sa pleine confiance à M. Galbraith »<sup>725</sup>. Peu après la réélection de Ronald Reagan, Evan Galbraith rentre aux Etats-Unis et est remplacé par Joe Rodgers. *Le Monde* annonce sa nomination<sup>726</sup> et n'en reparle plus.

---

<sup>722</sup> Ministre français des relations extérieures de 1981 à 1984

<sup>723</sup> « Washington et les ministres rouges », *Le Monde*, 26/06/1981.

<sup>724</sup> Robert Solé « le ton et le contenu de nos rapports seront affectés déclare le Département d'Etat », *Le Monde*, 26/06/1981.

<sup>725</sup> « Le nouvel incident Galbraith », *Le Monde*, 03/02/1984.

<sup>726</sup> « M. Joe Rodgers nouvel ambassadeur des Etats-Unis à Paris », *Le Monde*, 11/07/1985.



En miroir, il existe un fort courant américano-sceptique en France et au sein même du gouvernement français. La critique porte sur la politique économique libérale américaine et plus particulièrement sur la culture autour de l'accusation d'impérialisme culturel américain. Un homme en est le symbole parmi les ministres, le titulaire du portefeuille de la culture : Jack Lang. Sa critique tourne autour de l'accusation d'impérialisme culturel américain et de sa défense de la culture française. Il prend alors le flambeau de la défense des cultures du monde. Un sommet est atteint lors de son discours à Mexico le 27 juillet 1982 dont rend compte *Le Monde* : « A l'occasion de la deuxième conférence mondiale sur les politiques culturelles, organisée par l'UNESCO, à Mexico, M. Jack Lang, ministre français de la culture, a lancé, mardi 27 juillet, un appel à une croisade mondiale contre l'impérialisme financier et intellectuel, l'assimilant à une forme d'agression qui s'approprie des consciences au lieu de territoires et constitue une forme d'ingérence dans les affaires intérieures des pays. Le chef de la mission américaine, Mme Gérard, a répondu brièvement, au cours de son intervention, aux accusations de M. Lang en déclarant : Ma délégation n'écouterà pas, sans défendre les principes auxquels nous croyons si profondément, des attaques contre nos propres valeurs, que ces attaques soient formulées en termes idéologiques ou au moyen de clichés éculés [...]. Si elle illustre une nouvelle fois la détérioration des relations franco-américaines, la déclaration de M. Lang est dans le droit fil des précédentes prises de position du ministre français, qui avait refusé de se rendre, en septembre 1981, au Festival du film américain de Deauville, afin de ne pas apporter le soutien du gouvernement à une industrie déjà influente et puissante »<sup>727</sup>. Dans la logique de ce discours, Jack Lang a fait adopter des quotas pour défendre la production cinématographique française, tant dans les salles de cinéma qu'à la télévision. Il en fait un des fondements de la politique culturelle de la France et du combat contre l'américanisation du pays dans les années 80 et en particulier contre la culture de masse d'origine américaine. Jack Lang sait cependant distinguer et mettre en valeur les grandes œuvres d'Hollywood.

Les critiques françaises sur les Etats-Unis portent aussi sur la politique économique perçue comme ultralibérale, sur la politique étrangère, perçue comme opposée à la détente et construite sur une logique de confrontation. Elles rebondissent lors de l'affaire de la reconnaissance de la paternité de la découverte du virus du Sida qui oppose les chercheurs français et américains. Ces critiques nourrissent alors une vague d'américanophobie dans de nombreux cercles intellectuels. Comme l'explique l'historien américain Richard Kuisel : « La querelle entre les deux alliés qui a persisté à travers les années 1980 en termes convenus, expose la rivalité fondamentale franco-américaine qui tourne autour de l'unilatéralisme américain, opposant les conceptions de l'Alliance atlantique et la quête française d'autonomie au sein de l'alliance. Le but de la diplomatie française, comme c'est généralement mis en avant, était l'indépendance de la France et de l'Europe. Mais le Gulliver (géant) américain a aussi servi de faire-valoir pour l'affirmation de l'identité de la France dans le monde »<sup>728</sup>.

Cependant cette double vague de francophobie américaine et d'américanophobie française du début des années 80, bien que virulente, n'est pas durable, bien au contraire.

---

<sup>727</sup> « Un vif incident oppose M. Lang à la délégation des Etats-Unis », *Le Monde*, 29/07/1982.

<sup>728</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.*, p. 100.

## Mitterrand l'Américain

Le président français s'emploie dès son arrivée au pouvoir à expliquer et rassurer son allié d'outre atlantique. Peu à peu, il le convainc et finit par tisser un lien de confiance avec le président américain comme jamais avant sous la 5<sup>ème</sup> République, surtout lors du second mandat de ce dernier. L'effort de rapprochement atteint sa plus grande intensité et manifestement son objectif lors de la visite du président américain en France à l'occasion du sommet du G7 en juin 1982 comme le raconte Dominique Dhombres : « Arrivé mercredi soir à Orly, sous la pluie et au milieu des éclairs, M. Reagan a eu droit, jeudi 3 juin, pour sa première journée parisienne, à un ciel constamment orageux. Après un déjeuner amical, qui n'en fut pas moins un déjeuner de travail, consacré notamment aux Falkland, à l'Amérique centrale et au Proche-Orient, MM. Mitterrand et Reagan se sont congratulés en public, devant les journalistes rassemblés pour la circonstance devant la façade de l'Élysée qui donne sur le parc. Le président américain remercia M. Mitterrand et le peuple de France pour la chaleur de leur hospitalité et, après avoir affirmé qu'il renouait une amitié personnelle (les deux hommes se sont déjà rencontrés à quatre reprises), conclut, en français : Merci beaucoup. De son côté, M. Mitterrand, après avoir exprimé à son hôte ses souhaits de cordiale et amicale bienvenue, déclara : Demain commence le sommet, mais aujourd'hui il s'agit d'une journée franco-américaine. M. Haig monta encore d'un cran dans l'épithète, au cours d'une conférence de presse tenue dans l'après-midi, en qualifiant d'exceptionnelle la relation entre les deux chefs d'Etat »<sup>729</sup>. Manifestement, non seulement l'inquiétude américaine du début de mandat est levée, mais en plus, le président américain est sous le charme de son hôte comme le rapporte *Le Monde* : « Voici des extraits des toasts échangés jeudi soir par MM. Mitterrand et Reagan lors du dîner offert par le président américain à son hôte français : Bien que la politique que vous avez choisie pour résoudre vos problèmes économiques soit différente de la nôtre, nous comprenons qu'elle vise un même but, un monde plus pacifique et plus prospère, a déclaré M. Reagan. Nous comprenons que les autres nations puissent suivre des routes différentes vers notre but commun, mais nous pouvons toujours nous rassembler et agir ensemble pour ce but commun, a-t-il ajouté. A Versailles, a poursuivi M. Reagan, je pense que nous le pourrons et que nous le ferons. Le président américain a déclaré qu'il était venu plein de confiance [...]. Le président Reagan a terminé en déclarant en français : Vive la France, vive l'Amérique ! Amis, ce soir, demain et toujours »<sup>730</sup>.

L'important effort réalisé par le président Mitterrand pour convaincre les Américains de l'amitié française et de ce que l'Hexagone demeure ancré dans le camp occidental compense et tempère peu à peu le courant américanosceptique du gouvernement. Toutefois ce courant ne disparaît pas pour autant du paysage politique et médiatique français, alors que nombre de personnalités demeurent ambivalentes concernant l'Amérique. Richard Kuisel remarque : « Mitterrand se considérait comme un ami du peuple américain. J'aime les Américains a-t-il écrit, mais pas leur politique [...]. Je ne reconnais pas leur droit de se poser comme les gendarmes du monde »<sup>731</sup>. Tout cela n'empêche pas le président de la République d'écrire au lendemain de sa réélection, un message de félicitation à Ronald Reagan

<sup>729</sup> Dominique Dhombres, « Une journée franco-américaine », *Le Monde*, 05/06/1982.

<sup>730</sup> « M. Reagan : Vive la France ! Vive l'Amérique ! Amis ce soir, demain et toujours », *Le Monde*, 05/06/1982.

<sup>731</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.*, p. 104.

empreint d'une évidente proximité, et que rapporte *Le Monde* : « M. Mitterrand a adressé à M. Reagan le télégramme suivant : Monsieur le président, cher Ron, au moment où le peuple américain vient de vous confier pour un nouveau mandat la destinée des Etats-Unis, je vous adresse mes plus vives félicitations. Je forme des vœux très sincères pour le succès de votre mission, pour votre bonheur personnel et pour la prospérité de la nation américaine. J'ai la conviction que le dialogue amical et confiant entre nos deux pays pourra se développer au service de la paix et du progrès dans le monde »<sup>732</sup>.

### Reaganomania, américanophilie et atlantisme

Longtemps considéré comme peu sérieux à cause de son passé d'acteur de cinéma, Reagan redonne confiance à l'Amérique. Il restaure son économie et en particulier l'emploi, tout en accroissant gravement les inégalités. Héraut de la révolution libérale, il laisse une empreinte durable sur le capitalisme occidental. Conservateur d'apparence implacable, il se montre d'un grand pragmatisme. En mettant en difficulté l'URSS, il l'amène à la table des négociations et ne rechigne pas devant les compromis, permettant un renouveau de la détente qui conduit à la fin de la guerre froide. Plus encore, son mandat permet un accroissement sans précédent de l'américanophilie en France et en Europe occidentale. Ronald Reagan, contre toute attente, est ainsi un président immensément populaire, tant en Amérique qu'en Europe et en particulier en France.

Richard Kuisel explique que « d'après Even Galbraith, ambassadeur américain à Paris, les relations franco-américaines au début des années 1980 furent probablement les meilleures depuis 1918. De nombreux observateurs contemporains ont regardé ces relations comme une sorte de rêve. Les relations entre François Mitterrand et Ronald Reagan, même si les deux présidents étaient pleins de contrastes, étaient généralement sympathiques. Les relations transatlantiques étaient meilleures dans cette décennie qu'à tout autre moment depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Elles étaient certainement plus détendues que dans les années troublées de la IV<sup>ème</sup> République, où les alliés se disputaient presque sur tout de l'Allemagne à l'Indochine, ou au début de la V<sup>ème</sup> République, quand Charles de Gaulle retira la France du commandement intégré de l'OTAN. Et il y avait beaucoup moins de turbulences qu'au début des années 1970, qui ont vu les foules hostiles à Chicago assaillir le président Georges Pompidou et les récriminations mutuelles à propos de la guerre du Vietnam. Ces troubles se sont assouplis un peu plus tard dans la décennie après que Valéry Giscard d'Estaing est devenu président et Jimmy Carter a obtenu sa prudente approbation pour la poursuite de la détente et son plaidoyer en faveur des droits de l'homme. Mais ses politiques vacillantes et son incapacité à récupérer des otages américains à Téhéran ont terni sa réputation. Il y a eu une amélioration marquée des relations franco-américaines après 1982, et en 1984-1988, les Etats-Unis et dans une moindre mesure, Ronald Reagan, étaient vraiment populaires en France »<sup>733</sup>. Il ajoute que « l'année 1988 a enregistré le sondage le plus favorable d'après-guerre concernant l'Amérique. Interrogés au sujet de leur impression globale des Etats-Unis, 54 pour cent des Français sondés ont dit qu'ils étaient sympathiques, et un maigre 6 pour cent dit leur antipathie (alors qu'un

---

<sup>732</sup> « M. Mitterrand : Cher Ron... », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>733</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.*, p. 99.

tiers a déclaré ni l'un ni l'autre). Les mots les plus souvent associés aux Etats- Unis ont été la puissance, le dynamisme, la richesse et la liberté »<sup>734</sup>.

Anita Rind commente dans *Le Monde* la soirée électorale américaine sur les antennes françaises : « Fièrre Amérique ! Puissante Amérique ! On les aura entendus, ces qualificatifs, la nuit dernière, sur nos antennes. On en était gêné pour les médias français »<sup>735</sup>.

Daniel Vernet écrit dans *Le Monde* : « Les Français seraient-ils reaganiens ? S'ils étaient appelés à participer à l'élection présidentielle américaine, mardi 6 novembre, ils voteraient pour M. Ronald Reagan en plus grand nombre que pour M. Walter Mondale (38 % des personnes interrogées contre 25 %). Ce résultat du sondage effectué par la SOFRES pour *Le Monde* et Antenne 2 n'est pas seulement l'expression d'un coup de cœur pour un vieil acteur, mais repose sur une adhésion, au moins partielle, à une stratégie globale dans des domaines aussi divers que la diplomatie ou la politique économique. Il est en même temps la conséquence d'une amélioration sensible de l'image des Etats-Unis dans l'opinion française, à laquelle M. Reagan lui-même n'est pas étranger. Toutefois, cette sympathie ne pousse pas les Français jusqu'à souhaiter l'importation du reaganisme et à prendre les Etats-Unis pour un modèle politique ou culturel »<sup>736</sup>.

### *Le Monde* et Ronald Reagan

Au début du mandat de Ronald Reagan, *Le Monde* est très réservé à l'égard du président républicain, comme l'explique cet éditorial du 7 novembre 1980 intitulé « Défi à l'Europe : L'élection impressionnante de M. Ronald Reagan et la débâcle subie par de très nombreux parlementaires libéraux prouvent que l'on se trouve non seulement en présence d'un mouvement de rejet de M. Carter, mais aussi d'une lame de fond à la fois patriotique, interventionniste et isolationniste. Ce phénomène risque de constituer assez vite un défi au Vieux Continent. De la manière dont les nations de celui-ci le relèveront dépendra pour beaucoup la réalisation d'une certaine idée de l'Europe. M. Reagan a peu parlé, dans ses discours électoraux, des rapports transatlantiques. Il en a cependant dit suffisamment pour qu'on craigne qu'il ne nourrisse quelque conception par trop simpliste du dialogue américano-européen en le réduisant volontiers... à un monologue américain. Cette tentation a toujours existé aux Etats-Unis. Elle risque d'être encore plus forte demain, le président élu ayant fait savoir que, à son avis, les Européens devraient participer davantage à l'effort militaire qu'il appelle de ses vœux. Plus grave : M. Reagan, qui s'est inquiété des tendances neutralistes de certains pays ouest-européens, paraît croire qu'il lui suffira de parler haut et fort pour que disparaissent aussitôt toutes les divergences politiques qui peuvent exister entre les deux rives de l'Atlantique. C'est là une bien curieuse – encore qu'ancienne – conception d'une alliance politique. Que des nations s'unissent pour défendre l'essentiel de leurs civilisations, les principes sur lesquels elles se fondent, bref leur essence, est une chose. Que ce combat sur l'essentiel doive entraîner unanimité sur tous les problèmes en est une autre, contestable celle-là »<sup>737</sup>.

Mais peu à peu, les journalistes comme Bernard Guetta ou Jan Krauze, commencent à éprouver pour Reagan une réelle sympathie. Bernard Guetta dresse

---

<sup>734</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power, op.cit.*, p. 43.

<sup>735</sup> Anita Rind, « Nuits américaines sur les antennes françaises », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>736</sup> Daniel Vernet, « Les Français préfèrent M. Reagan au reaganisme », *Le Monde*, 06/11/1984.

<sup>737</sup> « Défi à l'Europe ? », *Le Monde*, 07/11/1980.

ainsi le portrait du président au soir de sa réélection sous le titre évocateur : « Un grand-père de rêve » : « Le président que les Américains viennent de réélire est un homme sympathique. De Gaulle ou Churchill en imposaient. Eisenhower avait le prestige d'un grand soldat. Kennedy séduisait (ou horripilait), mais par une grâce qui n'est pas celle de chacun, M. Ronald Reagan, lui, a tout simplement la sympathie de ses concitoyens [...]. Qu'il apparaisse sur l'écran de télévision, reçoive dans le bureau ovale, serre des mains dans une soirée de deux mille personnes, il semble s'adresser à chacun directement, et personne n'y est totalement insensible [...]. Lorsqu'il prononce en janvier dernier, à la veille d'annoncer sa candidature, l'annual discours sur l'état de l'Union, il est (à n'en pas douter) heureux d'être là, dans les ors du Congrès, à dire que l'Amérique est : de retour dressée de toute sa taille. On peut trouver cette grandiloquence creuse, mais on ne peut sous-estimer ce bonheur de M. Reagan dans la fonction présidentielle, car c'est à cette aune – plus rassurante que le visage défait de M. Carter – que les Américains jugent l'état de leur pays [...]. L'Amérique aime le mélange de ses rides et de sa taille alerte, car il y a une réussite dans cette vieillesse-là [...]. M. Reagan a de la chance, du talent, et une image – celle d'un grand-père de rêve »<sup>738</sup>.

*Le Monde* se montre particulièrement enthousiaste du voyage du président de la République aux Etats-Unis en mars 1984. Il n'en revient pas qu'un président socialiste puisse réaliser un voyage aussi manifestement amical et réussi au pays du capitalisme roi : « Il n'y a pas de contradiction entre un socialisme fidèle à ses valeurs et une ferme adhésion à la défense du patrimoine politique et moral fondant l'alliance atlantique. C'est ce qu'a dit et redit M. François Mitterrand tout au long de la première journée de sa visite aux Etats-Unis, jeudi 22 mars. Tant du côté américain que français, on ne finissait pas de s'étonner que cette affirmation d'un socialiste, dont le gouvernement comprend des communistes, soit acceptée par l'administration la plus conservatrice que les Etats-Unis aient connue depuis longtemps. C'est que M. Mitterrand n'a plus à prouver à Washington sa fidélité atlantiste. [D'ailleurs], accueillant M. Mitterrand à la Maison Blanche, jeudi matin, M. Reagan avait loué sa fermeté et ses efforts personnels dans l'affaire des euromissiles, sa détermination, son courage et évoqué le coude-à-coude franco-américain au Liban et le rempart contre l'agression dressé par la France au Tchad. En retour, M. Mitterrand affirma que sa première pensée allait vers les Américains et les Français, frères d'armes, qui, de Yorktown à Beyrouth, ont mêlé leur sang et conclut en lançant : My best greetings to the great american people [...]. Ce socialiste n'entend pas non plus que l'Amérique se fasse une idée qu'il considère fautive de sa politique économique. Après avoir rendu hommage à la vigueur de la reprise américaine, il dit que la France qu'il dirige n'est pas en reste, car les indicateurs économiques commencent d'être encourageants et que l'Amérique se tromperait si elle ne prêtait à la France que les charmes du passé. C'est au contraire, dit-il, un pays qui préfère le risque – le beau risque – de la modernité au confort, le faux confort, de l'immobilisme. Et l'Amérique se tromperait aussi, ajoute-t-il, à croire qu'en l'élisant la France a choisi la bureaucratie, la toute-puissance de l'Etat et le protectionnisme que son gouvernement combat, au contraire. La péroraison de M. Mitterrand sera pour évoquer la mémoire de sa mère, qui reliait dans son imaginaire les prophètes de l'Ancien Testament aux héros de l'Indépendance américaine – porteurs, tous des principes simples et sublimes de la liberté, du droit et du respect des autres et de soi. Cela a été dit jeudi à Washington par un président socialiste de la République française »<sup>739</sup>.

---

<sup>738</sup> Bernard Guetta, « Un grand-père de rêve », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>739</sup> Bernard Guetta et Jean-Yves Lhomeau, « Dans son discours devant le Congrès, M. Mitterrand ... », *Le Monde*, 24/03/1984.

*Le Monde* porte tout de même quelques critiques sur la présidence Reagan, en particulier concernant la politique sociale. Ainsi, Nicole Bernheim, correspondante du journal à New York, dans un livre où elle raconte les années Reagan<sup>740</sup>, accuse le président californien d'avoir détricoté le filet de la sécurité sociale américaine déjà en lambeaux, d'avoir creusé les inégalités, et d'avoir accentué le mécontentement au sein des minorités. Elle raconte même, que des Français qui avaient fui les socialistes après 1981 pour faire fortune aux Etats-Unis avaient découvert la précarité et le coût de la vie avec ce capitalisme sauvage et étaient prêts à rentrer à la maison.

Ainsi, Ronald Reagan qui arrive au pouvoir avec l'image d'un cow boy conservateur, devient peu à peu ce grand père de rêve comme le qualifie Bernard Guetta. Il inaugure une ère de détente et de prospérité économique, creusant cependant les inégalités. Très populaire tant aux Etats-Unis qu'en Europe et au *Monde*, il gagne durablement les Etats-Unis au cœur des Français.

### **63 Le retour de l'Amérique**

Les années Reagan marquent le renouveau de la puissance américaine ou plus exactement du leadership américain sur la scène internationale après un réel affaiblissement pendant les années Carter. Le slogan du président californien, *America is back*, l'Amérique est de retour, est riche de sens.

#### **La couverture des Etats-Unis de Ronald Reagan par *Le Monde***

Durant les deux mandats de Ronald Reagan, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* demeure en dessous de la moyenne<sup>741</sup>, de façon encore plus prononcée que sous Jimmy Carter. Cependant, l'année de la première élection du président californien, la couverture de l'Amérique est plus importante, elle atteint la moyenne, ce qui montre que la rupture politique est bien suivie par le journal. De même, l'année 1982 est presque aussi importante quantitativement. Elle marque le retournement de l'économie américaine, les premiers succès de Ronald Reagan et le moment où le journal prend véritablement la mesure du nouveau président.

Au même moment, la taille des articles concernant les Etats-Unis augmente. Cela ne vient pas d'une hausse particulière du nombre de grands articles, mais au contraire de la diminution du nombre de petits articles et notamment du nombre de brèves. Cela correspond bien à une couverture plus faible de l'Amérique par le journal, mais qui concerne ainsi plus la quantité que la qualité du traitement.

Le nombre de pages du journal depuis la mise en service de l'imprimerie de Saint Denis atteint parfois 48 pages, mais pas tout le temps. De fait, les articles concernant les Etats-Unis s'espacent davantage au long des pages, mais 87% d'entre eux se situent dans les 10 premières pages et même la moitié dans les 4 premières. Pour rappel, sous Carter cette proportion était de 60%. 13% des articles concernés sont en première page, à peine plus que sous le mandat précédent. C'est beaucoup moins que dans les années Beuve-Méry, ce qui montre que si l'Amérique demeure un sujet très important, elle l'est moins qu'elle l'a été par le passé.

Ceci ne se retrouve pas dans les éditoriaux sur les Etats-Unis : leur proportion dans les articles concernés remonte, pour retrouver la moyenne alors qu'ils étaient

---

<sup>740</sup> Nicole Bernheim, *Les années Reagan*, Paris, Stock, 1984, 236 p.

<sup>741</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

très rares sous les précédents présidents. L'explication n'est pas liée aux Etats-Unis ni aux relations transatlantiques mais tout simplement au *Monde*. En effet, après Jacques Fauvet qui ne s'intéresse guère à la politique étrangère et André Laurens dont la préoccupation est toute entière dans le redressement du journal, André Fontaine arrive à la direction du *Monde* en 1985. Il s'intéresse grandement à la politique internationale et en particulier à l'Amérique. Cela se traduit par une nette progression du nombre d'éditoriaux concernant les Etats-Unis.

Ainsi, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* sous Ronald Reagan reste un peu plus faible quantitativement que la normale, sans être négligeable bien entendu. Cependant, qualitativement, elle demeure importante et même progresse.

### **Le renouveau de l'amitié franco-américaine**

Sous Reagan, les articles du *Monde* traitant des Etats-Unis évoquent une fois sur six le sentiment qui unit ce pays à la France. Lorsque c'est le cas, ils présentent l'Amérique comme un ami très proche de la France avec une intensité jamais connue. Le sommet est atteint en 1984 lors de la réélection du président Reagan. Ainsi la presque totalité des articles concernés présente les Etats-Unis comme un pays ami<sup>742</sup>. Parmi eux, la moitié décrit l'Amérique comme un ami profond, un pays ami qui exerce une grande attraction et qui a des liens forts avec la France. Puis encore un tiers des articles présente les Etats-Unis comme un ami de l'Europe occidentale et des pays du monde libre. Les autres articles concernés évoquent aussi un pays ami, mais de façon moins appuyée. Nous retrouvons ici le phénomène décrit précédemment de l'immense popularité du président américain en France y compris au sein du *Monde*. Cette popularité entraîne un accroissement durable, à un niveau record, du sentiment d'amitié des Français pour les Américains.

La politique étrangère des Etats-Unis est toujours un sujet central parmi les articles traitant de ce pays. Il concerne près d'un tiers d'entre eux. L'Amérique est toujours très majoritairement (pour les trois quarts des articles concernés) perçue comme une superpuissance protectrice par intérêt, de la France et de l'Europe. Les Etats-Unis sont ainsi décrits comme un pays qui souhaite la paix, la détente, mais aussi résolu et ferme dans la défense de ses intérêts. Un pays qui veut simplement se défendre, se protéger et qui mène un combat légitime. Ainsi, *Le Monde* explique : « La Maison Blanche et M. Bush, dimanche dernier encore, affirmaient que M. Reagan veut rester profondément dans l'histoire comme un président de paix. La véracité de cette information est assez généralement admise à Washington »<sup>743</sup>. Quelques articles, 15%, évoquent un pays qui parfois se fait menaçant. C'est le cas notamment lors des différentes altercations entre les Etats-Unis et le Nicaragua. Il est vrai que l'Amérique se raidit dès qu'un gouvernement se rapproche du bloc opposé en Amérique latine. Les autres articles, environ un dixième, décrivent un pays protecteur par principe ou par idéal.

La qualité des relations entre la France et les Etats-Unis sous Reagan, présentée par *Le Monde*, est plutôt bonne et connaît une nette amélioration par rapport à la période Carter. Ces relations sont décrites positivement même si elles demeurent complexes pour près de deux tiers des articles concernés. L'Amérique est ainsi majoritairement perçue dans les colonnes du *Monde* comme un pays avec lequel les relations sont compliquées car il défend fermement ses intérêts, mais sont préservées. C'est aussi un pays qui sait faire des compromis ce qui adoucit son image de fermeté. L'Amérique est même décrite comme voulant améliorer ses

---

<sup>742</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>743</sup> Bernard Guetta, « La relance des négociations sur le contrôle des armements figure parmi les dossiers prioritaires », *Le Monde*, 08/11/1984.

relations avec les autres pays. De plus, pour le tiers restant de ces articles, les relations franco-américaines sont bonnes et faciles, ou encore bien établies. Ce n'était pas le cas lors du mandat précédent, où ces derniers articles étaient beaucoup moins nombreux. A l'inverse, les articles décrivant de mauvaises relations sont exceptionnels sous Reagan alors qu'ils étaient plus fréquents sous Carter tout en restant toutefois peu nombreux. Par exemple, *Le Monde* rapporte le 10 novembre 1983 que « la commission américaine du commerce international a considéré lundi 7 novembre comme fondée la plainte déposée par une petite aciérie américaine contre deux producteurs d'acier européens [...]. Ce jugement remet en cause l'accord passé il y a un an entre les Etats-Unis et l'Europe sur l'acier »<sup>744</sup>.

Ainsi, pour *Le Monde*, dans les années Reagan, la relation entre la France et les Etats-Unis est excellente à l'image de l'amitié qui unit les deux pays, sans être évidemment entièrement lisse.

### **Un pays relativement généreux et ouvert économiquement, mais aussi et de plus en plus, un concurrent économique**

Le discours de Ronald Reagan est empreint d'exceptionnalisme et même de nationalisme américain. Il marie pourtant une défense stricte de l'intérêt des Etats-Unis à une ouverture voire une générosité vers l'extérieur. Il poursuit la longue histoire des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde et notamment la France.

Une question récurrente : les relations économiques franco-américaines

La relation économique entre la France et les Etats-Unis est longtemps marquée par une grande inégalité de niveau, même en tenant compte de la différence de taille entre les deux pays. L'Amérique apporte un soutien économique significatif et vital à la France, au lendemain de la seconde guerre mondiale, alors que l'économie française et son appareil productif sont en ruine. Ce soutien répond à l'impératif de la reconstruction. Jean-Baptiste Duroselle écrit que « pour les Américains, l'aide aux pays victimes de la guerre dépassait de beaucoup la simple entreprise charitable [...]. Restaurer l'économie de ces partenaires, y compris les vaincus, était d'un intérêt vital pour le peuple américain. L'évolution de Truman vers la politique de *containment*, liée à la guerre froide, ajoutait à ces considérations économiques une perspective politique qui finit par devenir prépondérante. La guerre et la misère alimentent la lutte des classes, que la prospérité au contraire affadit. Rétablir rapidement la prospérité de l'Europe occidentale serait le meilleur moyen d'éviter qu'elle bascule vers le communisme, particulièrement vigoureux en France et en Italie »<sup>745</sup>. Cette aide économique sous forme de prêts ou de dons atteint un sommet avec le plan Marshall entre 1948 et 1952. Elle est relayée par une aide militaire pour le réarmement de la France alors que celle-ci se trouve engagée dans des guerres de décolonisation, pratiquement sans discontinu de la Libération à l'indépendance de l'Algérie en 1962, et dans la guerre froide. L'aide militaire américaine s'éteint peu à peu dans la seconde moitié des années 50. Cette aide partiellement en dollars, permet longtemps à la France d'équilibrer la balance des paiements. Elle représente donc une forme d'aide économique indirecte. Mais au-

---

<sup>744</sup> « Rebondissement du conflit de l'acier entre l'Europe et les Etats-Unis », *Le Monde*, 10/11/1983.

<sup>745</sup> Jean-Baptiste Duroselle, *La France et les Etats-Unis des origines à nos jours*, Paris, Le seuil, 1976, p. 189.



delà, elle disparaît ou relève davantage de la coopération entre les deux pays, voire entre les deux armées.

Parallèlement à ce très fort soutien des Etats-Unis, la pression exportatrice des grands groupes américains vers la France est très forte. Leurs moyens sont sans commune mesure avec ceux de leurs concurrents Français, alors que leurs produits sont souvent très attractifs. Ils sont fréquemment plus innovants, mieux présentés (accompagnés de campagnes de publicité à grande échelle) et à des prix très bon marché grâce à la production de masse. La France essaie alors de limiter les importations américaines non sans peine, par des barrières tarifaires et normatives, que combattent les exportateurs et les gouvernements d'outre atlantique. Dans l'autre sens, les Etats-Unis ne facilitent jamais réellement l'entrée de produits étrangers sur leur marché de leur propre chef, ce qui serait pourtant une manière efficace et pas forcément coûteuse d'aider l'industrie française et européenne. Le marché américain est également bien protégé par un dispositif douanier sophistiqué.

Les années passant, l'aide économique américaine disparaît donc. La France reconstruite devient un concurrent sérieux pour les Etats-Unis, de même que l'Europe occidentale. Mais à l'inverse de l'aide qui se termine rapidement, une série d'accords de libre-échange contribuent à développer considérablement les relations économiques transatlantiques, en abaissant les barrières douanières. Au début, ce sont des accords bilatéraux, puis multilatéraux, pris en charge côté français par la Communauté européenne qui devient ensuite l'Union. Le cadre de ces échanges économique a été fixé au lendemain de la seconde guerre mondiale par deux accords ou séries d'accords multilatéraux concluant chacun une longue conférence : Il y a d'une part, les accords de Bretton Woods, signés le 22 juillet 1944 aux Etats-Unis dans la ville éponyme, par 44 pays alliés. Ils posent le système monétaire et financier international, tout du moins dans le monde capitaliste, sur lequel se fondent les échanges. Ils suivent le principe dit de l'étalon dollar or ou *Gold Exchange Standard*, c'est-à-dire que le dollar devient la monnaie de référence et sa valeur seule est fixée, étalonnée, par rapport à l'or, à 35 dollars l'once d'or. Ces accords sont assortis de la création de deux banques internationales, l'une chargée de financer le développement, la banque mondiale, et l'autre, le Fond Monétaire International, chargé de financer les Etats et d'être le gendarme monétaire. *Le Monde* ne commente l'évènement pour la simple et bonne raison qu'il n'est pas encore créé. Il y a d'autre part, l'accord du GATT, *General Agreement on Tariffs and Trade* (Accord Général sur les tarifs douaniers et le commerce), signé le 30 novembre 1947. Il a pour but l'harmonisation des politiques douanières. Pour cela, il essaie de fixer les règles des échanges et le cadre des négociations à venir pour les libérer. Cela donne lieu à des *rounds* (cycles) de négociation, qui correspondent souvent aux mandats présidentiels américains. *Le Monde* a du mal à percevoir toute la portée de la signature de l'accord du GATT d'autant que ses termes exacts sont tenus secrets et laisse au président des Etats-Unis le dernier mot : « L'acte final de la commission préparatoire de la conférence du commerce et de l'emploi a été signé aujourd'hui à Genève au cours d'une séance publique tenue sous la présidence de M. Max Smetens, délégué de la Belgique. La commission, rappelons-le, avait déjà mis au point, il y a plusieurs semaines, un projet de charte où sont inscrits les principes sur lesquels reposeront les échanges commerciaux des Nations unies. Toutefois le problème de l'abaissement des barrières restait à résoudre, chose qui paraît faite maintenant. Cent vingt négociations tarifaires bilatérales ont été engagées au cours de cette conférence ; cent quatre ont abouti. La délégation française a, pour sa part, conclu des accords tarifaires avec l'Australie, le Canada, le Brésil, le Chili, les Indes, le Liban, la Syrie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, l'Union sud-africaine, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis [...]. Commentant hier la conclusion des accords de Genève, le président Truman a déclaré qu'ils feraient date

dans l'histoire des relations économiques internationales »<sup>746</sup>. Pourtant, malgré l'essor considérable des échanges entre les deux rives de l'Atlantique, les barrières notamment non tarifaires, c'est-à-dire normatives, demeurent toujours significatives et les résistances à une plus grande ouverture toujours très grandes de part et d'autre au début du XXI<sup>e</sup> siècle, de sorte que l'on ne peut pas qualifier ces échanges de libres.

Enfin, avec les années 60, un déficit commercial américain endémique apparaît et tend d'une manière générale à s'aggraver en dépit de quelques variations annuelles qui parfois se compensent. Il apparaît peu à peu incompatible avec la convertibilité du dollar en or, alors que la quantité de dollars en circulation augmente rapidement et que la guerre du Vietnam entraîne des dépenses militaires considérables qui déséquilibrent les comptes américains. C'est alors que Richard Nixon décide la suspension de la convertibilité du dollar en or le 15 août 1971. On passe alors d'un système de change fixe au système de change flottant que l'on connaît aujourd'hui. *Le Monde* commente ainsi cette décision, au-delà de la question de la guerre du Vietnam que nous avons déjà vue : « Il s'agit d'une décision capitale, puisque la libre convertibilité du dollar en or était la pierre angulaire des accords de Bretton-Woods, grandiose tentative pour rétablir, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un système multilatéral des paiements, lui-même condition de la restauration du libre-échange entre les nations »<sup>747</sup>. Cependant, cette décision n'empêche pas les échanges commerciaux internationaux et notamment transatlantiques de se développer toujours davantage dans un monde désormais totalement concurrentiel, au gré de la valeur des monnaies.

Les articles du *Monde* sur le thème des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde traduisent cette longue évolution. Près d'un article sur douze traitant des Etats-Unis évoque ce sujet<sup>748</sup>. L'Amérique est décrite très tôt et de façon assez constante, comme un pays ouvert aux échanges économiques, dans près d'un tiers des articles concernés. A partir des années 60, elle est présentée en concurrence économique parfois virulente et difficile avec la France et l'Europe, par près de la moitié des articles concernés. Il n'est pas toujours facile pour la France, nation de terriens, de comprendre l'Amérique, cette nation océanique, tournée vers le commerce. Les articles du *Monde* en sont le reflet.

### L'aide et l'ouverture économique des Etats-Unis sous Reagan

Durant les années Reagan, *Le Monde* évoque de temps à autre et de façon plutôt positive, l'aide et le soutien militaire apportés par les Etats-Unis à leurs alliés, notamment européens. Mais cela reste plutôt rare, et correspond à moins de 4% des articles concernés<sup>749</sup>. Il n'est d'ailleurs plus guère question d'aide militaire américaine directe à la France.

Les articles évoquant la générosité des Etats-Unis ne sont pas plus nombreux en ces années Reagan. Ils concernent l'aide américaine aux pays en voie de développement. La moitié d'entre eux présentent les Etats-Unis comme généreux par l'aide qu'ils apportent. Ainsi, *Le Monde* rapporte : « La France et les Etats-Unis répondront favorablement à l'appel de la FAO pour une aide alimentaire d'urgence destinée aux vingt-deux pays africains touchés par la sécheresse [...]. Le secrétaire à l'agriculture des Etats-Unis, M. John Block, a annoncé le doublement de l'aide alimentaire pour ces pays, ce qui représente une contribution supplémentaire de 25

---

<sup>746</sup> « L'acte final est signé aujourd'hui à Genève », *Le Monde*, 31/10/1947.

<sup>747</sup> « L'aveu », *Le Monde*, 16/08/1971.

<sup>748</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>749</sup> *Ibid.*

millions de dollars »<sup>750</sup>. L'autre moitié des articles trouve la générosité du pays limitée ou incertaine.

Les relations économiques sont l'objet d'un nombre modéré de commentaires de la part du *Monde* sous le mandat de Ronald Reagan. Elles ne sont évoquées que par un peu moins de 7% des articles traitant des Etats-Unis. Mais les articles concernés offrent une vision contrastée assez étonnante des relations économiques avec les Etats-Unis, montrant l'existence de deux visions opposées au sein du journal à leur sujet. Pour un peu plus de la moitié de ces articles, le marché américain est difficile d'accès et le pays a une forte tendance protectionniste, tandis qu'il combat les subventions européennes à l'exportation. *Le Monde* rapporte ainsi les propos de la ministre française du commerce extérieur : « Madame Cresson<sup>751</sup> a souhaité que face à la montée alarmante du protectionnisme américain, l'Europe se montre très ferme. Elle a expliqué d'autre part que si le dollar baisse, cela pénalisera un peu nos exportations, mais cela nous permettra d'investir plus facilement pour acquérir les réseaux de distribution dont nous avons besoin »<sup>752</sup>. Mais pour le reste des articles concernés, c'est-à-dire un peu moins de la moitié d'entre eux, les Etats-Unis sont un pays qui offre un immense potentiel aux produits européens, il est ouvert aux entreprises et investisseurs étrangers et il importe notamment des produits français.

Sur le plan économique, les relations entre la France et les Etats-Unis sont donc contrastées pour *Le Monde*, comme la générosité américaine. Les Etats-Unis apparaissent ouverts et de bonne volonté, tout en défendant avec vigueur leur intérêt, parfois trop peut-être.

## Un renouveau économique

La santé de l'économie des Etats-Unis intéresse *Le Monde*. Près d'un article sur cinq traitant de l'Amérique l'évoque<sup>753</sup>. Celle-ci évolue considérablement. A la fin du mandat de Jimmy Carter, l'Amérique connaît une crise économique, que le journal rapporte et analyse. Les mesures libérales que prend Ronald Reagan dans les mois qui suivent son investiture sont peu commentées par *Le Monde*, davantage préoccupé par la politique étrangère américaine. Mais en 1982, l'Amérique, connaît une aggravation de la crise économique, liée à la politique du gouvernement Reagan. Tous les articles du *Monde* cette année le rapportent de même que l'importance du chômage. Puis en 1984, année d'élections présidentielles, *Le Monde* évoque largement la situation économique en Amérique qui s'est soudain inversée. Les commentaires du journal sont cependant contrastés. La moitié des articles concernés est partagée entre des difficultés qui persistent, et la reprise. Ils évoquent les fameux déficits jumeaux, budgétaire et commercial, qui sous Reagan atteignent des records, ou bien le caractère très inégalitaire de la reprise qui profite bien davantage aux plus riches. Mais l'autre moitié de ces articles décrit la bonne, voire l'excellente santé de l'économie américaine. *Le Monde* insiste sur la baisse du chômage liée au désengagement de l'Etat et à la libéralisation de l'économie avec en particulier la diminution des contraintes réglementaires, mais aussi sur la persistance des déficits jumeaux. *Le Monde* explique en 1984 au lendemain de la réélection du président américain : « Des nombreux dossiers que M. Reagan va retrouver sur sa

---

<sup>750</sup> « La France et les Etats-Unis répondront à l'appel de la FAO », *Le Monde*, 10/11/1983.

<sup>751</sup> Ministre (1981-1986) puis premier ministre (1991-1992) de François Mitterrand

<sup>752</sup> « Madame Cresson : la montée alarmante du protectionnisme américain », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>753</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

table de travail, les deux plus importants pour l'Amérique, aussi bien que pour le reste du monde, sont ceux du déficit budgétaire et des négociations avec l'URSS sur le contrôle des armements. Lourd de 175 milliards de dollars au dernier exercice fiscal, le déficit budgétaire américain pourrait atteindre, au rythme actuel, les 200 milliards de dollars d'ici à la fin de la décennie. Sa stabilisation puis sa réduction sont impératives »<sup>754</sup>. Les commentaires du journal gardent cette tonalité dans les années suivantes, décrivant tout à la fois la puissance et la vigueur de l'économie américaine, qui continue de créer des emplois et son talon d'Achille, les déficits jumeaux.

La question de la richesse des Etats-Unis est peu traitée par *Le Monde* sous Reagan. Cependant, les quelques articles qui l'évoquent présentent un pays riche et dont la richesse s'accroît encore pour cette nation devenue, comme l'explique André Fontaine, « le pays le plus riche et le plus fort de tous les temps »<sup>755</sup>, alors que les disparités de richesse s'accroissent. Les articles évoquant l'image technologique et des infrastructures des Etats-Unis sont tout aussi rares, moins de 3% des articles traitant de l'Amérique. Ils décrivent tous un pays avancé technologiquement, notamment ses infrastructures de santé. *Le Monde* n'évoque guère la question de l'éducation aux Etats-Unis sous Reagan.

Ainsi, l'impression d'un renouveau économique en Amérique s'impose dans *Le Monde* sous Reagan, mais avec la double limite de l'accroissement des déficits et des inégalités.

### **Difficultés sociales et vie culturelle importante**

La vie sociale et syndicale aux Etats-Unis est à peine abordée par *Le Monde* dans les années Reagan. Le journal se contente de relever que les syndicats défendent la réglementation du travail face au gouvernement. Celui-ci, en effet, mène une politique de libéralisation de l'économie et donc de déréglementation notamment du travail. Mais, comme le note aussi *Le Monde*, les syndicats américains sont alors faibles et leur action n'a guère d'effet sur la politique du gouvernement Reagan. Ainsi, le journal rapporte que « le département américain du travail a autorisé [...] le travail à domicile pour la fabrication de tricots. Cette autorisation amende une réglementation qui depuis quarante-deux ans interdit le travail à domicile. Les syndicats américains sont opposés depuis des décennies au travail à domicile, soulignant que cette forme d'organisation de l'emploi permettrait des salaires anormalement bas et risquerait de favoriser des ateliers clandestins exploitants des employés. Le département du travail a estimé, lui, que cette interdiction limitait les possibilités d'emploi »<sup>756</sup>.

Le thème de l'égalité sociale et du progrès social est évoqué par plus de 17% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis lors du mandat de Ronald Reagan<sup>757</sup>. Cette question intéresse le journal. Et près des trois quarts des articles concernés décrivent un pays plutôt conservateur dans lequel il y a des disparités sociales et des discriminations raciales. Parmi tous ces sujets, le principal est constitué par les disparités sociales. Les questions raciales, bien que moins présentes que dans les années 60, sont régulièrement abordées. Un nouveau sujet les rejoint : les inégalités entre hommes et femmes et la faible présence des femmes dans les postes à responsabilité. *Le Monde* note ainsi : « Le président Ronald Reagan a proposé,

---

<sup>754</sup> Bernard Guetta, « La relance des négociations sur le contrôle des armements figure parmi les dossiers prioritaires », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>755</sup> André Fontaine, « Yalta, de l'échec au mythe », *Le Monde*, 05/02/1985.

<sup>756</sup> « Une brèche dans la réglementation du travail aux Etats-Unis », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>757</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

mardi 3 novembre [1987], Mme Anne McLaughlin au poste de secrétaire au travail pour remplacer M. William Brock, qui vient de démissionner [...]. Mme McLaughlin, qui avait été directrice de la communication lors de la dernière campagne présidentielle de M. Richard Nixon, sera la seule femme du cabinet »<sup>758</sup>. A l'inverse, un peu plus d'un quart des articles concernés expriment non pas une disparition mais une baisse des disparités sociales et des discriminations raciales. Ils relèvent en particulier l'excellent fonctionnement de l'ascenseur social, clé de voute du rêve américain. *Le Monde* commente ainsi l'élection du « nouveau gouverneur de New York, Mario Cuomo. [Il] devra tenir compte des clivages politiques qui divisent traditionnellement l'Etat, mais il a obtenu une belle ovation lorsque, dans son discours d'acceptation, il a lancé : Notre victoire prouve que les fils et les filles d'immigrants ont, ici, une chance d'apporter leur contribution au pays qui les accueille »<sup>759</sup>.

La question des mœurs intéresse près d'un article sur cinq du *Monde* traitant des Etats-Unis pendant les années Reagan. L'intérêt du journal pour ce thème ne se dément pas, revenant à la normale après un petit creux sous Carter, le président du renouveau moral de l'après Watergate. Pour *Le Monde*, les Américains ont des mœurs modernes mis à part un niveau de violence très important. Cependant, les articles concernés du journal sont partagés en deux groupes à peu près équivalents. Pour une moitié des articles, les Américains ont des mœurs avancées, ouvertes et apaisées. Ils ont des dirigeants perçus dans l'ensemble comme justes. C'est un peuple optimiste, plein de *good will* (bonne volonté) et qui aime la simplicité et la *positive attitude*. Mais pour une autre moitié des articles concernés du *Monde*, les Américains ont des mœurs modernes mais fermées voire binaires ou excessives. Ils demeurent puritains, marqués voire enfermés par les questions communautaires ou raciales, paraissent parfois excentriques ou excessifs dans leur modernité. *Le Monde* rend compte des résultats de la participation aux élections présidentielles de 1984 dans les cinq Etats du Sud et qui ne sauraient être présentés ainsi en France : « L'inscription sur les listes de près d'un million et demi de nouveaux électeurs blancs avait répondu à celle de quelques 420 000 nouveaux électeurs noirs. Compte tenu de la très forte polarisation raciale de cette région, c'est pour les républicains que le solde avait, au bout du compte, été bénéficiaire »<sup>760</sup>.

Près de 8% des articles traitant des Etats-Unis sous Reagan évoquent la vie culturelle. Tous sont positifs à cet égard, ce qui est déjà significatif. Ainsi, *Le Monde* évoque avec emphase Michael Jackson qui « célèbre son trentième anniversaire et ses vingt-cinq ans de carrière [...], avec une fabuleuse énergie dans une démesure de sons, de rythmes et de gestes »<sup>761</sup>. Le journal remarque que l'Amérique aime la culture et est ouvert aux créations françaises, qu'elle est aussi un pays d'art et d'histoire. *Le Monde* publie ainsi une série intitulée « Les Etats-Unis aussi ont un passé : D'abord chasseurs, puis chasseurs et cueilleurs, les premiers habitants des Etats-Unis ont su développer peu à peu une agriculture, même dans le Sud-ouest aride ou semi-aride. Aux douzième et treizième siècles de notre ère, se construisent d'étonnants châteaux, véritables immeubles collectifs, nichés dans des anfractuosités de falaises ou bâtis à même le sol [...]. Au Nord-Ouest de Saint Louis, Kampsville [...] abrite le seul campus universitaire consacré à l'archéologie. Certes, la région est très riche en vestiges du passé : on y a repéré, dans un rayon de 65 kilomètres autour du village, plus de deux mille cinq cents sites archéologiques [...]. En 1974, une impulsion nouvelle a été donnée au Centre pour l'archéologie

<sup>758</sup> « Etats-Unis, Mme McLaughlin nommée secrétaire au travail », *Le Monde*, 05/11/1987.

<sup>759</sup> Nicole Bernheim, « Les libéraux sont de retour sur la côte est », *Le Monde*, 04/11/1982.

<sup>760</sup> Bernard Guetta, « La mobilisation des électeurs », *Le Monde*, 08/11/1984.

<sup>761</sup> « Michael Jackson en concert », *Le Monde*, 24/04/1988.

américaine. Cette année-là, le Congrès a voté une loi incitant à consacrer à l'archéologie au moins un millième du budget de tous les grands projets auxquels participe, à un titre quelconque, l'administration fédérale »<sup>762</sup>. Par ailleurs *Le Monde* n'oublie pas de noter que les Etats-Unis possèdent une presse indépendante, dynamique et puissante.

Les questions d'environnement aux Etats-Unis ne sont pas encore d'actualité sous Reagan et *Le Monde* ne les aborde guère. Il évoque un peu la religion et remarque qu'elle tient une grande place dans la société américaine, mais cela concerne à peine un centième des articles traitant des Etats-Unis en cette période.

Ainsi, *Le Monde* présente la société et le peuple américain de façon plutôt positive, mais aussi contrastée, notamment en ce qui concerne ses mœurs, tandis qu'il relève des problèmes sociaux conséquents et une vie culturelle importante à tous égards.

### Une démocratie qui fonctionne bien

*Le Monde* aborde peu la justice aux Etats-Unis en ces années Reagan. Le sujet n'est évoqué que par 2% des articles traitant de l'Amérique<sup>763</sup>. Ils sont plutôt positifs, décrivant un pays avec une bonne justice et une bonne police, et dans lequel notamment la Cour suprême garantit le strict respect des droits de l'homme par la justice.

Les articles du *Monde* traitant des Etats-Unis sous Reagan portent un regard particulièrement positif sur le système politique américain. Les quatre cinquièmes le trouvent bon. Ils décrivent une démocratie qui fonctionne bien avec une vie démocratique animée et riche et dans laquelle des citoyens issus des minorités, en l'occurrence des Afro-américains, peuvent accéder aux plus hautes fonctions électives. Il y a une forme de consensus politique avec une majorité large en faveur d'un exécutif fort et légitime qui dirige bien le pays, mais sous le contrôle d'un parlement jaloux de son pouvoir et avec parfois de vifs débats politiques. *Le Monde* profite des élections présidentielles américaines de 1988 pour expliquer en détail et en plusieurs articles à ses lecteurs le système électoral multiple des Etats-Unis dans toute sa richesse et sa complexité et qui atteint son point d'orgue un jour particulier : « Le 8 novembre, *Election Day*, les électeurs désignent dans chaque Etat les hommes de leur choix pour la présidence et la vice-présidence (les deux hommes figurent sur le même ticket), ils choisissent leurs représentants à la Chambre de Washington (les 435 sièges de la Chambre des représentants sont entièrement renouvelés tous les deux ans) et éventuellement un sénateur (le Sénat est renouvelable par tiers tous les deux ans) et un gouverneur (les gouverneurs sont élus pour une période de deux à quatre ans). En outre, ils choisissent parmi les nombreux candidats à des fonctions électives locales (shérif, juge, maire, etc.), ils se prononcent ou s'abstiennent sur les diverses propositions qui leur sont soumises soit à l'initiative de la législature de l'Etat, soit à celle de groupes de citoyens présentant une pétition. Le mécanisme de l'élection présidentielle date de la fin du dix-huitième siècle [...]. La formule de l'élection à deux degrés fut adoptée et est toujours appliquée aujourd'hui. Les électeurs désignent en effet 538 grands électeurs [...]. Le collège électoral se réunit à la mi-décembre pour désigner le président et son coéquipier. Bien que non liés par un mandat impératif, les 538 grands électeurs respectent les vœux de leurs mandants. Pour être élu, le candidat doit obtenir une majorité de 270. Si celle-ci n'est pas atteinte (essentiellement en raison de

---

<sup>762</sup> Yvonne Rebeyrol, « Les Etats-Unis ont aussi un passé. IV-Le village archéologique », *Le Monde*, 21/08/1982.

<sup>763</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

candidatures multiples), l'élection présidentielle est décidée par la Chambre des représentants, mais dans cette circonstance, chaque Etat ne dispose que d'une seule voix »<sup>764</sup>. De plus, *Le Monde* présente un pays libre, qui respecte la liberté religieuse, avec une presse libre qui n'hésite pas à s'opposer aux plus forts et en particulier au gouvernement. La Cour suprême arbitre et reflète le combat entre les conservateurs et les libéraux concernant les droits fondamentaux. Reste un cinquième des articles concernés qui décrit les Etats-Unis comme une démocratie avec des limites. La critique principale porte sur la très grande place de l'argent dans les élections comme des opérations de communication politique. *Le Monde* regrette également l'habitude de renouveler presque intégralement la haute administration à chaque alternance présidentielle, la faiblesse de la participation électorale et la faible représentation des populations minoritaires dans les instances politiques : « La démocratie américaine a ceci d'ambigu que, quel que soit le succès d'un candidat à l'élection présidentielle, sa victoire ne repose jamais sur un grand élan populaire ; car, une fois de plus, seulement la moitié de l'électorat potentiel prend part au vote [...]. Ce serait un leurre de comparer les chiffres de participation américains aux chiffres français ; outre-Atlantique les calculs électoraux sont effectués sur la base des électeurs potentiels (c'est-à-dire des citoyens en âge de voter), et non pas des inscrits. D'après les estimations, il faudrait rajouter sept points aux taux de participation américains pour pouvoir les comparer aux nôtres. Reste que les Américains sont de moins en moins nombreux à prendre part aux différents scrutins auxquels ils sont appelés »<sup>765</sup>.

Par conséquent, pendant les années Reagan, *Le Monde* décrit très favorablement le fonctionnement de la démocratie américaine sans négliger ses limites.

### **Puissance et confiance retrouvées**

Tout le programme de Ronald Reagan tient dans le retour de la puissance et de la confiance aux Etats-Unis. La réalité présentée par *Le Monde* est plus complexe, mais sans contredire vraiment le récit présidentiel.

Une question récurrente : la confiance des Américains en leur pays, notamment en sa puissance

La question de la confiance des Américains en leur pays est évoquée dans près de 17% des articles du *Monde*, traitant des Etats-Unis<sup>766</sup>.

Les Américains apparaissent confiants dans leur pays et dans l'avenir, mais à une courte majorité et avec de fortes variations dans le temps. Cette faible majorité permet de relativiser un sentiment très fort émis dans les colonnes du *Monde* d'un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur. Ce sentiment est à rapporter à la puissance économique et militaire des Etats-Unis qui effectivement dominent le monde, avec deux rivaux entre 1944 et aujourd'hui que sont d'abord l'Union soviétique puis la Chine. Mais au-delà de la puissance et de la force, que l'on ne peut nier, *Le Monde* rapporte aussi la certitude qu'ont les Américains que leur pays est devenu le plus puissant et a une place à part, un rôle premier, parce qu'il est le meilleur pays du monde, il est exceptionnel et que telle est la destinée de l'Amérique. Pour *Le Monde*, les Américains sont confiants dans leur modèle, dans leurs valeurs traditionnelles (religion, famille, acharnement au travail, responsabilité individuelle,

---

<sup>764</sup> Henri Pierre, « Un système électoral vieux de deux siècles », *Le Monde*, 09/11/1988.

<sup>765</sup> Marie-Pierre Subtil, « L'abstention, une constante », *Le Monde*, 10/11/1988.

<sup>766</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

optimisme, patrie), leur système démocratique et leur constitution, leur modèle social et d'intégration. Jacques Follorou explique que « de son expérience avec les Américains en Afghanistan et au Pakistan, ce qui l'a toujours frappé, c'est leur confiance en eux, déclinaison à l'échelle de l'individu d'une confiance collective, d'une puissance collective. Leur capacité d'organisation, leur logistique sont impressionnantes. Ils sont hyper efficaces dans l'organisation collective. Ils sont aussi pragmatiques et peuvent changer radicalement de point de vue et réorienter leur organisation »<sup>767</sup> ce qui est encore une marque de confiance en soi. *Le Monde* reproche fréquemment, mais pas toujours, aux Etats-Unis leur tendance à se montrer dominateurs. C'est le cas pour le tiers des articles qui évoquent la confiance des Américains dans leur pays. On retrouve ici la volonté gaullienne d'indépendance de la France que relaie le journal, et la contestation du leadership américain, mais cependant pas de l'alliance américaine. Il faut souligner qu'à l'inverse, près d'un quart de ces mêmes articles évoque l'absence d'arrogance des Américains. L'attitude du *Monde* à cet égard varie selon les événements et bien sûr au gré des rédacteurs. Le journal décrit les Américains en général confiants dans l'avenir, ce qui correspond pour une part à leur caractère plutôt optimiste. Cette confiance évolue dans le temps, elle est très forte au lendemain de la seconde guerre mondiale puis s'atténue au fil des ans pour devenir égale au doute sous Nixon et même très minoritaire sous Carter (le doute concerne alors près de 8 articles sur dix évoquant le thème de la confiance de l'Amérique). Puis la confiance rebondit sous Reagan (plus des trois quarts des articles concernés), s'affaiblit ensuite fortement sous George Bush père (moins de la moitié des articles concernés), reste égale au doute sous Clinton, progresse un peu sous George Bush fils et encore sous Obama où elle correspond à un peu moins de six articles concernés sur dix.

*Le Monde* présente aussi un pays qui doute de lui, dans un peu moins de la moitié des articles concernés. *Le Monde* est donc loin de décrire uniquement un pays confiant et sûr de lui. Et pour le journal, c'est d'abord d'elle-même, de son propre système que cette Amérique doute, dans près des deux tiers des cas. Il s'agit là d'un doute existentiel en quelque sorte. La nature du doute varie évidemment beaucoup avec le temps. *Le Monde* décrit trois grands types de doute : Il s'agit d'abord pour le journal d'une inquiétude face à l'avenir, à cause de la crise économique, du chômage, du sentiment d'un déclin insupportable au pays du rêve américain. Il y a aussi la perte de sens, doute du système politique (du modèle démocratique américain ou aussi du poids excessif du pouvoir fédéral à Washington), du système économique et financier, et sentiment de perte du magister moral fondement de l'exceptionnalisme américain. Il y a enfin un sentiment de peur lié à la hausse de la criminalité mais aussi à cause de l'agression terroriste subie (en particulier le 11 septembre 2001) qui marque profondément les Américains. Et il y a souvent une alternance entre doute et espoir. Ce doute existentiel est quasi absent des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis jusqu'aux années Nixon et en particulier à l'année 1970 où il est très majoritaire. Puis il s'estompe et réapparaît de façon significative en 1980, avec notamment la crise économique tout en restant minoritaire. Il s'affaiblit fortement sous Reagan et réapparaît sous George Bush père, lié à nouveau à la crise économique, notamment en 1992. Le doute diminue ensuite sous Clinton. Sous George W. Bush, le sentiment d'un peuple profondément et durablement marqué suite aux attentats du 11 septembre apparaît central dans les descriptions du *Monde*. Mais le doute, quoique significatif, n'est pas majoritaire. Enfin sous Obama, le doute existentiel demeure significatif tout en restant minoritaire. Cela peut paraître étonnant de voir *Le Monde* présenter l'Amérique doutant d'abord d'elle-même et dans une si grande proportion. Cette description d'un doute existentiel des

---

<sup>767</sup> Entretien avec Jacques Follorou, le 02/07/2015.



habitants des Etats-Unis peut être prise comme une critique indirecte du système américain par le journal. Mais la capacité de douter a aussi un caractère positif, c'est une preuve d'ouverture d'esprit qui va à l'encontre de l'exceptionnalisme américain. Enfin, comme l'explique Jérôme Fenoglio : « Les Américains connaissent peu le reste du monde. Ils sont autocentrés. Le pays se suffit à lui-même »<sup>768</sup>. En effet, les Etats-Unis sont un pays continent, impossible à comparer de ce point de vue avec la France. Cela amène forcément, vu d'Amérique, à minorer les menaces extérieures et par voie de conséquence, à exagérer les menaces intérieures, avec le même effet sur la confiance et le doute.

Les autres articles évoquant l'Amérique qui doute (le tiers d'entre eux) décrivent une perte de confiance dans la puissance des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger. Cela relève d'une inquiétude devant la montée des périls à l'étranger ou du sentiment d'une baisse relative de la puissance américaine face à la montée d'autres puissances, notamment l'URSS puis la Chine. Est aussi présenté sur ce thème le sentiment diffus d'affaiblissement et de perte de leadership international par les Etats-Unis. Ce manque de confiance en l'Amérique face à l'étranger est toujours présent dans les articles du *Monde* pendant la guerre froide, même s'il est plutôt faible sous Nixon. Il atteint son paroxysme sous Carter, lié au sentiment de perte ou d'amointrissement du leadership américain. Il disparaît presque complètement sous George Bush père, avec la fin de la guerre froide, mais réapparaît peu à peu sous ses successeurs tout en restant modeste. Patrice de Beer raconte ainsi : « Lorsque j'étais correspondant, c'était un pays qui s'interrogeait sur sa puissance, sa politique étrangère, sur la guerre en ex-Yougoslavie »<sup>769</sup>.

*Le Monde* trouve par conséquent l'Amérique plutôt confiante, mais c'est loin d'être systématique. Le doute présenté par le journal est plus interne, économique qu'un doute vis-à-vis de l'étranger.

## Le renouveau de la puissance militaire américaine et le retour de la confiance sous Reagan

L'image de l'armée américaine est évoquée par près de 13% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis sous la présidence Reagan<sup>770</sup>. Tous décrivent une armée très puissante qui se développe et se renforce encore moyennant un effort de réarmement très important. Ils présentent d'ailleurs l'Amérique comme une nation militariste. Dominique Dhombres raconte le désarroi des soviétiques devant cette politique américaine de renforcement considérable de leur force militaire prolongé en début de mandat par un discours présidentiel virulent : « M. Tchernenko<sup>771</sup> a choisi de répéter encore une fois ce qui constitue le leitmotiv de ses discours de politique étrangère depuis son accession au pouvoir. Si la situation dans le monde suscite une inquiétude, la responsabilité en incombe entièrement et complètement à la réaction impérialiste animée par les Etats-Unis. Ce sont précisément eux et leurs alliés qui poursuivent l'objectif délirant de parvenir à la suprématie militaire [...]. La surprise provoquée par les anciennes déclarations du président Reagan à propos de l'empire du mal est loin d'être oubliée. Les dirigeants soviétiques qui pensaient avoir une sorte de monopole en matière de lutte idéologique ont été pris de court par les discours manichéens de M. Reagan [...]. M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du comité central estime que [...] l'impérialisme

<sup>768</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, le 16/10/2015.

<sup>769</sup> Entretien avec Patrice de Beer, *op.cit.*

<sup>770</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>771</sup> Konstantin Tchernenko, secrétaire général du Parti Communiste de l'URSS du 13 février 1984 à sa mort le 10 mars 1986.

américain pratique une politique de force, accélère la course aux armements nucléaires, augmente fabuleusement le budget militaire, et se lance dans la guerre des étoiles »<sup>772</sup>.

Le thème de la confiance des Américains dans leur pays et notamment dans sa puissance est évoqué par plus de 18% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis pendant la mandature Reagan. C'est important et ce qui est significatif c'est le changement par rapport au mandat précédent. En effet, alors que les Américains étaient décrits comme inquiets dans les quatre cinquièmes des articles dans les années Carter, sous son successeur, la proportion s'inverse presque exactement. *Le Monde* décrit alors un pays puissant, sûr de lui et dominateur. L'Amérique a retrouvé confiance dans son avenir, dans sa destinée, dans son rôle premier, dans ses institutions qu'elle respecte à nouveau infiniment. Reste un cinquième des articles qui témoignent d'une inquiétude persistante. La plupart datent de 1982, année intermédiaire entre les réformes douloureuses et la reprise. L'Amérique de Reagan est bien, pour *Le Monde*, celle du retour de la confiance en elle et en particulier en sa puissance, même si André Fontaine trouve encore en mars 1985 que « les Etats-Unis [sont] passés sans transition de la désarmante naïveté de Jimmy Carter au manichéisme grand teint de Ronald Reagan »<sup>773</sup>.

L'Amérique retrouve donc, pour *Le Monde*, sa puissance, notamment militaire et son leadership sous Ronald Reagan. Elle retrouve de même – sans doute est-ce ce qui compte le plus pour elle – sa prospérité économique, non sans difficultés. Elle se rapproche aussi de la France et son image dans les colonnes du journal s'améliore nettement, surtout après 1982.

Par conséquent, les années 1980 voient *Le Monde* dépasser péniblement une première crise de succession grave qui l'a profondément divisé notamment quant aux Etats-Unis. Ceux-ci, après un déclin passager retrouvent toute leur puissance sous la présidence de Ronald Reagan. La fin de la guerre froide n'est cependant pas loin, elle va se produire sous le successeur et ancien vice-président de ce dernier, George H. W. Bush.

---

<sup>772</sup> Dominique Dhombres, « M. Tchernenko a dénoncé de nouveau l'objectif délirant de Etats-Unis », *Le Monde*, 07/11/1984.

<sup>773</sup> André Fontaine, « Pacifier la coexistence », *Le Monde*, 22/03/1985.

## Chapitre 7 : 1989-1992 (George Bush)

### La fin de l'histoire



George H. W. Bush, 1990

Le jour de Noël 1991, le drapeau rouge de l'Union soviétique est hissé pour la dernière fois. Qui l'eut cru auparavant ? Comme l'explique André Kaspi<sup>774</sup>, Ronald Reagan imagine tout au plus, au bout de ses huit années de présidence, qu'il a fini par dompter le tigre soviétique et qu'une ère de coexistence pacifique s'ouvre entre les deux blocs. Il est vrai qu'au *Monde*, en 1991, rares sont ceux qui, à l'image de Bernard Guetta, croient que l'URSS peut survivre. Mais dans les décennies voire les années qui précèdent, aucune chancellerie, aucun grand média ne saurait envisager un tel dénouement ni un épilogue si soudain. François Mitterrand prend même acte du coup d'Etat, qui se déroule du 19 au 21 août 1991 et qui donne à croire l'espace de trois jours que l'appareil soviétique a repris la situation en main. Le putsch de Moscou échoue alors lamentablement ne faisant qu'accélérer la chute de l'URSS. Pourtant, les manifestations de la place Tian An Men à Pékin, en avril-mai 1989 et la brutale reprise en main du 4 juin par l'armée populaire chinoise montrent que l'hypothèse d'une restauration sous l'égide de l'Armée rouge en URSS était nullement ridicule. Mais alors que la division du monde en deux blocs disparaît, d'autres difficultés prennent le relais, notamment économiques. Le début des années quatre-vingt dix est particulièrement difficile pour *Le Monde*. Alors que la crise économique pointe, le journal doit affronter une nouvelle crise de succession doublée d'une crise financière aigüe qui le mettent dans un péril existentiel. *Le Monde* peut-il survivre à cette double crise sans perdre la confiance de ses lecteurs tandis que la critique appuyée des Etats-Unis semble passée de mode, en particulier en son sein ? Nous examinerons dans ce septième chapitre la situation du *Monde* à la fin de la guerre froide, l'avènement de George H. W. Bush et d'une Amérique seule superpuissance, qui reste cependant un colosse au pieds d'argile.

## **71 Le Monde à la fin de la guerre froide**

Sous la direction d'André Fontaine, le journal se recentre et amorce un redressement. Mais la crise le rattrape peu à peu et une succession difficile s'engage.

### **La direction du journal et le double contexte de la fin de l'URSS et des pertes financières**

A la fin des années quatre-vingt, l'Occident replonge dans la crise économique. Le redressement, autour d'un ambitieux projet industriel, amorcé par André Fontaine, n'y résiste pas.

*Le Monde* replonge dans la crise

Elu sur fond d'une crise financière grave du journal, après le long et douloureux processus de la succession de Jacques Fauvet, et après les deux années de direction d'André Laurens rattrapé par la crise économique, André Fontaine rétablit les comptes et redresse les ventes du journal. Le capital du journal est ouvert et augmenté à deux reprises en 1985 et 1986 ce qui donne lieu à la création de la société des lecteurs le 22 octobre 1985. L'heure est à la reprise économique. *Le Monde* en bénéficie largement et pas seulement par la croissance de sa diffusion qui passe quand même de 342 000 à 387 000 exemplaires de 1985 à

---

<sup>774</sup> André Kaspi, *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours, op.cit.*, pp. 612-613.

1988<sup>775</sup> : « Comme la publicité est en plein essor, l'argent rentre dans les caisses, on peut de nouveau embaucher et lancer des projets. De l'automne 1985 au printemps 1989, *Le Monde* panse ses plaies et se prend de nouveau à rêver à une grande entreprise réalisant un grand journal »<sup>776</sup>. A l'instigation de Bernard Wouts, cogérant et directeur administratif du journal, le journal se lance dans un nouveau projet industriel, avec une nouvelle imprimerie puis déménage dans de nouveaux locaux. Celui-ci commande une mission d'audit et de conseil au cabinet Mazars, cabinet d'audit français de dimension internationale, sur le principe des grands cabinets d'audit américains. De nouvelles filiales sont créées comme *Le Monde* éditions, les projets sont nombreux, les embauches reprennent. Seulement, la conjoncture économique se retourne en 1990. La publicité diminue fortement. Les charges accumulées, en particulier la nouvelle imprimerie, se révèlent lourdes et ramènent brusquement le journal 7 ans en arrière lorsque la précédente crise l'avait laissé, déjà, au bord de la faillite. Le 20 février 1990, lors d'une réunion du conseil de surveillance de la SARL *Le Monde*, Bernard Wouts annonce sa démission. Alain Minc, président de la société des lecteurs et membre à ce titre du conseil de surveillance, déclare à la réunion du 3 mai 1990 : « Il faut bien être conscients que nous ne sommes pas dans une passe difficile, mais carrément le dos au mur. Cette entreprise a aujourd'hui un actif difficile à rentabiliser et elle n'a pas la profondeur de temps que donnent des fonds propres, car c'est là que l'on s'aperçoit que les fonds propres, c'est du temps »<sup>777</sup>. La situation est d'autant plus délicate que l'assemblée générale de la société des rédacteurs, le 30 mars 1989, rappelle à André Fontaine, dont le mandat se termine théoriquement début 1993, qu'il atteint la limite d'âge tacite de directeur du journal selon laquelle il doit quitter son poste avant la fin de l'année de ses 68 ans. Elle lui demande ainsi d'organiser pour la fin de l'année 1989 sa succession.

De la crise économique à la crise de succession qui atteint le cœur du service international

Des élections pour le poste de directeur-gérant du journal sont organisées fin 1989. Se présentent deux candidats, l'un, Daniel Vernet, issu du service international et l'autre, Jean-Marie Colombani, issu du service politique. Les deux candidats ne sont pas sensiblement différents quant à leur regard sur l'Amérique à laquelle ils sont l'un et l'autre plutôt favorables. Cependant, leur entourage, les services dont ils sont issus conservent des approches différentes sur le sujet, le service politique étant réputé plus sceptique vis-à-vis des Etats-Unis que le service international de Jacques Amalric. La guerre froide n'est pas encore totalement terminée et ce dernier demeure à l'époque le chantre de l'anticommunisme et par conséquent de l'atlantisme au sein du journal. Daniel Vernet est le seul finaliste mais n'obtient pas la majorité requise de 60% des suffrages lors de l'assemblée générale de la société des rédacteurs du 18 décembre 1989. La rédaction se divise donc à nouveau sur la question successorale au moment même où la conjoncture se retourne mettant en grand péril le journal. Une nouvelle élection est organisée par la rédaction le 29 septembre 1990. Daniel Vernet se présente à nouveau face à Jean-Marie Colombani. Mais cette élection est marquée par un déchirement au sein de l'équipe de Jacques Amalric, c'est-à-dire au cœur même de la tendance atlantiste du journal. En effet, Bernard Guetta, ancien correspondant à Washington, devenu correspondant à Moscou, croit à la perestroïka et aux chances de Gorbatchev de

---

<sup>775</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, Paris, Albin Michel, p. 454.

<sup>776</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, *op.cit.*, p. 436.

<sup>777</sup> *Ibid.*, p. 464.

réformer avec succès le régime soviétique. Son mentor, depuis Paris, dit tout le contraire. Pour Amalric, comme pour le reste de l'équipe, notamment Jan Krauze, le régime soviétique ne peut être réformé et ne peut que périr. C'est un combat fratricide qui oppose donc par colonnes interposées ces atlantistes nourris d'un anticommunisme farouche.

Raphaëlle Bacqué raconte cette histoire dans un magnifique article d'un genre assez rare puisqu'il s'agit de l'histoire du journal *Le Monde*. L'article s'intitule « Quand Gorbatchev divisait *Le Monde* ». Elle revient sur la personnalité de Jacques Amalric, chef du service étranger : « Dans son bureau [...], il a scotché une large banderole : A l'Est, les SS20 protègent les goulags. A l'Ouest, les pacifistes protègent les SS20 [...]. L'antiaméricanisme, le souvenir de la guerre, et la culture de gauche, ont besoin des communistes, a compris Amalric ». Bernard Guetta, recruté par Jacques Amalric dont il devient l'ami, correspondant du *Monde* à Varsovie puis à Washington, est nommé à Moscou en 1988. Guetta croit en la capacité de Gorbatchev à sauver l'URSS en la réformant. Mais ses collègues du service international ne partagent pas son optimisme. « Des années d'observation du système ont en effet convaincu Amalric que le totalitarisme ne se réforme pas de l'intérieur [...]. Sans jamais toucher un mot des articles de Guetta – au *Monde*, cela ne se fait pas –, on le voit donc rédiger régulièrement, dans un nuage de fumée, des papiers qui disent... presque l'exact contraire de ceux de Guetta »<sup>778</sup>. Fort de sa reconnaissance médiatique, ce dernier choisit de briguer la succession d'André Fontaine à la direction du *Monde* en 1990, face à Jean-Marie Colombani et à Daniel Vernet, lui aussi issu du service international et que soutient Jacques Amalric. Battu, Bernard Guetta quitte le journal peu après suivi trois ans plus tard par Jacques Amalric, qui rejoint alors *Libération*.

Au-delà de cette querelle interne au service étranger, *Le Monde* essaie toujours de régler la succession d'André Fontaine alors que sa situation économique ne cesse de se dégrader. Bernard Guetta, battu au premier tour de l'élection du 29 septembre 1990, Daniel Vernet se retrouve au second tour à nouveau face à Jean-Marie Colombani et finit par emporter le suffrage des rédacteurs au troisième tour. Soutenu à nouveau par la rédaction, il ne réussit pourtant pas à s'imposer devant l'assemblée générale des porteurs de parts de la SARL *Le Monde* qui finit par nommer à l'unanimité Jacques Lesourne, gérant du journal le 1<sup>er</sup> février 1991.

Jacques Lesourne, nouveau directeur, américanophile et porteur d'un projet gestionnaire

Alors que l'opposition entre les deux tendances tiers-mondiste et atlantiste a marqué *Le Monde* pendant ses premières décennies, la fin de la guerre froide atténue les différences, gomme les oppositions idéologiques. Ce n'est donc pas étonnant que le journal choisisse un gestionnaire comme directeur, après avoir été confronté à des difficultés économiques majeures et perdu plus de 18 mois en querelles de succession internes. En effet, Jacques Lesourne n'est pas journaliste. C'est un professeur d'économie de renom. Ancien élève de l'école Polytechnique et de l'école des Mines de Paris, titulaire d'une bourse Rockefeller, il étudie un an aux Etats-Unis séjournant dans les plus grandes universités américaines (Stanford, Massachusetts Institut of Technology-MIT, Harvard, Carnegie Institute of Technology de Pittsburg, Chicago) ce qui lui permet de rencontrer puis de fréquenter la plupart des prix Nobel américains d'économie, notamment Paul Samuelson (Nobel d'économie 1970), Kenneth Arrow (1972), Milton Friedman (1976), Franco Modigliani (1985) et Robert Solow (1987). Rentré en France, il devient chef du service

---

<sup>778</sup> Raphaëlle Bacqué, « Quand Gorbatchev divisait *Le Monde* », *Le Monde*, 22/08/2012.

économique aux Charbonnages de France jusqu'en 1957, puis PDG du groupe SEMA (Société d'Economie et de Mathématiques Appliquées) qu'il crée, de 1958 à 1975, puis directeur du projet interfuturs à l'OCDE de 1976 à 1979, et professeur titulaire de la chaire d'économie et de statistique industrielle au CNAM<sup>779</sup> ensuite. C'est cet homme que les actionnaires de la SARL *Le Monde* vont chercher pour conduire le journal, plutôt qu'un journaliste et après que Roger Fauroux auquel ils avaient pensé se soit révélé indisponible car nommé ministre. Unanimement reconnu pour ses compétences et ses qualités intellectuelles et morales, Jacques Lesourne paraît alors comme le directeur providentiel qui peut donner au *Monde* une gestion moderne, efficace assurant a minima l'équilibre des comptes. C'est sur cette base que l'indépendance du journal et de la rédaction peut être assurée. Une gestion moderne, c'est dans ces années 1980-1990, une gestion « à l'américaine » tant l'influence du modèle économique des Etats-Unis est grande, alors que le modèle marxiste concurrent est à bout de souffle et que la Chine, l'Inde, le Brésil notamment ne sont qu'au tout début de leur éveil économique. La France privatise ses grands groupes depuis 1986, les clubs d'investissement et les *business schools* (écoles de commerce) se multiplient dans l'Hexagone. L'heure est au capitalisme triomphant. Ce dernier est pourtant en train de muer, le capitalisme industriel cède peu à peu la place au capitalisme financier et au néolibéralisme. Les inégalités progressent à nouveau. Mais l'ascenseur social semble remis en route et la prospérité au coin de la rue.

Jacques Lesourne arrive à la direction du *Monde* sur cette idée et dans cette ambiance. Il aime les Etats-Unis et y est allé souvent, pas seulement lors de son long séjour d'études. Il a des relations suivies avec de grands économistes américains, comme Kenneth Arrow. Sa mission comme directeur du projet interfuturs à l'OCDE a été financée par la fondation Ford. Il a même rencontré Henry Kissinger à deux reprises. Il s'intéresse à tous les aspects de l'Amérique, mais sa proximité avec les Etats-Unis ne l'empêche pas d'être critique. Pour lui, « il y a en Amérique beaucoup de problèmes sociaux, raciaux (la question des Afro-Américains), de problèmes avec la justice : ce sont les zones d'ombre des Etats-Unis. La liberté est motrice aux Etats-Unis, pas l'égalité. Il y a là bas un sentiment d'impermanence, mais aussi de conformisme global »<sup>780</sup>. Jacques Lesourne a toujours été réservé vis-à-vis de l'URSS, mais il aime la culture russe, parle et lit la langue de Tolstoï et Dostoïevski. Il est tout sauf un idéologue néolibéral intolérant. Au contraire, c'est un intellectuel curieux, ouvert, pro-européen et atlantiste. Au *Monde*, il se cantonne éditorialement à son rôle de directeur, c'est-à-dire la validation de la « une » et de l'éditorial voire la suggestion d'articles supplémentaires. Au total, il n'intervient d'ailleurs que trois fois, raconte-t-il, pour modérer l'éditorial<sup>781</sup>. De même, il défend *Le Monde Diplomatique*, qui cependant est particulièrement critique quant aux Etats-Unis, au nom dit-il « de la liberté de penser »<sup>782</sup>. Il valide aussi les recrutements comme celui de Sylvie Kauffmann, devenue depuis l'une des grandes éditorialistes du journal et en particulier l'une des spécialistes reconnues des Etats-Unis (avec Alain Frachon recruté trois ans plus tôt), pays où elle est correspondante du journal pendant près de 10 ans.

Jacques Lesourne est attendu sur ses capacités de gestionnaire. Les comptes du *Monde* commencent à se dégrader à nouveau, après avoir été rétablis par André Fontaine, dès 1990, avec le retournement de la conjoncture économique en général et publicitaire en particulier. « Entre 1990 et 1993, les recettes publicitaires et celles

---

<sup>779</sup> Centre National des Arts et Métiers

<sup>780</sup> Entretien avec Jacques Lesourne, le 25/03/2015.

<sup>781</sup> *Ibid.*

<sup>782</sup> *Ibid.*

du *Monde* sont tombées de 527 millions de francs à 238 millions de francs, soit une réduction de 55% »<sup>783</sup>. Dans le même temps, leur part dans le chiffre d'affaire est passée de 44% à 23% (en trois ans donc). D'importants efforts de productivité sont consentis. Les effectifs sont réduits de près de 200 personnes en trois ans. Parallèlement, la formule du journal est améliorée, avec notamment le lancement réussi du *Monde des débats* en octobre 1992. De même, l'impression d'*InfoMatin* par les rotatives de l'imprimerie d'Ivry permet de réaliser d'importantes économies d'échelle. La situation semble pouvoir être stabilisée quand une courte et violente récession touche la France en 1993. Cette année là, le PIB<sup>784</sup> national connaît sa première baisse depuis la seconde guerre mondiale. Cette récession a de fortes conséquences pour *Le Monde*, qui l'aborde déjà en bien mauvaise santé. Le déficit du journal rend la situation très difficile pour la direction. Jacques Lesourne ne peut se contenter d'une bonne et consensuelle gestion. Il doit prendre des mesures drastiques afin de rétablir les comptes. Mais avec une rédaction profondément investie dans le journal, et de surcroît actionnaire majoritaire, il doit d'abord convaincre les journalistes qui critiquent son manque de légitimité car il n'est pas des leurs. De plus, la rédaction paraît « divisée, repliée sur elle-même et sujette à une crise de conscience »<sup>785</sup>. Dans ces circonstances, lors la validation de son budget 1994, il se voit imposer des conditions telles qu'il en tire lui-même les conséquences et démissionne le 11 février. Il s'en explique dans les colonnes du journal : « Trois ans presque jour pour jour après mon accession à la direction du *Monde*, le 1er février 1991, et deux ans avant la fin de mon mandat, je viens de présenter ma démission aux associés de la société [...]. Les conditions ne me semblent pas actuellement remplies pour que je puisse mener à bien cette tâche [de redressement du journal] »<sup>786</sup>. L'homme et la qualité de son travail ne sont pas remis en question. Bruno Frappat, directeur de la rédaction, Jacques Guiu, directeur de la gestion, et Manuel Lucbert, secrétaire général, tous trois membres du comité de direction, l'expriment sans ambages dans un communiqué publié peu après : « Nous voulons [...] rendre hommage aux qualités professionnelles et morales d'un homme qui, depuis 1991, s'est consacré avec rigueur et autorité à la difficile mission que lui avaient confiée les associés du *Monde*. Nous comprenons et nous respectons les raisons qui ont poussé Jacques Lesourne à prendre en son âme et conscience une décision aussi lourde »<sup>787</sup>.

Ainsi se termine la première expérience d'un directeur gestionnaire au *Monde*. Pendant son mandat écourté, Jacques Lesourne se heurte à deux difficultés importantes : La première est l'impossibilité d'obtenir le plein assentiment de la rédaction lorsqu'il s'agit de prendre des mesures douloureuses qu'impose une gestion rigoureuse en période de crise, alors qu'il n'en est pas membre. Mais on verra plus tard que ce n'est pas non plus évident pour un directeur-gérant issu de la rédaction. La crise n'est d'ailleurs pas propre au *Monde*, elle touche l'ensemble de la presse française. Au-delà de la conjoncture économique, il est reproché à Jacques Lesourne de n'avoir pas assez contribué à la relance éditoriale du *Monde*, faute d'être journaliste lui-même : Ainsi, « à l'automne 1993, le conseil d'administration s'interroge sur la légitimité d'un directeur qui n'est pas issu de la rédaction et qui n'a pas réussi à élaborer un plan de développement du journal »<sup>788</sup>.

<sup>783</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 471.

<sup>784</sup> Produit Intérieur Brut

<sup>785</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 471.

<sup>786</sup> Jacques Lesourne, « Les raisons d'une démission », *Le Monde*, 12/02/1994.

<sup>787</sup> « A la suite de la démission de Jacques Lesourne, une déclaration des membres du comité de direction », *Le Monde*, 13/02/1994.

<sup>788</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 478.



Cette expérience gestionnaire était-elle une mésaventure née de la mode, largement inspirée des Etats-Unis, du primat de la gestion et notamment de la gestion financière ? Peut-être les associés sont-ils allés un peu vite en besogne passant d'un système de bi-gérance avec le gérant principal journaliste et le cogérant gestionnaire à un gérant unique et gestionnaire. Peut-être aurait-il fallu que Jacques Lesourne ait un cogérant issu de la rédaction, en charge des questions éditoriales dont le développement. Nous verrons au chapitre 10 les réponses apportées à cette question dix ans plus tard. Puisque l'époque est marquée par une importante influence du modèle de management et de gestion américain, il est intéressant d'examiner le fonctionnement du journal auquel *Le Monde* aime à être comparé : le *New York Times*. Celui-ci est propriété d'une holding nommée New York Times Company. En général, le directeur de la holding est aussi le directeur de la publication (*publisher*). Il est responsable de la bonne gestion du journal et prend les décisions qui s'imposent à cet effet. Il n'a pas besoin d'être journaliste et est souvent issu de la famille Sulzberger, longtemps propriétaire et toujours actionnaire du journal. Mais il n'intervient pas sur les questions éditoriales qui relèvent du directeur de la rédaction (*executive editor*) en toute indépendance. Ce dernier a donc des fonctions beaucoup plus importantes que le directeur de la rédaction du *Monde*, il s'apparente davantage au directeur du journal, gestion exclue. Le *New York Times* n'est donc pas allé aussi loin que *Le Monde* dans son souci d'une gestion rigoureuse même si la gestion prime sur les questions éditoriales. Les associés de la SARL *Le Monde* ont-ils voulu être plus royalistes que le roi, ou plutôt plus américains que les Américains eux-mêmes ? Quoi qu'il en soit, le tout gestionnaire n'a pas été couronné de succès. Peut-être *Le Monde* est-il allé trop loin. Peut-être aussi que l'idée du primat d'une gestion rigoureuse était encore prématurée au début des années 1990. Malgré tout déclare Arthur Ochs Sulzberger, *publisher* du *New York Times*, la première mission de son journal est : « D'abord, être rentable. N'est-ce pas malheureux de parler ainsi ? Mais si nous ne sommes pas rentables, nous ne pouvons avoir d'autre mission quelles qu'elles soient »<sup>789</sup>. Jean Padioleau qui a réalisé une remarquable étude comparative du *Monde* et du *Washington Post*, remarque que « le lien fondamental qui se forme entre la position de *publisher* et celle d'une *newsroom* se distingue par une méfiance réciproque »<sup>790</sup>. Le directeur de la publication respecte l'indépendance de la rédaction. Mais en cas de conflit, au *Washington Post* comme au *New York Times*, c'est lui qui a le dernier mot. La question de savoir comment assurer prioritairement une gestion saine au journal n'est pas tranchée, simplement la réponse apportée en 1991 par les associés de la SARL avec la nomination d'un gestionnaire gérant unique en la personne de Jacques Lesourne n'a pas donné satisfaction. Ce dernier n'a cependant pas démerité.

Ainsi, au début des années 90, la fin de la guerre froide entraîne une diminution des différends idéologiques au sein du *Monde*. Les divergences n'en disparaissent pas pour autant, entre le service politique et le service étranger et à l'intérieur même du service étranger. C'est surtout entre la rédaction et la direction que les tensions s'exacerbent, alors que le journal est déstabilisé par les difficultés économiques du moment. Les journalistes n'en continuent pas moins leur travail.

---

<sup>789</sup> Leonard Solomon & Mark Silk, *The American establishment*, New York, Basic Books, 1980, p. 66.

<sup>790</sup> Jean Padioleau, *Le Monde et le Washington Post*, Paris, P.U.F., 1985, p. 191.

## Les journalistes

Au début des années 1990, *Le Monde* vit au rythme des plans de restructuration avec leurs cohortes de départs anticipés, deux cents sous le mandat de Jacques Lesourne. Néanmoins, les embauches se poursuivent, en particulier dans les bonnes années, comme de 1985 à 1990. De nouvelles plumes apparaissent ainsi, traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* :

Alain Frachon

Né en 1950, il a fait ses études à Sciences Po Paris puis au CFJ. Il commence sa carrière à Europe 1 en 1974. Puis il passe près de 10 ans à l'AFP, comme correspondant à Téhéran, Londres, et Washington (où il est le correspondant AFP au Département d'Etat) en 1982-1983. Il entre au *Monde* en 1985. Il devient correspondant à Jérusalem de 1987 à 1991 puis à Washington de 1991 à 1994. Il dirige le service étranger de 1995 à 2000, puis devient rédacteur en chef. Il est nommé directeur éditorial de 2007 à 2010. Il assure l'intérim de la direction du *Monde* en 2012-13, suite au décès d'Erik Izraelewicz, puis redevient éditorialiste, particulièrement renommé en ce qui concerne les Etats-Unis. Il écrit deux livres sur l'Amérique avec Daniel Vernet : *l'Amérique messianique* et *La Chine contre l'Amérique*.

Il découvre les Etats-Unis lors d'un stage à ABC news pendant 2 mois dans l'été 1974, l'été du Watergate. Il s'installe à New York puis à Washington, son stage est obtenu suite à un concours à Europe 1. Il est, dit-il « séduit par la manière de travailler des journalistes américains et par la vie américaine »<sup>791</sup>. Il y séjourne plus tard comme correspondant à deux reprises pendant près de six ans et y retourne par la suite deux fois par an en moyenne. Il a gardé de nombreux contacts dans ce pays et a toujours des relations régulières avec des Américains. Il déclare qu'il « est passionné par la politique américaine, intérieure et extérieure. Il a d'ailleurs plus écrit sur la politique que sur la société américaine »<sup>792</sup>. De même, il lit la presse américaine et de nombreux livres sur les Etats-Unis. Il a toujours cultivé sa connaissance de cette région du monde de même que le Proche Orient qui sont ses deux régions privilégiées. Il n'a pas de relations suivies avec le département d'Etat, mais il en a été proche lors de ses séjours aux Etats-Unis, notamment pour l'AFP où il avait un « stand » dans la salle de presse du Département d'Etat. Il a aussi accompagné le secrétaire d'Etat sous Reagan (Haig puis Schultz). A Paris, les nouveaux ambassadeurs et attachés de presse des Etats-Unis l'ont invité systématiquement lorsqu'il suivait l'Amérique.

Il explique qu'il « a un regard très diversifié sur l'Amérique, mais une partie de lui-même a de la sympathie pour les Etats-Unis. Le travail de journaliste ne consiste pas à porter un jugement, à comparer systématiquement, mais plutôt à décrire. Pour cela, il faut se plonger dans leur histoire »<sup>793</sup>. Selon lui, le travail d'un correspondant n'est pas d'établir des comparaisons, mais de rendre accessible une actualité, de la traduire au public de son pays. Cela demande d'avoir une bonne culture du pays. Il existe un travail pédagogique dans le reportage. En général, les correspondants restent quatre ans aux Etats-Unis. Alain Frachon estime avoir eu deux ou trois grands prédécesseurs : Alain Clément et Jacques Amalric d'abord, sans doute aussi Bernard Guetta. Pour lui, *Le Monde* n'a pas de ligne sur l'Amérique, il y a simplement

---

<sup>791</sup> Entretien avec Alain Frachon, *op.cit.*

<sup>792</sup> *Ibid.*

<sup>793</sup> *Ibid.*

des regards, cela d'autant plus depuis la fin de la guerre froide. Il n'y a pas de confrontation entre les journalistes, il n'y a pas le temps.

En ce qui concerne l'Amérique Alain Frachon est un journaliste très important, voire central depuis la fin de la guerre froide. Ses articles sur ce sujet<sup>794</sup> sont longs pour les trois quarts et situés au début du journal, souvent en première page ou bien tout à la fin. Ils datent pour la majorité d'entre eux de son séjour comme correspondant à Washington, c'est-à-dire entre 1991 et 1994, mais pas uniquement. Il présente les Etats-Unis comme un pays plutôt ami de la France dans les cinq septièmes de ses articles sur la question<sup>795</sup>. Mais comme il s'attache beaucoup aux personnalités – il est passionné par la politique américaine – ses commentaires portent davantage sur l'Amérique de telle ou telle personnalité que sur les Etats-Unis en général. Il souligne ainsi la proximité et l'amitié entre la France et l'Amérique des ambassadeurs Pamela Harriman ou Felix Rohatyn, des présidents Reagan ou Bush Père, mais beaucoup moins avec celle de Georges W. Bush et même de Bill Clinton. Dans le premier cas, l'Amérique est pour lui un pays allié et ami, qui exerce une grande attraction et qui a des liens historiques avec la France. L'Amérique assume d'ailleurs le leadership de l'Occident. Dans le second cas, les Etats-Unis sont pour Alain Frachon un partenaire avec lequel il faut toujours négocier (sous Bill Clinton), ou même un pays dont le gouvernement est en froid avec l'Europe voire avec l'essentiel de la planète (sous George W. Bush). On retrouve cette opposition dans l'image que dessine Alain Frachon de la politique étrangère américaine : Il décrit dans un article concerné sur trois, un pays protecteur par principe des faibles, de la justice, de la liberté, de la paix. Il est l'un des auteurs qui insiste le plus dans *Le Monde* sur cette thématique. Pour le reste, il présente l'Amérique comme une superpuissance plutôt pacifique, protectrice de ses amis et de ses intérêts. C'est un pays qui a aussi le caractère d'un leader qui attend un certain alignement de ses partenaires. Sous George W. Bush, les Etats-Unis deviennent pour lui dominateurs et unilatéralistes. Il trouve les relations avec l'Amérique plutôt bonnes, mais aussi fréquemment compliquées, en général du fait des Américains. Encore une fois, le commentaire d'Alain Frachon varie suivant le président et de la même façon que pour l'amitié entre les deux pays. Il présente un pays qui apporte de temps à autre un soutien militaire aux opérations de maintien de la paix, et sait aussi parfois se montrer généreux, mais qui au fond se préoccupe prioritairement de ses affaires intérieures. Cependant, l'Amérique est plutôt favorable au libre échange. Il remarque les déboires de l'économie américaine lorsqu'elle traverse des périodes de crise mais ne s'y attarde pas. Elle est pour lui un pays riche, bien que ses infrastructures souffrent d'un manque d'investissement public, ainsi que l'enseignement. Il relève les grandes disparités sociales et discriminations raciales qui persistent sur cette terre d'immigration. Il note aussi l'importance de la violence, y compris parfois dans les conflits sociaux ou raciaux et la grande place de l'argent et de la religion dans la société. Alain Frachon remarque la force de la culture américaine. Il trouve la justice et la police américaine sévères, recourant encore souvent à la peine de mort, et parfois racistes envers les Afro-américains. Pour lui, l'Amérique est un Etat de droit, un peu moins sans doute pour les Afro-américains. La démocratie américaine fonctionne plutôt bien, et est un bon exemple pour les autres pays, d'ailleurs des personnalités issues des minorités peuvent accéder aux plus hautes responsabilités. Il regrette toutefois la place très importante prise par la communication politique. Notant la puissance de l'armée américaine, il présente un pays puissant, sûr de lui, de son modèle, de sa destinée, de ses valeurs traditionnelles. Il a parfois une tendance à être dominateur, mais il a parfois aussi des inquiétudes alors que

---

<sup>794</sup> 14 articles d'Alain Frachon sélectionnés dans le corpus.

<sup>795</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

montent les menaces et de nouvelles puissances concurrentes. Il remarque cependant la capacité de ce pays à rebondir à chaque crise. Bref, Alain Frachon a un regard vaste et critique sur l'Amérique et la politique américaine ; un regard globalement positif, même amical et aussi sophistiqué, attaché aux hommes et de ce fait, multiple et qui évolue avec le temps. Il est considéré au sein de la rédaction comme l'un des deux grands spécialistes des Etats-Unis avec Sylvie Kauffmann.

Jean-Pierre Langellier

Il fait une licence en droit à Caen puis étudie à Science Po et au CFJ. Il part ensuite faire son service militaire comme attaché de presse au Laos en 1971-72. A son retour, il effectue un stage de 3 mois à l'AFP, puis passe 3 ans au *Figaro* (spécialiste de l'Asie) et entre au *Monde* à l'été 1976, introduit par Paul-Jean Franceschini, recruté par Michel Tatu sur l'Afrique. Il effectue pour l'entrée au *Monde* un stage de 15 jours, avec un travail à blanc, notamment un éditorial, comme c'est l'usage. Il est nommé en 1978 à Nairobi où il reste 4 ans. Puis il est correspondant en Israël à partir de 1983 pendant 4 ans. A son retour, il devient adjoint de Jacques Amalric (chef du service étranger) de 1987 à 1990, chargé plus spécialement de l'Afrique et du Proche-Orient. Il lui succède ensuite jusqu'en 1995. Remercié du poste à l'arrivée de Jean-Marie Colombani, il devient éditorialiste puis directeur adjoint de *l'Européen* en 1998. Mais le journal ne dure pas (35 numéros). Il revient au *Monde* en 1999, couvre les Balkans puis réalise le feuilleton de l'été sur l'an 1000 sur lequel il travaille pendant 6 mois rencontrant les grands historiens de la période (un livre en sera tiré aux éditions du Seuil). Il en est particulièrement fier, comme il l'explique, « on parle toujours de la rivalité entre universitaires et journalistes. Les universitaires seraient jaloux de la notoriété des journalistes (c'est moins vrai aujourd'hui). Les journalistes quant à eux, seraient jaloux du savoir et de la possibilité de travailler dans la durée des historiens »<sup>796</sup>. Ensuite, il devient correspondant à Londres de 2001 à 2007, pendant les années Blair<sup>797</sup>, puis correspondant à Rio de 2008 jusqu'à 2011 et sa retraite.

Il découvre l'Amérique par des reportages aux Etats-Unis, comme lors du sommet Eltsine<sup>798</sup>-Clinton ou en 1988-89, lors d'un reportage sur la communauté juive en Amérique. Il fait la connaissance de Bob Woodward en 1973, par hasard, au Mexique. En 1974, au moment du Watergate et du livre *The President's Men*, alors au *Figaro*, il réalise une interview de Woodward et Bernstein, puis rédige des papiers sur la démission de Nixon. Anglophile depuis toujours, son regard sur les Etats-Unis est dit-il moins fin que celui d'Amalric : il ne connaît pas intimement l'Amérique où il n'a jamais vécu. Mais il considère toujours les Etats-Unis comme centraux. Depuis l'origine, il y a chaque jour un ou deux papiers dans *Le Monde* sur les Etats-Unis car dit-il, « ils mettent leur nez partout, pour le meilleur ou pour le pire ». A titre personnel, il a, explique-t-il, un syndrome proche-oriental. Il a écrit 700 papiers sur Israël, cela le rapproche d'Alain Frachon. Comme chef du service étranger, devenu international, il lui revient de faire les analyses. Il a suivi et croit au processus d'Oslo de paix Israélo-palestinienne. En 1988, il participe au livre *Deux vérités en face*, écrit par un Juif et un Arabe : Théo Klein et Hamadi Essid qui est Tunisien. Il considère que l'Amérique a un rôle de pacificateur. Il pense toujours que sans les Etats-Unis, il ne peut y avoir de paix au Proche-Orient. Le moteur de la paix doit être l'Amérique. Il explique ainsi que quand un président comme Obama se désintéresse du Proche

---

<sup>796</sup> Entretien avec Jean-Pierre Langellier, le 26/02/2015.

<sup>797</sup> Tony Blair, premier ministre du Royaume Uni de 1997 à 2007

<sup>798</sup> Boris Eltsine, président de la fédération de Russie de 1991 à 1999

Orient, ce n'est pas bon pour la paix, même s'il sait s'opposer au premier ministre israélien.

Jean-Pierre Langellier raconte qu'il a été opposé dans sa jeunesse à l'Amérique à cause de la guerre du Vietnam. Dans ses premières années comme journaliste, il est de gauche mais anti-communiste, et s'ouvre davantage à l'Amérique. Il s'interroge quant au système américain. Tout ce qu'il n'aime pas dans ce système tient aux mœurs : le puritanisme, le rôle de la religion, l'hypocrisie de la société. A l'inverse, il y a aux Etats-Unis une grande facilité d'accès à l'information, malgré la propagande. Il existe pour lui un système meilleur : le système britannique dans lequel il est plus simple pour un journaliste d'avoir accès aux gouvernants. Il remarque qu'il est bon qu'un premier ministre s'explique chaque semaine devant le Parlement. Il apprécie aussi la qualité et la diversité de la presse britannique. Les Anglais sont un peuple moins isolationniste. Pour lui, ils ont un système idéal entre le système français et le système américain. Il est vrai cependant, dit-il, que « l'ascenseur social est totalement ouvert aux Etats-Unis et pas en Angleterre. Mais faire de bonnes études aux Etats-Unis coûte très cher. Et en politique aux Etats-Unis, il faut avoir accès aux machines. L'argent est le moteur des campagnes électorales, comme par exemple pour l'élection de Kennedy »<sup>799</sup>. Finalement, Jean-Pierre Langellier déclare avoir une vision de l'Amérique proche de celle d'Alain Frachon ou de Jacques Amalric à quelques nuances près.

Les articles de Jean-Pierre Langellier dans *Le Monde* concernant l'Amérique datent principalement de son séjour comme correspondant à Washington, c'est-à-dire pendant les années Bush Père. Ils sont plutôt longs et en début du journal ce qui montre leur importance<sup>800</sup>. Le journaliste y présente l'image d'un pays ami de la France et du monde libre, une superpuissance avec laquelle les relations sont bonnes et solides<sup>801</sup>. Il décrit un pays préoccupé économiquement surtout par ses affaires intérieures et moins par le reste du monde. Il constate les difficultés économiques importantes de l'Amérique et critique le manque d'investissement public dans ses infrastructures, notamment dans l'éducation. Il perçoit la société américaine comme plutôt conservatrice avec des disparités sociales et des discriminations raciales importantes. Cependant, il décrit une terre de liberté, un pays démocratique ouvert, dans lequel on trouve des personnes issues des minorités et des femmes aux plus hauts postes administratifs ou politiques. Il présente un pays qui rencontre les limites de sa puissance économique à cause de la crise, ce qui affecte sa confiance, mais qui a la ferme volonté de rebondir.

Ainsi, Jean-Pierre Langellier a une image sans concession et dans l'ensemble plutôt favorable de l'Amérique.

Martine Jacot

Diplômée en 1981 du Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme de Strasbourg, elle parle anglais, espagnol, allemand et italien. Après ses études, elle commence à travailler à l'AFP au bureau de Montréal où elle remplace à plusieurs reprises le correspondant du *Monde* lors de ses vacances. Puis à partir de janvier 1987, elle complète son travail avec l'AFP par une activité de pigiste pour *Le Monde*, avec l'accord de l'agence. Elle revient en France en 1991, au *Monde* et devient jusqu'en 1995, responsable de la rubrique Amériques. Elle quitte le journal de 1995 à 2000, fâchée, raconte-t-elle, avec Edwy Plenel qui, toujours selon elle, « voyait des

---

<sup>799</sup> Entretien avec Jean-Pierre Langellier, *op.cit.*

<sup>800</sup> 2 articles de Jean-Pierre Langellier sélectionnés dans le corpus.

<sup>801</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

complots Yankees partout en Amérique latine »<sup>802</sup>. Elle passe quatre années dans différentes missions de journalisme dont deux à *Courrier International* puis revient au *Monde* en 2000, plus exactement au monde.fr. Elle réalise une newsletter en 2004 sur l'élection présidentielle américaine et s'occupe aussi de l'interface entre le site et le journal. Elle s'occupe de la page Focus succédant à Sylvain Cypel qui part à New York comme correspondant du journal. Cette page traite notamment de l'Amérique. Elle s'occupe aussi de différents hors séries dont un sur les Etats-Unis avec Patrick Jarreau qui rentre de Washington où il était correspondant du journal. Elle s'occupe ensuite du « bilan annuel : géo et politique » pendant deux ans (entre 2011 et 2013), et du *Monde* académie (en 2013-2014). Depuis janvier 2014, elle dirige le supplément universités et grandes écoles du *Monde* ce qui l'amène encore à réaliser des reportages aux Etats-Unis. Elle revient ainsi tout juste d'un séjour en Caroline du Nord où elle a fait un reportage sur la North Carolina State University et sur l'école de commerce lilloise Skema qui y est présente. Enfin, elle est chef adjoint du développement éditorial. Elle a par conséquent une carrière variée, presque toujours en lien, de près ou de loin, avec l'Amérique.

Martine Jacot raconte qu'elle connaît les Etats-Unis pour y être allée souvent. Elle explique que pour elle, l'Amérique est un pays et une société fascinants par tant d'aspects, notamment pour une journaliste française. « C'est une société inépuisable tant il y a toujours la concernant, un article à écrire, un reportage à mener, une enquête à faire, en creusant et en expliquant aux lecteurs, en remettant dans le contexte états-unien, sociétal et historique des sujets a priori étonnants pour les lecteurs comme pour nous mêmes »<sup>803</sup>. Quant à l'image du gouvernement américain, Martine Jacot note que « c'est le grand écart à chaque élection, comme celle de Barack Obama après celle de George W. Bush ».

Elle juge que la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* est bonne de façon générale pour deux raisons : La première est que les correspondants du journal sur place ont toujours été des journalistes chevronnés, capables de relater et d'analyser en profondeur la complexité américaine. La seconde raison de la bonne couverture des Etats-Unis par le journal est que *Le Monde* est le quotidien français qui consacre le plus de place à l'actualité internationale.

Les articles de Martine Jacot traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* datent pour l'essentiel des années 1991 à 1995 où elle a la charge de la rubrique Amériques<sup>804</sup>. Ils se situent généralement dans la première partie du journal, parfois en première page<sup>805</sup>. Ils sont souvent de taille moyenne. Cela montre bien l'importance rédactionnelle du responsable de la rubrique Amériques. Ce dernier non seulement relaie les correspondants locaux au siège, notamment lors de la conférence de rédaction du service international, mais aussi écrit régulièrement des papiers et réalise des reportages qui lui valent parfois l'honneur de la page une. Martine Jacot n'aborde guère l'image des Etats-Unis, leur politique étrangère ou économique. Cela ne l'empêche cependant pas de noter les difficultés économiques que traverse le pays. Elle s'intéresse davantage à la société américaine. Elle décrit un pays plutôt conservateur, dans lequel les discriminations raciales et envers les femmes et les minorités existent toujours mais sont en recul. Elle présente les mœurs des Américains comme modernes, mais parfois marquées ou simplistes. Certains habitants sont très méfiants envers la capitale fédérale et tout ce qu'elle représente. Elle évoque plutôt positivement la démocratie américaine qui porte régulièrement des femmes et citoyens issus des minorités aux plus hautes fonctions.

---

<sup>802</sup> Entretien avec Martine Jacot, le 12/05/2016.

<sup>803</sup> Entretien avec Martine Jacot, *op.cit.*

<sup>804</sup> 6 articles de Martine Jacot sélectionnés dans le corpus.

<sup>805</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Elle regrette toutefois la place importante prise par l'argent dans les élections ou la faible participation aux scrutins.

Martine Jacot porte ainsi, semble-t-il une vision plutôt positive des Etats-Unis mais sans indulgence.

Patrice Claude

Entré au *Monde* au service étranger en 1980, après avoir été pigiste pendant plusieurs années, Patrice Claude est tour à tour correspondant en Afrique australe, en Asie du sud, en Europe et au Proche Orient. Il couvre de nombreux conflits, notamment en Afrique du sud, en Angola, au Mozambique, au Sri Lanka, au Pakistan et en Afghanistan, au cours de l'occupation de ce pays par les Soviétiques. Après le 11 septembre 2001, il retourne en Afghanistan avant l'intervention américaine puis se rend en Irak de la même manière. Il obtient le Prix Hachette du grand reportage en 2006 pour l'un de ses articles depuis Bagdad. Il prend sa retraite en 2011.

Les articles de Patrice Claude dans *Le Monde*, traitant des Etats-Unis, datent de ses séjours au Proche Orient, à partir des années quatre-vingt-dix<sup>806</sup>. Ils figurent dans la première partie du journal, et sont généralement de taille moyenne<sup>807</sup>. Patrice Claude fait partie de la longue liste des journalistes qui font la richesse du *Monde* par la profondeur, l'étendue et la variété de leurs commentaires, sans être des vedettes. A l'opposé de Martine Jacot, il s'intéresse essentiellement à la politique extérieure des Etats-Unis. Ses commentaires évoluent logiquement au gré des administrations américaines et de leur politique, et ont souvent une tonalité critique. Sous George Bush Père et Bill Clinton, il décrit les Etats-Unis comme une superpuissance plutôt pacifique bien que défendant fermement ses intérêts et ceux de ses alliés. Mais sous George W. Bush, il présente un pays qui est responsable d'une nouvelle guerre, en Irak, dont on ne voit ni la fin ni le sens. Il considère généralement assez sévèrement la qualité des relations des Etats-Unis avec les autres et en particulier avec la France du fait des divergences d'intérêt, voire sous George W. Bush de l'intransigeance et de l'autisme de l'Amérique. Il note que l'armée américaine est très puissante mais ne réussit pourtant pas à vaincre en Irak. Economiquement, il considère les Etats-Unis comme plutôt généreux et aussi parfois intéressés de même que leurs entreprises se développent partout, sans état d'âme. Quant à la démocratie américaine, il regrette la place trop importante des lobbies.

Ainsi, Patrice Claude observe l'Amérique avec le regard acéré du témoin direct des conflits du Proche-Orient.

Régis Navarre

Né en 1963, diplômé de l'Ecole Normale Supérieure, il devient journaliste et photographe de presse, pour *Paris Match* et pour *Le Monde*. Il effectue des reportages au Cambodge, en Irak où il couvre la première guerre du Golfe puis part en Californie en 1992, envoyé par *Le Monde* pour y couvrir les graves émeutes qui s'y déroulent alors. Il prend des photographies et écrit plusieurs articles. Il se fixe à Los Angeles, couvrant l'actualité de la côte ouest, et travaillant toujours pour *Le Monde* jusqu'en 1996. Fort de son expérience de photographe de presse, se faisant appeler François-Régis Navarre, il crée près d'Hollywood, une nouvelle agence de photographes de stars que l'on appelle communément Paparazzi, promise à un grand succès. Ce n'est pas tout à fait la philosophie du journal même si ce dernier a

---

<sup>806</sup> 3 articles de Patrice Claude sélectionnés dans le corpus.

<sup>807</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

de plus en plus recours à la photographie et à la couleur, ce qui n'était pas du tout le cas dans ses premières années.

Mais c'est bien sous le nom de Régis Navarre qu'il signe ses articles dans *Le Monde*<sup>808</sup>. Ils se situent au début du journal et sont longs pour la moitié d'entre eux, ce qui montre leur importance et l'importance que *Le Monde* donne aux sujets qu'il couvre et notamment les émeutes de Los Angeles en 1992<sup>809</sup>. Il note que les Etats-Unis sont un pays riche malgré ses difficultés économiques. Il observe que l'Amérique connaît des conflits sociaux et raciaux violents, nés de discriminations et disparités très importantes. Cependant, il remarque que les Etats-Unis sont une terre d'immigration avec une bonne intégration. Il évoque le racisme et la violence, et met aussi en avant l'optimisme latent et le *good will* (bonne volonté) à toute épreuve du peuple américain. Il relève, notamment à l'occasion des émeutes en Californie, que la police est parfois dépassée par la violence et la criminalité et insiste sur le racisme latent, en particulier vis-à-vis des Afro-américains, au sein de la police et de la justice. Il apprécie pour autant la démocratie américaine et son fonctionnement.

Régis Navarre s'intéresse ainsi principalement à la société américaine, montrant les paradoxes d'une société complexe, qu'il critique sévèrement mais qu'il semble in fine beaucoup apprécier.

### Serge Marti

Licencié en droit, Serge Marti commence sa carrière dans le secteur bancaire, notamment au Crédit Lyonnais, de 1964 à 1970. L'essentiel de sa carrière se poursuit comme journaliste attaché aux questions économiques et sociales. Puis il rejoint en 1971 l'agence de presse Reuters pendant une dizaine d'années, en tant que chef du service économique. C'est ensuite, en 1981, qu'il entre au *Monde* où il devient chef adjoint du service économique, puis chef adjoint du service international et correspondant du journal aux Etats-Unis à New York et auprès de l'Organisation des Nations unies de 1989 à 1994. Dans l'équipe de journalistes du *Monde* basée aux Etats-Unis, le correspondant à New York est celui qui suit plus particulièrement l'économie américaine. Cela ne signifie nullement qu'il ne s'intéresse pas aux autres sujets. Il se distingue en particulier du correspondant à Washington, qui logiquement suit davantage la politique américaine. *Le Monde* a attendu plusieurs décennies avant d'avoir durablement un correspondant permanent à New York. Serge Marti est le second après Charles Lescaut. Et encore, il n'est pas complètement remplacé pendant plus de deux ans lorsqu'il quitte New York. Cependant, le poste de Washington est doublé au même moment, occupé par Alain Frachon et Sylvie Kauffmann. Cette dernière rejoint New York en 1997. Le journal suit également de façon variable le siège des Nations unies à New York, parfois de loin ou avec un pigiste, parfois avec un correspondant dédié, ou bien la tâche revient au correspondant à New York, ce qui est le cas pour Serge Marti.

De retour en France, celui-ci est nommé rédacteur en chef et devient directeur du *Monde Economie* jusqu'en 2005. Il s'occupe ensuite des *Débats et rencontres du Monde* puis du *Monde* hors média. Il a différentes responsabilités extérieures en lien avec son métier et est notamment président de l'Association des Journalistes Economiques et Financiers (AJEF). Il écrit plusieurs ouvrages, notamment *New York contre New York* aux éditions Autrement et *L'Economie des Etats-Unis* aux éditions Le Monde, c'est dire s'il s'intéresse à ce pays.

Les articles de Serge Marti traitant des Etats-Unis sont logiquement les plus nombreux lors de son séjour dans ce pays, mais ne disparaissent pas pour autant

---

<sup>808</sup> 4 articles de Régis Navarre sélectionnés dans le corpus.

<sup>809</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



après, bien au contraire<sup>810</sup>. On les trouve le plus souvent en première partie du journal, en pages internationales, rarement en première page, mais aussi plus loin en pages économiques<sup>811</sup>. Ils sont de taille moyenne pour les deux tiers, longs pour le reste. *Le Monde* n'accorde pas autant d'importance aux questions économiques qu'aux questions de politique étrangère, mais il ne les néglige pas. On peut le constater avec Serge Marti. Dans ses articles, il évoque peu la politique étrangère des Etats-Unis, qu'il considère globalement comme un partenaire, qui défend ses intérêts. Il est plus critique sur la politique étrangère de George W. Bush et présente alors l'Amérique comme une superpuissance dominatrice et unilatéraliste. L'essentiel de ses articles traitant des Etats-Unis concerne les questions économiques et sociales. Il décrit un pays paradoxal, qui défend le libre échange et la libre concurrence mais qui a aussi une tendance protectionniste. Il présente les difficultés de l'économie américaine, les méfaits de la déréglementation sur les entreprises fragiles, la concurrence des pays en voie de développement, le chômage important dans les années Bush Père, les déficits jumeaux et même la nécessité d'une intervention de l'Etat développée par les démocrates au début du mandat de Bill Clinton. Mais tout en observant les problèmes que connaît l'économie américaine, il présente un pays qui affronte la crise et les difficultés économiques avec beaucoup d'énergie et qui met tout en œuvre pour rebondir. Il décrit les limites de la richesse des Etats-Unis avec la pauvreté qui existe toujours voire progresse et l'écart qui s'accroît avec les plus riches. Il note également le manque d'investissement public dont souffrent les infrastructures aux Etats-Unis et en particulier, il insiste sur ce point, en ce qui concerne le système éducatif. De plus, il décrit une société plutôt conservatrice qui connaît d'importantes disparités sociales et discriminations raciales. Mais il lui reconnaît aussi des côtés plus progressistes, notamment d'être une terre d'immigration. Il décrit un pays qui connaît beaucoup de violence, mais aussi une nation pragmatique qui se réforme et s'adapte sans difficulté ni ménagement. Il regrette que la protection de l'environnement ne soit pas une priorité en Amérique. Il apprécie la démocratie américaine, y compris la démocratie directe grâce aux nombreux référendums, regrettant la place un peu trop grande donnée à l'argent en son sein.

Serge Marti est donc assez sévère dans ses articles traitant des Etats-Unis, notamment quant à l'économie et la manière dont est gérée l'Amérique de même que concernant la société américaine, mais il reconnaît aussi aux Américains de grandes qualités en particulier leur capacité à réagir.

Par conséquent, en ces années de la fin de la guerre froide, *Le Monde* connaît une crise économique doublée à nouveau d'une crise de succession. La vie du journal ne s'arrête pas pour autant, en témoignent les nombreux journalistes de qualité qui le rejoignent notamment pour traiter des Etats-Unis.

## **72 Bush Père et l'Amérique seule superpuissance**

Sous le mandat de George Bush Père, l'histoire semble s'accélérer. Non seulement la disparition de l'URSS marque la fin de la guerre froide, mais l'Amérique se retrouve un temps seule superpuissance sur la planète.

---

<sup>810</sup> 9 articles de Serge Marti sélectionnés dans le corpus.

<sup>811</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

## Ronald Reagan a comme successeur son vice-président

Depuis le 22<sup>ème</sup> amendement à la constitution américaine adopté en 1947, un président américain ne peut faire que deux mandats consécutifs. Il vise à empêcher qu'un président ne réalise quatre mandats consécutifs comme Franklin Roosevelt. Ronald Reagan qui est particulièrement populaire au terme de sa double mandature, ne peut alors se représenter et soutient la candidature de son vice-président.

L'élection de George H. W. Bush à la présidence des Etats-Unis

George Herbert Walker Bush est élu le 8 novembre 1988 et devient le 20 janvier suivant le 41<sup>ème</sup> président des Etats-Unis selon la constitution américaine. Il obtient presque 54% des suffrages face à son concurrent démocrate Michael Dukakis, ce qui est une majorité nette. George H. W. Bush que l'on qualifie aussi de George Bush Père depuis l'élection de son fils en 2000 à la présidence des Etats-Unis, n'est pas un nouveau venu en politique. Il a cependant derrière lui une longue carrière assez variée qui lui confère une grande expérience et une légitimité quant aux questions internationales ; une carrière construite sous le signe de la loyauté, selon Marie Claude Decamps qui écrit un long papier sur lui dans *Le Monde*<sup>812</sup>. Lors de la seconde guerre mondiale, il s'engage à dix-huit ans dans l'aéronavale américaine et participe vaillamment aux combats du Pacifique. De retour à la vie civile, il fait de brillantes études à l'université de Yale. Puis ce fils de banquier de la côte Est part s'installer au Texas où il fait fortune dans le pétrole. Il a par la suite plusieurs postes à la direction de grands groupes américains. Mais en 1964, il entre en politique et est élu deux ans plus tard représentant du Texas. Il est remarqué par Richard Nixon qui, lorsque le jeune Bush est battu en 1970, le lance dans une nouvelle carrière dans la haute administration. Il occupe plusieurs postes d'ambassadeurs et est même directeur de la CIA en 1976. Alors inconnu du grand public, il tente sa chance à la primaire républicaine de 1980 où il finit second à la surprise générale. Il surprend encore lorsque Ronald Reagan le prend sur son « ticket » et fait de lui son vice-président, sûr de sa loyauté.

George Bush est un coureur de fond et comme l'écrit encore Marie-Claude Decamps : « Réussir cette pirouette arithmétique toute simple qui consiste, somme toute, lorsqu'on est numéro deux à passer numéro un, aura pourtant été l'aboutissement d'une très longue carrière. Une carrière de second, celui qui se tient en retrait dans l'ombre et dont la raison d'exister est la loyauté. Pas une faiblesse, dit George Bush, une vertu »<sup>813</sup>. Il faut reconnaître comme l'explique Jan Krauze qu'avec l'élection de M. Bush à la présidence des Etats-Unis, « pour la première fois depuis quarante ans, un même parti gagne trois fois de suite la course à la Maison Blanche. M. Bush est aussi le premier vice-président en exercice qui accède à la fonction suprême depuis cent cinquante ans »<sup>814</sup>.

George Bush ne doit pas à sa propre personnalité tout le mérite de son élection. Les électeurs américains ont d'une certaine manière, en votant pour son ancien vice-président, donné leur faveur une dernière fois à Ronald Reagan arrivé au terme de ses deux mandats, et qui ne pouvait se représenter. Jan Krauze écrit : « Ronald Reagan peut légitimement espérer que ses idées, auxquelles il croit très profondément, continueront à marquer les Etats-Unis après son départ de la Maison

---

<sup>812</sup> Marie-Claude Decamps, « George Bush, la récompense de la loyauté », *Le Monde*, 10/11/1998.

<sup>813</sup> *Ibid.*

<sup>814</sup> Jan Krauze, « Le président George Bush devra composer avec un Congrès à majorité démocrate », *Le Monde*, 10/11/1998.

Blanche. [... La préoccupation] pour M. Bush est l'échec du parti républicain à retrouver la majorité au Sénat »<sup>815</sup>. Jan Krauze et *Le Monde* perçoivent donc très tôt toute l'ambiguïté de l'élection quasi triomphale du nouveau président. Le dessin de Plantu en première page du journal lors de l'élection montre un Ronald Reagan qui fait le V de la victoire à la tribune alors que George Bush sur le côté déclare : « J'ai un mal fou à lui expliquer qu'il n'est pas réélu ! »<sup>816</sup> Et Jan Krauze conclut : « Des lendemains difficiles s'annoncent donc pour M. Bush. Contrairement à M. Reagan qui s'était fait élire sur des idées très nettes et très radicales, il ne pourra pas s'appuyer sur un clair mandat de l'électorat, et naturellement il ne possède pas non plus le talent de magicien de son prédécesseur »<sup>817</sup>.

*Le Monde* dont de nombreux journalistes ont été séduits par Ronald Reagan, aborde son successeur avec circonspection. Lors de la campagne entre les deux candidats républicain et démocrate, le journal ne marque pas de préférence. Le correspondant du *Monde* à Washington raconte d'ailleurs, peut-être pour se justifier, que « les lecteurs du *Washington Post* sont furieux. Leur quotidien a refusé de se prononcer pour M. Dukakis ou M. Bush, sous prétexte qu'aucun des deux candidats ne plait vraiment aux responsables du journal »<sup>818</sup>. Le *Washington Post* soutient pourtant traditionnellement le candidat du parti démocrate. *Le Monde* n'en est pas très éloigné. Jan Krauze reconnaît que si la campagne a été terne et les programmes vagues, « les différences étaient réelles et allaient plus loin que la personne des deux candidats, qui sont aussi malgré tout, les représentants de leurs partis respectifs. Le républicain George Bush est bien, pour l'essentiel, un conservateur qui veut limiter autant que possible le rôle du gouvernement, tandis que M. Dukakis brûle d'agir »<sup>819</sup>. Cependant, en ces dernières années de la guerre froide, la politique étrangère est l'un des enjeux de l'élection présidentielle américaine, un enjeu qui concerne les peuples bien au-delà de l'Amérique et sur ce point, George Bush paraît particulièrement qualifié pour *Le Monde* : Comme le relève le journal, Michael Dukakis est un « homme qui n'a jamais mis les pieds dans aucun des principaux pays européens [...]. Un homme qui n'a jamais été associé, de près ou de loin, à la moindre décision de politique étrangère. [...A l'inverse,] George Bush s'est rendu dans soixante-douze pays sur les cinq continents – et pas seulement pour des enterrements – a été ambassadeur en Chine et aux Nations unies... »<sup>820</sup> Cette préférence très nette du monde extérieur en général et du *Monde* en particulier, pour George Bush pour des raisons de politique étrangère n'a donc rien à voir avec la raison pour laquelle les Américains l'ont élu.

#### George Bush Père et la France : un sommet dans l'amitié franco-américaine

En France, c'est en continuateur de Ronald Reagan que George Bush est accueilli. La continuité est d'autant plus flagrante que côté français, le chef de l'Etat ne change pas. François Mitterrand et Ronald Reagan, bien que très différents, éprouvaient de la sympathie l'un pour l'autre. Toutefois George H. W. Bush et François Mitterrand se respectaient l'un l'autre et éprouvaient ce que l'on peut

---

<sup>815</sup> Jan Krauze, « Le président George Bush devra composer avec un Congrès à majorité démocrate », *op.cit.*

<sup>816</sup> Plantu, dessin en page une du *Monde* le 09/11/1988.

<sup>817</sup> Jan Krauze, « Le président George Bush devra composer avec un Congrès à majorité démocrate », *op.cit.*

<sup>818</sup> Jan Krauze, « Entre M. Bush et M. Dukakis, il fallait bien choisir », *Le Monde*, 09/11/1988.

<sup>819</sup> *Ibid.*

<sup>820</sup> *Ibid.*

appeler sans exagération de l'amitié l'un envers l'autre<sup>821</sup>. Tout n'est pas fluide ou simple dans les relations entre la France et les Etats-Unis tant la première entend rester libre de sa politique étrangère et notamment refuse obstinément de rejoindre le commandement intégré de l'OTAN, alors que les seconds se considèrent comme les leaders du monde libre qui doit selon eux s'articuler autour de l'OTAN dont ils assument le commandement. Tant que dure la guerre froide, les deux pays convergent toujours et face à la menace soviétique, ils surmontent sans trop de peine leurs différends. Lors du sommet franco-américain de Key Largo d'avril 1990 en Floride, les deux présidents s'entretiennent de l'avenir de l'Europe et des relations transatlantiques. Le mur de Berlin est tombé, l'URSS vit encore pour quelques mois. Dans un échange de lettres en préparation du sommet, « George H. W. Bush écrit à François Mitterrand sur l'importance critique de la relation franco-américaine pour la stabilité européenne et transmet son estime à son collègue : il n'y a pas aujourd'hui de leader européen que je respecte plus que vous »<sup>822</sup>. Dans leur compte-rendu du sommet, les envoyés spéciaux du *Monde* rapportent : « Rien d'essentiel ne nous sépare. L'expression est de M. Mitterrand, mais M. Bush a abondé dans le même sens [...]. Les deux présidents ont insisté devant la presse sur leurs points d'accord, y compris l'avenir de l'OTAN, qui passait pour une pomme de discorde. Ils ont aussi paru partager le même embarras à propos de la Lituanie, le même manque d'empressement à réagir aux actions de Moscou »<sup>823</sup>. Bref, malgré les divergences habituelles entre les deux pays, les deux présidents respectifs ont la relation la plus proche ayant jamais existé à ce niveau. De même, l'image des Etats-Unis en France est bonne voire excellente. En avril 1988, donc trois mois après l'investiture de George H. W. Bush, les Français ont une image très largement positive des Etats-Unis, à un niveau similaire au Royaume uni ou à l'Allemagne de l'Ouest. Si une majorité d'entre eux expriment une crainte de l'unilatéralisme de Washington, virtuellement tous sont d'avis que les relations bilatérales sont bonnes et que les Etats-Unis traitent la France avec dignité et respect. Par une majorité de trois contre une, les personnes interrogées se décrivent comme pro plutôt qu'anti-américaines<sup>824</sup>. Les relations se compliquent ensuite un peu après la fin de la guerre froide, alors que l'approche européenne de la France se confronte à l'approche atlantique des Etats-Unis. Mais les deux pays savent se retrouver lorsque les circonstances s'aggravent comme lors de la première guerre du Golfe et la relation entre les deux présidents n'en est pas affectée.

Les Etats-Unis sont représentés à Paris par l'ambassadeur Walter Curley, nommé par George Bush en mars 1989 et succédant à Joe Rodgers. M. Curley, dont *Le Monde* annonce la nomination, a travaillé de 1948 à 1957 pour un important groupe pétrolier, la California Texas Oil et occupé plusieurs postes à responsabilité en Italie et en Inde. Puis il l'a quitté pour rejoindre la société d'investissement new-yorkaise J.H. Whitney and Company (1958-1975). Il est alors aussi membre du conseil d'administration de plusieurs autres sociétés. Il a de même été l'un des principaux collecteurs de fonds de la campagne électorale du président. En effet, il est un « ami de très longue date de la famille Bush, qu'il connaît depuis près de cinquante ans [...]. Interrogé récemment sur sa connaissance de la France, il avoue ne l'avoir traversée qu'en touriste et admet que si son italien est excellent, son

---

<sup>821</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.* p. 99.

<sup>822</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.* p. 142.

<sup>823</sup> « La rencontre de M. Mitterrand et de M. Bush en Floride », *Le Monde*, 21/04/1990.

<sup>824</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.* pp. 133-134.

français laisse à désirer »<sup>825</sup>. Cet ambassadeur est le parfait exemple des nominations de convenance dans la haute diplomatie américaine en remerciement de services politiques rendus. La méconnaissance par l'ambassadeur ainsi choisi du fonctionnement de la diplomatie est en principe compensée par la présence à ses côtés de diplomates chevronnés et par une relation directe avec le président. Tout dépend de la personnalité de l'heureux élu, mais bien souvent, le rôle de l'ambassadeur, en particulier en tant que lien avec le Département d'Etat, en est nettement diminué. A l'inverse, le Secrétaire d'Etat adjoint américain en charge de l'Europe voit son rôle renforcé, notamment à chacun de ses séjours sur le vieux continent. Dans le cas de l'ambassadeur Curley, après l'avoir présenté lors de sa nomination, *Le Monde* n'en parle plus jamais.

Cela est cependant sans conséquence sur les bonnes relations entre la France et les Etats-Unis, particulièrement étroites entre leurs deux présidents.

### **Un président averti en politique étrangère dans l'histoire en mouvement**

Dans un monde bipolaire en plein bouleversement, l'expérience internationale de George H. W. Bush se révèle précieuse. Elle contribue à la transition plutôt pacifique, vers un monde unipolaire, qui trouve au moins temporairement une nouvelle stabilité sous l'égide de l'Amérique.

#### L'unique superpuissance et la fin de la guerre froide

C'est donc à un président américain expérimenté en politique étrangère qu'échoit la responsabilité de gérer la chute de l'Union soviétique et la transition démocratique en Europe de l'Est, alors que son pays se trouve de facto unique superpuissance sur la planète avec la lourde responsabilité que cela incombe. En effet, alors qu'il est au pouvoir depuis moins de deux ans, le 9 novembre 1989, le mur de Berlin est démantelé. En 1987, Ronald Reagan déclare devant la porte de Brandebourg : « Abattez ce mur, monsieur Gorbatchev ! » Cela semble alors sans conséquence. Mais deux ans plus tard, les médias américains rediffusent cette séquence qui paraît soudain prémonitoire. Alors que tant de gens célèbrent la liberté retrouvée de Berlin Est, *Le Monde* décrit la réaction toute en retenue de George Bush. « A la Maison Blanche, l'heure semblait moins à la célébration qu'à la réflexion : on a tenu à saluer l'événement, à montrer qu'on mesurait pleinement son importance, sans se départir pour autant de la prudence qui est devenue la marque de l'administration actuelle [...]. M. Bush, en un mot, a paru, et sans doute à dessein, plus grave que joyeux, face à une accélération de l'Histoire »<sup>826</sup>. Le président américain, au moment où l'ancien glacieux soviétique se décompose et se recompose aussitôt, préfère se tenir en observateur. Il évite de s'engager dans des événements que personne n'a prévu et que nul ne maîtrise, même s'ils vont dans un sens favorable à l'Amérique.

*Le Monde* suit de près cette accélération de l'histoire qui se conclut dans les derniers jours de décembre 1991 par la dissolution de l'URSS et de fait la fin de la guerre froide. Un éditorial en prend acte, qui se garde de tout triomphalisme ou même de toute joie. Il marque pourtant la fin d'une guerre, même froide, et d'un immense empire totalitaire : « Le 31 décembre, ou un peu plus tard ? Les porte-parole respectifs de M. Eltsine et de M. Gorbatchev ne semblent pas encore tout à fait d'accord sur la date, mais le dénouement ne fait plus aucun doute : dans

---

<sup>825</sup> « Financier et ami de M. Bush, M. Walter Curley est nommé ambassadeur des Etats-Unis à Paris », *Le Monde*, 25/03/1989.

<sup>826</sup> « M. Bush applaudit, mais avec retenue », *Le Monde*, 11/11/1989.

quelques jours ou quelques semaines, le drapeau rouge frappé de la faucille et du marteau sera amené des tours du Kremlin pour laisser la place au seul drapeau russe. L'Union soviétique aura vécu, la page sera tournée sur trois quarts de siècle d'histoire de ce qui était naguère une des grandes puissances du monde. Cette puissance était aussi le dernier grand empire colonial, maintenu par le seul pouvoir de contrainte d'un Etat totalitaire. Son effacement était donc inéluctable dès l'instant que le virus de la liberté y pénétrait. Faut-il pour autant s'alarmer de cette dissolution, voir dans ce qui reste d'URSS, comme l'avait dit M. Baker<sup>827</sup>, une Yougoslavie avec les armes nucléaires en plus ? C'était aller un peu vite en besogne, comme le secrétaire d'Etat américain a pu s'en rendre compte dès le début de sa tournée actuelle à travers les Républiques soviétiques »<sup>828</sup>.

Cependant, très vite, la fin de l'URSS se traduit effectivement par l'abandon de la guerre froide, acté lors du sommet américano-russe de Washington du 16 juin 1992. Un éditorial du *Monde* s'enthousiasme cette fois-ci de l'évènement : « C'est un accord sans précédent sur la voie du désarmement que MM. Bush et Eltsine ont conclu mardi 16 juin à Washington, puisqu'il prévoit qu'au début du prochain millénaire les arsenaux nucléaires stratégiques américain et russe auront été réduits des deux tiers et qu'en auront été éliminées les armes les plus dangereuses. On change d'ordre de grandeur par rapport aux accords négociés ces dernières années entre Washington et Moscou »<sup>829</sup>. La visite de Boris Eltsine se termine par une adresse au Congrès agrémentée d'une *standing ovation*. Les deux anciens ennemis sont maintenant réconciliés. *Le Monde* titre le 19 juin : « Bo-ris, Bo-ris ... ! Le Congrès américain a fait une ovation à M. Eltsine qui l'a convaincu de ses bonnes intentions »<sup>830</sup>.

#### La fin de l'histoire ou les prémices d'un nouveau désordre mondial

Comme l'explique Pierre Mélandri, « la disparition de l'URSS n'entraîne pas seulement l'émergence d'un système quasi unipolaire sur le plan militaire. Dès l'été 1989, dans un article très remarqué, Francis Fukuyama, un néoconservateur, suggère que le monde va peut-être assister à la fin de l'histoire, c'est-à-dire à l'universalisation de la démocratie occidentale comme forme ultime du gouvernement humain. L'effondrement du communisme soviétique paraît en effet consacrer l'excellence absolue des valeurs que les Etats-Unis ont toujours voulu incarner et que, depuis des décennies, ils s'attachent à diffuser : la démocratie et le marché [...]. De formidables percées technologiques en décuplent l'impact »<sup>831</sup>. Il s'agit de la démocratisation de la technologie grâce à l'informatique notamment et de la démocratisation de l'information grâce à internet. *Le Monde* s'arrête longuement sur le sujet et dans un long article, particulièrement riche voire prophétique, nuance ce propos bien optimiste : « Interrogé au moment de son départ de la Maison Blanche sur ce dont il était le plus fier, Ronald Reagan a répondu, en toute modestie : J'ai gagné la guerre froide. En un sens, il avait raison [...]. Cette constatation a inspiré depuis des mois, notamment aux Etats-Unis, bien des commentaires. Mais un chercheur de la Rand Corporation, Francis Fukuyama, est allé beaucoup plus loin. Dans un article de la revue conservatrice *National Interest* paru il y a quelques semaines, il écrit : 1. Que ce qui se passe en URSS sous Gorbatchev a planté le

<sup>827</sup> Secrétaire d'Etat américain de 1989 à 1992

<sup>828</sup> « De l'Union à la Communauté », *Le Monde*, 19/12/1991.

<sup>829</sup> « Une étape spectaculaire », *Le Monde*, 18/06/1992.

<sup>830</sup> « Bo-ris, Bo-ris ... ! Le Congrès américain a fait une ovation à M. Eltsine qui l'a convaincu de ses bonnes intentions », *Le Monde*, 19/06/1992.

<sup>831</sup> Pierre Mélandri, *Histoire des Etats-Unis – II. Le déclin ? Depuis 1970*, op.cit. p. 233.

clou final dans le cercueil du marxisme- léninisme ; 2. Qu'ainsi disparaît, après celui du fascisme, l'un des deux défis majeurs posés au cours de ce siècle au libéralisme ; 3. Que, ni la religion ni le nationalisme ne paraissant de taille à présenter des défis d'une telle ampleur, la victoire de la démocratie est assurée ad vitam aeternam ; 4. Que donc nous assistons tout simplement à la fin de l'Histoire [...]. Reste que le monde d'aujourd'hui présente des caractéristiques qui étayent dans une certaine mesure les propos de Fukuyama. D'abord, sur tous les plans, et grâce essentiellement au fantastique développement des échanges, des communications de toutes sortes, il se mondialise à vue d'œil [...]. Tout le monde se réconcilie avec les droits de l'homme. Ceux qui refusent ce message – les Deng, les Kim Il-sung<sup>832</sup>, les Ceausescu<sup>833</sup> – font figure de dinosaures, et aucune des dictatures qui se sont effondrées de Manille à Buenos-Aires au cours des dernières années n'a encore été rétablie [...]. Ces points notés, il ne faut tout de même pas se boucher les yeux : le recul des hégémonies n'a pas que du bon. Il facilite, d'un pôle à l'autre, le réveil des fanatismes tribaux, qui tuent tous les jours [...]. Que dire aussi de la misère et de la violence qui s'étalent au pied même du luxe et de l'abondance dans les pays développés ? [...] Francis Fukuyama a d'ailleurs fixé lui-même la limite de ses certitudes en concluant : Je sens en moi-même – comme je le vois chez d'autres autour de moi – une puissante nostalgie du temps où l'Histoire existait... Peut-être cette perspective de siècles d'ennui à la fin de l'Histoire servira-t-elle au recommencement de l'Histoire... Des siècles d'ennui ? Il nous la baille belle. Allez donc parler d'ennui, au singulier, à ces dizaines de millions de gens qui, de la vie, connaissent surtout... les ennuis, les énormes injustices, le chômage, la faim, la peur ! Comment croire que l'Histoire va s'arrêter dans quelque ronron informatique, alors que chaque jour elle continue tout à la fois de nourrir l'espoir et de faire couler le sang ? »<sup>834</sup> Il est vrai que *Le Monde*, comme beaucoup, n'a pas pris tout de suite la mesure de la révolution numérique, venue d'Amérique, du chaos au Proche orient, dont les Etats-Unis ont une part de responsabilité et de l'éveil de la Chine qui perturbe profondément l'ordre américain. Mais c'est la preuve que l'histoire n'est pas finie.

#### La première guerre du Golfe et l'intervention en Somalie (*Restore Hope*)

Comme *Le Monde* l'a expliqué, l'histoire continue. Le 2 août 1990, le Koweït est envahi par les troupes irakiennes de Saddam Hussein. Ce dernier, dont le pays est exsangue suite à la guerre avec l'Iran lors de laquelle il pense avoir défendu seul toute la péninsule arabique, espère faire main basse à bon compte sur les immenses ressources pétrolières de l'émirat. Le dictateur irakien présente le Koweït comme une province irakienne (ce qui n'est pas dénué de sens), en espérant que l'Amérique ne réagira pas à l'annexion. Chemin faisant, il met en insécurité l'approvisionnement en ressources énergétiques de l'Occident, ce qui est une grave erreur et un risque qu'aucun pays développé ne peut accepter. Il se place en adversaire des monarchies pétrolières arabes solidaires de l'émir du Koweït et comme elles, de tous les Etats arabes tributaires de leur aide. Sous la direction du Président Bush, les Etats-Unis prennent alors la responsabilité de réunir une armée internationale, sous commandement américain, avec l'aval de l'ONU et de libérer l'émirat. L'URSS, déjà très affaiblie, laisse faire. *Le Monde* décrit bien la réaction internationale, l'enjeu et l'intervention militaire qui s'annonce : « La communauté internationale a vivement

---

<sup>832</sup> Premier ministre puis Président de la République populaire et démocratique de Corée de 1948 à 1994

<sup>833</sup> Président de la République socialiste de Roumanie de 1974 à 1989

<sup>834</sup> « Après l'histoire, l'ennui ? », *Le Monde*, 27/09/1989.

réagi au coup de force de Saddam Hussein contre le Koweït : les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, en donnant de la voix et en décrétant des mesures de gel des avoirs irakiens et koweïtiens ; le président Bush, en décidant un boycottage économique total de l'Irak et en provoquant d'urgence une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU ; ce dernier, en adoptant une résolution condamnant l'invasion irakienne, avec une promptitude et surtout une unanimité rares. L'URSS enfin, et c'est un signe des temps, en se montrant immédiatement et énergiquement solidaire de cette réprobation internationale [...]. La montée des prix du pétrole qui résulterait d'un embargo généralisé sur le pétrole irakien devrait être compensée notamment par l'effet stabilisateur d'une augmentation de la production de l'Arabie saoudite. Ryad est donc aux premières loges, et cela appelle vraisemblablement une protection internationale des champs de pétrole saoudiens. On voit mal, donc, comment la communauté internationale, si elle est décidée à réagir efficacement, pourrait s'en tenir à des sanctions économiques sans envisager en même temps de les soutenir militairement. Mais l'ONU, après tout, est aussi faite pour cela »<sup>835</sup>. Logiquement donc, le 29 novembre 1990, le conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à la force contre l'Irak après le 15 janvier 1991, si l'armée de ce dernier n'a pas évacué le Koweït d'ici là. *Le Monde* titre sur le succès remporté par les Etats-Unis et explique : « Le prestige de M. Bush, et au-delà celui des Etats-Unis, était engagé dans cette affaire. Le résultat est là, la preuve est faite que, dans ce nouvel ordre mondial qu'aime évoquer M. Bush, Washington a les moyens de faire prévaloir son point de vue, avec une facilité inconnue depuis des décennies. Certes, la force de l'Amérique se mesure à la faiblesse des autres. Que les Soviétiques aient approuvé sans sourciller une inspiration si ostensiblement américaine aurait, en d'autres temps, fait sensation »<sup>836</sup>. La France recherche en vain une solution diplomatique au risque de fâcher les Etats-Unis. *Le Monde* relate en les approuvant les démarches du gouvernement français et désapprouve ainsi l'empressement américain à préparer la guerre : « Jusqu'à l'ultime minute de cette si longue crise du Golfe, la diplomatie aura conservé ses droits, grâce à la persévérance française [...]. Consciente de la difficulté qui l'attendait et du manque de temps, la France a d'emblée renoncé à faire adopter ce texte sous la forme d'une résolution du Conseil, se contentant d'une simple déclaration, dépourvue de force contraignante. Mais c'était encore trop aux yeux des Etats-Unis [...]. Pour Washington, les dés sont jetés. Semblant désespérer de la diplomatie et ne plus attendre du président irakien le geste qui, au dernier moment, modifierait le cours de l'Histoire, l'Amérique serre les rangs et se prépare à la guerre »<sup>837</sup>. Mais une fois passé le délai donné à Saddam Hussein, la France se rallie à la coalition et ne remet pas en question l'alliance américaine, *Le Monde* non plus. Et lorsque les armes se taisent, *Le Monde* décerne un satisfecit marqué au président Bush : « L'après-guerre a commencé. A l'aube du jeudi 28 février – cent heures après le début des combats terrestres, – les armes se sont tues au Koweït et dans le sud de l'Irak. La mère de toutes les batailles, tant exaltée par M. Saddam Hussein, n'accouche que d'une défaite cuisante pour l'Irak et son chef. L'humiliation infligée à celui qui se prenait pour un nouveau Saladin est à la mesure de l'éclatante victoire remportée par M. George Bush [...]. Soudain auréolé d'un immense prestige qui en fait le plus populaire des présidents américains depuis Harry Truman au lendemain de la victoire de 1945, M. George Bush a la sagesse de ne pas se laisser griser par le succès des armes. Sur un ton grave plus qu'euphorique, il savoure son triomphe avec fierté mais sans inutile gloriole. Sa

---

<sup>835</sup> « Tardifs remords », *Le Monde*, 04/08/1990.

<sup>836</sup> « Après le succès remporté par les Etats-Unis à l'ONU, M. Bush doit encore convaincre le Congrès et l'opinion publique », *Le Monde*, 01/12/1990.

<sup>837</sup> « L'obstination de Paris », *Le Monde*, 16/01/1991.



satisfaction est légitime »<sup>838</sup>. Cette guerre est la principale opération à l'étranger dans laquelle George Bush engage les Etats-Unis, mais non la seule. Il est en effet particulièrement actif en politique étrangère, même s'il paraît calme et mesuré. Quelques semaines avant de quitter la Maison Blanche, le 9 décembre 1992, il engage une dernière fois l'Amérique dans une opération militaire à caractère humanitaire sous l'égide de l'ONU : « *Restore hope* » en Somalie. Alain Frachon décrit ce « débarquement le plus médiatisé de l'histoire militaire [...]. Il était 18 heures, heure de Washington. L'opération Rendre l'Espoir venait de commencer, et les soldats américains ne rencontraient pas d'autre opposition qu'une centaine de journalistes qui les attendaient de pied ferme sur les plages de la capitale somalienne [...]. A New York, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali [...] déclarait : La force multinationale, mandatée par les Nations unies, a des objectifs simples et clairs : nourrir les affamés, protéger les faibles, créer des zones de sécurité, ouvrir la voie au relèvement politique, économique, social du pays »<sup>839</sup>.

Le mandat de George H. W. Bush semble se terminer magistralement. Mais d'une part le monde est complexe. Et d'autre part, les succès du président Bush en politique étrangère sont relativisés aux yeux des Américains par ses échecs ou ses insuccès à l'intérieur de son pays.

### **Un président rattrapé par les difficultés intérieures de l'Amérique, que reflètent les émeutes raciales de Los Angeles**

Dès l'élection présidentielle de 1988, il apparaît nettement qu'autant George Bush aime la politique étrangère et la maîtrise, autant les questions économiques et sociales ne le passionnent guère. L'économie américaine connaît pourtant de vraies difficultés alors que la société est profondément touchée par l'explosion des inégalités. Cela aggrave les discriminations raciales, malgré les progrès enregistrés depuis trente ans en la matière.

Les émeutes raciales de Los Angeles sont le reflet de la politique économique et sociale de George Bush. Apparemment limités dans le temps (une petite semaine) et dans l'espace (essentiellement dans un quartier de Los Angeles), ces événements sont pourtant loin d'être isolés. Ils illustrent pour *Le Monde* la situation dans laquelle se trouvent les Etats-Unis de George H. W. Bush avec la persistance de la question noire et du racisme ainsi que la crise économique et sociale. Ces événements montrent aussi l'évolution du regard du *Monde* sur l'Amérique et la proximité désormais évidente entre la position officielle de la France et celle du journal quant aux grandes questions de politique étrangère, au moins en ce qui concerne les Etats-Unis, le tout dans une approche gaullienne.

Les émeutes raciales qui se déroulent début mai 1992 aux Etats-Unis semblent en effet pour *Le Monde* le révélateur d'une société à deux vitesses et du mal profond qui touche l'Amérique depuis tant d'années. Le journal les suit de près et leur consacre de très nombreux articles. En effet, soudainement, le 29 avril 1992, éclate une nouvelle vague de violences sur fond de racisme dans l'Ouest des Etats-Unis.

L'éditorial du jour dresse le constat d'une grave injustice à caractère raciste. Les mots employés sont lourds de sens : « Des quartiers entiers de Los Angeles, en particulier celui de Watts, ont été le théâtre d'émeutes raciales qui ont frappé les esprits dans une Amérique qui s'interroge plus qu'à l'accoutumée sur ses valeurs, sa morale et jusqu'à son système judiciaire voire politique [...]. Cette explosion de

---

<sup>838</sup> « Après-guerre », *Le Monde*, 01/03/1991.

<sup>839</sup> Alain Frachon, « Le débarquement le plus médiatisé de l'histoire militaire », *Le Monde*, 10/12/1992.

violence est due à l'acquittement, dans des conditions scandaleuses, mercredi après-midi, par douze jurés, dont aucun de race noire, de quatre policiers blancs qui avaient frappé à coups de matraque en mars 1991 un automobiliste noir, Rodney King au point de lui infliger sept fractures [...]. Ce genre de procédé serait, à en croire certains représentants de la communauté noire, monnaie courante à Los Angeles. La nouveauté est que la scène a été filmée par un témoin, qui se trouvait là par hasard et avait une caméra vidéo. Les quatre-vingt-une secondes de cette bande sont accablantes. Elles ont été l'élément central de l'accusation lors du procès contre les quatre policiers. Après l'audition de cinquante-quatre témoins, et six jours de délibérations, les douze jurés ont pourtant cru pouvoir les déclarer non coupables »<sup>840</sup>. Régis Navarre, que le journal a envoyé sur place pour couvrir les événements, précise : « Plusieurs séances de lynchage et de pillage accompagnées d'incendies ont suivi un verdict qui est apparu à beaucoup comme la preuve qu'il existe aux Etats-Unis deux justices, l'une pour les Blancs, l'autre pour les Noirs »<sup>841</sup>. Les émeutes prennent fin pour l'essentiel le 4 mai avec un bilan digne d'une guerre ou en tout cas d'une bataille : « Les émeutes déclenchées mercredi 29 avril à Los Angeles [...] ont été les plus meurtrières qu'aient connues les Etats-Unis depuis la seconde guerre mondiale. Le dernier bilan établi par les autorités de la grande métropole californienne était, lundi 4 mai, de 47 morts, 2328 blessés et plus de 3 milliards de francs de dégâts. Huit des 47 personnes tuées l'ont été par les forces de l'ordre. A titre de comparaison, les émeutes de 1965 dans le quartier de Watts, à Los Angeles également, avaient fait 34 morts, et celles de Detroit (Michigan) 43 morts en 1967 [...]. Il y a eu également 5275 incendies et plus de 3100 magasins, entrepôts ou petites entreprises détruits [...]. Le calme est également revenu dans la plupart des grandes villes américaines qui avaient connu des troubles raciaux, de beaucoup moins grande ampleur il est vrai [...]. Les soldats de l'armée fédérale et de la garde nationale continuaient lundi à patrouiller dans les rues de Los Angeles et devraient encore rester quelques jours. Au total, près de 20 000 hommes ont ainsi été déployés »<sup>842</sup>.

Derrière la description des faits, vient l'analyse par les journalistes spécialistes des Etats-Unis. Ils présentent une vision nuancée et riche de la situation, d'une société en mouvement et parfois se démarquent des commentaires faits à Paris. Alain Frachon, correspondant à Washington, montre en première page le caractère récurrent des émeutes, dont la source se trouve dans une réaction contre l'injustice sociale. Il avance la responsabilité du gouvernement américain pour sa politique sociale : « Le mouvement d'indignation contre une décision de justice qui a stupéfié la majorité des Américains et est unanimement dénoncée par la presse pourrait se transformer en révolte des ghettos urbains. Pour ceux des Américains qui ont connu les années 60, ces images de guérilla urbaine [...] laissent une impression de déjà vu [...]. Une fois de plus, l'Amérique blanche, celle des banlieues, est confrontée à l'autre Amérique : celle de ces centres urbains à peu près totalement livrés à eux-mêmes [...]. Dix années de coupes dans les budgets sociaux ont laissé les ghettos urbains encore plus exsangues »<sup>843</sup>. Jacques Amalric, ancien correspondant à Washington, longtemps chef du service étranger, présente aussi en Une le caractère endémique du racisme et de la question noire aux Etats-Unis : « Les émeutes de Los Angeles, San Francisco et Atlanta ne vont pas manquer – comme dans les années 60 – d'entraîner en Europe, notamment en France, bon nombre de commentaires apitoyés sur la société américaine [...]. Le jugement est quelque peu hâtif. Certes,

---

<sup>840</sup> « Un verdict scandaleux », *Le Monde*, 02/05/1992.

<sup>841</sup> Régis Navarre, « Etat d'urgence à Los Angeles », *Le Monde*, 02/05/1992.

<sup>842</sup> « Etats-Unis : 47 morts, plus de 2000 blessés », *Le Monde*, 05/05/1992.

<sup>843</sup> Alain Frachon, « Rage et folie », *Le Monde*, 04/05/1992.

[...] le désintérêt de [George Bush] pour les questions de politique intérieure et sociale n'est plus à démontrer. [...] Mais] avant d'être une question sociale, la question noire est en effet une question raciale. Elle taraude la société américaine toute entière, depuis pratiquement sa création. Survivance de l'esclavage, elle constitue en quelque sorte, le péché originel du Nouveau monde [...]. Sortir de cette malédiction relève d'une véritable révolution culturelle, des Blancs comme des Noirs, qui a commencé à la fin de la seconde guerre mondiale et qui se poursuit depuis avec des hauts et des bas »<sup>844</sup>. Régis Navarre rappelle un autre problème typiquement américain : « Ces journées de pillage ont été l'occasion pour les habitants des quartiers du centre de sortir leurs armes – celles-ci sont en vente libre dans la ville – et de s'en servir »<sup>845</sup>. Serge Marti, correspondant à New York ajoute un autre élément : « A travers l'éducation, on touche à l'une des explications du processus de décivilisation que connaît le ghetto noir. Toutes les écoles publiques sont en crise budgétaire permanente, et ce sont elles que l'on ferme quand il faut faire des économies. De l'aveu d'un ancien recteur de l'académie de Chicago, l'enseignement public est devenu une réserve pour pauvres »<sup>846</sup>.

Le journal publie des extraits d'une déclaration du président de la République concernant ces émeutes : « Au cours de son entretien avec Jean-Pierre Elkabbach, vendredi 1<sup>er</sup> mai sur Europe 1, M. François Mitterrand a évoqué les événements aux Etats-Unis : C'est tout à fait dramatique. La société américaine est conservatrice et économiquement libérale. On en voit ici le résultat. Je suis en sympathie avec George Bush pour souhaiter qu'il puisse rétablir la paix sociale dans son pays. Mais il n'y a pas de comparaison possible entre ce qui se passe chez nous et ce qui se passe ailleurs. La France, on peut le dire justement, est le pays dans lequel le niveau de protection sociale est le plus élevé dans le monde »<sup>847</sup>. François Mitterrand a longtemps été, au même titre qu'Hubert Beuve-Méry, un pourfendeur du général de Gaulle, de sa politique étrangère ainsi que des institutions de la V<sup>e</sup> République. Arrivé à l'Elysée, il évolue, ne remet plus en cause la constitution et adopte les principaux postulats de la politique étrangère gaullienne, notamment vis-à-vis des Etats-Unis, faite d'alliance et d'indépendance. La vision gaullienne devient alors consensuelle en France. Elle gagne aussi *Le Monde*. Le journal a pourtant longtemps marqué une distance ou un décalage vis-à-vis de la politique étrangère du gouvernement français, les nombreux éditoriaux de politique étrangère de Sirius en témoignent. A partir des années Mitterrand, *Le Monde* adopte de plus en plus souvent la même position que le gouvernement en politique étrangère. C'est le cas lors de l'opération Tempête du désert. L'éditorial du journal du 4 mai 1992 dresse le portrait de l'Amérique de George Bush à l'image de ces émeutes. Il reprend la position officielle de la France et cite tout simplement le chef de l'Etat : « François Mitterrand l'a rappelé lors de son intervention sur Europe 1 le 1<sup>er</sup> mai, l'Amérique vit aussi aujourd'hui les conséquences d'une protection sociale quasi inexistante et d'une détérioration généralisée de l'ensemble des infrastructures publiques, notamment dans les villes. Des populations sans travail se retrouvent sans revenus, mais aussi sans aide médicale, sans soutien familial et dans un environnement urbain qui se dégrade fortement, un tiers-monde serti dans l'opulence. L'Amérique à deux vitesses avait réussi à contenir la violence. Dix ans de reaganisme et la

---

<sup>844</sup> Jacques Amalric, « Les faiblesses des forts », *Le Monde*, 04/05/1992.

<sup>845</sup> Régis Navarre, « Trois jours de violence et de pillage à Los Angeles », *Le Monde*, 04/05/1992.

<sup>846</sup> Serge Marti, « Un mouvement autodestructeur », *Le Monde*, 04/05/1992.

<sup>847</sup> « M. Mitterrand : une société conservatrice », *Le Monde*, 04/05/1992.

récession qui a suivi ont accru les inégalités et rendu plus insupportable, aux yeux des plus pauvres, la richesse des plus riches. Cette violence aujourd'hui éclate »<sup>848</sup>.

Toutefois, cet éditorial est moins nuancé que les articles des journalistes fin connaisseurs de l'Amérique. Il se pose un peu en donneur de leçon, rejoignant le discours du président de la République, alors que la France ne peut guère citer l'exemple de ses banlieues qui ont aussi connu des émeutes, comme en octobre 1990 à Vaux en Velin. L'éditorial du *Monde* reprend d'ailleurs plusieurs stéréotypes tels que « l'Amérique a certes toujours été profondément inégalitaire »<sup>849</sup>. Ce qui n'est pas exact, les Etats-Unis ont même été de Roosevelt à Carter un pays exemplaire en la matière. Il est vrai que les inégalités et les difficultés économiques sont de plus en plus grandes aux Etats-Unis en ce début des années quatre-vingt-dix.

Au final, comme l'illustrent les émeutes de Los Angeles, la situation économique et sociale de l'Amérique est mauvaise en cette fin de mandat de George H. W. Bush et aux yeux des Américains, cela compte davantage que les succès du président en politique étrangère. Malgré les critiques françaises, les relations entre les deux pays sont bonnes, et le président de la République rappelle sa sympathie pour George Bush dans un passage cité par *Le Monde*<sup>850</sup>. Par ailleurs, la réaction française face aux émeutes raciales de Los Angeles montre la proximité, nouvelle mais non systématique, entre *Le Monde* et le gouvernement français en politique étrangère. Elle montre aussi une fragilité de l'Amérique.

### **73 Le colosse aux pieds d'argile**

Avec la chute de l'Union soviétique, l'Amérique de George Bush est une superpuissance sans équivalent. Le monde connaît une période avec un seul pôle géopolitique. Pourtant cette puissance inégalée a aussi des points faibles.

#### **La couverture des Etats-Unis de George Bush par *Le Monde***

Durant les années Bush Père, la couverture des Etats-Unis progresse fortement par rapport aux années Reagan<sup>851</sup>. Cela est dû principalement à l'année 1992, avec des élections présidentielles significatives puisqu'elles marquent l'alternance pour les démocrates après 12 années de présidence républicaine. L'heure du bilan est arrivée. Le sujet passionne le journal, il s'intéresse autant à la politique étrangère qu'aux questions économiques et sociales. Les relations entre les deux pays et leurs deux présidents n'ont jamais été aussi faciles (elles ne sont pas parfaites évidemment). 1992 est aussi la plus forte année pour la couverture des Etats-Unis depuis la création du *Monde*. Elle ne sera dépassée ensuite que par 2004, année de la réélection incomprise en France, de George Bush fils. Cependant, les trois premières années du mandat de George Bush Père intéressent beaucoup moins *Le Monde*.

L'Amérique se retrouve plus souvent en première page, y compris dans les dessins de Plantu, à une fréquence observée avant Carter (presque 20%), sans atteindre le niveau rencontré au temps d'Hubert Beuve-Méry (presque 50%). Le

---

<sup>848</sup> « Une société à deux vitesses », *Le Monde*, 04/05/1992.

<sup>849</sup> *Ibid.*

<sup>850</sup> « Une société à deux vitesses », *Le Monde*, *op.cit.*

<sup>851</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

journal s'est aussi beaucoup étoffé et atteint parfois 48 pages. Mais 90% des articles concernant l'Amérique se trouvent dans les 10 premières pages, ce qui correspond aux pages internationales et parfois aussi politiques. Ce qui est intéressant, c'est donc que l'on retrouve près de 10% des articles ailleurs, répartis dans toutes les autres rubriques du journal.

La qualité de la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* se renforce aussi sous Bush Père par rapport aux années Reagan. La fréquence des articles de collaborateurs augmente de moitié, celle des brèves augmente encore davantage. Le nombre d'éditoriaux concernés progresse aussi, à environ un article sur vingt. Cependant, les articles d'opinion demeurent exceptionnels. De plus, la fréquence des articles longs demeure inchangée, ce qui signifie que l'augmentation du nombre d'articles porte sur les articles moyens voire courts.

Ainsi, sous George H. W. Bush, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* se renforce significativement même si ce phénomène est concentré sur la quatrième et dernière année de son mandat. Pourtant le regard du journal sur l'Amérique commence à s'infléchir.

### **Une image qui cesse de s'améliorer**

L'image des Etats-Unis dans *Le Monde* avait considérablement progressé pendant les années Reagan, atteignant un niveau jamais enregistré depuis le début de la guerre froide. Mais l'image de l'Amérique cesse de s'améliorer sous George Bush et commence même à se dégrader, sans toutefois devenir mauvaise. Ainsi, près d'un article sur deux présente les Etats-Unis comme un partenaire plutôt qu'un ami<sup>852</sup>. Les autres célèbrent cependant l'amitié avec l'Amérique et la grande attraction qu'elle exerce toujours.

En revanche, l'image de la politique étrangère américaine dans *Le Monde* progresse encore fortement sous George H. W. Bush. Un quart des articles concernés présente même la politique américaine comme fondée sur les principes de défense de la liberté, des droits de l'homme et le fait qu'elle est décriée par les dictateurs. Ce n'est sans doute qu'un quart des articles concernés, mais c'est beaucoup dans l'absolu et c'est un niveau que l'on ne retrouve que sous Obama. Les trois quarts restants des articles concernés considèrent que la politique étrangère des Etats-Unis est fondée sur leur intérêt. L'Amérique est ainsi une superpuissance qui souhaite la paix, mais qui est décidée à protéger ses amis ou alliés et ses intérêts. Cette image est portée par la bonne relation qui transparaît dans *Le Monde* entre les deux chefs d'Etat et la retenue dont fait preuve George H. W. Bush dans la gestion de sa politique étrangère. Celle-ci demeure prudente même si l'Amérique est une superpuissance sans égale.

De même, les relations entre la France et les Etats-Unis sous George Bush Père paraissent dans *Le Monde* plutôt bonnes. Mais elles connaissent une dégradation dans la seconde partie de son mandat, à partir de 1991 et surtout en 1992. Elles ne deviennent pas pour autant mauvaises, mais elles paraissent plus compliquées dans sept articles sur dix. Les approches sont différentes, les intérêts sont parfois divergents, il y a régulièrement des malentendus, et l'écoute des Américains est très variable. Les relations entre deux pays sont naturellement plus complexes que les relations entre les deux présidents. Ainsi, *Le Monde* rend compte de la mise en place difficile de la Mission Préparatoire des Nations unies au Cambodge sous l'égide de la France et moins directement des Etats-Unis (MIPRENUC) : « La mise en place de la MIPRENUC est très lente. Le mardi 5 novembre, son chef a été désigné, le diplomate bangladaise M. Ataul Karim. En

---

<sup>852</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

revanche, son responsable militaire n'est toujours pas connu : les Etats-Unis n'acceptent pas, en effet, que ce soit le général français Michel Lorida, pourtant nommé par le secrétaire général de l'ONU. Washington s'oppose à ce que la tâche échoie à un ressortissant de l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité »<sup>853</sup>. L'un des objets plus particuliers de tension est la longue négociation commerciale et tarifaire de l'Uruguay Round.

L'image de l'Amérique dans le journal semble donc se stabiliser avec une variation entre l'appréciation de la politique globale des Etats-Unis qui progresse encore et celle de la relation au quotidien avec ce pays qui semble plus difficile.

### **Un pays ouvert aux échanges mais qui est aussi un sérieux concurrent**

Les échanges économiques sont évoqués par un article sur huit traitant des Etats-Unis dans *Le Monde*. Le sujet est donc non négligeable<sup>854</sup>. Et le point de vue du journal est plutôt équilibré. La moitié des articles présente l'Amérique comme ouverte aux échanges économiques et une autre la présente comme un concurrent économique sérieux, parfois avec des tendances protectionnistes. Les négociations autour de l'Uruguay Round sont un point de fixation de cette question. En effet, la politique de George Bush est de poursuivre la libéralisation entamée par son prédécesseur, notamment à l'international. Seulement, s'il est disposé à ouvrir davantage les frontières commerciales des Etats-Unis, il négocie fermement pour l'ouverture de celles des autres pays et contre les subventions à l'exportation. Cela n'empêche pas les Etats-Unis d'essayer de protéger eux-mêmes leur marché intérieur. *Le Monde* suit ainsi de près une longue négociation, un affrontement purement commercial et pacifique entre deux pays alliés et amis. C'est néanmoins un affrontement vif, notamment en matière agricole, en particulier autour du soja. Il finit par marquer un arrêt, ou plutôt une pause, lors de l'élection présidentielle américaine : « L'étape suivante du feuilleton devait se dérouler mercredi 4 novembre [1992] à Genève où siège le Conseil du GATT (l'organisation qui règlement le commerce international et dans le cadre de laquelle se déroule depuis 1986 l'Uruguay Round). Faute d'avoir trouvé un compromis avec les Européens dans la guerre du soja, M. Madigan<sup>855</sup> a déclaré qu'il recommanderait au président Bush de notifier à la CEE des mesures de rétorsion commerciales. Mais on ne peut évidemment pas exclure que la nouvelle donne politique modifie le cours des choses [...]. Le gouvernement français a assurément été soulagé par cette rupture due à l'intransigeance américaine. Il sera toujours temps par la suite d'analyser, et de tirer les conséquences, de cette ultime tentative absurde pour sauver l'Uruguay Round le jour même de l'élection présidentielle américaine »<sup>856</sup>.

Cette attitude dure en matière de relations économiques internationales se double d'une image peu généreuse dans les articles du *Monde* dans les années Bush Père. Certes, moins d'un article concerné sur douze évoque ce sujet. Mais pour l'essentiel il est fait référence à une tendance de la part des Américains à se préoccuper prioritairement de leurs affaires intérieures. Quelques rares articles trouvent cependant les Etats-Unis généreux et mentionnent l'aide qu'ils apportent comme en Somalie où leur armée intervient dans le cadre d'un programme humanitaire de l'ONU.

Quelques articles (moins d'un sur vingt) traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* évoquent aussi l'aide militaire américaine à leurs alliés. Naturellement, cela

<sup>853</sup> « Cambodge : le lent cheminement vers la paix », *Le Monde*, 07/11/1991.

<sup>854</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>855</sup> Edward Madigan, secrétaire américain à l'agriculture sous George H. W. Bush.

<sup>856</sup> Philippe Lemaitre, « L'Uruguay Round et la guerre du soja », *Le Monde*, 05/11/1992.

n'a plus rien à voir avec l'aide massive qu'apportèrent les Etats-Unis à leurs alliés au début de la guerre froide. Mais elle existe toujours, au gré de l'évolution de la politique étrangère de l'Amérique, et n'est pas négligeable.

Les Etats-Unis de George Bush Père sont ainsi ouverts économiquement sur le monde, mais durs en affaires, d'une générosité limitée ou strictement gérée en fonction de leurs intérêts. Il est vrai que la situation intérieure n'est pas au mieux.

### **Le système économique américain gagné par la crise, même en ce qui concerne la technologie et l'éducation**

Les succès à l'extérieur sous George Bush ne masquent pas les difficultés, à l'intérieur, notamment économiques, héritées pour une large part, de la précédente administration.

Une question récurrente : le système éducatif américain

*Le Monde* s'intéresse à la question de l'éducation aux Etats-Unis, mais dans une faible mesure puisqu'à peine 2% des articles concernés l'évoquent<sup>857</sup>. Le journal est plutôt sévère à l'égard du système éducatif américain, avec près de 6 articles sur 10 négatifs à son sujet. La période la plus significative à cet égard est la mandature de George H. W. Bush, lors de laquelle l'Amérique prend conscience de ses difficultés en la matière. Cette période regroupe près de 40% des articles du *Monde* sur l'éducation aux Etats-Unis et ils sont tous négatifs. A l'opposé, la période la plus favorable correspond à la mandature de George Bush fils. L'entrée dans ce que l'on appelle la société de la connaissance et la création du « classement académique des universités mondiales » par l'université de Shanghai mettent en valeur la qualité et la domination des grandes universités de recherche américaine. La majorité des articles positifs sur l'éducation américaine date de ces années. Il y a aussi quelques articles critiques. *Le Monde* est fasciné par les grandes universités américaines, une partie du réseau américain du journal est universitaire. Il a aussi un lien avec certains Think Tanks, notamment la Brookings Institution, qui réunissent de nombreux universitaires américains. Comme l'explique le journal, les grandes universités américaine dominant le monde par leurs travaux de recherche et les formations qu'elles dispensent : « Le classement de Shanghai des universités mondiales, aussi connu que critiqué, confirme la suprématie des facultés américaines, loin devant la France [...]. Dans l'édition 2012, les universités américaines s'arrogent toujours dix-sept des vingt premières places. Le quatuor de tête est inchangé, composé des universités américaines Harvard, Stanford, Massachusetts Institute of Technology (MIT) et Berkeley »<sup>858</sup>. Ce classement est discuté, mais comme le montre *Le Monde*, les universités américaines obtiennent un nombre record de prix Nobel pour leurs chercheurs : « Le podium est uniforme : n° 1, Etats-Unis, n° 2, Etats-Unis, et sur la troisième marche, Etats-Unis. Alors que la semaine de remise des prix Nobel s'est ouverte, lundi 5 octobre, retour sur le classement des universités comptant le plus de lauréats de la prestigieuse distinction depuis 2000, publié par le Times Higher Education. Pour réaliser ce palmarès, le journal a donné une note à chaque établissement selon le nombre de Prix Nobel qui y étaient affiliés au moment de l'obtention de leur prix, et l'a pondéré en fonction du nombre de gagnants dans chaque catégorie et du nombre d'établissements auquel chaque lauréat était affilié. Les Prix Nobel de la paix et de littérature n'ont pas été pris en compte. L'université

---

<sup>857</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>858</sup> « Les universités américaines conservent la suprématie au classement de Shanghai », *Le Monde*, 14/08/2012.

Stanford (Californie) arrive ainsi première ; la seconde place est décrochée par Columbia (New York) ; enfin médaille de bronze pour l'université de Californie, Berkeley. L'omniprésence des établissements américains ne s'arrête pas là. Les 5 suivants sont également états-uniens. Dans l'ordre de classement : Princeton, université de Chicago, Howard Hughes Medical Institute, université de Californie à Santa Barbara et le Massachusetts Institute of Technology. Il faut atteindre l'avant-dernière place de ce top 10 pour trouver une université non-américaine : Le Technion – Institut israélien de technologie parvient à se hisser à la neuvième place, la dixième étant occupée par l'allemande Société Max-Planck »<sup>859</sup>. En plus, comme le raconte Jacques Lesourne qui a séjourné dans les plus grandes universités américaines, « elles ont l'avantage de la langue »<sup>860</sup>. Elles cultivent d'ailleurs leur réputation : « Les universités américaines ont des attachés de presse qui essaient de faire paraître les commentaires de leurs enseignants-chercheurs dans la presse »<sup>861</sup>. C'est ainsi qu'elles attirent les meilleurs chercheurs et étudiants du monde entier.

Les universités nourrissent l'économie américaine par les jeunes diplômés qu'elles fournissent, par les innovations qu'elles produisent ou inspirent. « Les Américains ont les meilleures universités du monde et elles sont plus en adéquation avec le monde du travail »<sup>862</sup>. Par l'intermédiaire des *Think Tanks*, ces laboratoires d'idées, elles inspirent pour une part non négligeable les politiques mises en œuvre par les administrations américaines successives et nourrissent les journaux d'études variées : « Les liens sont faibles entre les *Think-Tanks*, les universités et les journaux en France alors qu'ils sont forts aux Etats-Unis »<sup>863</sup>. Les universités contribuent aussi hautement à la culture et au sport de haut niveau aux Etats-Unis.

Paradoxalement, la domination des universités américaines inquiète en France en raison du monopole sur la production du savoir qu'elles confèrent à leur pays. Thomas Piketty<sup>864</sup> explique dans *Le Monde* : « Il n'est pas sain qu'une dizaine d'universités américaines monopolisent la production du savoir en économie, il n'est pas normal que la validation de la recherche, le déroulement des carrières soient aux mains d'un seul pays. Ce n'est pas une question d'idéologie. Mais il est nécessaire de trouver un autre équilibre. L'Europe et le reste du monde doivent pouvoir se penser sans avoir comme référence implicite la réalité américaine »<sup>865</sup>. Cependant le système éducatif américain est un système à deux vitesses. Il est constitué d'une partie élitiste que nous venons de décrire, largement privée : « Aux Etats-Unis, pour faire de bonnes études, il faut payer »<sup>866</sup>. A côté de ces grandes universités de recherche, pour la plupart privées (pas toutes il est vrai), existe aussi un réseau d'écoles privées, élitistes également. Pour le reste, c'est-à-dire la majorité, le système éducatif américain est constitué d'une myriade d'établissements scolaires ainsi qu'universitaires essentiellement publics. Les universités publiques sont de niveau très variable et les écoles publiques primaires et secondaires sont souvent en très mauvaise situation, avec des budgets notoirement insuffisants. *Le Monde* en parle assez peu mais est cependant très critique quand il les évoque.

---

<sup>859</sup> Eric Nunès, « Les universités qui ont produit le plus de prix Nobel au XXI<sup>ème</sup> siècle », *Le Monde*, 05/10/2015.

<sup>860</sup> Entretien avec Jacques Lesourne, *op. cit.*

<sup>861</sup> Entretien avec Philippe Bernard, *op. cit.*

<sup>862</sup> Entretien avec Sylvie Kauffmann, *op. cit.*

<sup>863</sup> Entretien avec Alain Minc, *op. cit.*

<sup>864</sup> Economiste français, connu internationalement pour son ouvrage *Le capital au XXI<sup>ème</sup> siècle* (Paris, Seuil, 2013).

<sup>865</sup> Laurence Caramel, « Thomas Piketty : Il n'est pas sain qu'une dizaine d'universités américaines monopolisent la production du savoir », *Le Monde*, 14/11/2015.

<sup>866</sup> Entretien avec Jean-Pierre Langellier, *op.cit.*



Ce système a donc un caractère inégalitaire bien que la ségrégation raciale à l'école est interdite par la Cour suprême en 1954. L'éducation américaine semble malgré tout plutôt bien fonctionner jusqu'au années 1970. Cependant, le système éducatif américain souffre d'un grave sous-investissement depuis les fortes baisses de crédits de l'administration Reagan, au début des années 1980. Il devient un frein terrible pour l'ascenseur social américain alors qu'il devrait en être l'un des principaux moteurs. Il est un véritable facteur aggravant de la question noire. Un long article du *Monde* résume le problème : « De nombreux organismes avaient depuis longtemps tiré la sonnette d'alarme, effrayés par le résultat des enquêtes révélant qu'au moins 20 millions d'Américains (soit 8 % de la population) ne savent pas lire ou à peine, et qu'un adulte sur sept est incapable de situer les Etats-Unis sur une mappemonde (l'histoire et la géographie restent des disciplines facultatives dans la plupart des établissements secondaires du secteur public, fréquenté par 45 millions d'élèves américains). Plus préoccupant : les Etats-Unis forment moitié moins d'ingénieurs et de docteurs ès sciences qu'au début des années 1970 [...]. En l'espace d'une génération, l'Etat fédéral s'est progressivement dégagé de ses obligations scolaires. Il ne consacre plus que 6 % de son budget à l'enseignement public, contre 10 % au long des années 1970. Les Etats – dont la moitié ont des budgets déficitaires – ont dû prendre le relais. Ils assument dorénavant 30 % à 40 % du financement des établissements publics, le solde étant comblé par les taxes prélevées par les municipalités et par les contributions volontaires des parents ou des bienfaiteurs. Les Etats-Unis sont tombés au quinzième rang mondial pour la part du revenu national consacrée à l'éducation dans le primaire et le secondaire [...]. 20% à 30% des élèves (voire 50% dans certains centres-villes tels celui de Chicago) ne terminent pas leur scolarité. Dans le primaire, de nombreux parents ont retiré leurs enfants de l'école publique, jugée trop peu performante, pour les faire étudier à la maison. Ce phénomène toucherait environ 500 000 petits Américains »<sup>867</sup>.

Le système éducatif américain est ainsi paradoxal. Un petit groupe d'universités américaines domine le monde et donne aux Etats-Unis et en particulier à leur économie, un atout, un avantage considérable sur le reste de la planète. En même temps, l'essentiel du système peine voire échoue à remplir sa mission éducative auprès de la jeunesse des Etats-Unis. C'est un handicap profond pour la société et pour l'économie américaines, pallié en partie par l'immigration.

## Le développement économique des Etats-Unis

L'image de l'économie américaine pendant les années Bush Père est évoquée par un quart des articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde*<sup>868</sup>. Plus de 80% des articles concernés décrivent une économie américaine qui va mal ou est en crise : elle connaît d'importantes difficultés avec un grave déficit budgétaire et commercial. Ce n'est pas nouveau, c'est la continuation de la situation sous Ronald Reagan alors que le gouvernement Bush Père poursuit la politique de déréglementation et de libéralisation de son prédécesseur. Ce qui change, c'est la montée d'un chômage important et persistant. Erik Izraelewicz dresse dans *Le Monde*, le sombre mais magistral bilan économique des années Bush : « Arrivé à la Maison Blanche alors que le pays vivait la plus longue période de reprise de son histoire, M. Bush affichera, en terme de croissance et à la fin de son mandat, la plus mauvaise performance de tous ses prédécesseurs depuis la crise de 1929 [...]. Depuis l'été 1990, l'Amérique semble engluée dans une récession molle dont la population supporte de plus en plus mal les conséquences. Le chômage, en baisse régulière au

---

<sup>867</sup> « Etats-Unis – Education : la bataille de l'école publique », *Le Monde*, 22/10/1992.

<sup>868</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

cours des années Reagan a, au contraire, constamment progressé pendant les années Bush. Il affecte un nombre croissant de cols blancs, de personnels qualifiés. Il retrouve les niveaux atteints huit ans auparavant. Plus de 7,5% de la population active est alors touchée. La pauvreté s'étend et ne se limite plus aux minorités ethniques. Le mouvement d'accroissement des inégalités sociales enfin, amorcé dans les années 80, se poursuit sous le règne de M. Bush. La progression du pouvoir d'achat et de la consommation connaît un net coup de frein [...]. L'industrie américaine perd de sa compétitivité. Les infrastructures sont dans un état catastrophique. De nombreux fleurons – immobiliers ou industriels – sont passés sous la coupe de capitaux étrangers, japonais notamment. Le dollar enfin est en complète déprime [...]. Le président sortant n'est pas le seul responsable de ce bilan ? Certes, il s'est davantage investi, au cours de ses quatre années de règne, dans la grande politique internationale – avec la fin de la guerre froide et le conflit du Golfe – que dans l'économie [...]. En matière monétaire, l'assouplissement par la réserve fédérale à partir de 1990 de sa politique des taux d'intérêt n'a pas provoqué la reprise tant attendue. Elle a, en revanche, favorisé l'amorce d'un assainissement général de l'économie américaine [...]. Ayant sous-estimé la gravité de la maladie – le surendettement généralisé – dont l'économie américaine est atteinte après huit ans de reaganisme, M. Bush a accordé aux difficultés économiques de ses concitoyens une attention insuffisante. Il en a payé le prix. Le traitement qu'il a prescrit à l'Amérique a permis d'éviter une aggravation de la crise. Malade, l'économie américaine est cependant sur la voie de la convalescence »<sup>869</sup>.

La richesse des Etats-Unis n'est évoquée sous George H. W. Bush que par 5% des articles du *Monde* traitant de l'Amérique. Tous indiquent que la richesse du pays a des limites. Nous n'avons pas trouvé d'articles du *Monde*, même en cette période de crise économique, disant que les Etats-Unis sont un pays pauvre. D'une manière ou d'une autre, l'ensemble des articles évoquant le sujet dans les années Bush, expliquent que dans ce pays riche, la pauvreté et la misère existe et même s'accroissent, comme l'explique Erik Izraelewicz.

L'image technologique de l'Amérique est évoquée par près d'un article concerné sur 6 ce qui est un niveau élevé. Dans plus de 90% des cas, ce sont des articles négatifs qui expriment la situation difficile pour ne pas dire critique des infrastructures aux Etats-Unis, victimes d'un sous-investissement public généralisé. Ils datent pour l'essentiel de la fin de la période.

En toute logique et comme nous l'avons vu plus haut, l'image de l'éducation aux Etats-Unis sous George Bush Père est particulièrement mauvaise, victime elle aussi de la forte baisse des investissements publics, lancée 12 ans plus tôt, sous son prédécesseur. *Le Monde* s'y intéresse bien, le sujet revient dans près d'un article concerné sur 9 et la quasi-totalité est négative. Le journal ressent vivement cette rupture réelle et profonde liée à l'explosion des inégalités. Cela représente sans doute une sensibilité française tant l'école est associée dans l'Hexagone à l'ascenseur social et à l'égalité, l'une des trois vertus de la République, exprimées dans sa devise. L'essentiel des écoles privées en France est sous contrat avec l'Etat, les écoles vraiment privées restant très peu nombreuses, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis.

Le système économique américain connaît ainsi de graves et profondes difficultés, dans son ensemble. Le désinvestissement massif de l'Etat lancé par Ronald Reagan et non remis en cause par son successeur, explique largement ces

---

<sup>869</sup> Erik Izraelewicz, « Le bilan de M. George Bush : une économie convalescente », *Le Monde*, 05/11/1992.

difficultés. Elles marquent le bilan de George Bush Père, malgré ses réussites à l'extérieur. Elles ont aussi des conséquences sociales.

### **D'importantes difficultés sociales**

De même que le système économique va mal, les Etats-Unis traversent d'importantes difficultés et transformations sociales durant le mandat de George H. W. Bush avivées par le retrait de l'Etat.

Une question récurrente : la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis

*Le Monde* se préoccupe un peu de la vie sociale et syndicale américaine. Mais cela concerne à peine 4% des articles du journal traitant des Etats-Unis<sup>870</sup>. Ce n'est certes pas négligeable. Mais c'est peu pour ce grand pays historique du syndicalisme. S'il consacre un nombre modéré d'articles à ce sujet, *Le Monde* s'attache cependant à présenter les nombreux conflits sociaux qui surviennent aux Etats-Unis, montrant un pays parfois agité socialement avec deux points culminants, le premier dans les années Bush Père et le second dans les années Nixon. Par ailleurs, et de plus en plus, les conflits sociaux ont aussi un caractère racial ou communautaire aux Etats-Unis.

La puissante fédération syndicale américaine, l'AFL-CIO, est née du regroupement en 1954 des deux fédérations éponymes comme l'explique Dominique Dhombres : « Deux grands courants (dont témoigne le sigle actuel AFL-CIO) se sont longtemps partagés le syndicalisme américain. Le premier est animé par les ouvriers spécialisés, fiers de leur savoir-faire, était favorable à l'organisation syndicale par métier (Craft) traditionnel (électriciens, typographes, serruriers, etc.). Cette aristocratie ouvrière est à l'origine de l'American Federation of Labor (A.F.L.). Dans le second se retrouvaient des ouvriers peu ou pas spécialisés, engagés dans la production de masse, qui souhaitaient une organisation syndicale fondée sur les grandes branches d'activité industrielle (transports, mines, etc.) sans égard à la qualification. Porte-parole de ces derniers, Lewis est en 1935 un des fondateurs du Committee for Industrial Organisation (qui devint plus tard le Congress of Industrial Organization, en gardant les initiales C.I.O.) Marqué par cette origine moins noble, moins artisanale et plus prolétarienne, le syndicat des mineurs est expulsé de l'A.F.L. en 1936, adhère au C.I.O., retourne à l'A.F.L. en 1946 puis en sort définitivement en 1947, suivant les fluctuations de la volonté d'indépendance de John Lewis, inamovible président du syndicat (de 1920 à 1960, un record) »<sup>871</sup>.

Le syndicalisme américain a beaucoup influencé son cousin européen, et l'a même parfois financé comme ce fut le cas pour Force Ouvrière en France. Pourtant, son importance et sa puissance ont connu un long et profond déclin au cours de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Le taux de syndicalisation aux Etats-Unis est passé de près d'un tiers des salariés au début des années cinquante à environ 12% (et même moins de 8% dans les services) au début du XXI<sup>ème</sup> siècle. Comme l'explique Sylvie Kauffmann : « En dépit de la reprise économique, de l'accroissement des bénéfices des entreprises et d'un taux de chômage peu élevé, les salaires stagnent, contraignant une partie de la main-d'œuvre à occuper deux emplois par jour pour joindre les deux bouts. La mondialisation de l'économie et la dérégulation d'industries ont profondément modifié le marché du travail américain, laissant filer à l'étranger une bonne partie des emplois industriels et créant un climat

---

<sup>870</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>871</sup> Dominique Dhombres, « Triste charbon des Appalaches I.- un syndicat à l'agonie », *Le Monde*, 31/01/1978.

de précarité chez les salariés. Enfin, le mouvement syndical est remarquablement absent du débat politique et social de ces dernières années aux Etats-Unis. Lorsque le Congrès républicain s'attaque à des piliers de l'idéal égalitariste des années 60 comme l'aide sociale, l'assurance-maladie pour les retraités ou la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes et des minorités ethniques, les syndicats sont muets. Ils se sont le plus souvent limités à protéger les avantages acquis de leurs adhérents, dont le nombre diminuait comme une peau de chagrin »<sup>872</sup>. Au début des années deux mille, le déclin du syndicalisme américain est tel que l'AFL-CIO finit par éclater : « Affaiblie par le déclin de l'industrie, les délocalisations et la baisse continue du nombre de ses adhérents, la grande fédération syndicale américaine AFL-CIO traverse sa plus grave crise en cinquante ans d'existence [...]. Le syndicalisme américain n'a jamais été aussi divisé depuis les années 1930. Les dissidents du SEIU<sup>873</sup> et les Teamsters, alliés à deux autres centrales plus petites, celle de l'hôtellerie et de la restauration et celle du textile ont créé en juin une organisation rivale de l'AFL-CIO baptisée Le changement pour gagner. Elle représente près d'un tiers des 13 millions d'affiliés de la fédération et reproche au président de l'AFL-CIO, John Sweeney, 71 ans et en poste depuis dix ans, son incapacité à s'adapter aux changements des économies américaine et mondiale »<sup>874</sup>.

Il n'est cependant pas simple de comprendre le système social américain tant il est spécifique à la culture et à la société américaine. Selon Jean-Marie Colombani, « Le modèle social européen est différent du modèle social américain. Les débats idéologiques se ressemblent même si la France est à part avec la laïcité. Mais nous avons en commun la judiciarisation de la vie publique et le développement des normes régissant la vie privée »<sup>875</sup>. De la même manière, les Etats-Unis sont le pays de l'individualisme et de la responsabilité individuelle pour le meilleur (chacun a sa chance) comme pour le pire (chacun est responsable de ses succès et de ses échecs). « Les Américains ont une relation très particulière au travail. Il y a une forte spécialisation. Chacun a la volonté d'aller jusqu'au bout, il y a de ce fait un grand professionnalisme »<sup>876</sup>. Mais cela n'empêche pas les salariés américains de s'organiser efficacement afin de bien négocier avec le patronat dans des conflits qui peuvent parfois être longs et virulents. « C'est un rapport de force »<sup>877</sup>.

*Le Monde* n'a ainsi pas manqué de la suivre et de raconter l'évolution de la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis. Celle-ci a beaucoup perdu de sa vigueur depuis la fin de la seconde guerre mondiale, à l'exception des conflits sociaux à caractère raciaux ou communautaires.

## Le peuple américain et la société américaine

C'est pendant les années Bush Père que *Le Monde* accorde le plus d'importance à la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis. Près de 22% des articles traitant de l'Amérique dans *Le Monde* l'évoquent<sup>878</sup>. Le journal donne notamment une place importante aux troubles qui agitent violemment les quartiers noirs et qui sont des troubles sociaux à caractère raciaux ou communautaires.

---

<sup>872</sup> Sylvie Kauffmann, « Avec l'élection de John Sweeney à la tête de l'AFL-CIO, la centrale syndicale espère un sursaut », *Le Monde*, 27/10/1995.

<sup>873</sup> Syndicat américain des employés de service : *Service Employees International Union*.

<sup>874</sup> Eric Leser, « L'AFL-CIO, première fédération syndicale américaine, vit sa plus grave crise en un demi-siècle d'existence », *Le Monde*, 27/07/2005.

<sup>875</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, le 31/03/2015.

<sup>876</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, *op.cit.*

<sup>877</sup> Entretien avec Sylvie Kauffmann, *op.cit.*

<sup>878</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

L'égalité et le progrès social aux Etats-Unis préoccupent encore davantage *Le Monde* en ces années puisque près de 40% des articles concernés en parlent. Les deux tiers d'entre eux présentent un pays plutôt conservateur dans lequel il y a des disparités sociales et des discriminations raciales. Ils déplorent que l'action sociale de l'Etat diminue fortement du fait des restrictions budgétaires, devenant ainsi profondément insuffisante. Ils notent aussi l'inquiétant élargissement des disparités sociales. Toutefois, un tiers des articles concernés remarquent que le gouvernement poursuit sa lutte contre les discriminations raciales, que si celles-ci persistent, elles sont en baisse. *Le Monde* raconte ainsi que « les Etats-Unis ont vécu, mardi 7 novembre [1989], une journée historique. Pour la première fois, un Noir sera, selon toute vraisemblance, élu gouverneur d'un Etat, et, qui plus est, d'un Etat du Sud, la Virginie, blanc à plus de 80%, et plutôt conservateur. Un Etat où la résistance à la déségrégation aura été longue et obstinée. Pour la première fois également, un Noir prend en charge la plus grande cité des Etats-Unis, New York, une ville où les antagonismes raciaux empoisonnent l'atmosphère [...]. Une nouvelle étape de l'émancipation politique des Noirs et surtout de l'évolution des mentalités blanches, a été franchie [...]. L'élection de Douglas Wilder<sup>879</sup> ferait donc date, comme a fait date, cet été, la nomination au plus haut poste des armées du général – noir – Colin Powell, un homme dont Ronald Reagan avait fait son conseiller national de sécurité, comme a aussi fait date la désignation, à la fin de l'année dernière, d'un Noir – Ron Brown – au poste de président du Parti démocrate »<sup>880</sup>. Donc pour *Le Monde*, les disparités sociales et économiques s'accroissent sous George Bush Père, cependant les disparités raciales se réduisent, sans pour autant disparaître. Toujours selon *Le Monde*, ce pays que le journal considère comme conservateur, sait de même être progressiste.

Les mœurs des Américains intéressent aussi beaucoup le journal puisque près de 44% des articles traitant des Etats-Unis les évoquent pendant le mandat de George H. W. Bush, et ils sont sévères. En effet, moins d'un dixième des articles concernés trouvent les mœurs des Américains avancées ou apaisées, avec comme qualité principale l'optimisme. *Le Monde* décrit en revanche aux Etats-Unis l'importance de la violence, de l'insécurité, de la consommation de drogue et des questions communautaires ou raciales. Il y a beaucoup d'idéalistes parfois extrémistes, ou de personnes aux réactions excessives. Bref, *Le Monde* est plutôt négatif sur les mœurs des Américains ce qui n'est pas son habitude.

Curieusement, en ces années Bush, *Le Monde* s'intéresse peu à la culture et au sport aux Etats-Unis. En revanche, le journal commence à s'intéresser à l'environnement et à sa protection en Amérique. Près d'un article sur vingt traitant de ce grand pays dans *Le Monde* pendant le mandat de George H. W. Bush évoque le sujet. Les trois quarts de ces articles décrivent un pays dans lequel l'environnement n'est pas une priorité. Le reste évoque un pays qui connaît régulièrement des événements climatiques rudes comme en novembre 1991 : « Une centaine de villes de toute la région centrale des Etats-Unis, des Grands Lacs au Golfe du Mexique, subit depuis quelques jours une vague de froid très précoce et exceptionnelle pour le début du mois de novembre. On a ainsi enregistré des températures allant de -20°C à -10°C »<sup>881</sup>. L'intérêt du journal pour l'environnement en Amérique se développe donc, mais demeure modeste comme l'intérêt du sujet aux Etats-Unis à cette époque.

---

<sup>879</sup> Douglas Wilder est élu le 7 novembre 1989, gouverneur de Virginie. C'est le premier Noir élu gouverneur d'un Etat américain.

<sup>880</sup> « Une nouvelle étape », *Le Monde*, 09/11/1989.

<sup>881</sup> « Précoce vague de froide aux Etats-Unis », *Le Monde*, 06/11/1991.

*Le Monde* évoque aussi un peu la place de la religion dans la société américaine en ces années Bush. Elle est très présente, les élus parlent ouvertement de leur foi et de leur religion, remarque le journal.

Le Mandat de George H. W. Bush paraît ainsi, pour *Le Monde*, marqué par d'importantes difficultés sociales, avec des tensions voire des troubles importants, alors que le racisme reste élevé mais recule, ainsi (même si c'est différent) que le syndicalisme. A ces difficultés s'ajoutent les limites de la justice dans cette grande démocratie.

### **Une démocratie appréciée mais une justice avec de graves limites**

Contrairement aux années Reagan, *Le Monde* aborde abondamment les questions de justice et de police en Amérique sous George Bush Père. Plus de 25% des articles du journal à cette époque et traitant des Etats-Unis, évoquent ce sujet<sup>882</sup>. Pour la majorité d'entre eux (deux sur trois), la justice et la police sont inégales voire insuffisantes dans le pays. Elles sont en particulier accusées de racisme et d'impartialité envers les Noirs et les étrangers. Les émeutes noires de Los Angeles ne sont évidemment pas étrangères à ces considérations. Les autres articles décrivent une police et une justice particulièrement sévères, montrant toutefois une certaine efficacité dans la répression du trafic de drogue. C'est un peu le contrecoup des tensions sociales et du regain de violence qu'elles génèrent ; même si parfois, comme dans le cas du procès de Rodney King, c'est l'impartialité de la justice qui a été le déclencheur des violences.

Les articles du *Monde* traitant des Etats-Unis sous George H. W. Bush sont toujours très positifs sur le système américain, bien que de façon moins importante que sous son prédécesseur. Au-delà de l'appréciation générale d'une démocratie qui fonctionne bien, il est remarqué à de multiples reprises que des citoyens issus des minorités peuvent accéder aux plus hautes fonctions électives ou politiques, ce qui est effectivement l'une des grandes avancées concrètes du mandat de George Bush Père. *Le Monde* montre aussi que les Etats-Unis sont un pays adepte de la démocratie directe, présentant les multiples référendums locaux organisés à l'occasion des élections : « Elire un président, renouveler entièrement la Chambre des représentants (435 membres), un tiers du Sénat (33 membres sur 100, plus les postes vacants, soit 36 sièges à pourvoir) et 12 postes de gouverneurs d'Etat sur 50 : outre ces lourdes tâches électorales, les 190 millions d'Américains en âge de voter devaient aussi, mardi 3 novembre, participer à 232 référendums organisés localement. Quatorze consultations sont organisées sur la limitation du nombre de mandats de différents types d'élus et quatorze autres portent sur le droit à l'avortement [...]. En Californie, un référendum sur le droit de mourir permettrait, si le oui l'emporte, d'autoriser un adulte sain d'esprit et atteint d'une maladie mortelle à demander une assistance médicale pour mettre fin à ses jours. Le district de Columbia, abritant Washington, où le taux de criminalité est le plus fort du pays, organise un référendum sur le rétablissement de la peine de mort, qui serait aussi applicable aux mineurs et aux handicapés mentaux. Le Maine et le Colorado se prononceront sur la limitation du droit des homosexuels, mais c'est l'Oregon qui va le plus loin dans ce domaine : il y est proposé de déclarer l'homosexualité anormale, mauvaise, contraire à la nature et perverse. Si ce projet est accepté, les homosexuels enseignants et policiers pourront être licenciés et les avocats ou médecins seront privés de leur droit d'exercer. Enfin, dix Etats ont des référendums liés aux paris et aux jeux de hasard dont on voudrait, dans la plupart des cas,

---

<sup>882</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

accroître la pratique, afin d'augmenter les recettes des Etats »<sup>883</sup>. Cependant, plus d'un tiers des articles du *Monde* concernés trouvent des limites non négligeables à la démocratie américaine sans toutefois la remettre en question. Ils reprochent ainsi la trop grande place que tient l'argent lors des élections, de même que les campagnes de communication et de marketing professionnelles. Ils regrettent aussi le fait que la vie politique soit largement monopolisée par les deux grands partis ce qui a un impact défavorable sur la participation, malgré la présence de petits candidats indépendants.

*Le Monde* apprécie par conséquent la démocratie américaine, avec quelques restrictions, mais trouve de graves limites à son système judiciaire et à sa police sous George Bush Père. Toutes ces difficultés économiques, sociales et sécuritaires fragilisent la confiance des Américains dans la puissance de leur pays.

### **Une superpuissance qui finit par se poser des questions**

L'armée américaine est toujours un sujet très important pour *Le Monde* dans les années Bush. Près de 15% des articles traitant des Etats-Unis en cette période l'abordent<sup>884</sup>. A la différence des années Reagan où l'armée américaine était présentée en plein renforcement, c'est une armée puissante et prête, la plus puissante armée du monde, que le journal décrit. La guerre du Golfe en fournit la meilleure illustration. *Le Monde* remarque aussi que cette puissante armée est mise à contribution pour maintenir l'ordre à l'intérieur des Etats-Unis ce qui illustre cruellement l'écart voire l'opposition entre la force extérieure et les difficultés intérieures du pays. Le journal explique enfin que le pays ainsi doté d'une armée sans rivale, alors que la guerre froide a pris fin, en profite pour diminuer ses dépenses militaires.

En ces années Bush, au-delà de cette armée si puissante, c'est l'Amérique elle-même qui domine la planète, devenue l'unique superpuissance avec l'affaiblissement puis l'effondrement de l'URSS. *Le Monde* s'attarde longuement sur la question évoquée par près d'un article sur 6 traitant des Etats-Unis. C'est un pays qui semble sûr de sa destinée, de son rôle premier. André Fontaine, qui vient de passer le relai à Jacques Lesourne, mais demeure éditorialiste, l'explique magistralement, en posant la question : « Les Etats-Unis peuvent-ils prendre en main, à eux seuls, la planète ? A en croire le très sérieux *U.S. News and World Report* du 8 juillet dernier, George Bush s'est référé quarante-deux fois en public à ce nouvel ordre mondial à propos duquel il avait déclaré avec un bel optimisme, le 6 mars, au lendemain de sa victoire sur Saddam Hussein : Deux fois, au cours de ce siècle, l'espoir d'une paix durable est sorti des horreurs de la guerre. Deux fois, auparavant, il s'est avéré que ces espoirs étaient un rêve lointain, hors de portée de l'homme... Maintenant, nous pouvons voir un nouveau monde venir sous nos yeux [...]. Si Mao revenait sur terre, il ne dirait plus que le vent d'Est l'a emporté sur le vent d'Ouest [...]. Il y a plus : comme l'a écrit Jean Daniel dans le *Nouvel Observateur* du 1<sup>er</sup> août, on ne comprend rien au monde d'aujourd'hui si l'on ne voit pas qu'il est celui du ralliement à une conception de la civilisation dont les Etats-Unis (et l'Europe) se sont fait les champions [...]. En tout cas, il est peu de sujets sur lesquels les Etats-Unis n'estiment pas, à l'heure actuelle, être fondés à dire leur mot – et même un peu plus que leur mot [...]. Une nation peut-elle ainsi se charger à elle seule du destin de la planète ? A s'étendre, le pouvoir s'est toujours distendu, et le contraste est tout de même impressionnant entre l'étendue des responsabilités aujourd'hui assumées par les Etats-Unis et l'état de leur économie et de leur société. Endettement et déficit

---

<sup>883</sup> « 232 propositions soumises à référendum », *Le Monde*, 04/11/1992.

<sup>884</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

budgetaire vertigineux, baisse des parts de marché, persistance du chômage, lenteur du redémarrage de la consommation, et donc de la production, après une récession dont personne n'est sûr qu'elle soit vraiment finie, délabrement des villes, poussée de la criminalité, malgré la banalisation croissante de la peine de mort et l'augmentation constante d'une population pénitentiaire qui est la plus importante du monde : cela fait beaucoup de problèmes pour un pays toujours aussi convaincu que le bonheur est à la portée de chacun [...]. Que l'actuel hôte de la Maison Blanche soit plus doué pour les affaires étrangères que pour la politique intérieure, c'est l'évidence : son comportement pendant le débat budgétaire, il y a un an, a été lamentable. Mais il est vrai aussi qu'il faut bien que quelqu'un qui ait à la fois de la force et du crédit s'occupe, pendant que l'occasion est propice, de pacifier un peu, ce qui veut dire d'organiser un peu mieux, cette planète. Nul doute que, si elle était capable de s'unir pour de bon, l'Europe serait tout à fait en mesure de prendre sa part de cette énorme responsabilité et de veiller en même temps à ce que les décisions prises tiennent compte au maximum de ses intérêts, lesquels ne coïncident pas toujours nécessairement, on l'a vu cent fois dans le passé, avec ceux des Etats-Unis »<sup>885</sup>. André Fontaine expose d'abord le constat que les Etats-Unis sont maintenant la seule et unique superpuissance et qu'ils assument une forme de leadership sur l'ensemble de la planète. Il regrette ensuite, position constante du *Monde*, que la France et l'Europe ne réussissent pas à s'organiser afin de partager ce rôle de leader. Enfin, il remarque que la puissance extérieure des Etats-Unis est fortement handicapée par ses faiblesses intérieures. Effectivement, si les articles du *Monde* notent la confiance de l'Amérique en sa puissance (pour un tiers des articles concernés), ils soulignent aussi et même davantage (pour deux tiers des articles concernés) qu'elle doute d'elle-même sur les questions intérieures. Le pays, remarque le journal, est inquiet à cause de la crise économique qu'il traverse et se bat pour en sortir.

*Le Monde* illustre donc bien ce paradoxe d'une superpuissance sans rival qui se pose pourtant des questions sur sa solidité étant donné les difficultés économiques et sociales qu'elle rencontre.

Ainsi à la fin de la guerre froide, *Le Monde* réussit finalement à traverser une crise d'une extrême gravité sans perdre la confiance de ses lecteurs. Le regard du journal est plus ouvert que jamais sur les Etats-Unis et leur président, eux qui se trouvent sans rivaux mais non sans difficultés. Les Américains, plus sensibles à la situation intérieure qu'aux relations internationales, ne renouvellent pas leur confiance à George H. W. Bush et lui choisissent comme successeur le gouverneur de l'Arkansas : William Jefferson Clinton alias Bill Clinton.

---

<sup>885</sup> André Fontaine, « Vent d'Ouest », *Le Monde*, 09/08/1991.



## Conclusion de la seconde partie

Presqu'un demi-siècle après la création du journal par Hubert Beuve-Méry, *Le Monde* est plus que jamais une institution. Le journal proclame ses valeurs d'indépendance, de morale politique, économique et sociale, de modernité et d'unité européenne et rayonne bien au-delà des frontières de la France.

La place de l'international et de la politique étrangère diminue dans *Le Monde*, à mesure que le journal s'étoffe et que le service politique gagne en importance sur le service étranger. Ainsi, la place relative de la politique étrangère dans les articles du journal sur les Etats-Unis se réduit au profit de l'économie notamment<sup>886</sup>. Dans ce domaine, *Le Monde*, ne se sent plus obligé de se démarquer de la politique de la France. Le journal adhère au consensus gaullien qui s'établit après l'élection de François Mitterrand autour des grands principes d'indépendance de la France et d'affirmation de l'Europe. Il se trouve souvent à défendre la politique étrangère de la France d'une manière ou d'une autre, sans lien formel avec le gouvernement bien sûr, un peu comme un certain *Temps*.

Pourtant, la première succession d'Hubert Beuve-Méry s'est bien passée, mais la seconde est plus compliquée. Le modèle de gouvernance particulier du journal, fondé sur la recherche de consensus autour de la société des rédacteurs garantit l'indépendance du journal. Ce modèle entraîne aussi des crises de succession et une difficulté endémique à faire des choix difficiles en période de crise économique. De plus la rédaction est divisée, notamment entre la tendance atlantiste, plutôt favorable à l'Amérique et la tendance tiers-mondiste, plutôt défavorable aux Etats-Unis. *Le Monde* s'investit davantage en politique, affirme son progressisme. Jacques Fauvet va même un temps jusqu'à prendre position politiquement en faveur de la gauche. Mais ses successeurs redonnent au journal sa position traditionnelle critique, plutôt progressiste mais non alignée politiquement. La fin de la guerre froide calme ces querelles idéologiques, mais non les difficultés économiques.

Le regard du *Monde* sur l'Amérique et sa politique étrangère varie du plus négatif au plus positif de 1970 à 1996. Il est très critique sous Nixon et l'Amérique impériale, gêné sous Carter et l'Amérique déclinante, conquis sous Reagan et l'Amérique de retour, réservé sous Bush et l'Amérique unique superpuissance. Un changement important intervient au début des années quatre-vingt. La société française comme *Le Monde* sont séduits par Ronald Reagan : c'est la reaganomanie. Les Français s'entichent de la culture de masse américaine, l'Etat libéralise à tout va. Mais si *Le Monde* s'ouvre au champ de l'économie, il demeure encore assez éloigné de la culture populaire américaine. Il défend avec Jacq Lang l'exception culturelle.

Les premiers héritiers d'Hubert Beuve-Méry laissent à la nouvelle génération qui leur succède un journal apparemment solide, sûr de lui, référence de la vie politique et intellectuelle française. Mais il est structurellement fragile. Son modèle économique manque de stabilité et connaît une succession de crises, comme son modèle de gouvernance. Le journal connaît comme la France un moment de grande proximité avec l'Amérique dans la décennie quatre-vingt. Mais, de plus en plus gaullien en politique étrangère, il reste culturellement traditionnel et voit encore d'un mauvais œil l'influence toujours plus grande de l'Amérique sur la société et la culture françaises.

---

<sup>886</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

**Troisième partie :**  
**La nouvelle génération, des dirigeants et un journal  
modernes, face à l'Amérique**



Conférence de rédaction en chef dans le bureau du directeur, autour de Jean-Marie Colombani

La première génération des successeurs d'Hubert Beuve-Méry, de Jacques Fauvet à Jacques Lesourne se veut celle des héritiers de Sirius. Elle parvient à maintenir l'héritage institutionnel, les valeurs et la place du journal dans le paysage médiatique, mais se heurte à une crise à rebondissement du modèle économique et de gouvernance. Aucun des héritiers de Beuve n'a son charisme tandis que leur légitimité s'affaiblit avec le temps, atteignant son plus bas niveau avec Jacques Lesourne qui n'est pas journaliste mais économiste, et qui a été choisi en tant que gestionnaire et manager.

Au tournant du troisième millénaire, la nouvelle génération à la direction du *Monde* essaie de conserver l'héritage de Beuve-Méry, au moins ses valeurs, tout en cherchant à reprendre la main sur la direction du journal, face à la société des rédacteurs. Elle est aussi à la recherche d'un modèle économique viable, en dépit des crises de plus en plus graves et des bouleversements que traverse *Le Monde*, comme la presse en général.

*Le Monde* et la presse connaissent en effet de profonds changements à l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle avec en particulier l'avènement d'internet et la révolution numérique. Pour le journal de Beuve-Méry, une date est importante : le 2 novembre 2010. Pour éviter la faillite, *Le Monde* doit être cédé à des actionnaires privés. La société des rédacteurs perd sa prééminence, ce qui fragilise l'indépendance du journal chèrement acquise. Les rédacteurs conservent néanmoins le pouvoir de validation de tout nouveau directeur. Un changement dans la continuité donc, au moins dans un premier temps. Mais aussi, une nouvelle aventure commence. *Le Monde* ressemble de plus en plus aux grands journaux anglo-saxons et partage leur fragilité.

La France change aussi. La guerre froide est terminée et les combats idéologiques intéressent moins les jeunes. Ces derniers, comme les jeunes journalistes du *Monde*, n'ont pas de ressentiment envers la culture américaine qui à l'heure numérique imprègne imperceptiblement toute la culture occidentale.

La fin de la guerre froide et la chute de l'Union soviétique laissent les Etats-Unis seule superpuissance et d'aucuns annoncent la fin de l'histoire. C'est surtout la fin d'une époque. Les Etats-Unis connaissent alors un moment unipolaire. Leur domination est incontestable et leur puissance incontestée. Puis l'histoire reprend ses droits le 11 septembre 2001, marquant pour les Etats-Unis et le monde l'entrée dans le 21<sup>ème</sup> siècle. Tandis que la Chine s'éveille, l'Amérique apparaît plus que jamais pour *Le Monde*, comme un colosse aux pieds d'argile.

# Chapitre 8 : 1993-2000 (Bill Clinton)

## L'apogée de l'Amérique ?

« Arts et Spectacles » : CinéMémoire

# Le Monde

35, rue de Valenciennes, 75011 Paris Cedex 13

BOURSE

CLARIFIÉS - REVUE AÉRIE - 9 40000 7 2

JEUDI 5 NOVEMBRE 1992

RONIA TEL. JERRY BELMONT - DIRECTEUR - ANTOINETTE LUCAS

## M. Bill Clinton est élu président des Etats-Unis

### Apprentissage

QUELLE petite éclipse pour les États-Unis de l'après-guerre froide ? Au lendemain de la victoire au scrutin Bill Clinton, la cassette de son discours n'a pas pu être diffusée. Et ce n'est que tardivement que l'on a pu entendre sa voix d'un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

La dispute de la plupart des grandes capitales - à commencer par Paris - lorsqu'on annonce la victoire de Bill Clinton au scrutin le 3 novembre, a été confondue à court terme par les médias. Les médias de la capitale ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Qu'en est-il au bout de ces quelques semaines de campagne ? Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

À l'issue de ces quelques semaines de campagne ? Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Il est pas possible, d'être sûr que des efforts supplémentaires soient déployés aux côtés américains dans une satisfaction particulière. Ce n'est pas le cas de Clinton qui a obtenu une victoire au scrutin le 3 novembre, a été confondue à court terme par les médias. Les médias de la capitale ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

FACE à cette perspective, il est clair que quelques années passées de Clinton ont permis de constater que la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Ayant constaté le succès de Clinton et ses réalisations, les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les décisions économiques de Clinton sur l'agriculture ont permis de constater que la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

M0147 - 105 9 - 7 00 F

- Avec 43 % des voix, il devance nettement M. Bush (38 %) et M. Perot (19 %)
- Le Parti démocrate conserve la majorité au Congrès

M. Bill Clinton prend ses fonctions le 20 janvier au sein d'une quarantaine de présidents des États-Unis. Après avoir obtenu 43 % des voix, il devance nettement M. Bush (38 %) et M. Perot (19 %). Le Parti démocrate conserve la majorité au Congrès.

### L'Amérique d'abord

WASHINGTON. Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Budget allemand. M. Kohl, avant d'être élu à la présidence de la République fédérale d'Allemagne en 1982, a obtenu une victoire au scrutin le 3 novembre, a été confondue à court terme par les médias. Les médias de la capitale ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les tensions à Belgrade. Le premier ministre Milan Milutinovic a obtenu une victoire au scrutin le 3 novembre, a été confondue à court terme par les médias. Les médias de la capitale ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

L'attente des écologistes. Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

La fièvre des MBA. Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

Le succès de Clinton a permis de constater que la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.



### Roosevelt ou Carter ?

par Dominique Dhondt. Les médias américains ont pu être surpris par la victoire de Bill Clinton, un candidat démocrate au bureau d'ambassadeur à Washington, dans les dix jours de la campagne et les élections perdues, et sur la diffusion de ses vidéos à sans compter. Les médias américains ont tenté de faire passer un message de paix à la fois ambigu et ambigu.

### Regis Debray

## Vie et mort de l'image

Une histoire du regard en Occident

Calligramme

## Les suites de l'affaire du sang contaminé

### Le drame des collectes en prison

Le rapport dressé par le gouvernement... Les suites de l'affaire du sang contaminé...

### Une réforme du système de transfusion

Le projet de loi... Les suites de l'affaire du sang contaminé...

### M. Lang dénonce « le climat deynchisme »

Le ministre de la Santé... Les suites de l'affaire du sang contaminé...

### M. François Léotard et la justice

Le ministre de la Justice... Les suites de l'affaire du sang contaminé...

Le jour de l'élection de Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis, l'éditorial du *Monde* pose la question qui hante les Européens : « Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis de l'après guerre froide ? Au lendemain de la victoire du démocrate Bill Clinton, la question n'a toujours pas reçu de réponse »<sup>887</sup> affirme aussitôt le journal. Sans doute George H. W. Bush a-t-il su clore la guerre froide avec adresse et accepter une forme de multilatéralisme notamment lors de la guerre du Golfe. Mais les Américains ne lui ont pas pardonné les difficultés économiques importantes qui ont marqué la fin de son mandat. D'ailleurs les Français aussi lui préfèrent Bill Clinton<sup>888</sup> bien que ce dernier succède à deux présidents républicains particulièrement populaires dans l'Hexagone. Que va-t-il donc advenir avec ce jeune président démocrate nouvellement élu, Bill Clinton, inexpérimenté en politique étrangère alors que l'économie américaine connaît de grandes difficultés ? *Le Monde* est lui-même gagné par la crise économique qui se double à nouveau d'une crise de succession. Le journal peut-il se relancer et renouveler sa formule, son regard et sa ligne éditoriale notamment sur les Etats-Unis superpuissance désormais sans rivale et sans contrepoids ? Nous verrons dans ce chapitre comment une nouvelle génération s'installe au *Monde* et à Washington un président auquel presque tout sourit alors que l'Amérique est une hyperpuissance florissante.

## **81 Une nouvelle génération au *Monde***

La crise dans laquelle *Le Monde* replonge au tout début des années quatre-vingt-dix sonne le glas de Jacques Lesourne, pourtant considéré comme excellent gestionnaire. Comment le grand quotidien du soir peut-il s'en sortir ?

### **Un nouveau projet éditorial**

Cette dernière crise laisse la rédaction profondément désemparée de même que les actionnaires du journal.

#### Une brève crise de gouvernance

Jacques Lesourne démissionne de la direction du *Monde* le 11 février 1994. Le journal est alors profondément affecté par la crise économique. Tandis que les ventes s'essouffent, la part de la publicité s'effondre dans les recettes du journal, allant même jusqu'à diminuer de moitié. Le plan de redressement proposé par le directeur n'est pas validé par la rédaction. Sans doute est-il sévère voire cruel. Mais nul ne remet en question les capacités de gestion de Jacques Lesourne, bien au contraire. La crise affecte d'ailleurs l'ensemble de la presse française. Le problème est que le directeur ne réussit pas à emporter l'assentiment des journalistes. Le fait de ne pas être journaliste le dessert assurément. Il en tire donc lui-même la conclusion : impossible d'aller plus loin ainsi. Plus qu'économique, la crise qui touche *Le Monde* en ce début des années quatre-vingt-dix est une crise de gouvernance et de projet partagé. L'idée, venue des Etats-Unis, que la gestion doit primer sur le projet éditorial, semble avoir fait long feu.

A l'exception de la succession d'Hubert Beuve-Méry, *Le Monde* ne réussit pas à aborder une succession directoriale sereine et à la régler simplement. Depuis Jacques Fauvet, chaque succession est difficile, à rebondissements, prenant des

---

<sup>887</sup> Editorial, « Apprentissage », *Le Monde*, 05/11/1992.

<sup>888</sup> « Les Français éliraient M. Clinton », *Le Monde*, 04/11/1992.

mois voire plusieurs années. Pourtant, à l'étonnement général, la succession de Jacques Lesourne est rondement menée. Le 4 mars 1994 soit moins d'un mois après la démission de celui-ci, l'assemblée générale de la SARL *Le Monde* nomme Jean-Marie Colombani directeur du journal, avec l'assentiment des sociétés des rédacteurs, des cadres et des employés. La situation financière et le statut du nouveau directeur d'homme « de la dernière chance », l'expliquent vraisemblablement.

Né en 1948, Jean-Marie Colombani est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Il commence sa carrière comme journaliste à l'ORTF en 1973 puis à FR3 en Nouvelle Calédonie. Il entre au *Monde* en 1977 comme rédacteur au service politique dont il devient le chef en 1983. Il est candidat à la direction du *Monde* une première fois en 1989-1990 sans succès. Il est nommé rédacteur en chef en 1990, puis après la nomination de Jacques Lesourne, en 1991, il devient adjoint du directeur de la rédaction. Il se représente après la démission de ce dernier et devient directeur du *Monde* le 4 mars 1994. Il est élu pour un mandat de six ans, réélu pour six ans encore en 2000. Mais il échoue en 2007 à être réélu pour un troisième mandat. Directeur du *Monde* ainsi pendant près de 13 ans, il marque assurément le journal de son empreinte. Après son départ du *Monde*, il participe à la création en 2009 de Slate.fr, partenaire français du site d'information américain Slate (l'ardoise), avec notamment d'anciens journalistes du *Monde*, comme Eric Leser et Eric Le Boucher. Il publie également de nombreux ouvrages dont *Tous Américains ? Le Monde après le 11 septembre 2001*, chez Grasset en 2002, *France-Amérique : Déliaisons Dangereuses*, en collaboration avec Walter Wells, chez Jacob-Duvernet en 2004 et *Un Américain à Paris* chez Plon en 2008.

### Un nouveau projet

A son arrivée à la direction du *Monde*, Jean-Marie Colombani, journaliste donc, s'entoure d'une gestionnaire confirmée, Dominique Alduy. Il se consacre très vite à la relance du journal. Après une préparation de plusieurs mois, menée à un rythme soutenu, une nouvelle formule est lancée le 4 janvier 1995 (datée du 5), peu après le premier cinquantenaire du *Monde*. Le nouveau *Monde* est « annoncé par l'ensemble des médias audiovisuels comme un événement. La maquette, l'organisation des rubriques, la typographie sont modifiées, tandis que l'organisation de la rédaction est profondément remaniée. Le journal paraît en moyenne sur 36 pages en un seul cahier, les séquences remplacent les services »<sup>889</sup>. Le vénérable service étranger est ainsi remplacé par la séquence international. Cette nouvelle formule connaît d'emblée le succès, entraînant une progression sensible des ventes du journal, aidée par la bonne conjoncture, notamment la campagne présidentielle qui donne toujours lieu à un regain d'intérêt pour les médias en général et la presse en particulier. Parallèlement, le journal est recapitalisé. Pour cela, ses statuts sont adaptés, le journal passe de SARL à SA à directoire et conseil de surveillance. De nouveaux actionnaires privés entrent au capital par l'intermédiaire de sociétés d'actionnaires créés pour la circonstance. Mais celles-ci sont minoritaires. Jean-Marie Colombani s'en explique dans un éditorial : « Cinquante ans après sa fondation, *Le Monde* prend un nouveau départ. En changeant de structure juridique, en se préparant à accueillir de nouveaux actionnaires, en lançant une nouvelle formule, il cherche à assurer la survie immédiate de l'entreprise, il jette les bases d'un redressement économique durable, il se donne les moyens d'une gestion saine et rigoureuse et d'un élargissement de son audience. Notre journal s'attelle à cette

---

<sup>889</sup> Julie Sedel, « La nouvelle formule du monde, contribution à une étude des transformations du journalisme », *Questions de communication*, 6/2004, pp. 299-315.

tâche avec le souci de garantir l'esprit dans lequel il a été fondé, d'assurer la pérennité des valeurs qu'il incarne depuis 1944, au premier rang desquelles l'indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, de préserver la pluralité et la diversité de son actionnariat. Une nouvelle formule ? Il ne s'agit certainement pas de renier l'actuelle, d'imaginer un autre journal, mais plus simplement de faire un *Monde* meilleur, mieux à même d'éclairer les temps qui viennent, donnant chaque jour à nos lecteurs accès à la diversité de nos sources, sans pour autant renoncer à nous engager lorsque les grands principes sont en jeu. Une nouvelle structure ? La transformation de la SARL en société anonyme (SA) à directoire et conseil de surveillance n'affecte nullement l'identité du journal et de l'entreprise, mais celle-ci se voit dotée de moyens plus souples et plus modernes, et s'approche, par la place qui est faite aux sociétés de personnels au sein du conseil de surveillance, d'une cogestion à l'allemande, de nature à préserver un particularisme que nous croyons nécessaire au pluralisme de la presse française »<sup>890</sup>. De même, le journal est restructuré, avec un plan d'économies et un plan social d'une centaine de départs volontaires.

Le nouveau président du conseil de surveillance est le président de la société des lecteurs, créée le 22 octobre 1985 : Alain Minc. Ce dernier, né en 1949, conseille de nombreuses directions d'entreprises. Il est également membre du conseil d'administration de différentes grandes entreprises dont Yves Saint Laurent, Prisa et Caixa Bank. Il préside la société des lecteurs du *Monde* de 1985 à 2008 et le conseil de surveillance de la SA *Le Monde* de 1994 à 2008. A ce titre, il forme, explique-t-il, « une sorte de triumvirat directorial avec Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel pendant une bonne partie de ces années. [Cependant, la situation d'Alain Minc est] particulière car il était tenu par la charte d'indépendance du journal. Il ne pesait pas sur la rédaction »<sup>891</sup>. C'est à propos de ces années qu'il est mis en cause par le livre *La face cachée du Monde*. Il est lui-même l'auteur de nombreux livres dont *La machine égalitaire* chez Grasset en 1987. Ses livres défendent une approche libérale de l'économie. Il connaît très bien les Etats-Unis. Ils sont pour lui « plus un pays monde qu'un pays occidental ». Cependant, il se dit « très frappé par le provincialisme des élites américaines. Aujourd'hui, l'ouverture à l'extérieur est plus faible qu'avant. La politique étrangère américaine est un va-et-vient entre isolationnisme et interventionnisme ».

Ainsi organisé, *Le Monde* bénéficie assurément d'un nouveau projet rédactionnel qui ressoude et remotive les équipes autour d'un objectif clair et partagé. Il bénéficie aussi d'un important effort de restructuration. Mais Jean-Marie Colombani a aussi de la chance. La reprise, venue des Etats-Unis, est au rendez-vous. Sans elle, il n'est pas sûr que la nouvelle formule du journal ait connu un tel succès. Car le succès est là, le journal renoue avec les bénéfices et la diffusion croît à nouveau. « Pour l'ensemble de l'année 1995, sur le total de la diffusion payée, le gain est de 7,25% soit 25 000 exemplaires supplémentaires vendus chaque jour, par rapport à 1994 »<sup>892</sup>.

Le plan de relance du journal de Jean-Marie Colombani n'est pas très différent dans ses principes de celui de Jacques Lesourne. D'ailleurs les deux équipes associent de même journalistes et gestionnaires. Certes le nouveau directeur prend soin de mettre la relance éditoriale au premier plan et l'effort de gestion au second, contrairement à son prédécesseur. Il semble aussi que la rédaction du *Monde* a eu besoin de signifier une fois son refus d'un plan de restructuration et de relance et

---

<sup>890</sup> Jean-Marie Colombani, « La transformation juridique de la SARL-*Le Monde* », *Le Monde*, 21/12/1994.

<sup>891</sup> Entretien avec Alain Minc, *op.cit.*

<sup>892</sup> Patrick Eveno, *Le Monde, histoire du journal : 1944-2004, op.cit.*, p. 525.

d'obtenir la démission du directeur avant de finir par accepter un nouveau plan. Certains rédacteurs reprochent à la direction de succomber à une mode américaine gestionnaire. Il est cependant difficile de trouver un juste milieu entre les priorités journalistiques et la recherche de l'équilibre des comptes, nécessaires pour la survie et le développement de l'entreprise qu'est *Le Monde*.

Avec l'arrivée à la direction du journal de l'ancien chef du service politique, Jean-Marie Colombani, la politique française est plus présente que jamais au *Monde*. A l'inverse, l'international est en retrait. Le passage au nouveau *Monde* accentue le changement. En effet, comme l'explique Julie Sedel : « Conçue à l'écart des services par une poignée de rédacteurs et sous l'égide du directeur du journal, la nouvelle formule marquait le passage d'une structure hiérarchique horizontale à une structure pyramidale avec, à sa tête, Jean-Marie Colombani »<sup>893</sup>. Les chefs de service ou responsables de séquence, autrefois très puissants, s'en trouvent affaiblis. De plus, l'emblématique ancien chef du service étranger, Jacques Amalric, devenu rédacteur en chef depuis 1990, quitte *Le Monde* pour *Libération*. Par ailleurs, « le billet de l'Étranger qui faisait figure d'éditorial disparaissait de la première page. [De même] l'espace consacré à l'actualité étrangère, dans les pages du journal, était réduit »<sup>894</sup>.

Politiquement, *Le Monde* est marqué par la grande proximité des dernières années de Jacques Fauvet avec le parti socialiste. Cependant ses successeurs cherchent à recentrer le journal et à affirmer son indépendance vis-à-vis du pouvoir de gauche. La critique sévère de certaines actions du gouvernement socialiste par le service politique, notamment sous la plume de Jean-Marie Colombani et de ses proches y contribuent fortement. *Le Monde* révèle ainsi le sabotage du Rainbow Warrior par des agents français en 1985<sup>895</sup>. Le phénomène se poursuit en s'accroissant lorsque l'ancien chef du service politique est élu directeur du journal. Patrick Eveno décrit longuement le climat de tension qui régit les relations entre la présidence de François Mitterrand et *Le Monde* de Jean-Marie Colombani : « L'arrivée de [ce dernier] à la direction du *Monde* [...] semble difficilement tolérable pour François Mitterrand »<sup>896</sup>. Le quotidien du soir réussit ainsi à se démarquer du pouvoir politique, proclamant son indépendance.

## Jean-Marie Colombani et les Etats-Unis

Le nouveau directeur du *Monde* connaît les Etats-Unis « en général par les livres et la lecture des journaux américains. Par le respect que l'on a dans cette profession pour les grands journaux et journalistes américains notamment pour leur capacité à distinguer et exposer des faits, leurs analyses et leurs commentaires »<sup>897</sup>. Il y est allé en 1968, alors âgé de 20 ans, pour un stage au syndicat AFL-CIO où il a rencontré Irving Brown, en charge de la branche internationale, au cœur de l'histoire de Force Ouvrière qu'il évoque avec lui. Il y va régulièrement professionnellement et à titre privé. Il effectue notamment un séjour de trois semaines aux Etats-Unis, en tant qu'invité officiel du gouvernement américain. Il a aussi longtemps appartenu au club franco-américain des « Young leaders » de la French-American Foundation. Il est parmi les directeurs du *Monde*, l'un des plus favorables à l'Amérique et des plus ouverts aux idées américaines. Il est aussi l'un de ceux qui connaissent le mieux les

---

<sup>893</sup> Julie Sedel, « La nouvelle formule du monde, contribution à une étude des transformations du journalisme », *op.cit.*

<sup>894</sup> *Ibid.*

<sup>895</sup> Bertrand Legendre et Edwy Plenel, « Le Rainbow Warrior aurait été coulé par une troisième équipe de militaires français », *Le Monde*, 18/09/1985.

<sup>896</sup> Patrick Eveno, *Le Monde, histoire du journal : 1944-2004*, *op.cit.*, pp. 507-508.

<sup>897</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, *op.cit.*



Etats-Unis. La relation entre les deux pays est très importante pour lui et il se dit « préoccupé par la permanence de l'antiaméricanisme en France »<sup>898</sup>. Pourtant, sous Bill Clinton, le directeur du *Monde* se préoccupe peu des Etats-Unis, n'écrit guère d'éditoriaux les concernant. Sylvie Kauffmann alors correspondante du journal à New York, raconte qu'elle avait remarqué que la direction du journal était loin de ce qui se passait aux Etats-Unis. Elle avait alors organisé la visite d'une délégation directoriale du journal autour de Jean-Marie Colombani, afin que la direction perçoive mieux la situation de l'Amérique de Clinton<sup>899</sup>. Le directeur du *Monde* est tout entier concentré sur la relance de son journal, prêtant alors une moindre attention aux questions internationales. Il s'intéresse quand même à l'étranger puisqu'il propose des innovations venues d'outre-Atlantique.

### Edwy Plenel et les Etats-Unis

Né en 1952, Edwy Plenel fait des études universitaires et commence sa carrière de journaliste en 1976 à *Rouge*, l'hebdomadaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui paraît de 1968 à 2009. Il entre au *Monde* en 1980, où il suit les questions d'éducation et mène des enquêtes sur les affaires de police. Il contribue fortement, auprès de Jean-Marie Colombani, à la création de la nouvelle formule du *Monde* en 1995. Puis il devient en 1996 directeur de la rédaction, poste dont il démissionne en novembre 2004. Il tient pendant quelque mois une chronique, « Sur le vif », avant de quitter définitivement le journal fin octobre 2005. Il crée peu après avec d'autres journalistes le journal en ligne *Mediapart* dont le site ouvre le 16 mars 2008 et connaît un important succès depuis. Auteur de nombreux ouvrages, il écrit en revanche peu dans *Le Monde* pendant qu'il est directeur de la rédaction mais il n'en est pas moins influent sur la ligne éditoriale du journal.

Il dit volontiers qu'il a eu une enfance américaine, pour dire caribéenne<sup>900</sup>. Il raconte que ses parents ont vécu plusieurs années aux Etats-Unis à la fin des années quarante, dans une Amérique très en avance matériellement sur la France, une Amérique rooseveltienne, avec une tradition politique ouverte, politiquement libérale, dont son père lui a beaucoup parlé. Ce séjour a eu de l'influence sur lui. Ce que lui a transmis notamment son père, c'est la vision américaine pragmatique de la démocratie, c'est-à-dire non idéologique. Il doit son prénom au séjour américain de ses parents, qui vient d'Edwy Lee, ami de ses parents. Voilà donc l'imaginaire familial sur les Etats-Unis. Son père a quitté les Etats-Unis au début du maccarthysme. Il était progressiste, radicalement démocrate et ne voulait pas rester dans cet environnement. S'il est resté critique de l'impérialisme américain, il n'a jamais diabolisé l'identité politique des Etats-Unis. Il sait la vitalité du libéralisme politique et de la démocratie américaine. C'est pour lui un héritage qui n'a pas de frontières. Il se définit politiquement profondément comme un libéral convaincu, opposé à une vision verticale, homogène, uniforme du débat public. Cet héritage transmis par son père fait qu'il n'a jamais détesté l'Amérique, bien au contraire. Simplement, explique-t-il, il est du côté de « l'autre » Amérique, de celle qui conteste. Il penche ainsi plutôt du côté de ceux qui portent un regard sévère sur l'Amérique, même s'il est paradoxalement attaché à ce pays et à sa culture.

Pour autant, ce n'est pas la région du monde qu'il connaît le mieux. Il n'y a pas vécu mais y est allé fréquemment. Son premier voyage aux Etats-Unis a eu lieu en 1987. Il ne connaît guère tous les Etats mais seulement quelques grandes villes de la côte Est et la Floride. Il s'est rendu plusieurs fois aux Etats-Unis à partir de

---

<sup>898</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, *op.cit.*

<sup>899</sup> Entretien avec Sylvie Kauffmann, *op.cit.*

<sup>900</sup> Entretien avec Edwy Plenel, le 27/05/2005.

2007, notamment à cause de la collection de livres d'actualités « Au vif du sujet » qu'il a dirigée. Edwy Plenel a des amis américains dont le romancier Walter Mosley, qui a un héritage afro-judéo-américain, de même que Manthia Diawara de la New York University. Il avait un grand oncle, Edouard Glissant qui enseignait à la City University of New York. Il est ami de Philippe et Geneviève Joutard qui ont écrit le livre : *De la francophilie en Amérique*<sup>901</sup>. Edwy Plenel a ainsi de nombreux liens avec les Etats-Unis et leur culture. Cependant, il n'a pas une vision uniforme de ce pays. Il aime le moment rooseveltien. C'est pour lui un pays complexe. « Les Etats-Unis sont une démocratie, mais aussi une puissance, le fort face au faible, avec une logique provinciale du monde. Nous même, nous n'arrivons pas à en sortir ».

Selon Edwy Plenel, il existe aujourd'hui une puissance du numérique américain, favorisée par l'écosystème démocratique des Etats-Unis. Ce n'est pas le cas en France. « Nous n'avons pas de loi sur le droit de l'information. Nous avons en France une faiblesse des contre-pouvoirs, ce qui illustre la fragilité démocratique de la France ». Pour lui le dynamisme économique américain va de pair avec la démocratie. « Nous sommes dans la société de la connaissance. Elle est totalement imbriquée avec la démocratie, même si à l'inverse, si cette puissance reste sans contrôle, elle devient une menace pour la démocratie ».

Pour Edwy Plenel, la ligne éditoriale du *Monde* tient en une volonté de défendre l'identité de la France et au refus d'un alignement sur la politique de puissance américaine. La rédaction du *Monde* n'est pas uniforme. Elle est partagée selon lui entre deux visions, l'une plus radicale, gaulliste de gauche, proche de celle de Claude Julien et l'autre plus classique, conformiste, représentée par André Fontaine ou Jacques Amalric après son arrivée à Moscou. Mais le rayonnement international du *Monde* n'aurait pu se faire selon Plenel sans ce positionnement éditorial fort. La ligne éditoriale du *Monde* est perturbée par la fin de l'équilibre des deux blocs, c'est-à-dire à partir de la fin des années 1980. Elle retrouve sa netteté et sa force dans les années Bush fils face à la guerre en Irak, rejoignant d'ailleurs la position officielle de la France. « Nous devrions être le pays tampon, car nous avons une histoire particulière ». La ligne éditoriale du *Monde* rejoint ainsi pour lui la vision gaulliste en politique internationale. Edwy Plenel insiste sur son lien avec Hubert Beuve-Méry. Il se dit aussi très péguyste. Derrière transparaît assurément une filiation gaulliste, de gauche. Il explique qu'un journal a rendez-vous avec son pays, de même qu'avec le reste de la planète. Cela vaut à ses yeux d'abord pour *Le Monde* dont la position à l'international ressemble fortement à la position traditionnelle de la France.

## L'ombudsman

Le mot *ombudsman* est d'origine suédoise. Il signifie médiateur public. C'est le nom donné au fonctionnaire indépendant qui porte les doléances du peuple auprès du gouvernement et de l'administration suédois. Cette fonction d'ombudsman a été créée en 1809, suivant une vieille tradition monarchique suédoise. De tels intermédiaires existaient il est vrai déjà dans la Rome antique. Le mot *ombudsman* est largement utilisé de par le monde. L'*ombudsman* ou médiateur public se diffuse peu à peu autour de la Suède dans la première partie du XX<sup>ème</sup> siècle puis se généralise dans les Etats démocratiques à partir de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, en commençant par les pays du Nord de l'Europe et les pays anglo-saxons. Le médiateur de la République est créé en France en 1973.

---

<sup>901</sup> Philippe et Geneviève Joutard, *De la francophilie en Amérique*, Paris, Actes Sud, 2006, 288 p.

L'*ombudsman* gagne aussi les médias, afin de mieux gérer la relation avec les lecteurs. Curieusement, c'est semble-t-il au Japon que la démarche est mise en place en premier dans la presse, en particulier dans le grand quotidien tokyoïte *Asahi Shimbun* dès 1922. Mais c'est en Amérique que l'*ombudsman* se généralise dans les médias devenant le *news ombudsman* (littéralement médiateur des nouvelles). Il est aussi parfois appelé *public editor* (éditeur ou secrétaire de rédaction public) ou *readers representative* (représentant des lecteurs). Le premier apparaît en 1967 pour le *Courier Journal* et le *Louisville Times*, deux journaux de Louisville dans le Kentucky. Le *Washington Post* suit fin 1969.

D'après l'Organization of News Ombudsmen : « Un *news ombudsman* reçoit et examine les plaintes des lecteurs ou auditeurs des journaux ou des téléspectateurs des stations de radio et de télévision sur l'exactitude, l'équité, l'équilibre et le bon goût dans la couverture des nouvelles. Il ou elle recommande des remèdes ou des réponses appropriées pour corriger ou clarifier les bulletins d'informations »<sup>902</sup>. Naturellement, dans les médias, chaque médiateur a son fonctionnement propre, et ses missions varient d'un média à l'autre. Toutefois, les médiateurs ont tous, d'une manière ou d'une autre, la charge de suivre et remonter les doléances des lecteurs et d'y répondre, en principe en toute indépendance. Ils sont en général des journalistes expérimentés et contribuent à expliquer comment les informations sont recueillies et à rendre les médias plus accessibles aux simples citoyens. Pour le *New York Times*, « le médiateur travaille en dehors de la structure du journal. Il reçoit et répond aux questions ou aux commentaires des lecteurs et du public, principalement au sujet des nouvelles et des reportages parus dans le *New York Times*. Ses opinions et conclusions n'engagent que lui »<sup>903</sup>.

La situation des médiateurs évolue au fil du temps. C'est ainsi que l'*ombudsman* (médiateur) devient *reader representative* (représentant des lecteurs) au *Washington Post* à partir du 1<sup>er</sup> mars 2013, comme l'explique sa directrice : « Le monde a changé, et nous, au *Post*, devons changer avec lui. Nous avons eu le privilège d'avoir eu à notre service de nombreux *ombudsmen/women* talentueux qui ont abordé les préoccupations des lecteurs, répondu à leurs questions et maintenu le *Post* aux plus hauts standards du journalisme. Ces fonctions sont aussi critiques aujourd'hui que jamais. Pourtant, il est temps que la façon dont ces fonctions sont exercées évolue. Nous allons nommer un représentant des lecteurs sous peu pour répondre aux préoccupations et aux questions de nos lecteurs. Contrairement aux *ombudsmen* dans le passé, le représentant des lecteurs sera un employé du *Post*. Le représentant n'écrira pas une chronique hebdomadaire mais écrira en ligne et / ou dans le journal de temps à autre pour répondre aux préoccupations des lecteurs, avec les réponses des éditeurs, des journalistes ou de la direction, selon le cas »<sup>904</sup>.

C'est Jean-Marie Colombani qui importe cette pratique des États-Unis et crée le poste de médiateur au sein du *Monde* dès sa prise de fonction comme directeur, en 1994. Ainsi, le 2 avril 1994, le journal présente cette innovation venue des États-Unis : « La première intervention publique du médiateur, fonction nouvelle dans ce journal et dans la presse française, trouve naturellement sa place dans la page réservée au courrier. C'est là qu'il s'exprimera chaque semaine pour traiter les questions que se posent les journalistes sur leur travail et, aussi, celles que leur

<sup>902</sup> Selon le site internet de l'organisation, [En ligne], URL : [www.newsombudsmen.org](http://www.newsombudsmen.org) (Consulté le 3 avril 2017).

<sup>903</sup> Selon la page internet dédiée du journal, [En ligne], URL : <https://publiceditor.blogs.nytimes.com/about-the-public-editor> (Consulté le 3 avril 2017).

<sup>904</sup> Katharine Weymouth, « A reader representative for *The Washington Post* », *The Washington Post*, 01/03/2013.

renvoient les lecteurs »<sup>905</sup>. Le premier médiateur du journal est ainsi André Laurens, grand journaliste et ancien directeur du journal. Il écrit dans sa première tribune de médiateur du *Monde* : « Le rôle du médiateur, tel que l'a créé la nouvelle direction du *Monde*, reste largement à inventer. Nous allons nous y employer. Nous, c'est-à-dire tous ceux qui font ce journal et tous ceux qui le lisent. Que les uns et les autres se rassurent, nous ne partons pas de rien ! Il existe, sous diverses formes, des exemples de cette fonction dans la presse étrangère : au *Washington Post*, par exemple, ainsi que dans d'autres journaux américains, et, plus près de nous et du modèle que nous envisageons, chez notre confrère espagnol *El País*, avec le titre d'*ombudswoman* [...]. Dans la pratique, le médiateur du *Monde* sera donc l'interlocuteur privilégié des lecteurs, leur intercesseur au sein du journal pour toute interrogation, incompréhension, plainte ou critique et, réciproquement, le porte-parole des journalistes pour affirmer leur bon droit, exposer leurs difficultés, les contraintes et les limites de leur travail, reconnaître leurs erreurs et en débattre franchement. Il acceptera la discussion sur la manière dont le journal couvre l'actualité et la commente, chaque fois qu'il s'agira de lever une ambiguïté, de dissiper un malentendu ou de s'expliquer sur un silence incompris »<sup>906</sup>. Robert Solé, troisième médiateur du *Monde*, de 1998 à 2006, ajoute : « L'*ombudsman*, comme l'appellent les Américains, se trouve pris entre deux feux : soupçonné par des lecteurs de servir la soupe, il est souvent accusé par les rédactions de cracher dans celle-ci [...]. L'ONO (*Organization of News Ombudsmen*), compte quelque quatre-vingts membres. Mais on ne peut pas dire que les médias se précipitent dans ce créneau. Même les Etats-Unis n'enregistrent pas de progrès notables, alors qu'ils ont inauguré la fonction en 1967. Ma consœur Miriam Pepper, du *Kansas City Star*, est néanmoins un médiateur de la deuxième génération puisque son père a déjà exercé cette charge... En France, *Le Monde* reste un cas particulier »<sup>907</sup>.

Le médiateur n'est pas la seule innovation éditoriale venue d'outre atlantique. Ainsi, le nouveau *Monde* inclut une nouvelle séquence, intitulée Horizons-Enquête. Elle donne la place à de grands reportages. « Présentée comme étant l'une des principales innovations de la nouvelle formule, la séquence Horizons-Enquête consacre une page quotidienne à de longs papiers sur des personnalités, des analyses, des débats et des enquêtes. Elle constitue un espace hybride entre l'article de fond et l'article magazine »<sup>908</sup>. Cette page a été conçue « en s'inspirant de journaux anglo-saxons qui ont souvent ce genre de pages au milieu du journal »<sup>909</sup>. Il y a de même aux Etats-Unis de nombreux magazines d'actualités, certains spécialisés en politique étrangère, comme *Foreign Affairs* créé en 1922. *Le Monde* est lui aussi à l'origine d'un grand magazine francophone traitant des relations internationales.

### ***Le Monde diplomatique, les Etats-Unis et Le Monde***

Magazine ou plutôt journal mensuel, *Le Monde diplomatique* s'écarte peu à peu de la ligne éditoriale du *Monde*, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis.

---

<sup>905</sup> « Le rendez-vous du médiateur », *Le Monde*, 02/04/1994.

<sup>906</sup> André Laurens, « L'échange », *Le Monde*, 02/04/1994.

<sup>907</sup> Robert Solé, « Regards croisés », *Le Monde*, 29/04/2001.

<sup>908</sup> Julie Sedel, « La nouvelle formule du monde, contribution à une étude des transformations du journalisme », *op.cit.*

<sup>909</sup> *Ibid.*

## *Le Monde diplomatique*, de la création à la filialisation

*Le Monde diplomatique* est un supplément mensuel du *Monde*. Il est fondé par Hubert Beuve-Méry en mai 1954, sur l'initiative de François Honti<sup>910</sup> qui en est le premier rédacteur en chef de 1954 à 1972. Il s'adresse, comme l'indique son sous-titre, aux cercles diplomatiques et aux membres des grandes organisations internationales. Le premier éditorial, intitulé « A nos lecteurs » comme celui du *Monde*, indique : « Ce journal se propose de doter les membres des services diplomatiques et consulaires de tous les pays et le personnel des principales organisations internationales, ainsi que leurs familles, d'un organe consacré aux événements et aux problèmes qui les intéressent tout particulièrement »<sup>911</sup>. Puis l'éditorial professe une double exigence d'objectivité et de neutralité (en politique intérieure) ce qui paraît avec le recul difficile à tenir : « Pour répondre à cette intention il [ce journal] doit avoir un caractère international, être rigoureusement objectif et s'abstenir de prendre position à l'égard des affaires intérieures des divers pays ». Il affirme aussi l'indépendance du mensuel en particulier vis-à-vis des gouvernements et de leur argent, sur un ton un peu pessimiste typique d'Hubert Beuve-Méry : « Les fondateurs du *Monde diplomatique* sont conscients des difficultés matérielles et techniques d'une telle entreprise, d'autant plus qu'ils se font une règle de fonder son existence sur les abonnements et la publicité, à l'exclusion de toute subvention gouvernementale ».

Cependant, ce premier éditorial présente une immense ambition : « *Le Monde diplomatique* est appelé à combler une lacune. De nos jours, presque toutes les institutions internationales publient des organes spécialisés, mais il n'existe pas de publication que l'ensemble des cercles, diplomatiques et internationaux puisse considérer comme sienne. Actuellement, en raison de l'extension prise depuis la deuxième guerre mondiale par les services diplomatiques et les institutions internationales, le moment paraît particulièrement propice pour créer un organe qui constituerait un lien entre tous ceux dont la mission commune consiste à travailler pour le développement pacifique des relations internationales. Paris était tout indiqué pour être le siège de ce journal, et le français sa langue ; si en effet celui-ci a perdu son monopole d'autrefois dans la vie diplomatique, il n'en reste pas moins la langue la plus répandue dans ces milieux ». Aujourd'hui, le français n'est plus la langue la plus répandue dans les milieux diplomatiques et le *Monde diplomatique* n'a pu réaliser son ambition de devenir le journal des cercles diplomatiques et internationaux. Toutefois, les fondateurs ne se sont pas totalement trompés de cible. En effet, le mensuel est devenu au fil des ans le journal français le plus diffusé dans le monde. Ainsi, sa diffusion totale a progressé lentement mais régulièrement, passant d'environ 2000 exemplaires en 1954 à près de 700 000 exemplaires dont 500 000 à l'étranger au tournant du millénaire. Il est traduit dans dix-neuf langues et distribué dans une trentaine de pays. *Le Monde diplomatique* est par conséquent une immense réussite éditoriale et commerciale.

---

<sup>910</sup> François Honti est un journaliste et diplomate, hongrois d'origine. Né en 1900, il vient en France où il est de 1929 à 1939 correspondant de différents journaux hongrois à Paris. Puis il est consul de Hongrie en Suisse de 1946 à 1949. Il revient ensuite en France et crée en 1954 *Le Monde diplomatique* avec Hubert Beuve-Méry. Outre ses nombreux articles dans *Le Monde diplomatique*, il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la Hongrie dont *Que demande la Hongrie ? Le traité de Trianon et les revendications hongroises*, Budapest, Sárkány, 1933.

<sup>911</sup> « A nos lecteurs », *Le Monde diplomatique*, mai 1954.

Pourtant, *Le Monde* et son mensuel diplomatique se sont éloignés peu à peu sans que jamais ce dernier ne renie ses origines.

### *Le Monde diplomatique* et les Etats-Unis

Pendant toute les années Honti, la ligne éditoriale du *Monde diplomatique* correspond à celle du *Monde* sur les Etats-Unis. Le mensuel est le prolongement de l'hebdomadaire sur les questions internationales. La tonalité générale est la même. Un télégramme diplomatique interne américain issu de l'ambassade à Paris signé du Ministre Conseiller à la Communication (Brady), rapporte à Washington la création du supplément du *Monde* en 1954 : « Le Ministre Conseiller à la Communication a reçu aujourd'hui le premier numéro de la nouvelle publication mensuelle d'Hubert Beuve-Méry intitulée *Le Monde Diplomatique*. Huit pages au même format que le quotidien *Le Monde*, mais imprimées sur du papier lisse de belle qualité. Une photo illustre l'article principal écrit par Sir Harold Nicholson<sup>912</sup>. Le contenu de ce premier numéro est assez fade. Il minimise de façon assez évidente la place de l'URSS et des USA. Il y a un article sur les Etats-Unis page 3 intitulé : Les Etats-Unis et l'Extrême-Orient, et écrit par Paul-Emile Naggiar. Il est objectif dans le ton et la substance »<sup>913</sup>. On retrouve bien là le souci d'une vision indépendante mais objective caractéristique d'Hubert Beuve-Méry.

Au début des années soixante-dix, alors que Jacques Fauvet a succédé à Hubert Beuve-Méry à la direction du *Monde*, le journal est partagé entre deux tendances, l'une plutôt favorable aux Etats-Unis, l'autre plutôt sceptique à leur égard. Aucune des deux n'est cependant procommuniste de quelque manière que ce soit. Toutes les deux se veulent héritières d'Hubert Beuve-Méry. André Fontaine, rédacteur en chef depuis 1969, est tenant de la première tendance, Claude Julien, chef du service étranger, de la seconde. Suite à une violente altercation entre les deux en 1971, Claude Julien quitte le journal momentanément. Un an plus tard, Jacques Fauvet nomme ce dernier rédacteur en chef du *Monde diplomatique* pour succéder à François Honti à compter du premier janvier 1973. Un éditorial de Jacques Fauvet, à nouveau intitulé « A nos lecteurs » annonce la nomination et revient sur le cheminement du journal et de son nouveau directeur : « Fondé en 1954, sur l'initiative de M. François Honti, par M. Beuve-Méry, le *Monde diplomatique* atteint à son tour son second âge, au moment où la rédaction en chef en est confiée à M. Claude Julien. Créé à une époque où *le Monde* ne pouvait, dans ses seize petites pages, traiter suffisamment de tous les pays et de tous les problèmes, il a vite trouvé, puis considérablement élargi sa place aux côtés de son grand frère qui parallèlement n'a cessé de se développer. Le succès des deux publications a prouvé qu'elles étaient complémentaires. La réussite du *Monde diplomatique* qui, si l'on ne craignait le pléonasme, serait mieux nommé *Le Monde international* a été largement due au labeur, à la compétence et au dévouement de M. François Honti. La continuité est assurée par M. Claude Julien, assisté par Micheline Paunet. Le nouveau rédacteur en chef est trop connu pour avoir besoin d'être longuement présenté. Ancien chef du service étranger du *Monde*, spécialiste de la politique américaine et du tiers-monde, il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont l'un, *l'Empire américain*, lui a valu le Prix Aujourd'hui et dont le dernier vient de paraître : *le Suicide des démocraties*. Deux titres qui se suffisent à eux-mêmes »<sup>914</sup>.

---

<sup>912</sup> Ecrivain, diplomate et homme politique britannique.

<sup>913</sup> NARA, Archives du Département d'Etat, *op. cit.*, document n°951-63/5-1754 : télégramme du 17/05/1954 de l'ambassade à Paris, signé Brady.

<sup>914</sup> Jacques Fauvet, « A nos lecteurs », *Le Monde diplomatique*, janvier 1973.

Mis à part un bref intermède en 1981 lors duquel il est candidat malchanceux à la direction du *Monde*, Claude Julien dirige le mensuel jusqu'à sa retraite le 31 décembre 1990. L'arrivée de ce dernier à la direction donne un nouvel élan au *Monde diplomatique*. Lors de son départ à la retraite, *Le Monde* note que Claude Julien « en a fait un organe mordant, dont la diffusion continue de progresser rapidement, et qui offre à ses lecteurs à la fois des analyses extrêmement fouillées de tous les grands problèmes internationaux, sociaux, culturels, de ce temps, et des critiques qui n'épargnent personne [...]. Ses opinions, souvent tranchées, n'étaient pas partagées par tous, il a connu, avant et après son arrivée, en 1951, au service étranger du *Monde*, quelques incidents de parcours, inséparables de l'histoire, souvent agitée de notre quotidien [...]. Il laissera d'abord le souvenir de l'une des personnalités les plus fortes que ce journal ait connues, d'un homme de conviction et de talent, passionné par son métier et par les causes qu'il défendait, aussi doué, ce qui est rare, pour l'écriture que pour l'organisation »<sup>915</sup>.

Ce brillant journaliste apporte avec lui sa vision du monde et en particulier son regard sévère sur l'Amérique et sa politique internationale qu'il considère comme impérialiste, construite sur le principe de domination et d'exploitation du reste du monde et qu'il développe très tôt dans son ouvrage de référence : *L'empire américain*<sup>916</sup>. Dès lors, *Le Monde* et son supplément suivent des chemins différents sur le plan éditorial : la plupart des observateurs relèvent que *Le Monde diplomatique* « connaît une brusque mutation sous la direction de Claude Julien. Ce dernier lui confère une orientation rédactionnelle tiers-mondiste et anti-américaine, tout en obtenant une large autonomie par rapport à la direction du quotidien »<sup>917</sup>. Ignacio Ramonet voit le mouvement plutôt du côté du quotidien du soir : « A la fin de l'ère Fauvet, *Le Monde* a basculé de la ligne non-atlantiste à la ligne atlantiste qui s'est imposée dans le journal. La différence est alors apparue clairement avec *Le Monde diplomatique* »<sup>918</sup>. Pour le successeur de Claude Julien : « L'Amérique est une super puissance notamment depuis sa victoire de la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale. En Europe, tout un courant de pensée avec de nombreuses personnalités a considéré que l'Amérique était une puissance hégémonique et impérialiste, consciente de sa puissance dans une perspective dominatrice ; tout en reconnaissant la démocratie américaine, la première révolution démocratique moderne, les valeurs diffusées, une culture de masse efficace. Mais l'impérialisme choque, notamment face à la nécessité de rebâtir en France, après le désastre de la seconde guerre mondiale, une puissance indépendante »<sup>919</sup>. Bernard Cassen, entré au *Monde diplomatique* avec Claude Julien et Ignacio Ramonet en 1973 explique qu'« Hubert Beuve-Méry maintenait une distance critique vis-à-vis des Etats-Unis. Cela a changé, peu sous Jacques Fauvet, beaucoup par la suite. Lors de l'élection du directeur du *Monde* de 1980, il y avait Claude Julien et Jacques Decornoy qui étaient tiers-mondistes, face à André Fontaine et Jacques Amalric, qui étaient proaméricains. Claude Julien avait été chef du service étranger. Son livre phare est : *L'Empire américain*. Il était plus proche de la ligne de Beuve-Méry, très différente de celle d'André Fontaine et Jacques Amalric. Il n'était pas un adversaire des Etats-Unis. Mais après cette élection (et donc le rejet de Claude Julien), *Le Monde* est devenu atlantiste. Cela ne se traduisait pas par un éloge des Etats-Unis, mais par une ligne suivant laquelle les Etats-Unis sont un partenaire à choyer »<sup>920</sup>.

<sup>915</sup> « Le départ de Claude Julien », *Le Monde*, 05/01/1991.

<sup>916</sup> Claude Julien, *L'empire américain*, Paris, Grasset, 1968, 416p.

<sup>917</sup> Patrick Eveno, *Le Monde, histoire du journal : 1944-2004*, op.cit., p. 547.

<sup>918</sup> Entretien avec Ignacio Ramonet, op.cit.

<sup>919</sup> *Ibid.*

<sup>920</sup> Entretien avec Bernard Cassen, op.cit.

Les amis de Claude Julien défendent ainsi que c'est *Le Monde diplomatique* qui est resté fidèle à Hubert Beuve-Méry et que c'est *Le Monde* qui s'en est éloigné. Il reste que *Le Monde*, jusqu'à la chute de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide, a toujours compté en son sein les deux tendances plus ou moins favorables à l'Amérique. De son côté, *Le Monde diplomatique*, à partir de l'arrivée de Claude Julien, n'en compte plus qu'une, tiers-mondiste ou altermondialiste et est défavorable aux Etats-Unis, toute chose égale par ailleurs. Ignacio Ramonet le reconnaît à sa manière : « *Le Monde* a toujours été très complexe. La ligne du *Monde* est très subtile. Il y a des articles qui vont dans les deux sens, sans compter l'intervention d'articles d'opinion. Et *Le Monde* reste pour moi le meilleur journal français, je le lis quotidiennement »<sup>921</sup>.

Ainsi, dès son accession à la rédaction en chef du supplément diplomatique, Claude Julien affirme son originalité éditoriale et son indépendance par rapport au *Monde*. Peu à peu, cette affirmation d'abord purement informelle, liée à sa personne, s'institutionnalise. En 1989, le supplément mensuel voit son statut adapté à l'intérieur de la société Le Monde SA. Il est précisé que la rédaction du *Monde diplomatique* définit la ligne éditoriale de la publication en toute indépendance. Claude Julien quitte la direction du *Monde diplomatique* à sa retraite à la fin de l'année 1990. C'est Ignacio Ramonet qui lui succède et poursuit dans la même voie. La filialisation du journal que l'on surnomme « *Le Diplo* » est l'aboutissement logique de ce processus, alors que les lignes éditoriales des deux publications divergent de plus en plus concernant les Etats-Unis et que les deux directeurs, Jean-Marie Colombani et Ignacio Ramonet ont des relations pour le moins tendues<sup>922</sup>. Cette filialisation intervient en 1996. Le mensuel devient alors une filiale du *Monde* à 51%, les 49% restant étant propriété de deux associations, celle des personnels (l'association Gunter Holzmann) et celle des lecteurs du *Monde diplomatique*. Son indépendance éditoriale à l'égard du *Monde* est définitivement reconnue et juridiquement établie.

Les approches des deux publications sur les Etats-Unis sont donc distinctes, différentes, même si régulièrement des journalistes du quotidien collaborent avec le mensuel et réciproquement.

## Les journalistes

La réorganisation du *Monde* engagée par Jean-Marie Colombani se traduit par une centaine de départs volontaires. Mais avec le succès de la nouvelle formule de 1995, les embauches reprennent et de nouveaux journalistes rejoignent la rédaction :

Sylvie Kauffmann

Née en 1955, diplômée de l'IEP d'Aix en Provence et du Centre de Formation des Journalistes, Sylvie Kauffmann débute sa carrière à l'AFP. Elle passe d'abord huit ans à Paris puis elle part au bureau de Londres (où elle reste quatre ans). Ensuite, elle va tour à tour en Nouvelle Calédonie, en Pologne (Varsovie) et enfin en Russie (Moscou). Elle entre au *Monde* en 1988 et devient correspondante pour l'Europe de l'Est pendant 7 ans. Puis elle part aux Etats-Unis, où elle est correspondante à Washington de 1993 à 1996 (en tandem avec Alain Frachon). Elle continue à New York de 1996 à 2001. Elle rentre alors à Paris et devient successivement rédactrice en chef adjointe, chef du service enquête-reportage, directrice adjointe de la rédaction jusqu'en 2006. Elle est ensuite grand reporter en

---

<sup>921</sup> Entretien avec Ignacio Ramonet, *op.cit.*

<sup>922</sup> Témoignage de Nicolas Kaciaf, universitaire, spécialiste des médias, qui a côtoyé Jean-Marie Colombani et Ignacio Ramonet, recueilli le 03/04/2017.



Asie du Sud-Est jusqu'en 2009. Elle devient directrice de la rédaction début 2010. Elle se présente à la direction du *Monde* en 2011, sans succès. Elle est depuis directrice éditoriale du journal. Elle est l'auteur d'un livre : *11 septembre : Un an après*, publié à Paris en 2002 aux éditions de l'Aube.

Sylvie Kauffmann découvre l'Amérique comme correspondante du *Monde*, en 1993. Elle trouve que l'accès des journalistes français aux sources officielles américaines est très dur car la presse française ou européenne n'intéresse pas les hommes politiques américains<sup>923</sup>. De même, elle trouve Washington très fermée aussi par rapport au reste des Etats-Unis. Elle raconte qu'elle rassemble une dizaine d'autres correspondants de grands journaux européens et organise des petits déjeuners, ce qui permet d'avoir des officiels. Sinon, les correspondants étrangers sont associés aux briefings de la Maison Blanche. Elle couvre aussi le voyage de Bill Clinton en Europe à l'occasion des festivités du cinquantième anniversaire du débarquement. Elle réussit à être plus proche de quelques diplomates américains, comme Phil Gordon, membre de l'équipe Clinton ou Felix Rohatyn, ambassadeur à Paris. Ce dernier, figure new-yorkaise, lui dit un jour : « Grâce à vous, j'ai changé d'avis sur la peine de mort ». En France elle a donc quelques contacts avec l'ambassade. Le numéro deux de l'ambassade, diplomate de carrière, à la différence de l'ambassadeur, dispense quelques informations et explications, en *off*. Une fois seulement, lors de la publication des Wikileaks par *Le Monde* et un certain nombre de grands journaux, l'ambassade des Etats-Unis prend contact avec elle. M. Paul Patin, le porte parole de l'ambassade, lui fait alors part de la désapprobation du gouvernement américain, demande si les documents diplomatiques en voie de diffusion contiennent des informations sensibles et s'il peut être prévenu la veille de toute publication. Naturellement, elle ne donne pas suite tout en indiquant la position du *Monde* suivant laquelle aucune information de nature à mettre en danger des personnes nommément ne serait divulguée.

Sylvie Kauffmann explique qu'elle appartient à une génération de correspondants du *Monde*, après la guerre froide, très ouverts sur l'Amérique. C'était moins le cas avant. Les relations franco-américaines sont pour elle très apaisées sous Bill Clinton. Selon elle, *Le Monde* est un journal où l'on a une grande liberté. Les éditoriaux non signés sont souvent faits par le chef du service international, ainsi que des analyses. Pour le reste, le correspondant est assez maître de son domaine. C'est lui qui donne le ton. Cependant, elle relate qu'il y a eu quelques vrais différends notamment sur l'intervention américaine en Irak sous George W. Bush. La rédaction était essentiellement contre, ce qui n'était pas son cas.

Sylvie Kauffmann, comme Alain Frachon dont elle est proche, est une rédactrice essentielle du *Monde* sur les questions américaines depuis la fin de la guerre froide. Ses nombreux articles sur ce sujet sont longs pour les deux tiers et situés au début du journal, parfois en Une<sup>924</sup>. Elle écrit déjà sur les Etats-Unis (04/11/1993), alors qu'elle est correspondante du journal pour l'Europe de l'Est. Le rythme s'accroît lorsqu'elle devient correspondante en Amérique et elle continue régulièrement depuis de traiter des questions nord-américaines. Elle présente les Etats-Unis comme un pays ami<sup>925</sup>. Mais elle note toutefois en 2005 que c'est un pays qui voudrait être aimé, mais qui ne l'est pas. Nous sommes au début du second mandat de George W. Bush et l'image des Etats-Unis en France subit toujours les conséquences de l'invasion de l'Irak. Ses articles sur la politique étrangère américaine et notamment sur la guerre contre le terrorisme et la guerre en Irak sont plutôt critiques sous George Bush. Elle note l'enlisement des Etats-Unis dans une

---

<sup>923</sup> Entretien avec Sylvie Kauffmann, *op.cit.*

<sup>924</sup> 14 articles de Sylvie Kauffmann sélectionnés dans le corpus.

<sup>925</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

guerre impopulaire et leur approche dominatrice voire agressive. Elle ne revient plus tellement sur la question ensuite. En revanche, elle considère que les relations avec les Etats-Unis sont plutôt bonnes hormis sous Georges W. Bush. Elle décrit un pays avec une économie puissante et à la pointe de l'industrie financière, bien gérée et dans laquelle l'Etat n'hésite pas à intervenir, un pays à la pointe de la technologie. Elle évoque notamment « la formidable réussite économique des huit années » du double mandat de Bill Clinton<sup>926</sup>. L'Amérique est aussi selon elle un pays complexe socialement : il a un côté conservateur, avec des discriminations raciales persistantes. C'est aussi un pays dans lequel beaucoup est entrepris pour le progrès social, pour combattre les discriminations raciales ou vis-à-vis des minorités et des femmes et c'est une terre d'immigration. Elle relève ainsi lors des élections de 1993 que « 103 villes élisent leur maire [...]. A Boston, la victoire du démocrate Tom Menino, un Américain d'origine italienne, met fin à soixante ans de domination américano-irlandaise sur cette grande ville [...]. A Détroit, ce sont deux Noirs, mais aussi deux philosophies différentes qui se disputaient la succession de Coleman Young, parti à la retraite après vingt ans à la tête de la ville »<sup>927</sup>. Sylvie Kauffmann décrit positivement dans la moitié de ses articles, les mœurs des Américains. C'est un peuple sensible à l'intérêt général qui aime la simplicité et la positive attitude. Mais il est aussi puritain alors que l'insécurité et la criminalité sont importantes. Elle note de plus que la religion tient une place importante en Amérique. En ce qui concerne la justice, elle écrit que les Etats-Unis ont encore relativement souvent recours à la peine de mort. Elle écrit « à quelques jours de l'installation à la Maison Blanche d'un gouverneur du Texas [George W. Bush] qui a présidé à quelques cent quarante exécutions [... l'abolition de la peine de mort est] un thème encore largement ignoré du débat public aux Etats-Unis [... d'autant] qu'aussi bien Bill et Hillary Clinton qu'Al Gore<sup>928</sup> sont en faveur de la peine capitale »<sup>929</sup>. De même, elle déplore suite aux attentats du 11 septembre, que le pays bafoue parfois les règles du droit et de la justice dans sa lutte contre le terrorisme sur son propre territoire. Par ailleurs, elle juge globalement que la démocratie américaine fonctionne bien. C'est un pays dans lequel des citoyens issus des minorités peuvent accéder aux plus hautes responsabilités et qui respecte profondément la liberté d'expression. Elle déplore cependant le faible intérêt des Américains pour les élections et la place importante que l'argent y tient. Enfin, elle trouve le pays confiant en lui-même, sûr de sa destinée, bien que marqué par l'attaque du 11 septembre 2001.

Ainsi, Sylvie Kauffmann a un regard assez large sinon complet sur la société et les questions américaines. Il est plutôt positif, sympathique voire amical mais aussi exigeant. Elle est considérée au sein de la rédaction, nous l'avons vu, comme l'une des deux grands spécialistes des Etats-Unis avec Alain Frachon.

Claudine Mulard

Née alors que le XX<sup>ème</sup> siècle entre dans sa seconde moitié, Claudine Mulard est titulaire d'une maîtrise de psycholinguistique de Paris VII et diplômée du Centre de Formation des Journalistes. Elle étudie également à l'EHESS, à l'Université de Californie à San Diego et à l'Université de Californie à Los Angeles. Elle est ensuite

---

<sup>926</sup> Sylvie Kauffmann, « Le successeur de Bill Clinton hérite d'un formidable bilan économique », *Le Monde*, 08/11/2000.

<sup>927</sup> Sylvie Kauffmann, « Les Républicains conquièrent les postes de gouverneurs de la Virginie et du New-Jersey », *Le Monde*, 04/11/1993.

<sup>928</sup> Vice-président de Bill Clinton.

<sup>929</sup> Sylvie Kauffmann, « Comment les Français ont ouvert les yeux de Felix Rohatyn sur la peine de mort », *Le Monde*, 17/01/2001.

chargée de cours d'anglais à Paris VII et journaliste dans plusieurs revues féministes jusqu'en 1987. Elle contribue au *Monde de la musique* de 1983 à 1987. Elle part ensuite en Californie, à Los Angeles où elle est installée depuis. En plus de différentes activités notamment d'interprétariat, elle est correspondante free lance pour *Le Monde* en Californie de 1987 à 2015. Elle contribue aussi à différentes revues et à Radio Canada.

Par sa longévité à son poste à Los Angeles et les très nombreux articles qu'elle y a écrits pour le journal<sup>930</sup>, Claudine Mulard est une rédactrice significative concernant les Etats-Unis. Ses articles se situent au début du journal<sup>931</sup>, logiquement dans les pages internationales, peu après la Une. Ils sont de taille moyenne en général. Elle traite essentiellement de l'économie et de la société américaines. Elle relève ainsi régulièrement les variations et les difficultés que connaît l'économie des Etats-Unis et note que la richesse du pays a ses limites bien qu'il soit à la pointe de l'innovation technologique. Elle évoque les conflits sociaux virulents que connaît parfois l'Amérique. Mais elle présente un gouvernement qui se préoccupe du progrès social (sous administration démocrate) et un pays plutôt progressiste. Elle décrit un pays aux mœurs avancées, qui s'adapte facilement. Elle remarque que la religion y tient une grande importance y compris en politique. De même elle note que l'Amérique agit pour la préservation de l'environnement. Il est vrai que la Californie, où elle vit est un Etat particulièrement en avance dans ce domaine. Enfin, elle tend à présenter les Etats-Unis comme une démocratie avec des limites. L'argent prend pour elle beaucoup de place dans les élections alors que la vie politique est monopolisée voire phagocytée par les deux grands partis. Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis sont un pays qu'elle aime.

Patrice de Beer

Diplômé en droit et en langues orientales, il entre au *Monde* en 1970, au service étranger. Il est correspondant en Grande Bretagne, en Asie où il couvre l'entrée des Khmers rouges à Phnom Penh le 17 avril 1975, et enfin à Washington de 1998 à 2001. Il connaît déjà un peu l'Amérique lorsqu'il y arrive comme correspondant et maîtrise la langue, ayant été correspondant à Londres auparavant. Comme nombre de ses collègues, il est étonné de constater à quel point *Le Monde* est peu connu aux Etats-Unis. « Cela rend modeste » dit-il<sup>932</sup>. Il est alors accrédité au Département d'Etat et à la Maison Blanche. Mais il a des contacts surtout avec le service de presse. Il suit des voyages présidentiels, avec Bill Clinton et George W. Bush. Il trouve cela parfois frustrant car tout est organisé à l'avance. La sécurité est particulièrement présente et empêche toute spontanéité.

Ceci dit, il raconte qu'il a de très bons contacts aux Etats-Unis, lors de son séjour comme correspondant, et cela reste pour lui un moment professionnel très intéressant. Il a aimé l'Amérique où il a rencontré des gens formidables et accueillants, ce qui ne l'empêche pas d'être assez critique à son sujet. Pour lui, les Etats-Unis sont un pays qui change tout le temps. Il explique que l'Amérique qu'il observe n'a rien à voir avec celle de Jacques Amalric, pendant la guerre du Vietnam ni avec celle de Bernard Guetta, à la fin de la guerre froide. Lorsqu'il est correspondant aux Etats-Unis, c'est une période « bourgeoise », sans vraie guerre, relativement calme. Il explique aussi qu'il faut être ouvert pour comprendre l'Amérique. Il faut aussi se remettre en cause en permanence. Il ajoute qu'il aurait parlé autrement des Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam ou d'Irak.

---

<sup>930</sup> 7 articles de Claudine Mulard sélectionnés dans le corpus.

<sup>931</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>932</sup> Entretien avec Patrice de Beer, *op.cit.*

Son objectif alors est d'essayer de faire comprendre les Etats-Unis hors des images d'Epinal aux lecteurs du *Monde*. Ce pays est souvent difficile à expliquer à un lecteur français, par exemple le fédéralisme et ses conséquences. A son arrivée aux Etats-Unis comme correspondant, il rejette tout a priori pro ou antiaméricain. Mais il remarque que l'obligation d'écrire un article par jour limite l'exploration du pays. L'actualité est brûlante dans tous les domaines et ce qui se passe ou se décide en Amérique concerne le reste du monde. A Washington, il travaille jusqu'à 2h du matin, puis reprend à 7h. Il fait chaque jour une sieste de 2h pour résister. C'est un rythme infernal, mais il en garde un très bon souvenir.

Pour lui, *Le Monde* a une ligne éditoriale sur les Etats-Unis très ouverte, et qui évolue, de même que la politique étrangère américaine change. Mais il n'y a pas de censure ou d'instruction. Chaque correspondant a sa propre vision. Il y a des journalistes qui ne s'entendent pas sur le fond et c'est normal. Il n'y a jamais eu au *Monde* de vision consensuelle. Cela génère un débat. Mais cela n'a pas d'impact sur le correspondant.

Cependant, il trouve que ces dernières années, les prises de position du *Monde* sont moins nettes. *Le Monde* a toujours changé. Jean-Marie Colombani, dit-il, a connu les difficultés économiques. Il donne peu de crédit à ses premiers successeurs, Pierre Jeantet et Eric Fottorino, en particulier ce dernier, ce qui a un lien avec leur moindre intérêt pour les questions américaines. Patrice de Beer apprécie en revanche Erik Izraelewicz. Pour lui, *Le Monde* poursuit son évolution. Il ajoute qu'il ne faut pas oublier que le correspondant travaille dans l'urgence. C'est un aspect très important de son métier et personne n'est infaillible.

Les articles qui l'ont marqué le plus sont ceux d'Amalric sur la guerre du Vietnam, de même que l'éditorial de Jean-Marie Colombani : « Nous sommes tous Américains ». Il a choqué certains. Mais dans le contexte, en 2001, explique-t-il, « cet article a représenté quelque chose et on peut dire que cet éditorial a été frappant. C'était important que le directeur s'exprime ainsi et il l'avait approuvé ».

Patrice de Beer écrit bien entendu de nombreux articles sur les Etats-Unis, et essentiellement comme correspondant à Washington<sup>933</sup>. Ses articles sont généralement situés en début de journal<sup>934</sup>, des pages 2 à 5, ce qui correspond aux articles sur les Etats-Unis, mais rarement en Une. Ils sont longs pour les trois cinquièmes, ce qui montre leur importance. Il évoque surtout l'économie, la société et la vie politique américaines. Il décrit l'économie américaine comme puissante dans un pays riche et dont la richesse s'accroît, ce qui correspond au mandat de Bill Clinton. Le pays a pour lui des côtés nettement progressistes et d'autres franchement conservateurs. Cela se retrouve dans ses mœurs, parfois archaïques ou dégradées avec de nombreux scandales et affaires de corruption et parfois avancées avec un souci de la rigueur et de l'intégrité. Il décrit une démocratie américaine qui fonctionne plutôt bien avec une participation électorale en progression, un pouvoir effectivement partagé entre l'exécutif – le président, et le législatif – le Congrès, avec de vifs débats politiques. Mais il présente aussi les limites de cette démocratie et regrette l'importance de la communication professionnelle politique. Comme Claudine Mulard, il regrette la trop grande place de l'argent dans les élections.

Yves Eudes

Docteur en Science Politique et diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Yves Eudes entre au *Monde* en 1994 où il devient grand reporter. Il couvre

---

<sup>933</sup> 5 articles de Patrice de Beer sélectionnés dans le corpus.

<sup>934</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

notamment la guerre en Irak. Spécialiste de cyberculture, il fait la connaissance de Julian Assange avant même l'affaire WikiLeaks dont il organise le traitement par le *Monde*.

Il est aussi responsable du site de lanceurs d'alerte [www.sourcesure.eu](http://www.sourcesure.eu). Il réalise et produit des documentaires dont « Ma vie à poil sur le net », qui décrit les dangers des réseaux sociaux et l'importance des traces virtuelles que chacun laisse sur la toile. Il enseigne aussi le journalisme et les sciences politiques dans plusieurs universités en France et aux Etats-Unis. Il est l'auteur en 1982 d'un livre intitulé : *La conquête des esprits, l'appareil d'exportation culturelle du gouvernement américain vers le Tiers monde*, aux éditions Maspero. Il y décrit la manière dont les Etats-Unis utilisent la culture comme moyen d'influence et vecteur de puissance à travers le monde, sur un ton assez critique. Il y développe en particulier une vision de la culture américaine davantage impérialiste qu'universelle, à partir d'un travail d'analyse rigoureux et documenté selon Denis Monière<sup>935</sup>.

Yves Eudes est l'auteur de nombreux articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde*<sup>936</sup>. Il fait notamment une série d'articles sur le processus électoral américain lors d'un séjour en Floride à l'occasion de la réélection de George W. Bush en 2004. Ses articles sont généralement situés au début du journal, dans les pages de la rubrique internationale. Ils sont longs pour les trois cinquièmes<sup>937</sup>. Il présente les Etats-Unis comme une superpuissance parfois menaçante et qui pour atteindre ses objectifs utilise parfois des moyens bafouant la liberté et le droit à l'étranger. Le pays, engagé dans une longue guerre, compte cependant de nombreux pacifistes résolus. De même, pour lui, l'Amérique est parfois généreuse et altruiste. Son économie libérale, est puissante et se porte plutôt bien. Yves Eudes trouve que les questions d'argent tiennent une grande place aux Etats-Unis, la justice notamment y est une activité économique importante et lucrative et est largement mise à contribution lors des élections. Cependant, il décrit les Américains comme ouverts et tolérants. Selon lui, la démocratie américaine fonctionne bien, la participation électorale progresse, il existe de nombreux référendums. Le système électoral est complexe, sans compter les machines mécaniques à voter, mais tout est mis en œuvre, politiquement et juridiquement pour éviter la fraude électorale. Yves Eudes est donc assez critique sur les Etats-Unis et leur politique étrangère, mais il les apprécie aussi et sait montrer leurs côtés positifs.

### Cécile Prudhomme

Après ses études – elle a un DEA<sup>938</sup> de finance de l'Université Paris Dauphine – elle entre en 1995 comme journaliste financier dans un magazine professionnel appelé *Option Finance*. Elle intègre ensuite *Le Monde* en 1999, comme journaliste spécialiste de la politique monétaire, des marchés obligataires et du marché des changes (poste qu'elle occupe jusqu'en 2011, date à laquelle elle change de fonction suite à une réorganisation interne au journal). En 2011, elle prend un poste, toujours au sein du service économie du journal, où elle couvre la consommation des ménages et l'immobilier. En 2015, après un ultime remaniement dans le journal, elle se retrouve en charge du secteur distribution - Consommation - Immobilier commercial.

---

<sup>935</sup> Denis Monière, « Yves Eudes, La conquête des Esprits ». In *Politique*, Volume 1, numéro 2, automne 1982, pp. 176-179.

<sup>936</sup> 5 articles d'Yves Eudes sélectionnés dans le corpus.

<sup>937</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>938</sup> Diplôme d'Etudes Approfondies, aujourd'hui Master 2.

Elle s'intéresse aux Etats-Unis. Elle trouve leur société inspirante, où la culture de l'échec est valorisée et où l'économie rebondit assez vite après les crises économiques et financières<sup>939</sup>. En contrepartie, la composante sociale – nettement moins prononcée que dans les économies occidentales, et notamment française – contraint les populations à s'adapter. Elle a un regard plus sévère sur la politique étrangère américaine dont elle a une image très corporatiste, où les intérêts américains priment sur les intérêts d'équilibre mondial (que ce soit sur les questions économiques ou de lutte contre le terrorisme).

Elle considère le traitement des Etats-Unis par *Le Monde* comme relativement bon, grâce aux différents correspondants basés sur le continent américain et aux expertises des journalistes en interne.

Cécile Prudhomme traite régulièrement des Etats-Unis dans le cadre de la rubrique distribution dont elle a la charge<sup>940</sup>. Ses articles, plutôt de taille moyenne, sont publiés en général dans les pages économie, et plus rarement au début, dans les pages internationales<sup>941</sup>. Elle traite essentiellement de l'économie américaine. Elle présente ainsi les Etats-Unis comme un concurrent de l'Europe, et dont l'économie traverse des difficultés importantes, notamment lors de la crise des subprimes en 2007. Elle décrit le pays comme économiquement libéral, dans un cadre démocratique vivant, mais que la crise fait douter de son système en particulier financier.

Marc Roche

Né en 1951, Marc Roche a collaboré pendant près de vingt ans avec *Le Monde* comme correspondant local de presse, couvrant la finance et la City, jusqu'en 2014. Connaissant bien également Wall Street, il est devenu peu à peu assez sceptique sur le capitalisme qu'il a longtemps suivi en son cœur. Il est ainsi l'auteur de plusieurs ouvrages critiques dont *La banque – Comment Goldman Sachs dirige le monde*, publié en 2010 aux éditions Albin Michel et *Banksters – voyage chez mes amis capitalistes*, publié en 2014 aux mêmes éditions.

Marc Roche est assez fréquemment l'auteur d'articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde*<sup>942</sup>. Ils sont tantôt dans les pages monde ou bien dans les pages économie<sup>943</sup>. Ils sont de taille moyenne pour les deux tiers, sinon longs. Il décrit un pays qui prône le libre-échange, et qui cherche à dominer la finance mondiale. Malgré cela, l'Etat américain cherche selon lui à limiter les importations de pétrole et n'hésite pas à intervenir dans l'économie et le commerce. Il présente les Etats-Unis logiquement comme un pays économiquement libéral et dont la société accorde à l'argent une très grande place. De même, il décrit le modèle politique américain comme une démocratie dans laquelle les lobbies ont beaucoup d'importance.

Laurent Zecchini

Né en 1952, Laurent Zecchini est journaliste. Il entre au *Figaro* en 1972 où il rejoint au bout de quelques temps le service politique, jusqu'en 1977. Après un intermède à Radio Monte-Carlo, il entre au *Monde* en 1979. Il couvre dans un premier temps, comme au *Figaro*, les débats à l'Assemblée nationale puis rejoint le service étranger en 1984. Commence alors une longue période comme responsable

---

<sup>939</sup> Echange avec Cécile Prudhomme, 11/05/2016.

<sup>940</sup> 3 articles de Cécile Prudhomme sélectionnés dans le corpus.

<sup>941</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>942</sup> 3 articles de Marc Roche sélectionnés dans le corpus.

<sup>943</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

d'une rubrique étrangère à Paris (en particulier l'Afrique de 84 à 87) ou comme correspondant à l'étranger ce qui va l'amener à New Delhi jusqu'en 1991, puis à Londres jusqu'en 1994, et à Washington jusqu'en 1998, où il s'occupe des questions diplomatiques et politiques. Il est un temps à Paris en charge de l'Union Européenne puis il part à Bruxelles en 2000 avant de revenir à Paris en 2005 comme correspondant défense. Il est enfin nommé correspondant à Jérusalem en 2009 où il reste jusqu'à sa retraite en juillet 2014.

Les articles de Laurent Zecchini concernant les Etats-Unis<sup>944</sup> sont plutôt longs, pour les deux tiers et situés au début du journal, en pages internationales<sup>945</sup>. Il présente les Etats-Unis comme un pays ami proche, qui a des relations étroites et profondes avec l'Europe. Il décrit l'Amérique des années de guerre en Irak comme un pays marqué par l'agression subie et enlisé dans une guerre régionale impopulaire. De plus, il défend ses positions avec peu d'égard pour ses partenaires et pour les relations diplomatiques. Laurent Zecchini évoque un pays plutôt libéral dont l'économie se porte assez bien, et politiquement équilibré entre conservateurs et progressistes. De même, il décrit un pays confiant dans sa puissance et son économie et une démocratie qui fonctionne bien avec un pouvoir bien équilibré entre exécutif et législatif.

### Jean-François Augereau

Jean-François Augereau est un journaliste spécialiste des questions scientifiques. Il a commencé sa carrière de 1970 à 1971 à *Combat*. Il poursuit jusqu'en 1975 au *Figaro* où il est rédacteur à la rubrique scientifique. Puis il entre en 1976 à l'Agence France Presse, toujours comme rédacteur scientifique jusqu'en avril 1979. Il entre alors au *Monde*, tout naturellement en charge de la rubrique scientifique et technique, ce qui le conduit à devenir chef du service science et rédacteur en chef adjoint, jusqu'en 2007, année où il quitte le journal.

Naturellement, les articles de Jean-François Augereau concernant les Etats-Unis dans *Le Monde* traitent largement des questions scientifiques<sup>946</sup>. Egalement répartis entre longs et courts, ils sont situés dans les pages science<sup>947</sup>. Il présente les avancées technologiques américaines comme dans l'aéronautique ou la conquête de l'espace. Il décrit les Etats-Unis comme un pays riche ce qui lui permet de financer de telles entreprises, d'autant qu'il est à la pointe de la technologie et dispose de grandes richesses minérales.

### Georges Marion

Né en 1943, Georges Marion né Simon Baruch, est journaliste. Proche de la Ligue Communiste Révolutionnaire d'Alain Krivine, il collabore à l'hebdomadaire *Rouge* (quotidien de 1976 à 1979) à partir de 1969. Il entre ensuite au *Canard Enchaîné* en 1981, avec lequel il collabore irrégulièrement depuis 1978. Puis il intègre *Le Monde* en 1986, auprès d'Edwy Plenel, avec lequel il mène de nombreuses enquêtes sur des affaires dont celles des Irlandais de Vincennes ainsi que du Rainbow Warrior. Il est d'ailleurs l'auteur d'une livre intitulé *Profession fouille-merde – un journaliste dans les coulisses des affaires*, publié en 2008 aux éditions du Seuil. Il est ensuite nommé correspondant en Algérie de 1990 à 1992, à Johannesburg de 1993 à 1995. Puis il revient à Paris chargé de la rubrique des pays

---

<sup>944</sup> 3 articles de Laurent Zecchini sélectionnés dans le corpus.

<sup>945</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>946</sup> 2 articles de Jean-François Augereau sélectionnés dans le corpus.

<sup>947</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

proches. Il part après comme correspondant à Jérusalem puis est nommé à Berlin en 2001. Il quitte ensuite le journal tout en restant à Berlin comme journaliste indépendant.

Les articles de Georges Marion traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* datent pour l'essentiel des années 2000 alors qu'il est correspondant en Israël<sup>948</sup>. Ils se situent généralement dans la première partie du journal et sont de taille longue ou moyenne<sup>949</sup>. Il décrit les Etats-Unis comme amis des pays du monde libre et comme une superpuissance qui a fait l'objet d'une agression (après le 11 septembre), qui souhaite la paix mais qui est résolue dans la défense de ses intérêts. Il présente aussi l'Amérique comme un pays qui a des relations bonnes et solides avec ses alliés et partenaires, un pays qui n'hésite pas à leur apporter un soutien militaire, qui est généreux, mais qui demande parfois des contreparties difficiles.

Eric Le Boucher

Né en 1950, diplômé de l'Institut de Statistique de l'Université de Paris (ISUP), Eric Le Boucher, poursuit ses études à l'Université Paris-Dauphine où il passe un DEA de Gestion et un Doctorat d'économie. Il commence sa carrière comme économiste à l'Institut de Recherche en Informations Economiques et Sociales de 1975 à 1979, puis il devient journaliste à *l'Usine Nouvelle* et au *Matin de Paris* en 1982. Il intègre *Le Monde* l'année suivante, à 33 ans. Il entre au service économique. Il est ensuite correspondant à Francfort et devient chef du service international en 2000 puis rédacteur en chef et éditorialiste. Il part en 2008 aux *Echos*, il est également éditorialiste sur *Europe 1*. Il est en 2009 l'un des co-fondateurs de *Slate.fr* avec notamment Jean-Marie Colombani et Eric Leser, deux autres anciens du *Monde*. Il est l'auteur d'un livre intitulé *Economiquement incorrect* publié en 2005 aux éditions Grasset, dans lequel il critique l'immobilisme économique de la France, c'est-à-dire son manque de pragmatisme et de libéralisme, sans pour autant être tendre avec les multinationales.

Il découvre les Etats-Unis pour la première fois un été, à 17 ans. C'est un voyage de rêve, explique-t-il, la découverte de l'Amérique en 1967 : « On en revient ébloui »<sup>950</sup>. C'est un premier et bon rapport avec ce pays, dit-il, où par la suite il retourne fréquemment. Il a donc été marqué très favorablement par rapport à l'Amérique par son premier voyage. Il est aussi de la génération 1968, marqué par la guerre du Vietnam, le Chili, les problèmes raciaux aux Etats-Unis. Il est ainsi très ouvert, très proche de l'Amérique bien que marqué par l'anti-impérialisme de sa génération.

A son entrée au *Monde* en 1983, les années soixante-dix sont révolues : c'est déjà une autre période. Il y a moins de militantisme, c'est l'époque Mitterrand. Le regard porté sur l'Amérique s'est adouci. Eric Le Boucher est marqué par l'idée de non-alignement. Il est d'une génération très européenne, qui cherche à gagner une autonomie face à l'emprise de l'Amérique, notamment en matière économique. Journaliste économique, il est pour un certain nationalisme industriel européen. L'Amérique est pour lui un pays concurrent qui ne se prive pas de faire intervenir l'Etat pour renforcer son industrie, notamment dans les nouvelles technologies et dans l'automobile. Mais il est pour une intervention pragmatique, à l'américaine, lorsqu'il faut sauver un secteur. Il explique qu'à partir de 1983, l'Amérique n'est plus le pays impérialiste ou interventionniste de sa jeunesse. Il a cependant un regard plus mesuré sur les Etats-Unis aujourd'hui pour lesquels il est inquiet. L'économie, le

---

<sup>948</sup> 2 articles de Georges Marion sélectionnés dans le corpus.

<sup>949</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>950</sup> Entretien avec Eric Le Boucher, *op.cit.*



cinéma, la culture créent une rivalité. « On admire les Etats-Unis mais on revendique notre autonomie ».

Par conséquent, les années quatre-vingt-dix démarrent très difficilement pour *Le Monde* avec une crise qui une fois de plus manque de conduire le journal à la faillite. Un nouveau projet voit le jour autour de Jean-Marie Colombani qui permet au journal de rebondir et de recruter à nouveau, notamment en ce qui concerne la couverture des Etats-Unis et de son nouveau et charismatique président.

## **82 Une présidence à laquelle tout sourit, ou presque**

Bill Clinton succède à un président victorieux à l'extérieur mais défait par la crise économique qui sévit en Amérique. Au contraire, avec le président venu de l'Arkansas, l'Amérique connaît une phase d'expansion économique majeure alors que son statut nouvellement acquis d'hyperpuissance n'est pas (encore) remis en question : elle est à son apogée. Dans ce contexte, Bill Clinton est un président américain immensément populaire en Europe et au *Monde*.

### **L'élection de Bill Clinton**

William Jefferson Blythe III naît en 1946 à Hope dans l'Arkansas. Son père décède 3 mois avant sa naissance. Il prend plus tard le nom du second mari de sa mère, Clinton et est surnommé Bill. Il épouse en 1975 Hillary Rodham, appelée comme lui à une éminente carrière politique. Après une longue carrière politique au sein du parti démocrate il devient gouverneur de l'Arkansas en 1978, fonction à laquelle il demeure jusqu'à son accession à la présidence avec un intermède de 1980 à 1982. Bill Clinton est élu le 3 novembre 1992 42<sup>ème</sup> président des Etats-Unis, face à George H.W. Bush, qui ne fait donc qu'un seul mandat. La victoire du gouverneur de l'Arkansas est facilitée par la présence d'un troisième candidat, Ross Perot, qui remporte près de 19% des suffrages, principalement aux dépens du candidat républicain. L'Arkansas, comme le rappelle *Le Monde*, « est l'Etat le plus pauvre et, par bien des aspects, le plus rétrograde du pays. En se lançant ainsi dans l'aventure, les Américains ont fait un pari certes risqué, mais à la mesure de leur désarroi actuel [...]. Le marasme [économique] depuis des années est patent et la comparaison avec la grande dépression s'est imposée, à tort ou à raison, dans une bonne partie de la population, en particulier au sein de la classe moyenne, atteinte pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale aussi longtemps et dans une telle proportion par le chômage »<sup>951</sup>. En effet, raconte encore *Le Monde*, « les électeurs ont choisi, en Bill Clinton, l'homme qui leur a promis de s'occuper prioritairement de l'Amérique et ils ont désavoué, en la personne du président sortant, un des derniers soldats de la guerre froide. Comme si des temps nouveaux réclamaient des hommes nouveaux »<sup>952</sup>. Mais cet homme nouveau, qui-est-il ? Ezra Suleiman explique dans les colonnes du journal que Bill « Clinton est un homme qui vit de la politique et pour la politique. Il est la quintessence du politicien professionnel qui très tôt s'est fixé comme but de devenir un jour président des Etats-Unis [...]. Il est aussi un politicien complet. Il connaît à fond les questions de politique intérieure [...]. Clinton n'est pas un politicien du genre lointain et taciturne. Il est extraverti et aime le contact que la politique requiert. [...Il a] su trouver un langage qui évite

<sup>951</sup> Dominique Dhombres, « Roosevelt ou Carter ? », *Le Monde*, 05/11/1992.

<sup>952</sup> Jean-Pierre Langellier et Alain Frachon, « L'Amérique d'abord », *Le Monde*, 05/11/1992.

soigneusement l'idéologie et qui s'adresse aux jeunes, aux travailleurs ainsi qu'à de larges pans de la classe moyenne. C'est un langage qui refuse le libéralisme à outrance de Reagan, reconnaît le besoin d'une intervention de l'Etat dans l'économie, refuse la dépendance à l'égard du gouvernement et n'a pas de mission de redistribution »<sup>953</sup>.

L'élection de Bill Clinton à la présidence des Etats-Unis en 1992 surprend les capitales européennes qui pensaient que George H.W. Bush serait réélu. Ce dernier était assez populaire en Europe y compris au sein du journal de Beuve-Méry. *Le Monde* aussi est surpris et s'inquiète sur le sérieux du nouvel élu dans son éditorial assez critique du jour de l'élection : « Quelle politique étrangère pour les Etats-Unis de l'après guerre froide ? Au lendemain de la victoire de Bill Clinton, la question n'a toujours pas reçu de réponse. Et ce n'est guère étonnant puisqu'elle n'a jamais été au centre d'une campagne électorale en forme d'introspection collective, axée sur les plaies, les insuffisances et les illusions perdues, et sur la définition de ces valeurs sans lesquelles une société encore fondamentalement puritaine ne peut fonctionner [...]. Force est de constater que nous aurons affaire à un pouvoir américain plus protectionniste et plus isolationniste que le précédent [...]. Nous sommes loin, en tout cas, d'une réflexion sur la mise en place d'un nouvel ordre mondial et d'un partenariat euro-américain. Ayant conquis le pouvoir, M. Clinton et ses collaborateurs ont théoriquement trois mois pour s'y consacrer. Rien ne prouve, cependant, qu'ils ont clairement conscience, à ce stade, que les maux de la planète sont tout aussi grave que ceux de leurs pays. Leur vrai apprentissage ne fait que commencer »<sup>954</sup>. C'est donc avec circonspection que *Le Monde* suit le mandat du nouveau président démocrate qui va peu à peu le séduire, alors qu'il bénéficie d'un contexte économique extraordinaire. C'est ainsi qu'il est réélu pour un second mandat en 1996.

### **Un président porté par son succès économique mais affaibli par les affaires**

En effet, Bill Clinton est aisément réélu le 5 novembre 1996, face à Bob Dole et à nouveau Ross Perot qui ne réunit que 8% des voix et termine sa mandature le 20 janvier 2001. Comme l'explique Laurent Zecchini dans les colonnes du *Monde* : « En 1992, l'Amérique avait confié à M. Clinton le mandat de s'occuper des problèmes domestiques et de redresser une situation économiquement délitée. Mission accomplie. Qu'importe si M. Clinton a eu surtout la chance d'entrer à la Maison Blanche au moment où la reprise économique commençait à porter ses fruits : la chance, après tout, est aussi un talent politique. Les Etats-Unis connaissent leur sixième année consécutive de croissance, le chômage est à un niveau historiquement bas, de même que le déficit budgétaire. Les Américains ne craignent pas une réapparition de l'inflation et le pays a créé des millions d'emplois »<sup>955</sup>. D'ailleurs, la croissance continue durant le second mandat de Bill Clinton et le taux de chômage atteint 3,8% en 2000 ce qui constitue le record depuis 30 ans.

Tout irait donc bien pour le Président venu de l'Arkansas s'il n'y avait pas un certain nombre d'opérations ou d'actions douteuses qui lui sont reprochées. *Le Monde* en dresse un tableau : « Depuis son arrivée à la Maison Blanche en 1993, Bill Clinton est poursuivi par une série d'affaires : Whitewater, du nom d'un investissement immobilier effectué par les Clinton en Arkansas à la fin des années 1970 [...]. Travelgate, au départ, le licenciement sommaire par la Maison Blanche,

---

<sup>953</sup> Ezra Suleiman, « L'espoir de la classe moyenne », *Le Monde*, 05/11/1992.

<sup>954</sup> « Apprentissage », *Le Monde*, 05/11/1992.

<sup>955</sup> Laurent Zecchini, « Aiséement réélu, Bill Clinton gouvernera avec un Congrès républicain. » *Le Monde*, 07/11/1996.

en mai 1993, des sept employés du service des voyages de la présidence [...] à l'instigation d'un ami des Clinton apparemment intéressé par ce marché lucratif [...]. Paula Jones, cette ancienne employée de l'Etat de l'Arkansas accuse M. Clinton de lui avoir fait des avances déplacées [...]. Asiagate : Cette affaire, apparue en octobre 1996, concerne des contributions étrangères versées au Parti démocrate. La Chine et l'Indonésie sont mises en cause [...]. Monicagate : en janvier 1998, le procureur indépendant, Kenneth Starr, reçoit le feu vert pour enquêter sur des allégations selon lesquelles Bill Clinton aurait demandé à une ancienne stagiaire de la Maison Blanche, Monica Lewinsky, avec laquelle il aurait eu une liaison en 1995, de faire un faux témoignage dans l'affaire Paula Jones. M. Starr a remis son rapport, mercredi 9 septembre à la Chambre des représentants »<sup>956</sup>. Cette fois-ci, le président ne parvient pas à arrêter l'affaire qui prend une dimension de scandale d'Etat. *Le Monde* annonce : « Kenneth Starr [...] retient onze motifs pouvant servir de base à une procédure d'*impeachment* du président accusé d'avoir menti sous serment, suborné des témoins et fait obstruction à la justice »<sup>957</sup>. A la suite de cela, non seulement le Congrès vote le lancement d'une procédure de destitution à l'encontre de Bill Clinton, mais aussi la diffusion du rapport du procureur Starr qui raconte par le menu les ébats de Bill Clinton avec Monica Lewinsky.

L'affaire prend alors une nouvelle dimension médiatique de bas niveau qui touche toute la presse dont *Le Monde*. En effet, le 13 septembre 1998, le journal publie une traduction très large du rapport Starr : « Ce cahier spécial contient les passages essentiels du rapport du procureur indépendant Kenneth Starr contre Bill Clinton, rendu public, vendredi 11 septembre sur le réseau Internet par le Congrès américain. Il contient aussi le résumé de sa réfutation diffusée préventivement, le même jour, par la Maison Blanche. Notre traduction de ces documents est disponible sur notre site Internet [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ainsi que leur version intégrale en anglais »<sup>958</sup>. *Le Monde* prend le soin d'expliquer la raison pour laquelle il diffuse le document : « Les procédures légales d'une démocratie dont la puissance sans contrepoids prétend mener le monde ont enfanté d'un monstre. Un rapport qui se contente de décrire par le menu la vie intime d'un homme, Bill Clinton, et d'une femme, Monica Lewinsky, est ainsi devenu un document historique, puisqu'il peut entraîner la destitution du président des Etats-Unis. Son contenu est digne de ces procès-verbaux de l'Inquisition qu'étudient les médiévistes, où déviants et hérétiques se voyaient traqués jusqu'aux tréfonds de leur âme. Mais nous sommes, tels des historiens de l'immédiat, contraints de le lire pour, justement, prouver son ignominie »<sup>959</sup>. Pourtant cette publication du rapport Starr par *Le Monde* ne va pas de soi et très vite un large courrier critique des lecteurs parvient au journal. Deux jours plus tard, Pierre George écrit une première mise au point : « Faut-il tenir ses lecteurs pour des adultes, des gens parfaitement capables de se faire une opinion par eux-mêmes ? Ce n'est pas un parti pris indéfendable [...]. Le rapport Starr est affligeant. Il l'est tant et si universellement jugé comme tel qu'il tombe et meurt de lui-même comme les choses basses. Ce n'est pas là le moindre mérite de sa publication »<sup>960</sup>. De même, les rédacteurs du *Monde* sont remués par la question et l'un d'eux, délégué du Syndicat National des Journalistes, interpelle à ce sujet la direction lors du comité d'entreprise du 15 septembre 1998 comme le raconte Patrick

---

<sup>956</sup> « Les affaires du président », *Le Monde*, 11/09/1998.

<sup>957</sup> Laurent Zecchini, « Bill Clinton tente de regagner la confiance des élus démocrates », *Le Monde*, 12/09/1998.

<sup>958</sup> « Le rapport Starr », *Le Monde*, 13/09/1998.

<sup>959</sup> « L'enfer est américain », *Le Monde*, 13/09/1998.

<sup>960</sup> Pierre George, « La vraie obscénité », *Le Monde*, 15/09/1998.

Eveno, « les mots sont lâchés : *Le Monde* racole, *Le Monde* s'américanise »<sup>961</sup>. Evidemment ici, l'américanisation reprochée à la direction du journal est à prendre au sens péjoratif, particulièrement clair ici avec le lien entre racolage et américanisation. Cette critique antipathique vis-à-vis des Etats-Unis correspond au courant de pensée plutôt tiers-mondiste au sein de la rédaction du *Monde*. Mais en l'occurrence, la presse américaine publie de même le fameux rapport et est tout aussi partagée. De surcroît, le courrier critique est si abondant que le 20 septembre, le journal publie plusieurs courriers de lecteurs : « En publiant le rapport Starr en cahier spécial avec photo à la Une, *Le Monde* donne un bel exemple de tartufferie journalistique [...]. On se donne le beau rôle en prenant la pose de la dénonciation du nouveau maccarthysme (sic), et dans le même souffle, on vend de la copie à grands coups de battage médiatique ! Si vous aviez été rigoureux et cohérents, vous auriez dénoncé cette crétinisation des esprits et vous auriez précisément refusé de vous faire le porte-parole de ces inepties. Cela aurait donné une charge morale beaucoup plus forte à votre dénonciation »<sup>962</sup>. Robert Solé, le médiateur donne alors la parole à Edwy Plenel, le directeur de la rédaction qui se réfère à Hubert Beuve-Méry en citant le premier éditorial du *Monde* pour justifier la publication par le journal d'« informations complètes ». Le problème est donc important. Robert Solé ajoute : « Faut-il feindre de s'en étonner ? La publication du rapport Starr dans le numéro daté 13-14 septembre vaut au *Monde* un abondant courrier [...]. Ne tournons pas autour du pot. Nombre de lecteurs reprochent au *Monde* une logique commerciale, qui l'aurait conduit à faire un coup médiatique [...]. Je pense que c'était pour *Le Monde*, ce jour-là, la meilleure manière ou la moins mauvaise d'aborder ce dossier piégé [...]. *Le Monde* aurait sans doute dû s'en expliquer de manière plus explicite : Voici la contradiction devant laquelle nous nous trouvons, voici la décision que nous avons prise... Une contradiction peut s'assumer, sans que cela soit du jésuitisme ou de la tartufferie »<sup>963</sup>.

Le plus étonnant dans cette histoire est que le rapport Starr finalement est sans conséquence pour Bill Clinton, qui reste populaire. Au contraire, il contribue à décrédibiliser le Congrès. *Le Monde* cite un journaliste du *Washington Post* qui explique : « Le président a fauté, l'opinion s'en fiche et les parlementaires s'efforcent de se prouver à eux-mêmes que c'est fondamental »<sup>964</sup>. Les médias sont eux aussi touchés dans leur crédibilité et ébranlés par cette affaire, y compris *Le Monde* qui est, ainsi que nous l'avons vu, sérieusement secoué tant en externe, auprès de ses lecteurs, qu'en interne, parmi ses rédacteurs. Il reste que le journal vit l'histoire au jour le jour, par essence sans recul. Le 13 septembre 1998, lorsque *Le Monde* publie le rapport Starr, le Congrès est en train d'instruire le procès en destitution de Bill Clinton. Si ce procès va jusqu'à son terme et se traduit par le départ du président, le dit rapport est un document historique et sa publication est pleinement justifiée. Or, dans ce pays de tradition puritaine, cela paraît probable ou en tout cas tout à fait possible. De plus, la notion de respect de la vie privée est un sujet majeur d'incompréhension transatlantique qui mérite d'être expliqué aux lecteurs même si ce n'est pas facile. On comprend donc bien l'inconfort de Robert Solé. Puis à mesure que les jours passent, il apparaît que les Américains ne sont pas si puritains qu'on le dit et que ce rapport fera long feu. Evidemment avec le recul, sa publication peut paraître déplacée. C'est le sens de l'article du 10 octobre 1998 de Patrice de Beer décrivant le traitement de l'affaire Lewinsky par le *Washington Post*. Mais entre

<sup>961</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004, op.cit.*, p. 570.

<sup>962</sup> Yves de Lesterville, « Equilibrisme mercantile », *Le Monde*, 20/09/1998.

<sup>963</sup> Robert Solé, « Le monstre de M. Starr », *Le Monde*, 20/09/1998.

<sup>964</sup> Patrice de Beer, « Au *Washington Post*, le malaise diffus d'une rédaction dévisée », *Le Monde*, 10/10/1998.

temps, quatre semaines se sont écoulées et le regard de l'historien doit tenir compte des choix rédactionnels au jour le jour d'un quotidien qui ne donne pas toujours le recul nécessaire aux choix les plus avisés. Bill Clinton est un président charismatique dont le charme touche aussi les Français.

## Bill Clinton et la France

Sous Bill Clinton, la relation franco-américaine qui n'avait cessé de s'améliorer depuis Reagan et avait atteint un sommet sous George H. W. Bush, se détériore à nouveau et avec elle, la perception de l'Amérique en France.

Pourtant la culture américaine semble de mieux en mieux perçue en France, à mesure que la France s'américanise. Ainsi, l'ouverture d'un parc Disneyland près de Paris en 1992, l'un des emblèmes de la culture d'outre atlantique, est plutôt bien accepté en France et au *Monde* malgré quelques réticences initiales. Le journal note que « la quasi-unanimité en faveur de l'accueil de Disney en France, tant dans la classe politique – à l'exception des élus du PC et de ceux, moins nombreux à l'époque qu'aujourd'hui, du Front national et des Verts – que dans la population – 85% des personnes interrogées, selon un sondage réalisé à l'initiative du conseil régional d'Ile-de-France –, surprend en pays gaulois »<sup>965</sup>. *Le Monde* rapporte même une déclaration à cette occasion de Jack Lang : « J'ai visité Disney World à Orlando ainsi que Universal Studios et j'ai trouvé cela assez fascinant [...]. Je suis un des principaux propagateurs de la culture moderne américaine. L'Amérique des idées audacieuses et inventives est chère à mon cœur »<sup>966</sup>. Et le journal conclut, un brin sarcastique tout de même, alors que le combat culturel s'est aussi déroulé dans ses colonnes : « Chapeau bas devant Walt Disney ! Bienvenue sur nos terres, duc de Disneyland, envahisseur gentil. Que les cieux d'Ile-de-France soient cléments à vos châteaux sucrés »<sup>967</sup>.

Mais cela n'empêche la France de continuer de protéger sa culture notamment devant le Gatt en 1993 avec l'exception culturelle que *Le Monde* défend ardemment comme dans cet éditorial : « De tous les enjeux des négociations du GATT entre l'Europe et les Etats-Unis, celui de la bataille que mène la France pour freiner le déferlement des images d'origine américaine dans les salles de cinéma et sur les écrans de télévision est sans doute essentiel : c'est la survie de certaines formes de la culture du Vieux Continent qui est en cause [...]. Ce n'est pas faire injure aux créateurs américains, qui ont tant donné au patrimoine universel, que de dire que l'émotion des créateurs français est compréhensible, à charge pour eux de se défendre sur le plan de la créativité et du talent. Ce n'est pas parce que la France semble isolée, dans cette autre bataille, après en avoir trop longtemps sous-estimé l'importance, qu'elle n'a pas raison dans sa revendication d'une exception culturelle »<sup>968</sup>. Cette question n'est pas la seule qui éloigne à nouveau les deux nations.

La France s'est rapprochée du modèle économique américain, attirée même par le libéralisme dans la seconde moitié des années 1980. Mais elle en revient dans le courant de la décennie suivante car elle demeure, comme *Le Monde*, beaucoup moins réceptive aux sirènes du néo-libéralisme que sa cousine d'outre-Atlantique. Erik Izraelewicz, rédacteur en chef du *Monde*, spécialiste de l'économie, bon connaisseur des Etats-Unis et appelé aux plus hautes responsabilités au sein du

---

<sup>965</sup> « Les comptes de fées », *Le Monde*, 12/04/1992.

<sup>966</sup> « Jack Lang fasciné par Orlando », *Le Monde*, 12/04/1992.

<sup>967</sup> « Merveilleux », *Le Monde*, 12/04/1992.

<sup>968</sup> Editorial, « Gatt : images et culture », *Le Monde*, 18/09/1993.

journal, publie un livre qui marque son temps : *Le capitalisme zinzin*<sup>969</sup>. Il reçoit d'ailleurs le prix du livre de l'économie<sup>970</sup>. Le livre explique l'intervention des investisseurs institutionnels (les « zinzins ») américains, qui imposent aux entreprises une productivité maximale. Il montre la « folie » du système fondé sur les marchés boursiers : « travailleur et capitaliste, le salarié se retrouve ainsi dans une situation schizophrénique, celle de celui qui est amené à s'exploiter lui-même » d'où le jeu de mots. Il déplore au passage la faiblesse des investisseurs institutionnels français qui a pour conséquence l'acquisition de larges parts des entreprises hexagonales par les « zinzins » américains : réduisant la France à une « nation prolétaire soumise au bon vouloir des nations propriétaires ». Ainsi, les regards des deux côtés de l'atlantique sur la financiarisation de l'économie divergent au moins partiellement.

Au-delà, avec l'avènement de Bill Clinton et le départ de François Mitterrand, la complicité qui a uni les chefs d'Etats des deux pays lors de la fin de la guerre froide s'estompe. Richard Kuisel explique que « la fin de la guerre froide a rendu les Etats-Unis plus importants que jamais auparavant. Oubliés sont les jours où la France pouvait renforcer son indépendance en manœuvrant entre Washington et Moscou. Les Etats-Unis étaient la seule superpuissance [...]. L'Amérique, après la guerre froide, posait un dilemme parce que la France voulait un allié et affrontait un Etat hégémonique »<sup>971</sup>. D'ailleurs Bill Clinton déclare lors de son second discours d'investiture que l'Amérique, et elle seule, est la nation indispensable du monde. En 1997, le ministre français des affaires étrangères introduit le terme d'hyperpuissance qui marque à la fois la situation des Etats-Unis et l'inconfort de la France face à elle, comme *Le Monde* l'explique : « La vie n'est pas facile, pour les responsables de la politique étrangère française, dans un monde dominé par ce qu'Hubert Védrine appelle l'hyperpuissance américaine. Il y a quelques semaines, devant l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères décrivait en ces termes le positionnement de Paris vis-à-vis des Etats-Unis : Parce qu'ils sont nos amis et nos alliés, et que nous constatons le rôle primordial qu'ils jouent partout dans le monde, nous devons être prêts à soutenir leurs efforts chaque fois que c'est justifié [...], mais parce qu'ils sont aussi une hyperpuissance sans contrepoids portée à l'hégémonisme, ou quand ils perdent de vue ce qu'est un partenaire ou un allié, nous devons également être capables de leur résister. Quels que soient cependant leur capacité de résistance, leur degré de désapprobation, voire d'exaspération envers Washington, les dirigeants français ont un discours contraint, délibérément retenu. A cela, deux raisons essentielles. La première, ce sont les mauvais procès d'intention qui s'abattent immédiatement sur la France dès qu'elle prend un peu trop ostensiblement un chemin divergent [...]. Mais, plus encore que les mauvais procès, c'est l'isolement et l'inefficacité qu'ils redoutent. Rien ne servirait, estiment-ils, de s'attaquer de front à cette puissance américaine devant laquelle tout le monde se couche »<sup>972</sup>. Un président plus tard, les événements montreront la justesse des attendus mais aussi la limite de ce jugement. En attendant, la France et les Etats-Unis tout en restant amis, ont des relations qui se compliquent et parfois se tendent.

Le 23 février 1995 éclate en France et au grand jour une affaire d'espionnage économique américain, cas rare entre alliés. Une série d'articles viennent dans *Le Monde* en donner le détail et condamner l'attitude des Etats-Unis : « Le rappel demandé par la France de quatre fonctionnaires de l'ambassade des Etats-Unis à

---

<sup>969</sup> Erik Izraelewicz, *Le capitalisme zinzin*, Grasset, Paris, 1999, 280p.

<sup>970</sup> « Livres : le prix du livre d'économie décerné à Erik Izraelewicz », *Le Monde*, 05/12/1999.

<sup>971</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.* pp. 209-210.

<sup>972</sup> Claire Tréan, « Pourquoi la France n'ose pas afficher ses divergences avec les Etats-Unis », *Le Monde*, 20/12/1998.

Paris s'inscrit dans une relation bilatérale souvent marquée par la méfiance dès lors qu'il s'agit de quelques grands dossiers économiques et commerciaux : bataille du GATT, compétition dans certains secteurs de l'industrie militaire [...]. Le problème est de savoir ce qui est admissible entre alliés en la matière, autrement dit ce qui ressort du travail diplomatique normal, s'informer sur les stratégies de négociation d'un Etat dans une affaire comme le cycle de l'Uruguay ou de la veille technologique pratiquée par toutes les ambassades, ce qui ressort de l'espionnage ou est perçu comme tel. La frontière n'est pas toujours évidente, mais, dans la plupart des cas, les différends se règlent dans la plus grande discrétion, notamment lorsqu'ils se traduisent par un mouvement de personnel diplomatique »<sup>973</sup>. Il n'y a là au fond rien de grave, mais c'est fâcheux car une frontière est franchie qui ne l'était pas jusqu'à présent dans la relation entre les deux pays alliés. Edwy Plenel écrit : « Les conséquences politiques de ce geste, qualifié au Quai d'Orsay de signal adressé à Washington, semblent assumées par Paris qui a choisi l'attitude sans précédent de le rendre public, en rompant avec les usages habituels de discrétion entre pays supposés alliés. Aussi bien au ministère des affaires étrangères qu'à celui de l'intérieur, on estime qu'il était urgent de faire savoir aux Etats-Unis que leurs pratiques d'espionnage industriel, économique, mais aussi politique, devaient cesser. De mêmes sources, on ne cache pas non plus qu'il s'agit là d'une riposte aux mises en causes, par les services américains, de la France pour des pratiques similaires sur le territoire des Etats-Unis »<sup>974</sup>. Bref, la pratique est la même des deux côtés de l'Atlantique, mais toute cette affaire illustre bien la réalité des relations plus difficiles entre les deux pays ce dont pâtit évidemment l'image des Etats-Unis en France.

Cette détérioration des relations entre les deux rives de l'Atlantique préoccupe le directeur du journal, Jean-Marie Colombani. Dans un entretien publié par *Le Monde*, il interroge, avec Alain Frachon, l'ancien président américain George Bush père, sur les conflits d'intérêt croissants entre l'Europe et les Etats-Unis. Ce dernier répond : « Ce n'est pas la relation entre les deux ensembles qui m'inquiète, les difficultés qui peuvent être créées par tel ou tel aspect de l'intégration européenne, mais les différends que nous pouvons avoir avec tel ou tel des membres de l'Union. Le fait que nous ne soyons pas aujourd'hui aussi proches de la France que nous l'étions à l'époque de ma présidence m'inquiète. A l'évidence, Paris et Washington ont des points de vue différents sur l'Irak. Je ne veux pas voir nos deux pays s'éloigner ainsi de plus en plus l'un de l'autre »<sup>975</sup>. En effet, sous la présidence de son successeur, la relation franco-américaine n'est plus au niveau qu'elle avait atteint auparavant de même que l'image des Etats-Unis en France, malgré deux bons ambassadeurs.

#### Les ambassadeurs de Bill Clinton

Celle qui succède à Walter Curley, l'ambassadrice Pamela Harriman, est en quelque sorte l'exception qui confirme la règle selon laquelle les ambassadeurs nommés pour services politiques rendus ne marquent pas leur passage en France. Cette dernière, personnalité exceptionnelle, fantasque, pousse sa francophilie jusqu'à mourir (bien involontairement il est vrai) en France. Toutefois, si elle marque son passage à Paris de sa personnalité, elle ne semble pas laisser de trace

---

<sup>973</sup> Alain Frachon, « Les secrets d'une guerre économique entre alliés », *Le Monde*, 23/02/1995.

<sup>974</sup> Edwy Plenel, « Paris dénonce l'espionnage de la CIA en France », *Le Monde*, 23/02/1995.

<sup>975</sup> Jean-Marie Colombani & Alain Frachon, « Je ne veux pas voir la France et les Etats-Unis s'éloigner de plus en plus », *Le Monde*, 09/02/1999.

significative dans la relation entre les deux pays. *Le Monde* évoque sa personnalité mais fort peu son action diplomatique : « Elle était l'une des personnes les plus étonnantes que j'ai rencontrées, a déclaré le président Bill Clinton [...]. Elle était la fille d'un aristocrate anglais, Lord Digby [...]. La jeune Pamela Digby s'ennuie ferme [dans le château familial] de Minterne Magna et épouse très jeune, à dix-neuf ans, le fils de Winston Churchill, Randolph, malgré la mauvaise réputation de ce dernier que la suite ne démentira pas. Elle séjourne ainsi pendant une partie de la seconde guerre mondiale au 10 Downing Street aux côtés de son illustre beau-père. Elle joue vite un rôle d'hôtesse, manifestant un talent exceptionnel pour mettre à l'aise les grands de ce monde »<sup>976</sup>. Elle divorce peu après, épouse un américain, Leland Heyward qu'elle suit dans son pays. Peu après la mort de ce dernier en 1971, elle épouse Averell Harriman, figure du parti démocrate avec lequel elle participe activement à la vie politique américaine. « Elle est l'une des premières à remarquer, dès 1980, le jeune gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton et à l'inviter à ses diners. Elle se lance à fond dans la campagne présidentielle victorieuse de Bill Clinton en 1992 [...]. L'ambassade à Paris est sa récompense. Madame Harriman s'est de l'avis général, fort bien acquittée de sa mission diplomatique en France. Elle a traversé sans encombre une période assez mouvementée dans les rapports franco-américains, marquée par l'affaire des espions de la CIA »<sup>977</sup>. La France lui rend un hommage solennel. *Le Monde* rapporte les propos du président de la République à son sujet alors qu'il doit l'élever à titre posthume à la dignité de Grand-croix de la Légion d'honneur : « C'était une si belle femme, un magnifique ambassadeur, probablement l'un des meilleurs depuis Ben Franklin ou (Thomas) Jefferson. Elle a fait tant de bonnes choses pour les relations entre la France et les Etats-Unis, elle était si intelligente, si pleine de charme, si élégante »<sup>978</sup>. Pamela Harriman qui a tant marqué la France était la plus européenne des ambassadeurs américains du XX<sup>ème</sup> siècle.

Difficile de succéder à une telle femme. Pourtant Felix Rohatyn que Bill Clinton nomme ambassadeur à Paris en 1997 laisse lui aussi une trace importante de son passage en France, et notamment au *Monde*. Sylvie Kauffmann, alors correspondante du journal à New York, dresse de lui, chose peu courante pour un ambassadeur, un long portrait plutôt flatteur peu après son arrivée : « L'homme qui va désormais représenter les Etats-Unis à Paris est paré à New York d'une aura légendaire. Felix Rohatyn, en fait, est New York, dont il mêle tous les talents, le charme et même quelques faiblesses. Réfugié juif d'Europe, banquier virtuose des fusions et acquisitions qui ont façonné l'industrie américaine moderne, si dévoué au service public qu'il a fait bénéficier bénévolement, pendant dix-huit ans, la ville de New York de son expertise financière, homme de culture et philanthrope épris de justice sociale, Felix Rohatyn sait aussi manipuler les médias et utiliser à son avantage les règles impitoyables de la compétition à Wall Street. [...Il vient en France] qu'il considère comme son deuxième pays d'adoption, où son père est enterré, dont il parle la langue sans le moindre accent et dont les enjeux économiques et européens le passionnent. C'est un homme qui a l'oreille de Bill Clinton, qui a du poids à Washington et dont il faut prendre les idées très au sérieux, avertit Bernard Schwartz, PDG de Loral Space Corporation, lui aussi un proche du président, qui ajoute : Il prend ce poste à un moment critique pour l'Union européenne et les Etats-Unis. Felix ? C'est la meilleure nomination d'ambassadeur américain depuis dix ou quinze ans, s'enthousiasme carrément le grand violoniste

---

<sup>976</sup> Dominique Dhombres, « Pamela Harriman, une aristocrate anglaise devenue ambassadeur des Etats-Unis », *Le Monde*, 07/02/1997.

<sup>977</sup> *Ibid.*

<sup>978</sup> « Hommage solennel à Pamela Harriman », *Le Monde*, 07/02/1997.



Isaac Stern, un autre de ses amis. Il est si intelligent que même les Français vont l'écouter... »<sup>979</sup> L'ambassadeur Rohatyn est tellement bien à Paris qu'il se laisse influencer par ses amis français sur une question au combien conflictuelle entre les deux pays : la peine de mort. De retour aux Etats-Unis, il explique ainsi à Sylvie Kauffmann que « ce qui l'a le plus marqué pendant ces trois ans et demi passés en France, ce qui l'a le plus fait réfléchir et ce qu'il considère comme le sujet numéro un, très loin devant le problème de l'hégémonie américaine, c'est l'énorme révoluscion des Français sur la question de la peine de mort [...]. Il explique au *Monde* comment il en est lui-même venu à souhaiter un moratoire sur la peine de mort aux Etats-Unis, et comment il n'est aujourd'hui pas très loin de dire qu'elle devrait être abolie »<sup>980</sup>. Et il revient sur la question quelques jours plus tard comme le relève Alain Frachon : « L'image des Etats-Unis en Europe est façonnée par la violence de la société américaine : peine de mort, armes, tout cela, écrit Felix Rohatyn, entame le leadership moral de l'Amérique »<sup>981</sup>. Avec Felix Rohatyn, on ne peut pas dire que les ambassadeurs américains à Paris ne sont que des hommes de passage en France isolés des réalités locales et des questions diplomatiques, politiques et sociales.

Il est vrai que les deux ambassadeurs de Bill Clinton à Paris, Pamela Harriman et Monsieur Rohatyn ont marqué leur temps et la diplomatie américaine en France au point qu'ils représentent l'un des aspects les plus positifs de la relation entre le président américain et l'Hexagone.

### **La politique étrangère de Bill Clinton**

Contrairement à son prédécesseur George H. W. Bush, la politique étrangère n'est pas le premier centre d'intérêt de Bill Clinton et il ne s'y intéresse que progressivement. Mais ses résultats en la matière ne sont pas négligeables.

#### La Pax Americana

Le double mandat de Bill Clinton correspond à une période de relatif apaisement dans le monde dans lequel les Etats-Unis profitent de circonstances favorables. Au début de sa présidence, Bill Clinton paraît hésitant, ce que décrit bien Alain Frachon dans les colonnes du *Monde* : « En politique étrangère, l'administration démocrate a, jusqu'à présent, laissé une impression de flou et d'hésitation. Comme si l'Amérique était à l'aube d'une de ses phases de repli introspectif. Pour décrire les Etats-Unis aux prises avec les batailles de la guerre froide, le politologue Stanley Hoffmann évoquait Gulliver empêtré. On serait, aujourd'hui, tenté de parler d'un Gulliver méditatif, un Gulliver occupé à repenser son rôle sur une scène internationale d'où a disparu la menace militaire soviétique [...]. Au sortir de près d'un demi-siècle qui, pour cause de péril rouge, vit la prééminence ou prépondérance américaine – l'intraduisible leadership – s'imposer naturellement chez les Occidentaux, Bill Clinton, quasi-objecteur de conscience durant la guerre du Vietnam, paraît hésiter, partagé entre deux inclinations, deux tropismes contradictoires : d'un côté, l'idéalisme wilsonien qui supposerait un activisme militant à l'extérieur et, de l'autre, la volonté de redonner la priorité à l'intérieur puisque la

---

<sup>979</sup> Sylvie Kauffmann, « Félix Rohatyn, de la finance à la diplomatie », *Le Monde*, 13/09/1997.

<sup>980</sup> Sylvie Kauffmann, « Comment les Français ont ouvert les yeux de Felix Rohatyn sur la peine de mort », *Le Monde*, 17/01/2001.

<sup>981</sup> Alain Frachon, « Felix Rohatyn et la peine de mort aux Etats-Unis », *Le Monde*, 23/02/2001.

menace soviétique n'est plus »<sup>982</sup>. Cependant, les premières hésitations passées, il faut reconnaître que les Etats-Unis de Bill Clinton savent à plusieurs reprises peser de tout leur poids en faveur de la paix, sous l'impulsion de leur président, ce que *Le Monde* ne manque pas de remarquer.

Durant ces années en effet, le monde semble connaître une période de progrès politique comme rarement auparavant, marqué par des étapes significatives. Ainsi, le 13 septembre 1993, le processus de paix israélo-arabe semble marquer un progrès décisif concluant le processus dit d'Oslo avec la signature d'un accord à Washington entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin sous l'égide du président américain. Un éditorial du *Monde* souligne le rôle éminent des Etats-Unis en faveur de la paix en Palestine : « L'Histoire, au Proche-Orient, n'est pas ingrate pour Bill Clinton. En s'accéléralant soudain de manière spectaculaire elle a permis au président américain de récupérer aujourd'hui à son profit une bonne part de la gloire qui rejaillira aux yeux du monde sur les participants à la cérémonie de signature de Washington. Voilà qui témoigne sinon d'une grande intuition politique, du moins d'un beau sens de l'opportunisme [...]. En fait, Bill Clinton recueille aujourd'hui les fruits des efforts constants déployés par la diplomatie américaine sous le règne de ses trois prédécesseurs [...]. Au-delà de l'accord Gaza-Jéricho, les Etats-Unis souhaitent consolider rapidement le processus en cours, en l'élargissant aux autres pays arabes [...]. La pax americana au Proche-Orient marquerait alors un nouveau point »<sup>983</sup>. Puis le 27 avril 1994 ont lieu les premières élections nationales non raciales au suffrage universel en Afrique du sud, qui viennent mettre un terme final à l'apartheid. Les Etats-Unis y sont pour rien, mais ils ont fini, tardivement il est vrai, par s'associer à la lutte contre l'apartheid. Le 8 septembre de la même année, les troupes occidentales quittent définitivement Berlin. Le 28 janvier 1995, les Etats-Unis et le Vietnam signent un double accord réglant leur contentieux et normalisant leurs relations. *Le Monde* explique : « Les Etats-Unis et le Vietnam ont franchi, samedi 28 janvier, une étape décisive dans le long processus de leur réconciliation en signant un accord prévoyant l'ouverture de bureaux de liaison dans chaque capitale. Vingt ans après la fin d'une guerre qui avait permis à Hanoï de prendre empire sur l'ensemble du pays, et qui avait de façon durable traumatisé les Américains, les deux anciens ennemis prennent ainsi acte de la nouvelle donne en Extrême-Orient, marquée par l'effacement de l'Union soviétique et l'explosion mondiale des échanges commerciaux [...]. Cet accord est très loin d'être une surprise puisqu'il prolonge un effort de rapprochement déjà bien engagé. Le 3 février 1994, le président Bill Clinton avait brisé un tabou en levant l'embargo économique décidé dix-neuf ans plus tôt à l'encontre de Hanoï. Une telle décision avait été pour le moins délicate à prendre pour le chef de l'exécutif américain en raison de la controverse entourant son passé d'opposant à la guerre du Vietnam, mais M. Clinton avait su habilement la faire endosser par des membres du Congrès au Sénat notamment, aux états de service incontestés »<sup>984</sup>. Au-delà de toutes ces avancées, un conflit et son dénouement marquent particulièrement le mandat de Bill Clinton.

Il s'agit de la guerre en ex-Yougoslavie et plus particulièrement en Bosnie-Herzégovine. Le conflit a démarré début avril 1992, avant même l'accession au pouvoir de Bill Clinton. Longtemps ce dernier refuse de s'intéresser au sujet, considérant que c'est un problème qui concerne uniquement les Européens.

---

<sup>982</sup> Alain Frachon, Les Etats-Unis, Gulliver méditatif – I. Repenser le leadership », *Le Monde*, 03/07/1993.

<sup>983</sup> Editorial, « La rencontre de Yasser Arafat et d'Itzhak Rabin à Washington autour du président Clinton », *Le Monde*, 14/09/1993.

<sup>984</sup> Frédéric Bobin, « Les Etats-Unis et le Vietnam normalisent leurs relations », *Le Monde*, 29/01/1995.

Enfin, il accepte de s'emparer de la question ce qui se traduit par l'intervention militaire occidentale en Bosnie-Herzégovine sous l'égide des Etats-Unis le 29 août 1995. Laquelle a pour conséquence l'accord de paix de Dayton, entre les différents belligérants, sous les auspices des Etats-Unis. *Le Monde* ne s'y trompe pas qui titre : « La paix venue de Washington : Une fois de plus, c'est donc au président Bill Clinton, déjà parrain de la poignée de main israélo-palestinienne, qu'il est revenu d'annoncer un accord de paix largement enfanté par la diplomatie américaine. Une fois de plus, c'est de la Maison Blanche que viennent les bonnes nouvelles même si elles doivent encore être confirmées dans les faits [...]. C'est cette fois un conflit bien européen, un conflit qui a ravagé l'arrière-cour de l'Union européenne, que les Etats-Unis contribuent, de façon décisive, à éteindre [...]. Ce n'est pas que les Etats-Unis soient sans blâme dans cette affaire. Dès le début, l'administration Bush, celle qui avait dépêché un demi-million d'hommes au secours d'un puits de pétrole nommé Koweït se refuse au moindre engagement. L'administration Clinton n'intervient qu'à la demande expresse des Européens, pour accoucher d'un plan de paix qui est, en gros, le leur, à ceci près qu'il prévoit la levée de l'embargo sur les armes pour la Bosnie. Elle le fait parce qu'il en va de l'avenir de l'OTAN, donc de son leadership sur l'Alliance atlantique. Seulement, elle le fait avec les attributs d'une vraie grande puissance : la force au service de la diplomatie »<sup>985</sup>. Non sans hésitation et alors que les circonstances leur sont plutôt favorables, les Etats-Unis contribuent ainsi de façon décisive au progrès de la paix sur la planète sous l'administration Clinton ce que *Le Monde* leur accorde bien volontiers.

#### L'hyperpuissance hégémonique et les signaux faibles de sa remise en question

Un mois à peine après que Bill Clinton se soit installé à la Maison Blanche a lieu un attentat en plein New York. Il passe dans un premier temps presque pour un fait divers alors qu'il annonce un cataclysme : il s'agit du premier attentat du World Trade Center le 26 février 1993. Au début, il ne s'agit que d'un signal faible, si faible que l'on n'est même pas sûr qu'il s'agisse d'un attentat. Il faut près d'une semaine pour que les autorités commencent à prendre la mesure de l'évènement, encore qu'elles ignorent absolument son origine et étudient toutes les possibilités ce qu'explique *Le Monde* le 2 mars 1993 : « Après la confirmation de l'hypothèse de l'attentat, vendredi 26 février, au World Trade Center à New York [...], le bilan définitif de l'explosion s'établit à cinq morts [...]. Il pourrait s'agir de l'acte isolé d'un déséquilibré, mais aussi d'un attentat terroriste [...]. Il ne faut pas exclure l'hypothèse d'un acte lié à la situation au Proche-Orient, a ajouté le directeur local du FBI »<sup>986</sup>. *Le Monde* rapporte l'évènement et l'avancée de l'enquête, mais ne va guère plus loin. Nul n'imagine alors qu'il ne s'agit que d'une répétition et que le commanditaire n'est ni un déséquilibré ni un trafiquant de drogue mais vient d'Arabie en passant par l'Afghanistan, ce que personne alors n'imagine, pas même le journal. C'est bien plus tard, avec les attentats du 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi et de Dar El Salam que les Etats-Unis comprennent qu'il se passe quelque chose de grave et de nouveau qui porte un nom ou plutôt deux : Oussama Ben Laden, le commanditaire et Al Qaïda, son organisation. La riposte intervient le 20 août suivant avec les bombardements américains sur le Soudan et l'Afghanistan. L'Occident approuve même si la France déjà prend quelques distances face à la réaction américaine et *Le Monde* avec elle comme en témoigne son éditorial : « Les

<sup>985</sup> « La paix venue de Washington », *Le Monde*, 23/11/1995.

<sup>986</sup> « L'hypothèse de l'attentat au World Trade Center confirmée. M. Clinton s'efforce de rassurer ses concitoyens et promet que les coupables seront retrouvés », *Le Monde*, 02/03/1993.

frappes américaines en riposte aux attentats de Nairobi et Dar es-Salaam sont logiques [...]. Les Etats-Unis ont donc riposté, à leur manière qui est impériale. C'est-à-dire celle d'une superpuissance sans rivale, seule à pouvoir se permettre, quand ses intérêts particuliers sont menacés, de réagir unilatéralement, sans consulter ses alliés, encore moins les Nations unies [...]; de proclamer agir au nom du droit universel tout en s'estimant seule juge de son application. Or c'est justement cette manière qui fait problème, du strict point de vue où elle se place : son efficacité, invoquée comme un argument d'autorité [...]. Cette efficacité immédiate proclamée n'est-elle pas grosse d'inefficacités durables ? Les frappes unilatérales ont d'abord pour résultat de dresser l'opinion des pays musulmans contre les Etats-Unis, et plus largement contre l'Occident [...]; de raviver à Moscou des nostalgies de puissance [...]. Hier, l'efficacité immédiate à l'américaine passait par un soutien sans faille aux islamistes afghans. On sait ce qu'il en est advenu : les talibans sont au pouvoir à Kaboul et accueillent comme un frère ce Ben Laden avec lequel frayait la CIA, avant d'en faire l'ennemi numéro un de l'Amérique. Le terrorisme doit être combattu avec détermination, mais aussi avec patience. A cette aune, il n'est pas certain que la méthode expéditive de Washington soit la plus efficace »<sup>987</sup>. La puissante Amérique voit donc sa domination contestée par quelques organisations terroristes alors que ses alliés et *Le Monde* s'interrogent.

Malgré ses doutes, la France n'ose pas s'opposer à cette Amérique sans rivale. Son économie et sa culture rayonnent sur toute la planète. Sa domination militaire est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Au point que comme l'explique Yves Mamou : « Le mot superpuissance, apparu au début des années 60, paraît trop faible, trop usé, pour qualifier la République impériale »<sup>988</sup>. Le ministre français des affaires étrangères Hubert Védrine invente en 1997 un néologisme pour la désigner : hyperpuissance. Commentant les nouveaux bombardements sur l'Irak ordonnés le 20 décembre 1998 par le président Clinton, Claire Tréan résume la situation dans *Le Monde* : « On a bien senti, ces derniers jours, que les dirigeants français désapprouvent fortement les frappes aériennes contre l'Irak [...]. Mais aucun n'a émis la condamnation claire et nette que réclament certains responsables de partis, et qui aurait satisfait les larges secteurs de l'opinion publique française et étrangère indignés par l'intervention américaine. C'est que la vie n'est pas facile, pour les responsables de la politique étrangère française, dans un monde dominé par ce qu'Hubert Védrine appelle l'hyperpuissance américaine. Il y a quelques semaines, devant l'Assemblée nationale, le ministre des affaires étrangères décrivait en ces termes le positionnement de Paris vis-à-vis des Etats-Unis : Parce qu'ils sont nos amis et nos alliés, et que nous constatons le rôle primordial qu'ils jouent partout dans le monde, nous devons être prêts à soutenir leurs efforts chaque fois que c'est justifié [...]; mais parce qu'ils sont aussi une hyperpuissance sans contrepoids portée à l'hégémonisme, ou quand ils perdent de vue ce qu'est un partenaire ou un allié, nous devons également être capables de leur résister. Quels que soient cependant leur capacité de résistance, leur degré de désapprobation, voire d'exaspération envers Washington, les dirigeants français ont un discours contraint, délibérément retenu [...]. Plus encore que les mauvais procès, c'est l'isolement et l'inefficacité qu'ils redoutent. Rien ne servirait, estiment-ils, de s'attaquer de front à cette puissance américaine devant laquelle tout le monde se couche »<sup>989</sup>. Et *Le Monde* conclut en se démarquant de la position du gouvernement avec une proposition appelée à un bel avenir : « Par quel excès de retenue et d'égards envers

---

<sup>987</sup> Editorial, « L'Amérique impériale », *Le Monde*, 25/08/1998.

<sup>988</sup> Yves Mamou, « L'hyperpuissance américaine », *Le Monde*, 24/11/1998.

<sup>989</sup> Claire Tréan, « Pourquoi la France n'ose pas afficher ses divergences avec les Etats-Unis », *Le Monde*, 20/12/1998.

Washington ne fait-on pas mieux valoir [une autre politique] aujourd'hui ? Que n'ose-t-on se prévaloir de ce statut de membre permanent du Conseil de sécurité, auquel on tient tellement, pour dénoncer à haute voix ce que l'on critique en privé ? Que perdrait-on à prendre à témoin une opinion qui, en France et ailleurs, n'attend que cela ? » Après une période de sympathie sous Reagan et George Bush Père, *Le Monde* critique ouvertement l'hyperpuissance hégémonique américaine. Il est en cela en avance sur la position officielle de la France à moins qu'il ne s'en fasse le porte-parole officieux. Il relève que l'opinion publique française et internationale demande plus de multilatéralisme afin de modérer voire raisonner l'hégémonie de l'hyperpuissance. Le journal pense que ce doit être le rôle de la France et de l'Europe. Mais il ne voit pas encore l'essor d'Al Qaïda ni celui des grands pays du Sud en particulier de la Chine qui vont bientôt contester l'hyperpuissance hégémonique américaine.

Ainsi, sous Bill Clinton, l'Amérique connaît une période d'euphorie économique et une domination sans partage sur le monde. Le président, charismatique n'est gêné que par des affaires personnelles, même si des signaux faibles indiquent que cette euphorie ne durera pas indéfiniment.

### **83 L'hyperpuissance florissante**

*Le Monde* dresse un portrait plutôt enviable de l'Amérique de Bill Clinton. A l'image de son président charismatique, il semble que les années quatre-vingt-dix soient pour elle des années exceptionnelles malgré quelques difficultés et incidents de parcours.

#### **La couverture des Etats-Unis de Bill Clinton par *Le Monde***

Après l'euphorie des années Reagan et Bush qui correspondent à un sommet, le traitement des Etats-Unis par *Le Monde* revient à un niveau plus modeste sans pour autant être négligeable, bien au contraire.

Une question récurrente : le traitement quantitatif des Etats-Unis par *Le Monde*

Le nombre d'articles concernant les Etats-Unis dans *Le Monde* varie selon les années et selon les périodes toutes choses égales par ailleurs, c'est-à-dire tenant compte de ce que les valeurs sélectionnées par le logiciel de recherche sont représentatives mais imparfaites. Selon notre mesure, de 1945 à 2014 (1944 est plus faible, mais peu significative), ce sont près de 3% des articles du *Monde* qui traitent des Etats-Unis ce qui est une proportion importante<sup>990</sup>. Cependant, ce chiffre doit être relativisé puisqu'il dépend largement de la définition donnée à un article traitant des Etats-Unis. La variation, qui ne dépend guère de la définition, est plus significative. Le nombre d'articles varie en fonction de l'actualité et de l'importance des Etats-Unis dans celle-ci. Cette proportion va de 1,74% à 7,01% selon les années. Globalement, elle varie peu sur les 70 années étudiées. 2014 est à peine plus élevée que 1947. De 1945 à 2002, les années se suivent et se ressemblent, restant autour ou en deçà de la moyenne de 3%. L'année la plus faible est 1997, à

---

<sup>990</sup> Nous avons ainsi compté de 1944 à 2014 2 579 030 articles dans *Le Monde* dont 78 383 qui traitent des Etats-Unis, soit 3,04%. L'année 1944 est négligeable puisqu'elle ne représente que deux semaines de parution pour un journal réduit à une feuille.

1,74%, sous la présidence de Bill Clinton. Il y a une rupture à partir de 2003 où la proportion atteint 5,22% contre 1,98% en 2002. 2003 est l'année de l'intervention américaine en Irak. Le phénomène se poursuit jusqu'à l'élection d'Obama, qui marque un sommet puisque 2008 est l'année la plus forte avec une proportion de 7%. Puis le nombre d'articles traitant des Etats-Unis baisse rapidement pour revenir autour de la moyenne dès 2011.

L'explication des variations tient aussi dans ce que *Le Monde*, journal politique, suit les élections américaines et en particulier l'élection présidentielle qui a lieu tous les quatre ans. C'est alors que non seulement les correspondants sur place sont mobilisés, de même qu'une bonne partie du service étranger/international, mais aussi le journal mobilise en renfort des envoyés spéciaux pour couvrir l'évènement. De plus, les journalistes et reporters des autres services apportent leur contribution sur les Etats-Unis sous l'angle de leur centre d'intérêt comme la culture aux Etats-Unis. Cette couverture de l'élection présidentielle dure non seulement le temps de la période électorale, mais bien au-delà. En effet, presque un an avant les élections présidentielles commencent les élections primaires des deux grands partis politiques qui durent près de 6 mois (de janvier à juillet). Elles se terminent par les conventions des deux grands partis au cours desquelles sont désignés leurs candidats. Ces primaires donnent lieu à un suivi rapproché et consistant de la part du journal. Enfin, une fois le président élu, dans la première décennie de novembre, il y a encore une période de transition avant son investiture en principe le 20 janvier suivant (ou le 21 si le 20 tombe un dimanche). A cela s'ajoute une dernière période de mise en place de son équipe qui peut durer plusieurs semaines voire plusieurs mois. En effet, selon le principe du *spoil system*, chaque nouveau président doit recruter les remplaçants de quelques 4000 fonctionnaires et conseillers qui sont considérés comme dépendants de lui. Au-delà de l'élection présidentielle, se tiennent une année sur deux les élections à la chambre des représentants. Elles donnent lieu à un traitement beaucoup plus modeste par *Le Monde* et surtout ponctuel. Les autres années, il y a toujours des postes de sénateurs ou de gouverneurs à renouveler, mais *Le Monde* ne s'en fait écho que ponctuellement.

Il est donc intéressant de comparer le traitement quantitatif des Etats-Unis dans *Le Monde* par mandature des présidents américains. La personnalité au pouvoir à Washington affecte le traitement des Etats-Unis par le journal. Si l'on se cantonne à la période électorale restreinte (lendemain et surlendemain d'*election day*), on constate alors que les années Clinton sont celles les moins traitées par le journal, suivies des années Eisenhower et des années Reagan. En revanche, les années les plus traitées sont, et de loin, les années Bush Fils, suivies des années Nixon, Obama et Bush Père.

Le traitement des Etats-Unis par *Le Monde* est à son plus bas niveau sous Bill Clinton

Nous l'avons vu, l'année la plus basse dans le traitement des Etats-Unis par le journal est 1997, mais dans l'ensemble, les huit années du mandat du président Clinton ne sont guère plus fournies. L'actualité est faite de petites crises, mais aucune crise marquante ni nouvelle exceptionnelle. Il en est de même de la pagination puisque c'est sous le mandat de Bill Clinton qu'il y a proportionnellement le moins d'articles traitant des Etats-Unis en première page (moins de 10%), le moins d'articles longs (22%) et le moins d'éditoriaux sur la question (un seul)<sup>991</sup>. A l'inverse, c'est la période durant laquelle la proportion de brève sur le sujet est la plus élevée avec près de 43%. Evidemment, si ce traitement des Etats-Unis par *Le Monde* atteint

---

<sup>991</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

un plancher pendant la présidence de Bill Clinton, il n'est pas pour autant négligeable avec près de 2,3% des articles en moyenne soit plus de 1000 par an ! Cette faiblesse correspond peut-être à l'image des Etats-Unis en France et en particulier dans le journal.

### Un ami pas toujours facile

L'image des Etats-Unis dans *Le Monde* pendant les années Clinton est stable et ressemble beaucoup à ce qu'elle était durant la seconde moitié des années Bush père : c'est une image moyenne avec un article sur deux qui considère l'Amérique comme un pays ami, avec des liens historiques, mais avec autant d'articles qui s'en démarquent, présentant les Etats-Unis plutôt comme un allié voire un partenaire que comme un ami<sup>992</sup>. Aucun article cependant ne considère l'Amérique comme un pays hostile. Si l'on compare avec les années Reagan, ou le début des années Bush père, c'est-à-dire les années quatre-vingt, on peut dire qu'il y a une dégradation de l'image des Etats-Unis dans *Le Monde*. Le ton général des articles évolue. Il est sans doute à l'image de ce que pensent les Français. Alain Frachon écrit ainsi : « L'image des Etats-Unis ne cesse de se dégrader chez les Français [...]. Du moins est-ce la conclusion qui se dégage d'une enquête réalisée par la Sofres pour *Le Monde* et RTL [...]. A l'heure où la culture populaire américaine est de plus en plus présente dans l'Hexagone, les Français sont de moins en moins nombreux à dire leur affection pour le vieil allié américain [...]. L'Amérique semble susciter plus d'indifférence que d'enthousiasme. Ainsi, 35 % seulement des personnes interrogées déclarent avoir plutôt de la sympathie pour les Etats-Unis, contre 17 % plutôt de l'antipathie, tandis que 46 % n'affichent ni sympathie ni antipathie. Ces réponses traduisent une nette érosion du capital de sympathie dont bénéficiait l'Amérique en France. Dans une enquête comparable de la Sofres, réalisée en octobre 1988, plus de la moitié des personnes interrogées (54 %) disaient éprouver de la sympathie pour les Etats-Unis, soit près de vingt points de plus qu'aujourd'hui, contre 6 % de l'antipathie et 38 % de l'indifférence ». L'image des Etats-Unis en France comme dans *Le Monde* n'est donc pas mauvaise, mais elle n'est pas excellente et elle s'est dégradée par rapport à la décennie précédente.

L'image de la politique étrangère américaine dans *Le Monde* sous Bill Clinton reste assez proche de ce qu'elle était sous George Bush père, donc relativement positive, sans être idéale. C'est dans cette période, en 1997, qu'Hubert Védrine lance le concept d'hyperpuissance pour qualifier les Etats-Unis, montrant comment la France ressent la politique étrangère américaine. Les Etats-Unis sont alors perçus dans près de 70% des articles du *Monde* comme une superpuissance qui veut la paix, tout en cherchant à préserver avec force ses intérêts voire ceux de ses alliés. Les autres articles la présentent essentiellement comme protectrice de la démocratie et de ses amis.

Les relations entre la France et les Etats-Unis sous Clinton semblent pour *Le Monde* en progrès par rapport aux années Bush père. Les articles les présentant comme mauvaises tendent à disparaître alors qu'ils étaient encore près de 15% auparavant. Cela dit, pour les trois quarts des articles, ces relations sont globalement bonnes tout en restant compliquées. En effet, les Etats-Unis défendent fermement et puissamment leurs intérêts face à leurs partenaires y compris leurs alliés. Le quart restant des articles traitant de la question, présente l'Amérique comme un pays avec lequel les relations sont bonnes, faciles et confiantes. Il y a donc aussi des moments de grande proximité dans ces relations.

---

<sup>992</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Ainsi, l'image des Etats-Unis dans *Le Monde* sous Bill Clinton est celle d'un pays ami exigeant et par conséquent souvent difficile. Mais alors que l'image de l'Amérique se détériore quelque peu, les relations avec elle sont en progrès.

### **Des gestes d'ouverture dans une ambiance de compétition**

Les relations économiques avec les Etats-Unis sont toujours évoquées par près d'un article sur huit traitant de l'Amérique ce qui est assez important. Elles sont présentées de façon assez équilibrée, avec à peu près autant d'articles positifs que négatifs, comme dans la période précédente. Ainsi, un peu plus de la moitié des articles présentent les Etats-Unis comme ouverts aux échanges commerciaux et aux investisseurs étrangers<sup>993</sup>. Ainsi, *Le Monde* du 9 novembre 1994 nous apprend que « Gartmore, filiale de la Banque Indosuez, et la banque américaine Nationsbank ont décidé [...] de créer une filiale commune pour développer la gestion de capitaux aux Etats-Unis [...]. Elle proposera aux investisseurs américains une large gamme de produits d'investissements internationaux et des services de conseils aux gestionnaires de fonds »<sup>994</sup>. Un peu moins de la moitié des articles présentent un pays en forte compétition économique avec la France et l'Europe, qui combat avec véhémence toutes les subventions à l'exportation et dont les grands groupes, très puissants, se développent partout dans le monde aux dépens des entreprises locales.

Les Etats-Unis ont une image plutôt généreuse dans les articles du *Monde* dans les années Clinton, ce qui marque une évolution par rapport aux années Bush père. *Le Monde* relève ainsi que « la Chambre des représentants a voté [...] la poursuite de l'aide aux Palestiniens »<sup>995</sup>. Le sujet de la générosité des Etats-Unis n'est certes pas central. Toutefois, les trois cinquièmes des articles remarquent que cette générosité est mesurée et souvent assortie de contreparties parfois difficiles à remplir.

*Le Monde* évoque aussi l'aide militaire américaine durant ces années, mais de façon secondaire. Les articles sont partagés entre la présentation du soutien militaire apporté par les Etats-Unis à l'Europe et leur réticence à s'engager notamment aux côtés de leurs alliés dans des opérations de maintien de la paix comme pour le Zaïre en 1996 : « Jacques Chirac et José Maria Aznar<sup>996</sup> [...], ont lancé, lundi soir, un appel solennel à la communauté internationale pour une action militaire d'urgence au Zaïre [...]. A Washington où les autorités ont souhaité plus d'informations, tandis que l'ambassadeur des Etats-Unis au Rwanda, Robert Gribbin, déclarait : je ne vois pas l'utilité d'une intervention militaire extérieure dans l'est du Zaïre »<sup>997</sup>.

Ainsi, les Etats-Unis apparaissent comme un pays engagé dans la compétition économique, malgré quelques gestes d'ouverture. Ce n'est pas du à des difficultés économiques, bien au contraire.

### **Une économie florissante**

L'économie américaine redevient florissante dans les années Clinton et ce phénomène retient l'intérêt du *Monde* dans toute sa complexité.

---

<sup>993</sup> *Ibid.*

<sup>994</sup> « Accords Gartmore (Indosuez) et Nationsbank », *Le Monde*, 09/11/1994.

<sup>995</sup> « La Chambre des représentants vote la poursuite de l'aide aux Palestiniens », *Le Monde*, 09/11/1995.

<sup>996</sup> Président du gouvernement d'Espagne de 1996 à 2004.

<sup>997</sup> « La France est prête à participer à une intervention humanitaire au Zaïre », *Le Monde*, 06/11/1996.



## Une question récurrente : les technologies et les infrastructures américaines

L'intérêt du *Monde* apparaît très tôt pour les technologies et infrastructures américaines et il ne se dément pas, même s'il varie en intensité. Cet intérêt est relatif car il concerne 7,4% des articles traitant des Etats-Unis<sup>998</sup>. Dès les premières années du journal, on trouve des articles sur les technologies et infrastructure de ce pays. Ils représentent près d'un article sur dix sous Truman. Cela baisse ensuite sous Eisenhower puis remonte progressivement sous Kennedy et Johnson ainsi que Nixon. Cet intérêt connaît un creux sous Carter et Reagan et Clinton et même une parenthèse sous Bush père. Enfin le journal retrouve son intérêt pour le sujet sous Bush père et Obama.

Globalement, l'appréciation du *Monde* sur les technologies et infrastructures américaine est positive dans les trois quarts des articles et dans presque toutes les périodes à l'exception notable du mandat de George Bush père pendant lequel le journal est même très négatif sur le sujet dans plus de 9 articles sur 10.

Cette question comporte deux aspects qui appellent des commentaires différents. Le premier concerne les technologies américaines et représente les sept dixièmes des articles concernés. Les Etats-Unis sont présentés comme un pays très en avance technologiquement dans les articles du *Monde*. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'avance technologique de l'Amérique est immense. Cette avance décroît ensuite et l'on observe quelques articles qui mentionnent que l'Amérique est rattrapée par la France comme en 1964 à l'heure du Concorde<sup>999</sup>, ou dépassée comme en 1957 avec le lancement du Spoutnik-II<sup>1000</sup>. Mais cela ne dure pas et les articles mentionnent à nouveau régulièrement l'avance technologique américaine. Alain Frachon explique : « Les Etats-Unis représentent la modernité. Depuis 1945, ce sont eux qui inventent le paysage techno-industriel. Aujourd'hui, les quatre entreprises qui dominent et créent la technologie mondiale, Google, Apple, Amazon et Microsoft sont toutes américaines. Il y a trois types de brevets, ceux de grande qualité, les moyens et les simples. Parmi ceux de grande qualité, la proportion issue des Etats-Unis ne cesse de croître. Le phénomène s'accroît »<sup>1001</sup>. C'est d'autant plus étonnant que les Etats-Unis qui étaient en avance sur le reste du monde dans à peu près tous les domaines au lendemain de la seconde guerre mondiale ont été très largement rattrapés ensuite, surtout depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Mais il est un domaine qui fait exception. Comme le remarque Daniel Vernet : « Aujourd'hui, la domination américaine est très technologique. Elle est liée à la culture américaine de l'innovation et de l'acceptation de l'échec »<sup>1002</sup>.

Il y a un point à part dans les technologies qui est évoqué régulièrement dans les articles du *Monde* au moment des élections, qui est la technologie mise en œuvre pour le vote. En effet, il y a aux Etats-Unis des machines à voter et toute une logistique pour permettre le vote par correspondance, bref une mécanique qui impressionne au début vu de France mais qui finit par montrer ses lacunes car les machines sont compliquées à utiliser et font aussi des erreurs, notamment lors de l'élection de George Bush junior. Ainsi Henri Pierre explique qu'en 1976, « dans la grande majorité des circonscriptions, les électeurs utilisent les machines à voter traditionnelles. Derrière les rideaux de l'isoloir, ils actionnent de petits leviers au nom des candidats aux nombreuses fonctions électives, et donnent par un oui ou un non

<sup>998</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>999</sup> Jean-François Simon, « L'affaire du Concorde », *Le Monde*, 04/11/1964.

<sup>1000</sup> « Quatre jours après le lancement du "Spoutnik-II", Moscou célèbre l'anniversaire de la révolution », *Le Monde*, 07/11/1957.

<sup>1001</sup> Entretien avec Alain Frachon, *op.cit.*

<sup>1002</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

leur opinion sur les questions soumises au vote populaire [...]. En appuyant sur le grand levier, ils enregistrent le vote global. Dans 12% des circonscriptions, les électeurs ont recours au système de la carte perforée, déchiffrée et comptabilisée par ordinateur »<sup>1003</sup>.

Toujours sur ce thème, *Le Monde* évoque aussi régulièrement les infrastructures américaines, notamment en matière de santé, pour les trois dixièmes des articles concernés. Là aussi, les Etats-Unis sont très en avance sur le reste de la planète au lendemain de la guerre. Mais cette avance décroît peu à peu et surtout est victime du désinvestissement de l'Etat plus particulièrement à partir de George Bush père. Il est vrai que cette politique démarre sous Ronald Reagan, mais ces effets ne se font sentir que lors du mandat de son successeur, en tout cas dans les articles du *Monde*. La baisse de qualité des infrastructures américaines est si sensible lors de ce mandat que l'essentiel des articles sur les technologies et infrastructures l'évoquent. Il faut dire que le numérique, sujet de nouvelles avancées américaines, n'est alors qu'à ses débuts. Les articles du *Monde* critiquent alors le manque d'investissement public dans les infrastructures, énergétique, de santé ou autres. Ce n'est que sous le mandat de Barack Obama que la tendance s'inverse, à l'occasion du vote de la loi de protection santé dite « Obamacare », et que l'on retrouve des articles montrant un vif intérêt de l'Etat pour la santé.

En somme, les technologies et les infrastructures constituent un sujet contrasté dans les articles du *Monde* sur les Etats-Unis. Les infrastructures américaines apparaissent globalement en déclin alors que les technologies sont le domaine de l'excellence voire de la domination américaine.

#### L'économie américaine sous Bill Clinton

La question de l'économie est traitée par près d'un tiers des articles du *Monde* concernant les Etats-Unis sous Bill Clinton, c'est dire si c'est un sujet important. L'économie repart par rapport aux années Bush père. La quasi-totalité des articles décrit une économie qui se porte bien ou très bien, c'est à peine si certains évoquent quelques difficultés qui d'ailleurs ne remettent pas en cause le constat principal<sup>1004</sup>. *Le Monde* présente ainsi une économie qui se porte très bien et qui est très puissante, bien gérée, avec un chômage en nette baisse. Alain Vernholes note dans les colonnes du journal : « La croissance économique a redémarré outre-Atlantique dès l'été 1991, après une récession qui, pour avoir été sévère, a été de courte durée. Les usines tournent à plein rendement dans presque tous les Etats, au point que les marchés financiers craignent que cette activité très forte n'entraîne à terme une accélération de la hausse des prix et de l'inflation. L'économie américaine tourne en fait depuis la fin de l'année dernière à la limite de ses capacités de production, comme le montrent les 5,5 millions d'emplois créés depuis le début de 1993 et la baisse spectaculaire du chômage, qui ne représente plus que 5,8 % de la population active »<sup>1005</sup>. *Le Monde* note cependant que certaines entreprises connaissent des difficultés et que les déficits demeurent importants.

La richesse des Etats-Unis est évoquée sous Bill Clinton par moins de 7% des articles du *Monde* traitant de l'Amérique. Tous évoquent la richesse de l'Amérique et seule une minorité évoque ses limites contrairement au mandat précédent. Aux yeux du *Monde*, L'Amérique de Bill Clinton a retrouvé la prospérité. Cela n'empêche pas le journal de remarquer dans les deux cinquièmes des articles, que la prospérité économique ne se traduit pas par une hausse des revenus : « Paradoxe de

---

<sup>1003</sup> Henri Pierre, « Le vote presse-bouton », *Le Monde*, 03/11/1976.

<sup>1004</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1005</sup> Alain Vernholes, « Une économie au mieux de sa forme », *Le Monde*, 10/11/1994.

l'économie américaine, alors que toutes les entreprises, dans un contexte de quasi plein emploi (le taux de chômage est de 4,9%), cherchent à recruter, les salaires n'augmentent pas [...]. Pour réduire les coûts tout en attirant les meilleurs, les entreprises multiplient les distributions d'actions aux dirigeants et continuent à exercer une forte pression sur les salariés les moins qualifiés. Le management participatif est passé de mode »<sup>1006</sup>. Cette prospérité est fortement inégalitaire, avec une partie restreinte de la population qui s'enrichit et une autre beaucoup plus large qui connaît un appauvrissement assorti d'une précarisation : « L'opinion publique manifeste deux mécontentements profonds. Le premier concerne la stagnation depuis une quinzaine d'années du pouvoir d'achat de la classe moyenne américaine. Les pauvres ont eu tendance à s'appauvrir depuis le début des années 80, les plus riches à s'enrichir, alors que les classes moyennes voyaient leur sort stagner. Il y a là, dans ce phénomène, quelque chose de tout à fait nouveau [...]. C'est aussi un autre aspect du rêve américain qui, en s'évanouissant, inquiète l'opinion publique : le chômage, la précarité de l'emploi, touche maintenant les travailleurs les plus qualifiés de l'industrie, ceux que l'on s'arrachait autrefois à prix d'or et à salaires élevés »<sup>1007</sup>. Ce constat du paradoxe de la prospérité américaine qui non seulement est inégalitaire, mais n'est réelle que pour une minorité, marque un changement important pour *Le Monde* concernant un pays dont la richesse a longtemps été celle des classes moyennes.

Peu d'articles, à peine 4%, évoquent dans le journal, l'image des technologies et des infrastructures américaines sous Bill Clinton. Ils sont très largement positifs, notant la puissance technologique des Etats-Unis, comme dans le domaine spatial : « Jamais, ces dernières années, l'exploration planétaire n'avait connu pareille activité. En moins d'un mois, trois missions vont s'envoler vers Mars. Deux sont américaines : Mars Global Surveyor, chargée de photographier la planète rouge, et Mars Pathfinder, conçue pour se poser en douceur dans une vallée martienne. Un robot à six roues, Sojourner, précurseur des grands robots martiens, devrait être déposé sur Mars à cette occasion »<sup>1008</sup>. *Le Monde* relève aussi que le président des Etats-Unis essaie de relancer l'investissement public dans les infrastructures qui ont été délaissées depuis Ronald Reagan, notamment en ce qui concerne la santé.

Alors que l'éducation avait été un sujet significatif sous George Bush père, l'intérêt du *Monde* pour cette question retombe sous Bill Clinton. On peut simplement noter que les articles qui évoquaient alors l'éducation témoignaient d'une inquiétude face à un manque d'investissement. Il est probable que les efforts faits dans ce sens par le président Clinton aient atténué cette inquiétude.

Ainsi, *Le Monde* décrit bien la prospérité nouvelle que connaît l'Amérique sous Bill Clinton et des inégalités sociales persistantes malgré de réelles avancées dont la société profite dans son ensemble.

### **Une société plutôt calme et ouverte**

La société américaine semble connaître des années de progrès dans la plupart des domaines pendant le mandat de Bill Clinton, même si les inégalités économiques demeurent à un niveau élevé.

---

<sup>1006</sup> « Etats-Unis : pression sur les salaires », *Le Monde*, 06/11/1997.

<sup>1007</sup> Alain Vernholes, « Une économie au mieux de sa forme », *op.cit.*

<sup>1008</sup> Jean-François Augereau, « Trois sondes spatiales partent explorer la planète Mars », *Le Monde*, 07/11/1996.

## Une question récurrente : culture et sport

L'intérêt du *Monde* pour la culture et le sport américains n'est pas négligeable puisqu'il concerne près de 7% des articles traitant des Etats-Unis<sup>1009</sup>. Pour 90% d'entre eux, il concerne la culture. L'intérêt du *Monde* pour la culture semble plus continu, même s'il évolue beaucoup qualitativement. En effet, *Le Monde* a beaucoup de respect pour la culture savante américaine, mais ce respect ne vaut pas nécessairement pour l'ensemble de la culture américaine. Alain Minc explique que « *Le Monde* n'a pas été un canal de l'influence américaine. *Libération* est davantage fasciné par l'Amérique. *Le Monde* a traité la littérature américaine, mais n'a pas été un vecteur d'introduction contrairement à *Libération* ou au *Nouvel Observateur* »<sup>1010</sup>. Le journal dédaigne longtemps la culture de masse qui symbolise pour lui la culture américaine. Elle représente pour lui un grand danger pour la culture française, cette culture « d'élite », orgueil de la France et fondement de son identité. Il s'inquiète régulièrement de son expansion, craignant pour la culture française comme nous avons pu le voir notamment lors de l'affaire de la « cocacolonisation ». Comme le raconte Alain Beuve-Méry, journaliste et petit-fils du fondateur du quotidien, « la résistance à une forme d'ordre culturel américain reste très ancrée au *Monde*. Il y avait une peur de la culture américaine sous Hubert Beuve-Méry »<sup>1011</sup>. Car la grande crainte du *Monde* est celle de l'américanisation de la France et de sa culture. *Le Monde* est donc longtemps sévère vis-à-vis de la culture américaine, tant pour sa qualité que pour son prosélytisme au détriment de la culture française. Il est à ce titre longtemps bienveillant à l'égard de ceux qui s'opposent à elle comme Jack Lang ou José Bové<sup>1012</sup> et adopte l'idée d'exception culturelle. Jean-Noël Jeanneney explique que « concernant l'exception culturelle, *Le Monde* était très favorable à la défense de la francophonie par rapport à l'invasion américaine. L'exception culturelle a été reprise par *Le Monde* et le combat contre le franglais a été soutenu par le journal. *Le Monde* a défendu la francophonie, mais n'en a pas fait un cheval de bataille. Il y a une grande méfiance du journal sur la culture un peu vulgaire des Etats-Unis (notamment la télévision). Mais Il n'y a plus aujourd'hui de préjugés à l'égard de la culture américaine »<sup>1013</sup>. Ainsi, au tournant du siècle, *Le Monde* finit par reconnaître la culture américaine au sens large, son dynamisme et sa créativité. Comme l'explique Patrice de Beer, aux Etats-Unis, « il y a beaucoup de créativité littéraire et culturelle »<sup>1014</sup>. L'affaiblissement de l'hyperpuissance américaine a atténué la crainte d'une domination culturelle des Etats-Unis. De même, à l'heure du numérique, la culture globale a banalisé la culture américaine, notamment en France. La défense de la culture française a par conséquent perdu une partie de son sens et de sa raison d'être.

Un aspect de la culture américaine tient bien entendu pour *Le Monde* une place à part : la presse. *Le Monde* a beaucoup de considération voire d'admiration pour la qualité et la liberté de la presse américaine en général et pour le *New York Times* en particulier. Il l'évoque régulièrement. Sirius note par exemple dans un article concernant l'exécution des époux Rosenberg : « Harold C. Hurey a tenu à faire connaître ses doutes en adressant au *New York Times* une déclaration que celui-ci – notons-le à l'honneur de la presse américaine – a aussitôt publié »<sup>1015</sup>. Ce

<sup>1009</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1010</sup> Entretien avec Alain Minc, *op.cit.*

<sup>1011</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, *op.cit.*

<sup>1012</sup> Agriculteur et homme politique français, figure du mouvement altermondialiste.

<sup>1013</sup> Entretien avec Jean-Noël Jeanneney, homme politique et universitaire, spécialiste des médias, le 26/09/2016.

<sup>1014</sup> Entretien avec Patrice de Beer, *op.cit.*

<sup>1015</sup> Sirius, « Une victoire de Staline ? », *Le Monde*, 23/02/1953.

sentiment, cette relation qui apparaissent dès Hubert Beuve-Méry, ne se sont jamais démentis ensuite, même s'il y a eu des différends et des critiques réciproques, qui concernèrent d'ailleurs essentiellement la presse conservatrice américaine, comme le *Wall Street Journal*. Les journalistes du *Monde* sont fascinés par la place tenue par la presse dans la société américaine et par son professionnalisme : Jacques Follorou explique qu'aux Etats-Unis, « les médias sont des interlocuteurs aussi légitimes que les représentants politiques. Il y a un rapport de pouvoir à pouvoir. Il y a un sentiment patriotique fort accompagné d'un pouvoir de l'opinion. Les médias américains ne doutent pas de leur place auprès des autres pouvoirs. Ce sentiment est moins ancré en France. Il y a une idée communément admise que les journalistes sont plus professionnels aux Etats-Unis, notamment pour la vérification, pour la distinction fait/commentaire. Mais il y a aussi chez nous une faiblesse économique qui affaiblit les médias. Les Américains sont plus favorables à l'idée de défense de la liberté de la presse, même si la presse française progresse beaucoup et si elle est aussi moins politique »<sup>1016</sup>.

Cette sorte de fascination du *Monde* pour la presse américaine n'empêche pas un certain nombre de critiques ou simplement du recul au sein du journal. Jan Krauze décrit ainsi l'« aspect extrêmement moutonnier et cyclique de la presse américaine, même si le *New York Times* est une exception au meilleur niveau mondial. En dehors, suivisme et nombrilisme absolu. J'ai accompagné Bush père en tournée en Europe et en Arabie. Sur place, les journalistes américains ne voyaient que les questions américaines. C'est propre aux Etats-Unis. Ils considèrent qu'ils résument le monde. Cela n'a fait que s'aggraver avec les attaques du 11 septembre »<sup>1017</sup>. De même, si *Le Monde* a beaucoup copié les innovations des grands journaux américains, il ne semble pas avoir développé de complexe vis-à-vis d'eux. Louis Dreyfus explique : « La tendance lourde et planétaire est la baisse de la vente en kiosque. Les Américains c'est-à-dire la presse et notamment le *New York Times*, ne sont pas particulièrement en avance par rapport à nous. *Le Monde* comme le *New York Times*, a réussi le passage du print au digital »<sup>1018</sup>. Enfin, les grands journaux américains comme *Le Monde* ont eu leur heure de gloire et connaissent aujourd'hui un certain déclin. Alan Riding raconte : « Autrefois, le *New York Times* définissait l'agenda politique des Etats-Unis et *Le Monde* aussi en France, mais dans une moindre mesure. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Le *Washington Post* était autrefois un journal international, est redevenu un journal local. *Le Monde* est toujours beaucoup lu par la classe politique, par les élites aussi. C'est une arène nationale des politiques. Mais il ne définit plus l'agenda politique national »<sup>1019</sup>.

Enfin, la presse américaine influence *Le Monde*, dans sa manière de se construire. Le journal est en particulier captivé, fasciné par le *New York Times*, au point que l'on peut dire que si *Le Monde* a un modèle, c'est l'hebdomadaire newyorkais. Ce n'est pas non plus surprenant étant donné que le *New York Times* est souvent considéré comme le « meilleur » quotidien au monde. Et cela intervient très tôt dans l'histoire du journal puisque Sirius fait régulièrement référence à lui. Il cite aussi Walter Lippmann, éditorialiste dans le *New York Herald Tribune* comme le 9 avril 1953 : « Walter Lippmann, qui a souvent défendu sur [l'Europe] des thèses très voisines des nôtres, écrivait encore tout récemment... »<sup>1020</sup> Ce dernier est devenu son ami et il déjeune avec lui à chacun de ses passages à Paris. De même,

---

<sup>1016</sup> Entretien avec Jacques Follorou, *op.cit.*

<sup>1017</sup> Entretien avec Jan Krauze, *op.cit.*

<sup>1018</sup> Entretien avec Louis Dreyfus du 12/05/2016.

<sup>1019</sup> Entretien avec Alan Riding, ancien chef du bureau parisien du *New York Times*, le 07/04/2015.

<sup>1020</sup> Sirius, « L'espoir renaît », *Le Monde*, 09/04/1953.

*Le Monde* reprend la démarche numérique du *New York Times*. Enfin, il copie le *Washington Post* lorsqu'il nomme un médiateur. Les journalistes s'inspirent beaucoup de ce qu'écrit la presse américaine, notamment les correspondants sur place. Robert Solé explique : « Le journalisme à l'américaine était très en avance. Les Français ont ensuite beaucoup copié. La presse américaine était d'une grande richesse. Je la reprenais beaucoup, suivant en particulier le *Washington Post*, le *New York Times* et le *Christian Science Monitor* »<sup>1021</sup>.

Au-delà de la presse et de la culture en général, *Le Monde* porte un intérêt moindre pour le sport américain et plutôt tardivement : cet intérêt apparaît pour l'essentiel à partir de la seconde moitié des années 90. Mais il n'est pas ridicule et concerne 1 à 2% des articles avec des pointes lors de certains événements comme les jeux olympiques surtout lorsqu'ils se passent aux Etats-Unis. Gilles Van Kote, issu du journalisme sportif, remarque que « les Etats-Unis ont une image, en dehors des questions de politique internationale, de pays très fort, très dominateur, comme en sport, avec certaines dérives, comme la dérive business et dopage »<sup>1022</sup>. Jérôme Fenoglio, lui aussi issu du journalisme sportif, établit même un rapport entre le sport et le journalisme américain. « Pour moi, le sport américain type est le baseball, avec son aspect statistique, long. Chaque poste y est très spécialisé. Il faut être le meilleur à chaque fois. Je suis impressionné par le geste du lanceur au baseball. C'est pareil que pour le rapport au travail, il faut faire son activité à fond. De même, les journaux ont une approche très professionnelle, ce qui ne les empêche pas de se tromper ou de suivre Georges W. Bush. On a en France un rapport plus relationnel »<sup>1023</sup>. Ainsi, même s'il est récent, le rapport du *Monde* avec le sport américain n'est pas négligeable.

#### La société américaine sous Bill Clinton

La vie sociale et syndicale est à peine traitée par *Le Monde* sous Bill Clinton, les articles à son sujet sont rares<sup>1024</sup>. Les syndicats sont au plus mal, après 12 années de dérégulation. Sylvie Kauffmann note un petit espoir de renouveau lors de l'élection d'un nouveau président à la tête de l'AFL-CIO, le grand syndicat américain, après les seize longues années de règne de Lane Kirkland, mais rien n'est gagné : « Après de longues années de déclin, le mouvement syndical américain s'est enfin donné une chance de rebondir avec l'élection, mercredi 25 octobre, d'un nouveau président à la tête de la grande confédération AFL-CIO : John Sweeney, chef de file du groupe de rénovateurs [...]. Le taux de syndicalisation de la main-d'œuvre américaine est passé de 35 % en 1955 (année de la fusion de l'American Federation of Labor et du Congress of Industrial Organizations) à 15,5 % aujourd'hui et encore, grâce au secteur public : dans le secteur privé, seul un travailleur sur dix adhère à un syndicat [...]. Après douze années d'administration républicaine, sous les présidents Reagan et Bush, l'arrivée du démocrate Bill Clinton à la Maison Blanche avait été perçue comme une bouffée d'oxygène par les syndicalistes ; mais cet espoir a été déçu par l'adoption de l'Alena, l'accord de libre-échange avec le Mexique et le Canada, contre lequel ils se sont battus en vain, puis par l'échec du projet présidentiel de réforme du système de santé »<sup>1025</sup>. Malgré tout, *Le Monde* note que la vie sociale et syndicale est relativement apaisée aux Etats-Unis dans ces années.

---

<sup>1021</sup> Entretien avec Robert Solé, *op.cit.*

<sup>1022</sup> Entretien avec Gilles Van Kote, *op.cit.*

<sup>1023</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, *op.cit.*

<sup>1024</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1025</sup> Sylvie Kauffmann, « Avec l'élection de John Sweeney à la tête de l'AFL-CIO, la centrale syndicale américaine espère un sursaut », *Le Monde*, 27/10/1995.

L'égalité et le progrès social aux Etats-Unis préoccupent moins *Le Monde* sous Bill Clinton que sous George Bush père, mais le sujet est tout de même évoqué par près de 20% des articles traitant des Etats-Unis. Cependant, l'appréciation générale s'améliore et il y a presque autant d'articles constatant un progrès social que d'articles déplorant des problèmes sociaux ou raciaux persistants. *Le Monde* remarque aussi la persistance de politiques libérales avec peu de perspectives sociales. Cependant, le journal observe que les discriminations vis-à-vis des minorités (notamment le racisme) et des femmes existent toujours mais reculent. Il remarque que les Etats-Unis sont toujours une terre d'immigration avec une bonne intégration des populations nouvelles, même si ce n'est pas toujours sans difficulté ou réticence. Alain Frachon écrit ainsi : « L'Amérique connaît une forte vague d'immigration. A eux seuls, les Etats-Unis digèrent chaque année un nombre d'immigrants supérieur à celui qu'accueillent l'ensemble des autres pays occidentaux. Chaque année, ils absorberaient près d'un million d'immigrés légaux et 250 000 à 300 000 illégaux (estimation basse). La Californie ne recueillerait pas moins de la moitié de ce flux migratoire qui vient, principalement, d'Asie et d'Amérique latine. Pourtant, la vague d'immigration de ces dix dernières années n'est assurément pas la plus importante que l'Amérique ait connue. Elle vient loin derrière le grand flux du début du siècle qui, de 1900 à 1924, vit plus de 25 millions d'immigrants débarquer à Ellis Island [...]. Dans le camp des pro-immigration, on trouve une partie de la gauche démocrate, attachée au thème de la nation d'immigrants, et une partie de la droite républicaine, convaincue des mérites du libre-échange, qu'il s'agisse des hommes, des biens ou des services. Le camp des anti n'est pas moins composite [...]. Même si le pays paraît être aujourd'hui d'humeur rejectionniste, il semble que la majorité au Congrès soit plutôt du côté des pro-immigration. Bill Clinton se range dans leur camp. Son administration n'a proposé qu'un timide renforcement des contrôles à l'entrée du pays. Sentiment dominant à Washington : personne ne réussira jamais à fermer près de 4 000 kilomètres de frontières avec le tiers-monde. Mieux vaut s'y faire »<sup>1026</sup>. Malgré les difficultés, l'Amérique est toujours une terre d'accueil dans un climat non pas paisible, mais en tout cas relativement calme.

Les mœurs des Américains intéressent beaucoup le journal et sont évoquées par près du quart des articles concernés. Mais le constat est surtout qu'elles sont très variées, tantôt avancées, ouvertes et apaisées, tantôt archaïques, dégradées, fermées voire simplistes. Il y a des signes inquiétants, comme la violence, et la consommation de la drogue qui continue de croître. De même, le pays reste marqué pour *Le Monde* par les questions communautaires et raciales. Le journal note aussi que la population s'adapte facilement aux changements et que les Américains aiment la simplicité et la *positive attitude*.

La culture et le sport sont beaucoup moins évoqués par *Le Monde* que les mœurs, mais concernent tout de même près de 7% des articles. Le journal est partagé sur la culture des Etats-Unis, remarquant le rayonnement et le développement de la musique contemporaine et du cinéma américains. Il déplore pourtant l'invasion de la France par la culture américaine et notamment le cinéma. Il regrette aussi le développement de l'audience de la télévision alors que ses programmes sont globalement médiocres à quelques exceptions près. Pour le sport, le journal remarque le très haut niveau des sportifs américains mais déplore que le pays ne s'attaque pas assez vivement au dopage. Un grand événement sportif marque ces années pour *Le Monde* : les jeux olympiques d'Atlanta dont rend compte Jean-Jacques Bozonnet : « Contrairement à ce que doivent croire les téléspectateurs américains, les Etats-Unis n'ont pas gagné toutes les médailles. Hors du champ des

---

<sup>1026</sup> Alain Frachon, « L'Amérique immigrée, la tentation du rejet », *Le Monde*, 20/05/1994.

très sélectives caméras de NBC, le monde a assisté à la plus universelle des fêtes sportives. Une cinquantaine d'hymnes différents ont résonné sur les podiums, tout au long des quinze jours de compétition. Soixante-dix-neuf pays se sont partagé les 842 médailles mises en jeu. Néanmoins, les Etats-Unis restent les grands vainqueurs de ces Jeux organisés à domicile, avec une moisson de 101 médailles, dont 44 en or. Atlanta pouvait donc plastronner [...]. Globalement, les sports collectifs féminins ont donc gagné en crédibilité, balayant les réserves les plus misogynes. Si la Chine a confirmé sa place de puissance asiatique numéro un, c'est en partie grâce à ses sportives, les footballeuses prenant le relais des nageuses sans soulever la même vague de suspicion à propos du dopage. Ce dernier n'a fait qu'une furtive apparition à Atlanta : un seul cas officiellement décelé, après les dix de Séoul et les quatre de Barcelone. Bien sûr, il y eut les vrais-faux dopés russes. La détection d'un produit inconnu le Bromantan avait pu donner l'illusion que la lutte antidopage avançait ; l'absolution finalement accordée en montre à nouveau les limites »<sup>1027</sup>. Finalement, les jeux olympiques d'Atlanta et leur réussite, donnent une image sportive aux années Clinton.

*Le Monde* s'intéresse encore peu à l'environnement aux Etats-Unis avec tout juste 2,5 % des articles concernés qui l'évoquent sous Clinton. Mais le sujet est encore nouveau, il n'est apparu vraiment que sous George Bush père dans les colonnes du journal. Le journal constate la grande variété écologique de l'Amérique et son originalité par rapport à l'Europe concernant les espèces. Il remarque aussi l'importance des événements climatiques exceptionnels comme les vagues de grands froids qui touchent le pays.

La place de la religion est à peine évoquée par *Le Monde* pendant le mandat du président venu d'Arkansas. Il note cependant la propension qu'y ont les élus à parler de leur foi et de leur religion.

Les huit années de Bill Clinton à la Maison Blanche correspondent ainsi à une période relativement calme socialement. Cependant le rêve américain semble encore assez lointain. On ne peut pas parler de progrès social, mais plutôt d'un certain apaisement sauf peut-être pour les afro-américains. La société américaine n'en est pas moins démocratique.

## **Un système politique et judiciaire qui fonctionne plutôt bien**

Alors que les questions de police et de justice aux Etats-Unis avaient occupé une large place dans les colonnes du *Monde* dans les années Bush père, avec de fortes critiques des insuffisances de la justice américaine, l'attention sur ces questions retombe sous Bill Clinton sans pour autant devenir négligeable puisque encore près de 8% des articles les évoquent<sup>1028</sup>. Ils sont cependant concentrés dans les premières années de sa mandature et assez équilibrés entre positifs et négatifs. Ainsi, *Le Monde* remarque que la justice s'applique à tous de la même manière, y compris aux plus puissants. Mais il note aussi que la police est dure vis-à-vis des immigrés clandestins et que la justice est très sévère, qu'elle a du mal à se remettre en question, parfois même au mépris des conventions internationales. Ainsi, Philippe Broussard écrit : « Pierryck Castellazzi sera-t-il jamais transféré dans une prison française ? Dans sa cellule du pénitencier Michael-Unit, à Tennessee-Colony (Texas), ce Toulousain [...] désespère de voir un jour les autorités texanes appliquer la convention internationale signée le 25 janvier 1983 entre la France et les Etats-Unis. Cette convention stipule en effet que les deux pays sont désireux de permettre

---

<sup>1027</sup> Jean-Jacques Bozonnet, « Le succès sportif s'est universalisé », *Le Monde*, 06/08/1996.

<sup>1028</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



aux condamnés, avec leur consentement, de purger toute peine privative de liberté dans le pays dont ils sont ressortissants. Condamné, en 1991, à quarante ans de détention pour un crime qu'il nie avoir commis [...], cet homme de trente-sept ans souhaiterait purger sa peine en France. Il dit être maltraité à Michael-Unit en raison de la profession de la victime, un employé de l'administration pénitentiaire texane. Toutes les démarches entreprises jusqu'à présent par ses proches en vue d'un transfèrement sont restées vaines. Les ministères concernés, la chancellerie et le Quai d'Orsay disent suivre le dossier, mais ils n'ont pas encore obtenu gain de cause »<sup>1029</sup>. Dans ce pays fédéral, les Etats se jouent parfois des règles nationales ou internationales de justice.

Les articles du *Monde* sur le système politique américain sous Bill Clinton sont positifs dans l'ensemble. Le journal considère généralement que la démocratie américaine fonctionne bien. Cependant, près d'un tiers des articles exprime des limites quant au système politique des Etats-Unis. *Le Monde* demeure toujours impressionné par les échanges vifs pour ne pas dire le combat entre l'exécutif et le législatif, c'est-à-dire entre le président et le Congrès, qui rythme la vie démocratique nationale américaine. Il remarque aussi que la politique n'intéresse guère la population. Il déplore à de nombreuses reprises, que l'argent tient beaucoup de place dans les élections. Ainsi, le journal note lors de la campagne présidentielle de l'an 2000 : « Les Américains élaient, mardi 7 novembre, celui qui succédera au président Bill Clinton, le 20 janvier 2001, au terme d'une campagne électorale qui aura été la plus coûteuse de l'histoire du pays »<sup>1030</sup>. *Le Monde* regrette aussi l'importance des lobbies. Ces limites du système américain contribuent à susciter quelques doutes au sein de cette puissance sans égale.

### **Un pays puissant, dominateur malgré quelques interrogations**

L'armée américaine dont *Le Monde* avait beaucoup parlé sous George Bush père, pour cause de guerre du Golfe en particulier, retient beaucoup moins l'attention du journal sous son successeur, puisqu'elle n'est évoquée que par 2,5% des articles traitant des Etats-Unis<sup>1031</sup>. Ils notent que l'armée américaine est puissante et prête en cas de conflit, mais que l'administration souhaite diminuer les dépenses militaires, ce qui est bien compréhensible, la guerre froide étant terminée et les Etats-Unis n'ayant aucun ennemi qui puisse les inquiéter militairement.

Bénéficiant du retour de la prospérité économique alors qu'elle est dans son moment unipolaire, l'Amérique connaît une grande confiance en elle. 13% des articles l'évoquent. Ils décrivent un pays puissant pour la moitié d'entre eux, un pays sûr de lui, confiant dans sa puissance militaire et son économie et qui domine de loin le reste du monde. Mais d'autres montrent des signes d'inquiétude des Américains devant la montée de nouveaux pôles, notamment l'Europe. Cette dernière se renforce sensiblement avec d'une part son élargissement aux anciennes démocraties populaires de l'ex bloc oriental et d'autre part la décision de créer une monnaie commune, l'Euro. Dans les colonnes du *Monde*, ce qui inquiète alors le plus les Américains, c'est la précarité de l'emploi qui remet en cause le rêve américain et entame la confiance envers les gouvernants et les élites. Un éditorial intitulé « Crise de confiance » décrit cette impression : « Le parti du président Bill Clinton, les démocrates, a enregistré un cuisant revers, mardi 8 novembre, lors d'élections législatives que l'opposition républicaine a enlevées haut la main, au Sénat comme à

---

<sup>1029</sup> Philippe Broussard, « La longue attente du Frenchy de Michael-Unit », *Le Monde*, 09/11/1994.

<sup>1030</sup> « Bush la chance contre Gore le mérite », *Le Monde*, 08/11/2000.

<sup>1031</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

la Chambre des représentants. Voilà donc l'Amérique avec un Congrès plus conservateur, plus anti-gouvernement et plus anti-impôts [...]. Ce n'est pas seulement le bilan à mi-mandat du président qui était en cause. Ce bilan, après tout, n'est pas négligeable : chômage réduit à 5,8 %, croissance soutenue, inflation contenue, déficit budgétaire réduit. L'échec est ailleurs. Il est celui d'un président qui avait promis de rétablir la confiance des Américains dans leur gouvernement (au sens large, administration et Congrès) et qui, à l'évidence, n'y a pas réussi [...]. C'est d'autant plus grave que ces élections ont manifesté de la part des Américains un rejet de la politique dangereux pour la démocratie. On a moins fait campagne contre Bill Clinton que contre les élus en place, accusés de corruption ou d'impuissance à soigner les maux de l'Amérique [...]. Au moins autant que d'un rejet de l'administration Clinton, ces élections auront témoigné d'un sentiment de défiance à l'encontre des gouvernants. Elles participent d'un mouvement de révolte générale de l'opinion contre les élites traditionnelles de l'Amérique »<sup>1032</sup>. L'Amérique est paradoxale. Elle est sûre d'elle-même, dominante, et pourtant elle se prend parfois à douter, en particulier de ses gouvernants et de ses élites.

Ainsi au cours des années Clinton, *Le Monde* réussit à traverser à nouveau une grave crise économique et à engager un nouveau projet éditorial qui transparaît dans son regard sur l'hyperpuissance américaine. Des signaux faibles annoncent la fin du moment unipolaire américain, comme les différents attentats qui touchent les intérêts des Etats-Unis ou l'accélération du développement de nombre de pays du Sud comme la Chine. Les Américains qui aiment les dynasties, choisissent alors comme successeur de Bill Clinton le fils de son prédécesseur, George W. Bush.

---

<sup>1032</sup> Editorial, « Crise de confiance », *Le Monde*, 10/11/1994.



Les années Bush fils démarrent péniblement à cause des doutes qui entachent son élection. Mais cette péripétie passée, nul ne voit venir la fin brutale du 20<sup>e</sup> siècle et la remise en cause de la domination américaine. Au *Monde* non plus, Jean-Marie Colombani ne voit pas venir la fin de sa longue présidence. Son second mandat semble pourtant démarrer sous de bons auspices. Libéré de la tyrannie de la navigation à vue, le directeur du *Monde* peut se consacrer davantage aux grands projets de développement du journal. Période du plus grand contraste, les années Bush marquent la fin d'une époque et le début d'une autre, aussi bien à l'échelle de la planète qu'au journal lui-même. *Le Monde* peut-il survivre à une nouvelle et violente crise de confiance doublée du retour de la crise financière tout en continuant de donner le ton, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis, pour le meilleur comme pour le pire ? Nous examinerons dans ce chapitre la seconde et dernière partie de l'ère Colombani, le regard du journal sur la présidence Bush fils et sa description de l'Amérique sous le choc du 11 septembre.

## **91 L'ère Colombani : suite et fin**

*Le Monde* aborde les années 2000 au mieux de sa forme. Le journal semble durablement sorti de près de quinze années de crises à répétition entamées depuis la difficile succession de Jacques Fauvet. Le journal, emmené par Jean-Marie Colombani, atteint son plus grand rayonnement, essaie de s'adapter au monde qui change en suivant notamment l'exemple de ses confrères américains. Mais finalement il n'y parvient pas, il est rattrapé comme son directeur par la crise et les critiques tant internes qu'externes.

### **Les articles de Jean-Marie Colombani sur les Etats-Unis**

Depuis qu'il a été élu à la tête du *Monde*, Jean-Marie Colombani continue d'écrire des articles dans le journal, en particulier des éditoriaux<sup>1033</sup>. Il est le deuxième directeur le plus prolifique après Sirius, et de loin. Une bonne partie de ses articles concerne la relance du journal et le nouveau projet éditorial. Issu du service politique, il écrit aussi régulièrement sur l'actualité politique nationale, notamment en 1995 avec la fin de la longue mandature de François Mitterrand qui s'achève le 17 mai et l'élection de son successeur. Mais il ne traite guère de l'international, à quelques exceptions près, notamment sur Israël et la Palestine ainsi que l'Algérie. Ces sujets ne sont d'ailleurs pas totalement étrangers à la politique française. Jean-Marie Colombani se fâche une fois en 1998 contre l'« hyperpuissance » dont il dénonce le caractère hégémonique, notamment à l'ONU. Il écrit : « L'arrogance règne à l'égard du reste du monde : tout se passe comme si les discours, les attitudes, la brutalité qui ne sont plus permises sur la scène intérieure américaine devaient avoir libre cours sur la scène extérieure [...]. La puissance [de l'Amérique] devrait la conduire à éviter de vouloir gérer la planète en fonction des appétits de tel ou tel lobby »<sup>1034</sup>. Le moins que l'on puisse dire est qu'il n'est pas tendre ! Mais ce coup de sang nous ramène aussi à la politique française sinon européenne : « A trop attendre, l'Europe n'est-elle pas menacée de ne jamais pouvoir prendre son envol ? » Il évoque un peu plus tard la même année « Le défi américain »<sup>1035</sup>, mais

---

<sup>1033</sup> 11 articles de Jean-Marie Colombani sélectionnés dans le corpus.

<sup>1034</sup> Jean-Marie Colombani, « Arrogances américaines », *Le Monde*, 26/02/1998.

<sup>1035</sup> Jean-Marie Colombani, « Le défi américain », *Le Monde*, 27/10/1998.

c'est pour mieux affirmer l'importance de l'Euro. Jean-Marie Colombani ne semble donc guère porté sur l'international et encore moins sur l'Amérique.

Le 11 septembre 2001, tout change. Le directeur du *Monde* réagit d'abord par un éditorial qui fait date et sur lequel nous reviendrons. Il déclare alors sa solidarité, celle du journal et celle des Français avec les Américains. Dans l'année qui suit, pas de changement. Il est vrai que c'est une année d'élections présidentielles en France où pour la première fois, le candidat d'extrême droite arrive au second tour. Mais le 11 septembre 2002, il dresse un bilan déjà sévère des premières réactions américaines dans un éditorial intitulé : « L'impasse ». Puis dans les semaines, les mois et les années qui suivent, il écrit de nombreux articles sur les questions internationales et sur les Etats-Unis en particulier. Il faut reconnaître que l'actualité soutenue le permet, autour notamment de George Bush, de sa « croisade contre l'axe du mal » et du refus de la France de lui donner un blanc-seing. 2004 est d'ailleurs la plus forte année pour les articles de Jean-Marie Colombani. Le rythme diminue ensuite, jusqu'à son départ du journal. Il n'y écrit plus ensuite, à quelques exceptions près. Il rédige ainsi une nécrologie en hommage à un journaliste du *Monde*, Yves-Marie Labé<sup>1036</sup>. A une autre occasion, bénéficiant d'un droit de réponse suite à un éditorial d'Eric Fottorino en 2010, il compare le mandat d'un directeur du *Monde* à celui du président des Etats-Unis pour justifier que l'on puisse en tirer un bilan après trois ans et demi<sup>1037</sup>.

Les articles de J.M. Colombani figurent en Une pour 60% d'entre eux. Ils sont des éditoriaux dans la même proportion et sont pour longs l'essentiel. L'image de l'Amérique présentée dans ces articles est relativement sévère. Peu d'articles la présentent comme un pays véritablement ami, une moitié la décrit comme un pays simplement allié, et une autre moitié comme un pays qui diverge de la France et de l'Europe, voire en froid avec ses alliés et amis traditionnels. Ainsi, il écrit le 11 septembre 2002 dans un éditorial intitulé « L'impasse américaine : l'Amérique, un an après le 11 septembre, est sur le sentier de la guerre. Elle est aussi dans l'impasse. Et celle-ci nous est dommageable. Jamais depuis 1989 [...] la situation des Etats-Unis n'a été aussi mauvaise. Le réflexe de solidarité d'il y a un an s'est mué en une vague qui pourrait laisser croire que, de par le monde, nous sommes tous devenus antiaméricains »<sup>1038</sup>. De même, la moitié des articles de J.M. Colombani présente la politique étrangère américaine comme menaçante, n'hésitant pas à bafouer les grands principes démocratiques à l'étranger, pour atteindre ses objectifs. Les Etats-Unis sont ainsi une superpuissance dominante et unilatéraliste. Un cinquième des articles relève cependant que les Etats-Unis réagissent à une agression terroriste particulièrement violente. D'autres encore, dans une même proportion, relèvent que l'Amérique souhaite la paix. Il faut cependant souligner que 70% de ces articles sont écrits dans une période particulière, entre 2003 et 2006, où l'Amérique est en froid avec de très nombreux pays, même parmi ses amis et alliés à cause de la politique menée par George W. Bush en Irak et de l'attitude fermée de ce dernier vis-à-vis des pays étrangers. On retrouve pour les mêmes raisons une image toute aussi négative des relations des Etats-Unis avec les autres nations, celle d'un pays dont la politique étrangère et l'intransigeance finissent par isoler d'une bonne partie du reste du monde et de la France en particulier. Un cinquième des articles observe cependant le contraire. Il s'agit de ceux écrits en 2001, au plus fort de l'élan de sympathie pour l'Amérique. J.M. Colombani remarque que les relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde sont parfois difficiles voire contradictoires tant le pays

---

<sup>1036</sup> Jean-Marie Colombani, « Nous l'avons tant aimé : journaliste au *Monde*, Yves-Marie Labé est mort », *Le Monde*, 03/01/2011.

<sup>1037</sup> Jean-Marie Colombani, « Quelques remarques », *Le Monde*, 08/11/2010.

<sup>1038</sup> Jean-Marie Colombani, « L'impasse américaine », *Le Monde*, 11/09/2002.

proclame son attachement au libre échange mais n'hésite pas à mettre des barrières protectionnistes ou même à accorder des subventions à l'export lorsqu'il le juge utile alors qu'il tend à dominer la finance mondiale. Il décrit un pays puissant économiquement, mais qui connaît aussi d'importantes difficultés avec un grave déficit budgétaire et commercial. J.M. Colombani présente l'Amérique comme un pays à la pointe de l'innovation technologique bénéficiant notamment d'excellentes universités. En ce qui concerne la société américaine, il note l'importance de l'immigration et la réussite de l'intégration. Il remarque à de nombreuses reprises l'union nationale que connaît l'Amérique et la société américaine, notamment autour de son président, suite aux attentats du 11 septembre 2001, de même que l'importance de la religion, y compris en politique. J.M. Colombani décrit très positivement la démocratie américaine, qui sans être parfaite, inspire les autres. Il note toutefois que dans sa réaction face à l'agression subie, le pays peut être excessif allant parfois jusqu'à bafouer les règles du droit et de la justice sur son propre sol. Il note la puissance et les moyens immenses de l'armée américaine qui ont cependant leurs limites. Enfin il ressort dans les cinq sixièmes des articles concernés de J. M. Colombani que les Etats-Unis sont un pays puissant, fort, sûr de lui et dominateur.

Le directeur du *Monde* donne donc une image particulièrement sévère des Etats-Unis dans ses articles, qui doit cependant être replacée dans son contexte. Elle est aussi et pour cette raison particulièrement contrastée : l'image de l'Amérique décrite par Jean-Marie Colombani est très négative dans les mois qui suivent la décision de George W. Bush d'envahir l'Irak le 20 mars 2003, et très positive dans les semaines et les mois qui suivent les attentats du 11 septembre 2001. Elle évolue aussi entre son premier mandat et son second.

### **La réélection de Jean-Marie Colombani et la poursuite du renouveau éditorial inspiré de temps à autres d'idées venues d'outre-Atlantique**

Depuis 1994, Jean-Marie Colombani instaure un nouveau style de direction et une nouvelle approche éditoriale qui semble réussir tant auprès des lecteurs qu'auprès des rédacteurs. Pour différentes raisons, l'Amérique n'y est pas totalement étrangère.

#### **Le second mandat de Jean-Marie Colombani et la force du trio directorial**

Le mandat du directeur du *Monde* qui est de 6 ans arrive à son terme au premier semestre 2000. Le 24 juin, la société des rédacteurs se prononce à plus de 76% en faveur de son renouvellement et Jean-Marie Colombani voit son mandat officiellement renouvelé le 27 juin 2000<sup>1039</sup>. Cette réélection se déroule donc sans difficulté et marque le succès du projet éditorial et de la gouvernance instaurée par le successeur de Jacques Lesourne, alors que le journal a repris son expansion et est bénéficiaire. Les années de crises marquant luttes intestines autour de la succession directoriales et difficultés économiques semblent révolues. Malheureusement, l'année 2000 est marquée par une dégradation rapide et sensible du contexte économique. Puis l'onde de choc économique des attentats du 11 septembre 2001, partant des Etats-Unis, gagne le reste du monde et entraîne une aggravation du contexte économique international et notamment une baisse rapide des dépenses publicitaires.

Dans ce contexte, le journal est dirigé par un trio constitué du gérant, Jean-Marie Colombani, du directeur de la rédaction, Edwy Plenel, et du président du

---

<sup>1039</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 625.

conseil de surveillance, par ailleurs président de la société des lecteurs, Alain Minc. Le directeur de la rédaction est un personnage essentiel de ce trio du fait de sa personnalité forte et décalée par rapport aux autres journalistes plus traditionnels. Alain Minc est certes très influent et apportera sa marque dans la mise en place du groupe Le Monde, mais moins sur la direction du journal. En revanche, Jean-Marie Colombani et plus encore Edwy Plenel ont une vision plutôt centralisatrice de la direction du journal et notamment de la direction éditoriale. Désormais, la direction suit plus étroitement la ligne éditoriale, même si celle-ci demeure relativement large et ouverte. Un service éditorialiste est créé, repris ensuite par les chroniqueurs. En conséquence, les chefs de service signent beaucoup de papiers. Un certain nombre de décisions qui dépendaient essentiellement des chefs de service comme la répartition des articles, le choix des priorités et la construction des pages reviennent de plus en plus à la direction de la rédaction. Les chefs de service qui auparavant étaient maîtres chez eux, jaloux de leurs prérogatives, transformant leurs services en départements quasi-autonomes perdent une large part de leur indépendance. Avec le temps le rôle du chef de service change. Tout cela n'est évidemment pas toujours bien ressenti. Mais cela permet un progrès vers l'homogénéisation du journal, les modes de construction des pages des différentes séquences qui leur étaient spécifiques, se rapprochent, et les journalistes de services différents commencent, de temps en temps, à collaborer, à réaliser des dossiers ensemble. La maquette de 1995 marque ainsi la volonté de faire travailler ensemble les services, notamment sur des dossiers communs. Daniel Vernet remarque : « Il y a une perte d'importance du chef de service depuis Edwy Plenel »<sup>1040</sup>. C'est ainsi, le cas du chef du service étranger, devenu international dans le nouveau projet éditorial, qui a longtemps été un personnage clé. Ce changement d'attitude est lié au départ de Jacques Amalric, l'emblématique chef du service étranger, en 1994, pour *Libération*. Désormais, il n'y a plus de chef de service international emblématique au *Monde*, ils tournent tous d'ailleurs assez fréquemment. De plus, par la volonté de la direction, l'éditorial s'ouvre à toutes les rubriques en 1994 alors qu'il était avant du ressort de l'international. Il faut rappeler que Jean-Marie Colombani comme Edwy Plenel viennent du service politique. Certains vivent ce changement comme une remise en question de la primauté du service international, ce qui n'est pas entièrement faux. C'est le directeur qui fixe les grandes orientations. De même, il y a une accélération du rythme de changement de poste des journalistes, avec la mise en place par Edwy Plenel d'une rotation tous les cinq ans, parallèlement à un rajeunissement des équipes. Ainsi comme l'a montré Nicolas Kaciaf, l'ancienneté moyenne des membres du service politique du *Monde* passe de presque 10 ans en 1992 à 4 ans en 1996<sup>1041</sup>. Cette alternance au bout de quelques années était traditionnelle pour les correspondants à l'étranger, mais devient une règle qui renforce l'indépendance des journalistes. Cela entraîne une moindre spécialisation, alors que de nouveaux visages arrivent, contribuant à un certain rajeunissement des équipes, effet de génération mais aussi départ d'une série de journalistes opposés au nouveau projet et à la nouvelle équipe.

#### La photographie et les infographies enfin acceptées

La nouvelle formule lancée le 4 janvier 1995 a fait son chemin et commence à vieillir, aussi on prépare une formule rénovée afin de relancer les ventes. Traditionnellement, *Le Monde* se méfie des images. Il n'en a même contenu aucune

---

<sup>1040</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

<sup>1041</sup> Nicolas Kaciaf, *Les pages politiques*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 303.

pendant longtemps. Elles se sont discrètement insérées depuis dans le journal, mais elles restent rares. Les réticences demeurent fortes en interne malgré une volonté d'ouverture et de changement de certains. Les attentats du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis viennent bousculer la donne. Dès le lendemain, des photos sont insérées pour illustrer les explications sur ce qui s'est passé, tant les images sont fortes, diffusées en boucle sur les chaînes de télévision. Nécessité fait loi dit-on. Patrick Eveno raconte que « de manière emblématique, Plantu cède sa place en première page à une photographie »<sup>1042</sup> les deux jours qui suivent les attentats. Ainsi, conséquence inattendue des événements qui marquent l'Amérique, *Le Monde* bascule dans l'ère de l'image et accepte enfin d'accorder toute la place qu'elle mérite à la photographie, en appui des articles. Les réticences traditionnelles du journal envers l'image tombent et finalement, en très peu de temps, la rédaction se laisse convaincre sans plus de discussions. Ayant pris une place aux côtés des articles dès la première page, la photographie et l'infographie prennent une nouvelle importance dans le journal, tendance confirmée dans les semaines et les mois qui suivent le 11 septembre 2001. Une maquette rénovée qui adopte définitivement cette évolution est lancée le 14 janvier 2002. Le médiateur revient quinze jours plus tard sur cette évolution : « Les infographies se sont multipliées depuis que *Le Monde* a rénové sa formule. On en a publié soixante-deux entre le 14 et le 19 janvier, contre vingt-neuf la semaine précédente, sans compter les cahiers Economie et Argent, très friands de statistiques illustrées. Désormais, même la première page du journal accueille parfois des schémas. L'infographie (cartes géographiques, courbes, camemberts, tableaux, dessins...) est un langage de signes : elle permet à l'information d'être saisie plus rapidement et plus facilement qu'avec un texte seul. Même si elle attire l'œil et aère les articles, sa fonction n'est pas de décorer le journal mais de raconter des faits, de les résumer ou de mettre en valeur leur aspect le plus saillant »<sup>1043</sup>. Il en va de même pour les photographies.

#### Le supplément hebdomadaire « *The New York Times* »

Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ont une autre conséquence éditoriale. Alors que l'intérêt des lecteurs pour l'Amérique est en nette hausse, à l'initiative de Laurent Greilsamer<sup>1044</sup> est insérée dans *Le Monde*, à titre temporaire, une page supplémentaire réalisée à partir du contenu éditorial du *New York Times*, en anglais, sous la responsabilité de ses journalistes et portant son nom. Robert Solé indique : « *Le Monde* a voulu profiter de ses liens avec le *New York Times* pour mieux couvrir le drame survenu aux Etats-Unis. Ce journal possède en effet des informations exclusives, puisées aux meilleures sources [...]. Certes, il aurait mieux valu traduire ces articles, mais ce que fait un mensuel comme *Courrier international* est difficilement réalisable dans un quotidien, faute de temps »<sup>1045</sup>. L'essai d'une semaine, du 17 au 21 septembre, semble concluant. C'est ainsi que quelques mois plus tard, à partir du 6 avril 2002, *Le Monde* lance un supplément hebdomadaire de douze pages en anglais, constitué d'une sélection d'articles du *New York Times*, en partenariat avec d'autres quotidiens européens, notamment *El Pais* : « Ce supplément est l'aboutissement d'un long dialogue entre deux rédactions dont les références professionnelles sont voisines, sinon semblables, rapprochant deux des grands quotidiens mondiaux de qualité. De fait, la sélection des articles retenus, puis mis en page par les équipes du *New York Times*, sera le résultat d'échanges

---

<sup>1042</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 639.

<sup>1043</sup> Robert Solé, « Le poids des courbes », *Le Monde*, 26/01/2002.

<sup>1044</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 639.

<sup>1045</sup> Robert Solé, « Tous Afghans », *Le Monde*, 23/09/2001.



quotidiens entre Paris et New York. Notre choix soulève évidemment deux questions. D'abord, pourquoi l'anglais ? En faisant le pari de la version originale, participons-nous d'une uniformisation du monde dont une langue dominante serait l'instrument ? Ensuite, pourquoi un quotidien américain – et non pas allemand ou anglais, italien ou espagnol, bref européen ? En assumant cette alliance américaine, n'encourons-nous pas le reproche de créer un effet de sens idéologique dans un moment où la politique étrangère des Etats-Unis fait plus que jamais débat ? Notre démarche est exactement à l'inverse des préjugés qui sous-tendent ces interrogations. Dans la bataille contre l'uniformisation des mondes, le bilinguisme – ou le multilinguisme – nous semble une arme qui entretient, au contraire, la diversité. C'est la stratégie du faible au fort : maîtriser la langue d'usage dominante permet de mieux défendre l'identité attachée à la langue d'origine. D'autre part, rien ne serait pire, dans la période incertaine ouverte par le 11 septembre, que d'identifier indistinctement le peuple américain tout entier, son opinion et sa presse, aux politiques suivies à la Maison Blanche. Découvrir le *New York Times*, surtout en version originale, c'est aussi mieux connaître les Américains dans leur diversité. C'est entendre leur récit du monde, à la fois différent et semblable au nôtre, à coup sûr plus complexe, plus ouvert, moins replié que le département d'Etat ou le Pentagone n'en donnent l'impression »<sup>1046</sup>. Partant du principe que tous les regards sont tournés vers les Etats-Unis et que les deux quotidiens partagent globalement une même vision progressiste, *Le Monde* fait donc le pari audacieux que ses lecteurs se montreront intéressés par ce point de vue américain sur le monde et ne rejetteront pas la langue de Shakespeare. Le précédent de la semaine du 17 au 21 septembre 2001 a montré que ce n'était pas téméraire. Parallèlement il espère, comme les autres quotidiens partenaires, attirer des annonceurs supplémentaires grâce à ce cahier européen au moment où le marché publicitaire plonge. Le pari s'avère gagnant et l'aventure se poursuit plusieurs années durant malgré quelques critiques qui valent notamment au directeur du *Monde* de recevoir le « prix de la carpette anglaise », décerné chaque année par un comité Théodule, afin de dénoncer « un membre des élites françaises » coupable d'intelligence avec la langue ennemie. En effet, comme le note *Le Monde* qui s'en défend, le journal « s'est aplati, couché, vermisseau rampant, répugnant et capitulard, devant le *New York Times*, journal impérialiste et de langue notoirement anglo-américaine [...]. Le crime d'intelligence, voire de collaboration active avec l'envahisseur impérialiste semble constitué. Et le drapeau étoilé flotterait déjà sur notre pauvre marmite à cassoulet [...]. Sauf qu'évidemment, c'est tout autrement qu'on juge cette initiative : pas du tout comme un signe de faiblesse, mais plutôt de force. Pas du tout comme une capitulation, mais comme une ouverture sur le large, sur la façon de voir et de dire des autres. Pas du tout comme s'il n'y avait que *Le Monde* au monde, et que le français à la semelle de nos mots formant, en pétant de trouille, le dernier pré-carré ! »<sup>1047</sup> Le médiateur reçoit aussi des courriers critiques plus sérieux comme il en faisait état dès la page spéciale de septembre 2001<sup>1048</sup>, mais en nombre manifestement limité.

### Le journalisme d'investigation et la recherche de scoops

Inspiré de méthodes journalistiques américaines et notamment de la formidable enquête de Bob Woodward et Carl Bernstein, journalistes au *Washington Post* lors du scandale du Watergate, le journalisme d'investigation est promu par Jean-Marie Colombani, qui explique lors de l'Assemblée générale de la société des

---

<sup>1046</sup> « Plusieurs mondes », *Le Monde*, 06/04/2002.

<sup>1047</sup> « Eloge de la carpette », *Le Monde*, 14/11/2002.

<sup>1048</sup> Robert Solé, « Tous Afghans », *Le Monde*, *op.cit.*

lecteurs le 20 mai 1995 : « Tous les lieux de pouvoir et d'influence ont mis au point des stratégies de communication. Il faut aller chercher ce qu'il y a derrière la communication et le révéler aux lecteurs. Pour les affaires, les juges se servent du rempart de l'opinion, par l'intermédiaire de la presse, pour faire pression sur ceux qui tentent de les empêcher d'avancer »<sup>1049</sup>. Et il confie la responsabilité de mener à bien cette mission à un de ses proches, Edwy Plenel, homme clé du renouveau éditorial du journal, qui s'est longtemps consacré aux enquêtes policières et judiciaires et qui est devenu le spécialiste du journalisme d'investigation. Edwy Plenel développe sa manière de voir le journalisme dans un article sur le contrat de lecture qui engage le journal vis-à-vis de ses lecteurs et de l'information en général. Il est fondé sur la recherche rigoureuse de la vérité des faits et implique une indépendance totale vis-à-vis des pouvoirs et des intérêts particuliers, qu'ils soient politiques, économiques, publiques ou privés. Il suppose aussi un effort de curiosité et d'ouverture sur l'autre et sur l'inconnu ou l'inattendu : « L'objet du Style du *Monde* est de présenter le contrat de lecture par lequel *Le Monde* se propose d'être à la hauteur de son ambition [...] : la vérité des faits [...]. Le métier d'informer suppose d'apprendre à penser contre soi-même, ce qui signifie : se méfier de ses préjugés, faire droit au contradictoire, accepter les critiques, varier les approches »<sup>1050</sup>. On retrouve ici la volonté d'indépendance, le journalisme d'investigation et aussi ce qu'on lui reprochera par la suite : un certain attrait pour les scoops.

Pour autant, à l'international, et notamment concernant les Etats-Unis, la place des scoops dans *Le Monde* est faible. Le correspondant à l'étranger est un interprète, il n'est pas à la recherche de scoops. Il n'en a ni le temps, ni les moyens. Ses sources sont essentiellement publiques ou accessibles à l'ensemble de la presse à quelques rares exceptions. Cela ne l'empêche pas de recueillir parfois des explications de première main. Le correspondant à l'étranger laisse la mission de recueillir de l'information exclusive à la presse locale bien introduite auprès des politiques, de l'appareil d'Etat et de l'ensemble de la société civile, notamment des entreprises. D'ailleurs ceux-ci réservent d'eux-mêmes la plupart du temps leurs informations exclusives à la presse locale par intérêt bien compris. Le seul domaine pour lequel *Le Monde* est bien placé pour avoir des scoops à l'international est l'action à l'étranger du gouvernement français (ou des organisations françaises). Il les obtient par ses contacts auprès des décideurs français et de leur entourage. Le correspondant diplomatique (introduit auprès du ministère des affaires étrangères et le correspondant militaire (introduit auprès du ministère de la défense) sont bien utiles à cet effet, de même que tous ceux qui ont des contacts haut placés en France, notamment la direction, la rédaction en chef et les éditorialistes. Cela nécessite cependant la plus grande prudence, d'abord parce que toute information exclusive est susceptible de faire l'objet d'une manipulation, mais aussi parce que comme le rappelle Yves Buchet de Neuilly : « Qu'elle résulte ou non de ce que les acteurs appellent une opération de com, la fourniture d'information de politique étrangère n'est jamais désintéressée »<sup>1051</sup>. Ainsi, en dehors d'une éventuelle affaire d'origine française, on trouve les scoops concernant les Etats-Unis dans la presse américaine (ou les médias américains), plutôt que dans *Le Monde*.

---

<sup>1049</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 553.

<sup>1050</sup> Edwy Plenel, « Le style du Monde, un contrat de lecture », *Le Monde*, 13/01/2002.

<sup>1051</sup> Yves Buchet de Neuilly, « Le diplomate et le journaliste. Intérêts et enjeux du sourcing d'informations de politique étrangère », *Politiques de communication* 2013/1, p. 190.

## Le développement sur internet à l'exemple du *New York Times*

La révolution numérique venue d'outre-Atlantique n'épargne évidemment pas la presse française et *Le Monde*. Le journal, temple de la culture écrite et du papier, s'informatise comme nombre de ses homologues au rythme des progrès rapides de la diffusion de cette technologie dans les années 1980, voyant l'informatique comme un outil. La base de données de la documentation du journal est informatisée en 1987, mais il faut attendre 2015 pour que tous les numéros du journal soient disponibles en format numérique. *Le Monde* s'essaie aussi au minitel et une petite équipe est créée, dirigée par Michel Colonna d'Istria, qui gère le 3615 LeMonde et un 3617 LMDOC pour la documentation. C'est cette équipe qui est à l'origine de la présence du *Monde* sur internet, à partir de juin 1995 et du site [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ouvert en décembre 1995. Le développement du site n'est pas considéré comme prioritaire. Il offre des possibilités restreintes avec une tarification contraignante et manque d'une véritable ligne rédactionnelle ce qui ne lui permet de développer son audience que modérément. Il ne donne accès à l'ensemble des articles du journal qu'à partir de janvier 1997. L'équipe et les moyens sont organisés en une cellule nommée *Le Monde multimédia*, considérée comme une séquence du journal et associée à ce titre à la rédaction. Pourtant, cette dernière ne reconnaît pas vraiment *Le Monde multimédia* et s'en méfie même, l'accusant de lui prendre des lecteurs. Le résultat est que le journal qui a bien pris la mesure du numérique et l'a intégré assez tôt, perd peu à peu du terrain dans ce domaine. Le nombre de visiteurs du site de *Libération* dépasse ainsi celui du *Monde* dès 1997. Le journal doit réagir et sa direction en est consciente. A l'occasion d'un voyage d'étude aux Etats-Unis organisé par Sylvie Kauffmann, la direction du journal se rend compte de la prospérité économique dont jouissent les Etats-Unis, largement tirée par l'innovation, notamment autour du numérique, y compris la presse, en particulier le *New York Times*. Ce dernier est présent sur internet depuis 1994, par l'intermédiaire d'America OnLine. Une filiale nommée The Times Electronic Media Company est créée en 1995. C'est l'équivalent du *Monde Multimédia* qui existe déjà mais n'est pas encore filialisé. Le *New York Times* ouvre son site internet le 22 janvier 1996, la même année que le *Washington Post*. *Le Monde* l'a précédé de deux mois. L'expérience du Minitel, on l'oublie souvent, a permis au *Monde* d'être à la pointe de l'innovation et même d'être un peu en avance sur ses homologues américains. Mais *Le Monde* gère mal l'ouverture de son site internet, péchant par peur (de la rédaction papier, de pertes financières) et par timidité (envers un nouveau média, de nouveaux investissements). Le *New York Times* au contraire considère qu'internet est l'avenir, et fait le choix stratégique de se construire d'abord une audience en donnant d'emblée accès à l'ensemble du contenu du journal et ce gratuitement. Arthur Sulzberger Jr, son PDG, déclare le 4 mai 1995, lors d'une conférence à la Nieman Foundation for Journalism : « Je n'ai pas besoin de gagner de l'argent cette année, et je n'ai pas besoin de gagner de l'argent l'année prochaine. Et j'aimerais perdre un peu moins d'argent l'année suivante »<sup>1052</sup>. Il espère bien sûr que cela paiera à terme. Mais c'est une autre histoire. Résultat, alors que le site du *Monde* plafonne, celui du grand journal américain se développe rapidement pour devenir durablement l'un des tous premiers sites internet au monde par sa fréquentation. C'est cette stratégie gagnante à défaut d'être payante que l'équipe de direction du *Monde* assimile à New York. Cela conduit quelques mois plus tard à la relance du site internet du *Monde* suivant le modèle et la stratégie du *New York Times*. Jean-Marie Colombani

---

<sup>1052</sup> Joseph Lichterman, « 20 years ago, NYTimes debuted on-line on the web », *Nieman Journalism Lab*, 22/01/2016, [En ligne], URL : <http://www.niemanlab.org/2016/01/20-years-ago-today-nytimes-com-debuted-on-line-on-the-web/> (Consulté le 02/06/2017).

explique : « Ce que les experts nomment la déferlante Internet doit nous conduire à prendre conscience que nous ne sommes pas devant un simple moyen de diffusion supplémentaire, mais face à une obligation de nous transformer en une nouvelle source de production d'information, d'analyses et de services qui complète et doit conforter l'écrit, sur un marché devenu transparent et global »<sup>1053</sup>. Une filiale dédiée à internet, *Le Monde interactif*, est créée dans la foulée et connaît alors un grand succès. *Le Monde* aborde cette fois-ci le web avec tous ses moyens et rattrape peu à peu son retard. En mars 2004, le site reçoit plus de 15 millions de visites contre 6 millions pour *Libération*<sup>1054</sup>.

Il n'est pas toujours évident de relier les stratégies des deux grands journaux. S'il est vrai que *Le Monde* regarde vers son confrère américain, il le précède parfois et suit aussi les grandes tendances de la presse et les autres grands journaux américains et européens comme le *Washington Post* ou *El Pais*. C'est ainsi qu'est lancé en novembre 2000, *Le Monde 2*. L'inspiration vient du *Figaro Madame* et du *Figaro Magazine* qui connaissent un immense succès publicitaire. Il faudra de nombreux mois voire de nombreuses années avec des interruptions et des changements de nom, avant que le magazine ne trouve son rythme de croisière. Il s'appelle depuis 2011 *M Le magazine du Monde*. Ce titre ressemble à s'y méprendre à *T The New York Times Style Magazine*. Mais l'homologue newyorkais du journal parisien paraît pour la première fois en août 2004, soit trois ans et demi après *Le Monde 2*.

Jean-Marie Colombani et son équipe de direction changent ainsi *Le Monde* en profondeur de l'intérieur, avec des idées ou des contenus qui parfois viennent tout droit d'outre atlantique.

#### La tentative de création d'un groupe de presse à l'américaine

En tant que directeur, Jean-Marie Colombani (JMC) consacre ses premières années à réorganiser le journal, à lui donner un nouvel essor et à redresser ses ventes et ses comptes. L'objectif est atteint relativement rapidement, et fin 1997, le journal redevient bénéficiaire et retrouve une capacité d'investissement. Le directeur entame alors une nouvelle phase qui commence par la recherche de partenaires pour le journal. Derrière cette opération apparaît peu à peu le nouveau grand projet de Jean-Marie Colombani : transformer *Le Monde* en un groupe de presse à l'américaine. L'idée centrale de JMC est d'adosser le journal à d'autres entreprises de presse afin de lui donner la taille critique pour gérer les aléas conjoncturels et notamment attirer un maximum de publicité. Mais constituer un groupe de presse n'est pas une sinécure et cela s'apprend. Les premières tentatives ne sont pas heureuses, comme pour la candidature à la reprise de *L'Express* en 1997 qui n'aboutit pas ou le lancement de *L'Européen* en 1998 qui échoue un an après avec une perte de près de 2 millions d'euros (11 millions de francs de l'époque). Ces échecs, suivant une idée très américaine, ne stoppent pas l'aventure mais sont au contraire l'occasion d'apprendre pour la direction du *Monde*. Le résultat finit par arriver avec la prise de contrôle au premier semestre 2000 du groupe Midi Libre par *Le Monde*, moyennant quelques transformations statutaires et capitalistiques, notamment une augmentation de capital. D'autres acquisitions suivent, notamment avec *Courrier International* en juin 2001 et surtout les Publications de La Vie Catholique en 2003. La SEM, Société Editrice du Monde s'est transformée en *Le Monde Société par Actions Simplifiée* puis *Le Monde Société Anonyme* au gré des reconfigurations juridiques et des recapitalisations. *Le Monde SA*, est devenu un

<sup>1053</sup> Jean-Marie Colombani, « Un bilan », *Le Monde*, 21/5/2000.

<sup>1054</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., pp. 593-599.

véritable groupe de presse à l'américaine. Il représente « 5% de la diffusion de la presse française et 15,6% du marché de la publicité commerciale dans la presse [...]. Avec un chiffre d'affaire de 750 millions d'Euros en année pleine [...], il devient le troisième groupe de presse français »<sup>1055</sup>. L'objectif de Jean-Marie Colombani semble atteint. Il l'explique dans un éditorial début juillet 2003 : « Il convient désormais de définir ensemble un nouveau périmètre jusqu'alors esquissé pour continuer à offrir plus et mieux à nos lecteurs, et de créer un groupe de presse indépendant, cohérent, diversifié, de taille européenne, d'esprit et de structure confédéraux. C'est l'intérêt mutuel des actionnaires de nos groupes, et des personnels attachés à l'indépendance de l'information et au respect de l'opinion des lecteurs. Les objectifs de rapprochement et de synergies visent bien sûr à stabiliser notre gestion financière, améliorer la rentabilité de nos entreprises : quelles que soient les circonstances, c'est toujours le prix de l'indépendance. Le but de notre groupe reste la sauvegarde et l'amélioration permanente de nos titres, en associant ceux qui les font aux structures d'actionnariat, et donc à la responsabilité stratégique et aux résultats »<sup>1056</sup>. Bien entendu, cela se passe sans renier les valeurs qui gouvernent *Le Monde* depuis le début : « Outre la constante communauté d'esprit de leurs fondateurs, Hubert Beuve-Méry et Georges Hourdin<sup>1057</sup>, les deux groupes partagent, chacun depuis sa création, une même conception exigeante de la presse que leurs chartes respectives expriment en termes identiques : défendre leur indépendance à l'égard de tous les pouvoirs, idéologiques, économiques, religieux et culturels ».

Pourtant une différence demeure. Les grands groupes de presse américains distinguent la direction opérationnelle, confiée à un gestionnaire et répondant aux impératifs économiques et financiers, de la direction éditoriale confiée à un journaliste et répondant aux impératifs rédactionnels. Ce n'est pas le cas au *Monde* dont l'actionnaire principal demeure interne, autour de la société des rédacteurs qui choisit le directeur. En effet, quelle que soit l'amélioration de ses comptes, la capacité d'investissement retrouvée ne suffit pas à assurer le besoin de financement des acquisitions. *Le Monde* doit faire appel à ses actionnaires, tout en respectant le principe du primat des actionnaires internes ou en tout cas le maintien de leur part majoritaire. Ces derniers n'ayant que des moyens limités pour augmenter leur capital, il est fait appel à des investisseurs extérieurs moyennant un montage capitalistique très sophistiqué et une adaptation notable des statuts.

Tant que la conjoncture est bonne, porteuse et que les résultats sont positifs, tout va bien. Mais lorsque la crise économique revient, que les résultats se détériorent, que des décisions et arbitrages difficiles doivent être donnés, ce montage sophistiqué semble inextricable, noyant les arguments et les responsabilités mais pas les pertes. La direction se trouve en peine de convaincre les financeurs et les rédacteurs sur des impératifs différents. C'est alors qu'apparaissent d'autres critiques qui finissent de concentrer la contestation et les problèmes sur l'équipe directoriale.

---

<sup>1055</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., p. 647.

<sup>1056</sup> Jean Marie Colombani, « *Le Monde* deviendra l'actionnaire majoritaire du groupe des Publications de La Vie catholique », *Le Monde*, 09/07/2003.

<sup>1057</sup> George Hourdin est le fondateur de *la Vie Catholique*, en 1945, aux côtés d'Ella Sauvageot, grande amie d'Hubert Beuve-Méry et mère de Jacques Sauvageot, longtemps co-gérant du *Monde*.

## La fin de l'ère Colombani

Le retour des difficultés économiques, notamment suite au 11 septembre

Malgré l'important effort de relance et de réorganisation entrepris, avec des ventes qui progressent un peu (de 1990 à 2003, la diffusion du *Monde* a progressé de 4% alors que celle du *Figaro* et de *Libération* baissent de 12,5%) et des résultats longtemps positifs, la crise de la presse finit par rattraper *Le Monde*. La crise économique, venue des Etats-Unis et qui suit les attentats du 11 septembre 2001 aggrave la situation. La filiale Le Monde Imprimerie connaît un important déficit structurel. Le groupe est endetté<sup>1058</sup>. Jean-Marie Colombani écrit à ses lecteurs : « Dans une conjoncture économique qui tarde à se redresser, il nous faut persévérer. Aucun relâchement n'est permis dans la gestion ? C'est pourquoi nous avons fait, en 2001, des provisions importantes liées, tant au *Monde* que dans le Groupe Midi libre, à des départs anticipés : celles-ci expliquent le déficit de notre résultat net. Notre situation s'en trouvera confortée dès 2002 »<sup>1059</sup>. Les investissements se poursuivent à un rythme important, l'encours d'endettement augmente lui aussi, le groupe Le Monde grandit, mais la situation ne s'améliore pas. Un an plus tard, le directeur explique à nouveau : « 2002 nous incite [...] à davantage d'efforts pour faire face à la crise économique qui sévit depuis le printemps 2001. [...]La] défaillance du chiffre d'affaires publicitaire se marque dans les résultats du groupe, et explique pour partie la perte nette significative que nous connaissons. Nos résultats déficitaires sont également la traduction d'une volonté : celle de construire l'avenir. C'est pourquoi, loin d'organiser le repli de notre activité sur le Net, nous avons fait le choix de persévérer »<sup>1060</sup>. Sur internet, on croirait lire Arthur Sulzberger. Mais rien n'y fait. La crise s'installe, mettant le journal en difficulté. Afin de relancer les ventes, une nouvelle formule est lancée le 7 novembre 2005. La maquette est préparée par un journaliste appelé à un grand avenir : Eric Fottorino. Il la présente lui-même : « Lancée au début de l'année au sein de la rédaction et avec nos lecteurs, la réflexion sur un nouveau quotidien aboutit aujourd'hui à un journal que nous avons voulu à la fois fiable et surprenant, rigoureux et innovant. Voici pourquoi et comment nous avons changé *Le Monde* »<sup>1061</sup>. Dans le même numéro, Jean-Marie Colombani explique aux lecteurs que le journal veut se réinventer, reprenant à son compte un slogan d'origine américaine : « [Aux] chocs extérieurs, qui nous commandent de nous adapter pour renouveler avec vous notre contrat de lecture, se sont rajoutés vos critiques, vos reproches, vos souhaits. Offrir un nouveau *Monde*, c'est donc aussi pour nous une manière de vous dire : nous vous avons entendus. Nous vous avons écoutés dans votre exigence d'être assurés de la fiabilité de nos informations, de la rigueur qui doit accompagner leur traitement, de la bonne distance que nous devons respecter avec les événements et leurs acteurs »<sup>1062</sup>. Mais il va au-delà de la nouveauté, il promet de répondre à l'inquiétude des lecteurs car *Le Monde* et son équipe directoriale sont soumis à de vives critiques et même à de graves accusations.

<sup>1058</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004, op.cit.*, pp. 674-677.

<sup>1059</sup> Jean-Marie Colombani, « Poursuivre l'effort », *Le Monde*, 26/05/2002.

<sup>1060</sup> Jean-Marie Colombani, « Transition », *Le Monde*, 13/06/2003.

<sup>1061</sup> Eric Fottorino, « Nouvelle formule : d'un Monde à l'autre », *Le Monde*, 07/11/2005.

<sup>1062</sup> Jean-Marie Colombani, « Un journal réinventé », *Le Monde*, 07/11/2005.

## Un agent de la CIA à la direction de la rédaction du *Monde*

En février 2003, un livre particulièrement critique vient profondément secouer le journal et ébranler le trio directorial. Il s'agit de *La Face cachée du Monde*, sous-titré *Du contre-pouvoir aux abus de pouvoir*. Ses auteurs sont Pierre Péan et Philippe Cohen. Ils ont été précédés de plusieurs autres ouvrages tout aussi critiques, bien que moins virulents et consistants : *Bien entendu c'est off* de Daniel Carton, *Petit déjeuner chez Tyrannie* d'Eric Naulleau, *Ma part du Monde* d'Alain Rollat, *Le pouvoir du Monde* de Bernard Poulet, *Lettres enfin ouvertes au directeur du Monde* de Gilbert Comte etc. Mais ces derniers n'ont pas connu le même succès. Edwy Plenel explique le jour de la publication : « Pierre Péan et Philippe Cohen entendent dénoncer les méthodes d'un journal tenté par l'abus de pouvoir permanent. Ils s'en prennent surtout à son équipe dirigeante qui, selon eux, serait animée par le dénigrement et la détestation de la France [...]. *Le Monde* aurait pour directeur de la rédaction un agent d'aujourd'hui, pigiste pour la CIA »<sup>1063</sup>.

Le chapitre quatre de *La face cachée du Monde* s'intitule en effet : « Une pige pour la CIA ? »<sup>1064</sup> Les deux auteurs présentent un certain nombre d'arguments et de circonstances qui conduisent selon eux à penser qu'Edwy Plenel serait ou aurait été un agent de la centrale d'espionnage américaine. Ils développent longuement l'affaire Farewell, histoire d'espionnage français en Union Soviétique, lors de laquelle la CIA aurait apporté son concours à la France. La révélation de cette affaire est elle-même rocambolesque tel un roman d'espionnage. Un, puis des articles d'Edwy Plenel dans *Le Monde* y contribuent largement. C'est alors que l'accusation commence car la révélation fait le jeu des Américains en embarrassant les relations diplomatiques franco-soviétiques que le gouvernement avait su habilement préserver tout en manifestant sa fermeté. Cela ne plait pas du tout au président de la République François Mitterrand qui aurait dit, dans un entretien privé que citent Péan et Cohen<sup>1065</sup> : « Plenel ? Il ne m'a pas lâché pendant dix ans et j'ai fini par penser qu'il travaillait lui aussi pour les Américains ». L'accusation est grave, mais rien de solide ne la démontre. Les auteurs écrivent finalement : « Si la discrétion de Plenel face à l'accusation de François Mitterrand rapportée par le livre de Favier et Martin-Rolland interpelle, le silence général – pour ne pas utiliser le mot galvaudé d'omerta – de tous les médias désole. Il est en tout cas instructif sur la façon dont *Le Monde* tient en respect à la fois l'establishment politique et celui des médias »<sup>1066</sup>. Véritable institution par la place qu'il tient dans la société française et dans le paysage médiatique national, *Le Monde* confère assurément à sa direction un pouvoir qui dépasse le cadre seul du journal et dont il peut être tendant de faire usage. De là à conclure que le journal fait peur et que personne n'ose le critiquer y compris lorsqu'il s'agit de haute trahison, il y a un large pas que d'ailleurs n'ont pas hésité à franchir les nombreux ouvrages critiques qui sont parus tout au long des deux mandats de Jean-Marie Colombani. En somme, l'accusation dont le chapitre quatre du livre de Pierre Péan et Philippe Cohen porte le titre n'est pas sérieuse. Utilisée un temps par les protagonistes de la mise sur écoute d'Edwy Plenel pour se justifier, elle est récusée par la justice.

---

<sup>1063</sup> Edwy Plenel, « Le Monde est-il un danger pour la démocratie ? », *Le Monde*, 25/02/2003.

<sup>1064</sup> Pierre Péan et Philippe Cohen, *La face cachée du Monde*, Paris, Mille et une nuits, 2003, pp. 90-104.

<sup>1065</sup> Pierre Favier, *La décennie Mitterrand, tome IV, Les Déchirements, 1991-1995*, Paris, Seuil, 1999, 641 p.

<sup>1066</sup> Pierre Péan et Philippe Cohen, *La face cachée du Monde, op.cit.*, p. 104.

Le départ de Jean-Marie Colombani, le passage de Pierre Jeantet et l'arrivée d'Eric Fottorino

*Le Monde* est fermement dirigé par un trio, chacun dans ses fonctions et prérogatives, constitué de Jean-Marie Colombani, Edwy Plenel et Alain Minc. Ezra Suleiman explique que Jean-Marie Colombani dirige très bien son journal mais d'une main de fer<sup>1067</sup>, ce qui ne plait naturellement à tout le monde et entraîne le départ de certains journalistes mécontents et jaloux de leur autonomie. Edwy Plenel qui le seconde à la direction de la rédaction, a un caractère tout aussi trempé. La direction du *Monde* est une lourde responsabilité additionnée d'un pouvoir qui dépasse celui d'un simple directeur de journal car *Le Monde* est une institution nationale qui compte, voire qui impressionne. Jean-Marie Colombani et ses deux comparses usent-ils de ce pouvoir ? Sûrement. De là à en abuser, il n'y a qu'un pas peut-on dire. Mais c'est aussi affaire d'interprétation et de nuance. Il y a aussi l'action du temps et l'usure du pouvoir qui font que d'une part des défauts ne sont plus tolérés et que d'autre part de mauvaises habitudes apparaissent. Ce sont là des sujets qui se prêtent à la critique. *La face cachée du Monde* ne manque pas de les saisir. Le livre porte ombrage au journal et à sa direction sur ces questions comme sur d'autres, mélangeant ainsi critiques avérées et accusations légères pour ne pas dire farfelues dans un style de roman d'espionnage qui fait son succès. La direction du *Monde* très affectée, renonce finalement à recourir à la justice contre ses auteurs et accepte une intervention du médiateur de la justice<sup>1068</sup>. Quant au médiateur du journal, Robert Solé, il écrit : « Ce livre est redoutable. Il nourrit des soupçons en tout genre et porte sur cent questions différentes, souvent entremêlées ou indémontrables [...]. Après avoir fait front, ce qui est sain et normal, la rédaction va devoir tirer les enseignements de cette tempête. L'énorme retentissement du réquisitoire de Péan et Cohen – qui est aussi un hommage indirect au *Monde* – l'incitera à s'interroger davantage sur ses pratiques et sur le strict respect des règles qu'elle s'est fixées »<sup>1069</sup>. Ce que dit Robert Solé s'adresse davantage à la direction qu'à la rédaction du *Monde*. Celle-ci est ébranlée par la parution du livre à un moment où le journal est dans une situation économique difficile et se déchire. Edwy Plenel démissionne de ses fonctions de directeur de la rédaction en novembre 2004 et quitte définitivement le journal dont il est licencié le 31 octobre 2005. Alain Minc quitte la présidence de la société des lecteurs en 2004 et quitte fin mars 2007 la présidence du conseil de surveillance du *Monde*. Quant à Jean-Marie Colombani, son mandat arrivé à terme en juin 2007 n'est pas renouvelé. Le 22 mai 2007, les membres de la société des rédacteurs votent pour sa reconduction. Le résultat est de 48,5% pour et 46,7% contre. C'est un score qui est loin d'être mauvais pour un directeur dans la ligne de mire des critiques, mais les statuts prévoient qu'il faut 60% des voix pour permettre sa reconduction<sup>1070</sup>. Il part donc après avoir dirigé le journal pendant treize ans : « Printemps 1994 – printemps 2007 : 4600 jours. Un peu plus, peut-être... 4600 jours de passion, d'efforts, de tensions parfois, de lutte presque toujours, pour conduire le plus grand des quotidiens français [...]. Pour faire passer ce journal – riche de son histoire mais pauvre en moyens – de son passé à son avenir [...]. Cet avenir ne vaudra que si le journal reste indépendant »<sup>1071</sup>. Il demeure que pendant ses deux mandats, Jean-Marie Colombani réussit effectivement à

<sup>1067</sup> Entretien avec Ezra Suleiman, universitaire franco-américain, spécialiste des relations transatlantiques, le 03/11/2015.

<sup>1068</sup> Patrick Eveno, *Histoire du journal Le Monde 1944-2004*, op.cit., pp. 672-673.

<sup>1069</sup> Robert Solé, « Face-à-face », *Le Monde*, 01/03/2003.

<sup>1070</sup> Jean-Marie Colombani, « A nos lecteurs », *Le Monde*, 24/05/2007.

<sup>1071</sup> Jean-Marie Colombani, « 4600 jours », *Le Monde*, 25/05/2007.



moderniser *Le Monde*, s'inspirant de nombre d'idées américaines, notamment du *New York Times*. Il garde une ligne éditoriale ouverte et critique envers les Etats-Unis.

Il est remplacé par Pierre Jeantet qui est nommé le 2 juillet 2007 président du directoire du *Monde*<sup>1072</sup>. Il est entouré de Bruno Patino comme vice-président et d'Eric Fottorino comme directeur du quotidien. Mais à peine installé, la santé économique chancelante du groupe les rattrape. Ils n'ont guère le temps de s'occuper de la ligne éditoriale et encore moins d'international. Pierre Jeantet essaie de proposer un plan de recapitalisation<sup>1073</sup> qui est aussitôt rejeté par la société des rédacteurs et démissionne le 19 décembre 2007 de même que Bruno Patino et Eric Fottorino<sup>1074</sup>.

Ce dernier revient finalement sur sa décision alors que *Le Monde* est au bord de la faillite. Il s'explique ainsi : « J'ai souhaité reprendre ma démission du directoire. Par attachement au *Monde*, à ses valeurs, à ceux qui chaque jour le réalisent [...]. Par attachement à l'idée d'indépendance qui a toujours animé mes prédécesseurs depuis Hubert Beuve-Méry. *Le Monde* doit rester un journal de journalistes. Là est son socle de naissance, sa raison d'être et sa destinée [...]. Le chemin n'est pas difficile, c'est le difficile qui est le chemin, écrivait Kierkegaard. Nous sommes familiers de ces difficultés. Elles sont le prix de notre liberté »<sup>1075</sup>. Il succède officiellement à Pierre Jeantet le 25 janvier 2008 et *Le Monde* échappe au dépôt de bilan. Mais, loin de diminuer, les difficultés s'accroissent. Il devient chaque jour plus difficile pour *Le Monde* de rester un journal uniquement de journalistes.

Eric Fottorino est journaliste et écrivain. A la fin de ses études à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, en 1984, il travaille un temps pour *Libération* puis pour *La Tribune de l'économie* et entre au *Monde* en 1986. Il s'occupe des matières premières, des questions de développement. Il effectue des reportages en Afrique, puis dans les pays de l'Est. Il réalise de nombreux portraits aussi. Il est nommé rédacteur en chef en 1998. En 2005, Jean-Marie Colombani lui confie la réalisation de la nouvelle maquette. Ce dernier le nomme directeur de la rédaction en mars 2006, poste qu'il occupe jusqu'à l'arrivée de Pierre Jeantet. Eric Fottorino écrit beaucoup. Outre ses nombreux articles, il écrit de nombreux livres et reçoit plusieurs prix dont le prix Femina en 2007. Bien qu'ayant été grand reporter et envoyé spécial dans plusieurs pays d'Amérique latine, il n'a guère d'expérience des questions transatlantiques et des Etats-Unis.

Il y a cependant autour de lui de nombreux journalistes qui traitent de ces questions dans *Le Monde*.

## Les journalistes

Trois phénomènes expliquent l'arrivée de nouvelles signatures au bas des articles traitant des Etats-Unis dans les années 2000. D'une part, étant donné la longue hausse de la diffusion du *Monde*, les embauches se poursuivent malgré les départs, entraînant un certain rajeunissement des journalistes. D'autre part, l'accélération des rotations amène de nouveaux visages au service international. Enfin, l'élargissement du regard du journal sur le monde et notamment sur les Etats-Unis amène des journalistes de toutes origines à écrire des papiers sur l'Amérique.

---

<sup>1072</sup> « Pierre Jeantet est nommé président du directoire », *Le Monde*, 02/07/2007.

<sup>1073</sup> « Le président du groupe Le Monde évoque une recapitalisation », *Le Monde*, 17/12/2007.

<sup>1074</sup> « Démission du directoire du groupe Le Monde », *Le Monde*, 19/12/2007.

<sup>1075</sup> Eric Fottorino, « A nos lecteurs », *Le Monde*, 05/01/2008.

## Alain Debove

Travaillant à la radio nationale suédoise, Alain Debove devient pigiste pour *Le Monde* à Stockholm et est embauché par le journal en septembre 1987. C'est alors Jacques Amalric qui le recrute. Il commence à la rubrique Europe puis devient chef adjoint du service international et même chef du service de 2001 à 2003. Il passe ensuite à la rédaction en chef jusqu'à sa retraite.

Il explique qu'il parle bien anglais, aime bien la culture américaine et est allé plusieurs fois aux Etats-Unis, mais comme touriste et non en reportage<sup>1076</sup>. En tant que chef de service, il n'a que peu de relations avec les autorités américaines, il laisse cela davantage à son adjointe d'alors, Claire Tréan qui écrit ainsi des papiers sur les Etats-Unis, souvent avec beaucoup de talent voire de prescience. Elle écrit ainsi concernant l'Irak en février 1998 : « Les divergences de vues de Paris avec les Américains ne resteront probablement pas sans suite. C'est Jacques Chirac qui les a exprimées publiquement avec le plus d'ardeur, outrepassant parfois les limites qu'il s'était fixées dans la mise en cause de la politique américaine »<sup>1077</sup>. Effectivement, cinq ans plus tard, les deux rives de l'Atlantique seront au bord de la rupture à cause de la profondeur de leurs divergences sur l'Irak et des vellétés de George W. Bush.

Alain Debove suit les affaires Yougoslaves, notamment les négociations à Genève auxquelles les Etats-Unis participent largement jusqu'aux accords de Dayton. Il a alors des contacts avec les officiels américains. Mais avec eux, dit-il « la presse américaine a toujours la priorité ». Il raconte qu'il n'écrit guère d'articles sur les Etats-Unis, mis à part quelques éditoriaux non signés lorsque le rubricard est absent. Selon lui, la règle dans ce métier est de faire confiance aux correspondants sur place. C'est normalement le deskman qui suit le correspondant et qui le relaie en conférence de service. L'actualité s'impose en général. De plus, le rôle éditorial du chef de service est moins important qu'auparavant suite aux changements sur la direction éditoriale mis en place par Jean-Marie Colombani et Edwy Plenel.

## François Bonnet

Né en 1957, François Bonnet commence sa carrière de journaliste au *Matin de Paris*. Il est ensuite secrétaire de rédaction à *VSD* de 1983 à 1985. Puis il passe près de 10 ans à *Libération* où il poursuit puis devient rédacteur travaillant au service société puis au service politique dont il devient chef adjoint en 1992. Il entre au *Monde* en 1995 comme chef adjoint du service société. En 1998, il s'en va à Moscou comme correspondant. Nommé rédacteur en chef, il devient chef du service international de 2003 à 2005. Il quitte *Le Monde* en 2006 pour rejoindre *Marianne*. Puis il participe avec Edwy Plenel à la création de *Mediapart* en 2008. Comme Alain Debove, il signe peu d'articles concernant les Etats-Unis, ce qui ne l'empêche pas en tant que chef de service international de suivre de près les activités et les articles des correspondants et du deskman chargés des Etats-Unis.

## Arnaud Leparmentier

Diplômé d'HEC, Arnaud Leparmentier est né en 1967. A la fin de ses études en 1990, il est auditeur chez KPMG pendant 16 mois, il devient ensuite journaliste financier en 1991 pour *Option finance* puis au *Nouvel économiste*. Il entre au *Monde* en 1995, au service économique. En 1997, il devient correspondant en Allemagne, puis à Bruxelles en 2001. A son retour en janvier 2005, il effectue un passage à la

---

<sup>1076</sup> Entretien avec Alain Debove, le 11/03/2015.

<sup>1077</sup> Claire Tréan, « Depuis sept ans, une seule logique française », *Le Monde*, 26/02/1998.

tête du service international et devient chef du service politique en novembre de la même année. Son passage rapide ne laisse pas de trace significative concernant les Etats-Unis. Il poursuit ensuite sa carrière jusqu'à la direction éditoriale du journal. Il se décrit volontiers comme un conservateur dans un journal progressiste. Ses idées libérales ouvertement assumées lui valent régulièrement des critiques, mais il est aussi devenu peut-être malgré lui un symbole de l'ouverture du *Monde*. Il participe également à différentes émissions de radio et de télévision.

### Rémy Ourdan

Parti comme reporter en Bosnie en 1992 pour différentes stations de radio, Remy Ourdan est embauché par *Le Monde* en 1994. Il continue alors de couvrir le conflit dans l'ex-Yougoslavie comme correspondant de guerre, puis les autres conflits de par le monde, en Afrique (Rwanda, Ethiopie, Sierra Leone), en Irak et en Afghanistan etc. De retour à Paris, il devient chef du service international de 2005 à 2008. Il redevient ensuite grand reporter avec un intermède en 2013 comme directeur adjoint des rédactions.

Les articles de Remy Ourdan traitant des Etats-Unis correspondent souvent à des conflits qu'il couvre<sup>1078</sup>. Ils sont plutôt de taille moyenne, mais aussi longue<sup>1079</sup>. Il présente les Etats-Unis comme un pays qui exerce chez certains une grande attraction. C'est une superpuissance protectrice de la liberté qui apporte un soutien militaire à ses alliés, qui combat le terrorisme. Mais c'est un pays qui est aussi responsable de conflits dont il a du mal à sortir, alors que son armée pourtant très puissante ne parvient pas à vaincre : « Presque tous les Irakiens sont d'accord, dix-neuf mois après l'évènement qui a changé leur vie à jamais, pour affirmer que les Etats-Unis d'Amérique n'ont fait, depuis le 9 avril 2003, jour de la chute de Saddam Hussein, qu'envenimer la situation. Même ceux qui restent enchantés de la chute du dictateur n'ont qu'un mot aux lèvres : le gâchis »<sup>1080</sup>.

### Patrick Jarreau

Né en 1951, Patrick Jarreau fait une licence de philosophie à l'Université Paris 1. Il commence sa carrière de journaliste comme pigiste puis passe deux ans à l'*Agence France Presse* à partir de 1975 et entre au *Monde* en 1977. Il est d'abord au service politique, puis devient chef du service France. Il devient correspondant à Washington en 2001 où il reste jusque début 2005. Il retourne aux Etats-Unis en 2008 comme reporter pour couvrir l'élection d'Obama. Il quitte une première fois le journal au moment du départ d'Eric Fottorino et va à *Rue89* puis à *I-Télé*. Il revient au *Monde* un an sous Erick Izraelewicz en 2011 pour couvrir l'élection présidentielle de 2012, puis quitte définitivement le journal.

Il découvre assez jeune les Etats-Unis puis qu'il y fait un voyage après son baccalauréat. Il fait ensuite un séjour dans ce pays dans le cadre du German Marshall Fund de six semaines. Il y passe près de quatre ans comme correspondant puis y retourne fréquemment après, même si c'est moins le cas après son départ du journal. Il raconte qu'à cause de la période qu'il a couverte aux Etats-Unis incluant le onze septembre et la guerre en Irak, il réussit à avoir des rendez-vous avec les secrétaires d'Etat Colin Powell puis Condoleezza Rice assez facilement<sup>1081</sup>. Il a un

---

<sup>1078</sup> 3 articles de Remy Ourdan sélectionnés dans le corpus.

<sup>1079</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1080</sup> Remy Ourdan et Cécile Hennion, « Bagdad sous l'occupation », *Le Monde*, 04/11/2004.

<sup>1081</sup> Entretien avec Patrick Jarreau, le 08/01/2015.

bon contact avec Joe Biden<sup>1082</sup>. Il a aussi des contacts avec les membres des think tanks qui eux-mêmes en ont avec le gouvernement, notamment le Center for Strategic and International Studies, proche des Républicains, le Center for American Progress et la Brookings Institution, proches des Démocrates, le Carnegie Endowment, le Council on Foreign Relations, etc. A Washington explique-t-il, il y a ce que l'on appelle le « Foreign Policy Establishment », c'est-à-dire la communauté des spécialistes des affaires étrangères, que le Département d'Etat réunit régulièrement, avec aussi les universités John Hopkins et Georgetown. Il connaît un peu Kissinger, bien Brzezinski, qui sont pour lui des contacts très utiles pour décrypter la politique américaine. Mais dans l'ensemble, il a alors des contacts plutôt indirects avec le gouvernement américain.

Pour lui l'Amérique est tellement vaste et variée que l'on y trouve tout aussi facilement des aspects positifs que négatifs. L'opinion de chacun sur ce pays est largement une question d'appréciation personnelle. La ligne du journal pendant ses années comme correspondant était la méfiance envers l'administration de George W. Bush. Il est lui-même plutôt favorable aux Etats-Unis ce qui ne veut pas dire qu'il a défendu la politique du président de l'époque. Il a beaucoup apprécié la capacité de Sylvie Kauffmann à faire comprendre dans ses articles les réactions des Etats-Unis, ce qui est très difficile. Il a lui-même tenté de le faire, notamment au dernier trimestre 2004, lors de la réélection de George W. Bush. Il essaie alors de retranscrire la qualité des débats aux Etats-Unis et proteste contre notre tendance à « considérer les Américains comme des imbéciles ».

Les nombreux articles de Patrick Jarreau sur les Etats-Unis<sup>1083</sup> correspondent à ses deux longs séjours dans le pays, dans la première moitié des années 2000 d'abord puis lors de l'élection d'Obama en 2008 ensuite. Ils se situent pour l'essentiel dans les pages 2 et suivantes, c'est-à-dire les pages internationales du journal. Ils sont partagés à égalité entre articles longs et moyens<sup>1084</sup>. Il y présente un pays allié de la France et de l'Europe. Les Etats-Unis sont pour lui une superpuissance victime d'une agression terroriste qui s'est engagée voire enlisée dans une guerre régionale, impopulaire, dont elle est responsable et dont elle n'arrive pas à se dégager. L'économie américaine connaît pour Patrick Jarreau des années de difficultés sérieuses. Dans ses articles, les Etats-Unis sont cependant pour lui un pays riche, mais dans lequel la pauvreté et la misère existent toujours. C'est un pays qui connaît de nombreuses affaires de corruption, comme l'affaire Enron. Ce pays est toujours marqué par le communautarisme et le rejet de Washington, mais ses habitants montrent une union nationale forte autour de leur président suite à l'agression terroriste du 11 septembre. Patrick Jarreau explique aussi les succès de la démocratie américaine comme la hausse de la participation (en 2008), avec ses limites comme l'importance toujours plus grande de l'argent et de la communication politique lors des élections. Il note que l'armée américaine est très puissante mais n'arrive pas à vaincre lors d'un conflit régional (en Irak). Il remarque enfin que si le pays est dans l'ensemble confiant en lui-même, dans sa puissance et ses institutions, il est aussi inquiet et marqué par les attaques terroristes subies le 11 septembre 2001.

Lorsqu'il quitte Washington, c'est Corine Lesnes qui lui succède.

---

<sup>1082</sup> Vice-président des Etats-Unis sous Barack Obama.

<sup>1083</sup> 15 articles de Patrick Jarreau sélectionnés dans le corpus.

<sup>1084</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Diplômée de l'EDHEC, du Centre de Formation des journalistes et titulaire d'un DESS<sup>1085</sup> de correspondant de presse en pays anglo-saxon à la Sorbonne, Corine Lesnes est l'auteur de deux livres sur l'Amérique : *Aux sources de l'Amérique* (Buchet-Chastel, 2008) et *Amérique, années Obama* (Philippe Rey, 2012). Elle commence sa carrière de journaliste à l'Agence France Presse en 1981, puis elle est recrutée par *Le Monde* en 1986, alors rue des Italiens, au service des informations générales. Grand reporter en 1991, elle est en mai 1994 au Rwanda, au milieu du génocide, ce qui l'amène à se poser de nombreuses questions sur le sens, l'objectivité du journalisme en général et du journal en particulier. Elle s'occupe ensuite du desk Amériques de 1999 à 2002 et est rédacteur en chef adjoint au service étranger de 2001 à 2002. Puis elle part comme correspondante à New York pour s'occuper de l'ONU et des questions de société de 2002 à 2006. Elle couvre notamment la bataille diplomatique sur l'intervention militaire américaine en Irak. Elle devient ensuite correspondante à Washington de 2006 à 2014 où elle couvre l'élection et la réélection de Barack Obama. Elle est alors la première femme chef de bureau à Washington. Depuis septembre 2014, elle est correspondante du *Monde* sur la côte Ouest des Etats-Unis, basée à San Francisco. Elle couvre la Californie, avec une dominante « monde de demain » (High Tech et société). Le poste a été créé pour tenir compte du volume croissant d'informations publiées sur les Etats-Unis. C'est pour elle « un poste très éclectique » après des années pendant lesquelles elle s'est concentrée sur l'opposition assez binaire entre les Républicains et les Démocrates.

Elle est venue aux Etats-Unis pour la première fois en 1976 comme elle le raconte : « C'était l'année du Bicentenaire. J'étais dans une famille à Grinnell (Iowa). Le maïs était plus haut que moi ; les jeunes fumaient des joints ! La municipalité m'a décerné une médaille de citoyenne d'honneur de la ville, en remerciement pour La Fayette. Je ne comprenais évidemment pas grand-chose »<sup>1086</sup>. Des années plus tard, elle y repense en écrivant un livre sur les Pères Fondateurs. Etudiante, elle revient souvent aux Etats-Unis « en stop, dans l'Ouest, en bus. J'étais beaucoup plus à l'aise avec l'anglais US que l'anglais britannique ». En revanche quand elle devient journaliste, les Etats-Unis ne l'intéressent pas particulièrement et la politique américaine, encore moins : « J'étais plutôt spécialiste des pauvres, des victimes, des chiens écrasés, des catastrophes etc... » C'est donc le hasard des circonstances qui l'amène aux Etats-Unis à nouveau en 2002. Depuis, elle y est toujours !

A Washington, elle n'a aucune relation avec la Présidence sous George W. Bush : « Je n'ai jamais pu entrer à la Maison Blanche, pas même pour un briefing ou le point de presse du porte-parole. C'était en partie dû à l'hostilité à l'égard de la France après l'Irak. Plus généralement l'administration Bush tenait à l'écart la presse étrangère et ne prévenait des conférences de presse qu'au dernier moment. Seuls les journalistes accrédités pouvaient arriver à temps. Et je n'ai jamais pu obtenir ne serait-ce que le formulaire à remplir pour avoir le hard pass de correspondant à la Maison Blanche ». Mais tout cela change avec l'arrivée de Barack Obama : Alors, « j'ai eu le *hard pass*. J'ai assisté aux briefings ; j'ai été invitée à la Christmas party de la Maison Blanche et j'ai eu ma photo avec Obama... » Mais elle regrette de n'avoir jamais réussi à avoir d'interview, ses conseillers communication étant davantage intéressés par la télévision que par la presse. Pour ce qui concerne le Département d'Etat, c'est différent : « J'ai été invitée aux briefings *off* et j'ai eu accès à certains officiels en charge de secteurs intéressants l'Europe ». Il y a, explique-t-

---

<sup>1085</sup> Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées.

<sup>1086</sup> Entretien avec Corine Lesnes, le 12/09/2016.

elle, un système de vases communicants entre les think tanks et le gouvernement : « Des experts que je connaissais depuis longtemps sont entrés dans l'administration Obama. Mais les scoops sont réservés à la presse américaine ». Elle note qu'il y a des exceptions pour la presse anglophone non américaine, comme le *Financial Times*, mais déplore que ce qui ne s'écrit pas en anglais n'existe pas pour le système politico-médiatique américain. Par ailleurs, elle reçoit les rapports de l'équipe de presse de la Maison Blanche qui détaillent toutes les activités du président. Elle observe aussi qu'il y a des milliers de journalistes étrangers à Washington, qui pour la plupart ne font que passer, alors qu'elle a « eu la chance de rester assez longtemps pour figurer sur des listes d'e-mails et recevoir pas mal d'annonces : événements, *conference calls* », le téléphone ayant totalement remplacé les contacts de visu.

Corine Lesnes est l'un des principaux si ce n'est le plus grand auteur d'articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* depuis la création du journal<sup>1087</sup>. Elle écrit sur l'Amérique dans le journal à partir des années 2000 (elle arrive au desk Etats-Unis en 1999). Ses articles se trouvent parfois en Une, le plus souvent en pages internationales, au début donc et parfois aussi plus loin, intégrés à des pages consacrées aux autres rubriques c'est-à-dire aux différentes thématiques dont traite le journal<sup>1088</sup>. Cela montre autant l'ouverture du journal à un large éventail de sujets concernant les Etats-Unis que l'éclectisme de la couverture réalisée par la correspondante. Ils sont de taille moyenne pour les deux tiers, et longs pour un tiers. Corine Lesnes présente les Etats-Unis comme un pays avec des liens anciens et solides avec la France. Sa vision de la politique étrangère américaine varie suivant le locataire de la Maison Blanche. Elle est particulièrement sévère avec la politique de George W. Bush, notamment en ce qui concerne la guerre en Irak dans laquelle elle note l'enlisement de l'Amérique sans condamner la lutte contre le terrorisme pour autant. A l'occasion de cette guerre contre le terrorisme, elle déplore que les Etats-Unis ne respectent pas à l'étranger les règles de droit et de la liberté auxquels ils sont attachés. Elle note aussi que le pays est intransigeant dans ses relations avec les autres. Cette appréciation change sensiblement après l'arrivée de Barack Obama à la présidence. Corine Lesnes décrit alors l'Amérique davantage comme une superpuissance qui recherche la paix, qui protège la liberté et qui cherche à convaincre ses partenaires et à améliorer ses relations avec les autres nations. Elle évoque peu l'économie américaine sous Georges W. Bush, mais s'en inquiète ensuite surtout dans la période 2008-2010 qu'elle décrit comme une crise sévère et profonde. Elle évoque l'amélioration de la situation en particulier après 2012. Elle s'intéresse à la mise en place de l'Obamacare et note que le système éducatif américain est très inégalitaire.

Dans ses articles, le sujet de prédilection de Corine Lesnes est la société américaine. Elle décrit largement les disparités sociales et les tensions sociales qui existent et qui persistent en Amérique. Mais elle souligne bien davantage (trois fois plus d'articles vont dans ce sens) l'importance et la vigueur du progrès social et les efforts pour une justice sociale dans ce pays. Elle montre ainsi les nombreuses mesures publiques et initiatives privées pour combattre les discriminations raciales ou contre la misère. Elle remarque que l'Amérique est une terre d'immigration dans laquelle l'ascenseur social fonctionne, quelles qu'en soient les limites, donnant sa chance au plus grand nombre et permettant une bonne intégration suivant le rêve américain. Elle défend l'art et la culture américaine. Elle présente les mœurs des américains comme plutôt avancées, un peuple tolérant, respectueux d'autrui, ouvert, optimiste et qui sait rester uni lorsqu'il se sent menacé. Toutefois, elle est sévère vis-

---

<sup>1087</sup> 37 articles de Corine Lesnes sélectionnés dans le corpus.

<sup>1088</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

à-vis des dirigeants américains, surtout pendant la double mandature de George W. Bush et note que les habitants de ce pays eux-mêmes sont très critiques envers leurs élites politiques nationales. Elle note aussi que le pays reste marqué par les questions communautaires et raciales. Elle décrit un pays divisé sur l'importance de la préservation de l'environnement avec de vraies réussites et de graves échecs dans ce domaine. Elle décrit finalement une société dans laquelle la religion tient une grande importance qui s'accroît encore, ainsi qu'en politique.

Corine Lesnes évoque peu la justice américaine, notant qu'elle est inégale, parfois sévère, parfois insuffisante mais qu'elle sait aussi être clémentine. La démocratie américaine fonctionne plutôt bien selon elle, tout en ayant certaines limites. La séparation des pouvoirs exécutif et législatif est effective. Des citoyens issus des minorités accèdent à tous niveaux de responsabilité politique. C'est aussi un pays de démocratie directe avec de nombreux référendums locaux. Mais elle déplore l'importance de l'argent, de la communication politique parfois avec un caractère violent lors des campagnes électorales. Elle ne s'intéresse guère à l'armée américaine. Elle décrit un peuple plutôt sûr de lui, confiant dans ses institutions, mais marqué par les attaques terroristes du 11 septembre 2001 et non arrogant.

Corine Lesnes vit en Amérique depuis plus de dix ans, dans ce pays auquel elle est très attachée ce qui ne l'empêche pas de porter sur lui un regard nuancé.

Eric Leser

Né en 1961, il fait des études universitaires d'histoire et d'économie. Il est titulaire d'une maîtrise d'histoire contemporaine et est diplômé de l'Institut Pratique du Journalisme. Il commence sa carrière en 1986 comme journaliste dans plusieurs médias, radios, quotidiens, mensuels, notamment *La Tribune de l'Économie*, *Le Nouvel Economiste*, *Fortune France*, Reuters, *Mieux Vivre*. Il entre au *Monde* en février 1992 à 30 ans pour s'occuper de finance et devient au milieu des années 90 responsable finance au service économique. Il est nommé correspondant à New York en 2001 pour suivre notamment l'économie américaine. Il traite aussi du terrorisme et des questions de défense. Il circule beaucoup aux Etats-Unis. Il suit notamment l'ouragan Katrina et les campagnes électorales. De retour en France, il devient chef du service économique en 2007. Il quitte *Le Monde* le 15 octobre 2008 pour créer *Slate.fr* dont il est Directeur Général, avec Jean-Marie Colombani et Eric Le Boucher, tous deux anciens du *Monde*.

Eric Leser raconte qu'il connaît déjà un peu les Etats-Unis lorsqu'il y arrive comme correspondant pour y être déjà allé plusieurs fois en tant que numéro deux du service économique et à titre personnel<sup>1089</sup>. Il a eu des relations avec des officiels américains, tant à New York qu'à Washington, avec la Fed, le Trésor et le Pentagone notamment : « Je passais souvent par d'anciens conseillers qui me donnaient des tuyaux intéressants ». Il explique qu'il avait aussi de nombreuses relations avec ses homologues de la presse américaine, comme *Slate* ou le *New York Times*. Pour lui, raconter, écrire des articles sur l'Amérique n'est pas un métier simple : « C'est très compliqué de faire comprendre combien les Américains sont différents de nous, d'expliquer leurs mœurs en dehors des Etats-Unis. Il est ainsi difficile de faire comprendre que les Etats-Unis ne sont pas New York, mais c'est passionnant ». Il explique aussi que l'opposition entre la France et les Etats-Unis lors de l'intervention américaine en Irak a rendu son travail de correspondant à New York très compliqué. La position de la France était perçue comme une trahison par une amie profonde.

---

<sup>1089</sup> Entretien avec Eric Leser, *op.cit.*

Les nombreux articles d'Eric Leser traitant des Etats-Unis correspondent pour l'essentiel à ses années comme correspondant à New York<sup>1090</sup>. Ils se situent pour la plupart dans les pages internationales du journal, sont en général de taille moyenne ou, un peu moins souvent, longs<sup>1091</sup>. Eric Leser évoque rarement la politique étrangère américaine, mais déplore cependant à plusieurs reprises l'enlisement du pays dans la guerre en Irak dont il est responsable. Il présente dans ses articles un pays qui essaie en vain de limiter les délocalisations ainsi que la croissance des importations en provenance des pays en voie de développement. Pour lui, l'économie américaine dans les années 2001 à 2006 se porte plutôt bien, mais avec des déficits jumeaux, budgétaire et commercial, préoccupants. C'est un pays plutôt riche dans lequel l'accroissement de la richesse profite surtout aux plus riches. C'est aussi un Etat dans lequel il y a toujours d'importantes disparités et discriminations mais que le gouvernement et la société civile s'emploient à réduire. Enfin, c'est globalement un pays ouvert. Pour Eric Leser, les grands médias américains sont partagés entre certains très professionnels et rigoureux et d'autres particulièrement partiels et engagés politiquement. Il décrit le modèle politique américain comme une démocratie qui connaît des limites. Il note que la participation électorale est en progrès et que dans certains Etats, un responsable politique local peut être destitué par le peuple s'il est jugé incompétent. Il regrette l'importance de l'argent dans les campagnes électorales et la communication politique de plus en plus violente alors que la personnalité des candidats l'emporte de plus en plus sur leur programme. Dans ses articles, il note aussi l'importance du coût humain et financier de l'armée américaine et de la guerre en Irak.

Eric Leser essaie ainsi de décrypter l'Amérique avec objectivité dans une période exceptionnelle et difficile marquée par les attentats du World Trade Center à New York.

### Guillaume Serina

De 1993 à 1998, Guillaume Serina effectue des études d'histoire à l'Université Paris 1 et est titulaire d'un master. Il commence ensuite une carrière de journaliste à Paris. Il travaille notamment au bureau local de CNN. Il s'installe ensuite à Los Angeles où il est correspondant indépendant pour différents journaux, magazines et chaînes de télévision comme *Le journal du dimanche*, *Le Parisien magazine*, *Le Monde* et *Le Monde2*, *L'Express*, *Le Point*, ou France Télévision. Il crée pour cela son agence : France USA Médias. Il est aussi l'auteur de plusieurs livres sur les Etats-Unis, notamment *Barack Obama ou le premier président noir des Etats-Unis* publié aux éditions de l'Archipel en 2008.

*Le Monde* a recours à Guillaume Serina pour compléter sa couverture des Etats-Unis, en particulier lors de l'élection présidentielle de 2004<sup>1092</sup>. Ses articles sont pour la plupart de taille moyenne<sup>1093</sup>. Il est assez critique de la politique étrangère américaine sous George W. Bush. Il montre le manque d'intérêt de celui-ci pour ses relations avec le reste du monde. Il décrit un pays riche dont l'économie s'en sort grâce à l'intervention des autorités en particulier de la banque centrale. Il dépeint un pays conservateur, dans lequel il y a d'importantes discriminations sociales et raciales. Mais il explique aussi dans ses articles que beaucoup est fait aux Etats-Unis pour combattre ces discriminations alors que l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance au plus grand nombre conformément au rêve américain. Il décrit

---

<sup>1090</sup> 19 articles d'Eric Leser sélectionnés dans le corpus.

<sup>1091</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1092</sup> 8 articles de Guillaume Serina sélectionnés dans le corpus.

<sup>1093</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*



un peuple travailleur, plutôt humble, qui accorde une place importante aux valeurs traditionnelles et à la religion, mais pour lequel les questions d'argent prennent trop de place, de même que les questions sécuritaires. C'est un pays marqué par les attentats du 11 septembre 2001 et qui a peur. Guillaume Serina est donc assez critique des Etats-Unis notamment de la politique du gouvernement, tout en défendant le modèle social américain.

Jean-Michel Dumay

Diplômé du Centre de Formation des Journalistes, Jean-Michel Dumay entre au *Monde* en 1985. Il est d'abord secrétaire de rédaction puis devient rédacteur en 1990, au service religion puis au service éducation. En 1994, il est chroniqueur judiciaire, puis en 2002, il devient grand reporter. Il est nommé rédacteur en chef en 2005 et devient chef du service société jusqu'en 2006. Il est ensuite chroniqueur. Il est aussi nommé président de la Société des Rédacteurs du *Monde* en 2006. A ce titre, il suit la succession de Jean-Marie Colombani, et le mandat mouvementé de Pierre Jeantet non sans heurt. Il démissionne en 2008 de la présidence de la SRM alors qu'Alain Minc fait de même de la présidence du conseil de surveillance. En 2011, peu après la reprise du journal par trois nouveaux actionnaires, et après avoir présenté sa candidature sans succès à sa direction, il quitte *Le Monde*. Il collabore depuis à différents journaux.

Les articles de Jean-Michel Dumay traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* datent pour la plupart des années Bush fils<sup>1094</sup>. Ils sont situés au début du journal, dans les pages internationales<sup>1095</sup>. Ils sont pour moitié de taille moyenne, pour moitié longs. Jean-Michel Dumay y décrit l'Amérique comme une superpuissance enlisée dans une guerre impopulaire. Il décrit un pays de plus en plus riche, mais avec de plus en plus de pauvres. Les Etats-Unis sont selon lui également partagés voire divisés entre progressistes et conservateurs. La justice y tient une grande place au point qu'elle est fortement mise à contribution lors des élections. Il observe la vivacité de la démocratie américaine, y compris de la démocratie directe, alors que la participation électorale progresse et qu'elle suscite beaucoup d'intérêt comme de critique de la part du reste du monde. Jean-Michel Dumay porte ainsi lui-même un regard plutôt partagé voire équilibré sur l'Amérique.

Pierre-Antoine Delhommais

Journaliste économique, il est de 1995 à 2011 rédacteur au *Monde*, au service économique, dont il devient chef adjoint puis chef. Il reçoit le prix du journaliste économique de l'année de l'Université Paris Dauphine en 2009. Il est considéré comme libéral. Il quitte ensuite le journal et rejoint *Le Point*.

Pierre-Antoine Delhommais traite des Etats-Unis dans le journal en particulier pendant la mandature de George W. Bush<sup>1096</sup>. Ses articles sont en général de taille moyenne<sup>1097</sup>. Il y prend la défense des Etats-Unis, de leurs dirigeants et de leur gouvernement républicain, les trouvant exagérément critiqués bien qu'ils soient en froid avec une bonne partie du monde. Il déplore le manque d'efforts des partenaires des Etats-Unis pour les comprendre. Il décrit un pays dont l'économie va bien malgré ses grands déficits budgétaire et commercial.

---

<sup>1094</sup> 4 articles de Jean-Michel Dumay sélectionnés dans le corpus.

<sup>1095</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1096</sup> 4 articles de Pierre-Antoine Delhommais sélectionnés dans le corpus.

<sup>1097</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Né en 1955, Philippe Ridet n'a pas fait d'études supérieures, ce qui ne l'empêche nullement de devenir journaliste et de mener une longue carrière commencée au Parisien de 1983 à 2002, puis au *Monde*. Il est d'abord responsable adjoint du service France, traitant de politique et de société puis devient en 2008 correspondant en Italie. Il rentre à Paris en juillet 2016 pour devenir reporter à *M Le magazine du Monde*.

Il connaît les Etats-Unis pour y être allé plusieurs fois<sup>1098</sup>. Il a de la famille proche dans ce pays. Il aime la culture américaine, le cinéma et la littérature particulièrement. Très tôt, il a lu les grands écrivains américains comme Melville, Henry James etc, puis Richard Brautigan, Philip Roth, Bernard Malamud, John Cheever. Il aime le cinéma de l'anti-Hollywood des années 70 comme Coppola, l'Amérique post-soixante-huitarde. Il a donc une vision un peu ancienne. Il apprécie aussi les westerns, les convois de pionniers et tout particulièrement les road-movies. Pour lui, l'Amérique est plus un espace qu'une histoire ou qu'une population. La société américaine ne lui donne pas particulièrement envie. Mais il est assez fasciné par la mythologie américaine : self made man, ascenseur social, possibilité d'entreprendre, par cette simplicité américaine. Il a manifesté contre la guerre du Vietnam et contre l'impérialisme américain. Mais les Etats-Unis sont maintenant moins puissants et moins impérialistes. Il a davantage découvert la politique étrangère américaine en Italie qu'en France. Pour Philippe Ridet, l'Italie est un allié fidèle historiquement des Etats-Unis : « Il y a encore des bases américaines en Italie. La parole de l'ambassadeur américain à Rome est très importante ». De plus, explique-t-il, il y a une forte immigration italienne en Amérique. Donc pour les Italiens, leur pays a un lien intime avec les Etats-Unis ce qui est très différent du discours gaullien propre à la France. La relation est ainsi selon lui très fluide entre l'Italie et l'Amérique. Il remarque que c'est très différent de la France, même sous Sarkozy. C'est presque une relation de cousinage : « Pour les Italiens, l'Amérique, c'est un peu chez eux ». Ainsi, il voit les Etats-Unis comme un pays simple, fascinant et révoltant, sans nuance, avec de fortes disparités sociales.

Il explique que « l'Amérique est le continent le plus traité dans *Le Monde* », en dehors de l'Europe bien entendu. Le journal s'intéresse à la politique, à la société et à la culture américaine. Beaucoup d'éditorialistes du journal sont passés par les Etats-Unis. Le traitement de ce pays par *Le Monde* ne cesse de croître. C'est ainsi selon lui la première fois en 2016 que *Le Monde* suit d'aussi près la primaire américaine. Parfois, il a l'impression que l'on en fait beaucoup, mais il pense que cela répond à la demande des lecteurs. Finalement, il considère que « *Le Monde* est très américain, mais pas trop ».

Les articles de Philippe Ridet concernant les Etats-Unis sont situés en général au début du journal, dans les pages internationales, parfois en Une<sup>1099</sup>. Ils sont de taille variable, plutôt moyenne, mais aussi longue<sup>1100</sup>. Il suit notamment un déplacement de Nicolas Sarkozy aux Etats-Unis. Il présente l'Amérique comme un pays avec lequel la France a une réelle amitié et des liens anciens qu'elle cultive. Il note que la société américaine connaît beaucoup de violence et que la police est présente et moderne. Il reconnaît la vivacité de la démocratie américaine tout en regrettant la trop grande importance de la communication politique.

---

<sup>1098</sup> Entretien avec Philippe Ridet, le 17/05/2016.

<sup>1099</sup> 3 articles de Philippe Ridet sélectionnés dans le corpus.

<sup>1100</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Alain Beuve-Méry

Né en juin 1967, Alain Beuve-Méry est diplômé de l'IEP Paris en 1989 et de la London School of Economics. Il est le petit-fils d'Hubert Beuve-Méry. Il entre au *Monde* en 1993 comme journaliste. Il travaille tour à tour au service économique et au service politique. Il suit les questions sociales de 1995 à 2001, puis européennes de 2001 à 2005. Il passe ensuite au *Monde des livres* de 2006 à 2011. Il suit depuis l'économie de la culture. Il est président de la société des rédacteurs de 2012 à 2015.

Il connaît les Etats-Unis et en particulier New York. Il raconte qu'il y est allé en 1986, à 19 ans<sup>1101</sup>. Il y est ensuite retourné 5 ou 6 fois jusqu'en 2001. Il n'y est pas allé sous George W. Bush, mais y est retourné 4 fois depuis. Il est allé une fois à Chicago et à Los Angeles. Il avoue qu'en tant que Parisien, il a tendance à chercher un autre Paris. Il explique qu'il n'a pas de fascination pour le modèle américain. Son regard sur l'Amérique est proche de celui d'Hubert Beuve-Méry. Il voit les Etats-Unis en tant qu'Européen. Il raconte qu'il a couvert l'élargissement de l'Europe avant 2005. Il est particulièrement triste de l'effondrement de l'idée européenne. Il aime la phrase de Monet : si j'avais à recommencer, je commencerais par la culture. Le 11 septembre 2001 est une date clé pour lui. Il rêve d'une Europe contre-pouvoir des Etats-Unis. Il raconte : « Ma plus grande peur, c'est le douanier américain. Je suis très rétif à toute la culture simpliste comme la déclaration de douane avant d'embarquer pour les Etats-Unis ». Il y a pour lui confrontation de deux visions universalistes. A tout prendre, il préfère la nôtre. Mais il ne remet pas en cause le fait que les Etats-Unis soient l'autre pays de la démocratie.

Les articles d'Alain Beuve-Méry traitant des Etats-Unis se situent en général en pages économie<sup>1102</sup>. Ils sont de taille variée<sup>1103</sup>. Ils décrivent un pays riche, mais qui présente d'importantes disparités sociales. Ainsi, l'accroissement de la richesse aux Etats-Unis ne profite qu'aux plus riches, donnant l'impression d'un appauvrissement général. Il note aussi que la police et la justice sont racistes, au détriment en particulier des Noirs. On ne peut donc pas dire qu'Alain Beuve-Méry est particulièrement sévère vis-à-vis des Etats-Unis, mais il n'a pas de bienveillance particulière à leur égard. Il défend une identité et une approche française du monde, davantage sociale.

### Les autres nouvelles signatures

Au-delà des principales signatures que nous venons de voir, d'autres nouvelles signatures de journalistes particulièrement nombreuses apparaissent dans les années 2000. Ces journalistes traitent occasionnellement ou plutôt irrégulièrement des Etats-Unis. Il y a notamment Cécile Chambraud qui suit les questions européennes puis religieuses, François Bostnavaron qui traite des voyages et de la rubrique découverte, Isabelle Rey-Lefebvre qui suit l'immobilier et le logement puis l'enseignement supérieur. Il y a aussi Laurence Caramel sur les questions d'environnement puis sur l'Afrique, Laurence Girard qui suit l'agriculture, Patrick Artinian qui est photographe pour *Le Monde* et fait à l'occasion quelques papiers, Claire Gatinois au service économie puis correspondante au Brésil, Françoise Chipaux, reporter et correspondante en Inde ou encore Thomas Sotinel, d'abord à la rubrique musique, puis correspondant en Afrique et enfin à la critique cinématographique. Ainsi, des journalistes de toutes les rubriques, de tous les

---

<sup>1101</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, *op.cit.*

<sup>1102</sup> 2 articles d'Alain Beuve-Méry sélectionnés dans le corpus.

<sup>1103</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

horizons du *Monde* s'intéressent et traitent des Etats-Unis, ce qui montre que la question devient un sujet d'ensemble et que le journal finit par s'intéresser en ce début de millénaire, à l'Amérique sous tous ses aspects, sous tous les angles possibles comme disent les journalistes. Jamais la couverture n'a été aussi large. De même les correspondants du *Monde* aux Etats-Unis écrivent des articles dans toutes les rubriques et pas seulement pour l'international, même s'il reste majoritaire.

Le second mandat de Jean-Marie Colombani correspond à une tentative du *Monde* de se rapprocher du modèle américain dans bien des domaines. Le nouveau modèle économique du journal n'est cependant pas un succès. Ceci dit, l'essentiel des ingrédients de l'échec étaient déjà présents avant l'arrivée de Jean-Marie Colombani. Ce dernier a essayé tant bien que mal de préserver la spécificité du *Monde* et son actionnariat interne majoritaire. Il a su moderniser le journal en s'inspirant des innovations venues du nouveau monde, comme internet, et qui semblent fondatrices aujourd'hui. De même, la crise économique qui gagne *Le Monde* touche l'ensemble de la presse écrite, dont le modèle générique lui-même est remis en question. Enfin, s'il a montré un grand intérêt voire une vraie proximité avec l'Amérique, l'auteur de « Nous sommes tous Américains » a su aussi s'en démarquer et ne l'a pas ménagée de ses critiques parfois vives notamment à l'égard de son président, George W. Bush.

## **92 La présidence de George W. Bush**

Lorsqu'il succède au charismatique Bill Clinton, Georges W. Bush est avant tout le fils de son père pour beaucoup d'Américains, à la popularité contrastée du fait des affaires qui l'ont touché. C'est un conservateur du Sud, sans relief apparent, qui prend les commandes de l'Amérique dans une période plutôt morne. Personne n' imagine alors le choc qui attend cet homme et son pays et qui va marquer le changement de millénaire.

### **L'élection délicate de George W. Bush**

Né le 6 juillet 1946 à New Haven, dans l'Etat du Connecticut, sur la côte est, George Walker Bush est le fils de George Herbert Walker Bush, 41<sup>ème</sup> président des Etats-Unis. La famille Bush quitte la Nouvelle Angleterre et s'installe au Texas en 1959. Dans l'ombre d'un père imposant, George Bush junior mène une existence plutôt dépravée, alternant problèmes d'alcool et de drogue. Il se reprend à l'âge de quarante ans à l'aide de la religion, en devenant *born again christian*, c'est-à-dire par une conversion, une renaissance qui l'amène à démarrer une nouvelle vie en accord avec sa foi renouvelée et avec les principes du christianisme évangélique. C'est pour lui une transformation profonde qui lui donne une discipline personnelle et une assurance que rien ne démentira par la suite. Il est certain d'être guidé par la Providence. Il mène alors une carrière plutôt réussie dans les affaires, notamment dans le pétrole. En politique, il devient en 1994 gouverneur républicain du Texas, un Etat traditionnellement démocrate et est réélu ensuite.

George W. Bush est élu 43<sup>ème</sup> président des Etats-Unis, ou plus exactement est désigné élu par la Cour suprême le 12 décembre 2000, « au terme de cinq semaines d'une bataille juridique sans précédent dans l'histoire du pays »<sup>1104</sup>. Son concurrent malheureux, Albert Gore, dans la pure tradition américaine, reconnaît

---

<sup>1104</sup> « George W. Bush, 43<sup>ème</sup> président des Etats-Unis », *Le Monde*, 15/12/2000.

aussitôt après la décision de la cour, sa défaite. Le résultat de l'élection est plus que douteux tant l'écart qui justifie la décision est faible et fragile. L'élection se tient le 7 novembre 2000. Les résultats qui doivent être connus dans la soirée et qui donnent un temps à penser qu'Al Gore est le gagnant sont aussitôt contestés. Les deux candidats réclament l'aide de leurs avocats et des juges. C'est au bout du compte la Cour suprême qui tranche. Comme l'indique Corine Lesnes, « pour la première fois dans l'histoire politique américaine, la présidence a été décidée en justice »<sup>1105</sup>. Pour couronner le tout, Albert Gore a près de 500 000 voix d'avance sur son adversaire victorieux. Le résultat est que George W. Bush démarre son mandat comme un président « mal élu ». Les difficultés s'accroissent. Le chef de l'exécutif américain se trouve aussi sans véritable majorité législative. En effet, nous explique l'éditorial du *Monde*, « les Américains n'ont pas choisi non plus de majorité au Congrès. Le Sénat se partage exactement à égalité entre républicains et démocrates ; la situation à la Chambre des représentants est sensiblement la même »<sup>1106</sup>. Le nouveau président essaie dès lors de se faire consensuel, de rechercher l'esprit bipartisan sur le thème d'un « conservatisme compassionnel ». Il ouvre son administration à des femmes et des hommes issus des minorités en nommant deux Noirs dont une femme, Colin Powell et Condoleezza Rice et un hispanique, Al Gonzales, à des postes à responsabilités jusque-là toujours occupés par des hommes blancs. Ce sont là « deux communautés dont le vote lui a largement fait défaut et avec lesquelles il va devoir resserrer les liens »<sup>1107</sup>. Pour le reste, il met ses pas dans ceux de son père et de Ronald Reagan.

Comme ambassadeur en France, il nomme Howard H. Leach, « âgé de soixante-dix ans, un milliardaire de l'agroalimentaire de San Francisco. Responsable des finances du Comité national républicain de 1995 à 1997, M. Leach a fourni pour plus de 282 000 dollars à la dernière campagne Bush »<sup>1108</sup>. L'habitude a été prise depuis quelques temps déjà de nommer les meilleurs contributeurs à l'élection présidentielle à des postes prestigieux, sans rapport avec leurs compétences. L'industriel qui ne connaît pas plus la France que la diplomatie va être confronté à la plus grave crise entre les deux pays depuis la guerre. C'est vraisemblablement les diplomates chevronnés qui l'entourent qui gèrent la situation car Howard Leach ne laisse guère de trace de son passage au moins dans les colonnes du journal.

C'est donc, comme le décrit *Le Monde*, un président mal élu, manquant cruellement de légitimité et en quête de consensus, qui tient les rênes de l'Amérique lorsque, à peine un an après son élection, celle-ci se retrouve confrontée à son destin tragique.

## **Le 11 septembre 2001**

Il faut des mois pour que la nouvelle du sac de Rome par Alaric du 24 au 27 août 410 se répande à travers tout l'empire romain, marquant la fin de l'antiquité. Le 11 septembre 2001, à l'heure de l'image et du numérique, le monde entier apprend en temps réel les événements inconcevables que vient de subir la nouvelle Rome c'est-à-dire New York. Stupéfait, il sait qu'il vient d'entrer dans une nouvelle ère, toute aussi tragique que les précédentes : un nouveau millénaire commence.

---

<sup>1105</sup> Corine Lesnes, « George Bush est le 43<sup>ème</sup> président sur décision de la Cour suprême des Etats-Unis », *Le Monde*, 29/12/2000.

<sup>1106</sup> « Deux perdants », *Le Monde*, 15/12/2000.

<sup>1107</sup> Sylvie Kauffmann, « Colin Powell nommé secrétaire d'Etat de l'administration Bush », *Le Monde*, 17/12/2000.

<sup>1108</sup> Corine Lesnes, « Un milliardaire de l'agroalimentaire nommé ambassadeur à Paris », *Le Monde*, 28/03/2001.

## Le choc du 11 septembre et la couverture de l'évènement par *Le Monde*

Le 11 septembre 2001 à l'aube commence une journée banale et tranquille pour l'hyperpuissance américaine dont l'armée, au faite de sa puissance, est sans rivale de quelque sorte que ce soit sur la planète tant sa domination est immense et incontestable. Pourtant à partir de 8h46, heure de New York, l'impensable se produit et se reproduit encore plusieurs fois dans l'heure qui suit. Comme le raconte Jan Krauze, on voit les mots « *America under attack* apparaître sur les écrans du monde entier »<sup>1109</sup>. La réaction de la population est de regarder les nouvelles à la télévision ce qui décuple l'intensité du choc car peu avant 10h, une première tour du World Trade Center s'effondre en direct sur les écrans, suivie par la seconde une demi-heure plus tard.

A Paris, il est 14h46, lors de la première collision, 16h lors de l'effondrement de la première tour. *Le Monde* comme l'ensemble de la presse française ne peut pas prendre en compte l'évènement dans son édition du jour (le 11), car elle est bouclée depuis longtemps. Seuls la télévision, la radio et internet peuvent faire part de la nouvelle le jour même. Les lecteurs qui reçoivent *Le Monde* le 12 au matin ont aussi la désagréable surprise de constater que l'évènement qui bouleverse la planète depuis la veille ne figure pas dans leur quotidien du soir préféré. En effet, l'édition du 12 est bouclée le 11 à 10h30. Il est toujours possible de faire passer quelques modifications jusqu'à 11h, heure du bouclage définitif, mais pas plus tard. En revanche, ceux qui lisent un journal du matin trouvent, dans leur édition du 12, un compte rendu des évènements de la veille, car le bouclage a eu lieu le 11 septembre en principe à 23h. Les journaux du matin ont donc bénéficié de huit heures théoriques (de 14h46 à 23h) pour traiter l'information, moins si l'on tient compte du temps de réaction. C'est suffisant pour écrire un article, juste pour mobiliser toute une rédaction qui a déjà d'autres travaux, très court pour réaliser des enquêtes ou prendre le temps de la réflexion. Les lecteurs du *Monde* doivent attendre l'édition du 13 septembre pour avoir droit à la couverture des attentats du 11 septembre. Il est vrai qu'elle est distribuée à partir du 12 après-midi. Cependant, à la différence de leurs collègues de la presse du matin, les journalistes du *Monde* ont disposé de 20 heures au lieu de 8 pour préparer leur couverture des attentats.

La rédaction internationale, revient de déjeuner lorsque la nouvelle tombe, comme le raconte Alain Debove, alors chef du service<sup>1110</sup>. Les journalistes se rassemblent devant l'écran de télévision du service et assistent en direct à la seconde collision. La nouvelle se diffuse à l'ensemble de la rédaction à commencer par la rédaction en chef aussitôt prévenue. Les journalistes déjà partis reviennent. On réussit à joindre les deux correspondants sur place, Eric Leser qui couvre New York et Afsane Bassir Pour qui couvre les Nations unies, ils sont sains et saufs. La conférence de rédaction en chef de 17h se transforme en conférence extraordinaire ouverte à tous. Il est alors décidé de faire un cahier spécial d'une vingtaine de pages consacrées à l'évènement au sein du numéro du 13 septembre, qui devient un numéro spécial. « La réunion est assez longue, très fournie, avec tous les services car on voit d'emblée le caractère exceptionnel de l'évènement ». L'ensemble de la rédaction en particulier la rédaction internationale se mobilise. Les deux correspondants sur place sont appelés à livrer leur témoignage ou à en recueillir. Les correspondants en France et à l'étranger sont invités à recueillir les réactions. Des

---

<sup>1109</sup> Jan Krauze, « *America under attack*, en direct sur les écrans du monde entier », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1110</sup> Entretien avec Alain Debove, *op.cit.*

spécialistes extérieurs au journal comme Pierre-Jean Luizard<sup>1111</sup> ou Olivier Roy<sup>1112</sup> sont aussi sollicités. La direction prépare l'éditorial. « On a tout abandonné, travaillé toute la nuit. Tout le monde a participé naturellement, volontairement. Il n'y a pas eu besoin de rappeler qui que ce soit ». Une nouvelle conférence de rédaction a lieu au milieu de la nuit, vers 1h30 du matin. Et tout est prêt à l'heure du bouclage le 12 à 10h30. Puis la journée continue car il faut préparer le numéro du 14 septembre : « On n'a pas dormi pendant 48 heures. Ca a été un moment professionnel inoubliable, avec un engagement des collaborateurs exceptionnel » conclut Alain Debove. Les 20 heures dont a disposé la rédaction du *Monde* et la mobilisation de tous ont permis que des enquêtes soient menées, des témoignages et réactions recueillis, des récits écrits, des analyses préparées alors que les éditorialistes ont pu disposer d'un temps de réflexion, de recul, significatif, par rapport à l'évènement. Cela donne un numéro spécial d'une grande richesse avec plus de vingt pages consacrées aux attentats et à tous les aspects, sans équivalent dans la presse du matin. Il comprend un article d'Eric Leser, le correspondant du journal à New York, en Une, qui raconte la terrible journée qu'il a vécue personnellement et un éditorial historique au sens où il est devenu une référence y compris pour ses contempteurs.

Ainsi le 11 septembre 2001, rappelant le 7 décembre 1941, les Etats-Unis sont attaqués une nouvelle fois par surprise. Eric Leser raconte ce qu'il a vécu : « Il est 10 h 10 à Manhattan, il ne reste plus qu'une tour en feu [...]. Au milieu des sirènes des ambulances, de la police, des pompiers, les gens ne disent pas un mot, hébétés [...] Soudain, la deuxième tour s'effondre. Nous nous réfugions en courant dans un restaurant [...]. Trois secondes plus tard, la masse de gravats et de poussière s'abat. Le bâtiment tremble, quelques vitres se brisent. Puis le silence. Il fait nuit noire en plein jour [...]. La nuit, lorsque les Twins étaient éclairées, c'était un endroit magique. Aujourd'hui, c'est un cimetière »<sup>1113</sup>. George W. Bush note dans ses mémoires que l'Amérique vient de vivre le Pearl Harbor du XXI<sup>e</sup> siècle. La surprise est d'autant plus grande, explique *Le Monde*, que « deux symboles de l'hyperpuissance américaine, les tours du World Trade Center à New York, et l'immeuble du Pentagone, à Washington, ont été attaqués »<sup>1114</sup>. De plus même si le nombre exact des victimes est pour l'heure inconnu, les estimations sont inouïes, elles dépassent d'ailleurs la réalité et le journal poursuit : « Près de vingt-quatre heures après les attentats de New York et Washington, aucun bilan n'était encore avancé de source officielle américaine [...]. A New York, des milliers, des dizaines de milliers peut-être, de personnes étaient toujours prisonnières des décombres des deux tours »<sup>1115</sup>. Le président américain intervient à plusieurs reprises associant la défense des Etats-Unis à celle des valeurs universelles : « La liberté se défendra, nous punirons les responsables »<sup>1116</sup>. Il obtient aussitôt ce qu'il recherche depuis un an mais à une intensité que jamais il n'aurait pu imaginer : le soutien unanime du peuple américain, à commencer par l'ensemble de la classe politique. De même, les attentats sont condamnés par toutes les nations du monde. Le président de la République déclare : « Ce qui s'est produit aux Etats-Unis nous concerne tous »<sup>1117</sup>. Les membres de l'Otan et de l'Union européenne se réunissent d'urgence et manifestent leur « solidarité avec les Etats-Unis » raconte Laurent Zecchini, correspondant du *Monde*

---

<sup>1111</sup> Historien français, spécialiste du Proche-Orient.

<sup>1112</sup> Politiste français, spécialiste de l'Islam.

<sup>1113</sup> Eric Leser, « C'est la nuit à Manhattan, au pied des tours devenues cimetière », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1114</sup> « L'Amérique sous le choc d'un Pearl Harbor terroriste », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1115</sup> « Le bilan serait de plusieurs milliers de victimes », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1116</sup> « Verbatim : George W. Bush », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1117</sup> « Verbatim : Jacques Chirac », *Le Monde*, 13/09/2001.

à Bruxelles<sup>1118</sup>. Un nom apparaît déjà, commanditaire supposé des attentats : Oussama Ben Laden<sup>1119</sup>. Comme l'explique Françoise Chipaux sous le titre « Ben Laden, un antiaméricanisme absolu au service du Djihad islamique », cet homme « a été l'allié des Etats-Unis au moment de la lutte des Afghans contre l'Union soviétique. Désormais hôte du régime taliban, ce chef terroriste est devenu l'ennemi numéro un de Washington »<sup>1120</sup>. L'émotion se lit dans les commentaires des journalistes ce qui n'empêche l'un d'eux, Patrick Jarreau, de poser déjà ce 13 septembre, une question primordiale pointant un immense malentendu à venir entre les Etats-Unis et le reste du monde ou presque : « Ce qui s'est produit mardi 11 septembre au matin [...] était évidemment beaucoup plus qu'un attentat. Mais pouvait-on qualifier d'acte de guerre une agression commise, comme l'a relevé George Bush, par un ennemi sans visage ? »<sup>1121</sup> De fait, les Etats-Unis ne cesseront de qualifier l'évènement d'attaque alors que le reste du monde parlera d'attentat. Mais l'heure est à la solidarité et l'éditorial du *Monde* de ce jour terrible en est devenu l'un des symboles.

Nous sommes tous Américains

La Une du *Monde*, de ce numéro spécial du 13 septembre 2001, est barrée d'un titre évocateur sur toute la largeur : « L'Amérique frappée, le monde saisi d'effroi », qui annonce celui de l'éditorial signé de J.-M. C. en haut à droite : « Nous sommes tous Américains ». Les mots employés sont forts et proclament la solidarité du journal c'est-à-dire des Français avec leurs cousins d'Outre-Atlantique : « Dans ce moment tragique où les mots paraissent si pauvres pour dire le choc que l'on ressent, la première chose qui vient à l'esprit est celle-ci : nous sommes tous Américains ! Nous sommes tous New-Yorkais, aussi sûrement que John Kennedy se déclarait, en 1963 à Berlin, Berlinois. Comment ne pas se sentir en effet, comme dans les moments les plus graves de notre histoire, profondément solidaires de ce peuple et de ce pays, les Etats-Unis, dont nous sommes si proches et à qui nous devons la liberté, et donc notre solidarité »<sup>1122</sup>. C'est un long éditorial qui ne se contente pas d'exprimer de nobles sentiments. Il porte un regard acéré sur l'évènement et ses conséquences, dont la première est que le XX<sup>ème</sup> siècle est définitivement terminé : « Comment ne pas être en même temps aussitôt assaillis par ce constat : le siècle nouveau est avancé ». Il condamne clairement l'attentat et ses auteurs : « Aucun de ceux qui ont prêté la main à cette opération ne peut prétendre vouloir le bien de l'humanité. Ceux-là ne veulent pas d'un monde meilleur, plus juste. Ils veulent simplement rayer le nôtre de la carte ». Equilibré, l'éditorial met aussi les Américains face à leurs responsabilités, à commencer par leur hyperpuissance sans rivale : « Dans le monde monopolistique d'aujourd'hui c'est une nouvelle barbarie, apparemment sans contrôle, qui paraît vouloir s'ériger en contre-pouvoir ». Il rappelle aussi que le commanditaire présumé des attentats n'est pas tout-à-fait un inconnu des Etats-Unis : « La réalité, c'est peut-être aussi celle d'une Amérique rattrapée par son cynisme : si Ben Laden est bien, comme semblent le penser les autorités américaines, l'ordonnateur de la journée du 11 septembre, comment ne pas rappeler qu'il a lui-même été formé par la CIA, qu'il a été l'un des éléments d'une politique,

<sup>1118</sup> Laurent Zecchini, « Les quinze et l'OTAN se réunissent en conseils extraordinaires », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1119</sup> « Les Etats-Unis évoquent la signature de l'homme d'affaires », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1120</sup> Françoise Chipaux, « Ben Laden : un antiaméricanisme absolu au service du Djihad islamique », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1121</sup> Patrick Jarreau, « Le président Bush a reçu le soutien d'une classe politique ressoudée », *Le Monde*, 13/09/2001.

<sup>1122</sup> Jean-Marie Colombani, « Nous sommes tous Américains », *Le Monde*, 13/09/2001.



ournée contre les Soviétiques, que les Américains croyaient savante. Ne serait-ce pas alors l'Amérique qui aurait enfanté ce diable ? » Ceci rappelé, il évite le double écueil du relativisme et de la surréaction et précise que c'est une « haine inextinguible qui nourrit ces attentats [...]. Il s'agit évidemment d'une logique barbare, d'un nouveau nihilisme qui répugne à une grande majorité de ceux qui croient en l'islam ». Et il conclut par un appel à la sagesse et au discernement, prémonitoire : « A long terme, cette attitude [du terrorisme] est évidemment suicidaire. Parce qu'elle attire la foudre. Et qu'elle peut l'attirer sans discernement. Cette situation commande à nos dirigeants de se hisser à la hauteur des circonstances ».

Cet éditorial est de la responsabilité pleine et entière du directeur, Jean-Marie Colombani. Il a été écrit à plusieurs mains, avec notamment Edwy Plenel, le directeur de la rédaction. Tous deux assument pleinement le contenu de l'article, ne montrant pas de divergence à son sujet. C'est Alain Minc, le président du conseil de surveillance qui a semble-t-il suggéré le titre<sup>1123</sup>. C'est Nicole Bacharan, historienne et politologue, invitée de David Pujadas au journal télévisé de 20h sur France 2 le 11 septembre 2001, qui avait alors déclaré : « Ce soir, nous sommes tous Américains »<sup>1124</sup>. Dans l'esprit du « Je suis un Berlinoise » de John Kennedy, ce titre fait aussi ultérieurement penser tristement au « Je suis Charlie » de Joachim Roncin<sup>1125</sup> du 7 janvier 2015.

La réaction des journalistes est contrastée. Dans, un premier temps, sans doute sous le poids de l'émotion, l'éditorial ne suscite guère de critique en interne, il est même assez consensuel. Nombreux sont ceux qui, comme Philippe Ridet, le trouvent juste<sup>1126</sup>. Pour Alain Minc, cet éditorial est le point d'orgue de l'évolution du journal, passant d'un regard sévère vis-à-vis de l'Amérique, souverainiste européen, à un regard plus ouvert, davantage atlantiste. Mais l'émotion retombant, des critiques apparaissent. Patrice de Beer explique : « L'éditorial de Jean-Marie Colombani – Nous sommes tous américains – a choqué. Mais dans le contexte, il a représenté quelque chose et on peut dire que cet éditorial a marqué. C'était important en 2001. Il l'avait trouvé bien. Et c'était JMC le directeur, c'était donc de sa responsabilité, il n'y avait rien à dire »<sup>1127</sup>. Cependant, comme il l'explique lui-même, lorsqu'il signe cet éditorial, Jean-Marie Colombani s'attend à une réaction d'une partie non négligeable de la rédaction pour laquelle écrire « nous sommes tous Américains » ne va pas de soi<sup>1128</sup>. Ce n'est pas le cas. Une critique apparaît, mais dans un second temps et plutôt de l'extérieur du journal, qui reproche à l'éditorial d'être excessif et qui trouve, comme Ignacio Ramonet que « nous sommes différents »<sup>1129</sup>. JMC explique que cela devait être à ses yeux la position du journal. Elle s'apparente d'après lui à la réaction de Charles de Gaulle réaffirmant sa fidélité à l'alliance américaine lors de la crise de Cuba où lorsque François Mitterrand avait dit lors de l'affaire des SS20 : « Les pacifistes sont à l'Ouest et les missiles sont à l'Est ». Son propos, explique-t-il, « n'était pas compassionnel mais politique ». La comparaison avec les deux anciens présidents de la République est osée. Quoi qu'il en soit, cet éditorial marque son temps. Il a assurément une portée politique tant par les circonstances et la force de son titre que par la place particulière du *Monde* en tant qu'institution de la presse française que l'on ne peut soupçonner de favoritisme à l'égard de l'Amérique. Il est dans son contenu, équilibré. Enfin, il transmet une émotion ressentie par toute une

---

<sup>1123</sup> Entretien avec Alain Minc, *op.cit.*

<sup>1124</sup> Nicole Bacharan, *Faut-il avoir peur de l'Amérique ?* Paris, Seuil, 2005, p. 13.

<sup>1125</sup> Responsable artistique au magazine *Stylist* et inventeur du slogan « Je suis Charlie ».

<sup>1126</sup> Entretien avec Philippe Ridet, *op.cit.*

<sup>1127</sup> Entretien avec Patrice de Beer, *op.cit.*

<sup>1128</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, *op.cit.*

<sup>1129</sup> Entretien avec Ignacio Ramonet, *op.cit.*

rédaction et aussi par tout un pays aux liens anciens, nombreux et profonds avec le peuple américain.

### L'esprit du terrorisme

Un article, intitulé « L'esprit du terrorisme », publié par *Le Monde*, vient toutefois troubler la belle unanimité, au moins de façade, autour de la solidarité avec les Etats-Unis. Son auteur est le philosophe Jean Baudrillard. Provoquant, il a un grand retentissement qu'il n'aurait pas s'il ne contenait une part de vérité. Cependant, empli d'un pessimisme sans commune mesure avec le pessimisme actif d'Hubert Beuve-Méry, il est aussi accusé de faire l'apologie de la mort et du terrorisme. Baudrillard écrit : « Que nous ayons rêvé de cet événement, que tout le monde sans exception en ait rêvé, parce que nul ne peut ne pas rêver de la destruction de n'importe quelle puissance devenue à ce point hégémonique, cela est inacceptable pour la conscience morale occidentale, mais c'est pourtant un fait [...]. Ce n'est donc pas un choc de civilisations ni de religions, et cela dépasse de loin l'islam et l'Amérique, sur lesquels on tente de focaliser le conflit pour se donner l'illusion d'un affrontement visible et d'une solution de force. Il s'agit bien d'un antagonisme fondamental, mais qui désigne [...] la mondialisation triomphante aux prises avec elle-même [...]. Tout se passe comme si le système mondial opérât un repli stratégique, une révision déchirante de ses valeurs [...], intériorisant en quelque sorte sa propre défaite »<sup>1130</sup>. L'article de Baudrillard suscite quantité de réactions – *Le Monde* en publie de nombreuses en novembre et décembre – et une polémique qui reste animée jusqu'à la fin de l'année. Le jour de la publication de l'article de Baudrillard, *Le Monde* publie aussi un article de Tahar Ben Jelloun<sup>1131</sup>, intitulé « Pour sortir de la malédiction » et qui en est peut-être le meilleur contrepoint : « Le 11 septembre est au fond un traumatisme encore plus violent pour les peuples arabes et musulmans que pour l'Occident. Cette brutalité soutenue par une charge haineuse incommensurable est née, a grandi, s'est raffermie dans un espace et un temps qu'on pourrait appeler le front du refus, refus du dialogue, refus de vivre ensemble, refus de l'Etat de droit, un front où l'amour de la vie a été remplacé par l'amour mystique de la mort, la mort qu'on se donne et qui se donne au plus grand nombre d'ennemis, un front qui a cultivé le ressentiment et les certitudes. Pour combattre le terrorisme et toute autre tentation de déviation et de brutalité, il faut partir de la base, l'école. Ce qui n'empêche pas de soigner par ailleurs les maladies qui gangrènent le corps social maltraité par l'histoire et les hommes »<sup>1132</sup>.

Tandis que la polémique se dissipe, le double sentiment de compassion et de solidarité envers les Américains se trouve rapidement confronté avec la réalité et la dureté des opérations militaires qui commencent.

### Le temps de l'union et la guerre en Afghanistan

L'après-midi même du 11 septembre, George W. Bush déclare que « les Etats-Unis poursuivront et puniront les responsables de ces viles attaques »<sup>1133</sup>. Très vite, une intervention américaine contre Al-Qaïda en Afghanistan se dessine. Elle a lieu au vingt-sixième jour après les attentats et est ciblée, responsable et

<sup>1130</sup> Jean Baudrillard, « L'esprit du terrorisme », *Le Monde*, 03/11/2001.

<sup>1131</sup> Poète et écrivain marocain, prix Goncourt 1987 pour son roman *La nuit sacrée* (Paris, Seuil, 1987).

<sup>1132</sup> Tahar Ben Jelloun, « Pour sortir de la malédiction », *Le Monde*, 03/11/2001.

<sup>1133</sup> « George Bush : La liberté se défendra, nous punirons les responsables », *Le Monde*, 13/09/2001.

consensuelle telle que la décrit alors *Le Monde*<sup>1134</sup>. Les premiers doutes apparaissent rapidement quant à la méthode employée par laquelle les Etats-Unis décident unilatéralement et ont recours systématiquement à la force, tout en cherchant, parfois maladroitement, à rallier le reste du monde à leur côté. *Le Monde* présente la position argumentée mais sans nuance du président des Etats-Unis : « Aucune nation ne peut être neutre dans ce conflit, parce qu'aucune nation civilisée ne peut être en sécurité dans un monde menacé par le terrorisme, a déclaré George W. Bush [...]. Alors que des doutes sur la stratégie américaine se multiplient, le chef de l'Etat américain tente de resserrer la coalition antiterroriste : Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes contre nous dans la lutte contre le terrorisme ! Les pays inactifs devront rendre des comptes a-t-il averti »<sup>1135</sup>. Le journal publie au même moment une tribune de politologues et d'écrivains qui sous le titre « Cette guerre est la nôtre », expliquent que « depuis le début des frappes se développe un climat de dénigrement systématique à l'égard de la riposte américano-britannique [...]. Nous pensons au contraire que [...] cette guerre est légitime car il s'agit pour les Etats-Unis d'un acte d'autodéfense à la suite d'une agression sur leur propre sol qui a coûté la vie à des milliers d'innocents de toutes religions et de toutes nationalités »<sup>1136</sup>. Le débat est riche autour de la question du soutien aux Etats-Unis. Pour le moment, le principe du soutien n'est nullement remis en question, c'est la méthode américaine qui est discutée. Une divergence apparaît, encore mince, entre les Etats-Unis et une France qui les soutient mais ne veut pas les suivre les yeux fermés, qui annonce une suite plus tumultueuse. *Le Monde* note ce début de divergence, en soutenant la position de la France et titre le même jour en Une : « George Bush mobilise, Jacques Chirac pose ses conditions »<sup>1137</sup>.

C'est que derrière la méthode musclée et peu soucieuse de partager les décisions d'une hyperpuissance blessée, commence à apparaître une nouvelle vision du monde qui s'impose à Washington, celle des néoconservateurs autour de leur idée fixe : attaquer l'Irak.

## **La guerre en Irak et la grande incompréhension entre les deux rives de l'Atlantique**

Il apparaît peu à peu aux journalistes du *Monde* que la riposte américaine au 11 septembre n'est pas l'attaque de l'Afghanistan, mais une guerre mondiale contre le terrorisme dont la bataille en Afghanistan n'est qu'une première étape. L'étape suivante, cœur de la stratégie américaine, est l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein.

Dans la décennie qui suit la fin de la guerre froide, l'Amérique semble triomphante, devenue la seule hyperpuissance. Pour son peuple comme pour ses élites, il est tout à fait normal que *the model Republic* l'emporte sur tous ses adversaires ou compétiteurs car elle incarne le bien, la justice, la liberté. Son modèle réussit et il n'y a pas de raison pour que le reste du monde ne finisse par accepter cette évidence. La prospérité des années Clinton accroît encore cette perception. George W. Bush commence son mandat sur cette idée, avec comme principe que l'Amérique doit continuer de montrer sa force toute en l'économisant. Il ne s'agit pas

---

<sup>1134</sup> Jan Krauze, « Au vingt-sixième jour, les Etats-Unis passent à l'acte », *Le Monde*, 09/10/2001.

<sup>1135</sup> « George Bush hausse le ton et presse les pays de la coalition d'agir », *Le Monde*, 08/11/2001.

<sup>1136</sup> Susanna Dorhage, Hans Joachim Kruse etc, « Cette guerre est la nôtre », *Le Monde*, 08/11/2001.

<sup>1137</sup> « George Bush mobilise, Jacques Chirac pose ses conditions », *Le Monde*, 08/11/2001.

d'un retour à l'isolationnisme, mais d'un interventionnisme limité, paresseux, surtout dans le chaudron du Moyen Orient. Le reste du monde, malgré quelques critiques, s'accorde très bien avec cette politique prudente, comme l'a montré la première guerre du Golfe.

Les attentats du 11 septembre 2001 remettent en question la vision du monde des Américains. Comme l'expliquent magistralement Alain Frachon et Daniel Vernet dans leur ouvrage *L'Amérique des néoconservateurs*<sup>1138</sup>, un immense désarroi s'empare des cercles du pouvoir à Washington. Personne n'a imaginé ce qui s'est passé, ni même pensé que c'était chose possible. Personne ou presque. Un courant de pensée longtemps marginal est conduit par des intellectuels autrefois progressistes : les néoconservateurs, dont Bill Kristoll<sup>1139</sup> ou Robert Kagan<sup>1140</sup>. « Sur tous flotte le halo intellectuel du philosophe Léo Strauss<sup>1141</sup> »<sup>1142</sup>. Ils sont représentés au sein de l'administration Bush par des hommes comme Paul Wolfowitz<sup>1143</sup>, Richard Perle<sup>1144</sup> etc. Le vice-président Richard Cheney est proche d'eux. Les néoconservateurs dénoncent depuis le début des années 90 « les régimes proche-orientaux autoritaires, incompetents, parrainant l'islam radical, incapables de faire accéder leurs peuples à la modernité [...]. Ils préconisent de bouleverser le statut quo au Proche-Orient, en commençant par un changement de régime en Irak »<sup>1145</sup>. Après le 11 septembre, comblant un vide, leur analyse s'impose à Washington, de la Maison Blanche au Pentagone : il faut donc que les Etats-Unis attaquent l'Irak ce que suggèrent Donald Rumsfeld, le ministre de la défense et Paul Wolfowitz dès le 13 septembre au président. Colin Powell et le Département d'Etat parviennent à le freiner quelque temps mais George W. Bush ne cesse de parler de croisade contre l'axe du mal. Il y intègre l'Irak à partir de 2002 et petit à petit, la cible prioritaire des Etats-Unis devient le pays de Saddam Hussein. Le 3 juin, Eric Leser rapporte : « George Bush a solennellement prévenu les Américains, samedi 1er juin, de se tenir prêts à une action préventive, si nécessaire, pour défendre notre liberté et pour défendre nos vies [...]. George Bush n'a pourtant pas mentionné l'Irak une seule fois, mais les allusions étaient claires : Nous ne laisserons pas la sécurité de l'Amérique et la paix de la planète à la merci de quelques terroristes et tyrans malades »<sup>1146</sup>. Cette fois, *Le Monde* avertit qu'il ne suivra pas le président américain dans l'aventure. Jean-Marie Colombani écrit à l'occasion du premier anniversaire du 11 septembre, un éditorial intitulé : « L'impasse américaine : George Bush, faisant en

---

<sup>1138</sup> Alain Frachon, Daniel Vernet, *L'Amérique des néo-conservateurs – l'illusion messianique*, Paris, Seuil, 2004, 261 p.

<sup>1139</sup> Bill Kristoll, né en 1952, est l'un des principaux intellectuels néo-conservateurs américains, disciple de Léo Strauss, fondateur du *Weekly Standard*, l'hebdomadaire de référence des néo-conservateurs.

<sup>1140</sup> Robert Kagan, né en 1958, est comme Bill Kristol, un des principaux intellectuels néo-conservateurs américains. Historien et éditorialiste, il est un influent conseiller en politique étrangère auprès des différentes administrations américaines.

<sup>1141</sup> Leo Strauss, né en 1899, mort en 1973, est un philosophe politique germano-américain qui a inspiré nombre de néo-conservateurs américains dont plusieurs ont été les élèves.

<sup>1142</sup> Alain Frachon, Daniel Vernet, *L'Amérique des néo-conservateurs – l'illusion messianique*, *op.cit.*, p. 148.

<sup>1143</sup> Paul Wolfowitz, né en 1943, est un diplomate et homme politique américain, secrétaire d'Etat adjoint à la défense sous George W. Bush, néo-conservateur influent, ancien élève de Leo Strauss.

<sup>1144</sup> Richard Perle, né en 1941, est un influent conseiller politique américain, néo-conservateur, président du comité de politique de défense sous George W. Bush.

<sup>1145</sup> Alain Frachon, Daniel Vernet, *L'Amérique des néo-conservateurs – l'illusion messianique*, *op.cit.*, pp. 163-165.

<sup>1146</sup> Eric Leser, « M.Bush prépare les Américains à une action préventive », *Le Monde*, 03/06/2002.

quelque sorte l'impasse sur les conséquences du 11 septembre, a choisi de ne rien modifier à sa vision de la scène internationale en faisant de l'Irak sa cible prioritaire, créant ainsi les conditions d'une autre impasse, qui pourrait bien être historique »<sup>1147</sup>. A cette époque, nul ne sait encore si George W. Bush va aller jusqu'au bout de ses idées et envahir l'Irak. Mais au fil des mois, la volonté du président américain s'impose, alors que le gouvernement français apparaît de plus en plus comme l'un de ses principaux opposants parmi les puissances internationales.

Deux questions se posent à la rédaction du *Monde* : quelle attitude avoir face à l'idée d'envahir l'Irak et quelle attitude avoir face à l'opposition de plus en plus dure du gouvernement français aux velléités américaines. La rédaction retrouve là les deux tendances qui se sont opposées lors de la guerre froide, l'une plus atlantiste et l'autre plus tiers-mondiste. En ce qui concerne l'invasion de l'Irak, la première tendance, avec une partie du service international et de grands éditorialistes comme Sylvie Kauffmann et Alain Frachon n'est pas a priori opposée à l'idée de renverser Saddam Hussein tant il tyrannise son peuple et présente une menace pour la paix dans la région. Cela ne signifie pas pour autant que ces journalistes suivent George W. Bush dans l'idée qu'il faut enclencher dès maintenant une nouvelle guerre en Irak. L'autre tendance davantage représentée au sein des autres services est clairement opposée à toute intervention dans ce pays. En ce qui concerne l'opposition de plus en plus frontale du gouvernement français au projet d'intervention américaine, la rédaction soutient globalement la position officielle de la France. Mais là encore apparaissent des divergences au sein de la rédaction lorsque la tension entre les deux pays augmente et que l'opposition à la politique de George W. Bush risque de conduire à une rupture avec l'allié américain. Le 14 février 2003, dans un discours à l'ONU, Dominique de Villepin demande avec talent aux Etats-Unis de ne pas se précipiter dans la guerre : « Le ministre français des affaires étrangères, Dominique de Villepin, a affirmé, vendredi, devant l'ONU que l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui contre l'Irak [...]. M. de Villepin a conclu son intervention au nom d'un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, (qui) se tient debout face à l'Histoire et devant les hommes »<sup>1148</sup>. La rédaction du *Monde* se trouve alors dans une grande proximité avec la position officielle de la France. Alain Debove raconte que « la rédaction était partagée sur l'intervention en Irak, mais le discours de Dominique de Villepin à l'ONU a fait consensus. Il n'y a pas eu à ce moment de débat particulier au service international »<sup>1149</sup>. Puis le 20 mars 2003, les Etats-Unis attaquent l'Irak, sans avoir obtenu l'aval de l'ONU. A ce moment-là, la rédaction du *Monde* se partage à nouveau sur les Etats-Unis comme concernant l'attaque de Saddam Hussein. Il y a d'un côté ceux qui sont pour la condamnation claire et nette des Etats-Unis et qui étaient déjà contre toute invasion de l'Irak. Il y a de l'autre ceux qui n'étaient pas opposés à toute intervention contre Saddam Hussein et qui, tout en s'opposant à l'unilatéralisme de George W. Bush, souhaitent une condamnation plus mesurée de son action afin de préserver le lien avec l'Amérique, notamment Jean-Marie Colombani qui écrit dans un éditorial le 25 mars 2003 intitulé : « Au-delà du non : Il n'y a peut-être pas d'autre explication à la brouille franco-américaine. A savoir le sentiment de trahison qu'ont pu éprouver les responsables américains [...]. Pourtant il s'agit de bien plus que cela. [... Mais] au-delà de la légitimité de la réaction française, a-t-on bien mesuré tous les effets collatéraux de celle-ci ? »<sup>1150</sup> Cette

---

<sup>1147</sup> Jean-Marie Colombani, « L'impasse américaine », *Le Monde*, 11/09/2002.

<sup>1148</sup> Dominique de Villepin : l'usage de la force ne se justifie pas aujourd'hui », *Le Monde*, 14/02/2003.

<sup>1149</sup> Entretien avec Alain Debove, *op.cit.*

<sup>1150</sup> Jean-Marie Colombani, « Au-delà du non », *Le Monde*, 25/03/2003.

différence ne devient bientôt plus qu'une nuance tant les conditions de l'occupation américaine sont difficilement défendables.

L'invasion de l'Irak est rapide, et George W. Bush proclame bien imprudemment la fin des combats le 1<sup>er</sup> mai 2003. Pourtant, l'occupation ne fait que commencer et la guerre continue, devenant une effroyable guerre civile. Les Etats-Unis qui n'ont rien anticipé, sont bien incapables de l'arrêter, ajoutant pour l'heure de la violence à la violence, recourant eux mêmes à la torture et à des sévices, contre leur propre loi. C'est ainsi le cas à Abou Ghraib, sinistre prison irakienne qu'ils ont rouverte quelques mois après leur installation en Irak alors que Saddam Hussein l'avait fermée un an avant. La révélation par la presse américaine, à partir du 29 avril 2004, des sévices commis par des militaires américains sur des prisonniers irakiens dans la prison, est vigoureusement condamnée aux Etats-Unis, entraînant une enquête officielle et la suspension et le jugement de plusieurs militaires américains. Ces sévices sont plus qu'un simple dérapage. *Le Monde* réagit vivement lui aussi avec notamment un éditorial de Jean-Marie Colombani qui répond à celui du 11 septembre par ce titre : « Tous non-Américains ? Ils veulent devenir américains, a affirmé Donald Rumsfeld, en parlant des Irakiens. Nous sommes tous non-Américains, serait-on tentés de lui répondre désormais [...]. Face à l'horreur, et à la question centrale du comment s'en sortir, il faut d'abord prendre la mesure de la défaite politique et du revers stratégique que constitue à ce stade, l'occupation de l'Irak »<sup>1151</sup>. A ce stade, la seule nuance qui distingue les deux tendances au sein du *Monde* tient dans le point d'interrogation mis par JMC après « Tous non-Américains ». Il n'y a plus personne au journal pour défendre la politique américaine en Irak. Patrick Jarreau, comme souvent les correspondants aux Etats-Unis, essaie patiemment d'expliquer depuis Washington, le point de vue des Américains au-delà des préjugés, essayant de montrer que George W. Bush est aussi contesté chez lui : « Les revers subis par les forces américaines en Irak mettent l'administration Bush sur la défensive ? Il ne se passe pas de jour sans qu'un des responsables de l'exécutif ne doive répondre aux questions des journalistes ou aux interpellations de l'opposition démocrate »<sup>1152</sup>.

Dans de telles conditions et en de telles circonstances, on peut légitimement imaginer et espérer que le président américain ne sera pas réélu pour un nouveau mandat. C'est en tout cas l'avis et l'espoir de la rédaction du *Monde*.

## La réélection de George W. Bush et son second mandat

Nombreux sont ceux, au *Monde* et ailleurs, qui espèrent que les Américains vont chasser George W. Bush et élire John Kerry président des Etats-Unis. Jean-Marie Colombani note : « Souhaitons donc le départ de George Bush et la victoire de John Kerry »<sup>1153</sup>. Cela permettra de mettre un terme au froid qui caractérise les relations entre les deux rives de l'Atlantique et de commencer à réparer ce qui est réparable en commençant par l'Irak. Rares sont ceux qui imaginent le contraire alors que des voies américaines s'élèvent, comme Michael Moore<sup>1154</sup>, pour critiquer vigoureusement le président américain.

Mais ils se trompent et le 2 novembre 2004, George Bush est réélu pour un second mandat à la présidence des Etats-Unis. JMC écrit alors dans son éditorial : « C'est peu dire que la réélection de George Bush est une mauvaise nouvelle. Pour

---

<sup>1151</sup> Jean-Marie Colombani, « Tous non-Américains ? », *Le Monde*, 15/05/2004.

<sup>1152</sup> Patrick Jarreau, « M. Wolfowitz : Un Irak qui réussit est en train d'émerger », *Le Monde*, 06/11/2013.

<sup>1153</sup> Jean-Marie Colombani, « Tous non-Américains ? », *op.cit.*

<sup>1154</sup> Réalisateur américain de documentaires engagés progressistes

l'Europe comme, sans doute, pour le reste du monde. Si l'une et l'autre avaient été amenés à se prononcer, ils auraient plébiscité John Kerry, au nom d'une Amérique ouverte et multilatérale ; traditionnelle, en quelque sorte ; en tout cas à nos yeux »<sup>1155</sup>. Rares sont ceux qui, comme Nicole Bacharan, expliquent qu'« aucun président américain n'a perdu sa réélection en temps de guerre »<sup>1156</sup>. Le changement tant attendu ne se produit donc pas, même si George W. Bush commence à s'éloigner des néoconservateurs et renouvelle une partie de son administration. Daniel Vernet explique : « L'expérience montre, selon les experts de la vie politique américaine, que les seconds mandats présidentiels ne ressemblent pas aux premiers »<sup>1157</sup>. Il nomme ainsi un nouvel ambassadeur en France, Craig Roberts Stapleton en remplacement de Howard Leach. *Le Monde* note : « Il est marié à une cousine du président américain et fut un des principaux collecteurs de fonds de sa dernière campagne électorale »<sup>1158</sup>. Nommé dans des circonstances qui mériteraient un ambassadeur chevronné, il fait de son mieux pour accompagner le rapprochement entre les deux pays. Sylvie Kauffmann et Natalie Nougayrède racontent en juin 2006 la lente amélioration des relations franco-américaines depuis la réélection de George W. Bush, dont la nouvelle secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice a fait un immense effort pour une réconciliation avec l'Europe : « Trois ans après le début de la guerre en Irak, l'ambassadeur américain à Paris, Craig Stapleton, qualifie les relations de normales. Compte tenu de l'état exécrationnel dans lequel elles étaient plongées, c'est un exploit. Aujourd'hui, l'Élysée se sent dans le jeu, se voit en passeur entre les États-Unis et certains pays arabes où la France estime jouir d'une forte crédibilité. Est-ce la grande réconciliation ? Après trois années de rafistolage en coulisse, côté français, on est loin de le claironner. L'opinion publique reste résolument anti-Bush »<sup>1159</sup>. *Le Monde* aussi d'ailleurs.

Au-delà de l'Irak, un certain nombre de sujets et de pratiques que George W. Bush a autorisés ternissent son image en France. L'un d'eux est la base-prison de Guantanamo, petit territoire cubain sous contrôle américain sur lequel les États-Unis ont construit une prison dans laquelle ils retiennent prisonniers des hommes accusés de participation à des activités terroristes. Ils sont enfermés là sous le statut d'ennemis combattants qui ne leur donne aucun droit, ni celui de prisonnier de guerre selon la Convention de Genève, ni celui de prisonnier de droit commun selon la constitution américaine. *Le Monde* s'en émeut comme toute la presse internationale y compris américaine, d'autant que l'on apprend que certaines formes d'interrogation assimilables à de la torture y seraient pratiquées, sur autorisation expresse de la Maison Blanche. Eric Fottorino décrit la situation : « 660 prisonniers issus de 42 nations dont la France, croupissent sur cette base américaine. Tenus au secret, ils ne savent rien de ce qui les attend. Ils ont interdiction de parler à un avocat. Ils n'ont plus de contact avec leurs familles. Ils ignorent tout des peines qu'ils encourrent. S'ils seront jugés, et quand [...]. Un avocat australien a parlé de torture à l'encontre de deux ressortissants de son pays qui auraient été obligés de se tenir les bras en croix sous le cagnard jusqu'à épuisement. Ridicule a répondu George Bush, qui sait ce que le mot veut dire »<sup>1160</sup>. Le journal ne se contente pas de dénoncer l'Amérique et son président. Il essaie aussi d'expliquer que cette prison est la négation de cette constitution que les États-Unis chérissent et le combats de

<sup>1155</sup> Jean-Marie Colombani, « Un monde à part », *Le Monde*, 05/11/2004.

<sup>1156</sup> Nicole Bacharan, *Faut-il avoir peur de l'Amérique ? op.cit.*, p. 163.

<sup>1157</sup> Daniel Vernet, « Les Européens se retrouvent face à un nouveau défi », *Le Monde*, 04/11/2004.

<sup>1158</sup> « Craig Roberts Stapleton devrait être nommé ambassadeur », *Le Monde*, 14/04/2005.

<sup>1159</sup> Sylvie Kauffmann et Natalie Nougayrède, « France-États-Unis, histoire d'un retournement », *Le Monde*, 30/06/2006.

<sup>1160</sup> Eric Fottorino, « Guantanamo », *Le Monde*, 05/11/2003.

nombreux citoyens américains contre ce droit d'exception. Dans une série intitulée « La bataille pour la démocratie », Sylvie Kauffmann raconte l'acharnement de l'un d'entre eux à défendre les piliers de la démocratie américaine : « Avocat dans un grand cabinet américain, Sherman & Stealing [...], Tom Wilner est un homme en colère. Sa colère tient en un mot : Guantanamo [...]. Tom Wilner symbolise une catégorie d'Américains qui, révoltés par les entorses faites au droit et aux libertés publiques depuis le 11 septembre, considèrent que le terrorisme peut être combattu sans sortir du cadre de la démocratie et entendent le prouver. Démocrates ou républicains, ils ont en commun un attachement quasi viscéral et, paradoxalement, très américain au droit [...]. Une véritable bataille rangée se déroule actuellement sur l'étendue du pouvoir exécutif »<sup>1161</sup>. Ce que l'on ne sait pas encore, c'est à quel point, une fois que l'on est hors du droit, il est compliqué d'y retourner.

Il n'y a d'ailleurs pas que les excès de la guerre contre la terreur et la désastreuse occupation de l'Irak à mettre au passif de l'administration Bush. Le 29 août 2005, l'ouragan Katrina ravage les Etats du golfe du Mexique et détruit une large partie de La Nouvelle Orléans, ville de plus d'un million d'habitants, qui est inondée à 80%. De plus, comme le raconte Eric Leser, « en termes de sécurité, la situation est encore plus préoccupante. Les quartiers sont à la merci de bandes armées. C'est devenu le chaos là-bas, a reconnu H. L. Whitehorn, directeur de la police de l'Etat de Louisiane, dont les forces ont été débordées. Une situation illustrée par les pillages massifs »<sup>1162</sup>. Comme on pourrait s'y attendre, l'ensemble de la presse se demande comment il est possible qu'une superpuissance qui envoie une armée à l'autre bout de la planète est incapable de faire face à une catastrophe naturelle et à assurer un minimum de sécurité sur son propre territoire. *Le Monde* en rend compte largement tout en montrant que la presse américaine est tout aussi critique : « Après la population, la presse s'interroge. Malgré les tentatives d'apaisement de George Bush, la tension monte [...]. Comment est-il possible que le gouvernement ait été aussi peu préparé pour une crise aussi largement annoncée ?, se demande le quotidien *Washington Post* [...]. Même le *Wall Street Journal*, proche de l'administration républicaine de George W. Bush, estime que les autorités sont en partie responsables du chaos »<sup>1163</sup>.

Lors du second mandat de George W. Bush, la confiance que lui accordent les Américains ne cesse de baisser. L'incompréhension entre la France et l'Amérique appartient-elle pour autant au passé ? L'administration Bush, notamment depuis le début de son second mandat, et le gouvernement de Jacques Chirac, ont fait des efforts pour rétablir les liens entre les deux pays. Sur ce point, *Le Monde* suit attentivement les conséquences de l'élection à la présidence de la République, de Nicolas Sarkozy, qui se dit ami voire admirateur des Etats-Unis. Le journal envoie deux envoyés spéciaux, Natalie Nougayrède et Philippe Ridet, en plus de ses correspondants locaux, pour couvrir son premier voyage officiel à Washington en novembre 2007. Ils racontent : « Reçu à dîner à la Maison Blanche par George Bush, M. Sarkozy a prononcé un long toast : Je suis venu à Washington avec un message simple : je veux reconquérir le cœur de l'Amérique de façon durable »<sup>1164</sup>. Le nouveau président français fascine les Américains par sa proximité affichée avec leur pays, comme jamais auparavant un chef d'Etat français. Mais il n'est pas sûr qu'il soit

<sup>1161</sup> Sylvie Kauffmann, « La bataille pour la démocratie, 1-Une affaire de principe », *Le Monde*, 26/10/2004.

<sup>1162</sup> Eric Leser, « Désastre humanitaire et pillages à la Nouvelle-Orléans après Katrina », *Le Monde*, 02/09/2005.

<sup>1163</sup> « La presse européenne et américaine de plus en plus virulente à l'égard de l'administration Bush », *Le Monde*, 02/09/2005.

<sup>1164</sup> Natalie Nougayrède et Philippe Ridet, « A Washington, Nicolas Sarkozy veut reconquérir le cœur de l'Amérique », *Le Monde*, 08/11/2007.



suivi en ce domaine sur le vieux continent. Corine Lesnes remarque alors : « Six mois après l'élection de M. Sarkozy, les responsables américains ne tarissent pas de commentaires satisfaits sur l'atmosphère transformée des relations transatlantiques [...]. Pour Jeremy Shapiro<sup>1165</sup>, cependant, cette politique de Nicolas Sarkozy contient les germes de sa propre destruction. Plus il se rapproche des Etats-Unis, estime-t-il, moins M. Sarkozy est à même de convaincre les Européens »<sup>1166</sup>. Le fait est que la cote de popularité de George W. Bush reste implacablement basse en France et au *Monde* et ce ne sont pas les performances économiques de l'Amérique qui vont l'aider à remonter.

En cette fin de mandat de George Bush, les Etats-Unis plongent rapidement dans la crise économique. Tout commence à l'été 2007 avec la crise des *subprimes*, c'est-à-dire des prêts hypothécaires à risque. Elle touche d'abord les ménages américains exagérément endettés pour l'achat de leur maison, et concernés par la hausse des taux d'intérêt. Cela entraîne une forte baisse des prix de l'immobilier. En quelques mois, la crise se propage logiquement du secteur immobilier au secteur financier, gagnant d'abord les fonds d'investissements qui proposent ces prêts hypothécaires puis les banques. A moins de deux mois de l'élection présidentielle, le 15 septembre 2008, la banque Lehman Brothers se déclare en faillite. Sylvain Cypel explique : « La chute de la prestigieuse institution financière, née en 1850, comptant 27 000 salariés et dont l'histoire épouse celle du capitalisme américain, a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans la finance mondiale [...]. La faillite de Lehman Brothers constitue la banqueroute la plus importante de toute l'histoire financière des Etats-Unis »<sup>1167</sup>. La crise économique qui s'ensuit est d'un niveau jamais atteint depuis 1929. Le successeur de George W. Bush arrive au pouvoir dans une situation tellement menaçante que Patrick Jarreau écrit le 6 novembre 2008 : « Les Etats-Unis mènent deux guerres, en Irak et en Afghanistan, et sont menacés d'une dépression économique. Le sortant, George Bush, dont le niveau d'approbation, dans les sondages, est le plus bas jamais enregistré, peut-il rester seul à agir ? »<sup>1168</sup>

Jamais dans l'histoire du *Monde* un président américain n'a été aussi décrié, aussi sévèrement et durablement critiqué dans les colonnes du journal. Il est vrai que George Bush laisse à son successeur un pays dans une situation particulièrement difficile. Enlisé dans deux guerres, le pays connaît une crise économique sans précédent. Cette situation est la conséquence de la politique menée par le président américain pendant 8 ans, notamment en réaction aux attentats du 11 septembre qui marquent sa mandature.

## **93 L'Amérique sous le choc du 11 septembre**

L'Amérique de George W. Bush est d'abord un Etat durablement sous le choc des attentats du 11 septembre 2001, et qui est lourd de conséquences, en particulier avec la guerre en Irak.

---

<sup>1165</sup> Jeremy Shapiro est un chercheur spécialisé sur les relations transatlantiques au sein de la Brookings Institution, le principal Think Tank américain, proche des démocrates.

<sup>1166</sup> Corine Lesnes, « Washington attend de la France un nouvel élan », *Le Monde*, 07/11/2007.

<sup>1167</sup> Sylvain Cypel, « La faillite de Lehman Brothers ébranle le système financier mondial », *Le Monde*, 16/09/2008.

<sup>1168</sup> Patrick Jarreau, « La gestion de la crise économique ne peut pas attendre l'investiture », *Le Monde*, 06/11/2008.

## Une couverture record

La presse est tributaire des événements dits médiatiques. Certaines années sont mornes, pauvres en événements médiatiques et la presse en pâtit. D'autres années, notamment lorsqu'il y a des élections importantes, au contraire, en sont riches avec un fort impact sur les ventes des journaux. Les années George W. Bush sont exceptionnellement riches de ce point de vue.

Une question récurrente : qui sont les auteurs des articles traitant des Etats-Unis ?

Il est difficile de lister absolument tous les auteurs des quelque 100 000 articles traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* de sa création à nos jours. Cependant, il est possible de les présenter.

Près de 60% des articles sont signés<sup>1169</sup>. Ils le sont essentiellement par des journalistes du *Monde*, salariés ou pigistes sous contrat, mais aussi par des contributeurs extérieurs au journal, volontaires ou choisis. Dans les années quarante, cinquante et soixante, non seulement le nombre d'articles sur les Etats-Unis dans le journal ne cesse d'augmenter, mais encore leurs auteurs sont de plus en plus variés. Puis à partir des années soixante-dix, le nombre d'auteurs varie en corrélation avec le nombre d'articles traitant des Etats-Unis. Ils atteignent un niveau record dans les années George W. Bush, puis baissent légèrement ensuite tout en restant à un niveau élevé. Les principaux auteurs d'articles sur les Etats-Unis dans *Le Monde* sont les correspondants du journal sur place. Ils représentent un peu plus d'un quart des articles concernés, avec une tendance générale en hausse, passant de moins d'un cinquième à la Libération à plus d'un tiers dans les années Obama. Le nombre de correspondants du journal varie. A la création du *Monde*, il n'y en a pas. Le premier, Maurice Ferro arrive en 1947, correspondant permanent basé à Washington. Il y en a toujours un depuis, changeant en moyenne tous les cinq ans. Au début, il est responsable des Etats-Unis, puis avec l'arrivée d'autres correspondants ailleurs dans le pays, il tend à se spécialiser sur la politique américaine. En 1987 arrive Charles Lescaut comme second correspondant permanent, basé à New York. Même principe qu'à Washington, sauf que le correspondant à New York tend à se spécialiser sur l'économie américaine. Ce dernier a parfois aussi la charge du suivi de l'ONU. En général, la mission est assurée par un journaliste pigiste sur place et plus rarement par un correspondant dédié comme Corine Lesnes de 2001 à 2006. Depuis fin 2014, cette dernière a ouvert un troisième poste de correspondant permanent du *Monde* à San Francisco. Elle couvre en particulier l'Ouest et la société américaine. En parallèle, au début des années 2010, le journal envoie deux journalistes de la rédaction web en sur la côte ouest pour relayer le monde.fr pendant la nuit. Ce sont des volontaires, ils tournent tous les six mois, basés selon leur gré à Los Angeles ou à Vancouver. En 2016, le système évolue et *Le Monde* crée un bureau détaché à Los Angeles de cinq personnes, dont le premier responsable est Laurent Borredon. Ce bureau relaie le monde.fr pendant la nuit et profite de sa localisation pour alimenter la rédaction de quelques papiers sur les Etats-Unis.

Les correspondants permanents sont aidés par des pigistes sur place, qui alimentent le journal ponctuellement ou durablement comme Claudine Mulard en Californie avant l'arrivée sur place de Corine Lesnes en 2016. Ils reçoivent aussi régulièrement le renfort d'envoyés spéciaux lors des grands événements ou des élections ou bien pour effectuer des grands reportages. Ils sont aussi relayés à Paris par un journaliste rubricard ou deskman/woman en charge de la rubrique Etats-Unis

---

<sup>1169</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

ou Amérique(s), le nom variant au fil des ans. Ce dernier ne se contente pas d'être un relais, il signe régulièrement aussi des articles sur les Etats-Unis où il effectue de même des reportages. Le chef du service étranger devenu international fait de même ainsi que ses adjoints en fonction des urgences et de leur organisation. Ils signent régulièrement des articles, mais peu comparé aux correspondants. Leurs papiers concernent essentiellement les événements importants et les élections. C'est aussi le cas du directeur, dont trois seulement, Hubert Beuve-Méry, André Fontaine et Jean-Marie Colombani se sont vraiment intéressés au sujet ou en ont eu le temps. A leur côté émergent peu à peu des journalistes senior, qui écrivent des chroniques notamment sur l'actualité américaine. Le premier est sans doute André Fontaine, qui prend cette mission peu après l'arrivée de Jacques Fauvet à la direction du journal. La fonction s'organise et se systématisait au fil des ans. Il y a maintenant au *Monde* toute une équipe d'éditorialistes, comme au *New York Times*, qui signent régulièrement des chroniques sur l'actualité américaine (mais pas seulement). Ce sont en général des journalistes qui ont fait leurs preuves, au sommet de leur compétence, souvent d'anciens correspondants aux Etats-Unis, comme Alain Frachon et Sylvie Kauffmann, qui non seulement maîtrisent leur métier et leur sujet mais en plus disposent d'excellents réseaux d'information. Au-delà, des journalistes des autres rubriques et des autres services du *Monde* signent de temps à autres des articles qui allient leurs sujets de prédilection et les Etats-Unis. Ils sont complétés naturellement par les différents pigistes, c'est-à-dire des journalistes contractuels non salariés du journal. Cette tendance s'est beaucoup accélérée depuis la seconde moitié des années quatre-vingt, encouragée par la direction. Les Etats-Unis ont une telle influence dans l'actualité générale, tous sujets confondus, de la culture à la politique en passant par l'économie ou l'innovation, qu'ils intéressent à un moment ou à un autre l'ensemble de la rédaction.

Les journalistes ne sont pas les seuls à signer des articles dans *Le Monde*. Très tôt, Hubert Beuve-Méry ouvre les colonnes du journal à des contributeurs extérieurs, rétribués ou non, choisis (intervenant sur commande) ou volontaires. Le plus fameux est sans doute Etienne Gilson. De même, le journal publie régulièrement des articles de journalistes notamment de confrères étrangers ou français. Ils communiquent notamment leurs réactions lors des élections ou des grands événements, ainsi que des extraits de déclarations ou discours des grandes personnalités, politiques ou issues de la société civile et en particulier d'universitaires. *Le Monde* a publié ainsi des extraits traduits de très nombreux discours de Barack Obama.

Il y a aussi les auteurs inconnus car près de 40%, des articles ne sont pas signés. Il s'agit souvent d'articles assez courts ou bien regroupant des informations générales. Si les brèves sont rarement signées, les dépêches d'agences comportent en général le nom de l'agence qui en est la source et non le nom de l'auteur.

Comme l'explique Martine Jacot, la qualité de la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* tient essentiellement à deux raisons : « La première est que les correspondants du journal sur place ont toujours été des journalistes chevronnés, capables de relater et d'analyser en profondeur la complexité américaine. La seconde raison de la bonne couverture des Etats-Unis par le journal est que *Le Monde* est le quotidien français qui consacre le plus de place à l'actualité internationale »<sup>1170</sup>. On peut ajouter qu'au-delà de cette très grande place et donc du très grand nombre d'articles engendré, *Le Monde* est vraisemblablement le journal français qui dispose du plus grand réseau de correspondants, permanents ou pigistes aux Etats-Unis et qui présente le plus grand nombre et la plus grande variété d'auteurs d'articles sur ce pays.

---

<sup>1170</sup> Entretien avec Martine Jacot, *op.cit.*

## La couverture des Etats-Unis de George W. Bush par *Le Monde*

Le journal est lui-même bouleversé par le choc que constituent les attentats du 11 septembre 2001, leur donnant une couverture exceptionnelle. Les semaines et les mois passant, l'attention du journal pour les Etats-Unis retombe. 2002 qui n'est pas une année électorale en Amérique, enregistre un faible niveau de couverture des Etats-Unis par le journal<sup>1171</sup>. Mais ensuite, la guerre lancée puis poursuivie par George W. Bush en Irak et ses conséquences, dont le désaccord transatlantique, entraînent une focalisation du *Monde* sur les Etats-Unis comme jamais auparavant. En 2003, année du déclenchement des hostilités en Irak, le nombre d'articles sur ce pays dans le journal est multiplié par 2,5 par rapport à 2002. En 2004 et 2005, le traitement des Etats-Unis se maintient à un niveau très élevé, d'autant que *Le Monde* suit de près la réélection de George W. Bush. Le traitement de l'Amérique repart à la hausse en 2006 pour atteindre son maximum en 2008, année de l'élection d'Obama avec plus de 7% des articles parus dans *Le Monde* qui concernent les Etats-Unis. Jamais *Le Monde* n'a consacré autant d'articles traitant de l'Amérique que pendant les années George W. Bush.

Ce niveau de traitement est tout autant quantitatif que qualitatif. En effet, le nombre d'articles en Une sur les Etats-Unis retrouve un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis Jimmy Carter. Il n'atteint pas exactement le niveau des années Beuve-Méry. Mais figurer en Une dans un journal de quelques pages n'a pas la même portée, est un moindre privilège que dans un journal de plusieurs dizaines de pages. A l'inverse et c'est tout aussi intéressant, les articles traitant des Etats-Unis étaient à près de 90% dans la première moitié du journal jusqu'aux années Bush père, c'est-à-dire situés dans les pages internationales voire politiques. Cette proportion baisse fortement à partir des années Clinton, revenant aux deux tiers. Sous Bush fils, elle se maintient à ce niveau alors que le nombre d'articles augmente fortement, ce qui implique que la plupart des rubriques du journal s'intéressent aux Etats-Unis et pas seulement la rubrique internationale. La couverture est donc très diversifiée, très riche. De même, le nombre d'éditoriaux sur les Etats-Unis retrouve un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le départ à la retraite d'Hubert Beuve-Méry, sans pour autant l'égaliser tout à fait il est vrai. Le nombre d'articles d'opinion trouve un niveau qu'il n'a atteint que sous Nixon. Enfin, si la proportion d'articles longs est forte sans être exceptionnelle, en revanche leur nombre et donc la place occupée est très importante et n'a jamais été atteinte auparavant.

Ainsi la couverture des Etats-Unis de George W. Bush par *Le Monde* est plus importante que jamais et ce tant en quantité qu'en qualité alors que les relations entre les deux pays après avoir atteint un sommet, froient la rupture.

### **Solidarité puis brouille entre la France et l'Amérique**

La relation franco-américaine dans les années Bush fils atteint deux sommets, celui de l'amitié fraternelle, lors des attentats du 11 septembre 2001 et celui de l'inimitié, lors de la décision du président des Etats-Unis d'envahir l'Irak.

Une question récurrente : l'image de la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis sont victorieux et atteignent un niveau de puissance et de développement économique absolument

---

<sup>1171</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

sans égal dans l'histoire de l'humanité. L'URSS possède, elle aussi une puissante armée, et a plus qu'aucun autre pays contribué à la victoire par les pertes qu'elle a subies et celles qu'elle a infligées aux armées nazies. Mais elle sort ravagée de la guerre, n'a pas encore l'arme atomique. Elle est de plus quasiment absente sur les océans et doit aussi sa victoire militaire aux livraisons massives de matériels américains. L'URSS a un immense prestige, mais est un colosse aux pieds d'argile. Son régime politique, fort de ce prestige et qui jouit d'une attractivité sociale certaine, n'en est pas moins totalitaire. L'URSS se constitue au lendemain de la guerre, un protectorat en Europe orientale qu'elle essaie d'élargir autant que possible. Contrairement à 1918 et malgré une tradition isolationniste, les Etats-Unis choisissent alors de rester impliqués dans les affaires du monde, forts de leur victoire et de leur domination économique et militaire. Le président Truman, dès le second trimestre 1947, décide même d'empêcher l'expansion soviétique créant de fait une sorte de pré carré américain en Europe occidentale ce qui conduit à la séparation du monde en deux blocs, et au déclenchement de ce que l'on a appelé la guerre froide. Jusqu'à la fin de celle-ci en 1992 avec la chute de l'Union soviétique, la politique étrangère américaine a une image assez binaire, comme le monde d'alors, tantôt envahissante, tantôt protectrice et souvent les deux à la fois. André Fontaine écrit dans sa magistrale histoire de la guerre froide : « Rien n'est plus difficile que d'être à la fois le dépositaire d'un idéal éthique et le maître d'un empire temporel »<sup>1172</sup>. Après la guerre froide, les Etats-Unis restent la seule superpuissance. Ils connaissent alors leur moment unipolaire. Mais l'image de la politique étrangère américaine ne s'améliore pas. Il en va de même depuis le début des années 2000, malgré la baisse relative de la puissance américaine. Celle-ci subit les contrecoups des attentats du 11 septembre ainsi que de longues et coûteuses guerres sans victoire en Irak et en Afghanistan. De plus, d'autres puissances émergentes ou ré émergentes viennent contester la prééminence américaine comme la Chine ou la Russie.

*Le Monde*, comme le remarque Damien Leloup, « suit de très près les questions diplomatiques. Il est le journal numéro un pour cela en France. Et il est très centré sur la politique étrangère américaine notamment, en écho de l'influence du pays sur le reste de la planète »<sup>1173</sup>. Le journal suit ainsi naturellement l'évolution de cette politique avec attention puisque près d'un tiers des articles l'évoque<sup>1174</sup>, avec d'importantes variations. Pendant toute la durée de la guerre froide, le journal reste particulièrement attentif à la politique étrangère américaine. Cette attention se réduit fortement ensuite, notamment sous George H. W. Bush et Bill Clinton puis reprend et atteint son maximum sous George W. Bush avec près des deux tiers des articles qui s'y consacrent. Elle diminue ensuite à nouveau sous Barack Obama.

Le suivi de la politique étrangère des Etats-Unis varie en intensité mais aussi en opinion. Globalement, la politique étrangère américaine telle qu'elle est présentée dans *Le Monde* donne l'image classique d'une superpuissance qui agit et protège ses partenaires par intérêt mais avec des variations importantes et une exception sous George W. Bush. De Roosevelt à Kennedy, l'image de la politique étrangère des Etats-Unis est classique et plutôt bonne et va en s'améliorant, atteignant son apogée en 1963. Elle se détériore brutalement sous Johnson et s'améliore progressivement de Nixon (ou elle demeure mitigée) à Bush père ou elle atteint un nouveau sommet. Elle se détériore légèrement ensuite puis brutalement sous Bush fils où elle atteint son plus bas niveau. C'est même la seule période où elle est présentée majoritairement comme négative. Elle change avec Obama, tout en

---

<sup>1172</sup> André Fontaine, Histoire de la Guerre Froide II, de la guerre de Corée à la crise des alliances 1950-1970, op.cit., p. 529.

<sup>1173</sup> Entretien avec Damien Leloup, le 20/04/2016.

<sup>1174</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, op.cit.

restant ambivalente, avec beaucoup de positif mais aussi beaucoup de négatif. Mais cette image est complexe à toutes les époques, des articles positifs côtoyant des articles négatifs. Ainsi, la politique étrangère américaine a l'image la plus favorable de superpuissance protectrice par principe que ce soit des faibles, de la paix, du droit et en particulier de la liberté ou par amitié (en particulier pour la France) dans un peu plus d'un quart des articles traitant de ce sujet, ce qui est loin d'être négligeable. Jean-Pierre Langellier explique que les Etats-Unis, « pays clé pour l'équilibre du monde, doivent être le moteur de la paix »<sup>1175</sup>. C'est surtout le cas sous Roosevelt et Truman, Eisenhower (notamment par amitié), Kennedy (elle atteint son maximum en 1963, année où ces articles sont même majoritaires), Carter, George H. W. Bush et Barack Obama. La politique étrangère des Etats-Unis a ensuite une image moins bonne et aussi moins naïve, de superpuissance protectrice par intérêt dans un peu plus de la moitié des articles. Certes, « ils assurent la sécurité d'une grande partie du monde » dit Sylvie Kauffmann<sup>1176</sup>. Ils ont aussi « une image très corporatiste où les intérêts américains priment sur les intérêts d'équilibre mondial »<sup>1177</sup> comme le note Cécile Prudhomme. Cette image protectrice par intérêt est générale dans les articles du *Monde* traitant de la question sauf sous Johnson et sous George W. Bush. La politique étrangère américaine a enfin une image négative, décrite comme menaçante, dans près d'un quart des articles concernés, en particulier sous Lyndon Johnson et même davantage sous George W. Bush où ils sont très majoritaires et encore sous Barack Obama où bien que minoritaires, ils demeurent bien supérieurs à la moyenne.

Comme le résume Gille Van Kote, « les Etats-Unis sont la tête du monde occidental libre et en même temps, il y a l'Irak, Abou Ghraib, Guantanamo ou encore la NSA »<sup>1178</sup>. L'image de la politique étrangère des Etats-Unis, bien qu'évolutive et contrastée est donc plutôt positive d'une superpuissance protectrice par intérêt et par principe (pour la liberté) sauf pendant les guerres du Vietnam et d'Irak.

### L'image des Etats-Unis sous George W. Bush

Les années Bush fils marquent une période particulière pour l'image des Etats-Unis dans *Le Monde*, et une rupture profonde avec la période précédente voire depuis la fin de la seconde guerre mondiale. *Le Monde* exprime une amitié profonde avec ce pays en 2001, dans près de la moitié des articles concernés, un niveau jamais atteint<sup>1179</sup>. Il s'agit d'une amitié ancienne, forte, associée à des liens solides pour un pays souvent présenté comme bienveillant et exerçant une grande attraction. Les autres expriment dans leur quasi-totalité encore de l'amitié même à un degré moindre, une relation forte avec l'Europe et le monde libre. En 2002, la question n'est que peu évoquée, elle est moins à l'ordre du jour. Puis soudain en 2003 et dans les années suivantes, tout s'inverse. Cela correspond à l'annonce de la volonté de George W. Bush d'envahir l'Irak puis à l'invasion et l'occupation proprement dite. L'image des Etats-Unis dans *Le Monde* se détériore. En 2004, la pire année, près des deux tiers des articles concernés présentent les Etats-Unis comme un pays qui n'est pas ami, voire qui est hostile. C'est un pays dont le gouvernement est en froid avec l'Europe voire avec le reste du monde, un pays qui diverge de la France et de l'Europe. Dans les années suivantes, la proportion d'articles négatifs baisse un peu autour de 50% ce qui reste très élevé. Ce n'est

---

<sup>1175</sup> Entretien avec Jean-Pierre Langellier, *op.cit.*

<sup>1176</sup> Entretien avec Sylvie Kauffmann, *op.cit.*

<sup>1177</sup> Entretien avec Cécile Prudhomme, le 11/05/2016.

<sup>1178</sup> Entretien avec Gilles Van Kote du 11/03/2015.

<sup>1179</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

cependant pas un avis général et il reste un bon tiers d'articles en 2004 et près de la moitié ensuite qui continuent de présenter les Etats-Unis comme un pays ami, sans toutefois insister sur cette amitié, mais sur la force de la relation avec l'Europe, ou encore qui décrivent un pays ambivalent, à la fois ami et arrogant. Sylvie Kauffmann rappelle aux lecteurs que le modèle américain est tout autant contesté que le modèle français, même si dans le cas américain, la contestation s'est aggravée : « La France et l'Amérique, aimait à ironiser un ambassadeur de France à Washington, ont ceci en commun qu'elles aspirent désespérément à être aimées, mais réussissent à se faire détester dans le monde entier [...]. Le cas des Etats-Unis est évidemment le plus facile à disséquer, de par leur statut de superpuissance unique [...]. Embourbée dans une guerre impopulaire en Irak, handicapée par une gestion unilatérale des relations avec ses alliés, l'équipe Bush affronte à l'extérieur une hostilité quasi générale »<sup>1180</sup>.

L'image de la politique étrangère américaine sous George W. Bush dans *Le Monde* évolue de la même façon que l'image générale des Etats-Unis, et pour les mêmes raisons, mais en plus négatif encore. En 2001, année des attentats du 11 septembre, cette image est déjà moyenne. Elle est dans l'ensemble celle d'une superpuissance protectrice, mais essentiellement par intérêt. Puis à partir de 2003, les deux tiers des articles (et même les quatre cinquièmes en 2004) présentent la politique étrangère américaine comme menaçante, dominatrice ou encore impérialiste<sup>1181</sup>. Le pays est présenté comme une superpuissance unilatéraliste, qui n'hésite pas à renier ses valeurs, à bafouer le droit et la liberté pour atteindre ses objectifs et qui est enlisée dans une guerre impopulaire dont elle est responsable. Il reste cependant un tiers d'articles qui remarquent que les Etats-Unis mènent la guerre contre le terrorisme et protègent ainsi le monde libre et notamment leurs alliés comme Israël. Après sa décision d'envahir l'Irak, il y a une quasi unanimité au *Monde* contre George W. Bush qui rejoint la position officielle du gouvernement français et l'opinion publique française. Les différences portent essentiellement sur la manière de réagir. Ainsi, Jean-Marie Colombani explique qu'il est alors plus nuancé que Jacques Chirac sur le refus de la guerre d'Irak. Il partage son point de vue mais désapprouve la façon dont Dominique de Villepin et le président de la République rassemblent toute une série de pays contre les Etats-Unis : « On pouvait dire non comme Chirac, mais c'était une faute de coaliser contre les Etats-Unis »<sup>1182</sup>. De même, dans ces moments de grande unité, le sentiment national est fort aussi chez les journalistes. Leurs réactions s'en trouvent ainsi amplifiées, ce qui est également le cas pour les journalistes américains en miroir.

Les relations entre la France et les Etats-Unis sous George W. Bush telles que présentées par *Le Monde*, suivent le même chemin que l'image de la politique étrangère américaine. Elles sont bonnes – elles ont été meilleures – en 2001, année des attentats, sont peu évoquées en 2002, puis se dégradent fortement ensuite et très rapidement, atteignant leur point le plus bas dès 2003, avec quatre articles sur cinq les décrivant comme mauvaises<sup>1183</sup>. Les Etats-Unis sont présentés comme un pays intransigeant, sans nuance voire binaire, indifférent aux autres jusqu'à se brouiller avec ses alliés et de plus en plus isolé. Mais ces relations s'améliorent sensiblement à partir de 2007 et retrouvent un niveau moyen. Les relations avec les Etats-Unis sont alors décrites comme compliquées, difficiles, avec des malentendus, des approches différentes voire divergentes, mais préservées. Cette idée de relations difficiles mais préservées est aussi défendue au plus fort de la crise dans

---

<sup>1180</sup> Sylvie Kauffmann, « France, Etats-Unis, modèles contestés », *Le Monde*, 09/11/2005.

<sup>1181</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1182</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, *op.cit.*

<sup>1183</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

toute une série d'articles du *Monde*, même s'ils sont alors minoritaires. Ainsi, Alain Frachon écrit : « La bataille franco-américaine sur l'Irak n'est pas seulement un gros différend quant à l'opportunité de la guerre contre Saddam Hussein [...]. C'est aussi un révélateur d'évolutions plus profondes [...dont] la conception, un tantinet caporaliste, que les Etats-Unis se font des relations avec leurs alliés dans l'après-guerre froide. [...Mais] la France et les Etats-Unis continuent de coopérer dans un grand nombre de domaines, notamment en matière de sécurité »<sup>1184</sup>.

Par conséquent, l'image de l'Amérique dans *Le Monde* sous George W. Bush connaît une période tumultueuse, avec une année 2001 marquée une réaction solidaire et amicale suite aux attentats, vis-à-vis du peuple américain plus que de son gouvernement. Puis elle connaît à partir de 2003 à cause de la guerre d'Irak, une dégradation forte, longue et sans précédent qui fait de Monsieur Bush un président honni dans le journal comme presque partout hors des Etats-Unis, pays qui semble replié sur lui-même.

### **Un pays qui n'écoute que son intérêt**

Pendant les années Bush fils, les relations économiques avec les Etats-Unis sont évoquées par guère plus de 8% des articles du *Monde* concernés. L'économie américaine est devenue un sujet d'intérêt secondaire<sup>1185</sup>. Les Etats-Unis y sont décrits dans les quatre cinquièmes d'entre eux comme un pays en concurrence économique vive avec la France et le reste du monde. Ces articles montrent un pays qui met en place des barrières protectionnistes pour limiter ses importations notamment de pétrole et accorde à ses entreprises des aides à l'export tout en combattant les délocalisations et les subventions étrangères. Les autres articles sur ce sujet, soit près d'un cinquième, décrivent plutôt l'immense potentiel du marché américain et ses besoins voire ses exigences. Laurence Caramel écrit ainsi : « Dans le domaine de la politique étrangère dont l'intervention en Irak sans l'aval de la communauté internationale restera le fait saillant, comme en matière de politique économique et de diplomatie commerciale, l'Amérique a souvent choisi de faire cavalier seul. Au nom des intérêts de la nation. Et souvent, sans se soucier d'apparaître en évidente contradiction avec les règles du libre-échange dont elle s'est par ailleurs fait le chantre intraitable dans les enceintes internationales »<sup>1186</sup>. C'est une évolution importante par rapport aux années Clinton où *Le Monde* montrait une Amérique aussi virulente sur la concurrence qu'ouverte sur l'extérieur.

Autre inversion par rapport à la mandature de son prédécesseur, les Etats-Unis ont une image peu généreuse pendant celle de George W. Bush dans les articles du *Monde*, et ce pour les deux tiers d'entre eux. Le sujet est peu évoqué (par moins de 5% des articles traitant des Etats-Unis). C'est un pays qui se préoccupe surtout de lui-même et qui exige plutôt le soutien des autres. Restent toutefois un tiers des articles qui sont plus positifs et qui présentent un pays qui sait remercier voire proposer une réciprocité à ceux qui l'ont aidé. Ils datent pour la plupart de 2001.

L'aide militaire est peu évoquée (par à peine plus de 4% des articles traitant des Etats-Unis). La particularité des années Bush fils, c'est que ce sont les seules pendant lesquelles *Le Monde* présente l'Amérique comme bénéficiaire d'une importante aide militaire étrangère, surtout en 2001. C'est un pays qui demande et reçoit un soutien militaire de ses alliés et même de certains de ses anciens

---

<sup>1184</sup> Alain Frachon, « Paris-Washington : un conflit multiforme », *Le Monde*, 27/02/2003.

<sup>1185</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1186</sup> Laurence Caramel, « L'Amérique de George W. Bush : de la puissance à l'empire », *Le Monde*, 03/11/2004.



adversaires. Il y a aussi des articles qui présentent le soutien militaire de l'Amérique à ses alliés en particulier, mais ils sont moins nombreux.

En résumé, les Etats-Unis apparaissent pendant le double mandat de George W. Bush comme un pays plutôt protectionniste, peu généreux, mais recevant une assistance extérieure, essentiellement militaire il est vrai, suite aux attentats du 11 septembre 2001, tandis que leur économie se porte plutôt mal.

### Une crise rampante

Les questions économiques sont évoquées par presque un quart des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis pendant la présidence de George W. Bush<sup>1187</sup>. C'est donc un sujet essentiel pour le journal. Là encore, la situation s'inverse par rapport à la présidence Clinton avec une nette majorité d'articles négatifs sur la situation économique des Etats-Unis, mais le changement est progressif, avec trois phases. Dans la première qui va de 2001 à 2007, *Le Monde* présente les Etats-Unis comme un pays avec une puissante économie, qui réussit à absorber tant bien que mal le choc des attentats du 11 septembre, mais qui connaît des difficultés de plus en plus nombreuses notamment autour de l'aggravation continue et abyssale des deux déséquilibres du budget et de la balance des paiements. Les deux tiers des articles présentent une situation économique globalement positive, malgré les difficultés. Pierre-Antoine Delhommiais écrit : « S'ils n'avaient plus fait parler d'eux sous la présidence de Bill Clinton, les *Twin deficits* sont revenus au premier plan de la scène économique américaine sous le mandat de George W. Bush. Un *come back* fracassant, avec des niveaux records atteints en 2004, que ce soit pour le déficit budgétaire ou pour le déficit commercial »<sup>1188</sup>. Puis en 2007, éclate la crise dite des *subprimes*, c'est-à-dire des prêts hypothécaires risqués, et qui touche d'abord le secteur immobilier. Plus des deux tiers des articles du *Monde* décrivent alors une économie touchée par la crise financière. Sylvain Cypel raconte « le blues des agents immobiliers : L'accès à la propriété, c'est l'incarnation du rêve américain, explique M. Horton. Son étude vendait 12 à 15 appartements par mois il y a deux ans. Elle est passée à 5 ou 6 »<sup>1189</sup>. Mais il reste encore presque un tiers des articles qui décrivent une crise qui n'est pas générale, certains secteurs sont touchés alors que d'autres se portent bien. Puis à la fin du mandat de George W. Bush se produit le grand basculement dans la crise généralisée suite à la faillite de la banque Lehman Brothers le 15 septembre 2008. Les articles du *Monde* traitant de l'économie américaine évoquent tous la crise, grave, financière, économique, et ce qui est nouveau, l'intervention de la banque centrale et de l'Etat pour la combattre. Sylvain Cypel écrit de New York un mois et demi après la faillite de la grande banque d'affaires : « On a appris que la croissance, au troisième trimestre, a été négative, et la Réserve fédérale américaine (Fed) a prévu une forte contraction au quatrième. Le débat récession-pas récession était clos. Puis l'un après l'autre, Motorola, GM [General Motors], Chrysler, Yahoo, Gannett, American Express, etc., ont annoncé des licenciements. La consommation a encore chuté. En un mois, l'indice de confiance des consommateurs est tombé de 61,4 à 38 points [...]. En situation de crise, l'Etat est de retour puisque chacun se tourne vers lui »<sup>1190</sup>.

---

<sup>1187</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1188</sup> Pierre-Antoine Delhommiais, « Records atteints en 2004 pour des déficits jumeaux », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1189</sup> Sylvain Cypel, « L'Amérique en crise 1 – Dans l'Ohio, le blues des agents immobiliers », *Le Monde*, 07/10/2008.

<sup>1190</sup> Sylvain Cypel, « La crise économique a pesé sur l'issue de la campagne présidentielle », *Le Monde*, 06/11/2008.

*Le Monde* décrit les Etats-Unis comme un pays riche. La nuance se trouve dans les limites qu'il y apporte. Une fois encore, la présidence de George W. Bush marque une rupture par rapport à son prédécesseur dans la description de l'Amérique donnée par le journal puisque la richesse du pays est décrite dans presque 90% des articles comme comportant de sérieuses limites ce qui n'était le cas que pour 40% d'entre eux avant. Le sujet n'est évoqué cependant que par un peu plus d'un article sur vingt traitant des Etats-Unis. C'est ainsi un pays en voie d'appauvrissement, ou dans lequel l'accroissement de la richesse ne profite qu'aux plus riches, alors que la misère se développe.

Les articles du *Monde* dans les années Bush fils traitant des Etats-Unis et qui évoquent leur image technologique sont peu nombreux puisqu'ils représentent un peu moins de 7%. Mais c'est déjà le double de la présidence précédente. Ils sont très majoritairement positifs et présentent un pays à la pointe de la recherche scientifique et de l'innovation technologique malgré la catastrophe du 1<sup>er</sup> février 2003 avec la désintégration de la navette spatiale Columbia à son entrée dans l'atmosphère. Un évènement plus positif a lieu le 29 juin 2007 avec la sortie du premier « iPhone » que *Le Monde* présente comme le gadget d'Apple : « Un futur client du mobile iPhone fait de la provocation, vendredi 29 juin, et propose de céder à prix d'or sa place dans la longue file d'attente. Comme lui, des centaines de personnes ont campé durant plusieurs jours devant le magasin d'Apple, sur la V<sup>ème</sup> Avenue de New York, pour pouvoir acheter ce gadget précieux commercialisé 500 dollars (370 euros). L'iPhone combine tout à la fois les possibilités d'un baladeur numérique, d'un téléphone et d'un terminal Internet »<sup>1191</sup>. Il y a aussi quelques articles, moins nombreux, qui déplorent le manquant d'investissement dans les infrastructures, notamment énergétiques.

La question de l'éducation au Etats-Unis intéresse *Le Monde*, même si cela reste un sujet secondaire évoqué par environ 2% des articles. Le journal est très positif dans ce domaine. Il évoque en particulier les excellentes universités américaines ainsi que les efforts fait pour l'éducation des enfants défavorisés. Il note cependant les fortes disparités existant dans ce domaine.

Ainsi, malgré une grande force d'innovation technologique, les années Bush sont décrites par *Le Monde* comme étant celle du retour progressif de la crise économique qui touche la société américaine par le surcroit de pauvreté qu'elle entraîne, tandis que le peuple des Etats-Unis demeure uni autour de son président.

### **Une société soudée malgré tout, dans laquelle la religion tient une place importante**

Touchée par l'accroissement des inégalités et par la crise, la société américaine fait preuve pour *Le Monde*, d'une grande unité face aux attentats du 11 septembre et à la guerre qui s'en suit. Il n'est pas toujours simple pour les journalistes de décrire cette société. Car malgré sa proximité apparente avec la société française, elle garde de fortes particularités comme ce qui concerne la religion.

Une question récurrente : l'image de la religion aux Etats-Unis

La question de la religion aux Etats-Unis est évoquée par un peu moins de 4% des articles du *Monde* traitant de ce pays. Ce n'est donc pas une question centrale, mais ce n'est pas négligeable pour autant.

---

<sup>1191</sup> « Le lancement du gadget d'Apple provoque la passion à New York », *Le Monde*, 30/06/2007.

C'est aussi une question difficile tant la vision hexagonale de la religion est bien différente de la vision américaine. Denis Lacorne explique que le regard français sur la religion aux Etats-Unis « est souvent stéréotypé. Il dénote une connaissance superficielle des faits religieux américains et une tendance générale à exagérer la portée historique des puritains, des fondamentalistes et des évangéliques les plus exaltés [...]. Peut-être sera-t-on surpris d'apprendre, à une époque où l'évangélisme politique paraît triomphant, qu'il existe bel et bien une séparation de l'Eglise et de l'Etat aux Etats-Unis, qu'elle est ancienne, qu'elle a ses défenseurs zélés et produit encore des effets visibles »<sup>1192</sup>. La liberté religieuse est solidement établie aux Etats-Unis. Elle est garantie par le premier amendement de la constitution. Ce qui est plus dur à accepter pour les Américains et qui dans bien des Etats fédérés passe pour scandaleux, c'est de ne pas croire explique Sylvain Cypel, qui note cependant qu'« athéisme et agnosticisme se développent, ce qui est un phénomène nouveau de ces toutes dernières années »<sup>1193</sup>.

La place de la religion dans la société et la démocratie française est très différente de ce qu'elle est dans la société et la démocratie américaine. Richard Kuisel écrit même que « s'il y a une valeur qui sépare le plus les Américains des Français, c'est la religion. Un sondage a posé la question : est-ce qu'il est nécessaire de croire à Dieu pour être moral ? La moitié des Américains a répondu Oui. Mais seulement 13 pour cent des Français »<sup>1194</sup>. De plus la religion tend à structurer la société américaine or comme l'explique Gilles Paris, « la religion est un vrai obstacle de compréhension pour quelqu'un d'areligieux. C'est un élément central de la vie de communauté, de la vie quotidienne aux Etats-Unis »<sup>1195</sup>. La France est une république laïque qui considère que la religion est une affaire intime, appartenant strictement à la sphère privée et qu'elle n'a pas sa place dans la sphère publique. D'ailleurs, le terme de laïcité est franco-français et n'a pas de traduction exacte en anglais. Mieux vaut à la place utiliser les deux notions de séparation de l'église et de l'Etat et de sécularisation. Les Etats-Unis sont différents. La religion y a toute sa place dans la sphère publique. Ce qui est commun aux deux pays, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat que Thomas Jefferson<sup>1196</sup> qualifie de mur infranchissable constitué par le premier amendement.

Il y a aussi la question du puritanisme américain en lien avec le renouveau de la religiosité et le développement de l'évangélisme. C'est le phénomène des *Born again christians*, ces chrétiens à la foi renouvelée et qui sont des chrétiens évangéliques. Cependant, ils rejettent Calvin et la prédestination et ne sont donc pas à proprement parler des puritains comme l'explique Denis Lacorne<sup>1197</sup>. Les présidents Truman, Carter, Clinton et George W. Bush sont tous les quatre des *Born again christians*. La notion de puritanisme religieux américain doit donc être utilisée aujourd'hui avec beaucoup de prudence. De même, l'idée selon laquelle les évangéliques sont tous conservateurs et se retrouvent dans les thèses fondamentalistes est fort exagérée. De nombreux évangéliques sont progressistes. Il y a ainsi une droite et une gauche évangélique. Si la première demeure majoritaire, comme l'explique Mokhtar Ben Barka, « la gauche évangélique n'est ni un

---

<sup>1192</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique*, op.cit., p. 24.

<sup>1193</sup> Entretien avec Sylvain Cypel, le 07/04/2015.

<sup>1194</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, op.cit. p. 344.

<sup>1195</sup> Entretien avec Gilles Paris, le 03/06/2015.

<sup>1196</sup> Un des « pères fondateurs » et troisième président des Etats-Unis.

<sup>1197</sup> Entretien avec Denis Lacorne, universitaire, spécialiste notamment de la religion aux Etats-Unis, le 20/04/2016.

anachronisme ni un phénomène marginal comme l'affirment ses opposants. Elle est appelée au contraire à prendre de l'ampleur »<sup>1198</sup>.

Ce n'est donc pas simple de traiter de la religion aux Etats-Unis pour les journalistes du *Monde*. Ceci posé, une fois les stéréotypes et préjugés dépassés, cela n'empêche pas des journalistes bons connaisseurs de l'Amérique de ne pas apprécier la religion ou la religiosité américaine. C'est le cas de Jacques Amalric qui résume son opinion en la matière : « L'aspect religieux aux Etats-Unis aujourd'hui m'est insupportable »<sup>1199</sup>. La question n'est d'ailleurs pas nouvelle.

Le journal évoque la religion dès sa création, mais son attitude à son sujet change en soixante-dix ans. Dans l'après-guerre, il n'hésite pas à évoquer la foi en dehors de la rubrique religion. Il y a un fond catholique important chez bon nombre des premiers journalistes et directeurs du *Monde*, en particulier Hubert Beuve-Méry, Jacques Fauvet, Claude Julien ou encore Jean Planchais. Ainsi Sirius écrit, dans un éditorial intitulé « C'est la foi qui manque le plus : Les Américains sont en partie excusables de confondre les possibilités de la France en 1950 avec celles de 1914 [...]. Malgré tant de déceptions accumulées depuis six ans ce pays a suffisamment montré qu'il restait sain et vigoureux dans ses profondeurs. A lui comme aux autres peuples encore libres du continent, c'est la foi qui manque le plus. Une foi sans laquelle les armes les plus perfectionnées pourraient comme à tant d'autres, lui tomber des mains »<sup>1200</sup>. Allant plus loin encore, Pierre Emmanuel écrit dans un article intitulé « Où est notre Dieu : Toutes les belles déclarations des droits de l'homme ne changent rien au fait qu'aucune société ne peut ou ne veut les prendre en charge ni les imposer : elles sont plus caduques en naissant que le code d'Hammourabi. Qu'est-ce à dire ? Qu'il est impossible de croire individuellement sans aboutir au désespoir. La foi est collective : les derniers témoins d'une foi morte sont les feuilles encore vertes d'un arbre abattu [...]. Cet arbre, si affaibli qu'il soit, est malgré tout face au communisme la seule unité de fois qui survive en Occident [...]. Autrement dit : quel est l'avenir du christianisme, dernier gardien de la personne contre les totalitarismes quels qu'ils soient ? »<sup>1201</sup> Mais ce discours sur la foi disparaît tôt des colonnes du *Monde*, on ne le retrouve guère au-delà de mai 1968. La France se sécularise profondément dans la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle et le journal aussi. De même, *Le Monde* se veut laïc, à l'image de son pays ce qui ne l'empêche pas de traiter du fait religieux.

Le journal évoque ainsi la religion aux Etats-Unis dès 1945. Ce thème reste longtemps autour de 3% des articles puis augmente significativement pour atteindre voire dépasser les 6% des articles sous George W. Bush et Barack Obama. La divergence entre la France qui se sécularise et les Etats-Unis où la religiosité se maintient peut expliquer ce regain d'intérêt du journal. Mais surtout, la religion voit son importance augmenter dans le débat public aux Etats-Unis à partir des années 70, à l'inverse de la France. C'est particulièrement visible sous George W. Bush et Barack Obama, comme le rapporte *Le Monde*. Toutes périodes confondues, la très grande majorité des articles du *Monde* (96%) considère que la religion tient une grande place aux Etats-Unis. Elle fait partie des valeurs traditionnelles essentielles et cela n'évolue que marginalement. Le journal rapporte que la religion est évoquée ouvertement en Amérique, avec une grande liberté, y compris en politique. Le rôle positif des églises est souligné notamment dans la lutte contre le racisme. Les Américains semblent pour *Le Monde* être un peuple religieux, avec une grande

---

<sup>1198</sup> Mokhtar Ben Barka, *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation : la gauche évangélique des origines à l'ère Obama*, op.cit., pp. 258-259.

<sup>1199</sup> Entretien avec Jacques Amalric, op.cit.

<sup>1200</sup> Hubert Beuve-Méry, « C'est la foi qui manque le plus », *Le Monde*, 20/07/1950.

<sup>1201</sup> Pierre Emmanuel, « Où est notre Dieu », *Le Monde*, 26/10/1949.

diversité. Cela dit sous Bush junior et Obama, la religion semble pour *Le Monde*, prendre encore plus d'importance, notamment en politique et plus particulièrement chez les conservateurs. En ce domaine, note encore Denis Lacorne : « L'élection de Carter est décisive, car elle inaugure un cycle de religiosité présidentielle qui atteindra son apogée avec l'élection de George W. Bush, en 2000 »<sup>1202</sup>. Le phénomène se poursuit ensuite, notamment à cause de l'importance qu'accordent à la religion les conservateurs et Barack Obama se plie à l'usage d'un discours sur sa foi lors de sa campagne. Le journal ouvre ses colonnes à l'historien Lauric Henneton qui explique qu'Obama « plaide pour une réconciliation entre les démocrates et les évangéliques. On (re)découvre alors une gauche religieuse, progressiste, héritière du mouvement pour les droits civiques des années 1960, lui-même descendant du christianisme social (*Social Gospel*) »<sup>1203</sup>. Pourtant, Obama est « le premier président dans l'histoire des Etats-Unis qui ose affirmer dans son discours inaugural qu'il y a des Américains qui ne croient pas en Dieu et qui, par la même occasion, met sur pied d'égalité croyants et incroyants »<sup>1204</sup>. Le journal rapporte d'ailleurs sous Obama l'augmentation de la part des sans religion qui représenteraient en 2012 20% de la population américaine<sup>1205</sup>. Les Etats-Unis changent et se rapprochent de la France, même si l'écart reste encore important.

Sur la forme aussi, la place de la religion est très grande dans le discours politique américain. Le journal a du mal à rendre compte de certaines figures de styles issues du vocabulaire religieux ou faisant référence à la religion. Par exemple, le journal traduit rarement les formules comme « Dieu vous bénisse » dans ses citations et ses reportages. Ainsi, dans l'article reprenant la déclaration du président des Etats-Unis annonçant l'élimination de Ben Laden<sup>1206</sup>, les phrases de Barack Obama à connotation religieuse ne sont pas reproduites. On notera que le discours d'un Président français se conclut en général par vive la République, vive la France, alors que celui d'un Président américain se conclut par que Dieu vous bénisse et que Dieu bénisse l'Amérique. Ce sont des formules génériques comme certains slogans dont le caractère à proprement parler religieux n'a rien d'évident. Ainsi, les slogans *In god we trust* et *One nation under God* ont été établis et fixés sous Eisenhower. Ils étaient une manière pour l'Amérique de réagir au Communisme et à la guerre froide avec des valeurs unificatrices dont ne pouvait se revendiquer l'Union soviétique. Ce sont davantage des slogans identitaires que religieux, d'autant qu'ils peuvent se rapporter à n'importe quelle religion.

En somme, *Le Monde* rend compte assez finement de la religion aux Etats-Unis et de son évolution. Il porte évidemment un regard français et n'échappe pas toujours aux stéréotypes. Mais il réussit grâce à la diversité de ses commentateurs, à donner une image relativement équilibrée à ce thème qui demeure l'un de ceux qui séparent le plus, à ce jour, les deux nations, les deux sociétés.

## La société américaine sous George W. Bush

Les années George W. Bush sont relativement calmes socialement. On est loin des grands et nombreux conflits sociaux lors de la présidence de son père. *Le Monde* n'évoque ce sujet dans à peine plus de 1% des articles traitant des Etats-

---

<sup>1202</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique, op.cit.*, p. 254.

<sup>1203</sup> Lauric Henneton, « Pourquoi le profil mormon de Mitt Romney va peser sur le scrutin américain », *Le Monde*, 10/10/2012.

<sup>1204</sup> Denis Lacorne, *De la religion en Amérique, op.cit.*, pp. 324-325.

<sup>1205</sup> Sylvain Cypel, « M. Romney, vaincu par la démographie et l'extrémisme de ses partisans », *Le Monde*, 08/11/2012.

<sup>1206</sup> « Obama – La mort de Ben Laden ne marque pas la fin de nos efforts », *Le Monde*, 02/05/2011.

Unis<sup>1207</sup>. Toutefois, les trois quarts d'entre eux décrivent un pays qui enregistre de vifs conflits sociaux et qui connaît toujours d'importantes tensions sociales. Cela concerne il est vrai essentiellement la fin de la mandature du président texan, au moment où la crise économique se généralise.

L'égalité et le progrès social préoccupent bien davantage *Le Monde* qui évoque la question dans près d'un tiers des articles concernés sous George W. Bush. C'est plus que sous Bill Clinton. Surtout, les articles sont beaucoup plus positifs puisqu'ils considèrent pour les deux tiers d'entre eux que les Etats-Unis sont plutôt progressistes et connaissent alors de substantiels progrès sociaux et avancées en matière de justice sociale. C'est ainsi un pays dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance à chacun conformément au rêve américain. Guillaume Serina dresse ainsi le portrait d'une jeune Noire témoin du rêve américain : « Cindy vient du ghetto noir de Milwaukee [...]. A 16 ans ce fut le cauchemar, avec la perte de ses père et mère atteints du cancer [...]. Aujourd'hui, la vie de Cindy est une réussite. Je suis un exemple de ce que l'*affirmative action* (discrimination positive) a fait de mieux, rit-elle. Après de brillantes études de sciences politiques, elle entre au Pentagone »<sup>1208</sup>. Les Etats-Unis sont aussi décrits comme une terre d'immigration, avec une bonne intégration à travers le fameux *melting pot* ou encore un pays dans lequel le racisme existe toujours mais est en recul et est vivement condamné par la société civile. Eric Leser raconte ainsi les malheurs d'un candidat au Sénat : « Il y a encore quelques mois, M. Allen était considéré comme assuré de sa réélection [...]. Il était même alors un candidat sérieux de son parti pour la nomination à la présidentielle de 2008. Mais ces ambitions nationales semblent désormais appartenir au passé, après un scandale sur des déclarations racistes »<sup>1209</sup>. Il y a cependant aussi près d'un tiers des articles qui considèrent que les Etats-Unis changent peu avec un modèle économique peu solidaire même s'il donne sa chance au plus grand nombre. Ils décrivent la persistance de fortes disparités sociales, notamment dans la santé et toujours de grandes discriminations raciales.

Le thème des mœurs des Américains intéresse toujours autant le journal et est évoqué par près d'un cinquième des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis. Ils sont assez divers, montrant la grande diversité et complexité du peuple américain mais aussi un intérêt pour un large éventail de sujets ayant traits aux mœurs. Un aspect revient à de nombreuses reprises : l'union nationale que réalise le peuple américain autour de son président suite aux attentats du 11 septembre qui est certainement une grande force. Mais elle a comme corolaire un manque d'esprit critique à cette période. C'est aussi un pays optimiste et tolérant. Jean-Philippe Rémy et Henri Tincq racontent ainsi l'ordination par l'Eglise épiscopaliennne, c'est-à-dire la communion anglicane américaine, du premier évêque *gay* aux Etats-Unis et qui provoque de nombreux remous sur les autres continents<sup>1210</sup>. Dans les aspects négatifs, *Le Monde* note de nombreux scandales et affaires de corruption. Il y a notamment l'affaire Enron qui est au centre de l'actualité en octobre 2001.

La culture et le sport aux Etats-Unis sont régulièrement évoqués sous George W. Bush comme sous Bill Clinton, même si cela reste un sujet de second ordre avec près de 8% des articles concernés. La culture américaine est décrite positivement par les deux tiers d'entre eux avec une grande variété de sujets. La création

---

<sup>1207</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1208</sup> Guillaume Serina, « Cindy, du ghetto noir au Pentagone », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1209</sup> Eric Leser, « D'un recompte de voix en Virginie, peut dépendre la majorité au Sénat », *Le Monde*, 09/11/2006.

<sup>1210</sup> Jean-Philippe Rémy et Henri Tincq, « Le premier évêque *gay* déchire l'église anglicane », *Le Monde*, 05/11/2003.

culturelle et artistique, le cinéma et les médias américains y sont mis en avant. *Le Monde* rappelle même que l'Amérique a une histoire qui ne tient pas dans un cahier. Corine Lesnes, dans une série intitulée « Aux sources de l'Empire », raconte ainsi le voyage des capitaines Lewis et Clark qui traversent le continent américain de 1804 à 1806, amorçant la conquête de l'Ouest. Elle écrit que « l'épisode est peu connu hors de Etats-Unis, mais les Américains le placent au plus haut de leur mythologie nationale. Si la guerre civile [guerre de sécession] est notre Iliade, a résumé l'historien James Ronda, l'expédition de Lewis et Clark est notre Odyssée. Le récit du voyage est à lui seul un continent. Dans leurs journaux, les explorateurs ont écrit plus d'un million de mots, une encyclopédie en 13 volumes [...]. Chacun des 863 jours, ils poursuivirent. *We proceeded on* [...]. Aujourd'hui on dit plutôt *move on*. C'est l'un des fondamentaux de l'identité américaine »<sup>1211</sup>. *Le Monde* est cependant aussi critique sur la culture américaine, bien que dans une moindre mesure (deux fois moins d'articles concernés). Le journal évoque un peu le caractère envahissant et dominateur de la culture américaine, contrairement au passé. Il est en revanche préoccupé en ces années par la baisse de la qualité des médias et notamment de l'information à cause de la montée en puissance d'internet. *Le Monde* évoque aussi le sport, mais peu sauf bien entendu à l'occasion des grands événements sportifs comme les jeux olympiques de Salt Lake City qui se tiennent du 8 au 24 février 2002.

L'intérêt du *Monde* pour l'environnement dans les articles traitant des Etats-Unis progresse un peu sous la présidence Bush fils, mais reste encore faible avec à peine plus de 3% d'articles concernés. Les deux tiers des articles montrent un pays qui refuse toujours de ratifier le protocole de Kyoto et dans lequel la préservation de l'environnement n'est pas une priorité. Ils rapportent de même les nombreuses catastrophes climatiques dont l'Amérique est régulièrement victime et en particulier le désastre que constitue le passage de l'ouragan Katrina sur La Nouvelle-Orléans le 29 août 2005 que couvre Eric Leser pour le journal depuis Bâton Rouge. Mais d'autres articles présentent aussi ce pays immense à l'environnement riche et varié et nombre d'initiatives pour assurer sa préservation. Antoine Reverchon écrit ainsi lors des élections de 2004 : « En trois débats de quatre-vingt-dix minutes chacun, les deux candidats à la présidentielle n'auront consacré que cinq minutes à l'environnement. John Kerry, pourtant sensible à ce sujet, semble avoir renoncé à utiliser l'hostilité déclarée de George W. Bush à la lutte contre le réchauffement climatique. Dès mars 2001, à peine arrivé à la Maison Blanche, le président républicain avait, au nom de la compétitivité économique, refusé de ratifier le protocole de Kyoto [...]. Mais s'arrêter à cette réaction serait ignorer l'incroyable diversité des initiatives menées à l'échelle des communautés, des villes, des Etats, pour combattre l'effet de serre »<sup>1212</sup>.

Sous George W. Bush, sans être un sujet de premier ordre, le thème de la religion connaît un surcroît de traitement par *Le Monde*, avec près de 5% des articles concernés et plus particulièrement pendant le second mandat du président. Tous indiquent que la religion tient une grande place dans ce pays et en particulier en politique pendant ces années. Ils notent une augmentation de la population très religieuse, le maintien des valeurs traditionnelles dont la religion fait partie, mais aussi la persistance de la neutralité de l'Etat et du caractère multiconfessionnel du pays.

La société américaine sous George W. Bush semble donc pour *Le Monde* assez soudée. Durablement sous le choc des attentats du 11 septembre 2001, elle

---

<sup>1211</sup> Corine Lesnes, « Aux sources de l'empire 1 – Le grand départ », *Le Monde*, 09/08/2004.

<sup>1212</sup> Antoine Reverchon, « L'environnement, un cadavre dans le placard de la campagne électorale », *Le Monde*, 03/11/2004.

donne une grande place aux valeurs traditionnelles et notamment à la religion à la différence de la société française. La société américaine connaît aussi une forme de dérive sécuritaire qui affecte son gouvernement et sa justice.

### **Un système démocratique et judiciaire qui connaît des difficultés notables**

Mise à l'épreuve par les attentats du 11 septembre 2001, la démocratie et en particulier la constitution est le cœur de l'identité américaine qui se veut un modèle pour le reste du monde. Mais c'est un modèle qui connaît quelques imperfections et qui n'est pas unique.

Une question récurrente : l'image du modèle politique américain

*Le Monde*, journal politique, s'intéresse naturellement au modèle politique américain depuis sa création. C'est pour lui un sujet essentiel. L'intérêt du journal pour cette question progresse légèrement dans le temps<sup>1213</sup>. Il est naturellement très important durant les grandes années électorales, c'est-à-dire lorsqu'il y a des élections présidentielles. Le journal les suit de près avec des équipes renforcées alliant correspondants sur place et envoyés spéciaux auxquels s'ajoutent des contributions des équipes parisiennes. Il semble que *Le Monde* augmente progressivement sa couverture des préparatifs des élections présidentielles, c'est-à-dire la campagne électorale et même les élections primaires. *Le Monde* suit aussi les autres élections qui se tiennent en même temps que la présidentielle ainsi que les élections de mi-mandat. Ces élections ou consultations concernent dans les deux cas : les représentants, les sénateurs pour partie, les gouverneurs pour partie et les référendums, ainsi qu'un certain nombre de postes électifs d'échelons inférieurs aux grés des états et des comtés et des communes. Ainsi, les élections fédérales de même que celles des gouverneurs se tiennent toutes lors d'*Election day*. Ce n'est en revanche pas toujours le cas pour les autres élections locales. Le journal ne rend naturellement pas compte de toutes les élections tant elles sont nombreuses, mais il ne se contente pas de l'élection du président et des deux chambres du Congrès. Il rapporte le résultat de certaines élections locales, de certains gouverneurs, lorsque celles-ci lui paraissent intéressantes et même de certains référendums. Ainsi, lors de la réélection de Richard Nixon en 1972, *Le Monde* raconte qu'« en marge de l'élection présidentielle, les électeurs du Colorado devraient se prononcer sur l'utilisation de fonds publics pour le financement partiel des prochains Jeux olympiques d'hiver [...] à Denver. Par une majorité beaucoup plus nette que celle prévue dans les sondages d'opinion, les électeurs ont refusé ces crédits [...]. Le désistement du Colorado, fait sans précédent dans les annales du mouvement olympique, oblige le C.I.O.<sup>1214</sup> à désigner d'urgence une ville de remplacement »<sup>1215</sup>. Enfin, le journal s'intéresse au modèle politique américain aussi en dehors des élections ou des périodes électorales.

Globalement, *Le Monde* présente les Etats-Unis comme un pays libre ou une vraie démocratie dans les deux tiers des articles traitant du modèle politique américain. Cette proportion atteint même 88% sous Roosevelt et Truman. Elle baisse après pour atteindre son plus bas niveau sous Carter, tout en restant tout de même à 58%. Elle remonte ensuite au-dessus des deux tiers pour baisser à nouveau sous George W. Bush, presque au même niveau qu'avec Carter. Elle se redresse un peu sous Obama, à 64% ce qui reste cependant loin du niveau des années d'après-

<sup>1213</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1214</sup> Comité International Olympique

<sup>1215</sup> « Le Colorado refuse de financer les Jeux olympiques d'hiver », *Le Monde*, 09/11/1972.



guerre. L'Amérique est décrite comme un pays avec une vie démocratique animée et riche. *Le Monde* décrit le bon fonctionnement du gouvernement, la séparation des pouvoirs exécutifs et législatifs et leur confrontation qui n'empêche pas d'établir sur les grandes questions des consensus bipartisans. Natalie Nougayrède explique que « le mécanisme de contre-pouvoir est inscrit dès l'origine »<sup>1216</sup>, dans la constitution. La démocratie américaine est présentée comme équilibrée, ouverte notamment aux minorités et aux femmes qui ont accès aux plus hautes fonctions. Elle permet aussi la démocratie directe grâce en particulier à de multiples référendums. La vie politique y est relativement pacifiée. Ainsi raconte Daniel Vernet, « lors de l'élection d'Obama, Mac Cain a reconnu sa défaite et l'a félicité. C'est une réponse à la gloire de l'Amérique »<sup>1217</sup>. C'est un comportement habituel aux Etats-Unis lors d'une élection, que le perdant non seulement reconnaisse sa défaite, mais en plus appelle le vainqueur pour le féliciter. La participation connaît aussi des progrès depuis le début du nouveau millénaire. Le journal raconte ainsi qu'« un million de nouveaux électeurs se sont inscrits sur les listes électorales de l'Ohio. C'est le fruit d'un démarchage incessant des deux bords politiques, au coude-à-coude dans les sondages. Selon le secrétariat d'Etat local, la participation dans l'Ohio pourrait atteindre 72% [...], soit 10% de plus qu'en 2000 »<sup>1218</sup>. *Le Monde* rapporte que la démocratie américaine est un modèle, une référence, qui inspire nombre de pays étrangers. Par ailleurs, le journal présente les Etats-Unis comme un Etat de droit, néanmoins plus relatif pour les Noirs, un pays qui respecte profondément la liberté d'expression et la liberté religieuse. « La question de la liberté est passionnelle aux Etats-Unis, comme celle de l'égalité en France », explique Patrick Jarreau<sup>1219</sup>.

Mais dans près d'un tiers des articles traitant du modèle politique américain, *Le Monde* décrit une démocratie qui comporte de nombreuses limites. Le journal déplore le poids des lobbies et la place excessive lors des élections, de l'argent, de la communication et du marketing politique. Jean-Pierre Langellier dit même que « l'argent est le moteur des campagnes électorales »<sup>1220</sup>. De nombreux articles décrivent de même l'importance de la communication, du marketing politique et de l'importance du récit officiel. Ce n'est pas nouveau. Un article de 1955 rapporte que « M. James Reston, du *New York Times*, a critiqué la tendance croissante à arranger les informations, ce qui, a-t-il dit, est pire encore que de les passer sous silence. Il déplore particulièrement l'optimisme systématique et de commande qui a présidé aux comptes rendus officiels »<sup>1221</sup>. *Le Monde* décrit aussi les dysfonctionnements du gouvernement, les excès du bipartisme ainsi que ses blocages et la persistance d'un discours politique inégalitaire voire raciste. Martine Jacot explique que « la constitution est fascinante, ce fédéralisme, chaque Etat a un gouverneur et un parlement. Mais aujourd'hui, la constitution est usée, le système présidentiel atteint ses limites et il y a un raidissement de la droite américaine depuis le tea party, c'est la fin des compromis »<sup>1222</sup>. *Le Monde* rapporte que le modèle démocratique américain est aussi contesté à l'étranger, le niveau du personnel politique parfois faible voire médiocre. Le journal remarque aussi que l'Amérique qui est si fière de son modèle démocratique se montre parfois nettement moins attachée à lui à l'étranger. Cela dit, même s'il y a beaucoup de critiques sur la démocratie américaine, pas un seul article ne la remet en question ou la nie.

<sup>1216</sup> Entretien avec Natalie Nougayrède du 17/05/2015.

<sup>1217</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

<sup>1218</sup> « Un million de nouveaux électeurs », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1219</sup> Entretien avec Patrick Jarreau, *op.cit.*

<sup>1220</sup> Entretien avec Jean-Pierre Langellier, *op.cit.*

<sup>1221</sup> « Etats-Unis : plaintes contre la liberté de la presse », *Le Monde*, 09/11/1955.

<sup>1222</sup> Entretien avec Martine Jacot, *op.cit.*

Par ailleurs, *Le Monde* avec son souci pédagogique hérité de son fondateur, explique régulièrement à ses lecteurs le fonctionnement de la démocratie américaine et en particulier de son système électoral. Il décrit par exemple « comment est élu le président des Etats-Unis »<sup>1223</sup>, ou encore « le fonctionnement du collège électoral »<sup>1224</sup>. Le journal présente aussi l'ensemble des mécanismes électoraux, élections primaires, à la Chambre des représentants, au Sénat, pour les gouverneurs, les assemblées législatives d'Etat, et même le cas particulier du District de Columbia, territoire administratif de la capitale nationale, Washington. *Le Monde* évoque parfois les vives contestations qui ont lieu aux Etats-Unis relativement aux mécanismes électoraux<sup>1225</sup>. Le journal présente le fonctionnement de la démocratie directe à l'Américaine et notamment le principe des référendums. Ainsi lors des élections de 2004, le journal explique que « les Américains ne font pas qu'élire leurs responsables politiques et administratifs : ils votent aussi, dans certains Etats, sur des questions soumises à référendum. Les sujets sont variés : certaines consultations tendent à interdire les mariages gays, d'autres portent sur la pratique de la chasse à l'ours ou le financement de la recherche sur les cellules souches issus d'embryons humains. En tout, 163 questions seront posées aux électeurs et 34 Etats sont concernés par un référendum. Les Californiens sont les plus sollicités (16 propositions ou initiatives populaires »<sup>1226</sup>. Le journal réalise aussi de nombreux portraits d'hommes ou de femmes politiques américains à l'occasion des élections.

*Le Monde* critique ainsi le modèle politique américain tout en donnant de lui une vision globalement positive et en prenant le temps régulièrement d'expliquer son fonctionnement.

#### Démocratie et justice aux Etats-Unis sous George W. Bush

Les questions de police et de justice préoccupent davantage *Le Monde* sous George W. Bush que sous son prédécesseur puisqu'elles sont évoquées par un peu plus de 11% des articles traitant des Etats-Unis contre un peu moins de 8% auparavant<sup>1227</sup>. Ce qui change fortement, c'est que contrairement aux années Clinton, *Le Monde* décrit particulièrement négativement la justice et la police pendant les années Bush fils dans les deux tiers des articles, sans compter les quelques 15% d'entre eux qui la présentent comme très sévère sans la critiquer directement. Le journal critique les mesures de sécurité prises suite aux attentats du 11 septembre et qui nuisent au respect du droit et d'une bonne administration de la justice. Il déplore aussi le recours encore trop fréquent à la peine de mort. Le journal rapporte ainsi qu' « un condamné à mort considéré comme malade mental a été exécuté [...]. Il souffrait de paranoïa à tendance schizophrénique [...]. Le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et le gouvernement suisse ont demandé séparément, en novembre 2002, aux autorités de l'Etat la clémence pour James Willie Brown. Cinquante-huit condamnés à mort ont été exécutés depuis le début de l'année aux Etats-Unis »<sup>1228</sup>. *Le Monde* regrette de même la forte mise à contribution de la justice lors des élections. Il reste un quart des articles qui présentent une justice qui fonctionne bien, qui sait être clémente le cas échéant ou sanctionner la délinquance financière sans fléchir.

---

<sup>1223</sup> « Comment est élu le président des Etats-Unis ? », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1224</sup> « Le fonctionnement du collège électoral », *Le Monde*, 04/11/2004.

<sup>1225</sup> « Les mécanismes électoraux donnent parfois lieu à de vives contestations », *Le Monde*, 05/11/1970.

<sup>1226</sup> « 34 Etats doivent répondre à 163 questions référendaires », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1227</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1228</sup> « Un Américain considéré comme malade mental exécuté par injection », *Le Monde*, 06/11/2003.

Sous George W. Bush, *Le Monde* considère toujours dans une majorité d'articles que la démocratie américaine fonctionne bien. Il décrit une démocratie particulièrement vivante, avec un fort consensus politique tant il est vrai que George Bush réussit régulièrement à trouver de larges majorités bipartisanes suite aux attentats du 11 septembre 2001. C'est aussi un pays où les plus hautes fonctions publiques sont accessibles à des personnes issues des minorités et qui est ouvert à la démocratie directe. Cependant, le journal est davantage critique que d'habitude dans près de 41% des articles concernés. Les critiques sur la place excessive de l'argent et l'importance des machines électorales et du marketing politique reviennent souvent. Mais ce qui est le plus marquant sous George W. Bush, c'est la critique du mécanisme électoral alors que l'élection du président a été entachée de nombreuses irrégularités qui ont nécessité l'intervention de la Cour suprême. *Le Monde* explique que « c'est tout un modèle politique qui se trouve remis en question [...] ». Le sort de la présidence de l'unique hyperpuissance est entre les mains de ceux qui comptabilisent les bulletins dans l'Ohio et, peut-être, s'il y a contestation, des tribunaux, voire même de la Cour suprême, comme en 2000. Quelle image pour une démocratie qui se donne en exemple au monde [...]. Un tel désordre, inimaginable dans la plupart des autres pays démocratiques, n'est pas à l'honneur de l'Amérique »<sup>1229</sup>.

Par conséquent, sans aller jusqu'à le remettre en question, *Le Monde* critique le système démocratique et judiciaire américain, et ses insuffisances, criantes dans bien des domaines à l'heure de la présidence de George W. Bush. Il rapporte le doute qui gagne les Américains, malgré leur puissance.

### **Assurance mais scepticisme sur la victoire finale**

Alors que *Le Monde* n'a qu'à peine évoqué l'armée américaine dans les années Clinton, cette dernière redevient un sujet d'actualité significatif pendant la présidence Bush fils, avec près de 8% des articles traitant des Etats-Unis<sup>1230</sup>. Le journal est partagé dans sa description de l'armée américaine. Un peu plus de la moitié des articles la trouve pas assez puissante ou inadaptée. Elle coûte très cher mais pourtant n'arrive pas à vaincre dans deux conflits régionaux et accuse des pertes importantes. Les autres articles, c'est-à-dire un peu moins de la moitié, la trouvent puissante, disponible, efficace et qui continue à se renforcer. L'évolution dans le temps est plus significative car jusqu'en 2003, c'est-à-dire jusqu'à l'invasion de l'Irak, les articles du *Monde* sont très positifs sur l'armée américaine. En 2004, année charnière, les articles positifs et négatifs se valent. Après, le journal est très majoritairement négatif sur l'armée des Etats-Unis. *L'US Army* s'enlise dans l'occupation militaire longue et coûteuse d'un Irak rongé par la guerre civile qu'elle ne parvient pas à endiguer, tandis que les Talibans reprennent pied en Afghanistan. Jean-Marie Colombani écrit ainsi un éditorial intitulé « Du fantasme au chaos : [George Bush] a fantasmé un Irak qui n'existait pas, pensant qu'il suffisait de couper la tête pour y implanter la démocratie. Ivre de son pouvoir militaire, le gouvernement Bush n'avait rien prévu pour l'après-Saddam. La guerre civile qui s'y installe est largement le résultat de cette imprévision. George Bush senior n'avait pas poussé jusqu'à Bagdad de peur que l'Irak ne se désintègre [...]. C'est presque chose faite, grâce à George Bush junior »<sup>1231</sup>.

---

<sup>1229</sup> « Archaïsme électoral », *Le Monde*, 04/11/2004.

<sup>1230</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1231</sup> Jean-Marie Colombani, « Du fantasme au chaos », *Le Monde*, 01/08/2006.

Victimes sur leur sol de la plus terrible attaque, les Américains encaissent le choc, mais en demeurent longtemps marqués. Presqu'un article sur cinq traitant des Etats-Unis dans *Le Monde* évoque la question de la confiance des habitants dans leur pays. Certes en 2001, année des attentats, la confiance des Américains est touchée, ce qu'indiquent les deux tiers des articles concernés. La peur gagne alors l'ensemble du pays. Mais très rapidement, les articles du journal indiquent que les Américains se reprennent et retrouvent très majoritairement confiance dans leur pays, compensant largement l'année 2001. Le peuple des Etats-Unis, comme ses dirigeants, redevient sûr de lui, parfois même dominateur, confiant dans sa constitution et ses institutions. Patrick Jarreau écrit dans un article intitulé « George W. Bush, l'homme qui ne doute pas : Le jovial gouverneur du Texas a été transformé par le 11 septembre. Président laborieux en 2001, il est devenu un dirigeant aux certitudes affirmées qui refuse de reconnaître la moindre erreur. [...Et] les certitudes de George W. Bush rassurent une partie des Américains »<sup>1232</sup>.

*Le Monde* montre ainsi un peuple Américain qui a retrouvé son assurance après le choc des attentats qui le marque durablement, mais qui est de plus en plus sceptique sur la suite de la guerre, en Irak en particulier.

Ainsi, *Le Monde* survit aux années Bush malgré la violence de la crise de confiance et de la crise financière qui l'affectent, mais il doit renouveler sa direction. Cela n'affecte pas sa place particulière dans la presse, en particulier en ce qui concerne les Etats-Unis. Jamais *Le Monde* n'a été aussi proche de l'Amérique qu'en septembre 2001. Jamais il n'en a été aussi éloigné qu'au lendemain de la réélection de George W. Bush en 2004. Les Américains n'ont pas fait et ne parviennent pas à faire le deuil du 11 septembre. Les Européens et les Français en particulier ont bien du mal à les comprendre, malgré les nombreuses explications des correspondants du *Monde* aux Etats-Unis. Dans les colonnes du journal, Nicole Bacharan explique que le 11 septembre 2001, « la nation américaine, sonnée, hébétée [...] a été atteinte dans son intégrité profonde, dans ses gènes, presque dans son inconscient, d'où le traumatisme immense qui en a résulté. Qu'on ne s'y trompe pas cependant : le rêve américain – et son corollaire, le mythe de l'innocence – a une étonnante capacité à se régénérer. Il faut compter aussi avec l'impressionnante résilience de la démocratie américaine »<sup>1233</sup>. Ainsi, après le président des Etats-Unis le plus décrié hors de son pays et notamment dans les colonnes du *Monde*, advient le plus adulé des présidents américains. Et c'est au tour du journal de connaître une profonde rupture.

---

<sup>1232</sup> Patrick Jarreau, « George W. Bush, l'homme qui ne doute pas », *Le Monde*, 03/11/2004.

<sup>1233</sup> Nicole Bacharan, « L'évènement sans nom », *Le Monde*, 04/04/2013.

# Chapitre 10 : 2009-2015 (Barack Obama)

## Yes we can

# Le Monde



www.lemonde.fr

04 Années - N° 6044 - 1,30 € - France (Métropole) -

JEUDI 6 NOVEMBRE 2008

Éditions: Hémisphère Nord - Diffusion: Doc. Perrin

**Dossier spécial : 12 pages sur le 44<sup>e</sup> président des États-Unis**

# L'Amérique choisit Barack Obama

4 novembre 2008 « Le changement est arrivé », lance le vainqueur démocrate, premier Noir à accéder à la Maison Blanche



Le nouveau président, mardi, lors de son discours à Chicago, le 4 novembre.

### L'homme qu'il faut

D'abord il faut écrire en noir en lettres noires. Les lire l'ensemble à haute voix pour mesurer l'ampleur de la nouveauté, sa charge d'histoire et d'émotion : le peuple américain vient d'être à la Maison Blanche un homme à la peau noire. Quel le, intelligent, quelle maîtrise, quel sang-froid aussi a-t-il fallu à Barack Obama pour réaliser un scrutin qui, jusqu'alors, n'était tout sauf acquis, si l'on ne compte certes dans un coin arriéré, l'existence d'un monde d'émigrés, de penseurs et de préjugés vaincus, avant de donner par sa victoire un

**EDITORIAL** puissant signal d'optimisme à l'Amérique et au monde. Obama a fait entendre l'espoir et le son. Sans que jamais, en ce fin novembre, il apparaisse comme le candidat d'une continuation.

Même sa jeunesse à la sagace qui n'a pas d'âge, le sursaut de l'Église à se dépasser les tracasseries originelles d'une nation née dans l'esclavage et la ségrégation pour la rattacher à son idéal fondateur, le message « E pluribus unum » : faire un seul de plusieurs, reconnaître que la multitude des origines s'empêche pas le partage d'une aspiration commune.

Président potentiel ? Oui, et même légitime pour se faire entendre sur les deux bords de cette mer intérieure indienne entre Nuits et Jours, ce passé « qui vient de passer » comme il le dit lui-même, citant Franklin, dans son exceptionnel discours de Philadelphie, le 18 mars, où s'est en partie sa parole formée et parant au culte, il dit, d'une « Union plus parfaite ».

Pour suivre, à la page 2

## « A ceux qui doutent encore de l'Amérique, ce soir j'apporte la réponse »

Après sa victoire, Barack Obama s'est adressé à son pays et au monde

CHICAGO (AP) -

Après sa victoire, Barack Obama s'est adressé à son pays et au monde. Le président élu, le 4<sup>e</sup> président des États-Unis, Barack Obama, s'est adressé à la nation américaine. Il s'est adressé à l'Amérique mais aussi au monde, à ceux qui doutent encore de leur pays et de leur avenir. « Ce soir j'apporte la réponse », a-t-il déclaré. Premier président afro-américain de l'histoire des États-Unis, Barack Obama a été élu dans un tour de main qui a mis tout le pays en fête. Du New Hampshire à Hawaï, des grilles de la Maison Blanche au Grand Park de Chicago, les Américains ont regardé en émotion : « Barack ? » « Oui, mais le monde ? », ont-ils demandé à un peuple réconcilié. Dans un pays ébranlé par la crise - ébranlé

que, Barack Obama - Barack Obama a montré le chemin : « Nous sommes et nous serons toujours États-Unis d'Amérique. » À Chicago, Barack Obama s'est adressé à 65 000 personnes depuis un podium protégé par deux états-purs-belles. Son visage était tout ce qu'il y avait de plus américain, comme si le message de la Barack Obama s'était imposé sur ses épaules. Il a limité les effusions avec Joe Biden, devenu vice-président du pays, qu'il a en fait son discours, les questions, sans interrompre à intervalles, certains en pleurs, sans perdre l'empresse à regarder la tribune et les familles qui s'y trouvaient. Michelle, la nouvelle First Lady, sa mère et son frère Craig Robinson, maintenant de basket-ball, Mike, 10 ans, et Sasha, 7 ans, les filles et le garçon, ont pris soin de dire qu'ils étaient « plus chanceux qu'ils ne le seraient ». Ils ont gagné la présidence d'un soir, chacun, que leurs parents leur avaient promis avant de s'engager dans la course à la Maison Blanche.

Comme Laurent

Libre le monde page 4

### Changer

Barack Obama : « Tel est le vrai génie de l'Amérique : l'Amérique peut changer. Notre Union peut être perfectionnée. » Page 4

### Les vaincus

La défaite de John McCain laisse le Parti républicain divisé. Les mots du perdant : « Il n'y a plus aucune raison maintenant pour les Américains de ne pas choisir leur citoyen. » L'anne Sarah Palin devenue un tonnerre. Page 8

### Le contexte

Face à la crise économique qui obsède les Américains, le candidat républicain a paru déconcentré, sans stratégie. Race : la fin du grand tabou. Page 6

### Le scrutin

Pour la première fois depuis Jimmy Carter en 1976, un démocrate remporte la majorité absolue des voix dans l'ensemble du pays. Page 8

### Renforts électoraux

Les « Latinos » : on dit les Américains d'origine hispanique acquis majoritairement aux républicains. Ils ont voté massivement pour Barack Obama. Ohio : les démocrates l'emportent dans l'un des États-clés. Page 9

### Et maintenant...

La gestion de la crise économique ne peut attendre le 20 janvier 2009, jour de l'entrée en fonction du nouveau président. L'équipe candidate de la transition. Les cinq dossiers principaux. Page 10

### Dans le monde

L'espoir d'une nouvelle ère dans les relations internationales s'exprime dans de nombreux pays. Sarkozy : « Une énergie nouvelle ». Israël regrette Bush mais espère trouver un nouvel « aïdi ». Russie : quel changement ? Chine : une « nouvelle période historique ». Pages 11 et 12

Jean-Louis Fournier  
Oh, on va, page 1  
PRIX FEMINA 2008  
Stock

M 0047 - 1106 - F - 1,30 €

Les années Obama correspondent à une série de bouleversements, pour les médias, pour *Le Monde*, et pour les Etats-Unis. L'avènement du numérique constitue un changement de paradigme et oblige notamment toute la presse à revoir son modèle économique. Hubert Beuve-Méry a créé *Le Monde* pour en faire un journal indépendant et en particulier à l'égard de toutes les puissances de l'argent. Et voilà que près de 70 ans plus tard, le journal est racheté par trois investisseurs privés. De l'autre côté de l'Atlantique, l'élection de Barack Obama est comme un aboutissement pour l'Amérique. Ce pays qui se veut un modèle universel par sa constitution a commencé par accepter et justifier l'esclavage puis la ségrégation. L'Amérique s'est cependant battue à mort contre elle-même pour reconnaître aux Noirs les mêmes droits qu'aux Blancs. L'élection d'un Noir à la présidence est la preuve que l'Amérique est aujourd'hui une vraie démocratie, quelles que puissent être ses limites et celles de ce symbole vivant qu'est Barack Obama. Est-ce la fin du *Monde* de Beuve-Méry ou celui-ci peut-il se réinventer tout en conservant son indépendance et son goût de la critique, notamment en ce qui concerne les Etats-Unis, même face à un président afro-américain qui l'a conquis ? Nous verrons dans ce chapitre comment le journal connaît une rupture dans la continuité et couvre avec passion la mandature d'Obama, exceptionnelle malgré tout. Nous examinerons de quelle manière il décrit cette hyperpuissance isolée qui redevient une simple mais attractive superpuissance.

## **101 Le Monde : rupture dans la continuité**

L'histoire tourmentée du *Monde* se poursuit sous la présidence d'Eric Fottorino, avec une crise à nouveau très forte, et la faillite qui pointe à nouveau à l'horizon. Mais cette fois-ci, rien ne sera plus comme avant.

### **La crise, le rachat, la fin de l'autocontrôle et le départ d'Eric Fottorino**

Ayant pris les rênes du journal depuis le début 2008, Eric Fottorino met en œuvre un nouveau plan de redressement du journal et revoit la maquette en créant notamment les pages planètes dédiées aux « grands phénomènes globaux qui, du réchauffement climatique (avec ses conséquences économiques et sanitaires) à la course aux matières premières, des flux migratoires à l'explosion urbaine, de la sécurité alimentaire à la lutte contre les pandémies, donnent la couleur et le visage du monde de demain »<sup>1234</sup>. Le service planète est créé à cet effet, fortement aidé par le service international et en particulier par les correspondants à l'étranger. Les Etats-Unis qui se sont longtemps opposés au niveau fédéral à toute contrainte mais qui sont aussi dans certains Etats comme la Californie, à la pointe de la lutte contre le dérèglement climatique par exemple, sont une importante source d'inspiration et d'information pour les pages planète. Par ailleurs, la page deux est remaniée, « consacrée à de très brèves informations, dans l'esprit du *What's News* du *Wall Street Journal* »<sup>1235</sup>. Eric Fottorino, comme il le déclare lui-même ne s'occupe guère de la couverture et du suivi en général des Etats-Unis par *Le Monde*<sup>1236</sup>. Cela ne l'empêche pas de suivre en particulier l'élection présidentielle américaine et d'écrire un éditorial pour célébrer la nouvelle de l'élection d'un président afro-américain. Plus généralement, les quelques articles d'Eric Fottorino concernant les Etats-Unis, datent

---

<sup>1234</sup> Eric Fottorino, « Bienvenue sur notre planète », *Le Monde*, 23/09/2008.

<sup>1235</sup> Eric Fottorino, *Mon tour du « Monde*, Gallimard, Paris, 2012, p. 437.

<sup>1236</sup> Echange avec Eric Fottorino du 10/06/2015.

des années Bush fils et Obama<sup>1237</sup>. Ils sont souvent en première page, en particulier lorsqu'il s'agit d'éditoriaux et sont plutôt longs<sup>1238</sup>. Il y présente un pays ami et qui fait rêver. Sous Bush, il critique la politique étrangère américaine et son intransigeance et déplore les limites de la démocratie américaine et de l'Etat de droit aux Etats-Unis. Sous Obama au contraire il célèbre l'ouverture de la politique étrangère et de la démocratie américaine. Il décrit un pays en crise économique et note l'intervention de l'Etat pour y remédier. Dans l'enthousiasme de l'élection d'Obama, Eric Fottorino remarque la baisse des discriminations raciales et les actions entreprises à cet effet aux Etats-Unis. Il présente un pays durablement marqué par le 11 septembre, mais aussi (avec l'élection d'Obama), un pays confiant dans son modèle social et d'intégration, un pays sûr de lui mais pas arrogant. Dans un éditorial, il fait le point sur les cent premiers jours d'Obama. Dans ce dithyrambe, il expose cependant en filigrane son scepticisme quant à l'Amérique en général ou en tout cas sur celle qui ne se réclame pas d'Obama, empreint d'une part d'utopisme : « S'il veut incarner une rupture à l'échelle de l'espoir qu'il soulève [...], alors la voie est claire et la tâche immense pour le président : à lui d'emmener son pays, et partant, le reste de la planète, vers un Etat de droit mondial, vers une régulation suprême car supranationale [...]. Pour ce faire, il faudra mettre en sourdine l'*America first* [...et] convaincre la société américaine »<sup>1239</sup>. Eric Fottorino ne revient plus guère ensuite sur l'Amérique dans les colonnes du journal. Ce n'est sans doute pas sa préoccupation première.

Le directeur-écrivain célèbre les soixante-cinq ans du *Monde* le 18 décembre 2009 avec enthousiasme. Il pense alors pouvoir redresser le journal en dépit de ses graves difficultés, comme cela a été fait à maintes reprises auparavant : « Plus de 20 000 numéros après le début de l'aventure engagée par Hubert Beuve-Méry le 18 décembre 1944 [...], notre journal se sent plus vivant et vibrant que jamais. Non pas que nous ignorions les menaces qui pèsent sur la presse écrite à l'heure de la crise qui malmène la publicité, tandis que l'éclatement des supports de l'information détourne du papier une part significative des lecteurs [...]. Nous allons continuer de chercher en marchant le modèle éditorial et économique de l'avenir »<sup>1240</sup>. La crise effectivement est double. Il ne s'agit plus simplement d'une de ces crises cycliques qui touchent la presse à chaque décennie et qui se traduisent en particulier par une chute des recettes publicitaires. Cette fois-ci, avec l'avènement du numérique, c'est tout le modèle éditorial et économique de la presse écrite qui est remis en question. *Le Monde* a toujours eu du mal à se réformer, mais aculé à la faillite, il a toujours réussi en dernier ressort à se reprendre, se réorganiser, se relancer et à sauvegarder son modèle moyennant quelques renoncements. La rédaction sacrifie ainsi nombre de directeurs. Puis le journal finit par recourir à des réductions d'effectifs et à renoncer à la propriété de ses locaux pourtant difficilement acquise par Hubert Beuve-Méry. Il accepte ensuite l'entrée d'investisseurs extérieurs minoritaires. Trop lourdement endetté, malgré le dernier plan social de 130 départs dont 70 journalistes, le journal ne parvient pas à faire face seul à ses échéances et son directeur doit se résoudre à ouvrir à nouveau le capital du journal. Mais cette fois, le besoin de recapitalisation est tel que les actionnaires internes ne pourront rester majoritaires. C'est la fin annoncée de l'autocontrôle.

Le 3 juin 2010, Eric Fottorino explique dans un éditorial l'ouverture d'une opération de recapitalisation d'un genre particulier car il s'agit en réalité d'un

---

<sup>1237</sup> 3 articles d'Eric Fottorino sélectionnés dans le corpus.

<sup>1238</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1239</sup> Eric Fottorino, « Confiance », *Le Monde*, 29/04/2009.

<sup>1240</sup> Eric Fottorino, « Avec vous », *Le Monde*, 18/12/2009.

rachat<sup>1241</sup>. Moins d'un mois plus tard, il dévoile le nom des repreneurs prévus<sup>1242</sup>. Enfin, le 2 novembre 2010, *Le Monde* change de main comme l'explique son directeur avec des mots lourds de sens : « La poursuite d'une aventure éditoriale commencée en 1944 et qui se poursuivra sous les auspices d'une pérennité économique assurée : ce sont les premiers mots qui s'imposent pour saluer la recapitalisation réussie de notre maison. Mardi 2 novembre, MM. Pierre Berger, Xavier Niel et Matthieu Pigasse sont officiellement devenus actionnaires majoritaires du Groupe Le Monde à travers la structure dite Le Monde Libre, qu'ils contrôlent à 100% »<sup>1243</sup>. Il n'a peut-être pas relevé en écrivant ces mots, que « Le Monde Libre » ne rimait pas avec « contrôlent à 100% ». Il est vrai qu'une solution est trouvée pour conserver une minorité de blocage aux actionnaires internes. Seul l'avenir dira dans quelle mesure l'indépendance de la rédaction est préservée. En attendant, cette recapitalisation a une conséquence inattendue : le Conseil de surveillance du groupe Le Monde met fin le 15 décembre 2010 au mandat d'Eric Fottorino qui quitte définitivement le journal en février 2011. Il l'annonce alors dans un éditorial intitulé « Au revoir et merci »<sup>1244</sup>, dans lequel il souhaite beaucoup de succès à son successeur, Erik Izraelewicz. Puis il remercie pour leurs efforts quelques journalistes dont il a été proche, Laurent Greilsamer, le biographe d'Hubert Beuve-Méry ainsi qu'Alain Frachon, Sylvie Kauffmann qui furent l'un après l'autre ses directeurs de la rédaction et André Fontaine, qui l'a recruté, et qui se trouvent être les journalistes les plus fins connaisseurs des Etats-Unis et les plus ouverts à ce pays. Simple coïncidence ou fascination inavouée pour l'Amérique ? Sans-doute sait-il aussi simplement reconnaître le talent. Eric Fottorino écrit en 2017 pour la première fois un livre sur les Etats-Unis, à l'occasion de l'élection du successeur d'Obama, intitulé : *Pourquoi Trump ?* Journaliste et écrivain, il est l'auteur pratiquement d'un livre par an depuis *Le festin de la terre* en 1988. Ces deux activités sont sûrement difficiles à mener de concert. Quoi qu'il en soit, il persévère doublement et fonde avec Laurent Greilsamer notamment, l'hebdomadaire *le 1* qu'il lance en avril 2014. Entre temps, en 2012, il écrit *Mon tour du Monde*, son histoire au sein du journal, histoire de vingt-cinq années au bout desquelles une page s'est tournée définitivement.

En effet, si le 11 septembre 2001 a marqué l'entrée de l'Amérique dans le 21<sup>e</sup> siècle, le 2 novembre 2010 marque la fin du XX<sup>e</sup> siècle pour *Le Monde*. Le journal de Beuve-Méry, fier de son indépendance et de son modèle capitalistique perd d'un coup son originalité avec la perte du contrôle majoritaire du journal par les personnels. C'est la fin d'une forme d'exception française. Odile Benyahia-Kouider écrit : « Le fin de ce *Monde* était inéluctable [...]. *Le Monde* a gagné quelques années de liberté par rapport à *Libération*, et encore plus par rapport au *Figaro*. Peut-être est-ce le signe que la véritable indépendance de la presse quotidienne généraliste ne pourra plus être dans le papier »<sup>1245</sup>. Eric Fottorino, revenant sur la question dans son *Tour du Monde*, note : « *Le Monde* a rejoint la cohorte de ces titres renommés dont le sort est désormais lié au capital et au bon vouloir des capitaines d'industrie ou de finance »<sup>1246</sup>. Serge Halimi, plus sévère encore, écrit dans *Le Monde diplomatique*, filiale à 51% du journal : « Faute de nouveaux mécènes, *Le Monde* fut vendu. Et, peu après, Fottorino fut révoqué par les nouveaux actionnaires qu'il avait lui-même intronisés [...]. Avocat de la mondialisation

<sup>1241</sup> Eric Fottorino, « A nos lecteurs », *Le Monde*, 03/06/2010.

<sup>1242</sup> Eric Fottorino, « A nos lecteurs », *Le Monde*, 28/06/2010.

<sup>1243</sup> Eric Fottorino, « Ecrire une nouvelle page », *Le Monde*, 03/11/2010.

<sup>1244</sup> Eric Fottorino, « Au revoir et merci », *Le Monde*, 10/02/2011.

<sup>1245</sup> Odile Benyahia-Kouider, *Un si petit Monde*, Paris, Fayard, 2011, pp. 281-282.

<sup>1246</sup> Eric Fottorino, *Mon tour du « Monde*, op.cit., p. 537.



heureuse, *Le Monde* en est devenu la proie »<sup>1247</sup>. Est-ce donc la fin de l'indépendance de la rédaction ?

C'est assurément la fin d'un modèle d'indépendance de la rédaction fondé sur la propriété du journal par ceux qui le créent. *Le Monde* se retrouve avec un modèle capitalistique et directorial qui s'inspire de celui des grands journaux américains comme le *New York Times* ou le *Washington Post*.

### **La mise en place d'une direction bicéphale à l'américaine**

Depuis le rachat du *Monde* par le trio Berger-Niel-Pigasse, une nouvelle direction du journal et du groupe a été mise en place. Elle inverse la hiérarchie, mais conserve la distribution des rôles. Il y a toujours un directeur gestionnaire et un directeur éditorial. Le premier, qui porte le nom de directeur de la publication, a autorité sur la gestion du journal et c'est tout. Le second, qui porte le nom de directeur du journal, a autorité sur les questions rédactionnelles ou éditoriales et pas sur la gestion. Il y a une claire séparation des tâches. L'un comme l'autre rendent compte au Conseil de surveillance du groupe *Le Monde*. Mais si le premier est nommé simplement par le Conseil, la nomination du second doit être validée par un vote de plus de 60% des rédacteurs. Donc a priori, il y a une vraie séparation entre la mission du directeur de la publication, c'est-à-dire les questions de gestion, et celle du directeur du journal. De plus, ce dernier est en principe indépendant et ne peut être choisi sans l'aval de ses pairs. Cependant, à l'évidence, si au quotidien les questions éditoriales peuvent être décidées en toute indépendance des questions de gestion, sur le moyen et long terme, impossible de faire des choix éditoriaux sans aborder la question des moyens disponibles et leur affectation. La séparation entre les deux fonctions est donc partielle et assez théorique. Ainsi, le directeur du journal recrute les journalistes. Mais il ne peut le faire que grâce à un budget accordé par le directeur de la publication. En d'autres termes, l'indépendance effective du directeur de journal et par conséquent de la rédaction suppose que le directeur de la publication et le Conseil de surveillance jouent le jeu.

Ce principe d'organisation est celui qui préside au fonctionnement des grands journaux américains. Et cela fonctionne, non pas grâce à un profond respect mutuel, mais grâce à un profond intérêt mutuel (ce qui n'exclue pas le respect). La rédaction et le directeur éditorial ont besoin du Président Directeur Général et des actionnaires pour que le journal ait les moyens de vivre. Ces derniers ont besoin que l'indépendance du journal soit avérée et reconnue pour que son exploitation économique soit optimale et que sa valeur soit maximale. Cet équilibre fonctionne bien pour les plus grands journaux américains tels le *New York Times* ou le *Washington Post*, ou le *Guardian* et le *Times* au Royaume Uni. Même Rupert Murdoch respecte l'indépendance éditoriale de la rédaction du *Wall Street Journal*, fondement de la valeur et de la rentabilité de cette entreprise de presse acquise pour près de 5 milliards de dollars. Toutefois, cet équilibre et ce respect de l'indépendance éditoriale est loin d'être général pour la presse anglo-saxonne.

Seulement en France, cette tradition d'équilibre des pouvoirs et d'intérêt bien compris entre actionnaires et rédaction n'existe guère. La presse française a été épurée en 1944. Suite aux ordonnances de la Libération et notamment celle du 30 septembre 1944, la presse de la collaboration, elle-même issue de la presse d'avant-guerre, accusée d'avoir été trop dépendante d'intérêts privés, est supprimée et remplacée par la presse de la résistance, censée être indépendante et impartiale. L'exemple emblématique est le quotidien *Le Temps*, ancêtre du *Monde*. Le journal

---

<sup>1247</sup> Serge Halimi, « Vingt années qui ont changé *Le Monde* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2012.

est créé par Auguste Nefftzer en 1861 et a comme mot d'ordre : « Produire un maximum de vérité sous un minimum de gouvernement ». Il devient par sa rigueur et son souci de qualité et de vérité, sans doute le meilleur journal français de la III<sup>e</sup> République, en tout cas le journal de référence. Il le devient tellement que le Quai d'Orsay ne se contente plus de l'informer mais finit par l'inspirer fortement, en particulier son « Bulletin de l'étranger », sorte d'éditorial de politique étrangère en première page, tant et si bien qu'il passe à l'étranger pour le journal officieux de la République française. Il n'est dès lors plus neutre. Par ailleurs, en 1929, le journal est racheté en secret par un consortium d'une vingtaine de patrons sous l'égide de François de Wendel, le président du Comité des forges. Le secret ébruité influence notablement l'image de la presse en France. Comme l'explique Patrick Eveno, « cette mainmise alimente l'idée que la presse est vendue et qu'elle obéit aux ordres du grand capital »<sup>1248</sup>. Hubert Beuve-Méry pour lequel la question de l'indépendance de la presse et son impartialité est l'une des passions, la développe lors d'une conférence des ambassadeurs, le 24 mai 1956. Ces conférences doivent leur dénomination non pas à un parterre d'ambassadeurs devant lesquels elles se tiennent mais au Théâtre des Ambassadeurs dans lequel elles ont lieu. Sirius observe que si la presse nationale est loin d'être une activité économique toujours très profitable, elle n'a guère de difficulté à trouver des capitaux. Dès lors se pose la question de la raison pour laquelle tant de capitaux sont attirés vers la presse. Le capital fonctionne par intérêt, rarement par philanthropie. « Force est bien de supposer que le plus souvent l'argent ainsi placé apparemment à fonds perdus est en réalité de l'argent qui rapporte... sur d'autres tableaux, le tableau politique par exemple » explique alors le fondateur du *Monde*<sup>1249</sup>.

La prise de contrôle du *Monde* par trois investisseurs privés qui ne disposent pas d'une majorité absolue – il demeure temporairement une minorité de blocage – et qui assurent vouloir respecter l'indépendance et l'impartialité de la rédaction, ne manque donc pas de susciter des interrogations. Tout l'enjeu est de savoir si ce système qui respecte l'indépendance éditoriale de la rédaction fonctionnera durablement. Cela dépend pour une large part des trois actionnaires. Ils annoncent vouloir respecter cette indépendance et il n'y a pas de raison d'en douter. Cependant, deux d'entre eux ont fait des remarques sur le contenu du journal que l'on peut interpréter comme des consignes éditoriales implicites. Cela a lieu lors des révélations par *Le Monde* dans l'affaire dite SwissLeaks, comme l'explique *Le Parisien* : « Le président du Conseil de surveillance du *Monde*, Pierre Berger, a réprouvé mardi les méthodes des journalistes de ce quotidien dans le scandale de fraude fiscale de HSBC Suisse. Une enquête sur laquelle un autre coactionnaire du *Monde*, Matthieu Pigasse, a déjà émis des réserves : Ce n'est pas pour ça que je leur ai permis d'acquérir leur indépendance »<sup>1250</sup>. Le directeur du journal Gilles Van Kote prend alors la défense de sa rédaction et réaffirme son indépendance éditoriale : « On peut toujours avoir des discussions [...]. Mais ce sont des décisions qui sont d'ordre éditorial et qui sont donc du ressort de la direction du journal »<sup>1251</sup>. Bien malin qui peut dire si cette indépendance et ce fragile équilibre sont durables ou pas. Jean-Marie Colombani qui sait de quoi il parle, explique : « Aujourd'hui, les nouveaux actionnaires du *Monde* n'interviennent pas sur le contenu éditorial. Mais

---

<sup>1248</sup> Patrick Eveno, *Les médias sont-ils sous influence*, Paris, Larousse, 2008, p. 65.

<sup>1249</sup> Hubert Beuve-Méry, *Du Temps au Monde ou la presse et l'argent*, Paris, Conférences des ambassadeurs, 1956, p. 9

<sup>1250</sup> « SwissLeaks, Pierre Berger, actionnaire du Monde, le taxe de populisme », *Le Parisien*, 10/02/2015.

<sup>1251</sup> *Ibid.*

suyant le mot de Thucydide qu'aimait à rappeler Mitterrand, tout homme va au bout de son pouvoir. On verra donc ce qui adviendra »<sup>1252</sup>.

Etait-il possible qu'il en advint autrement ? Hubert Beuve-Méry a étudié et envisagé différentes autres solutions : « Ne pourrait-on imaginer que la propriété des biens fût assumée de façon désintéressée soit par une vaste société de lecteurs, chacun fournissant régulièrement sa contribution, soit par une sorte de fondation, comme il en existe tant aux Etats-Unis »<sup>1253</sup>. Il a finalement choisi par la force des choses la solution de l'autocontrôle par la rédaction, qui présentait de nombreux avantages mais ne fonctionnait que tant que le journal restait bénéficiaire, les personnels ne pouvant effectuer de significatifs apports de capitaux. Jean-Marie Colombani a lui-même envisagé la solution de la fondation à l'américaine, ce qui nécessitait toutefois une évolution de la législation française. Plus récemment, un économiste a fait de nouvelles propositions dans un livre à succès intitulé *Sauver les médias*<sup>1254</sup>, inspirées notamment de la réussite de *Médiapart*.

Pour autant, l'indépendance et l'impartialité des médias ne dépendent pas que du rapport de force entre actionnaires et rédaction. Elles dépendent de la réussite économique sans laquelle aucune indépendance n'est durablement possible, et – on l'oublie trop souvent – de l'indépendance des médias et des journalistes face à toutes les sources de revenus – dont la publicité – ou encore face aux sources d'information car l'information peut être vendue ou marchandée. Bref, l'indépendance et l'impartialité des médias dépendent de la réaction de leur rédaction face à toutes les tentatives d'influence auxquelles tout pouvoir est soumis puisque les médias forment dit-on le quatrième pouvoir. Enfin, la liberté des médias dépend de leur volonté et de leur capacité à ne pas se limiter au politiquement correct, au conformisme. Tocqueville écrit, parlant de la démocratie, qu'« en Amérique, la majorité trace un cercle formidable autour de la pensée. A l'intérieur, l'écrivain est libre. Mais malheur à lui s'il ose en sortir »<sup>1255</sup>. Et cela a un lien avec l'argent car les clients, lecteurs ou annonceurs, n'apprécient pas loin s'en faut, que l'on transgresse cette règle. L'indépendance et l'impartialité des médias dépendent donc de la volonté, de la rigueur, de l'exigence et d'un certain courage éditorial qui demeurent quoi qu'on en dise un combat quotidien. A cet égard donc, une longue tradition d'indépendance et d'impartialité est une force, mais elle n'est pas suffisante. Rien n'est jamais définitivement gagné pour assurer le triomphe de la vérité comme le rappelle ce pessimiste actif qu'est Hubert Beuve-Méry : « Un maximum de vérité réclamait Auguste Nefftzer. On est puissant dès qu'on est dans le vrai répondait M. Thiers. Est-il encore possible après tant d'occasions perdues et de forces gaspillées de mobiliser en France au-dessus des coteries et des complots cette puissance du vrai ? »<sup>1256</sup>

C'est en tout cas ce que proposent de faire les nouveaux actionnaires du *Monde* en mettant en place la nouvelle équipe de direction.

---

<sup>1252</sup> Entretien avec Jean-Marie Colombani, *op.cit.*

<sup>1253</sup> Hubert Beuve-Méry, *Du Temps au Monde ou la presse et l'argent*, *op.cit.*, p. 17.

<sup>1254</sup> Julia Cagé, *Sauver les médias : capitalisme, financement participatif et démocratie*, Paris, Seuil-La république des idées, 2015, 128 p.

<sup>1255</sup> Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, Tome 1*, Paris, Flammarion, 1981 p. 353.

<sup>1256</sup> Hubert Beuve-Méry, *Du Temps au Monde ou la presse et l'argent*, *op.cit.*, p. 19.

## Un directeur de la publication et une succession de directeurs du journal ouverts sur l'Amérique

Les actionnaires décident pour piloter le journal de constituer un tandem. *Le Monde* a donc dorénavant un directeur chargé de la gestion, président du directoire et directeur de la publication, nommé simplement par les actionnaires et un autre chargé du contenu, directeur du journal, choisi aussi par les actionnaires mais confirmé par la rédaction.

Louis Dreyfus

Un directeur de la publication est donc nommé en décembre 2010. Il s'agit de Louis Dreyfus. Né en 1970, diplômé d'HEC et de la London School of Economics, il démarre chez Hachette Etats-Unis une longue carrière de gestionnaire dans les médias. Il passe à *La Provence*, à *Libération* où il est Directeur général et cogérant, à *L'Obs* et enfin aux *Inrockuptibles* en 2008 avant de devenir Président du directoire du *Monde* fin 2010. A ce titre, il est responsable de la gestion du journal et en tant que président du directoire, il est directeur de la publication et donc responsable pénalement de son contenu. Les actionnaires décident de nommer un directeur éditorial du journal, appelé directeur du journal qui est responsable devant eux de son contenu éditorial et pas de sa gestion contrairement au président du directoire.

Louis Dreyfus s'inquiète donc de l'adaptation du modèle économique du *Monde* à son époque, et en particulier aux contraintes économiques et aux attentes des lecteurs à l'ère numérique. Les Etats-Unis sont à cet égard un exemple intéressant voire une source d'inspiration pour le journal, à travers leurs grands journaux et en particulier le *New York Times* auquel *Le Monde* fait volontiers référence. Pour le président du directoire du *Monde*, la tendance lourde et planétaire de la presse est la baisse des ventes en kiosque. Les Américains ne sont pas particulièrement en avance par rapport à la France, ainsi explique-t-il : « Le *New York Times*, comme *Le Monde*, a réussi son passage du print au digital »<sup>1257</sup>. Le grand journal américain est cependant une source d'inspiration : le documentaire « Les gens du *Monde* » est né suite à une visite qu'il avait faite avec Erik Izraelewicz en 2008/2009 au *New York Times* et à leur documentaire sur leur journal : « Inside the *New York Times* ». La stratégie « freemium » sur le numérique (mur d'informations partiellement payant) a été initiée par le *New York Times* puis reprise par *Le Monde*. De même, le magazine M est l'héritier du T, le magazine du *New York Times*. Mais ce n'est pas toujours le cas. Lorsqu'Erik Izraelewicz devient directeur du *Monde*, le *Huffington Post* dépasse en audience le site du *New York Times*. Cela a amené *Le Monde* à nouer un partenariat avec le *Huffington Post* et non avec son grand confrère newyorkais. Le *Washington Post* est aussi très intéressant, mais il a fortement baissé depuis quinze ans. Sans doute, depuis son rachat par Jeff Bezos, cela change. On peut faire un parallèle avec Xavier Niel. Seulement, il est encore trop tôt pour l'évaluer. Par ailleurs, contrairement au *Washington Post*, le *New York Times* ne souhaite pas se coordonner avec d'autres journaux et ne participe donc pas au Consortium International de Journalisme d'Investigation (ICIJ). La répartition mondiale se fait par défaut entre les grands acteurs de la presse écrite : *Le Monde* s'occupe ainsi de la France et de l'Afrique. Pour augmenter le lectorat, la cible naturelle du *Monde* est la francophonie.

Financièrement, le *New York Times* semble très fragile pour Louis Dreyfus. Son actionariat a beaucoup bougé ces derniers temps. Mais rien ne dit que cela a eu des conséquences sur le journal. *Le Monde* a les mêmes difficultés. La différence,

---

<sup>1257</sup> Entretien avec Louis Dreyfus, *op.cit.*

c'est que les Américains ont vu naître chez eux des *pure players*, c'est-à-dire des journaux uniquement sur internet plus puissants qu'en France. Il semble que *Le Monde* ne considère pas *Médiapart* comme un rival significatif. Pourtant, ce dernier avec 130 000 abonnés annoncés pour 2017 est tout sauf négligeable, et il est largement bénéficiaire ce qui implique qu'il a trouvé un modèle économique viable. Globalement, les ventes varient en fonction de l'actualité, mais les ventes globales de la presse écrite demeurent légèrement orientées à la baisse, bien que le magazine M gagne de nouveaux lecteurs.

En ce qui concerne le contenu, Louis Dreyfus a la conviction que l'identité du journal passe par un traitement riche de la vie internationale, et en particulier des Etats-Unis. Aujourd'hui, explique-t-il, la couverture de l'Amérique par le journal est bonne avec des correspondants à Washington, New York, San Francisco et un bureau qui vient d'ouvrir à Los Angeles. Il a même l'impression que le traitement par *Le Monde* de la vie aux Etats-Unis s'est accru. De plus, la présence des équipes du journal aux Etats-Unis alimente les nouveaux supports du journal, en particulier *M*. Les Etats-Unis offrent selon lui pour ce type de magazine un important champ d'investigation. Là encore, selon Louis Dreyfus, le *New York Times* n'a pas sur *Le Monde*, une avance considérable. L'évolution vers l'univers payant dans le numérique avec le freemium lui semble inéluctable, mais la qualité des contenus doit être comprise et perçue. « Ceux qui survivront sont ceux qui auront investi dans les contenus ». Les journaux qui ne réussiront pas à se développer, devront se replier sur des marchés de niche. Le papier est une niche, haut de gamme, qui va durer. Mais *Le Monde* n'envisage pas de recruter une nouvelle audience sur le papier. Une autre évolution venue du *New York Times* est la publicité dite native. Cette forme de publicité qui s'apparente au publi-reportage en moins intrusif, consiste à développer des contenus rédactionnels sur des thématiques correspondantes à celles de la publicité. *Le Monde* suit cette évolution, elle est très intéressante pour les recettes publicitaires, mais le risque est de tromper le lecteur. « Les formats *native* sont donc intéressants, mais il faut être très prudent ». Sinon, l'organisation de l'espace au *New York Times* semble très classique pour Louis Dreyfus. *Le Monde* a un retard sur le passage à l'image. « On a besoin d'inventer une écriture audiovisuelle ». *Le Monde* se lance ainsi dans une démarche d'*open-innovation*, avec comme idée : comment cultiver le statut de vieille dame et cultiver la curiosité ? Louis Dreyfus a ainsi une vision très large de sa mission, même s'il la distingue bien de la direction rédactionnelle.

Erik Izraelewicz

Les actionnaires du *Monde* nomment alors, pour compléter le Président du directoire, Eric Izraelewicz comme directeur le 7 février 2011. Sa nomination est ratifiée sans difficulté par la rédaction avec près de 74% des voix. Né en 1954, Izra, comme il est appelé au *Monde*, est diplômé d'HEC, du Centre de Formation des Journalistes et titulaire d'un doctorat d'économie. Il démarre sa carrière de journaliste à l'Usine nouvelle, poursuit à *L'Expansion* en 1981. En 1985, il participe à la création de *La Tribune de l'Economie* et y reste une année. Il entre au *Monde* en 1986, recruté par André Fontaine, comme Eric Fottorino. Il intègre alors le service économie dont il devient chef adjoint puis chef en 1989, hissé par André Fontaine qui a remarqué son immense talent. Il donne à l'économie une nouvelle dimension au sein du journal, notamment en développant la place accordée à la vie des entreprises. Il part un an comme correspondant à New York fin 1993, puis devient rédacteur en chef. En 2000, il quitte *Le Monde* pour *Les Echos*, puis il devient directeur de la rédaction en 2007 et mène alors le combat pour l'indépendance et

contre le rachat par Bernard Arnault<sup>1258</sup>. C'est un échec qui renforce sa stature d'homme volontaire, compétent et défenseur de l'indépendance des médias. Il quitte alors *Les Echos* et rejoint *La Tribune* comme directeur de la rédaction avant de revenir comme directeur du *Monde* en février 2011.

Homme de gauche, *business friendly* comme le qualifient ses collègues, il est ouvert à l'Amérique, sachant mettre en valeur ses points forts tout en ne l'épargnant pas de ses critiques. Les articles concernant les Etats-Unis d'Erik Izraelewicz datent d'avant son départ pour *Les Echos*<sup>1259</sup>. Ils sont situés en première page, pour les éditoriaux, ou en pages économiques<sup>1260</sup>. Ils sont autant de taille moyenne que longue. Il y décrit une superpuissance qui souhaite la paix mais qui défend vigoureusement ses intérêts et ceux de ses alliés. Il présente un pays favorable au libre-échange dans le monde, mais dont l'économie connaît d'importantes difficultés avec en particulier un grave déficit commercial et budgétaire. Il décrit aussi un pays dont les infrastructures et le système éducatif manquent cruellement d'investissement public. Il relève l'importance persistante des disparités sociales et la profondeur des questions communautaires et raciales aux Etats-Unis. Il évoque la violence du combat électoral dans cette démocratie et l'importance des politiques répressives de police et de justice. Enfin, il décrit dans ses articles un pays inquiet de la crise économique qu'il traverse mais qui lutte pour maintenir sa puissance. Il est aussi l'auteur de plusieurs livres dont *Le capitalisme Zinzin*, en 1999, qui obtient le prix du livre de l'économie. « Erik Izraelewicz avait accédé aux places les plus éminentes sans rien de ce qu'il convient, prétendument, de déployer pour cela : la naissance, la manipulation ou les trucs de bateleur. Non, lui, c'était le travail, le travail, le travail, plus le talent, plus les idées, plus l'art du scoop, plus l'intelligence aiguë des situations, plus cet ingrédient indéfinissable qui vous obligeait à reconnaître, parfois en râlant, qu'il était le meilleur »<sup>1261</sup>. Mais un triste jour, le travail a emporté cet homme aimé et respecté de tous, collaborateurs, lecteurs, responsables politiques et économiques, terrassé par un infarctus, au siège du journal, au milieu du *Monde*, le 27 novembre 2012.

Natalie Nougayrède

Après avoir demandé à Alain Frachon d'assurer l'intérim, les actionnaires choisissent Natalie Nougayrède pour succéder à Erik Izraelewicz. Ce choix est confirmé par près de 80% des rédacteurs et elle est officiellement nommée directrice du *Monde* pour un mandat de six ans par le Conseil de surveillance à l'unanimité le 6 mars 2013. Née en 1966, diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Strasbourg puis du Centre de Formation des Journalistes, elle commence peu après, en 1991, sa carrière de journalistes à *Libération*. Elle part comme correspondante du journal en Tchécoslovaquie ainsi que pour la BBC, puis dans le Caucase ainsi que pour RFI<sup>1262</sup> cette fois-ci. Elle entre au *Monde* en 1996, comme pigiste en Ukraine et en Russie, devient correspondant à Moscou, puis correspondant diplomatique basée à Paris. Ses articles ne sont guère appréciés du Quai d'Orsay où Bernard Kouchner<sup>1263</sup>

---

<sup>1258</sup> Homme d'affaires français, propriétaire et PDG du groupe de luxe Louis Vuitton Moët Hennessy.

<sup>1259</sup> 2 articles d'Erik Izraelewicz sélectionnés dans le corpus.

<sup>1260</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1261</sup> Sophie Gherardi, Marie-Beatrice Baudet, Françoise Fressoz, Serge Marti, « Erik Izraelewicz : *Le Monde* perd son directeur », *Le Monde*, 28/11/2012.

<sup>1262</sup> Radio France Internationale

<sup>1263</sup> Cofondateur de Médecins sans frontières et ministre français des affaires étrangères de 2007 à 2010.

l'ostracise<sup>1264</sup>. Pourtant elle reçoit en 2005 le prix Albert Londres pour ses reportages sur la Tchétchénie et sur la prise d'otages de l'école de Beslan en Ossétie du Nord.

Natalie Nougayrède apprécie les Etats-Unis qu'elle connaît bien pour y avoir vécu enfant et y retourne régulièrement. C'est un pays dans lequel elle compte de nombreuses relations et amis. Devenue journaliste, correspondante diplomatique puis directrice du *Monde*, elle s'est constitué un bon réseau de contact avec des officiels américains, et notamment avec l'ambassade à Paris. C'est explique-t-elle une nécessité dans ce métier<sup>1265</sup>. Elle se dit intéressée par la complexité et l'histoire des Etats-Unis. C'est aussi le cas pour l'Europe ou la France. Mais elle n'est pas pour autant fascinée par les Etats-Unis. Elle ne trouve pas qu'il y ait une infériorité des Européens par rapport aux Américains. Pour elle, les Européens ont beaucoup plus en commun avec les Américains qu'avec la Chine ou de n'importe quel autre grand pays. En tant que citoyenne, elle trouve que les Etats-Unis ont un rôle fondamental à jouer, aux côtés des autres démocraties. C'est une conviction. Même si « tout ce que font les Américains ne nous concerne pas ». Elle se dit très intéressée par la culture démocratique américaine. Ainsi, le mécanisme de contre-pouvoir est inscrit dès l'origine. Sur les mœurs, « il y a de grandes différences avec nous ». La peine de mort et le rôle de la religion sont pour elle des marqueurs très forts. C'est une différence d'histoire. Il n'y a rien de plus difficile à comprendre que l'histoire et la culture des autres. Pour autant, « il faut être confiants et tranquilles dans nos valeurs ». Elle est pour l'abolition de la peine de mort, mais n'en fait pas reproche aux Américains.

En ce qui concerne la ligne éditoriale du journal sur les Etats-Unis, elle estime que *Le Monde* est dans son rôle et ses valeurs en défendant l'abolition de la peine de mort ou quand il parle de la torture. Il ne faut pas y mettre plus d'émotion. Elle raconte que le journaliste qui l'a plus touchée sur le traitement de l'Amérique est Claire Tréan. Cette dernière, journaliste au service international dont elle fut chef adjointe, a fait des articles au milieu et à la fin des années 1990 sur les Etats-Unis. Tout semblait alors aller très bien entre l'Amérique et l'Europe. Mais il y avait quand même des problèmes et Claire Tréan le montre dans ses articles. Ainsi la façon dont les Etats-Unis veulent empêcher la création de la cour pénale internationale, en 1998, alors qu'ils ont aidé la création du Tribunal Pénal International en Yougoslavie. Pour Natalie Nougayrède, les articles de Claire Tréan sont très importants car ils montrent les dissonances entre les Etats-Unis et l'Europe, leurs origines et leurs motifs.

Le traitement de l'Amérique par *Le Monde* est très contrasté toujours selon Natalie Nougayrède. Cela vient du positionnement politique du journal. Sa lecture de l'évolution de la ligne du journal et notamment de ses directeurs vis-à-vis des Etats-Unis est très intéressante. Pour elle, Hubert Beuve-Méry est éloigné des Etats-Unis, ne s'y sent pas à l'aise les deux fois où il y séjourne. Il ne s'agit pas d'un antiaméricanisme primaire, mais d'un refus de l'atlantisme. Puis sous Fauvet, on trouve selon elle un tiers-mondisme, un refus de l'Amérique à son apogée, jusqu'au milieu des années 1980. Ce directeur a d'après elle des sympathies pour l'URSS sans pour autant être aligné sur Moscou. Quand est publié *L'archipel du Goulag*<sup>1266</sup>, *Le Monde* critique Soljenitsyne. Ensuite, Natalie Nougayrède explique que le mandat d'André Fontaine modifie la ligne, qui devient plus atlantiste. Les années 1990 y sont propices car elles sont une période où l'on croit que la démocratie va se répandre à travers la planète. Vient le 11 septembre. Le premier élan, avec en particulier l'éditorial de Jean-Marie Colombani est pour elle très satisfaisant. Elle laisse de côté

---

<sup>1264</sup> « *Le Monde* et le ministère des affaires étrangères », *Le Monde*, 04/09/2008.

<sup>1265</sup> Entretien avec Natalie Nougayrède, *op.cit.*

<sup>1266</sup> Alexandre Soljenitsyne, *L'Archipel du Goulag*, Paris, Seuil, 1974.

la question de l'opportunité de l'invasion de l'Irak par George Bush, notant simplement que *Le Monde* prend part avec raison à la recherche de la vérité sur la pratique de la torture par les Etats-Unis. Selon elle, le traitement d'Obama par *Le Monde* n'est ni très critique, ni complaisant, par exemple sur les émeutes raciales. Le journal est maintenant, selon elle, dans une phase de maturité, de prise en compte sereine du poids de la France aux Etats-Unis qui n'a plus rien à voir avec celui qu'elle avait dans les années 60.

Les articles de Natalie Nougayrède sur les Etats-Unis dans *Le Monde* datent pour l'essentiel des années Bush fils et Obama jusqu'à son départ du journal<sup>1267</sup>. Ils se situent en Une, en page deux ou dans les premières pages internationales. Ils sont pour la plupart longs. Elle y décrit un pays avec lequel la France a une grande et vieille amitié, qui se manifeste par des liens solides, notamment une alliance, qui dépassent les périodes d'incompréhension. Elle présente dans ses articles la politique étrangère des Etats-Unis comme celle d'une superpuissance protectrice de la liberté et engagée dans la lutte contre le terrorisme. Natalie Nougayrède remarque aussi que les relations avec l'Amérique sont parfois compliquées car elle défend fermement ses intérêts, mais elles sont préservées malgré tout. Elle reconnaît que dans leur réaction suite au 11 septembre, les Etats-Unis s'affranchissent parfois des règles de droit voire de certains principes démocratiques. Finalement, ils demeurent pour elle un pays puissant, sûr de lui mais aussi dominateur.

Ainsi, Natalie Nougayrède tout en sachant se démarquer des Etats-Unis et les critiquer le cas échéant, est probablement le directeur le plus atlantiste de l'histoire du journal, comme elle la dépeint elle-même.

Elue triomphalement à la direction du *Monde*, première femme à ce poste dans un journal au lectorat mixte, mais longtemps dirigé, voire écrit uniquement par des hommes, elle dérange vraisemblablement certaines habitudes solidement ancrées. Inconnue à son avènement, elle est sûrement moins armée qu'Erik Izraelewicz pour résister à la pression gestionnaire du Président du directoire, Louis Dreyfus et des actionnaires. Son caractère et sa manière de diriger ne l'aident sans doute pas non plus à faire passer un plan draconien de réorganisation interne mal négocié, afin que la rédaction s'adapte à la baisse de régime du *print* et à la montée du *web*. Cela dit, elle ne vient qu'allonger la longue liste des directeurs du *Monde* qui durent partir victimes du refus des plans de réorganisation du journal. Après une grave crise interne de près de trois mois, elle démissionne le 14 mai 2014 de ses fonctions de directrice, estimant ne plus avoir les moyens d'exercer ses responsabilités. Elle est depuis éditorialiste au grand quotidien britannique le *Guardian*. Les actionnaires et le Président du directoire apprennent aussi à l'occasion à mieux comprendre la rédaction du journal. Il apparaît ainsi nettement enfin que depuis le rachat du journal, le poste de directeur est celui d'un médiateur entre la rédaction et les actionnaires.

Gilles Van Kote

Les actionnaires nomment alors un directeur par intérim, Gilles Van Kote. Né en 1963, diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et du Centre de Formation des Journalistes, il est embauché peu après la fin de ses études en 1985 au *Matin de Paris* comme journaliste au service sport. Il rejoint en 1987 le journal *Le Sport* jusqu'en 1992 avec un long intermède comme freelance. Il participe ensuite à la création de l'agence de presse sportive Alinea. Il entre au *Monde* en 2000 comme chef adjoint du service sport. Il en devient chef en 2003, puis change et devient chef adjoint du service société en 2005, puis chef adjoint du service sciences et

---

<sup>1267</sup> 4 articles de Natalie Nougayrède sélectionnés dans le corpus.



environnement qui évolue et devient le service planète en 2006. Il est par ailleurs président de la société des rédacteurs de 2009 à 2011 et vice-président du Conseil de surveillance du *Monde* de 2009 à 2014. Il est désigné le 28 mai 2014, deux semaines après la démission de Natalie Nougayrède, directeur du *Monde* à titre intérimaire par les trois actionnaires.

Gilles Van Kote a un profil de journaliste sportif acquis pendant vingt ans auquel s'ajoute la connaissance des questions environnementales. Il explique qu'il connaît donc les Etats-Unis sous des angles classiques<sup>1268</sup>. Il a fait un stage de deux mois dans une chaîne de télévision à Des Moines dans l'Iowa en 1984. A l'époque, les Etats-Unis sont considérés comme très modernes, très en avance pour la télévision avec notamment beaucoup de chaînes. Il est étonné à l'époque par un fonctionnement très administratif de cette chaîne de télévision. Il retourne par la suite à de nombreuses reprises aux Etats-Unis pour couvrir le sport, dont les jeux olympiques d'Atlanta et de Salt Lake City, puis sur l'environnement, mais moins souvent. Il garde de ces séjours des amis américains avec lesquels il a toujours des relations suivies. Il n'a guère eu le temps d'établir des relations avec l'ambassade américaine. Il observe que Natalie Nougayrède qui l'a précédé était « plus versée aux questions internationales, et elle était fille de diplomate ». Il est, explique-t-il d'une génération marquée par l'empreinte américaine notamment en musique. C'est pour lui un univers assez familier. Les Etats-Unis ont une image, en dehors des questions de politique internationale, de pays très fort, très dominateur avec certaines dérives, comme en sport la dérive business et dopage. Il explique : « L'histoire est ambivalente. Mais au final, nous sommes malgré tout amis et même très proches ». Dans *Le Monde*, selon lui, il y a une fascination pour les Etats-Unis, notamment culturellement et économiquement et une méfiance voire un mépris pour eux et pour les Américains, notamment par rapport au port d'armes et à la peine de mort. « Nous sommes américanisés dans le mode de vie mais pas tant que ça dans le mode de pensée ».

Il y a bien selon lui une ligne éditoriale du *Monde*, qui concerne notamment le traitement des Etats-Unis. Elle n'est pas dite clairement et s'est transmise de génération en génération : ainsi le journal n'est l'otage d'aucun camp. Il a comme valeurs l'humanisme, la liberté d'expression, l'honnêteté. La position du *Monde* est différente de celles du *Figaro* et de *Libération*. Ainsi sur un aspect qui prend de plus en plus d'importance, l'environnement, la ligne du *Monde* est qu'il est nécessaire d'aborder sérieusement la question de sa protection et les Etats-Unis ne donnent pas l'exemple.

Au lendemain d'un épisode très tendu de l'histoire du journal puisqu'il y a un conflit ouvert entre la direction et la rédaction, Gilles Van Kote réussit à apaiser tout le monde. Son profil de journaliste sportif, a priori éloigné des luttes idéologiques et de l'opposition entre service international et service politique, y contribue sûrement. Ancien président de la société des rédacteurs, il bénéficie à ce titre de la confiance de la rédaction. Son profil davantage sportif et moins politique, peut-être aussi moins intellectuel, change par rapport aux précédents directeurs du *Monde*. Mais il ne démérite pas à son poste – il entreprend notamment la mise en place de la matinale du *Monde*, lancée le 11 mai 2015<sup>1269</sup> et est apprécié par ses équipes. Pourtant au bout d'un an et demi, les actionnaires qui auraient pu considérer le provisoire comme définitif, choisissent d'organiser une consultation pour nommer un directeur et il n'est pas retenu malgré sa candidature. L'affaire des SwissLeaks intervenue entre temps n'a officiellement rien à voir avec cette décision. Il est avéré cependant que le traitement du journal de cette affaire a fortement déplu à deux des trois actionnaires

---

<sup>1268</sup> Entretien avec Gilles Van Kote, *op.cit.*

<sup>1269</sup> Gilles Van Kote, « *Le Monde* lance sa matinale », *Le Monde*, 11/05/2015.

et que Gilles Van Kote a pris clairement la défense de la rédaction. Cet incident n'explique sans doute pas le remplacement de Gilles Van Kote, mais il est peu probable qu'il ait été totalement étranger à cette décision.

## Jérôme Fenoglio

Un appel à candidature est donc organisé suite auquel trois candidats internes se présentent, Gilles Van Kote, Christophe Ayad, chef du service international et Jean Birnbaum, responsable du supplément *Le Monde* des livres. Mais les actionnaires ne retiennent aucun des trois et annoncent à la surprise générale le 15 avril 2015 que leur choix se porte sur Jérôme Fenoglio, alors numéro deux du journal, directeur des rédactions. Les rédacteurs rejettent ce choix le 13 mai suivant. Jérôme Fenoglio prend alors le temps de faire le tour de la rédaction pour expliquer son projet pour le journal et cette dernière finit par valider le choix des actionnaires à plus de 68% le 30 juin 2015.

L'ironie de l'histoire est que son profil possède d'importantes similarités avec celui de Gilles Van Kote dont il était le bras droit et quelques différences aussi, en particulier son expérience du magazine *Le Monde* et du numérique. Ce dernier reste au journal et devient directeur délégué en charge du développement. Né en 1966, diplômé de l'École Supérieure de Journalisme de Lille, Jérôme Fenoglio entre au *Monde* à la fin de ses études en 1991 comme journaliste au service sport. Il passe en 1997 au service société dont il devient le chef en 1999. Il va ensuite au service science puis devient rédacteur en chef adjoint du *Monde 2* en 2007. Il est ensuite grand reporter puis rédacteur en chef du monde.fr et enfin directeur des rédactions aux côtés de Gilles Van Kote en 2014.

Il découvre l'Amérique comme journaliste, alors au service sport, et y fait plusieurs reportages. Il y va notamment pour la coupe du monde de football en 1994, pendant près de sept semaines et y reste ensuite quatre semaines de plus pour ses congés soit près de deux mois et demi. Il y séjourne aussi pour suivre les Jeux olympiques d'Atlanta en 1996. De même, reporter en sciences, suivant notamment les questions d'astronomie, il accompagne l'agence spatiale européenne en Floride pour assister à des décollages de navette. Il a à ce titre des relations avec la NASA et le correspondant cosmos de la Maison Blanche. L'Amérique est un pays, explique-t-il, qui le fascine et qui l'intéresse beaucoup<sup>1270</sup> : « Il y a deux continents qui m'attirent : l'Amérique et l'Asie d'Extrême-Orient ». L'Amérique est selon lui, un pays dans lequel il faut aller au-delà des clichés, c'est un pays très complexe qui stimule et fait réfléchir. Jérôme Fenoglio dit qu'il aime la géographie et pour lui, les Etats-Unis sont un pays « géographique » car très grand. « Tout devient un voyage car il y a une forte relation avec l'espace ». Selon lui, le sport américain type est le baseball, avec son aspect statistique, long. Chaque poste y est très spécialisé. Il faut être le meilleur à chaque fois. Il est impressionné par le geste du lanceur au baseball. C'est pareil que pour le rapport au travail, il faut faire son activité à fond. De même, à ses yeux, les journaux américains ont une approche très professionnelle, ce qui ne les empêche pas de se tromper ou de suivre Georges W. Bush. « On a en France un rapport plus relationnel ». Il lui semble cependant que quelque chose est en train de changer aux Etats-Unis. Il y a une radicalisation, sous l'influence du Tea Party. C'est l'électorat le plus conservateur. Tout se grippe, c'est la fin des politiques bipartisanes. Il y a aussi une arrivée d'argent en très grande quantité, qui influence maintenant les élections. Pour autant, il a regardé en famille les épisodes de la série *The West Wing* sur la vie à la Maison Blanche car il aime les Etats-Unis. Il explique que l'on se positionne aujourd'hui moins pour ou contre les Etats-Unis qu'il y a trente

---

<sup>1270</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, *op.cit.*

ans. Il y a selon lui moins d'idéologie aujourd'hui, notamment dans la jeunesse. « Autrefois, il y avait deux camps ».

Au sein du *Monde*, explique son directeur, les choses ne sont pas très différentes. Jean-Marie Colombani trouvait que sa rédaction était très antiaméricaine. Il y avait alors une coupure forte entre les atlantistes et les tiers-mondistes. « Il avait dit qu'il s'attendait à une forte réaction vis-à-vis de son édito – Nous sommes tous Américains – ce qui ne fut d'ailleurs pas vraiment le cas ». A titre personnel, Jérôme Fenoglio a bien reçu l'éditorial de Colombani, « c'était un éditorial malin. Il y avait l'émotion ressentie, c'était un tout petit peu provoquant ». Il dit l'assumer sans aucune difficulté. Il explique cependant qu'il a aussi aimé la page de Baudrillard sur le 11 septembre que Jean-Marie Colombani a moins aimé. Aujourd'hui, selon lui, c'est différent. *Le Monde* ne peut pas se permettre de rater la couverture des Etats-Unis. Ainsi, « l'élection présidentielle américaine sera l'enjeu majeur de l'année 2016 ». L'arrivée des jeunes, les nouvelles rubriques : technologies, numérique changent les choses. Dans ces activités, les acteurs majeurs sont aux Etats-Unis. Pour le directeur du *Monde*, il y a moins de réticence aujourd'hui au journal vis-à-vis des Etats-Unis pour toutes ces raisons. Par ailleurs, explique-t-il, « il est évident que lorsqu'un grand évènement mondial intervient, l'avis de Washington est important. Il y a une dimension particulière, avec Berlin aussi un peu. Les Etats-Unis sont un immense laboratoire ». Il raconte qu'il a dit à Corine Lesnes qu'elle est correspondante du *Monde* aux Etats-Unis en Californie, mais aussi vers l'avenir. Le programme de Jérôme Fenoglio est lui aussi tourné vers l'avenir, le numérique, le mobile, la vidéo et le déménagement du journal dans ses nouveaux locaux près de la gare d'Austerlitz<sup>1271</sup>.

Ainsi constituée, la direction bicéphale du *Monde* doit lui permettre d'affronter au mieux les difficultés d'un monde médiatique en rapide évolution face au numérique.

## Un journal en transition

Avec cette nouvelle révolution technologique que constitue le numérique, le *web* n'est pas seulement un nouveau format qui s'est ajouté à l'ancien, le papier que l'on appelle le *print*. Avec le numérique, la presse change de paradigme.

Internet et la transformation inachevée de la vieille institution

*Le Monde* comme la plupart des journaux s'est adapté à internet au travers notamment de la création du monde.fr. Seulement, l'arrivée d'internet ne crée pas simplement un nouveau support pour la presse, elle constitue une révolution autour de l'information. Celle-ci qui jusqu'alors était comptée où en tout cas nécessitait un effort de recherche parfois long et fastidieux, est maintenant disponible instantanément et partout, pour peu que l'on bénéficie d'une connexion internet. Ce qui est compliqué, c'est de faire le tri entre vraies et fausses informations, entre essentiel et subsidiaire, superficiel ou anecdotique. La masse d'information est telle qu'il faut donc sélectionner, analyser et synthétiser. Il y a là une grande place pour les médias. Et ce qui ne change pas, c'est qu'il faut toujours donner envie aux lecteurs de venir consulter le journal. Les médias ont intégré par étapes les nouvelles technologies comme la radio puis la télévision. Bien sûr il y a maintenant internet et les sites des journaux et de nouveaux acteurs uniquement sur internet que l'on

---

<sup>1271</sup> Frédérique Roussel, « Jérôme Fenoglio, monsieur tout le *Monde* », *Libération*, 1/07/2015.

appelle les *pure players*. Mais ce qui change profondément, c'est qu'avec le numérique, le monde des médias ne se contente pas d'évoluer, il se réinvente en permanence avec notamment l'apparition des réseaux sociaux. Tout cela transforme la nature même du rapport de l'individu avec les médias et l'information. L'influence de l'Amérique, berceau du numérique, est immense en ce domaine. La presse y est la première touchée par la révolution de l'information. C'est aussi pour une large part des Etats-Unis que les nouveaux médias sont inventés. D'où la demande de Jérôme Fenoglio à Corine Lesnes, en plus d'observer la société américaine depuis la Californie, d'être l'œil du *Monde* sur les développements de l'innovation dans cet immense laboratoire que sont les Etats-Unis.

Au-delà des nouveaux systèmes, des nouvelles idées, des nouvelles technologies, la presse et *Le Monde* sont à la recherche d'un nouveau modèle économique adapté à cette nouvelle donne alors que le modèle traditionnel est à bout de souffle, les ventes de journaux papier ne cessant de baisser de même que les recettes publicitaires. Le journal lancé dans cette course à l'innovation et à l'adaptation, lance aussi des expérimentations. Ainsi, la rubrique Pixels, lancée en 2014, dont le slogan est « chroniques des révolutions numériques », est créée par Damien Leloup avec un montage original. Elle dispose d'un modèle économique propre, un peu américain, dit son initiateur, c'est-à-dire comme une mini start-up internet. L'équipe compte quatre journalistes et un commercial, un graphiste, un intégrateur de publicité. Le projet de rubrique a été construit avec un business plan sur la base de revenus publicitaires essentiellement. Il y a séparation par principe entre création éditoriale et publicité. Mais, explique Damien Leloup<sup>1272</sup>, « il y a de la communication, un peu dans l'idée du *native advertising*, en particulier chez Vox Media ». A ce stade, Pixels n'a que peu recours à la vidéo qui reste encore chère. Pixels est ainsi une rubrique laboratoire au sein du journal. De même, au-delà du monde.fr, le journal expérimente de nouvelles plateformes d'information, comme Périscope (ponctuellement), Instagram (sans doute davantage adapté au magazine) ou encore Snapchat dans lequel *Le Monde* a lancé sa propre édition en septembre 2016<sup>1273</sup>. Dans tous les cas, explique Damien Leloup, le journal veut rester maître de ses contenus ce qui n'est pas toujours évident. Ainsi, raconte-t-il, « *Le Monde* a été échaudé par la censure de Facebook sur un article que le journal avait mis en ligne via le réseau social avec une photo de Femen aux seins nus ». *Le Monde* s'adapte donc et cherche à rester dans le mouvement, tant sur la forme, sur le fond qu'en ce qui concerne le modèle économique. A ce stade, un modèle fondé uniquement sur la publicité, comme le *Guardian*, paraît très incertain, sans compter le problème survenu depuis peu des bloqueurs de publicité. A l'inverse, un modèle fonctionne, fondé uniquement sur des abonnements, comme *Mediapart*. Mais il paraît plus difficile pour un média généraliste comme *Le Monde* qui se veut ouvert et facile d'accès. Damien Leloup qui s'est penché sur la question pour Pixels, explique qu'en ne se limitant qu'à des abonnements, le journal prendrait le risque de perdre beaucoup de lecteurs et répondrait vraisemblablement moins à sa vocation d'information. Finalement, *Le Monde* suit un modèle mixte, comme la plupart des grands journaux américains, avec notamment le système *freemium*, impliquant un abonnement à partir de plus de 10 consultations mensuelles, à cheval entre l'ouverture totale du *Guardian* et la fermeture à tous les non-abonnés de *Mediapart*. Pour autant il n'a pas fini d'évoluer et son équilibre demeure encore précaire alors que les ventes de papier continuent de baisser rapidement.

---

<sup>1272</sup> Entretien avec Damien Leloup, *op.cit.*

<sup>1273</sup> M. Szadkowski et J.-G. Santi, « Découvrez la première édition du *Monde* sur Snapchat Discover », *Le Monde*, 14 septembre 2016.

Il y a aussi une question de rythme de l'information. Ce n'est pas nécessairement nouveau, la presse avait déjà depuis longtemps ses journaux du matin et du soir. La radio et la télévision ont accentué la question. Mais avec internet, l'information arrive en permanence. Damien Leloup explique qu'il y a plusieurs profils de lecteurs. Il y a les boulimiques de l'information qui veulent l'avoir en temps réel. Mais ils ne sont qu'une minorité de lecteurs. La majorité veut l'information le matin et le soir seulement, et une partie d'entre eux à l'heure du déjeuner. La courbe de fréquentation du site monte le matin, atteint un sommet vers 9-10h, avant de redescendre pour remonter et atteindre un nouveau sommet, plus petit, vers 14h pour redescendre et remonter et atteindre un dernier sommet vers 22h30. Le journal doit donc en tenir compte pour répondre aux attentes de ses lecteurs. Le lancement de la matinale, que le numérique permet, en est un parfait exemple. De même, l'analyse fine des attentes des lecteurs, que le numérique facilite considérablement, montre que les lecteurs consomment de l'information. Certains sujets ont beaucoup de succès et d'autres moins. Il y a un grand intérêt pour les questions de société fortes, par curiosité. C'est pareil pour l'information sensationnelle, *the breaking news*, comme disent les Américains, telle que les *Panama papers*. Le ressort classique est la peur. Tous les sujets anxiogènes ont du succès. A l'inverse, les sujets peu surprenants marchent peu. Les sujets très abstraits, génériques, marchent peu non plus. Les tests de jeux vidéo marchent peu au *Monde*. Ces observations, explique Damien Leloup, demeurent une science bien inexacte. Mais les responsables de rubrique en tiennent compte, comme pour la rubrique Pixels.

En ce qui concerne les Etats-Unis, l'arrivée du numérique n'a pas amené un changement quantitatif majeur dans le traitement de l'information par *Le Monde*. L'évolution du nombre d'articles dépend essentiellement de l'actualité et tend à augmenter légèrement. La couverture humaine du pays, c'est-à-dire le nombre de correspondants du *Monde* sur place, a aussi augmenté. Mais le rôle des agences de presse, qui fournissent l'information brute, les brèves en particulier, a beaucoup progressé. Tout cela est disponible en temps réel sur internet. La presse s'est adaptée. Daniel Vernet explique que l'on privilégie maintenant les grands papiers<sup>1274</sup>. *Libération* est sans doute le journal en France qui est allé le plus loin dans ce domaine. Il y a aussi une autre conséquence. L'information étant disponible sur de nombreux médias, la place du *Monde* autrefois centrale, a beaucoup perdu de son importance et de sa singularité. Michèle Carteron, longtemps attachée auprès du porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, explique que *Le Monde* n'est plus l'institution, le journal de référence comme autrefois<sup>1275</sup>. Aucun concurrent n'a pris sa place, simplement les journaux n'ont plus aujourd'hui l'influence qu'ils avaient auparavant. Et l'ambassade américaine réagit moins aux prises de position du journal vis-à-vis des Etats-Unis. Pour sa communication, elle utilise de plus en plus d'autres médias que la presse, comme les réseaux sociaux. De même, Alan Riding, longtemps chef du bureau du *New York Times* à Paris raconte qu'autrefois, le grand journal newyorkais définissait l'agenda politique des Etats-Unis et *Le Monde* aussi en France, mais peut-être dans une moindre mesure<sup>1276</sup>. Tout cela a bien évidemment profondément changé.

Le numérique amène ainsi une profonde révolution au sein du monde de l'information et du *Monde* tout court. Il conduit le journal à participer à la mondialisation du travail journalistique en coopération avec différents médias, souvent des journaux.

---

<sup>1274</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

<sup>1275</sup> Entretien avec Michèle Carteron, ancienne *Senior information and press specialist* (attachée de presse) à l'ambassade des Etats-Unis à Paris, le 12/05/2015.

<sup>1276</sup> Entretien avec Alan Riding, *op.cit.*

## L'affaire WikiLeaks

WikiLeaks est une organisation non gouvernementale, informelle, qui se présente comme un média international et une bibliothèque de documentation. Son but est la révélation via internet de documents inaccessibles en temps normal, parce que censurés ou classés secrets, sur les guerres, la corruption, l'espionnage notamment ainsi que des analyses politiques et sociales. Elle se veut un havre pour les lanceurs d'alerte. L'organisation a été créée en 2006 par Julian Assange, un australien adepte de la transparence de l'information officielle. En juillet 2010, WikiLeaks diffuse via trois partenaires de la presse, le *New York Times*, le *Guardian* et *Der Spiegel*, des informations militaires secrètes américaines sur l'Afghanistan. En octobre, *Le Monde* se joint à ces trois premiers journaux pour diffuser de nouvelles informations reçues par WikiLeaks, issues du Pentagone, sur la guerre en Irak. Et à partir du 28 novembre, *Le Monde* et ses partenaires auxquels s'est associé *El Pais*, commencent la diffusion de documents issus du Département d'Etat reçus par WikiLeaks. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de quelques documents militaires secrets mais de près de 250 000 courriers diplomatiques américains. Ils contiennent des courriers secrets, mais aussi et pour l'essentiel des échanges internes et donc privés du Département d'Etat. La correspondance diplomatique est en général rendue publique au bout de vingt ans par les gouvernements concernés, ce qui est le cas normalement aux Etats-Unis. La publication de tels documents qui relèvent du domaine privé du ministère américain des affaires étrangères, et qui peuvent contenir des informations susceptibles de mettre en péril certains de ses employés, n'est pas anodine. *Le Monde* explique ainsi sa décision de publier : « A partir du moment où cette masse de documents a été transmise, même illégalement, à WikiLeaks, et qu'elle risque de tomber dans le domaine public, *Le Monde* a considéré qu'il relevait de sa mission de prendre connaissance de ces documents, d'en faire une analyse journalistique, et de les mettre à la disposition de ses lecteurs »<sup>1277</sup>. La masse d'information est telle qu'elle nécessite tout un travail de sélection, d'analyse, et de synthèse avant publication. Il est aussi nécessaire de vérifier que les informations publiées ne contiennent pas d'éléments, de noms en particulier, qui pourraient mettre en danger la vie des personnes concernées. Chaque journal travaille sur les questions qui l'intéressent, le traitement de chacun complète celui des autres d'autant qu'ils sont tous de pays différents et ont des compétences différentes. *Le Monde* a ainsi traité plus spécialement les documents concernant l'Afrique. Ces documents sont particulièrement intéressants car ils présentent un portrait du monde vu des diplomates américains, réputés bénéficier de la meilleure information disponible à l'échelle de la planète. Yves Eudes qui a traité avec Julian Assange pour la publication des documents par *Le Monde* explique qu'il est favorable à une transparence éclairée qui accepte comme seule limite ce qui pourrait mettre en danger physique, des gens<sup>1278</sup>. Cela est différent de la transparence absolue voulue par WikiLeaks. Dans un premier temps, Assange accepte cette limite. Mais les relations se tendent peu à peu avec les différents journaux concernés qui demandent de garder leur exclusivité afin de valoriser leur travail journalistique et de ne rien publier qui puisse mettre en danger quelqu'un.

---

<sup>1277</sup> Sylvie Kauffmann, « Pourquoi et comment publier ces documents ? », *Le Monde*, 30/11/2010.

<sup>1278</sup> Natasha Bugie, Valeria Lytkina, Jules Ogier, « Interview de Yves Eudes du 25/11/2011 », Travaux encadrés au Lycée Condorcet, 2011/2012.

Assange finit par tout publier en septembre 2011. La rupture est alors consommée entre WikiLeaks et ses cinq partenaires<sup>1279</sup>.

Cette affaire marque une étape pour le journal qui va développer cette activité de dossiers ou d'enquêtes mondiales réalisées avec comme partenaires les grands médias internationaux, c'est-à-dire ses homologues. Elle correspond parfaitement aux attentes de ses lecteurs, au rôle qu'il entend jouer sur la scène médiatique mondiale et renforce son aspect de journal de référence au moment où il en a bien besoin. Pourtant, cette affaire demeure gênante. La diffusion d'informations confidentielles, c'est-à-dire obtenues illégalement, est légitime si elle aboutit à la révélation d'une vérité cachée des citoyens et les concernant, et ce au mépris de la démocratie. Mais dans le cas de WikiLeaks, il s'agit plutôt de documents de travail privés du Département d'Etat, qui allaient de toute façon être diffusés ultérieurement et qui peuvent par leur diffusion précoce mettre en péril la vie d'autrui. De son côté, Gilles Van Kote conclut : « Pour les grandes affaires qui sortent, comme WikiLeaks ou la NSA, se pose la question de l'attitude des médias par rapport aux lanceurs d'alerte. Sur WikiLeaks, la question peut paraître plus ambiguë : le rôle des médias et notamment du *Monde* a été là la sélection et la validation, ne pas tout publier, vérifier, authentifier. Mais à partir du moment où une information sort, on ne peut pas l'ignorer »<sup>1280</sup>. Le journal devient dès lors un acteur important dans la publication de ce type de d'affaire.

Les grands dossiers et enquêtes gérés à l'échelle planétaire et l'ICIJ

*Le Monde* a participé à plusieurs grandes enquêtes internationales depuis 2010, associé à des partenaires étrangers dont la plupart de ceux concernés par WikiLeaks. Elles en déclinent souvent le nom. L'expérience et l'assise internationale acquises par le journal sont bien utiles. D'ailleurs, nul n'en conteste la légitimité bien que certains lanceurs d'alertes et journalistes aient subi des poursuites judiciaires. C'est ainsi le cas des LuxLeaks. Cette affaire porte sur la révélation le 5 novembre 2014 d'accords fiscaux secrets entre le gouvernement du Luxembourg et un certain nombre de grandes entreprises internationales et qui reviennent à du dumping fiscal, c'est-à-dire à l'attribution d'avantages fiscaux indus<sup>1281</sup>. Cette affaire fait suite à une grande enquête internationale menée par des journalistes de plusieurs grands médias de différents pays du monde associés autour de l'*International Consortium of Investigative Journalism*, ICIJ. Cet organisme, basé à Washington, est une organisation à but non lucratif dont l'objet est d'enquêter sur le crime organisé, la corruption et les abus de pouvoir de dimension transnationale. Will FitzGibbon, lui-même journaliste salarié de l'ICIJ, explique qu'une grande partie de l'activité de l'ICIJ consiste à collaborer mondialement avec des journalistes d'investigation<sup>1282</sup>. La solution est d'avoir des partenaires partout. La difficulté est de trouver la juste mesure entre la qualité et l'audience. *Le Monde* est selon lui, une bonne combinaison des deux. L'ICIJ travaillent avec tous les médias, ainsi en Grande Bretagne avec le *Guardian* et la *BBC*. En France, l'ICIJ travaille avec *Le Monde* et *Médiapart*. Pour Will FitzGibbon, « *Le Monde* suit clairement l'information internationale. C'est l'une des grandes voix des médias en Europe ». Le journal a

---

<sup>1279</sup> Yves Buchet de Neuilly, « WikiLeaks, les médias et la diplomatie », *Genèse 2014/1*, p. 150.

<sup>1280</sup> Entretien avec Gilles Van Kote, *op.cit.*

<sup>1281</sup> Anne Michel, « Evasion fiscale : Tout sur les secrets du Luxembourg », *Le Monde*, 05/11/2014.

<sup>1282</sup> Entretien avec Will FitzGibbon, journaliste à l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), le 03/06/2015.

selon lui un impact sur les gouvernements en particulier, en Europe. Il est en charge notamment de l'Afrique. « *Le Monde* a une très grande expérience à travers l'Afrique ». L'ICIJ a été créé en 1997, sur la base d'une organisation plus ancienne, mais purement américaine, le Center for Public Integrity, dont le but était le même, mais à l'intérieur des frontières des Etats-Unis. Il est financé par des mécènes et le grand public. Le principe est que chaque partenaire apporte des moyens journalistiques, ce qui permet d'effectuer des enquêtes longues et internationales, le tout avec la coordination de l'ICIJ.

Le journal a trouvé son intérêt dans ce travail commun organisé par l'ICIJ avec nombre d'autres médias et journalistes du monde entier. Il a su montrer son dynamisme, son expertise à la plus grande satisfaction de ses partenaires. Il a su s'ouvrir aussi, ce qui n'allait pas forcément de soi. David Kaplan, directeur du réseau mondial de journalistes d'investigation, et ancien directeur de l'ICIJ explique que la collaboration des journalistes du *Monde* avec ses collègues de l'ICIJ était importante. Elle a montré que *Le Monde* peut être innovant et qu'il est capable de travailler avec des groupes extérieurs. « Il y a dix ans, je ne pense pas que *Le Monde* aurait envisagé ce genre de projet »<sup>1283</sup>. Avec l'ICIJ, le journal a participé à d'autres grandes enquêtes comme les Offshore Leaks publiées le 4 avril 2013, qui permettent après quinze mois d'enquête la révélation de nombreux comptes dans des paradis fiscaux impliquant corruption et fraude fiscale<sup>1284</sup>. Il y a aussi les SwissLeaks, affaire de fraude fiscale et de blanchiment d'argent organisée par la filiale suisse de la banque HSBC. *Le Monde* est même cette fois-ci à l'origine de cette enquête, publiée le 2 février 2015<sup>1285</sup>. Il y a encore les Panama Papers, affaire d'évasion fiscale massive autour du cabinet Mossack Fonseca, publiée le 4 avril 2016<sup>1286</sup>. Les ambiguïtés de l'affaire WikiLeaks sont maintenant oubliées. Nul ne conteste la légitimité de ces grandes enquêtes internationales de journalistes d'investigation, dans lesquelles *Le Monde* est engagé. Longtemps, le *New York Times* reste fermé à cette idée de coopération organisée – il avait pourtant accepté de publier aux Etats-Unis les câbles diplomatiques de WikiLeaks – il préfère alors travailler seul de son côté. Il s'en est néanmoins rapproché très récemment.

Cela montre bien que l'ouverture du *Monde* à cette idée de coopération internationale n'était pas gagnée d'avance. Il ne peut que s'en féliciter aujourd'hui.

### *Le Monde*, les universitaires et les think tanks

La coopération avec l'extérieur ne s'arrête pas aux médias entre eux. *Le Monde* a une longue tradition d'ouverture à des plumes universitaires pour des papiers, souvent sur des questions de fond. Hubert Beuve-Méry fait ainsi appel à Etienne Gilson, du Collège de France. Parfois ce sont les universitaires qui envoient des papiers que le journal choisit ou non de publier. *Le Monde*, en tant que journal de référence, avec un souci important des relations internationales, est proche de la communauté des experts, explique Justin Vaïsse<sup>1287</sup>. Cependant, *Le Monde* n'a pas de tradition de coopération organisée avec une université ou un laboratoire

---

<sup>1283</sup> Entretien avec David Kaplan, directeur du Global Investigative Journalism Network (GIJN) et ancien directeur de l'International Consortium of Investigative Journalists (ICIJ), le 31/08/2015.

<sup>1284</sup> Anne Michel, « Opération Offshore Leaks : Comment *Le Monde* a enquêté sur le scandale des paradis fiscaux », *Le Monde*, 04/04/2013.

<sup>1285</sup> Serge Michel, « SwissLeaks, les coulisses d'une investigation mondiale », *Le Monde*, 08/02/2015.

<sup>1286</sup> Aymeric Janier, « Panama Papers ou la face cachée de l'évasion fiscale », *Le Monde*, 04/04/2016.

<sup>1287</sup> Entretien avec Justin Vaïsse, le 30/06/2017.



académique ou encore avec ces organismes médiateurs que sont les think tanks. Ces laboratoires d'idées produisent des études et des propositions, essentiellement dans le domaine des politiques publiques, dans un dessein d'intérêt général. Ils sont en général à but non lucratif et sont financés pour partie par des dons et pour partie par des contrats pour le compte de grandes administrations, entreprises ou ministères. Ils sont apparus à l'orée du XX<sup>ème</sup> siècle dans les pays anglo-saxons, sont très développés aux Etats-Unis en particulier. Le plus grand, la Brookings Institution, a été créée à Washington en 1916. On en compte plus de 6000 dans le monde aujourd'hui dont près de 2000 rien qu'aux Etats-Unis. Ils sont parfois engagés politiquement, parfois apolitiques. Ils servent beaucoup aux Etats-Unis de lien voire de relai entre le monde académique et le monde politique et alimentent largement les médias. La France en compte moins de 200<sup>1288</sup>. Le principal est l'Institut Français des Relations Internationales, créé en 1979 par Thierry de Montbrial<sup>1289</sup>. Il y a aussi l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques et de nombreux autres qui traitent des relations internationales et des Etats-Unis même si ce n'est le cas que d'une partie des think tanks français seulement, sans compter les think tanks étrangers que *Le Monde* consulte parfois aussi. Cependant, « la relation du *Monde* avec les think tanks est opportuniste et occasionnelle, en toute indépendance, aussi bien avec les think tanks français qu'américains »<sup>1290</sup> explique Louis Dreyfus. On peut lire régulièrement des articles sur les Etats-Unis venus du monde académique et des think tanks dans le journal. De même, nombre d'éditorialistes du *Monde* ou de correspondants à Washington, comme Sylvie Kauffmann et Alain Frachon prennent soin de nouer des relations étroites avec les membres les plus éminents des différents think tanks, français ou étrangers et en particuliers américains comme Thierry de Montbrial de l'IFRI en France ou Richard Haass du Council on Foreign Relations aux Etats-Unis<sup>1291</sup>. Les think tanks ont même eu pendant quelques temps leur page dans la rubrique idées sur lemonde.fr, mais elle a disparu depuis. *Le Monde* se méfie de l'influence des grandes fondations privées qui financent certains think tanks, même s'il en bénéficie parfois lui-même comme pour le financement du *Monde Afrique* par la fondation Gates qui en est partenaire.

Malgré ces quelques liens, *Le Monde* n'a guère établi à ce jour de liens solides et durables avec les think tanks ni avec le monde académique et réciproquement. Cela ne semble pas être pour lui une priorité. Il y a aussi en ce domaine un vrai retard français par rapport aux Etats-Unis.

Ainsi, le journal porté par la révolution numérique, connaît une longue phase de transition, à la recherche d'un nouveau modèle viable. Cela passe par une coopération plus grande avec les autres grands acteurs du journalisme international, ce que *Le Monde* semble réussir et aussi par une forme de coopération avec le monde académique et les think tanks qui est encore plutôt timide voire balbutiante. Heureusement, le journal compte de nombreux talents qui individuellement savent faire leur part de chemin.

---

<sup>1288</sup> Gérard Courtois, « Les think tanks, des idées en l'air », *Le Monde*, 08/01/2012.

<sup>1289</sup> Erik Izraelewicz et Alain Frachon, « Le premier think tank français », *Le Monde*, 26/10/1999.

<sup>1290</sup> Entretien avec Louis Dreyfus, *op.cit.*

<sup>1291</sup> Alain Frachon, « Le temps du grand chaos », *Le Monde*, 22/10/2015.

## Les journalistes

Gilles Paris

Correspondant à Washington depuis 2014, où il a été nommé par Natalie Nougayrède, Gilles Paris a été journaliste au service politique du *Monde* avant d'intégrer le service international fin 1995 comme correspondant à Jérusalem. De retour à Paris, il suit encore les questions proche-orientales auxquelles il s'intéresse particulièrement et devient chef adjoint puis chef du service avant de partir pour les Etats-Unis. Il connaît ce pays dans lequel il a participé à un séjour d'étude du German Marshall Fund en 1993 et dans lequel il a régulièrement séjourné à titre personnel ou professionnel avant de s'y installer pour *Le Monde* en 2014<sup>1292</sup>.

Selon lui, les Etats-Unis ont une image très contrastée en France. « J'ai des retours des lecteurs très pro ou très anti sur l'Amérique ». C'est un pays qui suscite autant l'adoration que la haine. C'est un paradoxe, même si d'après lui, les jeunes en France n'ont plus de position idéologique tranchée vis-à-vis des Etats-Unis, contrairement aux générations précédentes. La culture américaine fait partie de la culture française pour eux. Il s'est installé avec sa femme et ses enfants aux Etats-Unis. Il trouve qu'en famille, la relation avec les Américains est plus facile, qu'ils sont moins formalistes. « Il y a aussi un jeu social. C'était sans doute plus difficile d'être là dans les années 2003-2004 ». Par ailleurs, il lui semble que la relation politique entre les deux pays se passe bien. Il ressent une curiosité culturelle vis-à-vis de la France. Mais Washington est une bulle. Globalement, il trouve que les Etats-Unis sont un pays très autocentré. « C'est un pays suffisamment vaste pour se suffire à lui-même ». Il a personnellement une vision contrastée de l'Amérique. Il appartient à la génération d'après mai 1968. « Je n'ai pas eu le poids d'une filiation politique liée à la guerre froide ou au Vietnam m'amenant à me positionner pour ou contre les Etats-Unis ». Même s'il y a eu, reconnaît-il, un certain retour de cette image avec la guerre en Irak. D'après lui, Obama a rebattu les cartes même si la guerre continue avec les drones et les assassinats ciblés. Il explique qu'« il a une liberté d'appréhension des Etats-Unis ». Il est de la génération d'après Sylvain Cypel ou Alain Frachon. Il porte un regard « passionné mais pas passionnel » sur l'Amérique. Il y a eu depuis son arrivée, les meurtres racistes suivis d'émeutes à Ferguson et à Baltimore qui l'ont beaucoup touché. La question noire est pour lui un mystère par sa durabilité, 150 ans après l'abolition de l'esclavage. Il y a des problèmes en France dans les banlieues, mais face à des populations arrivées récemment. Les Noirs sont anciens aux Etats-Unis. Par ailleurs, Gilles Paris explique qu'il y a aux Etats-Unis, pour un journaliste, un sentiment de fausse proximité. « D'un côté, on trouve un caractère familier à ce pays, mais il est d'un autre côté presque aussi exotique que Gaza ». Il y a une fausse familiarité qui lui semble particulièrement stimulante. *Le Monde* est selon lui aujourd'hui particulièrement ouvert sur l'Amérique d'autant que les jeunes journalistes du monde.fr, souvent trentenaires, sont pétris de culture américaine et notamment de séries comme *The Wire*, *The West Wing*, *The Colbert Report* notamment, au point que cela déteint sur leur regard sur la politique américaine. Cela reflète d'après lui l'empreinte culturelle américaine sur le monde d'aujourd'hui. Ce sentiment n'est pas général. Certains comme Edwy Plenel, disent qu'ils aiment une certaine Amérique et pas l'autre. Or pour lui, il n'y a pas 2 Amériques ou 3 ou 4, mais une seule. Finalement, explique-t-il, *Le Monde* a une culture plus fine des Etats-Unis que des autres pays étrangers, y compris l'Espagne ou l'Allemagne.

Gilles Paris écrit sur les Etats-Unis dès qu'il devient chef adjoint du service international, c'est-à-dire à la fin des années 2000 et évidemment plus régulièrement

---

<sup>1292</sup> Entretien avec Gilles Paris, *op.cit.*

encore après qu'il soit devenu correspondant à Washington en 2014<sup>1293</sup>. Ses articles se situent fort logiquement dans les pages internationales et sont aussi bien de taille moyenne que longue<sup>1294</sup>. Il présente les Etats-Unis comme un pays avec une vieille amitié et des liens solides avec la France. Il décrit la politique étrangère de l'Amérique comme celle d'une superpuissance qui défend ses intérêts, ses alliés, notamment Israël et la liberté. C'est un pays avec lequel les relations ne sont pas toujours aisées, avec des malentendus, des approches différentes, mais sont au final préservées. Il présente un pays plutôt autocentré. Il décrit une société qui respecte le principe d'égalité entre hommes et femmes. Enfin, dans ses articles, il présente le système politique américain comme respectant profondément la liberté d'expression. Les deux tiers de ses articles sur la question décrivent une démocratie qui fonctionne bien avec une vraie séparation des pouvoirs. Le tiers restant présente les limites de cette démocratie, notamment l'importance du marketing et de la communication politique lors des élections avec des budgets considérables et toujours plus grands. Gilles Paris essaie de décrire ce pays, qu'il apprécie et connaît, avec rigueur, montrant ses bons comme ses mauvais côtés.

Christophe Châtelot

Successeur de Gilles Paris comme chef du service international, Christophe Châtelot est entré au *Monde* dans ce service en 1993, comme reporter dans les Balkans puis en Afrique à partir d'avril 2009. Il devient ensuite chef du service en 2013-2014, puis retourne en Afrique comme grand reporter. Ses papiers remarquables sur l'Afrique témoignent de sa passion pour ce continent et de son grand professionnalisme. En charge du service international, il passe beaucoup de temps à manager son équipe, à aller en renfort sur les points chauds pour des reportages de plusieurs jours. Cela ne lui laisse guère le temps d'écrire sur les Etats-Unis, lui qui n'en est pas un spécialiste. Cela-dit, il évoque parfois l'Amérique au détour d'un de ses reportages tant la politique étrangère des Etats-Unis a des répercussions partout dans le monde.

Une question récurrente : Le fonctionnement du service international et la couverture des Etats-Unis

Le service international existe depuis l'origine du journal. Il a peu changé dans son organisation générale, en particulier en ce qui concerne la couverture des Etats-Unis, sinon en effectifs (le premier correspondant à Washington, Maurice Ferro y a été nommé en 1947). Il s'appelait service étranger avant la nouvelle formule de 1995 de Jean-Marie Colombani.

L'organisation du service international au second semestre 2013 est ainsi parfaitement représentative de la manière dont *Le Monde* couvre les Etats-Unis. Le chef de service, en l'occurrence Christophe Châtelot, est basé à Paris, au siège du journal<sup>1295</sup>. Sa fonction nécessitant une présence continue, bien au-delà des huit heures théoriques quotidiennes et alors qu'il est parfois en reportage, il est relayé par deux adjoints : Christophe Ayad, qui lui a succédé et Jérôme Gautheret qui est

---

<sup>1293</sup> 6 articles de Gilles Paris sélectionnés dans le corpus.

<sup>1294</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1295</sup> D'après différents entretiens avec Christophe Châtelot et son équipe (Elisabeth Pineau, éditrice, le 19 à 6h30) et séjours au service international, les 15 juin, 27 septembre, 18 et 19 décembre 2013, les deux dernières dates correspondant à un séjour de quasiment 24h d'affilée, de 11h à 11h, avec une pause entre 19h et 6h30, incluant la participation à toutes les conférences de rédaction y compris celle de 7h30.

maintenant correspondant à Rome. Il y a aussi au siège un journaliste qui suit spécifiquement l'Amérique, alors Philippe Bernard. Il suit les informations disponibles à Paris et fait l'interface avec les correspondants. C'est le deskman (ou woman), autrefois appelé le rubricard. Il va tous les deux mois et lors des élections nationales aux Etats-Unis en reportage. *Le Monde* a aussi deux correspondants sur place, l'un à Washington (il s'agit alors de Corine Lesnes), pour les questions diplomatiques et politiques, et l'autre à New York (alors Sylvain Cypel) pour les questions économiques. Il y a aussi un pigiste pour les Nations unies (Alexandra Géneste) et un pour la côte Ouest (Claudine Mulard). C'est le format type, qui varie dans le temps, notamment la répartition journalistes en titre et pigistes. Le chef de service échange avec les correspondants pour identifier les sujets qui montent et choisit le meilleur moment pour publier le papier. Dans le choix d'un article (papier), il y a le choix d'un sujet et le choix de l'angle. Les brèves ne donnent pas d'angle. C'est un travail de coordination, de discussion au quotidien. La hiérarchisation des sujets revient au chef de service. Mais il y a aussi des sujets dans les autres séquences qui traitent de l'international où qui peuvent être rédigés par d'autres membres du service, notamment le correspondant diplomatique.

Le chef de service organise aussi le travail en fonction (schématiquement) de l'un des trois temps correspondant au journalisme : le temps 1 correspond à la synthèse des dépêches, la sortie d'informations brutes. Le travail se fait en temps réel et passe directement sur le site internet. Le temps 2 correspond à la réaction à une information dans les 24 heures. Des explications sont données aux informations brutes que l'on enrichit notamment par des entretiens (bruts aussi) afin d'aider à comprendre une situation. Enfin le temps 3 correspond au temps de l'analyse, de la mise en perspective. Il s'agit là du temps long. Il peut prendre plusieurs jours à plusieurs années, surtout si une longue enquête est nécessaire.

La journée du service est rythmée par les conférences de rédaction. Elles ne durent pas plus de 30 minutes chacune, 15 minutes pour la conférence de 7h30. Leur organisation n'a que peu évolué dans le temps, même si internet amène du changement. Au second semestre 2013, la première conférence a lieu à 11h30, la veille de la sortie (J-1), dans chaque service. Lors de cette conférence, les équipes des desks proposent leurs sujets. On discute de l'opportunité des uns et des autres, en fonction de l'actualité mais pas seulement. Il y a aussi certains sujets dont les grandes affaires pour lesquelles il faut trouver le bon moment pour les passer en fonction de ce qui peut intéresser le lecteur. La réunion est animée par le chef de service ou par l'un de ses deux adjoints. C'est celui qui a animé la conférence de rédaction du service international qui représente le service aux trois conférences suivantes du cycle quotidien. Aussitôt la conférence terminée (voire pendant la conférence, par SMS, pour gagner du temps), il en fait le retour au reste de l'équipe et en particulier aux journalistes concernés, de vive voix ou par mail récapitulatif. Le chef de service et ses adjoints prennent la responsabilité de la coordination opérationnelle du service à tour de rôle pendant une semaine complète. Vient ainsi à 12h (J-1), la conférence de rédaction en chef avec les chefs de service : le numéro commence à prendre forme. La conférence est animée par un rédacteur en chef. On choisit l'article du milieu de la dernière page (ventre de der) et éventuellement une idée pour l'éditorial. A la conférence de rédaction en chef de 17h (J-1), les éditeurs de chaque service présentent le mur, c'est-à-dire le schéma du journal (chemin de fer) imprimé et disposé sur un mur derrière la salle de conférence, pour les pages qui concernent leur service. L'édition et la maquette sont commencées, les services ou séquences (ou encore rubriques) savent à peu près la place dont ils disposeront et les sujets qui sont retenus : le mur. Les pages sont faites à 90%. Mais il faut gérer le décalage horaire, surtout avec les Etats-Unis. A 7h30 (Jour J) a lieu la dernière conférence de rédaction en chef avec les chefs de service, dans le bureau du

directeur (en l'occurrence de la directrice) au 5<sup>ème</sup> étage. On arrête alors l'état définitif des pages qui partent à 10h30, et en particulier la Une et l'éditorial. Jusqu'à la nouvelle formule de 1995, l'éditorial concernait toujours l'international. Il s'appelait alors bulletin de l'étranger. Et c'est le rubricard qui en était chargé. Il devait le rédiger en une heure. Il était relu par le chef adjoint puis par le chef de service, puis le rubricard le portait au directeur. Depuis 1995, c'est en général un éditorialiste qui l'écrit, toujours sous la responsabilité du directeur. Enfin, après la conférence de rédaction de 7h30, il y a une dernière, la conférence internet, à 9h15. Elle ne concerne pas le journal imprimé (le print).

Au-delà des conférences de rédaction, la vie du service international connaît un rythme intense et quasi continu. A 10h30 démarre la journée, même si les équipes sont à pied d'œuvre depuis longtemps pour terminer celle de la veille. Un projet de chemin de fer (J-1) arrive. L'international dispose en général de 4 à 5 pages, mais c'est très variable en fonction de l'actualité et de la publicité. De 10h30 à 11h30, les responsables de desk appellent les correspondants (l'après-midi pour les Etats-Unis à cause du décalage horaire), organisent leur journée, repèrent les sujets forts, les dominantes de l'actualité. Le travail est organisé ensuite au rythme des conférences de rédaction. Le chef de service, ses adjoints, les deskmen et les correspondants décident alors d'aller sur place, fixent des rendez-vous, réservent des phases d'écriture (nuit, matin, après-midi). Le service international doit en toute logique s'occuper des pages internationales et peut enrichir aussi les pages enquêtes ou les pages débats. Les sujets, leur angle (c'est-à-dire l'aspect du sujet à développer), leur place sont choisis en lien avec la rédaction en chef. La priorité de l'évaluation d'une situation est accordée au correspondant ou à l'envoyé spécial. Pour les Etats-Unis, la rédaction en chef est plus directive. Il faut qu'il y ait un angle pertinent pour parler d'une question. Ceci dit, comme l'explique Corine Lesnes, « *Le Monde* est suffisamment vaste pour qu'on arrive toujours à vendre un sujet qui nous paraît intéressant »<sup>1296</sup>. C'est un travail d'échange, de discussion, y compris par mail. C'est un travail d'équipe qui ne s'interrompt pas vraiment – le moment le plus calme est entre 13 heures et 15 heures – pas même par la nuit et se réalise au rythme du fil de l'actualité d'une part et de l'envoi des articles d'autre part. L'équipe parisienne quitte le journal en fin d'après-midi en fonction de l'heure de reprise le lendemain et de la zone géographique couverte. Tout le monde part avec le portable à portée de main et surtout d'oreille, car l'actualité ne s'arrête pas, d'autant que les journées américaines se poursuivent tard dans la nuit française à cause du décalage horaire. Le responsable du desk Amérique doit ainsi se coucher tard, mais, même si les Etats-Unis dorment le matin à l'heure française, il ne peut pas se lever en conséquence car il faut finaliser le journal le matin.

Dès 6h30 à l'aube, une partie de l'équipe du service (ce sont les services international et économie qui se lèvent le plus tôt) est à pied d'œuvre (deux éditeurs sur 4, le chef de service ou un de ses adjoints) pour traiter (éditer) les articles arrivés dans la nuit (envoyés par les correspondants, envoyés spéciaux, pigistes). En réalité, ils se sont levés bien plus tôt pour prendre connaissance des événements de la nuit avant de prendre leur poste. L'équipe du monde.fr basée en Californie se charge par ailleurs de relayer l'information de la nuit sur le site internet. Si l'actualité l'impose, on n'hésite pas à réveiller le chef de service et le deskman concernés. Dans les cas d'actualité majeure, on rappelle tout le monde ou comme pour le 11 septembre, l'équipe oublie tout simplement de se coucher. Fort heureusement, ce dernier cas de figure reste exceptionnel. Le reste de l'équipe rejoint les premiers arrivés entre 7h30 et 8h. Les articles arrivent cependant de façon continue au bureau du service à Paris, au gré des correspondants et des fuseaux horaires. Ils sont en principe relus

---

<sup>1296</sup> Entretien avec Corine Lesnes, *op.cit.*

d'abord par le deskman puis par le chef de service, puis par les éditeurs. Le processus est très concentré dans le temps et se déroule entre 6h30 et 10h30. Les éditeurs étaient autrefois appelés secrétaires de rédaction. Jusqu'à la fin du siècle dernier, les éditeurs n'étaient pas dans les services. Ils sont arrivés par l'éclatement de l'ancien secrétariat de rédaction. Les éditeurs sont chargés de finaliser les articles en travaillant leur forme. Il leur faut ainsi mettre en page les articles, les insérer dans le chemin de fer, corriger les fautes d'orthographe ou de syntaxe. *Le Monde* possède son propre dictionnaire orthographique pour les noms en particulier étrangers, par exemple les Américains écrivent McCarthyism et les Français maccarthysme. Les éditeurs interviennent parfois aussi sur le fond, surtout lorsqu'il faut réduire la taille d'un article. Ils doivent alors demander l'accord de l'auteur. Il leur faut encore insérer des compléments (repères et brèves), explications, infographies, photos (en échangeant avec le service photo), des cartes etc, le tout pour expliquer au mieux les informations. Ils doivent enfin proposer le titre de chaque article. Les éditeurs ont repris la proposition des titres aux deskmen lors de l'éclatement dans les services de l'ancien secrétariat de rédaction. Le correspondant envoie son papier en principe sans titre (certains correspondants en proposent un quand même), car il ne sait pas si son papier passera ni sur combien de colonnes. De plus, le titrage n'est pas le même travail que la rédaction des articles car les titres sont faits aussi et de plus en plus pour attirer le lecteur. Les journalistes disent qu'ils sont de moins en moins informatifs et de plus en plus incitatifs. Le chef de service (ou ses adjoints) reçoit de l'éditeur l'article mis en forme et titré et valide l'ensemble. Les articles ainsi validés sont envoyés au fur et à mesure aux correcteurs puis au central c'est-à-dire aux 3 éditeurs centraux et aux rédacteurs en chef. Les premiers vérifient à leur tour les articles, leur apportent le cas échéant les dernières corrections et ajoutent les photos principales. Les seconds effectuent la dernière relecture (les dernières modifications concernent essentiellement les titres) et donnent la validation finale. La personne de la rédaction en chef qui relit et valide un article l'envoie à l'imprimerie. Les pages prioritaires doivent être bouclées pour 9h30. Les derniers articles peuvent être pris à 10h. Ainsi, entre 7h30 et 10h30 a lieu la relecture, le choix des titres, la finalisation de la mise en page. Les papiers complémentaires (qui n'ont pas été demandés pour le journal papier du jour – le print – mais qui arrivent quand-même) vont sur le journal internet – le web – automatiquement. Mais il arrive que lorsqu'un article complémentaire présente un grand intérêt, il soit réintégré sur le print. Le bouclage a donc lieu théoriquement à 10h30, heure à laquelle tout le journal doit être parti à l'imprimerie (dans tous les cas l'éditorial, la première et la dernière page, sachant que les derniers éléments ou modifications peuvent cependant encore être transmis pendant une demi-heure de plus). Cela permet que l'impression puisse commencer peu après pour une distribution à partir de 13h J à Paris et dans un certain nombre de lieux dont les grandes gares et ne couvre l'ensemble de la France que le lendemain matin J+1. C'est pour cela que *Le Monde* est daté de J+1. Le cycle du journal commence ainsi à 10h30 J-1. Il est certain qu'à l'heure du numérique, le rythme du journal papier tend à perdre de l'importance. Le *New York Times* a d'ailleurs supprimé depuis plusieurs années la conférence de rédaction en chef finale. Il y a aussi d'autres temporalités avec le magazine et les hors-séries.

Tandis qu'avec le bouclage, la rédaction a terminé le travail démarré la veille de réalisation du journal, au même moment, à 10h30 donc, commence pour ses journalistes une nouvelle journée et la préparation d'un nouveau numéro du *Monde*, notamment pour ceux traitant des Etats-Unis.

Né en 1968, il a grandi au Soudan. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et du Centre de Formation des Journalistes, il commence sa carrière en 1990 à *Libération* comme secrétaire de rédaction, puis est correspondant au Caire de 1994 à 1999. De retour à Paris au service monde, il couvre le Moyen-Orient et l'Afrique dans lesquels il part régulièrement en reportage. C'est ainsi qu'il reçoit en 2004 le prix Albert Londres pour ses reportages au Rwanda et en Irak. Il entre en 2011 au *Monde* au service international dont il devient chef adjoint puis chef en 2014. Il est l'auteur de plusieurs livres dont *Reporter de frontières* publié chez Alma en 2012.

Il n'est pas un spécialiste des Etats-Unis, mais y est allé une fois comme envoyé spécial, pour *Libération*, lors de l'élection d'Obama, pour faire un reportage sur les droits civiques<sup>1297</sup>. Il a suivi toute l'invasion, l'occupation de l'Irak puis le processus de paix, le Golfe, la question irakienne qui les concerne éminemment. Depuis qu'il est chef du service international il a noué des liens avec l'ambassade des Etats-Unis : Il lui arrive de déjeuner avec l'ambassadrice, en principe deux fois par an. Il rencontre de même le porte-parole de l'ambassade. Il travaille aussi en lien avec les think tanks américains actifs sur le Proche-Orient, et notamment avec leurs représentants en France ou dans le monde arabe. Il participe à des colloques occasionnellement, notamment avec le German Marshal Fund. Mais il n'écrit encore guère de papier sur ce pays, à quelques exceptions près, pour l'essentiel liées au Moyen-Orient.

La vision de l'Amérique de Christophe Ayad est celle contrastée d'un pays où tout est possible. Mais dit-il, « je refuse d'être pro ou anti-américain. Je refuse la naïveté ». L'article du *Monde* sur les Etats-Unis qui l'a le plus marqué est l'éditorial de Jean-Marie Colombani le lendemain du 11 septembre. Il a cependant été gêné par son titre « Nous sommes tous Américains », il aurait préféré nous sommes tous New-Yorkais. « Le Pentagone pouvait être une cible légitime, mais pas les tours. Et New York est ce que l'Amérique a pu faire de mieux ». Cependant, il comprend l'idée de cet éditorial et la partage. Il considère que « c'était un très bel éditorial ». Selon lui, une partie de ce qui est critiquable aux Etats-Unis est propre à la modernité, mais une autre partie est très américaine, notamment l'égoïsme, la rationalité économique individuelle. « On fait quelque chose car on y a intérêt ». Mais c'est aussi une société très respectueuse des autres, de leur religion notamment. Pour lui, l'Amérique a fini par influencer la vision occidentale du monde : « Ce qui se passe en Russie est une forme de volonté de contester l'ordre de l'intérêt américain, même fait de façon épouvantable, crapuleuse ». Mais d'après lui, tout cela est très complexe. Les Américains ne sont pas guidés uniquement par leur intérêt, mais ils traitent ainsi les relations internationales. Selon lui, « les Etats-Unis ont une dose assez confondante de cynisme et de mauvaise foi. Il y a deux poids et deux mesures : Faites ce que je dis, mais pas ce que je fais ». Il explique que c'est une règle valable pour tout l'Occident et particulièrement pour les Etats-Unis. L'histoire est d'après lui « une longue ruse qui se retourne toujours contre ceux qui se jouent d'elle comme les Américains avec Ben Laden contre les Soviétiques ». Quoi qu'il en soit, il lui paraît indispensable pour pouvoir couvrir le Proche-Orient et l'Afrique, de travailler sur les Etats-Unis. Cela a notamment été le cas pour lui sur le Darfour et la Syrie.

Christophe Ayad est donc un observateur critique mais attentif des Etats-Unis, pour eux-mêmes et pour leur rôle incontournable dans les affaires de la planète.

---

<sup>1297</sup> Entretien avec Christophe Ayad, le 12/05/2015.

C'est en Israël, à l'Université hébraïque de Jérusalem, que Sylvain Cypel fait ses études, en partie en anglais, en histoire, sociologie et relations internationales. Devenu journaliste, il travaille un temps à *Courrier international* qu'il quitte en 1998 pour entrer au *Monde*. Il y est présenté par Jean-Paul Besset. Il intègre alors le service international et est correspondant à New York de 2007 à 2013. Il prend ensuite sa retraite. Il écrit plusieurs livres, notamment *Un nouveau rêve américain*, publié chez Autrement en 2015 et *Liberty : Quand les Etats-Unis, malgré de puissantes résistances intérieures, attirent en masse les immigrés et en bénéficient, la France les rejette et se prive de cette chance*, publié chez Don Quichotte en 2016.

Il est allé souvent aux Etats-Unis, et parlait déjà bien anglais avant d'y être correspondant pour *Le Monde*. Il explique qu'« on entend souvent dire que l'on se fait des connaissances aux Etats-Unis mais pas des amis, sauf des gens qui sont en rapport direct avec l'Europe. Mais il s'est fait beaucoup d'amis américains, notamment par l'intermédiaire de son épouse qui s'est bien insérée dans la société new-yorkaise »<sup>1298</sup>. Il avait peu de relations avec les officiels américains. Ceci dit, Il suivait partiellement les questions de défense et en particulier l'industrie militaire. Il avait ainsi ses entrées au Pentagone et suivait le think tank « Council On Foreign Relations » qui est basé à New York. Mais les autres think tanks sont à Washington et il ne les suivait pas. Il y a deux choses que l'on apprend assez vite sur place concernant les Etats-Unis selon lui : « C'est un pays fédéral, totalement. Il n'y a pas de centre unique de décision. Et c'est un pays continent. Le rapport à l'espace n'est pas le même qu'en France qui en plus est un pays centralisé ». Ainsi, il n'aimait pas faire des interviews au téléphone, mais souvent, il n'avait pas le choix, au vu des distances.

Son rapport avec le journal est un attachement critique. Ainsi, selon lui, pour être autorisé à dire « je suis au *Monde* », il faut y être depuis dix ans. Il explique que « *Le Monde* est très fermé, jésuite : on ne vous dit rien, il faut comprendre tout seul ». Concernant les deux tendances au sein du *Monde*, il dit lui-même qu'il est parmi les proches d'Edwy Plenel, davantage altermondialiste donc et critique de la politique étrangère américaine et des gouvernements républicains. Mais il n'est pas très critique de l'Amérique bien au contraire. Il fait l'apologie, notamment dans ses livres, de cette nation d'immigrés, de l'accueil de ces derniers, de leur intégration et de la diversité américaine. Il raconte aussi qu'aux Etats-Unis, les rapports entre les différents correspondants du journal ne sont pas toujours très bons. Mais il a eu de très bonnes relations avec Corine Lesnes : « Elle connaissait parfaitement le système judiciaire américain ». De son côté, il traite d'abord beaucoup les questions proche-orientales vues des Etats-Unis car il les connaît bien. « Peu à peu, Corine Lesnes prend le relais sur ce sujet, car tout se passe à Washington ». Mais ils se remplacent à tour de rôle pendant les vacances, ce qui implique qu'ils doivent être chacun au courant de toute l'actualité américaine. « Elle a beaucoup suivi l'environnement », lui simplement le gaz de schiste en plus de l'économie, la finance, la société et la culture américaines. Il suit aussi les deux élections présidentielles de 2008 et 2012. Le pays est si grand, qu'ils se partagent la campagne avec sa collègue, dans une proportion d'un tiers pour New York et deux tiers pour Washington. Ils ont pour cela aussi le renfort du deskman, alors Nicolas Bourcier puis Philippe Bernard et d'un autre reporter, en l'occurrence Patrick Jarreau.

Les nombreux articles de Sylvain Cypel correspondent pour l'essentiel à ses années à New York pour *Le Monde*<sup>1299</sup>. Ses articles se situent parfois en Une, puis

---

<sup>1298</sup> Entretien avec Sylvain Cypel, *op.cit.*

<sup>1299</sup> 24 articles de Sylvain Cypel sélectionnés dans le corpus.



pour la plupart en pages internationales ou pour un nombre non négligeable dans les pages suivantes correspondant aux autres rubriques, ce qui montre comme pour Corine Lesnes, la variété des sujets qu'il traite<sup>1300</sup>. Ils sont longs pour un peu plus de la moitié sinon de taille moyenne. Même s'il évoque peu la politique étrangère américaine dans ses articles, il transparaît une critique véhémente de celle de George W. Bush, notamment la guerre en Irak, la lutte sans limite contre le terrorisme, et l'abandon des règles du droit à cette occasion. Mais transparaît aussi une approbation de la politique étrangère de Barack Obama, notamment sa volonté de paix et ses relations constructives avec ses partenaires. Sylvain Cypel décrit dans ses articles la crise économique grave qui touche les Etats-Unis alors qu'il est à New York. Le taux de chômage est élevé, l'Etat intervient fortement, ce qui n'est pas habituel dans ce pays et la crise américaine se répand au reste du monde. Il décrit alors un pays riche en voie d'appauvrissement. Il décrit un pays dans lequel il y a d'importantes disparités sociales et discriminations raciales. Mais il montre l'action du gouvernement, surtout sous Barack Obama, en faveur du progrès social. Il décrit un pays qui est une terre d'immigration alors que le racisme recule. Il considère que les mœurs des Américains demeurent marquées par les questions communautaires et raciales, alors que les habitants des Etats-Unis se méfient de l'action publique et de Washington. Mais il trouve aussi dans ce peuple et chez ses dirigeants une certaine sagesse (sous le mandat Obama). Il regrette cependant que les Etats-Unis peinent à agir contre le réchauffement climatique. Il note enfin que les fondamentalistes religieux sont de plus en plus nombreux, mais qu'en même temps, la part des sans religion augmente. Sylvain Cypel note l'omniprésence des préoccupations sécuritaires aux Etats-Unis. Il décrit le système politique américain comme une solide démocratie, avec une vraie séparation des pouvoirs et une absence de discrimination politique, quelle que soit l'origine des citoyens. Mais il remarque aussi des limites à cette démocratie, notamment l'importance des lobbies et une certaine indifférence à la démocratie hors des frontières américaines. Il trouve le peuple américain sûr de lui sans être arrogant, mais inquiet à cause de la crise économique violente qu'il traverse et en particulier du fait de la précarité de l'emploi qui remet en cause le rêve américain.

Sylvain Cypel est ainsi un grand ami de l'Amérique d'Obama. Ce n'était pas le cas de celle de Georges W. Bush.

## Stéphane Lauer

Né en 1966, Stéphane Lauer fait ses études à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse puis au Centre Universitaire d'Enseignement du Journalisme de Strasbourg dont il est diplômé en 1992. Il commence alors sa carrière à BFM comme journaliste chargé des affaires sociales. En 1994, il entre au *Monde* comme éditeur. Il s'intéresse plus particulièrement à l'escrime et écrit de nombreux articles sur ce sport dans le journal. Il est nommé journaliste en 1999 au service économique en charge de l'automobile et de la distribution. Il devient chef du service en 2008 jusqu'en 2011. Il est ensuite éditorialiste et crée la chronique quotidienne « Pertes et profits », spécialisée sur la stratégie des entreprises. Il est nommé correspondant à New York au second semestre 2013 et y reste jusqu'en 2017, remplacé par Arnaud Leparmentier. Il écrit de nombreux articles traitant des Etats-Unis et particulièrement des entreprises américaines, dès son arrivée au service économique et plus encore pendant ses quatre années à New York. Il ne couvre aucune des deux élections d'Obama, mais participe ultérieurement à la couverture de la présidentielle de 2016.

---

<sup>1300</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

Nicolas Bourcier

Titulaire d'un DEA d'histoire et culture de langue allemande, Nicolas Bourcier étudie le journalisme à l'École multimédia. A la suite de quoi il intègre *Le Monde* en 1997 au service *Le Monde* en ligne. Puis il est chef d'édition de 1999 à 2001, année où il rejoint le service international. Il est chargé du desk Europe en 2004, devient reporter au *Monde Magazine* en 2008, puis est chargé du desk Amérique du Nord en 2011. Il est nommé cette année-là correspondant régional Amérique latine, basé à Rio de Janeiro. Il revient en 2015, chargé à nouveau du desk Amérique. La responsabilité à deux reprises du desk Amérique lui donne l'occasion de réaliser plusieurs reportages sur les Etats-Unis. Par ailleurs, il est l'auteur de plusieurs livres dont *Le dernier procès* publié chez Don Quichotte en 2011.

Les articles de Nicolas Bourcier traitant des Etats-Unis datent pour la plupart de la fin des années 2000<sup>1301</sup>. Ils sont en général situés dans les pages internationales. Ils sont alternativement et en nombre égal, courts, moyens ou longs<sup>1302</sup>. Il y décrit l'Amérique comme un pays qui exerce une grande attraction. Sa politique extérieure en fait une superpuissance qui recherche la paix dans le monde, qui sait entendre les arguments des autres tout en défendant âprement ses intérêts. Il note que le pays est riche, à la pointe de l'innovation technologique, mais que son économie connaît d'importantes difficultés. Il s'intéresse beaucoup à la société américaine. Il la décrit comme présentant toujours d'importantes discriminations raciales et sociales. Mais il remarque aussi que les autorités se préoccupent du progrès social, des sans-abris notamment et que le racisme est en recul. Il constate dès ces années (2008-2010) qu'internet y a pris une place centrale dans la diffusion des informations. Concernant les mœurs, il note qu'il y a beaucoup de violence aux Etats-Unis, que les gens sont méfiants envers leurs élites politiques fédérales, qu'ils aiment les personnalités extraverties, mais qu'au-delà, les Américains sont plutôt tolérants et ouverts. Il regrette que les Etats-Unis ne luttent guère contre le réchauffement climatique. Il explique que la religion tient une grande place, qui continue de s'accroître, dans la société américaine. Il dresse le constat que les questions de police et de justice sont très importantes aux Etats-Unis. Enfin, Nicolas Bourcier décrit dans ses articles la démocratie américaine comme fonctionnant plutôt bien, permettant notamment l'accession de citoyens issus des minorités à de hautes responsabilités, mais regrette la trop grande importance des lobbies politiques.

Philippe Bernard

Diplômé de droit public et du Centre de Formation des Journalistes, Philippe Bernard entre au *Monde* en 1983. Dans sa longue carrière dans le journal, il passe un long moment au service société, chargé de l'immigration et des banlieues et près de 10 ans au service international. Il est d'abord en charge de l'Afrique puis responsable du desk Amérique de 2011 à 2014. Il est depuis correspondant à Londres. Il connaît bien les Etats-Unis. En 1990, il a une bourse d'étude du German Marshal Fund pour un séjour d'étude de 3 mois à l'université de Duke, comme de nombreux autres journalistes du *Monde*. Il va régulièrement aux Etats-Unis pour effectuer des reportages. Il a aussi donné des cours, à l'Université de Duke, sur l'immigration et animé un groupe de travail franco-américain sur l'immigration. A Paris, il participe de temps en temps aux conférences de presse organisées par l'ambassade. Il regrette que les politiques américains ne s'intéressent guère aux médias papier et encore moins aux médias papier européens. Il lit tous les soirs le

---

<sup>1301</sup> 9 articles de Nicolas Bourcier sélectionnés dans le corpus.

<sup>1302</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

*New York Times*, consulte le *Wall Street Journal* aussi, de même que le *Washington Post* et le *Guardian*. Il suit aussi le fil de l'Agence France Presse sur les Etats-Unis et consulte ceux des autres agences, en particulier Associated Press ainsi que les alertes du *New York Times* et de la BBC. Il a eu comme prédécesseurs au desk Amérique Cécile Chambraud, Nicolas Bourcier et Corine Lesnes.

Les articles de Philippe Bernard concernant les Etats-Unis sont pour la plupart postérieurs à 2011, c'est-à-dire à son arrivée au desk Amérique<sup>1303</sup>. Ils sont en pages internationales, plutôt au début, voire en Une ou en page 2<sup>1304</sup>. Ils sont de taille moyenne pour les deux tiers sinon de taille longue. Il y décrit un pays allié de l'Europe mais qui n'attire pas la sympathie. Il se trouve qu'il suit notamment de près les affaires d'espionnage américain sur l'Europe ce qui ne rend pas ce pays particulièrement sympathique. Il présente fort logiquement la politique étrangère des Etats-Unis comme étant celle d'une superpuissance qui pour atteindre ses objectifs n'hésite pas à bafouer à l'étranger tous les grands principes qu'elle proclame : la liberté, la démocratie et la justice. Les relations avec les Etats-Unis sont d'après ses articles assez difficiles, sans être mauvaises cependant, car les intérêts ne sont pas les mêmes et parce que l'Amérique ne semble guère se préoccuper du reste du monde. Il présente un pays dont l'économie connaît d'importantes difficultés, face auxquelles l'Etat n'hésite pas à intervenir de façon significative. L'Amérique n'en reste pas moins à la pointe de la technologie. Philippe Bernard décrit une nation plutôt progressiste (nous sommes sous Obama), mais qui reste marquée par les questions communautaires ou raciales. Ses articles montrent la démocratie américaine et ses limites, notamment l'importance de l'argent et de la communication lors de l'élection présidentielle. Ils décrivent aussi l'excessive puissance des services de renseignement, que l'on laisse parfois, au nom de la lutte contre le terrorisme, outrepasser les règles du droit. Il présente enfin un pays qui s'interroge sur lui-même et qui hésite entre doute et espoir.

Philippe Bernard est assez critique et sévère sur la politique américaine notamment dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Mais il n'a pas d'antipathie particulière vis-à-vis des Américains eux-mêmes.

Jacques Follorou

Né en 1968, diplômé du Centre de Formation des Journalistes, Jacques Follorou est journaliste au *Monde*, au sein du service international du *Monde*, dans lequel il est reporter, spécialiste des enquêtes sur le crime organisé, notamment le milieu corse, ainsi que l'espionnage. Il est aussi écrivain et a écrit plusieurs ouvrages notamment comme *La guerre des parrains corses* publié chez Flammarion en 2013. Il connaît assez bien l'Amérique, pays dans lequel il a effectué plusieurs séjours à titre personnel<sup>1305</sup>. Il a aussi des échanges réguliers avec des diplomates, des militaires, des gens du renseignement, des confrères américains (notamment des journalistes américains en Afghanistan et au Pakistan, ainsi qu'avec le journaliste et écrivain Glenn Greenwald et la journaliste et réalisatrice Laura Poitras). Il a aussi des contacts plus institutionnels avec l'ambassade des Etats-Unis à Paris, des rencontres lors de passages d'officiels américains ou autres invités par les Etats-Unis (notamment des Afghans et des Pakistanais). L'ambassade à Paris est explique-t-il, très importante, avec près de mille personnes. Son expertise sur les Etats-Unis porte sur les services secrets et de renseignement. Il a travaillé sur pièces pendant des mois, en France, en Afghanistan, au Pakistan et aux Etats-Unis, avec l'armée

---

<sup>1303</sup> 5 articles de Philippe Bernard sélectionnés dans le corpus.

<sup>1304</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1305</sup> Entretien avec Jacques Follorou, *op.cit.*

américaine, les diplomates américains et des intervenants civils américains. Pour lui, l'Amérique est un pays qui, comme le montrent son histoire et sa constitution, a une culture de contre-pouvoirs à laquelle il est sensible. C'est un paradoxe. Car explique-t-il, les Américains suivent tous le discours officiel sur les armes de destruction massive, mais en même temps, la presse, les médias, sont des acteurs légitimes, crédibles, qui structurent davantage la démocratie aux Etats-Unis qu'en France. Selon lui et comparé à eux, « nous avons en France une culture de contre-pouvoirs faible, tant pour l'opinion que pour la presse ou pour les politiques ». Il y a explique-t-il une caractéristique anglo-saxonne avec des différences entre les Etats-Unis et la Grande Bretagne, qui est que les médias sont des interlocuteurs aussi légitimes que les représentants politiques : « Il y a un rapport de pouvoir à pouvoir. Il y a un sentiment patriotique fort accompagné d'un pouvoir de l'opinion ». Les médias américains selon lui ne doutent pas de leur place auprès des autres pouvoirs. Ce sentiment est moins ancré en France. Les Américains sont aussi plus favorables d'après lui à l'idée de défense de la liberté de la presse, même si la presse française progresse beaucoup et si elle est aussi moins politique. De son expérience avec les Américains en Afghanistan et au Pakistan, ce qui l'a toujours frappé, c'est leur confiance en eux qui est une confiance collective née d'une puissance elle aussi collective. Cette confiance est ressentie par chacun individuellement : « Leur capacité d'organisation et leur logistique sont impressionnantes ». Il trouve les Américains aussi très efficaces dans l'organisation collective. Ils sont selon lui pragmatiques et savent changer radicalement de point de vue et réorienter leur organisation si nécessaire.

Critique de l'action et de l'emprise des services de renseignement américains, Jacques Follorou n'est cependant pas particulièrement sévère avec les Etats-Unis. Ses articles ne portent d'ailleurs pas directement sur les Etats-Unis mais sur les services de renseignement et leurs actions.

Nathalie Guibert

Diplômée de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Nathalie Guibert entre au *Monde* en janvier 1996, au service France. Elle est en charge de l'éducation, puis de la justice en 2003. Elle devient ensuite chef adjoint du service puis est nommée correspondante défense en juillet 2009. Elle connaît les Etats-Unis mais n'y a jamais vécu<sup>1306</sup>. Elle croise régulièrement des militaires américains, avec lesquels elle échange ponctuellement : « Les relations sont souvent informelles ». Elle a participé à des échanges organisés par l'ambassade des Etats-Unis à Paris, par le Pentagone voire par l'OTAN sans parler des think tanks. Son regard sur les Etats-Unis passe à travers le prisme de la coopération militaire et des rivalités militaires (souvent liées aux ventes d'armes). L'armée américaine et l'actualité militaire américaine constituent dans le domaine de la défense, l'une des actualités qu'elle suit le plus. *Le Monde* couvre largement selon elle les questions de défense. L'aspect industriel (de défense) est aussi bien couvert par le journal. Ce sont des questions stratégiques. Il y a beaucoup d'intérêt dit-elle pour sa rubrique. Le Président Hollande a suivi dans ce domaine ses prédécesseurs raconte-t-elle et la France est sur cette question motrice en Europe. La question de la défense est consensuelle dans le journal. Il y a eu des débats internes sur la Syrie. « Certains trouvaient Natalie Nougayrède, qui promouvait une intervention militaire française, trop faucon. Sinon, rien, aucun dissensus ». Ainsi, dit-elle, le déploiement de l'armée en France suite aux attentats de Charlie Hebdo n'a suscité aucun débat. Pourtant, les militaires sont demandeurs d'encadrement politique sur les opérations intérieures. Et au *Monde*, décrit-elle, « on

---

<sup>1306</sup> Entretien avec Nathalie Guibert, *op.cit.*

n'a jamais eu autant de kaki à la Une depuis des années et cela ne pose aucun problème ». Comme elle l'explique, cela n'empêche pas le journal de critiquer Al Sissi au moment de la vente des Rafales à l'Égypte, mais tout cela est très consensuel. Il n'y a pas selon elle de regard négatif sur l'institution militaire. Il n'y a plus non plus d'antimilitarisme au *Monde*, cela a quasiment disparu explique-t-elle.

Nathalie Guibert traite ainsi plutôt favorablement les États-Unis sans s'abstenir pour autant de les critiquer lorsqu'elle le juge nécessaire. Cependant, elle ne traite que des questions de défense en lien avec l'armée française.

Damien Leloup

Diplômé de l'École Supérieure de Journalisme de Lille et major de promotion, Damien Leloup est aussi titulaire d'une maîtrise et d'un DEA d'histoire en civilisation américaine ainsi que d'une licence d'anglais obtenus à l'Université de Rennes II. Entré au *Monde* en novembre 2006, il est d'abord journaliste multimédia puis en septembre 2009, responsable de la séquence nouvelles technologies du monde.fr. Il devient en 2012, rédacteur en chef adjoint et est chef de la rubrique Pixel. Il est aussi formateur à l'ESJ Lille et à l'école de journalisme de l'Institut d'Études Politiques de Paris.

Il s'intéresse aux États-Unis depuis longtemps, comme le montrent ses études<sup>1307</sup>. Sa langue étrangère principale est l'anglais. Il n'a pas habité aux États-Unis mais y a fait de longs séjours et deux *road trips* complets, la côte Est et la côte Ouest. Il va maintenant une fois par an aux États-Unis, en Californie, notamment pour le salon du jeu vidéo de Los Angeles, qui représente à lui seul 80% de la production mondiale, et à New York, du fait de son enquête sur la NSA. Il visite aussi des entreprises privées, notamment dans le domaine du numérique et des médias. Il a visité le *New York Times*, *Vox Media* et le *Washington Post*. Son image personnelle des États-Unis est très contrastée : elle contient un cliché : « C'est le pays de l'excès dans tous les sens, mais aussi le pays le plus dynamique, le plus intéressant ». Il pense notamment à sa culture, sa musique, du classique à l'avant-garde. C'est aussi selon lui un pays contrasté, car il y a plusieurs pays en un, comme la Californie, le Montana etc. Comme chef de la rubrique pixel, il fait la chronique des révolutions numériques : politiques et cultures d'internet. Il fait, dit-il, « le grand écart entre la surveillance de masse et le jeu vidéo, la vie en ligne, la vie sur les réseaux, internet dans notre quotidien ». Il considère que *Le Monde* a un bon traitement des États-Unis. Le journal est selon lui très centré sur la politique étrangère américaine notamment en écho à l'influence du pays sur le reste de la planète. Il voudrait avoir plus d'informations sur la société américaine. *Le Monde* suit d'après lui de très près les aspects diplomatiques. « Il est le journal numéro un pour cela en France ». Mais le journal est plus faible sur la société pure. Ce sujet trouve difficilement un espace dans les rubriques du journal. « La place est très chère dans le print et la société n'est pas toujours en prise avec l'actualité ». *Le Monde* parle aussi beaucoup des États-Unis en économie. *Le Monde* est selon lui moins critique sur les entreprises américaines et le système entrepreneurial américain. Mais *Le Monde* demeure critique sur le modèle économique américain, avec parfois aussi un peu d'envie de la réussite des grands groupes américains. Il y a d'après lui une très grande incompréhension avec les États-Unis sur le droit à l'oubli. Il existe ainsi souvent des chocs culturels dans les rapports des entreprises américaines vis-à-vis de la presse. Les sujets qui le préoccupent concernant l'Amérique des années Obama sont la surveillance de masse, les drones, en Afghanistan notamment. En même temps, le système de couverture santé universelle (Obamacare) est pour lui un grand progrès.

---

<sup>1307</sup> Entretien avec Damien Leloup, *op.cit.*

Damien Leloup est ainsi passionné par l'Amérique. Sa connaissance du pays lui permet une analyse d'autant plus fiable et équilibrée.

Justin Vaïsse

Diplômé de l'École Normale Supérieure de Saint Cloud et de l'Institut d'Études Politiques de Paris, docteur en Histoire, Justin Vaïsse mène une carrière d'historien, enseignant et chercheur dans les plus grandes universités françaises et américaines et dans des grands think tanks renommés. Il travaille ainsi comme chercheur de 2007 à 2013 à la Brookings Institution à Washington puis est nommé en mars 2013 directeur du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (CAPS), le think tank du ministère des affaires étrangères. Sa nomination est annoncée par un long article du *Monde* signé de Corine Lesnes : « Justin Vaïsse, 39 ans, vient d'être appelé par Laurent Fabius<sup>1308</sup> pour diriger, à partir du 1<sup>er</sup> mars, le centre de réflexion de la diplomatie française au Quai d'Orsay »<sup>1309</sup>. Il est l'auteur de nombreux ouvrages dont deux majeurs : *Néoconservatism, the biography of a movement* publié chez Harvard University Press en 2010, et *Zbigniew Brzezinski, stratège de l'empire*, publié chez Odile Jacob en 2016. Il n'est pas journaliste au *Monde*, mais contribue au journal en tant qu'expert, par ses articles sur les États-Unis parus, notamment lors des élections présidentielles, de même que d'autres historiens et membres de think tanks français comme Laurence Nardon<sup>1310</sup> ou d'Alexandra de Hoop Scheffer<sup>1311</sup>. Ceux-ci envoient parfois spontanément des papiers au journal, à d'autres moments, c'est le journal qui leur en commande<sup>1312</sup>. C'est le cas des dossiers spéciaux publiés à l'occasion des élections américaines, comme celui daté du 7 novembre 2012 lors de la réélection de Barack Obama, dans lequel Justin Vaïsse signe un article sur : « La présidentielle américaine hantée par l'Iran »<sup>1313</sup>.

Les articles de Justin Vaïsse dans *Le Monde* traitant des États-Unis datent des années 2000<sup>1314</sup>, c'est-à-dire des années Bush fils et Obama, mais cessent quand il devient directeur du CAPS. C'est une position officielle qui lui impose une certaine réserve dans les médias. Ses articles figurent en pages décryptages ou opinions et sont le plus souvent longs<sup>1315</sup>. Justin Vaïsse présente sous George W. Bush, l'Amérique comme une superpuissance qui défend et protège ses alliés et amis, mais qui est prise au piège d'un conflit sans fin en Irak. C'est un pays qui fait preuve alors selon lui d'une grande dureté dans ses relations avec les autres. Cette Amérique conservatrice compte, écrit-il, une importante frange religieuse et qui l'est de plus en plus. Il décrit aussi dans ses articles une Amérique plutôt progressiste (sous Obama), qui veut par exemple agir contre le réchauffement climatique. Enfin, il présente les États-Unis comme une démocratie particulièrement vivante, dans laquelle il y a une véritable séparation des pouvoirs qui se manifeste par une lutte âpre entre le président et le Congrès. Cela aboutit de plus en plus souvent au statut quo : « Il y a deux réalités de la vie politique américaine que la victoire de Barack Obama n'a pas abolies : la profonde fracture partisane et le système des *checks and*

---

<sup>1308</sup> Premier ministre de François Mitterrand, ministre à de nombreuses reprises, notamment des affaires étrangères de 2012 à 2016.

<sup>1309</sup> Corine Lesnes, « Le stratège du Quai d'Orsay », *Le Monde*, 22/02/2013.

<sup>1310</sup> Responsable du programme Amérique du Nord de l'Institut Français des Relations Internationales.

<sup>1311</sup> Directrice du bureau parisien du think tank américain German Marshall Fund of the United States.

<sup>1312</sup> Entretien avec Justin Vaïsse, *op.cit.*

<sup>1313</sup> Justin Vaïsse, « La présidentielle américaine hantée par l'Iran », *Le Monde*, 07/11/2012.

<sup>1314</sup> 3 articles de Justin Vaïsse sélectionnés dans le corpus.

<sup>1315</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

*balances*, ces freins et contrepoids qui font qu'à Washington, il est toujours plus facile de bloquer que de construire »<sup>1316</sup>.

Justin Vaïsse présente ainsi les Etats-Unis sous un œil critique, précis et soucieux de combattre les clichés. C'est le cas fréquent aussi des anciens ou actuels correspondants du journal aux Etats-Unis.

### Les autres signatures

Au-delà des journalistes que nous venons de présenter, d'autres nouvelles signatures traitant des Etats-Unis apparaissent dans le journal durant les années Obama. Elles concernent des journalistes qui traitent plutôt occasionnellement ou qui n'ont pas de responsabilité particulière dans la couverture régulière des Etats-Unis. Il y a en particulier Clément Lacombe, journaliste au service économique de 2004 à 2013, parti depuis au *Point*, Isabelle Piquer, correspondante freelance du *Monde* à Madrid ou Stéphanie Le Bars, longtemps en charge des religions et qui s'est établie à Washington pour raisons familiales en 2014 et qui continue de contribuer au *Monde* sans avoir nommément de fonction attribuée.

Ainsi, des journalistes de différentes rubriques et en particulier de l'économie, de différents horizons et de différents statuts contribuent à la couverture des Etats-Unis par le journal, ce qui montre l'étendue du sujet au sein du *Monde*.

De la fin du mandat d'Eric Fottorino à la nomination de Jérôme Fenoglio, *Le Monde* vit ainsi une rupture significative due au rachat par trois personnalités qui manifestent le souhait de préserver le journal tel qu'il était. Ils lui apportent les moyens d'assurer sa réussite dans le nouveau paradigme du numérique, venu des Etats-Unis. Ce défi n'est pas gagné alors que la presse est encore en pleine transition et que le journal voit passer 5 directeurs en 5 ans. L'équilibre doit être trouvé, avec un président du directoire et directeur de la publication, Louis Dreyfus, stable et puissant, qui représente les actionnaires, mais n'intervient pas dans les décisions éditoriales. Au même moment, l'Amérique vit aussi un changement inouï.

## **102 Obama : un mandat exceptionnel malgré tout**

Après le 11 septembre, pendant les deux mandats de George W. Bush, l'Amérique s'est en partie recroquevillée sur elle-même, montrant son visage des mauvais jours, crispé, fermé, parfois cynique, arrogant et repoussant. Et voilà que huit ans plus tard, elle étonne la planète et montre son plus beau visage en élisant un Noir à sa présidence. Elle retrouve d'un coup toute son immense force d'attraction, ressemblant au modèle qu'elle veut être pour le monde.

### **L'élection de Barack Obama, symbole du rêve américain**

Première historique, symbole du rêve américain, symbole aussi de la fin effective de la ségrégation, l'élection d'un président afro-américain aux Etats-Unis non seulement bouleverse l'Amérique mais a aussi une dimension universelle.

Né en 1961, d'un père Kényan noir et d'une mère Américaine blanche, Barack Obama grandit en Indonésie (où il passe quatre ans) et aux Etats-Unis, en particulier à Hawaï. Il est tour à tour travailleur social, avocat, enseigne aussi le droit. Il se marie avec une brillante avocate afro-américaine de Chicago puis entre en politique et est

---

<sup>1316</sup> Justin Vaïsse, « Le regard de ... Justin Vaïsse : Contrer les forces de blocage de la politique américaine », *Le Monde*, 04/11/2009.

élu au Sénat de l'Illinois en 1997, puis sénateur de l'Illinois au Sénat des Etats-Unis en 2004. Bernard-Henry Lévy l'évoque dans son livre *American Vertigo*<sup>1317</sup> paru en 2006, mais personne ne le remarque encore en France. Barack Obama se lance dans la primaire démocrate pour l'élection présidentielle de 2008 et est investi par son parti devançant Hillary Clinton de peu. Les lecteurs du *Monde* le découvrent à partir de ce moment, dans les nombreux portraits que fait de lui Corine Lesnes. Elle écrit en janvier 2007 dans un article intitulé « L'homme sans bagages », que « l'Amérique s'est prise de passion pour le plus improbable des candidats »<sup>1318</sup>. Il est métis, aux Etats-Unis on le considère comme afro-américain. Il a vécu presque toute son enfance loin du continent américain. C'est un intellectuel, diplômé de Sciences Politiques à l'Université Columbia de New York et de Droit à Harvard. Mais il est aussi marqué par ses années de travailleur social dans les quartiers déshérités de Chicago : « C'est là que j'ai reçu la meilleure éducation que j'ai jamais eue »<sup>1319</sup>. Il est élevé en partie par ses grands parents maternels dont il reste très proche, à Hawaï, un Etat américain un peu à part, qui compte près de 20% de métis. C'est là qu'il gagne une incroyable confiance en lui tant il est sûr de son destin. Il appelle cela son moment<sup>1320</sup>. Ce n'est pas un hasard s'il choisit comme slogan pour sa campagne : « Yes we can ». Il croit qu'il peut déplacer des montagnes et il ne se trompe pas complètement tant son but, devenir président, semble impossible pour un Noir aux Etats-Unis. Il écrit ses mémoires à 33 ans, à la demande d'un éditeur il est vrai, pour raconter l'incroyable histoire du premier Noir devenu président de la prestigieuse *Harvard Review of Law*. Mais ce n'était rien à côté de la suite de l'histoire. Comment résumer Obama ? Corine Lesnes, qui consacre un livre à sa présidence, écrit : « Réaliste, pragmatique [...] ? S'il fallait retenir une définition, ce pourrait être celle qu'il a lui-même donnée : hérétique »<sup>1321</sup>. C'est aussi un homme distant, assez secret et prude, qui ne montre guère ses sentiments profonds, tel qu'elle le décrit dans *Le Monde*<sup>1322</sup>. Politiquement, il est démocrate, et avant tout pragmatique. C'est un caractère très américain. D'ailleurs aux Etats-Unis, écrit encore Corine Lesnes, « le programme du candidat n'a pas une importance prépondérante, c'est surtout un homme que l'on élit »<sup>1323</sup>.

C'est cet homme, Barack Hussein Obama, que les Américains élisent 44ème président des Etats-Unis le 4 novembre 2008, avec une nette majorité, près de 53% des voix (et encore plus parmi les grands électeurs). Il a 47 ans. Il porte avec lui la longue et douloureuse histoire des afro-américains, de l'esclavage puis de la ségrégation. Il porte aussi celle de l'abolition de l'esclavage avec la guerre de sécession, et de la lutte contre la ségrégation avec les droits civiques. Barack Obama hérite de l'aventure des Etats-Unis et du rêve américain. Il est comme la réponse au fameux discours de Martin Luther King : « I have a dream » : « J'ai un rêve. C'est un rêve qui est profondément enraciné dans le rêve américain [...]. Je rêve qu'un jour [...], les fils des anciens esclaves et les fils des anciens propriétaires d'esclaves pourront s'asseoir ensemble à la table de la fraternité [...]. Je rêve que mes quatre jeunes enfants vivront un jour dans une nation où ils ne seront pas jugés par la couleur de leur peau, mais à la mesure de leur caractère »<sup>1324</sup>. Corine Lesnes qui le suit de près depuis presque deux ans et qui a dressé son portrait à maintes reprises dans les colonnes du journal écrit le jour de son élection un long article dont

<sup>1317</sup> Bernard-Henry Lévy, *American Vertigo*, Paris, Grasset, 2006, 504 p.

<sup>1318</sup> Corine Lesnes, « Barack Obama, l'homme sans bagages », *Le Monde*, 04/01/2007.

<sup>1319</sup> Corine Lesnes, « Barack Obama, la leçon des Ghettos », *Le Monde*, 05/10/2007.

<sup>1320</sup> Corine Lesnes, « Un destin américain », *Le Monde*, 04/06/2008.

<sup>1321</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama, op.cit.*, p. 20.

<sup>1322</sup> Corine Lesnes, « L'énigme Obama », *Le Monde*, 01/11/2008.

<sup>1323</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama, op.cit.*, p. 19.

<sup>1324</sup> Extrait du discours de Martin Luther King à Washington le 28/10/1963.



le titre seul suffit à résumer l'évènement : « A ceux qui doutent encore de l'Amérique, ce soir j'apporte la réponse »<sup>1325</sup>. Effectivement, en ce jour historique, l'Amérique se réconcilie avec sa glorieuse histoire en exorcisant son passé raciste. Elle est vraiment un pays exceptionnel, aux yeux de ses habitants qui se sentent plus que jamais unis. Et ce qui vaut pour les Américains vaut aussi en partie pour le reste de la planète car l'évènement a une dimension universelle.

L'Amérique revient alors de loin. Avec George W. Bush, l'invasion de l'Irak, Guantanamo et Abou Ghraib, le pays s'est largement mis à l'écart du reste de la planète ou au moins des démocraties. Jamais son image n'a été aussi mauvaise. Et en l'espace d'une journée, ce 4 novembre 2008, tout est changé. Le nouveau président des Etats-Unis reçoit des télégrammes de félicitations de toute la planète. Même des chefs d'Etats traditionnellement en mauvais termes avec les Etats-Unis font de même, comme Mahmoud Ahmadinejad pour l'Iran, Hugo Chavez pour le Venezuela ou Raul Castro pour Cuba. Ce jour-là, dans *Le Monde*, près de cinquante articles sont consacrés à la couverture des Etats-Unis et en particulier à l'élection de Barack Obama. C'est très important, cela n'a été dépassé qu'une fois, lors de la réélection de George W. Bush en 2004, qui avait tant préoccupé le journal. Une très mauvaise nouvelle mobilise peut-être davantage les médias qu'une bonne. Quoi qu'il en soit, dans son édition datée du 5 novembre 2008, *Le Monde* raconte avec profusion cette Amérique qui a élu Barack Obama et rapporte les réactions en France et ailleurs. Témoignant de la puissance de l'évènement, Eric Fottorino écrit dans l'éditorial du jour : « D'abord il faut écrire ces mots en toutes lettres. Les lire lentement à voix haute pour mesurer l'ampleur de la nouvelle, sa charge d'histoire et d'émotion : le peuple américain vient d'élire à la Maison Blanche un homme à la peau noire »<sup>1326</sup>. C'est un symbole pour l'Amérique, mais c'est aussi un symbole pour l'humanité. Les mots démocratie et égalité trouvent là tout leur sens. Combien de pays, combien de nations peuvent se vanter de donner leur chance de façon égale à tous leurs citoyens, même issus des minorités, notamment ethniques. Eric Fottorino a parfaitement saisi la charge émotionnelle contenue dans cette nouvelle : un homme à la peau noire a été élu président de la première puissance de la planète, de cette grande démocratie qui en ce jour mérite plus que jamais ce nom. De même que l'Amérique, la ligne éditoriale du *Monde* sur les Etats-Unis s'en trouve sens dessus-dessous.

## **L'Obamania du *Monde***

Le 4 novembre 2008, un vent venu d'outre-Atlantique bouleverse la vision qu'ont les journalistes du *Monde* de l'Amérique. Il affecte profondément et durablement leur jugement. Il porte un nom : Barack Obama.

L'élection d'un afro-américain à la présidence des Etats-Unis, non seulement transforme l'image du pays, mais donne aussi une place à part au nouveau président. Il est un symbole vivant, l'homme qui incarne par sa condition et par sa son élection les valeurs des lumières, de la révolution américaine et de la démocratie. Il incarne peut-être encore davantage les valeurs de la révolution française qui a proclamé d'emblée que les hommes naissent libres et égaux en droit et qui a aboli l'esclavage. Un tel symbole ne peut que plaire à la rédaction du *Monde* qui se veut l'héritière de ces valeurs. L'élection d'Obama correspond tout-à-fait à cette révolution par la loi qu'appelle Hubert Beuve-Méry dans son premier éditorial.

---

<sup>1325</sup> Corine Lesnes, « A ceux qui doutent encore de l'Amérique, ce soir, j'apporte la réponse », *Le Monde*, 05/11/2008.

<sup>1326</sup> Eric Fottorino, « L'homme qu'il faut », *Le Monde*, 05/11/2008.

L'arrivée d'Obama a eu un immense effet de séduction raconte Jacques Follorou<sup>1327</sup>. D'autant que l'homme, Barack Obama, au-delà de sa condition, a une personnalité charismatique aidée d'une voix puissante, grave et profonde, presque envoûtante. Il est cultivé, intellectuel, calme et mesuré, moderne, sportif, non conformiste et ouvert. Il est aussi tout ce que n'a pas été George W. Bush. Damien Leloup explique qu'Obama a changé beaucoup de choses et son regard sur les Etats-Unis. « Il est noir, proche des jeunes, avec un programme progressiste. Son élection a été incroyable, historique, cela a été une grande émotion ». Les journalistes du *Monde* comme leurs concitoyens, tombent sous le charme du nouveau président américain, oubliant toutes les positions qu'ils ont pu tenir auparavant vis-à-vis des Etats-Unis du temps de George W. Bush. Ils sont affectés d'un nouveau syndrome qui donne lieu à un néologisme : l'Obamania. C'est un peu le contraire de l'antiaméricanisme primaire : l'Obamania conduit à penser que tout ce que fait ou dit Barack Obama est bon par nature. Les journalistes du *Monde* sont sans doute emportés, comme bien d'autres, par leur enthousiasme, mais sans sombrer pour autant dans la naïveté : Marie-Claude Decamps, loin d'être dupe écrit : « Qu'importe aujourd'hui si le jeune président élu [...], n'en est pas à un flou ou un revirement près. Qu'importe aussi si chaque épisode de la mise en scène de ce rêve américain a été ciselé par le maître en communication David Axelrod, Pygmalion du candidat Obama : le message était là »<sup>1328</sup>. Habiles, les premières mesures ou annonces d'Obama ne font que conforter, parfois de manière spectaculaire, ce sentiment ainsi que les présente Corine Lesnes<sup>1329</sup> : Fin du secret des archives, fin de la guerre en Irak, fermeture de la prison de Guantanamo, mise hors la loi de la torture, arrêt définitif des prisons secrètes de la CIA, volonté de mettre la défense de la liberté et de la justice au cœur de l'action de son gouvernement, volonté de renforcer l'exemplarité morale de l'Amérique, et d'en faire le fondement de son leadership mondial, restrictions pour les lobbies, protection de l'environnement et lutte contre le réchauffement climatique. La première visite officielle du président est pour le Département d'Etat, c'est-à-dire pour la diplomatie. Eric Fottorino écrit dans un éditorial intitulé « Confiance », qui clôt les cent premiers jours de sa présidence : « Le premier sprint de Barack Obama témoigne déjà d'une grande maîtrise de la fonction, alliant vitesse et précision – mais nulle précipitation »<sup>1330</sup>. *Le Monde* est tellement impressionné qu'il donne en quelque sorte régulièrement la parole à Obama en publiant soit en intégralité, soit dans de longs extraits, les principaux discours d'Obama dans ses colonnes, en les traduisant. Jamais un président américain n'a été autant cité dans le journal. Le 4 novembre 2009, *Le Monde* publie même un dossier spécial qui reprend partiellement ou en totalité une quinzaine de discours du président américain. Le journal en propose la version intégrale sur son site internet. Les discours d'Obama repris par *Le Monde*<sup>1331</sup>, présentent une Amérique amie des pays libres et alliée de l'Europe<sup>1332</sup>. Ils décrivent une superpuissance qui veut la paix, qui est protectrice de la démocratie et de la liberté. Elle défend aussi ses alliés et ses intérêts et elle est engagée dans la lutte contre le terrorisme. Ils montrent un pays qui veut améliorer ses relations avec les autres. Les discours de Barack Obama évoquent aussi une Amérique en crise économique et contre laquelle l'Etat intervient fortement. Ils décrivent un pays dans lequel le gouvernement se préoccupe du progrès social et essaie de mettre en place une meilleure protection sociale de santé, un pays aussi dans lequel l'ascenseur

<sup>1327</sup> Entretien avec Jacques Follorou, *op.cit.*

<sup>1328</sup> Marie-Claude Decamps, « Mister President », *Le Monde*, 06/11/2008.

<sup>1329</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama, op.cit.*, pp. 72-76.

<sup>1330</sup> Eric Fottorino, « Confiance – Obama, ce qu'il a déjà changé », *Le Monde*, 30/04/2009.

<sup>1331</sup> 14 discours d'Obama repris par *Le Monde* sélectionnés dans le corpus.

<sup>1332</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

social fonctionne et donne sa chance à chacun selon le rêve américain. Ils présentent un gouvernement qui veut agir contre le réchauffement climatique et pour la préservation de l'environnement. Ils décrivent les Etats-Unis comme une démocratie et un Etat de droit, un pays dans lequel la religion a beaucoup d'importance, mais avec une grande diversité et une grande liberté. Enfin, les articles d'Obama présentent l'Amérique comme un pays confiant dans ses institutions, qui les respecte, un pays sûr de lui, mais sans arrogance.

Un an après son élection, *Le Monde* est encore sous le charme, mais la dureté de la réalité l'amène à faire un premier bilan en s'efforçant d'être objectif. Avec le temps qui passe, l'Obamania qui a submergé le journal comme bien des Européens, s'atténue. Cependant, comme l'explique Christophe Ayad, « on n'échappera pas à un grand bilan d'Obama à la fin, notamment au *Monde* »<sup>1333</sup>. D'autant que Barack Obama effectue un double mandat à la présidence des Etats-Unis après avoir été réélu le 6 novembre 2012.

### **La mandature du 44<sup>e</sup> président des Etats-Unis vue du boulevard Blanqui**

Alors que l'ensemble de la planète observe l'action du président Obama, la première préoccupation de ce dernier est d'abord la relance de l'économie de son pays à cause de la crise qui fait rage et alors que le système bancaire menace de s'effondrer. Le président et son équipe réussissent à mettre en place un plan de relance économique sans précédent qui devient lentement mais effectivement un succès. Il réussit aussi à surpasser toute une série d'embûches mises en place par l'opposition au Congrès et à imposer un système de protection sociale obligatoire pour tous, surnommé Obamacare<sup>1334</sup>. Sur le plan international, il réussit à mettre hors d'état de nuire Oussama Ben Laden, le commanditaire des attentats du 11 septembre 2001. *Le Monde* retranscrit entièrement le discours qu'il prononce à cette occasion<sup>1335</sup>. Cela contribue vraisemblablement hautement à sa réélection l'année suivante.

Mais bien avant la fin de son premier mandat et peu à peu, les déconvenues apparaissent et elles sont même de plus en plus nombreuses. En novembre 2009, un an après l'élection triomphale de Barack Obama, Nicolas Bourcier et Sylvain Cypel dressent de New York, pour *Le Monde*, un premier bilan et il est mitigé écrivent-ils<sup>1336</sup>. A l'occasion des élections de mi-mandat de novembre 2010, le journal publie un dossier intitulé « La crise sociale plonge les Etats-Unis dans le doute ». Adrien de Tricornot et Mathias Thépot y soulignent que « le chômage et la pauvreté atteignent des niveaux records »<sup>1337</sup>. Le 21 août 2013, le régime de Bachar el Assad, en Syrie effectue un bombardement avec des armes chimiques contre son peuple. Six jours plus tard, alors que l'emploi d'armes chimiques est confirmé, un éditorial du *Monde* signé de Natalie Nougayrède écrit : « Ce crime de trop appelle une réponse claire et déterminée »<sup>1338</sup>. Sans doute cet éditorial est-il assez personnel, la directrice n'ayant pas consulté la rédaction en chef avant de l'écrire.

---

<sup>1333</sup> Entretien avec Christophe Ayad, *op.cit.*

<sup>1334</sup> De son vrai nom : *Patient Protection and Affordable Care Act* (Loi sur la protection des patients et les soins abordables) du 30 mars 2010.

<sup>1335</sup> « Obama : La mort de Ben Laden ne marque pas la fin de nos efforts », *Le Monde*, 02/05/2011.

<sup>1336</sup> Nicolas Bourcier et Sylvain Cypel, « Barack Obama : de la parole aux actes », *Le Monde*, 04/11/2009.

<sup>1337</sup> Adrien de Tricornot et Mathias Thépot, « La crise sociale plonge les Etats-Unis dans le doute », *Le Monde*, 03/11/2010.

<sup>1338</sup> Natalie Nougayrède, « Syrie : le crime de trop appelle une riposte », *Le Monde*, 26/08/2013.

Mais il montre à quel point le journal est étonné et déçu le 30 août lorsque Barack Obama prend la décision de ne pas intervenir en Syrie et de renoncer à faire respecter la ligne rouge qu'il y avait posée. Alors que le Proche-Orient se trouve pris dans un déchainement de violence, avec l'Etat islamique notamment, l'inaction de la superpuissance américaine, malgré son avertissement, passe pour de la faiblesse. On reproche alors au président son ambivalence. Pierre Mélandri le surnomme Janus<sup>1339</sup> car selon lui, il y a dans le caractère d'Obama une étonnante ouverture d'esprit et un pragmatisme viscéral typiquement américain. Mélandri explique enfin qu'Obama est longtemps et un peu naïvement, en quête d'une position centrale et d'une synthèse bipartisane. Elles demeurent cependant introuvables en ces années.

De même, le président ne parvient pas, malgré ses annonces, à fermer la prison de Guantanamo et à renvoyer ses derniers prisonniers que pourtant la Cour suprême elle-même juge illégalement détenus. La polarisation du monde politique, alors qu'il perd sa majorité au Sénat dès 2010, et sa majorité à la Chambre des représentants en 2014, entraîne un blocage des institutions, le *gridlock*<sup>1340</sup>, dans un pays dans lequel toutes les grandes réformes ou presque ont fait l'objet de lois bipartisanes. Malgré des meurtres de masse dans des écoles, comme à Sandy Hook en 2012, le président ne parvient pas à régler les ventes d'armes individuelles dans son pays qui en compte plus que n'importe quel autre pays au monde. Il réussit à redresser l'économie américaine, mais les inégalités perdurent voire s'accroissent. Enfin, le premier président noir ne parvient pas à vaincre totalement le racisme aux Etats-Unis qui se manifeste de plus belle comme lors de la tuerie de l'église de Charleston, le 17 juin 2015. Il l'attise bien involontairement par la réaction qu'il suscite lui-même : comme l'explique encore Corine Lesnes, il y a un élément raciste dans la contestation d'Obama<sup>1341</sup>. Ces dernières affaires affectent davantage l'image des Etats-Unis que celle d'Obama. *Le Monde* écrit après Charleston : « Le premier président noir de l'histoire des Etats-Unis aura été impuissant à changer un pays qui, en dépit de nombreux progrès accomplis, reste profondément marqué par le racisme »<sup>1342</sup>. Il termine cependant sa mandature avec des mesures qui suscitent une forte adhésion au *Monde* notamment. C'est le cas lorsque le président Obama entreprend de rétablir les relations diplomatiques de son pays avec Cuba interrompues depuis près de cinquante-quatre ans<sup>1343</sup>. Alain Beuve-Méry résume le sentiment de bon nombre de journalistes du *Monde* vis-à-vis d'Obama : il le trouve « génial pour son sens de la parole »<sup>1344</sup>. Il trouve que « le couple Obama a une très grande classe, ils sont tous les deux au-dessus du lot ». Pour lui, Obama avec l'Obamacare, a fait un travail remarquable malgré la détestation suscitée. Le bilan d'Obama en politique extérieure est moins bon selon lui. Il s'est trompé sur le terrorisme et l'islamisme. Pour Alain Beuve-Méry, le legs d'Obama est en demi-teinte.

Ainsi, le journal a su malgré ses sentiments, observer et décrire avec objectivité et critique, le mandat du premier président noir de l'histoire des Etats-Unis. Comme le raconte Jacques Follorou, « *Le Monde* a su garder ses distances et traiter l'information professionnellement. Ce n'était pas radio Obama ici »<sup>1345</sup>. Curieusement, la vieille séparation de la rédaction en deux tendances, l'une plus

---

<sup>1339</sup> Pierre Mélandri, *Histoire des Etats-Unis – II. Le déclin ?*, op.cit., p. 557

<sup>1340</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama*, op.cit., p. 198.

<sup>1341</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama*, op.cit., p. 116.

<sup>1342</sup> Editorial, « Fusillade de Charleston : Obama désarmé face à la fracture raciale », *Le Monde*, 19/06/2015.

<sup>1343</sup> « Cuba et les Etats-Unis rétablissent leurs relations diplomatiques », *Le Monde*, 01/05/2015.

<sup>1344</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, op.cit.

<sup>1345</sup> Entretien avec Jacques Follorou, op.cit.

atlantiste, l'autre plus altermondialiste est bousculée par Obama. Comme l'explique Christophe Ayad, paradoxalement, « les plus critiques d'Obama sont les plus atlantistes »<sup>1346</sup>. Ils ont du mal avec la politique multilatéraliste et les hésitations face à l'exercice du leadership américain de la part du président. La Syrie est manifestement leur plus grande déconvenue. Les moins atlantistes souvent plus proches de l'autre Amérique, de cette partie du pays la plus progressiste, parfois dite de gauche, contestataire, se sont naturellement retrouvés dans le symbole qu'est Barack Obama. Ils ont eu plus de mal avec le chef d'Etat pragmatique. Cela ne bouleverse cependant pas la relation complexe qu'entretiennent les journalistes du *Monde* concernés par la question avec le gouvernement et les diplomates américains.

### **Une question récurrente : le lien entre *Le Monde* et le gouvernement américain ainsi que son ambassade à Paris**

Première démocratie du monde moderne, les Etats-Unis accordent depuis leur origine une grande place à la presse, à sa liberté et qui fait l'objet du premier amendement adopté en 1791 : « Le Congrès ne fera aucune loi [...] qui restreigne la liberté de parole ou de la presse ». La relation avec la presse étrangère et la mission d'information officielle des étrangers, comme dans la plupart des pays du monde, sont confiées au ministère des affaires étrangères, le Département d'Etat et à ses dépendances, les ambassades des Etats-Unis à travers le monde. Lors de la seconde guerre mondiale, le gouvernement américain s'est également préoccupé de la guerre idéologique, c'est-à-dire de propagande et de contre-propagande de guerre. Cela a conduit à la création en juin 1942 d'une agence fédérale, l'*Office of War Information* (OWI - Bureau d'Information de Guerre). Elle dispose à la fin de la guerre d'un réseau de bureaux dans le monde entier. L'OWI est désactivée dès la fin du conflit, le 15 septembre 1945. Ses missions et ses moyens, notamment humains sont réduits, mais ne disparaissent pas pour autant, ils sont transférés au Département d'Etat et aux différentes ambassades américaines concernées. Très vite, avec le début de la guerre froide, les moyens affectés à l'information augmentent à nouveau et donnent lieu, en 1953, à la création de l'*United States Information Agency* (USIA – Agence d'Information des Etats-Unis). Reprenant les moyens du Département d'Etat, celle-ci se dote d'un réseau de bureaux à travers le monde, et en particulier à Paris. Wilson P. Dizard dans son ouvrage remarquable sur l'histoire de l'agence explique que l'USIA est « l'organisation qui donne la forme et la direction des efforts gouvernementaux pour influencer l'opinion publique mondiale pendant près de quarante-cinq ans »<sup>1347</sup>. Son rôle est en particulier de donner une image des Etats-Unis correspondant à leurs intérêts stratégiques. Elle est aussi l'instrument du gouvernement américain pour conduire des opérations de propagande idéologique pendant la guerre froide, aidée le cas échéant d'autres agences gouvernementales ayant d'autres spécialités. L'USIA est dissoute en 1999, peu après la fin de la guerre froide, comme l'OWI en 1945 à la fin de la seconde guerre mondiale. Ses moyens sont réduits et transférés à nouveau au Département d'Etat dont elle devient un service, et à ses ambassades. Ainsi, la seule véritable différence entre l'USIA et les services de presse du Département d'Etat à Washington ou des ambassades, à Paris par exemple, ce sont les moyens disponibles. « Le service de presse de l'ambassade, c'était l'USIA. Elle a simplement changé de statut, devenant un service et non plus une agence », résume Michèle

---

<sup>1346</sup> Entretien avec Christophe Ayad, *op.cit.*

<sup>1347</sup> Wilson P. Dizard, *Inventing Public Diplomacy – The story of the U.S. Information Agency*, Lynne Rienner, 2004, Boulder Co, p. 4.

Carteron, ancienne *Senior information and press specialist* à l'ambassade des Etats-Unis à Paris de 1970 à 2008<sup>1348</sup>.

Le service presse du Département d'Etat à Washington s'occupe de l'information des correspondants de presse étrangers aux Etats-Unis. Les services de presse des ambassades s'occupent des journalistes locaux. Au-delà de la Maison Blanche, les personnages clés de la politique étrangère américaine sont le secrétaire d'Etat, c'est-à-dire le ministre des affaires étrangères, les sous-secrétaires d'Etat et les ambassadeurs. Ils sont aidés de fonctionnaires, diplomates de carrière dont les conseillers à la communication et à la culture (*Public Affairs Officers-PAO*) et les porte-paroles des ambassades et du Département d'Etat à Washington. Le porte-parole d'une ambassade américaine est responsable de son bureau de presse et d'information. Ce dernier a trois missions<sup>1349</sup> : d'abord, il est responsable de la communication et de l'image des Etats-Unis à l'étranger, en France pour ce qui nous concerne. Il prend en compte les objectifs à court, moyen et long terme du gouvernement des Etats-Unis. Son but est d'améliorer les relations bilatérales, l'image de l'Amérique pour le grand public de même que la coopération politique. Il organise pour cela notamment la projection du *softpower* américain afin de faire connaître et diffuser les valeurs des Etats-Unis. C'est une stratégie à long terme. Les thèmes sont assez constants, comme l'importance de la diversité, l'éducation de la jeunesse (opportunités, souplesse, maximisation des talents), la tolérance, notamment vis-à-vis de la *lesbian and gay community*, les droits de l'homme. Le bureau de presse et d'information met à contribution à cet effet les déplacements de l'ambassadeur ou du chargé d'affaires et les visites d'officiels américains importants en France. Ainsi, lors de la visite de l'administrateur de la Nasa en France en juin 2011, le bureau de presse et d'information de l'ambassade organise une rencontre avec un ministre français, puis la visite d'une école d'ingénieurs et enfin une réception d'un groupe de jeunes français. Il fonctionne selon le principe des *target audience* (audiences cibles), en s'adaptant à chacune. La seconde mission du bureau de presse et d'information de l'ambassade est ce que les diplomates américains nomment la diplomatie officielle active, qui consiste à communiquer directement et pour le compte du gouvernement des Etats-Unis. La troisième et dernière mission du bureau de presse et d'information de l'ambassade est la diplomatie passive qui consiste à recevoir des demandes d'informations ou autres sollicitations et à y répondre. Il a ainsi beaucoup de demandes d'interviews, notamment en préparation d'une visite présidentielle française aux Etats-Unis. Dans les trois cas, le rôle des médias français est central. L'ambassade à Paris bénéficie par ailleurs d'une équipe de professionnels locaux, permanents, alors que les diplomates américains tournent tous les trois ans. Sans eux, ils seraient plus passifs. En dehors de la fluctuation des moyens disponibles, et des politiques des gouvernements, rien de fondamental n'a changé dans la relation avec la presse depuis 1945, si ce n'est l'arrivée des nouveaux médias avec Facebook, Twitter, les sites internet, pour informer les journalistes. Maintenant, les nouveaux médias sont centraux. Au bureau de presse de l'ambassade des Etats-Unis à Paris, deux personnes leur sont dédiées. Cela n'implique pas pour autant que la presse et en particulier *Le Monde*, sont négligés, mais l'importance de ces derniers a diminué.

Fort de ses trois missions, le bureau de presse et d'information de l'ambassade des Etats-Unis à Paris entretient une relation depuis toujours avec les journalistes du *Monde* concernés par les Etats-Unis, du directeur au deskman. Des conférences de presse, briefings, déjeuners avec l'ambassadeurs ou le porte-parole

---

<sup>1348</sup> Entretien avec Michèle Carteron, *op.cit.*

<sup>1349</sup> Entretien avec Mitchell Moss, porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis et Sophie Roy-Sultan, *Information and press specialist* (attachée de presse), le 28/01/2014.

ainsi que des événements ou des soirées thématiques sont régulièrement organisés par l'ambassade auxquels les journalistes sont conviés, notamment lors du passage à Paris de personnalités américaines ou plus régulièrement, lors de la fête nationale des Etats-Unis, chaque 4 juillet ou encore lors des soirées électorales. *Le Monde* en rend compte de temps en temps à ses lecteurs. Ainsi, à l'occasion de l'élection présidentielle américaine de 1956, le *Public Affairs Officer*, M. Morill Cody, organise dans les locaux de l'ambassade, une nuit des élections, à laquelle *Le Monde* est associé et évoque dans son numéro du lendemain : « L'ambiance n'était nullement passionnée, et l'on parlait plus, entre les diplomates, les journalistes américains et les nombreuses personnalités françaises venues faire un tour, de la situation au Proche-Orient que d'un scrutin dont l'issue finale ne faisait de doute pour personne »<sup>1350</sup>. Evoquant le suivi depuis Paris de la nuit de l'élection de Jimmy Carter à la présidence des Etats-Unis, Claude Sarraute raconte qu'« entre deux résultats, on allait faire un tour à la réception donnée par l'ambassade américaine à Radio-France »<sup>1351</sup>. Il y a aussi traditionnellement une interview du Président américain avec des journalistes français dont un représentant du *Monde* à chaque visite en France.

Au-delà de ces événements, les membres du bureau de presse et d'information entretiennent des liens plus personnels avec les journalistes. Ils les interpellent lorsqu'une opportunité se présente. Le porte-parole de l'ambassade interpelle ses correspondants au *Monde* lorsqu'il estime avoir un élément intéressant, et qui va pouvoir être utilisé. Le bureau de presse et d'information de l'ambassade n'a en principe pas de préférence et cherche à avoir un équilibre avec les médias. Le porte-parole essaie de créer un climat de confiance avec les journalistes du *Monde*, en *off* essentiellement. Pour les entretiens en *on*, c'est plutôt l'ambassadeur ou le numéro deux de l'ambassade qui intervient. L'objectif est de maintenir les relations avec les personnes clés des médias et notamment du *Monde* comme les auteurs de reportages qui concernent les Etats-Unis (en particulier Wikileaks et la NSA), le correspondant diplomatique, le correspondant défense, le responsable du desk Amérique, le chef du service international, les éditorialistes et le directeur du journal. La relation dépend évidemment beaucoup de la personnalité et de l'intérêt en retour de chacun. Des briefings sont organisés sur tel ou tel sujet à la demande des journalistes. En effet, ceux-ci en général et ceux du *Monde* en particulier, intéressés par les Etats-Unis, entretiennent fréquemment des relations parfois étroites avec les diplomates. Ils en font rarement état. Cela mérite d'être souligné, car ces soirées ou autres diners ou même petits déjeuners sont des lieux de rencontre, d'échange d'information et d'influence qui ont un rôle non négligeable dans les relations entre la presse, notamment française et les Etats-Unis. La plupart des journalistes du *Monde* et des autres journaux, concernés par les Etats-Unis, y participent. L'ambassade publie aussi pendant longtemps un magazine, *Informations et documents*, qui présente les Etats-Unis. L'un de ses rédacteurs en chef, Pierre Ferenczi était le père d'un des grands rédacteurs du *Monde*, Thomas Ferenczi. Michèle Carteron explique que l'ambassade a une relation particulière, parfois étroite, avec les directeurs du *Monde*, notamment avec André Fontaine, très respecté des officiels américains, « André Fontaine avait accès direct à l'ambassadeur », de même Jacques Fauvet, avec une relation moins étroite cependant. Il y a aussi une excellente entente avec Jean-Marie Colombani, un lien mais moins étroit avec Edwy Plenel. La relation est bonne avec Erik Izraelewicz, très

---

<sup>1350</sup> Le Président Eisenhower élu également par les américains de Paris, *Le Monde*, 08/11/1956.

<sup>1351</sup> Claude Sarraute, « Une bonne soirée », *Le Monde*, 04/11/1976.

bonne avec Natalie Nougayrède qui vient assister à tous les événements de presse organisés par l'ambassade lorsqu'elle est correspondante diplomatique du journal.

Le bureau de presse et d'information prépare aussi des dossiers d'information qui sont transmis à la presse ou mis à disposition au centre de documentation. Hubert Beuve-Méry les évoque dans son éditorial du 23 février 1953 sur l'exécution des époux Rosenberg : « Dans une documentation réunie et distribuée par les soins de l'ambassade américaine à Paris, et dont celle-ci ne dissimule nullement le caractère officiel, il est répondu à diverses objections... »<sup>1352</sup> Le bureau de presse propose une documentation sur les grands sujets et une information au quotidien longtemps organisée sur la base du fil d'information du Département d'Etat, le *USIA Wireless File*. Il est pendant plusieurs décennies « le service d'information le plus largement distribué dans le monde, éclipsant Associated Press et les autres agences de presse privées »<sup>1353</sup>. Il est particulièrement riche et repris par le bulletin d'information de l'ambassade envoyé quotidiennement à la presse en particulier. « Les journalistes du *Monde* utilisaient aussi beaucoup le Wireless file et le demandaient », se souvient Michèle Carteron<sup>1354</sup>. L'avènement du numérique a beaucoup changé la situation. Le *Wireless File* en tant que tel a disparu, relayé par les sites internet de l'ambassade et du Département d'Etat. Mais il a aussi beaucoup perdu de son importance notamment vis-à-vis des grandes agences de presse. Inversement, le porte-parole et ses équipes s'intéressent au contenu de la presse et des médias français. Ils lisent *Le Monde* au quotidien, ainsi que d'autres journaux français, notamment *Le Figaro* et *Les Echos*<sup>1355</sup>. Le porte-parole et ses collaborateurs en particulier les deux *information and press specialists* français, préparent chaque matin une revue de presse pour le Département d'Etat dans laquelle *Le Monde* a une place importante. Les informations relatives aux journalistes et aux discussions avec eux sont reprises le cas échéant dans les diverses notes et câbles de l'ambassade qui remontent au Département d'Etat à Washington et dont nous avons retrouvé la trace aux archives nationales américaines, en particulier concernant le neutralisme du *Monde* dans le premier chapitre. Curieusement, le service de presse et d'information de l'ambassade ne cherche pas à garder la mémoire du passé pour mieux comprendre le présent. Non seulement le rythme de mutation des diplomates ne le permet guère, mais rien n'est organisé pour cela. Personne ne connaît l'historique de la relation franco-américaine sauf les anciens parmi les collaborateurs français, incidemment. L'ambassade n'a pas d'archives localement. Ses papiers partent aux archives nationales américaines à Washington. C'est une approche typiquement américaine qui ne relève pas simplement d'un désintérêt pour le passé mais du choix de ne pas avoir de d'idées préconçues et d'être aussi pragmatique que possible. Athena Katsoulos, porte-parole du Département d'Etat pour l'Europe occidentale et bonne connaissance de la France pour y avoir longtemps vécu, explique : « Les Américains regardent toujours devant, et ne se préoccupent pas de l'histoire »<sup>1356</sup>. L'ambassade n'a pas de jugement, de position à long terme concernant les médias en France. Les porte-paroles et leurs adjoints viennent puis repartent. Il y a un renouvellement permanent des relations avec les uns et les autres. Pour eux, c'est mieux ainsi, ils n'ont pas de jugement a priori. La seule mémoire qui est maintenue et alimentée précieusement par les

<sup>1352</sup> Sirius, « Une victoire de Staline ? », *Le Monde*, 23/02/1953.

<sup>1353</sup> Wilson P. Dizard, *Inventing Public Diplomacy – The story of the U.S. Information Agency*, *op. cit.*, p. 158.

<sup>1354</sup> Entretien avec Michèle Carteron, *op.cit.*

<sup>1355</sup> Entretien avec Michael Guinan, premier secrétaire de l'ambassade et responsable adjoint du bureau de presse, du 27/05/2015.

<sup>1356</sup> Entretien avec Athena Katsoulos, porte parole du Département d'Etat pour l'Europe à Washington, le 03/06/2015.



collaborateurs français est le riche carnet d'adresses du bureau. Si les diplomates américains n'ont pas de préjugé sur tel ou tel journal ou journaliste, bref sur la presse française que de toute façon ils ne connaissent pas avant leur arrivée, ils apportent cependant avec eux les préjugés américains sur la France et les Français. Ainsi raconte Madame Katsoulos, « les Français comme *Le Monde* sont toujours suspectés d'être antiaméricains ». Ces préjugés seraient atténués si les diplomates américains du bureau de presse et d'information de l'ambassade américaine à Paris avaient une meilleure connaissance du passé. Les diplomates américains du bureau de presse et d'information ne se contentent pas d'informer les journalistes, ils répondent aussi au contenu des journaux concernant l'Amérique. Lorsqu'ils jugent un article exagéré, raconte Michèle Carteron, ils réagissent en essayant de rencontrer le ou les journalistes, ou par un courrier de l'ambassadeur voire une tribune d'un responsable politique américain. « Si un article était incorrect, inexact, nous réagissions, surtout s'il portait à conséquences et demandions un erratum ». L'ambassade essaie aussi de monter des campagnes de presse d'explication, notamment lors de la guerre du Golfe de même que lors de la guerre d'Irak, tout cela accompagné de rencontres directes entre officiels et journalistes. Mais le bureau de presse n'en fait pas plus, « cela aurait été contre-productif ». Il n'y a pas à proprement parler de manipulation, c'est-à-dire de fausses nouvelles répandues délibérément explique encore Madame Carteron. De telles opérations ont cependant pu exister. Des traces ont été retrouvées dans les archives ouvertes pour la première période de la guerre froide (années cinquante) qui montrent qu'elles ne relèvent pas du Département d'Etat, mais d'agences spécialisées en particulier de la CIA<sup>1357</sup>. Les opérations ciblées, c'est-à-dire ponctuelles de désinformation font assurément partie des moyens d'actions non avoués de tous les grands Etats (*covert operations*) pour ne pas dire illégaux. Mais c'est un autre sujet. L'idée d'opérations secrètes de désinformation systématique relève davantage de théories du complot extravagantes, comme cela a pu être le cas lors des attentats du 11 septembre avec le Réseau Voltaire<sup>1358</sup>. Enfin selon Madame Carteron, *Le Monde* n'est plus pour l'ambassade des Etats-Unis le journal de référence comme autrefois. Personne n'a pris sa place, simplement les journaux n'ont plus aujourd'hui l'influence qu'ils avaient auparavant. Et l'ambassade réagit moins aujourd'hui à ses prises de position vis-à-vis des Etats-Unis.

Les correspondants et reporters peuvent aussi prendre contact avec les autorités américaines sur place aux Etats-Unis. Ils sont pris en charge directement par le Département d'Etat et ses relais notamment les Foreign Press Center de Washington ou de New York. L'ambassade américaine à Paris aide éventuellement les journalistes français à avoir un rendez-vous au Département d'Etat. Les deux seules différences avec le bureau de presse et d'information de l'ambassade à Paris sont la plus grande proximité avec la source de l'information et le plus grand anonymat du correspondant du *Monde* à Washington. Personne n'ignore *Le Monde* à Paris, bien peu le connaissent dans la capitale des Etats-Unis. Robert Solé raconte ainsi qu'il a eu un bon accueil au Département d'Etat à Washington<sup>1359</sup>. Tout un service était à la disposition des journalistes. Mais selon lui, les journalistes américains étaient toujours traités prioritairement. Les autres ne comptaient pas beaucoup. C'était aussi pour lui un exercice d'humilité, car « à Rome, *Le Monde* était très connu et respecté, j'étais comme un roi », ce qui était loin d'être le cas à

---

<sup>1357</sup> Wilson P. Dizard, *Inventing Public Diplomacy – The story of the U.S. Information Agency*, *op. cit.*, pp. 139-141.

<sup>1358</sup> Stéphane Foucart et Stéphane Mandard, « Internet véhicule une rumeur extravagante sur le 11 septembre », *Le Monde*, 21/03/2002.

<sup>1359</sup> Entretien avec Robert Solé, *op. cit.*

Washington où il était un numéro parmi d'autres. Cela l'amène, explique-t-il à relativiser l'importance de la France et à prendre conscience de l'Europe. Il faut aussi s'habituer aux coutumes américaines. Ainsi, la règle du *on* et du *off* est respectée par tous les journalistes à Washington. « Cela fonctionnait parfaitement, tout le monde jouait le jeu même si l'on ne connaissait parfois pas son interlocuteur ». Les journalistes sont reçus sur demande par les responsables du Département d'Etat, suivant le même principe qu'à l'ambassade à Paris. Robert Solé raconte qu'il a participé à un voyage présidentiel avec Ronald Reagan en Amérique latine. « Tout était minuté, l'organisation était incroyable ». L'organisation des médias aux Etats-Unis explique-t-il, est très professionnelle, presque industrielle. La logistique est impressionnante. « Il y a une débauche de moyens sécuritaires aussi et c'était encore plus le cas après l'attentat contre Reagan ». Tout est planifié dans le moindre détail et de manière continue. Mais dès lors qu'un journaliste est accrédité, tout se passe bien pour lui. Il y a de bonnes relations entre collègues européens, pas de concurrence entre eux, explique encore Robert Solé car les scoops sortent d'abord dans la presse américaine. Le rôle des correspondants est d'abord de transcrire et diffuser l'information vers la France, en reprenant les informations disponibles et en réalisant des reportages de fond. Comme l'explique Justin Vaïsse, « c'est un vieux cliché que de dire que les correspondants aux Etats-Unis recyclent le *New York Times* de la veille. C'est injuste. Leurs angles sont souvent originaux et ils effectuent un vrai travail de témoins et d'enquête »<sup>1360</sup>. Mais les scoops sont presque toujours réservés à la presse nationale. C'est la règle à peu près partout. Lors de l'attentat de Manchester en mai 2017, un scoop est sorti dans la presse américaine, dans le *New York Times* en l'occurrence. Etait-ce une exception à la règle ? Il s'est révélé finalement que la fuite venait des services américains à la stupéfaction de leurs homologues britanniques<sup>1361</sup>. Le scoop était bien national.

C'est la seule vraie limite à l'aide apportée par les officiels américains aux journalistes étrangers notamment ceux du *Monde* et à la relation relativement étroite établie avec ceux qui sont concernés par la couverture des Etats-Unis.

## Les ambassadeurs de Barack Obama à Paris

Sous Barack Obama, deux ambassadeurs se succèdent à Paris, un à chaque mandat. Charles Rivkin est nommé le 27 mai 2009, quatre mois après l'investiture du président. Il ne prend ses fonctions que le 2 octobre. Le délai s'explique notamment par le fait que « sa nomination doit être confirmée par le Sénat » comme le rappelle *Le Monde*<sup>1362</sup>. Corine Lesnes revient sur les circonstances de sa nomination<sup>1363</sup>. Le principe selon lequel l'ambassadeur à Paris fait partie des postes donnés en remerciement aux meilleurs contributeurs financiers de la campagne du président élu n'est pas remis en question. Le montant moyen des contributions permettant une telle nomination a même fortement augmenté sous Obama, explique la correspondante aux Etats-Unis. Le nouveau président qui voulait réformer ces mauvaises habitudes est pragmatique et sait qu'il a besoin de cet argent. « Avant d'être nommé ambassadeur des Etats-Unis en France, Charles H. Rivkin, PDG d'une société audiovisuelle de Californie, aura collecté 883 000 dollars pour la campagne de celui qui n'était alors que candidat démocrate à la Maison Blanche » écrit Corine

---

<sup>1360</sup> Entretien avec Justin Vaïsse, *op. cit.*

<sup>1361</sup> « Fuites sur l'attentat de Manchester dans les médias américains : le Royaume uni est furieux », *Le Monde*, 24/05/2017.

<sup>1362</sup> « Charles Rivkin, nouvel ambassadeur à Paris », *Le Monde*, 30/05/2009.

<sup>1363</sup> Corine Lesnes, « Envolée des prix et train de nominations au sein de la nouvelle administration Obama », *Le Monde*, 16/07/2009.

Lesnes. Heureusement, la diplomatie américaine dispose de nombreux professionnels qui entourent l'ambassadeur. *Le Monde* ne parle guère de Charles Rivkin par la suite, hormis lors de l'affaire de la NSA. Ce dernier quitte son poste le 19 novembre 2013, un an après le début du second mandat de Barack Obama. Il faut attendre mai 2014 pour que Jane Hartley soit nommée pour succéder à Charles Rivkin. Et encore, elle n'arrive qu'en novembre, soit près d'un an après le départ de son prédécesseur. Elle aussi a même contribué de façon importante à la campagne d'Obama. Elle est la seconde femme à ce poste, après Pamela Harriman. Elle est davantage remarquée que son prédécesseur pour avoir été la seule représentante officielle des Etats-Unis autour du président de la République lors de la marche en mémoire de Charlie Hebdo le 11 janvier 2015. Gilles Paris rapporte que le porte-parole de la Maison Blanche, Josh Earnest, voulant signifier la solidarité de son pays avec la France « a été contraint de transformer son point de presse quotidien en un long mea culpa »<sup>1364</sup>. John Kerry vient alors en renfort de la malheureuse ambassadrice à Paris le 16 janvier pour montrer à la France toute l'amitié de l'Amérique en ce moment de douleur et rendre hommage aux 17 victimes. Comme le rappelle alors *Le Monde*, « les Etats-Unis n'étaient représentés à la marche parisienne contre le terrorisme, dimanche 11 janvier, que par leur ambassadrice, Jane Hartley. La Maison Blanche avait ensuite regretté de ne pas avoir envoyé de haut responsable »<sup>1365</sup>. Cela concerne évidemment le gouvernement américain, mais montre aussi l'importance très relative accordée à l'ambassadrice. Le journal reparle d'elle quand elle se retrouve à son tour impliquée par l'affaire de la NSA. Cette dernière atteint en effet la relation officielle franco-américaine lorsque l'on apprend que plusieurs présidents de la République ont été espionnés<sup>1366</sup>.

### **Le scandale de la NSA**

A la suite des attentats du 11 septembre, le gouvernement de George W. Bush prend une série de mesures de sécurité et de surveillance afin que de tels évènements ne puissent se reproduire. Une loi est votée, le *Patriot act*, qui permet notamment de développer la surveillance électronique. Elle est votée le 25 octobre 2001 à l'unanimité moins une voix par le Sénat, « celle du sénateur démocrate du Wisconsin Russ Feingold, qui a estimé que l'équilibre entre la protection des libertés et le renforcement des moyens sécuritaires n'était pas respecté » explique *Le Monde*<sup>1367</sup>. Le gouvernement américain donne alors blanc-seing aux services de renseignement pour espionner massivement tous les échanges d'informations à travers le monde grâce aux moyens de surveillance numériques modernes. Le gouvernement américain dispose de deux grandes agences de renseignement créées au début de la guerre froide, ou plutôt recrées car elles trouvent toutes les deux leur origine au cours de la seconde guerre mondiale. La première, créée en 1947, l'agence centrale de renseignement ou *Central Intelligence Agency* (CIA), s'occupe plus particulièrement du renseignement humain, aussi appelé *human intelligence* ou *humint*. La seconde, la *National Security Agency* (NSA), créée en 1952, est chargée de l'interception et du décryptage des communications, aussi appelé *signal intelligence* ou *sigint* : c'est l'ancêtre du renseignement

---

<sup>1364</sup> Gilles Paris, « La Maison Blanche embarrassée d'avoir raté la marche à Paris », *Le Monde*, 14/01/2015.

<sup>1365</sup> « Attentats : John Kerry à Paris pour exprimer l'affection du peuple américain à la France », *Le Monde*, 15/01/2017.

<sup>1366</sup> David Revault d'Allonnes et Alexandre Lemarié, « Espionnage de l'Elysée : exécutif et opposition dénoncent des méthodes inacceptables », *Le Monde*, 24/06/2015.

<sup>1367</sup> « La loi patriote va être appliquée de toute urgence dit M. Bush », *Le Monde*, 27/10/2001.

électronique<sup>1368</sup>. Le développement du numérique et la politique sécuritaire du gouvernement américain suite au 11 septembre donnent à la NSA la possibilité d'effectuer un espionnage électronique de masse à l'échelle planétaire. Il s'agit au départ de surveiller les terroristes. Mais comme il faut commencer par les identifier avant de pouvoir les surveiller, de fil en aiguille, la NSA finit par surveiller l'ensemble des échanges électroniques de la planète, y compris chez les alliés des Etats-Unis, notamment ceux de leurs gouvernements et ceux des citoyens américains eux-mêmes. Début juin 2013, un ancien consultant de la NSA, Edward Snowden entreprend de révéler au public par l'intermédiaire de la presse (notamment le *Washington Post* et le *Guardian*) l'ampleur des opérations d'espionnage et de surveillance menées par la NSA. Le lanceur d'alerte est poursuivi par les autorités américaines et britanniques qui essaient de bloquer les révélations. Mais d'autres journaux rejoignent les premiers, notamment le *New York Times* à partir du mois d'août et le 21 octobre, *Le Monde* annonce participer à son tour à la publication des informations de Snowden et à l'enquête sur l'ampleur de l'espionnage électronique de la France par les Etats-Unis. Il se rapproche pour cela de Glenn Greenwald, associé d'Edward Snowden dans la publication des documents de la NSA et lui offre de collaborer avec lui. Cela donne lieu notamment à un article sous la double signature de Glenn Greenwald et Jacques Follorou dans les colonnes du journal qui montrent comment la NSA capte « illégalement les secrets ou la simple vie privée des Français »<sup>1369</sup>.

Dans un éditorial du même jour, Natalie Nougayrède insiste d'une part sur l'importance du respect de la liberté de communiquer et du secret de la correspondance en démocratie. D'autre part, elle explique les règles déontologiques auxquelles le journal s'est tenu pour ce travail de révélation afin que soit protégée la liberté sans que soit divulguée « la façon dont la NSA surveille les menées de pays autocratiques, comme la Chine ou la Russie, ni celles de groupes non-étatiques présentant un danger sécuritaire »<sup>1370</sup>. *Le Monde* a su tirer la leçon des dérapages de l'affaire Wikileaks. Il est vrai qu'Edward Snowden « s'inscrit dans une démarche de lanceur d'alerte soucieux de l'intérêt public et de la démocratie », un comportement responsable et tout autre de celui de Julian Assange comme nous l'avons vu. Ainsi explique Jacques Follorou, autant Snowden est d'une grande humilité et se consacre à l'intérêt général, autant Assange utilise ses informations pour son compte (même si c'est notamment pour obtenir sa liberté)<sup>1371</sup>. De plus, Snowden ne veut pas détruire l'Etat, au contraire, il veut renforcer l'Etat de droit à l'inverse de Wikileaks. « Plus de douze ans après les attentats du 11 septembre, la question demeure de trouver un équilibre entre sécurité nationale, libertés publiques et droit à l'information » conclut la directrice du *Monde*. Le problème, explique Jacques Follorou est que du point de vue des Américains, il s'agit là d'une réponse à une atteinte à leur sécurité profonde<sup>1372</sup>. L'action de la NSA n'est pas impopulaire. C'est la raison pour laquelle selon lui les Américains ont accepté une restriction de la liberté et des droits des individus. Le droit moral à se défendre, des Américains, a prévalu sur les valeurs universelles de liberté. Tout cela existait déjà, notamment pendant la guerre froide. Mais globalement, pour le journaliste, depuis 2001, les contre-pouvoirs citoyens ont régressé, il y a une avancée du pouvoir de l'Etat, ou des

---

<sup>1368</sup> Raphaël Ramos, *L'administration Truman et l'émergence d'une communauté du renseignement aux États-Unis (1945-1953)*, op.cit.

<sup>1369</sup> Jacques Follorou, Glenn Greewald, « Comment la NSA espionne la France », *Le Monde*, 21/10/2013.

<sup>1370</sup> Natalie Nougayrède, « Combattre Big Brother », *Le Monde*, 21/10/2013.

<sup>1371</sup> Entretien avec Jacques Follorou, op.cit.

<sup>1372</sup> Entretien avec Jacques Follorou, op.cit.

Etats. Il y a aussi d'après lui une sorte d'autonomisation du monde du renseignement vis-à-vis du pouvoir politique, qui considère qu'il se bat lui-même pour la survie de l'Occident, même si le chef de la NSA fait un point chaque semaine avec le Président des Etats-Unis. Cela se fait au détriment de la liberté et du droit des individus. Mais « les gens sont d'accord car la sécurité a progressé », et pas seulement les Américains.

Le gouvernement français proteste officiellement. *Le Monde* rapporte alors que le ministre des affaires étrangères, Laurent Fabius, a convoqué l'ambassadeur américain pour lui demander des explications<sup>1373</sup>. Cela donne au journal l'occasion d'évoquer ce dernier, ce qu'il n'avait guère fait depuis son arrivée à Paris, et qui montre par ailleurs le peu d'importance de la convocation. D'ailleurs, *Le Monde*, dans un autre article s'étonne du peu d'empressement du gouvernement français à réagir, comme s'il était parfaitement au courant : « S'indigner, quand même, mais sans renchéris. Et puis, si possible, dévier les questions sur le voisin. Voilà comment on pourrait résumer la réaction des autorités françaises aux révélations du *Monde* sur l'espionnage massif de la France par la NSA »<sup>1374</sup>. Philippe Bernard qui suit l'affaire depuis le desk Amérique à Paris, rapporte peu après les moqueries de la presse américaine suite à la convocation de l'ambassadeur par le ministre mais aussi l'inquiétude des Américains quant aux dégâts que les révélations du *Monde* risquent de faire sur l'image des Etats-Unis en France et la nécessité d'encadrer l'action de la NSA : « Le [*New York*] *Times* écrit dans un éditorial : Les pays libres doivent poser de strictes limites aux institutions qu'ils autorisent à fonctionner dans l'ombre »<sup>1375</sup>. Philippe Bernard essaie de montrer aussi aux lecteurs du *Monde* qu'un débat vif partage les Américains sur la nécessité ou non d'encadrer l'agence de renseignement : « Au Congrès, la déferlante Snowden a réveillé les ardeurs des contempteurs de la NSA, qui multiplient les projets visant à réduire les prérogatives de l'agence ». Il explique que se rejoignent notamment dans ce but des libertariens conservateurs du *Tea Party* et des démocrates les plus à gauche, coalition peu orthodoxe, typiquement américaine et difficile à comprendre pour un esprit français. C'est le parfait exemple de la difficulté pour les journalistes à rendre compte de la démocratie américaine. Deux mois plus tard, Philippe Bernard présente les premières mesures qu'envisage de prendre Barack Obama afin d'encadrer le stockage des métadonnées par la NSA.

Dans cette affaire aussi grave que complexe, l'attitude du *Monde* est exemplaire, multipliant les angles avec un souci de pédagogie, d'équilibre et de responsabilité, notamment vis-à-vis du gouvernement de Barack Obama.

Ainsi, *Le Monde* décrit de façon plutôt équilibrée le double mandat du premier président afro américain dont l'élection l'impressionne et l'enthousiasme tant. Il est sans doute déçu par le relativisme de Barack Obama qui montre aussi sa capacité d'adaptation face au blocage institutionnel. Le journal prend acte du réalisme et peut-être aussi de la sagesse du président américain quant aux possibilités de la puissance des Etats-Unis en ce début du XXI<sup>ème</sup> siècle.

---

<sup>1373</sup> « L'ambassadeur américain convoqué par Laurent Fabius », *Le Monde*, 22/10/2013.

<sup>1374</sup> Bastien Bonnefous et Laurent Borredon, « NSA : Naïf ou complice, le gouvernement est embarrassé », *Le Monde*, 23/10/2013.

<sup>1375</sup> Philippe Bernard, « Ouh la, les Français sont foutus car la NSA les a espionnés ! », *Le Monde*, 24/10/2013.

## 103 **L'hyperpuissance isolée devient une superpuissance attractive**

Avec Barack Obama, l'Amérique redevient attractive aux yeux du reste de la planète alors que son prédécesseur l'avait isolé. Mais cela ne suffit pas à régler tous les problèmes, loin s'en faut. *Le Monde* en témoigne.

### **La couverture des Etats-Unis d'Obama par *Le Monde***

La couverture des Etats-Unis par *Le Monde* pendant les années Obama est dense, mais elle est en retrait par rapport aux années Bush, qui furent marquées par le 11 septembre, le déclenchement du conflit en Irak et la réélection incompressible de George W. Bush pour un second mandat<sup>1376</sup>. A l'inverse, l'élection d'Obama suscite un intérêt immense de la part du journal, mais celui-ci retombe peu à peu pour retrouver un rythme plus habituel, les années passant. La réélection d'Obama est bien couverte par le journal, mais sans plus.

Ce qui est intéressant est que la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* ne cesse de s'élargir, elle est de plus en plus variée et concerne de plus en plus de thèmes. Les pages internationales regroupent à peine la moitié des articles concernant l'Amérique. Les autres pages intérieures, notamment planète, économie, décryptages en regroupent près d'un tiers. Le reste des pages des articles, soit près d'un quart, sont réparties dans les différents cahiers, sciences et technologies, sports, géo et politique, culture et idées etc. Le nombre d'éditoriaux est en forte baisse par rapport à la période précédente, par contre le nombre d'articles d'opinion progresse nettement, signe à la fois de l'ouverture du journal à des spécialistes extérieurs et aussi du fait de la transcription fréquente de discours du président américain par le journal. La proportion d'articles longs demeure importante, un peu plus élevée même que dans la période précédente.

Ainsi, la couverture des Etats-Unis par *Le Monde* sous Barack Obama revient à un rythme moins soutenu que lors de la mandature précédente, mais demeure significative, de qualité et est plus variée que jamais. Elle correspond à l'attraction qu'exercent ce pays et son président, quel que soit le contexte.

### **La fascination sur fond de réalité et d'une relation souvent compliquée**

Barack Obama, nous l'avons vu, est particulièrement apprécié en France et au *Monde* puisque l'on parle même d'Obamania. Son avènement a des conséquences sur l'image des Etats-Unis en l'améliorant indubitablement. Cette dernière a été profondément affectée par les années Bush, 2001 mis à part. Les Etats-Unis sont logiquement davantage perçus comme un pays ami de la France sous Obama que sous Bush. Ainsi, en 2004, année de la réélection de George W. Bush, il y a plus d'articles du *Monde* décrivant les Etats-Unis comme hostiles ou inamicaux que le contraire<sup>1377</sup>. A l'opposé, en 2009, première année d'Obama au pouvoir, il n'y a guère d'articles présentant les Etats-Unis comme hostiles ou inamicaux. L'Amérique est alors perçue comme un pays ami qui exerce une grande attraction. Mais sur la durée du double mandat du 44<sup>ème</sup> président, les différences sont bien moindres, d'autant que George W. Bush a bénéficié d'une grande sympathie pour son pays à la suite des attentats qui ne s'est dissipée que progressivement avec le déclenchement de la guerre en Irak. En 2013, sous Obama donc, il y a même près de 40% d'articles

<sup>1376</sup> Tableaux analytiques 1<sup>ère</sup> partie, *op.cit.*

<sup>1377</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

traitant des Etats-Unis qui les considèrent comme hostiles ou inamicaux. Cette année-là, les Français découvrent l'importance de l'espionnage de la France par la NSA. Globalement, pendant le mandat d'Obama, les trois quarts des articles traitant des Etats-Unis les présentent comme un pays ami. C'est un pays ami des pays libres et un pays allié de la France et de l'Europe. Un quart de ces articles trouvent cependant l'Amérique indifférente voire inamicale. Ils décrivent un pays pragmatique voire un pays hypocrite. Ces proportions sur l'ensemble de la mandature d'Obama correspondent pratiquement à la moyenne depuis la seconde guerre mondiale quant à l'appréciation de l'amitié franco-américaine.

L'image de la politique étrangère américaine dans *Le Monde* s'améliore sensiblement sous Obama. On passe de près de 60% d'articles concernés qui la jugent menaçante sous Bush à 70% qui la jugent protectrice sous son successeur. Les Etats-Unis sont ainsi présentés comme une superpuissance protectrice de la paix, de la liberté et de ses alliés, notamment Israël, tout en étant engagée dans la lutte contre le terrorisme. La question du soutien des Etats-Unis à Israël est complexe, en particulier dans le cas de Barack Obama. *Le Monde* l'évoque cependant à de nombreuses reprises notamment lors de l'intervention de Tsahal à Gaza en janvier 2009 : « Aux Etats-Unis, le débat n'est jamais de savoir si un candidat à l'élection présidentielle ou un nouveau président, sera ou non un ami d'Israël, mais plutôt s'il se montrera meilleur ami d'Israël que son prédécesseur »<sup>1378</sup>. Le journal note que l'Amérique souhaite mettre un terme aux conflits dans lesquels elle est engagée et qu'elle est prête pour obtenir la paix à faire les concessions qu'elle jugera nécessaires. *Le Monde* présente encore cependant les Etats-Unis comme une superpuissance menaçante dans presque 30% des articles concernés, surtout en 2013, comme nous venons de l'évoquer. C'est un pays qui pour atteindre ses objectifs, utilise parfois des moyens qui ne respectent pas les principes du droit et de la liberté.

L'image des relations entre la France et les Etats-Unis dans *Le Monde* est sans doute le domaine dans lequel le changement est le plus grand et le plus significatif entre les 43<sup>ème</sup> et 44<sup>ème</sup> présidents américains. Sous Bush, l'image des relations entre la France et les Etats-Unis est mauvaise voire compliquées pour 80% des articles du *Monde* qui évoquent la question. Sous Obama, il n'y a presque plus d'articles (4%) pour décrire ces relations comme mauvaises. Mais les relations franco-américaines gardent l'image d'être compliquées à 80%, positivement compliquées pourrait-on dire. En effet, *Le Monde* décrit un pays ferme et parfois difficile dans ses relations et qui défend résolument ses intérêts. Mais il essaie d'être à l'écoute, il veut améliorer ses relations avec les autres et sait s'appuyer sur ses alliés. Daniel Vernet ajoute que « la domination politique américaine s'amenuise. Mais on craint aussi leur retrait »<sup>1379</sup>.

Ainsi l'image des Etats-Unis s'améliore sous Obama, mais elle ne revient pas au beau fixe, ni même au niveau qu'elle a connu après-guerre, tandis le pays et ses entreprises défendent vigoureusement leurs intérêts économiques.

## La compétition demeure

La question des relations économiques avec les Etats-Unis est peu traitée par *Le Monde* pendant les années Obama. A peine 3% des articles concernés l'évoque ce qui le ramène à l'époque de Carter<sup>1380</sup>. Ils sont partagés à égalité groupes d'égale importance : ceux d'une part présentant l'Amérique comme un pays fortement

---

<sup>1378</sup> Gilles Paris, « Le borbier israélo-palestinien », *Le Monde*, 20/01/2009.

<sup>1379</sup> Entretien avec Daniel Vernet, *op.cit.*

<sup>1380</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

concurrent de l'Europe, avec tendance protectionniste. C'est plutôt dans les premières années Obama, au plus fort de la crise. Et d'autre part il y a des articles, plutôt dans les dernières années Obama, qui présentent un pays qui souhaite développer le commerce en libérant les obstacles avec notamment un projet d'accord commercial transatlantique.

Les Etats-Unis ont, sur le plan de la générosité ou de l'égoïsme, une image un peu meilleure ou plutôt un peu moins mauvaise sous Obama que sous Bush. C'est une question secondaire, évoquée par à peine 4% des articles. Certes, les articles présentant l'Amérique comme un pays égoïste ont pratiquement disparu avec Obama. Les Etats-Unis gardent l'image d'un pays un peu généreux mais aussi intéressé dans près de 60% des articles concernés, le reste étant meilleur. *Le Monde* note ainsi la ré-implication des Etats-Unis dans les organisations internationales et de développement : « Nous nous sommes réengagés auprès des Nations unies. Nous avons réglé nos factures [...]. Nous avons adopté complètement les objectifs du Millénaire pour le développement »<sup>1381</sup>.

La question de la coopération militaire est encore moins évoquée, à peine 1% des articles concernés. Mais elle est excellente. Il faut retourner à George Bush père et la guerre du Golfe pour retrouver d'aussi bons commentaires sur la coopération militaire entre les deux pays. Selon Nathalie Guibert, il y a une forte coopération sur l'anti-terrorisme, au niveau militaire opérationnel, mais c'est plus compliqué au niveau politico-stratégique. Elle explique que sous le mandat d'Obama, d'une façon générale, la relation opérationnelle entre militaires français et américains est devenue très étroite, quotidienne<sup>1382</sup>. Elle a beaucoup progressé selon elle depuis l'envoi de troupes françaises en Afghanistan aux côtés des Américains. Il s'est créé en Afghanistan une relation d'extrême confiance, notamment sur le renseignement. D'après Nathalie Guibert, il y a eu démonstration aux yeux des Américains que la France était un allié fiable et cette confiance s'est consolidée. Au Mali où la France intervient en janvier 2013, la relation est aussi très étroite avec les militaires américains. D'après elle, « il y a convergence d'intérêts. Les Américains sont contents que la France fasse le job ». Elle explique que la présence américaine est très légère. « Les Américains soutiennent la France et lui ont même ouvert un droit de tirage pour la lutte contre Al-Qaida au Sahel. Ils ont même mis des avions de transport stratégique sous commandement français ». De même, raconte la correspondante militaire du *Monde*, le groupe naval français a assuré une permanence pour les armées des deux pays dans le Golfe en 2014 pendant quelques jours lors de la relève d'un porte-avions américain. Cela n'empêche pas la France de garder son autonomie tactique. De même, explique-t-elle, les chefs militaires se connaissent. « Les Généraux en chef, Dempsey et de Villiers de même que les chefs des forces spéciales sont amis ». Cependant indique-t-elle, il y a toujours des frictions et des bagarres, en particulier dès que l'on s'approche des questions de ventes d'armes. Là, il n'y a pas d'amitié et au contraire une concurrence exacerbée. Pour les Etats-Unis, dans le domaine des ventes d'armes, tous les moyens sont bons pour l'emporter. Les Américains, souligne Nathalie Guibert, ont un souci majeur qui est de partager le fardeau. « Et là, ils savent qu'ils peuvent compter sur nous. C'est purement un souci d'efficacité ».

En résumé, les Etats-Unis s'ouvrent sous Barack Obama, mais la compétition demeure, alors que la situation générale s'améliore sauf quant aux inégalités.

---

<sup>1381</sup> « Barack Obama : Aucun pays ne peut ni ne doit tenter de dominer les autres », *Le Monde*, 04/11/2009.

<sup>1382</sup> Entretien avec Nathalie Guibert, *op.cit.*



## La technologie triomphe, la crise s'estompe mais pas la pauvreté

La question de l'économie tient une place significative pendant la mandature de Barack Obama. Près de 28% des articles du *Monde* traitant de l'Amérique pendant ces années y font référence<sup>1383</sup>, en hausse par rapport à la mandature précédente. Le point culminant est 2010. La particularité du double mandat d'Obama est que ces articles présentent la pire situation économique depuis la guerre. Plus de la moitié d'entre eux décrit un pays en crise économique, avec deux particularités : un fort taux de chômage et une très importante intervention de l'Etat. Cependant, la situation décrite par le journal est la plus mauvaise au début de la mandature du 44<sup>ème</sup> président, puis s'améliore progressivement, pour finir dans une assez bonne situation. En même temps, plus la situation économique du pays s'améliore, moins le journal en parle. Il relève cependant à de nombreuses reprises que l'économie américaine va mieux grâce en particulier à l'intervention de l'Etat. Ainsi, Sylvie Kauffmann écrit en novembre 2012 : « Depuis la fin de l'été, le président Obama a pu se targuer au moins d'un début de reprise : on est loin des 800 000 emplois perdus par mois des débuts de son premier mandat. L'administration Obama a aussi pu faire valoir qu'elle n'est pas restée inactive face à la crise, organisant le sauvetage réussi de l'industrie automobile »<sup>1384</sup>.

*Le Monde* évoque aussi la richesse de l'Amérique, d'une manière qui ne change guère de la mandature précédente, ni au cours des années Obama. Le constat fait par le journal est que les Etats-Unis sont un pays riche, mais dans lequel la pauvreté voire la misère existent toujours. Le journal note ainsi en 2011 : « Selon les chiffres publiés [...] par le bureau du recensement américain, les Etats-Unis comptaient 49,1 millions de pauvres en 2010, soit 16% de la population »<sup>1385</sup>. Certains articles, mais moins nombreux, évoquent même un appauvrissement du pays.

A l'inverse de la richesse, *Le Monde* décrit l'Amérique comme un pays toujours en avance technologiquement et même plus que jamais. Le sujet est loin d'être anecdotique puisqu'il concerne plus de 10% des articles traitant des Etats-Unis. *Le Monde* évoque la formidable capacité d'innovation technologique américaine lors du décès de Steve Jobs le 5 octobre 2011 : « Le cofondateur d'Apple a changé le monde. Davantage que beaucoup de grands chefs d'Etat, son action a transformé la vie de centaines de millions de personnes sur la planète [...]. Le génie de cet Américain a été de contrôler la technologie pour la faire entrer dans nos vies »<sup>1386</sup>. Pour ce qui est de la santé et des infrastructures, l'Amérique est d'après le journal aussi en progrès, grâce en particulier à la mise en place de l'Obamacare, mesure sociale mais qui a des effets indéniables sur la santé. En revanche, *Le Monde* n'évoque que peu l'éducation dans ces années.

Ainsi, pour *Le Monde*, les années Obama sont marquées par la crise puis par une reprise progressive qui ne parvient pas à chasser la pauvreté qui accompagne la richesse depuis plus de vingt ans alors que l'innovation technologique américaine triomphe plus que jamais. Le progrès semble aussi concerner la société américaine.

## Une société ouverte, tolérante, préoccupée par la question de l'environnement

La société américaine est à la fois proche et différente de la société française et aussi beaucoup plus variée à cause de l'immensité du pays et de la nature même

<sup>1383</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1384</sup> Sylvie Kauffmann, « Obama, le miraculé de la crise », *Le Monde*, 08/11/2012.

<sup>1385</sup> « 49,1 millions de pauvres aux Etats-Unis », *Le Monde*, 09/11/2011.

<sup>1386</sup> « Du Mac à l'iPad, l'imagination au pouvoir », *Le Monde*, 06/10/2011.

de cette nation d'immigrés. Sa perception par *Le Monde* change beaucoup avec le temps et les événements, en particulier avec l'élection d'Obama.

Une question récurrente : les mœurs et les habitudes de vie des Américains

Les mœurs des habitants des Etats-Unis sont évoquées par près du quart des articles du *Monde* traitant de ce pays, proportion qui varie peu au fil des ans. C'est donc un sujet qui intéresse particulièrement le journal. On peut diviser en trois groupes le commentaire du journal sur le sujet.

Dans un premier groupe, le plus grand, qui rassemble près de 42% des articles sur le sujet<sup>1387</sup>, *Le Monde* présente un pays avec des mœurs très civilisées, c'est-à-dire avancées, ouvertes et apaisées. Cette catégorie regroupe les différents côtés positifs que le journal reconnaît aux mœurs américaines. Il est difficile d'en dresser un tableau exhaustif tant ces aspects positifs sont variés. Les principaux sont l'esprit positif des Américains, cet optimisme fondamental « inscrit dans l'ADN national »<sup>1388</sup> comme l'écrit Corine Lesnes, qui est aussi souvent associé à une grande simplicité, à de la modestie, au courage et au souci d'être juste et que relève le journal. Il y a aussi la tolérance et le respect de l'autre quelles que soient ses différences et qui se traduisent par la baisse sensible et régulière de la criminalité comme le relève *Le Monde*. La tolérance est une valeur très forte de cette société diverse et que l'on apprend aux enfants dès l'école et que les Américains appellent « le *non judgmental*, on ne juge pas »<sup>1389</sup>. Le journal note dans ces articles la grande tolérance de la société américaine envers l'homosexualité et son ouverture notamment au débat sur la légalisation des drogues douces. Associé à cela, il y a aussi l'écoute de l'autre. Ainsi, chacun attend son tour pour parler, explique encore Corine Lesnes, on ne se coupe pas la parole. De même, « dans un diner, on donnera systématiquement à chaque convive cinq minutes d'expression ». Elle ajoute que le modèle d'intégration américain est unique au monde et qu'il permet une extraordinaire diversité. De même, la société est selon elle immensément dynamique. Ces valeurs de tolérance, de respect, de diversité, de dynamisme correspondent parfaitement à ce que défend le journal. Il y a aussi d'autres caractéristiques plus proprement américaines, positives aussi, que *Le Monde* relève. « C'est une société inspirante où la culture de l'échec est valorisée » indique Cécile Prudhomme<sup>1390</sup>, une société d'un grand pragmatisme. Il faut ajouter à cela qu'il y a dans ce pays selon Jérôme Fenoglio, une très importante vie communautaire, une vie associative, une vie de voisinage<sup>1391</sup>, c'est, indique le journal, un pays ami des enfants<sup>1392</sup>. Ce sens de la vie communautaire se retrouve aussi dans le sentiment d'unité nationale que le journal évoque à de nombreuses reprises notamment après le 11 septembre 2001. Il se double d'un indiscutable sens de l'organisation qui implique aussi un certain sens de la discipline. *Le Monde*, en bon journal français ne défend pas le communautarisme, mais la riche vie sociale et la solidarité, le sens de l'intérêt général que l'on trouve aussi en Amérique. Et puis il y a ce système d'intégration sociale qui fait rêver pas seulement les Américains. Philippe Ridet explique qu'il est assez fasciné par la mythologie américaine du self made man, de l'ascenseur social, de la possibilité d'entreprendre, « par cette simplicité

<sup>1387</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1388</sup> Corine Lesnes, *Amérique, années Obama*, *op.cit.*, p. 228.

<sup>1389</sup> Entretien avec Corine Lesnes, *op.cit.*

<sup>1390</sup> Entretien avec Cécile Prudhomme, *op.cit.*

<sup>1391</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, *op.cit.*

<sup>1392</sup> Laurent Borredon, « Los Angeles pour les enfants », *Le Monde*, 04/11/2010.

américaine »<sup>1393</sup>. On retrouve cette fascination dans nombre d'articles. *Le Monde* note enfin chez les Américains les valeurs du travail, de l'effort soutenu, de la volonté, et la capacité de s'adapter notamment aux changements et aux réformes quelles que soient les difficultés, toutes valeurs souvent associées au rêve américain.

Dans un second groupe qui rassemble près de 35% des articles sur la question, *Le Monde* décrit les mœurs américaines comme moins civilisées, c'est-à-dire sans doute modernes mais exubérantes, fermées ou simplistes. Cette catégorie rassemble les aspects moins positifs des mœurs américaines, qui ne sont pas graves pour autant selon le journal. Il y a notamment la critique formulée à l'origine par Tocqueville selon laquelle la liberté, qui est grande aux Etats-Unis, est restreinte par le conformisme de la société. Jacques Lesourne explique qu'aux Etats-Unis, « c'est bien d'être non conformiste, dans un cadre conformiste qu'il ne faut pas franchir »<sup>1394</sup>. Une autre critique que reprend le journal est que les Etats-Unis sont un grand pays qui tend à se suffire à lui-même et par conséquent à être peu ouvert sur le reste du monde. Comme l'indique Patrice de Beer, la majorité des Américains n'est jamais sortie des Etats-Unis. « On peut y vivre sans jamais en sortir, sans avoir de carte d'identité ni de passeport »<sup>1395</sup>. C'est aussi un pays de paradoxes et d'excès. Sylvain Cypel raconte que les Etats-Unis sont tout à la fois le pays le plus puritain et le pays le plus pornographe<sup>1396</sup>. Il rappelle l'affaire de la chanteuse Janet Jackson qui laissa voir son sein une seconde par inadvertance pendant qu'elle chantait lors de la finale du *Superbowl* devant 85 millions de téléspectateurs. Cela devint une affaire nationale et la carrière de la chanteuse en pâtit durablement. En même temps, explique-t-il, sur les bouquets de chaînes de télévisions grand public, « on peut voir à 22h30 des films classés X presque tous les soirs ». Selon lui, on trouve dans tous les domaines ce type de comparaison. C'est ainsi le pays du gigantisme. « Les steaks font 400g, soit le double de chez nous, pareil pour les cornets de glace etc. De même, à côté signifie à 20km ». De la même manière le journal regrette que les Américains soient trop sensibles à l'apparence, comme pour les *stars*. *Le Monde* montre ainsi un certain rejet du matérialisme américain, d'un rapport trop étroit avec l'argent, à la suite du personnalisme d'Hubert Beuve-Méry. C'est le cas pour l'individualisme aussi. Pourtant, sur cette question encore, l'Amérique est paradoxale. Eric Leser explique que les Etats-Unis sont un pays construit par juxtaposition de communautés, pour leur liberté. « On n'existe pas vraiment comme individu, mais comme membre d'une communauté ». Cela explique sans doute l'importance de la dimension raciale ou ethnique, avant même d'évoquer le racisme, aux Etats-Unis, ce que le journal relève régulièrement. Ce réflexe communautaire ou local explique aussi le ressentiment qu'ont nombre d'Américains vis-à-vis du pouvoir central et dont le journal parle régulièrement. De même, selon Eric Leser, les Américains regardent le monde par le prisme d'une société hiérarchisée, religieuse. Il n'y a pas d'après lui de remise en cause de la hiérarchie sociale. Il faut monter haut dans les hiérarchies pour trouver une capacité d'initiative, de prise de décision. Les individus sont d'après lui moins autonomes. Ils se tiennent dans un cadre social prédéfini qu'ils acceptent. Il y a même de ce fait une certaine intolérance, les Américains sont viscéralement anti-communistes relève *Le Monde*, qui ne défend pourtant pas cette idéologie. Et cependant les Etats-Unis comptent aussi de nombreux contestataires, parfois idéalistes extrémistes, défendant des théories hasardeuses et que *Le Monde* rapporte de temps en temps.

---

<sup>1393</sup> Entretien avec Philippe Ridet, *op.cit.*

<sup>1394</sup> Entretien avec Jacques Lesournes, *op.cit.*

<sup>1395</sup> Entretien avec Patrice de Beer, *op.cit.*

<sup>1396</sup> Entretien avec Sylvain Cypel, *op.cit.*

Dans un troisième et dernier groupe qui représente 23% des articles concernés, *Le Monde* présente les mœurs des Américains comme non civilisées, c'est-à-dire archaïques, dégradées, en référence à de la violence, de la malhonnêteté, de l'hypocrisie, ou à un égoïsme fort. Pour Eric Le Boucher, « ce n'est pas seulement un pays libre et ouvert, c'est aussi un pays raciste et brutal »<sup>1397</sup>. *Le Monde* présente de même les Etats-Unis avec des mœurs dures, parfois déroutantes. « Nous sommes culturellement différents des Américains notamment sur la religion, les questions raciales », remarque Gilles Van Kote. Selon lui, la société américaine est très conservatrice, elle a un côté archaïque. L'une des caractéristiques des Etats-Unis est qu'ils sont si vastes et variés que l'on trouve toujours le contraire des grands traits que l'on essaie d'établir pour les décrire. *Le Monde* n'échappe pas à ce phénomène. Décivant d'un côté le pays tolérant, ouvert et juste, le journal le montre aussi sous son aspect intolérant, hypocrite, corrompu, égoïste, obsédé par l'argent, avec beaucoup d'injustice, des dirigeants manipulateurs et malhonnêtes et un sentiment national qui tend à disparaître. *Le Monde* évoque aussi le sentiment d'insécurité lié notamment à la criminalité, aux meurtres de masse et à l'importance du trafic et de la consommation de drogue. Martine Jacot qui a écrit une série d'articles sur le port des armes aux Etats-Unis dans les années 80 reconnaît que c'est un sujet difficile à comprendre et à admettre vu du *Monde*<sup>1398</sup>. C'est le cas aussi pour la peine de mort. Ces deux sujets sont des points d'incompréhension forts qui séparent voire opposent Européens et Américains et que le journal relève régulièrement, tout en remarquant que tous les habitants des Etats-Unis ne leurs sont pas favorables.

La question des mœurs des Américains est difficile à bien cerner car elle cristallise les différences entre les peuples. Elle est aussi difficile à saisir hors de son contexte. Les journalistes du *Monde* essaient d'expliquer les mœurs des Américains et de montrer combien elles sont proches et en même temps très différentes de celles des Français. Corine Lesnes note qu'en tant que correspondant, « on passe son temps à essayer de contrebalancer des clichés, sachant que pas mal de gens cherchent surtout à conforter leur opinion »<sup>1399</sup>. Selon elle, le débat entre atlantistes et anti-atlantistes se nourrit d'amalgames qui nuisent à la bonne compréhension des Etats-Unis et de leurs mœurs.

L'évolution dans le temps est importante et donc très intéressante. On peut remarquer trois périodes caractéristiques. La première correspond aux 25 premières années, donc aux présidences de Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy et Johnson, puis aux années Obama. *Le Monde* présente alors les mœurs américaines de façon positive. Il les décrit majoritairement (dans plus de 50% des articles) comme très civilisées, dans un tiers des articles comme moins civilisées et dans environ un dixième des articles comme non civilisées. *Le Monde* donne alors l'image d'une Amérique aux mœurs avancées. La seconde période correspond à la présidence Nixon, puis aux présidences Bush père et Clinton. *Le Monde* présente alors les mœurs américaines comme moins civilisées voire non civilisées. Cela concerne près des deux tiers des articles à ces époques, ce qui montre que le pays traverse des périodes difficiles à l'intérieur, avec notamment le Watergate sous Nixon, d'importantes émeutes noires sous Bush père, d'importants scandales sous Clinton. *Le Monde* donne alors l'image d'une Amérique corrompue ou marquée par la violence et le racisme. La troisième période caractéristique correspond aux années Carter et Reagan avec des mœurs décrites d'abord comme moins civilisées dans près de la moitié des articles, puis comme très civilisées dans 40% d'entre-eux et

---

<sup>1397</sup> Entretien avec Eric Le Boucher, *op.cit.*

<sup>1398</sup> Entretien avec Martine Jacot, *op.cit.*

<sup>1399</sup> Entretien avec Corine Lesnes, *op.cit.*

dans un dixième des articles comme non civilisées. C'est la période pendant laquelle le journal évoque le moins la question des mœurs des Américains. *Le Monde* donne alors l'image d'une Amérique simpliste voire puritaine. Le mandat de Bush fils, enfin, est particulier car si près d'un article sur deux présente des mœurs très civilisées, avec une certaine tolérance et une union nationale, près d'un article sur trois présente des mœurs non civilisées à cause de nombreux scandales ou de l'impression que les dirigeants sont manipulateurs. *Le Monde* donne alors paradoxalement l'image d'une Amérique polarisée, avec deux tendances opposées quant à ses mœurs, juxtaposant le meilleur et le pire. La question est de savoir si c'est un épiphénomène avant Obama ou une tendance de fond, ce qui est cependant le plus probable.

L'image des mœurs des Américains dans *Le Monde* est ainsi d'une grande richesse et d'une grande variété. On peut distinguer certaines grandes catégories ou tendances. Mais il est difficile ici plus encore qu'ailleurs de donner une description simple, finie, bordée, de l'image des Etats-Unis dans le journal.

Une autre question récurrente : La préservation de l'environnement aux Etats-Unis

Les deux préoccupations de l'environnement et du climat sont plus nouvelles pour *Le Monde* que pour les Etats-Unis dans lesquels ces questions sont soulevées depuis les années 1960. Des articles sur ces sujets dans le journal existent d'ailleurs épisodiquement depuis longtemps, mais il faut attendre les années quatre-vingt-dix, pour qu'ils deviennent plus réguliers. La préoccupation pour le climat est évoquée par moins de 3% des articles du *Monde* traitant des Etats-Unis<sup>1400</sup>. Cela reste donc modeste, d'autant que ce chiffre reste proche de zéro jusqu'au mandat de George H. W. Bush. Il passe alors à près de 3% jusqu'à la mandature d'Obama où il augmente très fortement pour atteindre 15%. Ces articles connaissent aussi une forte évolution. Lorsque *Le Monde* commence à évoquer régulièrement les questions environnementales, sous George Bush père donc, c'est pour remarquer que Les Etats-Unis ne s'en préoccupent pas dans près de trois quarts des articles concernés. A partir de Bill Clinton, le journal décrit un pays qui se sent concerné par l'environnement. Il y a de grands progrès en ce domaine, une prise de conscience du réchauffement climatique. Le vice-président Al Gore fait même du sujet l'une de ses priorités. Sous George Bush fils, cette préoccupation reste importante, mais elle côtoie la préoccupation inverse, importante mais moindre. Et sous Obama, *Le Monde* décrit un pays dans lequel la préservation de l'environnement et du climat est devenue une priorité même s'il demeure une forte contestation avec un fort courant climato-sceptique aux Etats-Unis. On retrouve ici encore le côté paradoxal des Etats-Unis. Ainsi, Gilles Van Kote explique qu'ils sont l'un des plus gros pollueurs de la planète. Mais c'est aussi un pays d'où viennent les solutions. « Le modèle du gaz de schiste est choquant, mais c'est aussi une affaire fascinante ». L'exploitation du gaz de schiste est la principale incompréhension entre *Le Monde* et l'Amérique d'Obama dans le domaine de l'environnement.

Il y a aussi un autre aspect environnemental des Etats-Unis que le journal développe de temps en temps, et évidemment de manière plus régulière dès lors qu'il se préoccupe davantage de l'environnement : ce sont les événements climatiques exceptionnels qui se déroulent en Amérique, et à travers eux la dimension hors norme – vu d'Europe – de l'espace et de la nature aux Etats-Unis. Il le fait d'ailleurs sans nécessairement donner de jugement. Jérôme Fenoglio explique ainsi qu'aux Etats-Unis les rapports à la nature et à l'espace sont passionnant. « Il y

---

<sup>1400</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

a beaucoup de place, comme à la plage »<sup>1401</sup>. En Amérique, écrit Jean-Philippe Mathy, « la beauté originelle et préservée de la terre a toujours enflammé l'imagination française, incitant à une foule de célébrations lyriques et passionnées autour d'espace illimités et de vues exaltantes »<sup>1402</sup>. C'est, écrit encore Jean-Philippe Mathy, le cas tout particulièrement de Saint John Perse, qui, dans vents, « dit que la nouvelle terre produit de nouvelles écritures et de nouvelles façons d'écrire ». Le poète diplomate, qui s'installe durablement en Amérique au début de la guerre et que *Le Monde* célèbre avec un peu de retard, écrit ainsi dans *Vents*, célébrant l'Amérique et cet ouest immense et sauvage : « Là nous allions, la face en Ouest, au grondement des eaux nouvelles. Et c'est naissance encore de prodiges sur la terre des hommes »<sup>1403</sup>. De même, *Le Monde* aime raconter cette nature américaine et ses cataclysmes comme les ouragans et les tornades qui la meurtrissent régulièrement.

### L'image de la société américaine sous Obama

Pendant la mandature Obama, *Le Monde* n'évoque guère la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis<sup>1404</sup>. Il est vrai que près de trente années de dérèglementation et de désindustrialisation ont considérablement affaibli les syndicats.

En revanche, le journal évoque toujours beaucoup l'égalité sociale et le progrès social dans près du tiers des articles traitant des Etats-Unis. Le constat est positif d'un pays qui connaît un progrès social ou une justice sociale dans près de trois quarts des articles, contre un quart qui présente le contraire. C'est un pays, nous dit *Le Monde*, dans lequel le gouvernement se préoccupe du progrès social et de la lutte contre la pauvreté. Le journal décrit un pays plutôt progressiste, dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et donne sa chance au plus grand nombre conformément au rêve américain, une terre d'émigration et, effet Obama sans doute, un pays d'égalité raciale. Sylvain Cypel écrit : « Les Etats-Unis qui se sont bâtis comme un pays d'immigration, deviennent désormais le premier laboratoire de la mixité mondialisée. En 1960, la population américaine était blanche à 85%. Elle ne le sera plus qu'à 43% en 2060 »<sup>1405</sup>. Mais les Etats-Unis sont aussi, pour un quart des articles, un pays plutôt conservateur, dans lequel il y a toujours d'importantes disparités sociales, notamment concernant la santé.

Les mœurs des Américains sont un centre d'intérêt constant pour *Le Monde* et notamment sous Obama. Le journal les présente majoritairement positivement. Le journal mentionne évidemment l'ouverture, la tolérance, caractères qui accompagnent l'élection d'un président afro-américain. Il évoque aussi la sagesse et l'intégrité des dirigeants américains tant il est vrai que les scandales sont rares pendant la présidence Obama ce qui est bien nouveau. Mais *Le Monde* rend compte aussi de l'impuissance explicite du 44<sup>ème</sup> président devant les meurtres de masse qui se poursuivent et le refus du Congrès de limiter le port d'armes : « Evoquant la tuerie qui a fait 28 morts aux Etats-Unis vendredi, Barack Obama a versé de vraies larmes. Mais il n'a pas avancé de réponse politique »<sup>1406</sup>, explique *Le Monde* dans son éditorial.

---

<sup>1401</sup> Entretien avec Jérôme Fenoglio, *op.cit.*

<sup>1402</sup> Jean-Philippe Mathy, *Extrême-Occident, French intellectuals and America*, University of Chicago Press, Chicago, p. 163.

<sup>1403</sup> Saint-John Perse, *Vents in Œuvres Complètes, Vents II*, Gallimard, 1972, Paris, p. 200.

<sup>1404</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1405</sup> Sylvain Cypel, *Un nouveau rêve américain*, Autrement, 2015, Paris, p. 26.

<sup>1406</sup> « Les larmes d'Obama ne suffisent pas », *Le Monde*, 15/12/2012.

De plus, notre corpus s'arrête fin 2014 et ne prend pas en compte les évènements à caractère raciste qui ternissent la fin du mandat de Barack Obama, et que *Le Monde* commente largement. Il y a notamment la tuerie de l'église de Charleston le 17 juin 2015 et les différentes affaires de meurtres de jeunes Noirs abattus par la police alors qu'ils ne présentaient pas de danger immédiat. C'est le cas à Ferguson en 2014 avec un rebondissement au premier semestre 2015, alors que monte en puissance le mouvement *Black Lives Matter*. Ces évènements relativisent les progrès jusqu'alors mis en avant par le journal concernant la société et les mœurs sous Obama.

L'intérêt du journal pour la culture et le sport aux Etats-Unis ne se dément pas et reste stable par rapport à la mandature précédente, autour de 8% des articles traitant du pays. *Le Monde* décrit les Etats-Unis comme un pays d'une grande variété et d'une grande richesse culturelle. Il note l'importance d'internet et des réseaux sociaux dans la culture et l'information, mais regrette que nombre de grands médias soient trop engagés politiquement et partiiaux. L'Amérique est aussi pour le journal un grand pays du sport, mais il déplore les nombreuses affaires de dopage.

Le climat et l'environnement des Américains, nous l'avons vu, intéressent *Le Monde* comme jamais avant en ces années Obama, avec près de 15% des articles traitant des Etats-Unis qui l'évoquent. Ils présentent pour les trois quarts un pays qui souhaite protéger son environnement et lutter contre le réchauffement climatique. *Le Monde* montre aussi un pays qui ne se contente pas de bonnes intentions en la matière, mais qui agit. C'est ainsi que les Etats-Unis participent activement à la négociation de l'accord de Paris, piloté par la France, comme le raconte *Le Monde* : « L'accord de Paris sur le climat, adopté samedi 12 décembre à l'issue de treize jours de discussions souvent difficiles, est historique [...]. Le succès est celui d'une équipe [...]. Le président américain Barack Obama et son homologue chinois Xi Jinping ont pesé de tout leur poids »<sup>1407</sup>. L'Amérique est aussi victime de catastrophes naturelles, auxquelles le journal s'intéresse toujours autant. Reste que comme le montre le quart d'articles restants, les Etats-Unis d'Obama ne considèrent pas toujours selon *Le Monde*, la préservation de l'environnement comme une priorité. C'est notamment le cas pour l'exploitation du gaz de schiste ou pour les catastrophes d'origine humaine comme la fuite de pétrole dans le Golfe du Mexique qui intervient le 24 avril 2010 et que déplore le journal : « L'espoir d'endiguer rapidement ce qui risque de devenir l'une des pires marées noires de l'histoire des Etats-Unis s'amenuisait, mercredi 28 avril, au large de la Louisiane. La nappe de pétrole [fait près] de 1 000 kilomètres de circonférence »<sup>1408</sup>.

Durant la présidence Obama, le thème de la religion aux Etats-Unis, sans être encore une préoccupation première, continue de progresser dans les colonnes du journal, ce qui était déjà le cas lors du mandat précédent, et concerne près de 8% des articles traitant de ce pays. Les neuf dixièmes d'entre eux décrivent un pays dans lequel la religion tient une place particulièrement importante, notamment en politique. *Le Monde* reprend ainsi le discours de Mitt Romney par lequel il reconnaît sa défaite, le soir de la réélection de Barack Obama en 2012 : « C'est une période de grands défis pour l'Amérique et je prie pour que le président soit un bon guide pour notre nation [...]. Merci. Dieu bénisse l'Amérique »<sup>1409</sup>. De même, comme l'explique Mokhtar Ben Barka, Obama investit le champ religieux et « réconcilie la gauche [américaine] avec la religion [...]. Il n'en reste pas moins méfiant à l'égard d'une trop forte influence de la religion dans la vie publique : d'où son attachement à la

---

<sup>1407</sup> « Climat : le succès et ce qu'il reste à faire », *Le Monde*, 15/12/2015.

<sup>1408</sup> Grégoire Alix, « Les Etats-Unis face à une de leurs pires marées noires », *Le Monde*, 28/04/2010.

<sup>1409</sup> « Mitt Romney : j'aurais tant voulu répondre à vos attentes », *Le Monde*, 08/11/2012.

séparation des Eglises et de l'Etat »<sup>1410</sup>. Le journal note aussi que le peuple américain est particulièrement religieux, mais avec une grande diversité et une grande liberté. D'ailleurs, il y a tout de même des articles qui défendent un point de vue différent, montrant notamment la progression récente et rapide des sans religion dans le pays.

La société américaine sous Barack Obama présente ainsi selon *Le Monde* un visage ouvert, tolérant et moderne, à l'image de son président, préoccupée aussi par les questions environnementales. Toutefois, l'incapacité d'Obama à légiférer pour limiter le port d'armes et à mettre fin aux tueries de masse ternit ce bilan pour le journal alors que les dernières années de la présidence du premier président noir sont marquées par la persistance voire la résurgence de l'aspect le plus négatif des mœurs américaines : le racisme et la violence faite aux Noirs. L'éditorial du *Monde* le lendemain de la tuerie de Charleston est sans équivoque : « Le premier président noir de l'histoire des Etats-Unis aura été impuissant à changer un pays qui, en dépit de nombreux progrès accomplis, reste profondément marqué par le racisme »<sup>1411</sup>. Le système politique et judiciaire américain semble ici connaître ses limites.

### **Une démocratie bien imparfaite et une justice pas toujours juste**

Le thème de la justice et de la police intéresse toujours à peu près autant *Le Monde* sous Barack Obama que sous George W. Bush, près de 10% des articles traitant des Etats-Unis en ces années l'évoquent<sup>1412</sup>. Toutefois, les questions de police et de justice étaient alors décrites très négativement par le journal, à cause des mesures sécuritaires très sévères voire extrêmes suite aux attentats du 11 septembre. Sous Obama, la perception de la justice et de la police américaines par *Le Monde* s'équilibre presque. Les articles du *Monde* concernés décrivent une justice satisfaisante, respectant la liberté d'expression, sachant être clément ce qui ne l'empêche pas d'être sévère avec la délinquance financière. Ainsi, le journal raconte que « SAC Capital, l'un des fonds spéculatifs les plus puissants de Wall Street [...], a accepté de plaider coupable [...] et de payer la plus grosse amende de l'histoire des délits d'initiés, a annoncé le procureur de Manhattan »<sup>1413</sup>. L'arrestation du directeur du Fond Monétaire International, Dominique Strauss Kahn, à New York le 14 mai 2011 montre aussi que la justice américaine n'a pas peur de s'attaquer aux plus puissants. Cependant, les Etats-Unis n'en ont pas totalement fini avec les excès sécuritaires du mandat précédent suite au 11 septembre, et le journal les condamne encore, comme en ce concerne la surveillance de masse exercée par la NSA dans son propre pays grâce aux métadonnées. A cela s'ajoutent à la fin du second mandat de Barack Obama, en particulier après l'affaire de Ferguson, les mises en accusation de plus en plus fréquentes de la police, exagérément sévère voire violente vis-à-vis des Noirs.

Sous le premier président afro-américain de l'histoire des Etats-Unis, *Le Monde* décrit majoritairement, dans ses articles, une démocratie américaine qui fonctionne bien. C'est une constante. Le journal évoque souvent la séparation des pouvoirs et le combat permanent entre le président et le Congrès, surtout lorsque

---

<sup>1410</sup> Mokhtar Ben Barka, *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation : la gauche évangélique des origines à l'ère Obama*, op.cit., pp. 250-251.

<sup>1411</sup> « Fusillade de Charleston : Obama impuissant face à la fracture raciale », *Le Monde*, 19/06/2015.

<sup>1412</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, op.cit.

<sup>1413</sup> « Une amende record de 1,8 milliard de dollars pour SAC Capital », *Le Monde*, 06/11/2013.



celui-ci est tout entier, dans ses deux chambres, aux mains de l'opposition, comme à la fin de la mandature d'Obama. Le journal relève bien sûr que la démocratie américaine permet à des personnes issues des minorités d'accéder aux plus hautes fonctions, dont évidemment la présidence. Il évoque aussi la démocratie directe, très présente aux Etats-Unis, et la vie politique relativement pacifiée que connaît le pays. Le journal présente dans un éditorial la publication du rapport de la commission du Sénat sur la torture qui confirme la pratique de tels actes par les Etats-Unis sur une centaine de prisonniers : « L'Amérique doit à Barack Obama d'avoir immédiatement mis fin à ces pratiques dès son arrivée à la Maison Blanche. Elle lui doit aussi d'avoir autorisé la divulgation de ce rapport. Son feu vert comme le travail de la commission contribuent à rétablir l'image des Etats-Unis »<sup>1414</sup>.

Cependant, le journal note aussi dans près d'un tiers des articles concernés, que la démocratie américaine a de nombreuses limites. Il déplore toujours le poids excessif de l'argent et des lobbies en politique et l'importance de la communication professionnelle ainsi que du marketing politique lors des élections. Ainsi, *Le Monde* écrit lors de l'élection d'Obama : « La campagne présidentielle de 2008 a battu les records de dépenses et de collecte de fonds [...]. Le total des contributions financières a atteint 1,55 milliard de dollars »<sup>1415</sup>. Il considère aussi que la puissance des services secrets finit par être une menace pour la démocratie américaine.

Le journal présente par conséquent un pays avec un système judiciaire et une police qui ont encore beaucoup de progrès à faire pour être justes et une démocratie américaine vivante mais aussi bien imparfaite. Tout cela se traduit pour *Le Monde* par une confiance en eux moins absolue de la part des Américains.

### **Entre confiance et doute malgré une puissance sans égale**

Tandis que l'armée américaine avait été un sujet important dans les années Bush fils, elle n'est plus évoquée que par à peine 3% des articles traitant des Etats-Unis sous Obama<sup>1416</sup>. Ils sont dans l'ensemble plutôt positifs. Ils décrivent une armée puissante et des services spéciaux qui ne le sont pas moins.

La question de la confiance des Américains dans leur pays est un sujet qui intéresse toujours *Le Monde* sous Barack Obama, près de 15% des articles traitant des Etats-Unis l'abordent, même si c'est un peu moins que sous George W. Bush. Le journal décrit toujours les Américains comme ayant confiance dans leur pays dans 57% des articles. C'est un pays confiant dans ses institutions et qui les respecte. C'est aussi un peuple sûr de lui, mais pas arrogant. Ce n'était pas le cas pour ce dernier point sous Bush fils. *Le Monde* évoque dans près de 43% des articles concernés, un doute, une inquiétude. Cela ne concerne guère la puissance militaire des Etats-Unis. Cela vient plutôt de la grave crise économique que l'Amérique traverse, qui la touche en profondeur, mais contre laquelle elle se bat avec la ferme intention de rebondir afin de recouvrer sa puissance économique. *Le Monde* reprend ainsi un discours d'Obama : « Il y a un an, nous avons pu constater [...] à quel point nous approchions du précipice. Un an après, il nous incombe de mettre en place les réformes qui empêcheront à jamais ce genre de crise de se reproduire et qui nous aideront à passer d'une période d'irresponsabilité et de crise à une ère de responsabilité et de prospérité »<sup>1417</sup>.

---

<sup>1414</sup> « Torture : la faute de l'Amérique », *Le Monde*, 11/12/2014.

<sup>1415</sup> Patrick Jarreau, « La collecte de fonds de la campagne électorale a atteint un niveau record », *Le Monde*, 05/11/2008.

<sup>1416</sup> Tableaux analytiques 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et table de codage, *op.cit.*

<sup>1417</sup> « Barack Obama : Le réaménagement du système financier le plus ambitieux depuis la Grande Dépression », *Le Monde*, 04/11/2009.

Le journal décrit donc un peuple américain touché par la crise économique, et qui balance entre confiance et doute malgré une puissance sans égale. Avec Obama, l'hyperpuissance américaine redevient superpuissance, mais l'image des Etats-Unis atteint un sommet.

Ainsi, les années 2010 ne sont pas tout à fait la fin du *Monde* de Beuve-Méry, car celui-ci réussit à se réinventer à l'heure du numérique. Il conserve son essence, c'est-à-dire son indépendance et son goût de la critique malgré son rachat. C'est en particulier le cas en ce qui concerne les Etats-Unis, y compris vis-à-vis de Barack Obama dont il décrit la force, notamment symbolique, et les faiblesses. L'Amérique d'Obama est en effet pour le journal, synonyme d'ouverture, de tolérance, de liberté, bref pleine de promesses. Mais *Le Monde* déplore que nombre d'entres elles ne sont pas tenues comme l'avènement d'une société post- raciale.

## Conclusion de la troisième partie

La troisième génération de directeurs du *Monde*, de Jean-Marie Colombani à Jérôme Fenoglio affronte péniblement la série de bouleversements qui touche la presse et la planète. Le journal réussit à les traverser tant bien que mal, ce qui est en soit un succès, même s'il n'est plus tout à fait le même.

Grignoté par les nouveaux directeurs puis par les nouveaux actionnaires, le pouvoir de la rédaction a beaucoup diminué, mais elle est toujours indépendante et garante de l'indépendance du *Monde*. Le journal a perdu une bonne part de son statut d'institution qu'il avait gagnée sous Beuve-Méry. Il se trouve en effet un peu banalisé, au même titre que la presse, devant l'avènement d'internet et des réseaux sociaux. Il se met cependant au numérique et se rapproche de plus en plus du modèle américain, même si son modèle économique demeure fragile. *Le Monde* qui a eu un seul directeur dans son premier quart de siècle, quatre dans son second quart de siècle, en a eu sept dans son dernier quart de siècle. Il est souhaitable qu'il regagne davantage de stabilité afin qu'il puisse retrouver la perspective du temps long. Comme disait Hubert Beuve-Méry : « Le temps, il est vrai, n'épargne guère ce qui s'est fait sans lui »<sup>1418</sup>.

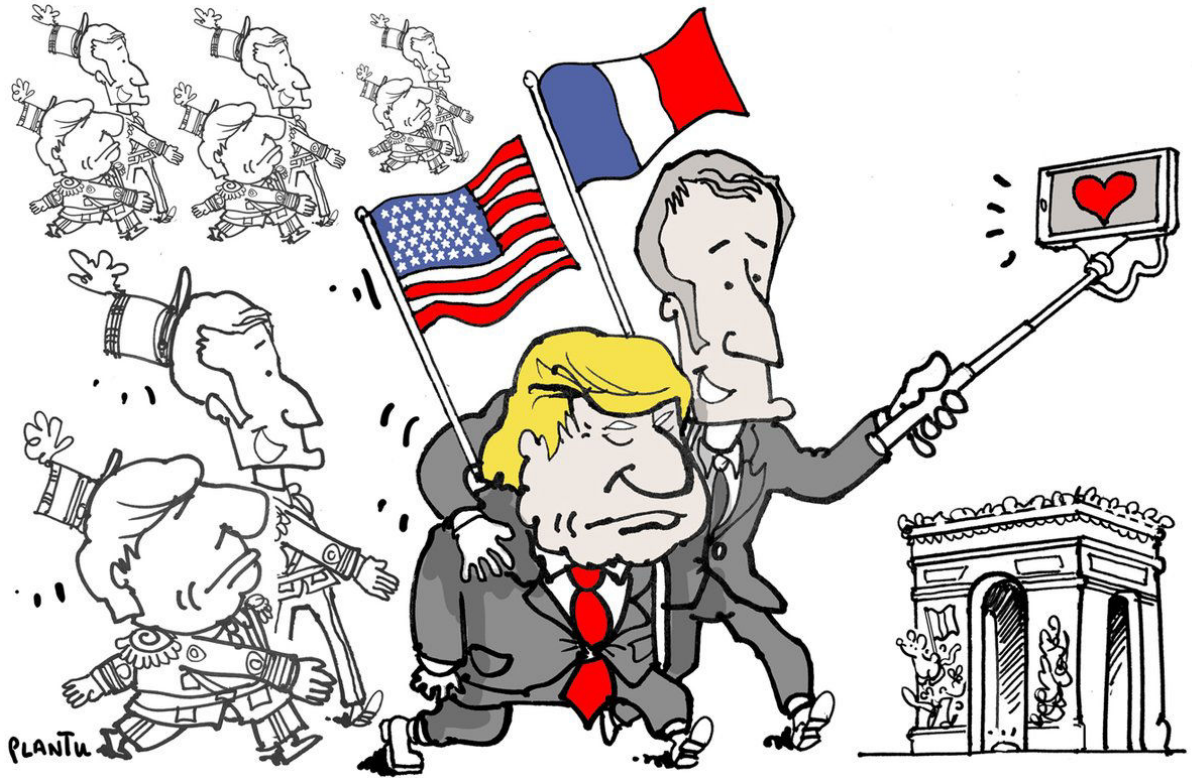
De l'autre côté de l'Atlantique, le rythme des changements est demeuré constant, sous la conduite de la solide constitution américaine. La présidence Clinton florissante, a été ternie par des affaires médiocres, dont *Le Monde* a eu parfois du mal à rendre compte avec hauteur. Puis les Etats-Unis ont été ébranlés par les attentats du 11 septembre qui ont donné au journal l'occasion d'un éditorial historique par de nombreux côtés, à la hauteur de l'évènement et de la place particulière du journal dans la presse française. La suite a amené le journal à épouser la position nationale de refus de la politique néoconservatrice de George W. Bush et de condamnation de l'Amérique. L'élection historique de Barack Obama a tenu lieu d'un miracle, retournant l'image de l'Amérique dans le journal, avant que la réalité ne reprenne ses droits, au moins en partie.

Pendant ce dernier quart de siècle, l'Amérique et le reste du monde, ainsi que le regard que le journal porte sur eux, ont beaucoup changé. Fini le règne des deux superpuissances de la guerre froide, passé aussi le moment de domination exclusive de l'hyperpuissance américaine. Mais le *Monde* comme le reste de la planète en viendrait presque à regretter l'affaiblissement du gendarme américain. Le regard du journal est plus attiré que jamais par cette Amérique dont la culture, à l'heure numérique est désormais difficile à dissocier de la culture française que *Le Monde* a tant défendue. Reste que la polarisation de plus en plus forte de la politique et de la société américaine inquiète le journal qui ne cache plus sa proximité avec les démocrates et sa répulsion des populistes conservateurs américains.

---

<sup>1418</sup> Hubert Beuve-Méry, *Onze ans de règne*, Flammarion, *op.cit.*, p. 102.

## Conclusion



Annnonce de la présence de Donald Trump au défilé du 14 juillet 2017, Plantu, *Le Monde*, 29/06/2017

De la Libération à nos jours, la France entre dans la modernité. Alors qu'il était immense en 1945, l'écart entre la France et les Etats-Unis s'estompe en bien des domaines : différence de développement économique ou de niveau de vie, accès aux technologies, santé, éducation, infrastructures etc. En 1945, seule une infime partie de la population française parle anglais. Aujourd'hui, tous les jeunes français à partir du collège sont initiés à cette langue. La différence culturelle et alimentaire tend aussi à s'estomper, même si par certains côtés la France reste elle-même, préservant une part significative de son identité malgré la modernisation que d'aucuns considèrent comme une américanisation. Comme l'écrit Richard Kuisel : « La France devra-t-elle embrasser plus complètement une modernité mondialisée et américaine ? Ou peut-elle continuer à s'adapter progressivement sans sacrifier l'essence de l'identité française ? L'histoire du passé récent mène à la conclusion qu'il existe une voie française viable »<sup>1419</sup>. Cette voie vers la modernité ne rejette pas l'influence américaine, elle l'intègre sans pour autant abandonner les spécificités françaises. Richard Pells ajoute que dans les sociétés modernes, les modèles culturels « fondés sur une expérience nationale unique sont passés de mode »<sup>1420</sup>.

La construction Européenne, moyennant un partage de souveraineté, permet aussi à la France de recouvrer collectivement un pouvoir économique comparable à celui de l'Amérique. Dans certains domaines, la France et l'Europe paraissent même plus avancés que les Etats-Unis, notamment en ce qui concerne la peine de mort, la possession d'armes à feu, la criminalité et l'emprisonnement, l'environnement (même si l'Amérique est très hétérogène sur cette question), la sécularisation (même le sujet est controversé), bref sur un certain nombre de questions de société.

Dans le domaine politique, la France est plus petite et plus faible que jamais, et l'Amérique est incomparablement plus puissante, même avec l'avènement de nouveaux rivaux comme la Chine, qui compensent progressivement la disparition de l'URSS. En ce domaine, l'Europe ne progresse guère et reste un nain politique, alors qu'unie elle pourrait se mesurer aussi à l'Amérique. Pragmatique, pro-européen, volontiers pessimiste et un petit peu provocateur, Hubert Beuve-Méry propose un jour une étonnante alternative en forme de boutade : au lieu de lui abandonner progressivement toute forme de souveraineté, ne vaudrait-il pas plutôt que la France adhère à la fédération américaine devenant ainsi un nouvel Etat des Etats-Unis afin de mieux faire entendre sa voix<sup>1421</sup> ?

Pour la presse, l'évolution est très différente d'autant que l'écart entre les deux rives de l'Atlantique est moins important à la Libération. La presse américaine ne domine pas la planète en 1945, ni même l'hémisphère occidental. En tenant compte de la différence de population, la presse française peut alors se comparer honorablement à son homologue américain. Tout au long de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, la presse en France prospère au rythme du progrès économique général malgré des crises passagères à répétition qui se manifestent par la raréfaction continue du nombre de journaux. Elle bénéficie d'un contexte politique démocratique certes favorable, mais au milieu de jeux d'influence parfois vifs et sans pitié. Au tournant du siècle, l'avènement du numérique remet tout en question, modèle économique, capitaliste et même la crédibilité de titres qui se croyaient institutionnalisés tant en France qu'aux Etats-Unis, les obligeant à se réinventer. *Le Monde*, qui est né peu après la libération de Paris, fait finalement plutôt bonne figure à l'orée du XXI<sup>ème</sup> siècle. Il se compare volontiers aux meilleurs de la presse

---

<sup>1419</sup> Richard Kuisel, *The French way : How France embraced and rejected American values and power*, *op.cit.* p. 390.

<sup>1420</sup> Richard Pells, *Not like us – How Europeans have loved, hated, and transformed American culture since World War II*, *op.cit.* p. 334.

<sup>1421</sup> Sirius, « Les chemins de la paix », *Le Monde*, 04/04/1951.

américaine après 70 années de tumulte et de création rédactionnelle, même si le modèle économique de tous est encore très fragile. Certes le journal a dû abandonner entre temps son indépendance capitalistique pourtant durement acquise, mais il maintient toujours son indépendance rédactionnelle, son aura et son audience. Simplement, une part significative de celle-ci s'est déplacée du papier vers internet, comme pour le *New York Times* ou le *Washington Post*.

Nous voulions donc savoir comment les Etats-Unis étaient présentés dans les articles du *Monde* et comment cela variait dans le temps. Sur la forme, nous avons pu observer que l'Amérique est omniprésente dans le journal, quantitativement et qualitativement, souvent dès la Une, régulièrement dans l'éditorial. Cette présence connaît même globalement une progression au fil des ans en s'élargissant à l'ensemble du journal alors qu'elle est restée longtemps concentrée sur le début. Toutefois, cela varie beaucoup en fonction de l'actualité et des circonstances, ce qui est logique pour un quotidien d'information. L'image politique, au sens des relations internationales que *Le Monde* donne des Etats-Unis, est plutôt conformiste et positive tant le journal ne remet jamais en cause l'amitié, la relation historique et l'alliance américaine. Il ne ménage toutefois pas ses critiques et cette image connaît évidemment de fortes variations au cours du temps. L'image de l'aide financière ou matérielle que les Etats-Unis apportent au reste de la planète est assez contrastée. *Le Monde* n'insiste guère sur ses aspects positifs et est assez critique en ce domaine. Il est vrai qu'au début du XXI<sup>ème</sup> siècle, le plan Marshall semble loin et l'Amérique a surtout l'image d'un concurrent économique intéressé avant tout par ses marchés et ses entreprises. Au fil du temps, le journal décrit un degré de développement de l'Amérique de moins en moins en avance sur celui de la France et de l'Europe, surtout en matière de santé et d'infrastructures. Le même phénomène se produit en matière de technologies jusqu'à Carter, mais s'inverse ensuite. L'Amérique garde une image de pays riche, longtemps égalitaire, puis de plus en plus inégal à partir de Ronald Reagan. Concernant l'éducation, *Le Monde* est fasciné par la réussite des grandes universités américaines qu'il évoque régulièrement. Il déplore la situation du reste du système éducatif américain certes, mais moins souvent. Globalement, le journal demeure durablement réservé sur le système économique américain. *Le Monde* s'intéresse progressivement à tous les aspects de la société américaine. Il en donne une vision large, variée, contrastée, qui correspond assez bien à la réalité d'une société profondément diverse, où l'on trouve tout et son contraire, que ce soit pour la vie sociale et le progrès social, les mœurs, les médias, le sport, l'environnement et sa protection. Longtemps réticent face à la culture américaine, notamment à la culture de masse, le journal finit par les accepter à l'orée du XXI<sup>ème</sup> siècle, tout comme la société française. Naturellement *Le Monde* critique le racisme et enregistre aussi les progrès américains en ce domaine. Le seul domaine, dans lequel il demeure une forme d'incompréhension, en dehors des questions de justice, de police et de sécurité, est la religion, notamment depuis Bill Clinton. En ce domaine, le décalage est grand entre l'Europe et les Etats-Unis même s'il semble se réduire depuis peu avec l'avancée nouvelle de la sécularisation en Amérique<sup>1422</sup>. L'image du système démocratique américain dans les colonnes du *Monde* est positive, mais là encore le journal décrit largement les limites de la démocratie américaine. Il tend à suivre de plus en plus près les élections présidentielles et même les primaires. *Le Monde* donne une image assez équilibrée

---

<sup>1422</sup> « US Public Becoming Less Religious », Pew Research Center, 03/11/2015, [En ligne], URL : <http://www.pewforum.org/2015/11/03/u-s-public-becoming-less-religious/> (Consulté le 09/08/2017).

de la police et de la justice américaine. Mais il insiste sur leur sévérité avec une autre grande incompréhension autour de la peine de mort, de la possession d'armes à feu (et des meurtres de masse) et du recours massif à l'emprisonnement. Evidemment, le journal ne reconnaît pas l'exceptionnalisme américain, c'est-à-dire que l'Amérique est le modèle à suivre par tous les peuples. Enfin, l'image que *Le Monde* donne de la puissance et de la force des Etats-Unis est contrastée. Il les trouve globalement grandes, immenses même, avec bien sûr des aléas au cours du temps. Il présente un peuple d'où émane une grande confiance, notamment en son système, un caractère dominateur, bref il décrit parfois une certaine arrogance américaine. Mais ce n'est pas général et le journal décrit aussi un pays qui s'interroge voire qui doute de lui parfois, en particulier concernant son économie. Naturellement tout cela varie avec le temps, notamment au gré des administrations américaines et des générations qui dirigent *Le Monde*. Finalement, en dehors de la culture américaine dont l'image s'améliore in fine, et à l'inverse de la peine de mort, des armes, de l'emprisonnement et de la religion aux Etats-Unis, l'image de ce pays dans les colonnes du journal est assez stable dans le temps, ses variations sont plus fonctions des circonstances et tendent sur le long terme à se compenser.

Nous recherchions aussi à décrire la relation entre les Etats-Unis et la rédaction du *Monde* au sens large, journalistes et direction compris. La relation entre les journalistes du *Monde* et l'Amérique est très variée nous l'avons vu. Les plus critiques sont en général en France tandis que les correspondants sur place essaient d'expliquer ce pays si complexe, si grand, si varié et de lutter contre les clichés, les stéréotypes et les préjugés nés en particulier de la méconnaissance. Il est intéressant de remarquer que le journal ne cesse d'augmenter le nombre de journalistes couvrant l'Amérique au fil du temps. Aucun autre pays ne peut rivaliser avec elle sur ce point en dehors de la France. Les directeurs de leur côté, connaissent de mieux en mieux les Etats-Unis et y séjournent de plus en plus souvent. La relation entre les équipes du journal et les autorités américaines est plutôt bonne et ces dernières lui facilitent volontiers la tâche. Elles le créditent d'un sérieux et d'une représentativité, le lisent et cherchent naturellement à l'influencer dans le sens qui leur convient le mieux. Elles ont cependant été nettement moins ouvertes dans la première décennie du journal. De leur côté, les équipes du *Monde* et notamment sa direction, s'inspirent régulièrement et fréquemment des pratiques américaines, notamment des homologues américains du journal tels que le *New York Times*.

L'analyse du contenu et les entretiens avec les journalistes et directeurs du *Monde* nous confirment la double intuition sur laquelle nous nous sommes appuyés : d'une part les Etats-Unis tiennent une place très grande, parfois centrale, dans le journal. D'autre part la position du *Monde* sur les Etats-Unis est d'une grande complexité et ne saurait se résumer à de l'antiaméricanisme, si tant est que cela ait un sens.

En effet, les Etats-Unis ont une place à part dans *Le Monde*. Non seulement la couverture du pays est très importante comme nous l'avons vu, tant par le nombre d'articles que par le nombre de journalistes impliqués, mais en plus elle augmente au fil du temps. De même, si le journal s'intéresse davantage à la politique étrangère des Etats-Unis qu'à leur politique intérieure et à la société américaine, *Le Monde* s'ouvre aussi sur ces sujets avec le temps. Le contenu du journal présente ainsi un formidable intérêt historique sur les Etats-Unis et la relation franco-américaine, depuis décembre 1944, vus de Paris. C'est une sorte d'encyclopédie vivante ou de livre d'histoire au jour le jour, d'une richesse et d'une variété immense, avec près de 80 000 articles. Au-delà, la relation avec les Etats-Unis est centrale dans toute l'histoire du *Monde*. Le journal construit son indépendance éditoriale et une bonne

part de son image à travers ses commentaires sur les Etats-Unis notamment lors de la querelle du neutralisme. Le traitement des Etats-Unis est structurant dans la mise en place des équipes (et l'intégration des équipes issues du *Temps*) avec notamment un certain nombre de départs à commencer par celui de René Courtin. Au-delà de leur politique officielle d'information, y-a-t-il eu des velléités secrètes d'interférences américaines ? Nous n'avons pu identifier d'intervention directe. Indirectement, de tels politiques ont vraisemblablement inspiré certaines actions menées en vue de déstabiliser *Le Monde* ou sa direction (tentative d'éviction d'Hubert Beuve-Méry, rapport Fechteler, *Le Temps de Paris*), mais aucune n'a finalement réussi. A la suite du départ de Jacques Fauvet, le rapport à l'Amérique a été l'une des lignes de clivage essentielle des candidats à la direction générale. Jacques Thibau écrit qu' « il est possible sans exagération, de résumer l'histoire du journal *Le Monde* depuis cinquante ans à travers sa perception de l'Allemagne »<sup>1423</sup>. Sans doute l'Allemagne, comme l'Europe d'ailleurs, tient une grande place dans la vie du journal. Mais la relation du *Monde* avec l'Amérique va au-delà de ses seuls commentaires et analyses. Elle structure sa ligne éditoriale dès sa naissance, participe à la sélection naturelle de ses journalistes, anime le débat d'idées internes et même certaines élections directoriales. Le journal est aussi une entreprise de presse et ses homologues américains, notamment par leurs innovations, l'inspirent amplement sur la forme comme sur le fond. Par conséquent, s'il est vrai que la relation avec l'étranger est significative de l'histoire du *Monde*, peut-être encore davantage qu'avec l'Allemagne, la relation du journal avec les Etats-Unis permet de résumer l'essentiel de l'histoire du *Monde* depuis 1944.

Comme son histoire, la ligne éditoriale du journal sur les Etats-Unis est d'une grande complexité. Elle est cependant fondée sur quelques grandes valeurs, posées très tôt, inspirées pour la plupart d'Hubert Beuve-Méry et jamais contestées. Il est le directeur qui a le plus écrit d'éditoriaux sur l'Amérique et cependant aussi celui qui la connaissait le moins, avec Jacques Fauvet. Ces valeurs reposent sur les principes d'ouverture et de rigueur. *Le Monde* porte sur l'actualité et sur l'actualité américaine en particulier, un regard critique, libre, exigeant, mais aussi ouvert sur l'extérieur, indépendant de toute pression. Le journal voudrait avoir un regard neutre, non-aligné, si tant est que ce soit possible, car il défend aussi ces valeurs. La première est celle de la liberté, associée à l'indépendance, la démocratie et plus généralement aux droits de l'homme. Logiquement, lorsque les Etats-Unis lui semblent prendre des décisions illégitimes voire liberticides, *Le Monde* s'y oppose et les critique sévèrement, comme lors de la guerre du Vietnam ou de l'invasion de l'Irak sous Georges W. Bush. De même, le journal défend le multilatéralisme, et lorsque l'Amérique affirme unilatéralement son leadership, *Le Monde* la critique et défend l'indépendance de la France ou celle de l'Europe comme le résume André Fontaine : « *Le Monde* est européen, pour une Europe indépendante »<sup>1424</sup>. Mais à l'inverse, lorsque les Etats-Unis lui semblent défendre la liberté menacée comme au début de la guerre froide lors du déclenchement de la guerre de Corée, il n'hésite pas à prendre parti et se montre atlantiste. Le journal défend alors l'alliance américaine et est nettement antistalinien voire anti-communiste. Il est vrai que la réalité est souvent moins tranchée. Le journal essaie alors de faire la part des choses. Sirius critique le procès des époux Rosenberg, mais remarque que ceux-ci ont pu librement et jusqu'au bout clamer leur innocence, ce qui leur aurait été interdit en URSS<sup>1425</sup>. De même, le journal commente sévèrement la révélation des tortures de la CIA en 2014 par une enquête parlementaire américaine, mais ajoute : « On n'ose imaginer ce

---

<sup>1423</sup> Jacques Thibau, *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire, op.cit.*, p. 514.

<sup>1424</sup> Entretien avec André Fontaine, *op.cit.*

<sup>1425</sup> Sirius, « Une victoire de Staline », *Le Monde*, 23/02/1953.



qu'aurait révélé une enquête parlementaire sérieuse sur l'usage de la torture par la France pendant la guerre d'Algérie ! »<sup>1426</sup> *Le Monde* est aussi sévère avec le gouvernement américain qu'il ne l'est avec le gouvernement français sur le respect de la liberté et des droits de l'homme. Il défend également ardemment les valeurs d'égalité et de solidarité. Ce sont des valeurs très françaises, mais longtemps l'Amérique a été une terre d'égalité. La politique économique menée par les gouvernements américains depuis Ronald Reagan a entraîné un recul en ce domaine, avec le rétrécissement des classes moyennes. Cette politique est inspirée par une approche très libérale du capitalisme. Le journal ne la partage pas et en est presque systématiquement critique. Cette méfiance vis-à-vis du capitalisme débridé à l'américaine, au nom de l'égalité et de la solidarité est profondément ancrée au *Monde*. Le journal défend aussi l'identité de la France ainsi que la modernité, qui pourtant l'altère. *Le Monde* a du mal à accepter le développement de la culture américaine en France, et d'une certaine manière l'américanisation de la France, consubstantielle de sa modernisation. Il résiste sous Hubert Beuve-Méry, rechigne toujours sous ses successeurs jusqu'à la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Il en a peur aussi. Ensuite, non seulement il en prend son parti, mais il est lui-même attiré par la culture américaine comme toute la société française sans pour autant accepter ses dérives et renier la culture française. C'est plus un enrichissement qu'un abandon. La France a de même un grand complexe d'infériorité face à l'Amérique, que *Le Monde* porte aussi. Mais elle finit par devenir elle-même moderne, plus parfois que les Etats-Unis. Il est un domaine en effet dans lequel ceux-ci semblent parfois bien peu modernes, ce sont les mœurs. *Le Monde* ne les épargne pas sur le racisme, la peine de mort, la criminalité et l'emprisonnement, la possession d'armes à feu, la protection de l'environnement (même si la réalité américaine est très contrastée). Le journal a aussi du mal à comprendre la place de la religion en Amérique alors que la France est laïque et largement sécularisée. Ces différences sur les mœurs se retrouvent politiquement.

*Le Monde* est considéré comme un journal progressiste, plutôt de gauche, ainsi que ses journalistes même si ce n'est pas une règle générale. La quasi-totalité des journalistes du *Monde* que nous avons interrogés se sont déclarés de gauche sans même que nous n'ayons à le leur demander, précisant dans la plupart des cas ne pas appartenir à quelque parti politique que ce soit. De fait, *Le Monde* et ses journalistes sont ainsi plus proches politiquement des démocrates que des républicains. Comme l'explique Philippe Bernard, le journal « a le même regard sur la politique intérieure américaine que le *New York Times* »<sup>1427</sup>. L'attitude du *Monde* envers l'administration présidentielle américaine en est souvent influencée. Non seulement il est plus critique des présidences républicaines et moins de celles démocrates, mais il a tendance à être un peu plus altermondialiste sous les premières et un peu plus atlantiste sous les secondes, toutes choses égales par ailleurs. Mais cela n'a pas été toujours le cas, le journal a soutenu les républicains Eisenhower et Reagan (dans un second temps) puis Bush père. Il a aussi beaucoup critiqué le démocrate Lyndon Johnson. Comme l'explique Martine Jacot, « c'est le grand écart à chaque élection, comme avec le passage de George W. Bush à Barack Obama »<sup>1428</sup>.

De même le journal est lui aussi partagé entre deux tendances, plus ou moins nettes, comme nous l'avons vu, notamment au moment de la succession de Jacques Fauvet. La première est plutôt favorable aux Etats-Unis, à l'alliance américaine et à l'économie de marché, l'autre plus défavorable, plutôt tiers-mondiste puis

---

<sup>1426</sup> « Torture, la faute de l'Amérique », *Le Monde*, 12/12/2014.

<sup>1427</sup> Entretien avec Philippe Bernard, *op.cit.*

<sup>1428</sup> Entretien avec Martine Jacot, *op.cit.*

altermondialiste. Ce dernier groupe, tout en étant très critique sur l'Amérique officielle, gouvernementale, présente souvent une amitié voire une admiration pour l'Amérique rebelle, cette Amérique plus proche culturellement de la gauche européenne. Il est ainsi américanophile à sa manière. La césure entre les deux tendances est beaucoup moins forte depuis la chute du mur de Berlin et la disparition de l'Union Soviétique, alors que les oppositions idéologiques sont moins prégnantes, et que disparaît le rejet de la modernité américaine, sauf en ce qui concerne le capitalisme débridé. De même, la limite n'est pas très claire entre les deux tendances qui s'équilibrent globalement. Les plus ouverts à l'Amérique sont plus nombreux à l'international, aux sports et à l'économie, tandis que les plus sceptiques sont plus représentés à l'écologie, la culture et peut-être la politique. La détestation de Georges W Bush et de sa politique puis l'enthousiasme pour Barak Obama (surtout à son avènement) ont rapproché pour un temps les deux tendances du journal. Mais leurs différences ont vite réapparu. Enfin, comme l'explique Alain Beuve-Méry, la question israélo-palestinienne partage également la rédaction du journal sur une ligne assez proche<sup>1429</sup>.

Pourtant, comme le rappellent à peu près tous les journalistes du *Monde*, la ligne éditoriale du journal est très large, très ouverte. C'est un principe hérité d'Hubert Beuve-Méry gardant en mémoire le sort de ses articles non conformistes écrits à Prague. Au *Monde*, les journalistes sont libres de leurs articles, la direction n'a la main que sur l'éditorial, les titres et le choix des chroniqueurs extérieurs. Comme l'explique Jan Krauze : « L'une des grandes qualités du *Monde*, c'est de pouvoir exprimer un point de vue totalement différent de celui du directeur »<sup>1430</sup>. Les angles sont toutefois choisis en accord avec les chefs de service, ce qui permet surtout d'assurer la cohérence du journal et une bonne couverture de l'actualité. Bernard Cassen, du *Monde Diplomatique*, qui considère en général son grand frère comme atlantiste, le reconnaît lui-même : « Les journalistes du *Monde* sont libres. Il y a des points de vue opposés »<sup>1431</sup>. Une ligne transparaît certes, en particulier sur les Etats-Unis comme nous venons de le voir, mais elle est large, très large même. Sa grande ouverture permet à des opinions contrastées, parfois divergentes et à des regards différents, de s'exprimer. La couverture des Etats-Unis est ainsi colorée par la personnalité des uns et des autres, par leur intérêt pour tel ou tel sujet. Le regard du *Monde* sur l'Amérique n'est pas unique, il est multiple, sans compter les spécificités des différentes rubriques. D'ailleurs, explique Corine Lesnes, « certaines rubriques ont une grande familiarité avec les Etats-Unis et utilisent beaucoup de vocabulaire anglais. D'autres sont plus royalistes que l'Académie et proscrivent absolument l'anglais »<sup>1432</sup>. Il en va de même entre les différents supports, journal papier, magazine, journal web, réseaux sociaux (Facebook et Snapchat notamment). Non seulement le journal autorise cette diversité, mais il la cultive, comme l'explique Patrick Eveno : le journal « s'attache à fournir des informations en quantité suffisante et à refléter dans ses colonnes l'ensemble des points de vue. Hubert Beuve-Méry considère en effet, que les lecteurs doivent se faire eux-mêmes leur opinion, à partir des informations apportées par le journal »<sup>1433</sup>.

Dès lors, peut-on parler d'antiaméricanisme quant au regard du *Monde* sur l'Amérique ? Nous avons choisi d'éviter ce terme, trop équivoque, et de poser la question sous la forme suivante : *Le Monde* est-il juste dans son traitement vis-à-vis des Etats-Unis ? Quatre angles de vue, se rapportant à l'antiaméricanisme primaire,

---

<sup>1429</sup> Entretien avec Alain Beuve-Méry, *op.cit.*

<sup>1430</sup> Entretien avec Jan Krauze, *op.cit.*

<sup>1431</sup> Entretien avec Bernard Cassen, *op.cit.*

<sup>1432</sup> Entretien avec Corine Lesnes, *op.cit.*

<sup>1433</sup> Patrick Eveno, *Le Monde, histoire d'une entreprise de presse : 1944-1995, op.cit.*, p. 29.

à la perception de l'exceptionnalisme, à la critique de l'Amérique et au miroir américain, permettent d'apporter une réponse : étant donné son regard nuancé, sophistiqué et multiple, il nous semble que, même dans ses moments les plus sévères à l'égard des Etats-Unis, *Le Monde* ne saurait être accusé d'antiaméricanisme primaire. Cependant, le journal ne reconnaît pas l'exceptionnalisme américain, il le rejette par principe, ne considérant aucun pays au-dessus des autres, et par souci de préserver la souveraineté de la France et de l'Europe. Pour le journal, il n'y a pas de république modèle, en particulier américaine et il n'y a pas de peuple choisi, qui pourrait guider ou servir de référence aux autres peuples de la planète, pas même le peuple américain. Cela n'empêche pas une certaine fascination de s'exercer au *Monde* pour cette nation d'immigrants, ce *melting pot*, ce pays où tout est possible. Il y a aussi du non dit ou du non clairement écrit dans le journal. Ainsi, *Le Monde* est attaché à l'universalisme français, issu de la Révolution, frère ennemi de l'universalisme américain. Cela peut heurter outre-Atlantique, paraître iconoclaste, irrespectueux, mais ce regard, ce refus de l'exceptionnalisme américain n'est pas illégitime, bien au contraire. De même, *Le Monde* se montre critique de l'Amérique et des Américains et parfois avec véhémence. Il n'est pas toujours négatif vis-à-vis de ce pays, valorisant ses bons côtés, comme lors de l'élection d'Obama. Est-il trop sévère ? C'est son rôle, celui d'un journal indépendant. De Gaulle n'avait-il pas surnommé Beuve-Méry « Monsieur-faut-que-ça-rate » ? Sans doute le regard porté par *Le Monde* sur l'Amérique comporte-t-il de nombreux stéréotypes, mais c'est un lieu commun comme le dit Laurent Joffrin de *Libération* : « Il y a beaucoup de clichés en France sur les Etats-Unis »<sup>1434</sup>. D'ailleurs ceux des rédacteurs qui connaissent le mieux l'Amérique s'acharnent à les corriger. Il est vrai que ce n'est pas facile car les différences demeurent grandes comme l'explique Philippe Gélie du *Figaro* et ancien correspondant à Washington : « La dimension fédérale des Etats-Unis est très difficile à expliquer en France »<sup>1435</sup>. Le regard critique du *Monde* sur les Etats-Unis est donc sévère. Il lui arrive parfois, ponctuellement, de l'être un peu trop, notamment à certaines occasions ou sur certains sujets comme vis-à-vis d'une célèbre boisson à base de Cola. Son lectorat l'est parfois encore plus que lui, d'ailleurs comme le souligne Philippe Le Corre, « les Français ont des réflexes critiques vis-à-vis des Etats-Unis, même si cela s'atténue chez les jeunes »<sup>1436</sup>. *Le Monde* est parfois aussi binaire : il honnit l'Amérique messianique et impériale qui voudrait diriger et exploiter la planète aux dépens des populations et chérit l'Amérique du soft power qui exerce son leadership par l'exemple, l'Amérique idéale en quelque sorte, bien qu'aucune des deux n'existe vraiment. Le journal est surtout ouvert, varié, parfois même contradictoire. Il nous semble donc que son regard sur les Etats-Unis n'est pas exagérément et injustement sévère. Enfin *Le Monde* participe au jeu, très français, que l'on retrouve aussi ailleurs, d'utiliser l'Amérique comme miroir, voire comme repoussoir pour traiter de la France. Ainsi, la critique des tares de la société moderne, porte souvent sur l'Amérique comme nous l'avons vu, même si c'est moins le cas depuis le changement de millénaire. Pourtant la modernité est tout aussi française et même de plus en plus. Si ce discours négatif ne s'adresse pas directement aux Américains et n'est pas nécessairement une critique des Etats-Unis, il est dirigé contre eux en les prenant à témoin, il est souvent constitué de clichés grossiers et nul ne peut nier qu'il est profondément injuste. S'il

---

<sup>1434</sup> Entretien avec Laurent Joffrin, directeur de *Libération*, le 21/04/2015.

<sup>1435</sup> Entretien avec Philippe Gélie, chef du service international du *Figaro*, le 14/04/2015.

<sup>1436</sup> Entretien avec Philippe Le Corre, spécialiste des questions internationales à la Brookings Institution à Washington, le 03/06/2015.

est un point sur lequel le regard du *Monde* sur l'Amérique est contestable, surtout au siècle précédent, c'est celui-ci.

Il n'est cependant qu'un aspect de ce regard et même s'il est hautement perfectible, il nous semble tout compte fait que *Le Monde* n'est pas, d'une manière générale, injuste envers les Etats-Unis.

Cette approche de l'image des Etats-Unis dans *Le Monde* et la relation entre ce pays et la rédaction du journal a ses limites comme toute étude sans lesquelles elle ne serait jamais terminée. Ces limites ouvrent autant de perspectives de recherche.

L'analyse du contenu, qui est l'un des outils de cette étude a été permise notamment grâce à l'usage de moyens numériques : collection numérisée du journal, moteur de recherche, base de données et outils d'analyse. Ces moyens certes nouveaux, sont encore élémentaires. Les progrès rapides en cours et le développement de moyens numériques plus puissants permettront d'affiner encore ces travaux, notamment dans le domaine des logiciels d'analyse du contenu utilisant l'intelligence artificielle comme les moteurs sémantiques, qui seront capables de comprendre et d'analyser les textes. Ils permettront à terme de réaliser une analyse exhaustive du contenu du journal et non de recourir à un échantillon représentatif. Cette évolution est considérable pour l'historien en ce qu'elle révolutionne son travail de dépouillement et d'analyse des archives et lui ouvre d'immenses perspectives de recherche. Parallèlement, des bases de données d'une très grande richesse ne cessent d'apparaître dans tous les registres de la société et de la vie tant publique que privée, qui seront autant de nouveaux champs de recherche. Mais elles sont inaccessibles sans le recours aux outils numériques dont elles sont elles-mêmes issues.

Cette étude déjà ample est cependant réalisée à partir d'un seul journal et sur un seul pays. Il serait intéressant d'effectuer la même recherche sur d'autres pays à partir du journal *Le Monde* et à partir d'autres journaux français ou étrangers, voire sur d'autres médias en particulier numériques, ou encore la télévision et la radio, afin d'en comparer les résultats. On pourra aussi analyser les titres des articles car ils relèvent davantage de la direction éditoriale, et parfois modifient voire dénaturent le sens des articles. On pourra de même étudier les types de supports utilisés par le journal, du papier au numérique, du site internet aux réseaux sociaux. Il sera intéressant également de réaliser la même analyse sur d'autres journaux, ou d'élargir cette étude à d'autres champs comme l'influence indirecte des Etats-Unis sur *Le Monde* par leur *soft power* et le jeu des acteurs privés. En effet, il existe une influence non gouvernementale des Etats-Unis sur la France et sur le journal, plus grande encore que l'influence voulue et organisée par le gouvernement américain. Elle est très importante, individuelle ou collective, directe ou indirecte, souvent imbriquée dans celle du gouvernement, parfois indépendante voire contradictoire. Il serait ainsi utile d'étudier l'influence des usages de la presse américaine sur l'exercice du métier de journaliste en France, notamment la distinction entre la présentation des faits et leur commentaire ou entre les enquêtes et les éditoriaux. Il serait aussi intéressant à l'inverse d'examiner l'influence du *Monde* sur les Etats-Unis, notamment leur presse et leur diplomatie.

Le champ de cette étude a un commencement et une fin. Cependant, tant que l'aventure du *Monde* se poursuivra, ainsi que celle de l'Amérique, le champ potentiel à étudier sera en perpétuelle extension, d'autant qu'il pourra bénéficier de l'ouverture progressive des archives américaines, notamment de la CIA.

Enfin, cette étude consiste en une approche globale et donc nécessairement générale puisqu'elle porte sur près de 70 années et sur l'ensemble du contenu du *Monde* concernant les Etats-Unis. Elle pourra donner une perspective à des regards

complémentaires ponctuels mais plus fins sur des périodes plus courtes ou des évènements donnés requérant un intérêt particulier comme la sortie de la France du commandement intégré de l'OTAN ou l'élection de Barack Obama.

Comme le raconte Samuel Blumenfeld dans les colonnes du *Monde*, « à l'été 1989, Francis Fukuyama, universitaire américain et directeur adjoint du service de planification du Département d'Etat à Washington, publie un article intitulé « La Fin de l'Histoire ? », dans la revue *The National Interest*. Il y annonce l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme forme finale de tout gouvernement humain »<sup>1437</sup>. La victoire de la démocratie libérale, ce devrait être aussi celle de la presse libre.

Depuis pourtant, le modèle démocratique est à son tour remis en cause en particulier au sein même de ce monde occidental qui l'a vu naître, victime d'un certain relativisme, du primat de l'économie en reconversion permanente et de la révolution numérique. Le doute voire une certaine perte de crédibilité, touche la démocratie comme la presse, notamment aux Etats-Unis. L'étonnant renouveau du racisme, à la fin du mandat de Barack Obama, la montée du populisme et de la xénophobie avec l'élection de Donald Trump et la croissance des inégalités fragilisent la démocratie aux Etats-Unis. Ils remettent en cause le rêve américain que porte cette république qui se veut un modèle universel. La presse libre est elle aussi attaquée.

Cette dernière reste plus que jamais l'un des fondements de la démocratie, tandis qu'à l'heure du numérique, l'éloignement géographique n'a plus guère d'importance. La spécificité de la presse française tient à sa langue, à sa culture ainsi qu'à une certaine vision du monde, associée aux idéaux de liberté et d'égalité hérités de la Révolution, qu'elle diffuse. La place particulière du *Monde* dans la presse française et la place des Etats-Unis dans le journal seront encore longtemps les témoins de la relation entre l'Amérique et la France voire l'Europe, du rapport de force entre elles et de l'évolution depuis toujours imbriquée de leurs sociétés, de leurs démocraties et de leurs médias.

*Le Monde* est d'ailleurs très proche des grands quotidiens américains comme l'écrit Jean Lacouture : « Hubert Beuve-Méry, à force d'honnêteté, d'acharnement, de fermeté, de respect de la chose écrite et du lecteur, a créé le meilleur journal d'Europe – je dirais, le meilleur journal anglo-saxon d'Europe »<sup>1438</sup>. Comme eux, il est à la recherche d'un nouveau modèle économique. Pourtant, il demeure une manufacture plutôt qu'une industrie, un journal très artisanal, presque une œuvre d'art, faite par un millier de mains, qui chacune a son style et d'une certaine manière, ses idées propres. Si ce journal forme un tout, c'est par le génie d'une équipe de fortes individualités, et pourtant fière de son œuvre collective. Elle est une création quotidienne et chaque jour entièrement renouvelée.

Pour le plus grand bonheur de ses lecteurs, espérons que l'histoire du *Monde* durera encore longtemps, comme d'ailleurs celle de la France, de l'Europe et de l'Amérique, ainsi que celle de la démocratie et de la presse libre. La presse court après la vérité, jeu épuisant, surhumain, qui exige chaque jour le meilleur de l'homme et s'évanouit à la moindre faiblesse. Etrange but que cette vérité. Unique et multiple à la fois, à peine s'en approche-t-on qu'elle s'éloigne aussitôt. Elle ne se laisse posséder par personne. Mais paradoxe suprême de la vérité : si épuisante que soit sa quête, elle est pour les femmes et les hommes qui la recherchent une

---

<sup>1437</sup> Samuel Blumenfeld, « Et Fukuyama annonça la fin de l'histoire », *Le Monde*, 16/08/2017.

<sup>1438</sup> Jean Lacouture, *Un sang d'encre*. Paris, Le Seuil, 1974, p. 105.

inépuisable source d'énergie. A commencer par celles et ceux du *Monde*, convaincus à la suite de leur fondateur, que *pravda vítězi*, la vérité vaincra !

# Annexes

## Tableaux analytiques - 1<sup>ère</sup> partie : forme

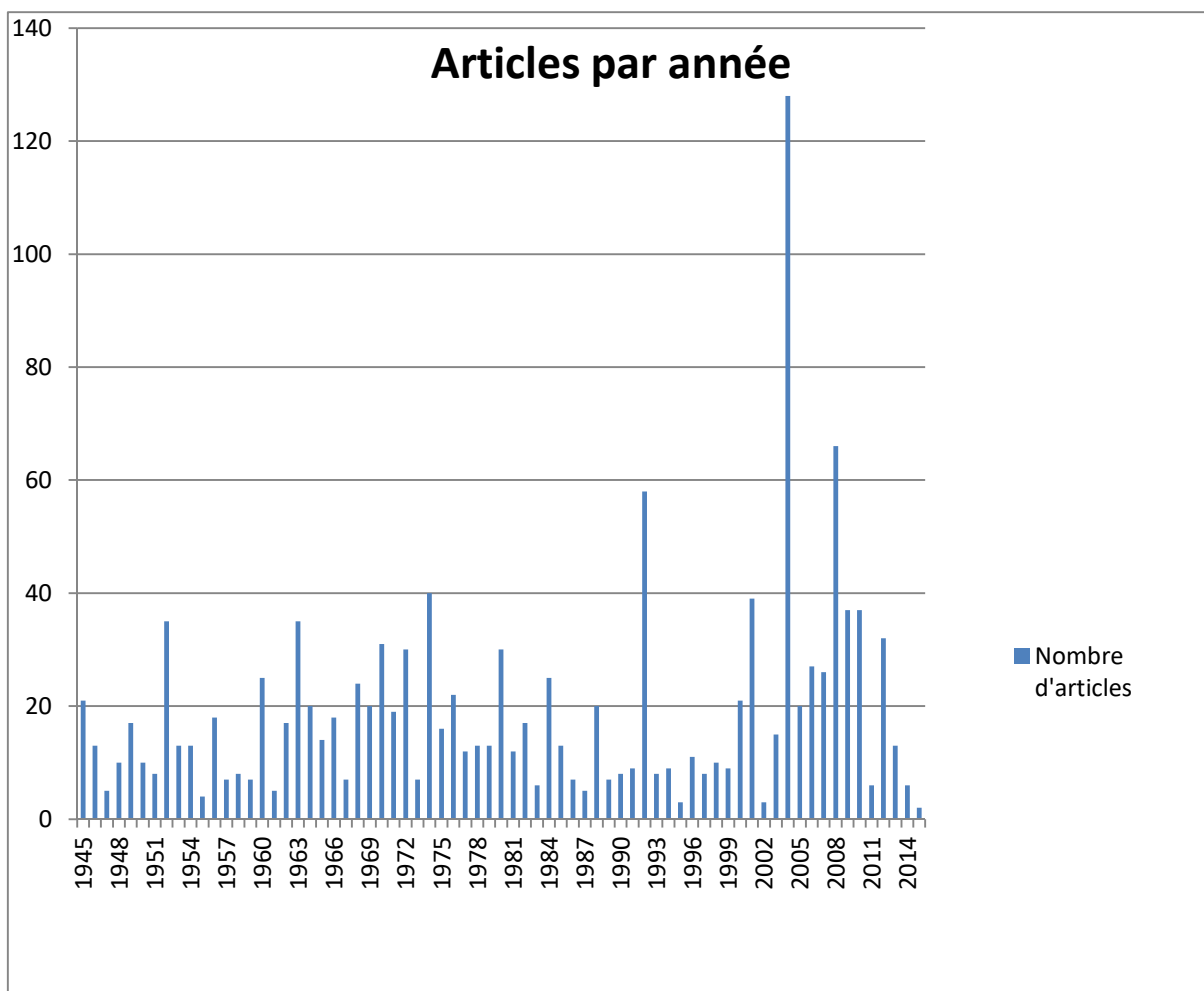
Date, page, auteur, statut, longueur et type des articles du corpus

### Correspondance chapitres et années :

Chapitre	Début	Fin	Présidents américains
1	1944	1952	Roosevelt, Truman
2	1952	1960	Eisenhower
3	1960	1968	Kennedy, Johnson
4	1968	1976	Nixon, Ford
5	1976	1980	Carter
6	1980	1988	Reagan
7	1988	1992	Bush père
8	1992	2000	Clinton
9	2000	2008	Bush fils
10	2008	2015*	Obama

\* Année de fin pour le corpus d'étude, le commentaire et les citations continuent jusqu'à la fin du mandat d'Obama en 2016.

### a) Date (année) des articles du corpus



## b) Pages des articles du corpus

Page n°	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
1	55	37	41	31	8	14	15	8	25	7	241
2	20	17	31	36	3	2	1	8	28	9	155
3	16	12	17	23	9	21	9	8	18	9	142
4	5	6	9	34	6	10	10	10	27	5	122
5	3	9	5	8		9	8	6	22	5	75
6		2	13	5	2	13	8		22	9	74
7	3	5	1	6		7	6	1	8	15	52
8	7	1	1	7	2	7	7	1	22	5	60
9			3	12			3	3	7	2	30
10	1	1		3		2	4		8	2	21
11		2	1	1			1	1	4	4	14
12	2	2	2		1			1	11	1	20
13			2	1		1		1	7	2	14
14		1		1				1	3	3	9
15			4			2			7	3	16
16				2				1	4	7	14
17				1				1	1	3	6
18			2		1			1	3	1	8
19				1	1	1			7		10
20			2				2	1	2	1	8
21			4						10		14
22				1	1			3	1	1	7
23				1			1	5	1	1	9
24			2			1			1	1	5
25							1	10	2	1	14
26								2	2	1	5
27						1	1	1			3
28				1			1			2	4
29				2		1			3	2	8
30				1				1	1		3
31						1	1		4	2	8
32				1		1		3	12	2	19
33									12	4	16
34									4	7	11
35				1	1			1	8	6	17
36				1	1	1	1		5		9
37				1	1				7	4	13
38					1		1		11	2	15
39					3				1		4
40				1	3				1		5
41									1		1
42									1		1
43						1					1
45						1					1
46						2					2
48							1				1
∅	7			2	24	6				4	43



**c) Auteurs des articles du corpus** (Nombre d'articles par auteur et chapitre)

<b>Auteur</b>	<b>Chapitre :</b>										<b>Total</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	
Sirius	10	15	15	2							42
Corine Lesnes*									20	16	36
Henri Pierre	2	11		7		5	2				27
Sylvain Cypel*									8	13	21
Alain Clément		1	10	7	1						19
Eric Leser									19		19
André Fontaine		3	7	2		4	1				17
Dominique Dhombres				3	2	3	4	2	3		17
Jacques Amalric			4	10	1		1				16
Patrick Jarreau									15		15
Barak Obama (extraits de discours publiés)									1	13	14
Sylvie Kauffmann								7	4	3	14
Alain Frachon*							5	4	2		11
Philippe Ben			4	7							11
Claude Julien		5	4	1							10
Hubert Beuve-Méry	9	1									10
Bernard Guetta						9					9
Michel Tatu			1	5	3						9
Pierre Frédéricx	9										9
Serge Marti							6		3		9
Alain-Marie Carron				8							8
Guillaume Serina									8		8
Nicolas Bourcier*									3	4	7
Jean-Marie Colombani*									7		7
Marie-Claude Decamps						2	3		2		7
Jacques Fauvet		2		2	2	1					7
Claudine Mulard								1	5	1	7
Plantu						1	2	1	2	1	7
Daniel Vernet					1	1			5		7
Maurice Ferro	6										6
Martine Jacot							5	1			6
Jan Krauze						4			2		6
Gilles Paris										6	6
Robert Solé					3	3					6
Patrice de Beer								5			5
Philippe Bernard										5	5
Yves Eudes								1	4		5
Alain Faujas						1			4		5
Eric Rouleau					5						5
Claude Roy				5							5
Dominique Verguèse			2	3							5
Nicole Bernheim						4					4
Cécile Chambraud									3	1	4
Pierre-Antoine Delhommais									4		4
Jean-Michel Dumay									4		4
Jean Knecht		2	2								4
Régis Navarre							4				4
Philippe Pons				2			1			1	4
Yvonne Rebeyrol						4					4
Jean Schwoebel	1		1	2							4
Michel Bole-Richard					1	1			1		3
Robert Buron	3										3

<b>Auteur</b>	<b>Chapitre :</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>Total</b>
Françoise Chipaux										3		3
Patrice Claude								1		2		3
Maurice Duverger		3										3
Paul Fabra				1		1	1					3
Eric Fottorino										2	1	3
Philippe Lemaître					1			2				3
Manuel Lucbert							3					3
Natalie Nougayrède*										2	1	3
Henri Peyre		3										3
Marc Roche									1	2		3
Thomas Sotinel										3		3
Justin Vaïsse										1	2	3
Louis Wiznitzer					2	1						3
Laurent Zecchini									1	2		3
Patrick Artinian										2		2
Jean-François Augereau									1	1		2
Alain Beuve-Méry										2		2
Alain Bouc					2							2
Nicolas Bourcier et Sylvain Cypel										1	1	2
Laurence Caramel										2		2
Annick Cojean							1	1				2
Jean-Marie Colombani, Alain Frachon									1	1		2
Francis Cornu							2					2
Maurice Delarue						1	1					2
Pierre-Marie Doutrelant					2							2
Pierre Emmanuel		2										2
Claire Gatinois*										2		2
Etienne Gilson		2										2
Laurence Girard										2		2
L.-J. de Gubernatis			2									2
Erik Izraelewicz								1	1			2
Clément Lacombe											2	2
Jean Luc				2								2
Jacques Michel					1	1						2
Rémy Ourdan*										1	1	2
Isabelle Piquer											2	2
Jean-Claude Pomonti							1	1				2
Guy Porte					1		1					2
Isabelle Rey-Lefebvre										1	1	2
François Renard					1		1					2
Service France										2		2
Service International										1	1	2
Claire Tréan										2		2
Nicolas Vichney					2							2
Arthur K. Watson					2							2
Jean Wetz						1	1					2
Michel Alberganti										1		1
Florence Amalon										1		1
Yves André					1							1
Raymond Aron					1							1
Maurice Arvonny					1							1
Bertrand Badie											1	1
Paul Balta						1						1
Jacques de Barrin						1						1

<b>Auteur</b>	<b>Chapitre :</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>Total</b>
Afsane Bassir Pour								1				1
Marie-Béatrice Baudet										1		1
Nicolas Beau							1					1
Paul Benkimoun										1		1
Philippe Bernert				1								1
Jean-Michel Bezat											1	1
Alexandre Billette										1		1
Stéphane Binet											1	1
Bloch-Morange	1											1
Philippe Boggio						1						1
Rosita Boisseau										1		1
Philippe Bolopion										1		1
Laurent Borredon											1	1
Claude George Bossière	1											1
François Bostnavaron*										1		1
Pierre Bouvier											1	1
Jean-Jacques Bozonnet									1			1
William Braden				1								1
John Brandt			1									1
Henri de Bresson										1		1
Jeff Briton								1				1
Luc Bronner										1		1
Philippe Broussard									1			1
Roger Cans						1						1
Dwight Cass										1		1
Célia Chauffour										1		1
André Chênebenoit	1											1
Alan Chin et Andrew Finkelstein											1	1
Eldridge Cleaver				1								1
Jean-Pierre Clerc							1					1
Eric Collier										1		1
Jean-M. Colombani, Jean-Pierre Langellier, Georges Marion										1		1
Michel Cournot				1								1
Agnès T. Crane											1	1
Françoise Crouigneau							1					1
Sylvain Cypel et Corine Lesnes											1	1
Robert Cyran										1		1
Marie Delcas										1		1
Roland Delcour			1									1
Francis Deron									1			1
Jacques Desprès							1					1
Jean D'Hospital		1										1
Suzanna Dorhage (collectif autour de)										1		1
Pierre Drouin				1								1
Cécile Ducourtieux										1		1
Rémy Dupré											1	1
Robert Escarpit	1											1
Escoffier-lambiotte				1								1
Claude Félouter						1						1
Gérard de Ferrier			1									1
Jacques Follorou et Glenn Greenwald											1	1
Alain Frachon et Jean-Pierre Langellier								1				1
Jean-Michel Frodon									1			1
Claude Fuzier			1									1

<b>Auteur</b>	<b>Chapitre :</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>Total</b>
Dominique Gallois									1			1
Claire Gatinois et Cécile Prudhomme										1		1
Jean-Pierre Gén�											1	1
Lucien George						1						1
Pascal Gibern�										1		1
P.-M. Grand			1									1
Jacqueline Grapin						1						1
Louis Gravier				1								1
Jean-Claude Guillebaud					1							1
Claire Guillot										1		1
Tewfik Hakem										1		1
Andrew Hacker					1							1
Cécile Hennion et Rémy Ourdan										1		1
Patrice Higonet										1		1
Benoit Hopquin									1			1
Mahmoud Hussein											1	1
Jacques Isnard					1							1
Alain Jacob					1							1
Christophe Jakubyszyn et Philippe Ridet										1		1
Marie Jégo										1		1
Edward Kennedy										1		1
Sylvie Kerviel										1		1
Mustapha Kessous											1	1
Bertrand de la Grange								1				1
Jean de la Gu�rivi�re									1			1
Sophie Landrin										1		1
Jean-Pierre Langellier*								1				1
Jean-Jacques Larrochelle										1		1
Jean Lasar										1		1
André Laurens							1					1
Jean-Louis Lavallard				1								1
Stéphanie Le Bars											1	1
Michel Legris					1							1
Pierre Le Hir											1	1
Albert-Paul Lentin				1								1
Charles Lescaut							1					1
Richard Liscia					1							1
Agathe Logeart									1			1
Jacques Longchamps					1							1
Yves Mamou										1		1
Joel Mario et Cécile Prudhomme									1			1
Georges Marion*									1			1
Roger Mehl				1								1
Henry Mhun	1											1
V�ronique Montaigne											1	1
Jacques de Montalais				1								1
Nathalie Mont-Servan							1					1
Yves Moreau					1							1
Herv� Morin										1		1
Alain Murcier				1								1
Mouna Na�im									1			1
Jacques Nob�court				1								1
Natalie Nougayrède et Philippe Ridet										1		1
Jean d'Ormesson					1							1

<b>Auteur</b>	<b>Chapitre :</b>										<b>Total</b>
	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	
Léo Palacio				1							1
André Passeron			1								1
Anne Pélouas									1		1
Jean-Louis Perrier									1		1
Bruno Philip									1		1
Jean Planchais				1							1
Cécile Prudhomme*									1		1
Isabelle Regnier									1		1
Charles A.Reich				1							1
Philippe Rémy et Henri Tincq									1		1
Antoine Reverchon									1		1
Philippe Ricard									1		1
Philippe Ridet*									1		1
Anita Rind						1					1
Yves-Michel Riols										1	1
Rafaèle Rivais et François Bostnavaron									1		1
Catherine Rollot									1		1
Théodore Roszak				1							1
Danièle Rouard							1				1
Jean-Charles Roux				1							1
George Santayana			1								1
Claude Sarraute				1							1
Guy Scarpetta					1						1
André Scémama					1						1
Olivier Schmitt						1					1
Daniel Schneidermann							1				1
Stuart R. Schram		1									1
Sergeï									1		1
Sylvan Shalom									1		1
Catherine Simon									1		1
Gabriel Simon								1			1
J.-F. Simon			1								1
Piotr Smolar										1	1
Jean-Pierre Stroobants										1	1
Marie-Pierre Subtil						1					1
Ezra Suleiman							1				1
Michaël Szadkowski										1	1
Adrien de Tricornot et Mathias Trépot										1	1
Marie de Vergès										1	1
Alain Vernholes								1			1
Pierre Vianson Ponté		1									1
Isabelle Vichniac					1						1
Alain Woodrow					1						1
Paul Yankovitch				1							1
Nicole Zand				1							1
Non signés	64	49	72	80	33	40	34	39	110	35	556

\*hors articles signés à plusieurs

**d) Statut (éditorial, collaborateur, brève ou dépêche, opinion), par chapitre**

Statut	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>Brève</b>	26	28	27	40	18	19	17	34	68	13	290
<b>Collaborateur</b>	76	49	94	129	48	80	60	44	240	98	918
<b>Editorial</b>	17	16	15	4	1	6	4	1	9	4	77
<b>Opinion</b>	0	2	4	12	1	0	1	0	7	18	45

**e) Longueur (court, moyen, long, dessin), par chapitre**

Longueur	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>Court</b>	31	35	34	54	19	23	19	34	87	30	366
<b>Dessin</b>	0	0	0	0	0	1	2	1	3	1	8
<b>Long</b>	48	32	50	63	22	34	17	22	97	41	426
<b>Moyen</b>	40	28	56	68	27	47	44	22	137	61	530

**f) Type (sondage, ambassadeur, reportage, évènement, directeur), par chapitre**

Type	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total	Db
<b>Ambassadeur</b>	8	12	18	7	3	6	1	4	4	6	69	
<b>Directeur</b>	18	16	15	3	1	6	1	1	10	1	72	1
<b>Evènement</b>	30	4	38	45	1	7	18	1	16	5	165	3
<b>Reportage</b>	22	9	3	8	2	7	0	3	4	6	64	
<b>Sondage</b>	41	58	66	122	61	79	62	70	294	115	964	
<b>Doublons (Db)</b>		2							2			

## Table de codage détaillée

Les lettres indiquent les thèmes (26), les chiffres indiquent les catégories d'items (74 hors dates, pages et auteurs) et les nombres indiquent les items (671 hors dates, pages et auteurs) utilisés pour le codage des articles du corpus.

**a) Date**

**b) Page**

**c) Auteur**

**d) Statut (éditorial, collaborateur, brève ou dépêche, opinion)**

**e) Longueur (court, moyen, long, dessin)**

**f) Type (sondage, ambassadeur, reportage, évènement, directeur)**

**g) Pays ami ou pas de la France, de l'Europe, du monde libre, de l'Occident**

- g1) Un pays ami profond
- g2) Un pays ami
- g3) Un pays ami relatif ou simplement allié
- g4) Un pays indifférent
- g5) Un pays hostile ou qui n'est pas ami
- g10) Un pays ami bienveillant
- g10,1) Un pays dont les habitants aiment la France
- g11) Un pays qui fait rêver
- g12) Un pays avec lequel la France a une vieille et profonde amitié et des liens solides
- g13) Un pays ami qui exerce une grande attraction
- g14) Un pays sur lequel ses amis savent pouvoir compter
- g15) Un pays ami avec des liens historiques
- g16) Un pays avec des liens forts avec la France
- g20) Un pays ami de l'Europe occidentale
- g21) Un pays ami de l'Occident, du monde libre dont il assume le leadership
- g22) Un pays avec une relation forte avec l'Europe
- g23) Un pays avec lequel la France a une vieille et réelle amitié et des liens solides malgré des périodes d'incompréhension
- g24) Un pays ami de la France et de la Communauté (Union) Européenne
- g25) Un pays exagérément critiqué
- g26) Un pays ami des pays du monde libre
- g27) Un pays sympathique et juste
- g30) Un pays allié de l'Occident dont il assume le leadership
- g31) Un pays ami de l'Europe occidentale, mais qui n'attire pas la sympathie
- g32) Un pays ami mais sans plus
- g33) Un pays allié de l'Europe occidentale (dont la France), voire de l'Europe entière ou du monde libre
- g34) Un pays allié de l'Europe occidentale mais hostile à l'URSS ou à la Russie
- g35) Un pays ami trop exclusif
- g37) Un pays ami trop envahissant

- g38) Un pays ami de l'Europe, de l'Occident, du monde libre, mais parfois arrogant
- g40) Un pays partenaire avec lequel on négocie
- g41) Un pays pragmatique
- g50) Un pays parfois un peu vexé lorsque la première place revient à un autre notamment la France
- g51) Un pays hypocrite
- g52) Un pays dont le gouvernement est en froid avec l'Europe voire avec l'essentiel du monde
- g53) Un pays qui diverge de la France ou de l'Europe et réciproquement
- g54) Un pays qui voudrait être aimé et qui ne l'est pas

#### **h) Etats-Unis et soutien militaire**

- h1) Un pays qui apporte un soutien militaire
- h2) Un pays qui apporte un soutien en matériel militaire
- h3) Un pays qui apporte un soutien en matériel militaire incertain
- h4) Un pays qui coopère militairement avec la France
- h5) Un pays qui reçoit un soutien militaire
- h10) Un pays qui apporte un soutien militaire très important à l'Europe occidentale
- h11) Un pays qui apporte son soutien militaire à l'Europe occidentale.
- h12) Un pays qui apporte un soutien militaire à ses alliés
- h13) Un pays qui apporte un soutien militaire à ses alliés et qui leur demande de se réarmer
- h14) Un pays qui apporte un soutien militaire à l'Europe
- h15) Un pays qui apporte un soutien militaire à ses alliés et qui leur demande de participer davantage
- h16) Un pays qui apporte un soutien militaire aux opérations de paix de l'ONU ou humanitaires
- h20) Un pays qui vend beaucoup d'armes à ses alliés
- h21) Un pays qui fournit (vend) du matériel militaire à ses alliés
- h22) Un pays qui apporte un soutien en matériel militaire important à ses alliés
- h23) Un pays qui apporte un soutien dans le nucléaire militaire à la France
- h30) Un pays qui apporte un soutien en matériel militaire à ses alliés, mais avec des limites
- h31) Un pays qui est récalcitrant à engager son armée dans des opérations humanitaires
- h32) Un pays qui apporte un soutien militaire à l'Europe, mais qui peut être remis en cause et fait l'objet de vifs débats.
- h33) Un pays qui apporte un soutien militaire à ses alliés selon son intérêt
- h34) Un pays qui diminue son soutien militaire à ses alliés
- h50) Un pays qui reçoit un soutien militaire de ses alliés
- h51) Un pays qui reçoit un soutien militaire de ses anciens adversaires
- h52) Un pays qui demande un soutien militaire

#### **i) Un pays généreux ou égoïste**

- i1) Un pays généreux
- i2) Un pays généreux - suite
- i3) Un pays généreux sous conditions, avec des limites
- i4) Un pays peu généreux, intéressé, demandeur
- i5) Un pays égoïste ou exigeant
- i10) Un pays généreux par l'aide importante qu'il apporte à ses alliés et/ou au monde libre



- i20) Un pays qui sait remercier voire renvoyer l'ascenseur
- i21) Un pays généreux par l'aide qu'il apporte
- i22) Un pays généreux par l'aide importante apportée à la France
- i23) Un pays généreux par l'aide importante apportée à l'Afrique
- i24) Un pays généreux par l'aide qu'il apporte aux pays en développement
- i30) Un pays généreux envers les pays en développement ou en reconstruction pour contrecarrer le communisme
- i31) Un pays généreux mais méfiant et prudent
- i32) Un pays généreux de façon mesurée et avec un objectif altruiste
- i33) Un pays généreux, qui demande des contreparties difficiles
- i34) Un pays généreux par l'aide qu'il apporte, convaincu de son rôle mondial, mais avec des relents isolationnistes et qui peine à se priver lorsque c'est nécessaire
- i36) Un pays généreux par l'aide qu'il apporte mais qui demande que l'effort soit partagé.
- i37) Un pays généreux, mais aussi protectionniste
- i38) Un pays ouvert aux négociations commerciales, mais ferme sur ses intérêts
- i40) Un pays qui a besoin du soutien des autres
- i41) Un pays intéressé
- i42) Un pays très économe, à la générosité très limitée et/ou peu préoccupé par le long terme
- i43) Un pays généreux mais aussi très économe et qui tend à revenir sur sa générosité
- i44) Un pays qui se préoccupe surtout de lui-même
- i45) Un pays qui se préoccupe prioritairement de ses affaires intérieures
- i50) Un pays un peu égoïste qui défend ses intérêts
- i51) Un pays qui exige le soutien des autres

**j) Un pays protecteur ou menaçant : image de la politique étrangère des Etats-Unis**

- j1) Une superpuissance, protectrice par principe (des faibles, du droit, de la paix)
- j2) Une superpuissance, protectrice par amitié (de ses amis)
- j3) Une superpuissance, protectrice par intérêt
- j4) Une superpuissance, protectrice par intérêt - suite
- j5) Une superpuissance, un peu menaçante (généralement sans faire de guerre)
- j6) Une superpuissance, très menaçante, dominatrice, impérialiste (jusqu'à faire la guerre)
- j10) Une superpuissance, protectrice et défenseur de la liberté de la presse
- j11) Une superpuissance, détestée des dictateurs
- j12) Une superpuissance, protectrice de la paix et de la liberté
- j13) Une superpuissance, protectrice de la liberté et de la démocratie
- j14) Une superpuissance, protectrice de la liberté et des droits de l'homme
- j14,1) Une superpuissance, protectrice de la liberté religieuse
- j15) Une superpuissance, protectrice des droits de l'Homme
- j16) Une superpuissance, qui s'est battue pour la liberté des autres
- j17) Une superpuissance, puissante et influente positivement
- j18) Une superpuissance, protectrice de la liberté et engagée contre le terrorisme
- j18,1) Une superpuissance, engagée contre les narcotrafics et/ou le terrorisme à l'étranger
- j19) Une superpuissance, protectrice de la liberté et engagée contre le terrorisme et qui protège aussi ses intérêts et ceux de ses alliés
- j20) Une superpuissance, protectrice de l'Europe occidentale et qui veut la paix

- j21) Une superpuissance, protectrice de l'Europe occidentale, voire de l'Europe entière
- j22) Une superpuissance, protectrice de l'Occident, à qui cela coûte et qui veut la paix
- j23) Une superpuissance, protectrice de l'Occident
- j24) Une superpuissance, protectrice de l'Europe avec un souci d'universalité
- j25) Une superpuissance, protectrice et alliée d'Israël
- j25,1) Une superpuissance, protectrice et alliée privilégiée du Royaume Uni
- j30) Une superpuissance, qui veut se défendre et protéger ses intérêts
- j31) Une superpuissance, qui protège ses intérêts et fait l'objet d'une agression
- j31,1) Une superpuissance qui fait l'objet d'une agression voire d'une agression violente et terroriste
- j32) Une superpuissance, protectrice de ses alliés, quel que soit leur régime politique ou leur conduite
- j33) Une superpuissance, protectrice de l'Europe occidentale, mais aussi impérialiste par rapport à l'autre superpuissance
- j34) Une superpuissance, protectrice de l'Occident, mais aussi inquiétante pour l'autre et/ou les autres superpuissance(s)
- j35) Une superpuissance, qui veut légitimement se défendre et se protéger voire qui mène un combat légitime
- j36) Une superpuissance, protectrice qui attend un certain alignement notamment diplomatique de ses protégés et alliés
- j37) Une superpuissance, protectrice de ses amis, selon ses intérêts
- j37,1) Une superpuissance, protectrice de ses intérêts, de ceux de ses alliés et de la liberté
- j38) Une superpuissance, agressée qui veut se défendre et se protéger elle-même voire combattre ses agresseurs
- j40) Une superpuissance, qui veut la paix, la détente
- j40,1) Une superpuissance, qui veut la paix, la détente, en mettant fin à un long conflit régional
- j41) Une superpuissance, qui souhaite la paix, la détente, mais qui est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts et ceux de ses alliés
- j42) Une superpuissance, qui pour protéger ses intérêts, doit contrecarrer les vellétés de l'autre superpuissance
- j42,1) Une superpuissance, qui pour protéger ses intérêts et ses alliés, doit contrecarrer les vellétés de l'autre superpuissance y compris militairement
- j43) Une superpuissance, qui souhaite la paix, la détente, mais qui est résolue et ferme dans la défense de ses intérêts
- j44) Une superpuissance, qui veut éviter la guerre, protectrice dans une certaine limite ou qui n'apporte pas un soutien inconditionnel
- j45) Une superpuissance, qui veut la paix, la détente, tout en contrecarrant les vellétés de son ou ses adversaires
- j46) Une superpuissance, favorable à une limitation de l'armement (mais sans naïveté)
- j47) Une superpuissance, qui souhaite la paix, la détente et qui est prête à faire des concessions pour l'obtenir
- j48) Un pays qui souhaite la paix, en restant neutre, sans s'engager, voire sans soutenir ses alliés
- j49) Une superpuissance, protectrice de ses intérêts et de ses alliés et engagée dans une lutte mondiale contre le terrorisme
- j50) Une superpuissance, dont la puissance notamment militaire croissante inquiète l'autre superpuissance

- j51) Une superpuissance, en guerre, mais qui compte de nombreux pacifistes résolus
- j52) Une superpuissance, qui utilise sa puissance et sa diplomatie pour isoler ses adversaires
- j53) Une superpuissance, qui utilise sa puissance et sa diplomatie pour isoler ses adversaires mais sans succès
- j54) Une superpuissance, qui utilise tous les moyens hormis la guerre pour combattre et/ou isoler ses adversaire et protéger ses intérêts
- j55) Une superpuissance, qui utilise sa puissance et sa diplomatie pour isoler et combattre les terroristes
- j60) Une superpuissance, agressive, dominatrice ou impérialiste
- j60,1) Une superpuissance, dominatrice et unilatéraliste
- j61) Une superpuissance, qui est économiquement dominatrice voire impérialiste
- j62) Une superpuissance, engagée dans une guerre nettement impériale, sans fin proche et/ou dont elle aimerait sortir
- j62,1) Une superpuissance, engagée dans une guerre tous azimuts contre le terrorisme
- j63) Une superpuissance, qui, pour atteindre ses objectifs, utilise des moyens qui peuvent bafouer la liberté, le droit et la démocratie à l'étranger
- j64) Une superpuissance, parfois accusée de manipulation ou d'action secrète, afin d'atteindre ses buts politiques
- j65) Une superpuissance, enlisée dans un long conflit régional
- j65,1) Une superpuissance, engagée dans deux longs conflits régionaux dont elle aimerait soit se dégager, soit partager le fardeau
- j65,2) Une superpuissance, enlisée dans deux conflits régionaux
- j66) Une superpuissance, enlisée dans une guerre régionale impopulaire
- j67) Une superpuissance, qui n'hésite pas à organiser voire à mener des actions militaires restreintes pour atteindre ses buts politiques à l'étranger
- j68) Une superpuissance, engagée dans une guerre d'occupation longue et usante dont elle est responsable, dans un pays qu'elle n'arrive pas à relever
- j69) Une superpuissance, qui pour atteindre ses objectifs, mène une politique coercitive condamnée par l'ONU

**k) Un pays avec lequel les relations sont faciles ou difficiles**

- k1) Un pays avec lequel les relations sont faciles et bonnes
- k2) Un pays avec lequel les relations sont globalement bonnes, mais compliquées
- k3) Un pays avec lequel les relations sont mauvaises
- k10) Un pays ouvert
- k11) Un pays avec lequel les relations sont faciles, ce sont ses partenaires, notamment la France et/ou l'Europe qui sont compliqués
- k12) Un pays avec lequel les relations sont bonnes, faciles et confiantes
- k12,1) Un pays avec lequel les relations sont bien établies
- k12,2) Un pays avec lequel les relations sont bonnes et solides
- k12,3) Un pays avec lequel les relations sont confiantes
- k13) Un pays avec lequel les relations sont bonnes quelle que soit la difficulté des problèmes à traiter
- k14) Un pays avec lequel la France cultive ses relations
- k15) Un pays qui sait nouer des relations de confiance et s'appuyer sur ses alliés
- k20) Un pays qui est ferme dans ses relations avec les autres, mais cependant humain
- k21) Un pays avec lequel les relations sont compliquées car il défend fermement ses intérêts, mais sont préservées

- k21,1) Un pays avec lequel les relations ne sont pas toujours simples, avec des malentendus, des approches différentes, mais sont préservées
- k22) Un pays qui sait ce qu'il veut, mais qui est à l'écoute
- k22,1) Un pays qui sait ce qu'il veut, mais qui sait faire des compromis
- k23) Un pays qui sait ce qu'il veut et qui est ferme dans ses relations avec les autres
- k24) Un pays avec lequel les relations ne sont pas évidentes car les intérêts ne sont pas les mêmes, et/ou qui ne se préoccupe guère du reste du monde
- k25) Un pays avec lequel pour travailler, il faut rigueur et professionnalisme
- k26) Un pays qui veut améliorer ses relations avec les autres
- k26,1) Un pays qui est ferme dans ses objectifs tout en cherchant à convaincre les autres
- k26,2) Un pays qui soigne ses relations avec la France
- k27) Un pays avec lequel les relations sont complexes du fait des différences d'appréciation
- k28) Un pays qui connaît une période de flottement dans sa direction ce qui complique les relations avec lui
- k30) Un pays qui défend ses intérêts et qui est vif voire intransigeant dans ses relations avec les autres
- k31) Un pays avec lequel les relations sont difficiles car il défend ses intérêts jusqu'à remettre en question les accords passés
- k32) Un pays qui défend ses intérêts au point d'être rigide en négociation, sans nuance voire binaire et de nuire à ses relations avec ses partenaires
- k33) Un pays qui poursuit ses objectifs sans tenir compte des autres jusqu'à se brouiller avec des alliés ou les diviser, notamment en Europe
- k34) Un pays dont la politique étrangère et l'intransigeance finissent par l'isoler
- k34,1) Un pays dont l'intransigeance et le refus d'écouter sont contreproductifs

#### **I) Image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde**

- I1) Pays qui apporte une aide économique
- I2) Pays qui apporte une aide économique incertaine ou difficile
- I3) Pays ouvert aux échanges économiques
- I4) Pays en concurrence économique avec notamment la France et l'Europe ou avec des relations économiques difficiles avec le reste du monde
- I10) Un pays qui apporte un soutien économique vital
- I12) Un pays qui apporte un soutien économique important au monde libre
- I13) Un pays qui apporte un soutien économique important à ses alliés
- I20) Un pays qui soutient économiquement les pays en voie de développement
- I21) Un pays qui apporte un soutien économique pour la reconstruction des Etats d'Europe occidentale
- I22) Un pays qui soutient économiquement l'Europe et dans lequel les syndicats soutiennent activement l'aide économique à l'Europe
- I23) Un pays qui apporte un soutien économique important à l'Europe et aux pays occidentaux, mais qui peut être remis en cause et sous conditions
- I30) Un pays dont le marché est difficile, mais est ouvert aux importations européennes
- I31) Un pays qui souhaite libérer les échanges économiques et supprimer les obstacles (droits de douanes et autres)
- I31,1) Un pays qui souhaite que se développent les échanges économiques internationaux
- I32) Un pays dont le marché offre un immense potentiel aux produits européens, mais qui est exigeant
- I33) Un pays qui demande la libre concurrence, le libre échange

- I34) Un pays ouvert aux entreprises et investisseurs étrangers
- I35) Un pays dans lequel des grèves perturbent les échanges économiques avec le reste du monde
- I36) Un pays qui importe des produits français
- I36,1) Un pays attaché à l'Euro
- I37) Un pays dont les entreprises investissent beaucoup à l'étranger
- I37,1) Un pays dont les entreprises se développent beaucoup par fusion-acquisition
- I37,2) Un pays dont les entreprises se développent à l'étranger lorsqu'il y a du potentiel, même dans les pays en guerre
- I38) Un pays avec d'étroites relations économiques avec la France
- I40) Un pays en concurrence économique et technologique avec la France
- I41) Un pays qui souhaite libérer partiellement les échanges économiques tout en préservant ses intérêts
- I42) Un pays dont les grands groupes sont très puissants et se développent dans le monde entier aux dépens des entreprises locales
- I42,1) Un pays dont les entreprises sont très innovantes ce qui leur permet de se développer dans le monde entier
- I42,2) Un pays avec des grands groupes très puissants qui exportent dans le monde entier
- I43) Un pays dont le marché est difficile d'accès avec des barrières protectionnistes
- I43,1) Un pays qui essaie de freiner l'expansion rapide des importations en provenance des pays en développement
- I44) Un pays qui combat les aides à l'export ou les subventions notamment européennes
- I44,1) Un pays qui veut freiner les délocalisations et combat toute forme de dumping
- I45) Un pays avec une tendance protectionniste
- I46) Un pays qui investit à l'étranger pour maîtriser ses approvisionnements énergétiques
- I47) Un pays qui met des barrières protectionnistes et donne des subventions à l'export
- I48) Un pays qui veut limiter ses importations de pétrole
- I49) Un pays qui veut dominer la finance mondiale
- I49,1) Un pays dont la crise financière contamine le reste du monde

#### **m) Image de l'économie des Etats-Unis**

- m1) Un pays dont l'économie va très bien et est puissante
- m2) Un pays dont l'économie va plutôt bien
- m3) Un pays dont l'économie va assez bien, avec des difficultés
- m4) Un pays dont l'économie connaît des difficultés
- m5) Un pays dont l'économie va mal (qui est en crise)
- m10) Un pays avec un système financier efficace qui sert de modèle aux autres dont la France
- m10,1) Un pays à la pointe de l'industrie financière
- m11) Un pays dont l'économie va bien et dans laquelle l'Etat se désengage
- m12) Un pays puissant économiquement
- m13) Un pays dont l'économie se porte bien et est bien gérée
- m14) Un pays dont l'économie se porte bien avec un chômage en baisse
- m15) Un pays dont l'économie se porte très bien avec un chômage et un déficit budgétaire très bas

- m16) Un pays avec des entreprises à la pointe de l'innovation leur permettant un développement très rapide
- m17) Un pays dans lequel le dynamisme économique est porté par l'esprit d'entreprise et de compétition
- m20) Un pays très puissant économiquement mais pas sans rival
- m21) Un pays qui ne connaît pas de hausse du prix de l'énergie
- m22) Un pays dont l'économie va bien, le chômage baisse, malgré le déficit budgétaire
- m23) Un pays dans lequel l'Etat diminue les contraintes réglementaires, libéralise l'économie pour développer l'emploi
- m24) Un pays dont l'économie va bien, le chômage est faible mais les salaires n'augmentent pas
- m25) Un pays dont les entreprises sont profitables et attirent les investisseurs
- m26) Un pays dont l'économie va bien mais ralentit
- m27) Un pays dont l'économie va bien, mais dans lequel l'Etat restreint ses dépenses
- m28) Un pays dans lequel l'économie est florissante mais est déséquilibrée par l'économie de guerre
- m30) Un pays dont l'économie n'est pas au mieux de sa forme et connaît des hauts et des bas
- m31) Un pays avec de puissantes entreprises dont certaines ont aussi des difficultés
- m32) Un pays dont les entreprises sont concurrencées par celles des pays en voie de développement
- m33) Un pays dans lequel l'économie toujours puissante n'est pas au mieux de sa forme, et dans laquelle l'Etat envisage d'intervenir pour améliorer la situation
- m34) Un pays dont certains secteurs économiques sont en crise, alors que d'autres se portent bien
- m34,1) Un pays dont l'économie convalescente connaît une reprise d'activité
- m 34,2) Un pays dont l'économie va mieux grâce en particulier à la large intervention de la Fed et/ou de l'Etat
- m34,3) Un pays dont l'économie va mieux grâce en particulier à la large intervention de la Fed et/ou de l'Etat mais avec un grand déficit budgétaire
- m34,4) Un pays dans lequel le poids de l'Etat est très important tant comme acteur, notamment économique, que comme contrôleur
- m35) Un pays dont l'économie va bien, mais avec un grand déficit budgétaire et/ou commercial
- m36) Un pays dont l'économie va bien mais profite surtout aux riches
- m37) Un pays dans lequel la déréglementation entraîne une compétition économique féroce et la disparition des acteurs les plus faibles
- m38) Un pays qui remet en question la politique de déréglementation, de libéralisation destinée en principe au développement de l'économie
- m40) Un pays dont l'économie connaît des difficultés avec un chômage important
- m41) Un pays dont le dynamisme économique est entravé par des contraintes fédérales et une fiscalité trop élevée
- m42) Un pays dont l'économie connaît des difficultés liées à l'inflation
- m42,1) Un pays dont l'économie connaît des difficultés
- m43) Un pays dans lequel l'Etat envisage d'intervenir dans le domaine de l'énergie pour atténuer les difficultés que son importation engendre pour l'économie, notamment la hausse des prix
- m44) Un pays dont l'économie connaît des difficultés et un grave déficit budgétaire et/ou commercial
- m45) Un pays dans lequel certaines entreprises licencient massivement

- m45,1) Un pays dans lequel certaines très grandes entreprises et/ou secteurs d'activités sont en crise
- m46) Un pays dont l'économie connaît des difficultés liées au chômage et/ou aux déficits
- m47) Un pays qui connaît une crise financière
- m50) Un pays dont l'économie est en crise avec un chômage et une inflation importants
- m51) Un pays dont l'économie connaît de sérieuses difficultés, est en crise
- m52) Un pays dont l'économie connaît de sérieuses difficultés pour lutter contre lesquelles la banque centrale intervient fortement
- m53) Un pays dont l'économie connaît de sérieuses difficultés, est en crise et contre laquelle l'Etat intervient fortement
- m54) Pays dont l'économie est en crise avec un fort taux de chômage

#### **n) Richesse des Etats-Unis**

- n1) Un pays riche
- n2) Un pays dont la richesse a des limites
- n10) Un pays riche qui peut lancer des missions spatiales très coûteuses
- n11) Un pays riche dont le marché offre un potentiel très important
- n12) Un pays riche surtout comparé à l'Europe et au reste du monde
- n13) Un pays riche et où la richesse est bien partagée
- n14) Un pays riche et dont la richesse s'accroît
- n20) Un pays en voie d'appauvrissement
- n21) Un pays de plus en plus riche mais avec de plus en plus de pauvres
- n22) Un pays dans lequel les riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent et les classes moyennes stagnent
- n23) Un pays riche mais dans lequel la pauvreté voire la misère existent encore
- n23,1) Un pays riche mais dans lequel la pauvreté voire la misère existent encore, surtout parmi la population noire
- n24) Un pays dans lequel les salaires sont stables sauf ceux des plus riches qui s'accroissent beaucoup
- n25) Un pays dont l'accroissement de la richesse profite surtout aux plus riches
- n26) Un pays riche pour ceux qui travaillent

#### **o) Vie sociale et syndicale aux Etats-Unis**

- o1) Un pays avec une vie sociale et syndicale importante
- o2) Un pays avec des conflits sociaux
- o3) Un pays avec une vie sociale et syndicale apaisée
- o4) Un pays avec une vie sociale et syndicale limitée
- o11) Un pays ayant une vie sociale riche
- o12) Un pays dans lequel les syndicats défendent la réglementation du travail face au gouvernement
- o13) Un pays qui face aux excès de la finance veut taxer les hauts revenus
- o20) Un pays avec d'importants conflits sociaux et des syndicats puissants et revendicatifs
- o21) Un pays avec des conflits sociaux et/ou raciaux violents
- o22) Un pays dans lequel la jeunesse se révolte contre la logique économique productiviste
- o23) Un pays avec d'importants troubles sociaux et/ou raciaux
- o24) Un pays avec d'importants conflits sociaux mais qui trouvent une issue pacifique
- o25) Un pays avec d'importantes tensions sociales

- o30) Un pays dans lequel les entreprises mettent en œuvre volontairement des politiques sociales d'accompagnement des licenciements économiques
- o40) Un pays avec des syndicats faibles
- o41) Un pays sans remise en question sociale

**p) Egalité sociale et progrès social aux Etats-Unis**

- p1) Un pays plutôt conservateur, dans lequel il y a des disparités sociales et des discriminations raciales
- p2) Un pays plutôt progressiste, dans lequel il y a un progrès social ou une justice sociale
- p10) Un pays dans lequel il y a des discriminations raciales
- p10,1) Un pays avec un passé assez proche très raciste
- p11) Un pays dans lequel il y a de grandes disparités sociales et/ou de grandes discriminations raciales, cependant en baisse grâce à l'action du gouvernement
- p11,1) Un pays dans lequel il y a de grandes disparités sociales et/ou de grandes discriminations raciales, mais alors que l'action sociale de l'Etat diminue fortement du fait des restrictions budgétaires ou est insuffisante
- p12) Un pays dont les habitants ne forment plus une vraie nation
- p13) Un pays conservateur, et/ou économiquement libéral
- p13,1) Un pays économiquement libéral
- p13,2) Un pays qui compte de nombreux ultralibéraux
- p14) Un pays réactionnaire
- p15) Un pays dans lequel il y a des disparités et discriminations sociales ou raciales importantes qui persistent malgré la mise en place de dispositifs puissants et/ou de nombreuses initiatives pour les combattre
- p16) Un pays dans lequel il y a d'importantes disparités sociales
- p16,1) Un pays dans lequel il y a d'importantes disparités sociales notamment pour la santé
- p16,2) Un pays dans lequel les autorités ne se préoccupent pas de solidarité sociale
- p17) Un pays dans lequel il y a des discriminations vis-à-vis des minorités et/ou des femmes
- p17,1) Un pays dans lequel il y a des discriminations vis-à-vis des minorités et/ou des femmes, y compris religieuses
- p18) Un pays dans lequel il y a encore d'importantes disparités hommes-femmes
- p20) Un pays dans lequel l'exécutif entend lutter contre les disparités sociales et/ou les discriminations raciales
- p21) Un pays dans lequel il y a de nombreuses initiatives pour lutter contre le racisme ambiant
- p22) Un pays dans lequel le gouvernement se préoccupe du progrès social
- p22,1) Un pays dans lequel le gouvernement se préoccupe de la lutte contre la pauvreté
- p23) Un pays dans lequel les autorités se préoccupent des sans-abris et/ou des plus démunis
- p24) Un pays dans lequel beaucoup est et a été fait pour le progrès social et pour lutter contre les discriminations
- p25) Un pays dans lequel l'ascenseur social fonctionne bien et qui donne sa chance à chacun (le rêve américain)
- p25,1) Un pays dans lequel le microcrédit est important
- p26) Un pays progressiste
- p26,1) Un pays solidaire
- p26,2) Un pays progressiste et modéré, centriste
- p26,3) Un pays progressiste et défenseur du rôle de l'Etat



- p27) Un pays dans lequel il n'y a pas de discriminations raciales ou vis-à-vis des minorités
- p27,1) Un pays d'égalité raciale
- p27,2) Un pays d'égalité homme/femme
- p27,3) Un pays égalitaire dans lequel les disparités sociales sont faibles
- p27,4) Un pays égalitaire dans lequel les disparités sociales sont faibles, mais où les discriminations raciales demeurent
- p28) Un pays dans lequel les discriminations raciales et/ou vis-à-vis des minorités et des femmes existent mais reculent
- p28,1) Un pays dans lequel les comportements xénophobes, racistes ou sexistes existent toujours, mais sont fermement condamnés par la société
- p28,2) Un pays dans lequel le racisme connaît un très net recul
- p29) Un pays avec une importante immigration et une bonne intégration
- p29,1) Un pays avec des populations de toutes origines et une bonne intégration : le « melting pot »
- p30) Un pays également partagé ou divisé entre progressistes et conservateurs
- p31) Une terre d'immigration
- p31,1) Une terre d'immigration dans laquelle beaucoup d'immigrés sont clandestins et/ou suscitent régulièrement des réactions de rejet
- p32) Un pays avec des minorités de plus en plus importantes

**q) Mœurs des habitants des Etats-Unis**

- q1) Un pays dont les habitants ont des mœurs non civilisées (archaïques ou dégradées cf. violence, malhonnêteté, hypocrisie, égoïsme fort).
- q2) Un pays dont les habitants ont des mœurs moins civilisées (modernes mais marquées, fermées voire simplistes)
- q3) Un pays dont les habitants ont des mœurs très civilisées (avancées, ouvertes et apaisées)
- q10) Un pays dans lequel la consommation de drogue est importante et/ou en croissance
- q11) Un pays dont les habitants deviennent matérialistes et hypocrites
- q12) Une nation en désintégration sous la pression des minorités et de la jeunesse
- q13) Un pays dans lequel l'économie et/ou les questions d'argent priment sur tout le reste
- q14) Un pays avec de grands voire nombreux scandales et/ou affaires de corruption
- q15) Un pays dans lequel il y a beaucoup de violence
- q16) Un pays dans lequel l'insécurité, la criminalité et/ou la drogue sont importants voire se développent
- q17) Un pays dont les dirigeants sont « beaux-parleurs » voire excessifs ou manipulateurs
- q17,1) Un pays dont les dirigeants ne sont ni compétents ni honnêtes
- q18) Un pays dans lequel les préoccupations matérielles, immédiates, priment sur tout le reste
- q20) Un pays qui compte des idéalistes parfois extrémistes, prêts à tout pour faire entendre leur voix
- q21) Un pays marqué par les questions communautaires et raciales
- q22) Un pays dont les habitants sont individualistes, peu concernés par les affaires de l'Etat
- q23) Un pays avec de nombreux contestataires, notamment parmi la jeunesse et les minorités
- q24) Un pays du tout moderne, original voire excentrique

- q24,1) Un pays où n'importe quel évènement donne lieu à une exploitation commerciale
- q24,2) Un pays où tout est exploité commercialement y compris la justice
- q25) Un pays puritain
- q25,1) Un peuple viscéralement anti-communiste
- q26) Un pays dans lequel la violence est facilitée par le droit d'avoir et de porter des armes
- q27) Un pays dans lequel les habitants ont une grande méfiance de Washington et/ou ceux du Sud ont un ressentiment contre ceux du Nord-est
- q28) Un peuple aux réactions souvent excessives
- q29) Un peuple extraverti
- q29,1) Un peuple qui aime les « stars », les personnalités charismatiques
- q29,2) Un peuple très sensible à l'apparence
- q30) Un pays qui se réforme et s'adapte sans difficulté ni ménagement
- q31) Un pays où les habitants et les dirigeants sont justes et modestes
- q32) Un pays tolérant, respectueux d'autrui, calme et/ou nonchalant
- q32,1) Un pays ouvert
- q32,2) Un pays ami des enfants
- q32,3) Un pays ouvert au mariage homosexuel et/ou à la légalisation des drogues douces
- q33) Un pays dont le ou les dirigeants sont justes, sages voire courageux
- q34) Un pays dont les habitants sont sages et/ou humbles
- q34,1) Un peuple travailleur et organisé
- q35) Un pays dont certains dirigeants sont justes et intègres
- q36) Un peuple optimiste, avec de la bonne volonté (« good will »), voire une certaine naïveté
- q36,1) Un peuple « altruiste militant »
- q36,2) Un peuple pragmatique
- q36,3) Un peuple sensible à l'intérêt général
- q37) Un pays dont les habitants aiment la simplicité et l'attitude positive
- q39) Un pays dans lequel l'insécurité et la criminalité baissent
- q40) Un pays qui, lorsqu'il est agressé, connaît une union nationale marquée autour de son Président

**r) Image de la justice et de la police aux Etats-Unis**

- r1) Un pays avec une bonne justice et police
- r2) Un pays avec une justice très sévère
- r3) Un pays avec une justice insuffisante, inégale, voire excessivement mise à contribution
- r10) Un pays dans lequel la justice lutte contre les discriminations raciales
- r11) Un pays dans lequel la justice est sévère mais fait un usage mesuré de la force
- r12) Un pays dans lequel la police et la justice respectent profondément la liberté d'expression
- r13) Un pays dans lequel la Cour suprême garantit le strict respect des droits de l'Homme dans la justice
- r14) Un pays dans lequel la police et la justice répriment avec force et efficacité le trafic de drogue
- r15) Un pays dans lequel la justice s'applique de la même manière à tous y compris aux plus puissants
- r16) Un pays dans lequel la justice est sévère vis-à-vis de la délinquance financière
- r17) Un pays dans lequel la justice sait être clémentine

- r17,1) Un pays dans lequel la police est très bien équipée
- r18) Un pays précurseur dans la justice pour la défense des consommateurs, comme avec les actions de groupe
- r20) Un pays dans lequel la politique de répression est sévère
- r21) Un pays dans lequel la justice s'attaque fortement au communisme, voire le réprime
- r22) Un pays qui a encore et relativement souvent recours à la peine de mort
- r23) Un pays dans lequel la justice et les institutions sont sévères sur les questions d'espionnage ou de transmission d'informations secrètes
- r24) Un pays dans lequel la justice est soupçonnée de racisme
- r25) Un pays dans lequel les forces de l'ordre sont très sévères
- r26) Un pays très sévère vis-à-vis des immigrés clandestins
- r30) Un pays dans lequel la criminalité est très importante et la police est dépassée ou corrompue
- r31) Un pays dans lequel la violence verbale publique est tolérée
- r32) Un pays dans lequel la justice vis-à-vis des étrangers n'est pas toujours impartiale et est parfois au service de la raison d'Etat
- r33) Un pays dont la police doit être renforcée
- r34) Un pays dans lequel la police et la répression sont des préoccupations importantes à la mesure de l'insécurité
- r35) Un pays dans lequel la justice est très sévère, ne sait pas se remettre en question et/ou même parfois au mépris des conventions internationales
- r36) Un pays qui, victime d'une agression, pour se défendre et riposter, bafoue parfois les règles du droit, de la justice chez lui
- r37) Un pays dans lequel la justice est fortement mise à contribution lors des élections
- r38) Un pays dans lequel les plaintes sont devenues un véritable business au profit des avocats
- r39) Un pays dans lequel la police et/ou la justice sont racistes et injustes envers les Noirs

#### **s) Image culturelle (et des médias) et sportive des Etats-Unis**

- s1) Un pays avec une vie culturelle
- s2) Un pays avec une vie culturelle - suite
- s3) Un pays avec une vie culturelle restreinte ou avec des limites
- s4) Un pays sportif
- s5) Un pays peu sportif ou avec une problématique sportive
- s10) Un pays qui aime la culture française
- s10,1) Un pays qui sait reconnaître de grands artistes français
- s11) Un pays à l'avant-garde de la création, qui donne le ton au reste du monde ou l'influence
- s11,1) Un pays de référence pour la création et le marché cinématographique
- s11,2) Un grand pays du cinéma
- s12) Un pays avec une vie culturelle libre source parfois d'excès
- s13) Un pays d'art et d'histoire
- s13,1) Un pays qui est une destination culturelle et touristique
- s13,2) Un pays d'une grande variété et richesse culturelles
- s14) Un pays où la technologie permet une bonne information de la population
- s15) Un pays à l'avant-garde de la création (culturelle)
- s15,1) Un pays qui est une place importante pour le marché de l'art
- s16) Un pays qui participe à la vie et au débat intellectuel
- s17) Un pays ouvert aux créations françaises
- s18) Un pays avec une presse indépendante, dynamique et puissante

- s19) Le pays d'origine de bon nombre de grandes vedettes musicales contemporaines
- s20) Un pays dont la création cinématographique domine le reste du monde commercialement au point de l'étouffer, appelant une forme de résistance culturelle des petits Etats dont la France
- s21) Un pays dans lequel les médias et notamment les journalistes sont libres et puissants
- s22) Un pays dans lequel les médias sont très professionnels et vérifient leurs informations avant de les publier ou de les diffuser
- s23) Un pays dans lequel internet se développe vite aux dépens de la télévision
- s24) Un pays dans lequel internet et les réseaux sociaux ont pris une place centrale dans la diffusion de l'information
- s30) Un pays dans lequel la télévision capte une grande audience avec des programmes de médiocre qualité malgré des tentatives intéressantes
- s31) Un pays dans lequel la télévision est une industrie où la concurrence règne
- s32) Un pays dans lequel les grands médias sont souvent engagés politiquement ou partiaux
- s33) Un pays dans lequel internet prend de plus en plus d'importance dans l'information, avec une qualité très incertaine
- s34) Un pays d'une grande uniformité, avec un conformisme de pensée
- s35) Un pays dont la culture est dominante et envahissante
- s41) Un pays sportif qui est souvent sur le podium lors des compétitions mondiales
- s42) Le pays de la boxe
- s50) Un pays dont le niveau sportif baisse
- s51) Un pays qui ne s'attaque pas au dopage
- s52) Un pays qui connaît le dopage

**t) Image technologique, de santé et des infrastructures des Etats-Unis**

- t1) Un pays avancé technologiquement, en santé ou en infrastructures
- t2) Un pays limité technologiquement, en santé ou en infrastructures
- t10) Un pays à la pointe de la recherche, notamment dans la santé
- t11) Un pays dans lequel le système de vote n'est plus traditionnel mais mécanisé et/ou possible à distance voire par bulletins provisoires
- t12) Un pays à la pointe de l'innovation technologique
- t13) Un pays qui possède un excellent système de santé
- t13,1) Un pays qui souhaite mettre en place un système de solidarité pour la santé
- t14) Un pays qui investit de nouveau dans la santé et les infrastructures
- t15) Un pays à la pointe de la technologie
- t16) Un pays à la pointe de la recherche technologique ou scientifique
- t16,1) Un pays à la pointe de la recherche technologique et ouvert à la coopération scientifique
- t17) Un pays dans lequel le privé investit dans le fret ferroviaire et/ou les infrastructures
- t20) Un pays dont le système de santé et/ou les infrastructures souffrent d'un manque d'investissement public
- t21) Un pays dont les infrastructures énergétiques souffrent d'un manque d'investissement public
- t22) Un pays dépassé technologiquement par d'autres
- t23) Un pays au même niveau technologique que la France
- t24) Un pays dont les infrastructures sont dépassées ou insuffisantes face à des événements climatiques exceptionnels

- t25) Un pays dans lequel les dispositifs de protection sociale ne couvrent pas toute la population
- t25,1) Un pays dans lequel les autorités ne se préoccupent guère des problèmes de santé des individus

#### **u) Image de l'armée des Etats-Unis**

- u1) Un pays dont l'armée est puissante et prête en cas de conflit
- u2) Un pays dont l'armée est puissante et qui se renforce ou s'adapte
- u3) Un pays puissant dont l'armée n'est pas suffisante, doit être renforcée, améliorée ou transformée
- u4) Un pays dont l'armée n'est pas assez puissante ou ne correspond pas aux besoins
- u10) Un pays puissant militairement
- u11) Un pays dont l'armée est très puissante, au même niveau que l'autre superpuissance et capable comme elle de détruire plusieurs fois la planète
- u12) Un pays dont les services secrets sont très puissants
- u13) Un pays avec une armée très importante et un budget militaire qui ne l'est pas moins
- u14) Un pays avec une armée qui a aussi comme tâche la protection du Président
- u15) Un pays qui, avec l'arme nucléaire en série, est doté d'une puissance de destruction effrayante
- u16) Un pays dont l'armée et la défense sont bien préparées
- u17) Un pays militariste
- u18) Un pays dans lequel l'armée est appelée en renfort pour participer au maintien de l'ordre à l'intérieur
- u20) Un pays qui est une puissance militaire qui se renforce et se développe
- u21) Un pays qui a déjà une armée puissante et qui veut encore la renforcer
- u22) Pays qui a une armée puissante, qui veut qu'elle le reste et qui fait un gros effort pour cela
- u23) Un pays qui fait un très gros effort d'armement
- u24) Un pays qui adapte son armée à l'évolution des menaces
- u25) Un pays qui veut renforcer son armée
- u30) Un pays dont l'armée est très puissante, mais qui n'arrive pas à vaincre lors d'un conflit régional
- u31) Un pays puissant militairement, mais qui souhaite économiser ses moyens et/ou diminuer ses dépenses
- u32) Un pays qui réduit son armée, mais qui demeure toujours très puissant militairement
- u33) Un pays qui peine à maintenir sa puissance militaire par défaut de volonté politique
- u40) Un pays dont la puissance militaire a ses limites
- u41) Un pays dont la puissance militaire est mise à l'épreuve de façon non conventionnelle par un petit pays
- u42) Un pays dont l'armée est moins puissante que celle de l'autre superpuissance
- u42,1) Un pays dont l'armée n'est plus supérieure à celle de l'autre superpuissance
- u43) Un pays dont l'armée n'est pas aussi puissante que l'on pensait
- u44) Un pays avec une armée puissante et un complexe militaro-industriel très voire trop important et surtout trop puissant
- u45) Un pays dont l'armée est suffisamment puissante pour se défendre, mais peut-être plus assez pour défendre ses alliés

- u46) Un pays dont l'armée est très puissante, mais fait des erreurs tactiques
- u47) Un pays dont les dépenses militaires, du fait du conflit dans lequel il est engagé, sont lourdes voire en augmentation
- u48) Un pays dont l'armée subit des pertes importantes et/ou les civils associés

**v) Image du modèle politique des Etats-Unis par rapport à la liberté et à la démocratie**

- v1) Un pays libre
- v2) Une démocratie qui fonctionne bien
- v3) Une démocratie avec des limites
- v10) Un pays libre respectant profondément la liberté d'expression
- v11) Un pays libre dans lequel les habitants sont très impliqués dans la vie démocratique locale, délaissant parfois le niveau national
- v12) Un pays libre qui respecte la liberté religieuse
- v13) Un Etat de droit
- v13,1) Un Etat de droit avec de puissants contre-pouvoirs
- v13,2) Un Etat de droit, mais relatif pour les Noirs
- v14) Un pays dans lequel la Cour suprême arbitre et reflète le combat entre conservateurs et libéraux concernant les droits fondamentaux
- v15) Un pays libre et démocratique avec une presse libre qui n'hésite pas à s'opposer aux plus forts dont le gouvernement
- v16) Un pays libre respectant la liberté de la presse
- v17) Un Etat de droit dans lequel les décisions de la Cour suprême s'imposent à l'exécutif et à tous
- v20) Un pays démocratique où le parlement a effectivement le pouvoir législatif, notamment en matière de dépense publique et qui connaît de vifs débats politiques y compris avec l'exécutif
- v21) Un pays démocratique avec un consensus politique ou une large majorité
- v21,1) Un pays démocratique dans lequel la participation est importante et/ou en augmentation
- v22) Une démocratie qui, sans être parfaite, sert d'exemple, qui inspire les autres
- v23) Un pays démocratique où le pouvoir est partagé et disputé entre le parlement et le président, forme de cohabitation, avec de vifs débats politiques
- v23,1) Un pays démocratique avec un parlement très puissant qui dispose de moyens très importants
- v24) Un pays démocratique où des citoyens issus des minorités, et/ou des femmes, peuvent accéder aux plus hautes fonctions électives ou politiques
- v25) Un pays démocratique adepte de la démocratie directe
- v26) Un pays démocratique avec un président chef de l'exécutif, fort
- v27) Un pays avec une vie démocratique animée et riche
- v27,1) Une démocratie avec une vie politique pacifiée
- v27,2) Une démocratie fédérale où le poids et la place de l'Etat, du gouvernement central, sont plus faibles qu'en Europe
- v29) Un pays démocratique et bien dirigé
- v29,1) Un pays où un élu, responsable d'un exécutif local, peut être destitué en cas d'incompétence grave
- v30) Un pays démocratique où l'on peut être élu malgré des positions ouvertement inégalitaires voire racistes
- v31) Un pays démocratique avec un système électoral complexe, varié et/ou qui inspire certains et est contesté par d'autres
- v31,1) Un pays démocratique qui renouvelle largement les responsables de son administration à chaque alternance présidentielle

- v32) Un pays démocratique où les élections, le débat politique voire la politique n'intéressent guère la population et/ou avec une faible participation aux élections
- v33) Un pays démocratique avec un vote communautaire
- v34) Un pays démocratique où l'argent a beaucoup de place lors des élections
- v34,1) Un pays démocratique où l'argent a beaucoup de place lors des élections puis lors de certaines nominations dans la haute administration
- v35) Un pays démocratique restreignant la liberté de la presse
- v36) Un pays démocratique où le débat politique et/ou des candidats aux élections sont de niveau moyen voire médiocre
- v37) Un pays mal dirigé où les habitants sont déçus voire indignés par le gouvernement et/ou son chef
- v38) Un pays où la puissance des services secrets finit par être une menace pour la démocratie
- v39) Un pays démocratique qui connaît des pratiques politiques malhonnêtes
- v40) Un pays libre et démocratique pas toujours sensible à la démocratie à l'étranger
- v41) Un pays démocratique avec un exécutif fragile ou fragilisé
- v42) Un pays démocratique où la vie politique est largement monopolisée par les deux grands partis et/ou cela peut avoir un impact défavorable sur la participation électorale (même s'il y a toujours des petits candidats indépendants)
- v42,1) Un pays démocratique où la vie politique est largement monopolisée par les deux grands partis à l'idéologie brouillée
- v43) Un pays démocratique dans lequel la communication politique a beaucoup d'importance
- v43,1) Un pays démocratique dans lequel la communication politique a beaucoup d'importance et a un caractère violent et/ou avec des budgets considérables toujours plus grands
- v43,2) Un pays démocratique dans lequel la communication politique et l'équipe de campagne (la machine) ont beaucoup d'importance, sont hautement professionnelles et/ou disposent de moyens dignes d'une superproduction hollywoodienne
- v43,3) Un pays démocratique dans lequel la communication politique a beaucoup d'importance avec des budgets considérables toujours plus grands
- v44) Un pays libre et démocratique avec des dispositifs importants et/ou la vigilance des partis et de leurs juristes pour lutter contre la fraude électorale mais qui ne l'empêchent pas toujours
- v45) Une démocratie dans laquelle les minorités et/ou les femmes ne sont guère présentes dans les instances politiques
- v46) Une démocratie dans laquelle nombre de millionnaires, dans les deux grands partis, se présentent et sont élus aux plus hautes fonctions politiques
- v47) Un pays démocratique avec une abstention forte et qui progresse quoi qu'il advienne
- v47,1) Un pays démocratique avec une forte abstention
- v48) Une démocratie dans laquelle les lobbies ont beaucoup d'importance
- v49) Une démocratie dans laquelle les conseillers du Président ont beaucoup d'importance
- v50) Une démocratie avec un président incertain, hésitant
- v51) Une démocratie qui n'est pas toujours un Etat de droit pour les non-américains ou à ses franges
- v52) Une démocratie dans laquelle le couple présidentiel est exposé et/ou la première dame compte
- v53) Un pays démocratique dans lequel le débat électoral est parfois très violent

- v54) Un pays dans lequel le système électoral est désuet et a besoin d'être réformé
- v54,1) Un pays démocratique avec un système électoral très complexe
- v55) Un pays démocratique qui vote davantage pour une personnalité qu'un programme
- v56) Un pays démocratique qui restreint la liberté dans sa réaction suite à une agression
- v57) Une démocratie où l'incertitude des élections inquiète les milieux financiers

#### **w) Image de l'éducation aux Etats-Unis**

- w1) Un pays avec une mauvaise éducation
- w2) Un pays avec une éducation bonne ou évoluée
- w11) Un pays dans lequel l'éducation souffre de fortes disparités
- w12) Un pays dans lequel le système éducatif souffre d'un manque d'investissement public
- w20) Un pays où la théologie est considérée comme une discipline parmi les autres
- w21) Un pays où le niveau d'étude est en fort progrès
- w22) Un pays qui consacre de grands moyens publics à l'éducation
- w23) Un pays qui veut renforcer l'éducation, notamment pour les enfants moins favorisés
- w24) Un pays avec d'excellentes universités
- w25) Un pays à la pointe de la recherche dans l'éducation

#### **x) Pays confiant ou inquiet dans sa puissance**

- x1) Un pays puissant et confiant
- x2) Un pays en perte de confiance et de puissance vis-à-vis de l'étranger, voire en déclin
- x3) Un pays qui doute de lui-même, à l'intérieur d'abord voire en plus à l'extérieur, qui est inquiet au plus profond de lui-même
- x10) Un pays puissant, fort, sûr de lui voire dominateur
- x10,1) Un pays qui domine de loin le reste du monde
- x11) Un pays confiant dans l'avenir
- x12) Un pays dont la population est confiante dans sa bonne santé économique
- x13) Un pays confiant dans son modèle social et d'intégration
- x14) Un pays sûr de sa destinée, de son rôle premier
- x14,1) Un pays fier de ses valeurs (un peu comme la France), sûr de sa destinée, de son rôle premier
- x14,2) Un pays confiant dans son modèle, dans ses valeurs traditionnelles (religion, famille, acharnement au travail, responsabilité individuelle, optimisme, patrie)
- x15) Un pays confiant dans ses institutions et qui les respecte
- x16) Un pays confiant dans sa puissance et son économie
- x17) Un pays sûr de lui, mais pas arrogant
- x20) Un pays confiant dans ses propres forces, mais se sentant menacé par l'autre superpuissance
- x21) Un pays touché au fond de lui-même et qui a du ressentiment du fait de ses échecs et du recul de sa puissance
- x22) Un pays en voie d'affaiblissement, qui perd peu à peu son leadership
- x23) Un pays qui voit ou a vu sa puissance reculer et qui souhaite la renforcer, la renouveler
- x24) Un pays confiant dans sa puissance, mais inquiet devant l'unification de l'Europe



- x25) Un pays qui s'inquiète parfois des relations de ses alliés avec l'autre superpuissance
- x26) Un pays inquiet par le recul de sa puissance même si elle demeure grande
- x27) Un pays inquiet, qui a peur
- x30) Un pays inquiet pour son avenir, subissant une crise morale et une crise de confiance
- x31) Un pays qui se pose des questions, qui est entre doute et espoir
- x32) Un pays inquiet, sur le déclin
- x32,1) Un pays inquiet de son image, de la perte de son magister moral
- x33) Un pays inquiet du danger que font courir les centrales nucléaires
- x34) Un pays inquiet qui a peur du fait de l'augmentation de la criminalité
- x35) Un pays qui connaît quelques tumultes et incertitudes
- x36) Un pays qui commence à douter de son système politico-économique
- x36,1) Un pays qui commence à douter de son système financier, menace pour toute son économie
- x37) Un pays inquiet du découplage et de l'excès de pouvoir fédéral par rapport à la réalité vécue
- x38) Un pays inquiet notamment du fait de la crise économique qu'il traverse et qui se bat pour retrouver sa puissance
- x38,1) Un pays inquiet du fait de la crise économique qu'il traverse mais qui souhaite une plus grande intervention de l'Etat pour s'en sortir
- x39) Un pays qui connaît une crise, notamment économique, mais qui veut rebondir
- x40) Un pays qui connaît une crise de confiance envers ses gouvernants et/ou ses élites
- x41) Un pays inquiet du fait de la précarité de l'emploi qui remet en cause le rêve américain
- x42) Un pays marqué par l'agression terroriste subie

**y) Image du climat et de l'environnement aux Etats-Unis**

- y1) Un pays préservé ou qui souhaite préserver son environnement
- y2) Un pays avec des événements climatiques rudes
- y3) Un pays à l'environnement détérioré où qui ne s'intéresse pas à la préservation de l'environnement
- y10) Un pays avec des espèces animales et végétales différentes parfois de celles rencontrées en Europe
- y11) Un pays avec de grandes richesses minérales
- y12) Un pays qui veut agir contre le réchauffement climatique
- y13) Un pays dont les entreprises contribuent à la préservation de l'environnement
- y14) Un pays qui agit pour la préservation de l'environnement
- y14,1) Un pays où l'on agit pour la préservation de l'environnement
- y15) Un pays qui agit contre le réchauffement climatique
- y16) Un pays immense à l'environnement varié et préservé
- y20) Un pays qui connaît une vague de grand froid
- y21) Un pays qui connaît d'importantes catastrophes naturelles par ailleurs mal gérées par son gouvernement
- y21,1) Un pays qui connaît d'importantes catastrophes naturelles
- y30) Un pays dans lequel la préservation de l'environnement n'est pas une priorité
- y31) Un pays dont les scientifiques sont à la recherche de solutions, parfois utopiques voire risquées, pour lutter contre le réchauffement climatique

- y32) Un pays qui ne souhaite pas participer aux traités internationaux sur l'environnement
- y33) Un pays qui peine à agir contre le réchauffement climatique

**z) Image de la religion et de sa place dans la société aux Etats-Unis**

- z1) Un pays dans lequel la religion est peu importante
- z2) Un pays dans lequel la religion est importante voire très importante
- z10) Un pays dans lequel la part des sans-religions augmente
- z11) Un pays dans lequel on applique le principe de neutralité religieuse en politique
- z21) Un pays dans lequel la religion a beaucoup d'importance, y compris en politique, mais avec un Etat laïque et multiconfessionnel
- z22) Un pays dans lequel les valeurs traditionnelles et la religion sont toujours importantes
- z23) Un pays dans lequel il y a de plus en plus de personnes très religieuses
- z24) Un pays dans lequel la religion a beaucoup d'importance, y compris pour les élus ou en politique
- z24,1) Un pays démocratique où les élus parlent de leur foi, de leur religion
- z25) Un pays dans lequel la religion est importante, mais qui est mise en avant comme fondement du conservatisme moral par les conservateurs ce qui n'est pas le cas pour les progressistes
- z26) Un pays où la religion est devenue importante en politique, mais ne l'était pas avant
- z27) Un peuple religieux, avec une grande diversité et une grande liberté
- z28) Un pays dans lequel les Eglises participent à la lutte contre le racisme
- z29) Un pays dans lequel la religion a une grande place

## Tableaux analytiques – 2<sup>ème</sup> partie : principaux auteurs

(Articles du corpus par auteur, par thème et par catégorie)

Thèmes e) puis g) à j)

Auteur	eC	eD	eL	eM	g1	g2	g3	g4	g5	h1	h2	h3	h4	h5	i1	i3	i4	i5	j1	j2	j3	j5	j6
Alain Beuve-Méry	1			1																			
Alain Bouc			2																				1
Alain Clément			10	9	2	1	1														1		
Alain Faujas	3		1	1	1				1														
Alain Frachon			9	4	2		3	1	1	1		1			1		1		1		3		1
Alain-Marie Carron			5	3	2																	1	
André Chênebenoit				1		1						1										1	
André Fontaine			9	8		6	4	1											3	1	10		
André Laurens			1																				
Barack Obama - extraits de discours			7			2	2								1				5	1	4		1
Bernard Guetta			6	3				1		1					1						5		
Cécile Prudhomme			1	2																			
Claude Julien			8	2		1		2		1	1				1	2					4		1
Claude Roy			5																				
Claudine Mulard	1		1	5																			
Corine Lesnes			13	23	1									1			1		2				8
Daniel Vernet			4	3			1	1	1					1			1			1	2	1	2
Dominique Dhombres			7	10	1	1											1				1	1	2
Dominique Verguèse			5																			1	
Eric Fottorino			2	1	1	1															1		2
Eric Leser			8	11													1						3
Eric Rouleau			5																		4		1
Erik Izraelewicz			1	1																		1	
Etienne Gilson			1	1			1	1		1					1						2		
Francis Cornu	1			1	1												1				1		
François Renard			1	1																			
Georges Marion			1	1		1				1							1				2		
Gilles Paris			1	5	1												1			1	1		
Guillaume Serina	1			7																			3
Guy Porte				2	1																		
Henri Peyre			3			2									1					1	1		
Henri Pierre	1		13	13		2	1					2					2			2	3		
Hubert Beuve-Méry			6	4		3		1							2			1	1		4		
Jacques Amalric			10	6		1	1														4		
Jacques Fauvet			4	3			2	1													1	2	
Jacques Follorou			1																				1
Jacques Michel			1	1	1																		
Jan Krauze			4	2			1							1								3	
Jean Knecht			1	3			1																
Jean Luc			2																				
Jean Planchais				1																			
Jean Schwoebel	1		2	1			1															2	

Auteur	eC	eD	eL	eM	g1	g2	g3	g4	g5	h1	h2	h3	h4	h5	i1	i3	i4	i5	j1	j2	j3	j5	j6
Jean Wetz			1	1				1		2										1	1		
Jean-Claude Pomonti				2					1										1		1		
Jean-François Augereau			1	1																			
Jean-Marie Colombani			10		1	1	4		3	1				1	1					1	4		5
Jean-Michel Dumay			2	2																			1
Jean-Pierre Langellier			2			1															1		
Justin Vaïsse			2	1																1			1
L.-J. de Gubernatis	1			1		1												1					
Laurent Zecchini			2	1	1	1															1		1
Louis Wiznitzer				3																	1	1	
Manuel Luchert			2	1													1				1		
Marc Roche			1	2																			
Marie-Claude Decamps			2	5																		1	
Martine Jacot				6																			
Maurice Delarue			1	1	1		1			1												2	
Maurice Duverger			2	1			2			1												3	
Maurice Ferro			3	3	1	1							1								1	2	
Michel Bole-Richard			2	1																1	1	1	
Michel Tatu			6	3			1	1				2									1	5	
Natalie Nougayrède			3	1		1	1	1							1				1		1	1	1
Nicolas Bourcier	3		3	3																		1	
Nicolas Vichney			2																				
Nicole Bernheim				4																		1	
Patrice Claude				3											1		1				1	1	
Patrice de Beer			3	2																			
Patrick Jarreau			8	7			1								1				1		1	1	6
Paul Fabra			2	1																		1	
Philippe Ben				11	1																1		
Philippe Bernard			2	3			1		2														3
Philippe Lemaître			1	2				2										1					
Philippe Pons			2	2				1		2												3	
Philippe Ridet			1	2		1	1																
Pierre Emmanuel			2						2								1					1	
Pierre Frédérix			9		1	2	2			2					2	2			1		5		
Pierre-Antoine Delhommais	1			3		1			1														
Pierre-Marie Doutrelant			1	1																			
Plantu		7																				1	1
Raymond Aron	1																						
Régis Navarre			2	2																			
Rémy Ourdan			1	2	1					1										1			1
Robert Buron			3													1							
Robert Solé			4	2													1				1		
Serge Marti			3	6				1															2
Sirius			32	10	1	10	25			14					5	9			1	8	24	2	
Sylvain Cypel	2		2	9	1			1	1								1				2	3	
Sylvie Kauffmann			10	4	1	1			1														3

Auteur	eC	eD	eL	eM	g1	g2	g3	g4	g5	h1	h2	h3	h4	h5	i1	i3	i4	i5	j1	j2	j3	j5	j6	
Yves Eudes			3	2												1							1	1
Yvonne Rebeyrol			4																					

Thèmes k) à o)

Auteur	k1	k2	k3	l1	l2	l3	l4	m1	m2	m3	m4	m5	n1	n2	o1	o2	o3	o4
Alain Beuve-Méry														2				
Alain Bouc		1									1					1		
Alain Clément		4						1			1		1	1		1		
Alain Faujas		1	1				1	1			1		1	1				
Alain Frachon	1	3	2			1				1			1			1		
Alain-Marie Carron								2					1					
André Chênebenoit		1																
André Fontaine	3	7				1	1	2				1	1					
André Laurens																		
Barack Obama - extraits de discours							1					5	1					
Bernard Guetta		2						1	1	4			1					1
Cécile Prudhomme							1	1			2							
Claude Julien	1	2			1	1					1							1
Claude Roy														2		5		
Claudine Mulard										1	1			1		2		
Corine Lesnes		2	1							1	2	2		1		1		
Daniel Vernet		3	2										1					
Dominique Dhombres		2	1								2					1		
Dominique Verguèse																		
Eric Fottorino		2	1									1	1					
Eric Leser							4			6				2				
Eric Rouleau		2																
Erik Izraelewicz						1						1						
Etienne Gilson		2																
Francis Cornu		2																
François Renard		1				1							1		1		1	
Georges Marion	1																	
Gilles Paris		1																
Guillaume Serina		1								1	1	1		1				
Guy Porte	1										1							
Henri Peyre		2																
Henri Pierre	1	2								1		1					5	
Hubert Beuve-Méry	3	3				3		1				1		1				
Jacques Amalric	1	1										2			3		3	
Jacques Fauvet	1	2					1						1					
Jacques Follorou																		
Jacques Michel														1				
Jan Krauze		1																
Jean Knecht			1															
Jean Luc								1										
Jean Planchais																		
Jean Schwoebel																		
Jean Wetz			1															
Jean-Claude Pomonti			1															
Jean-François Augereau							1							1				
Jean-Marie Colombani	3	1	5			1	2	1				1						

Auteur	k1	k2	k3	l1	l2	l3	l4	m1	m2	m3	m4	m5	n1	n2	o1	o2	o3	o4
Jean-Michel Dumay														1				
Jean-Pierre Langellier	1										1							
Justin Vaïsse		1							1									
L.-J. de Gubernatis	1																	
Laurent Zecchini			1					1										
Louis Wiznitzer			1												1			
Manuel Luchert								1		1								
Marc Roche						1	2				1							
Marie-Claude Decamps		1																
Martine Jacot											1							
Maurice Delarue	1	1									1							
Maurice Duverger								1										
Maurice Ferro								1					1					
Michel Bole-Richard		1																
Michel Tatu	1	3								1								
Natalie Nougayrède	1	2																
Nicolas Bourcier		1									1			1				
Nicolas Vichney													1					
Nicole Bernheim											1							
Patrice Claude		1	1			1												
Patrice de Beer								1					1					
Patrick Jarreau	1										2	3		1				
Paul Fabra		1					1				1							
Philippe Ben																		
Philippe Bernard		3									1	1						
Philippe Lemaître		1	2			1	2											
Philippe Pons		1					1			1								
Philippe Ridet	1																	
Pierre Emmanuel								1										
Pierre Frédéric		2				1		1	2				2					
Pierre-Antoine Delhommais	1								1	2								
Pierre-Marie Doutrelant						1												
Plantu												1		1				
Raymond Aron																		
Régis Navarre												1		1		4		
Rémy Ourdan																		
Robert Buron								2					2			1		1
Robert Solé											4							
Serge Marti		1				1	1			3	4			3		1		
Sirius	15	13		4	1	3	2	4			1		5					
Sylvain Cypel		3					1				4	8		3				
Sylvie Kauffmann	1	1	1					3		1								
Yves Eudes									1									
Yvonne Rebeyrol																		

## Thèmes p) à t)

Auteur	p1	p2	q1	q2	q3	r1	r2	r3	s1	s3	s4	s5	t1	t2	t1	t2	t3	t4
Alain Beuve-Méry	2		1															
Alain Bouc																		1
Alain Clément	4	6	2	6	3		1		1	1				1	1	1		2
Alain Faujas	2	1	1		1	1							1					1
Alain Frachon	4	1	3	2			2	1		1				1	1			1
Alain-Marie Carron	1	2	1	1	1	1		1	1	1								
André Chênebenoit																		
André Fontaine	1	1	2	1		1		1							2			
André Laurens																		
Barack Obama -extraits de discours		5	1		2	2							2					
Bernard Guetta	3			3	2	1							1			4		1
Cécile Prudhomme	1																	
Claude Julien	3	2			3				1				2	1	1	1		
Claude Roy	5			1				3										
Claudine Mulard		2			2				1				2					
Corine Lesnes	5	13	5	4	6	1		2	2	1	1		4					1
Daniel Vernet	2				1										1			
Dominique Dhombres	4	3	1	6	2			1		1			1	1	1	3		
Dominique Verguèse													4		1			
Eric Fottorino		2			2													
Eric Leser	3	4	1		2	1			1	1			1	1	1			2
Eric Rouleau																		1
Erik Izraelewicz	1			1				1						1			1	
Etienne Gilson					1											1		
Francis Cornu				1														
François Renard	1																	
Georges Marion																		1
Gilles Paris		1																
Guillaume Serina	4	4	1		2			1	1	1								
Guy Porte																		
Henri Peyre		1		1	2				2				1					
Henri Pierre	7	5	1	6	6		1		1				1		2	1		
Hubert Beuve-Méry	1		1	1	1		2		1						1			
Jacques Amalric	6	2		6	2	1	1							1		1		
Jacques Fauvet	1									1						1		
Jacques Follorou								1										
Jacques Michel					1				2									
Jan Krauze					1				1						1			
Jean Knecht					1				1									
Jean Luc									1									
Jean Planchais					1								1					
Jean Schwoebel									1									
Jean Wetz																1		
Jean-Claude Pomonti																		
Jean-François Augereau													1					
Jean-Marie Colombani		1	1		3			1					1		2	1	1	2
Jean-Michel Dumay		4						2					3					
Jean-Pierre Langellier																		1
Justin Vaïsse		1																
L.-J. de Gubernatis																		
Laurent Zecchini	1	1																

Auteur	p1	p2	q1	q2	q3	r1	r2	r3	s1	s3	s4	s5	t1	t2	t1	t2	t3	t4
Louis Wiznitzer			1															1
Manuel Luchert	2															2		
Marc Roche	1		1															
Marie-Claude Decamps		3	1	2	2			2	1									
Martine Jacot	2	1		2			1											
Maurice Delarue																		1
Maurice Duverger			1		1													
Maurice Ferro				1			1											
Michel Bole-Richard																		
Michel Tatu					2								1		1			
Natalie Nougayrède								1										
Nicolas Bourcier	3	5	1	2	2			3	1				1					
Nicolas Vichney	1				1								2					
Nicole Bernheim		2	1		2													
Patrice Claude																		1
Patrice de Beer		1	1		1								1					
Patrick Jarreau		3	3	2	3								1			1	1	
Paul Fabra	1																	
Philippe Ben	2	1	1	3	1	1			1									
Philippe Bernard		1		2				2					1		2			
Philippe Lemaître																		
Philippe Pons																		1
Philippe Ridet	1		1			1												
Pierre Emmanuel			2				1						2					1
Pierre Frédéric					1								2		2		2	
Pierre-Antoine Delhommais					1										1			
Pierre-Marie Doutrelant																		
Plantu		1			2													
Raymond Aron					1													
Régis Navarre	2	1	1	1	1			3										
Rémy Ourdan																		1
Robert Buron	1	2			3					2			1			1		
Robert Solé	1			1														1
Serge Marti	4	2	1		1			1					1	2			1	
Sirius				2	4		1	1	3				2		5	8		2
Sylvain Cypel	6	9		5	3			3		2			1	1			1	
Sylvie Kauffmann	3	3	1	1	2		1	2					2					
Yves Eudes	1		1		1			3					1					
Yvonne Rebeyrol									4									



## Thèmes u) à z)

Auteur	u1	u2	u3	u4	v1	v2	v3	w1	w2	x1	x2	x3	y1	y2	y3	z1	z2
Alain Beuve-Méry							1										
Alain Bouc				1													
Alain Clément	1	1		2	2	6	4		1	2	1						2
Alain Faujas				1			2					1			1		
Alain Frachon	1		1		1	2	2	1		4	2						1
Alain-Marie Carron					1	2				1							1
André Chênebenoit																	
André Fontaine	2				2	2	1			3	3	1					
André Laurens							1										
Barack Obama - extraits de discours					4	3				7			3				2
Bernard Guetta		4		1	1	4	2			5							
Cécile Prudhomme						1						1					
Claude Julien	1	1			1	2	2	1		2							1
Claude Roy					1					1			1				1
Claudine Mulard						2	2						1				1
Corine Lesnes				1		14	13	1		4		2	3	1	1		3
Daniel Vernet	1					1	1					2					
Dominique Dhombres	1	3			1	5	6	1		4	1	2					
Dominique Verguèse	1									1							
Eric Fottorino						2	1			2		1					
Eric Leser	1			2		2	9		1			1		1			
Eric Rouleau				1							1						
Erik Izraelewicz			1				1	1				1					
Etienne Gilson		1				1					1						
Francis Cornu																	
François Renard																	
Georges Marion				1	1	1											
Gilles Paris					1	3	2										
Guillaume Serina											1	1					1
Guy Porte						1											
Henri Peyre					1					1							
Henri Pierre	2	1			1	11	4			1					1		3
Hubert Beuve-Méry	1				1	1					1						
Jacques Amalric		1				4	4	1		1	1						
Jacques Fauvet		1				1						1					
Jacques Follorou																	
Jacques Michel																	
Jan Krauze	1				1	2	1				1						
Jean Knecht						1	2										
Jean Luc																	
Jean Planchais																	
Jean Schwoebel						1											
Jean Wetz		1				1											
Jean-Claude Pomonti																	
Jean-François Augereau													1				
Jean-Marie Colombani	2	1	1	2	2	4			1	5	1						2
Jean-Michel Dumay						2	1										
Jean-Pierre Langellier				1	1		1										
Justin Vaïsse						1							1				1
L.-J. de Gubernatis					1												
Laurent Zecchini						1				1							

Auteur	u1	u2	u3	u4	v1	v2	v3	w1	w2	x1	x2	x3	y1	y2	y3	z1	z2
Louis Wiznitzer				1	1		1				1						
Manuel Luchert		2				1	1			2							
Marc Roche							1										
Marie-Claude Decamps					1	4	1					1					
Martine Jacot						3	3										
Maurice Delarue				1		1					1						
Maurice Duverger					2					1							
Maurice Ferro						2	3				1						
Michel Bole-Richard																	
Michel Tatu	1					2	1			2		1					
Natalie Nougayrède							1			1							
Nicolas Bourcier						3	3								1		3
Nicolas Vichney										1							
Nicole Bernheim						2	1			1							
Patrice Claude			1				1										
Patrice de Beer						3	2										
Patrick Jarreau		1	1			4	4			3	1	2		1			
Paul Fabra												1					
Philippe Ben						6	4					1					
Philippe Bernard	2						4					3					
Philippe Lemaître																	
Philippe Pons			1				2					1					
Philippe Ridet							1										
Pierre Emmanuel				1			1				1						
Pierre Frédéric	2		2		1	1				3							
Pierre-Antoine Delhommais	1					1											
Pierre-Marie Doutrelant						1				1							
Plantu						6						1					
Raymond Aron										1							
Régis Navarre					1	2						1					
Rémy Ourdan			1														
Robert Buron		1								2							1
Robert Solé				1		4	2				3						
Serge Marti			1			3	1	3			1	1			1		
Sirius	5	8		2	5	1	3		1	10	5						
Sylvain Cypel			1			4	5			1		3	1		1	1	1
Sylvie Kauffmann					1	5	2			1		1					1
Yves Eudes						2	1										
Yvonne Rebeyrol																	

## Tableaux analytiques – 3<sup>ème</sup> partie : synthèses

(Nombre d'articles du corpus par thème, par catégorie et par chapitre hors date, page, auteur, statut, longueur et type)

g) Pays ami ou pas de la France, de l'Europe, du monde libre, de l'Occident

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>g1</b>	16	7	15	7	3	8	2	6	14	4	82
<b>g2</b>	19	10	17	11	5	5	3		13	5	88
<b>g3</b>	19	16	18	3	6	2		4	13	6	87
<b>g4</b>	4	1	1	6	2	1	4	2	4	2	27
<b>g5</b>	6	1	2				1		15	3	28

h) Etats-Unis et soutien militaire

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>h1</b>	17	7	3	3	5	3	3	3	3	1	48
<b>h2</b>	3		3	2	1	1	1		2		13
<b>h3</b>	4	2		2				3	1		12
<b>h4</b>		1									1
<b>h5</b>	1								8		9

i) Un pays généreux ou égoïste

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>i1</b>	17	8	1	2	1	2	2	1	4	1	39
<b>i3</b>	11	4	5	1	2			3	1	1	28
<b>i4</b>	2	2			1	2	5	1	6	3	22
<b>i5</b>	1	1		1					3		6

j) Un pays protecteur ou menaçant : image de la politique étrangère des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>j1</b>	12	4	9		4	3	4	2	12	9	59
<b>j2</b>	6	11	6	6	3	1		1	6	4	44
<b>j3</b>	39	21	28	32	20	25	11	9	29	14	228
<b>j5</b>			1	3	1	3			4		12
<b>j6</b>	1	1	13	6	2	2	1	1	65	11	103

k) Un pays avec lequel les relations sont faciles ou difficiles

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>k1</b>	15	14	21	9	3	8	2	3	11	4	90
<b>k2</b>	16	10	13	19	10	15	9	9	22	20	143
<b>k3</b>				2	3	1	2		22	1	31

l) Image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>l1</b>	1	5	1		1						8
<b>l2</b>	1	1	2	1							5
<b>l3</b>	5		4	6	1	3	5	5	5	2	36
<b>l4</b>	2		5	3	1	4	5	4	22	2	48

m) Image de l'économie des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>m1</b>	9	1	1	4	1	5		13	3		37
<b>m2</b>	2			1	2	3		7	6		21
<b>m3</b>		1		5	4	8	4	6	21	6	55
<b>m4</b>	2	1	1	4	9	5	14	1	30	12	79
<b>m5</b>				1	4		3		14	19	41

n) Richesse des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>n1</b>	8	3	4	5	3	2		3	2	1	31
<b>n2</b>			3	4		1	4	2	16	5	35

o) Vie sociale et syndicale aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>o1</b>				1		1			1		3
<b>o2</b>	3	5	4	11	1		18		3		45
<b>o3</b>								1			1
<b>o4</b>	1					1					2

p) Egalité sociale et progrès social aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>p1</b>	5	9	11	18	6	13	21	8	37	11	139
<b>p2</b>	7	5	21	12	4	5	12	7	71	31	175

q) Mœurs des habitants des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>q1</b>	6	1	4	14	1	2	14	6	20	4	72
<b>q2</b>	8	6	14	19	5	10	18	6	13	11	110
<b>q3</b>	17	7	23	17	2	9	4	7	33	16	135

r) Image de la justice et de la police aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>r1</b>			3	16		2	3	2	8	5	39
<b>r2</b>	6	2		3			4	2	5	1	23
<b>r3</b>		1		5			14	2	23	7	52

s) Image culturelle (et des médias) et sportive des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>s1</b>	4	6	4	12	3	8		2	14	6	59
<b>s3</b>	3		1	1	1			2	8	2	18
<b>s4</b>			1					1	3	1	6
<b>s5</b>			1					1		1	3

t) Image technologique, de santé et des infrastructures des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>t1</b>	9	2	6	14	1	3	1	3	18	12	69
<b>t2</b>	1	2	2	1			12		3	1	22

u) Image de l'armée des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>u1</b>	11	2	5	6	3	2	7	1	7	4	48
<b>u2</b>	11	2	1	5	3	11	1		5		39
<b>u3</b>	2		1	2			3	1	6		15
<b>u4</b>	2	2		4	6	1	1		10		26

v) Image du modèle politique des Etats-Unis par rapport à la liberté et à la démocratie

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>v1</b>	10	6	5	9	1	5	5		10	7	58
<b>v2</b>	28	17	33	52	17	35	21	19	68	37	327
<b>v3</b>	5	9	12	27	13	9	15	11	54	25	180

w) Image de l'éducation aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>w1</b>		1	1				9		1		12
<b>w2</b>		1	2		1				5		9

x) Pays confiant ou inquiet dans sa puissance

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>x1</b>	22	5	10	9	4	15	4	5	34	12	120
<b>x2</b>	6	3	4	1	14	1		2	5		36
<b>x3</b>	1	1	2	8	5	3	9	3	24	9	65

y) Image du climat et de l'environnement aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>y1</b>				1				1	4	14	20
<b>y2</b>							1	1	3	2	7
<b>y3</b>							3		3	4	10

z) Image de la religion et de sa place dans la société aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>z1</b>		1								1	2
<b>z2</b>	4	3	4	3	1	1	2	1	18	9	46

## Tableaux analytiques – 4<sup>ème</sup> partie : détail

(Nombre d'articles du corpus par thème, par item et par chapitre hors date, page, auteur, statut, longueur et type)

g) Pays ami ou pas de la France, de l'Europe, du monde libre, de l'Occident

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>g1</b>	4	1	5	1		1			5		17
<b>g10</b>	6	1	1		1			1			10
<b>g10,1</b>	1										1
<b>g11</b>			1		1				2		4
<b>g12</b>	1		3		1			1	2	1	9
<b>g13</b>		2	3	4		4	2	1	5	3	24
<b>g14</b>	1		1					1			3
<b>g15</b>	3	2	1	1				2			9
<b>g16</b>		1		1		3					5
<b>g2</b>	5	1	6	7		2			1	1	23
<b>g20</b>	2	3		2		1				1	9
<b>g21</b>	5	2	4		1		1		1		14
<b>g22</b>	1	1	1				1		2		6
<b>g23</b>	1	3	2						1		7
<b>g24</b>			2								2
<b>g25</b>	2				1				1		4
<b>g26</b>	1		1		3	2	1		2	2	12
<b>g27</b>	2		1	2					4	1	10
<b>g3</b>		1	1	1							3
<b>g30</b>	8	11	1	1	2	1		1	2	1	28
<b>g31</b>					1					2	3
<b>g32</b>			1						2		3
<b>g33</b>	7	4	13	1	2	1		3	5	3	39
<b>g34</b>	3		1						1		5
<b>g35</b>			1								1
<b>g37</b>	1				1						2
<b>g38</b>									3		3
<b>g4</b>								1			1
<b>g40</b>	2		1	2	1		4	1	2		13
<b>g41</b>	2	1		4	1	1			2	2	13
<b>g5</b>	1										1
<b>g50</b>							1				1
<b>g51</b>	4	1	1						1	2	9
<b>g52</b>									7		7
<b>g53</b>	1		1						6		8
<b>g54</b>									2	1	3

## h) Etats-Unis et soutien militaire

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>h10</b>	1	2	2		1	1					7
<b>h11</b>	2	2	1		1	1					7
<b>h12</b>	8			1		1		1	3		14
<b>h13</b>	5	2			3						10
<b>h14</b>							1	1			2
<b>h15</b>	1	1		2			1			1	6
<b>h16</b>							1	1			2
<b>h20</b>				1					1		2
<b>h21</b>			1						1		2
<b>h22</b>	3		1	1	1	1	1				8
<b>h23</b>			1								1
<b>h30</b>	1			1							2
<b>h31</b>								1			1
<b>h32</b>	1	2									3
<b>h33</b>	2			1				1	1		5
<b>h34</b>								1			1
<b>h4</b>		1									1
<b>h50</b>									4		4
<b>h51</b>									1		1
<b>h52</b>	1								3		4

## i) Un pays généreux ou égoïste

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
<b>i1</b>	2	1		1					1		5
<b>i10</b>	8						1				9
<b>i2</b>	1	1		1							3
<b>i20</b>									3		3
<b>i21</b>	2	2			1	2	1	1			9
<b>i22</b>	3	2	1								6
<b>i23</b>	1	1									2
<b>i24</b>		1								1	2
<b>i30</b>	1		4								5
<b>i31</b>	2							1			3
<b>i32</b>					2			1			3
<b>i33</b>	2	3						1		1	7
<b>i34</b>	2										2
<b>i36</b>	3	1		1							5
<b>i37</b>	1										1
<b>i38</b>			1						1		2
<b>i40</b>									1		1
<b>i41</b>									1	1	2
<b>i42</b>						1				1	2
<b>i43</b>		1				1					2
<b>i44</b>	2	1			1		2		4	1	11
<b>i45</b>							3	1			4
<b>i50</b>		1		1							2
<b>i51</b>	1								3		4



j) Un pays protecteur ou menaçant : image de la politique étrangère des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
j1	1						1				2
j10						1					1
j11						1	1				2
j12	7	1	5		1					3	17
j13			1		1			1	1	1	5
j14			1		1	1	2				5
j14,1									1		1
j15		1			1			1		1	4
j16	3	1	2								6
j17	1										1
j18									5	2	7
j18,1									1		1
j19		1							4	2	7
j2				3							3
j20	1	2	1	1		1				1	7
j21	4	3	1	1	1			1			11
j22			1								1
j23		5	2	1	1						9
j24	1				1						2
j25									6	3	9
j25,1		1	1								2
j30			1		1						2
j31					1	5			1		7
j31,1									10		10
j32	1	2	1	1	2	1	1				9
j33	2										2
j34	2	1		1					1		5
j35			1			2			2	1	6
j36	4	4	1		2		1		1		13
j37	6	3	4	1	1	1	4	1	3	1	25
j37,1	1	1	1							1	4
j38					2	2			9		13
j40	4	3	7	9	1	2		3		5	34
j40,1				7							7
j41	5	2		5	3	2	3	1		4	25
j42	4		1	1	1						7
j42,1	6	1	2			1					10
j43			2	2	1	4	2	1	1		13
j44		1									1
j45	3	3	4	1	2	1		3			17
j46			2	1		1					4
j47			1	3		1				2	7
j48	1				3	2					6
j49									1		1
j50						1					1
j51			1	1					1		3
j52				1	1				1		3
j53				1					1		2
j54						2					2
j55									1		1
j60		1		1		1				1	4

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
j60,1									7		7
j61	1		1								2
j62			5	1					13		19
j62,1									5		5
j63			1	1	2			1	6	6	17
j64			1				1				2
j65			4	2					8		14
j65,1									2		2
j65,2									1	1	2
j66			1	1					16	1	19
j67						1				2	3
j68									6		6
j69									1		1

k) Un pays avec lequel les relations sont faciles ou difficiles

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
k1	1	1		2		3			1		8
k10		1		3	1	1					6
k11	3	1	11	1					2	1	19
k12	5	1	2		1	1			1	1	12
k12,1	1	5	3	2		2	1	1			15
K12,2		1						1	2		4
k12,3	1	1	1								3
k13	2	1	2	1					2		8
k14	2	2			1				1		6
k15			2			1	1	1	2	2	9
k2	1		2	1					1	1	6
k20			1	1	1	1			1		5
k21	1	1	4	1		6	3	3	4	3	26
k21,1	5	1		3		1				1	11
k22		1		3	1		1		4	3	13
k22,1	2		1	5		4			4		16
k23	4	5	2	2	4	1	3	4	1	2	28
k24	1		1	1	2		2		2	2	11
k25				1							1
k26		1		1		2			1	6	11
k26,1			2						1	1	4
k26,2								1			1
k27	2	1			1				3		7
k28					1			1		1	3
k3				1							1
k30				1	1		1		7		10
k31					2	1			2		5
k32							1		4		5
k33									3	1	4
k34									5		5
k34,1									1		1

l) Image des relations économiques des Etats-Unis avec le reste du monde

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
I1		1									1
I10	1	1			1						3
I12		1	1								2
I13		2									2
I2			1								1
I20				1							1
I21	1		1								2
I23		1									1
I3				1							1
I30				2							2
I31	1		3	1			2			1	8
I31,1	3										3
I32				1		1			2		4
I33					1		3	3			7
I34						1		1			2
I35				1							1
I36						1					1
I36,1										1	1
I37			1					1	1		3
I37,1									1		1
I37,2									1		1
I38	1										1
I4				2				1	1		4
I40			1								1
I41			1						1		2
I42	1		2		1			2			6
I42,1									1		1
I42,2									1		1
I43	1		1	1		2					5
I43,1									1		1
I44						1	1	1			3
I44,1									3		3
I45						1	4		4	1	10
I46									1		1
I47									2		2
I48									3	1	4
I49									2		2
I49,1									2		2

m) Image de l'économie des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
m1	1			1		1		6	1		10
m10			1								1
m10,1								1			1
m11						1					1
m12	5	1		1	1	1			1		10
m13				2				3			5

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
m14						2		2			4
m15								1			1
m16	1								1		2
m17	2										2
m2					1	1		1	2		5
m20				1					1		2
m21					1			1			2
m22						1			1		2
m23						1					1
m24								1			1
m25								1	1		2
m26								2	1		3
m27								1			1
m28	2										2
m30				1				2	1		4
m31				1							1
m32					1				1		2
m33		1		3	1		2				7
m34					1			2	1		4
m34,1									3	2	5
m34,2									1	2	3
m34,3									1	1	2
m34,4					1						1
m35						7		2	11	1	21
m36						1					1
m37							1				1
m38							1		2		3
m4	1					1	2		3		7
m40				2	2	4	3		4	7	22
m41					3						3
m42				1	2						3
m42,1	1	1	1						3		6
m43					2				1		3
m44				1			9		4	2	16
m45								1			1
m45,1									2		2
m46									3	2	5
m47									10	1	11
m5							1				1
m50					2						2
m51				1	2		2		9	5	19
m52									2	2	4
m53									2	6	8
m54									1	6	7

n) Richesse des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
n1	4	3	3	2	3	1		1	1	1	19
n10								1			1
n11				2					1		3
n12	2										2
n13	2			1							3
n14			1			1		1			3
n2									1		1
n20				1			1		5	1	8
n21						1	1		2		4
n22								1	2		3
n23			2	1			2		2	4	11
n23,1			1	2							3
n24								1			1
n25									3		3
n26									1		1

o) Vie sociale et syndicale aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
o11				1							1
o12						1					1
o13									1		1
o20				2					2		4
o21		5	1	3	1		17				27
o22				1							1
o23			3	4			1				8
o24	3										3
o25				1					1		2
o30								1			1
o40						1					1
o41	1										1

p) Egalité sociale et progrès social aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
p1		2		4			5	1			12
p10	1		3	3		1	3		4		15
p10,1			2						3		5
p11		1	2	1							4
p11,1							4				4
p12				1							1
p13	2			3	6	4	3	6	11	3	38
p13,1	1			1			1		5	2	10
p13,2										1	1
p14	1		1				1				3
p15		5	3	3			1		1		13
p16				2		5	3	1	7	2	20
p16,1									4	3	7
p16,2									1		1
p17						2			1		3
p17,1		1									1
p18						1					1
p2	1										1
p20			6	2			3		1	1	13
p21		1	5		1						7
p22	1		1		1				1	4	8
p22,1			2	1						2	5
p23						1				1	2
p24					1			1	1	1	4
p25	2		2	6	1	2			7	4	24
p25,1									1		1
p26	1	2	2	2		1	3	1	15	7	34
p26,1										1	1
p26,2										1	1
p26,3										1	1
p27		1					1		4		6
p27,1									6	2	8
p27,2										1	1
p27,3	1										1
p27,4	1										1
p28		1	3			1	4	1	4		14
p28,1									1		1
p28,2									2	1	3
p29							1	1	2		4
p29,1				1					3		4
p30								1	18		19
p31								1	5	2	8
p31,1								1		1	2
p32										1	1

q) Mœurs des habitants des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
q10				2			2				4
q11	1			1							2
q12				1							1
q13	1			3	1		1	1	2		9
q14	1	1					1	1	8	3	15
q15	1		4	3		1	7	1	1	1	19
q16				1			2	3			6
q17				3			1		6		10
q17,1									3		3
q18	2					1					3
q20			2	1			3		2		8
q21		2	10	10	3	3	8	3	3	6	48
q22			1	1						1	3
q23	1			1							2
q24				1		1	1	2	2	1	8
q24,1	1			1					1		3
q24,2									1		1
q25	1			2	1	2	1	1	1		9
q25,1	4	2	1	2							9
q26					1	1	1				3
q27		1				1	1		2	1	6
q28	1					1	2		1	1	6
q29						1	1				2
q29,1										1	1
q29,2		1									1
q3		1		1							2
q30				1			1	3	3	1	9
q31	6		2							2	10
q32	1	1	1	1			1		5	1	11
q32,1									3	2	5
q32,2										1	1
q32,3										2	2
q33	4	3	17	6	1	5			2	3	41
q34	1		1						2		4
q34,1				3					2	1	6
q35	1		1	2		2		1		2	9
q36	1			1	1	1	2		4	1	11
q36,1			1						1		2
q36,2	3	1		2							6
q36,3								1			1
q37		1				1		1			3
q39								1			1
q40									11		11

r) Image de la justice et de la police aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
r1			1	2		1				1	5
r10			2				1		1		4
r11				1							1
r12				1						1	2
r13						1					1
r14							2				2
r15				10				2			12
r16									2	1	3
r17				2					2	2	6
r17,1									1		1
r18									2		2
r2				1			1				2
r20				1					1		2
r21	5	2		1							8
r22							1		4	1	6
r23							1				1
r24							1				1
r25	1										1
r26								2			2
r30				1			1				2
r31							1				1
r32							2				2
r33							1				1
r34				1			1	1	2		5
r35		1						1			2
r36									9	7	16
r37									11		11
r38									1		1
r39				3			8				11

s) Image culturelle (et des médias) et sportive des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
s10	2	1	4	1		1					9
s10,1									1		1
s11				2	1					1	4
s11,1									1		1
s11,2									2	1	3
s12		1									1
s13		1				4			1	1	7
s13,1				1					1		2
s13,2									1	2	3
s14		1		1							2
s15				1	2				1		4
s15,1									1		1
s16				1							1
s17						1					1
s18				1		2					3
s19								1			1
s20								1			1



Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
s21	2	2		4					1		9
s23									1		1
s24									1	1	2
s3									1		1
s30			1								1
s31								1			1
s32									2	2	4
s33									4		4
s34	2			1							3
s35	1				1			1	1		4
s41			1					1	3		5
s42										1	1
s50			1								1
s51								1			1
s52										1	1

t) Image technologique, de santé et des infrastructures des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
t1				1		2					3
t10			1	1					1		3
t11				1			1	1	10		13
t12	2		1	2	1				5	2	13
t13						1					1
t13,1										5	5
t14								1			1
t15	6	1		6				1	1	3	18
t16	1	1	3	2					1	1	9
t16,1			1	1							2
t17										1	1
t20		1	1				11				13
t21									2		2
t22	1	1		1							3
t23			1								1
t24							1				1
t25									1		1
t25,1										1	1

u) Image de l'armée des Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
u1							1	1			2
u10	8	2	3	3	2	1	1		4	2	26
u11			1	1							2
u12				2						2	4
u13					1				1		2
u14									1		1
u15	2										2
u16			1								1
u17	1					1					2
u18							5		1		6
u20	5	2	1			5					13
u21				2		3			3		8
u22				1		1	1				3
u23	6			1	1	2			1		11
u24									1		1
u25					2						2
u30			1	2					5		8
u31				1			2	1	1		5
u32							1				1
u33	2										2
u4	1				1						2
u40				2	2				1		5
u41					1	1					2
u42					1						1
u42,1		2									2
u43				1							1
u44							1		1		2
u45	1				1						2
u46									1		1
u47				1					5		6
u48									2		2

v) Image du modèle politique des Etats-Unis par rapport à la liberté et à la démocratie

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
v1	7	1	1	1		1			4	1	16
v10	1	2	1	1						2	7
v11				1							1
v12		1	1		1	1				2	6
v13	1	1		2					3	2	9
v13,1				2			1		1		4
v13,2			2				4				6
v14						1					1
v15				2		2					4
v16	1								1		2
v17		1							1		2
v2	11		5	19	5	13	8	3	4	1	69
v20	1			2	1		1			3	8
v21	3		6		2	2			1	1	15

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
v22			1	6	2			1			10
v23			2	5	1	4	2	5	5	11	35
v23,1					1						1
v24			1		1	2	6	2	10	3	25
v25			1	2		1	3	1	12	5	25
v26				2	2	3		1	5	2	15
v27	7	14	5	10	1	8	1	3	14	5	68
v27,1		1		2					5	4	12
v27,2				1							1
v29	6	2	12	3	1	2		2	1	2	31
v29,1									1		1
v3	1						1				2
v30		1	3	2	1		1				8
v31				1					6		7
v31,1		1	1		2	1					5
v32				1		1		2	1		5
v33				1							1
v34	1				1	3	3	5	5	3	21
v34,1									2	2	4
v35		1	1								2
v36			3	2	1		1				7
v37				2			1			1	4
v38	1			1						2	4
v39				6					3		9
v40		2	1	1		1			1	1	7
v41				2					2	2	6
v42				2	2		2	1			7
v42,1									1		1
v43		1		3		1	2	1	7	6	21
v43,1									4	1	5
v43,2									3	1	4
v43,3									1	2	3
v44				1					3		4
v45					1	1					2
v46					1						1
v47						1					1
v47,1	1	1									2
v48					2		1	1	2	2	8
v49		1			1		1		2		5
v50					1						1
v51							1		1		2
v52							1				1
v53	1	1		1				1	3	1	8
v54			1						2		3
v54,1			2	1							3
v55									2		2
v56									2	1	3
v57									1		1

w) Image de l'éducation aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
w11			1						1		2
w12		1					9				10
w20			1								1
w21			1								1
w22					1						1
w23									2		2
w24		1							2		3
w25									1		1

x) Pays confiant ou inquiet dans sa puissance

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
x1	3		1								4
x10	8	1	1	3	2	8	1	2	15		41
x10,1	4		1	1				1			7
x11	1	1	1	1		4			1		9
x12					1						1
x13				1		1			1		3
x14					1	1	1		3	1	7
x14,1									1	1	2
x14,2								1	1		2
x15	1			2		1	1		6	3	14
x16								1	1		2
x17	5	3	6	1			1		5	7	28
x2			1								1
x20	4	2	2		1						9
x21				1							1
x22					2			1			3
x23					9	1					10
x24	1							1			2
x25			1								1
x26					2						2
x27	1	1							5		7
x30	1		1				1		1		4
x31				3						2	5
x32				1	2						3
x32,1										1	1
x33			1	1		1					3
x34				1							1
x35		1									1
x36				2	1						3
x36,1									1	1	2
x37						2					2
x38							6			2	8
x38,1									1		1
x39					2		2		1	2	7
x40								2	1		3
x41								1		1	2
x42									19		19

y) Image du climat et de l'environnement aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
y10								1			1
y11									1		1
y12									1	6	7
y13									1	1	2
y14										2	2
y14,1										1	1
y15										3	3
y16				1					1	1	3
y20							1	1			2
y21									3		3
y21,1										2	2
y30							3		1	2	6
y31									1		1
y32									1	1	2
y33										1	1

z) Image de la religion et de sa place dans la société aux Etats-Unis

Catégorie	Chap 1	Chap 2	Chap 3	Chap 4	Chap 5	Chap 6	Chap 7	Chap 8	Chap 9	Chap 10	Total
10										1	1
11		1									1
21									2		2
22			1						2		3
23									2		2
24		1	1						5	5	12
24,1	1				1		1	1			4
25									1		1
26										1	1
27				1						2	3
28	1	2	1								4
29	2		1	2		1	1		6	1	14

## **Principaux collaborateurs du *Monde* concernés par les Etats-Unis**

### **Directeurs du *Monde* :**

- Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
- Jacques Fauvet (1969-1982)
- André Laurens (1982-1985)
- André Fontaine (1985-1991)
- Jacques Lesourne (1991-1994)
- Jean-Marie Colombani (1994-2007)
- Pierre Jeantet (2007-2008)
- Eric Fottorino (2008-2011)
- Erik Izraelewicz (2011-2012)
- Natalie Nougayrède (2013-2014)
- Gilles Van Kote (2014 2015)
- Jérôme Fenoglio (2015 ...)

### **Responsables du service étranger/international du *Monde* :**

- André Pierre
- Robert Guillain
- André Fontaine (1951-1969)
- Claude Julien (1969-1971)
- Michel Tatu (1971-1977)
- Jacques Decornoy (1977-1979)
- Jacques Amalric (1979-1990)
- Jean-Pierre Langellier (1990-1995)
- Alain Frachon (1995-2000)
- Eric Le Boucher (2000-2001)
- Alain Debove (2001-2003)
- François Bonnet (2003-2005)
- Arnaud Leparmentier (2005)
- Rémy Ourdan (2006-2008)
- Marie-Claude Decamps (2009-2011)
- Gilles Paris (2011-2013)
- Christophe Chatelot (2013-2014)
- Christophe Ayad (2014 ...)

### **Correspondants du *Monde* à Washington :**

- Maurice Ferro (1947-1952)
- Henri Pierre (1952-1959)
- Jean Knecht (1959-1962)
- Alain Clément (1962-1971)
- Jacques Amalric (1970-1973)
- Henri Pierre (1973-1977)
- Michel Tatu (1977-1980)
- Robert Solé (1980-1983)
- Bernard Guetta (1983-1987)
- Jan Krauze (1987-1991)
- Alain Frachon (1991-1994)
- Sylvie Kauffmann (1993-1996)
- Laurent Zecchini (1994-1998)
- Patrice de Beer (1998-2001)
- Patrick Jarreau (2001-2006)
- Corine Lesnes (2006-2014)
- Gilles Paris (2014 ...)

### **Correspondants du *Monde* à New York :**

- Charles Lescaut (1987-1989)
- Serge Marty (1989-1993)
- Erik Izraelewicz (1994)
- Sylvie Kauffmann (1997-2001)
- Eric Leser (2001-2006)
- Sylvain Cypel (2007-2013)
- Stéphane Lauer (2013-2017)
- Arnaud Leparmentier (2017...)

### **Correspondante du *Monde* à San Francisco :**

- Corine Lesnes (2014 ...)

## **Principaux officiels américains (politiques et diplomates) concernés par la France et *Le Monde* depuis 1944**

### **Présidents des Etats-Unis depuis 1944 :**

- Franklin D. Roosevelt (1933-1937 ; 1937-1941 ; 1941-1945)
- Harry Truman (1945-1949 ; 1949-1953)
- Dwight D. Eisenhower (1953-1957 ; 1957-1961)
- John F. Kennedy (1961-1963)
- Lyndon Johnson (1963-1965 ; 1965-1969)
- Richard Nixon (1969-1973 ; 1973-1974)
- Gerald Ford (1974-1977)
- James Carter (1977-1981)
- Ronald Reagan (1981-1985 ; 1985-1989)
- George Bush (1989-1993)
- Bill Clinton (1993-1997 ; 1997-2001)
- George W. Bush (2001-2005 ; 2005-2009)
- Barack Obama (2009-2013 ; 2013-2017)
- Donald Trump (2017 ...)

### **Secrétaires d'Etats américains depuis 1944 :**

- Cordell Hull (1933-1944)
- Edward Stettinius (1944-1945)
- James F. Byrnes (1945-1947)
- George C. Marshall (1947-1949)
- Dean Acheson (1949-1953)
- John Foster Dulles (1953-1959)
- Christian Herter (1959-1961)
- Dean Rusk (1961-1969)
- William P. Rogers (1969-1973)
- Henry Kissinger (1973-1977)
- Cyrus Vance (1977-1980)
- Edmond Muskie (1980-1981)
- Alexander M. Haig (1981-1982)
- George Shultz (1982-1989)
- James Baker (1989-1992)
- Lawrence Eagleburger (1992-1993)
- Warren Christopher (1993-1997)
- Madeleine Albright (1997-2001)
- Colin Powell (2001-2005)
- Condoleezza Rice (2005-2009)
- Hillary Clinton (2009-2013)
- John Kerry (2013-2017)
- Rex Tillerson (2017 ...)



### **Ambassadeurs américains à Paris depuis 1944 :**

- Jefferson Caffery (1944-1949)
- David K. E. Bruce (1949-1952)
- James C. Dunn (1952-1953)
- Douglas Dillon (1953-1957)
- Amory Houghton (1957-1961)
- James M. Gavin (1961-1962)
- Charles E. Bohlen (1962-1968)
- Robert S. Shriver, Jr. (1968-1970)
- Arthur K.W atson (1970-1972)
- John N. Irwin, II (1973-1974)
- Kenneth Rush (1974-1977)
- Arthur A. Hartman (1977-1981)
- Evan Griffith Galbraith (1981-1985)
- Joe M. Rodgers (1985-1989)
- Walter Curley (1989-1993)
- Pamela Harriman (1993-1997)
- Felix Rohatyn (1997-2000)
- Howard H. Leach (2000-2005)
- Craig Roberts Stapleton (2005-2009)
- Charles H. Rivkin (2009-2013)
- Jane Hartley (2014-2017)

### **Attachés/ministres conseillers à la communication et aux affaires culturelles (*Public Affairs Officer*) américains à Paris depuis 1944 :**

- Loren Carroll (Press attaché, 1944-1945)
- Perry Hagen Culley ( Information officer, 1946)
- Douglas H.Schneider (PAO, 1947)
- Robert T.Pell (PAO, 1948)
- David O.Harrington (Special assistant to PAO, 1950)
- Charles Morris Hulten (PAO, 1951)
- William R.Tyler (PAO, 1952)
- Theodore Jaeckel (PAO, 1953)
- Leslie Brady (PAO, 1954-1955)
- Morrill Cody (PAO, 1956-1961)
- John W. Mowinckel (PAO, 1962-1964)
- Leslie S. Brady (PAO, 1965-1969)
- Burnett F. Anderson (PAO, 1970-1975)
- John L.Hedges (PAO, 1980-1983)
- Terrence F. Catherman (PAO, 1983-1985)
- Charles E. Courtney (PAO, 1985-1989)
- Robert J.Korengold (PAO, 1989-1994)
- Christopher Snow (PAO, 1994-1998)
- C.Miller Crouch (PAO, 1999-2002)
- Renée Earle (PAO, 2002-2006)
- James L. Bullock (PAO, 2007-2008)
- Judith R. Barody (PAO, 2009-2011)
- Philip Breeden (PAO, 2011-2014)
- Philipp Frayne (PAO, 2014-2017)
- Angela Aggeler (PAO, 2017 ...)

**Porte-paroles de l'ambassade américaine à Paris depuis 2010 :**

- Line Platt (2010)
- Paul Patin (2010-2012)
- Mitchell Moss (2013-2015)
- Alexander Daniels (2016 ...)

## Chronologie

### **1944**

- 30/09 Ordonnance sur la presse entraînant la suppression (ou plutôt la non réparation) des journaux qui s'étaient sabordés après le 26 novembre 1942 et donc celle du Temps qui s'était sabordé le 29 novembre 1942
- 11 (Début) Hubert Beuve-Méry est chargé par le gouvernement de créer un nouveau journal de qualité avec les hommes et les moyens du Temps
- 20/11 Signature du bail des locaux du Monde par Hubert Beuve-Méry
- 30/11 Autorisation de paraître du journal Le Monde accordée à Hubert Beuve-Méry
- 11/12 Création de la Société à responsabilité limitée Le Monde, avec les personnels (à une exception près) et les matériels de l'ancien journal le Temps
- 18/12 Numéro un du journal Le Monde daté du lendemain comme tous les journaux du soir

### **1945**

- 04/02 (au 11/02) Conférence de Yalta entre Roosevelt, Churchill et Staline
- 12/04 Décès de F.D.Roosevelt. Harry Truman, vice-président, lui succède.
- 30/04 Suicide d'Adolf Hitler
- 08/05 Capitulation allemande
- 26/06 Signature de la charte des Nations unies à San Francisco
- 06/08 Et 09/08 : Bombes atomiques contre le Japon (Hiroshima et Nagasaki)
- 02/09 Capitulation japonaise
- 21/10 Entrée en vigueur de la charte des Nations unies

### **1946**

- 05/03 Churchill nomme les pays sous domination soviétique « pays du rideau de fer ».
- 01/10 Verdict du procès de Nuremberg
- 19/12 Prise de Hanoï par l'armée française : début de la guerre d'Indochine

### **1947**

- 08/01 Grève de la presse parisienne (jusqu'au 15/01)
- 16/01 Vincent Auriol élu président de la République  
Démission du gouvernement Blum
- 17/01 Paul Ramadier président du Conseil
- 28/01 Gouvernement Ramadier
- 11/02 Grève de la presse parisienne (jusqu'au 17 mars)
- 12/03 Truman, dans un discours devant le congrès, offre à l'Europe occidentale un soutien économique et militaire contre le communisme: doctrine du « containment » (endiguement).
- 18/03 Gaston Monnerville président du Conseil
- 21/04 Accord franco-anglo-américain sur la Ruhr
- 24/04 Echec de la conférence de Moscou, qui précipite la coupure en deux de l'Allemagne et l'instauration de la guerre froide
- 04/05 Révocation des ministres communistes
- 05/06 Harvard : le général Marshall (Secrétaire d'Etat américain) annonce son plan d'aide à l'Europe.
- 17/06 La France et la Grande Bretagne acceptent l'aide Marshall.
- 27/08 La ration de pain passe à 200 g par jour.
- 29/08 Suspension temporaire des importations payables en dollars

- 22/09 Conférence de Paris : seize pays adoptent le programme de relèvement européen (E.R.P.) de 1948 à 1952 ou Plan Marshall.
- 05/10 Naissance du Kominform (bureau d'information communiste)
- 15/11 Grève générale dans les mines
- 19/11 Démission du gouvernement Ramadier
- 24/11 Robert Schuman président du Conseil
- 29/11 Vote des textes de « défense républicaine »
- 04/12 Voyage de Dulles à Paris  
Rappel des réservistes
- 09/12 Reprise du travail
- 15/12 Echec de la conférence des Quatre sur l'Allemagne à Londres

### 1948

- 02/01 Accord franco-américain sur l'aide intérimaire
- 20/02 Coup de force communiste à Prague
- 03/04 Le Congrès américain adopte le plan Marshall.
- 11/06 Le Sénat américain adopte la résolution Vandenberg autorisant la participation des Etats-Unis à un pacte de défense mutuelle.
- 22/06 Début du blocus de Berlin
- 26/06 Pont aérien pour débloquer Berlin
- 28/06 Accords franco-américains sur l'aide Marshall
- 19/07 Démission du gouvernement Schuman
- 24/07 Gouvernement Marie
- 27/08 Démission du gouvernement Marie
- 31/08 Investiture de Schuman
- 11/09 Investiture de Queuille
- 01/10 Vague de grèves
- 09/10 Queuille dénonce le « caractère insurrectionnel » des grèves.
- 11/10 Rappel des réservistes
- 05/11 Election du président Truman
- 29/11 Fin des grèves
- 29/12 Premier projet de Pacte atlantique

### 1949

- 03/01 Dean Acheson succède au général Marshall.
- 04/04 Signature du Pacte atlantique à Washington par douze Etats : Etats-Unis, Grande Bretagne, France, Canada, Irlande, Belgique, Pays Bas, Luxembourg, Danemark, Italie et Portugal
- 08/04 Accord des Trois sur l'Allemagne à Washington : fin du gouvernement militaire
- 20/04 Congrès mondial de la Paix à Paris (jusqu'au 25/04)
- 08/05 Constitution de l'Allemagne Fédérale
- 12/05 Levée du blocus de Berlin
- 30/05 Constitution pour la R.D.A.
- 27/07 Ratification du Pacte atlantique
- 24/08 Entrée en vigueur du Pacte atlantique
- 29/08 Première explosion atomique soviétique
- 27/10 Gouvernement Bidault
- 11/11 Les Trois intègrent la R.F.A. dans le bloc occidental.
- 30/11 Suppression du haut commissariat au ravitaillement

### 1950

- 19/01 (au 31/01) La Chine et l'U.R.S.S. reconnaissent le gouvernement d'Hô Chi Minh.

- 07/02 Remaniement ministériel
- 03/03 Vague de grèves (jusqu'au 20/03)
- 18/03 Le Conseil Mondial de la Paix lance « l'appel de Stockholm » contre l'armement atomique.
- 13/04 Arrivée en France de matériel de guerre américain
- 07/05 Discours du général Clay sur l'armée européenne
- 09/05 Déclaration Schuman à Paris qui lance l'idée d'une Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
- 24/06 Démission du gouvernement Bidault
- 25/06 Début de la guerre de Corée
- 30/06 Première livraison de matériel de guerre américain en Indochine  
Investiture de Queuille
- 01/07 Intervention américaine en Corée
- 04/07 Démission de Queuille
- 13/07 Gouvernement Pleven
- 23/08 Envoi d'un bataillon français en Corée
- 12/09 J.P. David présente « Paix et liberté ».
- 14/09 Réunion des Douze à Washington (jusqu'au 18/09) : le Conseil Atlantique arrête le principe d'une contribution allemande à la défense commune.
- 29/09 MacArthur contre-attaque en Corée.
- 26/10 Projet Pleven sur l'armée européenne  
Création du S.H.A.P.E. (Quartier général des forces de l'OTAN en Europe)
- 29/11 Des troupes chinoises en Corée du Nord
- 19/12 Eisenhower commandant du S.H.A.P.E.
- 27/12 Les Etats-Unis reconnaissent l'Espagne de Franco.

### 1951

- 01/01 Offensive sino-coréenne vers la Corée du Sud
- 09/01 Manifestations contre Eisenhower à Paris
- 19/02 Le S.H.A.P.E. s'installe à Rocquencourt.
- 22/02 Contre-offensive américaine en Corée
- 28/02 Démission du gouvernement Pleven
- 09/03 Gouvernement Queuille
- 18/04 Traité de Paris : naissance de la CECA
- 08/07 Ouverture des négociations d'armistice en Corée
- 10/07 Démission du gouvernement Queuille
- 08/08 Gouvernement Pleven
- 13/09 Voyage du général de Lattre à Washington (jusqu'au 24/09)
- 14/09 Les trois occidentaux (Etats-Unis, France et Grande Bretagne) réunis à Washington décident la fin du régime d'occupation de l'Allemagne.
- 27/11 Accord sur le cessez-le-feu en Corée
- 28/12 Conférence des Six sur l'armée européenne (jusqu'au 29/12)

### 1952

- 05/01 (au 18/01) La visite effectuée par Winston Churchill aux Etats-Unis illustre les « relations spéciales » entre les deux pays.
- 07/01 Chute du gouvernement Pleven
- 17/01 Gouvernement Edgard Faure
- 29/02 Démission du gouvernement Edgard Faure
- 06/03 Investiture d'Antoine Pinay
- 28/04 Général Ridgway commandant du S.H.A.P.E.
- 12/05 Publication du rapport Fechteler dans *Le Monde*
- 27/05 Signature à Paris du traité de la CED (Communauté Européenne de Défense)

- 28/05 Manifestation communiste contre le général Ridgway
- 18/06 Les Etats-Unis s'engagent à aider davantage la France en Indochine.
- 01/11 Première explosion de la bombe H américaine
- 04/11 Dwight David Eisenhower élu président des Etats-Unis
- 23/12 Démission du gouvernement Pinay

### 1953

- 07/01 Investiture de René Mayer
- 10/02 Ouverture du marché commun du charbon et de l'acier (CECA)
- 05/03 Mort de Staline
- 16/04 Eisenhower lance à l'URSS un appel à la paix et à la détente.
- 19/06 Exécution des Rosenberg
- 26/06 Investiture de Laniel
- 27/07 Armistice en Corée
- 12/08 Première bombe H soviétique
- 04/12 Sommet occidental aux Bermudes : les trois Occidentaux décident de rencontrer les Soviétiques à Berlin.
- 08/12 Eisenhower propose un pool de l'énergie atomique (Atomes pour la paix).
- 23/12 René Coty élu président de la République

### 1954

- 12/01 J.F.Dulles expose sa théorie des représailles massives.
- 26/04 Ouverture de la conférence de Genève
- 29/04 Refus américain d'aide militaire en Indochine
- 07/05 Chute de Diên Biên Phu
- 12/06 Chute du gouvernement Laniel
- 18/06 Investiture de Mendès France
- 20/07 Accords de Genève de paix en Indochine
- 30/07 Dépôt d'une motion de censure au Sénat américain contre McCarthy
- 30/08 Rejet de la CED par l'Assemblée Nationale française
- 01/11 Début de l'insurrection en Algérie
- 13/11 Voyage de P. Mendès-France aux Etats-Unis

### 1955

- 06/02 Chute du ministère Mendès France
- 25/02 Investiture d'Edgar Faure
- 18/04 Conférence de Bandoeng
- 06/05 Entrée de la RFA dans l'OTAN
- 14/05 Signature du Pacte de Varsovie entre l'URSS et ses pays satellites
- 18/07 Conférence des Quatre à Genève (USA, URSS, GB, France)
- 27/09 L'ONU débat de l'affaire algérienne.
- 29/11 Chute du gouvernement Faure

### 1956

- 05/02 Investiture de Guy Mollet
- 25/02 Rapport de Khrouchtchev au XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS
- 17/04 Dissolution du Kominform
- 31/10 Intervention franco-britannique sur le canal de Suez
- 04/11 Intervention de l'Armée rouge en Hongrie
- 05/11 Ultimatums russe et américain
- 06/11 Réélection du président Eisenhower

## 1957

- 05/01 Formulation de la doctrine Eisenhower
- 25/03 Signature du Traité de Rome
- 21/05 Chute du gouvernement Mollet
- 12/06 Investiture de Bourgès-Maunoury
- 30/09 Chute du gouvernement Bourgès-Maunoury
- 04/10 Lancement du premier satellite Spoutnik par l'URSS qui constitue un véritable défi technologique et politique pour les Etats-Unis
- 05/11 Investiture de Félix Gaillard
- 07/12 La Yougoslavie renonce à l'aide militaire américaine.

## 1958

- 30/01 Prêt américain à la France
- 17/02 Bons offices anglo-américains en Tunisie après le bombardement de Sakhiet
- 15/04 Chute du gouvernement Gaillard
- 05/05 Le PC chinois lance le « Grand bond en avant ».
- 13/05 Investiture de Pierre Pfimlin
- 28/05 Démission de Pierre Pfimlin
- 01/06 Investiture de Charles de Gaulle
- 15/07 L'armée américaine débarque au Liban.
- 17/09 Mémoire de Gaulle aux Etats-Unis et à la Grande Bretagne pour une direction à trois de l'OTAN
- 28/09 Référendum et approbation de la Constitution de la V<sup>ème</sup> République
- 21/12 De Gaulle élu premier président de la V<sup>ème</sup> République

## 1959

- 08/07 La France ayant refusé l'installation de rampes de lancement, plusieurs bases de l'OTAN sont évacuées.

## 1960

- 13/02 La bombe A française explose à Regane.
- 18/02 Jeux Olympiques d'hiver à Squaw Valley (jusqu'au 28/02)
- 01/05 Un avion espion américain est abattu au-dessus de l'URSS. Khrouchtchev quitte le 16 mai le sommet de Paris car Eisenhower refuse de présenter ses excuses.
- 11/05 au 19/05 : Indépendance des Etats africains de l'Union française
- 08/11 John F. Kennedy est élu président des Etats-Unis.

## 1961

- 31/05 Rencontre Kennedy-de Gaulle à Paris. Ils décident de rester fermes sur Berlin.
- 12/08 Edification du mur de Berlin par la RDA

## 1962

- 18/03 La conférence d'Evian conclut les accords relatifs à l'indépendance de l'Algérie.
- 04/05 Mac Namara expose devant l'OTAN, réunie à Athènes, la doctrine de la riposte graduée et le projet de force multilatérale.
- 15/05 Conférence de presse du général de Gaulle sur la force française de frappe
- 17/05 John Kennedy exprime son hostilité aux forces nationales de dissuasion.
- 04/07 Discours de John Kennedy à Philadelphie sur une association entre partenaires égaux entre l'Europe et les Etats-Unis
- 05/07 Indépendance de l'Algérie
- 14/10 Début de la crise de Cuba

20/11 Levée du blocus américain sur Cuba

### **1963**

23/06 Le président Kennedy déclare à Berlin-Ouest : « Je suis un Berlinois ».

05/08 Signature du traité à Moscou sur l'interdiction partielle des essais nucléaires entre les USA, l'URSS et la Grande Bretagne. La France et la Chine refusent d'y adhérer.

22/11 Le président Kennedy est assassiné à Dallas. Le vice-président Lyndon B. Johnson lui succède.

### **1964**

27/01 Reconnaissance de la Chine communiste par le général de Gaulle

04/05 Début des négociations du Kennedy Round à Genève visant à l'abaissement des droits de douane entre les pays industrialisés

02/08 De violents incidents éclatent dans le Golfe du Tonkin entre les Etats-Unis et le Nord Vietnam.

07/08 Vote de la résolution sur le Golfe du Tonkin autorisant les Etats-Unis à employer la force armée

14/10 Martin Luther King prix Nobel de la Paix.

03/11 Election de Lyndon Johnson à la présidence des Etats-Unis.

### **1965**

07/02 Début des raids américains au Nord Vietnam

24/04 Intervention américaine à Saint Domingue

28/07 Le président Johnson annonce que le contingent américain au Vietnam sera porté à 125000 hommes.

19/12 Réélection de Charles de Gaulle président de la République

### **1966**

31/01 Reprise des bombardements américains au Nord Vietnam après cinq semaines d'offensive de paix

02/02 De Gaulle dénonce les bombardements américains et propose ses bons offices à Ho Chi Minh.

07/03 Dans un message personnel au président Johnson, le général de Gaulle annonce l'intention de la France de se retirer du commandement intégré de l'Organisation atlantique.

31/08 Discours de Pnom Penh du général de Gaulle. Il demande aux Etats-Unis de s'engager par la négociation à retirer leurs troupes du Vietnam et préconise la neutralité des peuples de l'Indochine.

13/12 Premiers bombardements américains sur Hanoï

### **1967**

27/01 Signature de l'accord sur l'utilisation pacifique de l'espace à Moscou, Washington et Londres

02/03 Lyndon Johnson annonce que l'URSS est disposée à ouvrir des négociations sur la limitation des armes stratégiques.

16/05 Achèvement du Kennedy Round : accord de baisse de 40% sur les principaux tarifs douaniers portant sur les produits industriels

### **1968**

30/03 Lyndon Johnson annonce l'arrêt des bombardements du Vietnam du Nord et son retrait de la course pour les présidentielles.

04/04 Assassinat de Martin Luther King



- 03/05 Intervention des forces de l'ordre à la Sorbonne qui marque le début des évènements de mai 68
- 20/08 Invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes du Pacte de Varsovie
- 01/11 Arrêt des bombardements au Vietnam du Nord
- 04/11 Election de Richard Nixon à la présidence des Etats-Unis

### **1969**

- 18/01 Conférence sur le Vietnam à Paris
- 29/02 Voyage en Europe de Richard Nixon
- 28/04 Démission du général de Gaulle de la présidence de la République
- 15/06 Election de Georges Pompidou président de la République
- 15/08 Début du festival de Woodstock aux Etats-Unis qui se termine le 18/08
- 17/11 Ouverture à Helsinki de la négociation soviéto-américaine sur la limitation des armes stratégiques

### **1970**

- 23/02 Voyage de Georges Pompidou aux Etats-Unis
- 09/11 Mort du général de Gaulle

### **1971**

- 15/07 Annonce du voyage de Richard Nixon en Chine après la visite secrète d'Henry Kissinger
- 15/08 Le président Nixon suspend la convertibilité du dollar, mettant fin au système de convertibilité monétaire dit de Bretton Woods.
- 03/09 Signature par les Quatre d'un accord-cadre sur le statut de Berlin-Ouest
- 28/10 Première visite à Washington du Maréchal Tito
- 14/12 Accord Pompidou-Nixon aux Açores sur un réaligement des monnaies
- 26/12 Offensive aérienne américaine au Vietnam du Nord

### **1972**

- 21/02 Visite de Nixon en Chine populaire
- 07/11 Réélection triomphale de Richard Nixon
- 30/12 Annonce par Nixon de la reprise de la Conférence de Paris, des négociations et de l'arrêt des bombardements sur le Nord-Vietnam

### **1973**

- 27/01 Signature de l'Accord de Paris sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam
- 31/01 Ouverture à Vienne des entretiens exploratoires sur la réduction des forces en Europe
- 23/04 Discours de H. Kissinger annonçant l'intention de Richard Nixon de proposer l'élaboration d'une nouvelle charte atlantique
- 31/05 Entretiens Nixon-Pompidou à Reykjavik
- 14/09 Ouverture du Nixon Round (négociations commerciales multilatérales) à Tokyo
- 12/12 Discours de H. Kissinger à Londres pour demander la création d'un groupement occidental de l'énergie

### **1974**

- 11/02 Conférence de l'énergie à Washington (Etats-Unis, Canada, Japon, CEE, Norvège)
- 02/04 Mort de Georges Pompidou
- 19/05 Election de Valéry Giscard d'Estaing président de la République

- 26/06 Signature à Bruxelles de la nouvelle Déclaration atlantique
- 08/08 Démission du président Richard Nixon. Gerald Ford devient 38<sup>ème</sup> président des Etats-Unis.
- 23/11 Rencontre Brejnev-Ford à Vladivostok et signature d'un accord de principe sur la limitation des armements stratégiques (Salt)
- 14/12 Rencontre G. Ford et V. Giscard d'Estaing à la Martinique. Accord sur l'énergie

#### **1975**

- 30/08 Sommet d'Helsinki clôturant la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe
- 15/11 Conférence économique et monétaire de Rambouillet (Etats-Unis, France, RFA, GB, Italie, Japon)

#### **1976**

- 07/01 Réunion de Kingston à la Jamaïque qui décide de l'abandon de la référence au prix officiel de l'or et la modification des statuts du FMI
- 28/05 Signature par les Etats-Unis et l'URSS du Traité interdisant les essais nucléaires pacifiques d'une puissance supérieure à 150 kt
- 27/06 Conférence des sept principaux pays industrialisés occidentaux à Porto Rico (Etats-Unis, France, RFA, GB, Italie, Japon)
- 02/11 Election de Jimmy Carter président des Etats-Unis

#### **1977**

- 22/02 Jimmy Carter envoie une lettre de soutien à l'académicien Sakharov.
- 07/05 Sommet des sept grands pays industrialisés à Londres

#### **1978**

- 16/07 Sommet de Bonn des sept grands pays industrialisés
- 15/12 Annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine

#### **1979**

- 26/03 Signature à Washington du Traité de paix égypto-israélien
- 18/06 Signature à Vienne par J. Carter et L. Brejnev des accords Salt II
- 04/11 Prise en otage du personnel de l'ambassade américaine à Téhéran
- 12/12 Le Conseil atlantique décide de l'implantation de missiles nucléaires américains en Europe face aux SS20 soviétiques.
- 25/12 Invasion de l'Afghanistan par l'URSS

#### **1980**

- 04/01 Jimmy Carter annonce des sanctions économiques contre l'URSS.
- 13/02 Jeux Olympiques d'hiver à Lake Placid (jusqu'au 24/02)
- 04/11 Election de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis

#### **1981**

- 20/01 Libération des 52 otages américains détenus en Iran
- 24/04 Le président Reagan annonce la levée de l'embargo américain sur les livraisons de céréales à l'URSS.
- 10/05 Election de François Mitterrand président de la République
- 19/07 Sommet des sept grands pays industrialisés à Ottawa

## **1982**

- 01/07 André Laurens devient directeur du *Monde*, succédant finalement à Jacques Fauvet, après de longues péripéties et alors que Claude Julien avait été nommé dans un premier temps.
- 04/06 Sommet des pays occidentaux à Versailles
- 18/06 Embargo américain sur les équipements destinés au gazoduc euro-sibérien
- 29/06 Ouverture des négociations Start sur la réduction des armements stratégiques
- 13/11 Levée de l'embargo américain sur les équipements destinés au gazoduc euro-sibérien

## **1983**

- 28/05 Sommet occidental de Williamsburg

## **1984**

- 28/07 Jeux olympiques de Los Angeles (jusqu'au 12/08)
- 28/09 R. Reagan reçoit A. Gromiko à la Maison Blanche.
- 06/11 R. Reagan est réélu président des Etats-Unis.

## **1985**

- 12/03 Ouverture de négociations américano-soviétiques sur la réduction des armements stratégiques et spatiaux
- 19/11 Rencontre Reagan-Gorbatchev à Genève

## **1986**

- 23/02 Ronald Reagan propose à Mikhaïl Gorbatchev l'élimination avant 1990 des missiles nucléaires intermédiaires en Europe.
- 20/03 Suite aux élections législatives, Jacques Chirac Premier ministre d'opposition
- 14/04 Bombardement américain en Libye
- 25/04 Accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl
- 04/05 Douzième sommet du G7
- 11/10 Rencontre entre R. Reagan et M. Gorbatchev à Reykjavik
- 03/11 Scandale de l'«Irangate »

## **1987**

- 08/06 Treizième sommet du G7
- 14/10 Crise boursière à l'annonce des chiffres du déficit du commerce extérieur américain
- 07/12 Visite de Mikhaïl Gorbatchev aux Etats-Unis et signature du traité INF abolissant les euromissiles

## **1988**

- 08/05 Réélection de François Mitterrand président de la République
- 29/05 Quatrième sommet Reagan-Gorbatchev à Moscou
- 08/11 Election de Georges Bush président des Etats-Unis

## **1989**

- 09/11 Chute du mur de Berlin
- 02/12 Sommet Bush-Gorbatchev de Malte

## **1990**

- 19/04 Georges Bush et François Mitterrand s'entretiennent à Key Largo en Floride de l'avenir de l'Europe et des relations transatlantiques.

- 06/05 Les ministres des finances du G7 décident d'augmenter de 50% les ressources du FMI.
- 01/06 Les présidents Bush et Gorbatchev signent à Washington un traité de désarmement chimique.
- 09/07 Réunion du G7 à Houston au Texas portant principalement sur la réforme des politiques agricoles et l'aide à l'URSS
- 02/08 Invasion du Koweït par l'Irak
- 07/08 Envoi de troupes américaines en Arabie Saoudite
- 29/09 Le sommet mondial sur l'enfance rassemble à New York 72 chefs d'Etat et de gouvernement.
- 20/11 Une déclaration transatlantique est signée à Paris, destinée à régir les relations entre les Etats-Unis et la Communauté européenne.
- 29/11 Le Conseil de sécurité de l'ONU autorise le recours à la force contre l'Irak après le 15 janvier, s'il n'a pas évacué le Koweït.

### **1991**

- 17/01 Les armées alliées, menées par les Etats-Unis, commencent les opérations militaires au Koweït face à l'armée irakienne.
- 21/01 Réunion du G7 à New York qui décide de la réduction des dettes polonaises et égyptiennes
- 24/02 Lancement de l'intervention militaire terrestre alliée au Koweït
- 28/02 Libération du Koweït et arrêt des hostilités
- 15/07 Réunion du G7 à Londres sur l'aide à l'URSS
- 30/07 Sommet Georges Bush-Mikhaïl Gorbatchev à Londres qui signent le 31 le traité Start de réduction des armements stratégiques
- 26/12 Dissolution de l'URSS et fin de fait de la Guerre froide

### **1992**

- 16/06 Sommet américano-russe de Washington entre Georges Bush et Boris Eltsine qui s'achève par la signature d'une charte de coopération et d'amitié après un accord sur la réduction des deux tiers des armements stratégiques respectifs
- 03/11 Election de Bill Clinton, 42<sup>ème</sup> président des Etats-Unis
- 09/12 Opération militaire sous l'égide de l'ONU « Restore hope » en Somalie

### **1993**

- 03/01 Georges Bush et Boris Eltsine signent au Kremlin le traité Start sur la réduction des armements stratégiques.
- 26/02 Premier attentat du World Trade Center à New York attribué à Oussama Ben Laden
- 29/03 Suite aux élections législatives, Edouard Balladur Premier ministre d'opposition

### **1994**

- 10/01 Le sommet de l'OTAN à Bruxelles approuve le projet de Bill Clinton de partenariat pour la paix proposé aux anciens pays de l'Est.
- 26/04 Fin de l'Apartheid
- 12/07 Visite de Bill Clinton à Berlin
- 08/09 Les troupes occidentales quittent définitivement Berlin.

### **1995**

- 28/01 Signature d'un accord entre les Etats-Unis et le Vietnam réglant leur contentieux
- 29/08 Intervention militaire occidentale en Bosnie-Herzégovine

21/11 Accord de paix de Dayton, sous les auspices des Etats-Unis entre les différents belligérants de l'ex Yougoslavie

### **1996**

07/05 Election de Jacques Chirac président de la République

27/06 Sommet du G7 à Lyon sur le thème de la mondialisation qui décide de l'allègement de la dette des pays les plus pauvres

04/08 Triomphe des Etats-Unis aux Jeux olympiques d'Atlanta, commencés le 19/07, avec 101 médailles dont 44 d'or

02/09 Bombardements américains en Irak

### **1997**

02/06 Suite aux élections législatives, Lionel Jospin Premier ministre d'opposition

20/06 Le sommet du G7, devenu G8 avec l'admission officielle de la Russie, à Denver, est marqué par des divergences entre les Américains et les Européens sur l'environnement et dans le domaine économique.

08/07 Le sommet de l'OTAN à Madrid décide d'accueillir le Pologne, la République Tchèque et la Hongrie dans l'OTAN.

### **1998**

12/07 Victoire de l'équipe de France lors du mondial 98

07/08 Attentats d'Al Qaïda contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya qui font 224 morts

20/08 Bombardements américains sur le Soudan et l'Afghanistan en réponse à des attentats antiaméricains attribués à Oussama Ben Laden

### **1999**

23/07 Adoption par les Etats-Unis du programme de défense anti-missile

### **2000**

04 Le taux de chômage aux Etats-Unis descend à 3,8%, son plus bas niveau depuis 30 ans.

12/10 Attentat d'Al Qaïda contre l'USS Cole à Aden, 17 marins américains tués

02/11 Election controversée de Georges Bush à la présidence des Etats-Unis face à John Kerry

### **2001**

13/03 Rejet par les Etats-Unis du protocole de Kyoto

11/09 Attentats d'Al Qaïda du World Trade Center et du Pentagone aux Etats-Unis attribués à Oussama Ben Laden

07/10 Intervention militaire américaine en Afghanistan, avec l'aide de la France notamment

### **2002**

08/02 Jeux olympiques de Salt Lake City jusqu'au 24/02

05/05 Réélection de Jacques Chirac président de la République

20/09 Adoption par les Etats-Unis d'une nouvelle stratégie de sécurité nationale

11/10 Le Congrès américain autorise le recours à la force armée contre l'Irak.

### **2003**

01/01 Opposition entre la France et les Etats-Unis sur le projet d'intervention militaire en Irak

- 01/02 Désintégration de la navette spatiale Columbia à son entrée dans l'atmosphère  
20/03 Intervention militaire américaine en Irak sans l'aval de l'ONU

#### **2004**

- 04/02 Lancement du réseau social Facebook  
02/11 Réélection de Georges Bush à la présidence des Etats-Unis

#### **2005**

- 29/08 L'ouragan Katrina détruit partiellement La Nouvelle Orléans.

#### **2006**

- 07/11 Elections de mi-mandat aux Etats-Unis : le parti démocrate reprend le contrôle des deux chambres du Congrès.  
30/12 Exécution de Saddam Hussein

#### **2007**

- 06/05 Election de Nicolas Sarkozy président de la République  
29/06 Sortie de l'i-Phone d'Apple  
10/08 Krach immobilier aux Etats-Unis marquant la crise dite des « subprimes » de prêts immobiliers risqués

#### **2008**

- 15/09 Faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers à New York qui marque le début d'une grave crise financière mondiale  
04/11 Barak Obama, premier noir élu à la présidence des Etats-Unis  
14/11 Sommet du G20 de Washington sur la crise financière

#### **2009**

- 02/04 Sommet du G20 de Londres sur la crise économique et financière  
24/09 Troisième sommet du G20 à Pittsburg aux Etats-Unis, sur les banques et leurs pratiques

#### **2010**

- 20/04 Une fuite grave, qui dure plusieurs mois sur une plateforme pétrolière de la société BP dans le golfe du Mexique au large des Etats-Unis, entraîne une immense marée noire.  
26/06 Sommet du G20 de Toronto sur les marchés financiers  
02/11 Rachat du journal *Le Monde* par Pierre Bergé, Xavier Niel et Matthieu Pigasse  
11/11 Sommet du G20 de Séoul sur le système financier international  
28/11 Début de la publication des câbles diplomatiques américains par WikiLeaks

#### **2011**

- 11/03 Séisme de magnitude 9,00 sur l'échelle de Richter suivi d'un tsunami au Japon et accident nucléaire de Fukushima  
19/03 Début d'intervention militaire multinationale en Libye sous l'égide de l'ONU  
02/05 Mort d'Oussama Ben, tué par l'armée américaine au Pakistan  
14/05 Arrestation de Dominique Strauss Kahn aux Etats-Unis  
20/10 Mort de Mouammar Kadhafi et fin de l'intervention militaire internationale en Libye  
03/11 Sommet du G20 à Nice autour de la crise financière

## 2012

- 06/05 Election de François Hollande président de la République
- 20/07 Fusillade dans un cinéma de la ville d'Aurora aux Etats-Unis
- 30/10 L'ouragan Sandy fait de gros dégâts sur la côte Est des Etats-Unis notamment à New York.
- 06/11 Réélection de Barack Obama président des Etats-Unis
- 14/12 Tuerie dans l'école primaire de Sandy Hook aux Etats-Unis (20 enfants et 6 adultes)

## 2013

- 11/01 Intervention militaire française (opération Serval) au Mali
- 15/04 Attentats terroristes du marathon de Boston
- 20/05 Une tornade fait 20 morts à Moore aux Etats-Unis.
- 06/06 Début des révélations d'Edward Snowden sur les activités de la NSA

## 2014

- 09/08 Michael Brown est tué par la police dans la rue à Ferguson, entraînant d'importantes manifestations et émeutes dans les semaines et mois suivants.
- 04/11 Les Républicains gagnent les élections de mi-mandat, gardant la majorité au Sénat et s'emparant de la majorité à la Chambre des représentants.
- 09/12 Publication du rapport de la commission du Sénat sur la torture
- 17/12 Les Etats-Unis et Cuba annoncent la reprise de leurs relations diplomatiques interrompues depuis 1961.

## 2015

- 07/01 Attentats de « Charlie Hebdo » à Paris
- 11/01 Grandes marches républicaines dans toute la France et à l'étranger
- 17/06 Tuerie de l'église de Charleston aux Etats-Unis
- 13/11 Une série d'attentats en Île-de-France fait 130 morts et plus de 350 blessés.
- 12/12 Signature de l'accord de Paris sur le climat

## 2016

- 21/03 Visite d'Obama à Cuba, la première d'un président américain dans l'île depuis 1928
- 20/04 Annonce que l'ancienne esclave et abolitionniste Harriet Tubman remplacera Andrew Jackson sur le billet de vingt dollars
- 23/06 Révélation de l'espionnage de l'Élysée par la NSA
- 07/07 Fusillade à Dallas, cinq policiers sont tués.
- 21/09 Etat d'urgence décrété à Charlotte en Caroline du Nord après les manifestations faisant suite aux décès de trois hommes noirs dans une seule semaine, victimes de tirs de la police
- 08/11 Donald Trump élu président des États-Unis

## 2017

- 07/05 Emmanuel Macron élu président de la République
- 01/06 Donald Trump annonce le retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris sur le climat.
- 14/07 Visite de Donald Trump à Paris
- 25/08 L'ouragan Harvey frappe le Texas, en particulier la région de Houston.
- 08/09 Décès de Pierre Berger, l'un des trois actionnaires de référence du *Monde*

## Liste des entretiens réalisés

### **Directeurs du *Monde* :**

- Jean-Marie Colombani, le 31/03/2015, à Paris
- Jérôme Fénoglio, le 16/10/2015, au *Monde*
- Eric Fottorino, le 10/06/2015 par téléphone (échange rapide)
- André Laurens, le 25/03/2015, à Paris
- Jacques Lesourne, le 25/03/2015, à Paris
- Natalie Nougayrède, le 17/05/2015 par téléphone
- Gilles Van Kote, le 11/03/2015 au *Monde*

### **Membres de la direction du *Monde* :**

- Louis Dreyfus, le 12/05/2016 au *Monde*
- Alain Minc, le 26/01/2016 à Paris

### **Journalistes du *Monde* (notamment chefs du service étranger/international et correspondants aux Etats-Unis) concernés par les Etats-Unis :**

- Jacques Amalric, le 26/01/2015 par téléphone
- Christophe Ayad, le 12/05/2015 au *Monde*
- Patrice de Beer, le 17/04/2015 à Paris
- Philippe Bernard, le 19/12/2013 au *Monde*
- Alain Beuve-Méry, le 21/09/2016 au *Monde*
- Christophe Chatelot, les 15/06, 27/09, 19 & 20/12/2013 au *Monde*
- Sylvain Cypel, le 07/04/2015 à Paris
- Alain Debove, le 11/03/2015 à Paris
- Alain Frachon, le 11/03/2015 au *Monde*
- Jacques Follorou, le 02/07/2015 au *Monde*
- Laurent Greilsamer, le 22/03/2013 à Paris
- Bernard Guetta, le 11/03/2015 à Paris
- Nathalie Guibert, le 12/05/2015 au *Monde*
- Sylvie Kauffmann, les 19/06/2012 & 02/02/2015 et au *Monde*
- Jan Krauze, le 26/02/2015 à Boulogne-Billancourt
- Martine Jacot, le 12/05/2016 au *Monde*
- Patrick Jarreau, le 08/01/2015 à Paris
- Jean-Pierre Langellier, le 26/02/2015 à Paris
- Eric Le Boucher, le 31/03/2015 à Paris
- Damien Leloup, le 20/04/2016 au *Monde*
- Eric Leser, le 31/03/2015 à Paris
- Corine Lesnes, le 12/09/2016 par courriel
- Gilles Paris, le 03/06/2015 à Washington
- Plantu, le 27/05/2015 au *Monde*
- Edwy Plenel, le 27/05/2015 à Paris
- Cécile Prudhomme, le 11/05/2016 par courriel
- Philippe Ridet, le 17/05/2016 par téléphone
- Robert Solé, le 25/03/2015 à
- Daniel Vernet, le 20/03/2015 à Paris



### **Diplomates américains ou collaborateurs français attachés :**

- Michèle Carteron, ancienne attachée auprès du porte-parole de l'ambassade des Etats-Unis, le 12/05/2015 à Paris
- Michael Guinan, premier secrétaire et responsable adjoint du bureau de presse et Sophie Roy-Sultan (attachée), le 28/01/2014 à l'ambassade des Etats-Unis à Paris
- Athena Katsoulos, porte-parole pour l'Europe, le 03/06/2015 au Département d'Etat à Washington
- Mitchell Moss, porte-parole adjoint et Sophie Roy-Sultan, le 27/05/2015 à l'ambassade des Etats-Unis à Paris

### **Autres journalistes concernés par les questions relatives aux Etats-Unis et au Monde :**

- Bernard Cassen, ancien directeur général du *Monde Diplomatique*, le 27/05/2015 au *Monde diplomatique*
- Will FitzGibbon, journaliste à l'International Consortium of Investigative Journalists, le 03/06/2015 à l'ICIJ à Washington
- Philippe Gélie, chef du service international du *Figaro*, le 14/04/2015 au *Figaro*
- Laurent Joffrin, directeur de *Libération*, le 21/04/2015 à *Libération*
- David Kaplan, directeur du Global Investigative Journalism Network et ancien directeur de l'International Consortium of Investigative Journalists, le 31/08/2015 par courriel
- Ignacio Ramonet, ancien directeur de la rédaction et président du *Monde diplomatique*, le 30/05/2015 par téléphone
- Alan Riding, ancien chef du bureau parisien du *New York Times*, le 07/04/2015 à Paris

### **Membres de think tanks concernés par les questions relatives aux Etats-Unis et au Monde :**

- Philippe Le Corre, spécialiste des questions internationales, le 03/06/2015 à la Brookings Institution à Washington
- Justin Vaïsse, directeur du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie (Ministère des affaires étrangères) et ancien de la Brookings Institution, le 30/06/2017 par téléphone

## Sources imprimées et numériques

### **Le Monde**

- Le journal *Le Monde* est consultable dans de très nombreuses bibliothèques (notamment à la Bibliothèque de Documentation Internationale et Contemporaine à Nanterre) sous son format papier d'origine, sous des formats intermédiaires (miniformat, microfilms puis CD-ROMs) et suivant les années. Ces derniers tendent à disparaître à mesure que s'impose le format numérique et internet. Il en est de même pour les index analytiques imprimés et l'index papier d'origine du *Monde* (en dépôt à la BDIC).
- Aujourd'hui, la collection complète numérisée du journal est disponible en ligne. Elle est formée en réalité de deux bases de données. La première est constituée de l'ensemble des articles publiés après 1987, date du passage du journal au numérique et donc dont le format d'origine est numérique. La seconde est constituée de l'ensemble des articles publiés avant 1987, grâce à la numérisation des anciennes collections du journal achevée à la fin des années 2000. Cette base de données est de bonne qualité mais comporte des erreurs dues à la reconnaissance de texte qui n'est jamais absolue. La collection complète du journal est consultable en ligne à partir d'un moteur de recherche simple disponible sur le site du journal, à partir du bouton « Rechercher ». Ce système est à ce jour encore très élémentaire.
- Les deux bases de données sont consultables au service de documentation du *Monde*, à l'aide de moteurs de recherche dédiés et aussi plus élaborés que celui en ligne, mais seulement par les collaborateurs du journal ou sur autorisation expresse. Il est probable que le moteur de recherche en ligne sera prochainement amélioré et que la différence entre les modes de consultations s'estompera.
- Le centre de documentation du *Monde* dispose aussi de la collection papier du journal. Au-delà, il est surtout centré sur l'actualité et n'est pas un centre d'archives<sup>1439</sup>.

### **Fonds d'archives d'Hubert Beuve-Méry**

Le fonds d'archives d'Hubert Beuve-Méry, en tant que directeur du *Monde*, est conservé au Centre d'Histoire de Sciences Po (IEP Paris)<sup>1440</sup>. Une douzaine de boîtes est intéressante concernant les Etats-Unis et *Le Monde*. La double boîte 1 et 2 concerne l'ancien journal *Le Temps* depuis 1944, notamment sa situation juridique et la négociation sur ses anciens locaux, et les débuts de la SARL Le Monde, en 1944. La boîte 7 concerne la crise interne au journal en 1951. Les boîtes 60 à 65 concernent la correspondance d'Hubert Beuve-Méry avec les ambassades. La boîte 97 concerne le *Temps* de Paris. La boîte 133 concerne le neutralisme, notamment le courrier des lecteurs et les réponses de Sirius, et l'affaire Gilson. La boîte 134 concerne l'affaire Fechteler, notamment l'enquête sur Bloch-Morange, les textes

---

<sup>1439</sup> Voir Patrick Eveno, *Le Monde 1944-1995, Histoire d'une entreprise de presse, op.cit.*, p. 461.

<sup>1440</sup> *Ibid.*, p. 463.

manuscrits d'Hubert Beuve-Méry, le communiqué de René Courtin et le courrier des lecteurs et les réponses de Sirius.

### Fonds d'archives de Jacques Fauvet

Le fonds d'archives de Jacques Fauvet, constitué de ses archives personnelles, notamment en tant que directeur du *Monde*, est conservé à l'Institut Mémoires de l'Édition Contemporaine (IMEC) à Saint-Germain-la-Blanche-Herbe, dans le Calvados près de Caen. Il comporte 420 boîtes d'archives. 11 boîtes sont particulièrement intéressantes concernant les États-Unis et *Le Monde*. La boîte 115 concerne notamment le voyage de Jacques Fauvet à New-York en novembre 1977 et une invitation pour un autre voyage en Amérique qu'il décline. La boîte 128 concerne les invitations de Jacques Fauvet dans les ambassades étrangères à Paris et en particulier de l'ambassade des États-Unis. Les boîtes 138 à 142 concernent le courrier général des lecteurs et les réponses de Jacques Fauvet, notamment ceux ayant trait aux États-Unis. Les boîtes 136, 137 et 143 théoriquement aussi, mais il n'y a rien sur les États-Unis. La boîte 182 concerne les courriers des lecteurs et les réponses de Jacques Fauvet sur le thème de l'économie française et étrangère. La boîte 213 concerne les courriers des lecteurs et les réponses de Jacques Fauvet sur le thème des armes nucléaires et de la force de frappe. La boîte 241 rassemble les échanges de courrier sur le thème des États-Unis en général, avec les lecteurs notamment. Enfin la boîte 241 concerne des échanges de courrier ayant trait aux relations franco-américaines, à John Kennedy, avec Madame Byrne et à l'ONU.

### Archives diplomatiques américaines

- La loi américaine du 4 juillet 1966, le *Freedom of Information Act*, garantit en principe l'accès à l'ensemble des documents administratifs américains. Mais elle comporte des exemptions notamment en ce qui concerne la défense et la politique étrangère. En somme, les documents qui nous intéressent sont disponibles au gré des gouvernements américains successifs et de leurs agences, notamment de la CIA.
- L'ambassade des États-Unis à Paris ne conserve pas d'archives.
- Les principaux documents diplomatiques américains déclassifiés sont publiés chaque année dans des recueils intitulés *Foreign Relations of the United States* (FRUS), pour les administrations Truman à Reagan, correspondant aux années 1945 à 1988. Ils sont disponibles en ligne, URL : <https://history.state.gov/historicaldocuments> (Consulté le 19/09/2017).
- Les documents déclassifiés de la CIA sont disponibles via le *CIA Records Search Tool* (CREST), disponible aussi en ligne pour l'essentiel, URL : <https://www.cia.gov/library/readingroom/document-type/crest> (Consulté le 19/09/2017). Le CREST est installé aux Archives nationales américaines (NARA) à College Park, où il est entièrement accessible depuis des ordinateurs dédiés. Mais une très large partie des archives de la CIA est toujours classifiée et donc inaccessible depuis le CREST, notamment concernant la France.
- Les archives diplomatiques américaines sont regroupées à la *National Archives and Records Administration* (NARA – archives nationales américaines), pour l'essentiel à College Park, Maryland, dans la banlieue de Washington. Elles y sont consultables in extenso pour l'ensemble des années

concernant cette thèse, sauf les documents classifiés. Elles sont classées par groupe d'archives (*record group*), suivant l'organisation de l'administration et du gouvernement des Etats-Unis. Le groupe d'archives 59 correspond au Département d'Etat. Ces archives sont consultables par nom à partir de l'index sur fiches (*name card index*). La boîte 44 issue du groupe d'archives 59, zone de stockage (*stack area*) 250, rang (*row*) 2, compartiment (*compartment*) 4, rayon (*shelf*) 2, concerne notamment des documents mentionnant le nom d'Hubert Beuve-Méry. Les archives sont aussi consultables par numéro de classement à partir du fichier central numérique. Le numéro de classement 59.9.51.62 correspond au Département d'Etat (59), Affaires intérieures et communications (9), France (51), journaux et correspondants 62. La boîte 5951 issue du groupe d'archives 59, zone de stockage 250, rang 41, compartiment 20, rayon 4 concerne notamment les documents ayant trait au *Monde* pour les années 1950-1954, en particulier les documents relatifs à la tentative d'éviction d'Hubert Beuve-Méry à l'été 1951 et la publication du rapport Fechteler en mai 1952. La boîte 5278 issue du groupe d'archives 59, zone de stockage 250, rang 44, compartiment 3, rayon 2 concerne notamment les documents ayant trait au *Monde* pour les années 1955-1959, en particulier les documents relatifs à la création du *Temps de Paris* au second trimestre 1956.

## Bibliographie

### **BEUVE-MÉRY, LE MONDE ET LA PRESSE**

Hubert Beuve-Méry dont Uriage :

- Beuve-Méry (Hubert)\*, *Onze ans de règne*. Paris, Flammarion, 1974, 413 p.
- Beuve-Méry (Hubert)\*, *Paroles écrites : mémoires : édition établie par P.H. Beuve-Méry ; d'après les entretiens réalisés par J.C.Barreau et P.A.Batang*. Paris, Grasset, 1991, 413 p.
- Beuve-Méry (Hubert)\*, *Réflexions politiques*. Paris, Le Monde et Seuil, 1951, 254 p.
- Beuve-Méry (Hubert)\*, *Vers la plus grande Allemagne*. Paris, Centre d'études de politique étrangère, 1939, 115 p.
- Bloch (Marc), *L'étrange défaite*. Paris, Gallimard, 1990, 328 p.
- Compagnon (Antoine), *Antimodernes : de Joseph de Maistre à Roland Barthes*. Paris : Gallimard, 2005, 464 p.
- Comte (Bernard), *Une utopie combattante, L'Ecole des cadres d'Uriage, 1940-1942*. Paris, 1991, Fayard, 639 p.
- Gadoffre (Gilbert), sous la direction de, *Vers le style du XX<sup>ème</sup> siècle par l'équipe d'Uriage*. Paris, 1945, Le Seuil, 267 p.
- Greilsamer (Laurent), Hubert Beuve-Méry. Paris, Fayard, 1990, 696 p.
- Loubet del Bayle(Jean-Louis), *Les Non-conformistes des années 30, une tentative de renouvellement de la pensée politique française*. Paris, Éditions du Seuil, 1969, 496 p.
- Maritain (Jacques), *A travers le désastre*. Paris, Editions de minuit, 1942, 92 p.
- Rémond (Bruno), *Les éditoriaux de Sirius dans Le Monde : morale et politique*. Paris, Institut d'Etudes Politiques, 1970, 396 p. (dactylographié).
- Rémond (Bruno), *Sirius face à l'histoire : morale et politique chez Hubert Beuve-Méry*. Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1990, 267 p.
- Sirius\*, *Le suicide de la IV<sup>o</sup> République*, 1958, Paris, Le Cerf, 117 p.
- Sullivan (Jean), *Une lumière noire*. Paris, 1994, Arléa, 157 p.

Le Monde et la presse :

- Albert (Pierre), *Histoire de la presse*. Paris, P.U.F., 1993, 128 p.
- Albert (Pierre), *La presse*. Paris, P.U.F., 1991, 128 p.
- Albert (Pierre), *La presse française*. Paris, La documentation française, 1990, 174 p.
- Bellanger (Claude), Godechot (Jacques), Guiral (Pierre), Terron (Fernand), *Histoire générale de la presse française, T.4, 1940 à 1958*. Paris, P.U.F., 1975, 486 p.
- Benyahia-Kouider (Odile), *Un si petit Monde*, Paris, Fayard, 2011, 285 p.
- Boegner (Philippe), *Presse, argent, liberté*, Fayard, 1969, 190 p.
- Charon (Jean-Marie), *La presse en France : de 1945 à nos jours*. Seuil, 1991,416 p.
- Charon (Jean-Marie), *La presse quotidienne*. La Découverte, 2013, 126 p.
- Chatelain (Abel), *Le Monde et ses lecteurs sous la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, A.Colin, 1962, 280 p.

- Colombani (Jean-Marie)\* et Vincent (Catherine), *Un Monde à part*. Paris, Plon, 2013, 250 p.
- Colombani (Jean-Marie)\*, *Au fil du Monde*. Paris, Plon, 2007, 396 p.
- Derieux (Emmanuel), Texier (Jean), *La presse quotidienne française*. Paris, A.Colin, 1974, 312 p.
- Eveno (Patrick), *Histoire de la presse française : de Théophraste Renaudot à la révolution numérique*. Flammarion, 2012, 271 p.
- Eveno (Patrick), *La presse*. P.U.F., 2010, 127 p.
- Eveno (Patrick), *La presse quotidienne nationale : fin de partie ou renouveau ?* Vuibert, 2008, 219 p.
- Eveno (Patrick), *Le Monde, histoire d'une entreprise de presse : 1944-1995*. Paris, Le Monde, 1996, 540 p.
- Eveno (Patrick), *Le journal Le Monde, une histoire d'indépendance*. Paris, O.Jacob, 2001, 295 p.
- Eveno (Patrick), *Le Monde, histoire du journal: 1944-2004*. Paris, Le Monde, 2004, 715 p.
- Eveno (Patrick), *Les grands articles qui ont fait l'histoire*. Paris, Flammarion, 2011, 341 p.
- Eveno (Patrick), *Les médias sont-ils sous influence ?* Paris, Larousse, 2008, 126 p.
- Finkeldei (Annie), *Histoire et idéologie du journal Le Monde*. Thèse de doctorat, Université Paderborn, 1991, Aachen, 1993, 272 p.
- Fogel (Jean-François), Patino (Bruno), *Une presse sans Gutenberg*. Grasset, 2005, 245 p.
- Fottorino (Eric)\*, *Mon tour du Monde*. Paris, Gallimard, 2014, 528 p.
- Guerrin (Michel), *Henri Cartier-Bresson et Le Monde*. Paris, Gallimard, 2008, 375 p.
- Hostert (Guy), *Le journal Le Monde et le Marxisme*. Paris, La Pensée Universelle, 1973, 124 p.
- Jeanneney (Jean Noël), Julliard (Jacques), *Le Monde de Beuve-Méry ou le métier d'Alceste*. Paris, Seuil, 1979, 383 p.
- Jeanneney (Jean-Noël), *Une histoire des médias, des origines à nos jours*. Points, 2011, 446 p.
- Kaciaf (Nicolas), *Les pages « politique »*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, 361 p.
- Kayser (Jacques), *Le quotidien français*. Paris, A.Colin, 1963, 169 p.
- Legris (Michel), *Le Monde tel qu'il est*. Paris, Plon, 1976, 214 p.
- Lemieux (Cyril), *Mauvaise presse : une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques*. Métailié, 2000, 420 p.
- Lesourne (Jacques)\*, *Un homme de notre siècle : de Polytechnique à la prospective et au journal Le Monde*. Paris, O. Jacob, 2000, 676 p.
- Martin (Marc), *Médias et journalistes de la République*. Odile Jacob, 1997, 494 p.
- Nouchi (Franck), Dir., *Le Monde, 70 ans d'histoire*. Paris, Flammarion, 2014, 400 p.
- Padioleau (Jean), *Le Monde et le Washington Post*. Paris, P.U.F., 1985, 327 p.
- Péan (Pierre), Cohen (Philippe), *La face cachée du monde*. Paris, Mille et une nuits, 2003, 631 p.
- Pérouse (Claude), *Le journal Le Monde et la vue de l'univers qu'il offre à ses lecteurs*. Thèse, Paris, Institut d'études politiques, 1953, 133 p. (dactylographié).
- Planchais (Jean), *Un homme du Monde*. Paris, Calmann-Lévy, 1989, 245 p.
- Plenel (Edwy), *Procès*. Paris, Stock, 2006, 144 p.
- Poulet (Bernard), *La fin des journaux et l'avenir de l'information*. Gallimard, 2011, 286 p.

- Poulet (Bernard), *Le pouvoir du Monde ou la fin des illusions perdues*. Paris, La Découverte, 2005, 267 p.
- Rollat (Alain), *Ma part du Monde*. Paris, Editions de Paris-Max Chaleil, 2003, 144 p.
- Sablier (Edouard), *La création du Monde*. Paris, Plon, 1984, 283 p.
- Sainderichin (Pierre), *De Gaulle et Le Monde*, Paris, Le Monde, 1990, 174 p.
- Schwoebel (Jean), *La Presse, le Pouvoir et l'Argent*. Paris, Seuil, 1968, 288 p.
- Simon (François), *Journaliste. Dans les pas d'Hubert Beuve-Méry*. Paris, Arléa, 2005, 159 p.
- Simmonot (Philippe), *Le Monde et le Pouvoir*. Paris, Les Presses d'aujourd'hui, 1977, 224 p.
- Schwartzberg (Emmanuel), *Spéciale dernière : qui veut la mort de la presse française ?* Calmann-Lévy, 2007, 281 p.
- Thibau (Jacques), *Histoire d'un journal, un journal dans l'histoire*. Paris, Simoën, 1978, 474 p.
- Thibau (Jacques), *Le Monde, 1944-1996*. Paris, Plon, 1996, 539 p.

\* : Ancien directeur du Monde

\*\* : Ancien chef du service étranger/international du Monde

\*\*\* : Ancien correspondant aux Etats-Unis du Monde

### **La France (IV<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> République)**

- Barsalou (Joseph), *La Mal aimée, histoire de la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Plon, 1964, 335 p.
- Becker (Jean-Jacques), *Histoire politique de la France depuis 1945*. Paris, A.Colin, 1988, 192 p.
- Berg (Eugène), *Chronologie Internationale (1945-1997)*. Paris, P.U.F., 1997, 128 p.
- Bernot (Jacques), *Gaston Palewski : premier baron du Gaullisme*. Paris, F.X. de Guibert, 2010, 350 p.
- Bonin (Hubert), *Histoire économique de la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Economica, 1987, 447 p.
- Carmoy (Guy de), *Les politiques étrangères de la France (1944-1966)*. Paris, La Table ronde, 1967, 520 p.
- Courtier (Paul), *La IV<sup>ème</sup> République*. Paris, P.U.F., 1994, 126 p.
- Dalloz (Jacques), *Georges Bidault, biographie politique*. Paris, L'Harmattan, 1992, 468 p.
- Desanti (Dominique), *L'année où le monde a tremblé, 1947*. Paris, Albin Michel, 1976, 398 p.
- Dupeux (Georges), *La France de 1945 à 1965*. Paris, A.Colin, 1969, 384 p.
- Duroselle (Jean-Baptiste), *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris, Dalloz, 1993, 1038 p.
- Elgey (Georgette), *La République des contradictions (1951-1954)*. Paris, Fayard, 1968, 555 p.
- Elgey (Georgette), *La République des illusions (1945-1951)*. Paris, Fayard, 1965, 654 p.
- Fauvet (Jacques), *La IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Fayard, 1959, 381 p.
- Fonvieille-Alquier (François), *La grande peur de l'après-guerre (1946-1953)*. Paris, Laffont, 1973, 418 p.
- Fonvieille-Alquier (François), *Plaidoyer pour la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Laffont, 1976, 372 p.

- Goguel (François), *Le régime politique français*. Paris, Seuil, 1955, 141 p.
- Grosser (Alfred), *La IV<sup>ème</sup> République et sa politique extérieure*. Paris, A.Colin, 1967, 440 p.
- Guillaume (Sylvie), *La France contemporaine, chronologie commentée (1946-1990), tome 1, La IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Perrin, 1990, 326 p.
- Jeanneney (Jean-Marcel), *Forces et faiblesses de l'économie française (1945-1959)*. Paris, A.Colin, 1959, 364 p.
- Julliard (Jacques), *La IV<sup>ème</sup> République (1947-1958)*. Paris, Calman-Lévy, 1968, 379 p.
- Lacouture (Jean), *Pierre Mendès France*. Paris, Seuil, 1981, 547 p.
- La Gorce (Paul-Marie de), *Apogée et mort de la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, Grasset, 1979, 616 p.
- La Gorce (Paul-Marie de), *L'Après-guerre (1944-1952)*. Paris, Grasset, 1978, 525 p.
- Mendès France (Pierre), *Œuvres complètes, 3, Gouverner, c'est choisir*. Paris, Galimard, 1986, 381 p.
- Miquel (Pierre), *La IV<sup>ème</sup> République, hommes et pouvoirs*. Paris, Bordas, 1972, 159 p.
- Monnet (Jean), *Mémoires*. Paris, Fayard, 1976, 642 p.
- Pondaven (Philippe), *Le Parlement et la politique extérieure sous la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, P.U.F., 1973, 135 p.
- Rioux (Jean-Pierre), *La France de la IV<sup>ème</sup> République, tome 1 : L'ardeur et la nécessité, 1944-1952*. Paris, Seuil, 1980, 336 p.
- Rioux (Jean-Pierre), *La France de la IV<sup>ème</sup> République, tome 2 : L'expansion et l'impuissance 1952-1958*. Paris, Seuil, 1983, 386 p.
- Roussel (Eric), *Jean Monnet*. Paris, Fayard, 1996, 1004 p.
- Teitgen (Pierre-Henri), *Faites entrer le témoin suivant : 1940-1958 : de la Résistance à la V<sup>ème</sup> République*. Luçon, Ouest-France, 1988, 583 p.
- Werth (Alexander), *La France depuis la guerre (1944-1957)*. Paris, Gallimard, 1957, 624 p.
- Williams (Philip), *La vie politique sous la IV<sup>ème</sup> République*. Paris, A.Colin, 1971, 869 p.
- Yergin (Daniel), *La paix saccagée, les origines de la guerre froide et la division de l'Europe*. Paris, Balland/France Adel, 1980, 327 p.

### **Relations entre les Etats-Unis et la France & antiaméricanisme**

- Acheson (Dean), *Present at the creation : my years in the State Department*. London, H.Hamilton, 1970, 798 p.
- Andreani (Jacques), *L'Amérique et nous*. Paris, Odile Jacob, 2000, 305 p.
- Aron (Raymond), Heckscher (August), *Diversity of worlds : France and the United States look at their common problems*. New York, Reynal, 1957, 178 p.
- Bacharan (Nicole), *Faut-il avoir peur de l'Amérique ?* Paris, Seuil, 2005, 218 p.
- Ben Barka (Mokhtar), Dir., *Etats-Unis / Europe. Des modèles en miroir*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2006, 282 p.
- Bossuat (Gérard), *L'aide américaine à la France après la seconde guerre mondiale*. Vingtième siècle, n°9 (janvier-mars), 1986, p17-35.
- Bossuat (Gérard), *L'aide américaine, la France et la construction européenne, 1944-1954*. Paris, Imprimerie Nationale, 1992, 1042 p.
- Bossuat (Gérard), *L'Europe occidentale à l'heure américaine, 1945-1952*. Bruxelles, Complexe, 1992, 351 p.



- Bossuat (Gérard), *Les aides américaines économiques et militaires à la France, 1938-1960*. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2001, 406 p.
- Brinton (Crane), *The Americans and the French*. Cambridge, Harvard University Press, 1968, 305 p.
- Cogan (Charles G.), *Alliés éternels, amis ombrageux : les Etats-Unis et la France depuis 1940*. Paris, Editions LCDJ, 1999, 415 p.
- Coleman (Peter), *The liberal conspiracy : the congress for cultural freedom and the struggle for the mind of postwar Europe*. New York, Free Press, 1989, 333 p.
- Colombani (Jean-Marie)\*, Wells (Walter), *France-Amérique, déliaisons dangereuses*. Paris, Jacob Duvernet, 2004, 175 p.
- Colombani (Jean-Marie)\*, *Tous américains ? Le monde après le 11 septembre 2001*. Paris, Fayard, 2002, 164p.
- Costiglia (Franck), *France and the United States : The cold alliance since World War II*. New York, Twayne, 1992, 316 p.
- Dior (Éric), *Un couple infernal, 200 ans de francophobie et d'antiaméricanisme*. Paris, Perrin, 2003, 267 p.
- Duroselle (Jean Baptiste), *La France et les Etats-Unis des origines à nos jours*. Paris, Seuil, 1976, 284 p.
- Ferro (Maurice)\*\*\*, *De Gaulle et l'Amérique, une amitié tumultueuse*. Paris, Plon, 1973, 447 p.
- Friedman (Max Paul), *Rethinking Anti-Americanism: The History of an Exceptional Concept in American Foreign Relations*. New York, Cambridge University Press, 2012, 358 p.
- Guisnel (Jean), *Les pires amis du monde*. Paris, Stock, 1999, 349 p.
- Grosser (Alfred), *Les Occidentaux ; les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre*. Paris, Fayard, 1978, 438 p.
- Harrison (Michael), *The reluctant ally : France and Atlantic security*. Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981, 304 p.
- Henderson (Nicholas), *The birth of NATO*. Boulder, Colorado, Westview Press, 1983, 130 p.
- Hitchcock (William I.), *France Restored, Cold War Diplomacy and the Quest for Leadership in Europe, 1944-1954*. Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1998, 291 p.
- Judt (Tony) et Lacorne (Denis), *With us or against us : studies in global anti-Americanism*. New York : Palgrave Macmillan, 2005, 242 p.
- Julien (Claude)\*\*\*, *L'Empire américain*. Paris, Grasset, 1968, 419 p.
- Kuisel (Richard), *Le Miroir américain : 50 ans de regard français sur l'Amérique*. Paris, J.C.Lattès, 1996, 392 p.
- Kuisel (Richard), *Seducing the French : the dilemma of Americanization*. Berkeley, California Press, 1993, 296 p.
- Kuisel (Richard), *The French way : How France embraced and rejected American values and power*. Princeton, Princeton University Press, 2012, 487 p.
- Lacorne (Denis), Rupnik (Jacques), Toinet (Marie-France), *L'Amérique dans les têtes, un siècle de fascination et d'aversion*. Paris, 1986, Hachette, 310 p.
- Lacorne (Denis), *La crise de l'identité américaine : du melting-pot au multiculturalisme*. Fayard, 1997, 394 p.
- Logevall (Fredrik), *Embers of War: The Fall of an Empire and the Making of America's Vietnam*. New York, Random House, 2012, 839 p.
- Marantz (Marcel), *Le Plan Marshall, succès ou faillite ?* Paris, Rivière, 1980, 273 p.
- Martigny, (Vincent), *Dire la France. Culture(s) et identités nationales (1981-1995)*. Paris, Presses de Sciences Po, 2016, 400 p.

- Mathy (Jean-Philippe), *Extrême Occident : French intellectuals and America*. Chicago, University of Chicago Press, 1993, 307 p.
- Mélandri (Pierre), *L'Alliance atlantique*. Paris, Gallimard/Julliard, 1979, 280 p.
- Mélandri (Pierre), *Les Etats-Unis face à l'unification de l'Europe (1945-1954)*. Paris, Pedone, 1980, 534 p.
- Pells (Richard), *Not like us : how Europeans have loved, hated and transformed American culture since World War II*. New York, Basic Books, 1997, 444 p.
- Perroux (François), *Le Plan Marshall, ou l'Europe nécessaire au monde*. Paris, Librairie de Médicis, 1948, 224 p.
- Revel (Jean-François), *L'obsession antiaméricaine, son fonctionnement, ses causes et ses conséquences*. Paris, Plon, 2002, 299 p.
- Roger (Philippe), *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*. Paris, Seuil, 2002, 601 p.
- Serfaty (Simon), *La France vue par les Etats-Unis : réflexions sur la francophobie à Washington*. Paris, Institut Français des Relations Internationales, 2002, 116 p.
- Strauss (David), *Menace in the west : the rise of French anti-americanism in modern times*. Westport, Greenwood Press, 1978, 317 p.
- Tatu (Michel)\*\* , *Le triangle Washington-Moscou-Pékin et les deux Europe*. Paris, Casterman, 1972, 149 p.
- Thibau (Jacques), *La France colonisée*. Paris, Flammarion, 1979, 327 p.
- Vaïsse (Justin), *Le modèle américain*. Paris, Armand Colin, 1998, 95 p.
- Vaïsse (Maurice), Mélandri (Pierre), Bozo (Frédéric), *La France et l'OTAN, 1949-1996*. Bruxelles, Complexe, 1996, 646 p.
- Vaïsse (Maurice), *Les relations internationales depuis 1945*. Paris, A.Colin, 1990, 191 p.
- Wall (Irwin M.), *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*. Paris, Balland, 1989, 514 p.
- Walt (Stephen), *Pourquoi le monde n'aime plus les Etats-Unis*. Paris, Demopolis, 2008, 330 p.

## Les Etats-Unis

Vue d'ensemble :

- Cypel (Sylvain), *Un nouveau rêve américain*. Paris, Autrement, 2015, 158 p.
- Gilbert (James), *Another chance. Postwar America, 1945-1968*. New York, Knopf, 1981, 307 p.
- Halberstam (David), *Les Fifties. La révolution américaine des années 50*. Paris, Seuil, 1995, 590 p.
- Hamby (Alonzo), *The Imperial Years. The United States since 1939*. New York, Weybright & Talley, 1976, 429 p.
- Heffer (Jean), *Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 1997, 349 p.
- Hodgson (Godfrey), *America in Our Time. From World War II to Nixon. What Happened and Why*. New York, Vintage Books, 1978, 564 p.
- Jones (Landon Y.), *Great Expectations. America and the Baby Boom Generation*. New York, Coward, 1980, 380 p.
- Julien (Claude)\*\* , *Le Nouveau Monde (2 volumes)*. Paris, Julliard, 1960, 598 p.
- Kaspi (André), *Les Américains, 2-Les Etats-Unis de 1945 à nos jours*. Paris, Seuil, 2002, 759 p.
- Mélandri (Pierre), *Histoire des Etats-Unis, 1-L'ascension 1865-1974, 2-Le déclin depuis 1974*. Paris, Perrin, 2013, 600+837 p.

- Portes (Jacques), *Les Etats-Unis de 1900 à nos jours*. Paris, Armand Colin, 2002, 256 p.
- Siegel (Frederick F.), *Troubled Journey. From Pearl Harbor to Ronald Reagan*. New York, Hill & Wang, 1984, 289 p.
- Vincent (Bernard), dir., *Histoire des Etats-Unis*, Paris, Flammarion, 1997, 497 p.
- White (Theodore H.), *A la quête de l'histoire*. Paris, Stanké, 1979, 588 p.
- Zunz (Olivier), *Le Siècle américain : essai sur l'essor d'une grande puissance*. Paris, Fayard, 2000, 269 p.

#### Politique :

- Alexander (Charles C.), *Holding the Line : the Eisenhower Era, 1952-1961*. Bloomington, Indiana University Press, 1975, 326 p.
- Ambrose (Stephen E.), *Eisenhower, soldier and President*. New York, Simon & Schuster, 1990, 635 p.
- Cochran (Bert), *Harry Truman and the Crisis Presidency*. New York, Funk & Wagnalls, 1973, 432 p.
- Divine (Robert A.), *Eisenhower and the Cold War*. New York, Oxford University Press, 1981, 181 p.
- Dorel (Gérard), Gauthier (André), Reynaud (Alain), *Les Etats-Unis contemporains, de Truman à Reagan, 1945-1982*. Paris, Bréal, 1982, 272 p.
- Eppreh-Butet (Raphaël), Ben Barka (Mokhtar), Dir., *Le président Barack Obama à l'épreuve du pouvoir. Bilan de son premier mandat et perspectives d'avenir*. Paris, L'Harmattan, 2015, 240 p.
- Ferrell (Robert H.), *Harry Truman and the Modern American Presidency*. Boston, Brown & Co, 1983, 220 p.
- Frachon (Alain)<sup>\*\*\*</sup> et Vernet (Daniel), *L'Amérique messianique : les guerres des néo-conservateurs*. Paris, Seuil, 2004, 221 p.
- Frachon (Alain)<sup>\*\*\*</sup> et Vernet (Daniel), *L'Amérique des néo-conservateurs : l'illusion messianique*. Paris, Perrin, 2010, 260 p.
- Hess (Stephen), *Organizing the Presidency*. Washington, Brookings Institution, 1988, 273 p.
- Key (Valdimer Orlando), *Politics, Parties and Pressure Groups*. New York, Crowell, 1958, 783 p.
- Julien (Claude)<sup>\*\*</sup>, *Le rêve et l'histoire : deux siècles d'Amérique*, Paris, Grasset, 1976, 359 p.
- Lesnes (Corine), *Amérique, années Obama – Chronique d'un pays ingouvernable*. Paris, Philippe Rey, 2012, 563 p.
- Levy (Leonard W.) & Fischer (Louis), *Encyclopedia of the American Presidency (4 volumes)*. New York, Simon & Schuster, 1994, 1827 p.
- Lipset (Seymour Martin), *Emerging Coalitions in American Politics*. San Francisco, California Institute for Contemporary Studies, 1978, 524 p.
- Manchester (William), *American Caesar. Douglas MacArthur, 1880-1964*. Boston, Brown, 1978, 793 p.
- Nie (Norman H.), Verba (Sydney) & Petrocik (John), *The Changing American Voter*. Cambridge, Harvard University Press, 1979, 430 p.
- Offner (Arnold), *Another Such Victory, President Truman and the Cold War*. Stanford, Stanford University Press, 2002, 626 p.
- Pierre (Henri)<sup>\*\*\*</sup>, *La vie quotidienne à la Maison Blanche du temps de Reagan et de Bush*. Paris, Hachette, 1990, 327 p.
- Truman (Harry S.), *Memoirs, Vol.1 : Years of Decisions, Vol.2 : Years of Trial and Hope*. Garden City, Doubleday, 1955, 596 & 594 p.

## Economie et société :

- Axinn (June) & Levin (Herman), *Social Welfare. A History of the American Response to Need*. New York, Dodd & Mead, 1975, 319 p.
- Barber (Richard J.), *Le Pouvoir américain. Les grandes sociétés, leur organisation, leur puissance politique*. Paris, Stock, 1972, 383 p.
- Blanchet (André)\*\*\*, *Les leçons de la productivité américaine*. Paris, Le Monde, 32 p.
- Chandler (Alfred D. Jr.), *La Main visible des managers. Une analyse historique*. Paris, Economica, 1988, 635 p.
- Chevalier (Jean-Marie), *La structure financière de l'industrie américaine et le problème du contrôle des grandes sociétés américaines*. Paris, Cujas, 1970, 272 p.
- Denizet (Jean), *Le Dollar. Histoire du système monétaire international depuis 1945*. Paris, Fayard, 1985, 259 p.
- Ertel (Rachel), Fabre (Geneviève) & Marienstras (Elise), *En marge. Sur les minorités aux Etats-Unis*. Paris, Maspero, 1971, 468 p.
- Fohlen (Claude), *La société américaine*. Paris, Arthaud, 1973, 349 p.
- Ghorra-Gobin (Cynthia), *Les Etats-Unis entre local et mondial*. Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 287 p.
- Ghorra-Gobin (Cynthia), *Los Angeles. Le mythe américain inachevé*. Paris, CNRS-Editions, 1997, 195 p.
- Haghghat (Chapour), *L'Amérique urbaine et l'exclusion sociale*. Paris, P.U.F., 1994, 327 p.
- Marantz (Marcel), *Le Plan Marshall, succès ou faillite ?* Paris, Rivière, 1980, 273 p.
- Massey (Douglas S.) & Denton (Nancy A.), *American apartheid*. Paris, Descartes & Cie, 1995, 383 p.
- Mélandri (Pierre) et Portes (Jacques), *Histoire intérieure des Etats-Unis au XX<sup>ème</sup> siècle*. Paris, Masson, 1991, 364 p.
- Mills (Charles Wright), *Les Cols blancs. Essai sur les classes moyennes américaines*. Paris, Seuil, 1970, 415 p.
- Mitford (Jessica), *The American Way of Death*. New York, Simon & Schuster, 1963, 333 p.
- Murray (Charles), *Losing Ground. American Social Policy, 1950-1980*. New York, Basic Books, 1994, 323 p.
- N'Diaye (Pap), *Les Noirs américains. En marche pour l'égalité*. Paris, Gallimard, 2009, 160 p.
- Rist (Marcel), *La Federal Reserve et les difficultés monétaires d'après-guerre (1945-1950)*. Paris, A.Colin, 1952, 366 p.
- Rivière (Jean), *Le Monde des affaires aux Etats-Unis*. Paris, A.Colin, 1973, 367 p.
- Whyte (William H.), *The Organization Man*. Garden City, Doubleday & Co, 1957, 471 p.

## Politique étrangère :

- Acheson (Dean), *Present at the creation : my years in the State Department*. London, H.Hamilton, 1970, 798 p.
- Ambrose (Stephen E.), *Rise to Globalism, 1938-1970*. Baltimore, Penguin Books, 1971, 352 p.
- Arkes (Hadley), *Bureaucracy, the Marshall Plan and the National Interest*. Princeton, Princeton University Press, 1972, 395 p.

- Aron (Raymond), *République impériale. Les Etats-Unis dans le monde, 1945-1972*. Paris, Calmann-Lévy, 1973, 338 p.
- Artaud (Denise), *La fin de l'innocence*. Paris, A. Colin, 1985, 380 p.
- Barral (Pierre), *Il y a trente ans, la guerre froide*. Paris, A. Colin, 1984, 246 p.
- Bossuat (Gérard), *L'Europe occidentale à l'heure américaine, 1945-1952*. Bruxelles, Complexe, 1992, 351 p.
- Cumings (Bruce), *The Origins of the Korean War. Liberation and the Emergence of Separate Regimes, 1945-1947 (2 volumes)*. Princeton, Princeton University Press, 1981, 940 p.
- Delmas (Claude), *La Bombe Atomique*. Bruxelles, Complexe, 1985, 200 p.
- Divine (Robert A.), *Since 1945. Politics and Diplomacy in Recent American History*. New York, Wiley, 1975, 251 p.
- Fontaine (André)\*, *L'un sans l'autre*. Paris, Fayard, 1991, 372 p.
- Fontaine (André)\*, *La guerre froide, 1917-1991*. Paris, Seuil, 2006, 572 p.
- Grosser (Alfred), *Les Occidentaux. Les pays d'Europe et les Etats-Unis depuis la guerre*. Paris, Fayard, 1978, 438 p.
- Grosser (Pierre), *Les temps de la guerre froide*. Bruxelles, Complexe, 1995, 466 p.
- Hammond (Thomas T.), *Witnesses to the Origins of the Cold War*. Seattle, University of Washington Press, 1982, 318 p.
- Herken (Gregg), *Winning Weapon. The Atomic Bomb in the Cold War, 1945-1950*. New York, Knopf, 1980, 425 p.
- Hoffmann (Stanley), *Gulliver empêtré. Essai sur la politique étrangère des Etats-Unis*. Paris, Seuil, 1971, 636 p.
- Julien (Claude)\*\*, *L'empire américain*. Paris, Grasset, 1968, 419 p.
- Keylor (William R.), *Twentieth-Century World. An International History*. New York, Oxford University Press, 1984, 468 p.
- Leffler (Melvyn P.), *A Preponderance of Power : National Security, the Truman Administration and the Cold War*. Stanford, Stanford University Press, 1992, 689 p.
- Mélandri (Pierre), *L'Alliance atlantique*. Paris, Gallimard-Julliard, 1979, 280 p.
- Mélandri (Pierre), *La Politique extérieure des Etats-Unis de 1945 à nos jours*. Paris, P.U.F., 1995, 325 p.
- Mélandri (Pierre), *Les Etats-Unis face à l'unification de l'Europe, 1945-1954*. Paris, Pédone, 1980, 534 p.
- Nouaillhat (Yves Henri), *Les Etats-Unis et le monde au XX<sup>ème</sup> siècle*. Paris, Armand Colin, 2000, 365 p.
- Pakenham (Robert A.), *Liberal America and the Third World Political Development Ideas in Foreign Aid and Social Science*. Princeton, Princeton University Press, 1973, 395 p.
- Perroux (François), *Le Plan Marshall, ou l'Europe nécessaire au monde*. Paris, Librairie de Médicis, 1948, 224 p.
- Soutou (Georges-Henri), *La Guerre de cinquante ans : les relations Est-Ouest. 1943-1990*. Paris, Fayard, 2001, 767 p.
- Vaisse (Maurice), *Les relations internationales depuis 1945*. Paris, A. Colin, 1990, 191 p.

#### Le macarthysme :

- Adams (John G.), *Without Precedent. The Story of the Death of McCarthyism*. New York, W.W. Norton, 1983, 285 p.
- Belknap (Michal R.), *Cold War Political Justice. The Smith Act, the Communist Party and American Civil Liberties*. Westport, Greenwood Press, 1977, 322 p.

- Cauter (David), *The Great Fear. The Anti-Communist Purge Under Truman and Eisenhower*. New York, Simon & Schuster, 1978, 697 p.
- Crosby (Donald F.), *God, Church and Flag. Senator Joseph R. McCarthy and the Catholic Church, 1950-1957*. Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1978, 307 p.
- Freeland (Richard M.), *The Truman Doctrine and the Origins of McCarthyism. Foreign Policy, Domestic Politics, and Internal Security, 1946-1948*. New York, New York University Press, 1985, 419 p.
- Fried (Richard M.), *Men Against McCarthy*. New York, Columbia University Press, 1976, 428 p.
- Kutler (Stanley I.), *The American Inquisition. Justice and Injustice in the Cold War*. New York, Hill & Wang, 1982, 285 p.
- Navasky (Victor S.), *Naming Names*. New York, The Viking Press, 1980, 482 p.
- Radosh (Ronald) & Milton (Joyce), *Dossier Rosenberg*. Paris, Hachette, 1985, 317 p.
- Rovere (Richard H.), *Senator Joe McCarthy*. New York, Brace, 1959, 280 p.
- Theoharis (Athanasios), *Seeds of Repression. Harry S. Truman and the Origins of McCarthyism*. Chicago, Quadrangle Books, 1971, 238 p.
- Toinet (Marie-France), *La Chasse aux sorcières : le Maccarthysme 1947-1957*. Bruxelles, Complexe, 1984, 206 p.
- Török (Jean-Paul), *Pour en finir avec le maccarthysme. Lumières sur la Liste Noire à Hollywood*. Paris, L'Harmattan, 2000, 582 p.
- Weinstein (Allen), *Perjury. The Hiss-Chambers Case*. New York, Knopf, 1978, 674 p.

#### Culture et religion :

- Ben Barka (Mokhtar), *La droite chrétienne américaine. Les évangéliques à la Maison Blanche ?* Toulouse, Editions Privat, 2006, 316 p.
- Ben Barka (Mokhtar), *Le protestantisme évangélique nord-américain en mutation. La gauche évangélique des origines à l'ère Obama*. Paris, Publisud, 2014, 277 p.
- Lacorne (Denis), *De la religion en Amérique*, Gallimard, 2012, 449 p.
- Lacorne (Denis), Vaïsse (Justin), Willaime (Jean-Paul), dir., *La diplomatie au défi des religions : tensions, guerres, médiations*. Paris, Odile Jacob, 2014, 360 p.
- Lesnes (Corine)<sup>\*\*\*</sup>, *Aux sources de l'Amérique : les enfants de Washington face à leur histoire*. Paris, Buchet-Chastel, 2008, 211 p.
- Portes (Jacques), *De la scène à l'écran. Naissance de la culture de masse aux Etats-Unis*. Paris, Belin, 1997, 351 p.
- Susman (Warren I.), *Culture As History. The transformation of American Society in the Twentieth Century*. New York, Pantheon Books, 1984, 321 p.

#### L'USIA (United States Information Agency) et la communication étrangère américaine :

- Arndt (Richard T.) et Rubin (David Lee), *The Fulbright difference 1948-1992*. New Brunswick, Transaction publishers, 1993, 490 p.
- Barrett (Edward W.), *Truth is our weapon*. New York, Funks & Wagnalls, 1953, 355 p.
- Berghahn (Volker R.), *America and the intellectual Cold War in Europe*. Princeton, Princeton University Press, 2001, 373 p.
- Bogart (Leo), *Premises For Propaganda: The United States Information Agency's Operating Assumptions in the Cold War*. New York, Free Press, 1976, 250 p.

- Coleman (Peter), *The liberal conspiracy : the Congress for cultural freedom and the struggle for the mind of postwar Europe*. New York, Free Press, 1989, 333 p.
- Crozier (Michel), *Le mal américain*. Paris, Fayard, 1980, 429 p.
- Cull (Nicholas J.), *The Cold War and the United States Information Agency: American Propaganda and Public Diplomacy, 1945-1989*. Cambridge, Cambridge University Press, 2008, 533 p.
- Cull (Nicholas J.), *American Propaganda and Public Diplomacy, 1945-2001: A History of the United States Information Agency*. Cambridge, Cambridge University Press, à paraître, 533 p.
- Dizard (Wilson P.), *The strategy of the truth : the story of the United States Information Service*. Washington, Public affairs Press, 1961, 213 p.
- Dizard (Wilson P.), *Inventing Public Diplomacy: the story of the United States Information Agency*. Boulder-Colorado, Lynne Rienner, 2004, 255 p.
- Elder (Robert), *The Information Machine: The United States Information Agency and American Foreign Policy*. Syracuse, Syracuse University Press. Syracuse, 1968, 356 p.
- Friedman (Norman), *The Fifty-Year War: Conflict and Strategy in the Cold War*. Annapolis, Naval Institute Press, 2000, 597 p.
- Green (Fitzhugh), *American propaganda abroad*. New York, Hippocrene Books, 1988, 210 p.
- Hansen (Allen), *U.S. Information Agency : Public diplomacy in the computer age*. New York, Praeger, 1989, 254 p.
- Henderson (John William), *The United States Information Agency*. New York, Praeger, 1969, 324 p.
- Hixson (Walter L.), *Parting the Curtain : propaganda, culture and the cold war, 1945-1961*. New York, St Martin's Press, 1998, 283 p.
- Jowett (Garth S.) and O'Donnell (Victoria), *Readings in propaganda and persuasion : new and classic essays*. Thousand Oaks, Sage, 2006, 287 p.
- Kiehl (William P.), *America's Dialogue with the World*. Washington, The public diplomacy council, 2006, 211 p.
- Lefever (Ernest), *Ethics and United States Foreign Policy*. Lanham, University Press of America, 1986, 199 p.
- Lippmann (Walter), *Public Opinion*. New York, Brace, 1922, 427 p.
- Malone (Gifford D.), *Political advocacy and cultural communications : organizing the nation's Public diplomacy*. Lanham, University Press of America, 1988, 162 p.
- Osgood (Kenneth), *Total Cold War: Eisenhower's Secret Propaganda Battle at Home and Abroad*. Lawrence, University Press of Kansas. Lawrence, 2006, 506 p.
- Saunders (Frances Stonor), *The cultural Cold war : the CIA and the word of arts and letters*. New York, New Press, 2000, 509 p.
- Schiller (Herbert I.), *Communications and cultural domination*. White Plains, International Arts and Science Press, 1976, 127 p.
- Smith (Anthony), *The geopolitics of information : how western culture dominates the world*. New York, Oxford University Press, 1980, 192 p.
- Snow (Nancy), *Propaganda, Inc.: Selling America's Culture to the World*. New York, Seven story Press, 2002, 104 p.
- Snyder (Alvin), *Warriors of Disinformation: American Propaganda, Soviet Lies, and the Winning of the Cold War*. New York, Arcade Publishing, 1995, 321 p.
- Sorensen (Thomas C.), *Word War: The Story of American Propaganda*. New York, Harper and Row, 1968, 337 p.
- Stephens (Oren), *Facts to a candid world : America's overseas information program*. Stanford, Stanford University Press, 1955, 164 p.

- Taylor (Philip M.), *Communications, international affairs, and the media since 1945*. New York, Routledge, 1997, 248 p.
- Tuch (Hans N.), *Communicating with the world : U.S. Public diplomacy overseas*. New York, St Martin's Press, 1990, 224 p.
- Tunstall (Jeremy), *The media are American : Anglo-American media in the world*. London, Constable, 1977, 352 p.
- Winks (Robin), *Cloak and gown : scholars in the secret war 1939-1962*. London, Collins Harvill, 1987, 607 p.

## La Méthode

- Bardin (Laurence), *L'analyse du contenu*. Paris, P.U.F., 1996, 291 p.
- Batailler (Francine), Schifres (Alain), Tannery (Claude), *Analyse de presse*. Paris, P.U.F., 1963, 237 p.
- Berelson (Bernard), *Content analysis in communication research*. New York, Hafner, 1971, 220 p.
- Bloch (Marc), *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*. Paris, A.Colin, 1964, 112 p.
- Boucharenc (Myriam), *L'étude d'un texte argumentatif*. Paris, Albin Michel, 1995, 127 p.
- Cartwright (Dorwin P.), *L'analyse du matériel qualitatif*, in Festinger et Katz, *Les méthodes de recherche dans les sciences sociales*. Paris, P.U.F., 1963, p 481-537.
- Ghiglione (Rodolphe), Beauvois (Jean-Léon), Chabrol (Claude), Trognon (Alain), *Manuel d'analyse de contenu*. Paris, A.Colin, 1980, 159 p.
- Kientz (Albert), *Pour analyser les médias, l'analyse du contenu*. Tours, Mame, 1971, 176 p.
- Lasswell (Harold Dwight), *L'analyse de contenu et le langage de la politique*. Revue française de sciences politiques. Volume II, n°3, juillet-septembre 1952, p 505-520.
- Lasswell (Harold Dwight), Leites (Nathan), *Language of politics : studies in quantitative semantics*. New York, G.Stewart, 1949, 398 p.
- Lundquist (Lita), *L'analyse textuelle*. Paris, Cedic, 1983, 159 p.
- Mac Luhan (Marshall), *Pour comprendre les médias*. Paris, Mame/Seuil, 1968, 404 p.
- Moles (Abraham A.), *Sociodynamique de la culture*. La Haye et Paris, Mouton, 1996, 352 p.
- Mucchielli (Roger), *L'analyse de contenu des documents et des communications*. Paris, ESF, 1998, 214 p.
- Pinto (Roger), Grawitz (Madeleine), *L'analyse de contenu, in Méthodes des sciences sociales*. Paris, Dalloz, 1964, p 497-539.
- Pool (Ithiel de Sola), *Trends in content analysis*. Urbana, University of Illinois Press, 1959, 244 p.
- Prost (Antoine), *Douze leçons sur l'histoire*. Paris, Seuil, 1996, 352 p.
- Remy (Jean), Ruquoy (Danielle), *Méthodes d'analyse de contenu*. Bruxelles, Facultés universitaires St Louis, 1990, 241 p.
- Robert (André D.), Bouillaguet (Annick), *L'analyse du contenu*. Paris, P.U.F., 1997, 128 p.
- Weber (Robert Philip), *Basic content analysis, quantitative applications in the social sciences*. Harvard university, Sage publications, 1985, 95 p.



## Index des noms de personnes

---

### A

Agnew, Spiro · 175, 176  
Alaric · 388  
Aldrin, Edwin · 179  
Alduy, Dominique · 317  
Alia, Josette · 202  
Alix, Grégoire · 478  
Allende, Salvador · 172  
Amalric, Jacques · 16, 126, 127, 137, 139, 142, 147, 150,  
189, 190, 191, 200, 206, 208, 235, 236, 237, 239, 240,  
241, 242, 250, 251, 276, 277, 281, 283, 284, 297, 298,  
319, 321, 326, 330, 331, 366, 377, 411  
Armstrong, Neil · 179  
André, Robert · 96, 98  
Arafat, Yasser · 210, 345  
Arendt, Hannah · 137  
Arnault, Bernard · 429  
Aron, Raymond · 46, 129, 163, 204  
Arrow, Kenneth · 277, 278  
Artinian, Patrick · 386  
Assange, Julian · 332, 437, 438, 467  
Astorg, David · 37  
Augereau, Jean-François · 334, 354  
Axelrod, David · 457  
Ayad, Christophe · 210, 433, 442, 446, 458, 460  
Aznar, José Maria · 351

---

### B

Bacharan, Nicole · 392, 398, 419  
Bacqué, Raphaëlle · 241, 277  
Baker, James · 293  
Barillon, Raymond · 123  
Barre, Raymond · 204  
Barreau, Jean-Claude · 24, 25  
Bassir Pour, Afsane · 389  
Batista, Fulgencio · 130  
Baudet, Marie-Béatrice · 429  
Baudrillard, Jean · 27, 393, 434  
Bazargan, Medhi · 216  
Beame, Abraham · 227  
Beer (de), Patrice · 161, 223, 272, 330, 331, 339, 355,  
392, 474  
Bellanger, Claude · 97  
Ben Gourion, David · 210  
Ben Jelloun, Tahar · 393  
Ben Laden, Oussama · 346, 347, 391, 412, 446, 458  
Ben, Philippe · 128, 136  
Bénès, Edouard · 121, 122  
Benyahia-Kouider, Odile · 423  
Bercis, Pierre · 28  
Berger, Pierre · 423, 425  
Berghahn, Volker · 97  
Bernard, Philippe · 231, 303, 443, 447, 449, 450, 468,  
488  
Bernheim, Nicole · 217, 245, 261, 268  
Bernstein, Carl · 175, 283, 368

Berry, Chuck · 228  
Beuve-Méry, Alain · 36, 106, 355, 386, 459, 489  
Beuve-Méry, Hubert · 11, 12, 17, 18, 26, 30, 31, 33, 34,  
35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 49, 50, 51, 52,  
53, 54, 55, 57, 58, 59, 60, 62, 64, 65, 68, 69, 70, 71,  
72, 78, 79, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 92, 94, 97, 98,  
100, 101, 106, 116, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126,  
129, 133, 138, 140, 141, 146, 156, 158, 160, 161, 163,  
164, 165, 170, 179, 182, 195, 197, 198, 199, 200, 201,  
202, 203, 205, 229, 235, 236, 238, 239, 240, 261, 298,  
299, 312, 314, 316, 321, 324, 325, 326, 327, 337, 339,  
355, 356, 372, 376, 386, 393, 402, 403, 411, 421, 422,  
423, 425, 426, 430, 439, 456, 463, 474, 481, 482, 484,  
487, 488, 489, 490, 492  
Arcturus · 120, 121  
Sirius · 11, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 45, 50,  
51, 52, 54, 55, 58, 59, 67, 68, 69, 78, 84, 85, 86,  
87, 88, 89, 90, 99, 103, 104, 105, 112, 117, 120,  
121, 122, 123, 124, 125, 140, 141, 147, 154, 158,  
160, 164, 165, 170, 180, 203, 298, 314, 355, 356,  
363, 411, 425, 463, 484, 487  
Bidault, Georges · 72  
Biddle, Margaret · 98  
Biden, Joe · 379  
Blair, Tony · 283  
Bleustein-Blanchet, Marcel · 164  
Bloch Morhange, Jacques · 56, 57  
Bloch, Marc · 27  
Block, John · 265  
Blum, Léon · 78, 79  
Blumenfeld, Samuel · 492  
Bobin, Frédéric · 345  
Boegner, Marc (Pasteur) · 96  
Boegner, Philippe · 96  
Bohlen, Charles · 37, 38, 55, 90, 99, 138, 139  
Boissonnat, Jean · 160  
Bôle-Richard, Michel · 246  
Bolhen, Charles · 54  
Bonnefous, Bastien · 468  
Bonnet, François · 377  
Borredon, Laurent · 401, 468, 473  
Bossière, Claude-Georges · 64  
Bouc, Alain · 162, 168, 183  
Bourcier, Nicolas · 447, 449, 450, 458  
Bourdet, Claude · 57  
Boutros-Ghali, Boutros · 296  
Bové, José · 355  
Bozonnet, Jacques · 358, 359  
Bradley, Omar · 36  
Brady, Leslie · 89, 325  
Brandt, John · 146  
Brautigan, Richard · 385  
Brisson, Pierre · 70, 125, 129  
Brock, William · 268  
Brooke, Edward · 150  
Broussard, Philippe · 359, 360  
Brown, Irving · 319  
Brown, James Willie · 417  
Brown, Ron · 308  
Bruce, David · 54, 55, 62, 63  
Brzezinski, Zbigniew · 44, 219, 379  
Buchet de Neuilly, Yves · 369, 438

Bunche, Ralph · 136  
Burnham, James · 51  
Buron, Robert · 46, 76, 77  
Bush, George H. W. · 70, 71, 147, 187, 188, 193, 254,  
255, 262, 271, 272, 273, 274, 275, 282, 284, 286, 288,  
289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 298, 299, 300,  
301, 302, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 316,  
340, 342, 344, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 356,  
358, 359, 360, 403, 404, 405, 418, 471, 475, 476, 488  
Bush, George W. · 23, 70, 71, 109, 127, 149, 150, 182,  
183, 188, 207, 208, 223, 232, 245, 248, 271, 282, 285,  
286, 288, 299, 302, 321, 328, 329, 330, 332, 349, 352,  
357, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 377, 379, 380, 381,  
382, 383, 384, 386, 387, 388, 390, 393, 394, 395, 396,  
397, 398, 399, 400, 401, 403, 404, 405, 406, 407, 408,  
409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 417, 418, 419, 422,  
431, 433, 448, 453, 454, 456, 457, 466, 469, 470, 476,  
479, 480, 482, 487, 488  
Byrnes, James F. · 78, 79

---

## C

Caffery, Jefferson · 62  
Cagé, Julia · 426  
Campbell, Kenneth · 36  
Caramel, Laurence · 303, 386, 407  
Cardona, Miro · 131  
Carnegie, Andrew · 36, 148, 379  
Carron, Alain-Marie · 166, 176, 177, 191, 192  
Carter, Jimmy · 70, 146, 176, 187, 190, 193, 196, 197,  
210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220,  
221, 222, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 232, 233, 249,  
250, 253, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 268, 271,  
272, 273, 299, 312, 336, 352, 403, 405, 410, 412, 415,  
462, 470, 475, 485  
Carteron, Michèle · 436, 461, 462, 463, 464  
Carton, Daniel · 374  
Cassen, Bernard · 235, 236, 326, 489  
Castellazzi, Pierryck · 359  
Castex, Raoul (Amiral) · 58  
Castro, Fidel · 130  
Castro, Raul · 456  
Ceausescu, Nicolae · 294  
Chamberlain, Neville · 121  
Chambraud, Cécile · 386, 450  
Chaplin, Charlie · 228  
Châtelot, Christophe · 442  
Cheever, John · 385  
Chênebenoit, André · 35, 42, 43, 53, 55, 56, 58, 94  
Cheney, Richard · 395  
Cheysson, Claude · 255  
Chipaux, Françoise · 386, 391  
Chirac, Jacques · 351, 377, 390, 394, 399, 406  
Chou En-lai · 162  
Churchill, Winston · 53, 60, 65, 121, 260, 343  
Claude, Patrice · 286  
Clément, Alain · 126, 134, 136, 137, 139, 142, 152, 153,  
171, 172, 173, 178, 231, 249, 250, 251, 281  
Clinton, Bill · 22, 70, 71, 127, 146, 188, 231, 245, 271,  
282, 283, 286, 288, 311, 315, 316, 320, 328, 329, 330,  
331, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345,  
346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 357, 358,  
359, 360, 361, 387, 394, 403, 404, 407, 408, 410, 413,  
417, 418, 475, 476, 482, 485  
Clinton, Hillary · 455

Cody, Morill · 462  
Cohen, Philippe · 374, 375  
Colombani, Jean-Marie · 242, 276, 277, 283, 307, 313,  
317, 318, 319, 320, 322, 327, 331, 335, 336, 342, 363,  
364, 365, 366, 368, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376,  
377, 382, 384, 387, 391, 392, 395, 396, 397, 398, 402,  
406, 418, 425, 426, 430, 434, 442, 446, 462, 482  
Colonna d'Istria, Michel · 370  
Comte, Bernard · 38  
Comte, Gilbert · 374  
Connally, Tom · 68  
Coppola, Francis Ford · 385  
Cornu, Francis · 246, 247  
Coty, René · 101, 102  
Courtin, René · 34, 42, 52, 53, 54, 55, 75, 112, 198, 487  
Courtois, Gérard · 440  
Courtois, Stéphane · 104  
Cresson, Edith · 266  
Cuomo, Mario · 227, 245, 268  
Curley, Walter · 291, 292, 342  
Cypel, Sylvain · 285, 400, 408, 410, 412, 441, 443, 447,  
448, 458, 474, 477

---

## D

Daniel, Jean · 310  
Dayan, Moshe · 210  
Dean, Howard · 90, 176  
Debove, Alain · 377, 389, 390, 396  
Debré, Michel · 24, 94  
Decamps, Marie-Claude · 243, 244, 289, 457  
Decornoy, Jacques · 200, 206, 207, 235, 236, 326  
Delage, Edmond · 229  
Delarue, Maurice · 211, 212, 225  
Delhommais, Pierre-Antoine · 384, 408  
Dempsey, Martin · 471  
Deng Xiaoping · 219, 294  
Dhombres, Dominique · 207, 208, 213, 214, 215, 218,  
219, 252, 257, 272, 273, 306, 336, 343  
Diawara, Manthia · 321  
Dillon, Douglas · 95, 100, 101, 138  
Dinkins, David · 244  
Dizard, Wilson P. · 460, 463, 464  
Doise, Jean · 110, 140  
Dorhage, Susanna · 394  
Douglas-Home, Alec · 184  
Doutrelant, Pierre-Marie · 169  
Dreyfus, Alfred · 11  
Dreyfus, Louis · 356, 427, 428, 431, 440, 454  
Dubcek, Alexandre · 122  
Duhamel, Georges · 27  
Dukakis, Michael · 289, 290  
Dumay, Jean-Michel · 384  
Dunn, James · 63  
Dupraz, Joannès · 52, 53, 54  
Duroselle, Jean-Baptiste · 263  
Duverger, Maurice · 38, 43, 45, 46, 50, 52, 66, 67  
Dylan, Bob · 191

---

## E

Eden, Anthony · 21, 95  
Eisenhower, Dwight D. · 31, 71, 74, 80, 83, 84, 98, 99,  
100, 101, 102, 106, 107, 108, 109, 111, 112, 113, 114,

116, 117, 118, 129, 130, 134, 135, 139, 145, 147, 149,  
153, 171, 187, 222, 260, 349, 352, 405, 412, 462, 475,  
488  
Ike · 98, 99, 102, 108, 116, 117  
El-Assad, Bachar · 458  
El-Assad, Hafez · 210  
Eltisine, Boris · 283, 292, 293  
Emmanuel, Pierre · 47, 50, 51, 52, 53, 411  
Escarpit, Robert · 48, 49, 53  
Essid, Hamadi · 283  
Eudes, Yves · 331, 332, 437  
Eveno, Patrick · 27, 59, 84, 106, 120, 125, 198, 200, 201,  
203, 204, 205, 236, 238, 239, 240, 276, 279, 318, 319,  
326, 339, 365, 367, 369, 371, 372, 373, 375, 425, 489,  
569  
Ezratty, Claude · 123

---

## F

Fabius, Laurent · 453, 468  
Fabra, Paul · 128, 233  
Fabre-Luce, Fabrice · 105  
Fanning, Larry S. · 36  
Faujas, Alain · 244, 245  
Faure, Edgar · 112  
Fauroux, Roger · 278  
Fauvet, Jacques · 17, 42, 86, 94, 95, 157, 158, 160, 161,  
162, 163, 164, 165, 166, 171, 174, 182, 195, 197, 198,  
199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 212, 221,  
226, 235, 236, 237, 238, 240, 248, 262, 275, 312, 314,  
316, 319, 325, 326, 363, 402, 411, 430, 462, 487, 488,  
570  
Favier, Pierre · 374  
Fechteler, William M. (Amiral) · 42, 44, 55, 56, 57, 58, 59,  
70, 101, 487  
Feingold, Russ · 466  
Fenoglio · 307, 357, 433, 434, 435, 454, 473, 476, 477,  
482  
Fenoglio, Jérôme · 272  
Ferenczi, Pierre · 462  
Ferenczi, Thomas · 462  
Ferro, Maurice · 43, 44, 80, 93, 103, 105, 222, 401, 442  
Field, Marshall · 36  
Fisher, Ed. · 116  
FitzGibbon, Will · 438  
Fléouter, Claude · 191, 228  
Florinsky, Michael T. · 165  
Follorou, Jacques · 271, 356, 450, 451, 457, 459, 467  
Fontaine, André · 16, 43, 44, 45, 53, 78, 89, 90, 91, 92,  
93, 94, 101, 106, 126, 131, 132, 135, 137, 138, 139,  
158, 160, 163, 164, 175, 176, 199, 200, 206, 208, 209,  
210, 217, 235, 236, 238, 239, 240, 241, 248, 262, 267,  
273, 275, 276, 277, 278, 310, 311, 321, 325, 326, 402,  
404, 423, 428, 430, 462, 487  
Fontanet, Joseph · 205  
Ford, Gerald · 91, 159, 171, 176, 177, 178, 182, 183, 184,  
185, 186, 187, 189, 190, 192, 193, 194, 195, 213, 217,  
221, 224, 225, 227, 228, 232  
Foster Dulles, John · 100, 138  
Fottorino, Eric · 331, 364, 373, 375, 376, 378, 398, 421,  
422, 423, 428, 454, 456, 457  
Frachon, Alain · 28, 29, 149, 208, 281, 282, 283, 284,  
287, 296, 297, 327, 328, 329, 336, 342, 344, 345, 350,  
352, 358, 395, 396, 402, 407, 423, 429, 440, 441  
Franceschini, Paul-Jean · 283

Francis Pisani · 26, 27  
Frappat, Bruno · 279  
Frédérix, Pierre · 44, 45, 82  
Fresso, Françoise · 429  
Friedman, Max Paul · 11, 20, 21, 23, 25, 28, 29  
Friedman, Milton · 187, 251, 277  
Friedmann, Max Paul · 11, 21, 23, 29  
Fukuyama, Francis · 293, 294, 492  
Funck Brentano, Christian · 34, 52

---

## G

Galbraith, Evan · 255, 258  
Galus, Christiane · 245  
Gandhi, Mohandas (Mahatma) · 142  
Gates, Bill · 148  
Gatinois, Claire · 386  
Gaulle (de), Charles · 11, 18, 23, 24, 25, 26, 28, 33, 34,  
36, 37, 43, 44, 52, 60, 61, 65, 86, 93, 98, 100, 120,  
122, 123, 124, 129, 132, 133, 136, 137, 138, 139, 140,  
141, 142, 146, 154, 173, 184, 203, 205, 230, 239, 254,  
258, 260, 298, 392, 490  
Gautheret, Jérôme · 442  
Gavin, James · 101, 137, 138  
Gélie, Philippe · 490  
Géneste, Alexandra · 443  
George, Pierre · 338  
Gherardi, Sophie · 429  
Gilson, Etienne · 36, 43, 45, 49, 50, 51, 52, 53, 56, 68,  
402, 439  
Girard, Laurence · 386  
Giraud, Emile · 50  
Girault, Jacques · 204  
Giret, Vincent · 26, 27  
Giroud, Françoise · 39, 87, 89, 125  
Giscard d'Estaing, Valéry · 204, 226, 237, 258  
Glissant, Edouard · 321  
Goldwater, Barry · 144  
Gorbatchev, Mikhaïl · 241, 252, 253, 276, 277, 292, 293  
Gore, Albert · 329, 360, 387, 388, 476  
Gottwald, Klement · 122  
Grabin, Jacqueline · 226, 233  
Greenwald, Glenn · 450, 467  
Greilsamer, Laurent · 35, 36, 40, 85, 125, 129, 367, 423  
Gribbin, Robert · 351  
Gubernatis (de) Livia Jars · 95, 96  
Guedj, Aimé · 204  
Guetta, Bernard · 241, 242, 252, 253, 259, 260, 261, 262,  
267, 268, 275, 276, 277, 281, 330  
Guibert, Nathalie · 230, 451, 452, 471  
Guichard, Alain · 123  
Guillain, Robert · 42, 43  
Guillebaud, Jean-Claude · 43  
Guinan, Michael · 463  
Guiu, Jacques · 279

---

## H

Haass, Richard · 440  
Hacker, Andrew · 195  
Haig, Alexander · 257, 281  
Haldeman, H. R. · 176  
Halimi, Serge · 423, 424  
Harriman, Averell · 54, 343

Harriman, Pamela · 282, 342, 343, 344, 466  
Hartley, Jane · 466  
Hartman, Arthur · 164, 220  
Henneton, Lauric · 412  
Hennion, Cécile · 378  
Higonnet, Patrice · 223  
Hiss, Alger · 171  
Hitler, Adolf · 61, 63, 105, 121  
Hô Chi Minh · 141, 232  
Hoffmann, Stanley · 344  
Hollande, François · 451  
Honti, François · 324, 325  
Hoop Scheffer (de), Alexandra · 453  
Houghton, Amory · 101, 102  
Hourdin, Georges · 92, 372  
Hoyt, Edwin P. · 36  
Hufstedler, Shirley · 227  
Hugo, Victor · 25, 247  
Hurey, Harold C. · 355  
Hussein, Saddam · 23, 210, 294, 295, 310, 378, 394, 395, 396, 397, 407

---

## I

Irwin, John · 177, 178  
Izraelewicz, Erik · 281, 304, 305, 331, 340, 341, 378, 423, 427, 428, 429, 431, 440, 462

---

## J

Jackson, Jessy · 243  
Jackson, Michael · 268  
Jacob, Alain · 219, 232, 236  
Jacot, Martine · 284, 285, 286, 402, 416, 475, 488  
James, Henry · 385  
Janier, Aymeric · 439  
Jarreau, Patrick · 285, 378, 379, 391, 397, 400, 416, 419, 447, 480  
Jeanneney, Jean-Noël · 12, 42, 53, 56, 57, 97, 98, 123, 124, 161, 162, 203, 355  
Jeantet, Pierre · 331, 375, 376, 384  
Jefferson, Thomas · 410  
Jobs, Steve · 472  
Joffrin, Laurent · 490  
Johnson, Lyndon · 31, 119, 129, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 174, 177, 183, 187, 190, 193, 213, 352, 404, 405, 475, 488  
Jones, Paul · 338  
Jones, Paula · 338  
Jouhaux, Léon · 74  
Joutard, Philippe & Geneviève · 321  
Joyce, Robert P. · 95  
Julien, Claude · 92, 93, 115, 116, 138, 149, 173, 200, 206, 207, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 321, 325, 326, 327, 411  
Julliard, Jacques · 12, 42, 53, 56, 57, 97, 98, 123, 124, 161, 162, 203

---

## K

Kaciaf, Nicolas · 327, 366  
Kadhafi, Mouammar · 210

Kagan, Robert · 395  
Kaplan, David · 439  
Karim, Ataul · 300  
Kaspi, André · 75, 77, 103, 130, 148, 180, 217, 220, 253, 275  
Katsoulos, Athena · 463, 464  
Katzenstein, Peter · 20, 21  
Kauffmann, Sylvie · 22, 147, 188, 278, 283, 287, 303, 306, 307, 320, 327, 328, 329, 343, 344, 357, 370, 379, 388, 396, 398, 399, 402, 405, 406, 423, 437, 440, 472  
Kennedy, John · 31, 66, 90, 106, 109, 116, 119, 120, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 171, 177, 179, 180, 183, 184, 185, 186, 187, 190, 206, 260, 284, 352, 391, 392, 404, 405, 475  
Keohane, Robert · 20, 21  
Kerry, John · 397, 398, 414, 466  
Khalil, Moustapha · 218  
Khomeiny, Rouhollah (Ayatollah) · 216  
Khrouchtchev, Nikita · 70, 99, 100, 112, 132, 173  
Kientz, Albert · 14  
Kierkegaard, Soren · 376  
Kim Il-sung · 294  
Kirkland, Lane · 357  
Kirkpatrick, Jeane · 252  
Kissinger, Henry · 21, 44, 90, 91, 126, 172, 173, 175, 215, 220, 278, 379  
Klein, Théo · 283  
Knecht, Jean · 95, 130, 138  
Koch, Edward · 227  
Kouchner, Bernard · 429  
Krauze, Jan · 242, 243, 259, 277, 289, 290, 356, 389, 394, 489  
Kristoll, Bill · 395  
Kruse, Hans Joachim · 394  
Kuisel, Richard · 20, 22, 23, 24, 26, 27, 28, 48, 256, 257, 258, 259, 291, 341, 410, 484

---

## L

La Fayette (Marquis de) · 101, 222  
Labé, Yves-Marie · 364  
Lacombe, Clément · 454  
Lacorne, Denis · 14, 20, 410, 412  
Lacouture, Jean · 492  
Laffer, Arthur · 251  
Lamartine (de) Alphonse · 152  
Lang, Jack · 256, 312, 340, 355  
Langellier, Jean-Pierre · 283, 284, 303, 336, 405, 416  
Laroche, Loïc · 39, 51, 67, 110, 230  
Laurens, André · 16, 162, 237, 238, 239, 240, 241, 262, 323  
Lauzanne, Bernard · 16, 163, 200, 238  
Le Bars, Stéphanie · 454  
Le Boucher, Eric · 317, 335, 382, 475  
Le Corre, Philippe · 490  
Leach, Howard H. · 388, 398  
Leclerc de Hautecloque, Philippe (Maréchal) · 99  
Lee, Edwy · 320  
Lefebvre, Rémi · 386  
Legendre, Bertrand · 319  
Legris, Michel · 202, 203  
Leloup, Damien · 404, 435, 436, 452, 453, 457  
Lemaitre, Philippe · 168, 184, 301  
Lemarié, Charles · 57, 466

Leparmentier, Arnaud · 377, 448  
Lescaut, Charles · 287, 401  
Leser, Eric · 148, 307, 317, 335, 382, 383, 389, 390, 395, 399, 413, 414, 474  
Lesnes, Corine · 23, 379, 380, 381, 382, 388, 400, 401, 414, 434, 435, 443, 444, 447, 448, 450, 453, 455, 456, 457, 459, 465, 466, 473, 475, 489  
Lesourne, Jacques · 277, 278, 279, 280, 281, 303, 310, 314, 316, 317, 318, 365, 474  
Lesterville (de), Yves · 339  
Leveuf, André · 113  
Lévy, Bernard-Henry · 455  
Lewinsky, Monika · 338, 339  
Lewis & Clark · 23, 414  
Lewis, John · 306  
Lichterman, Joseph · 370  
Lippmann, Walter · 37, 356  
Logevall, Fredrik · 63  
Longchambon, Henri · 56  
Loridon, Michel · 301  
Louis XIV · 124  
Luc, Jean · 128  
Lucbert, Manuel · 246, 253, 254, 279  
Luizard, Jean · 390  
Luther King, Martin · 136, 142, 143, 148, 149, 150, 153, 180, 181, 455

---

## M

Mac Carthy, Joseph (Sénateur) · 99, 102, 103, 138  
Madigan, Edward · 301  
Malamud, Bernard · 385  
Mamou, Yves · 347  
Mamy, Georges · 123  
Mao Zedong (ou Tsé-Toung) · 162, 168, 173, 310  
Marchand, Guy · 164  
Marion, Georges · 334, 335  
Marshall, George (Général) · 65, 66  
Marti, Serge · 287, 288, 298, 429  
Martigny, Vincent · 20, 21, 26, 27, 28, 29  
Martin-Rolland, Michel · 374  
Masaryk, Thomas · 11, 121, 122  
Mathy, Jean-Philippe · 20, 24, 25, 27, 28, 477  
Mauriac, François · 103, 120, 121  
Maurus, Véronique · 169  
Maydieu, Jean-Augustin (Père) · 45  
Mc Gee, James H. (Ambassadeur) · 90  
McLaughlin, Anne · 268  
Meir, Golda · 210  
Mélandri, Pierre · 110, 250, 253, 293, 459  
Melville, Herman · 44, 385  
Mendès France, Pierre · 86, 87, 100, 112, 122  
Menino, Tom · 329  
Meyer, Michel · 206  
Mhun, Henry · 76  
Michel, Anne · 438, 439  
Michel, Jacques · 212  
Michel, Serge · 439  
Millet, Raymond · 94  
Minassian, Gaïdz · 108  
Minc, Alain · 276, 303, 318, 355, 366, 375, 384, 392  
Mitterrand, François · 24, 86, 122, 204, 210, 234, 237, 239, 254, 255, 257, 258, 260, 275, 290, 291, 298, 312, 319, 335, 341, 363, 374, 392, 426  
Modigliani, Franco · 277

Mollet, Guy · 84, 85  
Molotov, Viatcheslav · 62  
Mondale, Walter · 259  
Money, Eddy · 228  
Monière, Denis · 332  
Monnet, Jean · 39, 53, 60, 76, 87, 186  
Monroe, James · 130, 172  
Monroe, Marilyn · 248  
Montbrial (de), Thierry · 23, 25, 440  
Moore, Michael · 397  
Morin, Edgar · 163  
Mosley, Walter · 321  
Moss, Mitchell · 461  
Mowinckel, John W. · 38  
Mulard, Claudine · 329, 330, 331, 401, 443  
Muskie, Edmund · 190, 191

---

## N

Naggiar, Paul-Emile · 325  
Napoléon Ier · 69, 124  
Napoléon III · 152  
Nardon, Laurence · 453  
Nasser, Gamal Abdel · 105, 210  
Naulleau, Eric · 374  
Navarre, Régis · 286, 287, 297, 298  
Nefftzer, Auguste · 425, 426  
Nicholson, Harold · 325  
Niel, Xavier · 423, 424, 427  
Nixon, Richard · 70, 90, 91, 136, 139, 147, 159, 160, 165, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 197, 206, 213, 217, 224, 225, 227, 228, 231, 232, 249, 265, 268, 271, 272, 283, 289, 306, 312, 349, 352, 403, 404, 415, 475  
Nobécourt, Jacques · 138  
Nougayrède, Natalie · 223, 398, 399, 416, 429, 430, 431, 432, 441, 451, 458, 463, 467  
Nunès, Eric · 303

---

## O

Obama, Barack · 23, 70, 71, 109, 147, 149, 150, 182, 188, 244, 248, 271, 283, 285, 300, 349, 352, 353, 378, 379, 380, 381, 383, 401, 402, 403, 404, 405, 411, 412, 415, 416, 420, 421, 422, 423, 431, 441, 446, 448, 450, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 465, 466, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 488, 489, 490, 492  
Ourdan, Rémy · 378

---

## P

Padioleau, Jean · 280  
Pahlavi, Mohammad Reza · 215, 216  
Palewski, Gaston · 34  
Paris, Gilles · 210, 410, 441, 442, 466, 470  
Parks, Rosa · 114, 115, 142  
Passeron, André · 152  
Patino, Bruno · 376  
Patton, George (Général) · 122  
Paunet, Micheline · 325  
Péan, Pierre · 374, 375

Pells, Richard · 20, 21, 22, 484  
Pepper, Miriam · 323  
Pérès, Shimon · 210  
Perle, Richard · 395  
Peyre, Henry · 46, 72, 73, 76  
Pierre, André · 41, 42, 93  
Pierre, Henri · 15, 93, 94, 95, 101, 102, 103, 111, 114, 115, 270, 352, 353  
Pigasse, Mathieu · 423, 424, 425  
Piketty, Thomas · 303  
Pinay, Antoine · 96  
Pinochet, Augusto · 172  
Piquier, Isabelle · 454  
Planchais, Jean · 16, 58, 90, 104, 122, 135, 136, 160, 170, 179, 212, 229, 230, 231, 238, 239, 411  
Plantureux, Jean (Plantu) · 241, 247, 248, 290, 299, 367, 483  
Plenel, Edwy · 243, 284, 318, 319, 320, 321, 334, 339, 342, 365, 366, 369, 374, 375, 377, 392, 441, 447, 462  
Pleven, René · 186  
Poirot-Delpech, Bertrand · 166  
Poitras, Laura · 450  
Pomonti, Jean-Claude · 247  
Ponomarev, Boris · 272  
Pons, Philippe · 167, 168  
Porte, Guy · 169  
Pouchin, Dominique · 162  
Poulet, Bernard · 374  
Powel, Jody · 227  
Powell, Colin · 308, 378, 388, 395  
Presley, Elvis · 228  
Prouvost, Jean · 96  
Prudhomme, Cécile · 332, 333, 405, 473  
Pujadas, David · 392

---

## Q

Quatrepoint, Jean-Michel · 218, 220

---

## R

Rabin, Itzhak · 210, 345  
Racine, Jean · 55  
Ramonet, Edouard · 113  
Ramonet, Ignacio · 207, 235, 237, 326, 327, 392  
Ramos, Raphaël · 231, 467  
Reagan, Ronald · 70, 146, 187, 188, 193, 209, 210, 217, 220, 225, 232, 233, 234, 235, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 275, 281, 282, 289, 290, 292, 293, 299, 300, 304, 305, 308, 309, 310, 312, 337, 340, 348, 349, 350, 352, 353, 354, 357, 388, 465, 475, 485, 488  
Rebélo, José · 162  
Rebeyrol, Yvonne · 245, 246, 269  
Rémy, Jean-Philippe · 413  
Renard, François · 169  
Reston, James · 416  
Revault d'Allonnes, David · 466  
Revel, Jean-François · 25, 204  
Reverchon, Antoine · 414  
Reynaud, Paul · 223  
Rice, Condoleezza · 378, 388, 398  
Ridet, Philippe · 385, 392, 399, 473, 474

Riding, Alan · 356, 436  
Rind, Anita · 259  
Rioux, Jean-Pierre · 186  
Rivkin, Charles · 465, 466  
Rochambeau (Comte de) · 222  
Roche, Marc · 333  
Rockefeller, John D. · 36, 148  
Rockefeller, Nelson · 177  
Rodgers, Joe · 255, 291  
Rodman, Peter W. · 91  
Roger, Philippe · 20, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 77  
Rohatyn, Felix · 282, 328, 329, 343, 344  
Rollat, Alain · 374  
Romney, Mitt · 412, 478  
Roncin, Joachim · 392  
Ronda, James · 414  
Roosevelt, Franklin D. · 31, 32, 60, 61, 62, 63, 70, 71, 73, 98, 109, 114, 116, 133, 134, 137, 139, 146, 149, 153, 186, 193, 195, 223, 289, 299, 336, 404, 405, 415, 475  
Rosenberg, Julius & Ethel · 103, 104, 105, 107, 117, 355, 463, 487  
Julius · 104  
Roth, Philip · 385  
Rouleau, Eric · 210, 211, 216  
Raffoul, Elie · 210  
Roure, Rémy · 59  
Roussel, Frédérique · 434  
Roy, Claude · 166, 167, 181, 182  
Roy, Olivier · 390  
Roy-Sultan, Sophie · 461  
Rumsfeld, Donald · 395, 397  
Rush, Kenneth · 178, 179  
Rusk, Dean · 90

---

## S

Sablier, Edouard · 37, 43, 53, 58, 91  
Sadate, Anouar el · 218  
Sainderichin, Pierre · 124  
Saint-John Perse · 477  
Sakharov, Andreï · 215, 220  
Salan, Raoul · 120  
Samuelson, Paul · 277  
Santi, Jean-Guillaume · 435  
Sarkozy, Nicolas · 230, 385, 399, 400  
Sarraute, Claude · 462  
Sartre, Jean-Paul · 39, 129, 166  
Sauvageot, Ella · 372  
Sauvageot, Jacques · 198, 199, 372  
Scarpetta, Guy · 26  
Schmidt, Helmut · 215  
Schultz, George · 209, 281  
Schwartz, Bernard · 343  
Schwoebel, Jean · 43, 144, 201  
Sedel, Julie · 317, 319, 323  
Serina, Guillaume · 383, 384, 413  
Serodes, Fabrice · 23  
Serreuilles, Claude · 105  
Servan-Schreiber, Jean-Jacques · 39, 87  
Shapiro, Jeremy · 400  
Sheer, Serge · 98  
Shelton, Robert · 181  
Shriver, Sargent · 139, 177, 178  
Shultz, George · 253  
Silk, Mark · 280

Simon, Jean-François · 352  
Smetens, Max · 264  
Snowden, Edward · 467, 468  
Solé, Robert · 89, 90, 209, 210, 236, 238, 255, 323, 339,  
357, 367, 368, 375, 464, 465  
Solomon, Leonard · 280  
Solow, Robert · 277  
Sorge, Richard · 42  
Sotinel, Thomas · 386  
Staline, Joseph · 44, 60, 62, 70, 84, 99, 104, 108, 117,  
122, 252, 355, 463, 487  
Stapleton, Craig Roberts · 398  
Stapleton, Ruth · 214  
Starr, Kenneth · 338, 339  
Stevenson, Adlai · 116  
Stonor Saunders, Frances · 57, 97, 98  
Strauss Kahn, Dominique · 479  
Strauss, Léo · 395  
Subtil, Marie-Pierre · 270  
Suleiman, Ezra · 336, 337, 375  
Sullivan, Jean · 88  
Sulzberger, Arthur Ochs · 280, 370, 373  
Sun Yatsen · 219  
Sweeney, John · 307, 357  
Szadkowski, Michaël · 435

---

## T

Talerico, Antony · 56, 58  
Tatu, Michel · 161, 173, 200, 206, 207, 209, 218, 220,  
228, 229, 283  
Tchernenko, Konstantin · 272, 273  
Teitgen, Pierre-Henry · 34, 52  
Thant, U · 136  
Thatcher, Margaret · 252  
Thépot, Mathias · 458  
Thibau, Jacques · 50, 57, 89, 97, 205, 236, 487  
Thiers, Adolphe · 426  
Till, Emmett · 114  
Tincq, Henri · 413  
Tocqueville (de), Alexis · 175, 426, 474  
Torrijos, Omar · 219  
Tréan, Claire · 341, 347, 377, 430  
Tricornot (de), Adrien · 458  
Truffaut, François · 228  
Truman, Harry · 31, 32, 36, 37, 47, 53, 54, 60, 61, 62, 63,  
65, 66, 71, 72, 73, 74, 80, 82, 92, 98, 104, 107, 116,  
117, 134, 139, 149, 153, 186, 231, 263, 264, 295, 352,  
404, 405, 410, 415, 467, 475  
Trump, Donald · 423, 483, 492  
Tyler, William · 37

---

## U

Urey, Harold C. · 104

---

## V

Vaïsse, Justin · 439, 453, 454, 465  
Vaïsse, Maurice · 110, 140  
Van Kote, Gilles · 224, 357, 405, 425, 431, 432, 433, 438,  
475, 476  
Vance, Cyrus · 219  
Védrine, Hubert · 341, 347, 350  
Verguèse, Dominique · 167, 179  
Vernet, Daniel · 193, 206, 208, 212, 259, 276, 277, 281,  
352, 366, 395, 398, 416, 436, 470  
Vernholes, Alain · 353, 354  
Vial, Philippe · 110  
Vichney, Nicolas · 170, 179  
Vichniac, Isabelle · 225  
Villepin (de), Dominique · 396, 406  
Villiers (de), Pierre · 471

---

## W

Wall, Irwin M. · 48, 79  
Wallace, George · 116, 172  
Walt, Stephen · 22, 24, 29, 340  
Washington, George · 160  
Watson, Arthur · 177, 178  
Weber, Max · 22  
Weeger, Xavier · 218  
Weinberger, Caspar · 253  
Wendel (de), François · 425  
Wetz, Jean · 212  
Weymouth, Katharine · 322  
Wilder, Douglas · 308  
Wilner, Tom · 399  
Wilson, Woodrow · 111, 153, 464  
Wisner, M. · 54  
Wiznitzer, Louis · 211  
Wolfowitz, Paul · 395, 397  
Woodward, Bob · 175, 283, 368  
Wouts, Bernard · 240, 276

---

## X

Xi Jinping · 478

---

## Y

Young, Coleman · 329

---

## Z

Zecchini, Laurent · 333, 334, 337, 338, 390, 391

## Table des matières

<b>Résumé .....</b>	<b>4</b>
<b>Abstract.....</b>	<b>5</b>
<b>Remerciements.....</b>	<b>6</b>
<b>Abréviations.....</b>	<b>8</b>
<b>Sommaire .....</b>	<b>9</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>10</b>
<b>Une question récurrente : l'antiaméricanisme.....</b>	<b>19</b>
L'antiaméricanisme primaire .....	20
Le refus de l'exceptionnalisme américain .....	21
Le regard critique français sur l'Amérique et les Américains .....	23
Le repoussoir ou le miroir américain.....	26
<b><u>PREMIERE PARTIE. Au temps d'Hubert Beuve-Méry ; un dirigeant et un journal épris de valeurs traditionnelles, face à l'Amérique</u> .....</b>	<b>30</b>
<b>Chapitre 1. 1944-1952 Roosevelt et Truman : la guerre froide .....</b>	<b>32</b>
11 Aux premiers temps du <i>Monde</i> .....	33
Hubert Beuve-Méry et la création du <i>Monde</i> .....	33
Le renouvellement de la presse à la libération .....	33
La naissance du <i>Monde</i> .....	34
Hubert Beuve-Méry et l'Amérique .....	35
Les articles de Sirius .....	40
Les journalistes.....	41
André Pierre.....	41
André Chênebenoit .....	42
Robert Guillain .....	42
Jean Schwoebel.....	43
Maurice Ferro.....	43
Pierre Frédérix .....	44
Etienne Gilson.....	45
Maurice Duverger.....	45
Robert Buron.....	46
Henry Peyre .....	46
Pierre Emmanuel .....	47
Coca-colonisation .....	47
Le neutralisme du <i>Monde</i> et Etienne Gilson (1948-1950).....	49
Du désaccord avec René Courtin à la démission d'Hubert Beuve-Méry .....	52
Une tentative d'ingérence américaine ?.....	54
La publication du rapport Fechteler .....	55
12 Le libérateur et l'immédiat après-guerre .....	59
De Franklin Roosevelt à Harry Truman .....	60
Roosevelt, le libérateur .....	60



La mort de Roosevelt et l'avènement d'Harry Truman.....	61
Les ambassadeurs.....	62
La fin de la seconde guerre mondiale et le début de la guerre froide .....	63
Le rideau de fer .....	65
La signature du pacte atlantique et la guerre de Corée .....	67
Le pacte atlantique.....	67
La guerre de Corée.....	69
13 Premiers plan sur les Etats-Unis .....	70
La couverture des Etats-Unis par <i>Le Monde</i> dans l'après guerre.....	70
La place des Etats-Unis dans <i>Le Monde</i> : une question récurrente.....	70
Sous Roosevelt et Truman, l'Amérique en première page.....	71
De l'amitié à l'alliance .....	72
Un immense soutien économique et militaire .....	73
La générosité des Etats-Unis : une question récurrente .....	74
Le soutien économique et militaire des Etats-Unis à la Libération .....	74
Un pays très développé et très riche .....	75
Une nation relativement progressiste et ouverte .....	76
Un pays libre et démocratique où la loi est sévère .....	79
Le réarmement confirme la puissance du pays continent.....	81
<b>Chapitre 2. 1953-1960 Eisenhower : la puissance tranquille.....</b>	<b>83</b>
21 Le journal de référence.....	84
Le succès commercial et le soutien des lecteurs .....	84
L'indépendance .....	85
Pierre Mendès France, le plus proche .....	86
Le début de la guerre d'Algérie .....	87
La qualité éditoriale .....	88
Les journalistes .....	89
André Fontaine .....	89
Claude Julien .....	92
Henri Pierre.....	93
Jacques Fauvet.....	94
Jean Knecht.....	95
Livia Jars de Gubernatis .....	95
L'affaire du Temps de Paris .....	96
22 Ike et la détente.....	98
Dwight D. Eisenhower et la détente.....	98
Les ambassadeurs d'Eisenhower .....	100
Le maccarthysme .....	102
L'exécution des Rosenberg et le départ de Maurice Ferro .....	103
La crise de Suez.....	105
23 Le grand frère encore lointain.....	106
La couverture des Etats-Unis par <i>Le Monde</i> demeure très importante.....	106
Une relation solide fondée sur un intérêt bien compris .....	107

Une question récurrente : la complexité des relations transatlantiques .....	107
La relation entre les Etats-Unis et la France sous Eisenhower .....	108
Un important soutien économique et militaire .....	109
Une question récurrente : le soutien militaire mutuel entre les Etats-Unis et la France .....	110
Le soutien économique et militaire sous Eisenhower .....	111
Un développement qui impressionne beaucoup moins .....	112
Un peuple encore lointain et pas toujours égalitaire .....	113
Une démocratie avec quelques imperfections .....	116
Une puissance implicite .....	117
<b>Chapitre 3. 1961-1968 Kennedy et Johnson : la nouvelle frontière .....</b>	<b>119</b>
31 L'institution .....	120
La guerre d'Algérie .....	120
La Tchécoslovaquie et Sirius .....	121
Beuve-Méry et de Gaulle .....	122
Le succès d'un journal devenu institution ainsi que son directeur .....	124
<i>Le Monde</i> devient une institution .....	124
Une réussite éditoriale et économique .....	125
Les journalistes qui apparaissent dans <i>Le Monde</i> sur les Etats-Unis de 1961 à 1968 .....	126
Alain Clément .....	126
Jacques Amalric .....	126
Philippe Ben .....	128
Paul Fabra et Jean Luc .....	128
Raymond Aron .....	129
32 L'ère Kennedy .....	129
De Kennedy à Johnson .....	129
Kennedy président des Etats-Unis .....	130
La crise des missiles de Cuba .....	130
Kennedy à Berlin .....	132
L'assassinat de Kennedy .....	133
Lyndon Johnson président des Etats-Unis .....	134
La guerre du Vietnam .....	135
Les ambassadeurs américains à Paris sous Kennedy et Johnson .....	137
James Gavin .....	137
Charles Bohlen .....	138
Sargent Shriver .....	139
De Gaulle et les Etats-Unis .....	139
De Gaulle et l'OTAN .....	139
De Gaulle et la guerre du Vietnam .....	141
L'assassinat de Martin Luther King .....	142
33 L'Amérique au rythme de la politique étrangère et extérieure de son jeune président .....	143
<i>Le Monde</i> s'intéresse de plus en plus largement aux Etats-Unis .....	143

Une alliance de plus en plus tourmentée, qui nourrit l'actualité, mais dont la solidité et la profondeur apparaissent clairement dans les épreuves.....	144
Un pays toujours généreux, mais de plus en plus concurrent .....	145
Le développement de l'Amérique sous Kennedy et Johnson .....	146
Une question récurrente : la richesse de l'Amérique.....	146
Un pays riche, mais dont le développement notamment l'économie ne suscite guère l'intérêt .....	147
Le progrès social .....	148
Une question récurrente : l'égalité et le progrès social en Amérique .....	148
La société et le peuple sous Kennedy et Johnson .....	150
La démocratie et les droits civiques.....	152
La force tranquille .....	154
Conclusion de la première partie .....	156
<b><u>SECONDE PARTIE. Les héritiers ; des dirigeants encore traditionnels dans un journal qui s'ouvre à la modernité, face à l'Amérique</u></b> .....	<b>157</b>
<b>Chapitre 4. 1969-1976 Nixon et Ford : l'Amérique entre deux visages</b> .....	<b>159</b>
41 La presque continuité .....	160
Le successeur : Jacques Fauvet .....	160
Le successeur.....	160
La ligne de Jacques Fauvet .....	160
Trois erreurs graves .....	161
Jacques Fauvet et l'étranger.....	163
Jacques Fauvet et les Etats-Unis.....	164
Les journalistes.....	166
Alain-Marie Carron.....	166
Claude Roy .....	166
Dominique Verghese.....	167
Philippe Pons.....	167
Philippe Lemaître .....	168
Alain Bouc.....	168
Pierre-Marie Doutrelant.....	169
Guy Porte.....	169
François Renard.....	169
Nicolas Vichney.....	170
Jean Planchais.....	170
42 La période Nixon : une histoire controversée .....	171
Nixon et Ford .....	171
Richard Nixon .....	171
Le rapprochement avec la Chine .....	173
La fin de la guerre du Vietnam .....	174
Le Watergate et la démission du président .....	174
Gerald Ford : le président non élu.....	176
Les ambassadeurs .....	177
Sargent Shriver .....	177
Arthur Watson et John Irwin.....	177
Kenneth Rush .....	178
Premier homme sur la Lune.....	179

Colère noire .....	180
43 Une époque tourmentée.....	182
La couverture des Etats-Unis de Richard Nixon par <i>Le Monde</i> .....	182
Un allié assumé avec un arrière plan critique continu.....	183
Un partenaire voire un concurrent économique .....	184
Le développement de l'Amérique sous Nixon et Ford .....	186
Une question récurrente : l'économie américaine d'un modèle à un autre.....	186
Première crise de la superpuissance économique et fin de la convertibilité du dollar en or .....	189
Un pays socialement agité.....	190
La démocratie et la justice en Amérique sous Nixon et Ford.....	192
Une question récurrente : la justice et la police aux Etats-Unis .....	192
Une démocratie et une justice qui résistent malgré tout.....	193
Une puissance questionnée y compris à l'intérieur par la guerre du Vietnam ..	194
<b>Chapitre 5. 1977-1980 Carter : l'Amérique affaiblie .....</b>	<b>196</b>
51 Les nuances internes et les critiques externes s'approfondissent au <i>Monde</i> ..	197
L'affaiblissement du directeur à l'intérieur du journal.....	197
Une succession qui s'avère difficile dans le temps .....	197
La rivalité entre les gérants, symbole de l'opposition entre impératifs éditoriaux et impératifs économiques et de la lutte pour l'indépendance du journal .....	198
La rivalité entre le service politique et le service international.....	199
La rivalité entre le directeur et la société des rédacteurs .....	200
Difficultés extérieures .....	202
La critique de l'institution et de son pouvoir .....	202
Les critiques de l'idéologie du journal .....	204
Les journalistes.....	205
Michel Tatu .....	206
Jacques Decornoy .....	206
Dominique Dhombres .....	207
Daniel Vernet .....	208
Robert Solé .....	209
Eric Rouleau .....	210
Louis Wiznitzer.....	211
Maurice Delarue.....	211
Jacques Michel .....	212
Jean Wetz .....	212
52 Carter et la superpuissance affaiblie .....	213
Jimmy Carter, le président du déclin.....	213
La crise morale et politique : une crise de confiance.....	213
La crise de la puissance militaire et de la politique étrangère américaine : une crise de leadership .....	214
La prise d'otages de Téhéran .....	215
La crise de la puissance économique américaine.....	217
Des réussites dont une période de paix malgré tout.....	218
53 Un sentiment de déclin .....	221
La couverture des Etats-Unis de Jimmy Carter par <i>Le Monde</i> .....	221

Un allié qui fait moins de bruit, moins parler de lui.....	222
Une question récurrente : l'amitié avec les Etats-Unis.....	222
La relation entre la France et les Etats-Unis sous Carter.....	224
Un pays qui aide ponctuellement, qui sait parfois se montrer généreux.....	225
Un pays toujours riche, mais dont l'économie est fragilisée .....	226
Des mœurs parfois surprenantes vu de l'autre côté de l'Atlantique.....	227
Une démocratie compliquée .....	228
Puissance et confiance en déclin.....	229
Une question récurrente : la puissance de l'armée américaine.....	229
Carter et le déclin de la puissance militaire et de la confiance de l'Amérique	232
<b>Chapitre 6. 1981-1988 Reagan : <i>America is back</i> .....</b>	<b>234</b>
61 Temps difficiles au <i>Monde</i> .....	235
Difficile succession et dissensions sur l'Amérique .....	235
La vraie fausse élection de Claude Julien, chef de file des journalistes défavorables à l'Amérique (1981-1982) .....	235
André Laurens : un directeur de transition et de réconciliation (1982-1985)..	238
Redressement et recentrage : André Fontaine .....	239
Les journalistes.....	241
Bernard Guetta .....	241
Jan Krauze .....	242
Marie-Claude Decamps .....	243
Alain Faujas .....	244
Nicole Bernheim.....	245
Yvonne Rebeyrol.....	245
Michel Bôle-Richard .....	246
Manuel Lucbert .....	246
Francis Cornu .....	246
Jean-Claude Pomonti.....	247
Plantu.....	247
62 Une présidence de reconquête .....	249
Reagan l'idéologue simpliste et inquiétant.....	249
America is back : l'élection de Ronald Reagan .....	249
Le réarmement et la guerre froide.....	250
Le néolibéralisme .....	251
Reagan, cet acteur pragmatique.....	252
Gorbatchev et Reagan ou la conjonction du pragmatisme et de la détente...	252
La réussite économique .....	253
La France de Mitterrand, Reagan et les Etats-Unis.....	254
Inquiétudes américaines et tiers-mondisme français .....	254
Mitterrand l'Américain .....	257
Reaganomania, américanophilie et atlantisme .....	258
<i>Le Monde</i> et Ronald Reagan .....	259
63 Le retour de l'Amérique .....	261
La couverture des Etats-Unis de Ronald Reagan par <i>Le Monde</i> .....	261
Le renouveau de l'amitié franco-américaine .....	262

Un pays relativement généreux et ouvert économiquement, mais aussi et de plus en plus, un concurrent économique.....	263
Une question récurrente : les relations économiques franco-américaines .....	263
L'aide et l'ouverture économique des Etats-Unis sous Reagan .....	265
Un renouveau économique.....	266
Difficultés sociales et vie culturelle importante .....	267
Une démocratie qui fonctionne bien .....	269
Puissance et confiance retrouvées.....	270
Une question récurrente : la confiance des Américains en leur pays, notamment en sa puissance .....	270
Le renouveau de la puissance militaire américaine et le retour de la confiance sous Reagan.....	272
<b>Chapitre 7. 1989-1992 Bush père : la fin de l'histoire.....</b>	<b>274</b>
71 <i>Le Monde</i> à la fin de la guerre froide .....	275
La direction du journal et le double contexte de la fin de l'URSS et des pertes financières .....	275
<i>Le Monde</i> replonge dans la crise .....	275
De la crise économique à la crise de succession qui atteint le cœur du service international .....	276
Jacques Lesourne, nouveau directeur, américanophile et porteur d'un projet gestionnaire .....	277
Les journalistes.....	281
Alain Frachon.....	281
Jean-Pierre Langellier .....	283
Martine Jacot .....	284
Patrice Claude .....	286
Régis Navarre .....	286
Serge Marti .....	287
72 Bush père et l'Amérique seule superpuissance.....	288
Ronald Reagan a comme successeur son vice-président.....	289
L'élection de George Bush à la présidence des Etats-Unis .....	289
George Bush Père et la France : un sommet dans l'amitié franco-américaine .....	290
Un président averti en politique étrangère dans l'histoire en mouvement.....	292
L'unique superpuissance et la fin de la guerre froide.....	292
La fin de l'histoire ou les prémices d'un nouveau désordre mondial .....	293
La première guerre du Golfe et l'intervention en Somalie (Restore Hope).....	294
Un président rattrapé par les difficultés intérieures de l'Amérique, que reflètent les émeutes raciales de Los Angeles .....	296
73 Le colosse aux pieds d'argile .....	299
La couverture des Etats-Unis de George Bush par <i>Le Monde</i> .....	299
Une image qui cesse de s'améliorer.....	300
Un pays ouvert aux échanges mais qui est aussi un sérieux concurrent.....	301
Le système économique américain gagné par la crise, même en ce qui concerne la technologie et l'éducation .....	302
Une question récurrente : le système éducatif américain.....	302

Le développement économique des Etats-Unis .....	304
D'importantes difficultés sociales.....	306
Une question récurrente : la vie sociale et syndicale aux Etats-Unis .....	306
Le peuple américain et la société américaine .....	307
Une démocratie appréciée mais une justice avec de graves limites.....	309
Une superpuissance qui finit par se poser des questions.....	310
Conclusion de la seconde partie.....	312
<b>TROISIEME PARTIE. La nouvelle génération ; des dirigeants et un journal modernes, face à l'Amérique.....</b>	<b>313</b>
<b>Chapitre 8. 1993-2000 Clinton : l'apogée de l'Amérique ?.....</b>	<b>315</b>
81 Une nouvelle génération au <i>Monde</i> .....	316
Un nouveau projet éditorial.....	316
Une brève crise de gouvernance .....	316
Un nouveau projet.....	317
Jean-Marie Colombani et les Etats-Unis .....	319
Edwy Plenel et les Etats-Unis .....	320
L'ombudsman .....	321
<i>Le Monde diplomatique</i> , les Etats-Unis et <i>Le Monde</i> .....	323
<i>Le Monde diplomatique</i> , de la création à la filialisation .....	324
<i>Le Monde diplomatique</i> et les Etats-Unis.....	325
Les journalistes.....	327
Sylvie Kauffmann .....	327
Claudine Mulard .....	329
Patrice de Beer .....	330
Yves Eudes.....	331
Cécile Prudhomme.....	332
Marc Roche.....	333
Laurent Zecchini.....	333
Jean-François Augereau.....	334
Georges Marion .....	334
Eric Le Boucher .....	335
82 Une présidence à laquelle tout sourit ou presque .....	336
L'élection de Bill Clinton.....	336
Un président porté par son succès économique mais affaibli par les affaires ..	337
Bill Clinton et la France.....	340
Les ambassadeurs de Bill Clinton .....	342
La politique étrangère de Bill Clinton .....	344
La Pax Americana.....	344
L'hyperpuissance hégémonique et les signaux faibles de sa remise en question .....	346
83 L'hyperpuissance florissante .....	348
La couverture des Etats-Unis de Bill Clinton par <i>Le Monde</i> .....	348
Une question récurrente : le traitement quantitatif des Etats-Unis par <i>Le Monde</i> .....	348
Le traitement des Etats-Unis par <i>Le Monde</i> est à son plus bas niveau sous Bill Clinton.....	349

Un ami pas toujours facile .....	350
Des gestes d'ouverture dans une ambiance de compétition .....	351
Une économie florissante .....	351
Une question récurrente : les technologies et les infrastructures américaines.....	352
L'économie américaine sous Bill Clinton.....	353
Une société plutôt calme et ouverte.....	354
Une question récurrente : culture et sport.....	355
La société américaine sous Bill Clinton.....	357
Un système politique et judiciaire qui fonctionne plutôt bien.....	359
Un pays puissant, dominateur malgré quelques interrogations .....	360
<b>Chapitre 9. 2001-2008 Bush Jr : l'Amérique en guerre .....</b>	<b>362</b>
91 L'ère Colombani : suite et fin .....	363
Les articles de Jean-Marie Colombani sur les Etats-Unis.....	363
La réélection de Jean-Marie Colombani et la poursuite du renouveau éditorial inspiré de temps à autres d'idées venues d'outre-Atlantique.....	365
Le second mandat de Jean-Marie Colombani et la force du trio directorial....	365
La photographie et les infographies enfin acceptées .....	366
Le supplément hebdomadaire « <i>The New York Times</i> » .....	367
Le journalisme d'investigation et la recherche de scoops .....	368
Le développement sur internet à l'exemple du <i>New York Times</i> .....	370
La tentative de création d'un groupe de presse à l'américaine .....	371
La fin de l'ère Colombani .....	373
Le retour des difficultés économiques, notamment suite au 11 septembre....	373
Un agent de la CIA à la direction de la rédaction du <i>Monde</i> .....	374
Le départ de Jean-Marie Colombani, le passage de Pierre Jeantet et l'arrivée d'Eric Fottorino .....	375
Les journalistes.....	376
Alain Debove.....	377
François Bonnet.....	377
Arnaud Leparmentier .....	377
Rémy Ourdan.....	378
Patrick Jarreau .....	378
Corine Lesnes .....	380
Eric Leser.....	382
Guillaume Serina.....	383
Jean-Michel Dumay .....	384
Pierre-Antoine Delhommiais .....	384
Philippe Ridet.....	385
Alain Beuve-Méry.....	386
Les autres nouvelles signatures.....	386
92 La présidence de George W. Bush.....	387
L'élection délicate de George W. Bush.....	387
Le 11 septembre 2001 .....	388
Le choc du 11 septembre et la couverture de l'évènement par <i>Le Monde</i> ....	389
Nous sommes tous Américains.....	391
L'esprit du terrorisme .....	393



Le temps de l'union et la guerre en Afghanistan .....	393
La guerre en Irak et la grande incompréhension entre les deux rives de l'Atlantique .....	394
La réélection de George W. Bush et son second mandat.....	397
93 L'Amérique sous le choc du 11 septembre.....	400
Une couverture record .....	401
Une question récurrente : qui sont les auteurs des articles traitant des Etats-Unis ? .....	401
La couverture des Etats-Unis de George W. Bush par <i>Le Monde</i> .....	403
Solidarité puis brouille entre la France et l'Amérique .....	403
Une question récurrente : l'image de la politique étrangère des Etats-Unis depuis la fin de la seconde guerre mondiale .....	403
L'image des Etats-Unis sous George W. Bush .....	405
Un pays qui n'écoute que son intérêt.....	407
Une crise rampante .....	408
Une société soudée malgré tout, dans laquelle la religion tient une place importante.....	409
Une question récurrente : l'image de la religion aux Etats-Unis .....	409
La société américaine sous George W. Bush .....	412
Un système démocratique et judiciaire qui connaît des difficultés notables .....	415
Une question récurrente : l'image du modèle politique américain .....	415
Démocratie et justice aux Etats-Unis sous George W. Bush .....	417
Assurance mais scepticisme sur la victoire finale .....	418
<b>Chapitre 10. 2009-2015 Obama : Yes we can .....</b>	<b>420</b>
101 <i>Le Monde</i> : rupture dans la continuité .....	421
La crise, le rachat, la fin de l'autocontrôle et le départ d'Eric Fottorino.....	421
La mise en place d'une direction bicéphale à l'américaine .....	424
Un directeur de la publication et une succession de directeurs du journal ouverts sur l'Amérique.....	427
Louis Dreyfus .....	427
Erik Izraelewicz .....	428
Natalie Nougayrède .....	429
Gilles Van Kote .....	431
Jérôme Fenoglio .....	433
Un journal en transition.....	434
Internet et la transformation inachevée de la vieille institution .....	434
L'affaire WikiLeaks .....	437
Les grands dossiers et enquêtes gérés à l'échelle planétaire et l'ICIJ .....	438
<i>Le Monde</i> , les universitaires et les think tanks.....	439
Les journalistes.....	441
Gilles Paris .....	441
Christophe Châtelot .....	442
Une question récurrente : Le fonctionnement du service international et la couverture des Etats-Unis .....	442
Christophe Ayad.....	446
Sylvain Cypel .....	447

Stéphane Lauer .....	448
Nicolas Bourcier .....	449
Philippe Bernard.....	449
Jacques Follorou.....	450
Nathalie Guibert .....	451
Damien Leloup .....	452
Justin Vaïsse.....	453
Les autres signatures .....	454
102 Obama : un mandat exceptionnel malgré tout.....	454
L'élection de Barack Obama, symbole du rêve américain .....	454
L'Obamania du <i>Monde</i> .....	456
La mandature du 44° président des Etats-Unis vue du boulevard Blanqui .....	458
Une question récurrente : le lien entre <i>Le Monde</i> et le gouvernement américain ainsi que son ambassade à Paris .....	460
Les ambassadeurs de Barack Obama à Paris .....	465
Le scandale de la NSA .....	466
103 L'hyperpuissance isolée devient une superpuissance attractive .....	469
La couverture des Etats-Unis d'Obama par <i>Le Monde</i> .....	469
La fascination sur fond de réalité et d'une relation souvent compliquée .....	469
La compétition demeure .....	470
La technologie triomphe, la crise s'estompe mais pas la pauvreté .....	472
Une société ouverte, tolérante, préoccupée par la question de l'environnement .....	472
Une question récurrente : les mœurs et les habitudes de vie des Américains .....	473
Une autre question récurrente : La préservation de l'environnement aux Etats- Unis.....	476
L'image de la société américaine sous Obama.....	477
Une démocratie bien imparfaite et une justice pas toujours juste .....	479
Entre confiance et doute malgré une puissance sans égale.....	480
Conclusion de la troisième partie.....	482
<b>Conclusion.....</b>	<b>483</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>494</b>
Tableaux analytiques - 1ère partie : forme .....	494
Table de codage .....	502
Tableaux analytiques – 2ème partie : principaux auteurs .....	522
Tableaux analytiques – 3ème partie : synthèses .....	530
Tableaux analytiques – 4ème partie : détail.....	534
Principaux collaborateurs du <i>Monde</i> concernés par les Etats-Unis .....	549
Principaux officiels américains (politiques et diplomates) concernés par la France et <i>Le Monde</i> .....	551
Chronologie.....	554
Liste des entretiens .....	567

Sources imprimées et numériques.....	569
Bibliographie .....	572
Index des noms de personnes .....	584
Table des matières.....	591